

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

17e Législature — 4e session

Vol. 1 – Séances du 2 décembre 1930 au 27 février 1931

1930-1931

Texte établi par Jocelyn Saint-Pierre, Josée Levasseur,
Donald Chouinard et Maria Buttazzoni

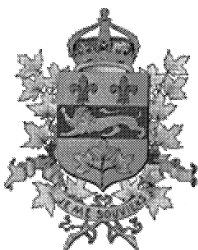
Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

17^e Législature – 4^e session

Vol. 1 - Séances du 2 décembre 1930 au 27 février 1931

1930-1931



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

17^e Législature — 4^e session

Vol. 1 – Séances du 2 décembre 1930 au 27 février 1931

1930-1931

**Texte établi par Jocelyn Saint-Pierre, Josée Levasseur,
Donald Chouinard et Maria Buttazzoni**

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2011

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot	
Recherche et reconstitution:	Jocelyn Saint-Pierre Josée Levasseur Donald Chouinard Maria Buttazzoni	
Introduction:	Christian Blais	
Traduction:	Mireille Belisle Geneviève Gagnon Linda Shan Jones Conceptum	
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard	
Indexation:	Monique Fortier	
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussières R�nald Buteau Gilles Gallichan	Martin Pelletier Jocelyn Saint-Pierre R�jeanne Trépanier Sylvie Turcotte Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2011

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23994-8

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde

« Tout l'monde parle de l'R-100 », chantait Mary Travers, dite La Bolduc, en 1930. Petits et grands sont fascinés par ce dirigeable britannique qui, le premier, avait traversé l'Atlantique. Le 31 juillet, il survole Québec pour parvenir, le lendemain, à l'aéroport de Saint-Hubert¹. Une foule de 40 000 personnes l'attend et, deux semaines durant, plus de 500 000 visiteurs iront voir le fascinant aérostat².

M'as t'changer d'nom mon Jean
Pis m'as t'appeller l'R-100
Ti-Rouge l'R-100, Ti-Gus l'R-100, Ti-Pit l'R-100
Moi j'trouve ça du bon sens
C'est les culottes l'R-100, les pyjamas l'R-100
Brassières l'R-100, jarretières l'R-100
Tout l'monde parle de l'R-100³

Un autre sujet occupe la scène : la crise économique. Dans les villes surtout, le chômage va en croissance⁴. Chez les syndiqués québécois, on estime le taux de chômage à 20 %, en juin 1931⁵. À Montréal, où la situation est pire qu'ailleurs avec 30 000 sans-travail, la Société Saint-Vincent-de-Paul reçoit une large part des 100 000 \$ alloués par l'administration municipale pour venir en aide aux plus démunis⁶. L'avenir s'annonce sombre.

Même les grands trusts de la finance sont en difficulté; les capitaux américains, moteur de l'industrialisation canadienne, se font rares; l'industrie des pâtes et papiers est en crise depuis 1928; la demande mondiale pour les ressources forestières et minières du Québec est en forte décroissance; les exportations de blé de l'Ouest qui transite par les ports de Montréal et de Québec périclitent; le prix des denrées agricoles s'effondre. Seuls les secteurs de l'hydroélectricité et de l'exportation des métaux précieux s'en tirent mieux que les autres⁷.

C'est dans ce contexte de misère que les élections fédérales sont déclenchées. Le premier ministre libéral William Lyon Mackenzie King espère être reconduit pour un troisième mandat. Rien n'est acquis. Les esprits s'échauffent. « Il y a du chômage et l'opposition [conservatrice de Richard Bedford Bennett] se sert de ce fait comme un levier puissant », observe le lieutenant-gouverneur du Québec, George Henry Carroll :

Comme les gouvernements s'attribuent la prospérité du pays, ils ne doivent pas être surpris si le malaise économique leur est attribué, et cependant rien n'est plus injuste. Les gouvernements ne doivent rien faire pour entraver l'essor économique; au contraire, ils doivent le favoriser; mais il n'est pas raisonnable de dire qu'un gouvernement peut, contre toutes les lois économiques, faire la prospérité ou la défaire⁸.

En effet, le poids des différents paliers de gouvernement dans l'économie reste faible : en 1928, les administrations fédérale et provinciale « n'assurent que 9,3 % de la dépense nationale brute et plus de la moitié du montant est payée par les municipalités⁹ ». En un mot, les gouvernements sont peu et mal outillés pour faire face à la crise qui perdure.

Le principe du libéralisme économique prévaut. Le développement repose d'abord et surtout sur l'entreprise privée. Le rôle de l'État, en corollaire, est subsidiaire en matière économique : il se limite à légiférer pour accorder des exemptions de taxes, à voter des subsides pour encourager l'industrie, et à faciliter l'investissement de capitaux étrangers en n'exigeant que de faibles redevances contre l'exploitation des ressources sur les terres de la couronne. Or, ces politiques – favorisant l'expansion économique à long terme – s'avèrent inefficaces pour sortir le pays du marasme dans lequel il est plongé depuis 1929¹⁰.

Aux électeurs, Bennett promet un train de mesures sociales pour résorber la crise. La population lui fera confiance. Le 28 juillet 1930, les conservateurs remportent le scrutin. Ils font

élire 137 députés à la Chambre des communes, relayant King, avec 91 députés libéraux, dans l'opposition.

Les conservateurs fédéraux, qui étaient boudés au Québec depuis la conscription de 1917, font élire 24 représentants sur 65, dont 16 francophones. Parmi le nombre figure Arthur Sauvé, naguère chef de l'opposition conservatrice à l'Assemblée législative de Québec de 1916 à 1929. Il sera nommé ministre des Postes dans le cabinet Bennett. Cela dit, même si le Québec n'avait pas envoyé autant de conservateurs à Ottawa depuis 1891, l'historien Marc La Terre nuance la portée de ce résultat : « [...] ce succès ne signifiait nullement que le Québec avait été converti au conservatisme : la province était toujours hostile à ce parti, mais elle avait réagi contre les conditions économiques qui prévalaient par une sorte de vote de protestation¹¹. »

Le nouveau premier ministre canadien propose un vaste programme de travaux publics pour s'attaquer au chômage. Car, bien que le chômage soit une question qui relève des provinces, il demeure que c'est le fédéral qui dispose des plus importantes ressources financières. Le gouvernement libéral de Taschereau s'entend donc avec le gouvernement conservateur de Bennett pour que les municipalités du Québec puissent profiter des offres d'Ottawa. C'est pour légiférer en cette matière que l'ouverture de la 4^e session de la 18^e Législature du Parlement québécois est devancée au 2 décembre 1930.

Les parlementaires

Soixante-dix députés libéraux, 11 conservateurs et un député ouvrier, telle est la composition de la Chambre basse en 1930-1931. Trois comtés libéraux restent vacants tout au long de la session : celui de Montcalm, causé par la mort du député ministre Joseph-Léonide Perron, et ceux de Dorchester et de Lévis, les deux députés ayant été nommés au Conseil législatif. Puis, le 7 janvier 1931, le député libéral de Brome, Carlton James Oliver, va mourir en fonction et réduire d'autant la majorité ministérielle.

La composition de l'Assemblée législative s'était également transformée à la suite de quatre élections partielles tenues, en octobre et en novembre 1930, dans les circonscriptions de Huntingdon, de Maskinongé, de Bellechasse et de Deux-Montagnes. Les députés libéraux de Huntingdon, Andrew Philips, et de Maskinongé, Joseph-William Gagnon, étaient morts en fonction; Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail et député de Bellechasse, avait démissionné pour être nommé juge à la Cour du banc du roi; Arthur Sauvé avait démissionné comme député de Deux-Montagnes pour être élu sur la scène fédérale.

Quatre nouvelles figures font ainsi leur entrée sur le parquet du Salon vert. Certaines sont plus familières. Robert Taschereau, le fils du premier ministre, et Paul Sauvé, le fils de l'ancien chef de l'opposition, sont élus respectivement dans Bellechasse et dans Deux-Montagnes¹². Contrairement à ce que rapporte la presse, ce n'est pas la première fois, depuis 1867, qu'un premier ministre en fonction « a l'insigne honneur de présenter son fils au président de la Chambre pour siéger près de lui¹³ » : le premier ministre Pierre-Joseph-Olivier Chauveau avait fait de même pour son fils, Alexandre, en 1872¹⁴.

Arthur Sauvé, pour sa part, est revenu à l'hôtel du Parlement pour assister à l'intronisation de son fils, sur un fauteuil spécial placé à la gauche du président Télesphore-Damien Bouchard. Le premier ministre Taschereau accueille son vieil adversaire « avec une visible cordialité¹⁵ », rapporte *Le Devoir*. Le journaliste du *Droit*, quant à lui, parvient à croquer cette conversation entre les deux hommes, après la séance :

L'honorable M. Taschereau (s'adressant à l'honorable M. Sauvé)

– « J'espère que le fils va nous ménager plus que son père... »

L'honorable M. Sauvé – « Il faut tenir compte des provocations. Si le fils est provoqué, il fera comme le père. »

L'honorable M. Taschereau – « Bien alors, nous allons asseoir nos fils l'un à côté de l'autre. »¹⁶

Dans Maskinongé, le libéral Louis-Joseph Thisdel est élu, mais la surprise provient du résultat dans Huntingdon où le conservateur Martin Beattie Fisher est parvenu à défaire le candidat libéral Gordon Scott qui, quelques semaines avant le scrutin, avait été nommé trésorier dans le cabinet Taschereau. Cette victoire conservatrice va contribuer à revigorer les ardeurs de l'opposition à l'Assemblée; d'autant que c'était la première fois, depuis 1867, qu'un ministre était défait lors d'une élection partielle.

Plusieurs changements sont survenus au Conseil exécutif. D'abord, le cabinet ministériel s'est rajeuni avec la nomination d'Adélard Godbout, 38 ans, comme ministre de l'Agriculture. Il succède à Joseph-Léonide Perron, mort en fonction le 20 novembre 1930.

Perron n'aura occupé ce ministère que sept mois durant. Contrairement à Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture de 1920 à 1929, Perron ne voyait pas le ministère de l'Agriculture « seulement comme un encouragement à une meilleure gestion¹⁷ ». Après avoir observé que l'agriculture était dans le marasme, il avait appelé des réformes énergiques. Homme d'action, Perron ambitionnait même de remplacer Taschereau comme premier ministre¹⁸; cette rumeur, du moins, courait depuis son élection dans Montcalm en 1929¹⁹.

Godbout se voit confier le mandat de poursuivre le programme de Perron. Professeur à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière de 1918 à 1930, communicateur de talent et seul au Conseil exécutif à ne pas être avocat de formation, le nouveau ministre de l'Agriculture est respecté de tous, même de ses adversaires conservateurs et de la presse. Lui qui considérait l'agriculture comme un élément dynamique de l'économie québécoise – et non pas comme un facteur de conservation de la race canadienne-française – est cependant freiné dans ses actions par la crise économique²⁰.

D'autres ministres, de bonne réputation, prennent du galon²¹. Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Voirie depuis 1929, devient, en plus, ministre des Mines. Pour dire juste, il retrouve ce portefeuille puisqu'il avait été ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de 1920 à 1929. Hector Laferté, quant à lui, est nommé titulaire du nouveau ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries. Enfin, Joseph-Napoléon Francoeur est assermenté ministre des Travaux publics et du Travail. Héritant du délicat dossier du chômage, la crise économique lui donne beaucoup de pain sur la planche.

Enfin, le trésorier Andrew Ross McMaster, en poste depuis le 12 septembre 1929, avait dû démissionner pour cause de maladie²². Le premier ministre Taschereau, n'ayant pas réussi à faire élire le nouveau trésorier Gordon Wallace Scott, se fait assermenter lui-même comme trésorier, le 27 novembre 1930. Taschereau n'est pas le premier des premiers ministres en fonction à diriger ce département. Avant lui, Charles-Eugène Boucher de Boucherville, Louis-Olivier Taillon (à deux reprises), Félix-Gabriel Marchand et Simon-Napoléon Parent ont fait pareillement²³. Les journaux signalent aussi que le premier ministre Taschereau est le huitième Canadien français à occuper ce poste qui, traditionnellement, était réservé à un député anglophone, Écossais de préférence²⁴.

Du nouveau au Conseil législatif. Le président du Salon rouge, Adélard Turgeon, meurt le 14 novembre 1930. Jacob Nicol, propriétaire des quotidiens *Le Soleil* de Québec et *La Tribune* de Sherbrooke et ancien ministre du cabinet Taschereau de 1921 à 1929, est choisi pour lui succéder. Et, pour consolation, le candidat libéral défait et ex-trésorier Gordon Wallace Scott est nommé conseiller législatif pour la division de Victoria et devient ministre sans portefeuille. Également, les anciens députés libéraux Alfred-Valère Roy et Charles-Ernest Ouellet accèdent à la Chambre haute, le premier pour la division de La Durantaye et le second, pour La Vallière. La répartition des allégeances demeure la même : 22 libéraux contre 2 conservateurs. Mais, au cours de la session, le libéral Édouard Ouellet, de la division de Rigaud, meurt en fonction.

La salle du Conseil législatif a un nouvel aspect depuis l'inauguration, le 10 octobre 1930, de la toile intitulée *Le Conseil souverain*, œuvre de Charles Huot. Cette représentation historique avait été complétée par Paul Bédard et par Henri Bélisle, puisque Huot était mort le 27 janvier 1930²⁵. Cette toile remplace *L'arrivée de Champlain à Québec*, d'Henri Beau, installée au Salon rouge depuis 1903. Jugée inappropriée à cause des libertés que l'artiste avait prises avec l'histoire, cette huile avait été retirée en 1929, puis cédée au Musée du Québec.

Taschereau et le Parti libéral

Louis-Alexandre Taschereau est un homme qui a la réputation d'être un bourreau de travail. En 1930, après dix années passées comme premier ministre du Québec, cette réputation ne s'est jamais ternie. À l'occasion de son 64^e anniversaire, ses collègues saluent ses qualités qui font de lui « un véritable chef d'État » et ses adversaires reconnaissent toujours et encore son amour du travail. (5 mars 1931)

Taschereau travaille la semaine à Québec et, tous les mardis, il va à son bureau à Montréal. L'occasion venue, Taschereau sait prendre ses distances du tourbillon de la vie publique : « À toutes les saisons de l'année il prend un repos bien mérité et un vrai repos, car il se réfugie dans le bois, à l'abri de toute correspondance et de tous journaux²⁶. » Amateur de pêche au saumon et de golf, il est un père et un grand-père qui attache beaucoup d'importance au bonheur au foyer.

Depuis qu'il siège à l'Assemblée législative comme premier ministre, Taschereau s'est habitué à la relative stabilité économique et politique qui a modelé le Québec depuis l'après-guerre. Sauf que l'ordre des choses est en train de changer. Naturellement enclin à relever les nouveaux défis que pose la crise économique, il reste convaincu que la crise n'est que temporaire et qu'elle va se résorber d'elle-même. « Sachons endurer et courber la tête, dit-il, comme des hommes devant l'adversité pour ensuite reprendre la tâche dès qu'il se produira une accalmie. » (10 mars 1931)

La crise dans l'industrie des pâtes et papiers est celle qui préoccupe de prime abord le premier ministre. Non sans raison : il y a que le Québec de 1930 produit 53 % de la production canadienne de papier journal. Bernard Vigod, le biographe de Taschereau, écrit que, par sens du devoir public, il s'engage personnellement à gérer cette crise, durant les années 1930; « cette situation, poursuit Vigod, deviendrait la préoccupation la plus lourde et la plus frustrante de Taschereau²⁷ ».

Tourné vers l'avenir, le gouvernement Taschereau continue à vouloir moderniser les voies de communication qui sillonnent le Québec²⁸. L'objectif est de faciliter la circulation automobile²⁹. Car, à la précédente session parlementaire – alors que Joseph-Édouard Perrault était encore ministre de la Voirie –, l'importance du tourisme dans l'économie québécoise avait été chiffrée comme jamais auparavant³⁰. Le gouvernement prend conscience que le tourisme automobile est une industrie en croissance et qu'il fallait, en conséquence, doter la province d'un bon réseau routier pour attirer les Américains. Bien entendu, la crise a pour effet de diminuer le nombre de touristes; en revanche, la prohibition aux États-Unis est un autre facteur qui incite les États-Uniens à s'offrir du bon temps dans la province³¹.

En 1930-1931, la politique libérale axée sur l'amélioration des infrastructures se traduit par la construction de ponts. Le gouvernement annonce la mise en chantier prochaine d'un pont entre Caughnawaga et la ville de Lasalle (futur pont Mercier), entre Sorel et Saint-Joseph-de-Sorel, entre Pierreville et Saint-François-du-Lac, entre Yamaska-Est et Yamaska-Ouest, entre Beloeil et Saint-Hilaire, entre Chicoutimi et Sainte-Anne, et entre l'île d'Orléans et Beaupré. (Bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province)

Dans un autre registre, un nouvel élément tracasse le caucus libéral : l'opposition conservatrice est revivifiée par ses deux victoires aux élections partielles et leur chef, Camillien Houde, a le vent dans les voiles. Sa victoire à la mairie de Montréal est perçue comme un signe que la métropole boude toujours le premier ministre; d'autant que l'allégeance politique de la mairie de Montréal a toujours été une grande préoccupation pour le gouvernement Taschereau³². La victoire des conservateurs au fédéral n'augure rien de bon non plus.

Houde est la bête noire de Taschereau. Le premier ministre le méprise, le traite de « nullité », de « vulgaire », de « coquin », de « rien du tout »³³. Il souhaite ternir la réputation de son adversaire et, pour ce faire, il charge le journaliste Olivar Asselin de s'attaquer au houdisme. Asselin avait pourtant soutenu la candidature de Houde aux élections municipales de 1930, et les contemporains se souviennent que le journaliste avait été condamné à 15 jours de prison pour avoir frappé Alexandre Taschereau au visage après la séance du 18 mai 1909³⁴. Toujours est-il qu'Asselin est nommé rédacteur en chef du très libéral *Canada*, à l'automne 1930, et qu'il

trempe désormais sa plume dans le vitriol pour s'en prendre à la politique et au style de Houde. À un point tel que Houde le poursuivra pour diffamation.

Au-delà de la politique partisane, les mots d'ordre qui guident le Parti libéral, au début du XX^e siècle, sont la stabilité, la pondération et les progrès proportionnés à l'exploitation des ressources de la province. Les libéraux sont toujours convaincus du bien-fondé de leurs orientations politiques, économiques et sociales, mais, en coulisse, les plus jeunes députés reprochent au premier ministre de pêcher par ses convictions traditionalistes. Il demeure que le leadership de Taschereau est solidement établi.

Camillien Houde et le Parti conservateur

D'abord commis à la Banque d'Hochelaga, en 1912, puis inspecteur adjoint et gérant de la succursale de 1916 à 1919, Camillien Houde devient représentant à Montréal pour la biscuiterie J. Dufresne de Joliette. Il fait ensuite un stage à la compagnie La Sauvegarde pour devenir agent d'assurance. Parti au bas de l'échelle, ce fils de meunier aura su se tailler une place au soleil. « Ce qui m'a permis de réussir, c'est de la confiance en moi-même, un peu d'études, un peu d'application, pas mal de courage et beaucoup de bonne volonté », avouait-il devant un groupe de jeunes conservateurs en 1931³⁵. Alors âgé de 42 ans, Houde est dans la force de l'âge et au sommet de sa gloire.

Député de Montréal-Sainte-Marie³⁶, maire de Montréal et chef de l'opposition à l'Assemblée législative, Houde est plus populaire que jamais. Avec sa « corpulence débonnaire et joyeuse [...], avec des yeux pétillants, d'une malice sans cesse en éveil », Houde se pose en contraste avec un Taschereau à la « démarche digne et imposante³⁷ ». *Le Guide*, en 1931, compare les deux hommes : « On aime à entendre le piquant M. Houde qui manie l'ironie avec une facilité qui déconcerte l'aristocrate M. L.-A. Taschereau. On est [...] fatigué des discours plats de M. Taschereau, de sa voix sans timbre et de son manque d'éloquence [...] »³⁸.

Houde incarne l'antilibéralisme qui prend forme avec le début de la crise économique. Il prend le parti des chômeurs, des gagne-petit, des ouvriers et des cultivateurs. Avouant qu'il a lui-même été naguère en butte à des embarras financiers, il affirme « mieux comprendre l'ouvrier et ses misères ». (9 décembre 1930) En retour, ses adversaires le perçoivent comme un « démagogue », un « incendiaire », un « hâbleur ». Populiste pour les uns, il est un homme du peuple pour les autres.

Les conservateurs, qui forment l'opposition officielle à Québec depuis 1897, ont foi en l'avenir. Cette confiance repose en grande partie sur la réélection de Houde à la mairie de Montréal, le 7 avril 1930, lui qui était parvenu à faire élire la majorité de ses échevins, contrairement à son premier mandat en 1928. Cette présence de Houde à la mairie de Montréal et la mainmise qu'il a sur le patronage municipal, croit-on, pourront servir de tremplin sur la scène politique provinciale.

Comme maire de la métropole, Houde doit cependant composer avec la misère au quotidien. Pour trouver du travail aux chômeurs, il institue une commission industrielle du chômage et, pour proposer des secours aux indigents, il met sur pied une commission consultative du chômage³⁹. Rien n'y fait. Montréal traversera, jusqu'à la fin de la grande dépression en 1939, un triste chapitre de son histoire.

Vient ensuite l'élection des conservateurs à Ottawa. Le vent est en train de tourner, semble-t-il. Et pourtant, Houde avait refusé d'appuyer la campagne électorale de Bennett parce qu'il croyait ne rien y gagner; en 1931, il comprend qu'il a maintenant tout à espérer d'un rapprochement avec le premier ministre canadien. Bennett, pour sa part, accepte de passer l'éponge sur l'attitude du chef conservateur lors de ces élections. Une entente se dessine : « Les conservateurs fédéraux aideront Camillien Houde aux prochaines élections⁴⁰. »

Sachant que ces élections générales seront déclenchées fort probablement à la suite de la session parlementaire de 1930-1931, les conservateurs renforcent leurs assises électorales en ouvrant une permanence dans les villes de Québec et de Montréal⁴¹. Et, qui plus est, la nouvelle unité d'action avec les conservateurs fédéraux permettra de disposer de comités d'organisation dans les autres régions du Québec⁴².

En attendant le scrutin, Houde cherche à mieux rejoindre la population par l'entremise de journaux :

Nous sommes obligés de tenir des assemblées continuellement afin de rester en contact avec le peuple parce que nous n'avons pas de journaux. Il est des journaux qui sont toujours disposés à nous rendre justice dans leurs comptes rendus, mais combien d'autres ne cherchent qu'à défigurer tout ce que nous disons? Si les chefs du parti ne réussissent pas à avoir leurs journaux, si les journaux bleus continuent à émarger aux comptes publics à Québec, vous ne pouvez espérer prendre le pouvoir⁴³.

Deux nouveaux journaux d'allégeance conservatrice sont fondés : *Le Journal* à Québec (propriété du Parti conservateur), en 1929, et *L'Illustration* à Montréal (propriété d'Arthur Berthiaume et de Camillien Houde), en 1930. Cette faculté de contrôler ou de fonder des journaux laisse voir que l'argent ne faisait pas défaut pour les hautes instances du parti⁴⁴. Au reste, Houde en avait assez de la politique éditoriale de la *Gazette*, du *Star*, de *L'Événement* et même de *La Patrie*, bleus à Ottawa et rouges à Québec. Il cherchait aussi à prendre ses distances du *Goglu*, du *Miroir* et du *Chameau*, dirigées par l'antisémite Adrien Arcand, des feuilles qui avaient appuyé sa campagne municipale en 1930⁴⁵.

À titre de chef du Parti conservateur, Houde défend le programme adopté par les congressistes qui l'avaient porté unanimement à leur tête le 10 juillet 1929. Ce programme prévoyait des allocations familiales pour les familles nombreuses, la refonte de la loi des accidents du travail de manière à y insérer une assurance collective, un salaire minimum pour les hommes, l'interdiction du travail le dimanche, des pensions pour les veuves et les orphelins, un inventaire et une exploitation méthodique des ressources naturelles ainsi qu'une aide accrue à l'agriculture et à la colonisation.

À l'Assemblée législative, c'est Maurice Duplessis qui, par ses arguments, parvient à porter les coups les plus efficaces contre les politiques libérales. Lui qui avait dû s'absenter lors de la précédente session pour cause de maladie est, dit-on, le député qui remporte « le succès le plus éclatant » au cours de la session de 1930-1931⁴⁶. Travailleur acharné, il joue le rôle de leader de l'opposition – sans en avoir le titre officiellement –, car Houde, affairé par l'administration municipale, est très souvent retenu à Montréal.

Duplessis n'est pas du même bois que son chef. S'il adoptera un style plus populiste dans les années qui suivront, le député de Trois-Rivières est pour l'heure un politicien qui, dans la joute parlementaire, respecte la tradition de gentilhommier britannique. Qualifié de « prince de l'amabilité⁴⁷ », son argumentaire est percutant, mais ses manières sont posées, gardant toujours « la dignité qui convient à des hommes publics soucieux de leur rôle⁴⁸ ». Taschereau le félicite de faire connaître l'opinion de l'opposition avec « sa modération habituelle ». (11 décembre 1930)

Duplessis n'a pas, non plus, la plus grande admiration envers son chef. Lors de la nomination de Houde à la tête du parti, il aurait affirmé à ses proches : « Vous allez voir Houde monter jusqu'au sommet de la colline, mais rendu là, il va descendre sur l'autre pente⁴⁹. » Cela dit, jamais Duplessis ne conteste Houde publiquement; au contraire, il met toute son énergie au service de son parti.

Le caucus conservateur peut également compter sur Aldéric Blain, député de Montréal-Dorion, et sur Aimé Guertin, député de Hull, pour défendre les positions de l'opposition avec ardeur. Le nouveau député de Deux-Montagnes, Paul Sauvé, le « benjamin de la Chambre », se fait également remarquer par son talent et son étoffe.

Une seule ombre au tableau : William Tremblay, député ouvrier dans Maisonneuve. Très proche des conservateurs, il avait toujours regretté que Houde n'ait pas renoncé à la mairie de Montréal afin de se consacrer entièrement aux affaires provinciales. À l'automne de 1930, Tremblay rompt avec le chef de l'opposition. Il prend le parti de critiquer vertement et publiquement l'administration du maire de Montréal⁵⁰. Sur le parquet de la Chambre, Tremblay continue néanmoins de voter avec les conservateurs et ne manque pas une seule occasion de dénoncer le gouvernement Taschereau.

Le discours du trône

Le 2 décembre, dans une atmosphère glaciale, le lieutenant-gouverneur Henri George Carroll arrive à l'hôtel du Parlement dans sa carriole trainée par deux chevaux et escorté par un détachement de cavalerie. On entend tonner les 21 coups de canon, puis le *Dieu sauve le roi* est entonné par la fanfare du Royal 22^e Régiment. « Nos coutumes parlementaires ont de l'âge, certes. Quoique vieillottes, elles ne manquent pas de grandeur. Si désuètes ou guindées qu'elles soient, elles conservent toujours la dignité du lieu », commente le courriériste du *Canada*⁵¹.

En secret, le lieutenant-gouverneur partage d'office le malaise que suscite l'archaïsme de l'ouverture des sessions parlementaires. En ce jour solennel, Carroll écrit dans son journal personnel : « Cet après-midi, à trois heures, je lirai le discours du trône et ouvrirai la session du Parlement. Il me faudra me chamarrer et me mettre sur la tête une espèce de tricorne. Dans cent ans, l'on rira de ces choses et l'on aura raison, car c'est une vraie offense à la dignité de l'homme de se pavaner avec des costumes de cette nature⁵². »

Carroll est plus critique encore sur la pertinence de ses fonctions : « Malgré qu'il soit dit que les lieutenants-gouverneurs représentent le roi, je prends tout cela avec un grain de sel et je crois qu'avec notre régime démocratique, ces vestiges de la monarchie ne devraient pas exister sur cette terre d'Amérique⁵³. » Rien ne transparaît cependant; Carroll observe les devoirs de sa charge dans la dignité.

Au Salon rouge, le lieutenant-gouverneur lit le discours du trône, qualifié de « pièce préélectorale » par Omer Héroux du *Devoir* citant lui-même la *Gazette*⁵⁴. D'entrée de jeu, Carroll fait état du marasme économique mondial et du chômage. Le gouvernement annonce qu'il fera face à la situation en collaborant avec Ottawa.

Ce discours a aussi « une couleur toute particulière » du fait que le mot « social » revient plusieurs fois sur les lèvres du lieutenant-gouverneur⁵⁵. Deux commissions royales d'enquête sont à l'œuvre pour résoudre des problèmes d'ordre social, rappelle Carroll : la première chargée d'étudier la condition juridique de la femme mariée et la seconde, pour étudier la question des pensions de vieillesse. Créée en avril 1930, cette dernière commission sur les assurances sociales est présidée par Édouard Montpetit, directeur de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal et considéré, pour lors, comme le plus important économiste du Canada français.

Il est question ensuite des cultivateurs et des ouvriers. Aux premiers, on promet d'offrir des octrois pour le chaulage et le drainage des terres, d'aider à la généralisation des engrais chimiques et d'indemniser les propriétaires d'animaux atteints de tuberculose. Aux seconds, on se rend à leur désir de créer un ministère du Travail distinct de celui des Travaux publics et on annonce que l'on amendera la loi des accidents du travail pour y appliquer un système d'assurance collective. « Le discours du trône est un véritable arbre de Noël pour le cultivateur et l'ouvrier », de conclure *L'Événement*⁵⁶.

Le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône est d'une remarquable brièveté.

Le 3 décembre, le député de Maskinongé, Louis-Joseph Thisdel propose, et celui de Brome, Carlton James Oliver, seconde la motion d'adresse sans négliger de louer les œuvres du gouvernement libéral.

Le 9 décembre, c'est au tour du chef de l'opposition de prendre la parole, « tantôt avec modération, employant l'ironie, tantôt avec vigueur, élevant la voix et frappant fermement sur son pupitre⁵⁷ ». Après avoir réglé ses comptes avec ceux de ses adversaires qui s'en sont pris à sa réputation, Houde tient surtout à démontrer que les réformes présentées par le gouvernement figurent toutes et déjà dans le programme conservateur⁵⁸.

« [S]ans élever la voix, sans efforts et sans gestes⁵⁹ », le premier ministre répond aux attaques du chef de l'opposition en faisant le bilan positif de ses politiques en matière d'agriculture, d'économie et, dans la mêlée, met la population en garde contre ceux qui usent de démagogie pour servir leurs fins électorales.

Les quelques autres députés qui interviennent parlent à propos du résultat des élections partielles, de la colonisation, de l'immigration aux États-Unis, du nouveau ministre de l'Agriculture, de la question des écoles juives, du chômage et de l'administration de Montréal.

L'adresse est adoptée le 11 décembre.

Les finances publiques

Le discours sur le budget est mis au point par le conseiller législatif Gordon Wallace Scott – qui fut trésorier avant d'être défait dans la partielle de Huntington⁶⁰. Le 21 janvier 1931, le premier ministre et trésorier prononce ce discours. Le bilan de l'exercice financier du Québec ne peut faire abstraction de la dépression qui, dit-il, exerce « une influence désastreuse sur notre vie commerciale et industrielle ».

Taschereau commence par faire un retour sur l'année financière terminée le 30 juin 1930. Les revenus ordinaires ont excédé les dépenses ordinaires de 4 210 230 \$, alors que le surplus estimé par son prédécesseur, Andrew Ross McMaster, était de 1 221 951 \$. L'augmentation des recettes, explique-t-il, provient des profits de la Commission des liqueurs, des droits prélevés sur les successions et des revenus provenant de la loi des véhicules automobiles et de la taxe sur l'essence. Quant à la dette consolidée, Taschereau note qu'elle se situe à la hauteur de 54 millions de dollars et, donc, qu'au cours des dix dernières années, cette dette a augmenté de moins de 5 millions de dollars.

Pour l'année financière courante se terminant le 30 juin 1931, Taschereau prévoit une sensible augmentation des recettes. Le gouvernement entend redistribuer une plus large part des millions versés au Trésor pour soulager la population et pour pourvoir aux besoins des différents ministères. Plus tôt, Taschereau avait déjà donné des indices de cette nouvelle orientation économique, disant : « N'attendez pas que je vous annonce un gros surplus. Non, c'est fini. Lorsque j'aurai l'honneur de prononcer le discours du budget, je n'annoncerai qu'un surplus minime. » (15 janvier 1931)

Il passe ensuite aux prévisions de 1931-1932. Il rappelle que les périodes de dépression économique, par le passé, « ont toujours été remplacées par des périodes de prix plus élevés, de conditions plus favorables en matière d'emploi et, comme conséquence, de prospérité ». Sur cette note positive, il estime les recettes ordinaires à 38 895 286 \$ et les dépenses ordinaires à 38 736 499 \$, ce qui donne un surplus de 158 796 \$. C'est le département de la Voirie et des Mines qui obtient la plus grande part du budget avec 24 % des dépenses allouées. Au second rang, 12,5 % du montant global servira à éponger la dette publique. L'Instruction publique et l'Agriculture obtiennent toutes deux 9 % des sommes annoncées et une moyenne de 6 % est destinée à l'Administration de la justice, au Gouvernement civil et aux Travaux publics.

Taschereau termine son discours en réitérant sa confiance en l'industrie pour sortir la province du marasme :

Ajouterai-je que, à mon avis, une des conditions essentielles du rétablissement de notre équilibre industriel et financier est une coopération étroite et sympathique entre le patron et l'ouvrier. Il faut que chacun y mette du sien et veuille se plier aux nouvelles conditions économiques.

Les facilités du transport moderne ont singulièrement modifié l'état de choses du passé : nous avons aujourd'hui, dans le domaine du commerce et de l'industrie, à lutter contre le monde entier. Le pouvons-nous, si le prix de revient de nos produits est plus élevé que celui de l'étranger? Comment le patron peut-il créer de nouvelles industries ou développer la sienne, s'il n'y voit un profit?

Et, cependant, c'est l'industrie qui nourrit l'ouvrier et le rend prospère. À lui de coopérer avec son patron par son travail, son efficacité, son esprit d'économie et, au besoin, par quelques sacrifices.

Du 27 janvier au 10 février, les députés de l'opposition décortiquent le budget et enchaînent les discours pour critiquer la gestion du gouvernement libéral. Par une solide analyse des *Comptes publics*, Charles Ernest Gault, député conservateur de Montréal-Saint-Georges, fait état des travers dans les pratiques comptables du gouvernement. Il note que la balance des surplus annoncés, année après année, repose sur des emprunts temporaires. Après avoir dénoncé ces surplus fictifs, il pose un jugement de valeur sur la provenance des recettes versées dans les coffres de la province : « Les taxes sur les automobiles, la gazoline, et les liqueurs ont rapporté environ \$18,000,000, soit 40 % du revenu total du gouvernement. Le gouvernement navigue sur une mer de liqueurs et de gazoline. » (27 janvier 1931)

Le débat prend une nouvelle tangente avec les discours des députés libéraux de Saint-Maurice et de Berthier, Joseph-Auguste Frigon et Cléophas Bastien. Fiers représentants de petites villes industrielles, ils encouragent le gouvernement à continuer sa politique favorisant le capital étranger. Frigon y va de ce commentaire : « Dans mon propre patelin de Shawinigan Falls, où en serait-on si le capital américain n'avait pas collaboré avec nous? C'est à l'argent américain que nous devons le merveilleux essor de la région et j'ajouterais que si certains de ces capitalistes sont américains, ils engagent néanmoins des ouvriers canadiens de préférence à tous les autres. » (28 janvier 1931) Bastien va dans le même sens, disant que toutes les municipalités « sont anxieuses de recevoir d'autres usines » qui procurent de l'emploi à la population. (3 février 1931)

En réponse, Paul Sauvé, dans son « maiden speech », reprend les arguments de son père :

Le chef de l'opposition de 1923, après que le premier ministre eut déclaré que des moulins à papier surgiraient un peu partout dans la province et même aux portes de Québec, mettait ses concitoyens en garde contre cette politique de production irrationnelle, qui peut faire rapidement des millionnaires, mais qui détruit en même temps le principal actif de notre héritage national et expose un grand nombre de familles à la ruine en les groupant dans des centres industriels que l'on proclame « villes prospères » et qui cependant ne pourraient bien être que des ruines après quelques années, tant il est vrai que comme le disait le député de Portneuf (M. Gauthier): « C'est la grande cheminée qui fait fumer la petite », mais qu'aussi, si la grande cheminée s'écroule, ce sont toutes les petites cheminées qui sont englouties sous la grande. (3 février 1931)

Duplessis renchérit :

Le gouvernement est encore responsable de la crise du chômage pour avoir fait miroiter aux yeux de notre population rurale, nos merveilleux développements industriels. On a tellement chanté la prospérité des industries de papier ou de pouvoir électrique, que de jeunes agriculteurs se sont empressés de quitter la campagne pour aller gagner à la ville les salaires très élevés. [...]

Nous souffrons de surcapitalisation, de surproduction, de surdéveloppement. Le gouvernement doit prendre sa part de responsabilité. Une autre cause de la crise du chômage, c'est que le gouvernement n'a rien fait pour empêcher la surcapitalisation. Et je tiens à être bien compris sur ce point. Nous sommes en faveur du capital étranger, nous sommes prêts à l'aider, le protéger, à lui assurer le plein et entier exercice de ses droits; nous sommes prêts à l'aider à s'établir, nous reconnaissons sa nécessité, mais il y a une différence entre le capital qui contribue au développement de la province et le capital ventriloque. (5 février 1931)

Taschereau répond aux arguments de ses adversaires en faisant une mise au point de l'analyse de Gault et, par la suite, en articulant sa pensée autour de la question du capital étranger : « Il serait sans doute préférable d'avoir du capital canadien pour développer le Canada, dit-il. Mais il est impossible de trouver dans un jeune pays l'argent nécessaire à cette fin et il vaut infiniment mieux inviter le capital étranger à faire ce développement au bénéfice immédiat et ultime de notre population que de laisser nos ressources inactives. » Sur ce, le 10 février, le budget est adopté.

Les faits marquants de la session

Les débats sont plus durs et plus âpres que ceux de la précédente session. « Les libéraux qui l'an dernier considéraient le chef de l'opposition comme un adversaire fort désagréable, mais peu dangereux ont changé d'avis depuis la dernière élection fédérale », rapporte Alexis Gagnon du *Devoir*⁶¹. Le journaliste remarque par ailleurs que Houde a abandonné sa « fougue non bridée » et s'est avisé à respecter davantage les règlements de la Chambre, c'est-à-dire qu'il s'est mieux adapté « aux nécessités de la vie parlementaire »⁶². Les libéraux ne partagent pas cet avis :

Les membres de l'opposition sont des gentilshommes, comme corps, mais l'opposition emploie des méthodes que je dénonce de toutes mes forces. Et je veux protester contre la manière d'agir de l'opposition, surtout depuis qu'elle a un nouveau chef. On n'emploie plus de procédés de gentlemen. (Amédée Caron, député des Îles-de-la-Madeleine, 3 février 1931)

L'opposition est plus agressive, certes. Durant les travaux de la session, les conservateurs accusent les libéraux d'avoir perdu le Labrador en 1927 et critiquent l'administration de l'assistant du procureur général, Charles Lanctôt. Pour leur part, les libéraux préparent le terrain pour les prochaines élections. Non seulement concentrent-ils leurs attaques contre le chef de l'opposition et maire de Montréal, mais, également, nombre de mesures législatives sont adoptées pour satisfaire la population. Au total, sur les 226 projets de loi présentés à l'Assemblée, 181 reçoivent la sanction royale.

Mesures pour lutter contre le chômage

Le chômage était considéré jusqu'alors comme un problème individuel. La famille ou la paroisse constituait le seul soutien en cas de besoin. Hormis la loi de l'assistance publique destinée aux indigents et aux malades – adoptée par le gouvernement Taschereau en 1921 –, il n'existe pas de véritable système étatique de sécurité sociale⁶³.

Une crise sociale se dessine. Pour venir en aide aux chômeurs, le cabinet Bennett adopte par décret, le 26 septembre 1930, un crédit de 20 millions de dollars destiné à l'exécution de travaux publics. Dans les médias, Houde presse Taschereau d'accepter ces millions⁶⁴, mais, d'office, le premier ministre est contre les modalités que propose le fédéral. Or, devant la triste situation des sans-travail, Taschereau comprend qu'il valait mieux collaborer avec Bennett.

Le 22 octobre, une convention est conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail, Joseph-Napoléon Francoeur. Pour entériner cette entente qui permettra au Québec de disposer des 2 850 000 \$ offerts par Ottawa, le bill 2 de l'aide aux chômeurs est présenté à l'Assemblée législative. Le ministre explique :

Les municipalités sont appelées à payer 50 % du coût des travaux qu'elles vont entreprendre; le fédéral paiera le quart, et le provincial, le quart. Dans le cas des municipalités qui sont trop pauvres, incapables de payer leur part, le gouvernement fédéral paiera 40 %, le provincial 40 % et, de cette façon, les municipalités ne seraient appelées à payer que 20 % au lieu de 50 %. Dans certains cas, l'aide aux municipalités pourra être complète, c'est-à-dire que ces municipalités trop pauvres ne paieront rien. (11 décembre 1930)

Le Conseil législatif apporte des amendements au projet de loi pour permettre aux municipalités, Montréal entre autres, de contracter des emprunts par simple résolution (sans référendum) pour faire des travaux publics et, qui plus est, pour permettre aux fabriques et aux corporations scolaires de faire des travaux aux écoles ou aux églises en vertu de la loi.

En parallèle, le 29 octobre 1930, le gouvernement du Québec avait créé une commission du chômage pour examiner les demandes d'aide des municipalités « et recommander, au ministère des Travaux publics et du Travail, la distribution des fonds⁶⁵ ». Composé d'hommes d'affaires⁶⁶ non rémunérés, cet organisme s'était assuré, par ailleurs, que certaines municipalités puissent commencer des travaux urgents avant les premières neiges de 1930, et donc, avant

l'ouverture de la session parlementaire. Le gouvernement ayant autorisé ces travaux par ordres en conseil, le ministre Francoeur présente le bill 15 pour les ratifier.

Le ministre explique comment le comité de chômage a organisé ses opérations :

C'est alors que dès leur première réunion, ils ont proposé et résolu de faire rédiger un questionnaire pour envoyer à toutes les municipalités de la province. On y demandait le nombre des véritables chômeurs, la liste des travaux à faire, etc.

Plus de 800 municipalités ont répondu à ce questionnaire fait dans le but de permettre au comité de se rendre plus vite compte des besoins des municipalités et de leur venir en aide le plus tôt possible. Le comité, sur réception du questionnaire rempli, a consulté le ministre des Affaires municipales, et selon les renseignements obtenus, il a accepté et rejeté les demandes en toute justice pour tout le monde. (29 janvier)

Notons qu'en 1931 la Commission du chômage sera remplacée par le Service du chômage, qui relèvera d'Ivan Vallée, sous-ministre des Travaux publics⁶⁷.

Les lois ouvrières

Tel que promis dans le discours du trône, le gouvernement crée un ministère du Travail distinct de celui des Travaux publics. Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics et du Travail, parraine le projet de loi. Après avoir rappelé que ce ministère avait été institué en 1905, il explique que les progrès de l'industrie et la multiplication des questions ouvrières ont rendu cette réorganisation nécessaire. L'opposition a pour seul commentaire que le Parti libéral adopte, en la matière, le programme des conservateurs et, par conséquent, appuie cette mesure qu'elle réclamait depuis plus d'une décennie.

L'amélioration de la loi sur les accidents du travail est une autre mesure destinée à satisfaire le milieu ouvrier. Durant le débat sur le bill 46 des accidents du travail, Taschereau n'est pas peu fier de rappeler que c'est lui – alors qu'il était ministre des Travaux publics et du Travail – qui a fait adopter, en 1909, la première loi canadienne pour la réparation des accidents du travail et « la première loi, sur le continent américain, qui établissait la responsabilité patronale sans faute de l'ouvrier »⁶⁸. (19 mars 1931)

Fidèle à l'idée qu'il vaut toujours mieux « avancer prudemment » pour ne pas nuire à l'industrie, le gouvernement Taschereau avait amendé cette loi en 1928. La faiblesse de la loi de 1909 résidait dans le fait que l'ouvrier accidenté devait parfois payer des frais juridiques pour faire valoir ses droits. La loi de 1928 venait appliquer le « principe de la responsabilité patronale dans tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail⁶⁹ ». Dorénavant aussi, tous les frais médicaux, les frais d'hospitalisation, les frais de médecin et les frais de transport seraient à la charge du patron, et ce, pour que l'ouvrier puisse retirer sa pleine indemnité. Était également prévue une rente à l'invalidé, à la veuve et aux orphelins. En lieu et place des tribunaux, surtout, une commission des accidents du travail avait été établie pour assurer une justice rapide à l'ouvrier.

Les syndicats ouvriers exigeaient davantage. Ils demandaient au gouvernement de calquer la loi d'Ontario qu'ils jugeaient plus avancée. En résumé, la loi de 1931 introduit une assurance collective gérée par la Commission des accidents du travail et constituée des contributions imposées aux employeurs. Plus généreuse que la loi ontarienne, elle permet même à l'ouvrier de choisir son médecin⁷⁰. (Cette dernière clause sera retirée à la session parlementaire suivante, au grand déplaisir des ouvriers.)

L'administration municipale de Montréal

Les libéraux tirent à boulets rouges contre Houde. À l'Assemblée législative, Taschereau donne le ton, durant l'adresse, en critiquant à la fois les visées et la gestion du maire de

Montréal : « Le chef de l'opposition a affirmé qu'il sera au pouvoir bientôt. Le pouvoir! Quel attrait il a pour le chef de l'opposition! C'est son unique ambition. J'aime ma province et je souhaite de tout mon cœur qu'elle ne soit jamais gouvernée comme Montréal l'est aujourd'hui. » (9 décembre 1930)

L'administration de Montréal sera le thème récurrent de la session. Taschereau s'en prend d'abord au maire Houde en parrainant le bill 38 concernant la construction de tunnels sous le canal Lachine. Le premier ministre entend hâter la construction de ces infrastructures, continuant ainsi la campagne du *Canada* qui accusait le maire de ne rien faire. La mesure prévoit aussi que les plans et devis devront être approuvés par le ministre de la Voirie, ce qui heurte d'autant le chef de l'opposition. Houde affirme que Taschereau veut mettre Montréal sous la tutelle du gouvernement.

Au passage, les libéraux font état du différend qui oppose Houde à Joseph Allan Bray – député conservateur de Montréal-Saint-Henri (1923-1927), organisateur du Parti conservateur dans la région de Montréal en 1930 et président du comité exécutif de Montréal. En Chambre, Houde confirme que Bray et lui ne s'accordent pas sur cette question des tunnels. Ceci donnera lieu à plusieurs conjectures sur la politique municipale montréalaise, étant donné que c'était la première fois que le maire de Montréal s'opposait publiquement à Bray⁷¹.

Les hostilités reprennent de plus belle lors de l'étude du bill 100 modifiant la charte de Montréal. Craignant que le gouvernement y ajoute de nouvelles clauses visant à saper l'autonomie de Montréal, Houde retire ce projet de loi. En réplique, Anatole Plante, député libéral de Montréal-Mercier, au nom des échevins minoritaires de Montréal, demande que le bill soit renvoyé à nouveau au comité des bills privés pour l'étudier. Houde dénonce ce jeu politique :

La vérité c'est que le député de Mercier ne représente pas les idées de ses électeurs, mais simplement les idées du premier ministre et de son Cabinet. La vérité, c'est qu'on a changé de régime à Montréal. Ce qui trouble la conscience des dirigeants du Québec, c'est que leurs amis à Montréal ont été battus en avril de l'année dernière et qu'ils ont été remplacés par mes propres amis. Montréal a chassé les amis du gouvernement et il y a des bleus! (11 mars 1931)

Les libéraux parviennent à renvoyer le bill 100 au comité des bills privés, mais Houde persiste en le retirant une seconde fois.

D'un autre côté, Taschereau ne veut pas ternir sa réputation et passer pour celui qui cherche à sabrer l'autonomie municipale de la métropole. Au sujet du bill 82 constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal, il s'oppose aux amendements du Conseil législatif qui réduisaient le contrôle du conseil municipal sur cette Commission. Houde qualifie ce geste de mise en scène, mais concourt naturellement avec le premier ministre.

À la fin de la session, Taschereau s'en prend de nouveau à l'administration montréalaise en modifiant la loi électorale de Québec. Les résolutions du bill 38 donnent de nouveaux pouvoirs au gouvernement « au cas de refus ou de négligence des autorités municipales de Montréal » de se conformer aux dispositions de la loi. En clair, le gouvernement obtient de nommer un officier électoral pour préparer les listes de votation pour Montréal. L'opposition dénonce ce qu'elle considère comme un nouvel instrument d'élection pour le Parti libéral.

Sinon, ça et là durant la session, les ministériels insistent sur le fait que le chômage est un problème plus sérieux à Montréal que partout ailleurs au Québec. On parle aussi de la prostitution et des maisons de jeux qui s'y multiplient. Fidèle à l'idéologie conservatrice, le maire de Montréal fait lui aussi l'apologie de la vie dans les campagnes :

Ce n'est pas à Montréal ou d'autres villes que la race subsistera, mais sur la terre, au foyer des ancêtres, là où les familles nombreuses s'épanouissent à l'aise dans une atmosphère morale et physique saine, loin de la contamination stérilisante des villes. [...] Il faut faire cesser l'afflux de nos ruraux vers nos villes, ce qui ne fait de bien ni à la race ni aux villes. [...] Ces ruraux viennent augmenter le nombre des chômeurs et y trouver, dans la misère, le chemin du crime et du malheur. (18 mars)

La radiodiffusion

À Montréal, c'est en avril 1922 que CKAC et CFCF ont obtenu leur licence de diffusion⁷² et en avril 1926 qu'a été créé le poste CHRC à Québec. Dès 1925, la radio suit la campagne électorale de William Lyon Mackenzie King et, à la fin des années vingt, bien des hommes politiques comprennent que la radio est un merveilleux instrument pour rejoindre leurs électeurs.

Houde est reconnu comme étant le premier politicien à maîtriser ce mode de communication. Sa victoire à la mairie de Montréal, en 1928, il l'a doit en partie aux discours qu'il prononce, avec « sa voix chaude », sur les ondes de CKAC⁷³. Même chose pour sa réélection dans Montréal-Sainte-Marie⁷⁴. Le gouvernement Taschereau n'est pas en reste avec la loi sur la radiodiffusion, adoptée en 1929, avec pour objet de louer du temps d'antenne à CKAC pour diffuser *L'Heure provinciale*⁷⁵. En 1931, même si seulement 27,8 % des ménages québécois possèdent un récepteur radio, « soit 37,5 % dans les villes et aussi peu que 8,4 % dans les zones rurales⁷⁶ », le gouvernement libéral entend légiférer de nouveau en la matière, et trois fois plutôt qu'une.

Une nouvelle loi de la radiodiffusion est présentée par Honoré Mercier fils, puisque l'application de cette loi avait été, à l'origine, confiée au ministre des Terres et Forêts. Le bill 9 fait passer les sommes allouées à la diffusion de l'émission *L'Heure provinciale* de 15 000 \$ à 30 000 \$. L'opposition est d'accord pour subventionner ce programme, mais presse le gouvernement de faire en sorte que la population de toute la province – de la ville de Québec en particulier – puisse mieux la capter.

Dans le bill 231 concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion, il est question de censure. Taschereau avait annoncé ses couleurs, durant son discours sur l'adresse : « Je me demande si nous ne serons pas obligés d'avoir une censure pour la radio comme il existe une censure pour la presse afin d'empêcher nos populations d'entendre les calomnies qui se répandent par la radio et faire taire ceux qui parlent à travers le microphone à nos paysans et sèment le mensonge, l'injure et la calomnie, sans que l'on puisse les en empêcher. » Comme de juste, le projet de loi que parraine le premier ministre « a pour but de forcer un propriétaire de poste émetteur à voir à ce que les émissions de son poste soient saines et lui donne aussi le pouvoir d'interrompre la conversation ou le discours s'il juge que l'orateur diffame son prochain ou lui lance des injures ou enfreint la loi. » Il pourra donc y avoir libelle à la radio comme il existe des procédures semblables contre le libelle dans la presse écrite. Paul Sauvé, député conservateur de Deux-Montagnes, résume le propos de l'opposition, disant qu'il est clair que les intentions du gouvernement sont « d'empêcher les conservateurs de parler et que la vérité ne soit dite à la radio ». (25 mars 1931)

Enfin, le bill 63 concernant la radio s'inscrit dans la démarche entreprise par le gouvernement du Québec (de même que par le gouvernement de l'Ontario) pour obtenir la reconnaissance exclusive des droits provinciaux en matière de radiodiffusion. Car, en 1929, dans le rapport de la Commission royale sur la radiodiffusion (commission Aird, créée le 6 décembre 1928), John Aird avait recommandé qu'une société d'État soit créée pour exploiter un système de radiodiffusion pancanadien. Selon Ottawa, la radiophonie est un service d'État relevant de sa juridiction et, pour confirmer ses vues, cette cause est portée en Cour suprême⁷⁷. Taschereau entend défendre ce principe au nom de l'autonomie provinciale.

Le principal argument avancé par le gouvernement du Québec est que la radio sert à des fins éducatives, culturelles et même hygiéniques, toutes des matières de compétence provinciale. *L'Heure provinciale* en est le meilleur exemple. Cette émission dirigée par Édouard Montpetit et animée par Henri Létondal, de 1929 à 1939, a un caractère pédagogique. Par ses causeries de vulgarisation scientifique, sa programmation théâtrale et sa programmation musicale, une culture savante est proposée aux auditeurs.

Taschereau cherche aussi à combattre les influences culturelles américaines :

Nous voulons garder le contrôle de la radio afin de donner une meilleure musique et qui sera conforme à notre population. Québec est jalouse de son autonomie et du respect de ses traditions; nous avons le droit de réglementer nos propres programmes et contrebalancer l'influence des programmes de jazz américains. Et

Son Éminence le cardinal [Raymond-Marie] Rouleau exprimait, il y a seulement quelques semaines, le besoin d'orienter la radio dans ce sens et protestait contre ce jazz qui nous envahit. (27 mars)

L'opposition conservatrice soutient plutôt que la radio est un domaine exclusivement de juridiction fédérale. Les conservateurs croient, de plus, qu'il ne convient pas de légiférer sur la radiodiffusion tant que le plus haut tribunal ne se soit prononcé.

Finalement, la cause portée en Cour suprême est appelée au Comité judiciaire du Conseil privé. Dans son jugement, rendu en 1932, la compétence fédérale sur la radiocommunication est confirmée. L'année même, la Commission canadienne de radiodiffusion (CCR) est instituée par le gouvernement fédéral et, en 1936, la Loi sur la radiodiffusion canadienne remplacera la CCR par la Société Radio-Canada⁷⁸.

Femmes et société

Trois mesures législatives touchent les Québécoises à la session de 1930-1931. Les débats concernent les droits civils de la femme, le suffrage féminin et l'admission des femmes à la pratique du droit⁷⁹.

La commission d'enquête sur les droits civils de la femme avait été créée par le gouvernement Taschereau le 14 août 1929. Présidée par le juge Charles-Ernest Dorion, assisté par l'avocat Ferdinand Roy et les notaires Joseph Sirois et Victor Morin, cette commission devait étudier la condition juridique de la femme⁸⁰. Aux audiences, des mémoires avaient été présentés par la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (Marie Gérin-Lajoie), par l'Association des femmes propriétaires, par l'Alliance canadienne pour le vote des femmes (Idola Saint-Jean), la Ligue des droits de la femme (Thérèse Casgrain) et par le Conseil local des femmes de Montréal⁸¹. Cette première commission d'enquête sur la situation de la femme déposera deux rapports pour ensuite être mandatée afin de préparer, en vertu de ses recommandations, un troisième rapport dans lequel figurent quelques amendements, somme toute mineurs, au Code civil.

Le bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme, est présenté par le premier ministre. Sans trop de conviction, il explique la portée de ce projet de loi « très controversé », mais ne s'engage pas à voter en faveur. Pour lui, le régime de la communauté de biens « est peut-être une plus grande protection pour la femme qu'elle ne le croit ». Il en fait une question libre, mais encourage les parlementaires à redouter tout changement qui modifierait trop « nos lois françaises, fruits de l'expérience des siècles ». (18 février 1931)

En l'occurrence, la femme pourra réclamer des aliments du légataire universel ou à titre universel de son mari; la femme séparée de son mari pourra jouir des mêmes droits que si elle était veuve en ce qui concerne l'administration de ses biens; la femme, séparée de biens par son contrat de mariage, conservera l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, la libre jouissance de ses revenus et le droit d'aliéner, sans autorisation, ses biens meubles; la femme, même celle mariée en communauté de biens, conservera le produit de son travail⁸². En ce dernier cas, Taschereau précise :

Il existe cependant une clause conservatoire afin d'empêcher une femme de mal administrer ses gains [...]: « En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont ainsi conférés dans l'intérêt du ménage, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie, sur requête dûment signifiée, par un juge de la Cour supérieure du district où est le domicile des époux. En cas d'urgence le juge peut enjoindre provisoirement de surseoir à tout acte que la femme se propose de passer avec un tiers. Les jugements rendus en vertu des dispositions ci-dessus sont exécutoires nonobstant appel [...]. »

Le bill est sanctionné le 11 mars 1931. Plusieurs mesures réclamées par les mouvements féministes, depuis 1914, avaient dorénavant force de loi. Tout bien pesé cependant, Thérèse Casgrain, dans ses mémoires publiés en 1971, finira par conclure que « le rapport Dorion, tout en apportant quelques modifications au Code civil, n'allait pas très loin⁸³ ».

L'Assemblée législative se penche également sur le bill 203 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité. Parrainé par Irénée Vautrin, député libéral de Montréal-Saint-Jacques, son discours est écouté attentivement par 39 féministes parmi lesquelles figurent Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain. Alors que Vautrin fait état du nombre constant de députés qui se sont ralliés au principe du suffrage féminin, Amédée Caron, député libéral des Îles-de-la-Madeleine, s'y oppose, disant que les femmes ont obtenu ce qu'elles voulaient avec les améliorations apportées au Code civil : donc, « le motif principal pour lequel elles voulaient voter est disparu », pense-t-il. (25 mars 1931) Caron propose de renvoyer la discussion à six mois et Martin Beattie Fisher, député conservateur de Huntington, prend la parole :

La loi de la province de Québec, dans la mesure où le droit de vote est concerné, classe les femmes dans la même catégorie que les personnes à l'esprit fragile, les personnes déclarées coupables d'une infraction, les personnes qui ne sont pas des sujets britanniques, les personnes âgées de moins de 21 ans, les communistes et les bolcheviques, etc., qui n'ont pas le droit de voter et qui critiquent l'existence d'une telle condition. Est-ce que c'est juste? Pourquoi considérer les femmes ainsi? Allons-nous laisser les femmes de la province dans cette position dégradante? Ou allons-nous les en sortir et les placer au même niveau que leurs sœurs des autres provinces du dominion? (25 mars 1931)

Rien n'y fait. La motion de Caron est adoptée par un vote de 47 à 21, ce qui a pour effet de tuer le projet de loi.

Le lendemain, c'est au tour du bill 207 modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit d'être lu une seconde fois. Pour une deuxième session consécutive, Oscar Drouin, député libéral de Québec-Est, défend la mesure, arguant que les législateurs n'ont « pas le droit d'interdire une profession à la femme qui désire gagner sa vie dans une carrière pour laquelle elle a du goût et des aptitudes ». (26 mars) En 1931, – alors que 20 % environ de la population active est constituée de femmes⁸⁴ –, Drouin ajoute que le conseil supérieur du Barreau de la province de Québec, présidé par le bâtonnier Louis Saint-Laurent, avait adopté une résolution déclarant qu'il n'avait aucune objection contre cette mesure.

Une fois encore, Caron propose de renvoyer l'étude du bill en discussion à six mois. Le secrétaire de la province, Athanase David, intervient pour convaincre ses collègues du bien-fondé de l'admission des femmes au Barreau. Il livre un solide discours :

Nos couvents eux-mêmes ont compris que la culture de la femme ne devait pas être ce qu'elle était il y a 25 ans, et les filles sont beaucoup plus instruites aujourd'hui qu'il y a 25 ou 30 ans. [...] Les collèges et les universités admettent des femmes parmi leurs étudiants et on peut dire que généralement elles y brillent plus que la plupart de leurs confrères masculins. [...]

Soyons logiques. Nous acceptons sans réserve le principe qu'une femme doit travailler pour gagner sa vie et puis nous lui imposons des restrictions quant à l'étendue du choix de ses occupations, lui fermant les portes de certaines professions. Puisqu'on permet aux femmes de travailler, puisque la situation les force à travailler, doit-on leur permettre de faire seulement un travail ordinaire et non un travail au diapason de leur intelligence? (26 mars 1931)

Par un vote de 34 à 32, le bill est renvoyé. Le courriériste Abel Vineberg écrit qu'après un décompte serré de la part du greffier de la Chambre on a pu entendre un soupir de soulagement d'un côté et ressentir un sentiment de résignation, de l'autre⁸⁵.

Les écoles juives

En ce début de crise économique, un vent d'antisémitisme souffle sur l'Occident et, au Québec, la création d'une commission scolaire juive à Montréal, en 1930, avait causé bien des remous. Depuis lors, dans la feuille antisémite *Le Goglu* d'Adrien Arcand, les caricatures se suivent et se ressemblent. On y voit, entre autres, le premier ministre Taschereau et le ministre David « exécutant des manœuvres périlleuses sur le trapèze au-dessus de l'abîme du bill des écoles juives⁸⁶ ».

La loi concernant l'éducation des enfants juifs de Montréal prévoyait la possibilité de négocier une entente avec la commission scolaire protestante. Des pourparlers donnent les résultats escomptés par Taschereau. Il n'y aura pas d'écoles juives distinctes de créées à Montréal. La loi passée devient caduque⁸⁷.

À la demande de M^{re} Rouleau, le secrétaire de la province propose le bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont⁸⁸. « Les protestants de la ville de Montréal et d'Outremont, dit-il, ont agréé par contrats devant notaire et pour une période de 15 années, de continuer à donner l'instruction aux enfants juifs, comme dans le passé, moyennant certaines conditions financières. » (31 mars 1931) Les taxes scolaires payées par les propriétaires juifs devront être payé au Bureau central des écoles protestantes de Montréal et, au surplus, des candidats juifs pourront être nommés membres du personnel enseignant⁸⁹.

Le député de confession judaïque de Montréal-Saint-Louis, Peter Bercovitch, s'insurge contre la nouvelle loi qui ampute la commission scolaire juive de ses prérogatives. En fait, il ne reste à la commission scolaire juive que la seule responsabilité de surveiller l'exécution des contrats passés et, face à cette nouvelle situation, cette organisation finira par se saborder d'elle-même.

À Bercovitch qui réclame le droit de donner « une éducation appropriée » aux enfants juifs, Houde répond que rien ne doit entraver la survivance des Canadiens français et base son argumentaire sur le fait que le « pacte de la Confédération prévoit qu'il existe deux majorités et deux minorités, pas plus, et que les chrétiens contrôlent les écoles ». (1^{er} avril)

Le projet de loi est sanctionné le 4 avril 1931. Si le gouvernement libéral fait volte-face, il n'en demeure pas moins que Taschereau dénoncera chaque fois l'antisémitisme; l'historien Bernard Vigod signale en même temps que le premier ministre paraît intimidé par la croissance de ce phénomène⁹⁰.

La Russie et le bolchevisme

Le 2 décembre, en même temps que se déroule l'ouverture de la session parlementaire, 300 chômeurs manifestent dans la basse-ville de Québec. Le correspondant de *La Presse* note que cette manifestation « prend de l'importance du fait que l'on a arboré le drapeau rouge, chose qui ne s'était pas encore vue à Québec⁹¹ ». En 1930, avec la grande dépression en arrière-plan, on remarque que les idées communistes se propagent au Québec, à Montréal plus particulièrement.

En URSS, le premier plan quinquennal de Joseph Staline, entré en vigueur en octobre 1928, a de nombreuses incidences négatives dans les pays capitalistes. La planification et la collectivisation des campagnes et l'étatisation des industries permettent un rapide développement de l'économie soviétique. L'URSS écoule ensuite ses cultures et ses produits manufacturés à des prix plus bas qu'en aucun autre pays. Sur les marchés canadiens, ce « dumping » affecte les prix du blé, du bois, du charbon, de l'amiante, du fer et des fourrures.

Une campagne antisoviétique est en branle. Au Parlement de Québec, le conseiller législatif Frank Carrell, dans une motion, demande à Ottawa de frapper les produits russes d'un embargo⁹². Le 26 février 1931, au Salon vert, David fait de même en demandant que le gouvernement fédéral « prohibe l'importation en Canada des produits russes ».

La motion dénonce également la propagande bolchevique au Canada, celle-ci étant « de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses ». Le secrétaire de la

province brosse un tableau des terribles conditions de vie des ouvriers soviétiques et parle des exécutions en masse. La Russie est un « foyer d'athéisme », insiste-t-il, en citant M^{gr} Gauthier, évêque de Montréal, qui affirmait que le communisme était « le grand danger de l'heure ». Le débat est ajourné.

Il se trouve qu'Ottawa avait déjà l'intention d'agir⁹³. Le 27 février, le gouvernement Bennett prohibe, par arrêté ministériel, l'importation des produits russes au Canada. À l'Assemblée législative, les conservateurs en font leurs choux gras et proposent un amendement à la motion de David pour que ce dernier remercie plutôt le gouvernement du Canada. Cette proposition est rejetée, mais David doit néanmoins modifier le libellé de sa motion. Il ne manque pas de prendre une partie du crédit : « Que cette Chambre a appris avec plaisir que le gouvernement du Canada avait, par arrêté pris le 27 février 1931, prohibé l'importation au Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays et réalisé ainsi le vœu exprimé dans une motion que le secrétaire de la province a, le 30 janvier 1931, déposée sur le bureau de cette Chambre au nom du gouvernement du Québec. » (10 mars 1931)

L'Agriculture

Pour le chef des conservateurs, il est clair que l'agriculture est « l'industrie de base » de la province, alors que pour le chef des libéraux, si « Québec est une province agricole, c'est aussi une province industrielle qui a un bel avenir ». (18 et 19 mars). Il n'en demeure pas moins qu'à l'époque, le ministère de l'Agriculture est considéré comme l'un des plus importants⁹⁴.

La situation de l'agriculture n'est pas des plus reluisantes. Les agriculteurs figurent en tête de liste des faillites et, en 1930, le rapport du ministère de l'Agriculture montre que Montréal importe, de l'extérieur du Québec, quantité d'œufs, de bœufs, de chevaux, de fruits et de légumes. L'opposition conservatrice a bien des reproches à adresser au gouvernement à cet égard⁹⁵.

Même si le ministre de l'Agriculture, Adélard Godbout affirme encore que « le chômage n'est pas très considérable dans les campagnes » (11 décembre 1930), il conserve malgré tout la confiance de la Chambre pour donner une nouvelle impulsion à son ministère. Le ministre met d'abord l'accent sur la fertilité des terres. Il présente le bill 244 pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et pour aider à l'achat d'engrais chimiques et de chaux. C'est le seul projet de loi qu'il présente. Godbout est peu présent à l'Assemblée, passant le plus clair de son temps à peaufiner son programme agricole⁹⁶.

Le premier ministre défend les intérêts des cultivateurs en présentant le bill 240. Le gouvernement du Québec annonce qu'il paiera 1 % de l'intérêt de 5 % pour les agriculteurs qui ont emprunté des sommes d'argent en vertu des dispositions de la loi du prêt agricole canadien. Taschereau adresse également une demande au gouvernement fédéral – et plus particulièrement à Arthur Sauvé – pour que la loi de faillite soit amendée, la jugeant préjudiciable à la classe agricole. Plusieurs agriculteurs s'étaient endettés, en temps de prospérité, pour moderniser leur ferme. Taschereau explique alors que la plupart des fermiers n'ont pas d'argent liquide pour rembourser leur créancier et, en conséquence, plusieurs déclarent faillite, bien que leur bilan financier montre souvent que leur actif est supérieur à leur passif.

Assemblée politique contradictoire et politique partisane

Alors que les assemblées contradictoires perdent en popularité dans les autres provinces canadiennes, au Québec la coutume se perpétue. Sur la place publique, l'occasion est toujours belle pour attaquer l'adversaire. « Nous sommes ici pour donner et pour accepter les coups », de résumer le premier ministre. (4 avril 1931) Les mœurs politiques sont ce qu'elles sont.

En règle générale, les députés respectent leurs vis-à-vis. Mais Houde fait figure d'exception. Il est l'ennemi à abattre pour les libéraux. Au point même que les organisateurs du Parti libéral avaient tenté de l'empêcher de prononcer un discours pendant un rassemblement prévu à l'aréna de Québec, le 16 novembre 1930. Plus de 300 de fiers-à-bras avaient été engagés pour semer la pagaille ce soir-là. Thomas Maher, organisateur conservateur, avait été mis au courant du vil projet. Avec le concours du futur député Pierre Bertrand, 1 200 employés du port

de Québec avaient été recrutés pour donner une leçon de vie aux hommes de main des libéraux. Et, comme de fait, les indésirables n'ont pas eu le temps de manifester bien longtemps avant d'être expulsés manu militari, ce qui permit à Houde de prononcer un discours enflammé⁹⁷. À l'Assemblée législative, celui-ci ne se gêna pas pour faire un pied de nez à ses adversaires : il propose de déposer sur la table du greffier le plan d'organisation de cette émeute « pour l'édification des députés qui pourraient avoir besoin de leçons sur la façon de disperser une assemblée ». (9 décembre 1930)

Pour continuer la lutte politique, les journaux – les organes des partis comme on disait alors – sont des tribunes par excellence. Olivar Asselin, dépassant les bornes de l'éthique journalistique, n'y va pas de main morte au *Canada* pour détruire la réputation de Houde. Habilement, les conservateurs frappent un grand coup toutefois. À la séance du 29 janvier, Joseph-Olier Renaud interrompt son discours pour lire cette lettre signée par cinq artisans de ce quotidien :

Nous regrettons infiniment d'avoir à vous aviser que nous quitterons *Le Canada* le 4 février prochain.

Nous le faisons, forcés par le dégoût et le mépris que suscite en nous la politique suivie par notre journal depuis surtout quelque temps. Libres nous avons toujours été, et libres nous voulons rester. C'est pourquoi nous avons décidé de transporter nos pénates ailleurs où vous entendrez parler de nous fort probablement.

Vous ne vous étonnerez pas de ce que nous vous présentons directement notre démission. Nous ne voulons pas déchoir en la soumettant à ce prétentieux individu, ni chair, ni poisson, ni rouge ni bleu, qui a pour nom Olivar Asselin.

Tous les cinq démissionnaires joignent l'équipe de *L'Illustration*, le nouvel organe houdiste de Montréal. C'est la première fois, peut-on lire dans *Le Devoir*, qu'une opposition s'emparait du personnel d'un journal ministériel, et ce, à la veille des élections⁹⁸.

Bon gré mal gré, la bataille politique est élevée au rang de « sport favori » par d'aucuns. C'est du moins l'avis de Joseph-Olier Renaud, député conservateur de Laval :

N'est-il pas vrai qu'une bonne bataille ne nuit pas à l'amitié de nos hommes publics? Pourquoi pas laisser le peuple se battre à son aise? On veut empêcher aussi les assemblées contradictoires. Mais y a-t-il quelque chose de plus beau, de plus canayen que de se rencontrer face à face, de se dire ses vérités? (Rires) N'est-il pas vrai qu'après ça, les orateurs se serrent la main et que tout le monde s'en va prendre un coup en famille? (27 mars 1931)

Ce ne sont pas tous les députés qui endossent ces propos. Oscar Drouin, jeune député libéral de Québec-Est, est de ceux qui croient qu'il faille proscrire les assemblées contradictoires. Dans une résolution, il souhaite « faire disparaître un système qui a donné lieu à des scènes de désordres dans le passé », mais il a conscience que son opinion ne fait pas l'unanimité. Le jeune député Paul Sauvé, pour sa part, prêche en faveur de ces assemblées :

On ne devrait pas priver la population de nos campagnes de ces assemblées qu'elle recherche. Ce serait enlever à la population de notre province une chose à laquelle elle tient. On a l'habitude de tenir des réunions contradictoires, le dimanche, dans les régions rurales de la province et les habitants sont les seuls qui sont en mesure de faire cesser cette pratique. [...] Les réunions contradictoires vont exister tant et aussi longtemps qu'il y aura des élections dans les circonscriptions canadiennes-françaises. Les réunions contradictoires vont disparaître lorsque les gens vont s'en désintéresser. (30 mars)

Le débat est ajourné et n'a pas de suite.

Chose certaine, le passage de Houde à l'Assemblée législative transformera – pour les décennies à venir – l'atmosphère des travaux législatifs. Duplessis deviendra de plus en plus

mordant et, bientôt, la gentilhommerie, qui caractérisait les échanges depuis le XIX^e siècle, ne sera plus qu'un vague souvenir pour les anciens tribuns.

Sur une note positive, au-delà de la dynamique partisane qui prévaut, Aldéric Blain, député conservateur de Montréal-Dorion, explique, au fond, que les partis « concourent au même but, par des chemins divergents : le plus grand bien de la province de Québec ». (3 février 1931)

Le plus long discours

Aimé Guertin, député conservateur de Hull, détient le record du discours le plus long prononcé à l'Assemblée législative. Il parle durant huit heures dans la nuit du 1^{er} au 2 avril 1931.

La troisième séance du mercredi 1^{er} avril avait débuté à 8 h 55. Tard en soirée, les parlementaires étudiaient le détail des crédits du département de la Colonisation. Guertin entre en scène à 23 h 45 au sujet d'un crédit de 200 000 \$ destiné aux chemins de colonisation et à l'aide à la colonisation. Devant lui, Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, souffre d'une extinction de voix, mais lui répond de son mieux.

La session tire à sa fin et, justement, Guertin prononce un discours-fleuve pour dénoncer la méthode du gouvernement qui consiste, selon lui, à « faire voter le budget à la dernière minute, apparemment pour empêcher la députation d'obtenir les renseignements auxquels elle a droit⁹⁹ ». Considérant le ministère de la Colonisation comme l'un des plus importants de l'administration provinciale, il a le devoir et le droit, dit-il, de s'enquérir comment ces subsides seront dépensés.

Pour appuyer sa démarche, le député de Hull fait la lecture de plusieurs traités de droits parlementaires et fait l'historique des luttes constitutionnelles menées au Canada, de 1791 à 1841, pour obtenir le privilège de contrôler les dépenses du gouvernement. Dans cet esprit, il demande où, quand et comment le ministre de la Colonisation compte dépenser chaque sou de l'item à l'étude. Puisque le ministre se trouve dans l'impossibilité de répondre dans le détail, Guertin poursuit son discours.

Les heures passent. « Des députés dorment, le premier ministre bâille et s'étire, on jase dans les coins », note le courriériste du *Devoir*¹⁰⁰. Celui du *Soleil* complète le tableau : « Des députés charitables eurent pitié de lui [Guertin] et firent aligner sur son pupitre une rangée de verres d'eau. D'autres lui firent tenir un paquet de gomme à mâcher. Sans aucune honte, le député de Hull, qui a pour le "Chiclet" une prédilection toute spéciale, en engloutit quelques palettes et continua de mâcher de la gomme et des mots¹⁰¹. »

Houde prend la relève à 1 h 45 et, peu après, Guertin continue le débat pour parler sans interruption pendant cinq heures et demie. *Le Devoir* dresse un nouveau portrait de la situation :

Les députés ministériels qui avaient trompé leur ennui par des balades dans les corridors et des stations dans les antichambres jusqu'à trois heures, s'étaient renfoncés dans leurs fauteuils d'où ils n'avaient plus le courage de bouger. Le ministre, fatigué, s'épongeait la face, dans la morne attente de la fin qui n'arrivait plus. Le président, compatissant, fit venir une collation où ministériels et oppositionnistes fraternisèrent autour des sandwiches. Quant au premier ministre, il était parti. Quatre ministres étaient restés à ce marathon oratoire : MM. Godbout, Mercier, David et Laferté. Ils écoutaient, mornes et épuisés, les députés qui les uns après les autres effaçaient tous les records d'endurance et de longueur discursive. Les députés se succédaient à la présidence du comité, ce qui valait à chaque nouvel arrivant des considérations nouvelles et un nouvel exposé de la situation¹⁰².

À 5 h 30, Houde parle à nouveau et, à peine 15 minutes plus tard, Guertin reprend son débat jusqu'au lever du jour. « Messieurs les députés s'éveillèrent du sommeil de la nuit, montrant des têtes ébouriffées et des faces barbues », rapporte *Le Soleil*¹⁰³. À 7 h 15, Guertin termine son propos, mais Houde poursuit la discussion jusqu'à l'adoption du crédit et l'ajournement de la séance à 9 h 45.

Il s'agit bien du discours le plus long, mais non pas de la séance la plus longue. Le 27 juin 1879, une séance avait duré 25 heures.

De choses et d'autres...

Les débats de l'Assemblée législative font état d'un passé révolu pour la région de Sept-Îles à Blanc-Sablon. En ce premier tiers du XX^e siècle, on n'y trouve pratiquement pas de chemin. Le transport des provisions et du courrier se fait par cabotage l'été, tandis que l'hiver les « attelages de chiens esquimaux constituent le seul moyen de locomotion ». (15 janvier 1931) Or, durant la période estivale, les pêcheurs de morue se plaignent des chiens errants qui viennent manger leurs poissons séchés près de leur demeure ou sur les quais. Avec le bill 8, ces bêtes devront être tenues en captivité, sous peine d'amende.

Il est question des progrès de l'automobile. « Il y a 15 ans, il y avait 600 autos environ dans la province; maintenant, nous avons 178,000 autos dans la province sans compter plus de 100,000 autos de tourisme qui parcourent nos routes », indique Joseph-Édouard Perrault, le ministre des Mines et de la Voirie. (15 janvier 1931) En vertu de la loi des bons chemins, plusieurs municipalités se sont endettées pour effectuer des travaux de voirie. Le gouvernement libéral leur vient en aide. Le bill 18 modifiant la loi sur la voirie réduit de 2 à 1 % l'intérêt que les municipalités paient au provincial pour l'amortissement du capital emprunté. Houde accuse alors Taschereau « de ruiner les municipalités pour enrichir des entrepreneurs amis du gouvernement ».

Un autre projet de loi concerne les élections municipales. Taschereau rappelle que le vote doit se faire au scrutin secret dans les villes et les villages, mais que certaines municipalités ne disposent pas des moyens nécessaires pour imprimer des bulletins de vote. « La tendance des municipalités est de substituer le bulletin secret au vote ouvert », rapporte le premier ministre. Le bill 57 modifie alors le Code municipal afin de permettre à ces dernières de confectionner des bulletins de vote à leur convenance, avec l'autorisation du ministère des Affaires municipales.

Il y a aussi le bill 31 prohibant les enseignes lumineuses servant à annoncer les liqueurs alcooliques dans les villes et les villages. « À lire les annonces lumineuses, on aurait pu juger par là que Québec était devenu le paradis terrestre des buveurs », de commenter le premier ministre. (31 mars) Cette mesure avait été réclamée par des membres du clergé catholique et protestant.

Pour terminer, Taschereau a l'occasion de se prononcer sur la « Charte de la liberté » des cultivateurs de l'Ouest canadien qui préconisaient la création d'un commonwealth des provinces des Prairies¹⁰⁴. Taschereau prêche en faveur du maintien du pacte confédératif de 1867 :

Dans les jours difficiles que nous avons vécus, certaines provinces plus que d'autres ont été particulièrement atteintes. On y a entendu le cri de sécession. J'aime à croire que ce cri était isolé et n'était que celui de quelques malheureux. Mais, de grâce, et c'est là le vœu que je formule, qu'on ne l'entende plus. Ce cri est antipatriotique, antinational et anticanadien.

Soixante-trois ans de progrès et de développement ont fait des provinces canadiennes un pays grand et prospère. [...] S'il m'est permis de parler pour ma province, je dirai qu'elle est profondément attachée et à notre régime et au lien britannique, et qu'elle entend y rester. (21 janvier 1931)

Les bons mots de la session

Il y a d'abord Duplessis qui fait rire les députés et le public dans les tribunes lorsqu'il affirme que « pendant que l'opposition pense, le gouvernement dépense ». (4 février 1931) Paul Sauvé est, pour sa part, objet de raillerie lorsqu'il demande à la Chambre d'adopter une résolution touchant la question du lait. On lui apporte alors un verre de lait, au grand amusement de tous. Sauvé, qui refuse de le boire par crainte de s'empoisonner, dit-il, l'offre à William Tremblay. On rit encore lorsque celui-ci « le renverse d'une taloche » et, de rapporter *Le Soleil*, « le contenu se répand sur le complet de M. Renaud qui se met à éponger son pantalon taché à grands coups de mouchoir¹⁰⁵ ».

À Duplessis qui demande une augmentation des octrois accordés par le gouvernement à l'Hospice des Dominicains de Trois-Rivières, Taschereau rétorque qu'il faut se rappeler que cette communauté « a fait vœu de pauvreté ». (13 février 1931)

Au final, le fils du premier ministre met le président de l'Assemblée dans l'embarras en se trompant dans la manière consacrée pour faire mourir un projet de loi au *Feuilleton*. Au lieu d'amender la discussion en retranchant le mot « maintenant » et en y ajoutant les mots « dans six mois », Robert Taschereau y va de cette motion : « M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que vous ne quittiez pas le fauteuil maintenant, mais dans six mois. » (24 mars 1931) T.-D. Bouchard proteste aussitôt avec véhémence, invitant le député de Bellechasse à s'en tenir à la formule régulière.

Christian Blais

Critique des sources

La Tribune de la presse

George Lèveillé, du *Soleil*, est président de la Tribune, assisté par Damasse Potvin, de *La Presse*, à titre de secrétaire-trésorier¹⁰⁶. Les autres membres connus de cette institution sont : Edmond Chassé, de *L'Événement*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Joseph-Amédée Gagnon, du *Quotidien*; J.-Alfred Hardy, de *La Patrie*; Irénée Masson, du *Soleil*; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*; et Abel Vineberg, de la *Montreal Gazette*¹⁰⁷. On compte aussi Dominique Laberge, courriériste parlementaire au *Canada*, jusqu'à sa démission effective au 4 février 1931.

Au début de la nouvelle session, les courriéristes parlementaires tiennent à remercier l'ancien ministre des Travaux publics, Antonin Galipeault, pour les travaux de rénovation qui ont été effectués à la galerie de presse :

Les journalistes n'ont pas été oubliés cette année. [...] Les murs et le plafond ont été recouverts de plâtre et peints : le système d'éclairage est parfait, et un grand tapis « rouge », s'il vous plaît, a été placé dans l'appartement.

Chaque correspondant a à sa disposition un pupitre absolument neuf et les grandes tables où un journaliste était bien mal à l'aise pour faire son travail ont été enlevées pour retourner aux « archives »¹⁰⁸.

Comme à chaque année, les courriéristes parlementaires promettent à leurs lecteurs de couvrir la session de manière à fournir « le plus d'information possible »¹⁰⁹. Edmond Chassé, le doyen de la Tribune, adresse ce message aux députés :

Les armes (plume et crayons) à la main, nous les attendons à l'œuvre, prêts à noter toutes leurs paroles et à croquer tous leurs gestes. Nous accomplirons notre modeste tâche avec impartialité et avec enthousiasme, bien que nous ayons vu, depuis notre première session dans la tribune de la presse, en 1907, bien des combats et bien des géants¹¹⁰!

Les comptes rendus des débats

Faute de hantise, les députés rappellent aux journalistes que leur devoir est « de rapporter ce qui se passe ici, soit à la droite de la Chambre, soit à la gauche ». Le député ouvrier William Tremblay va plus loin encore :

Je dis aux journalistes qui sont tolérés ici que leurs journaux ont droit de dire ce qu'ils veulent, de critiquer ou de louer dans leur colonne éditoriale. Mais un journaliste, à qui nous accordons le privilège d'être dans la galerie de la presse, n'a pas le droit d'ignorer le discours de l'un pour ne parler que du discours de l'autre qui n'a souvent aucune valeur. Les journalistes qui jouissent du privilège de prendre les discours en Chambre doivent rapporter loyalement, fidèlement, nos actes et paroles. (27 janvier 1931)

Tremblay reproche à certains journalistes de ne pas reproduire tous ses discours. Il s'avère que le député est plutôt injuste, puisque les quotidiens, au contraire, publient des résumés substantiels de ses nombreuses interventions.

Le ministre des Travaux publics et du Travail, Joseph-Napoléon Francoeur, rend hommage aux journalistes qui, quant à lui, font plus que leur devoir :

Quant aux journalistes, ce sont eux qui, à quelque parti qu'ils appartiennent, rapportent, que dis-je, refont très bien les discours de beaucoup de députés qui se sont imaginés en prononcer. Dans bien des cas, les députés devraient leur être

reconnaissants de réécrire leurs discours, qui, autrement, pourraient nuire à la crédibilité politique de ceux qui les prononcent. (29 janvier 1931)

Tremblay réclame un journal des débats ou, tout au moins, un nouveau système pour permettre aux journalistes de travailler autrement :

Puisqu'il n'y a pas de *Hansard*, pourquoi ne pas utiliser les cadeaux de la science et installer un système de radio en Chambre de sorte que les journalistes pourraient rester assis bien tranquillement dans leur chambre où ils pourraient écouter les discours et les débats des députés de la Chambre à la radio et prendre leurs notes là, sans avoir besoin de passer des heures assis sur un tabouret dans l'étroite tribune sise dans l'enceinte parlementaire et les clavigraphier de suite. Ce serait là du progrès. Ceci soulagerait les journalistes d'avoir à s'asseoir dans leur tribune et d'écouter les discours d'une manière inconfortable. (20 mars 1931)

Le journaliste du *Soleil* n'est pas du même avis : « Pour notre part, nous avouons que l'idée ne nous sourit pas. Pour rien au monde, nous ne voudrions être privés du spectacle amusant qu'offre le débit d'un discours par le député de Maisonneuve ou le nerveux député de Hull ou l'irascible chef de l'opposition¹¹¹ ! »

Dans l'ensemble, les parlementaires n'adressent aucun reproche aux courriéristes en ce qui concerne leurs comptes rendus. Seul Aimé Guertin, député conservateur de Hull, affirme que ces propos n'ont pas été fidèlement reproduits par *Le Soleil* au moment qu'il questionnait Godbout sur les crédits du ministère de l'Agriculture :

Le Soleil publie aujourd'hui des saletés à mon sujet. [...] Ce n'est pas la première fois, et ce journal semble s'acharner particulièrement à quelques membres de l'opposition. Cette feuille est prise de rage cette année. [...] Et quant au rédacteur qui rédige ces comptes rendus injurieux contre ma personne, je ne le tiens pas responsable; je sais qu'il est payé pour faire ce qu'il fait. Ce reporter serait peut-être mis à la porte s'il n'accomplissait pas la sale besogne qu'il accomplit. Qu'il me soit cependant permis de lui faire remarquer qu'il y a un privilège inviolable en cette Chambre. J'espère qu'il mentionnera ma rectification, car je lui sais assez de sens de justice pour le faire. (27 mars 1931)

Le Soleil réplique dans son édition du lendemain:

Nous n'avons rien à reprendre à notre article d'hier, si ce n'est l'orthographe d'un mot que le « typo » a malencontreusement changé. Nous avions écrit: « institution », il nous a fait dire: « instituteur ». À part cela, nous rapportons le sens des paroles de M. Guertin et nous n'en voulons comme preuve que la manifestation spontanée de la Chambre qui cria « C'est vrai »! à plusieurs reprises, hier soir, au moment où M. Guertin lisait les passages de l'article qui l'a si fort piqué¹¹².

Il demeure que les comptes rendus des débats constituent une source fiable pour suivre les travaux de l'Assemblée législative. La majeure partie des discours sont publiés sous forme de verbatim ou de résumés. Seuls quelques aspects des échanges, jugés accessoires par les journalistes, sont laissés pour compte, faute d'espace dans les pages des journaux. D'autant qu'avec la crise du papier les journaux publient des éditions moins considérables¹¹³. À ce compte, on comprend que le discours-fleuve de Guertin n'a pas été reproduit dans son intégralité.

La couverture du plus long discours

Durant la nuit du 1^{er} au 2 avril 1931, les journalistes veillent au grain. Ils sont dans leur tribune depuis la première séance du mercredi, qui a débuté à 11 h 20, et demeurent sur place jusqu'à la fin de la séance du jeudi, qui se termine vers minuit.

Quant au discours de Guertin, le courriériste du *Droit* avoue que les « journalistes ont à peine suffi à la tâche ». À tour de rôle, ils assistent à ce discours-fleuve en faisant « des quarts, tout comme les gardiens de nuit »¹¹⁴. Dans le *Devoir*, on écrit que les « journalistes grillaient cigarettes sur cigarettes, alternaient les sandwiches avec les tasses de café, dans l'attente de l'incident possible¹¹⁵ ». Visage tiré, à 5 heures, ils sont encore au poste pour taper « sur la machine les quelques impressions que les circonstances pouvaient leur inspirer ».

Dans les débats reconstitués, le discours de Guertin est résumé très succinctement, les journalistes se contentant de rapporter les faits saillants et les principaux sujets de discussion, sans entrer dans les détails.

Christian Blais

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Jean-Marie Lebel, *Québec 1608-2008 : Les chroniques de la capitale*, Québec, PUL, 2008.
2. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
3. « Toujours l'R-100 », Mary Travers, Starr New Process, Montréal, 1930.
4. Le recensement de 1931 montre que 63,1 % de la population canadienne est urbaine. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, tome 4, Sillery, Septentrion, 1997, p. 190.
5. Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 137. Selon l'historien John Thompson, le taux de chômage au Canada est de 12,9 % en 1930. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, tome 2, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 79.
6. Robert Lévesque et Robert Migner, *Les boss politiques à Montréal. Camillien et les années vingt suivi de Camillien au goulag. Cartographie du houdisme*, Montréal, Les Éditions des Brûlés, 1978, p. 120.
7. Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 221; Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : La dépression*, tome XXXII, Montréal, Fides, 1959, p. 149.
8. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. I (28 mars 1929 au 30 octobre 1930), p. 117. Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22.
9. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 43-44.
10. *Ibid.*, p. 44.
11. Marc La Terreur, *Les tribulations des conservateurs au Québec de Bennett à Diefenbaker*, Québec, Presse de l'Université Laval, 1973, p. 25.
12. Les conservateurs ne présentent pas de candidat dans la circonscription de Bellechasse. Un candidat libéral indépendant, J.-N. Nadeau, se présente contre Taschereau fils. Des libéraux du comté étaient outrés du fait que Taschereau père y avait parachuté son fils. R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal...*, p. 123.
13. « Le bill du chômage est le premier introduit », *Le Soleil*, 3 décembre 1930, p. 21. Le chroniqueur ajoute : « Chez le premier ministre comme chez l'ancien chef de l'opposition l'intention de rester impassibles et stoïques comme Zénon était évidente, mais, malgré tout, on sentait, sous l'apparence rigide et compassée, le sentiment paternel tirer les traits, mettre comme un trémolo dans la voix du premier ministre et un léger tremblement dans la main tendue de M. Sauvé. »
14. Martin Pâquet, « Un geste auguste dans le temple de la loi » : L'ordo des cérémonies d'ouverture des sessions parlementaire au Québec, 1792-1997 », *Revue Anthropologie et sociétés*, vol. 23, no. 1 (1999), p. 119.
15. « Le discours du Trône », *Le Devoir*, 3 décembre 1930, p. 1. Ajoutons que le journaliste croit voir les yeux d'Arthur Sauvé « se mouiller et des larmes de joie perler à ses yeux ».
16. « La principale des mesures est adoptée », *Le Droit*, 9 décembre 1930, p. 1.
17. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout...*, p. 207.
18. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 47.
19. Perron est élu député libéral dans Gaspé à l'élection partielle du 17 février 1910. Ne s'est pas représenté en 1912. Élu sans opposition dans Verchères à l'élection partielle du 16 octobre 1912. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville le 13 avril 1916. Assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau le 9 juillet 1920. Nommé leader du gouvernement au Conseil législatif le 27 septembre 1921. Ministre de la Voirie dans le même cabinet du 27 septembre 1921 au 24 avril 1929. Démissionnaire de son poste de conseiller législatif le 16 novembre 1929 et fut élu à l'Assemblée législative dans Montcalm à l'élection partielle du 16 novembre 1929. Ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau du 24 avril 1929 au 20 novembre 1930. Voir aussi : R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal...*, p. 100.
20. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 209; J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout...*, p. 207.
21. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 218.
22. Après son rétablissement, à compter du 18 mars 1931, McMaster reviendra siéger à titre de député de Compton seulement. Il ne se représentera pas aux élections générales qui suivront.
23. Plus tard, les premiers ministres Jean Lesage, Jean-Jacques Bertrand et Robert Bourassa seront également ministres des Finances.
24. *Le Courrier de L'Islet*, 24 janvier 1931, p. 1; *L'Événement*, 22 janvier 1931, p. 3.
25. « Charles Maillard et Ivan Neilson, respectivement directeurs des écoles des beaux-arts à Montréal et à Québec, recueillent officiellement l'honneur d'avoir terminé l'œuvre. Maillard touche le plus gros magot puisqu'il a organisé et surveillé tous les travaux; Neilson se contente d'un rôle effacé. Ceux qui ont véritablement peint l'œuvre sont deux étudiants: l'un de Québec, Paul Bédard, élève de Neilson; l'autre de Montréal, Henri Bélisle, élève de Maillard. » Robert Derome, « Charles Huot et la peinture d'histoire au Palais législatif de Québec (1883-1930) », *Le Bulletin et le Bulletin annuel du Musée des beaux-arts du Canada 1963-1985*, no 27, 1976. (<http://www.gallery.ca/bulletin/num27/derome5.html>)
26. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. I, p. 109.
27. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 211.
28. Dans le budget de 1930-1931, on indique que les dépenses allouées pour la loi des bons chemins de 1912 se chiffrent à 46 239 872,44 \$.
29. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 44.
30. Séance du 21 janvier 1930.
31. Étienne Faugier, *L'économie de la vitesse : impacts du système automobile dans les espaces ruraux du département du Rhone et de la région de Québec, 1919-1961*, Québec-Lyon, Université Laval-Université Lyon II, (thèse en histoire en cours).
32. R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal...*, p. 110.
33. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 219.

34. Après l'ajournement de la séance, Olivier Asselin, directeur du *Nationaliste* et attaché à la rédaction de *La Patrie*, se rendit sur le parquet de la Chambre et interpella vivement Taschereau, alors ministre des Travaux publics et du Travail. Il l'accusa d'avoir menti lorsque ce dernier prétendit dans son discours sur l'affaire de l'Abitibi que lui (M. Asselin) était chez Mme Tremblay lorsque le faux câblogramme adressé à M. Gouin est arrivé. S'avancant alors vers le ministre, M. Asselin le frappa à la bouche, la main ouverte. Le coup fit venir du sang aux lèvres de M. Taschereau. Le ministre appela alors un constable et lui ordonna d'arrêter M. Asselin. Le constable conduisit son prisonnier au sous-sol, où sont situés les quartiers de la police provinciale, et le logea dans un cachot. On demanda au procureur général que pour aucune considération on ne laissât sortir M. Asselin sous caution.
35. « M. Houde et les journaux », *Le Devoir*, 7 janvier 1931, p. 2.
36. Houde avait représenté cette circonscription en 1923, mais il avait été défait en 1927, puis réélu dans une partielle en 1928.
37. *Le Nationaliste et Le Devoir*, 18 décembre 1930, p. 2.
38. « À l'Assemblée législative », *Le Guide*, 31 janvier 1931, p. 1.
39. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 73.
40. « Les conservateurs fédéraux aideront Camillien Houde aux prochaines élections », *Le Nouvelliste*, 23 février 1931, p. 1.
41. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*..., p. 137.
42. « Une entente aurait été conclue entre l'hon. Bennett et Camillien Houde. Les deux organisations fusionnées », *Le Nouvelliste*, 7 mars 1931, p. 1.
43. « M. Houde et les journaux », *Le Devoir*, 7 janvier 1931, p. 2.
44. M. La Terre, *Les tribulations des conservateurs*..., p. 16.
45. R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal*..., p. 109.
46. *Ibid.*
47. *L'Événement*, 22 janvier 1931, p. 3. Duplessis avait souhaité une belle et longue carrière politique à Robert Taschereau en ces termes : « J'espère qu'il prendra les exemples d'énergie, de courage et d'intégrité de son père distingué. » (21 janvier) Le premier ministre Taschereau avait, selon le chroniqueur parlementaire de *L'Événement*, été touché de cette délicatesse de Duplessis. Voir aussi : Frédéric Boily, « Le style populiste de Maurice Duplessis : le début des années 1930 », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, p. 77-96.
48. *La Parole*, 22 janvier 1931, p. 8.
49. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 79.
50. R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal*..., p. 121-122.
51. « Des projets de loi importants sont annoncés », *Le Canada*, 3 décembre 1930, p. 1.
52. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. II (1^{er} novembre 1930 au 17 janvier 1931), p. 213. Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22. Voir : Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Publications du Québec, 2005, p. 187.
53. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. I, p. 89.
54. Omer Héroux, « Le discours du trône », *Le Devoir*, 3 décembre 1930, p. 1.
55. Thomas Poulin, « Le discours du trône », *L'Action sociale*, 3 décembre 1930, p. 1.
56. « L'hon. L.-A. Taschereau très libéral pour le cultivateur et l'ouvrier », *L'Événement*, 3 décembre 1930, p. 3.
57. *Le Nouvelliste*, 10 décembre 1930, p. 1.
58. Dans son journal, Carroll écrit : « [...] je me suis amusé à lire in extenso le discours de M. Camillien Houde, chef de l'opposition. Ça n'est pas trop mal pour un homme qui n'a pas beaucoup d'instruction. Il a évidemment du talent; pas trop scrupuleux. » Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. II, p. 219-220.
59. *La Tribune*, 11 décembre 1930, p. 3.
60. *Le Nationaliste et le Devoir*, 15 décembre 1931, p. 2.
61. « La reprise des travaux sessionnels », *Le Devoir*, 7 janvier 1931, p. 1.
62. « La législation d'avant l'appel aux électeurs », *Le Devoir*, 7 avril 1931, p. 1.
63. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 79 et 83.
64. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 55.
65. James Iain Gow, *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970*, Québec, PUL, 1986, p. 124. Voir aussi : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 75.
66. La commission du chômage est présidée par C. E. Gravel, ancien président à la Chambre de commerce de Montréal et échevin de la ville d'Outremont. Les autres membres sont : Charles Duquette, ancien maire de Montréal; J. H. Fortier, de la Cie P. T. Légaré de Québec; George Bancroft, gérant de la Banque de Montréal à Québec; M. l'abbé Jean Bergeron, président des missionnaires-colonisateurs; Omer Fleury, président du Conseil fédéré des métiers et du travail; Pierre Beaulé, président de la Confédération des travailleurs catholiques; le colonel J. H. Blue, industriel de Sherbrooke; et G. Laffoley, ancien président du Board of trade de Montréal.
67. J. I. Gow, *Histoire de l'administration publique*..., p. 125.
68. B. Vigod, *Taschereau*..., p. 123.
69. *Ibid.*
70. En complément, Vigod écrit : « La nouvelle loi modifie la précédente sur deux points : elle substitue la responsabilité collective des groupes industriels à la responsabilité individuelle de chaque patron; elle impose l'assurance d'État, gérée par la Commission, pour les catégories industrielles les plus nombreuses. La Commission répartira les industries en groupe, fixera les taux d'assurance, dans chaque groupe, d'après les salaires et sur tout (124) d'après les risques, et rendra des décisions sans appel. Dans les cas où l'indemnité reste payable par l'employeur, ou par son assureur, la Commission exercera des fonctions de surveillance. » *Ibid.*, p. 123-124.

71. *The Sherbrooke Daily Record*, 10 janvier 1931, p. 1.
72. Pierre Pagé, « Édouard Montpetit et Henri Letondal, les créateurs d'une radio éducative : *L'Heure Provinciale* (1929-1939), *Fréquence/Frequency*, no.3-4, Montréal, AERTC, 1995, p. 56.
73. Robert Lévesque, *Labelle et Camillien. Deux figures du populisme canadien-français*, Montréal, VLB éditeur, 2009, p. 195-196.
74. Pierre Pagé, *Histoire de la radio au Québec. Information, éducation, culture*, Montréal, Fides, 2007, p. 73.
75. *L'Heure provinciale* est diffusée à raison de deux émissions d'une heure par semaine, le soir à 20 heures. P. Pagé, « Édouard Montpetit... », p. 66.
76. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 173.
77. <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
78. <http://www.cbc.radio-canada.ca/histoire/1920-1939.shtml>
79. Voir : Gilles Gallichan, *Les Québécoises et le barreau: l'histoire d'une difficile conquête, 1914-1941*, Sillery, Septentrion, 1999, chapitre 5.
80. *Ibid.*, p. 77.
81. Collectif Cléo, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, p. 351.
82. Rumilly précise que la femme « peut, avec l'autorisation du juge, intenter seule une action en dommages-intérêts pour injure personnelle. Enfin la femme séparée de biens est habile à tous les actes de la vie civile, sans l'autorisation maritale et judiciaire. » R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 125. Les femmes pourront également être « témoins pour les testaments faits devant notaires » Collectif Cléo, *L'histoire des femmes au Québec...*, p. 354.
83. Thérèse Casgrain, *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 1971, p. 94.
84. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 67.
85. *Montreal Gazette*, 27 mars 1931, p. 1.
86. « L'acrobatie va bientôt commencer », *Le Goglu*, 7 novembre 1930, p. 1.
87. Voir : Arlette Corcos, *Montréal, les Juifs et l'école*, Sillery, Septentrion, 1997, 305 p.
88. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 79-85.
89. Débats sur les écoles juives, Débats reconstitués de l'Assemblée législative, 17^e législature, 3^e et 4^e session; 1930 et 1931 et
90. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 215.
91. « Les chômeurs ont manifestés à Québec drapeau rouge en tête », *La Presse*, 2 décembre 1930, p. 1.
92. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 119.
93. En août 1930, le gouvernement Bennett avait notamment limité l'immigration en provenance d'Europe. « Les seuls immigrants européens admis au pays seront les cultivateurs possédant un capital leur permettant de s'établir immédiatement sur une ferme. Les immigrants originaires des Îles Britanniques et des États-Unis continueront également de pouvoir entrer au Canada pourvu qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. » *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>.
94. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout...*, p. 99.
95. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 36.
96. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 106.
97. R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal...*, p. 128.
98. *Le Devoir*, 30 janvier 1931, p. 1.
99. « Le député Aimé Guertin explique l'obstruction qu'il a faite à Québec », *Le Droit*, 7 avril 1931, p. 7.
100. *Le Devoir*, 2 avril 1931, p. 10.
101. *Le Soleil*, 2 avril 1931, p. 3.
102. *Le Devoir*, 2 avril 1931, p. 1.
103. *Le Soleil*, 2 avril 1931, p. 27.
104. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 96-100.
105. *Le Soleil*, 1^{er} avril 1931, p. 3.
106. « George Leveillé new head of Press Gallery », *Chronicle-Telegraph*, 6 décembre 1930, p. 1.
107. Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la Tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.
108. « La principale des mesures est adoptée », *Le Droit*, 9 décembre 1930, p. 1.
109. Omer Héroux, « Le discours du trône », *Le Devoir*, 3 décembre 1930, p. 1.
110. Edmond Chassé, « Mesure préventive du chômage à l'ouverture de la session », *L'Événement*, 2 décembre 1930, p. 3.
111. *Le Soleil*, 21 mars 1931, p. 27.
112. *Le Soleil*, 28 mars 1931, p. 35.
113. En Chambre, le 28 janvier 1931, Augustin Frigon, député libéral dans Saint-Maurice, affirme : « Le commerce du papier à journal est mauvais à cause du mauvais état des affaires. Qu'on parcoure seulement les journaux et les revues. Tous et toutes ont diminué leurs pages et leurs impressions dans des proportions considérables. Il y a moins d'annonces et partant, les journaux publient des éditions moins considérables. »
114. « L'opposition retarde la prorogation », *Le Droit*, 2 avril 1931, p. 1.
115. *Le Devoir*, 2 avril 1931, p. 1.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Chronicle-Telegraph, The
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald
Patrie, La
Presse, La
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Colon, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de L'Islet, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Courrier-Sentinel, Le
Croix, La
Droit, Le
Écho de Frontenac, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Illustration, L'
Journal, Le
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nouvelliste, Le
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Valleyfield, Le

Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quotidien, Le
Riposte, La
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sorelois, Le
Spokeman, The
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Voix des Bois-Francs
Voix de Gaspé, La

Autres sources

Documents de la session, 1930-1931, 5 volumes.

Taschereau, Louis-Alexandre. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable L. A. Taschereau, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 21 janvier 1931.* [s.l.]: 1931. 25 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1930-1931, Québec 1930-1931.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1930-1931, Québec 1930-1931.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1930-1931.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXV: Session 1930-1931*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1931, v, 496, xcii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1930-1931, Vol. LXV*, Québec, Imprimeur du roi, 1931, v, 495, lxxxvii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 21 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1931, xviii, 759 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 21 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1931, xvi, 734 p.

Rapports des comités généraux, 4^e session, 1930-1931.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxviii
Bibliographie.....	xxxv
Table des matières.....	xxxvii
L'Exécutif en 1930-1931.....	xli
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xliii
Par ordre de circonscription	xliv
Débats	
1 Séance du mardi 2 décembre 1930	1
2 Séance du mercredi 3 décembre 1930	7
3 Séance du jeudi 4 décembre 1930	17
4 Séance du mardi 9 décembre 1930	41
5 Séance du mercredi 10 décembre 1930	67
6 Séance du jeudi 11 décembre 1930	89
7 Séance du mercredi 7 janvier 1931.....	109
8 Séance du jeudi 8 janvier 1931	119
9 Séance du vendredi 9 janvier 1931	133
10 Séance du mardi 13 janvier 1931.....	143
11 Séance du mercredi 14 janvier 1931.....	155
12 Séance du jeudi 15 janvier 1931.....	173
13 Séance du vendredi 16 janvier 1931.....	193
14 Séance du mardi 20 janvier 1931.....	199
15 Séance du mercredi 21 janvier 1931.....	213
16 Séance du jeudi 22 janvier 1931.....	237
17 Séance du vendredi 23 janvier 1931.....	253

18 Séance du mardi 27 janvier 1931	257
19 Séance du mercredi 28 janvier 1931	287
20 Séance du jeudi 29 janvier 1931	305
21 Séance du vendredi 30 janvier 1931	339
22 Séance du mardi 3 février 1931	343
23 Séance du mercredi 4 février 1931	369
24 Séance du jeudi 5 février 1931	383
25 Séance du vendredi 6 février 1931	415
26 Séance du mardi 10 février 1931	421
27 Séance du mercredi 11 février 1931	441
28 Séance du jeudi 12 février 1931	455
29 Séance du vendredi 13 février 1931	471
30 Séance du mardi 17 février 1931	481
31 Séance du mercredi 18 février 1931	489
32 Séance du jeudi 19 février 1931	515
33 Séance du vendredi 20 février 1931	535
34 Séance du mardi 24 février 1931	543
35 Séance du mercredi 25 février 1931	561
36 Séance du jeudi 26 février 1931	575
37 Séance du vendredi 27 février 1931	597
38 Séance du mardi 3 mars 1931	607
39 Séance du mercredi 4 mars 1931	627
40 Séance du jeudi 5 mars 1931	647
41 Séance du vendredi 6 mars 1931	669
42 Séance du mardi 10 mars 1931	677
43 Séance du mercredi 11 mars 1931	701
44 Séance du jeudi 12 mars 1931	727
45 Séance du vendredi 13 mars 1931	749

46 Séance du lundi 16 mars 1931	763
47 Séance du mardi 17 mars 1931	783
48 Séance du mercredi 18 mars 1931	801
49 Séance du jeudi 19 mars 1931	823
50 Séance du vendredi 20 mars 1931	851
51 Séance du lundi 23 mars 1931	877
52 Séance du mardi 24 mars 1931	893
53 Séance du mercredi 25 mars 1931	915
54 Séance du jeudi 26 mars 1931	939
55 Séance du vendredi 27 mars 1931	961
56 Séance du samedi 28 mars 1931	989
57 Séance du lundi 30 mars 1931	1003
58 Séance du mardi 31 mars 1931	1025
59 Séance du mercredi 1 ^{er} avril 1931	1049
60 Séance du jeudi 2 avril 1931	1079
61 Séance du samedi 4 avril 1931	1099
Index des participants	1131
Index des sujets	1181
Index des bills publics et privés	1221

L'HONORABLE HENRY GEORGE CARROLL

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1930-1931

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Adélard Godbout, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre des Mines et de la Voirie

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Alfred Leduc, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Charles-Ernest Ouellet, ministre sans portefeuille

L'honorable Gordon Wallace Scott, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BAILLARGEON, Cyrille	L	Frontenac
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉDARD, Joseph Éphraïm	L	Québec
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERNARD, Cyrille-Améric	L	Rouville
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BLAIN, Aldéric	C	Montréal-Dorion
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANTIN, Charles-Édouard	L	Saint-Sauveur
CARON, Amédée	L	Îles-de-la-Madeleine
CASGRAIN, Léon	L	Témiscouata
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CRÉPEAU, Armand-Charles	C	Sherbrooke
DANSEREAU, Georges	L	Argenteuil
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
FARAND, Avila	L	Soulanges
FISHER, Martin Beattie	C	Huntingdon
FORTIN, Joseph-Édouard	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf
GODBOUT, Joseph-Adélard	L	L'Islet
GRANT, William Pierre	L	Champlain
GUERTIN, Aimé	C	Hull
HOUDE, Camillien	C	Montréal-Sainte-Marie
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPERRIÈRE, David	L	Yamaska
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LEDUC, Alfred	L	Montréal-Saint-Henri
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LORTIE, Pierre	L	Labelle

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
MARCHAND, Victor	L	Jacques-Cartier
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
McMASTER, Andrew Ross	L	Compton
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
OLIVER, Carlton James	L	Brome
PAPINEAU, Louis-Joseph	L	Beauharnois
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TASCHEREAU, Robert	L	Bellechasse
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
THURBER, Alexandre	L	Chambly
TREMBLAY, William	O	Maisonneuve
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VAUTRIN, Irénée	L	Montréal-Saint-Jacques

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortin, Joseph-Édouard
BEAUHARNOIS	L	Papineau, Louis-Joseph
BELLECHASSE	L	Taschereau, Robert
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Oliver, Carlton James
CHAMBLY	L	Thurber, Alexandre
CHAMPLAIN	L	Grant, William Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	McMaster, Andrew Ross
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Baillargeon, Cyrille
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	C	Guertin, Aimé
HUNTINGDON	C	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LE-MADELEINE	L	Amédée Caron
JACQUES-CARTIER	L	Marchand, Victor
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Tremblay, William
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTREAL-DORION	C	Blain, Aldéric
MONTREAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTREAL-MERCIER	L	Plante, Anatole
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTREAL-SAINTE-MARIE	C	Camillien Houde
MONTREAL-SAINTE-GEORGES	C	Gault, Charles-Ernest
MONTREAL-SAINTE-HENRI	L	Leduc, Alfred
MONTREAL-SAINTE-JACQUES	L	Vautrin, Irénée
MONTREAL-SAINTE-LAURENT	L	Cohen, Joseph

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PAPINEAU	L	Lahaie, Désiré
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUÉBEC	L	Bédard, Joseph-Éphraïm
QUÉBEC-CENTRE	L	Samson-Joseph
QUÉBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
ROUVILLE	L	Bernard, Cyrille-Améric
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	L	Cantin, Charles-Édouard
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	C	Crépeau, Armand-Charles
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Casgrain, Léon
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	L	Laperrière, David

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

Séance du mardi 2 décembre 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation¹, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend avec les députés à la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

M. l'Orateur souligne la présence de l'honorable M. Arthur Sauvé, ministre fédéral des Postes, qui prend place sur un fauteuil spécial situé à la gauche du trône².

Brefs d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Bellechasse, des Deux-Montagnes, de Huntingdon et de Maskinongé.

Vacances dans les districts électoraux:**District électoral
de Deux-Montagnes**

À l'honorable M. Damien Bouchard
Orateur de l'Assemblée législative
de Québec

Monsieur l'Orateur,

Je déclare par les présentes donner ma démission de député du collège électoral des Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de Québec.

Fait et signé à Saint-Eustache, le 11 juillet 1930, en présence des deux témoins soussignés.

Arthur Sauvé

Témoins: Paul Sauvé,
Isidore Comtois

**Districts électoraux de Huntingdon,
Maskinongé et Bellechasse**

Québec, le 2 octobre 1930

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que les districts électoraux de Huntingdon, de Maskinongé et de Bellechasse sont sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec, messieurs Andrew Philps, député de Huntingdon et J.-Willie Gagnon, député de Maskinongé, étant décédés et l'honorable Antonin Galipeault, député de Bellechasse, ayant accepté la charge de juge à la Cour d'appel.

L.-A. Taschereau,
député de Montmorency

Honoré Mercier fils,
député de Châteauguay

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

District électoral de Bellechasse

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le deux octobre mil neuf cent trente et adressé à M. J.-O. Saint-Pierre, registraire et officier-rapporteur résidant à Saint-Raphaël, M. Robert Taschereau, avocat à Québec, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Bellechasse à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Antonin Galipeault, qui a accepté une charge de juge à la Cour d'appel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. Geoffrion

District électoral de Deux-Montagnes

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le seize octobre mil neuf cent trente et adressé à M. J.-H. Langlois, registraire et officier-rapporteur résidant à Sainte-Scholastique, M. Paul Sauvé, avocat à Saint-Eustache, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Arthur Sauvé, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. Geoffrion

District électoral de Huntingdon

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le seize octobre mil neuf cent trente et adressé à M. J. C. Bruce, registraire et officier-rapporteur résidant à Huntingdon, M. Martin Beattie Fisher, agent à Hemmingford, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Huntingdon à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Andrew Philips, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. Geoffrion

District électoral de Maskinongé

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le seize octobre mil neuf cent trente et adressé à M. Miville Lesage, avocat et officier-rapporteur résidant à Louiseville, M. Louis-Joseph Thisdel, cultivateur à Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Maskinongé à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. J.-Willie Gagnon, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. Geoffrion

Présentation de nouveaux députés:

**M. Robert Taschereau,
Bellechasse**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), accompagné du représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), présente à la Chambre le nouveau député de Bellechasse, M. Taschereau. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger³.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne séance.

M. Taschereau (Bellechasse) prend son siège en Chambre⁴.

**M. Louis-Joseph Thisdel,
Maskinongé**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), accompagné du représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), présente à la Chambre le nouveau député de Maskinongé, M. Thisdel. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.
(Applaudissements)

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne séance.

M. Thisdel (Maskinongé) prend son siège en Chambre.

**M. Martin Beattie Fisher,
Huntingdon**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)⁵, accompagné du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), présente à la Chambre le nouveau député de Huntingdon. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.
(Applaudissements bruyants à gauche)

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne séance.

M. Fisher (Huntingdon) prend son siège en Chambre.

**M. Paul Sauvé,
Deux-Montagnes**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie), accompagné du représentant de Laval (M. Renaud), présente à la Chambre le nouveau député de Deux-Montagnes. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.
(Applaudissements de la Chambre)

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne séance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prend son siège en Chambre.

**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours
du trône**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En vous conviant à vos travaux de la session, je crois devoir tout d'abord exprimer le chagrin que j'ai éprouvé de la mort de trois de nos éminents concitoyens, disparus depuis que nous sommes séparés, et qui ont pris une part si active au développement de la province: j'ai nommé les honorables messieurs Caron, Turgeon et Perron⁶. Je me joins à vous pour offrir à leurs familles l'hommage de nos vives sympathies.

L'année qui se termine par une crise économique mondiale ne saurait manquer d'inquiéter les gouvernements, car il devient nécessaire de faire face à des problèmes auxquels notre pays, pour un, n'était pas habitué.

Il ne faut pas toutefois exagérer la situation économique, car la confiance en nous-mêmes et en nos merveilleuses ressources est certes un des facteurs principaux du rétablissement de notre équilibre social, mais l'urgence de certaines mesures, pour permettre aux municipalités de prendre avantage de la législation fédérale relative au chômage, a induit mon gouvernement à convoquer la Législature à une date plus hâtive que d'habitude. On

vous soumettra incessamment les projets de loi que le gouvernement croit nécessaires pour faire face à la situation.

Deux commissions sont en ce moment à l'œuvre pour résoudre des problèmes d'ordre social.

Celle chargée d'étudier la condition juridique de la femme mariée a présenté, l'année dernière, deux rapports.

Mon gouvernement a requis la même commission de préparer des amendements à nos Codes pour donner effet à ses recommandations. Un dernier rapport vous sera soumis au cours de cette session et sera suivi d'un projet de loi qui, je l'espère, fera disparaître les anomalies dont on s'est plaint.

L'autre commission chargée de l'étude de certaines questions sociales d'un ordre très pratique, entre autres la pension de vieillesse, est au travail et fera son rapport dès que ses études seront terminées.

Le cultivateur et l'ouvrier sont les deux grands facteurs de notre prospérité. Mon gouvernement veut les aider dans toute la mesure du possible.

Aux cultivateurs, il entend offrir de larges octrois pour le chaulage et le drainage des terres, pour la distribution et la diffusion d'engrais chimiques, et pour indemniser les propriétaires des animaux abattus lorsqu'ils sont atteints de tuberculose.

Mon gouvernement veut aussi, pour aider la classe agricole, réduire de deux à un pour cent cette année l'intérêt de l'argent avancé aux municipalités pour la confection des routes, et y renoncer complètement l'année prochaine. Nos municipalités y trouveront ainsi un avantage considérable.

Pour ce qui est de la voirie, mon gouvernement vous demandera d'en compléter le réseau en pourvoyant à la construction, dans la province, de plusieurs grands ponts qui rendront la circulation plus facile pour nos gens et pour les touristes.

Mon gouvernement croit que les cultivateurs se plaignent avec raison du taux élevé de l'intérêt que doivent payer ceux qui ont recours au prêt agricole créé par le Parlement du Canada. Afin de rendre les prêts plus accessibles à la classe rurale, il vous demandera de l'autoriser à contribuer un et demi pour cent de l'intérêt et du coût d'administration, afin que les cultivateurs puissent emprunter à un taux uniforme de cinq pour cent.

Depuis quelques années, les ouvriers demandent au gouvernement un ministère du Travail distinct de celui des Travaux publics. Une loi vous sera présentée à cet effet.

Les ouvriers réclament également des amendements à la loi des accidents du travail. Mon gouvernement désire se rendre à leurs vœux, et la Commission actuelle des accidents du travail sera chargée d'appliquer un système d'assurance collective, tel qu'il existe dans certaines provinces canadiennes, mais avec des amendements qui rendront cette loi encore plus favorable à la classe ouvrière.

Québec est, de toutes les provinces canadiennes, celle qui est la plus richement dotée de chutes d'eau pouvant fournir de l'énergie électrique. Notre développement dans ce domaine a, depuis quelques années, fait d'énormes progrès, et les industries se multiplient, créant des centres où l'ouvrier trouve du travail, et le cultivateur, un marché pour écouler ses produits. Mais mon gouvernement croit qu'il est nécessaire de vulgariser l'énergie électrique et d'en rendre l'accès facile à nos campagnes.

La Commission des services publics a été chargée d'étudier ce problème, et j'espère que bientôt nos districts ruraux pourront profiter d'un système qui rendra la vie à la campagne plus heureuse et mieux rémunératrice par la distribution de l'énergie électrique à des prix convenables.

Je dois ajouter que l'instruction publique est un des premiers soucis de mon gouvernement. Les *Comptes publics* vous feront voir qu'il n'a reculé devant aucun sacrifice dans ce domaine depuis la petite école primaire jusqu'aux universités.

L'assistance publique dépasse toutes nos espérances. Les hôpitaux, les crèches et les refuges se multiplient, et le placement familial, inauguré l'année dernière, donne d'excellents résultats.

Ajouterai-je encore que nos centres de colonisation ont été largement subventionnés, que l'émigration des nôtres est arrêtée et que des centaines de familles québécoises sont revenues des États-Unis et se sont établies dans la province.

Je suis enfin heureux d'annoncer que la législation que vous avez adoptée l'année dernière, relativement aux écoles juives, n'aura pas lieu d'être appliquée. Protestants et juifs se sont entendus grâce à l'esprit de conciliation qu'on a su y apporter. Mon gouvernement en est reconnaissant aux négociateurs qui ont compris toute l'importance d'une entente dans cette matière.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de l'année fiscale écoulée vous seront soumis. Ils vous montreront un

chiffre sans précédent de recettes et un magnifique surplus des recettes sur les dépenses, malgré la situation économique difficile à laquelle notre province n'a pu échapper.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer sur des projets d'un intérêt public et privé. Le développement de la province crée de nouveaux problèmes qui requièrent l'attention des législateurs.

Dans le domaine de la législation publique, mon gouvernement vous demandera une réduction des droits sur les successions ainsi que certains amendements au Code municipal.

Je prie Dieu de bénir vos travaux et de les rendre fructueux.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui leur seront renvoyées par la Chambre, à

faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils et Dillon, et MM. Blain, Bullock, Côté, Delisle, Houde, Marchand, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

Adopté.

M. l'Orateur: À la demande du premier ministre, dit-il, ce comité spécial se réunira demain matin à 11 heures, dans la salle du comité des bills publics pour faire son choix.

Dépôt de documents:

Rapport du ministère de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année 1930. (Document de la session no 3)

Rapport du ministère des Mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère des Mines pour l'année 1929-1930. (Document de la session no 5)

Rapport du ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable M. Laferté (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries pour l'année finissant le 30 juin 1930. (Document de la session no 4)

**Rapport du ministère
des Travaux publics et du Travail**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)
dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du
ministère des Travaux publics et du Travail de la
province de Québec pour l'année finissant le 30 juin
1930. (Document de la session no 6)
(Applaudissements)

l'Agriculture et député de la circonscription de
Montcalm, décédé le 20 novembre 1930, et celui de
J.-C.-E. Ouellet (Dorchester) et de A.-V. Roy
(Lévis), ces deux derniers ayant été nommés
conseillers législatifs le 27 novembre 1930. Une
couronne de roses orne le pupitre que M. Perron a
occupé à l'Assemblée législative, selon *Le Progrès
de Valleyfield* du 4 décembre 1930, à la page 8.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la
page v des *Journaux de l'Assemblée législative de la
province de Québec*, session de 1930-1931, vol. LXIV.

2. À l'occasion de l'entrée en Chambre de son fils,
Paul Sauvé, son successeur dans Deux-Montagnes,
l'ancien chef de l'opposition (1916-1929) et chef du
Parti conservateur du Québec (1922-1929) est revenu
dans l'enceinte où il avait siégé pendant 22 ans. Il prend
place sur le parquet de la Chambre à côté de l'honorable
juge Greenshields et du Dr Denis. Cet endroit est
normalement réservé aux conseillers législatifs. M. C. E.
Gault, député de Montréal-Saint-Georges, a remplacé
M. Sauvé à la droite de M. Houde, selon *Le Clairon*
de Saint-Hyacinthe du 5 décembre 1930, à la page 1.

3. D'après *Le Nationaliste et le Devoir* du
4 décembre 1930, à la page 2, M. Honoré Mercier,
aurait accompagné le premier ministre pour présenter
à la Chambre son fils Robert Taschereau, moment
unique dans les annales parlementaires du Québec.

4. Le jeune député de Bellechasse prend son siège
tout près de M. Oscar Drouin, député libéral de
Québec-Est, selon *Le Clairon* de Saint-Hyacinthe du
5 décembre 1930, à la page 1.

5. D'après *L'Événement* du 3 décembre 1930, à la
page 15, M. Camillien Houde fait cette présentation
en anglais.

6. Trois sièges sont vacants à la Chambre basse,
notamment celui de J.-L. Perron, ancien ministre de

Séance du mercredi 3 décembre 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 10¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de A. Skorodumoff et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal (M. Bercovitch);

- de Léonard Ethier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la faillite de la Caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924 (M. Bercovitch);

- du très honorable Sir Robert Laird Borden et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Barclay's Trust Company of Canada (M. Bercovitch);

- de dame Alice Frances Dwane et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Dwane (M. Bercovitch);

- de Émile-A. Jeannotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen (M. Bercovitch);

- de dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur Roy (M. Blain);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cantin);

- de l'honorable M. John Hall Kelly, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage de dame Marie-Adèle Dionne (M. Côté);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Crépeau);

- de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Drouin);

- de la corporation scolaire de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la Donnacona Paper Ltd. une commutation de taxe (M. Gauthier);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Marchand);

- de la cité de l'Île-Dorval, demandant l'adoption d'une loi concernant les taxes scolaires (M. Marchand);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Houde);

- de Jules Crépeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Montréal (M. Lemieux, Gaspé);

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Plante);

- de Gilbert Aubrey Barber, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire (M. Thurber);

- de Luther Hamilton Stilwell, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire (M. Thurber);

- de Marie-Caroline Monk et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation Cherrier-Sénécal (M. Thurber);

- du révérend père Marie-Eugène Prévost et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant sous le nom de la Fraternité sacerdotale (M. Vautrin);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges (M. Vautrin);

- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la Donnacona Paper Ltd. une commutation de taxe (M. Gauthier).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents la Chambre. Je dois dire que le comité des bills privés étant le plus important, j'ai suggéré que tous les députés en fassent partie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que dans le passé tous les députés ont ainsi été nommés membres du comité des bills privés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas, mais, je le répète, ce comité étant le plus important, tous les députés devraient en faire partie. Ma suggestion a été adoptée.

Voici le rapport:

Votre comité a choisi pour faire partie de chacun des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Lapierre, Leduc; MM. Authier, Bédard, Bullock, Cantin, Côté, Delisle, Duplessis, Pilon, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Laferté, Lapierre, Leduc, McMaster, Mercier fils, Moreau, Perrault; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Blain, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Duplessis, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gagnon, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Moreault, Oliver, Papineau, Paquet, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Renaud, Rochette, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, Leduc, McMaster, Mercier fils, Moreau; MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufour, Farand, Fisher, Frigon, Gagnon, Gault, Gauthier, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lortie, Marchand, Oliver, Paquet, Phaneuf, Piché, Pilon, Reed, Renaud, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Tremblay, Turcotte.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Godbout, Lapierre, McMaster, Mercier fils, Moreau,

Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Blain, Bullock, Casgrain, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Gault, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Marchand, McDonald, Papineau, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francoeur, Laferté, McMaster, Mercier fils, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Blain, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Cohen, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Fortin, Gault, Gauthier, Houde, Lemieux (Wolfe), Marchand, Moreault, Papineau, Plante, Poulin, Rochette, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Duplessis, Farand, Fisher, Frigon, Gagnon, Gauthier, Grant, Guertin, Houde, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Messier, Oliver, Phaneuf, Piché, Pilon, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Thisdel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Lapierre, Leduc, Moreau; MM. Baillargeon, Bastien, Bissonnet, Bullock, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duplessis, Frigon, Gault, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Laferté, McMaster, Mercier fils, Perrault; MM. Bercovitch, Blain, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Houde, Tremblay.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Bédard, Bergeron, Blain, Bullock, Caron, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Frigon, Gauthier, Lamoureux, Oliver, Papineau, Renaud, Rochette, Samson, Sauvé, Thisdel, Thurber, Turcotte.

Le rapport est adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. David (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur.

**Rapport de
l'Imprimeur du Roi**

M. l'Orateur lit le premier message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 2 décembre 1930
(Document de session no 13)

**Nominations
au service civil**

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 2 décembre 1930
(Document de session no 12)

Dépôt de documents:**État des recettes et dépenses**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des recettes et dépenses depuis le commencement de la

présente année fiscale au 30 novembre 1930.
(Document de session no 15)

**Cautionnements fournis par
des officiers publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 7 janvier 1930 au 2 décembre 1930, tel que requis par l'article 41, chapitre 9, des statuts refondus de Québec, 1925. (Document de session no 14)

**Rapport du ministre des
Affaires municipales**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1929-1930. (Document de session no 10)

**Municipalités scolaires, écoles
et personnel enseignant**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la liste des municipalités scolaires, des écoles et du personnel enseignant, 1930. (Document de session no 17)

**État financier
des corporations scolaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1929. (Document de session no 9)

Corporations municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la liste des corporations municipales, 1930-1931. (Document de session no 11)

**État financier du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930. (Document de session no 7)

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1929-1930. (Document de session no 8)

Rapport du ministre de l'Agriculture

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, 1929-1930. (Document de session no 16)

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, nous n'avons pas encore reçu ce projet de loi et, cependant, nous avons été convoqués spécialement pour l'étudier. Il est contraire aux usages parlementaires de faire voter un bill avant de le distribuer aux députés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill est chez l'imprimeur et dès demain nos collègues en auront une copie; alors nous proposerons la deuxième lecture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi pas aujourd'hui? M. l'Orateur, l'attitude du gouvernement est inexplicable. Les Chambres ont été convoquées en retard. L'honorable premier ministre a déclaré qu'il s'agissait d'une question urgente: le chômage. L'opposition est prête à suspendre les règles de la Chambre pour que les projets de loi à ce sujet soient étudiés et décidés sans délai. Mais, comme d'habitude, le gouvernement n'est pas prêt. Le premier ministre déclare même que les projets de loi à ce sujet ne sont pas encore imprimés. C'est une drôle de façon de résoudre un problème très important dont la solution est urgente.

Nous serions prêts à adopter deux lectures à la même séance, mais il nous faut le projet. L'aide au chômage presse, les ouvriers attendent et il ne devrait y avoir aucun retard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai, dit-il, aucunement l'intention de déroger à la procédure applicable en de telles circonstances ou de priver les députés de leurs droits, quels qu'ils soient, mais il est urgent de présenter cette mesure dès maintenant en première lecture. Même si les détails de la résolution ne sont pas encore imprimés, on croit que lorsqu'ils seront prêts, ils autoriseront les 1,500 municipalités du Québec à dépenser \$5,700,000 pour la réalisation de travaux publics nécessaires en vertu du plan de secours fédéral.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

M. l'Orateur, les derniers travaux entrepris en vertu de la loi fédérale de l'aide aux chômeurs devront être terminés le 1^{er} juillet prochain et le gouvernement n'est pas excusable de présenter sa législation si tard. Non seulement la session de chômage a été convoquée trop tard, mais même à l'heure présente, rien n'est encore prêt, et on est obligé de prier les députés de voter en première lecture un projet de loi non encore distribué. Je demanderais que le bill soit distribué au plus tôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

répond qu'il n'y aura pratiquement aucun retard. Il est entendu qu'aucune mesure n'est soumise à la Chambre avant l'adoption de l'adresse, sauf dans les cas d'urgence. Cette année, nous avons inscrit la mesure sur l'ordre du jour dès la première séance et nous procéderons immédiatement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)

propose, appuyé par représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Thisdel (Maskinongé)²: M. l'Orateur, inutile de vous dire qu'un cultivateur de profession est plus habitué aux travaux des champs qu'à faire des discours; je me sens bien mal à mon aise en ce moment pour remplir convenablement le rôle important et plein de responsabilités dont je suis chargé. Je l'accepte cependant, ce rôle, avec une certaine fierté qui me semble bien légitime, et

l'honneur qui m'est fait, je suis heureux de le faire partager, en très grande partie, à mes bons électeurs de Maskinongé, auxquels je ne devrai jamais trop de reconnaissance et qui ont prouvé, au cours de la dernière élection partielle, qu'ils avaient le cœur placé à la bonne place et se rendaient compte des grands bienfaits du gouvernement de cette province à leur égard.

Ils ont résisté victorieusement à un assaut formidable de toutes les forces du Parti conservateur, et quoique défaits au fédéral, ils ne se sont pas découragés, mais ont lutté comme des braves pour le triomphe de leurs principes et de leurs idées. Je les en remercie de tout cœur, comme je remercie les candidats qualifiés que nous avions dans le comté pour porter le drapeau libéral et qui se sont généreusement ralliés à ma candidature.

Je manquerais à mon devoir si je n'avais pas un souvenir ému à l'adresse de cet honnête homme qui s'appelait Willie Gagnon, qui est mort trop tôt et qui a emporté dans sa tombe tous les regrets de ses nombreux amis et électeurs. Je ne demande qu'une chose: c'est de pouvoir marcher sur ses traces et me rendre, moi aussi, utile à mes concitoyens.

Vous me permettez bien, M. l'Orateur, de m'apitoyer moi aussi, comme tant d'autres l'ont fait avant moi, sur la mort de deux de nos grands chefs: celle des honorables M. Turgeon, président du Conseil législatif, et J.-L. Perron, ancien ministre de l'Agriculture.

Je n'ai pas connu le premier, mais je sais le rôle important qu'il a joué dans l'histoire de sa province; et, quant au second, comme cultivateur, j'ai été à même d'apprécier le grand programme agricole qu'il avait en vue. Et les funérailles presque nationales qu'on lui a faites indiquent dans quelle estime, malgré les nombreuses attaques qu'on lui a faites, le tenait toute la population de cette province.

La preuve qu'il y a toujours dans le Parti libéral de bons éléments, c'est que l'honorable premier ministre a jugé à propos de le remplacer par un homme qui a la confiance de tous les électeurs et de tous les cultivateurs de cette province, et qui leur rendra, j'en suis sûr, des services signalés et auquel je suis heureux d'offrir, de la part de mes électeurs et en mon nom, les félicitations les plus sincères.

Non seulement le gouvernement de cette province veut avoir les services et la compétence d'un expert en agriculture, mais il vient de faire passer à la Chambre haute un autre bon agriculteur dans la personne de l'honorable M. Ouellet, et il honore, tel que je viens de le mentionner, le comté de Maskinongé en choisissant son représentant agricole

pour présenter l'adresse en réponse au discours du trône.

Puisque j'ai mentionné le nom du premier ministre, qu'il me permette de le remercier d'une façon toute spéciale d'être venu me prêter main-forte, au cours de la lutte, et d'avoir prononcé à Louiseville un discours qui fera époque dans les annales de mon comté. Il s'est fait connaître sous son vrai jour et a su gagner tous les cœurs. Aussi, je suis heureux et fier de pouvoir servir sous un tel chef et de l'assurer d'avance de mon concours le plus entier.

(Applaudissements)

Tous les membres du cabinet m'ont prouvé beaucoup de sympathie depuis que j'ai l'honneur de représenter le comté de Maskinongé, mais vous me permettrez bien de mentionner particulièrement le nom de l'honorable ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) qui a été pour moi un véritable père. L'honorable ministre de la Colonisation s'est occupé de ma lutte du commencement à la fin avec un dévouement et une ardeur qui ont fait l'admiration même de ses pires adversaires. Il m'a accompagné partout dans les différentes paroisses de mon comté, et je manquerais à mon devoir en ne le remerciant pas publiquement d'avoir été l'artisan de cette victoire éclatante.

(Applaudissements)

Nous avons eu dans Maskinongé une lutte comme on ne s'en fait peut-être pas d'idée. En effet, nous avons à lutter contre l'influence fédérale et même contre l'influence municipale de Montréal dont un grand nombre de partisans sont venus nous combattre par tous les moyens possibles à leur disposition.

Le peuple a parlé et s'est rendu compte des bienfaits du gouvernement de cette province à son égard.

L'agriculture, la voirie, la loi des accidents du travail et la colonisation ont été les principaux chevaux de bataille de l'opposition au cours de cette lutte. Nous avons dit partout et nous prétendons encore que, dans les divers domaines de l'administration, le gouvernement de cette province n'a aucunement manqué à son devoir. En effet, grâce à la sage administration de feu l'honorable M. Caron, ainsi qu'à celle de feu l'honorable M. Perron, l'agriculture a marché à pas de géant dans ces dernières années. Nous avons, en effet, des écoles d'agriculture bien outillées et bien aménagées; des subventions ont été accordées à maintes reprises à nos cercles agricoles et à nos sociétés d'agriculture. Les écoles de Sainte-Anne, de Macdonald et d'Oka ont été largement subventionnées.

Autrefois, nous n'avions pas d'agronomes et, au début, une partie du salaire de ces agronomes était payée par le gouvernement, et l'autre, par les conseils de comtés. Mais dès que les revenus ont augmenté d'une manière suffisante, le salaire de ces agronomes a été payé complètement et entièrement par le gouvernement, et tout le monde sait le bien énorme que rendent à notre population ces bons serveurs de l'État.

Il en a été de même en ce qui concerne le département de la Voirie, et tout le monde sait que dans un espace de temps assez court, nous avons eu dans cette province le plus beau système de voirie qui puisse exister et sans qu'il en coûte trop cher à nos municipalités. Après avoir construit plusieurs milles de chemins dans cette province, le gouvernement, grâce à ces surplus, s'est chargé, il y a quelques années, d'entretenir lui-même ces chemins à ses propres frais, voulant par là aider à la classe agricole de cette province.

Dans le domaine de la colonisation, les progrès accomplis ont été considérables, et non seulement on s'efforce de garder sur la terre ceux des nôtres qui y sont déjà établis, mais, depuis quelques années, on fait revenir dans la province de Québec, grâce à la politique du rapatriement, un grand nombre des nôtres qui dans un moment de découragement nous avaient quittés pour aller gagner leur vie aux États-Unis ou ailleurs.

En ce qui concerne l'instruction publique, tout le monde sait que le gouvernement a réalisé dans l'espace de quelques années des progrès considérables. Non seulement il a subventionné nos collèges classiques et nos universités, mais il a aussi attaché une attention spéciale à la petite école du rang. J'espère qu'il continuera cette sage politique, grâce à ses surplus et à ses revenus.

Les ouvriers n'ont pas été négligés et je constate avec plaisir, par le discours du trône, que c'est l'intention du gouvernement d'améliorer davantage leur sort. Et je m'en réjouis parce que j'ai l'honneur de représenter un comté surtout agricole, mais qui est composé en même temps d'un certain nombre d'ouvriers qui gagnent honorablement leur vie à Louiseville, le chef-lieu de mon comté. J'ai donc été heureux d'apprendre, en écoutant le discours du trône, que le gouvernement veut améliorer le sort de cette classe importante de nos travailleurs, comme il se propose de donner une attention spéciale à l'agriculture, et d'avance, je seconde les efforts du gouvernement dans ce sens.

Le discours du trône mentionne bien d'autres items sur lesquels je n'ai pas l'intention de m'étendre à cause de mon incompetence à traiter de pareils

sujets et parce qu'au cours de la session qui s'ouvre nous aurons l'occasion de les étudier plus en détail. Dans l'ensemble, ce discours devra convaincre la population de notre province que, dans tous les domaines, le gouvernement de la province de Québec n'entend pas tirer de l'arrière, mais veut toujours marcher de l'avant pour le plus grand bien de notre population.

Je ne me fais pas d'illusions sur mon sort, et je sais que tous mes nouveaux collègues dont je suis heureux de faire la connaissance, n'attendent pas de moi de longues remarques, les cultivateurs étant plus habitués à travailler et à donner à leur terre le plus grand rendement possible qu'à prononcer des discours. Aussi, je me contente de féliciter le gouvernement de la bonne législation qu'il nous prépare et que je vais suivre avec le plus grand intérêt possible et, dans les circonstances, je crois que je ne puis mieux faire que de féliciter de nouveau sincèrement le gouvernement de cette province et de le remercier du grand honneur qu'il m'a fait, de même qu'à tous les bons électeurs de mon comté, de proposer l'adresse en réponse au discours du trône.

En conséquence, j'ai donc l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Brome, (M. Oliver), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Oliver (Brome)³: M. l'Orateur, permettez-moi de dire au premier ministre et à son cabinet combien je suis sensible à l'honneur qu'ils m'ont fait en me choisissant pour seconder l'adresse.

Je félicite le nouveau député de Maskinongé (M. Thisdel) pour l'éloquence avec laquelle il a présenté la motion proposant l'adresse.

C'est avec beaucoup de satisfaction que nous avons pris connaissance des résultats de l'élection partielle dans le comté de Bellechasse, et c'est avec plaisir que je félicite le nouveau député et que je lui souhaite le même succès que son distingué père.

M. l'Orateur, j'aimerais féliciter le gouvernement d'avoir choisi comme nouveau ministre de l'Agriculture l'honorable député de L'Islet. Le gouvernement a eu la main heureuse en appelant l'honorable Adélard Godbout à succéder à l'honorable M. Perron. C'est un grand honneur pour lui et son comté, et nous pouvons être assurés qu'avec le nouveau ministre, notre principale industrie sera sauvegardée, car tout comme son prédécesseur, il a confiance en la coopération. C'est un apôtre de la coopération et du progrès.

Il y a un an seulement, la province apprenait la nomination comme trésorier provincial de l'honorable député du comté de Compton, Andrew Ross McMaster, qui dut résigner ses fonctions à la suite d'une attaque de paralysie. Partout dans la province, on regrette que son mandat ait été écourté par la maladie et qu'il ait perdu sa capacité à servir pour le moment.

En cherchant un successeur pour administrer les finances de la province, le premier ministre et son conseil ont souhaité choisir un homme d'une intégrité et d'une compétence au-dessus de tout soupçon, un homme qui pourrait continuer la tradition établie par la minorité protestante. Répondant à ce souhait, ils ont choisi un gentleman qui avait réussi comme comptable, et ce choix a été salué par la presse partout dans la province comme étant le meilleur choix.

Les électeurs du comté où il s'est présenté, toutefois, ont pour leur part décidé de ne pas confirmer ce choix et la province se trouve ainsi privée de ses précieux services, du moins pour le moment. Souhaitons que le sort politique nous soit plus favorable plus tard et que cette Chambre puisse avoir le plaisir de voir M. Scott siéger parmi nous en tant que trésorier provincial et apporter le secours de ses lumières.

M. l'Orateur, au cours de la dernière année, nous avons été témoins de bien des changements, parmi lesquels certains nous ont attristés, telle la disparition de collègues qui méritaient tout notre respect et notre estime. Nous nous joignons donc à Son Honneur l'honorable lieutenant-gouverneur pour offrir nos sympathies aux familles des défunts, les honorables députés Caron, Turgeon et Perron.

Il présente ensuite ses condoléances à M. Amédée Caron, député des Îles-de-la-Madeleine, qui a eu la douleur de perdre son père, l'honorable J.-É. Caron, ancien ministre de l'Agriculture.

Le départ de l'honorable ministre de l'Agriculture a été une lourde perte pour la province. Notre gouvernement, toujours prêt à venir en aide à

son industrie favorite, s'était adjoint un homme dont aucune entreprise ne s'était soldée par un échec. Quand le ministre a pris la tête du ministère, il était clair qu'une main habile se portait au secours des agriculteurs et le ministre, eût-il pu continuer son œuvre, aurait accompli de grandes choses. C'est grâce à son doigté que, par la coopération, les producteurs de produits de l'érable ont pu récupérer plusieurs milliers de dollars au printemps dernier.

En tant que député du comté de Brome, je pense à la perte de l'honorable membre du Conseil législatif pour la circonscription de Wellington, l'honorable W. F. Vilas, qui a représenté le comté de Brome dans cette enceinte pendant nombre d'années et qui ne s'est jamais désintéressé de ce comté qui avait été le sien.

Nous avons été convoqués plus à bonne heure, cette année, en raison de la crise économique que traverse le monde actuellement et qui nécessite des mesures de la part du gouvernement pour aider les chômeurs. Jamais, dans l'histoire de notre province, le discours n'a comporté un si grand nombre de mesures dont notre population va bénéficier. À l'agriculture, qui est notre plus importante industrie et la principale source de notre richesse, le gouvernement va accorder des octrois qui permettront au cultivateur d'améliorer sa terre et qui vont indemniser pour la perte des bêtes à cornes fauchées par la tuberculose.

Afin de venir en aide à cette industrie et de permettre aux cultivateurs de faire face à leurs nombreuses obligations, le gouvernement a décidé de réduire de 2 % à 1 % le taux sur les prêts faits aux municipalités et, dès l'année prochaine, ces taux seront entièrement abolis.

L'agriculture passe en ce moment une période de transition, et les cultivateurs s'éveillent à l'idée de la culture scientifique et aux avantages d'un meilleur équipement. Le gouvernement est tout disposé à les aider dans cette direction et demande à la Commission des services publics de mettre à l'étude le problème de fournir de l'énergie électrique aux fermiers, jusque dans les coins les plus reculés de la province. Le gouvernement entend vulgariser l'usage de l'énergie électrique pour fins d'éclairage et d'industrie dans les districts ruraux.

Quand nos jeunes gens seront instruits des choses de l'agriculture et se rendront compte que les fermes conduites de cette manière sont tout aussi rémunératrices que n'importe quelle autre industrie ou profession, il n'y aura plus de doute quant à leur choix de l'agriculture comme une industrie; ils ne tarderont pas à s'orienter vers la ferme.

Quant à ce qui concerne l'ouvrier, le gouvernement nommera un nouveau ministre du Travail qui les aidera en solutionnant certains problèmes au grand avantage de cette classe. De plus, un amendement sera apporté à la loi des accidents de travail, à l'effet de faire bénéficier le travailleur de l'assurance collective.

La valeur de la politique des bonnes routes du gouvernement n'a pas besoin d'être louée; elle apparaît d'elle-même d'un bout à l'autre de la province. En dépit de la crise générale qui s'est fait sentir un peu partout cette année, le département de la Voirie a remporté cette année un plus grand succès que jamais depuis son inauguration. En aucun temps de l'année, une telle politique n'est autant appréciée que durant l'été et l'automne.

En ce temps de chômage général, plusieurs millions de dollars ont été dépensés pour l'amélioration des routes à travers la province, et le travail et l'argent ont été distribués avec impartialité aux municipalités de la province. Cette province peut se vanter de posséder 13,500 milles de routes magnifiques, donnant aux touristes qui la visitent une jouissance sans égale et aidant la vie économique de notre province.

Le charme du Québec ne réside pas simplement dans ses beautés naturelles, mais on l'apprécie encore dans ses monuments du passé, que le gouvernement a eu soin de mettre bien en évidence, en sorte que les touristes américains se font un plaisir de se renseigner sur les origines du continent américain, sans qu'il ne leur en coûte des recherches et des études spéciales.

Grâce à sa politique prudente et avisée, il a provoqué un afflux de tourisme vers la province. L'an dernier, Québec a retiré plus de \$65,000,000 de cette seule source.

L'éducation de la jeunesse est d'une importance capitale pour l'avenir du pays. Les temps modernes, avec leurs inventions diverses, ont rapproché les peuples plus qu'auparavant. En sorte que l'éducation de l'enfant devient d'une importance capitale non seulement pour lui-même, mais pour tous ceux avec qui il sera en relation. Il est évident alors que l'éducation de la jeunesse nécessite l'attention du gouvernement, qui a certainement fait son devoir envers les écoles et les collèges. Les écoles rurales ont aussi reçu des subventions importantes de la part du gouvernement. Les crédits nombreux accordés pour l'érection des écoles modernes ont été grandement appréciés. Le gouvernement a porté la plus grande partie de ce coût. Principalement dans les milieux où il y a une

population mixte, il aurait été certainement impossible d'ériger des écoles sans la coopération du gouvernement. Ces crédits gouvernementaux nous valent maintenant de voir des écoles spacieuses, bien éclairées, hygiéniques et qui plaisent admirablement tant à l'élève qu'à l'instituteur.

M. l'Orateur, j'ai résumé brièvement le travail accompli dans les différents départements, soulignant le progrès et la position enviable de chacun. Ce progrès constant est dû pour une grande part à l'administration de nos finances. L'argent accordé à chaque département pour son amélioration est pris à même les revenus. C'est sur l'état de nos finances que notre gouvernement doit être jugé. Je puis dire que l'état actuel de nos finances prouve que le gouvernement a administré la province avec sagesse. En dépit de la crise économique dont tous les pays se plaignent, nous terminerons l'année fiscale avec un surplus sans précédent.

À titre de membre protestant de cette Chambre, M. l'Orateur, et comme représentant de la minorité anglaise, je puis dire en toute franchise que les droits de la minorité dans cette province ont été respectés avec la plus grande générosité et la plus grande justice, et il me fait plaisir de remercier le gouvernement pour sa libéralité à l'égard des membres protestants de cette Chambre. Nous continuerons de mettre notre confiance dans le gouvernement libéral pour le bénéfice de notre peuple. Nous continuerons de faire confiance au gouvernement libéral, qui veille aux intérêts de la population en protégeant la richesse et l'industrie canadiennes.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que le débat soit ajourné⁴.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Quelques centaines de sans-travail se trouvaient dans les galeries supérieures, selon *Le Nationaliste et le Devoir* du 11 décembre 1930, à la page 5.

2. Selon *L'Événement* du 4 décembre 1930, à la page 4, et *Le Nouvelliste*, du même jour, à la page 1, M. Thisdel a parlé pendant une vingtaine de minutes, d'une voix plutôt lente et d'une tonalité assez élevée pour être entendue des galeries.

3. Selon *L'Événement* du 4 décembre 1930, à la page 4, l'intervention de M. Olivier s'est déroulée en anglais et a duré un quart d'heure.

4. Normalement, c'est le chef de l'opposition qui ajourne le débat à la suite des deux discours en réponse au discours du trône; mais à cette session, "la stratégie a dû multiplier la concentration des forces de sorte qu'aucun des deux chefs ne parlera avant la semaine prochaine", selon *La Tribune*, du 4 décembre 1930, à la page 1. Les députés libéraux ont paru fortement intrigués de la chose, comme l'indique *Le Nationaliste et le Devoir* du 11 décembre 1930, à la page 5.

Séance du jeudi 4 décembre 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- d'Albert-Pierre Frigon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal (M. Bercovitch);

- de The Canadian Transcontinental Airways Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions passées par le conseil municipal et par la Commission scolaire de la paroisse de Sainte-Foy (M. Power).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de A. Skorodumoff et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal (M. Bercovitch);

- de Léonard Ethier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la faillite de la Caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924 (M. Bercovitch);

- du très honorable Sir Robert Laird Borden et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Barclay's Trust Company of Canada (M. Bercovitch);

- de dame Alice Frances Dwane et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Dwane (M. Bercovitch);

- de Émile-A. Jeannotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen (M. Bercovitch);

- de dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny et autres, demandant l'adoption d'une loi

concernant la succession de feu Arthur Roy (M. Blain);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Contin);

- de l'honorable M. John Hall Kelly, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage de dame Marie-Adèle Dionne (M. Côté);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Crépeau);

- de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Drouin);

- de la corporation scolaire de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la Donnacona Paper Ltd. une commutation de taxe (M. Gauthier);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marchand);

- de la cité de l'Île Dorval, demandant l'adoption d'une loi concernant les taxes scolaires (M. Marchand);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Houde);

- de Jules Crépeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Montréal (M. Lemieux, Gaspé);

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Plante);

- de Gilbert Aubrey Barber, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire (M. Thurber);

- de Luther Hamilton Stilwell, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire (M. Thurber);

- de Marie-Caroline Monk et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation Cherrier-Sénécal (M. Thurber);

- du révérend père Marie-Eugène Prévost et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant sous le nom de la Fraternité sacerdotale (M. Vautrin);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à

contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges (M. Vautrin);

- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la Donnacona Paper Ltd. une commutation de taxe (M. Gauthier).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections.

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à cinq membres.

Adopté.

M. Lemieux (Gaspé)¹: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à sept membres.

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Votre comité a choisi l'honorable M. Francoeur pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à cinq membres.

Adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics.

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à dix membres.

Adopté.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce.

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à six membres.

Adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à cinq membres.

Adopté.

M. Côté (Bonaventure): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal.

Votre comité a choisi M. Côté pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à cinq membres.

Adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité a choisi l'honorable M. Delisle pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit fixé à quatre membres.

Adopté.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

États des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province.

	<i>Service et rapport du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
1.	Instruction publique :			
	Association des instituteurs catholiques	\$ 200.00	\$ 200.00	
	Conservatoire de Québec.....	2,500.00	2,500.00	
	Canada National Flower Show	1,000.00	1,000.00	
	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences	1,000.00	1,000.00	
	Octroi pour l'élaboration d'un projet sur l'étude du solfège dans la province.....	1,000.00	1,000.00	
	Institut pédagogique, Montréal, montant additionnel à celui prévu par les S.R.Q. (1925) chapitre 137.....	4,000.00	4,000.00	
	(O. C. 1015, 15 mai 1939)			
2.	Charges sur le revenu :			
	Perception des licences, etc.	25,000.00	24,790.85	\$ 209.15
	(O. C. 1356, 23 juin 1930)			
3.	Instruction publique :			
	Institut scientifique franco-canadien.....	1,500.00	1,500.00	
	Roch Pinard, dépenses de voyage à Washington <i>re</i> concours oratoire international.....	306.00	306.00	
	Concours oratoire provincial	620.00	620.00	
	(O. C. 1316, 18 juin 1930)			
4.	Services divers :			
	Municipalité de Saint-Joseph d'Alma, allocation.....	10,000.00	10,000.00	
	(O. C. 1355, 23 juin 1930)			
5.	Divers services :			
	<i>Législation :</i>			
	Assemblée Législative - Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature	50,000.00	50,000.00	
	<i>Instruction publique :</i>			
	Inspection des écoles	4,862.00	4,862.00	
	Écoles des arts et métiers	1,000.00	1,000.00	
	Bureau des statistiques de Québec.....	1,000.00	1,000.00	
	Montreal Technical Institute.....	10,000.00	5,000.00	5,000.00
	Écoles techniques en dehors de Québec, Montréal et Hull.....	31,100.00	24,000.00	7,100.00
	Commission scolaire de Rouyn	10,000.00	10,000.00	
	<i>Agriculture :</i>			
	Agriculture en général	26,210.39	26,210.39	
	Sociétés d'agriculture	5,459.00	5,459.00	
	Cercles agricoles.....	7,099.74	7,099.74	
	Horticulture.....	10,797.84	10,797.84	
	Aviculture.....	6,300.31	6,300.31	
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries :</i>			
	Chemins de colonisation et aide à la colonisation	350,000.00	350,000.00	
	(O. C. 1360, 23 juin 1930)			

États des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province.

	<i>Service et rapport du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
6.	Divers services :			
	<i>Gouvernement civil :</i>			
	Bureau du lieutenant gouverneur - Salaires.....	\$ 300.00	\$ 300.00	
	<i>Instruction publique :</i>			
	Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal.....	2,142.83	2,142.83	
	Écoles normales.....	9,000.00	9,000.00	
	<i>Charges sur le revenu :</i>			
	Imprimeur du Roi - <i>Gazette officielle</i>	7,000.00	6,364.67	\$ 635.33
7.	Divers services :			
	<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries :</i>			
	Parcs - Améliorations	15,000.00	10,317.83	4,682.17
	Pêcheries maritimes.....	100,000.00	78,160.66	21,839.34
	<i>Services divers :</i>			
	Divers en général.....	25,000.00	3,923.50	21,076.50
	Aide aux sinistrés de Masson	8,000.00	8,000.00	
	Aide aux sinistrés d'Hébertville Station (Lac-Saint-Jean)	8,000.00	8,000.00	
	Octroi à British Empire Games Committee.....	3,000.00	3,000.00	
	Orage de grêle, comté de Bellechasse - aide aux sinistrés.....	5,000.00	5,000.00	
	Orage de grêle, comté de Montmagny - aide aux sinistrés.....	5,000.00	5,000.00	
	Aide aux sinistrés de Sainte-Florence.....	1,000.00	1,000.00	
	<i>Dépense capitale :</i>			
	Construction de l'annexe "B" de Bordeaux..... (O. C. 2219, 9 octobre 1930)	125,000.00	28,043.00	96,957.00
8.	Charges sur le revenu :			
	Perception des licences, droits sur les successions, etc..... (O. C. 2704a, 27 novembre 1930)	224,551.36	224,551.36	
		\$1,098,949.47	\$ 941,449.98	\$ 157,499.49

Département du Trésor, bureau de l'Auditeur

Québec, 4 décembre 1930

Edgar Vézina,
Auditeur de la province
(Document de session no 18)

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:**L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)**

propose:

Attendu que le Parlement du Canada a adopté la "loi de 1930 pour remédier au chômage";

Attendu que cette loi autorise la constitution d'un crédit imputable au fonds du revenu consolidé du Canada, devant être employé aux termes et conditions fixés par le gouverneur général en son conseil;

Attendu que, sous l'autorité de cette loi, le gouverneur général en son conseil, par un décret en date du 26 septembre 1930 (C.P. 2246), a décrété les termes et conditions de l'emploi de ce crédit;

Attendu qu'une convention reproduite comme "Cédule A" de la loi qui accompagne les présentes résolutions, a été conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour mettre à exécution le décret du gouverneur général en son conseil, reproduit comme "Cédule B" de ladite loi;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public que le gouvernement de cette province coopère avec celui du Canada pour venir en aide aux chômeurs de cette province;

Attendu que, dans ce but, il est à propos d'adopter une loi à cette fin;

En conséquence, il est résolu:

1. Que la convention conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, en date du 22 octobre 1930, reproduite comme "Cédule A" de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit ratifiée et confirmée, et que le gouvernement de la province de Québec soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui sont de son ressort.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à la première de ces résolutions.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie de ces montants, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province;

4. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le temps, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera;

5. Qu'un fonds d'amortissement suffisant devra être créé pour le rachat des emprunts autorisés par la résolution 3, et que les versements annuels destinés à ce fonds, ainsi que les intérêts annuels qu'ils produisent, devront être placés ou déposés par le trésorier de la province sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

6. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'appliqueront au gouvernement de cette province, relativement à tout montant additionnel qui pourra être mis à la disposition du gouvernement de cette province ou des municipalités ou des deux, aux fins de venir en aide aux chômeurs.

M. l'Orateur, la Chambre est appelée à étudier un projet de loi qui est une conséquence de la loi adoptée par le gouvernement fédéral au cours de sa session d'urgence de l'automne dernier. Ce bill a été préparé pour mettre à exécution la législation fédérale adoptée par le Parlement fédéral, le 22 septembre dernier, et donne suite à l'entente intervenue entre les gouvernements provincial et fédéral, le 22 octobre.

Le projet de loi que nous présentons en ce moment a pour but de ratifier cette convention et d'accorder certains pouvoirs à la province et aux municipalités, pour bénéficier de l'application de la loi et des argents votés. La convention doit être approuvée par les trois partis, le fédéral, le provincial et les municipalités qui voudront bénéficier de leurs quotes-parts de l'octroi. Le bill permettra à ces dernières d'entreprendre et d'exécuter des travaux publics dont le coût sera défrayé à même la part attribuée à Québec des \$20,000,000 votés par le gouvernement fédéral lors de la session spéciale pour l'aide aux chômeurs.

Le premier article de la mesure ratifie la convention du 22 octobre, et l'article suivant permet au gouvernement provincial de payer les sommes nécessaires. La province, d'après la loi fédérale, devra payer un tiers dans certains cas, et un quart, dans d'autres cas. De plus, le gouvernement sera appelé à faire certains emprunts pour remédier au chômage.

Par ce bill, le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter les sommes nécessaires

pour couvrir les dépenses faites dans le cours normal de la mise à exécution de la loi.

Ce projet de loi autorise les Chambres de la Législature à tirer sur le fonds consolidé de la province les sommes nécessaires pour former la part contributive de ce gouvernement dans le coût des travaux publics entrepris par les municipalités, en vertu de l'entente intervenue entre Ottawa et Québec, soit 25 %.

En plus, le bill permettra au gouvernement, lorsqu'il aura été adopté, de légaliser les dépenses déjà faites par les municipalités par une simple résolution de leur conseil, et il donnera aux municipalités le droit d'emprunter, d'émettre des obligations, de rembourser les prêts consentis en vertu de la législation du chômage. En sorte que les pouvoirs d'emprunt réguliers pour dépenses ordinaires dans les municipalités ne seront pas affectés.

Toutes les municipalités suivront la même procédure financière, qu'elles soient des villes régies par une charte comme l'est la ville de Québec, des municipalités régies par la loi sur les cités et villes, ou encore des municipalités régies par le Code municipal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir si nous étudions actuellement les résolutions du bill ou le bill lui-même³. Je ne veux pas interrompre l'honorable ministre inutilement, mais il me semble que nous ne discutons que les résolutions. J'étais sous l'impression que nous étions à étudier les résolutions et non le bill.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Très bien. Les deux. C'est la même chose, car le gouvernement comprend qu'étant donné l'urgence créée par la situation, l'opposition est prête à coopérer entièrement pour assurer l'adoption complète de la mesure, ce qui explique que les discussions sur le bill et les résolutions vont de pair. Je tenais à donner ces quelques explications avant l'étude du bill. Je donne les grandes lignes du projet en même temps.

La loi que nous soumettons autorise les municipalités, en vertu de l'article 7, à procéder à l'exécution des travaux, à faire des emprunts, sur simple résolution. Ces emprunts devront être faits avec fonds d'amortissement. Nous voulons faire ratifier les ordres en conseil qui ont été passés, afin d'autoriser certains travaux qui ne pourraient être entrepris pendant l'hiver et qui ont été commencés plus tôt.

De plus, nous demandons que si un montant additionnel était accordé par le gouvernement fédéral, nous ayons le droit de contribuer pour notre part.

Voilà les grandes lignes du projet. Nous sommes anxieux de le voir adopté sans retard. Nous espérons que la mesure pourra remédier au chômage dans la province. La liste des travaux a été soigneusement préparée par une commission nommée à cette fin et composée de citoyens appartenant aux deux partis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je voudrais savoir quand la loi fédérale a-t-elle été votée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Elle a été sanctionnée le 22 septembre 1930.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand a eu lieu la convention entre le fédéral et les provinces?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'entente entre les gouvernements fédéral et provincial date du 22 octobre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi ce délai de septembre à octobre? Pourquoi a-t-on attendu un mois avant de conclure l'entente?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Après l'adoption de la loi fédérale, nous avons été convoqués le 26 septembre⁴, pour conclure une entente à Ottawa. L'entrevue a eu lieu le 10 octobre avec l'honorable sénateur M. Gideon Robertson, ministre fédéral du Travail⁵. J'y suis allé et j'ai discuté les termes de l'entente.

Il a fallu ensuite les soumettre à mes collègues, et dès qu'ils ont été approuvés, les signatures ont été échangées par les représentants autorisés des deux gouvernements.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre n'a pas posé d'objection pendant ce mois de délai entre les dates du 22 septembre au 22 octobre. L'honorable ministre a-t-il eu des objections lors des délibérations?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Aucune.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, si la situation était urgente, et personne n'en doutera,

comment se fait-il que la Législature ait été convoquée si tard? Pourquoi la session provinciale n'a-t-elle été convoquée que pour le 2 décembre? On aurait pu la convoquer plus tôt et aider plus efficacement aux chômeurs. Le gouvernement a manqué de diligence.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Nous avons attendu que l'entente ait été conclue. Nous avons convoqué la session dès que la convention avec Ottawa a été conclue.

M. le président: Nous procédons maintenant à l'étude de la première résolution, qui se lit comme suit:

1. Que la convention conclue entre les autorités fédérales et le ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, en date du 22 octobre 1930, reproduite comme "Cédule A" de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit ratifiée et confirmée, et que le gouvernement de la province de Québec soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui sont de son ressort.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis surpris de la dernière phrase. L'honorable ministre nous donnera-t-il une idée des pouvoirs que la loi lui confère, en ce qui concerne les obligations du gouvernement et des municipalités?

Quels sont ces pouvoirs nécessaires que veut le gouvernement? Je comprends qu'on veut aider les chômeurs et, qu'en définitive, ce sont les municipalités qui exécuteront les travaux. N'ont-elles pas des pouvoirs complets et suffisants?

L'opposition voudrait connaître jusqu'où s'étendent les pouvoirs que demande le gouvernement. Le bill est fait pour fournir aux municipalités, grâce à l'argent payé à même le fonds de chômage provincial et fédéral, le moyen d'exécuter des travaux publics pour remédier au chômage.

L'entente passée entre les gouvernements fédéral et provincial paraît définir les pouvoirs confiés au gouvernement, mais le bill lui-même est très vague sur ce sujet. Nous ne voulons pas accorder au gouvernement un mandat en blanc, sans savoir ce qu'il veut en faire. Je ne suis pas prêt à donner un blanc-seing à l'honorable ministre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Les pouvoirs nécessaires dont il s'agit sont ceux compris dans la loi fédérale à laquelle nous donnons

suite. Le bill, ainsi qu'il est dit à l'article 2 (résolution 1), ne donne au gouvernement que les pouvoirs nécessaires pour lui permettre de mettre à exécution l'entente passée avec Ottawa pour remédier au chômage. Rien de plus.

Et tous ces pouvoirs se trouvent dans la loi. La loi ne confère pas d'autres pouvoirs au ministre que celui d'exécuter la convention entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa. Cette convention est annexée au projet de loi.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le contrat est fait en vertu de la loi fédérale?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Oui, la loi fédérale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement pour l'adoption immédiate de cette mesure, mais nous avons le droit d'obtenir les renseignements les plus complets à son sujet. Je tiens à faire remarquer que nous voulons étudier ce projet de loi avec impartialité, afin que la population de toute la province puisse en bénéficier. Toutefois, nous manquerions à notre devoir si nous n'avions pas les renseignements requis.

Nous ne voulons pas retarder l'aide aux chômeurs, que le gouvernement a déjà semblé vouloir retarder. On ne peut nier, en effet, qu'après l'adoption de la loi fédérale, le gouvernement provincial a hésité, qu'il a causé des délais absolument inutiles.

Il y a deux sortes de chômeurs dans cette province, à l'heure actuelle: les véritables chômeurs dans les cités et les villes, et il y a aussi le gouvernement, qui a attendu à la dernière minute pour apporter son secours. Nous ne voulons nullement embarrasser le gouvernement sur les moyens de remédier au chômage, dont les responsabilités seront établies en temps et lieu.

Je crois devoir dire cependant que le gouvernement a fait peu de choses pour enrayer le chômage. Nous avons appréhendé cette crise il y a deux ans. Le gouvernement a fait la sourde oreille. Grâce au chef de l'opposition, nous avons eu aujourd'hui le bill du gouvernement. On aurait dû faire diligence et nous permettre de l'étudier plus sérieusement. Je voudrais savoir quel est l'objet de ce bill exactement. Je demanderais à l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail quelles sont les clauses de cette convention qu'on demande à la Chambre de ratifier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Pour résumer, la province de Québec a obtenu \$2,850,000 des \$20,000,000 votés par Ottawa pour l'exécution de travaux publics entrepris par les municipalités, pour soulager la crise du chômage. Ces travaux publics sont indiqués dans la loi fédérale en vertu d'une convention et à certaines conditions.

L'objet du bill est de permettre au gouvernement provincial d'exécuter la convention qui nous oblige à payer notre part de tous les travaux.

Dans certains cas, nous paierons un quart, dans d'autres, un tiers, et enfin, dans les cas spéciaux, 40 %. Les municipalités sont appelées à payer 50 % du coût des travaux qu'elles vont entreprendre; le fédéral paiera le quart, et le provincial, le quart.

Dans le cas des municipalités qui sont trop pauvres, incapables de payer leur part, le gouvernement fédéral paiera 40 %, le provincial 40 % et, de cette façon, les municipalités ne seraient appelées à payer que 20 % au lieu de 50 %. Dans certains cas, l'aide aux municipalités pourra être complète, c'est-à-dire que ces municipalités trop pauvres ne paieront rien.

M. Robertson, ministre fédéral du Travail, a déclaré que tous les travaux publics entrepris pour remédier au chômage devraient être approuvés par le gouvernement du dominion. Et, en plus, la province de Québec partagera les \$4,000,000 mis de côté par le gouvernement fédéral pour secours directs aux indigents.

Le gouvernement, au sujet de cette aide directe, n'a pas voulu nous dire quelle sera la quote-part de Québec. La convention dit aussi qu'il faudra que des conditions sérieuses de chômage existent dans une municipalité pour qu'elle puisse bénéficier de la loi.

Nous avons créé une commission du chômage qui a envoyé un questionnaire à toutes les municipalités leur demandant d'indiquer la situation du chômage dans leurs limites et d'indiquer les travaux publics qu'elles voulaient entreprendre en vertu de la loi fédérale de secours aux chômeurs.

Plusieurs nous ont répondu; un certain nombre nous ont laissé savoir qu'il n'y avait pas de chômage chez elles, tandis que d'autres ont admis que la situation était sérieuse et ont demandé à partager l'argent voté pour travaux publics, et enfin, d'autres ne nous ont pas répondu du tout.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que la situation du chômage est sérieuse partout dans notre province?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Pas partout, mais elle l'est en certains endroits, principalement dans la ville de Montréal.

(Rires et applaudissements bruyants des ministériels)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est parce que le gouvernement a la main moins généreuse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant)

L'honorable ministre a l'air de suivre les affaires de la cité de Montréal. C'est probablement parce que le gouvernement n'y a pas été très heureux. Je voudrais savoir maintenant si les ouvriers recevront des salaires raisonnables. La loi fédérale exige que la loi des salaires raisonnables s'applique pour tous les travaux payés avec ces octrois. L'honorable ministre a oublié une clause dans ce bill: celle du salaire raisonnable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Elle est un peu plus loin.

M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qu'est-ce que Québec a fait? À propos, est-ce que nous avons ici une loi du salaire raisonnable?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quel est ce salaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cela dépend des travaux exécutés et des endroits où ils le sont. Le salaire n'est pas fixe. Nous avons des officiers qui surveillent l'application de cette loi.

M. Blain (Montréal-Dorion):

veut prolonger ce débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

préfère qu'on y revienne un peu plus loin.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Nous avons aussi une loi semblable, mais elle ne vaut que pour les travaux exécutés sous le contrôle immédiat du gouvernement. Elle ne s'applique pas aux travaux qui seront exécutés et payés en définitive par les municipalités. Tous les contrats devront être approuvés par le gouvernement fédéral. Le dernier mot est laissé toutefois aux municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question ne paraît peut-être pas sérieuse pour le premier ministre et certains de ses collègues, mais nous de l'opposition, nous croyons de notre devoir de nous assurer que les ouvriers recevront le salaire raisonnable auquel ils ont droit.

Je crains, dit-il, que certains entrepreneurs lisent seulement le projet de loi et oublient de lire le contrat qui lui est annexé. Selon moi, un tel article devrait être ajouté, car un entrepreneur ou un contremaître travaillant sur un projet de travaux publics pourrait lire le projet de loi actuel et, en toute bonne foi, enfreindre les dispositions de la loi fédérale. Quels sont les salaires qui doivent être payés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les salaires ne sont pas fixés. Cela dépend des différents genres de travaux à être exécutés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais alors, qui est-ce qui va déterminer l'échelle des salaires qui seront payés pour ces travaux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Quant à la loi actuelle, elle est administrée par le gouvernement fédéral et c'est aussi le gouvernement fédéral qui prépare les contrats. Le contrat survenu entre le gouvernement et une municipalité, lorsque des travaux ont été approuvés par le comité du chômage, est envoyé à Ottawa. Ottawa le ratifie et il est ensuite en vigueur. Le gouvernement fédéral a le dernier mot à dire, car après avoir reçu les rapports, il pourra les rejeter ou les approuver.

Le gouvernement provincial approuvera les demandes, fera signer le contrat par les municipalités, mais le ministère fédéral aura à décider en dernier ressort. Les municipalités auront elles-mêmes le contrôle des travaux et ce sont elles qui fixeront les salaires. Le ministère a des officiers spécialement chargés de voir à ce que les entrepreneurs paient les salaires requis aux termes de la loi.

La résolution 1 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 2, qui se lit comme suit.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants que la

province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à la première de ces résolutions.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande qui est juge en dernier ressort si une municipalité tombe sous le coup du premier, du deuxième ou du troisième cas cités tantôt par le ministre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La distinction incombe au comité du chômage dont la décision doit être ratifiée par Ottawa. C'est toujours Ottawa qui décide en dernier ressort.

M. Blain (Montréal-Dorion): Tous les octrois ont été accordés par la Commission du chômage?

M. Francoeur (Lotbinière): Oui.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Le gouvernement peut payer sa part de n'importe quels travaux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Du moment que c'est pour remédier au chômage. Les municipalités seront tenues, en vertu de la loi, d'envoyer un état mensuel de leurs travaux au gouvernement provincial. Ce rapport sera envoyé à Ottawa qui le ratifiera et paiera chaque mois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le chômage est considérable à Québec?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne pourrais pas le dire tout de suite à l'honorable chef de l'opposition, car je n'ai pas les renseignements voulus sur ce point. Le chef de l'opposition me pose une question un peu spéciale. Je ne connais pas les conditions des municipalités.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Comment se fait-il alors que le ministre sait qu'il y a beaucoup de chômage à Montréal quand il ignore les conditions actuelles à Québec et qu'il ne sait même pas ce qui se passe chez lui?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai dit que les conditions paraissaient plus sérieuses à Montréal par les demandes que nous avons reçues. Quant au chômage dans la cité de Québec, les conditions sont moins sérieuses qu'à Montréal. Nous pouvons dire que ça va plus mal dans les grandes villes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Le palais de justice est fini à Montréal.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): (Souriant) Trois-Rivières demande un nouveau palais de justice?

La résolution 2 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 3, qui se lit comme suit:

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie de ces montants, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

M. Blain (Montréal-Dorion): Comment se fait-il que le discours du trône parle encore de surplus, et que nous parlons encore d'emprunts? Pourquoi le gouvernement demande-t-il le droit d'emprunter quand le discours du trône dit que le gouvernement a un si beau surplus? Quand j'ai de l'argent en banque, je n'emprunte pas.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous voulons pouvoir parer à toute éventualité. On en avait des surplus à Ottawa aussi. Le surplus dont fait état le discours du trône est celui du dernier exercice financier, et il date du 30 juin.

M. Blain (Montréal-Dorion): Depuis ce mois, on a eu des déficits comme d'habitude, je suppose.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous allons emprunter seulement si nous avons besoin d'argent pour financer la dépense extraordinaire découlant de l'adoption de ce projet de loi.

M. Blain (Montréal-Dorion): Après tout, le gouvernement n'assume que le quart du coût des travaux. Quel en sera le coût total?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Peut-être \$500,000, peut-être plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On veut autoriser la province à emprunter. Pourquoi emprunter quand la province a de si gros surplus? Quand j'ai de l'argent en banque, je ne me rends pas chez mon notaire pour emprunter, je n'emprunte pas.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il y a des gens qui ont beaucoup d'argent, mais qui empruntent quand même.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, par exemple, le gouvernement du Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est vrai que le ministre a pris une bien mauvaise succession.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le ministre n'a pris aucune succession.

M. Blain (Montréal-Dorion): Allez-vous demander des soumissions pour ces emprunts?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Comme toujours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve qu'on est un peu sévère pour le ministre; il ne faut pas oublier que la province n'a pas de trésorier... Alors pourquoi parler de finances?

La résolution 3 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 4, qui se lit comme suit:

4. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le temps, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qui fixera le taux d'intérêt de ces emprunts?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit de payer n'importe quel taux. Il ne paiera pas plus que les habitants, j'espère, 5 %.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous n'avons pas intérêt à payer un taux élevé. Le dernier emprunt s'est fait à 4½ %.

La résolution 4 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 5, qui se lit comme suit:

5. Qu'un fonds d'amortissement suffisant devra être créé pour le rachat des emprunts autorisés par la résolution 3, et que les versements annuels destinés à ce fonds, ainsi que les intérêts annuels qu'ils produisent, devront être placés ou déposés par le trésorier de la province sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois que le gouvernement est autorisé par la loi à placer les fonds d'amortissement. Le fonds d'amortissement dont il est question dans cet article est-il destiné à la machine agricole? J'espère qu'on ne la placera pas dans la *Machine agricole*.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Quelle machine agricole?

M. Blain (Montréal-Dorion): La *Machine agricole* de Montmagny.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): (Souriant) Nous pourrions le placer dans les *termini*⁶ de Montréal peut-être.
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi l'honorable ministre dit-il cela? Ils ne sont pas finis. Il y a des endroits où le terminus ne se fera pas selon le bon vouloir du gouvernement. Il y a des *termini* qui ne seront pas terminés selon le bon plaisir du gouvernement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): (Souriant) Pour répondre à la "machine agricole"...

M. Blain (Montréal-Dorion): Combien de municipalités n'ont pas répondu à l'invitation du comité du chômage de faire connaître leurs besoins?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Neuf cents, sur un total de 1,600, ont envoyé leurs réponses au comité de chômage. Nous avons donné un délai de huit jours pour répondre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'on s'est renseigné pour savoir pourquoi les autres municipalités n'avaient pas répondu?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pas que je sache. Le comité du chômage a envoyé le questionnaire à toutes les municipalités. Les réponses devaient être reçues avant le 10 novembre.

Cependant, même les réponses reçues après cette date ont été considérées.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-il encore temps de faire des demandes? Si des municipalités répondaient maintenant, est-ce que leurs demandes seraient considérées?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Certainement. Les municipalités qui voudront se prévaloir de la loi pourront adresser leurs demandes au comité.

Toutefois, je leur recommande de se hâter, dit-il, car les fonds mis à la disposition de la province s'épuisent rapidement. Nous accepterons ces demandes aussi longtemps que le montant total alloué par le fédéral ne sera pas atteint.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il possible de prévoir la somme totale qui devra être payée? Car il est toujours dangereux d'accorder des mandats en blanc pour dépenser les deniers publics. Quel est le montant total alloué à l'heure actuelle?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le maximum sera déterminé par Ottawa. Actuellement le comité du chômage a distribué des octrois pour plus de \$8,990,450, dont \$3,943,496 payables par les municipalités, \$2,473,477 par le gouvernement fédéral et \$2,573,477 par le gouvernement provincial. Comme l'on voit, le gouvernement provincial a actuellement déboursé \$100,000 de plus que le gouvernement fédéral. La chose s'explique par le fait que le gouvernement provincial a fourni \$200,000 pour la construction du pont de Hull, alors que le gouvernement fédéral a avancé \$100,000.

En plus, \$518,000 ont déjà été souscrits pour les secours directs aux chômeurs. On ne sait pas encore quelle somme totale sera attribuée à notre province sur les \$4,800,000 que le gouvernement fédéral destine à être distribués en secours de cette nature.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions avoir une liste des municipalités qui ont répondu et le montant qui leur a été accordé; ce serait légitime, il me semble. Pourrions-nous avoir la liste des octrois accordés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je puis en fournir une copie à l'honorable député. Je n'ai pas dirigé les travaux de la Commission du chômage.

La liste a été changée presque tous les jours parce que des municipalités, qui avaient obtenu des octrois, sont venues devant la Commission pour faire modifier les travaux en disant qu'elles ne pouvaient faire ceux qui étaient projetés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au lieu de m'en fournir une copie, l'honorable ministre me prêterait-il l'original de cette liste?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Certainement, la voici.

(La liste traverse la Chambre, portée par un page qui la dépose sur le pupitre du député de Trois-Rivières).

Je demanderai au comité du chômage, si on le veut, de communiquer à la Chambre tous les changements qui pourraient être faits à cette liste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le nombre des municipalités auxquelles des montants ont été accordés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je crois que l'honorable député trouvera le nombre sur la liste que je viens de lui faire parvenir. Neuf cents ont répondu au questionnaire, sur 1,600, et la commission du chômage leur a accordé des octrois à toutes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dans le questionnaire, est-il question de la date où les travaux devront être exécutés? Quelle est la date d'expiration des travaux faits à même les crédits votés pour le chômage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les municipalités ont été averties que les travaux doivent être terminés pour le 1^{er} juillet prochain. Il est entendu que le gouvernement fédéral paiera pour les travaux non terminés pour le 1^{er} juillet, sa part pour les travaux alors exécutés seulement.

En premier lieu, la loi disait que les travaux devaient être terminés au 31 mars. Toutefois, en raison des conditions de notre climat rigoureux, et que nombre de travaux ne peuvent se faire l'hiver au Québec, nous avons demandé de prolonger le délai au 1^{er} juillet, et notre demande a été exaucée.

M. McDonald (Pontiac) pose une question.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Si les travaux ne sont pas alors terminés, la loi prévoit qu'ils ne seront payés que jusqu'au point où ils en

seront; les municipalités recevront des octrois des deux gouvernements pour tous les travaux exécutés avant le 1^{er} juillet.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) précise que les ouvrages à réaliser cet hiver comprennent des égouts, des ponts, des passages à niveau et d'autres ouvrages de même nature.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande quelle sera la situation des municipalités ayant accordé des contrats dont les travaux ne peuvent être achevés avant le 1^{er} juillet.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Elles devront achever les travaux, dit-il, après cette date, à leurs propres frais.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si j'ai bien compris, dans cette loi, le provincial suit le fédéral.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous ne suivons personne. Nous faisons en sorte que la province profite d'une loi passée par un autre pouvoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement prétendait qu'il n'y avait pas de chômage. Devant la situation, il se convaincra. Il ne faut pas laisser se créer de légende. L'acceptation des résolutions par l'opposition, je le déclare, n'est pas un vote de confiance au gouvernement.

Nous consentons à collaborer avec le gouvernement qui vient en aide aux chômeurs pour remédier à la crise qui sévit. C'est seulement l'intérêt public qui nous anime en ces circonstances.

La résolution 5 est adoptée.

La résolution 6 est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues une première et une deuxième fois, et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930, soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que l'opposition a fait diligence pour passer cette résolution. Je dois déclarer que l'opposition consent à la suspension de toutes les règles de la Chambre pour hâter l'adoption de ce projet.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'opposition reconnaît que le gouvernement fait diligence?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Parce qu'il a peur.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale, toute municipalité de quelque manière qu'elle soit constituée en corporation et quelle que soit la loi qui la régit, est autorisée à bénéficier de la loi du Parlement du Canada intitulée: "loi de 1930 pour remédier au chômage"; à faire et à ordonner par résolution de son conseil toutes choses nécessaires à cette fin, et à contribuer de ses deniers jusqu'à concurrence des montants qu'elle peut être appelée à verser en vertu des termes et conditions du décret du gouverneur général en son conseil (C.P. 2246), en date du 26 septembre 1930, reproduit comme "Cédule B" de la présente loi."

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le gouvernement permettra à la ville de Montréal de faire des emprunts sans tenir un référendum pour faire exécuter immédiatement les travaux pour percer les deux tunnels sous le canal Lachine?

Le gouvernement d'Ottawa, en plus de la somme qu'il consent à mettre à la disposition de Montréal pour le chômage, est prêt à payer le tiers du coût des tunnels sous le canal Lachine. La Compagnie des tramways est prête aussi à payer un autre tiers.

Si le gouvernement provincial veut permettre à la ville de Montréal d'emprunter sans référendum, et ainsi de supprimer les délais qui seraient trop longs, la ville de Montréal pourrait ainsi entreprendre des travaux de \$5,000,000 et soulager grandement la crise du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si la ville de Montréal veut inclure ces deux tunnels dans la liste des travaux à exécuter en vertu de la loi fédérale, libre à elle. Si le comité de chômage veut appliquer à la construction de ces deux tunnels la part de Montréal pour l'aide aux chômeurs, nous n'avons aucune objection.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Montréal a certains travaux à faire pour lesquels nous n'avons pas demandé le concours des gouvernements à même la loi des \$20,000,000. Pouvons-nous compter sur l'appui du gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si Ottawa ne peut vous aider pour certains travaux en vertu de cette loi, nous ne le pouvons pas non plus. Mais, si la cité de Montréal a d'autres travaux en vue, elle peut toujours s'adresser à la Législature. Il faudrait pour cela une loi spéciale. Si la Législature veut voter cela à Montréal en vertu d'une autre loi, je n'ai, dit-il, aucune objection.

De plus, si Montréal veut faire exécuter ces travaux à même la quote-part qui lui a été attribuée en vertu de la loi du chômage, cela serait bien, mais on ne peut affecter de sommes d'argent, à part la quote-part déjà reçue par Montréal, dans ce but particulier.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dois-je comprendre que, par simple résolution du conseil, la cité de Montréal pourra faire des travaux et des emprunts en vertu de cette loi, sans référendum?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, sur simple résolution du conseil. Nous avons voulu rendre la machine le plus facile possible. La loi actuelle permet aux municipalités d'emprunter sur simple résolution du conseil, en faisant approuver cette résolution par le lieutenant-gouverneur en

conseil. Des journaux ont prétendu que les municipalités devraient soumettre leurs projets à un référendum, mais cela aura pour effet de paralyser l'exécution de la loi.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
Faudra-t-il l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui, mais nous n'arrêterons aucun des travaux et des emprunts qui pourront être faits en vertu de cette loi. Les conseils municipaux, dit-il, n'ont pas à s'occuper de leur charte municipale, ou d'autres lois, pour voter les emprunts nécessaires à l'exécution des travaux exécutés en vertu de la loi fédérale sur le chômage.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande que cette interprétation de la loi soit mise dans la loi afin que la cité de Montréal ne puisse être par la suite en butte à des poursuites.

Je sais qu'il y a des membres du cabinet qui n'aiment pas beaucoup le nouveau conseil de ville de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) C'est une autre de vos illusions.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Voilà pourquoi je me renseigne. Je n'ai pas de préjugés, mais je ne voudrais pas qu'il y en eût contre la cité de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Tout ce que nous demandons à Montréal et aux autres municipalités, c'est qu'en employant des ouvriers pour ces travaux, on ne fasse pas de politique, et que le jour où les chômeurs de Montréal seront prêts à aller travailler, l'administration n'introduira pas la politique pour empêcher certains ouvriers de travailler.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avec plaisir. Mais, nous ne pouvons pas prendre exemple sur le gouvernement de Québec. Ne craignez rien; nous ne suivrons pas l'exemple du gouvernement provincial.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si vous preniez exemple sur le gouvernement de Québec, ça irait mieux chez vous.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): A-t-on pris des précautions suffisantes pour que les travaux soient donnés sans patronage? Nous avons des exemples où des contracteurs ont donné du travail aux rouges et renvoyé les bleus.

M. Blain (Montréal-Dorion): Et qui fait que dans Deux-Montagnes, un contremaître rouge s'arrange pour rejeter tous ceux qui ne sont pas rouges, quand il s'agit de donner de l'ouvrage. C'est pour cela qu'un contremaître du gouvernement refusait d'employer des bleus dans Deux-Montagnes. Il rappelle la clause dans le contrat entre les deux gouvernements selon laquelle "dans nul cas un solliciteur d'emploi ne devra être l'objet d'une distinction injuste à raison de son allégeance politique".

Dans Deux-Montagnes, ajoute-t-il, seuls des libéraux ont été embauchés par le département de la Voirie, et s'il n'en tenait qu'au gouvernement, les conservateurs pourraient bien mourir de faim.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Je suppose que c'est parce qu'il n'y en avait pas de bleus.
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y en a eu assez pour élire l'honorable député de Deux-Montagnes.
(Applaudissements à gauche)

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Aux fins d'effectuer ces paiements la municipalité est revêtue de tous les pouvoirs nécessaires pour autoriser, par résolution de son conseil, l'emploi de ses fonds généraux à cette fin ou pour faire des règlements pour des emprunts par émission de bons ou d'obligations ou autrement, sans autre formalité préliminaire ou subséquente que l'approbation de tels règlements par la majorité des membres présents de son conseil formant quorum et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les emprunts contractés en vertu du présent article seront remboursés par la municipalité au cours d'une période de temps n'excédant pas vingt années ou par paiements annuels ou semestriels ou autres comprenant, en plus des intérêts, une fraction du capital, sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales. Ces emprunts sont contractés à un taux

d'intérêt approuvé par le ministre des Affaires municipales.

"Le pouvoir d'emprunt accordé par le présent article n'affecte pas le pouvoir d'emprunt possédé par cette municipalité, et il doit être interprété comme autorisant un ou des emprunts excédant la limite fixée par les lois qui régissent cette municipalité."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons consentir à faire diligence pour adopter cette mesure, mais je réclamerais cependant que l'échéance des obligations pour les municipalités qui vont emprunter soit prolongée. Les membres de la droite ne sont pas sans savoir que plusieurs municipalités sont pauvres et qu'elles seront grevées par cette nouvelle obligation.

Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas fixer de 20 à 40 ans la durée du fonds d'amortissement des municipalités qui emprunteront pour donner du travail aux chômeurs? Ainsi, les obligations annuelles seront moins onéreuses.

Il y a un précédent en faveur de la Commission scolaire de Montréal. Il y a de cela deux sessions, la Législature a adopté une loi permettant à la Commission des écoles catholiques de Montréal de constituer son fonds d'amortissement principalement sur la base d'obligations à 40 ans, même s'il s'agit d'emprunts de 20 ans, ce qui veut dire que la Commission dispose d'une somme considérable de plus chaque année puisqu'elle doit injecter une somme moindre dans son fonds d'amortissement. Pourquoi le gouvernement ne permettrait-il pas aux municipalités de la province de faire la même chose?

Plusieurs municipalités souffrent en raison des commutations de taxes et exemptions fiscales permises par le gouvernement. Si le gouvernement pouvait modifier ses exigences quant au fonds d'amortissement comme il l'a fait pour la Commission des écoles catholiques de Montréal, les municipalités pourraient faire davantage pour contrer le chômage. Je crois que le gouvernement aurait tort de ne pas accepter ma suggestion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement a consulté ses avisateurs financiers qui croient que des travaux qui ne coûtent que 20 %, 40 % ou 50 % de leur valeur doivent être payés en 20 ans.

Le problème n'est pas nouveau. Il a été décidé depuis longtemps que l'on ne devait pas emprunter pour une plus longue période que la vie des travaux. Cela peut entraîner des inconvénients.

Par exemple, si on emprunte pour les travaux de pavage d'une rue et qu'au bout de 20 ans cette rue est brisée, il faudra recourir à un nouvel emprunt. Si une rue dure 20 ans, on la recommence au bout de 20 ans, et alors on a deux emprunts à payer. Ce serait alors grever la jeune génération. Pourquoi faire traîner ces remboursements sur deux générations?

Il ne faut pas oublier que les municipalités ont ici la bonne fortune de faire leurs travaux à moitié prix. Les municipalités riches ne paieront que 50 %, les municipalités pauvres ne paieront que 20 %. Il ne serait pas juste de grever la génération de demain d'emprunts pour les travaux exécutés à des prix aussi bas. Je crois donc que la période allouée pour le fonds d'amortissement est juste, à 20 ans. Nous voulons favoriser, dans toute la mesure du possible, l'exécution de ces travaux.

On a parlé de suivre la procédure ordinaire et d'inviter les municipalités à tenir un référendum pour soumettre des travaux au peuple; mais, afin de ne pas retarder l'aide aux chômeurs, nous avons décidé de laisser cela à la discrétion des conseils de municipalités.

Le conseil sera juge et si les électeurs ne sont pas satisfaits, ils sauront que faire. Tout ce que nous demandons est ce que le gouvernement d'Ottawa demande. Nous voulons qu'une fois les travaux commencés, il ne se fasse pas de politique.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire toutes choses nécessaires à la mise à effet des dispositions de la présente loi."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles sont ces "choses nécessaires" dont il est fait mention dans cet article?

Il s'ensuit une discussion et le gouvernement demande que l'on fasse confiance au comité du chômage qui, en définitive, réglera les cas qui pourront se présenter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi donne un pouvoir illimité au gouvernement quant au choix des travaux.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le gouvernement demande un pouvoir général afin

de faire face à toutes les demandes. C'est le comité du chômage qui accordera les octrois, jusqu'à l'épuisement de la somme.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est un comité consultatif?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Au sujet de la Commission du chômage, je manquerais à mon devoir en ne disant pas que les hommes d'affaires des deux partis politiques, qui ont accepté sans rémunération d'en faire partie, ont fait un excellent travail pour leur province.

Les membres du comité, poursuit-il, ont fait ce travail à titre gracieux et j'ai beaucoup de compliments à leur faire. Ce comité est formé d'hommes d'affaires avertis, choisis dans les deux partis politiques.

Je me plais, dit-il, à reconnaître en eux des hommes d'affaires distingués qui n'ont pas craint de sacrifier leur temps pour aider notre province à se relever de la crise qu'elle traverse présentement, tout comme les autres d'ailleurs. Au nom de la Législature, je tiens à les en remercier publiquement. En les nommant, le gouvernement provincial a pris le meilleur moyen à sa disposition pour résoudre le problème.

(Applaudissements)

Un député pose une question.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)
répond que la Commission siégera tant que ses travaux ne seront pas achevés.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne voudrais pas manquer d'amabilité à l'égard de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, mais j'espère qu'il continuera à suivre les bons avis de cette commission consultative. Le gouvernement acceptera sans doute toutes les suggestions que ce comité jugera bon de faire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne veux pas être aussi sévère que d'habitude pour cette loi, vu l'urgence, mais nous avons dit l'an dernier que la crise du chômage existait et on le niait. Je suis content de donner mon approbation à ce bill et j'espère que les successeurs du gouvernement seront plus prévoyants.

La crise que nous traversons est dure. C'est pour cela que nous ne voulons pas retarder l'adoption de ce bill. J'espère que la situation sera une leçon pour le gouvernement qui aurait dû prévenir cette crise. Dans une province agricole comme celle de Québec, le chômage ne devrait pas exister. À plus forte raison quand le Trésor surabonde de surplus.

Un gouvernement n'a pas droit d'accumuler les surplus. Aussitôt qu'il les réalise, il devrait les émettre parmi le peuple. Le futur gouvernement saura prévenir les crises et administrer pour le peuple.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Souriant) L'honorable député aura été un grand prophète. Mais il ne doit pas chercher à créer l'impression que la crise du chômage n'a affecté que la province de Québec, car cela est bien inexact.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Tout contrat fait par une municipalité en vertu de la présente loi, pour exécuter des travaux, doit pourvoir à ce que les ouvriers reçoivent des gages raisonnables et à ce que les matériaux employés soient, dans la mesure du possible, de provenance canadienne."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi dit que "tout contrat passé en vertu de cette loi doit pourvoir à ce que les ouvriers reçoivent des gages raisonnables". Ne pourrions-nous pas ajouter: "tel que pourvu dans le contrat entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec"?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai aucune objection.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je tiens à faire remarquer que nous avons voulu aller plus loin. Nous avons recommandé et mis dans la loi l'obligation d'employer des produits canadiens. L'honorable M. Robertson a insisté et nous sommes allés plus loin qu'il ne l'exigeait.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je m'en réjouis. C'est sans doute parce que le gouvernement a déjà eu des reproches à ce sujet. Quoi qu'il en soit, la leçon vaudra pour bien des entrepreneurs, même pour ceux du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non. Le gouvernement provincial s'occupe de l'emploi des produits canadiens. Prenons par exemple le cas qui s'est présenté lorsque des protestations nous sont venues. Ainsi, on m'a représenté que dans la construction de l'Université de Montréal, une compagnie fournissait des portes fabriquées aux États-Unis. Je suis intervenu et la compagnie a ouvert une fabrique de portes à Montréal même, où elle emploie un grand nombre d'ouvriers.

M. Blain (Montréal-Dorion): Une fois que le contrat sera rempli, cette compagnie transportera sa succursale ailleurs.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement a compris le bon sens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement est toujours bien disposé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quand le premier ministre y met la main.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le contrat mentionne qu'aucune politique ne devra être faite dans l'emploi des ouvriers pour les travaux exécutés avec ces octrois.

C'est un acte de prudence de la part du gouvernement d'Ottawa, qui a craint sans doute l'attitude de certains gouvernements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que l'honorable député aille à la Commission du Havre de Québec. Il verra comment ça se passe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement, entend-il appliquer cette loi sans patronage politique?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sont les municipalités qui feront le travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisqu'on a cru bon d'ajouter une clause pour les justes salaires, pourquoi ne pas l'ajouter sur ce point, tout comme il en est fait mention dans la loi fédérale relative au chômage?

Elle stipule que le solliciteur d'emploi ne devra être l'objet d'une distinction injuste en raison de son allégeance politique. Ajoutons cette clause comme la précédente. Ce sera plus rassurant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est inutile. Les municipalités sont soumises à la loi dont vous parlez. Pourquoi y revenir?

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous y êtes revenu pour la question du salaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si vous voulez biffer cet article pour le salaire, nous allons le supprimer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas supprimer, je veux ajouter.

C'est important. Le gouvernement sait bien que bien des employés sont acceptés par influence politique.

Cet article 11, ainsi amendé, se lit désormais comme suit:

"11. Tout contrat fait par une municipalité en vertu de la présente loi, pour exécuter des travaux, doit pourvoir à ce que les ouvriers reçoivent des gages raisonnables tels que définis dans la convention Cédule A, et travaillent pendant les heures mentionnées à ladite convention, et à ce que les matériaux employés soient, dans la mesure du possible, de provenance canadienne."

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie l'article 13, qui se lit comme suit:

"13. Les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, autorisant les municipalités à exécuter les travaux approuvés par la Commission du chômage et à emprunter temporairement les divers montants y mentionnés, sont confirmés et validés et n'ont effet que si leurs dispositions avaient fait l'objet d'un règlement ou d'une résolution adoptés en vertu de la présente loi.

"Pour le surplus, les dispositions des articles 7, 8, 9, 10 et 11 de la présente loi s'appliquent à ces municipalités en ce qui regarde les travaux et les emprunts autorisés par lesdits arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ratifie des ordres en conseil. Quels ordres en conseil?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La Commission du chômage a fait une répartition à certaines municipalités qui demandaient de faire des travaux urgents avant les premières neiges. Nous avons autorisé ces municipalités par des ordres en conseil dont nous demandons ratification.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que nous pourrions avoir la liste des municipalités qui ont bénéficié de ces ordres en conseil?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) répond qu'il ne l'a pas, mais qu'il sera heureux de la fournir demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous la donnerai, mais c'est un peu long.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions les avoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous donnerai demain tous les ordres en conseil.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais, à ce compte, la liste nous sera fournie quand la loi sera adoptée. Nous voulons bien que la loi pour remédier au chômage soit adoptée sans retard, mais nous voulons, quand nous approuvons des ordres en conseil, pour dépenser l'argent du public, savoir quelles sont ces dépenses. Nous ne demandons pas grand-chose.

Qu'on nous donne seulement la date de l'arrêté ministériel et l'endroit où les travaux ont été faits ou devaient être faits! Nous avons le droit de les demander.

On nous demande de ratifier des ordres en conseil que nous ne connaissons pas. Si la Chambre veut bien y consentir, nous allons suspendre cette clause et attendre que le gouvernement ait produit la liste de ces ordres en conseil.

M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime sa surprise que le département des Travaux publics n'ait pas une liste aussi importante et qu'il faille la préparer.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable premier ministre imagine sans doute pourquoi nous tenons à examiner ces arrêtés ministériels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je sais où vous voulez en venir. Vous supposez que

des travaux auraient été faits dans des comtés où il y a eu des élections partielles⁸.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui. C'est qu'il y a eu des travaux faits. À Louiseville, il y avait tellement de monde à travailler dans les chemins que tout en flambait. Non seulement il y a eu des travaux faits à cette occasion, mais nous les avons vus.

Nous avons vu des centaines d'hommes travailler dans les comtés où avaient lieu des élections. Nous avons vu le travail qu'ils faisaient, et ce travail semblait si intéressant et considérable que nous aimerions savoir tout ce qu'il y a à savoir sur le sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre ne peut nous demander de ratifier des ordres en conseil sans nous les montrer. Nous voulons savoir si cet argent a été dépensé uniquement pour aider les chômeurs et non pas pour payer des travaux déjà faits, dans le but d'encourager les électeurs d'une certaine division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas les ordres en conseil dans mes poches. Je vous les donnerai demain.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais le bill sera alors voté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Suspendons-en l'étude.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, voici ce que nous allons faire. Pour ne pas retarder les travaux, nous allons supprimer, retirer cette clause du projet qui ne vise que des travaux commencés. Nous présenterons un autre bill, au cours de la session, pour ratifier ces ordres en conseil et nous communiquerons tous ces derniers à l'opposition.

De cette façon, l'opposition aura les renseignements voulus et la loi du chômage ne sera pas retardée⁹.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je dois déclarer cependant que les ordres en conseil

n'approuvaient que des travaux qui pouvaient être exécutés en vertu du contrat que nous avons fait avec Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail me dira-t-il si les travaux qui ont été faits l'an dernier, mais retardés jusqu'à cet automne, pourront tomber sous le coup de la nouvelle loi et être payés à même ces octrois?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non. Je ne crois pas, c'est une question qui ressort du gouvernement fédéral.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce certain, ou si vous croyez?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est certain.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) À moins qu'Ottawa ne le permette. L'honorable député de Deux-Montagnes pourra s'informer de cela à Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je désirais obtenir le renseignement de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et je l'ai eu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député pourrait peut-être en dire un mot à l'honorable ministre des Postes¹⁰.

L'article 13 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demandais au gouvernement de suspendre l'adoption finale du bill pour un quart d'heure, afin que l'opposition considère l'attitude qu'elle doit prendre sur certaines clauses¹¹.

Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je propose alors que la séance soit suspendue pour un quart d'heure.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 5 h 30¹².

Reprise de la séance à 5 h 45

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930, soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement est responsable de la loi du chômage; il est responsable de cet état de choses qui a nécessité une telle mesure d'urgence. Depuis deux ans, le gouvernement a été averti à de multiples reprises par l'opposition. Il aurait dû alors orienter sa politique et adopter les mesures remédiatrices qui eussent évité la crise que nous traversons.

Non seulement le gouvernement provincial a été d'une incurable négligence, mais, après avoir nié aveuglément la crise, il a été négligent à prendre les mesures nécessaires. Il a convoqué la session d'urgence trop tard, alors qu'il pouvait le faire plus tôt. L'opposition coopère avec le gouvernement pour faire adopter cette loi au plus tôt, car elle est déjà trop tardive. Les membres conservateurs de cette Chambre donnent leur plein accord au principe de ce projet de loi. Ils regrettent que ce projet de loi ne comporte pas d'article garantissant des salaires justes et qu'il ne comporte pas non plus d'article sur la non-discrimination.

Et ils (les membres conservateurs) sont contre le principe de prêts temporaires accordés par décret. Ils n'en sont pas moins prêts à faire passer ce projet de loi en troisième lecture. Devant l'urgence de la situation, l'opposition ne demande pas d'amendement à l'heure qu'il est, mais fait preuve de collaboration afin d'accélérer l'adoption du projet de loi.

M. l'Orateur, nous avons adopté cette mesure dans un seul après-midi, ce qui démontre que si la session avait été convoquée plus vite, l'aide aux chômeurs aurait été accordée plus tôt. Nous espérons que le gouvernement verra à ce que le Conseil

législatif adopte ce projet et qu'il soit sanctionné au plus tôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je suis heureux que l'honorable député de Trois-Rivières nous ait fait connaître l'opinion de l'opposition avec sa modération habituelle. Le gouvernement ne mérite aucun reproche d'avoir retardé l'aide aux chômeurs. Nous ne sommes pas en retard, loin de là. La province de Québec a été la première et la seule de toutes les autres provinces du dominion à convoquer la Législature pour passer une loi, afin de venir en aide aux chômeurs.

Je ne sais pas comment les choses se passent chez elles exactement, mais elles n'ont pas de Constitution différente de la nôtre et il leur faut aussi légiférer pour permettre à leurs municipalités de profiter de l'offre fédérale. Nous avons convoqué notre Législature dès que la convention entre Ottawa et la province a été signée. Le bill relatif à l'aide aux chômeurs a été inscrit au *Feuilleton* de la Chambre dès les premières journées de la session et nous lui avons même donné préséance sur le débat de l'adresse.

La loi est prête. Adoptée ce soir par la Chambre des députés, elle sera adoptée jeudi prochain par le Conseil législatif et sanctionnée jeudi soir, au plus tard.

Dès maintenant, les municipalités savent que la loi a subi les stades nécessaires et je suis convaincu qu'elles se mettront à l'œuvre immédiatement sans aucune inquiétude.

Le gouvernement de Québec a fait tout en son possible pour secourir les chômeurs, et il a commencé à travailler bien avant qu'Ottawa n'ait passé sa loi. Nous avons voté \$500,000 au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) pour exécuter certains travaux dans les localités où le chômage se fait davantage sentir; nous avons voté \$300,000 au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) pour venir en aide à ses colons. Nous avons, à part cela, aidé Ottawa à remplir ses promesses. Nous contribuons une somme aussi forte que celle mise à la disposition des chômeurs par Ottawa. Pourtant, ce n'est pas nous qui avons promis de régler le problème du chômage, mais le gouvernement conservateur d'Ottawa. Au cours de la campagne, il ne fut jamais question de la coopération des gouvernements provinciaux et municipaux. Les conservateurs devaient seuls se charger de résoudre le problème, s'ils prenaient le pouvoir.

Le gouvernement d'Ottawa et M. Bennett, au cours de sa campagne fédérale, avaient promis, l'été

dernier, de régler le problème du chômage. Comment le règle-t-il? Il dit aux municipalités: "Vous paierez 50 %, nous paierons le quart." Et il condamne le gouvernement de Québec à payer l'autre quart. Nous ne nous sommes pas objectés. Nous n'avons fait aucune restriction.

Nous coopérons loyalement, avec Ottawa, dans le meilleur esprit possible, mais nous ne croyons pas, et nous partageons sûrement en cela le sentiment de la population de la province qu'Ottawa a réglé le problème du chômage. Ce n'est pas le gouvernement d'Ottawa qui essaie de régler la question du chômage conformément aux promesses faites, ce sont les municipalités et c'est nous.

Eh bien, nous sommes enchantés de payer, de verser \$3,000,000. Nous avions déjà fait beaucoup, nous avions accordé des octrois à deux départements. Nous votons avec plaisir ces \$3,000,000 et nous ferons encore davantage, si nécessaire, pour remédier au chômage. Nous contribuons pour cela de \$3,000,000 de notre argent, et il nous semble que nous faisons amplement notre part. Si nous pouvons faire plus, s'il y a lieu, nous le ferons, et à nos propres risques, et sans avoir recours à personne avec l'argent de la province.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) s'étonne de cette sortie du premier ministre et proteste avec chaleur, avec vigueur. C'est un beau jour pour lui pourtant, quand l'on voit l'opposition si bien entrer dans les vues du gouvernement sur une mesure aussi importante. Mais le premier ministre a besoin continuellement d'attaquer quelqu'un, et cette fois, c'est au gouvernement fédéral qu'il s'en prend.

Il est évident que le premier ministre ne pouvait s'en empêcher, même pour un seul jour, même aujourd'hui alors que l'opposition a donné sa coopération la plus loyale, où elle s'est attachée à hâter le travail, même dans une journée où le gouvernement a jugé bon de retirer une clause pour ne pas donner lieu à des discussions acrimonieuses. Il a tort.

Le premier ministre dit qu'il était prêt à régler le problème du chômage lui-même, sans Ottawa. Comment aurait-il pu le faire, puisqu'il n'ait qu'il y eût crise de chômage? Son attitude est illogique. Je lui ai répondu, dans un certain discours, que le peuple souffrait et que l'on n'avait pas le droit de retarder l'entente avec Ottawa, même si le gouvernement fédéral était conservateur. Si le premier ministre avait réglé lui-même le problème, il aurait invité les municipalités à collaborer avec le

gouvernement. Il y a des précédents de cela. Je considère que le gouvernement d'Ottawa a bien fait et je le félicite. Je regrette l'attitude de l'honorable premier ministre.

Aujourd'hui la Chambre coopère avec le fédéral. La députation y consent, premier ministre en tête; puis, quand l'argent est voté, le chef de la droite se prend à boudier; ça lui coûte de donner de l'argent alors que le Trésor en est rempli. Ce qui lui fait mal au cœur, c'est de voir que le problème est réglé par Ottawa.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je veux relever l'assertion de l'honorable chef de l'opposition qui prétend que nous avons retardé l'application de la loi fédérale. Le ministre des Travaux publics de cette province a été convoqué le 10 octobre par l'honorable M. Robertson qui lui a demandé de remettre l'entrevue. Je me suis rendu à Ottawa dès que j'ai été convoqué, et je crois que l'honorable chef de l'opposition a tort de vouloir créer dans le public l'impression que nous avons mis des obstacles à l'application de la loi fédérale. Il n'y a rien qui justifie cette assertion.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre vient de nous déclarer que la province entend procéder rapidement avec la solution de ce problème du chômage, et qu'elle le fera à ses propres frais, sans l'aide de l'extérieur, sans la coopération de personne.

Mais qu'il soit donc heureux que le gouvernement fédéral ait eu la générosité de ne pas accepter son point de vue, quand le premier ministre déclarait, il n'y a pas si longtemps, qu'il n'y avait pas de chômage, et qu'il hésitait à accepter l'aide gratuite du fédéral, parce qu'elle était donnée par un gouvernement conservateur et qu'il craignait pour son parti politique. Le ministre des Travaux publics a mis un mois à se décider à se rendre à Ottawa.

Pourquoi? Ce n'est pas là l'attitude que la province semble prendre, quand le premier ministre se demande s'il y a ou non du chômage chez nous, ni quand il semble hésiter, comme s'il craignait de coopérer avec le gouvernement fédéral. Il n'y a rien de plus raisonnable que de voir le gouvernement fédéral demander l'aide des municipalités dans l'étude d'un tel problème. Assez fréquemment, nous avons vu le gouvernement provincial demander l'aide des municipalités. Cette politique, nous l'avons remarquée dans le cas des ponts, quand certaines municipalités doivent payer 70 % du coût de leur construction.

Le gouvernement provincial ne s'en fait pas faute, lui, pour construire les ponts, alors qu'il donne jusqu'à 70 %, et à d'autres, rien du tout. Nous savons à quoi nous en tenir, au sujet de la charité du gouvernement provincial.

Quand cela lui plaît, et plus particulièrement quand il a obtenu de la coopération, il se montre très charitable, charité qui s'exerce suivant la couleur politique des gens à favoriser.

Ce fut le cas notamment pour les ponts Viau et Lachapelle qui desservent plusieurs comtés ruraux, mais auxquels le gouvernement a refusé de contribuer un sou.

J'ai été passablement désolé d'entendre le premier ministre se plaindre de l'attitude du gouvernement fédéral. Quand même, l'opposition montre toute sa bonne volonté pour coopérer à l'aide aux chômeurs, et le premier ministre, pour récolter quelques maigres applaudissements dans cette Chambre, se paie des fanfaronnades, et attaque le gouvernement qui a fait plus pour secourir les chômeurs, en quelques mois, en six mois, que n'a jamais fait le gouvernement provincial actuel, au cours de son existence, en 10 ans. Je n'ai pas à défendre le gouvernement d'Ottawa. Il peut le faire tout seul.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons déclaré à Ottawa que nous étions prêts à coopérer dès que le fédéral nous a laissé savoir qu'il était prêt à nous laisser marcher. Il n'y a pas eu de délai, puisque les travaux sont commencés partout. En fait, le gouvernement provincial a dû attendre le gouvernement fédéral.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il reste que nous avons dit qu'il y avait du chômage et que l'honorable premier ministre l'a nié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai jamais dit cela. Vous ne pouvez trouver cela dans aucune de mes déclarations.

J'ai dit que la crise du chômage avait été exagérée en certains endroits et qu'il y a toujours du chômage saisonnier en hiver, mais je n'ai jamais nié qu'il y eût du chômage.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le premier ministre a dit que la province n'avait aucunement besoin du gouvernement fédéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, je n'ai jamais dit cela.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je crois qu'avec ses gros surplus, le gouvernement aurait pu régler la crise du chômage. Je suis heureux, cependant, d'avoir collaboré à l'adoption de ce projet.

La motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:

Délais pour les pétitions et les bills privés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils):

Que les délais fixés pour le dépôt des bills privés au bureau du secrétaire des bills privés soient prolongés au 31 décembre 1930;

Que les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 14 janvier 1931;

Que les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 20 janvier 1931;

Que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 25 janvier 1931;

Que les délais fixés pour la réception de rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 8 février 1931;

Et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Je suis informé que des villes n'ont pas le temps de préparer leurs projets dans le délai régulier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est toujours heureuse de collaborer avec le gouvernement dans les bonnes mesures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Est-ce que vous parlez au nom de l'opposition?

La motion est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 10.

NOTES

1. Le Dr Gustave Lemieux a été réélu pour la huitième fois président du comité des bills privés, selon *La Tribune* du 5 décembre 1930, à la page 3.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Irénée Vautrin, député de Montréal-Saint-Jacques.

3. D'ailleurs, les journaux ne s'entendent pas sur l'ordre chronologique des interventions ni sur le moment où elles ont eu lieu. Nous avons suivi l'ordre logique des discussions en conformité avec le Règlement de l'Assemblée législative.

4. M. G. D. Robertson, ministre fédéral du Travail, (1918-1921 et 1930-1932), dans une mise au point publiée dans *Le Journal* du 3 janvier 1931, à la page 9, précise que, le 26 septembre, le Conseil des ministres a approuvé des règlements qui devaient régir la loi fédérale du soulagement du chômage, et que, le 27 septembre, les provinces en avaient été avisées.

5. Les ministres fédéraux du Québec assistèrent aussi à la réunion, selon *Le Journal* du 3 janvier 1931, à la page 9.

6. *Termini* est évidemment le pluriel latin de terminus.

7. Voir note 2.

8. Le journal *L'Illustration* du 5 décembre 1930, à la page 3, rapporte que l'opposition a voulu savoir si, par exemple, les gigantesques travaux entrepris dans Huntingdon, Maskinongé et Saint-Eustache pour impressionner l'électeur n'étaient pas payés à même les fonds avancés pour remédier au chômage. Trois des quatre députés élus lors des élections partielles étaient issus de ces endroits.

9. *Le Nouvelliste* du 5 décembre 1930, à la page 1, explique que le gouvernement a pris cette décision pour éviter une discussion prolongée sur les prérogatives de la Législature et sur les empiétements du pouvoir exécutif.

10. On fait allusion à Arthur Sauvé, père du nouveau député de Deux-Montagnes.

11. Selon *La Presse* du 5 décembre 1930, à la page 23, cette interruption a eu lieu pour permettre à l'opposition de considérer l'article 12 concernant les montants additionnels qui pourront être mis à la disposition du gouvernement de la province et des municipalités, aux fins de venir en aide aux chômeurs. Selon *Le Soleil* du 5 décembre 1930, à la page 1, le député ouvrier de Maisonneuve, M. William Tremblay, ne participe pas à ce caucus de l'opposition.

12. Selon *L'Événement* du 5 décembre 1930, à la page 9, les députés de l'opposition quittent la Chambre et vont se réunir en caucus à leur bureau. À leur retour, la séance continue.

Séance du mardi 9 décembre 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et augmentant ses pouvoirs (M. Blain);

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à The Shawinigan Water & Power Company (M. Grant);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à The Shawinigan Water & Power Company (M. Grant);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le titre de la cité à certains terrains (M. Grant);

- de Louis-Joseph Beaudoin et autres, demandant l'adoption d'une loi abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions (M. Marchand);

- de Maximilian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine (M. Marchand).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- d'Albert-Pierre Frigon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal (M. Bercovitch);

- de The Canadian Transcontinental Airways Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et

confirmant certaines résolutions passées par le conseil municipal et par la Commission scolaire de la paroisse de Sainte-Foy (M. Power).

Messages du Conseil législatif:

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

3 décembre 1930

Résolu: Qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Pérodeau, Power et Simard.

Ordonné: Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que les honorables MM. Taschereau, Dillon, Francoeur, Mercier, McMaster et Perrault; MM. Bédard, Bernard, Blain, Bullock, Côté, Crépeau, Gault, Houde, Oliver, Paquet, Thurber et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'un message soit envoyé

au Conseil législatif, l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupera des impressions législatives durant la session en cours et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David, Dillon et McMaster; MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Houde, Saurette, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 4 décembre, sur la motion proposée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)¹:
M. l'Orateur, me serait-il permis, dès le commencement, de saluer avec plaisir la présence de l'honorable M. J. L. Ralston², ancien ministre de la Défense nationale à Ottawa, avec qui j'ai eu de nombreux rapports comme maire de Montréal et dont je n'ai toujours eu qu'à me féliciter.

Depuis la dernière session, la grande faucheuse a passé dans les rangs politiques de notre province. Nous avons vu disparaître MM. Perron, Caron, Turgeon et Vilas. Qu'il me soit permis, au nom de l'opposition, d'offrir aux familles éprouvées nos sincères condoléances. Il y a d'ailleurs de nombreux changements. M. Arthur Sauvé, autrefois député du comté de Deux-Montagnes, est maintenant ministre des Postes à Ottawa. Nous le félicitons, mais regrettons sincèrement son départ. On a dit en certains milieux que j'étais fier de cette disparition. Au contraire, je la regrette infiniment, car j'ai eu

souvent besoin de ses précieux conseils, et il les a toujours donnés de si bonne grâce que j'y avais recours le plus souvent possible. M. Antonin Galipeault, ancien ministre des Travaux publics, est parti à la Cour d'appel, malgré non seulement les dénonciations de l'opposition, mais aussi les dénonciations d'un député fédéral et grand ami de l'honorable premier ministre, M. Jean-François Pouliot.

M. Ouellet, pour raisons de santé, a quitté cette Chambre pour aller au Conseil législatif. Si ce sont de véritables raisons de santé, je lui offre mes meilleurs vœux pour un prompt rétablissement. Je l'ai toujours estimé malgré que parfois il ait suivi un mauvais exemple dans les choses qu'il appuyait ou désapprouvait. M. le docteur Roy est également allé au Conseil législatif. L'ancien député de Lévis était un de mes amis personnels à la Chambre et je suis satisfait de son élévation à la Chambre haute. Je suis content de sa nomination.

Parmi les promotions, il convient de rappeler celle d'un ancien Orateur, M. Francoeur, maintenant ministre du Travail et des Travaux publics. M. Adélard Godbout est promu à l'Agriculture. M. Jacob Nicol préside le Conseil législatif. M. Gordon Scott, ministre sans porte-feuille, et pour cause, dans le cabinet actuel, est aussi nommé au Conseil législatif. Je leur souhaite tout le courage et la santé nécessaires pour être à la hauteur de leurs responsabilités et pour accomplir la tâche qu'ils auront à remplir. J'exprime aussi mon vif regret de la maladie de M. Andrew McMaster. J'ai dit, l'an dernier, dans cette Chambre, que M. McMaster était un gentilhomme, d'une rare franchise qui pourrait même parfois déplaire au ministère. Aussi formulai-je des vœux. Fasse le ciel qu'il se rétablisse bientôt.

Depuis la dernière session, il y a eu des élections partielles dans Bellechasse, Maskinongé, Deux-Montagnes et même dans Huntingdon. Dans Bellechasse, on nous a reproché de ne pas avoir fait la lutte, de n'avoir pas choisi de candidat, de n'avoir pas mis de candidat sur les rangs. Nous n'avions pas les ressources nécessaires pour rencontrer tout ce que le ministère était prêt à dépenser pour éviter la défaite du candidat officiel. Je souhaite au nouveau député, M. Robert Taschereau, de rester longtemps à la Chambre s'il le désire, mais plutôt dans l'opposition. Dans Maskinongé, M. Thisdel, un cultivateur, a remporté une victoire personnelle, plus qu'une victoire pour son gouvernement. D'ailleurs, on peut dire que ce fut une défaite morale pour le gouvernement. Nous avons tant parlé des victoires morales dans certaines circonstances qu'il nous est

bien permis de commencer à parler des défaites morales du gouvernement. Je félicite de nouveau M. Thisdel de sa victoire personnelle due à des circonstances spéciales.

Dans Deux-Montagnes, nous avons, pour remplacer l'ancien chef de l'opposition, son fils. On sait le genre de lutte acharnée qui a été faite. Même un ministre refusait de prononcer mon nom, je ne sais pourquoi. Il avait la bouche trop nette, disait-il, et avait peur de souiller ses pudiques lèvres.

(Rires)

C'est une manière d'être délicat pour des adversaires que l'on appelle des insulteurs. M. Sauvé, jeune avocat, n'a que 23 ans. Il a du talent, de l'école et de l'étoffe. Je sais qu'il ira loin dans la vie publique, vers la droite, grâce aux bons conseils de son père.

(Applaudissements)

Huntingdon, maintenant. Ça été le glas funèbre pour le gouvernement. Pour la première fois, dans l'histoire politique provinciale de notre province, un ministre du gouvernement a été défait dans une élection partielle. Aussi l'affolement qui suivit le résultat fut-il grand dans le cabinet et la députation libérale. M. Martin B. Fisher à qui j'offre mes cordiales félicitations...

(Applaudissements)

... a fait une lutte splendide. Et M. Scott, qui méritait un meilleur sort, hélas! a dû subir à lui seul le poids des turpitudes d'un régime désuet, les conséquences désastreuses de la politique libérale.

Mes félicitations aux proposeur et second de l'adresse en réponse au discours du trône. M. Thisdel a fait un magnifique effort de mémoire et je pense qu'il a droit d'être félicité. Il s'est acquitté de son rôle en félicitant le gouvernement de ses œuvres, comme c'était son droit, sinon son devoir. Quant à M. Oliver, je suggérerais qu'il se fasse entendre plus souvent dans cette Chambre.

Et maintenant, passons à l'adresse elle-même³. Nous avons entendu de la bouche du lieutenant-gouverneur de la province une adresse où le gouvernement adore ce qu'il a toujours brûlé, une adresse aussi résignée que cynique, une adresse qui sent l'affolement dans lequel se trouve le gouvernement aujourd'hui, une adresse qui, comme s'écriait l'un des écrivains brillants du *Soleil* en parlant d'un discours du premier ministre, est rudement musclée. Parbleu! Je crois bien. En la discutant, je vous prouverai que toutes les réformes présentées dans cette adresse ont déjà été proposées, depuis longtemps, par l'opposition.

Je vois que le premier ministre sourit. Sans doute, il voudrait que je proteste, comme on l'a déjà

dit par le passé et avec raison, qu'il vole notre programme. S'il m'était permis d'employer le mot, je dirais que les réformes annoncées dans le discours du trône sont un vol. Mais je préfère dire que le discours du trône est un escamotage. C'est vrai, mais comment trouver un terme qui remplacerait le mot "voleur", mot qui n'est pas parlementaire, mais qui explique bien cette espèce d'escamotage.

C'est que le chef du gouvernement s'apprête à être dans l'opposition. Il commence à se faire la main et s'entraîne aux revendications. Sans doute il prévoit le sort que le peuple lui réserve. N'en déplaise à la droite qui, d'ailleurs, le sait bien, toutes ces mesures ont été réclamées par l'opposition, par tous ses chefs, par plusieurs de ses membres et même par le chef actuel, ce chef désigné par le secrétaire provincial, tout récemment à Saint-Gabriel-de-Brandon, comme un destructeur plutôt qu'un constructeur, un chef de bolchévisme, de communisme, de défaitisme, de nihilisme et de tout ce qu'il y a de méprisable en "isme". Et pourtant, l'adresse n'existe qu'en vertu des réclamations de l'opposition. Défaitisme, bolchévisme, nihilisme!

M. l'Orateur, me serait-il permis, en face de ces messieurs, en face de ces amants de savoir-faire et de bien-dire, de relever quelques-uns des compliments qu'on m'a lancés au cours des luttes récentes: oh! rien que quelques-uns! Je ne prendrai pas beaucoup de votre temps. Ils sont ineffables ces amants des bonnes manières, du savoir-faire. Voyons comme ils sont bien. Ainsi, l'honorable premier ministre traite le chef de l'opposition de "rien du tout". J'aime mieux, dit-il, être avocat qu'un rien du tout comme le chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a trois ans que j'ai dit cela et vous m'avez répondu l'an dernier.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

Ah! Je vois que ça chatouille l'oreille du premier ministre. Il ne se rappelle que les réformes demandées par la gauche.

Continuons. Aventurier politique. Un autre membre du cabinet m'a traité d'aventurier.

La belle aventure ô gué!

La belle aventure...

Pauvre aventurier politique qui, d'après le premier ministre, n'a pas la chance la plus éloignée de remplacer un monsieur à la manière fine et à la superbe éducation du premier ministre actuel. Je passe au *Soleil*, l'organe officiel du gouvernement. D'après cet estimé et estimable journal qu'on s'est plu

à appeler *Le Soleil couchant*, dans le sens de chien couchant, je serais une bêche à fouiller dans la boue. J'ajouterai que je suis prêt à passer cet instrument au ministre de l'Agriculture, si ça peut l'aider à tirer notre agriculture du marasme. Je suis en plus, toujours d'après *Le Soleil*, un fauteur de désordre.

Notez que ce ne sont pas là des insultes: mais pas du tout, ce sont des expressions d'amitié délicates de la part du gouvernement. On me traite aussi de bolchéviste écervelé, de démagogue forcené, de fauteur de discorde, de contempteur de l'autorité. C'est encore *Le Soleil* qui parle. Continuons. Je suis un faubourien. Ah! Faubourien. Voilà une plume à mon panache.

M. Cantin (Saint-Sauveur): Vous avez dit cela l'an dernier.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'en suis si fier que ça me fait plaisir de le répéter. Être faubourien, cela me permet de connaître et de comprendre les besoins du peuple. Je vois que le député de Saint-Sauveur (M. Cantin) me regarde. Eh oui! Je suis un faubourien comme lui. Ce n'est pas tout! "Démagogue!" dit *Le Soleil*, qui me traite d'instrument politique ordurier. Ce n'est pas étonnant qu'il y ait des ministres qui ont la bouche si propre. *Le Soleil* n'a pas fini; ce journal ajoute en effet que je suis le hableur de la métropole, un pirate qui a poignardé son chef. Que diable! Ces gens parlent de poignard! Oublieux de l'histoire, ils ne se rappellent pas le fameux poignard à huit reflets, comme les chapeaux de soie. Allons donc! Le premier ministre était présent au temps du poignard. Il se rappelle le temps où l'on poignardait. C'est comme si l'on parlait de corde dans la maison d'un pendu.

Mais enfin, vous remarquerez que ce sont là des douceurs, de l'exquise politesse, du raffinement, du savoir-vivre. Écoutez encore: "Où arriverions-nous avec la politique d'un chef qui n'a comme ambition que de n'être qu'une torche incendiaire?" Ce sont les paroles prononcées par le secrétaire provincial (l'honorable M. David), à Saint-Eustache, un beau dimanche matin. Le secrétaire provincial se prend-il pour un homme sérieux et prétendra-t-il, ici, à la Chambre, que je suis l'auteur d'un commencement de feu à Saint-Eustache, quand quelques guenilles brûlaient, allumées sans doute par l'éloquence d'un quelconque orateur? Sinon, pourquoi le prétend-il ailleurs?

Mais non! Mais non! Pourquoi emploierais-je de tels moyens quand les circonstances, les événements eux-mêmes se chargent de battre le

gouvernement? Je n'ai pas besoin de ces moyens-là. Le peuple se débarrassera de l'administration actuelle, le temps venu.

Et maintenant voici un procureur de la couronne, un homme chargé de défendre la justice, lorsqu'il représente le procureur général, qui vient à Maskinongé me traiter de bouffon politique. On naît comme on peut. C'est une autre amabilité à ajouter à "bolchéviste", "nihiliste", "torche incendiaire", et le reste. Il y a aussi un avocat commissaire d'écoles de Montréal, chargé de veiller à l'éducation de nos enfants, qui a été élevé parmi les finesses de la loi et qui disait que la convention de 1929 a été organisée dans les bas-fonds des ruelles, non pas de nos rues, car, à son avis, ça serait trop beau pour nous, mais de nos ruelles. Il a prétendu que "je sortais des bas-fonds d'une ruelle". C'est ainsi qu'un commissaire d'écoles de Montréal parle du chef de l'opposition. Ce brave commissaire mérite bien que je lui décerne le titre de docteur *honoris causa* en droit, en économie sociale et en politique; c'est bien le temps, puisque l'on parle de lui comme devant entrer dans le ministère pour le replâtrage préélectoral.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Francoeur) s'est même inquiété de mes premiers vagissements. Je ne répéterai pas à la Chambre ses remarques à ce sujet, car elles sont dignes du ministre et de ses importantes fonctions. Je ne reprendrai pas ses paroles mot pour mot, mais j'ai été obligé d'écrire afin d'obtenir les renseignements qu'il était pourtant parfaitement en mesure de communiquer au peuple.

Voilà les compliments décernés par le gouvernement et ses amis au chef de l'opposition, élu à une convention autrement représentative que celle qui a élu le premier ministre. Ce dernier n'a pas été obligé de passer devant le peuple pour se faire choisir. Il a obtenu ce poste par son talent transcendant, par son amour du peuple et par son amour du grand Parti libéral. Évidemment que je n'ai pas les précieuses qualités de l'honorable premier ministre. Voilà pourquoi je n'ai pas eu le bonheur d'être, comme lui, choisi chef de mon parti, en petit comité. Le faubourien a dû se faire élire à une convention générale et il s'est fait élire à l'unanimité, car il y a de cela chez nous, et par le peuple. Il n'y a pas eu une seule voix discordante. C'est le peuple conservateur de cette province qui m'a confié le mandat de chef de l'opposition, à moi le destructeur, le pirate, le traître, l'incendiaire, le bolchéviste, le communiste, le révolutionnaire.

Je laisse là, M. l'Orateur, la nomenclature de termes employés par ces messieurs polis, ces

messieurs gracieux, si suaves, si aimables, ces messieurs qui élèvent le niveau de l'éducation dans notre province et qui représentent parmi nous cette vieille noblesse d'autrefois, qui savait dire toute chose si aimablement, même les choses les plus désagréables, d'une modération si digne. Mais parlons d'agriculture.

Le député de Maskinongé (M. Thisdel) a dit que l'agriculture avance à pas de géant vers le progrès. Mais le ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Perron, affirmait que l'agriculture dans cette province est un désastre. Oui, l'ancien ministre de l'Agriculture a prononcé le mot à l'adresse de l'agriculture qui doit rester l'industrie fondamentale de notre province. Nous importons presque tout. Je vous donnerai quelques citations de ce que nous importons dans notre province essentiellement agricole. Et je répète ici que le jour où nous aurons cessé d'être une race agricole, il y aura danger pour notre race.

Ce n'est pas dans des villes comme Montréal que la race puisera de la force. Ce n'est pas dans les grandes agglomérations cosmopolites comme ma ville que notre race peut survivre, se développer et prospérer: c'est à la campagne, c'est dans les foyers campagnards où l'on ne craint pas les nombreuses familles et où le propriétaire ne demande pas le nombre des enfants avant de louer. Le salut est dans l'agriculture, et 33 ans de régime libéral ont abouti à un désastre, de l'aveu même de l'ancien ministre.

L'opposition a toujours mis le gouvernement en garde contre ce désastre. Avec une constance égale, la droite a refusé d'admettre la légitimité de nos revendications pour le cultivateur. Enfin, cette année, le ministère nous donne raison, donne raison à l'imposteur, au bolchéviste, au fauteur de discorde, au contempteur de sa race et à ses collègues. Donc, il nous faut éviter la perpétuation du désastre signalé par le ministre de l'Agriculture. Le gouvernement a décidé, et il l'a même écrit dans l'adresse, qu'il faut rembourser les agriculteurs pour leur bétail abattu pour cause de tuberculisation.

Et je n'exagère pas en disant que l'on nous a pillés. L'adresse dit en effet: "aux cultivateurs (il) entend offrir de larges octrois pour indemniser les propriétaires des animaux abattus lorsqu'ils sont atteints de tuberculose". Est-ce une idée nouvelle, éclosée dans le cerveau libéral? Non! C'est une idée qui a germé dans la cervelle de l'opposition, le 21 mars 1929, sur la motion du chef de l'opposition (M. Sauvé), secondé par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

"Résolu que, vu qu'il est nécessaire d'encourager par tous les moyens possibles

l'agriculture et les industries qui s'y rattachent, particulièrement l'industrie laitière, et vu que la loi et les règlements obligent en certains cas les cultivateurs à abattre, en totalité ou en partie, leurs troupeaux qui ont dû subir l'épreuve de la tuberculine, et leur font encourir en conséquence des pertes considérables, cette Chambre est d'avis:

"a) Que les épreuves à la tuberculine devraient être réglementées et faites de façon qu'elles n'exposent pas à l'abattage inutile de troupeaux;

"b) Que les gouvernements du Canada et de Québec devraient s'entendre en vue d'accorder une indemnité raisonnable pour tout troupeau forcément abattu à la suite d'une épreuve à la tuberculine faite ou ordonnée par un officier de l'un ou de l'autre gouvernement."

Combien de fois avons-nous entendu le député de Laval (M. Renaud) réclamer du gouvernement des octrois pour aider à la classe agricole qui souffre des pertes trop lourdes à la suite de la tuberculisation! Et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) qui proclame: l'agriculture, c'est un désastre... l'industrie laitière n'est pas prospère... etc. Il y a une raison pourquoi la classe agricole dans notre province a de la difficulté à traverser la crise actuelle, c'est parce que, dans l'application de certaines lois d'hygiène, on n'a pas préconisé une compensation adéquate pour le cultivateur. Quelles mesures a-t-on prises dans le passé pour permettre aux cultivateurs de rétablir leurs troupeaux décimés par suite de la tuberculisation? Ils ne savaient pas, eux, que ces animaux étaient atteints de tuberculose. Qu'a-t-on fait pour le leur apprendre?

Si le secrétaire provincial (l'honorable M. David) voulait protéger l'hygiène publique, c'était son droit, même son devoir, mais il avait aussi le droit et le devoir de donner à la classe agricole le moyen de reconstituer ses troupeaux. Cette année, le gouvernement admet que ces réclamations avaient du bon et on les inscrit dans le discours du trône. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas adopté cette mesure plus tôt? Et maintenant nous, les démagogues, les ordures, nous constatons que le gouvernement décide de venir au secours de la classe agricole par les moyens que nous lui avons suggérés. C'est évidemment l'effet, le résultat du glas de Huntingdon.

L'avertissement de Huntingdon et de Deux-Montagnes a été salutaire également pour le crédit agricole. Le chef de l'opposition, dont le nom n'est pas assez propre pour la bouche de certains ministres, qu'a-t-il demandé tout récemment à Marieville? Il a averti le gouvernement qu'il fallait

réviser le tarif du crédit agricole et réduire le taux au montant que les cultivateurs étaient capables de payer. Contempteurs de l'autorité, démagogues, destructeurs, démagogues forcenés, voilà ce que nous avons obtenu pour la classe agricole. Je remercie le premier ministre de m'avoir mis au comité de la Bibliothèque, afin que je puisse apprendre la signification de ce mot majestueux "contempteur de l'autorité", jailli de la plume des écrivains qui ont été bleus et sont devenus rouges, mais qui, je crains, vont devoir continuer à écrire rouge.

En mal de notoriété, des journalistes bleus ou rouges, selon les circonstances, nous traitaient de démagogues, de forcenés. Je remercie ces amis de leurs mots délicats. Comment traiteraient-ils donc ceux qui s'inspirent ainsi de nos idées? Lorsque nous avons réclamé un crédit rural mieux adapté aux besoins de nos cultivateurs, on nous a répondu que c'était l'affaire du gouvernement d'Ottawa, qu'on n'avait rien à y voir. Mais alors, comment se fait-il que, maintenant, le gouvernement a trouvé le moyen de réduire le taux de 1½ % pour l'abaisser à 5 %? N'est-ce plus alors l'affaire exclusive d'Ottawa? Encore un résultat de Huntingdon et de Deux-Montagnes.

La classe agricole félicitera sans doute les électeurs de ces deux comtés d'avoir forcé le gouvernement à se résoudre à cette initiative. Ah! Oui, ce crédit agricole, en avons-nous assez parlé, en 1927, 1928 et 1929? Enfin, le gouvernement a entendu. C'était une promesse de l'opposition, récemment à Marieville. Le gouvernement est forcé de tenir cette promesse de l'adversaire. Merveilleux effet de Huntingdon. Lors de la convention de l'opposition tenue les 8 et 9 juillet 1929, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité des délégués:

"Attendu que le système de crédit agricole établi par la loi actuelle ne rencontre pas les besoins des cultivateurs, il est entendu que les conservateurs feront instance auprès des autorités compétentes pour l'amélioration de la loi du crédit rural".

Il cite ensuite l'article du programme de l'opposition, adopté en 1927, à ce même effet:

"Organisation d'un crédit agricole sans injustice pour les institutions bancaires pour venir en aide aux cultivateurs et à leurs fils et pour établir des gradués des écoles d'agriculture sur des fermes, afin de permettre de constater si l'enseignement de l'agriculture, tel que donné aujourd'hui, est au point."⁴

Et je répète que j'ai promis à la classe agricole des choses que le gouvernement a été obligé de lui accorder à la suite des élections de Huntingdon

et de Deux-Montagnes. Il en est de même des promesses au sujet des engrais chimiques. C'est encore une mesure que nous avons préconisée. C'est une belle découverte. On a parlé d'engrais chimique, et nous avons dû avertir le public qu'une compagnie était à se former, où des amis du gouvernement étaient intéressés. Et, au cours des récentes élections une circulaire a été envoyée par l'opposition qui exposait ce qui suit:

"Il vaut mieux recommander aux cultivateurs l'achat d'engrais complets plutôt que de les induire à se procurer des engrais simples pour en faire le mélange à domicile", dit, dans son dernier numéro, *Le Journal d'agriculture*, "contrairement à ce que l'expérience économique a prouvé être vrai. Il s'emploie beaucoup d'engrais chimiques dans les pays où l'agriculture est prospère: au Danemark, en Belgique, en France, en Allemagne et ailleurs. Mais 80 % des engrais chimiques employés sont achetés par les cultivateurs à l'état d'engrais simples parce que la chose est reconnue plus économique, quoique moins profitable pour le fabricant.

Ce *Journal d'agriculture*, c'est le journal qui imprime aussi dans l'ombre des articles écrits pour *Le Canada*. *Le Canada* n'a pas loué le premier ministre et son gouvernement comme par les années passées, et ce pourrait être dû, selon lui, au fait que le nouveau rédacteur en chef de ce journal a parfois exprimé des opinions très divergentes de celles de M. Taschereau. Il se trouve dans les *Comptes publics*, ce journal en question. On comprend qu'il y ait certaines attaques qui doivent être faites dans les ténébreux bas-fonds des sous-sols, comme aurait dit le commissaire d'écoles de Montréal.

Donc, il n'y a rien de nouveau dans l'adresse, à ce sujet. L'opposition en a parlé et a conseillé les mesures de précautions nécessaires. Le gouvernement va un peu plus loin. Il dit dans l'adresse: "Mon gouvernement veut aussi, pour aider la classe agricole, réduire de 2 % à 1 % cette année l'intérêt de l'argent avancé aux municipalités pour la confection des routes, et y renoncer complètement l'année prochaine. Nos municipalités y trouveront ainsi un avantage considérable."

M. l'Orateur, c'est Huntingdon qui parle encore. Ces gens devraient recevoir une lettre de félicitations du premier ministre pour lui avoir permis de faire cela. Cela lui permet de compenser le mal fait par l'ancien ministre de l'Agriculture. Ils ont permis à la droite de se mieux cramponner au pouvoir, dussent les ongles du cabinet en souffrir. Donc, le gouvernement décide de remettre la dette aux municipalités! J'espère qu'on n'oubliera pas les

municipalités poursuivies pour n'avoir pas payé. Mais que disaient-ils donc le forcené et ses collègues?

Donc, nous voyons la décision du gouvernement de remettre les dettes de voirie aux municipalités. Et pourtant, nous avons donné avis qu'aucun gouvernement ne pouvait s'empêcher de remettre les dettes des municipalités à brève échéance, parce que le gouvernement leur a enlevé toutes les sources de revenus.

C'est là encore une des promesses faites au peuple par l'opposition. C'est là encore de la démagogie du chef de l'opposition. Heureuse démagogie que j'ai prêchée! Démagogie qui a mérité pour la population de la province une ristourne de \$17,000,000 des dettes.

Dix-sept millions de dollars que le gouvernement avait votés pour rendre permanents les chemins du gouvernement. Fruit de l'affolement du ministère si vous voulez, mais les municipalités auront ce cadeau tout de même. Toutes ces municipalités, et surtout les 300 qui ont été poursuivies, devraient écrire une lettre de félicitations aux électeurs de Huntingdon pour avoir affolé le gouvernement, pour s'être prononcés contre le régime libéral. La population sait aujourd'hui que si le gouvernement ne leur donne pas ce qu'elle exige, l'opposition rentrera au pouvoir pour le lui donner bientôt.

Le gouvernement dit dans l'adresse au sujet de la voirie: "Mon gouvernement vous demandera d'en compléter le réseau en pourvoyant à la construction dans la province de plusieurs grands ponts qui rendront la circulation plus facile pour nos gens et pour les touristes". Ce sont le pont de Sorel, le pont de Saint-François, de Pierreville, le pont de la Gatineau dans le comté de Hull, représenté par mon collègue. Dans ce dernier cas, le premier ministre ne pouvait lui refuser cette demande, parce que le gouvernement d'Ottawa s'était montré si bien disposé que le gouvernement provincial a dû aller de l'avant.

Le message royal parle aussi des ponts de péage. Le gouvernement prétend les abolir, à chaque élection. L'opposition le réclame, à chaque session, et les choses restent ce qu'elles sont. Le gouvernement a promis d'abolir les ponts de péage depuis que le régime libéral est au pouvoir. On propose maintenant d'en abolir deux, mais tous les autres subsistent quand même, malgré les promesses répétées du gouvernement. Et non seulement le gouvernement n'a pas aboli les ponts de péage comme il s'y était engagé, mais il en a construit de nouveaux un peu partout. Voilà une pratique tellement onéreuse que l'étranger, le touriste, en est scandalisé.

À tel point que les journaux de la Nouvelle-Angleterre ont entrepris une campagne très vive pour empêcher les touristes de venir ici. Ils affirmaient que les touristes se faisaient littéralement dévaliser dans notre province chaque fois qu'ils doivent traverser une rivière, par suite de la multiplication des ponts de péage. Sans doute, la crise du marché et de l'industrie a influé sur le tourisme, mais il est indéniable que si l'on mène une campagne contre le tourisme chez nous à cause des ponts de péage; il est clair que pareille politique est de nature à diminuer le tourisme. Et c'est une raison de plus pour que le gouvernement rachète au plus tôt ces ponts de péage. C'est un régime d'un autre âge que seul peut maintenir un gouvernement arriéré. J'espère que, cette fois, le gouvernement va tenir sa promesse.

Le fameux programme ne comporte tout de même pas la création de petites industries, pour permettre aux cultivateurs d'écouler leurs produits maraîchers qui pourrissent, faute de marché. L'adresse nous donne raison de croire que le gouvernement a l'intention d'encourager la petite industrie agricole. Mais il n'en reste pas moins que l'agriculture est un désastre. Le gouvernement n'a pas oublié les statistiques publiées par son ancien ministre de l'Agriculture. En effet, nous importons chaque année 12,000 chevaux valant \$2,000,000, d'après le rapport du ministre de l'Agriculture: notre marché s'approvisionne à l'étranger pour les quatre cinquièmes de notre consommation de fruits; nous en achetons 4,000 chars et plus, de pommes de terre, dans cette province agricole qu'est le Québec et qui doit rester agricole, si l'on veut que notre province persiste; nous achetons 4,000 wagons de pommes de terre. Rien d'étonnant à ce que le gouvernement se trouve souvent dans "les patates".

Nous achetons 50 % de notre lard de consommation, soit \$5,000,000, et cela, dans une province agricole, la province la plus progressive et la plus prospère, à entendre nos ministres, la province la plus essentiellement agricole. Pour la ville de Montréal seulement, 75 % de la consommation d'œufs, à savoir: 12,000,000 de caisses par an sont importées; nous importons pour \$2,000,000 de beurre et \$1,500,000 de graines de semences. Et cela, dans une province où l'agriculture a été sauvée, resauvée et sauvée encore une fois par tous les ministres de l'Agriculture qui ont passé par le régime libéral de 33 années.

Et, d'après des statistiques qui ne sortent pas de ma "bouche orduière", mais qui se trouvent dans le chant du cygne de l'honorable Perron⁵, nous importons pour la bagatelle de \$15,000,000 de

produits agricoles, alors que nos terres ne donnent pas la moitié de leur rendement. Dans cette province qui a de ces "démagogues forcenés" à la bouche tellement sale, ces derniers ont osé réclamer une politique plus convenable aux besoins de la classe agricole; ils ont réclamé à peu près les mêmes mesures qui se trouvent maintenant dans l'adresse.

Et voilà le bilan agricole du gouvernement. Quel beau régime que celui qui dure depuis 33 ans, que celui qui a abouti au désastre agricole. Et, sur ces points, nous ne savons pas ce que le gouvernement entend faire. N'avais-je pas raison de souhaiter aux nouveaux promus, au nouveau ministre de l'Agriculture en particulier, le courage nécessaire pour faire face à leurs responsabilités?

(Tenant en main le discours du trône) L'adresse annonce que l'émigration des nôtres est enfin arrêtée. Donc, il y a eu de l'émigration de nos gens. C'est donc que nos gens sont partis pour les États-Unis. L'adresse dit que l'émigration des nôtres est arrêtée et que des centaines de familles québécoises sont revenues des États-Unis et se sont établies dans la province. Donc, l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) sera en mesure de nous donner des statistiques à ce sujet. Il n'y a rien de surprenant dans ce retour des nôtres.

Mais sait-on que nos gens reviennent parce que notre voisin renvoie ici ceux qui ont négligé de se faire naturaliser? La loi américaine les empêche, en effet, d'obtenir du travail aux États-Unis sans certificat de naturalisation. Et il y a même des gens qui demeurent aux États-Unis depuis plusieurs années et qui ne se sont pas naturalisés. Or, plusieurs compagnies ne pouvant, de par la loi, leur donner de l'ouvrage, nos gens se voient forcés de revenir au pays. Ce n'est pas par attrait que nos frères nous reviennent, mais par obligation. Ces rapatriés savent trop bien que le gouvernement plie le genou devant les potentats de la finance américaine qui viennent ici, inondent nos terres, chassent les premiers occupants, les propriétaires, illégalement et "sans droit, de la façon la plus illégale possible," et qui ensuite vont demander l'absolution au gouvernement. Or, le premier ministre est heureux de les absoudre: il légalise leur effronterie, leur sans-gêne.

Et c'est là la prouesse magnifique du gouvernement, ce qu'il estime suffisant pour mériter une mention dans l'adresse. Je suis certain d'ailleurs que si nous examinions les pérégrinations des familles québécoises qui nous reviennent, nous constaterions qu'autrefois, c'étaient des terriens qui ont quitté la province pour aller aux États-Unis chercher la subsistance qui leur était refusée dans

leur patrie. Et, maintenant que le ministère annonce que l'émigration a cessé, j'espère que lorsque nous demanderons au ministre de nous apprendre quel nombre des nôtres ont quitté leurs foyers et leurs fermes pour aller à l'étranger, il pourra nous fournir les statistiques que nous réclamons depuis tant d'années.

Que fait le gouvernement pour la colonisation? Il a dépensé de forts montants, des sommes énormes dans l'Abitibi et, pendant ce temps-là, les vieilles paroisses se vident. Et non seulement le gouvernement a grandement dépensé dans l'Abitibi, mais il va continuer à y dépenser de très fortes sommes pour cette région située aux confins de la province et où le climat est plus rigoureux qu'ailleurs.

La politique de colonisation du gouvernement a été étudiée sous tous les aspects, et la population de cette province sait que lorsque des compagnies étrangères veulent se servir de la propriété de cette province, elles peuvent compter sans réserve sur l'appui du gouvernement de la province pour couvrir le résultat de leurs expérimentations dangereuses. Elles savent qu'elles peuvent tout tenter sous un gouvernement vraiment paternel, et faire passer par exemple une loi qui dira en somme: "Vous avez chassé la population du Lac-Saint-Jean et créé un précédent dangereux, mais nous sommes les amis du capital étranger et nous allons vous appuyer." D'ailleurs, depuis lors, nous avons eu une élection et le député de la place a été réélu, ce qui prouve que la population de la région est satisfaite. De sorte que vous avez raison de prendre de force leurs propriétés.

Halte-là, attendez! J'ai entendu, dans une assemblée publique, la voix de Laurent Barré, un homme qui a été vilipendé par les amis du gouvernement, qui disait que le jour où la loi qui garantit les droits de la propriété privée est mise de côté, est sacrifiée aux grands potentats, le précédent est plus dangereux peut-être que le gouvernement ne le croit.

Oui, les étrangers sont chez nous ici; ils sont mieux reçus que nous ne le sommes. Et puis, sous le régime de ces gens si aimables, si gracieux, si polis, si charmants, les chasseurs et les pêcheurs de notre province sont obligés de demander aux Américains la permission de pêcher et de chasser dans notre pays. Les poissons de nos rivières et de nos lacs, le caribou, et tout le gibier de nos forêts, sont plus à la disposition des clubs américains qu'aux habitants de notre province. Même ceux de nos concitoyens qui vivent de la chasse et de la pêche n'ont pas de chances contre le détenteur de permis d'un club américain. Dernièrement, je lisais, de Milton⁶, *Le*

Paradis perdu. Juste assez pour faire plaisir à la droite. Le paradis perdu, c'est notre chasse et notre pêche perdues, les gens du Lac-Saint-Jean chassés de chez eux, condamnés à s'enfuir en toute hâte, de fuir n'importe où, telles sont les méthodes de notre premier ministre.

Allons les Canadiens, ouche, allez-vous-en, faites place aux Américains. Les précédents les plus dangereux sont légalisés, et le premier ministre se qualifie ensuite l'ami des colons. Lorsque le premier ministre, fatigué du poids lourd de ses soucis, se retirera et publiera ses mémoires, il pourra faire imprimer en gros caractères noirs, pareils à ceux du *Soleil* pour imprimer une fausse nouvelle, le titre: "L'ami des colons", et ensuite le détail de tout ce qu'il a fait contre eux. Nous verrons alors une polémique comme celle du Maréchal Foch avec Clémenceau⁷. Il se fera bâtir un petit camp où l'on inscrira en grosses lettres: "L'ami du colon".

(Rires)

Dans l'adresse, on lit: "Le cultivateur et l'ouvrier sont les deux grands facteurs de prospérité. Mon gouvernement veut les aider dans toute la mesure du possible, et moi je voudrais bien savoir quand le gouvernement a l'intention de créer un ministère de l'Industrie et du Commerce."

L'industrie et le commerce ne sont pas florissants et, si j'ai lu convenablement les leçons de l'économie politique, lorsque l'industrie et le commerce périssent, le cultivateur et l'ouvrier ne peuvent pas être prospères. Si l'industrie et le commerce ne progressent pas, les ouvriers ne travaillent pas et alors n'achètent pas les produits maraîchers. C'est un cercle, ou un cycle. Nous ne pouvons pas enlever un élément sans que la roue cesse immédiatement de tourner. Donc, celui qui représente l'industrie et le commerce dans le cabinet ferait bien de réclamer l'établissement d'un ministère du Commerce. S'il y avait un tel ministère, le ministre aurait depuis longtemps réclamé l'encouragement de la petite industrie.

Je connais des exemples. Je connais des endroits pas trop loin de Montréal où les cultivateurs laissent pourrir leurs tomates sur les champs parce qu'il n'y a pas d'usine à proximité qui soit en mesure de prendre leurs récoltes pour la mise en conserve, tandis que nous importons pour des millions et des millions de dollars de produits maraîchers en conserve.

Bolchévisme, nihilisme, démagogie! C'est l'opposition qui demande l'établissement d'un ministère d'Industrie et de Commerce, afin de développer les petites industries greffées sur l'agriculture dans notre province.

Dans un de ses discours, M. Dufresne, l'ex-député de Joliette, que j'ai eu le plaisir de saluer tout à l'heure dans le corridor, réclamait la création d'un ministère du Commerce. Pourquoi ne pas donner à un ministre le moyen de pousser de l'avant notre industrie et notre commerce? Si c'est là ce que l'on appelle de la démagogie, j'ose espérer qu'il me sera permis pendant longtemps d'en faire. Car, maintenant, le gouvernement entend sonner son glas, et il réclame toutes les mesures préconisées par l'opposition, pour se cramponner au pouvoir.

Dans le département du procureur général, dirigé par le premier ministre, nous apprenons qu'il y a des émeutes dans la province. D'habitude, on entend par émeute un mouvement spontané de la foule. Mais je parle des émeutes préparées, organisées. Quel terme pourrais-je employer pour les qualifier? Je vais vous parler de la plus récente, d'une émeute préparée par l'organisateur du Parti libéral et que nos organisateurs ont fait avorter.

C'était à l'occasion de mon passage à Québec, il y a environ 15 jours. Je suis venu à Québec pour faire un discours, du moins c'est ce que j'avais l'intention de faire, mais un organisateur libéral bien connu du premier ministre, un que j'ai souvent vu, ici dans les corridors du parlement, un homme qui était autrefois un grand artiste de son métier, mais qui, maintenant, est un peu plus âgé et qui a perdu de son doigté et de son talent et de sa dextérité, a fourni à tous ses travailleurs une jolie, petite et gentille boucle bleue pour attacher au revers du veston⁸. En portant cette boucle, cela signifiait qu'ils faisaient partie de la bande de voyous, laquelle faisait partie du plan stratégique libéral, conçu par cet organisateur, pour empêcher le chef de l'opposition de parler à Québec. Voici certifié, comme copie conforme, le plan⁹ d'organisation de cette émeute, que je produirai devant cette Chambre, pour l'édification des députés qui pourraient avoir besoin de leçons sur la façon de disperser une assemblée.

Cinquante hommes dans un coin, voici encore 50 autres hommes dans l'autre coin, voici encore 50 hommes à gauche, et enfin voici au milieu un autre 150. Diable! Pourquoi ce déséquilibre? Il me semble qu'il y avait un défaut d'équilibre. Ce monsieur n'a certainement jamais étudié le traité du grand Foch ou de Napoléon, ou des autres grands guerriers des temps anciens ou modernes. Le but ultime, c'était de m'empêcher de parler. On n'a pas réussi. Ce monsieur, l'organisateur dont il s'agit, paraît dans les *Comptes publics* de la province. C'est un inspecteur des barrières de péage, qui sont maintenant abolies par le gouvernement comme l'on sait, d'après son programme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a cessé de l'être. Il y a un an qu'il n'est plus à l'emploi du gouvernement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Tiens! Je l'ai tellement bien décrit que le premier ministre l'a reconnu.

(Rires et applaudissements dans les galeries)¹⁰

M. l'Orateur: À l'ordre, s'il vous plaît! Je dois avertir les gens des galeries qu'ils n'ont pas le droit d'applaudir ou de manifester de quelque manière que ce soit. Il prie les auditeurs de s'abstenir de toute manifestation, soit d'un côté ou de l'autre¹¹.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quelle récompense donnera-t-on à ce stratège libéral qui a si lamentablement échoué? Je l'ignore. Les méthodes sont donc usées. Vous voyez ici une copie du plan qu'il avait distribué pour que tous ses travailleurs connaissent la place qui leur était attribuée. Je suis prêt, sur requête du premier ministre, à le déposer sur la table de la Chambre, afin que les stratégestes du parti puissent l'examiner. Ce plan, qui a gagné maintes batailles dans le passé, mais qui, de nos jours, ne réussit plus parce que les généraux se font vieux et qu'ils n'ont plus la même énergie et le même élan, la même vigueur et le même talent qu'autrefois, indique qu'il y a évolution dans le Parti libéral. Nous évoluons, que voulez-vous.

Je suis content d'apprendre que ce monsieur n'apparaît plus dans les *Comptes publics* de la province. Mais je présente son plan pour que les députés de cette Chambre puissent l'étudier, lorsqu'ils auront besoin de briser soit une assemblée du chef de l'opposition, soit une convention de leurs amis qui veulent les supplanter. Mais quant à la petite boutonnière, je ne peux pas la donner, car je n'en ai qu'un petit nombre et j'entends les garder. C'est comme dans la Légion d'honneur, où il y a toutes sortes de grades, en finissant par le plus haut, la grande croix. Et, comme je n'en ai qu'une dizaine, je les garde pour les grandes croix.

Ça me rappelle l'époque où le premier ministre était plus jeune. Il avait alors un double mandat, car il était à la fois échevin de Québec et député provincial de Montmorency. Un jour, est venu à Québec un homme qui devait parler. Il ne devait pas être un ordurier comme moi. C'était un tribun, un grand orateur entraînant, et un homme poli¹². Il est venu alors que le premier ministre était échevin. C'était à l'occasion d'une grande assemblée à Saint-Roch. Et, coïncidence étrange, le premier

ministre était présent à l'assemblée et l'orateur en question a été reçu à coups de cailloux, tout comme s'il avait été un "ordurier" ou un "démagogue". Je n'insisterai pas. Mais, si on veut faire le rapprochement, on verra que le plan qui a réussi, lorsque le premier ministre était échevin et député, était à peu près le même plan qui a raté tout récemment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oui, comme le plan Bray¹³ à Montréal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, mais dans ce cas, pas de cailloux! D'ailleurs, M. Bray n'a pas dû se servir de ce plan-là, car il aurait raté son coup.

(Rires et applaudissements)

Et je passe au département du secrétaire provincial (l'honorable M. David), le héros de la dernière élection de Deux-Montagnes. Il a dû faire comme Mahomet. Voyant que les deux montagnes ne lui venaient pas, il s'y est rendu. Il a été d'une probité politique, d'un langage mesuré et juste, et d'une grande délicatesse de sentiments. Il s'est servi des méthodes les plus recommandables, à part celle d'avoir appliqué certains titres au chef de l'opposition. L'orateur à la bouche d'or, qui a employé des méthodes tellement recommandables, est allé jusqu'à traiter le chef de l'opposition d'incendiaire. Mais, dans la chaleur du débat, lorsque l'éloquence s'étend, quand la foule frémit, lorsque tous les yeux regardent fixement dans ceux de l'orateur, on ne doit pas tenir compte d'un mot de plus ou de moins, d'une torche ou un torchon de plus ou de moins, dans le cours du discours.

À l'Instruction publique, ceux qui ont, dans cette province, la mission de relever le niveau intellectuel ont sous leur tutelle des commissaires d'écoles qui enseignent aux enfants comment parler de leurs adversaires politiques, comment traiter les adversaires politiques. Comme je le disais tantôt, l'un est un petit avocat de Montréal, qui voulait entrer dans la politique, mais qui ne pouvait pas réussir à se faire accepter par son propre parti comme candidat officiel. Il est petit, mignon, mais il parle comme un chef d'opposition. Il a réussi à force de menaces au gouvernement à se faire nommer commissaire et a vanté à Saint-Eustache les bienfaits de l'instruction publique.

Sait-on que, dans cette province, les maîtresses d'école ont les salaires les plus bas, à tel point que la majorité d'entre elles ne peuvent se faire une carrière de l'enseignement? Et elles sont là, rien que dans

l'espoir de trouver un sort meilleur. Sait-on que le salaire moyen est environ de \$300 par année, soit \$6 par semaine? Et, l'on viendra dire, dans le discours du trône, que rien n'a été négligé pour l'enseignement. Et le ministre ose dire, dans l'adresse, que le gouvernement a l'intention de faire de plus grands sacrifices, pour la haute instruction.

Allons donc! L'aide aux universités et aux collèges classiques, j'en suis, mais avec les surplus dont on se vante, ces surplus d'élection, ne pourrions-nous pas fournir aux commissaires d'écoles des sommes suffisantes pour payer les maîtresses d'école, de façon à ce que la majorité d'entre elles puissent se faire une carrière de l'enseignement et étudier cette profession à fond? Il n'y a pas d'équilibre, c'est l'élite et la plèbe.

Ce n'est pas à la petite école que la maîtresse, qui doit voir à la propreté des enfants et à maintes autres choses, peut réussir avec un pareil salaire. Cela prend toute une étude approfondie et toute une carrière pour apprendre à diriger les intelligences et les consciences fragiles des enfants. Et c'est la petite maîtresse d'école qui doit prendre la responsabilité de cette lourde tâche. Aujourd'hui, on annonce des réformes dans ce domaine; c'est encore le glas de Huntingdon. Nous allons payer chacun une augmentation de salaire à trois maîtresses d'écoles dans la province.

L'honorable M. David (Terrebonne): Avec plaisir. J'accepte cette offre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous voyez? L'opposition n'a qu'à demander une chose pour l'obtenir. Le glas de Huntingdon! Je ferai remarquer à l'honorable secrétaire provincial que nous devons payer cette augmentation personnellement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Bien entendu, et pourtant je suis plus pauvre que vous.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous voyez comme il a soin de son honneur. Pourtant, je ne voulais pas de suggestions contre lui. Mais le ministre a maintenant une bouche d'or. C'est plus facile à tenir propre. Les octrois du ministre sont comme une balance de pharmacien: on pèse avec des grains.

Avez-vous jamais entendu dire que certaines commissions scolaires recevraient plus d'octrois que d'autres, les rouges, par exemple, plutôt que les bleues? C'est le cas de l'école de Compton où j'ai

entendu un ancien trésorier provincial, aujourd'hui président du Conseil, dire: "Vous avez demandé une école et vous l'avez obtenue, une école en briques. Est-ce que cela vous a payé d'avoir un ministre? Cette école, vous l'avez obtenue, et elle ne vous coûte rien." Nous sommes allés aux renseignements. C'était une école de \$50,000¹⁴; cependant, avec quels soins méticuleux ils donnent ces octrois. Je déclare que dans le département de l'Instruction publique, comme dans les autres d'ailleurs, c'est le patronage et le favoritisme politique qui dominent. Le département de l'Instruction publique est rongé par le chancre du patronage.

Je cite encore cet extrait de l'adresse: "Je dois ajouter que l'Instruction publique est un des premiers soucis de mon gouvernement. Les *Comptes publics* vous feront voir qu'il n'a reculé devant aucun sacrifice dans ce domaine, depuis la petite école primaire jusqu'aux universités."

J'ai souvent réclamé dans cette Chambre les octrois pour les écoles primaires d'enseignement supérieur. A-t-on jamais répondu à mes réclamations? Pas que je sache. Et pourtant, le directeur de l'Instruction technique à Montréal m'a dit: "C'est dommage que les deux tiers de nos étudiants ne soient pas des nôtres et qu'ils ne nous arrivent pas avec la même préparation primaire que les autres. Ils n'arrivent pas avec les diplômes qui correspondent à ceux des "high schools" anglais et, par conséquent, ils restent en arrière"¹⁵.

Pourquoi ne pas donner aux écoles primaires supérieures les mêmes octrois qu'aux collèges classiques? Les avocats, les pharmaciens, les notaires, les dentistes, les médecins, c'est très bien, mais ce n'est pas tout. Ils ne sont pas tout le gouvernement de la province. Pour les collèges classiques: \$10,000 par année; pour les universités, des millions et de belles bâtisses au flanc de la montagne, des monuments pour les générations à venir; mais, pour l'école primaire supérieure: rien. Des octrois pour les universités, pour Laval, McGill et Montréal avec la danse des millions dans le flanc de la montagne, les millions aux Américains. Pas de cours moyen, rien pour les écoles primaires supérieures afin de donner un essor à notre peuple.

Pourtant, dans un récent discours, le premier ministre, en suppliant, a recommandé à nos gens de rester chez nous, mais avec quoi? Avec le désastre de l'agriculture? Avec quoi? Avec la ruine de l'industrie du papier? Comment le peuvent-ils, avec des manufactures de papier qui fonctionnent une journée ou deux par semaine? Ça prend le bon Dieu pour créer, et non un gouvernement. Il faudrait la toute-

puissance pour pouvoir faire quelque chose d'une pareille situation. La petite maîtresse d'école à \$300 par an et pas un sou d'octroi pour l'école primaire supérieure. Et cette belle situation existe après 33 ans d'un régime libéral. Et, avec tout cela, *Le Soleil* va me traiter demain de démagogue et d'ordurier¹⁶.

L'adresse annonce: "Les hôpitaux, les crèches et les refuges se multiplient et le placement familial, inauguré l'année dernière, donne d'excellents résultats". Ah, Ah! Le gouvernement peut être très fier. Les hôpitaux! Donc, il doit y avoir plus de maladie et la santé publique n'avance pas. Et puis les crèches?

(Moment d'hésitation)

Je passe outre. Et des refuges? La race est donc malade, la race est pauvre, pauvre? Les Canadiens français ne sont pas riches? Comment pourraient-ils l'être?

Quels moyens le gouvernement leur a-t-il donnés pour qu'ils atteignent à la richesse, les ouvriers, les cultivateurs? Tout ce que je dis, c'est que le gouvernement, dans une adresse lue par le lieutenant-gouverneur de la province, affirme et écrit que les hôpitaux, les crèches et les refuges se multiplient dans la province. C'est donc signe que la santé publique ne s'est pas améliorée au cours des dernières années et que les gens ne peuvent vivre ici.

Maintenant j'aborde un sujet brûlant: les écoles juives. Voyons ce que j'ai dit et ce qu'ont dit les électeurs de la province à ce sujet. J'ai dit: "Ce n'est pas une lutte antisémite que je veux déclencher. Non. Je me proclame bien large dans mes vues. Mais c'est une lutte procanadienne-française et procanadienne-anglaise que je veux entreprendre."

Le 8 octobre dernier, je disais dans le quartier Préfontaine, à Montréal: "Il se pose actuellement dans la province un grave problème, un problème scolaire. On prétend, dans bien des milieux, que le gouvernement a outrepassé ses pouvoirs en accordant des privilèges scolaires à un groupe minoritaire. Et, de fait, le gouvernement a outrepassé ses pouvoirs en agissant comme ministre de l'Instruction publique. Le ministère de Boucherville, en 1875, abolissait le ministère de l'Instruction publique et enlevait la direction de notre enseignement aux politiciens pour la confier à un conseil formé de nos principaux éducateurs. Le premier ministre a rompu avec cette tradition; il n'a pas voulu faire confiance au Conseil de l'Instruction publique, prétendant pouvoir faire mieux que nos éducateurs. L'opposition proposait alors un amendement à l'effet de référer la question au Conseil de l'Instruction publique; il a été battu".

Quelles insultes m'ont été lancées par les journaux libéraux, sur cette question. Voyons donc combien nous nous éloignons l'un de l'autre à ce propos, le secrétaire provincial et moi.

La Presse, du 1^{er} décembre 1930, écrivait¹⁷: "Passant à un autre ordre d'idées, l'honorable M. David fait discrètement allusion à l'entente conclue, et qui sera ratifiée à la prochaine session provinciale, entre les catholiques, les protestants, les non-catholiques et les non-protestants, concernant la fameuse question des écoles juives à Montréal, et il insiste sur ceci: qu'il est bon qu'on sache qu'il n'y a que deux peuples au Canada: un peuple majoritaire anglais et un peuple minoritaire français. Pas de troisième minorité. Ces deux peuples seuls doivent se partager ce pays, coopérer ensemble à sa prospérité, et, cela, sans créer de troisième minorité. Ils doivent assurer aux autres minorités leurs privilèges scolaires, conformément à leur foi religieuse, mais tout en respectant scrupuleusement la Constitution qui nous régit. L'honorable M. David va plus loin. Il soumet que les membres des minorités qui nous sont étrangers ont le devoir de devenir Canadiens. Tout immigrant, selon lui, s'il ne réclame point sa naturalisation à la suite de ses cinq ans de séjour requis de nous, devrait être sommé de le faire, et rapatrié en cas de refus. Celui qui, pour une raison ou pour une autre, ne peut gagner son pain ni celui de sa famille dans son propre pays d'origine et vient le demander à notre pays devrait s'y faire naturaliser".

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette déclaration ne date pas d'hier. Il y a 10 ans que j'ai déclaré, à Toronto, que quiconque entre au Canada et ne demande pas d'être naturalisé au bout de cinq ans devait être considéré comme indésirable et renvoyé à son pays, à moins de cas spéciaux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que nous avons prétendu le contraire? Nous avons déclaré qu'il y avait une majorité anglaise et une minorité canadienne-française. Oui, des circonstances spéciales peuvent toujours se produire. Pour moi, il n'y a pas d'autres groupes que la majorité anglaise et la minorité canadienne-française. Et je n'ai menacé personne. Mais, si on continue de parler comme l'a fait le député fédéral de Montréal-Cartier, M. Samuel William Jacobs, vendredi soir, si on continue de parler de moi comme il en a parlé, je ne répondrai de rien¹⁸. Il lit un rapport d'un journal disant que M. Jacobs avait déclaré ce qui suit en parlant de lui:

"This man is yellow, if you know what I mean. He does not know the first rule about conducting himself because he is an ignorant man who knows something about abuse, and only that. People will not make the same mistake about him twice. Abuse never got anyone anywhere. Do you know that he is not wanted even in his own party?"

"You know what he did to block the C.N.R. plan. Here is a man, at the time of his election, who had not enough money to pay his rent."

(Pause)

Cela se peut fort bien, mais cela n'est pas une affaire d'intérêt public. Je n'ai pas payé cette rente avec l'argent gagné, comme il le sait, aux dépens de cette province. C'est possible, mais ce ne sont pas des affaires de M. Jacobs, et peut-être qu'il ne me plaît pas de le payer de la façon dont M. Jacobs l'a fait, en violant les lois de mon pays. Je suis chez moi ici dans ma province. Qu'on le sache.

(Applaudissements)

Nous avons, dans cette Chambre, deux députés juifs, et un troisième, le député de Montréal-Mercier (M. Anatole Plante), qui m'ont tous promis une "hot session". Je les attends¹⁹.

M. Jacobs continue: "He gets \$20,000 today, but not one cent of that has he contributed to the poor of Montreal." Does he know that?²⁰ Did I go in his private pocket book to find out how much he gave? No, I will never do that. It is none of my business. I hope some of the members here will tell him to mind his own business.

Nos²¹ adversaires disent que je suis en train de commencer la lutte de races parce que je réclame la même chose que réclame le secrétaire provincial (l'honorable M. David), rien de plus. La législation de l'an dernier ne sera pas nécessaire. Alors, est-ce qu'on sait que c'était là un jeu pour me battre lors des élections municipales à Montréal? Pensez-vous que c'était fait pour régler la question des écoles dans le but de donner justice à la minorité juive? Jamais, non jamais! C'est lancé pour soulever le cri de race afin de battre le maire de Montréal, mais ça n'a pas réussi et le plan n'était pas meilleur que l'autre dont j'ai parlé. On a sacrifié notre droit d'aïnesse pour faire battre un adversaire en créant un problème de race.

Voilà un beau monument à l'honneur de ces grands hommes. Pour battre un adversaire, ils n'hésitent pas à lancer une loi des écoles juives au nom du principe sacré du droit des minorités, et cela, pour combattre une "torche incendiaire"; et le premier ministre a affirmé aux évêques que les enfants juifs seraient jetés sur le pavé si telle législation n'était pas passée.

Pourtant, savez-vous ce qu'un chef juif m'a dit? Il m'a déclaré que J. J. Creelman, ex-échevin et ancien président de la Commission scolaire protestante, lui avait affirmé que jamais il n'avait été question de jeter les enfants juifs sur le pavé. Il doit y avoir assez de "Canayens" ici pour protester, mais les députés ministériels applaudiront. Je n'en dirai pas davantage. Ce M. Creelman a été remplacé par M. Mathewson, que j'ai défait aux dernières élections par une majorité de 40,000 voix. Voilà ce que le gouvernement libéral a fait. Voilà ce que les membres de la droite appellent des tactiques honnêtes.

Voilà un beau gouvernement libéral, un beau régime. Même si on n'estime pas hautement un adversaire politique, on ne devrait pas le faire tuer par une race étrangère. Mais que voulez-vous? Le gouvernement libéral est même prêt à sacrifier sa race dans l'espoir de vaincre un adversaire. Savez-vous qu'à Québec, on a mis dans la bouche d'un interrupteur des paroles qu'il n'avait jamais prononcées²²? Le rapport donné par la *Gazette* de Montréal était erroné. Un interrupteur a lancé: "Que les Juifs s'en aillent ailleurs, chez eux, s'ils ne sont pas satisfaits."

Je lui ai répondu: "Mon ami, s'ils veulent se rendre à votre demande, qu'ils se rendent en Palestine, ils ont un pays tout trouvé" et qui leur est réservé. Or, le journal a fait dire par l'interrupteur: "Que les Juifs s'en aillent chez le diable." C'est faux. La *Gazette* peut le nier, et le représentant de la *Gazette* peut le nier tant qu'il voudra, ce n'est pas vrai²³. Un député juif m'a promis une "hot session", mais je n'en ai jamais eu d'autre sorte, ici, autant qu'il m'en souvient.

Je m'en tiens à la déclaration de principe suivante. D'accord avec notre loi d'instruction publique, les questions scolaires, dans lesquelles les intérêts des différentes races sont en jeu, devraient être soumises au Conseil de l'instruction publique et être décidées par ce Conseil. Non par le ministre, mais par le Conseil d'instruction publique formé d'éducateurs et de membres du clergé et des éducateurs et des membres du clergé protestant. C'est ça, le Conseil de l'instruction publique, le seul corps officiel autorisé en la matière. Mais, comme chef d'un grand parti ayant des responsabilités peut-être plus que je voudrais en avoir, pourquoi aimerais-je voir se substituer un ministre de l'Instruction publique?

Quel ministre ici ou ailleurs accepterait de prendre sur ses épaules la responsabilité du ministère de l'Instruction publique et de diriger l'instruction

publique dans notre province? Lequel de ceux que nous avons devant nous accepterait de le faire? S'il y en a un dans cette Chambre, qu'il nous le dise lorsqu'il fera son discours. Nous irons ensuite devant le peuple, et nous verrons lequel des deux triomphera.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois que l'allusion est assez directe. J'ai déclaré devant cette Chambre il y a deux ans, et je déclare de nouveau, que nous avions raison d'être entièrement satisfaits de voir les affaires de l'instruction confiées au Conseil de l'instruction publique, et j'espérais qu'il ne serait jamais question d'un ministre de l'Instruction publique. Il est donc injuste de citer l'un de mes discours pour laisser entendre que je désire être ministre de l'Instruction publique. Je n'ai jamais voulu du titre de ministre de l'Instruction publique. Qu'on ne cherche pas cela. Donc, personne ne s' imagine qu'il trouverait chez moi aucun désir de devenir ministre de l'Instruction publique. On m'offrirait ce poste sur un plateau d'or que je le refuserais parce que cela ne serait pas à l'avantage de la province qu'il y eût chez nous un tel ministère.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dans ce cas, pourquoi le ministre a-t-il agi comme ministre de l'Instruction publique en passant outre à l'autorité du Conseil pour établir sa loi des écoles juives? Pourquoi alors le gouvernement ne s'est-il pas adressé à ce conseil pour régler le problème des écoles juives?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons d'abord eu une consultation avec Son Éminence le cardinal Taschereau...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Taschereau ou Rouleau?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pardon. Nous avons consulté le cardinal et les évêques. La législation proposée fut décidée à la suite d'une entrevue avec Son Éminence le cardinal Rouleau et Messieurs Gauthier, Courchesne et Comtois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Très bien, mais seulement après avoir affirmé aux évêques que les enfants juifs seraient flanqués sur le pavé à Montréal, si la loi ne passait pas.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas du tout.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): En tous les cas, j'ai indiqué que nous réclamerions le rappel de la loi, puisque la situation doit rester dans le *statu quo* et qu'il ne sera pas nécessaire de laisser cette loi dans les Statuts de la province, afin que nos enfants ne l'aient pas toujours devant leurs yeux pour leur rappeler le temps où nous étions presque sur le point de sacrifier notre peuple. Conséquemment, "Hot session for Houde promised": nous l'attendons et nous sommes prêts.

Passons aux terres et forêts. Le discours du trône dit: "Québec est, de toutes les provinces canadiennes, celle qui est la plus richement dotée de chutes d'eau pouvant fournir de l'énergie électrique. Notre développement dans ce domaine a, depuis quelques années, fait d'énormes progrès et les industries se multiplient, créant des centres où l'ouvrier trouve du travail, et le cultivateur, un marché pour écouler ses produits. Mais mon gouvernement croit qu'il est nécessaire de vulgariser l'énergie électrique et d'en rendre l'accès facile à nos campagnes. La Commission des services publics a été chargée d'étudier ce problème et j'espère que, bientôt, nos districts ruraux pourront profiter d'un système qui rendra la vie à la campagne plus heureuse et mieux rémunératrice par la distribution de l'énergie électrique à des prix convenables."

Tout d'abord, l'industrie de la pulpe et du papier traverse actuellement une crise telle que nous n'en avons jamais vue. L'optimisme du premier ministre, basé sur rien au banquet de la Chambre de commerce, à Montréal, n'empêchera pas la crise de continuer et de se développer et de devenir tellement aiguë que jamais, dans cette province, nous n'aurons vu autant de chômage et de misère à la fois. Je le prédis et je l'établis.

Le premier ministre a déclaré à la Chambre de commerce: "L'industrie du papier dans notre province s'est développée et continue chaque jour ses progrès, grâce à nos forêts dont les richesses ne peuvent que nous conduire vers les sommets de cette industrie."

Les sommets, on les a atteints. Nous périlions. Les moulins se ferment, nos ouvriers sont sur le pavé; c'est un désastre pareil à celui de l'agriculture, de la colonisation et de tout ce que le gouvernement entreprend. Voici ce que dit M. Charles Duquette, président de la Chambre de commerce et membre de la Commission du chômage: "Des renseignements privés que j'ai reçus indiquent que le chômage dans Québec est de 5 % de la population et qu'il est particulièrement occasionné par la désorganisation complète de l'industrie de la pulpe et du papier et du commerce du bois de construction."

Maintenant, l'un des deux ne connaît rien si l'on compare les deux déclarations. Le premier ministre dit que l'industrie du papier continue ses progrès, chaque jour. Et la *Gazette* d'hier annonce la fermeture du moulin du Cap-de-la-Madeleine. Le moulin de Dolbeau est fermé depuis des années.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, le moulin de Dolbeau n'est pas fermé.

Une voix derrière M. Houde: Le moulin n'est pas fermé à Dolbeau. C'est à Val-Jalbert.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pardon, je voulais dire le moulin de Val-Jalbert. Et le moulin de Chicoutimi, je me demande s'il marche encore. Val-Jalbert, Cap-de-la-Madeleine, plus de 400 ouvriers qui chôment parce que leur compagnie ne peut pas leur donner d'ouvrage. Et le premier ministre annonce à la Chambre de commerce de Montréal que tout va bien. L'autruche a la tête dans le sable et le reste dans l'air, et il n'y a pas d'ennemi qui vient. Je demanderais aux journaux - pas au *Soleil* qui nous traite de comédiens et passe le chapeau dans le public pour injurier ceux qui le défendent - je demanderais aux journaux de nous dire s'il n'y a pas une crise du papier dans la province.

À Hull, moulin fermé, à Cabano, moulin fermé aussi, à Val-Jalbert, le village est parti. Et le président de la Chambre de commerce dit que c'est dû à la désorganisation de l'industrie du papier et du bois de construction. Il est clair qu'il y a une crise dans la province. Le ministre a fait plusieurs voyages à New York, et il sait qu'on a créé un monopole, une combine, une entente, pour augmenter le prix du papier de \$5 la tonne, pour vendre le papier de \$55 à \$60 la tonne, pour empêcher la crise de devenir plus aiguë. Et pourtant, il proclame que tout va bien, que la province est prospère et que l'industrie est prospère. On dit même que le président de l'International Paper, M. Graustein, abandonnera ses intérêts dans les compagnies de papier, pour les placer dans les ressources hydrauliques. Et cependant, le premier ministre continue à affirmer que tout est prospère.

Mais, si ces industries périssent, les débentures restent dans la province, alors que les actions qui donnent droit de vote sont entre les mains des étrangers. Qu'est-ce qu'il adviendra aux porteurs de débentures de cette province, s'il survient un désastre dans l'industrie du papier? Les stocks ont été cédés aux étrangers et ce sont eux qui élisent les directeurs.

Afin de protéger les porteurs de débentures, le premier ministre ferait-il, en tel cas, ce qu'il a fait pour la Banque Nationale et la *Machine agricole* de Montmagny? Risquerait-il la sécurité de la province pour sauver les placements d'argent? La crise devient chaque jour de plus en plus sérieuse. Nous voyons venir le moment où ils viendront chez le premier ministre lui demander de faire pour eux ce qu'il a fait pour la banque. Tout ce qu'il a pu faire, c'a été de conseiller aux compagnies de se mettre ensemble et de fixer leurs prix, d'établir une combine. Il est vrai qu'il y a une loi contre les combines, mais c'est un moment de crise. Voilà le conseil qu'il a donné et la conduite qu'il a encouragée.

Les difficultés sont dues au fait que les compagnies ont inondé les "stocks", et je serais anxieux de savoir quel est le nombre des actions communes qui ont été données pour influence politique. Ces compagnies n'ont pas été surprises d'entendre l'opposition se plaindre des taux d'électricité. À Québec, il se fait une enquête, et on constate que nous payons l'électricité quatre à cinq fois plus cher qu'à Toronto, la ville mère. Et pourtant, vous avez le développement de la Duke-Price et autres à vos portes. Mais il y a toujours des gens dont on graisse les pattes, pour mouiller les stocks. Et quand toutes les pattes sont graissées, il n'est pas étonnant que vous soyez obligés de payer trop cher pour votre électricité. On a trop flatté ses propres intérêts et le peuple n'a obtenu absolument rien. C'est pour cette raison que je crains pour le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) qui veut la vulgarisation de l'électricité sur les fermes; les gros intérêts lui nuisent.

Le discours du trône s'en rapporte à la Commission des services publics pour étudier les taux d'électricité. Cette commission a suffisamment à faire. Je suggérerais le choix d'une commission de techniciens, de personnes bien au fait de l'industrie, pas des amis du gouvernement, mais des experts dans l'industrie, pour réviser les tarifs des compagnies et leurs stocks mouillés, afin d'établir le véritable capital et les prix qu'on devrait payer pour donner un juste profit sur ce capital. Et j'ajouterai à cela l'abolition de la taxe pour l'inspection des installations d'électricité, taxe ridicule et onéreuse.

Par exemple, les installations dans des étables et des fermes coûtent de \$50 à \$60, rien que pour l'inspection. Comment voulez-vous que les gens introduisent l'électricité chez eux quand ils doivent payer un tel tribut avant d'en faire l'installation? Et les compagnies, en plus, ne veulent pas étendre leur service d'électricité, parce qu'il en coûte trop cher

pour installer les lignes de transmission. Que le gouvernement commence par abolir la taxe, ou sinon la réduire. Ensuite, qu'il forme une commission d'experts non composée exclusivement des amis du gouvernement - car "amis du gouvernement" ne signifie pas "experts" - mais des experts en matière d'électricité.

Et maintenant le Labrador. J'affirme encore une fois que le premier ministre de cette province et les ministres d'Ottawa n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû faire. Je ne blâme pas le premier ministre de la province, tout seul; il a dû collaborer avec Ottawa. Mais je comprends qu'il y avait une manifestation organisée pour le premier ministre de la province. Le grand chef de ce beau tribut d'hommages est allé même en Europe, pour préparer ce grand triomphe.

Mais le premier ministre est revenu de Londres sans le triomphe et sans le Labrador. Terre-Neuve, qui avait retenu les services des meilleurs avocats et techniciens, est allée chercher des experts en zoologie, en géologie, etc., de réputation internationale et admis comme autorités dans tous les pays du monde. Elle engage des avocats de Londres, les amène ici à Boston, pour qu'ils étudient l'affaire avec les experts. De sorte qu'ils pouvaient poser des questions pertinentes et intelligentes et se renseigner de première main.

Aussi, Terre-Neuve a eu gain de cause parce que sa cause a été mieux préparée, mieux présentée, et par des techniciens plus compétents. Tous les experts étaient présents et la cause prête. Terre-Neuve a mieux présenté sa cause et, comme résultat, nous avons perdu le Labrador. Nous n'avions pour nous aider qu'un petit rapport des géologues.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable chef de l'opposition est complètement dans l'erreur. Il est assez difficile de discuter au long cette question dans le débat sur l'adresse. Si mon honorable ami veut mettre une motion à l'ordre du jour, nous viderons la question du Labrador une fois pour toutes et nous prouverons que notre cause a été admirablement préparée et plaidée. Nous prouverons que nous étions aussi bien préparés que Terre-Neuve.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est une brimade. L'honorable premier ministre en fait quelquefois. Il a déjà dit dans Montréal-Sainte-Marie que le chef de l'opposition aurait peut-être besoin de l'assistance publique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois qu'il vaut mieux régler ce point tout de suite.

Je n'ai jamais dit cela. Je n'ai jamais parlé de l'honorable chef de l'opposition. J'ai dit que le Parti conservateur, qui critiquait tant l'assistance publique, serait très heureux d'avoir cette institution à laquelle il a fait tant d'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) consent à reporter une motion à l'ordre du jour, pourvu que la chose ait lieu à la fin de la session, afin qu'il puisse réunir ses pièces justificatives.

Quittons le Labrador et revenons à Québec, après avoir passé par les chutes et les richesses que nous avons perdues. Est-ce que quelqu'un s'occupe du reboisement de nos forêts? Où en sommes-nous? Est-ce vrai que la loi de la province est respectée sur la coupe du bois, qui ne doit pas dépasser tant pour cent du reboisement? Y a-t-il des statistiques sur ce point?

Où en sommes-nous? Que nous restera-t-il? Vous allez voir qu'il n'y aura pas de réponses, ni de renseignements donnés sur ces questions. M. Barnjum²⁴, qui a été critiqué, traité de pessimiste, de broyeur de noir, de fanatique, a publié un volume qui prouve que nos forêts disparaissent et que nous souffrons d'inondations par suite de la perte de nos forêts.

M. Ernest Desbiens, de La Tuque, a déclaré que certaines compagnies ont mis le feu dans la forêt spécialement dans le but de payer meilleur marché les droits imposés sur la coupe²⁵.

Est-ce que la coupe se fait de façon raisonnable? Le gouvernement n'a-t-il pas manqué de prévoyance, lorsqu'il a laissé déboiser à tort et à travers? J'ai les noms des directeurs de l'International Paper. Rien d'inquiétant que des difficultés aient surgi quand on voit que le sénateur Smeaton White, président de la *Gazette*, est un des directeurs de l'International. On se demande, par exemple, comment le premier ministre peut s'arranger avec tant d'amis sur le directorat de cette compagnie, quand il doit demander à M. Graustein d'agir de telle ou telle manière. Par les journaux, le premier ministre a l'air d'avoir agi avec toute l'énergie voulue, mais on s'imagine qu'il s'est arrangé avec ses amis du directorat.

On s'étonne parfois que certains journaux ne nous soient pas sympathiques. Ils sont bleus à Ottawa et rouges à Québec. J'ai les noms des directeurs de l'International Paper, la *Gazette*...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Laquelle? Celle du Nord? Ou la *Gazette* de Montréal?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Celle que l'honorable premier ministre préfère²⁶. Le propriétaire de la *Gazette*, le sénateur White, est directeur de l'International Paper, dont le président, M. Graustein, se conduit en maître ici sans que le premier ministre ne dise un mot... Il y a *L'Événement* aussi. M. Fortier, son directeur, est également directeur de la Canadian International Paper.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Belle éloquence parlementaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas celle du premier ministre. Mon éducation, ma formation ne me le permettent pas. Mais, cependant, le gouvernement a mis dans son adresse du trône ce que je réclame et je sais, malgré tout, ce qui l'attend aux prochaines élections... M. l'Orateur, je crois avoir parlé assez longtemps cet après-midi. Il est 6 heures. Je demanderais l'ajournement à ce soir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien. Nous allons suspendre la séance jusqu'à huit heures et demie.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse en réponse au discours du trône.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avant de passer au département du Travail où, entre parenthèses, personne ne travaille, revenons sur une idée exprimée antérieurement. Je veux dire encore un mot des articles des journaux bleus à Ottawa, que le premier ministre a cités comme approuvant son gouvernement.

J'ai dit, cet après-midi, que le premier ministre cite des journaux qui prétendent être conservateurs, afin de montrer que les conservateurs de la province n'apprécient pas énormément l'attitude du Parti conservateur provincial, mais que c'est le gouvernement libéral qui a leur approbation. J'ai cité en particulier la *Gazette*, dont le président est maintenant directeur de l'International Paper, avec laquelle le premier ministre a eu les difficultés que nous connaissons,

avec laquelle il en aura davantage peut-être, puisque le programme Graustein doit se borner maintenant à la question hydroélectrique. Il n'y a rien d'étonnant qu'on ait des difficultés avec une compagnie qui a un chef libéral bien connu comme directeur.

Pour *L'Événement*, qui est à peine conservateur à Ottawa, libéral à Québec, il y a d'autres raisons, en particulier la nomenclature dans les *Comptes publics* pour des contrats d'impression. Mais *L'Événement* n'est pas si bien soigné que *Le Soleil*, de sorte qu'il n'est pas si ardent. Mais le propriétaire de *L'Événement* est un directeur de l'International Paper. Et puis, dans l'élection de Huntingdon, il y avait, si je ne me trompe pas, un M. J. W. McConnell, qui a appuyé la candidature de M. W. G. Scott, ministre dans le cabinet. M. McConnell est directeur de l'International Paper. M. Donat Raymond, trésorier du parti pour le district de Montréal, est lui aussi directeur de l'International.

Et le pire de tout, c'est qu'on m'informe que pas un de ces directeurs n'a plus d'une part dans la compagnie, et ces parts sont toutes endossées en blanc, de sorte que si un directeur devient hostile, on peut l'éliminer. J'ai affirmé ce fait dans la Chambre et il n'a pas été contredit. Donc, nous avons des Canadiens éminents agissant comme directeurs de compagnies avec lesquelles le gouvernement a toutes sortes de difficultés et dont le président a tenu tête au gouvernement de toute la province.

Il n'est pas étonnant qu'on rencontre toutes sortes de combinaisons qui empêchent le premier ministre de faire ce qu'il devrait faire. Le premier ministre lui-même a dit que nous sommes protégés par des Canadiens éminents au directorat de l'International Paper: Smeaton White, Fortier, Dandurand, etc. Nous protégeraient-ils? Où cela? Depuis quand? Je tenais à signaler ces faits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ce ne sont pas des Américains, ceux-là.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est ce qui me surprend de voir des Canadiens éminents faire partie du bureau de direction d'une compagnie qui en impose même au premier ministre de toute une province et à laquelle l'honorable premier ministre doit faire la leçon en leur disant de se mieux conduire vis-à-vis de notre commerce et de notre peuple. Et voilà que l'on sait pourquoi les journaux cités par la droite n'approuvent pas la politique de la gauche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Croyez-vous que ces messieurs, MM. Fortier et

White, seraient prêts à vendre leur province pour une part dans ces compagnies?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, mais le premier ministre a dit que nous étions protégés par la présence de ces Canadiens dans le bureau de direction de l'International.

Je passe au département du Travail. Le discours du trône mentionne qu'il y a une crise économique mondiale, mais qu'il ne faut pas exagérer la situation, que, toutefois, pour utiliser la loi fédérale du chômage, la session a été convoquée plus tôt, mais que nos merveilleuses ressources vont nous permettre de rétablir notre équilibre social.

J'ai entendu affirmer par le premier ministre que le chômage dans la province n'était pas grave; il n'a pas dit ça peut-être d'une façon catégorique et absolue, mais de façon à laisser présumer que le chômage chez nous n'est pas un problème.

Le premier ministre a affirmé, la semaine dernière, n'avoir jamais nié la crise du chômage. Or je vois dans un journal de Québec, *Le Soleil*, que, lors de l'avant-dernière session fédérale, l'honorable Mackenzie King affirmait avoir reçu un télégramme²⁷ du premier ministre disant que la province ne voulait pas d'assistance du pouvoir central.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
De quelle date, ce télégramme?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Du 4 avril 1930. Je cite le *Hansard*²⁸... Non, pardon, je cite *Le Soleil*.

M. Tremblay (Maisonnette): Prenez-vous *Le Soleil* pour le *Hansard*? *Le Soleil*, ce n'est pas le *Hansard*.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le député de Maisonnette me pose toujours des problèmes embarrassants. Je demande la protection de cette Chambre.

(Rires de la Chambre)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Lisez donc le télégramme de M. King au mois d'avril.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Tout de suite? Ce n'est pas le Labrador, cela. Le Labrador plus tard, mais le télégramme, tout de suite.

M. Fortin (Beauce): Lisez le télégramme.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Voyons, soyons de bon compte, je ne l'ai pas ce télégramme. Je lis un article du *Soleil* rapportant un discours de M. King, où il affirmait avoir reçu un télégramme du premier ministre. D'après M. King, ce télégramme disait...

"M. Alexandre Taschereau, premier ministre de la province de Québec, ne veut pas de l'aide fédérale."

Et voici un extrait d'une lettre de M. Taschereau au sénateur Robertson²⁹:

"In the meantime, I wish to inform you of what we have been doing this summer and shall do during the coming season to help relieve the seasonal unemployment, the seriousness of which I must confess has been exaggerated, for with the coming of winter when road building and construction are stopped, when our ports are closed, tourist traffic is at a standstill, and general activities are relaxed; unemployment is always present otherwise we would be short of men during the summer months³⁰."

Et voici comment *Le Soleil* reproduit les paroles de M. King: "La province de Québec ne veut pas de l'aide du fédéral, les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard n'ont envoyé aucune demande de secours."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Lisez donc mon télégramme!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La copie se trouve dans votre bureau. Je ne l'ai pas en main, mais je prends les faits dans *Le Soleil*. Ce n'est pas le *Hansard*, mais je suis en mesure de croire que le premier ministre y ajoute foi, puisque c'est son organe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai confiance en vos paroles, mais lisez-moi le télégramme, c'est tout ce que je veux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
L'honorable premier ministre devrait le connaître, puisque c'est lui qui l'a dicté, à moins que regrettant ce qu'il contenait, il avait été le réclamer pour le détruire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je veux que vous me lisiez le télégramme lui-même.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas un télégramme que le premier ministre veut

dire, mais télégraphe, les télégraphes de Sainte-Marie³¹, voleurs d'élection. Sainte-Marie, la police provinciale.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
(Souriant) Alors, lisez le télégramme.

M. Fortin (Beauce): Le télégramme.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):
L'honorable député de Beauce, depuis qu'il est devenu franc rouge...

M. Fortin (Beauce): J'ai toujours été rouge.

Des députés à droite: Le télégramme, le télégramme.

M. Duplessis (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je me vois dans l'obligation de rappeler cette Chambre à l'ordre. Le chef de l'opposition occupe une position assez sérieuse et délicate pour avoir droit à la parole quand il la désire, et je demande qu'on cesse ces interruptions. Les honorables députés devraient avoir plus de décorum.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'affirme que le *Hansard* rapporte que M. King a dit qu'il avait reçu un télégramme du premier ministre du Québec qui était en plein accord avec lui pour croire qu'il n'y avait pas de chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Avez-vous été d'accord avec votre chef M. Bennett, vous? L'avez-vous suivi dans sa campagne?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, seulement j'ai plus confiance dans la parole du premier ministre fédéral cité par le *Hansard* que le premier ministre qui, lui-même, n'a pas confiance en celle de ses chefs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Montrez-nous donc mon télégramme.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne l'ai pas. Demandez-le à M. King. De deux choses l'une. Ou ce télégramme existe, ou il n'existe pas. S'il existe, on doit prendre la parole de l'honorable M. King affirmant ce que j'ai dit en Chambre. S'il n'existe pas, M. King s'est servi d'un prétendu télégramme, et l'honorable premier ministre doit lui en demander compte. Il y a certainement une de ces allégations de fausse. Laquelle?

Je vais vous lire du *Hansard*. Vous accepterez bien le *Hansard*. D'ailleurs, le *Hansard* répète la même affirmation de M. King.

"Le gouvernement a reçu du premier ministre de la province de Québec un télégramme, disant, non pas que le chômage était rendu au point d'exiger l'aide des autorités fédérales, mais bien qu'il n'y eût pas de chômage dans sa province et que celle-ci n'eût pas besoin d'aide de la part du gouvernement fédéral. Nos honorables amis imaginent-ils qu'il n'y a pas de chômage dans la province de Québec? Que fait-on des débardeurs qui, tous les ans, sont obligés de chômer, lorsque la glace est prise sur le Saint-Laurent, et qui rentrent dans leur foyer au début de l'hiver pour y rester jusqu'au printemps? Ce sont d'humbles travailleurs qui ne sont guère rétribués pour leur travail. Je me demande même s'ils gagnent autant que les travailleurs de l'Ouest canadien. Mais je n'ai entendu aucune plainte de leur part; ils se soumettent aux circonstances cette année comme ils l'ont toujours fait dans le passé, reconnaissant que c'est là un état de choses propre à l'occupation que le sort a voulu qu'ils exercent. Pendant le temps qu'ils travaillent, ils essayent d'économiser assez pour vivre pendant l'hiver³²."

Il cite une lettre du sénateur Robertson au premier ministre (l'honorable M. Taschereau), dont un passage de termine comme suit: "Mais il est visible par votre lettre que la situation dans votre province n'est pas aussi critique qu'ailleurs."

Donc, l'honorable premier ministre a déjà nié, en fait, qu'il y avait du chômage à Québec. Et, tout cela, quand le peuple souffre, a faim, se lamente. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour dire qu'il y a une crise dans cette province et que les gens demandent à manger. Le député de Matane (M. Bergeron) est satisfait, lui, parce qu'il fait ses trois repas par jour.

Et toutes ces déclarations sont faites pour empêcher le gouvernement conservateur d'Ottawa de rendre service à la population de la province de Québec³³.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a dit à Saint-Gabriel qu'un homme qui veut accomplir quelque chose doit avoir des idées constructives, mais non destructives. C'est admis. Mais je pense que l'allusion était pour votre humble serviteur. Et pourtant, deux jours plus tard, le discours du trône indique que le gouvernement de la province a accédé aux demandes de l'opposition.

Le discours du trône annonce comme une nouveauté la création de l'assurance collective d'État sur les accidents du travail. Voici le programme de la

convention conservatrice du mois de juillet 1929, qui contient cette réforme. J'ai moi-même proposé la création de cette assurance d'État. Et déjà, le 30 mars 1927, la gauche demandait que la loi des accidents du travail confînt cette clause. Le premier ministre, qui n'avait pas encore eu Huntingdon, a refusé. Par conséquent, encore une mesure proposée par les "agitateurs de passions", par ceux dont on disait: "Ils n'ont ni programme ni idée constructive." Le premier ministre assurait que le projet allait donner la loi la plus généreuse, la plus large que nous n'ayons jamais eue. Puis, sentant toutes les responsabilités d'un ministre du Travail ayant à supporter les travaux encore inachevés et interminables du palais de justice, il combattit notre point de vue en alignant de ronflantes périodes sur la veuve et les orphelins.

Lorsque nous propositions l'établissement de l'assurance collective, des assurances sociales, le gouvernement s'y opposait, sauf les députés de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) et de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Mais les compagnies d'assurances, par des tarifs abusifs, ont empêché des ouvriers de plus de 40 ans, ayant des petits défauts à peine perceptibles, non pas comme ceux que montre le chef de l'opposition, de trouver du travail. Je me demande si je ne dois pas remercier la Providence de me permettre de compatir aux cas de misère. Avoir été en butte à des embarras financiers il y a quelques années, ça permet de mieux comprendre l'ouvrier et ses misères. Le gouvernement a refusé d'adopter les mesures sages et rationnelles de l'opposition pour empêcher le peuple de souffrir. Et pourtant le peuple prie; il supplie; il crie! C'est lui qui se fait entendre par ma voix. Ses misères, je les ai connues, plus que bien d'autres. J'ai eu de l'expérience. Ça vaut bien des bouquins.

Il (M. Houde) cite les ministres qui s'opposaient à l'assurance d'État, aux pensions de vieillesse.

L'honorable secrétaire de la province (M. David) est allé plus loin que les autres. Il a dit: "Nous voulons essayer de ne pas séparer les vieux, d'avoir des refuges spéciaux, afin que l'on ne les sépare point." C'est l'opposition qui a suggéré que les vieillards mariés fussent admis dans le même asile afin qu'on les laisse vivre ensemble jusqu'à leur mort.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement n'a pas attendu pour tenter l'expérience. Si l'honorable député me le permet, je lui dirai que nous sommes à faire l'expérience de ces hospices où les vieux mariés peuvent vivre ensemble à Chandler, à Saint-Jérôme et à Rimouski.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, et j'ai félicité le gouvernement. Mais, lorsque nous demandions cela, on nous disait: "Ces démagogues sentent la démagogie comme la cheminée sent la suie." C'est l'honorable secrétaire provincial qui nous décochait ce trait, lui qui sait s'élever si haut quelquefois et étendre sa bonté à la protection des orphelins et des veuves.

(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député voit que lorsqu'on s'élève, on peut voir mieux les choses.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Enfin donc, et là encore, les idées de l'opposition avaient du bon. Mais on évolue, à droite. C'est comme la chrysalide qui, peu à peu, se transforme en ver à soie. Cette transformation est lente. Un chef solide ne peut se changer en un jour en papillon.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ni en éléphant.

(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, mais seulement l'éléphant se souvient du mal qu'on lui fait. Si vous faites avaler quelque chose à un éléphant, il vous le rendra, ne serait-ce que dans 100 ans.

Je conclus donc, encore une fois, que les idées du forcené, du démagogue, de l'incendiaire sont acceptées et se cristallisent dans le discours du trône. La loi parfaite des accidents du travail ne l'est plus, et on veut l'améliorer, en donnant raison à l'opposition de 1927, appuyée par les représentants de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch).

La même observation s'impose pour la question des pensions de vieillesse. Les conservateurs préconisent depuis longtemps les pensions de vieillesse et aux veuves. Nous en avons préconisé l'institution, et l'on nous accusait de demander une chose inconstitutionnelle et antisociale. C'est devenu constitutionnel et social, depuis l'élection de Huntingdon.

Le discours du trône parle d'améliorer la condition des travailleurs. Il y a longtemps que nous avons réclamé des améliorations de ce genre. Nous avons demandé des heures de travail beaucoup plus courtes pour les femmes et les enfants bien avant que la Commission du salaire minimum les ait fixées. Cette commission, elle a été demandée par M. Sauvé lorsqu'il était à ce fauteuil, comme du reste toutes les

réformes qui nous sont annoncées dans le discours du trône. Nous avons demandé que la femme ne soit pas à l'usine, le chômeur chez lui, et les enfants disséminés dans les hospices, sans connaître les caresses d'une mère, la chose la plus précieuse au monde. C'est ce que nous voyons, à cause de l'imprévoyance des gouvernants.

Un autre article du discours du trône parle d'un ministère du Travail distinct. Comment, un ministère du Travail distinct du ministère des Travaux publics? Encore une demande obtenue par le résultat de Deux-Montagnes et de Huntingdon. Pourtant, en 1922, le chef de l'opposition, l'honorable Arthur Sauvé, avait réclamé ce ministère du Travail. Il avait réclamé, de plus, la nomination d'un ouvrier pour prendre charge de ce ministère. Il y a, dans cette province, des ouvriers qui ont toutes les qualités nécessaires pour remplir cette charge. Qu'ils soient au goût du premier ministre, voilà qui n'est pas la même chose. Il est un certain ministre sans portefeuille qui a écrit des choses désagréables dans un certain journal local, et c'est probablement pour cela qu'il s'est vu enlever le portefeuille du Travail.

Le 10 mars 1927, M. Sauvé revenait à la charge. Le 23 janvier 1929, le député de Montréal-Dorion (M. Blain) demandait encore la création d'un ministère du Travail. Je ne comprends pas l'apathie, ou plutôt, la défaveur dans laquelle sont tenus les ouvriers de cette province. La politique du Parti conservateur a toujours été favorable à l'ouvrier. Le gouvernement se vante d'avoir doté la province d'une loi des accidents du travail. Mais elle s'imposait, à cause de l'intensité du développement industriel. Avant cette intensité, le Parti conservateur avait demandé des heures de travail plus convenables pour les femmes et les enfants dans certaines manufactures.

Je passe au trésorier provincial *pro tempore*, à tous les points de vue. Autrefois, c'était la faute à Papineau; aujourd'hui c'est la faute à Huntingdon s'il n'a pas été élu. Soixante-treize députés libéraux, 12 conservateurs³⁴. Pas de trésorier. Nous n'avons pas de trésorier. Nous en avions un. Ce n'est pas de sa faute à lui, s'il n'a pas été élu; c'est un excellent homme d'après ce que j'ai pu voir l'autre jour, lorsqu'il est venu prendre sa place au Conseil législatif. D'après son apparence, il ne méritait pas d'être battu. Ce n'est pas son apparence qui l'a battu, mais l'apparence des fautes du gouvernement.

Un ministre battu dans une élection complémentaire, mais c'est la première fois dans l'histoire de la province. L'honorable premier ministre n'a certainement pas de chance avec ses

trésoriers. Les précédents sont tous tombés malades les uns après les autres. Dans Compton, j'ai dit à M. McMaster: "Vous ne devez pas aller là; vous allez tomber malade." On essaie M. Scott dans Huntingdon. Pour comble de malheur, il est battu! Est-ce que la province est trop riche?

Le gouvernement annonce aussi, dans le discours du trône, qu'il va réduire les droits sur les successions et amender le Code municipal. La réduction des droits de succession mentionnée, c'est le rachat d'une promesse de l'aspirant trésorier provincial, battu dans Huntingdon, qui laissait entendre à certains grands et riches conservateurs de Montréal que les taxes de succession seraient réduites à cette session. Et vous verrez que ce sont les grandes fortunes qui seront protégées et que les petites successions seront laissées dans le *statu quo*. On verra de plus que les hauts supporteurs du parti verront leurs droits diminuer. Des grosses fortunes ont été transportées à Nassau, aux Bermudes, pour éviter la taxe qui devait être payée au gouvernement. Afin d'enlever au chef de l'opposition des supporteurs riches et influents, on réduira les droits sur leurs successions.

La dette de la province. Pendant qu'on engloutit le capital, la dette augmente. En 1920, elle était de \$36,000,000; en 1930, elle est de \$58,000,000. Les dettes des commissions scolaires et des corporations municipales augmentent également. Quant aux taxes, elles montent aussi, sous un gouvernement qui traitait ses adversaires de taxeux. Augmentation des dettes dans la province: \$216,000,000. Perte de capital au ministère des Terres et Forêts: \$27,000,000. Quant aux taxes imposées ici, quelle est la taxe qui a été abolie sous les 33 années du régime libéral? S'il se trouve ici quelqu'un pour me répondre, il me dira que, pendant toute l'administration libérale, il n'y a eu qu'une taxe d'abolie et elle rapportait la grosse somme de \$800 par année. Par contre, un grand nombre d'autres ont été établies. La taxe sur la gazoline a été portée de 2 ¢ à 5 ¢. On prétend même qu'on en serait venu à taxer même les nuages; mais on a taxé la foudre. Aujourd'hui, quelqu'un qui ne paie pas \$1 par pointe de paratonnerre est menacé des foudres du ciel.

Les ponts de péage. Le gouvernement a dit dans Deux-Montagnes: "Nous voulons prendre un homme qui vit d'un pont de péage." J'ai demandé un peu plus de logique et il a été défait. Le peuple est tellement en faveur d'une telle politique que le gouvernement a présenté, dans Deux-Montagnes, un candidat qui n'avait toujours vécu qu'avec ce moyen, et il a été battu.

L'Annuaire statistique. Je tiens à dire que le Parti conservateur, qui peut arriver au pouvoir à brève échéance, n'a jamais mis en danger la province. *L'Annuaire statistique* de 1914 est le seul qui ait publié les chiffres des régimes conservateurs. Depuis, d'autres sentiments ont prévalu. En 1868, le Parti conservateur s'occupait de chemins de colonisation. En 1869, le Parti conservateur créait le Conseil de l'agriculture. En 1871, organisation d'un concours des fermes les mieux cultivées. C'est le concours du Mérite agricole. En 1872, organisation de conférences agricoles. En 1873, établissement de la beurrerie dans Huntingdon. En 1875, le gouvernement avait des statistiques annuelles des mouvements de la population. Le gouvernement actuel n'en veut pas. En 1877, publication du *Journal d'agriculture* et fondation de la sucrerie. En 1880, division du ministère de l'Agriculture et des Travaux publics. En 1885, fondation d'une École de laiterie à Saint-Denis-de-Kamouraska; organisation des sociétés d'industrie laitière. En 1887, conférence interprovinciale; affiliation de l'École polytechnique à l'Université Laval. On s'occupait donc d'instruction publique avant la venue de l'honorable secrétaire provincial (M. David).

Il (M. Houde) cite aussi les principaux actes des gouvernements conservateurs de 1892 à 1897: fondation de l'École d'industrie laitière; prime pour l'exportation du fromage canadien en Angleterre; fondation d'écoles techniques. Puis, il cite tout ce que le Parti conservateur a réclamé dans l'opposition: séparation du domaine de la colonisation du domaine forestier; octrois pour la tuberculisation; remise des dettes des municipalités; prêt agricole à bas prix; électricité à bon marché; abolition de la loi des écoles juives, etc.

Il (M. Houde) s'attaque ensuite au département du procureur général (l'honorable M. Taschereau)³⁵.

Comment se fait-il que les avocats de la couronne prennent part aux campagnes politiques? La chose ne se pratique pas en Angleterre. On devrait empêcher cela chez nous de la même manière et pour les mêmes raisons, au même titre.

Je dirais la même chose pour l'Orateur suppléant de la Chambre, même si l'Orateur suppléant y participe. Ce n'est pas un reproche. L'Orateur suppléant (M. Vautrin) fera comme il voudra. Québec est la seule province du Canada où l'Orateur suppléant de la Chambre s'occupe de luttes politiques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et à Ottawa?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il se repose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'Orateur suppléant de la Chambre des communes, M. Armand Lavergne, se mêle activement de politique.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il fait comme l'Orateur suppléant de cette Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que ça fatigue l'honorable premier ministre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Non, non, mais cela montre qu'il n'y a pas que dans la province de Québec où l'Orateur suppléant s'occupe de politique.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'an dernier, j'ai dit que le Québec n'était pas aussi prospère que le disent *Le Soleil* et *La Tribune* de Sherbrooke. Je ne parlerai pas du *Canada*, car il tâte le terrain. Son nouveau directeur (M. Asselin) n'a pas toujours pensé comme le premier ministre.

Il (M. Houde) fait le bilan des surplus de la province jusqu'à date, contre les dilapidations des ressources naturelles pour démontrer qu'en prenant la richesse globale de la province, il y a un déficit de \$25,000,000, tandis que la dette totale provinciale, scolaire et municipale s'est accrue de \$116,000,000 depuis neuf ans. Le département du trésorier provincial (l'honorable M. Taschereau) annonce des surplus avec 12 fois plus de taxes. En 1897, la population était six fois moins taxée, et notre capital était moins disposé à être englouti qu'aujourd'hui. Cette année-là, notre patrimoine national était intact, et il n'y avait pas d'usurpation de la part des étrangers.

Le domaine forestier était intact. Il avait peut-être été concédé, mais il n'était pas exploité. Mais maintenant, après 33 ans de régime libéral, peut-on nommer parmi les compagnies qui sont établies dans cette province, qui la mènent, une seule compagnie canadienne-française qui dirige les opérations de pulpe et de papier ou d'électricité, qui soit maître chez lui? Que l'on me nomme une seule compagnie et je cesserai de m'occuper de politique. Ah! Nous avons une élite, qui est riche à millions d'universités. En bas, rien!

Je pose cette question au gouvernement, à ma province et à ma race. Il y a des patriotes du côté droit de cette Chambre. Il y a des gens qui ressentent le besoin d'aider la race. Il y a aussi des gens qui sont contents de voir leurs concitoyens de langue

anglaise exploiter nos ressources naturelles à leur profit, et qui sont prêts à les aider. C'est évident. C'est indéniable. Mais, sans faire de reproches aux Anglais qui œuvrent dans ce domaine, nous avons le droit de demander qu'on nous nomme un seul Canadien français qui dirige une papetière ou une compagnie d'électricité. Nous restons, dit-il, sans influence, esclaves de l'étranger dans notre propre pays.

En laissant les étrangers empiéter sur nos ressources naturelles, à tel point que nous n'en sommes plus les maîtres et que plus rien de nos pouvoirs d'eau et de nos forêts ne nous appartient, le premier ministre de cette province et ses prédécesseurs portent une responsabilité que je ne voudrais pas porter moi-même, et la province, la seule province canadienne-française de la Confédération, se chargera elle-même de venger cet affront fait à elle par un gouvernement qui a été à sa tête pendant plus de 33 années³⁶.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le débat soit de nouveau ajourné³⁷.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Bien que l'ajournement sur l'adresse en réponse au discours du trône ait été proposé mercredi le 3 décembre par M. C. E. Gault, député de Montréal-Saint-Georges, et que son nom figure au *Feuilleton* comme étant le premier orateur de la séance, c'est le chef de l'opposition qui prend la parole. "On le voit se lever lentement, repousser son siège du pied et mettre en ordre les nombreux papiers qui ornent son pupitre," selon *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1930, à la page 3.

2. Selon *Le Soleil*, *La Gazette* et *Le Droit* du 10 décembre 1930, M. J. L. Ralston est assis à la droite de l'Orateur sur le parquet du Salon vert.

3. *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1930, à la page 1, précise que M. Houde a livré son discours "tantôt

avec modération, employant l'ironie, tantôt avec vigueur, élevant la voix et frappant fermement sur son pupitre".

4. Roy, Jean-Louis, *Les programmes électoraux du Québec; un siècle de programmes politiques québécois*, Tome I, Montréal, Leméac, 1970, p. 234.

5. M. Perron est récemment décédé en fonction le 20 novembre 1930.

6. John Milton (1608-1674), poète puritain anglais, secrétaire d'État dans le gouvernement d'Oliver Cromwell (1599-1658).

7. Ferdinand Foch (1851-1929), maréchal de France, et Georges Benjamin Clémenceau (1841-1929), président du Conseil français, se trouvent à diverger d'opinion lors des négociations qui précèdent le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919. Le maréchal recommande que la frontière militaire de l'Allemagne soit fixée au Rhin, et que les pays de la rive gauche soient détachés du Reich et constitués en "États autonomes", mais unis à la France et à la Belgique par "un régime douanier commun". La Grande-Bretagne et les États-Unis s'y opposent, car ils craignent la création d'une nouvelle Alsace-Lorraine.

Bien que Clémenceau approuve initialement le projet Foch, il renoncera à demander le détachement des territoires de la rive gauche du Rhin et la formation d'un État rhénan. Il accepte l'offre de l'Angleterre et des États-Unis d'une "assistance militaire immédiate" dans le cas d'une agression allemande non provoquée, la démilitarisation de la rive gauche du Rhin et d'une zone de 50 kilomètres de large sur la droite, et l'occupation interalliée réduite à 15 ans, ce que Foch considère comme une occupation "égale à zéro". Selon lui, l'armée française devrait tenir les passages du Rhin sans limite de temps, du moins jusqu'à ce que l'Allemagne ait payé totalement sa dette de réparations. (Pierre Renouvin, *Le traité de Versailles*, Paris, Flammarion, pp. 66-71.)

8. Le chef de l'opposition prend dans une enveloppe une petite boucle bleue et la passe à sa boutonnière, selon *L'Événement* du 10 décembre 1930, à la page 10.

9. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 10 décembre 1930, à la page 3, M. Houde a montré à toute la Chambre "a sketch-map from his pocket". Il offre de déposer le plan, mais aucun ministre ne fait

signe d'approbation. Voir *L'Illustration* du 10 décembre 1930, à la page 2.

10. *Le Nationaliste et le Devoir* du 11 décembre 1930, à la page 1, écrit que: "la foule s'est amusée de l'incident que le premier ministre a pris allègrement d'ailleurs, riant l'un des premiers".

11. Selon *La Patrie* du 10 décembre 1930, à la page 1, M. Houde a parlé devant une salle comble; des centaines d'auditeurs se pressaient dans les galeries. *L'Illustration* du 10 décembre 1930, à la page 2, ajoute que cette "foule attentive" est restée jusqu'à la suspension et est revenue le soir pour la suite du discours.

12. Il s'agit de M. Henri Bourassa qui devait s'adresser à cette "assemblée des roches" à Saint-Roch, en 1907. Voir *L'Illustration* du 10 décembre 1930, à la page 2.

13. M. Joseph Allan Bray, ancien député (1923-1927) de Montréal-Saint-Henri, était organisateur du Parti conservateur dans la région de Montréal en 1930.

14. *Le Devoir* du 10 décembre 1930, à la page 4, et *Le Nationaliste et le Devoir* du 11 décembre 1930, à la page 4, donnent cependant un montant de \$500,000, ce qui est improbable pour l'époque.

15. La voix de M. Houde se voile et on sent qu'il éprouve quelque fatigue à parler, selon *L'Événement* du 10 décembre 1930, à la page 10.

16. Le chef de l'opposition retrouve un peu sa voix et il continue, selon *L'Événement* du 10 décembre 1930, à la page 10.

17. L'article se trouve aux pages 1 et 27.

18. Selon *La Presse* du 10 décembre 1930, M. Houde dirige son regard vers M. Jos. Cohen, député de la division de Saint-Laurent avant de prononcer ces paroles en anglais. En voici le texte français tiré de *La Presse* du 10 décembre, aux pages 20 et 27:

"Cet homme est un "jaune", si vous comprenez le sens de mes paroles. Il ne sait pas se conduire lui-même parce qu'il est trop ignorant. Il sait juste abuser et pas plus. Le peuple ne commettra pas deux fois la même erreur à son sujet. Son parti n'en veut seulement pas. Savez-vous ce qu'il a fait pour faire avorter le projet du C.N.R.? Voici un homme qui, à l'époque des élections, n'avait pas suffisamment d'argent pour payer sa propre rente. Il

gagnait \$20,000 par année et ne donnait pas un seul sou aux pauvres".

19. *Le Devoir* du 10 décembre 1930, à la page 4, écrit: Il y a un autre député juif qui m'a promis une "hot session".

20. *The Gazette* du 10 décembre 1930, à la page 15, écrit que M. Houde passe à l'anglais, croyant, semble-t-il, que le député de Montréal-Saint-Laurent ne connaît pas le français. Voici la traduction de ses remarques: "Qu'est-ce qu'il en sait, pour ce qui le concerne? Je n'ai jamais consulté son livre de banque, et je ne le ferai jamais. Ce n'est pas de mon affaire, et j'espère qu'il se trouvera ici quelqu'un pour lui dire de se mêler de ses affaires." Voir *La Presse* du 10 décembre 1930, à la page 27.

21. Selon *The Gazette* du 10 décembre 1930, à la page 15, à partir de ce moment, M. Houde poursuit en français.

22. M. Houde fait allusion à l'assemblée tenue à l'aréna de Québec le 16 novembre 1930 au cours de laquelle, lorsque M. Houde aborde le sujet de l'accord portant sur l'éducation des enfants juifs dans les écoles de la Commission scolaire protestante, un membre de l'auditoire aurait lancé: "To hell with the Jews." Voir *The Gazette* du 17 novembre 1930, à la page 2.

23. *Le Soleil* du 10 décembre, à la page 1, précise que M. Houde jette un regard sur la tribune des courriéristes en prononçant ces paroles. D'ailleurs, selon l'hebdomadaire *L'Union des Cantons de l'Est* du 18 décembre 1930, à la page 1, le chef de l'opposition "jette à tout instant un œil inquisiteur sur les galeries pour juger de l'effet de ses gestes et de ses paroles".

24. Barnjum, F. J. D. *Startling Facts and Fallacies regarding Canadian Forests*. Montréal: F. J. D. Barnjum, 1930.

25. Le ministre des Terres et Forêts n'étant pas à son siège, M. Houde réserve cette attaque pour une autre séance. Voir *La Presse* du 10 décembre 1930, à la page 27.

26. Certains journaux tels *Le Droit* et *La Patrie* situent cet échange à la reprise du débat en soirée.

27. *Le Soleil* et *La Tribune* font référence au "message" que M. Taschereau aurait envoyé à M. King pour déclarer que le chômage n'existait pas au Québec.

28. Il s'agit bien sûr du *Hansard* de la Chambre des communes.

29. M. Gideon Decker Robertson, conservateur, fut nommé sénateur le 20 janvier 1917 et ministre du Travail (1930-1932) dans le gouvernement de M. Richard B. Bennett (1930-1935).

30. Traduction de l'extrait de la lettre de M. Taschereau au sénateur Robertson:

En attendant, je veux vous dire ce que notre gouvernement a fait au cours de l'été, et fera au cours de la prochaine saison pour aider à remédier au chômage qui, je dois l'avouer, a été exagéré, car à l'approche de la saison d'hiver, alors que la construction et la réfection des routes sont suspendues, alors que nos ports sont fermés, alors que le mouvement touristique est arrêté et l'activité générale très diminuée, le chômage, comme il l'a fait dans le passé, ne saurait manquer d'exister. Si nous avions la main-d'œuvre suffisante pour les mois d'hiver, nous n'en aurions pas assez pour les mois d'été. Voir *La Patrie* du 4 octobre 1930, à la page 15.

31. "Télégraphe" réfère au bulletin de vote déposé dans une boîte de scrutin par fausse représentation. Des "passeurs" de télégraphes avaient été recrutés par les libéraux pour assurer la victoire de leur candidat Joseph Gauthier dans l'élection de Sainte-Marie du 16 mai 1927. Camillien Houde contesta le résultat et, devant l'évidence de la preuve, la Cour d'appel annula l'élection, le 12 décembre 1927, et fit émettre un bref pour une élection partielle que le maire Houde remporta le 24 octobre 1928.

32. *Débats de la Chambre des communes*, 4^e session, 16^e législature, 3 avril 1930, à la page 1200.

33. Cet échange au sujet du télégramme a duré un quart d'heure, selon *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1930, à la page 1. La version reconstituée est un amalgame des divers reportages.

34. La représentation en Chambre compte en réalité 70 libéraux, 11 conservateurs et un député ouvrier, M. William Tremblay (Maisonneuve).

35. *Le Journal* du 13 décembre 1930 à la page 3.

36. Selon les divers reportages, la longueur du discours de M. Houde varie entre 4 h 30 et 5 heures. À titre d'exemples, *Le Soleil* du 10 décembre 1930, à

la page 19, mentionne que M. Houde reprend son siège à 10 h 20 après un discours de près de 4 h 30. Quant au *Montreal Herald* du 10 décembre 1930, à la page 2, "Mr Houde resumed his seat fatigued by his five-hour effort". En outre, *Le Canada français* du 11 décembre 1930, à la page 1, qualifie son discours de "verbiage pour le moins étrange par le manque de concision... le chef de l'opposition a précisément répété, en l'amplifiant, le discours de l'an dernier".

37. Lorsque M. Taschereau propose l'ajournement, on compte à peine 20 députés du gouvernement, dont trois ministres, les honorables MM. Taschereau, Perrault et Francoeur. Chez l'opposition, neuf députés sont encore à leur siège à la fin de la séance, selon *Le Nouvelliste* du 10 décembre 1930, à la page 1. L'heure de l'ajournement varie entre 10 h 15, 10 h 20 et 10 h 30, selon les journaux.

Séance du mercredi 10 décembre 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bernard);

- de dame Angèle Allais et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de sœurs de Saint-Paul (M. Côté);

- de Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine-Georges Massey (M. Plante);

- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements nos 166 et 167 de ladite ville (M. Phaneuf);

- de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et lui accordant certains pouvoirs (M. Vautrin);

- d'Edward Winslow-Spragge et autres, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant le changement du nom de Edward Spragge-Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge et changeant le nom de Winslow en celui de Winslow-Spragge (M. Smart);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Papineau).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et augmentant ses pouvoirs (M. Blain);

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à The Shawinigan Water & Power Company (M. Grant);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à The Shawinigan Water & Power Company (M. Grant);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le titre de la cité à certains terrains (M. Grant);

- de Louis-Joseph Beaudoin et autres, demandant l'adoption d'une loi abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions (M. Marchand);

- de Maximillian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinan Orthodox Church of Lachine (M. Marchand).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Léonard Ethier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la faillite de la Caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924;

- de dame Alice Frances Dwane et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Dwane;

- de dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur Roy;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de l'honorable M. John Hall Kelly, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage de dame Marie-Adèle Dionne;

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Gilbert Aubrey Barber, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire;

- de Luther Hamilton Stilwell, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire;

- de Marie-Caroline Monk et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation Cherrier-Sénécal;

- du révérend père Marie-Eugène Prévost et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Fraternité sacerdotale";

- de The Canadian Transcontinental Airways Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions passées par le conseil municipal et par la Commission scolaire de la paroisse de Sainte-Foy;

- de la corporation scolaire de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la Donnacona Paper Ltd. une commutation de taxe;

- de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Charte de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Arthur Roy

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrat de mariage entre J. H. Kelly et M.-A. Dionne

M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 110 concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrats entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona et Donnacona Paper Co.

M. Gauthier (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 127 ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Donation Cherrier-Sénécal

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

G. A. Barber

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 76 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L. H. Stilwell

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 78 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine
de Montréal**

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de la Canadian
Transcontinental Airways**

M. Power (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Faillite de la caisse d'économie
des Cantons du Nord**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 81 concernant la faillite de la caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
John Dwane**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 84 concernant la succession de feu John Dwane.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital
de l'Enfant-Jésus**

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles
de Québec**

M. Cantin (Saint-Sauveur) demande la permission de présenter le bill 75 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congrégation de la
Fraternité sacerdotale**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 79 constituant en corporation la congrégation de la Fraternité sacerdotale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Rapport annuel de la
Commission des services publics de Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt et unième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1930. (Document de session no 19)

Travaux de la Chambre:**Aide aux chômeurs**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avant de passer à l'ordre du jour, pourrais-je demander à l'honorable premier ministre quand le bill du chômage sera définitivement adopté? Je pose cette question, car la ville de Montréal veut demander quelque chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons reçu ce matin la visite de M. Biggar, leader de votre conseil municipal. Il nous a soumis le cas de vos tunnels. Nous allons faire amender notre projet au Conseil pour aider la cité de Montréal. Nous sommes toujours prêts à faire ce que vous voulez quand vous nous le demandez de cette façon aimable. (Rires et applaudissements)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 9 décembre, sur la

motion proposée mercredi le 3 décembre courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)²:
M. l'Orateur, il paraît que les soirs de bataille, lorsque les fumées du combat se sont dissipées, il reste un dernier et pénible devoir à accomplir. C'est l'appel du rôle pour compter les camarades qui sont tombés pendant la bataille. Au commencement d'une session, nous devons aussi faire cet appel du rôle et, comme au soir de la bataille, compter les bons amis et les braves camarades qui sont disparus.

Depuis bien des années que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, il a fallu souvent faire l'appel du rôle, mais jamais autant que cette année il n'était parti d'hommes politiques qui me fussent aussi chers. Jamais la liste des camarades tombés n'a été aussi longue et n'a contenu de noms plus remarquables. C'est d'abord l'honorable Joseph-Édouard Caron, mon vieux camarade de luttes qui avait été mon collègue pendant 28 ans en cette Chambre et qui a tant fait pour sa province. M. Caron avait senti venir la mort et il s'était retiré, mais seulement après avoir donné à sa province le meilleur de lui-même et planté des jalons que les hommes d'aujourd'hui et ceux de demain devront suivre. Il est tombé en pleine lutte, en bon soldat que la mort vient foudroyer.

Un peu plus tard dans la même semaine, nous perdions l'honorable Turgeon, un camarade d'université, l'un de ceux auxquels le Parti libéral doit d'être ce qu'il est aujourd'hui dans la province et tous les succès qu'il a remportés.

Notre autre collègue, l'honorable M. Perron, qui avait entrepris une si belle tâche pour la classe agricole, est tombé avant d'avoir pu réaliser le programme qu'il s'était tracé pour améliorer le sort de la classe agricole. Ce programme faisait l'espoir des cultivateurs. C'est ce programme, du reste, que le

nouveau ministre de l'Agriculture (M. Godbout) aura à réaliser. Je sais que mon jeune collègue (l'honorable M. Godbout) continuera son œuvre. M. Perron est tombé en pleine maturité. C'est un Canadien qui a fait honneur à sa race, à sa province et à son pays. Il est mort trop tôt. Je revois encore à Montréal, l'imposant cortège qui l'a accompagné à sa dernière demeure.

Ce cortège fut le plus grand dont Montréal n'ait jamais été témoin et j'ai été ému de ce que j'ai vu. J'étais profondément ému en voyant la foule qui se découvrait devant le cercueil de notre ami. Un seul homme n'a pas cru devoir respecter la terre fraîchement remuée de cette tombe de celui que tous pleuraient, mais il est mort en paix avec son Créateur; et en voyant les misères humaines de là-haut, il a dû pardonner à celui qui n'a pas respecté son tombeau. Nous avons aussi à regretter la mort de M. Vilas.

D'autres de nos collègues ont aussi quitté cette Chambre depuis la dernière session. L'honorable Antonin Galipeault est allé à la Cour d'appel mettre ses connaissances légales au service de la justice. Nous avons perdu et nous regrettons M. McMaster. Je lui souhaite de se rétablir et de venir reprendre son travail et ses activités. C'est même dans cette espérance que j'ai gardé son siège. Il m'écrivait ces jours derniers qu'il espérait venir reprendre son siège durant la cours de la session. J'en serais heureux.

Enfin, nous avons perdu M. Ouellet, qui est allé au Conseil législatif, et M. A. Roy, député de Lévis, qui est aussi passé à la Chambre haute. C'est une perte pour nous, mais un gain pour le Conseil, et je souhaite à nos deux amis de pouvoir donner, dans leurs nouvelles fonctions, tout le travail, toute l'énergie et toute la bonne volonté dont nous avons été témoins dans cette Chambre.

Un autre nous a quittés, un vieux compagnon de lutte, l'honorable M. Sauvé qui m'a fait face pendant 22 ans. J'ai livré de nombreuses batailles contre lui, nous nous sommes portés de rudes coups, mais je lui rends le témoignage que jamais il n'a frappé en bas de la ceinture et qu'il a toujours dirigé son parti avec la plus grande dignité, à travers des difficultés parfois très graves. Je lui souhaite tout le succès qu'il mérite dans la nouvelle sphère qu'il occupe et de garder la confiance que ses amis ont mise en lui à Ottawa, tout comme il a joui de la confiance et de l'amitié de bien des gens à Québec. L'honorable M. Sauvé est remplacé en cette Chambre par son fils, un tout jeune homme, le benjamin de cette Chambre, je crois. Je lui souhaite la bienvenue parmi nous.

(Applaudissements)

Il porte un beau nom. Il a de belles traditions à suivre, à conserver, et je lui souhaite, au cours de la carrière politique qu'il a peut-être devant lui, de faire toujours des luttes loyales et de se placer au-dessus des personnalités et de tout ce qui rabaisse la politique et les hommes publics dans notre province, pour mettre l'intelligence que la Providence lui a donnée, sa jeunesse et son bon vouloir au service des siens et de son pays.

J'espère que M. Paul Sauvé saura toujours s'élever au-dessus des mesquineries politiques, qu'il détestera les injustices et les injures qui font tant de tort à la vie publique et découragent parfois les hommes qui y sont entrés. Je veux que le nouveau député de Deux-Montagnes sache qu'il est accueilli ici avec la plus grande bienveillance de ce côté-ci de la Chambre.

En commençant cette session, nous avons des problèmes redoutables à affronter. Ces problèmes sont plus considérables que ceux de l'an dernier. Une crise sévit dans le monde³. C'est un fait que Québec en souffre moins, mais le Canada en souffre, l'Europe en souffre. Il souffle sur le monde un mauvais vent. Québec a donc des problèmes à affronter. Le chômage existe chez nous comme ailleurs, mais moins qu'ailleurs. Des économistes disent que le problème du chômage est dû à la surproduction; d'autres affirment qu'il est dû aux circonstances de la période d'après-guerre; d'autres encore prétendent qu'il est attribuable à la machinerie moderne, parce que le consommateur ne peut plus absorber les produits des industries surgies dans tous les domaines agricole, commercial et industriel. Nous sommes en face de difficultés contre lesquelles le monde entier doit se débattre. Je ne place le blâme sur aucun gouvernement. Je ne blâmerai pas le gouvernement Bennett qui aura à faire face à des difficultés, maintenant et plus tard.

La crise est mondiale et tous devront s'unir, au lieu de se jeter le blâme, pour trouver une solution au problème. C'est le temps pour les hommes de bonne volonté de s'unir pour essayer de régler les problèmes qui se dressent. Un de ces problèmes est celui de l'Ouest. Dans un discours récent, M. E. W. Beatty, président du Pacifique Canadien, a dit la nécessité pour le gouvernement fédéral de venir en aide aux fermiers de l'Ouest malades. La récolte de l'an dernier est encore à vendre et M. Beatty suggère à Ottawa de venir au secours des fermiers et des banquiers de l'Ouest et de l'aider à résoudre ces difficultés.

M. l'Orateur, je crois que les deux plus vieilles provinces de la Confédération, l'Ontario et le

Québec, doivent avoir un mot à dire là-dedans. Oh! Je sais que nous formons une grande famille, que lorsqu'un membre est malade, il faut le secourir. Je comprends que le Canada doit être uni et que tout le corps souffre du mal d'un de ses membres. En autant que le Québec est concerné, il est bien des fois venu au secours de l'Ouest. Nous avons créé l'Ouest, nous l'avons civilisé, nous lui avons donné ses chemins de fer et, en retour, il nous a donné un marché pour nos produits industriels. Nous avons besoin de l'Ouest et l'Ouest a besoin de nous.

Mais les provinces de l'Ontario et du Québec ont fait de l'Ouest ce qu'il est; elles l'ont ouvert et colonisé. Ce sont les vieilles provinces qui ont sauvé l'Ouest de ses embarras de chemins de fer. On sait ce que cela a coûté. Il y a deux ans, lors de la conférence tenue à Ottawa pour la remise des ressources naturelles aux provinces de l'Ouest, le Québec et l'Ontario ont dit: "Très bien." Et l'Ouest a reçu le contrôle de ses ressources naturelles sans aucune objection et sans compensation pour les provinces de l'Est. Aujourd'hui, l'Ouest vient de nouveau frapper à notre porte et demande notre aide. C'est un problème redoutable pour la paix et l'avenir du Canada que le gouvernement fédéral aura à résoudre.

Comment le résoudra-t-il? C'est au gouvernement fédéral de répondre. Je ne voudrais pas être à sa place. Tout ce que je demande à Ottawa, et si je puis parler au nom de la province de Québec, qui est bien disposée envers l'Ouest, c'est de consulter l'Ontario et le Québec lorsqu'il aura à résoudre ces problèmes. Si l'on me demandait mon avis, je dirais: "Québec est prêt à aider l'Ouest." Mais, puisqu'on nous demande de faire de nouveaux sacrifices, je crois que nous devons être consultés car, après tout, lorsque Ottawa aide l'Ouest, l'Ontario et le Québec en paient 80 %.

L'honorable chef de l'opposition a parlé hier des élections complémentaires. Le chef de l'opposition a entonné un chant de victoire, hier, un chant que j'entends depuis 30 ans en cette Chambre, mais qui se change toujours en plainte amère au soir des élections générales. Le chef de l'opposition a affirmé qu'il sera au pouvoir bientôt. Le pouvoir! Quel attrait il a pour le chef de l'opposition! C'est son unique ambition. J'aime ma province et je souhaite de tout mon cœur qu'elle ne soit jamais gouvernée comme Montréal l'est aujourd'hui.

(Applaudissements prolongés)

Victoire? Mais où? Depuis que le chef de l'opposition est assis dans son fauteuil, "*nihiliment*", comme il dit, il y a eu des élections. Chant de victoire! Mais où étiez-vous dans la Beauce, à

L'Islet, à Bellechasse? Que faisiez-vous dans Montcalm, dans Richelieu? C'est hier, ça... Nous avons eu trois élections dans trois comtés que le parti libéral fédéral a perdus le 28 juillet dernier, et dans lesquels nous avons fait les élections sous l'impression laissée par ces élections fédérales.

Maskinongé avait été perdu le 28 juillet, et pourtant, notre honorable ami le proposeur de l'adresse a remporté ce comté haut la main, il y a quelques semaines. Il le méritait, du reste, car des cultivateurs comme celui-là, plus il y en aura en Chambre, mieux c'est, et je cherche dans les rangs de l'opposition un cultivateur qui puisse représenter plus dignement la classe agricole. Où est le cultivateur qui a tenu la pelle ou le mancheron d'une charrue?

M. Renaud (Laval): J'en ai tenue une, moi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est tout récent alors, car le député de Laval n'exploitait pas la terre. Il exploitait autre chose. Nous avons remporté Maskinongé haut la main. Les agriculteurs du comté ont montré leurs sentiments envers le gouvernement. Et, dans Deux-Montagnes, un jeune homme d'une éloquence indéniable, conseillé par un père possédant une vaste expérience, s'est fait élire. Nous avons remporté une victoire morale. C'est un comté conservateur depuis 22 ans, mais nous avons réussi à faire baisser la majorité de 800 à 200.

M. Blain (Montréal-Dorion): Combien avez-vous dépensé d'argent pour cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons perdu Huntingdon, à cause de ce cri-là: "C'est un étranger." Et vous le savez, c'est là un cri auquel on ne résiste pas. Nous avons été défaits à Huntingdon pour des raisons locales. Mais, sur huit élections partielles, nous en avons remporté six. Vous en avez gagné deux sur huit. Nous sommes satisfaits; si l'opposition l'est aussi, tout le monde est content! Chacun a donc lieu d'être satisfait.

(Rires)

Mais quel genre de lutte a-t-on faite? Ce succès a été obtenu par le gouvernement malgré les calomnies et les injures de certains membres de l'opposition dans les différentes campagnes qui se sont suivies. Je lisais dernièrement dans une revue française le compte rendu des élections récentes en Allemagne. On y traitait des succès de M. Hitler...

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est un bolchéviste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous le connaissez?

Cette revue disait: "Tous sont venus grossir l'armée des mécontents. Ils se sont jetés dans les bras de ceux qui employaient le mensonge grotesque, et toutes sortes de moyens, pour servir les fins électorales." Selon l'auteur, il n'y avait pas d'argument trop invraisemblable, de promesse trop absurde, de calomnie trop ridicule pour les discours des candidats en tournée.

Y a-t-il eu au cours des campagnes récentes, dans la province de Québec, des personnes à qui on pourrait adresser ces remarques? Je crois que oui. Nous avons rarement entendu démagogues semblables.

Je me demande si nous ne serons pas obligés d'avoir une censure pour la radio, comme il existe une censure pour la presse, afin d'empêcher nos populations d'entendre les calomnies qui se répandent par la radio et faire taire ceux qui parlent à travers le microphone à nos paysans et sèment le mensonge, l'injure et la calomnie, sans que l'on ne puisse les en empêcher⁴. J'y reviendrai d'ailleurs tantôt en commentant le discours du chef de l'opposition (M. Houde) prononcé à l'aréna de Québec.

D'ailleurs, des mécontents, il peut y en avoir dans nos rangs, mais il y en a aussi dans les rangs de l'autre côté de la Chambre. Il y a des mécontents, nous a dit le chef de l'opposition. Oui, je sais qu'un membre de la gauche a voulu dernièrement faire "maison neuve" ou "maison nette" de l'opposition⁵.

(Rires à gauche)

Il a dit des choses qui m'ont surpris; que le chef de l'opposition est étroit. J'espère qu'il était sincère et, là-dessus, je suis d'accord avec lui.

(Rires et applaudissements)

M. Tremblay (Maisonneuve): Ne soyons pas étroits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je m'accorde avec l'honorable député de Maisonneuve pour dire que l'honorable chef de l'opposition est très étroit. Je veux répondre à mon honorable ami (M. Houde), mais pas par un discours de cinq heures, car ce qu'un discours gagne en longueur, il le perd en profondeur.

(Applaudissements)

Je référerai simplement à certains articles du discours du trône. Un des articles des plus importants, c'est celui qui se rapporte à la loi des accidents du travail, et j'attire l'attention sur ce point. L'opposition a dit que nous avions volé son programme. Non.

Nous n'avons rien volé à l'opposition. C'est la province de Québec qui a eu la première loi des accidents du travail en 1909. Nous étions alors la seule province de toute la Confédération, et même du continent, à donner une loi semblable à l'ouvrier. L'opposition avait été 30 ans au pouvoir, et elle n'y avait même pas pensé. C'est nous qui avons donné à l'ouvrier la loi des accidents du travail, des bureaux de placement, des inspecteurs des établissements industriels. En 1909, c'est nous qui avons fait faire une enquête par une commission à laquelle siégeait un ouvrier. Depuis, chaque année, la loi a été améliorée.

M. Galipeault a ensuite présenté la loi qui est actuellement dans nos Statuts. Ça, un programme volé? Non! Nous avons mis la loi Galipeault à l'essai. Nous avons nommé une commission qui a fait rapport, et c'est sur ce rapport que la législation actuelle a été fondée et qui fait le fond de la présente loi des accidents du travail. Nous avons cru que la loi actuellement dans les Statuts était celle qui convenait le mieux à Québec. Nous avons déclaré à cette époque, et depuis, que nous avions fait une tentative, un essai, et que si nous trouvions une meilleure loi, nous la prendrions. L'ouvrier a dit qu'il voulait l'assurance collective. Cette forme sera-t-elle meilleure que la loi actuelle? Peut-être. Nous nous rendons à la demande de l'ouvrier, et nous lui donnerons une loi telle qu'elle existe dans l'Ontario, avec des amendements suggérés par les commissaires de la loi ontarienne, s'ils croient que la loi peut être rendue meilleure.

Lorsque la loi Galipeault a été présentée, nous avons nommé M. Mitchell⁶, qui a parcouru plusieurs pays et qui a étudié les systèmes en vigueur. On lui a dit que le système de la province de Québec est un meilleur système que celui de l'assurance collective. Toutefois, nous essaierons. Nous voulons l'améliorer encore. Les points faibles de la loi actuelle, je suis prêt à les admettre. Ces points faibles sont les suivants: la loi enlevait le montant global payable à un ouvrier pour le remplacer par une rente, parce que nous pensions protéger la veuve. On nous a fait valoir qu'il était préférable de s'inspirer du système français de rentes plutôt que de payer des montants forfaitaires. Sur les suggestions de nombreuses délégations, nous l'avons enlevée, la rente.

Il est vrai que l'on nous avait dit auparavant que l'ouvrier qui reçoit une somme considérable, ou sa veuve, peut gaspiller son argent, ou en faire de mauvais placements et, au bout d'un an ou deux, se trouver devant rien et à la charge du public. D'autres nous ont dit: Si vous donnez à l'ouvrier blessé, ou à

sa veuve un montant global, cela lui permettra de s'acheter un petit commerce, ou une terre, et de gagner sa vie. Nous avons l'intention, dans la loi que nous présenterons, de rétablir l'assurance globale.

Autre point faible de la loi actuelle, c'est le droit des patrons de s'assurer eux-mêmes. Résultat, les bons risques s'assuraient eux-mêmes, et les mauvais risques donnaient leur assurance aux compagnies et payaient trop cher. Il y a encore un autre point faible, celui qui consistait à fixer l'indemnité d'après le salaire moyen retiré par l'ouvrier au moment de l'accident. Ce n'est pas juste. Le jeune homme de 17 ou 18 ans devenu impotent pour le restant de ses jours ne retirait que la rente d'après son salaire moyen.

On a dit que la loi empêchait les ouvriers de plus de 40 ans de trouver du travail. Ce n'est pas exact. Cette affirmation est erronée en autant que la loi est concernée. Le taux d'assurance est basé sur le nombre d'employés et le salaire payé, mais l'employeur qui s'assurait lui-même pouvait faire une distinction. Il pouvait prétendre, lorsqu'un homme d'un certain âge lui demandait du travail, qu'il était forcé, à cause des taux d'assurance, de prendre un employé plus jeune. Cela n'était pas dû à un défaut de la loi, mais à un défaut de la personne, à qui il avait donné la permission de s'assurer elle-même; pourtant, rien dans la loi ne pourrait justifier cette façon d'agir. Ce sont les patrons "self-insurers" qui refusaient d'employer les hommes à 40 à 50 ans.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La loi permettait aux patrons cette pratique en les laissant "self-insurers".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est précisément ce que je dis. Nous allons changer la loi.

M. Tremblay (Maisonnette): Il y a des compagnies qui faisaient une différence entre les hommes mariés et les célibataires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, excepté quand il s'agissait de patrons qui s'assuraient eux-mêmes. Cela n'était pas juste, mais cela ne résultait pas de la loi. Il n'y aura plus de cela. La Commission des assurances du travail répartira les taux sur tout le monde, le riche comme le pauvre, et il y aura sûrement des inconvénients à cela.

M. Renaud (Laval): Ça peut se perfectionner. Elle n'est pas bonne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Elle est aussi bonne que possible. Il n'y a qu'une chose qui ne se perfectionne pas, c'est la culture de mon honorable ami.

Il faudra la collaboration étroite, cordiale et sympathique des patrons pour que la loi fonctionne bien. Il faudra qu'ils paient sans se faire tirer l'oreille. Deux fois par an, la commission demandera un chèque à tous les employeurs. S'ils ne paient pas volontiers, la Commission verra à les faire payer; et si la perception se fait mal, les taux de ceux qui paieront seront plus élevés. Il y aura encore des inconvénients à la loi avec l'assurance collective, mais j'espère que les patrons paieront, qu'ils soient riches ou pauvres.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est un inconvénient politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non. Il y aura inconvénient si les patrons ne paient pas, mais nous comptons sur leur bonne volonté.

On trouvera dans le discours du trône que le gouvernement a pris des mesures pour offrir aux cultivateurs des conditions de prêt plus avantageuses. On trouve que le taux d'intérêt du crédit rural est trop élevé, et c'est avec raison. Mais le gouvernement provincial n'en est pas responsable, car cette loi du crédit rural est une loi fédérale. Le crédit agricole est une institution fédérale. Les cultivateurs de la province de Québec ont demandé à emprunter \$1,000,000 à la Commission du prêt agricole.

Aujourd'hui, Ottawa écrit que les chèques sont prêts pour \$750,000, mais il y a une chose ennuyeuse. Malgré que ces \$750,000 soient prêts à être distribués, la Commission du prêt n'a pas de fonds. Voici une lettre adressée par le crédit rural à un monsieur dont l'emprunt a été accepté et qui attend son argent.

"In reply to your inquiry of recent date with respect to the above application for loan, we beg to advise that the Board is prepared to approve a loan of \$800 (retaining \$300 until completion of barn), on the security offered and appraised.

"At the present time, however, cheques have been drawn up by head office on all banking firms made available to the Board for loaning purposes, and further cheques therefore cannot be issued for such purpose until suitable arrangements can be made for additional financing.

"As, if and when the arrangements above referred to are completed, a cheque for the amount of said loan will go forward to the Provincial Office."⁷

(Signé: A. H. Brown, secrétaire). La lettre est du 28 novembre⁸.

Je ne comprends pas beaucoup comment le gouvernement d'Ottawa écrit aux cultivateurs de Québec qui comptent sur le crédit rural pour avoir de l'argent et dont le prêt est accepté, pour leur dire: "Votre prêt est accepté, mais nous n'avons pas d'argent pour vous payer." Quel est le résultat? Nous trouvons que des messieurs parcourent la province de Québec en disant: "Si vous n'êtes pas payés, c'est la faute du gouvernement de la province de Québec."

M. Tremblay (Maisonnette): À qui était-ce adressé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

À M. W. A. Hetherington. Voilà la situation, malheureusement. Et cela permet de créer l'impression, dans la province de Québec, que c'est la faute du gouvernement provincial. C'est faux. Que faisons-nous? Eh bien, pour moi, le taux de l'intérêt est trop lourd. Nous sommes toujours prêts à aider les cultivateurs et, à l'avenir, chaque cultivateur qui empruntera du crédit agricole aura son argent à 5 %. Nous avons pensé que 6½ % d'intérêt, c'était trop pour les cultivateurs. Nous avons décidé que le gouvernement de Québec paierait lui-même 1½ % de l'intérêt, afin de soulager le fardeau des cultivateurs. Allons-nous réussir? Je ne le sais pas, mais nous allons essayer.

Il y a la question d'enregistrement qui ajoute aux frais de l'emprunt. Nous avons un système d'enregistrement qui est compliqué. Nous ne pouvons pas commencer maintenant à bouleverser notre système d'enregistrement, mais nous allons voir si, au point de vue du prêt rural, il ne serait pas nécessaire de simplifier notre méthode d'enregistrement, de sorte que nos cultivateurs puissent obtenir leurs prêts sans trop de frais supplémentaires pour les formalités.

On dit, à travers notre province, que le gouvernement n'aime pas les cultivateurs et qu'il se désintéresse de leur sort. Le chef de l'opposition a dit que nous n'aidions pas les cultivateurs. Mais je suis bien content de parler devant un de mes nouveaux collègues, qui est ici présent.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, j'ai confiance en mon jeune collègue, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). Il me permettra de lui faire une confidence en lui disant que je l'ai choisi après le discours qu'il avait prononcé de son siège là-bas, sur le discours du trône, à l'ouverture de cette Chambre

au commencement de l'année. Et j'ai reçu des témoignages d'un bon nombre de cultivateurs qui me prouvent que mon choix a été heureux. Notre collègue connaît la classe agricole. Il saura l'aider. Il aura un lourd fardeau à porter et il recevra une succession difficile, même deux: celle de feu M. Caron et de feu M. Perron. Il est jeune; il connaît la classe agricole avec laquelle il a vécu depuis sa jeunesse.

Tout le problème du cultivateur lui est connu, et je lui demande de mettre à la disposition de sa province et de la classe agricole tout ce qu'il a d'énergie, d'intelligence et de cœur, car il a été dit en plusieurs lieux et avec beaucoup de vérité que ce qui assurera la survivance de la province de Québec et de notre race, c'est la classe agricole. Mais il sera à la hauteur.

(Se retournant vers l'honorable M. Godbout) Mon cher collègue, je vous confie cette classe agricole que vous aimez. Vous aurez de graves problèmes à résoudre. Donnez-lui le meilleur de vos efforts et je sais que, suivant les études que vous avez faites, l'énergie que vous possédez et cette qualité de modestie qui vous permet de rester très en contact avec les cultivateurs, il vous sera possible de réaliser ce que nous demandons de vous.

Vous aurez un programme considérable à réaliser. Il y a le chaulage des terres, la coopération entre les cultivateurs, les fermes de démonstration et les collèges agricoles, les écoles primaires agricoles, et toutes sortes de choses utiles aux cultivateurs et nécessaires au succès de votre tâche.

Considérant la voirie de la province de Québec, nous avons 13,000 milles⁹ de routes solides permanentes. Nous avons dépensé pour \$100,000,000 pour faire de nos routes des routes de première classe. L'honorable chef de l'opposition a parlé hier d'une campagne dans la Nouvelle-Angleterre contre la province de Québec, à cause des ponts de péage, mais, M. l'Orateur, malgré les temps durs que nous avons traversés, malgré même les ponts de péage dénoncés par l'opposition, nous trouvons qu'il est entré dans la province de Québec cette année environ 2,500,000 personnes et quelque 711,000 autos, 102,000 ou 16 % de plus qu'en 1929.

Le chef de l'opposition se scandalise des ponts de péage. Il y en a 100 dans l'État de New York. Quand nous allons aux États-Unis, nous payons pour traverser sur les ponts! Qu'ils paient sur les nôtres! Les ponts coûtent plus cher aujourd'hui qu'autrefois. On comprend que la construction des ponts, dont nous avons plusieurs en vue pour l'année prochaine, coûte aujourd'hui trop cher pour que nous puissions la faire, sans faire contribuer ceux qui s'en servent aux frais de construction.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais vous avez la taxe de gazoline pour cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a des places aux États-Unis où l'on paie jusqu'à sept sous de taxe sur la gazoline. Nous sommes relativement modestes dans la province de Québec. On nous a même demandé d'élever notre taxe sur la gazoline. Mais nous entendons la garder à cinq sous. Mais on ne peut se dispenser des ponts de péage. Les ponts coûtent trop cher. Et d'ailleurs, lorsque nous entrons aux États-Unis et que nous traversons des ponts, nous sommes obligés de payer. Alors pourquoi les Américains qui viennent ici ne paieraient pas leur part du coût de nos ponts? Si vous prenez la statistique des autos qui traversent nos ponts, vous allez trouver que 60 % sont des voitures américaines.

Alors, puisque nous payons quand nous rentrons dans leur pays, il n'est que juste que nous les fassions payer quand ils viennent chez nous. Le discours du trône annonce que nous avons l'intention de construire plusieurs ponts, ceux de Caughnawaga, Richelieu, et ainsi de suite. Nous allons construire des ponts à l'île Bizard, à Sorel, à Pierreville et, enfin, entre Beaupré et l'île d'Orléans, cette perle du Saint-Laurent. Il y a assez longtemps que nous construisons des ponts dans toutes les parties de la province. Québec doit aussi avoir son tour.

Une autre mesure annoncée dans le discours du trône est celle de la création d'un ministère du Travail. On a le principe qu'un ministère est érigé indépendamment des autres lorsque, à cause de l'importance de son travail, cela devient nécessaire. Et maintenant, avec l'importance des travaux publics que nous avons en main, y compris, les ponts et les bâtisses publiques, il est absolument nécessaire de diviser ce travail. Pour cette raison, nous allons créer un nouveau ministère, celui du Travail, auquel nous confierons tout ce qui se rapproche de près ou de loin aux intérêts des travailleurs de la province. C'est dans notre programme; vous nous le volez, dit l'opposition. Mais c'est le Parti libéral qui a créé ce ministère. Il doit être séparé aujourd'hui. C'est ce que nous faisons afin que les ouvriers en retirent plus d'avantages.

(Le premier ministre s'arrête un instant. Puis il répond au chef de l'opposition au sujet des écoles juives de Montréal).

Une autre affaire qui a beaucoup intéressé la population pendant les campagnes récentes, c'est la question des écoles juives. Quelques-uns de ceux qui l'ont discutée étaient sincères, j'en suis certain. Mais

le problème des écoles juives n'est pas d'hier. N'oubliez pas qu'avant notre effort pour régler cette question à la session dernière, ce problème a passé devant toutes les cours de justice. Le chef de l'opposition dit que la loi des écoles juives a été faite contre lui, pour le faire battre comme maire de Montréal. Cette question n'est pas nouvelle. Elle a été soulevée bien avant que l'honorable chef de l'opposition ne soit en Chambre. Mon honorable ami a dit hier que M. Creelman, ex-président de la Commission scolaire protestante de Montréal, lui a dit que les Juifs ne seraient pas exclus des écoles protestantes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas dit qu'il me l'avait dit. Ce n'était pas à moi que M. Creelman a parlé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, c'est du oui-dire. Je suis heureux de le savoir. Ça m'étonnerait qu'il vous ait dit cela quand il a déclaré à mon collègue, l'honorable secrétaire provincial (M. David) et à moi-même, que les protestants ne voulaient pas instruire les Juifs aux conditions expliquées par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) lorsqu'il a dit: "Nous ne voulons pas être dans la cuisine aux écoles protestantes." Il est venu devant le comité pour dire que la Commission protestante n'était pas disposée à instruire les Juifs, sauf sous certaines conditions. Pour se servir de sa propre expression, il a dit: "You don't want to be indigent"¹⁰.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne voudrais pas embarrasser le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Vous ne m'embarrassez pas du tout.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Toutefois, ce que j'ai dit, c'est qu'il n'avait jamais été question de flanquer les enfants juifs sur le pavé, ainsi que vous l'avez dit aux évêques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce qu'on nous a dit et même répété, c'est que, s'il n'y avait pas d'entente avant le mois de septembre, ils ne les recevraient pas. Cela, les protestants nous l'ont dit plusieurs fois. Nous étions donc en face de 12,000 enfants juifs. La Commission catholique ne pouvait pas les recevoir et la Commission protestante ne pouvait pas les recevoir. L'histoire des écoles juives doit être racontée. Cette question a été portée

devant les plus hautes instances du pays et a même été renvoyée au Conseil privé de la Chambre des lords. Après un long procès, le Conseil privé, ayant eu à décider la question, a décrété que ni les protestants ni les catholiques n'étaient obligés de recevoir les enfants juifs dans leurs écoles, mais que la Législature de Québec avait le droit, si elle le désirait, d'accorder aux Juifs leurs propres écoles.

Le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) nous a présenté un projet de loi. Nous l'avons jugé inacceptable. Il l'a jeté au panier. Nous avons alors préparé un projet que nous avons soumis à l'Archevêché de Québec et à plusieurs membres de l'épiscopat. Nous avons rencontré Son Éminence le cardinal Rouleau et trois autres évêques. Que les chefs de notre Église aient fait des restrictions pour éviter des dangers, certainement. Pensez-vous que nous étions désireux, nous, de créer un troisième panneau, si la chose n'était pas nécessaire?

Non. Cela créait une nouvelle complication, mais c'était une complication inévitable. Et nous avons donc préparé le projet de loi d'une manière régulière. Nous l'avons soumis à l'épiscopat. Qu'a dit l'Archevêché de Québec de notre projet de loi? Il a dit, dans un communiqué qui a paru dans *L'Action catholique*, ce qui suit:

"À la suite de l'entrevue qui eut lieu ce matin entre les représentants de l'autorité civile, les honorables L.-A. Taschereau et Athanase David, et les représentants de l'autorité religieuse, Son Éminence le cardinal Rouleau et Nosseigneurs Gauthier, Courchesne et Comtois, entrevue au cours de laquelle on a discuté le problème de l'éducation des enfants juifs à Montréal, et le projet de loi que présente actuellement le gouvernement à ce sujet, le communiqué suivant a été remis aux journaux par l'Archevêché:

"Nous sommes autorisés à publier qu'une réunion a été tenue à Québec, à laquelle assistaient les honorables Taschereau et David, ainsi que Son Éminence le cardinal, Nosseigneurs Gauthier, Courchesne et Comtois.

"Au sujet des écoles juives, il a été entendu qu'il sera pourvu à la nomination d'une Commission juive, composée de cinq membres, lesquels seront nommés par le gouvernement. Cette commission aura tous les droits, dans les limites de l'île de Montréal, qu'exercent actuellement et que possèdent la Commission des écoles catholiques et la Commission des écoles protestantes relativement aux écoles juives. Elle sera soumise au contrôle et à la surveillance du surintendant de l'Instruction publique. Le surintendant est revêtu à l'égard des

écoles juives des mêmes pouvoirs et autorités que ceux qu'il possède en vertu de la loi relativement à l'éducation des catholiques et des protestants à leurs écoles.

"Dans la province de Québec, on a toujours reconnu le droit des parents à l'éducation de leurs enfants. Le projet actuel consacre ce principe."

En bien, M. l'Orateur, *L'Action catholique*, un peu plus tard, commentant ce qui a été fait et ce qui a été dit sur cette loi, dit ce qui suit: "Les juifs ont aisément obtenu le droit d'avoir les écoles qu'ils désiraient dans la cité de Montréal. Il est vrai, comme dit plus haut l'extrait de la revue, qu'ils y ont choisi une commission scolaire juive. Il faut cependant dissiper la confusion qui ferait croire que les écoles juives ne seront pas soumises à la surveillance du Conseil de l'instruction publique. Dans le premier projet qui les accordait, projet connu aux dernières heures de la session provinciale, on faisait uniquement relever ces écoles juives du surintendant de l'Instruction publique. Et, à cette fin, le surintendant se voyait dégagé des liens légaux qui le lient au Conseil de l'instruction publique. Cette fois encore, il fallut une forte intervention pour que ce corps ne soit pas lésé dans ses fonctions. On corrigea le texte de la loi en précisant les obligations et devoirs du surintendant envers le Conseil de l'instruction publique. On peut déplorer qu'une certaine ambiguïté soit restée dans le texte, ambiguïté qui tient aux mots, mais pas à l'esprit de la nouvelle loi. Cette loi est tout à l'honneur de la province de Québec. Et telles sont les choses."

Et voilà la dernière parole dite par *L'Action catholique* à ce sujet.

(Applaudissements)

Et je demande au chef de l'opposition, lorsqu'il est allé rencontrer les bons catholiques de Deux-Montagnes et de Maskinongé, et lorsqu'il est allé dans les centres canadiens-français de Huntingdon, leur a-t-il dit que l'Archevêché de Québec considérerait notre loi comme un honneur pour notre province?

Plusieurs voix: Non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, au contraire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais supposons que la loi était mauvaise. Où était le chef de l'opposition quand nous l'avons adoptée dans cette Chambre à la session dernière? La loi fut présentée, la deuxième lecture fut passée à

l'unanimité. Une motion fut présentée à la troisième lecture que la loi ne devait pas passer avant d'être envoyée devant le Conseil de l'instruction publique. Une partie de l'opposition a voté pour la motion, mais pas tous. Quelques membres de l'opposition ont voté avec le gouvernement. Mais où était le chef de l'opposition? Il n'était même pas en Chambre.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je débarrassais Montréal de votre régime.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Et il se débarrassait en même temps de ses responsabilités de chef de l'opposition à Québec. Le maire de Montréal oubliait ses devoirs de chef de l'opposition à Québec. Il n'était pas même en cette Chambre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) prend de nouveau la parole, mais, comme les députés crient "À l'ordre!", on ne peut l'entendre.

Des députés crient à l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable chef de l'opposition nous fait perdre du temps.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais non, vous me posez des questions et j'y réponds.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ses amis ont présenté un amendement à la troisième lecture, mais la loi a été adoptée à l'unanimité.

(Applaudissements)

Le Conseil de l'instruction publique a siégé deux fois depuis lors. A-t-il condamné la loi? Non. Mais, Messieurs, si jamais une pièce de législation a été sagement inspirée, c'était celle-ci. Car nous avons obtenu exactement ce que nous voulions. La loi des écoles juives a eu le bon effet de rétablir la paix scolaire à Montréal. Les juifs de Montréal avaient le droit d'instruire leurs enfants suivant leurs croyances religieuses. C'est un droit que les tribunaux leur ont reconnu. Si nous leur avions refusé ce droit, il y aurait eu agitation, à Montréal, dont nous ne serions pas encore débarrassés. Pour nous servir de l'expression anglaise: "They would not be happy until they got it"¹¹.

Mais, maintenant qu'ils l'ont eu, qu'est-ce qui est arrivé? Ils se sont dit: "Est-ce que nous allons instruire nos enfants séparément, en dehors de la vie

canadienne? Est-ce que nous allons les priver du contact de la vie canadienne sans leur donner l'occasion de se mêler à cette vie?" Non, ils ne le voulaient pas. Et nos amis les Anglais se sont dit: "Nous sommes une minorité à Montréal; nous avons besoin de l'aide des Juifs pour construire les écoles que nous voulons et pour les maintenir." De sorte que les Anglais et les Juifs de Montréal se sont accordés et nous n'avons plus besoin de la nouvelle loi. De sorte que, maintenant, nous n'avons qu'une chose à faire: c'est de substituer le contrôle du Conseil de l'instruction publique quant aux règlements des questions préconisées par cette loi. Et c'est cela, la législation que nous allons introduire.

Nous avons réussi cela sans le concours du chef de l'opposition. Que faisait, pendant ce temps, le chef de l'opposition? Et le chef de l'opposition, qui prétend vouloir la paix, au lieu de nous aider à atteindre ce résultat, s'en est allé à la campagne semer la défiance contre nous et inspirer *Le Goglu*¹² à faire la campagne qu'il a faite pour qu'il nous insulte.

(Murmures à droite)

M. Renaud (Laval): Mais il est pour vous autres aujourd'hui, *Le Goglu*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Une autre chose que le chef de l'opposition n'a peut-être pas dite dans ses campagnes concernant les écoles juives, c'est que M. Henri Bourassa, qui est un aussi bon chrétien que le chef de l'opposition, peut-être même meilleur, a dit ceci à la Chambre des communes:

"Lorsque la question des écoles juives commença de se poser, je me fais gloire de dire que je fus le premier à préconiser pour nos compatriotes d'origine hébraïque les mêmes droits que nous réclamons pour les minorités catholiques et françaises dans les provinces anglaises et que nous accordons à la minorité protestante de la province de Québec. C'est un fait accompli maintenant, je suis fier de le dire, et en dépit de certaines divergences secondaires dans l'interprétation des détails de la loi, ce m'est un plaisir de pouvoir déclarer à propos de cet épiscopat si souvent dénoncé pour son esprit dominateur et sa prétendue intolérance, que, dans sa dernière lettre au premier ministre de Québec, le cardinal Rouleau déclarait que tous les évêques de Québec étaient heureux de constater que la minorité juive allait pouvoir faire instruire ses enfants selon ses propres croyances, tout comme la minorité protestante. Voilà l'esprit de Québec et de

l'épiscopat de Québec. Et malgré tous les conflits et les difficultés du passé, je ne désespère pas de voir ce généreux sentiment s'étendre à toutes les régions du Canada¹³."

Ce témoignage est plus précieux que celui du chef de l'opposition.

M. Smart (Westmount): Je ne pense pas qu'il soit juste de la part du premier ministre de laisser sous-entendre que l'enfant juif était obligé de se laisser instruire dans une école d'une autre religion que la sienne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas dit cela. Je n'ai même pas voulu le laisser entendre. Je pense que les protestants ont été absolument justes. Mais nous nous trouvons en face de cette situation: pas de taxation sans représentation. Les juifs ne sont pas appelés à suivre le catéchisme des protestants et les instituteurs juifs peuvent enseigner à leur façon. Mais, au nom de notre Législature, je crois de mon devoir de rendre hommage à M. Mathewson et à M. Lovinson¹⁴ pour la bonne volonté et l'esprit de tolérance qu'ils ont montrés. Ils ont rendu un service non seulement à notre province, mais au Canada tout entier, en montrant que c'est encore dans la province de Québec qu'on peut donner des leçons, au monde entier, de tolérance et de bonne volonté.

Un autre sujet. Le chef de l'opposition a dit hier qu'aucun Canadien français ne comptait dans nos compagnies de papier.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai dit que pas un ne dominait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce que mon honorable ami affirme en somme, c'est qu'aucun des nôtres ne compte pour quoi que ce soit dans cette province. À qui donc la faute? Notons bien qu'il faut être millionnaire pour être à la tête d'une telle industrie. Mais une chose que je ne comprends pas, c'est que le chef d'un grand parti se lève devant sa province, devant la Législature de sa province pour nous dire que notre population s'est écartée de ce qu'il y a de plus profitable. J'hésite à publier cette liste, car je crains qu'il ne manque plusieurs noms. Parmi le grand nombre de Canadiens français, je vous citerai les noms suivants qui, dans la finance, le commerce et l'industrie, ne cèdent rien à qui que ce soit, dans notre province et dans les autres provinces du dominion. Je vais en oublier dans la liste.

Mais on peut dire que des hommes comme le sénateur Frédéric Béique, le sénateur Raoul Dandurand, le sénateur D. O. L'Espérance, M. J.-H. Fortier, Sir Georges Garneau, M. Beaudry Leman, M. J.-A. Vaillancourt, Sir Hormidas Laporte, le sénateur J. M. Wilson, le sénateur Jules Tessier, le sénateur P.-J. Paradis, le sénateur Donat Raymond, M. LaRocque, M. Armand Chaput, feu l'honorable M. Amyot, représenté aujourd'hui par son fils, M. Adjutor Amyot, M. Charles Laurendeau, M. A.-N. Drolet, le sénateur C.-P. Beaubien, le sénateur J.-P.-B. Casgrain, M. H. B. Rainville, M. Oscar Dufresne, M. Napoléon Drouin, M. Joseph Picard, M. J. Joseph Lorrain de la maison Paquet, M. Édouard Lacroix, les Racine, les Dupuis, feu l'honorable M. Perron, que l'opposition a attaqué si sauvagement, un de ceux qui ont fait le plus grand honneur à notre race et contre lequel on s'est acharné avec une violence inouïe, Sir Lomer Gouin, M. Nicol et bien d'autres. On peut dire, je crois, que des hommes comme ceux-là font honneur à notre province et ont fait quelque chose pour sa grandeur et sa prospérité.

Le chef de l'opposition (M. Houde) lui-même, pourquoi n'est-il pas resté dans le commerce dans lequel il aurait pu remporter un énorme succès? L'honorable député de Laval est millionnaire, dit-on. Pourquoi ne place-t-il pas de l'argent dans les compagnies de papier?

M. Renaud (Laval): J'aime mieux l'agriculture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, M. l'Orateur, le chef de l'opposition a été lui-même dans l'industrie. Pourquoi n'y est-il pas resté? Il a été président de la Terre-Haute Lumber Co.

(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): Le sénateur Dandurand, est-ce le même sénateur qui a eu la nouvelle de la guerre aux Indes ou en Égypte quelques mois plus tôt?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Maisonnette doit savoir que le sénateur Dandurand n'a rien eu à voir dans cette nouvelle. Mais cela me rappelle que le chef de l'opposition était tout à fait dans l'erreur quant au télégramme dont il a parlé hier. Il y avait une correspondance considérable. Une lettre a été envoyée à toutes les provinces du dominion, demandant si elles voulaient tenir une conférence sur l'assurance-chômage. Et, naturellement, nous ne voulions pas prendre part à une telle discussion.

Nous avons donc répondu que les autres provinces feraient ce qu'elles voudraient et que la province de Québec ne s'y intéressait pas.

Au cours de la dernière année, quand le très honorable W. L. Mackenzie King était premier ministre du Canada, les provinces de l'Ouest avaient proposé que le Québec soit représenté à une conférence sur l'assurance-chômage à Ottawa. J'avais envoyé, dit-il, un télégramme à M. King sur le sujet et j'avais reçu comme réponse que les représentants des provinces disposeraient d'une salle pour tenir une rencontre à Ottawa s'ils le désiraient, mais que le gouvernement fédéral croyait qu'il s'agissait là d'une question relevant entièrement des provinces.

Maintenant, quant à l'assistance publique, nous nous occupons activement de la question du placement familial. Nous avons déjà une certaine d'enfants placés dans des familles. Ce sont des enfants qu'on a pris dans des crèches et qu'on a placés dans des familles. Nous payons 10 piastres par mois et nous prenons soin de l'instruction des enfants. Nous recevons un rapport tous les mois sur la santé des enfants, et ainsi de suite. Et un élément qui est pour nous une grande consolation, c'est que les enfants sont traités comme les enfants de la famille. Et, lorsque les enfants arrivent à l'âge où ils doivent s'en aller ailleurs, les familles regrettent de les voir partir et les enfants ne veulent pas s'en aller. Nous avons trouvé le système essentiellement bon, humain et charitable.

Et, quant au placement des vieillards, nous avons créé deux institutions où les vieillards qui se sont aimés toute leur vie peuvent passer ensemble l'automne de leur vie. Nous en avons une à Rimouski, et l'autre à Chandler. Nous y avons placé plus de 100 couples, dans chacune de ces institutions. Nous allons essayer de vulgariser ce système dans toute la province, afin de pouvoir rendre un service plus humain à la population.

M. Guertin (Hull): J'espère que ce ne sera pas nécessaire, puisque bientôt le gouvernement fédéral va donner des pensions de vieillesse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas si le gouvernement fédéral va faire cela. Mais, sinon, le gouvernement de notre province va s'en occuper lui-même. Quant aux pensions, l'honorable M. Bennett a promis, pendant les dernières élections, de payer toutes les pensions de vieillesse. Si l'honorable premier ministre du Canada règle les pensions comme le chômage, nous serions peut-être appelés à payer quelque chose.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable M. Bennett n'a jamais dit qu'il paierait toutes les pensions, mais que toutes les provinces devraient payer des pensions. Il a dit dans une assemblée qu'il ne voyait pas pourquoi les pensions de vieillesse ne se payeraient pas entièrement dans toutes les provinces du pays.

(Rires à droite)

Je le sais, j'étais là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela ne m'étonnerait pas que le député de Maisonneuve ait été présent à une assemblée où telle chose serait dite. À l'assemblée où mon honorable ami était présent, l'honorable M. Bennett a pu parler comme cela, mais ce n'était pas ce que nous avons compris.

M. l'Orateur, je ne veux pas être aussi long que l'honorable chef de l'opposition. Mon honorable ami (M. Houde), parlant à l'aréna de Québec, a dit qu'il me souhaitait de vivre longtemps afin d'avoir des remords pour tout le mal que j'ai fait. Pour les 30 années de vie publique que j'ai vécues honnêtement, je l'espère, M. l'Orateur, je crois avoir moins de remords que pour huit jours de la vie municipale à Montréal de l'honorable chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition avec toute sa responsabilité vient de dire de telles choses à ses adversaires. Il me semble qu'un père de famille doit tenir à laisser aux siens un nom honorable. C'est un genre de lutte que je ne comprends pas, et je pense que lorsque Dieu m'appellera à lui, je partirai sans remords, car je croirai avoir vécu comme un honnête homme qui aimait sa province et voulait la bien servir. J'ai essayé de me gagner cette réputation et je la garderai.

(Applaudissements)

Je ne pense pas que, afin de gagner le pouvoir, but de tous les désirs du chef de l'opposition, il devrait être nécessaire de venir devant la brave population de Québec dire à un adversaire: "Vous avez passé 30 ans dans la vie publique et je vous en souhaite bien davantage pour que vous ayez bien du remords pour le mal que vous avez fait." Lorsqu'on est dans la vie publique et qu'on aime bien garder son nom et sa réputation, il n'est pas noble de la part d'un adversaire de venir parler d'une façon calculée à nous déprécier aux yeux de notre femme et de nos enfants. Si c'est là la méthode du chef de l'opposition, je dirai ceci à celui qui veut tant arriver au pouvoir: Je n'ai jamais connu personne qui ait réussi dans la vie ou qui ait atteint le pouvoir avec de telles armes.

J'ai entendu aussi, à l'aréna de Québec, le chef de l'opposition clôturer son discours et il me permettra de lui dire que sa péroraison était simplement ridicule. Il y a mêlé du tragique avec du comique. Il a fait défiler devant ses auditeurs les grands morts, les découvreurs de notre pays... L'honorable chef de l'opposition en a appelé aux ombres de Cartier, Montcalm, Wolfe, Samuel de Champlain et des autres héros de l'histoire de Québec. Et il s'est permis d'entrer en conversation avec eux. Ils se sont tutoyés et ces grands héros d'un autre jour ont parlé, paraît-il, au chef de l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Malgré les voyous qui me tiraient des cailloux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'impression que ces grands morts, les découvreurs de notre pays, devaient répondre à peu près comme ceci à l'honorable chef de l'opposition, en devenant familiers avec lui: "Mon cher Camillien, si nous avons prévu ce que nous voyons aujourd'hui partout dans la province de Québec, si nous avons prévu tout ce qui s'est passé, nous ne nous serions pas donné tant de peine, nous n'aurions jamais passé par tant de misères. Si nous avions su ce que nous savons, nous n'aurions jamais repassé les mers."

Et ils auraient dit cela au chef de l'opposition après l'avoir entendu dénigrer sa race, sa province, tous ceux qui représentent quelque chose pour nous.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y en a de votre côté des dénigrateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne ferai pas sortir nos vaillants découvreurs de leur sommeil paisible...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est du Bossuet.

M. l'Orateur: Je demanderai à l'honorable chef de l'opposition de ne pas interrompre de cette façon sans demander la permission à celui qui parle. L'honorable député devrait au moins respecter le chef du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne ferai pas sortir ces héros du passé de leur sommeil paisible, mais j'ai la douce illusion que si, du royaume des ombres, nos grands découvreurs voient les hommes s'agiter, s'il leur est donné de contempler notre province, ce n'est pas de la

désillusion, mais bien une suprême consolation qui doit habiter leur tombeau. Ils nous ont laissé 60,000; nous sommes 3,000,000. Notre peuple est heureux et prospère. Tout au long du grand fleuve s'élèvent de riants villages, s'ouvrent de vastes champs, serpentent des routes plus belles que celles des vieux pays. Les énormes chutes d'eau qui les arrêtaient dans leurs découvertes sont domptées par les fils de ces pionniers, et elles répandent partout la lumière et l'énergie. De grandes universités, 20 collèges classiques, 8,200 écoles, 25,000 instituteurs instruisent les descendants de ces découvreurs¹⁵.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ah! C'est *Le Soleil*.

M. l'Orateur se lève pour faire remarquer au chef de l'opposition que ce n'est pas juste d'interrompre ainsi le chef du gouvernement pendant qu'il parle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)¹⁶: Le verbe français résonne partout; les traditions ancestrales, la foi des anciens sont conservées intactes, l'idéal national et canadien est plus vivace que jamais et les haines séculaires sont enfouies dans les tombeaux des braves qui sont morts sur les plaines d'Abraham. L'entente cordiale règne dans notre heureux pays. Oh, non! Ne repassez pas les mers, mais que votre souvenir reste parmi nous pour recevoir l'hommage reconnaissant d'un peuple, petit encore, grand bientôt, qui vous doit sa vie, son bonheur, son avenir.

J'aime mieux mon tableau que le reniement national du chef de l'opposition¹⁷. La politique est bien vilaine parfois entre de vilaines mains.

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonnette): Je propose l'ajournement du débat¹⁸.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh, non! Il n'est que 5 heures¹⁹.

M. Tremblay (Maisonnette): Ça ne me fait rien. Seulement, voyez-vous, je faisais cette demande parce que d'habitude, c'est ma femme qui prépare mon discours et mes enfants le discutent.

Je sais que je ferai plaisir et que je causerai du désappointement aux deux côtés de la Chambre. Mes remarques plairont et déplairont à la droite et à la gauche, tour à tour. Alors, je ne ferai pas de discours, mais tout simplement quelques courtes

remarques. On m'a refusé l'ajournement, mais je ne sais combien longtemps je parlerai. Je n'ai pas préparé de discours. Je vais donc parler²⁰.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Commencez par l'autre côté.

M. Tremblay (Maisonnette): Je tiens à offrir mes condoléances aux familles des membres de cette Législature qui sont décédés depuis la dernière session. J'avais une profonde admiration pour l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), rencontré dans Montcalm et connu pour son amour du travail, pour son patriotisme et sa puissance de réalisation. C'était un homme qui possédait une profonde intelligence, mais surtout une volonté forte.

Après avoir entendu les discours de la droite et de la gauche, du premier ministre et du chef de l'opposition, je ne serai pas en peine pour savoir par quel côté je commencerai. Je puis affirmer à mes collègues de toute la députation que je resterai conséquent avec moi-même.

En 1927, j'étais sollicité pour briguer les suffrages du comté de Maisonnette. J'acceptai, mais une chose était entendue: c'est que je restais libre, je ne devais être ni rouge ni bleu. J'ai été élu dans Maisonnette comme un homme libre. Je veux être assez libéral pour rendre à César ce qui appartient à César, mais je veux être conservateur pour pouvoir garder à mon pays ce qui lui appartient, pour conserver ce qui fait sa grandeur. Peut-être scandaliserai-je quelques partisans de cette Chambre? Je veux être, je veux rester citoyen d'abord, avant d'être partisan.

J'acceptai donc la candidature et alors je décidai d'endosser le programme de M. Sauvé en qui j'avais grande confiance. Nous avons eu une convention conservatrice en 1929. J'y ai assisté en disant: "Je viens ici, mais mon programme est celui de M. Sauvé et vous devrez l'accepter." Je voulais défendre le chef de l'opposition d'alors et le défendre jusqu'au bout, envers et contre tous. Je ne peux pas m'engager en conscience à suivre les chefs qui seront peut-être choisis à la place du chef actuel...

Des voix: Écoutez, écoutez.

M. Tremblay (Maisonnette): ...et qui pourront déroger de la route qui est tracée. Telle était mon attitude à la convention et je n'ai pas changé.

(Des collègues du député de Maisonnette sourient à gauche.)

Élu comme député ouvrier, je le suis demeuré. Je n'ai trompé personne, j'ai différé d'opinion avec le maire de Montréal sur la politique municipale.

Des voix ministérielles: Très bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous aussi.

M. Tremblay (Maisonneuve): Les membres de l'opposition n'étaient pas dans ma position. Sous une pression extraordinaire, j'ai cédé et je me suis présenté aux élections municipales. L'administration a changé, mais elle n'a pas tenu les engagements qu'elle avait pris. Je n'avais pas le droit de tromper le peuple si on me trompait. On a fait des nominations inacceptables. J'ai protesté contre certaines nominations. Je répète ces protestations et j'en prends la responsabilité. Je répète que le chef de police de Montréal n'est pas digne du poste qu'il occupe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui donc a attaqué Montréal?

M. Tremblay (Maisonneuve): Si le premier ministre veut comprendre, il a tout ce qu'il faut pour comprendre. J'ai parlé assez clair et assez haut. Je prends la responsabilité de ce que je dis. On a insulté le peuple. On a nommé un chef de police indigne d'être un simple constable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui a insulté le peuple de Montréal?

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre n'a qu'à attendre. Il le saura. Mais je m'entends avec la gauche sur la nécessité de bouter dehors la présente administration. Au surplus, j'estime que tous les députés de cette Chambre devraient respecter leur serment d'office et servir l'intérêt public avant le parti bleu ou rouge. J'ai été élu en cette Chambre en 1927. Je n'ai pas changé de programme. Je suis venu ici pour prêcher des lois sociales. J'étais secondé par mon honorable ami de Hull (M. Guertin). On nous appelait l'extrême gauche. Or, l'extrême gauche est devenue le ministère de Québec, le discours du trône le démontre.

M. Guertin (Hull): Très bien.

M. Tremblay (Maisonneuve): En 1928, j'avais l'honneur de proposer à cette Chambre, secondé par

l'honorable député de Hull, que l'on vienne au secours des vieillards, de la veuve et des orphelins. Bref, je demandais, nous demandions l'assurance sociale collective, pension aux vieillards. Que disait-on du côté ministériel pour répondre à mon argumentation? "Vous êtes des bolchévistes, des socialistes, des communistes. Vous n'avez pas le droit de venir introduire dans cette Chambre des idées semblables, c'est une véritable honte." Et nous étions confondus par la parole austère qui nous désignait sous le nom de l'extrême gauche.

Eh oui! Nous étions le parti d'extrême gauche, le parti socialiste et bolchéviste, et nous le serions restés si nous n'avions eu les élections générales et des élections partielles. Mais ces appels au peuple ont tout changé et nos idées révolutionnaires ont été accueillies par le ministère, que dis-je? Elles ont pénétré à Spencer Wood et Son Honneur le lieutenant-gouverneur est venu les extérioriser dans le discours du trône.

Ah! Le merveilleux effet des élections! Et ce n'est pas tout. Nous parlions en 1927 des pensions aux vieillards; nous réclamions des pensions pour les veuves. Alors on mit devant nous le spectre de l'État, de l'étatisation. On nous répondait: "Vous introduisez l'État dans la famille; c'est du bolchévisme." Mais l'honorable Bennett a déclaré: "Je ne vois pas pourquoi chaque province ne paierait pas les pensions de vieillesse?" Sachant bien que M. Bennett aurait le cœur de secourir ces vieillards si nous ne les secourions pas, le ministère s'est assagi. Ou plutôt, je me trompe: le résultat des élections a assagi le ministère et il pense maintenant aux vieillards.

Quant aux promesses électorales, c'est une chose sacrée. On ne devrait promettre ce qu'on est capable de tenir. Et si on a eu l'imprudence d'en faire, il faut les tenir. M. Bennett les tient, lui, ses promesses.

Des députés ne semblent pas convaincus.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quelqu'un osera-t-il prétendre qu'il ne les tient pas? Le Parti libéral perd la confiance du peuple parce qu'il ne remplit pas les promesses qu'il lui a faites. Voilà pourquoi je combats la présente administration.

Le chef de l'opposition se fait une grande gloire d'avoir battu M. Scott dans Huntingdon. Mais nous avons fait mieux dans Compton en réduisant la majorité du gouvernement de 1,200 à 200. C'est alors la conscience du peuple qui a parlé. Cette conscience ne s'achète pas avec les milliers de gallons de whisky que vous pouvez avoir et l'argent dont vous pouvez

disposer. Elle parle avec éloquence. Le gouvernement l'entend; il la craint. Et voilà pourquoi il a fait si large la part de l'opposition dans le discours du trône. On voit bien qu'il craint le peuple à l'approche des élections.

Il (M. Tremblay) passe à la loi des accidents du travail et en fait l'historique. (Il s'adresse au premier ministre qui est appelé au dehors par un haut fonctionnaire.)²¹

L'honorable premier ministre s'en va?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Non, je ne m'en vais pas, c'est trop intéressant.

M. Tremblay (Maisonnette): Tant mieux. Je serais pour que nous ayons des élections tous les ans, tous les six mois; après avoir lu le discours du trône, c'est mon avis à moi... Le peuple obtiendrait ainsi ce qu'il désire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a deux oppositions maintenant.

M. Tremblay (Maisonnette): Non, mais la crainte du peuple, la crainte du fouet amène le gouvernement à nos idées. Quand je suis arrivé à Québec, les journaux me considéraient comme un bolchéviste. Pourquoi? Sans doute parce que je suis descendu dans des endroits habités par des communistes et que j'ai nettoyé ces repaires. Parce que j'avais eu le courage, depuis 1914, de pénétrer dans des milieux où des membres de cette Chambre ne voulaient pas pénétrer. J'ai pénétré parmi les bolchévistes et j'ai réussi à les faire exclure de nos unions.

Il critique ensuite certains journaux partisans qui, selon lui, ne devraient pas être admis au "salon vert". Il y a, à son avis, trois sortes de journaux: ceux qui plaisent au gouvernement, ceux qui plaisent à l'opposition, et ceux qui ne plaisent à personne.

Le ministère du Travail. En avons-nous assez parlé? L'honorable premier ministre se défend en disant: Nous faisons un essai loyal. Nous voulons améliorer la situation de l'ouvrier. J'accuse le gouvernement d'avoir manqué de prévoyance et de logique. Il avait nommé une commission indépendante payée par la province pour faire une enquête.

L'enquête a été tenue sérieusement et les commissaires en sont venus aux conclusions que nous désirions. Mais le gouvernement a répondu: "C'est nous qui savons cela, et ce n'est pas le temps." Pourquoi alors avoir fait travailler ces gens indépendants de la politique, si on voulait faire à sa tête?

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45²²

Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse en réponse au discours du trône.

M. Tremblay (Maisonnette): Quand 6 heures ont sonné ce soir, M. l'Orateur, j'en étais rendu à la loi des accidents du travail. Je veux en continuant mon discours, non, pas mon discours, mes remarques, car j'ai dit que je ne voulais pas faire de discours, j'ai dit que je voulais attirer l'attention de cette Chambre sur la façon dont le gouvernement de cette province traitait les ouvriers.

Je vois que l'honorable premier ministre se cache présentement derrière son journal, une feuille libérale.

Je ne voudrais pas l'interrompre dans sa lecture, mais j'aimerais lui faire remarquer que je constate avec plaisir qu'il doit lire attentivement le discours du trône, qui a été préconisé par l'opposition de cette Chambre.

Il me fait plaisir, M. l'Orateur, de voir des hommes parlementaires d'expérience comme le premier ministre étudier les mesures que nous avons préconisées, nous les bolchévistes, les révolutionnaires. En 1929, lors de l'élection partielle dans Compton, le premier ministre était trop occupé pour lire les journaux, son temps étant consacré à solliciter des votes, a dit le député de Compton²³.

C'est ma femme, je l'avoue, qui fait mes discours, mes enfants qui les étudient, et moi qui les prononce.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Mais qui a été élu dans Maisonnette?

M. Tremblay (Maisonnette): (Souriant) Votre honorable serviteur qui a battu le juge Morin²⁴ à qui on avait promis ce poste au cas où il se ferait battre. Le premier ministre a-t-il d'autres questions pour moi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): ne daigne pas répondre.

M. Tremblay (Maisonneuve) s'en prend ensuite à toute la Chambre qui se moque de lui. Il affirme se rappeler avoir défié toute la Chambre l'an passé²⁵, mais il n'en fera pas autant aujourd'hui.

(Rires)

Je me souviens d'une soirée où j'ai défié toute la Chambre, mais je n'irai pas aussi loin ce soir, et que ceux qui veulent rire le fassent. Je n'aime pas parler des absents, mais je me rappelle qu'à la dernière session, celui qui était alors ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est tombé sur le député de Laval²⁶ (M. Renaud) puis sur celui de Hull (M. Guertin).

(Rires)²⁷

M. Tremblay (Maisonneuve): Qui a ri? Levez-vous pour nous montrer votre courage. Quand j'ai défié tout le monde de se mesurer à moi, la session dernière, je n'ai demandé l'aide de personne.

Nous ne sommes pas ici pour servir les intérêts d'un parti, mais les intérêts publics. Un libéral qui possède des idées libérales, c'est quelque chose. Un conservateur qui connaît ce qu'il faut conserver au peuple et qui sait travailler pour son bien, c'est supérieur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Combien y en a-t-il de ces conservateurs en cette Chambre?

M. Tremblay (Maisonneuve): Quatre-vingt-dix pour cent, la très grande majorité, mais c'est la crainte de le dire. Mettons donc de côté cet esprit de partisannerie. Nous ne remplirions pas notre serment d'office si nous votions parce que c'est le parti qui présente telle mesure.

En 1929, le premier ministre a dit, à East Angus, aux ouvriers: "Que voulez-vous? Qu'a-t-on donné aux ouvriers?" Et cependant la droite supporte le gouvernement aveuglément. Il est triste de voir, M. l'Orateur, des hommes politiques, des hommes qui devraient suivre ce que leur dicte leur conscience, suivre aveuglément un parti politique et supporter aveuglément un ministre.

Des voix ministérielles: À l'ordre.

M. l'Orateur: Je crois que l'honorable député ne devrait pas dire que les honorables députés de la droite supportent le gouvernement aveuglément.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur désire que je retire le mot "aveuglément", mais je

peux dire, par exemple, et c'est mon devoir de le faire, qu'il y a dans cette Chambre des êtres serviles.

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas non plus le droit de dire qu'il y a ici des êtres serviles.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur désire que je retire le mot "servile". Eh bien! Je retire le mot "servile" et je continue. J'accuse des membres de cette Chambre d'avoir prêté leur serment d'office non pas pour sauvegarder les intérêts de la patrie, mais pour sauver l'intérêt d'un parti. C'est ça que je veux dénoncer. Et j'irai plus loin, M. l'Orateur, je dirai que si des membres de cette Chambre sont devenus bolchévistes, comme le constate l'honorable premier ministre, c'est parce que le gouvernement ne veut pas appliquer des lois qui nous sont nécessaires, et que nous devons prendre tous les moyens possibles pour les obtenir.

M. l'Orateur dit qu'aucun député n'a le droit de dire qu'un député viole son serment d'office, qu'aucun propos n'est pire que celui-là et que, si nécessaire, il devra sévir, mais que ce sera à regret qu'il prendra des mesures extrêmes. Il propose au député de continuer son discours sur un autre ton.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne peux continuer mon discours, puisque je ne l'ai pas commencé. Ce soir, je ne fais que faire des remarques... mais attendez mon discours sur le budget.

(Rires dans les tribunes du public)

M. l'Orateur fait taire les auditeurs dans les galeries. Il rappelle aux spectateurs dans les tribunes que tout signe d'approbation ou de désapprobation leur est interdit. Il signale que les personnes ayant le privilège d'assister aux travaux de la Chambre doivent garder le silence absolu.

M. Tremblay (Maisonneuve): Merci. Il continue en critiquant le fait que le gouvernement n'a pas réalisé assez tôt la situation.

L'honorable premier ministre est absent en ce moment, mais le premier ministre de l'avenir et de ce soir (l'honorable M. Perrault)...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) est à ce moment au siège du premier ministre.

M. Tremblay (Maisonneuve): ... l'honorable député d'Arthabaska admettra que j'ai raison.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) sourit.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre du Canada a promis de régler la question du chômage. Il a proposé ce qu'il avait promis. Il est allé en Angleterre et il a pris une attitude dont tout le monde doit être fier. Il a dit: "Le Canada d'abord." Et il a mérité l'enthousiasme de tous les Canadiens. Si M. King avait été mieux informé de la situation du chômage, le résultat des élections fédérales eût été différent.

Je me demande, dit-il, si on donnera au nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) la latitude voulue pour réaliser le programme agricole qu'il préconisait à la dernière session, s'il lui sera donné d'obtenir pour le cultivateur de l'électricité à meilleur marché. L'électricité se vend moins d'un cent le kilowatt-heure à Toronto, contre cinq cents à Québec. Sur la question des concessions hydroélectriques, il écorche Beauharnois Power Corporation et dit qu'il regrette d'avoir voté en sa faveur en Chambre.

J'ai honte, dit-il, d'avoir voté en faveur du projet de loi sur la Beauharnois Electric Power Company quand M. l'Orateur, qui était alors simple député, a parlé et voté contre ce même projet de loi. Ce que celui-ci avait prédit à l'époque est arrivé. Ces gens ont été accusés de graves méfaits par le chef du Parti progressiste à Ottawa et personne n'a répondu à ces accusations. Elles doivent donc être vraies.

Je proteste, dit-il, contre le fait que nous importons pour des millions de dollars de charbon des États-Unis et de la Russie alors que nous avons autant de sources d'énergie électrique dans la province: c'est la faute du gouvernement.

Il parle de la loi des accidents du travail, de la pension aux vieillards, de la pension aux veuves, de la compensation aux cultivateurs qui ont eu des animaux abattus parce que contaminés. Il cite des cas dont il dit avoir pris connaissance en travaillant sur la loi des accidents du travail, dans la même veine que ceux dont il a parlé à cette fameuse rencontre dans Maisonneuve, quand il a rompu avec le maire Camillien Houde. Il incite le gouvernement à faire son devoir, qui est de verser au plus vite des pensions de vieillesse, des allocations familiales et des indemnités d'accident du travail; sinon, prévient-il, la population va se soulever.

Ensuite, il veut savoir si les journaux ont dit la vérité lorsqu'ils ont rapporté que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) a dit, dans Deux-Montagnes, que le gouvernement paierait la différence entre le coût réel d'une vache abattue à

cause de la tuberculose et le montant versé par le gouvernement fédéral, et que la loi serait rétroactive. Il dit qu'il est certain que le gouvernement fera comme promis, puisque le secrétaire de la province tient toujours ses promesses, ce qui n'est pas le cas du premier ministre. Celui-ci avait promis aux travailleurs d'East Angus qu'il leur donnerait la loi qu'ils voulaient sur les accidents du travail, ce qu'il a omis de faire à la session suivante, pour ne la présenter que maintenant.

Le gouvernement nous dit qu'il va donner la pension des vieillards, mais Bennett l'a promise et il tient ses promesses. Si nous avons obtenu la pension des vieillards, c'est dû à Bennett. Quant au gouvernement de Québec, il doit voir à la pension des veuves et des orphelins. Le gouvernement provincial doit aussi voir aux pensions de chômage. Sur ce point, je vais passer encore pour un bolchéviste. Ce problème, nous ne le réglerons pas en discutant dans les discours. Il faut émettre des idées.

Les députés, dans leur serment d'office, n'ont pas pris l'engagement d'être rouges ni d'être bleus.

Je demande à mes collègues de me répondre. Tout le monde se tait. Donc, j'ai raison. Quand est venue l'affaire du Lac-Saint-Jean, j'ai dit que le gouvernement n'avait pas fait ce qu'il devait faire. Un groupe financier a dit: "Si vous ne voulez pas vous noyer, allez-vous-en²⁸." J'en appelle à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David), dont je connais l'esprit de justice.

(À ce moment, le député de Maisonneuve est au fauteuil du député de Laval, M. Renaud.)

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant)

Je demande pardon à l'honorable député de Maisonneuve, mais il parle en ce moment au fauteuil du député de Laval et l'honorable député de Laval ne voudrait pas être responsable de toutes les paroles de mon honorable ami.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Souriant aussi et retournant à son siège) Très bien, je connais la situation du colon. Le gouvernement va dire: "Le député de Maisonneuve est contre le maire de Montréal." C'est vrai, mais j'ai le courage de mes convictions. On a dit que j'avais déclaré que l'administration de M. Houde était pire que celle de la province. C'est impossible. Il ne peut y avoir pire administration que celle du gouvernement actuel. J'ai dit que l'administration du maire de Montréal ne remplissait pas ses promesses. Mais je crois que le gouvernement de Québec doit être changé.

M. Plante (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, je crois que nous n'avons pas quorum.

L'honorable M. Laferté (Drummond) entre et le quorum est rétabli.

M. l'Orateur: Il y a 14 membres dans la Chambre et il y a donc quorum²⁹.

M. Tremblay (Maisonnette): Je suis si heureux, M. l'Orateur, parce qu'à la maison on ne me laisse jamais l'occasion de parler. D'ailleurs, je ne fais que quelques remarques, et non un discours. C'est tout à fait gentil de la part des députés de sortir pendant que je parle: j'espère qu'ils ne sont pas allés prendre un bol de soupe à la Saint-Vincent-de-Paul. On va demander son indemnité, mais quand quelqu'un parle en cette Chambre, il n'y a pas quorum. Et aux élections, on va dire qu'on a pris les intérêts du peuple.

Me serait-il permis, M. l'Orateur, de faire venir un photographe pour prendre le portrait de ces habileurs politiques, de ces faussaires et de ces menteurs? Il traite de menteurs et de traîtres à leur serment d'office les députés qui sont sortis parce qu'il discute des questions d'une grande importance.

M. l'Orateur: Je demande à l'honorable député de respecter ses collègues.

M. Tremblay (Maisonnette): Je dis que les hommes qui ne sont pas ici pour écouter la discussion sont des faussaires à leur serment d'office. M. l'Orateur, je vous ai connu. J'ai connu votre sincérité. J'ai connu votre loyauté. Je veux être sincère et loyal.

M. l'Orateur se fait remplacer au fauteuil par le représentant de Bonaventure (M. Côté).

M. Tremblay (Maisonnette): (S'adressant à l'Orateur) Comme il est beau!

(Rires)

M. l'Orateur, je sais qu'il est difficile d'être partisan. J'espère que mon peuple m'a compris. Je n'ai blessé personne. Je n'ai frappé personne en bas de la ceinture. J'espère que le premier ministre ne m'accusera pas d'avoir frappé en bas de la ceinture. J'ai fini...

Des voix ministérielles: Encore.

M. Tremblay (Maisonnette) termine en disant qu'il a pris part à la convention conservatrice

et qu'il combattrait pour les principes qui y sont énoncés. Il y a un programme établi dans le Parti conservateur. Je vais travailler à le faire triompher. Je comprends par le discours du trône que l'honorable premier ministre nous a trompés une fois. J'ai peur qu'il nous trompe deux fois.

Je ne sais pas si mon peuple m'a compris, M. l'Orateur, mais je suis certain d'avoir fait mon devoir en dénonçant la population ministérielle qui n'a pas su faire honneur à sa parole et à ses promesses. Je suis libre de tout parti politique, je n'ai jamais été à vendre, et c'est pour cela que j'ai le loisir et le plaisir de dire ce que je pense et de le dire à qui de droit.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. À l'ouverture de la séance "une foule avide" s'est entassée dans les tribunes du public pour entendre le discours du premier ministre. M. Édouard Saint-Pierre, député fédéral de Montréal-Hochelaga, occupe un fauteuil sur le parquet de la Chambre, à la droite de l'Orateur, T.-D. Bouchard, selon *L'Union des Cantons de l'Est* du 18 décembre 1930, à la page 1.

2. L'intervention du premier ministre a duré environ une heure et quart d'après *L'Illustration* du 11 décembre 1930, à la page 3, une heure vingt minutes, d'après *L'Événement* du 11 décembre 1930, à la page 3, et une heure et demie, d'après *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1930, à la page 1. M. Taschereau a parlé "sans élever la voix, sans efforts et sans gestes", selon *La Tribune* du 11 décembre 1930, à la page 1. Le chef du gouvernement, "aristocrate de grand air, taille souple et maigre, démarche imposante et digne, chevelure grise ondulée", est en contraste avec le chef de l'opposition, "de corpulence débonnaire et joyeuse, visage plébéien, rude et puissant, avec des yeux pétillants, d'une malice sans cesse en éveil". Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 18 décembre 1930, à la page 2.

3. Selon *The Gazette* du 11 décembre 1930, à la page 1, "The faces of the members of the Opposition became wreathed in smiles at this admission". *Traduction*: Devant cet aveu, les députés de l'opposition affichent un visage rayonnant.

4. Camillien Houde est le premier politique québécois à parler à la radio. Il maîtrise vite ce moyen moderne de communication et, en tant que chef populiste, sait l'utiliser pour captiver les électeurs. Robert Lévesque et Robert Migner, *Camillien et les années vingt*; suivi de: *Camillien au Goulag: cartographie du houdisme*, Montréal, Éditions des Brûlés, 1978, à la page 49.

5. Il s'agit de M. Tremblay, député ouvrier de Maisonneuve, qui appuyait auparavant le programme conservateur de M. Arthur Sauvé.

6. Il s'agit de Walter Mitchell, chargé de mener une enquête sur l'assurance collective dans les autres provinces et aux États-Unis. Son rapport signale "l'échec quasi universel de l'assurance collective". Rumilly, Robert, *Histoire de la Province de Québec*, vol. XXX, Fides, Montréal:Paris, 1958, p. 21.

7. Voici la traduction de la lettre que M. W. A. Hetherington a reçue en réponse à sa demande de crédit agricole:

"En réponse à votre récente correspondance concernant la demande de prêt ci-dessus, nous souhaitons vous informer que la commission est disposée à approuver un prêt de \$800 avec la garantie offerte et estimée (elle retiendra un montant de \$300 jusqu'à l'achèvement de la grange). À l'heure actuelle, des chèques ont été tirés par le bureau chef sur toutes les banques ayant de l'argent à prêter et d'autres chèques ne pourront être émis jusqu'à ce que d'autres arrangements convenables puissent être faits. Lorsque les arrangements ci-haut mentionnés seront faits, un chèque au montant du prêt consenti sera transmis au bureau provincial."

8. Le *Chronicle-Telegraph* du 11 décembre 1930, à la page 14, indique le 26 novembre.

9. *The Standard* du 17 janvier 1931, à la page 32, écrit "14,000 milles".

10. *Traduction*: "Vous ne voudriez pas être indigents".

11. *Traduction*: "Ils ne seront pas satisfaits tant qu'ils ne l'auront pas eu."

12. Le premier ministre Taschereau fait ici allusion au journal antisémite et d'orientation fasciste, *Le Goglu*, publié à Montréal depuis le 8 août 1929. À ses débuts, ce journal humoristique était conservateur et particulièrement favorable au chef de l'opposition.

13. *Débats de la Chambre des communes*, 4^e session, 16^e législature, 29 avril 1930, page 1551.

14. *Le Droit* du 11 décembre 1930, à la page 5, et *Le Progrès du Saguenay* du 11 décembre 1930, à la page 9, écrivent "Livinson", tandis que *Le Nationaliste et le Devoir* du 18 décembre 1930, à la page 3, et *Le Bulletin des agriculteurs* du 18 décembre 1930, à la page 8, écrivent "Levinson".

15. Taschereau reprend, pour la réfuter, la péroraison du discours que Houde a prononcé à l'assemblée tenue à l'Aréna de Québec le 16 novembre 1931. (Rumilly, Robert, *Histoire de la Province de Québec*, vol. XXX, Fides, Montréal:Paris, 1958, p. 85.)

16. Selon *The Montreal Daily Star* 11 décembre 1930, à la page 29, à la fin de son discours, "the Premier... was only occasionally audible in the press gallery". *Traduction*: "De la tribune de la presse, on ne peut entendre qu'en partie le premier ministre".

17. Rumilly, *loc. cit.*

18. On s'attendait à ce qu'un membre de l'opposition tel M. Duplessis (Trois-Rivières) ou, du moins, tout autre que M. Tremblay, le député rebelle de Maisonneuve, demande l'ajournement du débat, selon *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1930, à la page 3.

19. Il n'est que 4 h 45, selon *Le Devoir* du 11 décembre 1930, à la page 9, ainsi que *The Gazette*, à la page 16, et *Le Nationaliste et le Devoir*, à la page 3, du même jour.

20. M. Tremblay parle comme il fait d'ordinaire au cours des assemblées politiques, selon *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1930, à la page 3. "Ses remarques sont décousues... déplacées dans l'enceinte parlementaire", selon *L'Union des Cantons de l'Est* du 18 décembre 1930, à la page 1. Il réussira quand même à tenir la parole pendant plus de trois heures, "sans doute pour punir le premier ministre de l'avoir autorisé à parler immédiatement plutôt que de lui permettre l'ajournement du débat". Voir *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1930, à la page 1.

21. Selon *L'Événement* du 11 décembre 1930, à la page 10, le premier ministre va dire quelques mots au sous-ministre des Affaires municipales, M. Oscar Morin, qui l'avait appelé et il revient.

22. *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1930, à la page 1, mentionne que la séance reprend à 9 heures du soir.

23. Le député de Compton, M. Andrew Ross McMaster, trésorier de la province (du 12 septembre 1929 au 16 octobre 1930), est absent de la Chambre pour cause de maladie.

24. Bien que *Le Devoir* et *The Gazette* du 11 décembre 1930, respectivement aux pages 9 et 10, écrivent "Marin", il s'agit de Gustave Morin, candidat libéral défait par à peine 192 voix dans Maisonneuve, en 1927.

25. L'incident s'est produit à la séance du 18 mars 1930 (3^e séance, 17^e législature), lors de l'étude en comité plénier du bill 49 modifiant la loi concernant les sociétés coopératives agricoles.

26. Selon les débats reconstitués de la séance du 18 mars 1930, il s'agit plutôt du député conservateur de Montréal-Dorion, M. Aldéric Blain.

27. Selon *Le Devoir* du 11 décembre 1930, à la page 9, "Les députés s'esclaffent" et selon *The Gazette* du 11 décembre 1930, à la page 1, "Someone laughed more loudly". Traduction: "Quelqu'un rit plus fort."

28. Les inondations au lac Saint-Jean au printemps de 1926 mettent en cause la politique industrielle du gouvernement: déboisement, exhaussement du niveau du lac, construction de réservoirs et de grands barrages pour des fins hydroélectriques. À la suite de cette calamité, une partie de la population a quitté la région. Voilà ce qui peut expliquer la situation décrite par le premier ministre Taschereau dans une lettre adressée à M. Robertson, ministre fédéral du Travail, pour appuyer son affirmation que le problème du chômage n'était pas grave au Québec. "Au lac Saint-Jean, la compagnie Price Bros., au mois de septembre, m'apprend même que le mois dernier, dans la région, elle a fait afficher des avis demandant 75 travailleurs et qu'aucune réponse n'a été reçue." Voir *Le Droit* du 12 décembre 1930, à la page 1.

29. "Au début des remarques de M. Tremblay, la Chambre s'est amusée, mais à la fin elle s'ennuyait;

on pouvait voir, l'un après l'autre, les députés quitter leur siège, si bien qu'à 11 heures, il ne restait plus qu'une quinzaine de députés", selon *Le Nouvelliste* du 11 décembre 1930, à la page 1.

Séance du jeudi 11 décembre 1930

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Frédérica Giroux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé" (M. Côté);
- du révérend père Stanislas Viennot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Cisterciens de Val-d'Espoir" (M. Côté).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bernard);
- de dame Angèle Allais et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de sœurs de Saint-Paul (M. Côté);
- de Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer ses prénoms et nom de famille, en ceux de Antoine-Georges Massey (M. Plante);
- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements nos 166 et 167 de ladite ville (M. Phaneuf);
- de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et lui accordant certains pouvoirs (M. Vautrin);
- d'Edward Spragge-Winslow et autres, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant le changement du nom de Edward Spragge-Winslow en

celui de Edward Winslow-Spragge et changeant le nom de Winslow en celui de Winslow-Spragge (M. Smart);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Papineau).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et augmentant ses pouvoirs;
- de Louis-Joseph Beaudoin et autres, demandant l'adoption d'une loi abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.

Servitudes sur des lots de Montréal et de Côte-des-Neiges

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Sainte-Justine

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 101 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi du Barreau

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 170 modifiant la loi du Barreau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Inhumations et exhumations

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 4 modifiant la loi des inhumations et des exhumations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Alexandre B. Smith, administrateur de l'École des hautes études commerciales de Montréal

M. Guertin (Hull): 1. M. Alexandre B. Smith est-il à l'emploi de l'École des hautes études commerciales, à Montréal?

2. Dans l'affirmative, sur la recommandation de qui a-t-il été nommé et à quelle date?

3. Quelles sont ses fonctions?

4. Parle-t-il français couramment?

5. Est-il canadien ou né dans un autre pays que le Canada?

6. Quels certificats ou diplômes universitaires possède-t-il?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.
2. Nommé le 13 septembre 1922, sur la recommandation du conseil d'administration de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

3. Chef du département d'anglais, professeur titulaire de langue et de littérature anglaise, d'anglais commercial et autres matières connexes.

4. Suffisamment.

5. Sujet britannique, né dans le Yorkshire (Angleterre).

6. M.A. (Master of Arts) de l'Université Durham (Angleterre), Associate of the College of Preceptors (London), Member of the Royal Society of Teachers of England.

M. Smith est l'auteur d'une lettre à la *Gazette* approuvant le discours de l'honorable juge Albert Sévigny en faveur d'un meilleur enseignement de l'anglais dans nos collèges classiques.

Prison pour femmes à Québec

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David) que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec.

Adopté.

The Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et le Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés.

Adopté.

Charte de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

G. A. Barber

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L. H. Stilwell

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 autorisant le Collège des

chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hôpital de l'Enfant-Jésus

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congrégation de la Fraternité sacerdotale

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 constituant en corporation la congrégation de la Fraternité sacerdotale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Arthur Roy

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 concernant la

succession de feu Arthur Roy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrat de mariage entre J. H. Kelly et M.-A. Dionne

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrats entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona et Donnacona Paper Co.

M. Gauthier (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Donation Cherrier-Sénécal

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe de la Canadian Transcontinental Airways Ltd.

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Faillite de la caisse d'économie des Cantons du Nord

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 concernant la faillite de la caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession John Dwane

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 concernant la succession de feu John Dwane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bureau des commissaires d'écoles de Québec

M. Cantin (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 10 décembre, sur la motion proposée mercredi le 3 décembre courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)¹

(Applaudissements à droite) rappelle les vides causés dans le monde parlementaire depuis la prorogation du printemps. Il rend hommage à feu l'honorable J.-É Caron, en qui il s'est plu à reconnaître un parlementaire expérimenté pour lequel il avait beaucoup d'admiration, et rappelle ses efforts incessants pour la cause de l'agriculture. Il évoque aussi le souvenir de feu l'honorable Adélard Turgeon. Il fait ressortir tout ce que le président du Conseil législatif a fait pour le succès du Parti libéral de la province. Il fait ensuite l'éloge de la carrière de l'honorable J.-L. Perron, dont on ne saurait trop parler, dit-il, et exprime le sentiment de perte ressenti par tous lors de sa mort. Il cite ses nombreux succès comme avocat, comme financier et comme homme d'affaires. L'un de ses plus beaux gestes a été de compléter notre réseau routier qui, aujourd'hui, est si apprécié de la population de cette province et des nombreux touristes qui nous viennent de l'étranger. La province est très affectée par ces lourdes pertes.

(Parlant d'attaques portées contre lui par le chef de l'opposition (M. Houde) dans son discours de mardi dernier) L'honorable chef de l'opposition m'a donné un conseil. L'Orateur suppléant de cette Chambre, a-t-il dit, ne devrait pas prendre part aux luttes politiques dans cette province. Il a crié au scandale. Mais je me demande, M. l'Orateur, s'il y a un article dans le Règlement de cette Chambre qui peut empêcher l'Orateur suppléant d'exercer son droit de député. Il se peut que d'autres qui m'ont précédé à cette fonction ne l'aient pas fait. Mais qu'a-t-il fait, lui, le chef de l'opposition? Il est allé en pleine session ouvrir sa campagne municipale à Montréal et au cours d'une grande assemblée tenue à Maisonneuve, il a spécialement attaqué l'Orateur suppléant de cette Chambre. Il l'a attaqué précisément au moment où celui-ci remplissait son devoir.

Je puis répondre au chef de l'opposition que je n'ai jamais manqué à mon devoir, en tant que membre de cette Chambre, tandis que lui, quand des bills ont été passés, tels des bills qu'il a vertement critiqués par la suite, était à Montréal et ne se préoccupait pas de ses devoirs de député. Plus que cela. Il m'a injurié publiquement et de façon indigne à la radio. Moi, j'étais ici, à mon siège de député, accomplissant mon devoir de député de la Législature.

J'avais décidé d'imiter ceux de mes prédécesseurs qui n'ont pas participé aux luttes politiques, mais, l'an dernier, en pleine session, l'honorable chef de l'opposition m'a attaqué à l'ouverture de sa campagne électorale municipale à

Montréal. J'étais alors à remplir mes devoirs en cette Chambre. J'ai dû me défendre. Le second du maire Houde lui-même, dans Maisonneuve, a fait appel aux électeurs au cours de cette campagne. Pourtant, le chef de l'opposition veut refuser ce même privilège aux députés libéraux.

Si l'Orateur suppléant n'a pas le droit de participer aux débats politiques, l'Orateur n'a pas le droit d'y participer non plus. Mais, le 28 novembre dernier, le chef de l'opposition a participé à un grand banquet politique au cours duquel on fêtait la victoire des honorables MM. Arthur Sauvé et Alfred Duranleau. Les journaux nous apprenaient que le sénateur Pierre-Édouard Blondin, président du Sénat, avait parlé aux côtés des honorables MM. Sauvé et Duranleau. Je relève parmi les noms des orateurs, ceux du chef de l'opposition, de M. Aldéric Blain, qui a le droit de parler comme député, et du sénateur Blondin. Est-ce que l'Orateur suppléant de la Chambre n'a pas alors le droit de participer aux luttes?

À ce banquet, le sénateur Blondin était aux côtés du chef de l'opposition, et si on ne veut pas croire mes paroles, que l'on réfère à *La Presse* du lendemain qui a publié des caricatures de ces deux personnages. Pourquoi deux poids et deux mesures? On permet aux conservateurs de le faire, mais on refuse le même droit aux libéraux. Je pourrais citer d'autres cas, par exemple le député de Montmagny aux Communes (M. La Vergne) qui est l'Orateur suppléant de la Chambre et qui possède un journal.

M. Armand La Vergne a présidé des assemblées à caractère politique à maintes reprises au cours de l'automne. Il fait des luttes dans son journal et préside des banquets politiques. Si l'Orateur suppléant de la Chambre au fédéral a le droit de participer activement aux affaires politiques, pourquoi M. Houde tente-t-il de dicter une ligne de conduite différente à l'Orateur suppléant dans la province? Mais tout ce bruit a été fait dans le but d'essayer de ruiner le député de Montréal-Saint-Jacques auprès des électeurs de son comté pendant qu'il était à remplir son devoir ici. C'est pourquoi je dis que lorsque nous exerçons un mandat, nous ne voulons pas que ceux qui en ont deux, et qui négligent le principal pour aller tenir des assemblées, se mêlent de nous attaquer.

C'est cela, quand on est conservateur, on peut se mêler de politique n'importe quand, et quand on est libéral, on doit se taire, quand cela fait l'affaire des conservateurs. C'est la façon intelligente du chef de l'opposition d'arranger les choses.

J'ai le grand honneur de répondre cet après-midi à l'honorable député de Maisonneuve

(M. Tremblay) et de lui succéder. Malgré ma bonne volonté, je n'ai pas la capacité de comprendre ce qu'il a voulu dire. Le député de Maisonneuve, tout en étant courtois, a voulu donner une leçon aux libéraux. Il a tâché d'expliquer la différence qui existe entre un libéral, un rouge, et un conservateur, un bleu. Il a passé la soirée à nous expliquer qu'il voulait seulement faire des remarques et non un discours. Il a déclaré qu'il est indépendant des deux chefs, et que nous sommes serviles parce que nous sommes libéraux.

Il rappelle au député de Maisonneuve, à lui qui prétend être libre de toute attache politique, qu'il s'est pourtant vanté à plusieurs occasions d'avoir beaucoup fait pour son parti, pour le Parti conservateur. Après avoir déclaré cela, il s'est séparé avec fracas de son chef. L'attitude de l'honorable député de Maisonneuve hier soir ne cadre pas avec celle qu'il a eue lors de l'assemblée de M. Bennett à Maisonneuve, pendant la campagne électorale fédérale cet été, lorsque, selon *The Gazette*, le député de Maisonneuve a dit qu'il avait été loyal, plus que n'importe qui au provincial...

Il (M. Vautrin) rappelle les querelles entre le chef de l'opposition et le député de Maisonneuve. Il cite la phrase du député de Maisonneuve: "La nouvelle administration municipale de Montréal est pire que l'ancienne." Pourtant, les explications qu'il a données à Maisonneuve sont tout à fait différentes de celles qu'il a données ici hier. Il s'est publiquement séparé de son chef au cours d'une assemblée, en disant qu'il ne voulait pas appuyer une administration comme celle de Montréal, et que cette administration étant "pourrie", le chef de l'opposition en s'y mêlant se voyait enlever des chances au provincial. Le député de Maisonneuve se déclarait loyal conservateur, il voulait être le candidat de M. Bennett, et le chef de l'opposition, qui est maire de Montréal, ayant refusé de présider l'assemblée Bennett, le député de Maisonneuve s'est empressé de la présider.

Il présida l'assemblée du Marché Maisonneuve, à Montréal, au cours des élections fédérales, et il (M. Tremblay) a posé trois questions à M. Bennett. Trois conditions selon lesquelles il lui accorderait son support. Ces conditions étaient les suivantes: il lui a demandé d'abord de promettre la convocation d'une session spéciale pour régler le chômage; il lui a demandé de ne pas partir pour l'Angleterre avant que tous les chômeurs n'aient obtenu de l'ouvrage; enfin, il lui a demandé les pensions de vieillesse.

M. Bennett lui a répondu qu'il convoquerait une session spéciale et qu'il ne voyait aucune raison

pour que le fédéral ne paie pas 100 % des pensions de vieillesse. Le premier ministre du Canada a aussi promis de régler la question du chômage avant de partir pour Londres. Son ami, M. Guthrie, a déclaré dans l'Ouest que cette question serait réglée dans trois jours après les élections. Qu'est-ce qui est arrivé dans la suite? On a été obligé de recourir aux provinces et aux municipalités pour obtenir leur aide. Le fédéral s'était engagé à régler seul ce problème. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) appuie encore M. Bennett qui n'a pas rempli ces diverses promesses. Je crois que mon honorable ami n'a pas de leçon à faire aux libéraux de cette Chambre.

L'honorable député de Maisonneuve a parlé de M. Bennett hier. Il l'a salué comme le surhomme de la politique canadienne, qui avait promis de régler le chômage et de payer toutes les pensions de vieillesse. Au sujet des pensions de vieillesse, l'opposition a manifesté de l'étonnement lorsque le premier ministre Taschereau a déclaré, au début de cette semaine, que le premier ministre Bennett avait promis à la population du Canada que le gouvernement fédéral était prêt à déboursier 100 % des pensions de vieillesse. Je cite un article de la *Gazette*² où on rapporte les promesses de M. Bennett à cet égard: "Je verrai, dit M. Bennett, à ce que les pensions de vieillesse soient payées par le Trésor public à toutes les provinces du dominion... C'est une obligation nationale. L'honorable M. King dit que cela ne peut se faire constitutionnellement. Si le dominion peut verser 50 %, pourquoi pas 99 %?"

Il y a du chômage. Nous l'admettons. Mais M. Bennett a fait le tour du pays en disant que, s'il y a du chômage, c'est la faute de la politique tarifaire de M. King. Jamais le chef conservateur n'a tenu le gouvernement du Québec responsable du chômage... Il a promis de régler ce problème en trois jours.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, est-ce qu'il est permis de parler du chômage quand la loi a été adoptée? J'invite la députation libérale, et même le premier ministre, à aller discuter cette question... mais en dehors de la Chambre.

M. l'Orateur: Dans le débat sur l'adresse, il est permis de traiter de tous les sujets.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) L'honorable député de Hull en a parlé du chômage hier soir³.

M. Guertin (Hull): J'en ai parlé hors de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député de Hull n'a pas l'air d'aimer cela.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) parle du problème du chômage que le gouvernement provincial a entrepris de résoudre. Il félicite l'administration libérale de ce qu'elle a fait pour les chômeurs.

L'attitude du gouvernement provincial est d'autant plus méritoire que c'est le chef conservateur qui avait promis de résoudre ce problème, et les conservateurs, à la suite du chef de l'opposition, ne sont pas justifiables de blâmer le gouvernement provincial qui n'est pas du tout responsable d'une situation que les conservateurs fédéraux avaient promis de régler.

Il y a du chômage dans la ville de Montréal. Le chômage existe et nous le savons. Il reproche au maire de Montréal de n'avoir rien fait pour remédier au chômage dans la ville qu'il administre, alors que Montréal est actuellement l'endroit où il y a le plus de chômage, proportionnellement à la population de toute la province.

Le chef de l'opposition (M. Houde) n'avait pas raison de faire des reproches au premier ministre au sujet du chômage, quand on sait tout ce que le premier ministre libéral a fait et tout ce que le maire de Montréal n'a pas fait pour les chômeurs. L'opposition au Québec répète les mêmes discours à l'encontre du premier ministre Taschereau que ceux qui étaient prononcés contre l'ex-premier ministre King.

M. Bennett a fait la tournée du dominion cet été et a parlé en plusieurs endroits du chômage durant les mois de juin et de juillet, blâmant le gouvernement King pour le manque de travail. Aujourd'hui, le chef de l'opposition (M. Houde) blâme le premier ministre Taschereau pour le chômage, et ses disciples tiennent le même discours. M. Bennett avait promis de régler le problème du chômage avant la Conférence impériale; trois mois ont passé depuis et la question n'est toujours pas résolue.

Le chef de l'opposition a cité d'une façon incomplète, l'autre jour, le texte du *Hansard* au sujet du chômage. Ce document est en date du 4 avril⁴ dernier, et non seulement le premier ministre du Québec, mais aussi le premier ministre de l'Ontario, M. Ferguson⁵, disaient qu'il n'existait pas de crise de chômage dans sa province. L'ex-premier ministre King avait à ce moment communiqué avec les premiers ministres provinciaux et avait demandé à chacun quelle était la situation dans sa province. À

ce moment, non seulement le premier ministre Taschereau, mais également le premier ministre Baxter du Nouveau-Brunswick, le premier ministre Ferguson de l'Ontario et le premier ministre Anderson⁶ de la Saskatchewan avaient répondu que leur province était prospère et que la situation économique était bonne.

Il cite aussi MM. Rhodes et Brownlee⁷. Tous auraient déclaré avoir constaté une amélioration dans leur province depuis l'année dernière. Les autres premiers ministres des provinces de la Confédération ont alors affirmé la même chose et leurs remarques furent citées, à cette époque, par le premier ministre King, à Ottawa. Le premier ministre n'a jamais nié le chômage, mais les chefs des gouvernements des autres provinces, M. Ferguson entre autres, disaient le printemps dernier que la situation n'était pas si effroyable qu'on le prétendait.

Ce que le premier ministre du Québec a dit, c'est que notre province souffrait moins de la crise que les autres. Et c'est vrai. En février dernier, le premier ministre avait raison d'affirmer qu'il n'y avait pas de chômage chez nous, car il y avait eu augmentation du nombre des employés. Quand le premier ministre a déclaré que la situation était meilleure dans notre province que dans les autres parties du pays, il avait encore raison. En voici la preuve.

Voyons les statistiques fédérales. En novembre dernier (1929): 28,000 personnes avaient perdu leur emploi dans ce pays, bien que M. Bennett ait promis de régler le chômage. De ces personnes, 11,000 étaient des gens de l'Ontario, et seulement 2,800 étaient des citoyens de la province de Québec.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Écoutez.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Ces chiffres sont pris dans le dernier rapport du gouvernement fédéral actuel. C'est donc le cas de dire que le premier ministre du Canada a trouvé ici la province la mieux préparée, non seulement mieux préparée que les autres provinces canadiennes, mais aussi mieux préparée que les autres pays souffrant de la dépression économique, à faire face à la crise que traverse actuellement le monde.

(À ce moment, l'Orateur (l'honorable M. Bouchard, Saint-Hyacinthe) laisse le fauteuil et il est remplacé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent, M. Cohen).

Qu'a fait le chef de l'opposition pour remédier au chômage de la cité de Montréal? Le maire actuel (M. Houde) a pris les rênes du pouvoir avec un nombre de chômeurs moins grand qu'il ne l'est actuellement. Avant de venir en aide aux ouvriers de sa propre ville, il s'est promené dans les campagnes pour tenir des assemblées. Il a commencé par faire le tour de la province dans des assemblées électorales. Il a lancé des calomnies à la tête des ministres provinciaux. Il a fait paraître dans les journaux du 11 novembre dernier un avis demandant aux chômeurs d'aller s'enregistrer dans les postes de police. Le but de cet enregistrement, disait-il, n'était pas d'obtenir un secours direct, mais d'éclairer la commission industrielle du chômage. Il (M. Houde) leur a dit d'attendre qu'on leur trouve des emplois par l'entremise du comité provincial du chômage.

Qu'est-ce qu'il a fait, lui, pour régler cette question dans sa ville? Aujourd'hui, nous sommes rendus au mois de décembre, et tout ce que le chef de l'opposition fait pour les chômeurs, c'est de leur demander, comme maire de Montréal, d'aller s'enregistrer dans les postes de police. L'honorable premier ministre n'a pas attendu aussi longtemps. Il a donné de l'argent à son ministère de la Voirie, afin de procurer du travail à un grand nombre de sans-travail. Il a fait diligence pour faire accepter la loi de l'aide aux chômeurs.

Malgré cela, le chef de l'opposition fait des reproches au premier ministre. Que voyons-nous dans l'Ontario? M. Sinclair⁸, chef de l'opposition libérale, reproche au premier ministre conservateur, le premier ministre Ferguson, de n'avoir pas imité le premier ministre du Québec en convoquant les Chambres pour approuver les octrois aux chômeurs.

Quand on touche \$6,000 comme chef de l'opposition et \$2,500 comme député, on remplit son mandat. Je tiens à rappeler que le chef de l'opposition n'a rien dit en Chambre sur la question des écoles juives, pour l'excellente raison qu'il n'y était pas. Aujourd'hui, il dit: "Cette loi a été faite pour me battre comme maire de Montréal." Je commence à penser qu'il croit ses propres mensonges, pardon, ses propres affirmations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit d'employer cette expression.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ferai observer à l'honorable député de Trois-Rivières que l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques a changé son expression.

M. l'Orateur suppléant: L'honorable député de Trois-Rivières insiste-t-il sur son point d'ordre?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, puisque l'honorable député a retiré ses paroles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Alors, imitez-le.
(Rires)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je tiens à rappeler, en substance, que le chef de l'opposition (M. Houde) n'a rien dit en Chambre sur la question des écoles juives, pour l'excellente raison qu'il n'y était pas. L'honorable chef de l'opposition, pendant que nous discutons le bill des écoles juives, était à Montréal. Il aurait bien pu venir en aéroplane comme il accourut un jour à Québec, lors de la scène de son collègue de Maisonneuve. Mais, après sa visite, le chef de l'opposition est retourné à Montréal et ne s'est pas montré pendant les trois semaines qui ont suivi. Non, il n'est pas venu.

Pourquoi n'est-il pas venu voter sur cette question de grande importance? Mon collègue a failli à son devoir, à tel point que le comptable a dû retenir une partie de son indemnité parlementaire. Il a manqué 35 séances de la Chambre à la dernière session, donc plus de la moitié des séances. Il n'a pas paru en Chambre une seule fois durant les trois dernières séances. Est-ce là le devoir d'un chef de l'opposition? Voilà l'homme qui aujourd'hui veut faire la leçon à tout le monde.

La loi adoptée en Chambre, des journaux ont fait du tapage. Dans une entrevue au *Devoir*, le 19 avril, il condamnait ces feuilles qui soulevaient les préjugés de race. Le chef de l'opposition donnait une entrevue au *Toronto Mail and Empire*, le 26 juin dernier. À cette occasion, le maire de Montréal s'opposait à ce qu'on soulève les races les unes contre les autres. Puis, en juin, c'est lui-même qui se mettait à l'œuvre pour soulever les préjugés à Louiseville, où il a parlé comme je n'ai encore jamais entendu parler contre une race. Le chef de l'opposition critique le gouvernement pour une loi adoptée alors qu'il était absent de la Chambre. Il prétend que c'était une loi des plus dangereuses; que n'est-il venu pour la combattre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur, je demande pardon à l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques, mais je lui suggère de proposer l'ajournement du débat pour quelques minutes. Nous voulons recevoir le bill du chômage du Conseil législatif.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.
Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant (M. Cohen, Montréal-Saint-Laurent) informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

Aide aux chômeurs

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications. Comme les membres de l'opposition n'ont pas étudié les amendements, j'aimerais, dit-il, que le premier ministre fournisse des explications au sujet de ces amendements et de leur portée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il y a eu trois amendements¹⁰ de faits au Conseil législatif pour permettre à des municipalités, Montréal entre autres, de contracter des emprunts sans référendum pour faire des travaux publics, dans le but exprès de remédier au chômage et permettre aux fabriques et aux corporations scolaires de faire des travaux aux écoles ou aux églises en vertu de la loi. Les travaux autorisés par la législation n'ont qu'un seul but: remédier au chômage. Le dernier des amendements a été adopté à la demande de la ville de Montréal et vise à donner à la métropole les pouvoirs nécessaires pour poursuivre les travaux entrepris pour remédier au chômage. Les autres ont été présentés dans le but de permettre à certaines municipalités, écoles et fabriques de profiter des subventions destinées à remédier au chômage dans les limites de leurs territoires. Elles pourront utiliser une part de l'argent pour construire ou réparer des églises, des écoles et des salles paroissiales. C'est pour certains secteurs des régions agricoles que cet amendement a été présenté, afin d'aider à remédier au chômage qui sévit là-bas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre de l'Agriculture pourrait-il nous dire s'il

existe véritablement du chômage dans les campagnes à cette période de l'année?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y en a, mais pas plus que d'habitude. Le chômage n'est pas très considérable dans les campagnes quant à l'agriculture proprement dite. Le chômage se produit surtout dans les régions où l'on fait chantiers de bois. Il y en a peut-être un peu plus cette année, car les compagnies de bois ont employé moins d'ouvriers. Dans certains endroits, des compagnies ont décidé de ne pas faire chantiers de bois, et certains bûcherons n'ont pu trouver leur emploi habituel. Au point de vue général, je ne crois pas que ce soit pire que d'habitude.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre qu'il y avait du chômage les années précédentes?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): En hiver, il y a toujours du chômage à la campagne. Il y en a toujours eu et il y en aura toujours, et cela, en raison du climat. Il est difficile d'établir une comparaison entre cette année et d'autres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je posais une question pour me renseigner seulement. Il y a quelque chose de plus grave. Un amendement que l'on nous propose me paraît bouleverser toute la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel amendement?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable premier ministre veut avoir un peu de patience.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oh! J'en ai de la patience.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre en aura besoin pour les prochaines élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Toujours souriant) Vous, c'est de la résignation dont vous aurez besoin aux élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les amendements soumis cet après-midi, sans avoir été portés à la connaissance des députés de l'opposition¹, sont de nature à soulever des conflits dangereux. La Chambre doit comprendre la position délicate dans

laquelle l'opposition se trouve à l'égard de cette législation. Le gouvernement se présente avec des amendements qui changent complètement la nature du bill sur le chômage. L'un des amendements, et c'est de celui-là dont je veux particulièrement discuter maintenant, donne aux fabriques, aux municipalités et aux commissions scolaires le pouvoir d'utiliser une part de l'argent accordé par Ottawa pour la construction et la réparation des églises, des écoles et des salles paroissiales. Cela est tout à fait extraordinaire.

L'amendement dont on parle est de nature à bouleverser toute cette législation. Il est extraordinaire et incomplet. Incomplet, parce qu'on ne peut amender la loi des fabriques et des commissions scolaires. Si je comprends bien, ces fabriques devront prendre des mesures pour rembourser les subventions reçues de cette façon. Personne ne peut modifier la loi qui régit les écoles et les commissions scolaires simplement en adoptant cet amendement pour faciliter l'application de la loi qui nous occupe.

Je crains que cet amendement donne lieu à des conflits entre le gouvernement et les corporations municipales et scolaires. Il pourra causer des troubles financiers extraordinaires. Il s'agit de dépenser des argents du fédéral. C'est dire que le fédéral devra légiférer dans un domaine religieux et scolaire. Je crois que ceci est de nature à soulever le cri de race en certains endroits. Tout le monde sait que la majorité de la population de ce pays n'est pas de la même dénomination religieuse que notre population.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie), qui n'avait pas encore paru à la séance, arrive à son siège.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement est de nature à soulever des conflits entre les diverses organisations chargées d'appliquer la loi. Il ne manquera pas d'y avoir conflit entre le dominion et le gouvernement provincial à ce sujet. De plus, l'argent provient du gouvernement fédéral, et ce gouvernement ne légifère pas pour une province, mais pour toutes les provinces, ce qui signifie qu'Ottawa doit légiférer dans l'intérêt de toute la population du Canada. Le gouvernement fédéral veut que l'argent fédéral soit utilisé à des fins publiques, c'est-à-dire pour des travaux présentant un intérêt pour non pas une seule catégorie de personnes, mais pour tous les citoyens, et non pour des travaux présentant un intérêt pour une confession ou une autre, une croyance ou une autre, mais pour tous. La loi fédérale dit en somme que l'argent doit être

utilisé pour des travaux qui intéressent tout le monde, indifféremment des religions, des races et des intérêts de groupes.

Le bill sur l'aide au chômage dans le dominion touche les neuf provinces et vise à remédier à une situation générale. Il ne vise pas des classes particulières. La législation du dominion dit en effet que certaines sommes doivent être dépensées pour l'exécution de travaux publics, en vue, expressément, de résorber le chômage, et non pour l'exécution de certaines améliorations qui présentent un aspect confessionnel. En un mot, l'amendement dépasse l'objet réel de la loi.

Le gouvernement, je veux bien le croire, a de bonnes intentions, mais le peuple a constaté depuis quelques années que ces bonnes intentions ne se réalisent guère en actions. L'enfer est rempli de bonnes intentions, mais nous ne devons pas oublier que la loi que nous adoptons sera interprétée selon les termes de l'amendement. Je crois que l'amendement dépasse le champ d'application de la loi et, en résultat, les fabriques et les commissions scolaires pourraient se retrouver dans une situation où le gouvernement fédéral aurait le droit d'intervenir, d'examiner leurs affaires.

Je le dis en toute sincérité, nous, de l'opposition, n'entendons pas faire d'obstruction, car nous voulons collaborer du mieux que nous le pouvons à la mise en place d'une législation visant à remédier au chômage. Nous voulons collaborer avec le gouvernement, mais nous ne pouvons nous empêcher de signaler que les amendements n'atteindront pas le but proposé. Nous voulons collaborer avec le gouvernement, mais pourquoi cet amendement extraordinaire à la dernière minute?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député a tort et raison. En principe, il a raison, il n'y a pas de doute. Nous avons pensé à la situation qui sera créée. Mais, en pratique, il a tort. C'est que dans beaucoup de municipalités où sévit le chômage, on nous a représenté que les seuls travaux publics à exécuter se limitent à des travaux d'écoles ou à des réparations d'églises. C'est pour aider ces municipalités que nous avons préparé ces amendements. On nous a demandé de permettre à des fabriques de se servir de l'argent du chômage pour des écoles ou des élèves. C'est le but de l'amendement.

Nous avons consulté Ottawa. On nous a déclaré que cette manière d'agir était acceptée et que de pareilles initiatives se sont faites partout ailleurs. M. Gideon D. Robertson, le ministre du Travail, à

Ottawa, a déclaré que cela était absolument légal et que la chose s'est faite et se fait dans l'Ontario et les autres provinces. On nous a dit que dans les autres provinces, on employait ainsi l'argent du chômage pour la construction d'écoles ou d'édifices, du moment que la part des municipalités était payée par les fabriques ou les corporations scolaires. Dans les provinces de l'Ouest, il y a également de l'argent qui sert aux églises et aux écoles.

Nous avons décidé de faire comme dans les autres provinces. Voilà pourquoi nous avons proposé cet amendement. Je puis dire à la gauche qu'Ottawa est disposé à attribuer de l'argent pour des travaux aux églises, aux salles paroissiales et aux écoles. Je puis lui affirmer que d'autres provinces ont décidé ce que nous voulons adopter. Cependant, s'il y a des objections à cet amendement, nous le retirerons. Si on l'exige, nous enlèverons cet amendement, mais nous l'avons placé dans la loi pour le plus grand bien de la population. Il y a un certain nombre de paroisses où l'argent ne peut être destiné qu'à ces fins.

Puisque Ottawa met cet argent à notre disposition, pourquoi ne pas l'utiliser? Pourquoi ne pas construire les écoles si Ottawa n'y voit pas d'objections, dans le cas où il n'y a pas moyen de faire d'autres travaux publics, puisque la part de tous ceux qui doivent contribuer sera remboursée? L'argent sera remboursé aux municipalités par les commissions scolaires et les fabriques, qu'elles soient catholiques ou protestantes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre déclare que le gouvernement d'Ottawa n'a pas d'objections aux travaux que mentionne le premier ministre. Je savais que le gouvernement fédéral a une grande largeur de vues, et une telle attitude de sa part ne m'étonne pas. Mais je ne puis m'empêcher de faire observer que, par ces amendements, le gouvernement provincial donne à Ottawa le droit d'intervenir dans les affaires des fabriques et des commissions scolaires. Le premier ministre admet qu'Ottawa aura droit de surveiller l'administration des fonds confiés aux commissions d'écoles et aux fabriques de paroisses. Il est donc clair qu'il pourra intervenir dans leurs affaires. C'est poser un principe dangereux quand il est possible d'y obvier.

Le premier ministre a dit qu'il n'avait pas besoin du gouvernement fédéral pour régler le chômage et qu'il était prêt à le faire. Voilà une magnifique occasion qui lui est offerte. S'il y avait conflit entre la municipalité et les fabriques ou

commissions scolaires, est-ce qu'Ottawa ne serait pas obligé d'intervenir? Au surplus, il y a des municipalités où il y a deux religions. Je m'objecte à ce que le gouvernement d'Ottawa s'immisce dans les affaires des fabriques et des commissions scolaires, car ce serait un danger pour notre autonomie et nos lois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas nous qui avons fait la loi, mais Ottawa. Nous voulons simplement rendre cette loi opérante et permettre aux municipalités de pouvoir l'appliquer. La loi fédérale est faite et nous ne pouvons pas la changer. C'est Ottawa qui aura le dernier mot et dira si on peut aider une fabrique ou une commission scolaire. Nous ne pouvons pas changer la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami est habile. Le premier ministre ne voit-il pas de danger dans les modifications qu'il propose d'apporter à la loi? Ne pourrait-il pas aider les municipalités, les églises et les commissions scolaires dans le besoin en utilisant les fonds de la province et ainsi éliminer le danger? Ne serait-il pas préférable de légiférer nous-mêmes en ce domaine et adopter une loi par laquelle le gouvernement donnera une aide directe, accordera de l'argent à ces municipalités qui n'ont pas d'autres travaux que des travaux de fabrique et de commission scolaire? Voici une belle occasion pour le gouvernement d'exercer sa générosité, lui qui se disait capable de régler la question du chômage seul.

Le premier ministre a dit qu'il n'avait pas besoin du gouvernement fédéral pour régler le chômage et qu'il était prêt à le faire. Voilà une magnifique occasion qui lui est offerte. Construire des églises et des écoles est louable, mais je crois, dit-il, qu'il vaudrait mieux que le gouvernement provincial utilise son propre argent pour cela. Si le gouvernement veut présenter un bill qui permettra à Québec d'allouer de l'argent pour l'exécution de travaux, très bien; l'opposition consentira à suspendre les règles et les règlements et à adopter le bill. J'ai l'autorisation de mon chef pour faire cette déclaration. Nous ne devons pas permettre à Ottawa d'intervenir dans les affaires de nos fabriques.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'honorable député de Trois-Rivières ne connaît pas la loi fédérale. Mon collègue oublie la loi fédérale. Il est dit, au paragraphe 3, que le fédéral paiera une partie des travaux, et la municipalité et le provincial, deux autres parties. Le contrat est passé entre la

municipalité et le fédéral. Donc, il ne peut y avoir de conflit avec les fabriques et les commissions scolaires.

Il (M. Francoeur) fait remarquer que les fins auxquelles serait utilisé l'argent en vertu de l'amendement étaient celles soumises au comité du chômage et approuvées par celui-ci, et également approuvées par Ottawa. C'est le seul geste que l'on puisse faire pour mettre un frein au chômage dans certaines régions rurales, et l'objectif du gouvernement fédéral, comme le sénateur Gideon Roberts me l'a affirmé, c'est de remédier au chômage. Si la province ne donne pas effet à la loi fédérale en ce qui concerne les municipalités rurales, comme le veut l'amendement, la loi fédérale ne sera d'aucune utilité dans certains cas.

Cette loi dit que le gouvernement d'Ottawa paiera la moitié du coût des travaux publics pour remédier au chômage. Dans certaines localités où il n'y a pas d'autres travaux à faire que la construction d'une salle paroissiale, par exemple, et les autorités municipales ne pouvant payer ces travaux, nous permettons qu'on emploie l'argent du chômage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Passez une loi alors.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

C'est ce que nous faisons. Le gouvernement fédéral ne pourra avoir affaire qu'aux corporations municipales. Il ne pourra avoir de démêlés avec les fabriques et les commissions scolaires. Le gouvernement autorise tout simplement les corporations municipales à faire des arrangements avec les fabriques ou les corporations scolaires et à se faire rembourser par elles. Il n'y a donc aucune possibilité de conflit entre le gouvernement fédéral et les fabriques ou corporations scolaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout cela est bien, mais il faut prévoir. S'il y avait conflit entre la municipalité et les fabriques ou commissions scolaires, est-ce qu'Ottawa ne serait pas obligé d'intervenir? Au surplus, il y a des municipalités où il y a deux religions.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Nous voulons simplement rendre la loi fédérale opérante. Le député de Trois-Rivières dit qu'il n'est absolument pas convaincu des raisons données. Je ne vois pas comment l'adoption de cet amendement pourrait entraîner un conflit entre les croyances religieuses et les races dans cette province.

M. Guertin (Hull): J'espère que si ces travaux sont refusés, on ne dira pas que c'est la faute d'Ottawa. La gauche et la droite semblent bien s'entendre, aujourd'hui, et consentent à violer quelque peu les règlements de la Chambre pour expédier ce bill le plus tôt possible. Tout de même, on permet quelques remarques.

Je me permettrai de faire des remarques que je n'ai pu faire la semaine dernière, n'ayant pu assister à la discussion lors de la présentation du bill, à cause d'un accident dans ma famille¹².

Il est permis d'éprouver certains doutes à l'endroit du gouvernement par suite de la présentation de cet amendement. La question à laquelle se rapporte l'amendement a déjà été soumise au gouvernement fédéral, qui n'a exprimé aucune objection.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout de même, il faudrait s'en tenir aux amendements. Je crois que nous en sommes à étudier les amendements du Conseil législatif. Ne rouvrons pas le débat. Je crois qu'il vaut mieux ne pas sortir de là. Mon collègue pourra revenir sur le sujet. L'honorable député de Hull pourra parler du chômage dans le débat sur l'adresse. Le gouverneur attend pour sanctionner la loi.

M. Guertin (Hull): Je pourrai y revenir à l'occasion du budget?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, ou à d'autres occasions, en Chambre, bien entendu. J'assure le député de Hull qu'il aura amplement le temps, plus tard, de discuter de cela et d'autres questions qui pourraient l'intéresser.

M. Guertin (Hull): À la bonne heure! Alors, j'en reparlerai plus tard.

Les amendements sont lus une première fois.

La Chambre procède à la deuxième lecture desdits amendements.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avant de consentir à l'adoption, je veux poser quelques questions précises.

Est-ce qu'il y a eu correspondance entre Ottawa et Québec au sujet de la nature des travaux? Le premier ministre a-t-il une correspondance établissant qu'Ottawa a approuvé des travaux de fabrique ou de commission scolaire?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

La correspondance est l'acceptation par les deux gouvernements d'Ottawa et de Québec du contrat qui est intervenu. Quant à la nature des travaux, Ottawa nous a dit qu'on pouvait faire n'importe quels travaux, du moment qu'ils seraient exécutés dans les localités où il y a du chômage.

L'interprétation de la loi a été faite par Ottawa. L'argent peut être employé partout et à n'importe quels travaux, pourvu que cela ait pour but de remédier au chômage. On pourrait même construire un sentier dans la forêt, selon l'expression employée par Ottawa lors de la discussion du projet. Ce qui est arrivé, c'est que les municipalités ont demandé à faire de ces sortes de travaux, alléguant que c'étaient les seuls à faire pour donner de l'ouvrage aux chômeurs. Les contrats ayant été acceptés, il faut en conclure que le consentement a été donné. Toutes les subventions ont été approuvées auparavant par le ministre du Travail du dominion, celles sur lesquelles porte l'amendement, comme les autres.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est une déduction que vous tirez, c'est une interprétation de la loi. Maintenant, le premier ministre peut-il nous assurer que, dans les autres provinces, des argentés attribués au chômage ont été consacrés, appliqués à des travaux de fabrique ou de commission scolaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ç'a été dit au comité du chômage... C'est le secrétaire, M. Vallée¹³, qui l'a rapporté. Il y a des municipalités qui avaient des chômeurs et ne savaient quels travaux faire. Elles se sont demandé ce qu'elles pourraient bien faire comme travaux et c'est pour cela que les amendements ont été inclus.

M. Guertin (Hull): Alors, il y a du chômage à la campagne?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Nous serions une province bien fortunée si nous n'en avions pas. Nous permettons donc à ces municipalités de se servir de l'argent du chômage pour bâtir des églises ou des écoles.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Je saisis l'idée de la droite. Cet amendement va mettre les curés de bonne humeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils sont de bonne humeur avec nous. Je ne sais

comment ils sont avec vous. Les curés sont de bonne humeur avec le gouvernement. C'est l'opposition qui devrait se les concilier.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On nous demande d'adopter ces amendements à la vapeur. Et, pour solliciter notre concours, on fait deux affirmations catégoriques. Le premier ministre affirme qu'Ottawa a approuvé de ces sortes de travaux, et prétend que d'autres provinces ont fait ce que nous voulons faire. Je demande sur quoi on se base pour affirmer ces choses; l'honorable premier ministre hésite, ne sait pas, puis donne une réponse vague, du oui-dire. Et on dit que c'est l'opposition qui attise le feu du conflit racial. Je sais bien ce qu'il y a en dessous de tout cela. En dépit de ces citations des évêques quand elles font son affaire, le premier ministre sent que la question juive, ça le tue dans les campagnes, auprès du clergé.

M. l'Orateur, le gouvernement veut s'attirer la sympathie des curés. Il sait que sa loi des écoles juives l'expose aux reproches des curés, malgré les lettres d'évêques dont le premier ministre ne cite qu'une partie. Alors, il veut rapprocher de lui les curés. Il voudrait bien se relever quelque peu, racheter ses fautes. Oh! M. l'Orateur, j'ai le droit de faire des rapprochements. J'ai le droit de parler. C'est grave ce que l'on nous demande.

Il y a des municipalités où il y a deux religions. Si l'église des protestants n'a pas besoin de réparations et l'église catholique en a besoin, qui fera les travaux? Qu'arrivera-t-il si, dans une localité, les chômeurs sont des protestants et si on construit une église catholique? Il y a un danger de conflit. Ne prévoyez-vous pas qu'il peut y avoir conflit entre les contribuables protestants et catholiques? Ceux qui n'auront pas les argents trouveront à redire contre les autres.

J'ai dit que l'adresse en réponse au discours du trône et le discours du trône lui-même sont remplis d'un cynisme révoltant, je le répète. Les présents amendements le sont davantage encore. Eh bien, cet amendement du Conseil législatif est cynique. Il montre que le gouvernement essaie de s'attirer les faveurs des curés avant les élections. C'est un moyen que le gouvernement emploie pour se cramponner au pouvoir qui lui échappe.

Manœuvre politique, le ministère veut soulever les races les unes contre les autres et "amadouer" les curés, qui feraient la guerre au gouvernement aux prochaines élections sur la question juive. C'est en vain que le gouvernement tente cette astuce pour se maintenir au pouvoir. Un

amant ne peut retenir sa belle uniquement avec des présents; alors, tout ceci est inutile.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je crois que mon honorable collègue déplace la question.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pardon, je la replace.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'y a aucune manœuvre politique là-dedans. Si l'opposition insiste, nous allons retirer cet amendement; mais il y a des localités où il y a des chômeurs et où l'on ne peut faire d'autres travaux que des constructions d'églises, d'écoles ou de salles paroissiales. Pourquoi ne permettrions-nous pas l'emploi de l'argent du chômage pour ces travaux, puisque Ottawa reconnaît que c'est juste?

Les demandes ont été formulées par des municipalités, au comité du chômage qui est formé de catholiques et de protestants. Le chef de l'opposition va un peu loin dans ses remarques et ses craintes ne sont pas légitimes. Un questionnaire a été envoyé par le comité du chômage à toutes les municipalités; il appartenait aux municipalités seules de dire quels travaux elles entendaient faire exécuter. Le comité du chômage a étudié ces demandes et les a approuvées. En dernier ressort, le ministre du Travail, en l'espèce, M. Robertson, a donné sa sanction. Il n'y eut aucune intervention des fabriques ou des corporations scolaires, ni de messieurs les curés.

Il (l'honorable M. Francoeur) déclare qu'il connaît la procédure suivie parce qu'il a assisté aux séances du comité du chômage. Le gouvernement n'a jamais songé à faire de cette question importante une manœuvre électorale. Au reste, le comité du chômage est composé d'hommes intègres, choisis dans les deux partis et représentant des religions différentes. Ces hommes n'avaient pas à traiter avec les corporations scolaires ou les fabriques, mais simplement avec les municipalités, et c'est ce qu'ils ont fait.

Je suis convaincu que dans certaines localités où il y a du chômage, on ne pourra pas faire d'autres travaux que ceux qui relèvent des fabriques ou des commissions scolaires. Mais, si l'honorable chef de l'opposition trouve l'amendement dangereux, nous allons le retirer tout simplement.

M. Guertin (Hull): Quelles sont les municipalités qui ont demandé de l'argent dans les conditions que vous dites?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai pas la liste. Si l'opposition se montre hostile à l'amendement, le gouvernement le retirera tout simplement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous ne sommes pas hostiles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Retenons bien ceci: nous voulons légiférer, accorder des pouvoirs aux municipalités, et nous ne changeons rien des pouvoirs des congrégations religieuses, des fabriques et des commissions scolaires. Nous ne connaissons pas les chartes ni leurs obligations. La Législature sait qu'il y a des chartes spéciales et que nous ne pouvons pas, en amendant les chartes municipales, changer quoi que ce soit aux chartes des commissions scolaires, ni aux chartes privées. Alors, si la présente loi ne peut se concilier avec leur charte, à quoi cela servira-t-il?

Si le gouvernement est sincère, qu'il accorde donc une aide directe! Si le gouvernement veut donner ce privilège aux fabriques, aux commissions scolaires et même aux communautés religieuses, au nom du chef de l'opposition, je déclare que nous sommes prêts à adopter une loi pour permettre ces dépenses, mais avec de l'argent du provincial. Votons une loi spéciale donnant de l'argent aux municipalités qui ont de ces sortes de travaux à faire faire et, ainsi, nous laisserons les fabriques et les commissions scolaires exécuter ces travaux sans les mettre dans une impasse.

L'opposition est prête à mettre de côté toutes les règles de la Chambre et adopter une loi à cette fin, afin de prévenir les dangers, non seulement les dangers du gouvernement, car le gouvernement connaît trop bien les dangers qui l'attendent et ces dangers-là ne nous regardent pas, mais les dangers qui menacent les intérêts supérieurs de la province. Nous promettons au gouvernement de passer cette loi en une seule séance s'il le veut, et les chômeurs auront du travail immédiatement.

Pourquoi nous assembler pour administrer les affaires de la province, si le gouvernement n'a pas le pouvoir de prendre les fonds de la province pour de pareilles fins? Et surtout lorsque le premier ministre nous a dit qu'on n'a pas besoin de l'aide du gouvernement fédéral, et que notre province est capable de rencontrer ses besoins. Pourquoi adopter un amendement qui entraînera des conflits de religions et de races dans un but et pour des fins politiques? Le danger est grave. Mais l'amendement qui se présente devant nous n'est pas fait pour

remédier au chômage, mais pour soulever aux élections prochaines des questions qui ne devraient pas être soulevées. Il y a des dangers.

Je fais appel à l'esprit patriotique des députés de cette Chambre pour empêcher qu'il se pose un acte qui soulèverait une race contre une autre, une croyance religieuse contre une autre. Le gouvernement réalise ces dangers. Pourquoi ne pas adopter la procédure que nous avons préconisée? Nous passerons la loi immédiatement, même les trois lectures de suite, s'il le faut. Au nom des intérêts sacrés de la province, je demande au gouvernement de ne pas nous exposer à des conflits de races.

Je regrette qu'on propose cet amendement dans un but politique pour assurer à l'administration un succès qu'elle ne peut obtenir librement. Sommes-nous arrivés dans cette province à un point où pour des raisons politiques, pour conserver une administration, il faille prendre des mesures calculées pour soulever races contre races et croyances contre croyances? Les moyens que nous suggérons sont suffisamment utiles pour qu'il soit du devoir du gouvernement de les adopter.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les impressions de nos collègues sont mauvaises, mais nous n'y pouvons rien. Nous ne pouvons empêcher l'honorable député de Trois-Rivières d'avoir des impressions. Mais je crois qu'il est dans l'erreur. Il n'y a aucune manœuvre politique là-dedans. J'ajouterai cependant, je répéterai que les municipalités passent le contrat avec le gouvernement, et les autres parties n'ont rien à y voir. Il y a un fait qui, je pense, devrait être signalé. Est-ce qu'une commission d'écoles n'a pas le droit de réparer ses écoles, et la fabrique d'une église n'a-t-elle pas le droit de reconstruire son église? En droit, les commissions scolaires ont le droit de construire des écoles d'après la loi qui les régit.

Il n'est donc pas nécessaire de bâtir une autre loi comme le veut le député de Trois-Rivières, pour leur accorder des pouvoirs qu'elles ont déjà. Seulement, nous prenons des mesures pour permettre à ces commissions et à ces fabriques de faire les arrangements nécessaires. Il ne s'agit pas d'une manœuvre politique; s'il existe une manœuvre, elle vient du gouvernement central. Le gouvernement provincial n'est intéressé ni directement ni indirectement à la question. C'est le comité du chômage qui a approuvé les travaux et c'est Ottawa qui les a sanctionnés.

Encore une fois, je répète, je ne vois pas pourquoi nos amis insistent sur ce point. Nous

essayons de donner effet à une loi fédérale. Si l'autorité fédérale approuve ces travaux, nous n'avons aucune raison d'intervenir. En tout cas, nous l'avons déjà dit et le répétons, si l'opposition s'oppose, nous sommes disposés à biffer cet amendement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il s'agit du bill de l'aide aux chômeurs. Nous avons déjà dit que l'opposition ne voulait faire aucune obstruction. Nous ne désirons occasionner aucun délai à la ratification de la loi par les deux Chambres et par le lieutenant-gouverneur. Mais voici un amendement gros de conséquences. Nous sommes prêts à accepter l'amendement, pourvu que les déclarations faites en cette Chambre par le premier ministre et par le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur), de leur siège, représentent exactement ce qui a été convenu entre Ottawa et la Législature et représentent exactement la lettre de la loi d'Ottawa concernant l'aide au chômage.

Si réellement Ottawa a consenti à attribuer des octrois à des travaux de fabriques, de congrégations religieuses et à des commissions scolaires, si réellement d'autres provinces ont fait ce que nous sommes en train de faire, nous allons adopter l'amendement.

Donc, nous sommes en faveur de l'amendement, pourvu que la chose se soit faite dans les autres provinces, comme le premier ministre l'a affirmé, pourvu qu'Ottawa n'ait formulé aucune objection pour d'autres provinces, soit pour d'autres dénominations religieuses ou la nôtre. Nous sommes heureux, si Ottawa n'a aucune objection, et pourvu qu'aucune objection ne soit faite dans d'autres provinces à adopter l'amendement.

Nous pouvons accepter votre parole, M. le premier ministre. Mais, malgré la déclaration du premier ministre et du ministre des Travaux publics, je doute qu'Ottawa approuve les différents comptes lorsque le ministre des Travaux publics et du Travail de Québec les présentera. Je doute fortement qu'Ottawa ait donné ou donne la même interprétation que le ministre a donnée à la loi. Je doute qu'Ottawa ait donné son consentement et que d'autres provinces aient fait ce que nous faisons. Nous nous permettons d'en douter encore, mais nous votons le bill.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est la loi fédérale en vertu de la convention signée à Ottawa le 22 octobre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais appliquée à votre façon.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Appliquée par le gouvernement du Québec. Lisez le contrat.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est la loi fédérale, mais appliquée par la province dans la province. C'est la distinction. C'est une manœuvre habile, mais dangereuse. Elle est trop habile; elle manquera à cause de son trop d'habileté. C'est un peu comme le sucre et la saccharine. La saccharine est bien plus sucrée que le sucre; elle est même tellement sucrée que personne n'en veut. C'est une manœuvre habile, trop habile, trop sucrée. C'est habile, mais dangereux. Nous avons mis la droite en garde. Nous voulons avertir le gouvernement que ce n'est que sous cette réserve-là que nous adopterons l'amendement.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

- bill 2 de l'aide aux chômeurs, 1930.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée mercredi le 3 décembre courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) rapporte un discours du M. Laurent Barré qui se plaignait à Louiseville d'être attaqué.

Comme le chef de l'opposition, M. Laurent Barré, qui a du talent, je le reconnais, n'aime pas recevoir des coups, mais il en donne. Il parle d'une assemblée tenue au cours des élections partielles.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): À Sorel. Mais nous n'avons pas été capables de parler.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Pardon, pas à Sorel, mais à Hull. À Hull, il déclarait que le gouvernement voulait faire des Canadiens français un peuple de vendus, et que les députés libéraux de cette Chambre étaient des êtres serviles. M. Laurent Barré s'est plaint de la riposte qu'il a reçue du premier ministre; le chef de l'opposition aurait dû lui dire de respecter les membres de la Chambre, s'il ne se respectait pas lui-même. Nous n'avons pas les grosses indemnités de l'honorable chef de l'opposition (M. Houde), mais nous avons le cœur à la bonne place et nous n'entendons pas être insultés. Le chef de l'opposition devrait respecter ses collègues de la Législature et, aussi, veiller à ce que ses disciples fassent la même chose.

Il n'y a aucune raison de dire des députés qu'ils sont serviles, et on n'en a pas le droit, ni de parler du premier ministre comme de quelqu'un qui a trahi ses compatriotes. J'ai entendu M. Barré dire à Maskinongé des choses désagréables. Il a attaqué la question juive de façon injuste et inique. Il a dit qu'il

ne voulait pas que les fils de Dollard et de Champlain soient appelés à donner leurs places aux fils d'Isaac et de Jacob¹⁴. Je suis heureux que le premier ministre l'ait mis à sa place. J'admire le premier ministre qui l'a certainement mis à sa place.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon, sa place (à M. Barré), c'est celle du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) reproche au chef de l'opposition de n'avoir pas été à son siège lorsque M. (Arthur) Sauvé a présenté une motion relativement à la tuberculisation des troupeaux. Le chef de l'opposition nous a parlé dans son discours de la loi des paratonnerres. Mais, lorsque cette loi a été étudiée ici, le député de Dorion (M. Blain) a proposé un amendement, et le chef de l'opposition n'était même pas ici. Un homme ne peut remplir un double mandat. Je ne contredis pas les paroles du chef de l'opposition pour le simple plaisir d'être désagréable, mais pour montrer à quel point sont malhonnêtes les tactiques qu'il emploie pour démolir ses adversaires.

L'honorable chef de l'opposition n'a pas répondu à son collègue de Maisonneuve, mais il l'a injurié. S'il a eu des ennuis à Québec, à l'aréna, il est responsable de l'attitude de certains électeurs. À Louiseville, dans Maskinongé, où nous avons rencontré le député de Deux-Montagnes dont l'attitude fut très digne, le chef de l'opposition avait envoyé pour nous empêcher de parler à M. Donat Houde¹⁵, un parent du chef de l'opposition, celui-là même que le maire de Montréal a nommé "gouverneur" de l'île Sainte-Hélène, condamné à deux ans de travaux forcés au pénitencier pour vol avec effraction commis pour la bonne cause. C'est l'affaire du chef de l'opposition. Quand on est au pouvoir, on fait ce qu'on veut. Le peuple jugera. D'autres s'employaient à la même besogne.

Dans ce comté de Maskinongé, d'anciens policiers de Montréal, le détective Marcellin Bergeron, le sergent-détective Racicot, ancien "chauffeur" du maire, M. Roy, employé de la ville, M. Brizard étaient là avec Donat Houde, sous le coup d'une condamnation de deux ans, pour nous empêcher de parler, combattre et attaquer les électeurs du comté. J'ai dû, dit-il, céder ma place au député de Maskinongé (M. Thisdel) pour empêcher des troubles sérieux. Tous ces gens ont voulu soulever les gens de Maskinongé. C'est le chef de l'opposition qui est responsable de leurs actes. Le maire de Montréal est responsable de ces désordres qui sont de nature à soulever les passions du peuple.

Le chef de l'opposition doit-il être surpris d'avoir eu du trouble à l'aréna de Québec au cours d'une assemblée tenue il y a quelques semaines? Qu'a-t-il dit à l'aréna? Il a osé dire que le premier ministre avait vendu sa race quand tout le monde sait que le chef du gouvernement a continué la sage politique de Sir Lomer Gouin et a donné à notre province un développement qui fait l'admiration de tout le dominion.

Je cite les discours du chef de l'opposition pour les réprouver et lui demander de retirer ses affirmations à l'adresse du premier ministre de la province que le chef de l'opposition a accusé d'avoir vendu sa race. S'il (M. Houde) comprenait toute sa responsabilité dans ce cas, il changerait son attitude.

M. Tremblay (Maisonnette) interrompt à plusieurs reprises le représentant de Montréal-Saint-Jacques.

M. l'Orateur lui fait remarquer que les règlements de la Chambre défendent à un député d'interpeller un collègue sans sa permission.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) accuse le chef de l'opposition d'avoir prétendu des choses qu'il n'a jamais pu prouver au sujet de l'exploitation de nos forêts. Le chef de l'opposition n'avait pas cité de chiffres, tandis que l'année dernière, au cours de la session, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) avait produit à la Chambre des chiffres à l'appui. Le ministre des Terres et Forêts a démontré que, sous le régime conservateur, 37,000 milles de forêts ont été loués, tandis que, de 1908 à 1929, les libéraux n'en ont loué que 10,000 milles. Jamais cette déclaration du ministre n'a été contredite.

Quand le chef de l'opposition dit que le gouvernement a vendu nos ressources naturelles, il ne dit pas ce qui est. Le capital américain n'a pas fait son entrée dans la province de Québec exclusivement, mais il a également fait son chemin en Ontario et dans d'autres provinces, et pourtant, le premier ministre de l'Ontario ne se fait pas accuser d'avoir trahi son pays et sa province parce qu'il a dit oui aux investissements américains en Ontario. Au contraire, il s'est formé à Toronto une commission industrielle chargée d'attirer les industries, et cette commission a réussi à attirer des industries, certaines étant des usines des États-Unis, dont les propriétaires voulaient qu'elles s'installent ici pour éviter les contrecoups du tarif canadien.

Le chef de l'opposition a dit que les Canadiens avaient perdu le contrôle de leurs industries. Le chef de l'opposition nous a promis, dans sa première élection comme maire de Montréal,

de faire venir des industries nouvelles dans la métropole. Il n'en a rien fait. Il a maintenu au départ que l'administration municipale ne s'était pas montrée favorable, mais aujourd'hui, et cela depuis avril dernier, M. Houde n'est pas seulement maire de Montréal, mais également administrateur. Je lui suggère de s'informer pour savoir quel parti a cédé à bail le bois de la province, et il découvrira que le Parti conservateur en a cédé une grande partie avant 1897, et que la seule différence est que le gouvernement libéral a veillé à ce que les concessions rapportent une somme substantielle dans les coffres de la province.

Les statistiques¹⁶ font état d'investissements étrangers de \$6,000,000,000 au Canada, dont \$3,600,000,000 viennent des États-Unis et \$2,250,000,000 de la Grande-Bretagne, le reste provenant d'autres pays. Il n'y a que \$560,000,000 qui sont investis dans l'industrie des pâtes et papiers dans tout le Canada. Alors, on ne peut prétendre que les Américains possèdent la province, comme l'affirme M. Houde. En fait, du capital investi dans l'industrie au Canada, 77 % est de provenance canadienne, 21 % de provenance américaine, et le reste est de provenance anglaise.

Il n'est donc pas juste de dire que le premier ministre a vendu sa race, quand il a fait la même chose pour le plus grand bénéfice des siens. Le Canada n'est pas donc envahi par le capital étranger. Ce que le maire de Montréal n'a pas fait, le gouvernement de Québec l'a accompli et a créé des villes industrielles dans notre province.

Nous appartenons à un grand pays. Le Canada est devenu le cinquième pays commerçant du monde, grâce à ses belles ressources. Dans ce dominion, il y a une province qui domine, c'est Québec, et cela, à cause de son attachement au pacte fédéral, de sa bonne administration, dirigée par un homme que nous admirons. Aux injures qu'on lui prodigue, le premier ministre répond par des actes.

(Longs applaudissements)

M. l'Orateur: Cette motion, portant adoption de l'adresse en réponse au discours du trône, sera-t-elle adoptée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Adoptée.

Des voix ministérielles: Adoptée.

M. l'Orateur: Adoptée¹⁷. Carried.

L'adresse est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée au mercredi 7 janvier prochain (1931).

Les Chambres ayant été convoquées plus tôt qu'à l'habitude dans le but de voter le bill du chômage, ce but ayant été rempli et puisque nous avons adopté l'adresse, je propose que cette Chambre s'ajourne jusqu'au 7 janvier. Je souhaite à tous les députés un joyeux Noël et une heureuse année.

M. Guertin (Hull): Comme la loi du chômage est maintenant adoptée, la députation peut remettre les autres questions après le jour de l'An. Nous secondons avec plaisir la motion de l'honorable premier ministre et nous le remercions.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 12 décembre 1930, à la page 3, M. Vautrin a parlé pendant 50 minutes. Ses réfutations des allégations de l'opposition sont bien documentées. Selon *La Tribune* du même jour, à la page 1, le député de Montréal-Saint-Jacques "ne se fie jamais à la mémoire, il a soin au jour le jour de couper dans les "gazettes" ce qui un jour fortifiera la preuve".

2. À la page 1 de l'édition du 3 juillet 1930, dans un article intitulé: "Bennett Gives Pledge to Pay Age Pensions".

3. C'est une allusion au discours de M. Guertin à Saint-Sauveur, la veille, devant les membres de l'Association des jeunes conservateurs de Québec-Ouest. Accompagné du nouveau député de Deux-Montagnes, Paul Sauvé, il avait vertement critiqué la politique du gouvernement libéral concernant le chômage ainsi que l'utilisation politique de l'argent

fédéral pour y remédier. Voir *Le Droit* du 12 décembre 1930, à la page 7.

4. Il faudrait lire le "3 avril" dernier.

5. L'honorable Howard Ferguson.

6. L'honorable James Thomas Anderson.

7. L'honorable John Edward Brownlee, de l'Alberta.

8. L'honorable William Edmund Newton Sinclair.

9. Le premier ministre interrompt M. Vautrin à 4 h 30, selon *L'Événement* du 12 décembre 1930, à la page 4, et à 5 heures moins 20 minutes, selon *Le Droit* du même jour, à la page 7. Le discours de M. Irénée Vautrin est divisé en deux par la discussion portant sur le bill 2 de l'aide aux chômeurs et est ainsi mis au second plan. Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 18 décembre 1930, à la page 3.

10. *Note de l'édition:* Les trois amendements, en discussion, proposés par le Conseil législatif, sont les suivants:

"1. Le deuxième alinéa de l'article 8 est amendé en remplaçant, dans les lignes 7 et 8, les mots: "approuvé par le ministre des Affaires municipales" par les mots "n'excédant pas six pour cent par année. Cependant le ministre des Affaires municipales peut autoriser un taux d'intérêt plus élevé que six pour cent."

2. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 8:

"8a. Il est permis à toute municipalité d'acquérir de gré à gré, ou par expropriation, les immeubles requis pour l'exécution des travaux à être faits en vertu de la présente loi, ainsi que tous droits quelconques affectant ces immeubles.

"La loi qui régit la municipalité s'applique pour l'expropriation prévue par l'alinéa précédent.

"La municipalité est autorisée, pour payer le coût d'acquisition de ces immeubles, à employer ses fonds généraux, au moyen d'une résolution, ou à faire un ou des emprunts.

"Les dispositions de l'article 8 s'appliquent aux emprunts autorisés par le présent article."

3. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 9:

"9a. Toute municipalité régie par le Code municipal est autorisée à céder et transporter à l'œuvre et fabrique d'une paroisse, à une congrégation religieuse ou société religieuse, ou à

une commission scolaire, tous ou partie des octrois qui lui sont accordés en vertu de la présente loi, aux fins de les appliquer à des travaux de construction et de réparation à une église ou à une école située dans les limites de la municipalité, pourvu que la part contributoire exigée de la municipalité, pour bénéficier desdits octrois, lui soit remboursée par l'œuvre et fabrique, la congrégation ou société religieuse, ou la commission scolaire, suivant le cas.

"À cette fin, les corporations ci-dessus mentionnées sont revêtues de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à exécution les dispositions du présent article."

11. *Le Journal* du 13 décembre 1930, à la page 13, écrit que "profitant des bonnes dispositions de la gauche qui ne voulait pas faire obstruction au bill de l'aide aux chômeurs", le premier ministre fit adopter les amendements au Conseil législatif avant de les faire approuver par la Chambre.

12. Selon *L'Illustration* du 12 décembre 1930, à la page 2, la victime de l'accident serait Mme Guertin.

13. *The Montreal Daily Star* du 12 décembre 1930, à la page 4, précise que M. Ivanhoë-E. Vallée, sous-ministre des Travaux publics, est responsable des travaux qui seront exécutés sous le contrôle du comité du chômage.

14. *The Gazette* et *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 12 décembre 1930, respectivement aux pages 2 et 3, écrivent "sons of Judah", tandis que *La Presse*, *Le Devoir*, *La Patrie* et *L'Action catholique* du même jour, respectivement aux pages 24, 2, 17 et 11, optent pour "les fils d'Isaac et de Judas".

15. Cet organisateur et fier-à-bras de Camillien Houde avait été reconnu coupable du vol des listes électorales du candidat libéral Ernest Langlois dans la nuit du 23 au 24 octobre 1928 précédant l'élection complémentaire dans Montréal-Sainte-Marie. Voir: Lévesque, Robert, et Robert Minger, *Camillien et les années vingt*; suivi de *Camillien au goulag: cartographie du Houdisme*, Éditions des Brûlés, Montréal, 1978, pages 68-69.

16. M. Vautrin parle "à l'aide de textes et de découpures", selon *La Tribune* du 12 décembre 1930, à la page 9, mais il n'a pas été possible de retracer la source de ses statistiques. Toutefois, à la page 16 de *L'Annuaire du Canada 1930*, on peut lire que la valeur comptable estimative des capitaux

étrangers investis au Canada à la fin de 1930 s'élève à \$7,614,000,000. Les États-Unis comptent pour \$4,660,000,000, la Grande-Bretagne pour \$2,766,000,000, et les autres pays étrangers pour \$188,000,000.

17. Selon *La Tribune* du 12 décembre 1930, à la page 1, "la motion portant adoption de l'adresse en réponse au discours du trône est adoptée sans motions de censure, ce qui ne s'est pas vu depuis une vingtaine d'années". En tout, il n'y a eu que six intervenants, contrairement aux sessions précédentes où au moins une vingtaine de députés y prenaient part. Puisque l'opposition prétend avoir préconisé les mesures annoncées dans le discours du trône, il semble logique qu'elle s'abstienne de toute obstruction.

Séance du mercredi 7 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Bercovitch);
- de dame Suzanne Morin, épouse de Maurice Forget, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve (M. Bercovitch);
- de Montreal Airdrome Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited (M. Charbonneau);
- de John Gould Snasdell Taylor et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor (M. Gault);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marchand);
- de Paul Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Taschereau, Bellechasse).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Frédérica Giroux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé" (M. Côté);
- du révérend père Stanislas Viennot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Cisterciens de Val-d'Espoir" (M. Côté).

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le mardi 13 janvier courant, cette Chambre se forme en comité des subsides pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)²:

M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le mardi 13 janvier courant, cette Chambre se forme en comité des voies et moyens pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Construction de tunnels à Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 38 concernant la construction de tunnels à la rue Wellington et aux environs du pont de la côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal.

C'est afin de hâter la construction d'un tunnel que veut entreprendre la cité de Montréal. Les travaux seront commencés sans délai dès que la loi aura été adoptée.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que nous pourrions avoir le texte du bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'est pas encore prêt pour distribution³.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement manque de diligence. Lors de l'étude du bill relatif au chômage, nous avons demandé l'inclusion d'une clause qui aurait eu pour effet ce qui est proposé dans le présent bill.

On voulait une loi spéciale. Pourquoi a-t-on retardé jusqu'à aujourd'hui et pourquoi le texte n'est-il pas imprimé?

Je demande que les octrois pour le chômage soient votés immédiatement, afin de ne pas retarder l'exécution des travaux de ces tunnels.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie les remarques de son chef. La session, dit-il, a été convoquée avant le temps ordinaire, et voilà que cette question n'est pas encore réglée. Rien, de la part du gouvernement, n'a encore été fait en ce sens. Il est malheureux que ce bill n'ait pas été présenté plus tôt. Au début de la session, le chef de l'opposition (M. Houde) a demandé au premier ministre d'inclure dans le bill du chômage une clause pour permettre à la ville de Montréal de négocier ces emprunts, afin de hâter les travaux et de donner de l'ouvrage aux chômeurs.

Le premier ministre a alors promis qu'il autoriserait ces emprunts, mais il ne l'a pas encore fait. S'il avait donné cette permission dès le début de la session, les travaux seraient commencés et un grand nombre de chômeurs auraient du pain. Nous ne voulons pas faire de la basse politique sur le compte de ces mesures d'assistance-chômage, mais nous voulons signifier très clairement que si la construction des tunnels est retardée, on ne devrait pas nous en imputer la responsabilité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) signale que le gouvernement libéral avait promis de soutenir le projet, mais que le comité provincial du chômage a refusé de permettre que le projet soit inclus dans la liste des travaux publics urgents de Montréal, dans le cadre du plan d'assistance-chômage, en prétextant qu'il n'était pas urgent. La loi du chômage a été adoptée en décembre. Quelque temps après que la Législature eût ajourné, la Commission industrielle du chômage de Montréal a été constituée⁴. Elle a étudié la question. M. Norman Holland, son président, est venu me trouver à Montréal, au nom de cette Commission, et m'a demandé de présenter un projet de loi au sujet du tunnel de la rue Wellington. La Commission industrielle de chômage de Montréal a demandé de donner à Montréal la permission d'emprunter de l'argent.

Je lui ai dit que le gouvernement était bien disposé à faire préparer un bill conformément aux souhaits des dirigeants syndicaux de Montréal. Je lui ai promis que je le présenterais à la première session. Je n'ai reçu ce projet de la cité de Montréal qu'avant-hier, et c'est celui que je présente aujourd'hui, à la Chambre, sans aucun délai. Et, maintenant que je le présente en Chambre, le maire de cette ville porte ces accusations contre moi. Il sera adopté demain. Le

gouvernement n'aurait certainement pas été en mesure de procéder avant d'avoir obtenu le projet de loi. D'ailleurs, on ne peut tant se plaindre des retards, puisque l'entente entre la ville et la Compagnie des tramways n'est pas même complète au sujet du tunnel de la rue Church. Je ne crois pas que l'on puisse venir dire que le gouvernement est en retard. Le gouvernement a fait preuve de bonne volonté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Comme l'a dit le député de Trois-Rivières, l'opposition ne veut pas faire de ce projet un hochet politique, mais je ne peux pas en dire autant de certains partisans du premier ministre, et particulièrement d'un groupe de libéraux de Montréal. Le député de Trois-Rivières a déclaré que si le gouvernement avait étudié la proposition dès le début de la session, les travaux seraient en cours depuis un mois, ce qu'on ne peut contester. Ne serait-il pas possible d'amender la loi du chômage, de façon à permettre à toutes les municipalités de la province d'effectuer les emprunts temporaires nécessaires pour exécuter les travaux en vertu de la loi du chômage?

Cependant, je tiens à être aussi juste pour le gouvernement que pour tout le monde, d'autant plus que j'ai tenu à éliminer complètement toute la politique de cette question du chômage. C'est pourquoi j'ai confié à une Commission industrielle du chômage, formée de rouges comme de bleus, et qui sont des hommes d'affaires de grande valeur et des plus avertis, le soin d'étudier et de conduire cette question des travaux du chômage.

Je suis prêt à admettre que le gouvernement a fait diligence dans la série des procédures pour mettre la loi du chômage à exécution. Mais je tiens aussi à faire remarquer qu'on n'a pas le droit de tenir la cité de Montréal responsable des délais apportés à l'exécution des travaux de chômage, alors que ces travaux n'ont pu être commencés parce que la loi provinciale du chômage passée par le gouvernement provincial était incomplète et inopérante pour les municipalités, et donc pour Montréal.

Voici en quoi elle consiste, d'après les renseignements que nous avons obtenus du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur) et de M. Oscar Morin⁵. Les municipalités, pour bénéficier des avantages offerts par Ottawa, avaient besoin d'être autorisées par une loi provinciale qui leur permit de négocier les emprunts nécessaires.

Cette loi a été adoptée le 11 décembre et stipule que les municipalités ont le droit d'emprunter sans référendum, sur simple décision du conseil,

pour la part que lesdites municipalités sont appelées à contribuer. Le 17 décembre, la ville de Montréal, par son conseil, a délimité les travaux qu'elle voulait exécuter en vertu de la loi du chômage. Ce projet a été communiqué le soir même au comité du chômage nommé par le gouvernement provincial. Le comité du chômage a examiné le projet, l'a approuvé, puis l'a transmis au ministre provincial des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), qui l'a signé, approuvé, puis l'a envoyé à Ottawa le 22 décembre.

Ottawa, après avoir étudié ledit projet, l'a finalement approuvé et l'a renvoyé à Montréal, l'avant-veille du jour de l'An. La ville de Montréal était alors libre d'agir, mais elle s'est trouvée bloquée, parce que la loi ne lui permettait pas d'emprunter temporairement pour la part qui incombe aux gouvernements provincial et fédéral. J'ai obtenu du gouvernement fédéral, à Ottawa, l'assurance que l'aide du dominion serait bientôt versée.

Le contrôleur de la ville de Montréal, d'après la charte de la cité, n'a pas le droit de permettre des emprunts non autorisés par la charte ou, à défaut, par le gouvernement provincial. Or, comme les travaux que doit exécuter la cité de Montréal sont nettement définis, nommément indiqués et spécifiés quant au lieu, au coût, et au mode de construction, le conseil est appelé à voter la somme totale nécessaire pour tel travail en particulier.

Mais la loi, qui lui permettait de voter sa propre part de contribution, ne lui permettait pas de voter temporairement celle du provincial et du fédéral. La preuve en est que le premier ministre lui-même a dû écrire à certaines municipalités pour leur donner l'assurance officielle que ces emprunts seraient ratifiés par la Législature. Nous avons le droit de demander au premier ministre la raison de ce délai.

Or, un journal du gouvernement à Montréal, nous a reproché de retarder les travaux à exécuter en vertu de la loi du chômage, alors que c'était la loi provinciale du chômage qui retardait les travaux. On a accusé récemment le maire de Montréal de n'avoir rien fait pour hâter ces travaux qui sont très importants pour Montréal, et on a dit que c'était à lui que la population de Montréal devait imputer ce retard. Je tiens à protester contre un article du *Canada* de Montréal, l'organe officiel du premier ministre que je ne veux pas critiquer inutilement, et qui a publié à reprises successives une fausseté, à savoir: "La loi de Québec sur le chômage a été votée dans les premiers jours de décembre et sanctionnée le 11." Cependant, la ville n'a pas encore commencé la plupart des travaux autorisés par la loi.

Le Canada dit que les travaux pour remédier au chômage sont retardés à Montréal et il en rejette la faute sur l'administration municipale de Montréal. Il déclare que je suis responsable des délais apportés aux travaux des tunnels. Il aurait au moins pu demander au premier ministre la raison du délai. Et le premier ministre le savait parfaitement; pourquoi a-t-il laissé pendant un mois affirmer cette fausseté, alors que le délai provient du fait que les municipalités de toute la province devaient négocier des emprunts temporaires pour la part des gouvernements provincial et fédéral, et que la loi du chômage ne leur permettait pas?

Je suis prêt à reconnaître que le gouvernement a fait diligence, mais qu'on ne rejette pas la responsabilité du délai en question sur les épaules de l'administration de Montréal, quand la faute provient uniquement de la loi de Québec sur le chômage! Je ne veux pas m'attribuer le mérite de quelque chose que je n'ai pas fait. S'il y a du délai, c'est que Montréal et les autres municipalités n'ont pas le droit d'emprunter sans autorisation de la Législature, pour payer leur part des travaux. Nous avons suggéré qu'on nous donne l'autorisation dès le début de la session. On n'a pas jugé bon d'accepter notre proposition. À qui la faute si les travaux ont été retardés? Assurément pas à nous.

On a fait porter la responsabilité du gouvernement sur moi, quand c'est le premier ministre qui est en retard. Encore une fois, je ne veux blâmer personne, mais je tenais à rectifier les choses à la suite de l'article paru dans *Le Canada*. Nous avons fait l'impossible pour notre part et, aujourd'hui, le gouvernement sent le besoin d'apporter des modifications pour hâter l'adoption de cette loi. Le journaliste du *Canada* qui a fait des reproches à l'administration de Montréal aurait dû, à tout le moins, se renseigner auprès du premier ministre. Et ce dernier aurait dû ne pas laisser ces fausses accusations se continuer pendant un mois dans un organe ministériel, alors qu'il savait parfaitement à quoi s'en tenir. Je demande dorénavant au *Canada* de ne pas faire plus de politique avec la question du chômage que j'en ai fait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'y a aucun blâme à nous jeter. J'ai reçu le bill avant-hier, lundi de cette semaine, et il sera adopté demain. Nous ne pouvions l'étudier plus tôt. Nous procédons régulièrement. D'ordinaire, on ne discute pas sur la première lecture, et voilà pourquoi le bill n'est pas à votre disposition. Nous l'avons tout de même à la première lecture aujourd'hui, précisément pour sauver du temps. Nous ne pouvions aller plus vite.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) interrompt le premier ministre.

M. l'Orateur rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Aujourd'hui, première séance de la session, après ajournement de quelques semaines, je présente immédiatement le projet de loi. Il est impossible de faire meilleure diligence. D'ailleurs, on ne peut pas se plaindre des retards.

Le prétendu délai dont on m'accuse n'existe pas, puisque je crois savoir que l'accord entre la ville de Montréal, le gouvernement fédéral et la Compagnie des tramways n'est pas encore complété. Comment voulez-vous qu'il soit prêt aujourd'hui? Nous ne sommes pas à blâmer.

Il n'y a aucun blâme à nous jeter, dit-il. J'ai reçu le bill avant-hier, et nous ne pouvions l'étudier plus tôt.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je veux bien admettre que sur ce point le gouvernement n'est pas à blâmer.

On reconnaîtra que le maire de Montréal (M. Houde) ne l'est pas davantage. Je n'ai jamais voulu dire que le gouvernement avait causé du délai aux travaux pour remédier au chômage dans la cité de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Alors, très bien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de pharmacie

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 171 amendant la loi de pharmacie de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Certains écrits faits hors de la province

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 13 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi des jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 23 concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Validations d'enregistrements à Terrebonne

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 16 concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de tempérance

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 29 modifiant la loi de tempérance de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Chiens errants dans les territoires non organisés

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 8 concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité.

La situation à laquelle on souhaite remédier, en présentant ce bill, touche différents endroits sur la rive nord.

L'hiver, les chiens représentent le seul moyen de transport; mais l'été, ils constituent un fléau, surgissant, à moitié sauvages, sur les quais pour manger le poisson qu'on y décharge. Le bill régira la garde de ces chiens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 1317**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 5 modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles
ménagères**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 24 concernant les écoles ménagères provinciales.

Il s'agit tout simplement de placer sous le contrôle du département de l'Instruction publique ces écoles qui étaient jusqu'ici sous la juridiction du ministère de l'Agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 618**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 25 modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile^o.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 15 relatif à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs.

Voix à gauche: Explications.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit de sanctionner les ordres en conseil dont il a été question, avant l'ajournement des vacances, édictés avant la passation de la loi du chômage. Ce projet de loi a pour but de permettre au gouvernement de passer des ordres en conseil, de ratifier des ordres en conseil autorisant des municipalités à faire certaines dépenses, pour remédier au chômage, autorisées par la Commission du chômage en vertu de la loi fédérale. Ces ordres en conseil permettront aux municipalités de commencer, avant d'avoir obtenu les octrois nécessaires, certains travaux dans le but de venir en aide aux chômeurs. Comme l'opposition nous a demandé la liste des ordres en conseil ainsi

adoptés, j'ai l'honneur de la déposer sur le bureau de la Chambre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des employés publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 28 modifiant la loi des employés publics.

Voix à gauche: Explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le projet a pour but de permettre à tout employé public de prêter les serments d'allégeance et d'office.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Serment de fidélité au gouvernement?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement veut exiger qu'on lui jure fidélité? Je rappelle qu'il y a quelques années, une loi a été passée pour obliger des employés civils à garder le secret sur les affaires des départements. Le gouvernement a-t-il d'autres choses à cacher? Je laisse passer la première lecture du bill, dit-il, mais qu'il sera discuté en deuxième.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La plupart des employés publics sont déjà obligés de prêter serment d'office. On voudrait les obliger tous. Que nos amis ne s'inquiètent pas. Ils auront le texte bientôt et verront qu'il ne s'agit pas d'autre serment. Je donnerai les explications demain, selon l'usage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Ordres en conseil
sur le chômage**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre les listes des ordres en conseil concernant le chômage. (Document de la session no 29)

Loi du Barreau

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

M. Bédard (Québec-Comté): Le but du bill est de porter de trois à quatre ans le nombre des années d'études de la profession d'avocat et de rendre obligatoires les titres universitaires pour être admis à l'étude du droit. Ces changements sont réclamés par les universités et approuvés par le Conseil du Barreau.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Palais de justice et prison à Ville-Marie

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.

MM. Houde (Montréal-Sainte-Marie), Duplessis (Trois-Rivières) et Guertin (Hull) protestent en affirmant que le gouvernement ne leur a laissé ni le temps ni l'occasion de se préparer pour être en mesure de débattre des bills présentés. Ils expriment leur ferme détermination d'obtenir toute l'information disponible sur les bills que le gouvernement présente en Chambre, même lors de la première lecture. Les ministres qui présentent les bills devraient être en mesure, en tout temps, d'expliquer leur teneur.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que nous ne pourrions pas connaître l'essence de ces projets?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La coutume veut que les explications sur une motion ou un projet de loi soient données lorsque nous étudions les résolutions, et non au stade de la première lecture.

Devons-nous changer la coutume? S'il ne fait aucun doute que l'opposition a le droit de connaître la portée d'un bill dès même la première lecture, les explications sont généralement données à la deuxième lecture et en comité, quand les bills sont imprimés, ce qui rend les choses plus faciles.

Il arrive qu'un ministre ne connaisse pas le contenu du bill qu'il présente, puisque les légistes font publier l'avis au *Feuilleton* en fonction du moment opportun pour en débattre. Cependant, si l'opposition insiste, les ministres donneront l'information voulue, lorsque disponible, à la première lecture.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) déclare qu'il est satisfait et qu'il n'insistera pas pour avoir plus de temps.

La motion est adoptée.

Loi de la radiodiffusion

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province.

Adopté.

Nomination et paiement de certains officiers et employés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés.

Une ou des voix: Explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'opposition obtiendra des précisions sous peu.

La motion est adoptée.

Subventions aux collèges classiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Il s'agit tout simplement d'ajouter à la liste des collèges classiques qui reçoivent un octroi de \$10,000 par an du gouvernement les noms de deux ou trois autres collèges.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ça sent les élections. Ça sent les élections.

La motion est adoptée.

Loi de la voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 18 modifiant la loi de la voirie.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande au ministre de la Voirie le but de ce projet amendant la loi des bons chemins.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous proposons de réduire de 2 % à 1 % le taux d'intérêt des municipalités qui ont emprunté pour construire des routes. L'an prochain, les municipalités ne paieront plus rien.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Dans quel sens?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Réponse vous sera donnée dans quelques jours.

La motion est adoptée.

Servitudes sur des lots de Montréal et de Côte-des-Neiges

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital Sainte-Justine

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 modifiant la charte de

l'hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Rapport du secrétaire et registraire

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1929-1930. (Document de la session no 26)

Études en agriculture à l'étranger

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 mars 1930, pour la production de copie de toute correspondance, depuis 1928, entre le gouvernement et toute personne, relativement aux personnes qui ont été poursuivre des études concernant l'agriculture en Europe ou aux États-Unis aux frais de la province. (Document de la session no 20)

Économie rurale

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 avril 1930, pour la production de copie de toute correspondance, etc., depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'économie rurale, spécialement quant aux arts domestiques et aux petites industries de la campagne. (Document de la session no 21)

Seigneurie Thomas

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 avril 1930, pour la production de copie de toute correspondance, depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, concernant la seigneurie Thomas, dans le comté de Témiscouata. (Document de la session no 22)

Grève de l'Union des producteurs de lait

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 27 février 1930, pour la production de copie de toute correspondance, télégrammes, etc., depuis novembre 1929, entre le ministre de l'Agriculture et toute personne, au sujet du traitement que font subir certaines compagnies à des cultivateurs qui, l'automne dernier, ont pris part à la grève de l'Union des producteurs de lait des districts de Montréal et de Terrebonne. (Document de la session no 23)

Vente du lait à Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1^{er} avril 1930, pour la production de copie de toute correspondance, depuis 1929 inclusivement, entre le gouvernement et l'Association des producteurs de lait, au sujet de la vente du lait à Montréal. (Document de la session no 24)

Coût de production du lait

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 mars 1930, pour la production de copie de toute correspondance entre le ministre de l'Agriculture et toute personne, depuis 1928, relativement au coût de la production du lait. (Document de la session no 25)

Rapports des chemins de fer 1929

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1929, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 27)

États, rapports et statistiques des chemins de fer, 1929

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1929, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 28)

Comptes publics

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant l'ajournement, je demanderais à l'honorable premier

ministre de bien vouloir nous dire quand nous aurons les *Comptes publics*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois que justement ils sont prêts. Je suis sous l'impression, dit-il, que le document est imprimé; et il sera produit aussitôt que possible.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement est en retard?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, car nous avons hâté la convocation de la session d'un mois. Mais je crois que les *Comptes publics* sont prêts.

Je vais y voir. Je crois que je pourrais les déposer demain. Je ne me suis pas informé, mais je crois qu'ils sont prêts.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avez-vous vu ces *Comptes publics*? L'honorable premier ministre est toujours trésorier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Oui, j'ai un double mandat.

(Rires)⁷

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose⁸, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 50.

NOTES

1. La session reprend alors que l'Assemblée législative compte un député de moins à la suite de la mort soudaine du député de Brome, M. Carleton James Oliver, décédé le 7 janvier 1931, comme l'indique *Le Devoir* du 8 janvier 1931, à la page 10. La séance n'a duré que trois quarts d'heure, selon *Le Nouvelliste* du 8 janvier 1931, à la page 1.

2. Le poste de trésorier de la province est occupé par M. Andrew Ross McMaster (Compton) du 12 septembre 1929 au 16 octobre 1930, date à laquelle il démissionne pour cause de maladie, tout en demeurant simple député. Gordon Wallace Scott lui succède du 16 octobre au 27 novembre 1930, mais quitte à la suite de sa défaite à l'élection complémentaire dans la circonscription de Huntingdon, le 4 novembre 1930. Le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau cumule alors cette fonction du 27 novembre 1930 au 26 octobre 1932, en plus de celles de ministre des Affaires municipales et de procureur général. Antérieurement, le premier ministre libéral Félix-Gabriel Marchand avait aussi cumulé le poste de trésorier de la province du 26 mai 1897 au 25 septembre 1900. Voir *Sherbrooke Daily Record* du 8 janvier 1931, à la page 1.

3. Ce projet de loi ne figure pas non plus en préavis au *Feuilleton* de la séance. Voir *L'Événement* du 8 janvier 1931, à la page 4.

4. L'administration de M. Camillien Houde, à Montréal, a créé deux commissions: une Commission industrielle du chômage, présidée par Norman Holland, industriel et philanthrope anglo-protestant, chargé de trouver du travail pour les chômeurs montréalais et une Commission consultative du chômage, présidée par Albert Chevalier, directeur de l'assistance municipale, dont le mandat est de proposer secours et remèdes. (Rumilly, Robert. *Histoire de la Province de Québec*, vol. XXXII, Montréal; Paris, Fides, 1959, p. 73.)

5. Oscar-Jules Morin est sous-ministre des Affaires municipales.

6. Bien que le *Procès-verbal* de la séance du 21 janvier 1931 précise que le Conseil législatif a voté le bill 25 sans amendement, le titre se trouve modifié à cette étape et se lit: *loi modifiant l'article 618 du Code de procédure civile*.

7. Les députés rient "à l'allusion à peine cachée" au double mandat de chef de l'opposition et maire de Montréal. Voir *Le Soleil* du 8 janvier 1931, à la page 8.

8. *L'Événement* du 8 janvier 1931, à la page 2, signale cette motion qui devrait figurer au *Procès-verbal*, puisque la Chambre s'ajourne avant 6 heures, l'heure prévue par le Règlement.

Séance du jeudi 8 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 4 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions²:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de la ville (M. Casgrain);

- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Casgrain);

- de Canadian Copper Refiners Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant son titre, à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est (M. Casgrain);

- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé entre elle et la compagnie Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies (M. Delisle);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Grant);

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies (M. Grant);

- des commissaires d'écoles pour la cité de Trois-Rivières, dans le comté de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement, quant à ce qui les concerne, la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925) (M. Grant);

- de Yamaska Garments Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle (M. Phaneuf);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légales à toutes fins certaines résolutions du conseil de ladite cité (M. Phaneuf).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Bercovitch);

- de dame Suzanne Morin, épouse de Maurice Forget, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve (M. Bercovitch);

- de Montreal Airdrome Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited (M. Charbonneau);

- de John Gould Snasdell Taylor et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor (M. Gault);

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Marchand);

- de Paul Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Taschereau, Bellechasse).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 84 concernant la succession de feu John Dwane.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 76 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire;

- bill 78 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire;

- bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de A. Skorodumoff et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal;

- du très honorable Sir Robert Laird Borden et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Barclays Trust Company of Canada;

- de Émile-A. Jeannotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique après examen;

- de la ville de l'Île Dorval, demandant l'adoption d'une loi concernant les taxes scolaires;

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le titre de ladite cité à certains terrains;

- de Maximilian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine;

- de dame Angèle Allais et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sœurs de Saint-Paul;

- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements nos 166 et 167 de ladite ville;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant

à effectuer un emprunt et lui accordant certains pouvoirs;

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à The Shawinigan Water & Power Company;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à The Shawinigan Water & Power Company;

- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la Donnacona Paper Company Limited, une commutation de taxe;

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Notre-Dame-de-Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges;

- de Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine-Georges Massey;

- d'Edward Spragge-Winslow et autres, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant le changement du nom de Edward Spragge-Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge et changeant le nom de Winslow en celui de Winslow-Spragge;

- de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Frédérica Giroux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé;

- du révérend père Stanislas Viennot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Cisterciens de Val-d'Espoir;

- de Jules Crépeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. l'Orateur: Présentation des bills privés³.

É.-A. Jeannotte

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 87 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville d'Acton Vale

M. Phaneuf (Bagot) demande la permission de présenter le bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale.

Le bill vise la ratification d'une entente de la municipalité d'Acton Vale pour fixer l'évaluation municipale de l'Acton Shoe Company Limited à \$18,000 et de l'Acton Rubber Company Limited à \$30,000.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Changement des noms
de Spragge Winslow et Winslow**

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 130 légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge, et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Notre-Dame-du-Mont-Carmel

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Saint-Étienne-des-Grès

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terrains municipaux
du Cap-de-la-Madeleine**

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Contrat entre la ville de Donnacona
et The Donnacona Paper Co.**

M. Gauthier (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Antoine Georges Massey

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 128 permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cisterciens de Val-d'Espoir

M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs missionnaires du Christ-Roi
de Gaspé**

M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Notre-Dame-du-Chemin**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 113 modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le bill vise à autoriser la Commission des écoles catholiques de Montréal à emprunter la somme de \$3,000,000 pour construire et ouvrir des écoles spéciales pour les enfants infirmes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barclays Trust Company
of Canada**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 105 constituant en corporation Barclays Trust Company of Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The St. Annunciation Russian Greek
Orthodox Church of Montreal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 131 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emprunt de l'œuvre et fabrique
de Notre-Dame-de-Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes scolaires protestantes
de l'Île Dorval**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Saint John of Suchawa Bukowinian
Orthodox Church of Lachine**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de Saint-Paul

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal**

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

*État des
comptes publics*

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: *État des comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1930. (Document de session no 2)

Motions de condoléances:

**Décès du député de Brome,
M. Oliver⁴**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Avant de procéder à l'ordre du jour, qu'il me soit permis d'informer la Chambre d'un douloureux événement qu'elle connaît déjà, la mort de notre estimé collègue, M. Carlton James Oliver, député de Brome, survenue soudainement hier, à Mansonville, et dont les funérailles auront lieu dimanche après-midi.

Notre regretté collègue avait été au début de la présente session le seconneur de l'adresse en réponse au discours du trône, et la bonne impression qu'il a laissée ne faisait prévoir une fin si subite. M. Oliver était non seulement un député efficace, mais aussi un excellent camarade pour tous ses collègues, sans considération de leur appartenance politique. C'était un excellent compagnon, un excellent député, très dévoué à son comté et qui jouissait d'une sympathique popularité.

Je rends hommage à ses belles qualités de cœur et d'esprit, à son assiduité à la Chambre, à son patriotisme et à son sens des affaires. Sa mort crée un deuil profond dans cette Chambre. Lorsqu'un député disparaît ainsi de nos rangs, il nous semble que nous perdons un membre de la famille. Il représentait la meilleure entente cordiale qu'il avait réalisée dans son comté. Je crois être l'interprète de cette Chambre en offrant à sa famille nos plus profondes

condoléances et je demande à l'honorable chef de l'opposition qu'il seconde la motion que lorsque la Chambre s'ajournera cet après-midi, ce soit en mémoire de notre collègue défunt.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je me joins au chef du gouvernement pour faire l'éloge de notre collègue de Brome, M. Oliver. C'est pendant le débat sur l'adresse que j'exprimais le désir de l'entendre plus souvent. Il est regrettable que nous l'ayons alors entendu pour la dernière fois. Je ne me doutais pas alors que nous ne l'entendrions plus. Rien ne faisait prévoir une fin si tragique.

C'était un gentleman respecté de tous, et je suis certain que je me fais le porte-parole fidèle de mes collègues de la gauche en secondant la proposition de l'honorable premier ministre. M. Oliver était un député respecté, estimé, et je me joins au premier ministre pour offrir nos plus vives condoléances à sa famille dans le deuil cruel qui la frappe.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Au nom des députés anglophones, je voudrais rappeler, dit-il, l'estime et la popularité dont M. Oliver a toujours joui dans sa circonscription et à l'Assemblée. Je perds non seulement un collègue estimé, mais aussi un ami précieux. Ses compatriotes perdent, pour leur part, un représentant parmi les plus admirables de ce Parlement.

Prison pour femmes à Québec

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: Que le coût de la construction de la prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de

Québec, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et l'ameublement, autorisée par la loi 19 George V, chapitre 10, ne devra pas excéder quatre cent mille dollars au lieu de la somme de deux cent mille dollars déjà autorisée par la section 3 de ladite loi.

Je dois expliquer à cette Chambre que nous demandons une somme additionnelle de \$200,000, parce que les plans n'étaient pas terminés l'an dernier et que les estimés étaient superficiels. Voilà pourquoi la différence est considérable. Nous savons maintenant que le projet coûtera \$400,000 et qu'il nécessitera un autre crédit de \$200,000, et nous demandons d'être autorisés à faire cette dépense. Lors de la première approximation, les plans n'étaient pas encore définis. Aujourd'hui, les plans ont été arrêtés et cette nouvelle somme sera définitive.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministère, lorsqu'on lui a alloué le premier crédit, n'avait-il pas prévu les dépenses encourues depuis lors?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, le ministère ne pouvait pas prévoir ces dépenses puisque les plans n'étaient pas faits. La somme de \$200,000 n'avait été qu'approximative; elle avait été fixée avant que les plans n'aient été préparés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que ces plans ont coûté \$200,000?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non. Des contrats ont été accordés et la construction est en cours. Nous considérons que le tout va coûter \$400,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): En 1929, sans plans, le gouvernement demandait \$200,000. Aujourd'hui, plans en main, il demande \$400,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me souviens clairement que c'est le premier ministre qui a présenté la résolution demandant un premier crédit de \$200,000 pour la prison des femmes à Québec. Il savait probablement que les plans n'existaient pas à ce moment. Cette façon de faire n'est-elle pas condamnable?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai déjà expliqué pourquoi et dans quelles circonstances les contrats ont été attribués.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le ministère a choisi notre collègue de Lotbinière pour succéder à l'ancien député de Bellechasse, on le nommait pour réformer des abus criants. Je m'aperçois qu'il faut hélas convenir qu'il y a peu de choses de changées, puisque l'on procède toujours de la même façon.

On dit parfois que l'opposition n'a pas de programme. Depuis bien longtemps, le gouvernement n'a pas de plans pour ses travaux publics. Voilà pourquoi on est si souvent dans l'obligation de demander des sommes additionnelles. La loi autorisant cette construction a été proposée par l'honorable premier ministre, qui nous a dit que cette prison s'imposait. Pourquoi a-t-on commencé les travaux sans savoir ce qu'ils coûteraient? L'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur), qui semble vouloir être plus prévoyant que ses prédécesseurs, nous dit que des contrats ont été accordés. Pourquoi accorder des contrats lorsque le montant nécessaire n'a pas été autorisé par la Législature?

Si encore on ne violait pas, on ne foulait pas aux pieds des prérogatives précieuses de la Législature. Et cela, de la part d'un gouvernement qui se vante d'être progressiste et qui devrait être le dernier à avoir recours à de telles méthodes. Je crois qu'il y a là violation des droits parlementaires que nous avons obtenus après tant de lutte. Nos ancêtres ont soutenu des luttes héroïques pour obtenir que les députés votent eux-mêmes les subsides. Le vote des subsides doit être la principale préoccupation des représentants du peuple dans cette Chambre.

Depuis plusieurs années, le ministère accorde des contrats pour des sommes que la Chambre n'a pas encore votées. Le gouvernement rétrograde. Pourrait-on nous dire au moins à qui ces contrats ont été accordés? Je demanderais à l'honorable ministre de nous dire à qui ont été accordés ces travaux.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Certainement je puis vous le dire. Des soumissions ont été demandées et voici la liste des soumissionnaires.

Il lit la liste des soumissions reçues pour quatre fins et la remet à M. Duplessis.

Dans chaque cas le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire. Le montant global s'élève à \$346,676. Le contrat pour la maçonnerie a été accordé à François Jobin, le plus bas soumissionnaire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y a longtemps que M. Jobin est contracteur?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je l'ignore, mais je sais que c'est un de nos bons

entrepreneurs de Québec. Le contrat pour la peinture a été accordé à MM. Marier et Tremblay, les plus bas soumissionnaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que M. Marier dont il est question dans la liste de l'honorable ministre est le même M. Marier qui fut candidat de Québec-Est lors d'une élection partielle?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne saurais dire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le ministre ne connaît pas ceux avec qui il fait affaire?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je les connais parce qu'ils viennent signer leurs contrats. C'est tout ce que je sais d'eux. M. Marier représente la maison Marier & Tremblay.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dois me corriger, il y a quelque chose de changé: le gouvernement demande parfois des soumissions. L'honorable ministre croit-il qu'il est préférable de donner les contrats par soumissions? Est-il favorable à cette politique de demander des soumissions?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Certainement. La politique d'accorder les contrats aux plus bas soumissionnaires est la plus logique et celle que je préfère.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de savoir que c'est là l'opinion du nouveau ministre des Travaux publics, et qu'il diffère en cela de l'opinion de son prédécesseur (l'honorable M. Galipeault), qui avait donné la construction du palais de justice de Québec à pourcentage, à 12½ % du prix coûtant. Il ne demandait pas de soumissions et chantait les avantages des contrats exécutés avec pourcentage. Et la droite l'applaudissait. Hélas!

Il y a amélioration dans ce département. Je suis donc heureux de voir que le nouveau ministre des Travaux publics trouve préférable de donner les travaux par soumissions. Tous les départements ne font pas comme le député de Lotbinière.

Ce n'est pas la première fois que l'on vient devant cette Chambre pour demander des surplus aux octrois déjà accordés. Je constate avec plaisir, cependant, que l'honorable ministre emploie un système qui comporte une amélioration importante sur le précédent. Si seulement le ministre pouvait se montrer à la hauteur de cette résolution. Je suis

d'avis cependant qu'il y a un manque de cohésion, et que pour avoir une amélioration suffisante, il faudrait un changement de gouvernement.

L'ancien ministre avait eu l'heureuse idée de nommer un technicien comme sous-ministre (M. Yvan-E. Vallée), mais il n'y a pas encore assez d'organisation. Combien d'argent à date a été dépensé sur les \$400,000 demandés aujourd'hui?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je le dirai dans un instant. Les travaux sont suspendus à cause de la rude saison. Nous n'avons pas dépensé plus que le montant autorisé.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre devrait savoir exactement combien de travaux ont été faits. C'est dans sa propre ville. Ses renseignements pourraient être plus précis.

M. Blain (Montréal-Dorion): Qui est l'architecte de cette construction⁵?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): M. Raoul Chênevert, un excellent architecte.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement emploie d'autres architectes? Pourquoi pas un architecte du département?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, le gouvernement a son architecte et il en emploie d'autres, quand cela est nécessaire. Nous avons l'habitude d'accorder des contrats à d'autres architectes parce que les nôtres n'ont pas le temps de tout faire.

M. Guertin (Hull): Est-ce que la clause des salaires raisonnables a été mise dans les contrats, de même que celle des heures de travail?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, de même qu'une clause fixant le nombre d'heures de travail des ouvriers. L'échelle des salaires raisonnables, en vigueur dans cette province, est annexée aux contrats et affichée sur les chantiers du contracteur. Tous peuvent la consulter en aucun temps. Pour ce qui est de la clause des salaires raisonnables, le gouvernement a l'intention de la faire respecter.

M. Guertin (Hull): Tout cela c'est beau, mais le ministre sait bien que, dans le passé, cette clause n'a pas été respectée au palais de justice de

Québec. Il était parfaitement légitime pour l'entrepreneur de payer ses hommes 30 cents de l'heure et de charger 40 cents au gouvernement, en plus du 12½ % de bonus.

On ne mettait pas d'inspecteur; aussi, les matériaux étaient volés et les ouvriers exploités sans vergogne. Quelqu'un surveille-t-il l'exécution de cette clause?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui. Ce sont nos inspecteurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et quelle est la sanction?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le contrat ne vaut que si les clauses sont respectées, comme dans les autres cas.

On m'a demandé tout à l'heure combien nous avons dépensé pour cette construction. Nous avons payé à date \$60,000.

M. Guertin (Hull): Combien de travaux ont été exécutés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pour une somme approximative de \$60,000 sur la somme de \$400,000 que le gouvernement demande à la Législature de lui voter. Les travaux sont suspendus à cause du climat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une différence appréciable et remarquable entre ces deux montants.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'y a encore que peu de travaux de faits.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre nous dit que les travaux ont été suspendus.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, parce que la saison était mauvaise pour les travaux en béton. La construction du béton armé, l'hiver, coûterait beaucoup trop cher à cause des précautions qu'il faut prendre pour chauffer les matériaux.

Il fait aussi valoir que de l'avis des experts, à l'égard de certaines constructions, la valeur d'un édifice est affectée si certains travaux se font par temps froid. Si l'on a stoppé les travaux, c'est sur l'avis des ingénieurs responsables, avis qui a nécessairement influencé le gouvernement.

M. Guertin (Hull): Les travaux sont suspendus en ce temps de chômage? J'entends encore le premier ministre déclarer à la radio, il y a quelques heures à peine: "On nous reproche à tort d'avoir retardé des travaux. Nous aimons l'ouvrier et nous faisons tout notre possible pour enrayer le chômage." Je m'étonne maintenant d'entendre le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) nous dire que les travaux ont été discontinués parce qu'ils ne pouvaient être faits en cette saison.

Pourquoi donc congédier des ouvriers? Pourquoi suspend-on cette construction parce qu'il fait froid, quand les chômeurs paradedent par milliers dans les rues de Québec? Ne vaudrait-il pas mieux que le gouvernement donne du travail à ceux qui en ont besoin présentement, même s'il en coûte plus cher au gouvernement? La différence ne dépasserait pas les 25 %. Ce serait aussi bien que de verser des secours directs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dites-nous donc pourquoi le gouvernement fédéral a renvoyé 800 employés qui travaillaient dans le port de Québec. Demandez donc à M. Bennett pourquoi 800 hommes ont été renvoyés de la Commission du havre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je vous répondrai tantôt.

M. Guertin (Hull): Pas de faux-fuyants. Parlons de vos ouvriers et laissons ceux de M. Bennett. On veut remédier au chômage et on cesse les travaux qui pourraient procurer de l'ouvrage.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'entrepreneur a jusqu'au 1^{er} juillet pour terminer son entreprise. Il a cru devoir suspendre ses travaux pendant un certain temps, parce qu'il y a un risque à faire du béton en hiver. Le risque de construction en hiver est trop grand et le coût beaucoup plus élevé. Nos ingénieurs ne sont pas de si grands économistes que le député de Hull, mais ils nous affirment cela.

M. Guertin (Hull): Je veux bien accepter ce compliment, mais il ne règle pas la question. Nos ouvriers ont besoin de travail et nous devrions leur en donner. Il est prévu que le gouvernement peut accorder des secours directs. Ne vaudrait-il pas mieux que le gouvernement autorisât ses entrepreneurs à travailler au cours de l'hiver, dût-il leur accorder un montant additionnel? On nous demande bien \$200,000 de plus pour la construction

de la prison des femmes et l'on fait arrêter les travaux. Il y a double erreur.

M. Crépeau (Sherbrooke): Qui a fait les estimés à \$200,000?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons procédé comme d'habitude. Nous avons demandé un crédit à la Chambre pour commencer les travaux. Nous n'avions pas de plan défini. Maintenant qu'il est fait, nous demandons l'autorisation de dépenser le montant voulu. La Chambre a maintenant devant elle un plan défini.

M. Guertin (Hull): Je demanderai maintenant quel est le salaire raisonnable accordé?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Tous les contrats sont signés. La clause du salaire raisonnable est insérée dans chaque contrat et le gouvernement n'a reçu aucune plainte des personnes employées à la construction de la prison. L'échelle des salaires est inscrite au cahier des charges qui accompagne les plans et devis et, de plus, les entrepreneurs ne peuvent faire travailler les employés après les heures spécifiées dans le contrat.

Le député de Hull voudrait que je sache par cœur tous les taux de salaire en vigueur à Québec; j'avoue que je ne suis pas un grand économiste comme le député de Hull, mais la clause du salaire raisonnable protège les ouvriers dans tous les contrats du gouvernement.

(Lisant à la Chambre la liste des salaires raisonnables qui a été mise dans les contrats) Pour une voiture simple et son charretier, le contracteur est obligé de donner 45¢; pour une voiture double, 70¢. Le gouvernement a aussi des inspecteurs qui s'occupent de voir à ce que l'échelle des salaires raisonnables soit respectée.

M. Guertin (Hull): Si je comprends bien, les ministères ne sont pas d'accord. Le ministre des Travaux publics accorde 45¢ et 70¢, alors que l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) ne donne que 35¢ et 50¢. Le ministre des Travaux publics paie ses ouvriers et ses charretiers plus cher que le ministère de la Voirie. Je suis heureux que l'honorable ministre des Travaux publics ait nommé un inspecteur pour voir au paiement des salaires raisonnables. Je regrette qu'il n'y en ait pas eu au palais de justice de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce ne sont pas les mêmes travaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que l'on surveillera attentivement l'application de la clause relative aux salaires raisonnables, mais j'ai des inquiétudes. Le ministre des Travaux publics doit se rappeler qu'il y a eu des abus au palais de justice.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne pourrais pas dire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre a-t-il reçu des plaintes concernant les salaires payés aux travailleurs engagés pour la construction du palais de justice de Québec?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Aucune.

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, le ministre ne les a pas vues. Elles lui ont pourtant été livrées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): N'a-t-il pas fait faire des affidavits?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Jamais!

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre n'a-t-il pas tenu une petite enquête?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Jamais!

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable ministre n'a pas recueilli des affidavits au sujet des travaux du palais de justice?... Je le tiens, le point... Je crois que j'y suis!... Comment est-ce que ça fonctionne le service d'inspection pour l'application des contrats?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai jamais recueilli d'affidavits.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors, l'honorable ministre en a reçus.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'honorable député s'éloigne de la question. Si les ouvriers ne reçoivent pas le salaire fixé sur l'échelle qui est affichée, ils font des plaintes à leurs unions et nous en entendons parler. Pour ces contrats de la prison des femmes, nous n'avons jusqu'ici aucune plainte. Aucun ouvrier ne s'est plaint de son salaire. Le gouvernement n'a pas appris que l'échelle des salaires a été violée une seule fois.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre du Travail s'amende pour le mieux à la veille des élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne voudrais pas éterniser le débat sur cette question, mais j'aimerais savoir s'il existe une clause garantissant un salaire raisonnable dans ces contrats. Quelle est la sanction que le ministre a mise dans le contrat pour garantir les salaires raisonnables?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'en trouve pas dans les contrats que j'ai devant moi, mais les contrats seront exécutés suivant cette clause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre ne me semble pas très renseigné au sujet de ces contrats. Pourrais-je en prendre connaissance moi-même?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Certainement.

Il (l'honorable M. Francoeur) fait porter au député de Trois-Rivières le contrat en question.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, lorsque le député de Lotbinière a été appelé au poste de ministre des Travaux publics et du Travail, on a cru qu'il y aurait de grands changements, que les droits de la Chambre seraient reconnus, que l'on saurait ce que coûteraient les travaux avant de les commencer. Sa nomination avait été populaire, à bon droit avons-nous cru. Nous espérions que l'autorité ne serait plus sapée, comme sous le régime précédent. Nous espérions des améliorations, mais nous sommes obligés de constater que rien n'est changé.

Le gouvernement avait reçu des plaintes justifiées contre l'ancien ministre concernant les coûts faramineux et les salaires des travailleurs engagés pour la construction du palais de justice de Québec. Nous espérions qu'il y aurait amélioration. Or, on accorde des contrats pour des sommes non votées par les députés, et le ministre se présente ici et admet que les travaux ont été interrompus en raison de la saison hivernale.

Il n'y a donc rien de changé. Il est certain que le ministre n'est pas obligé de consulter l'opposition avant d'établir ses plans, mais, s'il l'avait fait, nous lui aurions dit que même s'il le voulait, il ne pourrait empêcher ce gouvernement de dépenser sous le couvert des mesures arbitraires que sont les mandats spéciaux. Nous lui aurions dit que des contrats

seraient quand même accordés avant que la Chambre n'ait voté les crédits. Nous lui aurions dit que les coûts seraient quand même faramineux, et ainsi de suite.

Pour la prison des femmes à Québec, l'ancien ministre nous a dit qu'il fallait \$200,000. Aujourd'hui, on demande le double. L'an dernier, on nous a affirmé en cette Chambre que les plans et devis de la prison des femmes étaient précis. On s'est trompé de 100 %.

Nous avons le regret de constater que nous avions prévu juste en disant qu'en dépit de sa bonne volonté, l'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) ne pourrait influencer suffisamment le régime qu'il a épousé. Que le ministre actuel en fasse son deuil. Il ne parviendra jamais à changer le régime. Le gouvernement a violé les prérogatives de la Chambre en accordant des contrats pour \$400,000.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le gouvernement n'a rien violé du tout. La somme primitive n'a pas été entièrement payée, même, et il s'agit tout simplement d'autoriser le gouvernement, et c'est la Chambre qui le fera, à accorder les contrats. Nous ne violons pas les prérogatives de la Chambre. Les députés avaient voté \$200,000; nous avons dépensé \$60,000 à date. Prévoyant que nous devons dépenser plus que la somme votée, nous demandons à la Législature de nous voter la différence. Nous n'avons pas outrepassé l'autorisation de la Chambre.

Nos architectes nous disent que la construction coûtera \$400,000. Nous avons signé des contrats et nous demandons à la Chambre de nous autoriser à faire cette dépense. La politique veut que l'on demande assez d'argent dans un premier temps pour aller de l'avant, et qu'on fasse une nouvelle demande à la Législature par la suite, pour un montant supplémentaire.

De plus, il est impossible, de l'aveu des architectes, de faire des plans et devis pour une construction de cette nature, qui donneraient exactement le coût des travaux. Il y a toujours des aléas à considérer. J'aimerais beaucoup, pour ma part, si les architectes nous arrivaient avec des plans définitifs, mais on me dit que cela est impossible.

M. Crépeau (Sherbrooke): Il peut y avoir des extras, mais pas autant que cela. La différence est énorme. La somme demandée est double. J'avoue que pour des travaux de fondations, les prévisions peuvent être dépassées; mais, pour des travaux en béton de charpente, le 15 % alloué par l'architecte ne devrait pas être dépassé.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'honorable député de Sherbrooke, qui est un éminent ingénieur, sait qu'il est impossible de dire ce que coûtera exactement une construction de ce genre.

Quant à la sanction pour les salaires raisonnables, il y a une loi qui permet au gouvernement d'intervenir sur une plainte lorsque les entrepreneurs ne paient pas des salaires raisonnables.

M. Crépeau (Sherbrooke): C'est peut-être le cas, dit-il, lorsqu'il s'agit de centrales hydroélectriques, mais lorsqu'il s'agit d'une construction ordinaire, la différence ne devrait atteindre plus de 15 %.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce que j'ai dit tout à l'heure, et ce que je tiens à répéter, c'est que les contrats ont été accordés pour un montant de \$400,000 et qu'on a d'abord demandé à la Chambre de ne voter que \$200,000. Pourquoi demander un surplus quand les travaux n'ont pas même dépassé encore ce dernier montant? Si la température ne permet pas la continuation des travaux, pourquoi cet empressement à accorder les contrats? Ce que j'ai voulu dire, c'est que le gouvernement devrait se faire autoriser avant de signer les contrats, au lieu de considérer ses députés comme des machines à voter. Le gouvernement ne permet pas que nous disions que les députés de la droite sont rivaux au gouvernement comme des esclaves. Mais ils agissent en conséquence. Le gouvernement engage les deniers publics contre l'intérêt du peuple et tous les députés de la droite l'appuient. Il est vrai que l'opposition n'est pas forte, mais elle l'est assez pour ne pas accepter, sans protester de toutes ses forces, les tentatives du gouvernement.

Les deniers publics doivent être votés par la Chambre. Si c'était le seul précédent, mais il y en a eu plusieurs autres dans le passé, auxquels le ministre des Travaux publics s'est objecté antérieurement. La droite peut tout faire, mais la population ne pense pas comme cela. Je sais que, dans ce cas-ci, tout a été préparé pour lui, mais le ministre des Travaux publics devrait changer un procédé qu'il doit condamner intérieurement. Les membres du gouvernement devraient se souvenir qu'il y a à peu près 100 ans, un gouverneur a fait exactement la même chose: il a utilisé des fonds avant d'avoir obtenu l'autorisation de la Législature. Souvenez-vous de la suite des événements⁶. Dans le temps des gouverneurs, si l'un d'eux avait voulu faire ce que le gouvernement fait, il y aurait eu une révolution, ou tout au moins des révoltes, pour changer de gouvernement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier. Nous n'avons pas dépensé plus que le montant autorisé par la Chambre l'an dernier. Je répète que le gouvernement n'a pas outrepassé ses droits ni négligé ceux des députés. Le fait est que seulement \$60,000 des \$200,000 précédemment votés par la Chambre ont été dépensés et que même si les contrats ont été accordés, les crédits de la province ne sont pas engagés tant que les travaux ne sont pas achevés, conformément aux conditions stipulées dans lesdits contrats.

M. Crépeau (Sherbrooke): Mais qu'arriverait-il si les entrepreneurs avaient terminé leurs contrats? Je maintiens qu'une fois que les contrats sont donnés, les crédits de la province sont engagés, comme en témoigne la clause du contrat stipulant que la construction doit être achevée avant juillet 1931.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les autres entrepreneurs ne peuvent procéder à l'exécution de leurs contrats tant que celui de la maçonnerie et charpente n'est pas terminé. Or, ce contrat ne coûte que \$163,000. Le crédit de la province n'est pas engagé; seulement \$60,000 de la somme de \$200,000 qui a été votée par la Législature en 1929 ont été employés. Nous sommes devant la Chambre dans une position absolument régulière. Je soumets donc que l'argument de l'honorable chef de l'opposition tombe à faux parce que, je le répète, nous n'avons pas encore dépensé la somme de \$200,000 autorisée l'an dernier.

De plus, nous aurions pu retarder ces travaux jusqu'à l'été prochain et, si nous les avons entrepris cet automne, nous l'avons fait pour venir en aide aux sans-travail parce qu'on nous disait qu'il y avait une crise du chômage.

M. Crépeau (Sherbrooke) insiste encore davantage sur son interprétation des contrats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai constaté avec regret que l'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) s'inspire de son prédécesseur et il est très habile. J'estime que le gouvernement a engagé le crédit de la province en signant des contrats sans l'autorisation de la Chambre. Il dit que le gouvernement n'est pas engagé par les contrats des entrepreneurs. Ainsi, quand le gouvernement accorde un contrat pour \$200,000, il n'est pas engagé de le tenir? Est-ce que je ne dois pas moi,

personnellement, respecter les contrats que je fais par écrit? C'est la même chose pour un gouvernement.

Le ministre prend les députés pour des machines à voter. Il ne fera admettre à personne que le crédit de la province n'est pas engagé pour \$400,000, quand il a accordé et signé des contrats pour \$400,000. C'est un abus d'engager le crédit de la province sans y être autorisé par la Chambre. Cette façon de faire est contraire aux saines pratiques parlementaires et vise à usurper les droits parlementaires des députés de cette Chambre. Voilà qui sape des droits parlementaires. Nous ne voulons pas faire obstruction, mais obtenir des informations, et nous protestons avec la plus grande véhémence contre ces méthodes. Il eût été facile de procéder avec plus de diligence et de façon plus constitutionnelle, mais le ministre des Travaux publics a pensé et agi autrement. Les chômeurs en auraient bénéficié.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

The Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et le Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁷:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le contrat reproduit comme cédule du bill qui sera basé sur la présente résolution, et concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés, passé entre le gouvernement de la province et le Verdun Protestant Hospital, le vingt-neuvième jour de septembre mil

neuf cent trente, devant Édouard Cholette, notaire, sous le numéro vingt-huit mille deux cent trente-sept de ses minutes, soit approuvé et ratifié.

C'est le renouvellement d'un ancien contrat en vertu duquel le gouvernement garantit les obligations de l'hôpital et paie \$200 par an pour chaque patient.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi un renouvellement de contrat?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons autorisé l'hôpital de Verdun à emprunter \$300,000 et on nous donne une hypothèque sur une propriété.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel est le montant payé aux autres institutions pour l'entretien de chaque patient?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le même montant de \$200 par patient. C'est ce que nous payons à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu et à l'hôpital Saint-Michel-Archange.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Certains écrits faits hors de la province

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi se rapporte aux signatures d'actes officiels donnés en France, par le représentant du Canada, à cet endroit. Depuis quelques années, le titre du représentant canadien en France et même ailleurs a changé, et la loi nouvelle n'a pour but que d'autoriser la réception des actes hors de la province, pourvu qu'ils aient été signés par la personne en autorité pour représenter le Canada.

Depuis cinq ans, le titre de commissaire du Canada à Paris a été changé en celui de ministre du Canada. L'honorable Philippe Roy signait des documents comme ministre, alors que la loi parlait

de commissaire. Ce mot sera remplacé par "représentant accrédité".

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi modifiant la loi des jurés a tout simplement pour but de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de réviser les listes des jurés lorsque cette formalité n'a pas été accomplie par les officiers, dans les délais légaux.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, article 618

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25

modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi a pour but de permettre la saisie des effets, quand ils sont rencontrés sur le chemin après sept heures le soir. Actuellement, les officiers de justice ne peuvent exécuter une saisie semblable après sept heures.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre:

Construction de tunnels à Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande au premier ministre (l'honorable M. Taschereau) la raison pour laquelle le bill proposant la construction de deux tunnels sous le canal Lachine à Montréal, qui a donné lieu à de vives discussions la veille, n'a pas été lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La deuxième lecture du bill, dit-il, est prévue pour demain matin. La Chambre siégera alors pour étudier une autre mesure du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur), notamment le bill sur les tunnels, en vertu duquel le gouvernement autorisera la ville de Montréal à emprunter les sommes nécessaires pour couvrir le coût total de la construction de deux tunnels sous le canal Lachine. Le gouvernement fédéral et la Compagnie des tramways de Montréal assumeront chacun un tiers du coût du projet.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15⁸.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 9 janvier 1931, à la page 3, la séance a été retardée d'une heure en raison d'une rencontre du conseil des ministres avec les délégués du Québec du Congrès des métiers et du travail au Canada. *Le Nouvelliste* du 9 janvier 1931, à la page 1, ne mentionne que trois ministres, notamment MM. Taschereau, Francoeur et David, présents à cette réunion.

2. *L'Événement* du 9 janvier 1931, à la page 3, indique que pendant les affaires de routine, un visiteur paraît sur le parquet de la Chambre. Il s'agit de M. J.-A. Barrette, député fédéral de Berthier-Maskinongé. Accompagné du représentant de Hull, M. Aimé Guertin, il s'avance et prend siège à gauche du fauteuil de l'Orateur. Voir *Le Nouvelliste* du 9 janvier 1931, à la page 1.

3. Cette étape des affaires courantes de la séance est rapportée comme suit par *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 janvier 1931, à la page 3: "De tous les coins de l'honorable Chambre, les députés se levaient pour présenter, d'une voix parfaitement intelligible, leurs bills. Les petits messagers, près du député, attendaient le pied levé, puis filaient en courant vers l'Orateur lui porter le bill. Et il relisait ledit avis du bill à haute voix plus intelligible."

4. Une gerbe de fleurs avait été déposée sur le pupitre du regretté disparu, selon *Le Soleil* du 9 janvier 1931, à la page 3. M. Carlton James Oliver avait été élu député libéral de la circonscription de Brome à l'élection partielle du 22 octobre 1923 et réélu en 1927. Il avait pris la parole en Chambre, le 3 décembre 1930 en tant que second proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Le 9 décembre suivant, le chef de l'opposition, au cours de sa participation au débat sur l'adresse, avait exprimé le souhait que la voix de M. Oliver se fasse entendre plus souvent. Voir *Le Devoir* du 8 décembre 1930, à la page 1, et *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 janvier 1931, à la page 3.

5. *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 janvier 1931, à la page 3, et *Le Journal* du 10 janvier 1931, à la page 15, attribuent cette question à M. Aimé Guertin (Hull).

6. En 1837, le gouvernement impérial avait entériné les résolutions du ministre de l'Intérieur, Lord John

Russell, selon lesquelles, entre autres, l'exécutif ne serait pas responsable devant le pouvoir législatif, et le gouverneur (Lord Gosford) pourrait disposer du Trésor public sans l'aval législatif. Ces décisions ont paralysé la session d'été de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, déjà perturbée à quelques reprises depuis 1834, et ont ultimement abouti à l'insurrection du peuple. Voir: Gilles Gallichan, "La session de 1837" dans *Les Cahiers des Dix*, no 50, pages 117-208.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

8. *Le Nouvelliste* et *The Chronicle-Telegraph* du 9 janvier 1931, à la page 3, écrivent 6 heures.

Séance du vendredi 9 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de dame Marie-Anne Ouellet, en religion sœur Marie-Joseph de l'Eucharistie, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé (M. Dufour).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de la ville (M. Casgrain);

- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Casgrain);

- de Canadian Copper Refiners Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant son titre à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est (M. Casgrain);

- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé entre elle et la compagnie Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies (M. Delisle);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Grant);

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies (M. Grant);

- des commissaires d'écoles pour la cité de Trois-Rivières, dans le comté de Trois-Rivières,

demandant l'adoption d'une loi amendant, quant à ce qui les concerne, la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925) (M. Grant);

- de Yamaska Garments Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle (M. Phaneuf);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légales à toutes fins que de droit certaines résolutions du conseil de ladite cité (M. Phaneuf).

Prison pour femmes à Québec

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que l'adoption de la résolution relative au bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec, soit remise à la prochaine séance, afin de proposer un amendement à la résolution relative audit bill.

Ce sera probablement pour mardi.

La motion est adoptée.

The Verdun Protestant Hospital

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et le Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés. Ladite résolution est adoptée sur division.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Construction de tunnels
à Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant la construction de tunnels à la rue Wellington et aux environs du pont de la côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit.

"1. Il est loisible à la cité de Montréal de construire ou de faire construire, en même temps ou successivement, ou un seul à sa discrétion, un tunnel sous le canal Lachine à la rue Wellington, et un autre tunnel sous le même canal, aux environs du pont de la Côte Saint-Paul, afin d'établir pour le trafic des communications plus faciles et plus rapides entre le territoire situé du côté nord du canal Lachine et le territoire situé sur le côté sud du canal, et d'exécuter ou de faire exécuter tous travaux d'approche, de confection de chemins et autres ouvrages accessoires et nécessaires s'y rapportant, et pour ces fins acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles requis et tous les droits affectant ces immeubles.

"L'acquisition de ces immeubles et de ces droits se fait suivant les dispositions de la charte de la cité de Montréal."

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. le président, je ne veux pas m'objecter inutilement à cette mesure, mais, avant qu'elle puisse être adoptée, je désirerais obtenir le plus d'informations possible. D'après les rapports des journaux, M. Norman Holland, président de la Commission industrielle du chômage, est venu rencontrer le premier ministre à Québec dans l'intention d'obtenir la passation du présent bill, et a déclaré que les plans pour la construction du tunnel de la rue Wellington étant prêts, il serait préférable de commencer immédiatement les travaux, afin d'aider immédiatement les chômeurs. Mais, par contre, il a aussi déclaré que les plans pour la construction du tunnel de la rue Church et de celui de la Côte Saint-Paul n'étaient pas encore préparés. D'un autre côté, l'échevin Allan Bray a déclaré que les deux tunnels devaient être construits, ou qu'aucun ne le serait. Personnellement, je ne vois pas pourquoi on permettrait à la ville de Montréal de procéder comme elle l'entend actuellement.

Dans le projet de loi à l'étude, il y a une clause demandant l'autorisation d'emprunter \$5,500,000 pour la construction des deux tunnels. Il

vaudrait mieux attendre l'étude du bill de Montréal, avant d'autoriser la ville à emprunter par règlement les argents nécessaires à la construction du tunnel de la Côte Saint-Paul.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La Commission du chômage de la métropole a agi avec toute la célérité possible. Les plans pour le tunnel de la rue Wellington sont prêts et des instructions ont été données pour préparer ceux de la rue Church et de la Côte Saint-Paul. La ville veut commencer immédiatement le tunnel de la rue Wellington dont les plans sont prêts. Le fédéral a promis de contribuer pour un tiers du coût, c'est certain. La Compagnie de tramways de Montréal a promis aussi de contribuer pour un tiers du coût du tunnel de la rue Wellington, et nous espérons qu'elle agira de même pour celui de la Côte Saint-Paul et de la rue Church. Les deux tunnels sont nécessaires, mais nous ne pouvons commencer la construction que d'un seul présentement. Les plans pour l'autre seront préparés avec toute la diligence possible. Les octrois pour ces tunnels n'ont pas été mentionnés dans le bill des sans-travail, car Montréal veut employer sa part d'octrois au chômage pour d'autres travaux, Ottawa ayant promis que les octrois accordés pour la construction des tunnels seront des octrois additionnels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais l'échevin Bray a déclaré que les deux tunnels seraient construits ou qu'aucun ne le serait.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est un point sur lequel je diffère avec le président de l'Exécutif². Cela prouve à quel point la liberté d'action est absolue dans les rangs du Parti conservateur. L'attitude ou l'opinion de M. Bray n'a pas été approuvée.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je regrette de déplorer que les informations au sujet du tunnel de la Côte Saint-Paul ne soient pas plus complètes. On ne sait pas pourquoi les plans ne sont pas prêts. Je crois que je puis demander à l'administration de Montréal si elle peut dès maintenant obtenir la permission de commencer les travaux, puisque tous les plans ne sont pas prêts. Est-ce que le fait d'avoir les octrois hâtera les travaux? Je me demande aussi pourquoi la ville de Verdun a refusé de contribuer pour sa part d'octrois. Ne vaudrait-il pas mieux attendre, au cas où elle reviendrait sur sa décision? La ville de Montréal a-t-elle demandé à la ville de Verdun de contribuer?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. le président, Montréal a demandé à Verdun de contribuer, mais elle a refusé, et nous ne sommes pas pour la questionner de nouveau. Nous sommes capables de marcher seuls et nous marcherons, en dépit du refus de Verdun. D'ailleurs, les travaux sont au profit de notre ville, nous pouvons les faire seuls. Nous voulons commencer les travaux du tunnel de la rue Wellington immédiatement, pour donner de l'ouvrage aux chômeurs. Durant ce temps, les plans pour le tunnel de la Côte Saint-Paul seront préparés, et nous aurons le temps de revoir la Compagnie des tramways pour obtenir sa part d'octrois. Si Ottawa s'aperçoit que la Législature de Québec retarde trop à accorder l'autorisation de commencer les travaux, il se peut bien qu'il se décide à employer ses octrois ailleurs. Aussi, je ne comprends pas bien où tendent les objections du député de Montréal-Saint-Jacques. On nous demande de retarder une partie des travaux dans ce cas-ci, tandis qu'on nous accuse de retarder les travaux dans le cas des gares des Chemins de fer nationaux du Canada. Nos amis d'en face sont bien capricieux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas d'objection à ce qu'on adopte cette mesure, mais je crois que les objections du député de Montréal-Saint-Jacques sont justifiables en demandant une garantie qui est nécessaire en ce qui concerne la construction des tunnels, soit que ceux-ci répondent aux besoins de la métropole et de la province. On ne peut commencer les travaux de la rue Wellington, mais, comme les plans pour le tunnel de la Côte Saint-Paul ne sont pas encore préparés, il est difficile de permettre des crédits avant de connaître le coût.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'argent déposé est notre argent et non celui du gouvernement. Les sans-travail ont besoin d'ouvrage surtout pendant l'hiver, et la dépense de \$5,500,000 pour la ville contribuera certainement à améliorer la crise. Les arrangements sont pratiquement terminés avec Ottawa et la Compagnie des tramways.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ne vaudrait-il pas mieux attendre l'avis de Verdun?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Verdun a dit non et nous pouvons marcher sans elle. Nous n'attendrons pas ses appoints.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, la discussion actuelle présente une situation

extraordinaire et singulière. Pour la première fois depuis que je siége dans cette Chambre, l'honorable premier ministre présente un bill critiqué par un de ses collègues et défendu par le chef de l'opposition. Tout ce que nous demandons à la Législature, c'est d'autoriser Montréal à commencer ses travaux, afin d'améliorer la question du chômage dans la métropole. Le gouvernement déclare qu'il veut améliorer la situation dans la province, qu'il veut hâter les travaux le plus possible, mais pourquoi les retarder par des discussions et des obstructions inutiles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que ce qui retarde le plus le bill, c'est la part qu'y prend le député de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends en considération la remarque du premier ministre et en profite pour souligner qu'il ne semble pas apporter tout son appui au bill que pourtant il présente lui-même. Pourquoi? Tout simplement parce que, comme toujours, le gouvernement veut faire de cette question une question politique. Il ne devrait pas le faire, mais c'est plus fort que lui. Il veut améliorer la question du chômage, mais il retarde le plus possible la permission de commencer les travaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai aucune objection à permettre l'emprunt pour les deux tunnels.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Passons-le donc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis prêt.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avertissez donc votre monde.
(Rires)

M. le président: L'article 1 sera-t-il adopté?

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. La construction desdits tunnels doit être faite suivant les plans et devis approuvés par les parties qui contribuent avec la cité de Montréal au

coût de cette entreprise et par le ministre de la Voirie de la province de Québec."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi approuvé par le ministre de la Voirie³?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, pourquoi? Montréal irait-elle demander au gouvernement de se mêler de ses affaires? C'est Montréal avec son argent qui paie la construction de ses ponts et de ses tunnels. Pourquoi le ministère de la Voirie aurait-il le droit de juger des plans quand il ne paie rien pour ces travaux que nous allons faire avec l'argent que nous donne Ottawa pour le chômage? Ottawa veut nous donner l'argent pour les chômeurs; fournissez-nous donc l'avantage de l'accepter.

Montréal sera-t-elle longtemps sous la tutelle du gouvernement? Il nous a laissé construire nos ponts, nos tunnels, nos grandes artères qui continuent des grandes routes provinciales, sans vouloir y contribuer d'un cent. Maintenant, on vient dire que les tunnels ne seront construits que si le ministre de la Voirie approuve les plans. La voirie ne donne aucun octroi et n'a aucune affaire là-dedans. On dirait que le gouvernement présente ce bill à regret. Mais je vois ici pourquoi le gouvernement ajoute ces mots à l'article. C'est parce qu'il veut nous mettre des bois dans les roues, parce que c'est moi qui suis maire de Montréal et le chef de l'opposition. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour nous empêcher de marcher de l'avant et, ensuite, il vient dire que nous ne faisons rien pour améliorer la situation des sans-travail dans la métropole. On fait tout pour nous empêcher d'utiliser l'argent fourni par Ottawa. On veut rire de nous avec notre propre argent.

Veut-on que des milliers de chômeurs à Montréal crèvent de faim? Mais j'avertis le premier ministre: s'il bloque ou fait bloquer les travaux des tunnels, je vais lui envoyer 20,000⁴ chômeurs, et il s'arrangera avec et, entre parenthèses, le député de Montréal-Saint-Jacques s'arrangera avec aussi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit tout simplement que les plans soient conformes aux règlements de la voirie provinciale et seul le ministre de la Voirie peut y voir. La voirie approuve tous les travaux qui se font dans les rues des villes. Montréal ne peut être une exception. Le ministre de la Voirie doit approuver tous les ponts qui sont construits dans la province. C'est la loi et on ne peut s'y soustraire. Que les plans soient envoyés au ministre et ils seront approuvés avant que le bill ne passe au Conseil!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais avec cette différence que le gouvernement paie pour les ponts dans la province; le gouvernement, par contre, ne contribue pas un sou à la construction des ponts et tunnels dans la ville de Montréal. C'est de la mauvaise volonté de la part du gouvernement, il veut manifestement mettre en tutelle la ville de Montréal. Le premier ministre dit que tous les ponts sont sous la tutelle du ministre de la Voirie. Mais un tunnel n'est pas un pont.

Et je ne connais pas de loi autorisant le ministre de la Voirie à approuver les tunnels. Je réitère ici, M. le président, que le gouvernement montre réellement de la mauvaise volonté. Il ne paie pas un sou de ces tunnels et, pourtant, il s'objecte à leur construction; et, plus que cela, il veut qu'ils reçoivent l'approbation de son ministère de la Voirie. C'est anormal. Je considère que c'est injuste pour la cité de Montréal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces travaux intéressent toute la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, que la province les paie!

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Notre intention n'est pas de mettre Montréal en tutelle, mais nous voulons que ces tunnels soient faits suivant les plans de la province et qu'ils ne viennent pas en contradiction avec les lois provinciales de la voirie. Il ne s'agit pas de mauvaise volonté de la part du gouvernement, mais tout simplement de s'entendre. Le gouvernement veut s'assurer si les tunnels projetés seront assez larges pour recevoir la circulation des grandes routes provinciales. La ville de Montréal a tout intérêt à cette entente, puisque les grandes routes provinciales lui amènent chaque année des milliers de touristes. Le boulevard Laprairie, au coût de \$2,000,000, a été construit uniquement pour l'utilité de Montréal. De même, dans le nord, il a élargi les chemins uniquement pour l'utilité des gens de Montréal.

On dit encore que le gouvernement ne fait rien pour Montréal. Mais nous avons amélioré l'entrée de la ville pour les touristes en construisant des boulevards et des avenues. Montréal a largement bénéficié des bonnes routes de la province et je considère que l'opposition devrait approuver cette clause qui n'a d'autre but que d'assurer l'harmonie dans le système des bons chemins. Nous ne voulons que la coopération et nous sommes assurés que tout ira pour le mieux. Le chef de l'opposition peut être

sûr que nous n'y mettons que de la bonne volonté. Nous voulons simplement nous entendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Donnez vous-mêmes l'exemple de la coopération en retranchant ce paragraphe.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais prend-on les administrateurs de Montréal pour des imbéciles? Ils connaissent autant le problème de la circulation que le ministre de la Voirie. Croyez-vous qu'on ne sait pas à Montréal depuis longtemps qu'il y a de la circulation? Nous avons une commission technique qui étudie le problème. Elle connaît son affaire, que je sache. On dirait que le gouvernement ne croit pas le conseil intelligent parce qu'il n'est pas rouge. C'est de la mauvaise volonté, pour ne pas dire plus. Son seul but, c'est de reprendre son emprise et imposer sa tutelle à Montréal. Les Montréalais ne sont pas des fous. Ils savent quand un pont est assez large pour la circulation. On ne construit pas des tunnels aussi étroits que les idées du gouvernement. L'obstruction serait certainement toujours trop intense.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est extraordinaire de constater que le ministre de la Voirie s'intéresse à la largeur de ces tunnels quand il ne peut seulement pas faire des chemins assez larges pour la circulation libre sur les grandes routes. Le gouvernement n'a fait que construire des routes étroites, comme ses idées; par la suite, des argents furent dépensés pour les élargir. Que ce dernier s'occupe moins de la largeur des tunnels et montre plus de largeur de vues!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le député de Trois-Rivières a raison. Le gouvernement veut donner des leçons à Montréal, et il est obligé de voter des crédits de \$17,000,000 pour élargir des chemins qu'il a lui-même construits. La ville de Montréal fera construire des tunnels rue Saint-Hubert et ailleurs, mais le gouvernement n'a pas jugé à propos de s'en mêler. Pourtant, celui de la rue Saint-Hubert est des plus importants pour la circulation. Et c'est ce qui montre bien la mauvaise volonté du gouvernement... Ce n'est pas au ministère de la Voirie à venir donner des leçons à Montréal.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. le président, le gouvernement montre une évidente mauvaise volonté. Sans avertir personne, il veut mettre la main sur les travaux que la ville de Montréal veut exécuter. Voilà que Québec vient maintenant dicter à

Montréal la façon dont elle fera désormais ses rues, ses trottoirs, ses tunnels; et la mauvaise volonté est d'autant plus évidente que les plans des tunnels doivent être préalablement approuvés par le fédéral, la Compagnie de Tramways et la ville, c'est-à-dire par ceux qui paient, tandis que le provincial, qui ne veut pas contribuer un sou, veut intervenir avec un droit de veto et de surveillance.

S'il ne veut pas contribuer à commencer ces travaux, qu'il laisse au moins la métropole libre de le faire au plus tôt! Si le gouvernement provincial ne contribue pas à la construction du tunnel, la clause devrait disparaître.

Je crois aussi que les ingénieurs et les entrepreneurs qui sont nommés pour la construction de ces tunnels sont au moins aussi compétents que les ingénieurs du gouvernement qui ont fait preuve de tant d'ignorance lors des travaux des chemins.

M. Smart (Westmount) propose, en amendement à l'article 3: Que les mots "et par le ministre de la Voirie de la province de Québec" soient retranchés.

L'amendement est rejeté sur division⁶.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 4, qui se lit comme suit:

"Cette cité peut emprunter temporairement au moyen de bons du Trésor, billets ou autres effets négociables, de toute banque, et à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, le montant de la part contributoire du gouvernement fédéral et de la Compagnie des tramways de Montréal au coût de ladite entreprise. Tout emprunt temporaire ainsi fait doit être payé avec les deniers fournis par le gouvernement fédéral et la Compagnie des tramways de Montréal."

Ce paragraphe est modifié en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "ou toute autre partie qui y contribue".

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 11, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau des commissaires d'écoles de Québec

M. Cantin (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 75 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cantin (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrat de mariage entre J. H. Kelly et M.-A. Dionne

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

G. A. Barber

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce dentiste pourra peut-être réussir à arracher la dent que le premier ministre a contre le conseil de la ville de Montréal.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L. H. Stilwell

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 78 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital de l'Enfant-Jésus

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

É.-A. Jeannotte

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Changement des noms de Spragge Winslow et Winslow

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge, et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Antoine Georges Massey

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cisterciens de Val-d'Espoir

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs missionnaires du Christ-Roi de Gaspé

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Notre-Dame-du-Chemin

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 modifiant la

charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de Saint-Paul

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville d'Acton Vale

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Notre-Dame-du-Mont-Carmel

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Étienne-des-Grès

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Terrains municipaux du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrat entre la ville de Donnacona et The Donnacona Paper Co.

M. Gauthier (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Barclays Trust Company of Canada

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation Barclays Trust Company of Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Emprunt de l'Oeuvre et fabrique de Notre-Dame-de-Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxes scolaires protestantes de l'Île Dorval

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée⁷.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Fortin (Beauce). L'étude du bill 18 en comité plénier durera une heure et demie, selon *Le Nouvelliste* du 10 janvier 1930, à la page 1.

2. C'est la première fois que le maire de Montréal s'oppose à M. Bray publiquement, ce qui donne lieu à plusieurs conjectures sur la politique municipale montréalaise. Voir *The Sherbrooke Daily Record* du 10 janvier 1931, à la page 1.

3. Le gouvernement a introduit cette disposition dans le bill préparé par Me C. Laurendeau, avocat de la cité de Montréal. Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 janvier 1931, à la page 3.

4. *The Montreal Daily Star* du 10 janvier 1931, à la page 2 et *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 janvier 1931, à la page 3, écrivent "15,000" chômeurs.

5. Dans leur édition du 15 janvier 1931, *Le Nationaliste et le Devoir*, à la page 3, et *Le Bulletin des agriculteurs*, à la page 6, écrivent que c'est à cette étape du débat en comité plénier que le député conservateur de Westmount, M. Charles Allan Smart, propose un amendement à l'article 3 du bill 38.

6. *Le Canada* du 10 janvier 1931, à la page 1, indique que le résultat du vote a été le suivant: "Pour: quatre députés de l'opposition. Contre: une trentaine de députés libéraux."

7. Les journaux ne précisent pas l'heure de la levée de la séance. *L'Événement* du 10 janvier 1931, à la page 11, fait toutefois mention "de la courte séance du vendredi matin".

Séance du mardi 13 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company Limited pour fins scolaires à Grand'Mère (M. Grant);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur).

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de dame Marie-Anne Ouellet, en religion sœur Marie-Joseph de l'Eucharistie, et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé (M. Dufour).

**Lots de Bellechasse
annexés à Dorchester**

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des chemins de fer**

Un député pour M. Smart (Westmount), demande la permission de présenter le bill 173 modifiant la loi des chemins de fer de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 398**

M. Fortin (Beauce) demande la permission de présenter le bill 174 modifiant l'article 398 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport du ministre des
Terres et Forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1930. (Document de session no 30)

Questions et réponses:

**Télégramme à l'honorable M. King
relativement au chômage**

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement, son chef ou un de ses membres ont-ils envoyé, le ou vers le 1^{er} avril 1930, un télégramme à l'honorable M. King, premier ministre du Canada, ou à l'un des membres de son cabinet relativement au chômage dans cette province?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date exacte de cette dépêche?

3. Le chômage y était-il admis ou nié?

4. Ce télégramme a-t-il été sollicité par l'honorable King ou toute autre personne?

5. Si oui, par qui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
À la première. Non.

**Prison
pour femmes à Québec**

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je désire attirer l'attention de cette Chambre sur certains points relatifs au bill proposé par l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Francoeur). Nous regrettons de constater que le gouvernement de cette province a fait preuve, en la matière, d'imprévoyance et de retard, une fois de plus. Il fait voter \$200,000 à la dernière session, alors que les plans de cette bâtisse n'étaient même pas préparés. Le ministre nous demande de voter une somme additionnelle de \$200,000, soit le double de ce que nous avons voté l'an dernier. Quelle raison en donne-t-il? Que l'an dernier, les plans n'étaient pas préparés. Prétexte futile et qui dénote bien le manque de méthode du ministère. Toute compagnie ou tout particulier qui entreprend des travaux commence à faire les plans et devis nécessaires, à établir les estimés, avant de dépenser l'argent.

À maintes reprises, nous avons blâmé le gouvernement pour son manque de prévoyance, de compétence et de méthode. Ce manque de méthode s'affirme depuis de nombreuses années. Les architectes et ingénieurs du gouvernement ne sont pas des experts. À moins qu'ils ne soient pas ou qu'ils soient mal consultés. Le gouvernement n'a ni méthode ni principe, et il part à l'aventure, demande des octrois sans savoir où il va. C'est un manque de méthode et de principe qu'on ne saurait trop blâmer. Cette chose ne peut être pratiquée que dans cette province et que par le gouvernement actuel.

Le premier ministre et ses collègues ont crié partout que M. Bennett ne faisait rien pour remédier au chômage, malgré ses promesses. Tout le monde croyait que M. Bennett avait tenu une session spéciale et voté \$20,000,000 pour les chômeurs et fait dépenser des sommes considérables pour donner de l'ouvrage. Nous avons entendu, au cours des assemblées libérales de Granby, de Drummondville et de Rivière-du-Loup, le premier ministre et ses collègues déclarer que les promesses de M. Bennett avaient été fausses. Et bien! Je demande avec autant de raisons si le gouvernement de cette province a fait davantage et s'il peut se vanter d'avoir fait quelque chose pour améliorer la crise qui sévit actuellement.

Le ministre des Travaux publics a affirmé l'autre jour que les ouvriers avaient reçu un salaire de 70 sous alors qu'en réalité, ils n'auraient reçu que 55 sous. Voilà comment on aide l'ouvrier. On nous a dit que les travaux de la prison des femmes ont été suspendus le 24 décembre et on ne les a pas repris. Est-ce là aider les chômeurs? Ce sont les seuls travaux à Québec qui auraient pu aider les chômeurs et le gouvernement les arrête. Le gouvernement de

Québec, après avoir fait faire des travaux de ciment à une bâtisse, y avoir fait mettre une couverture, suspend les travaux... et renvoie sur le pavé un bon nombre de chômeurs. On aurait pu exécuter des travaux d'intérieur à cette bâtisse de la prison des femmes, mais notre gouvernement si paternel a préféré jeter les ouvriers sur le pavé. Ce n'est pas de cette façon que le gouvernement de la province surpassera le gouvernement fédéral. Ces travaux, je l'affirme, auraient pu être continués tout l'hiver.

Pas de méthode, imprévoyance, j'ajoute manque de principe. Alors que la Législature n'avait autorisé qu'une dépense de \$200,000, on accorde des contrats pour \$370,000². Voilà la violation de la prérogative de la Chambre qui doit voter les octrois avant qu'ils ne soient engagés. Je considère que le gouvernement viole sans vergogne les principes parlementaires, les principes du gouvernement responsable, en accordant des contrats pour \$370,000 sans l'autorisation de la Législature. Ce n'est pas la première fois que l'opposition proteste contre ces méthodes. Nous avons protesté contre cette politique l'an dernier et les années précédentes, et nous voulons inscrire une plainte officielle contre cette nouvelle violation des privilèges des représentants élus du peuple.

M. l'Orateur, pour toutes ces raisons, je crois que c'est mon devoir de proposer, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), l'amendement qui suit:

Que tous les mots après le mot "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les montants requis pour la construction d'une prison pour les femmes dans le district de Québec, déplore l'imprévoyance du gouvernement, son absence de méthode en cette matière, son manque de souci pour assurer le paiement de salaires raisonnables aux ouvriers, et sa violation du droit qu'ont les députés de voter des subsides avant que le gouvernement n'engage les deniers publics."

M. l'Orateur: L'amendement sera-t-il adopté?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

M. l'Orateur, je désire corriger la déclaration que j'ai faite lors de la discussion de ce projet, la semaine dernière, à l'effet que les travaux de construction à la prison des femmes avaient été suspendus à cause du froid. Après avoir pris des renseignements auprès de mon sous-ministre, j'ai appris que les travaux ne sont pas arrêtés, mais se continuent. L'architecte avait le

droit, d'après le contrat, d'arrêter les travaux s'il le jugeait nécessaire. J'ai fait venir l'architecte et l'entrepreneur et ils m'ont déclaré que les travaux n'étaient pas suspendus. J'avais été mal informé. Malgré la rude saison, les travaux sont poursuivis. Toute la partie des travaux en béton armé est terminée. Trois étages sont maintenant terminés quant aux travaux extérieurs et une équipe de huit hommes travaillent actuellement à la pose de la pierre. L'entrepreneur a continué sans interruption à travailler, malgré que le coût des travaux soit plus élevé l'hiver.

On dit que nous n'aïdons pas les chômeurs. Je suis en mesure d'affirmer que, du 4 octobre au 2 janvier, 2,580 ouvriers ont été employés à cette construction par l'entrepreneur principal M. Jodoin.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le 2 décembre, il n'y en avait que deux.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non. Au 2 décembre, il y avait 97 employés sur les lieux. On a employé 2,580 ouvriers de tous les métiers et on a payé \$22,628.88. Les entrepreneurs ont employé 129 manoeuvres, 648 journaliers, 624 menuisiers, huit maçons. Nous protégeons aussi l'ouvrier au point de vue du salaire raisonnable. J'ai vu la liste des salaires sur les chantiers. Les salaires raisonnables ont été payés et nous n'avons reçu aucune plainte.

M. Guertin (Hull): Quand les ouvriers se plaignent, ce n'est jamais directement au ministre du Travail. S'ils le faisaient, ils se feraient mettre à la porte.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): somme le député de Montréal-Dorion (M. Blain) de porter une accusation catégorique sur les salaires de 55¢ qui auraient été payés au lieu des salaires de 70¢ inscrits au contrat.

M. Blain (Montréal-Dorion) répond qu'il ne peut donner les noms des ouvriers en question, de peur qu'ils ne soient mis à pied.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les ouvriers ne veulent pas se plaindre, de peur de perdre leur emploi, comme au palais de justice de Québec.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non. Les employés peuvent se plaindre à leur union sans aucun danger. Les salaires raisonnables ont été payés. Il n'y a eu aucune plainte. Je fais cette

déclaration pour montrer que l'honorable député de Dorion (M. Blain) a tort de dire que, dans ce cas, nous n'avons pas tenté de remédier au chômage.

On nous reproche d'avoir manqué de prévoyance. Nous avons procédé comme on procède généralement. Nous avons décidé de construire une prison et la Chambre avait voté \$200,000. Les plans n'étaient que sommaires. Plus tard, après la session, les plans ont été complétés; alors, nous revenons devant la Chambre et nous lui demandons de nouveaux crédits. C'est la pratique ordinaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Elle est mauvaise.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Peut-être y aurait-il lieu de l'améliorer, mais la coutume a été suivie. Actuellement, on est à poser la pierre. Vingt-six ouvriers sont employés à ces travaux, sans compter ceux qui préparent la pierre pour la pose. L'honorable député de Dorion dit que nous avons accordé des contrats pour \$370,000. Nous en avons accordé pour \$346,000. Mon honorable ami, qui aime les précisions, appréciera la différence notable. J'ajoute que nous n'avons pas violé la Constitution parce que les sommes déboursées ne s'élèvent encore qu'à \$61,775³ seulement. Quant aux principes, nous n'en avons violé aucun. Nous avons suivi la pratique.

M. Tremblay (Maisonnette): Mauvaise pratique.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Peut-être, mais nous n'avons pas violé le principe, car nous avions le droit de dépenser \$200,000 et l'architecte n'a autorisé que le paiement d'une somme totale de \$61,775. Nous n'avons pas dépassé le crédit voté par la Chambre et nous avons remédié au chômage en employant un grand nombre d'ouvriers. L'argument de l'honorable député de Dorion (M. Blain) n'est donc pas fondé. Bref, nous n'avons pas manqué de prévoyance; nous avons aidé les chômeurs et nous n'avons violé aucun principe. Actuellement, une quarantaine d'hommes travaillent sur ces chantiers et les travaux se poursuivront. Je considère que les critiques du député de Montréal-Dorion et de l'opposition en général sont enfantines et sans fondement, quel qu'il soit. Je crois que ce n'est pas de la critique, mais plutôt de la chicane que l'on fait dans ce cas et, conséquemment, je suis d'avis que cette Chambre doit rejeter l'amendement.

(Applaudissements à droite)

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, si le *Hansard* avait été établi dans cette Chambre depuis 33 ans que le gouvernement actuel est au pouvoir, je crois que nous pourrions relever plusieurs anomalies comme celle de cet après-midi. À tout événement, l'opposition ne peut pas contrôler la présente affirmation du ministre qui, il y a trois ou quatre jours, disait exactement le contraire quant aux travaux exécutés. La raison, c'est que ça paraissait mal, dans les journaux de samedi, cette déclaration venue du ministre des Travaux publics et du Travail (M. Francoeur), que le gouvernement avait suspendu ces travaux en plein hiver, alors que le premier ministre venait de crier dans la radio à toute la province qu'il faisait tout son possible pour remédier au chômage.

Nous nous réjouissons de constater que les travaux de la prison marchent encore, du moins, l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail le dit, et nous le pouvons d'autant moins contredire qu'il s'en est instruit après avoir affirmé le contraire dans cette Chambre. Aujourd'hui, l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, après consultation avec ses collègues, je lui en sais gré, a corrigé sa déclaration. Le gouvernement a compris que cette affaire paraissait mal.

Que le gouvernement est généreux! Depuis le 4 octobre jusqu'au 2 janvier, l'honorable ministre nous a dit qu'il a employé 2,580 ouvriers et leur a payé \$22,628...

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai pas dit qu'ils avaient été employés tout le temps.

M. Guertin (Hull): Cela veut dire qu'il a payé une moyenne de \$8.77 par tête pour ces trois mois à ces jeunes gens qui paraissent dans les rues de Québec. Voilà ce qu'a fait le gouvernement. Quelle générosité! Quel secours pour les chômeurs! Ils doivent vivre gras, ces ouvriers, avec \$8.77 pour trois mois. Le premier ministre pouvait se vanter à la radio, et à pleins poumons, de faire l'impossible pour soulager le chômage⁴. Et, tout cela, sur une construction de \$400,000. Le cœur du gouvernement s'attendrit tellement qu'il emploie actuellement 26 ouvriers sur les chantiers mêmes et une quinzaine ailleurs. Hourra pour le gouvernement...

(Rires)

M. Guertin (Hull): ... qui fait tant pour soulager le chômage!

Pour ce qui est des salaires raisonnables, le gouvernement sait que les ouvriers n'osent pas se plaindre directement aux entrepreneurs, ni même à

leurs unions, de peur de se faire boycotter. Ce fut souvent le cas, notamment lors de l'exécution des travaux au palais de justice de Québec et ailleurs... On nous a dit que des inspecteurs ont été nommés pour vérifier les salaires payés dans le cas de contrats accordés par le gouvernement, mais on ne nous a donné aucun nom. Que peut-on espérer d'eux?

Pour ce qui est des droits des représentants élus du peuple, il n'y a pas grand-chose de plus à dire. Malgré les démentis et les explications du ministre, nous savons très bien que des contrats ont été accordés pour des montants que la Législature n'a pas encore autorisés. La défense du ministre, qui prétend qu'aucun principe n'a été violé, ne se peut soutenir, car il reste le fait que le gouvernement avait été autorisé à dépenser \$200,000 et qu'il a accordé des contrats pour \$346,000. Le gouvernement a donc engagé les crédits de la province pour \$146,000 sans en avoir le moindre droit. Y a-t-il une clause dans les contrats qui dit que le contrat sera nul si les crédits ne sont pas votés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'est pas nécessaire d'avoir cette clause.

M. Guertin (Hull): Non, ce n'est pas nécessaire parce que le cabinet sait bien que ses amis le supporteront.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas ce que je veux dire.

M. Guertin (Hull): Ça équivaut à cela. Nous avons de bonnes raisons d'insister pour que, dans l'exercice de leurs fonctions, les différents ministres écoutent la voix des représentants élus de la population de cette province et respectent leurs privilèges, qui sont les assises de notre Constitution. Je n'insisterai donc pas davantage. Je crois que la Chambre doit adopter l'amendement.

M. Crépeau (Sherbrooke): Je constate une anomalie dans la conduite du gouvernement. Quand il accorde un octroi aux municipalités, il exige des plans définitifs et complets. Que ne donne-t-il pas l'exemple? Pourquoi alors le gouvernement ne procède-t-il pas de la même façon? Je ne serais pas surpris s'il y avait beaucoup d'extras pour cette construction. Quel est le montant de la soumission de M. Jobin?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Cent soixante-dix-huit mille dollars.

M. Crépeau (Sherbrooke): Combien lui a-t-on payé?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Soixante et un mille dollars.

M. Crépeau (Sherbrooke): Lorsque les ministères entreprennent des constructions, ils devraient agir exactement de la même manière que les entreprises privées. Pourrait-on imaginer une entreprise privée accordant des contrats avant même d'avoir fait dresser des plans? Et c'est exactement ce que le ministre des Travaux publics et du Travail a fait dans ce cas-ci. Un ministère ne devrait pas aller de l'avant sans l'autorisation en bonne et due forme des membres de cette Législature. Le ministre le sait, et pourtant, il persiste. Et c'est pourquoi je voterai, dit-il, en faveur de l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. Il y a trois jours, les travaux de la prison étaient suspendus; aujourd'hui, ils ne le sont plus, ils ne l'ont jamais été. Je ne doute pas de la franchise du ministre, mais je crois qu'il y a une différence entre blanc et noir. Le ministre n'est pas beaucoup au courant de ce qui se passe chez lui. Il eût été mieux de se renseigner avant de répondre pour la première fois.

L'honorable ministre nous a déclaré que nous faisons de la chicane parce que nous revendiquons les droits de la Chambre. L'honorable ministre de la Voirie, qui est un grand avocat, a déclaré que le contrat de \$346,000 signé par le ministre n'engageait pas la responsabilité de la province au-delà des crédits déjà approuvés. Il sait, bien sûr, que ce n'est pas vrai.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai pas dit cela. J'ai fait observer à l'honorable député de Hull qu'il n'était pas nécessaire d'inclure dans le contrat la clause à laquelle il faisait allusion. Assurément, si la Chambre n'a pas voté les crédits, la responsabilité de la province n'est pas engagée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le député de Trois-Rivières n'est pas sérieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre prétend que le crédit de la province n'est pas engagé. De deux choses l'une: ou bien le contrat est bon, ou bien il est mauvais. Si le contrat est bon, le crédit de la province est engagé pour \$146,000 sans l'autorisation de la Chambre. Il a été passé pour une somme de \$346,000 alors qu'il avait l'autorisation de

ne le faire que pour \$200,000. Le contracteur peut le faire valoir contre cette Chambre et exiger qu'on l'exécute jusqu'au dernier sou. S'il est mauvais, ce ne sera pas la première fois que le gouvernement passe de mauvais contrats. Qu'on se rappelle le palais de justice de Québec et bien d'autres. Il protège l'ouvrier de façon illusoire avec sa clause de salaire raisonnable. La prétendue protection accordée à l'ouvrier sur le contrat est illusoire, puisque le ministre a donné une signature nulle qui n'engage pas l'entrepreneur.

L'amendement est proposé dans le meilleur intérêt de la province et il devrait être adopté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable ministre des Travaux publics a affirmé qu'aucun principe de parlementarisme n'avait été violé parce que les sommes votées n'ont pas été dépensées totalement. Lorsque l'on a présenté le premier bill qui décrétait une dépense de \$200,000 pour la construction de cette prison, on a dit alors que les plans étaient définitifs. Aujourd'hui, l'on avoue que les plans étaient à moitié faits; le ministre avoue avoir demandé des octrois avec des plans non préparés. Il dit qu'il n'a pas dépassé le crédit voté par la Chambre.

Et le gouvernement donnait des leçons d'administration à Montréal, vendredi dernier, en exigeant que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) intervienne dans la construction des tunnels sous le canal Lachine. Malgré les ingénieurs experts de la Montreal Tramways Co., du gouvernement d'Ottawa, des ingénieurs de Montréal et de sa Commission technique, il voulait leur apprendre comment faire des travaux. Le ministre de la Voirie et ses collègues ont exigé que les plans des ingénieurs de Montréal et d'Ottawa soient soumis à l'approbation du gouvernement.

Et aujourd'hui, le ministre des Travaux publics et du Travail vient nous dire que lorsque le gouvernement a fait voter \$200,000 pour cette prison, les plans n'étaient pas prêts. Puisque le gouvernement veut dépenser \$200,000 sans avoir de plan, pourquoi la Commission technique de Montréal n'interviendrait-elle pas pour aider le gouvernement de Québec?

(Applaudissements à gauche)

Aussi, je crois bien qu'il serait bon d'inclure dans le projet et les projets futurs du gouvernement que les plans devront être soumis à la Commission technique de Montréal. Je suggère au gouvernement de retenir plutôt les services de ces messieurs, afin de préparer ses propres plans ou prendre l'habitude de

soumettre ses plans aux ingénieurs de Montréal avant qu'ils soient mis à exécution. C'est du suprême ridicule. Vendredi matin...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur. Je ne crois pas, M. l'Orateur, qu'on ait droit de traiter de cette question.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ça ne fait pas l'affaire. Ça devient embarrassant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition est heureux du secours du représentant de Maisonneuve. Je comprends que l'honorable député de Maisonneuve vienne au secours de l'honorable chef de l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):

L'honorable premier ministre est jaloux et voudrait bien qu'il vienne au sien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oh! Non!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pour revenir à la question, je vois qu'il n'y avait pas de plan d'architecte pour ces travaux, mais il y avait un plan électoral, celui de faire voter \$200,000, puis de doubler et de tripler la somme les années suivantes; c'est précisément le système suivi au palais de justice de Québec. Ce palais de justice ne fut pas seulement une bénédiction, mais une indulgence, car il a duré sept ans et sept quarantaines.

On a dit que le gouvernement n'avait pas de plans. Oui, il en avait des plans, mais des plans électoraux. Ils ont été préparés par le même personnage qui prépara ceux de l'assemblée de l'aréna. Je comprends que le ministre est l'ami de cœur de l'ancien ministre, son prédécesseur, lequel a reçu la récompense qui attend un aussi grand civisme.

L'an dernier, c'est un autre ministre qui demandait les premiers \$200,000 et répondait à nos questions. Je peux comprendre la situation délicate dans laquelle se trouve le ministre actuel, mais il reste que le député de Dorion (M. Blain) a parfaitement raison de demander son amendement, qui est fondé sur les meilleures pratiques parlementaires. Je considère que le gouvernement a violé les principes parlementaires et que l'amendement devrait être adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux qu'ajouter un mot, un mot sur l'aspect

constitutionnel du débat. Nous avons procédé de la façon la plus constitutionnelle.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais vous refusez ce droit à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous allons régler le cas de Québec. Nous réglerons celui de Montréal ensuite.

(Rires)

Il n'y a eu aucune violation des droits parlementaires. Il n'y a pas de gouvernement qui puisse calculer davantage les plans des travaux à exécuter, car il y aura toujours un écart entre le coût approximatif et le coût définitif. Nous avons procédé comme toujours l'on procède. Le gouvernement a décidé de construire une prison des femmes à Québec... Nous avons estimé que ça devait coûter \$200,000, et nous avons demandé cette somme. Quand nous avons commencé les travaux, nous avons réalisé que les plans étaient plus vastes, plus précis et qu'ils entraîneraient une dépense beaucoup plus considérable. Bien que nous n'ayons que \$61,775 de dépensés, nous prévoyons que la prison coûtera \$400,000. Le crédit n'a pas été dépassé. Les plans ont été préparés, des soumissions ont été demandées et nous réclamons l'autorisation de dépenser un montant additionnel.

Y a-t-il là quelque chose d'anticonstitutionnel?

Il me semble entendre les voûtes de cette Chambre retentir encore des protestations de l'opposition contre les mandats spéciaux. Quant à la protection des derniers publics, l'auditeur général ne peut payer un sou au-delà de \$200,000 pour cette construction sans l'autorisation de la Chambre. Ce que nous avons fait dans ce cas-ci est ce qui s'est toujours pratiqué. La bâtisse où nous sommes, si l'on se réfère aux Statuts, a été construite avec des crédits votés année après année. C'est ce qui se fait dans toutes les grandes institutions. Nous avons respecté la Constitution et c'est ce que nous allons continuer à faire.

Toujours on procède de cette façon. C'est ce que nous avons fait pour la prison de Montréal, pour le palais de justice de Québec. C'est aussi ce que l'on fait à Ottawa... même à la Commission du havre de Québec. Malgré les critiques de l'opposition, nous persisterons à suivre cette politique.

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonneuve) se lève et vient à l'appui de la position adoptée par les autres membres de l'opposition, ajoutant que la veille des élections, le gouvernement a jugé essentiel de

promettre des hôpitaux et des refuges dans différentes régions de la province afin qu'il puisse y trouver asile en cas de défaite.

Le premier ministre déclare: "Nous avons respecté la Constitution du pays." Après ce que j'ai entendu de part et d'autre, je me demande ce que vaut la signature de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail. Il vient nous dire qu'il a suivi et respecté les privilèges parlementaires et il déclare qu'il a accordé un contrat de \$346,000, soit \$146,000 qui n'ont pas été votés par la Chambre. Mais, si cette dernière refusait de voter ces crédits, que vaudrait la signature du ministre au bas du contrat? Rien du tout.

Où alors est le contrat, si l'on en croit le premier ministre lui-même qui déclare que la Chambre n'est pas engagée tant que le crédit n'est pas voté? D'après les arguments de la droite, le crédit de la province n'est pas engagé. Mais comment se fait-il que, depuis 33 ans, le gouvernement n'a pas encore appris à faire un contrat avant de le signer?

Quand on veut bâtir des prisons pour femmes, on commence par engager des architectes, même s'ils sont politiciens et se présentent dans Saint-Jacques, et on fait faire des plans; puis quand les plans et les estimés sont prêts, on vient devant les représentants du peuple pour les faire approuver.

Mais le gouvernement suit la même politique depuis nombre d'années, surtout depuis la construction du palais de justice de Québec qui dure depuis sept ans. Prenons garde! On dit que les femmes durent encore plus longtemps. Il me semble que le Parti libéral, après avoir été 33 ans au pouvoir, devrait être capable de faire des plans avant de faire voter de l'argent. L'opposition a parfaitement raison de demander au gouvernement de changer sa façon d'accorder des contrats de travaux publics. L'amendement doit être adopté.

Alors, M. l'Orateur, je demande qu'on appelle les députés pour le vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Parlons donc de la façon de faire de la ville de Montréal. Est-ce que les plans sont prêts pour les tunnels de Montréal?

M. Tremblay (Maisonnette): Lorsqu'il sera le temps de discuter des affaires de Montréal, je parlerai aussi ouvertement qu'aujourd'hui et j'invite le premier ministre à m'écouter.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) On va régler le cas de Québec et ensuite on réglera celui de Montréal.
(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable premier ministre sait que lorsque je parle de Montréal, je ne suis pas gêné.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ni gênant.

M. Tremblay (Maisonnette): Et lorsque je parlerai de Montréal, j'invite le premier ministre à y être.

L'opposition réclame le vote.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés pour le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Guertin, Houde, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 10.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bercovitch, Bernard, Bissonnet, Cantin, Caron, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Drouin, Dufour, Farand, Fortin, Francoeur, Frigon, Gauthier, Godbout, Grant, Lahaie, Lapiere, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier, Messier, Moreault, Papineau, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Reed, Saurette, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, Vautrin, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 1317

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 relatif à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai déjà expliqué qu'il s'agit de ratifier des ordres en conseil adoptés d'urgence avant l'adoption de la loi du chômage pour permettre aux municipalités d'exécuter les travaux en vertu de la loi du chômage. Le bill permet aussi aux municipalités d'adopter des emprunts temporaires.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, autorisant des municipalités à exécuter les travaux approuvés par la Commission du chômage et à emprunter temporairement les divers montants y mentionnés, sont confirmés et validés et ont le même effet que si leurs dispositions avaient fait l'objet d'un

règlement ou d'une résolution adopté en vertu de la loi de l'aide aux chômeurs, 1930.

"Pour le surplus, les dispositions des articles 7, 8, 9, 10, et 11 de ladite loi de l'aide aux chômeurs, 1930, s'appliquent à ces municipalités en ce qui regarde les travaux et les emprunts autorisés par lesdits arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre des Travaux publics a déposé sur le bureau de la Chambre une liasse d'ordres en conseil. Quels sont ces arrêtés en conseil?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne le sais pas sur le moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le projet va au-delà de ces ordres en conseil et ratifie tous ceux qui pourraient être passés. Cette clause est importante, car elle vaut un mandat en blanc. Elle vaudrait d'être mieux définie. En plus, pourquoi le gouvernement a-t-il adopté des arrêtés ministériels pour certaines villes comme Chicoutimi et autres, et qu'il ne l'a pas fait pour les villes comme Montréal, Hull et Trois-Rivières?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'y a pas eu de parti pris, car à mesure que le comité du chômage décidait, le gouvernement était prêt à aider. Mon ami accepterait-il un amendement à l'article 2 qui mentionnerait que la loi ne vise que les ordres en conseil déposés devant la Chambre?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, parfaitement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose alors que le mot "autorisant", dans les deuxième et troisième lignes de l'article 2, soit retranché et remplacé par les mots "et déposés sur le bureau de cette Chambre le 7 janvier 1931 comme document no 29 qui autorisent".

L'amendement est adopté.

M. Guertin (Hull): Tout l'argent du chômage a-t-il été réparti? Quel est le montant que le comité du chômage a à sa disposition à l'heure actuelle pour distribution?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La Commission du chômage a siégé ces jours derniers et nous a informés qu'elle avait encore environ \$200,000, je crois, à attribuer provenant du fonds de secours institué par le gouvernement fédéral.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans la liste des montants attribués, lorsqu'on voit, par exemple, qu'une municipalité a reçu \$6,000, est-ce que c'est la part du fédéral seulement?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est le montant total qui peut être dépensé. Les sommes se rapportant aux ordres en conseil dont il est question comprennent la part des municipalités de la province et du gouvernement fédéral.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je remercie le ministre des Travaux publics d'adopter cette loi, car elle solutionne un imbroglio légal sérieux. Je crois que le gouvernement a montré de la bonne volonté pour nous expliquer ce bill, mais je profite de l'occasion pour déclarer que nous sommes traités injustement. Mais, sans vouloir être désagréable au gouvernement, je crois devoir signaler qu'il est souverainement injuste que *Le Canada*, un journal de la métropole, le journal officiel du gouvernement à Montréal, continue depuis un mois à répéter que, s'il y a eu des délais à l'exécution de certains travaux pour venir en aide aux chômeurs en vertu de la loi provinciale du 11 décembre, c'est la faute de l'administration de la ville de Montréal, alors que toute la faute provient de la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et *Le Journal* de Québec prétend que c'est de notre faute à nous. Nous sommes donc bonne à bonne.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si l'honorable premier ministre veut contrôler M. Asselin au *Canada*, je me charge de M. Maher au *Journal*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous contrôlez *Le Journal*. Eh bien, je ne vous félicite pas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): *Le Canada*, un organe qui apparaît aux *Comptes publics* pour des sommes substantielles, affirme depuis près d'un mois que c'est la faute de Montréal si certains travaux ont été retardés. Or, la loi, aujourd'hui, prouve la fausseté de cette assertion; elle admet qu'il fallait permettre aux municipalités de négocier les emprunts temporaires. L'amendement que nous apportons aujourd'hui à ce bill est une preuve de la fausseté des remarques du *Canada*. Le gouvernement approuve la suggestion de l'opposition. Les travaux

ne peuvent commencer qu'après autorisation d'emprunter.

Si *Le Canada* a dit d'autres choses, je demande aux journaux responsables de bien vouloir rétablir les faits, mais je ne le demande pas au *Canada*. Je demande à la presse qui veut informer le public de déclarer que les accusations du *Canada* contre les autorités de Montréal sont erronées. Si *Le Journal* de Québec tient le gouvernement responsable du retard des travaux pour remédier au chômage, je me charge de demander à M. Maher de rétablir les faits. Mais je voudrais bien que l'honorable premier ministre contrôle M. Asselin, de son côté.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre nous a dit à la radio qu'il avait été le premier chef de gouvernement au pays à convoquer la Législature provinciale un mois plus tôt pour aider au chômage. Or, par la loi actuelle, il a donné la preuve qu'il n'avait pas besoin de convoquer la session pour autoriser les travaux, puisqu'il a adopté un lot d'arrêtés ministériels pour autoriser cesdits travaux. Le gouvernement aurait pu autoriser de la sorte les travaux pour tout le montant et venir ensuite devant la Chambre faire ratifier les arrêtés ministériels pour tous les travaux.

Le gouvernement est venu en aide aux municipalités avant même que la Chambre n'ait adopté la loi de l'aide aux chômeurs. Cette session n'était donc pas nécessaire, puisqu'on aurait pu dépenser tout le montant par des ordres en conseil. Pourquoi a-t-on attendu à aujourd'hui pour autoriser des municipalités à dépenser de l'argent? Je ne fais pas de reproche au gouvernement d'avoir convoqué les Chambres pour régler cette question, mais je tiens à rétablir les faits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami confond deux choses. Il y avait autorisation aux municipalités de dépenser et autorisation de la Chambre au gouvernement. Ce n'est pas la même chose. Nous avons convoqué la Législature pour autoriser la dépense d'une somme de \$2,850,000, la part de la province pour remédier au chômage. Cette loi a été votée sans délai. Celle qui est devant nous a un tout autre but.

M. Guertin (Hull): Je sou mets, sans crainte de contradiction, qu'il n'était pas nécessaire de convoquer la Législature un mois d'avance. Le gouvernement aurait pu autoriser la dépense par ordre en conseil, et nous l'aurions ratifié plus tard comme nous le faisons aujourd'hui.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La seule objection que j'ai au projet, c'est que le préambule dit que le gouvernement n'a pas voulu retarder les travaux pour remédier au chômage, qu'il veut hâter l'aide aux chômeurs. Personne ne voulait retarder les travaux. Tout le monde était d'accord sur ce point. Je crois que c'est un plaidoyer *pro domo* qui sera enregistré dans les Statuts de la province pour des milliers d'années à venir, et je ne vois pas pourquoi on inscrit cela dans les Statuts. On aurait pu dire que le gouvernement et l'opposition voulaient hâter le bill. Ces remarques auraient été vraies. Le gouvernement a à sa disposition de bons écrivains qui ont songé à insérer ces remarques.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport avec amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:

Construction de tunnels à Montréal

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je dois informer la Chambre que le projet de loi autorisant la construction des tunnels de Montréal sera voté demain au Conseil législatif et que Son Honneur le lieutenant-gouverneur le sanctionnera aussitôt que possible.

Subventions aux collèges classiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une somme de trois cent cinq mille dollars par année payable à même le fonds consolidé du revenu, aux fins de la loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134), telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40, et 19 George V, chapitre 51, au lieu du montant annuel de deux cent soixante-cinq mille dollars déjà fixé par la section 3 de ladite loi.

Le but du projet est d'amender la loi pour que la subvention de \$10,000 soit payée au Collège Bourget à Rigaud, au Séminaire de Québec, au Séminaire de Montréal et au Collège des Jésuites de Québec qui sera prochainement construit, qui en ont fait la demande.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les montants donnés aux collèges classiques ne sont pas assez considérables. On ne fera jamais trop pour aider les institutions de ce genre. Je considère que nous ne ferons jamais assez pour l'instruction publique.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis heureux des paroles de l'honorable député de Trois-Rivières.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Sans doute, c'est une excellente initiative et qui mérite l'approbation générale. Je demande au gouvernement s'il n'y a pas moyen d'aider l'enseignement primaire supérieur. Je l'ai déjà demandé.

Pourquoi ne ferait-on pas pour ces maisons d'éducation ce que l'on fait pour les collèges classiques? Les collèges sont les seuls à bénéficier d'octrois aussi élevés. Le gouvernement ne les néglige pas.

Ce n'est pas pour embarrasser le gouvernement que je fais cette requête. Mais, à la veille des élections, c'est le temps des cadeaux... L'adresse comporte beaucoup de cadeaux pour toute la province. On aurait pu en donner pour permettre à nos écoliers de rivaliser avec ceux des autres langues au point de vue de l'enseignement primaire supérieur.

Il (M. Houde) rappelle que c'est à cette source qu'il a reçu son éducation. Ça n'a pas été un grand succès, peut-être, mais ce n'est pas de la faute de la maison, mais du sujet.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition pêche à la ligne.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois que l'honorable secrétaire provincial (M. David) aimerait mieux me pêcher avec un marteau qu'avec un hameçon.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Non, à la mouche! Cette question de l'aide à l'enseignement primaire supérieur remonte à plusieurs années. Il y a longtemps qu'elle se pose. Je crois que, pour le moment, l'important est de demander à la commission scolaire de prolonger les années d'études de l'enseignement primaire supérieur. Il vaut mieux encourager la Commission des écoles catholiques de Montréal, notamment, à poursuivre la tâche entreprise.

Le travail fait jusqu'ici a été considérable. Il y a sept ans, Montréal comptait à peine deux classes de 1^{re} année. Aujourd'hui elles se multiplient. Il faut en effet combler le vide qui, au point de vue instruction, sépare l'université et la petite école. Il n'y a aucune raison pour qu'un fils d'ouvrier, s'il n'a pas les moyens d'aller au collège classique, ne puisse parvenir jusqu'à l'université en prolongeant de quelques années l'enseignement primaire.

Quant au choix des institutions qui doivent obtenir des octrois, il relève uniquement du Conseil de l'instruction publique et, quand les finances le permettront, nous ferons notre part. J'abonde dans le sens de l'honorable chef de l'opposition et le gouvernement continuera à faire davantage pour l'éducation au sujet de l'aide à l'enseignement primaire supérieur.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 3 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il n'y a pas une demande du collège du Sacré-Cœur de Saint-Victor-de-Tring, dans la Beauce, pour une de ces subventions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, on m'en a parlé. J'ai attendu le retour de l'honorable secrétaire provincial pour lui soumettre les désirs exprimés, et je lui ai laissé le soin d'étudier le cas de ce collège.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession John Dwane

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 84 concernant la succession de feu John Dwane.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre du jour soit révoqué.
Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.
Adopté.

Charte de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Crépeau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The St. Annunciation Russian Greek
Orthodox Church of Montreal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre:

Discours du budget

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourrions-nous savoir quand le discours du budget sera prononcé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mercredi ou jeudi de la semaine prochaine.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi ce retard?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pas de retard.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est l'inconvénient du double mandat¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition en sait quelque chose.

La séance est levée à 5 h 30.

du 14 janvier 1931, à la page 4, *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 janvier 1931, à la page 2 et *Le Journal* du 17 janvier 1931, à la page 11.

3. \$70,000, selon *Le Journal* du 17 janvier 1931, à la page 13.

4. Nous ne sommes pas absolument certains que le député ait prononcé ces paroles tirées du *Devoir*. Il se pourrait que ce soit un commentaire du journaliste Alexis Gagnon.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques). M. Vautrin occupe le poste d'Orateur suppléant (vice-président) de l'Assemblée législative du 22 janvier 1930 au 9 mai 1934.

6. Voir note 5.

7. Le premier ministre Taschereau cumule la fonction de trésorier de la province depuis la défaite de Gordon Wallace Scott dans Huntingdon, à l'élection complémentaire du 4 novembre 1930. Cependant, nommé conseiller législatif de la division de Wellington et ministre sans portefeuille le 13 novembre 1930, "M. Scott travaille à mettre au point le discours du budget avec un soin minutieux et une célérité louable". Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 15 décembre 1931, à la page 2.

NOTES

1. Selon *The Montreal Daily Star* du 14 janvier 1931, à la page 5, MM. C. E. Gault et C. A. Smart sont absents. Sur le parquet de la Chambre, on remarque le Dr Joseph-Léonard Duguay, député fédéral conservateur de la circonscription de Lac-Saint-Jean. Voir *L'Événement* du 15 janvier 1931, à la page 3.

2. M. Francoeur corrigera ce montant plus tard, car il s'agit plutôt de \$346,000. Voir *L'Action catholique*

Séance du mercredi 14 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada qui demande l'adoption d'une loi reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec (M. Smart).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company Limited pour fins scolaires à Grand'Mère (M. Grant);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur).

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- de dame Suzanne Morin, épouse de Maurice Forget, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve;
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Paul Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville;

- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Canadian Copper Refiners Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant son titre à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est;

- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé entre elle et la compagnie Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies;

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies;

- de Yamaska Garments Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de John Gould Snasdell Taylor et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor, et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor;

- de dame Marie-Anne Ouellet, en religion sœur Marie-Joseph de l'Eucharistie, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 130 légalisant le changement de nom de Edward Spragge-Winslow en celui de Edward

Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge;

- bill 128 permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey;

- bill 87 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen;

- bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé;

- bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir;

- bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul;

- bill 113 modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin;

- bill 79 constituant en corporation la congrégation de la Fraternité sacerdotale.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 84 concernant la succession de feu John Dwane;

- bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval;

- bill 101 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;

- bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains;

- bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930;

- bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 105 constituant en corporation Barclays Trust Company of Canada.

Changement des noms Snasdell Taylor et Taylor

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 133 changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph Masson

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 80 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commutations de taxes des compagnies de Grand'Mère

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Actes de vente, de transport et d'établissement de servitude de Montréal-Est

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 121 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Canadian Copper
Refiners Ltd.**

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 119 ratifiant le titre de Canadian Copper Refiners Limited à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs servantes de Notre-Dame,
Reine du clergé**

M. Dufour (Matapédia) demande la permission de présenter le bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
J.-O. Villeneuve**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec**

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paul Roy

M. Taschereau² (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 77 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Contrat entre la ville de Kénogami,
The Price Brothers & Co. Ltd. et
The Kenogami Land Co. Ltd.**

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
d'Outremont**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Règlements et résolutions
de Saint-Hyacinthe**

M. Phaneuf (Bagot) demande la permission de présenter le bill 102 ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Préservation de l'enfance
contre la tuberculose**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de foyers de placement ont été établis, depuis le 4 avril 1930, en vertu de la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose?

2. Quels ministres du culte ont la direction de chacun de ces foyers de placement? Noms? Adresses? Culte?

3. Combien d'enfants non tuberculeux, mais menacés de le devenir dans leur famille, ont été ainsi placés?

4. Est-ce que l'exécution de cette loi a donné lieu à des plaintes?

5. Si oui, sur quoi portaient les plaintes?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Six.
2. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Nom</i>	<i>Adresse</i>	<i>Culte</i>
Abbé J.-B. Bazinet.....	Ste-Agathe	Catholique romain
Abbé J.-A. Lajeunesse	Ste-Lucie	"
Abbé E. Denoncourt	St-Narcisse	"
Abbé Brunelle.....	Ste-Flore	"
Abbé J.-E. Gohier	St-Sauveur	"
Abbé Therrien.....	Val-Morin	"

3. Cent onze.

4. Non.

5. Répondu par 4.

The Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. David (Terrebonne) pour **l'honorable M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés soit maintenant lu une deuxième fois³.

Adopté.

Loi de la voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 18 modifiant la loi de la voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Que toute municipalité tenue de payer au trésorier de la province un intérêt de deux pour cent par an à raison de règlements et de résolutions adoptés et d'obligations (débentures) ou de coupons signés par elle en vertu des lois 2 George V, chapitre 23; 3 George V, chapitre 21; 6 George V, chapitre 2; 7 George V, chapitres 9 et 11; 8 George V, chapitres 7 et 11; 12 George V, chapitre 42; 13 George V, chapitre 34; 15 George V, chapitre 36; et le présent chapitre 91 des Statuts refondus, 1925, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 31, n'aura à payer, le 1^{er} décembre 1931, que la moitié du versement qui deviendra alors échu, soit l'équivalent de l'intérêt à un pour cent, et sera ensuite libérée de payer tous les versements échéant à une date postérieure à celle du 1^{er} décembre 1931.

Le gouvernement, tel qu'annoncé dans le discours du trône, veut remettre aux 700 municipalités visées par la loi une partie de la dette contractée pour des travaux de voirie. La chose se révèle possible en raison de l'amélioration des

finances de la province. Il s'agit de la diminution du taux d'intérêt de l'emprunt fait aux municipalités par le gouvernement en vertu de la loi des bons chemins. Ce projet a pour but de venir en aide à la classe agricole et aux municipalités.

Le gouvernement a décidé de réduire de 2 % à 1 % l'intérêt que les municipalités paient sur l'argent emprunté pour les bons chemins. Dans un an, nous exempterons complètement les municipalités du paiement de ces intérêts. Cette charge sera abolie entièrement. La province a raison d'être fière de ce qui a été accompli dans ce domaine.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce pour aider les cultivateurs ou pour l'approche des élections?

Voix à gauche: C'est pour les élections.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour aider les cultivateurs. Il s'agit simplement de la suite des politiques gouvernementales sur le développement de notre système routier. De temps en temps, nous réduirons les charges dans la mesure de nos moyens. Les élections n'ont rien à faire avec cela. Les sommes empruntées par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins de 1912, au 30 juin 1930, se chiffrent à \$30,187,027.28. Le 1^{er} décembre, la dette qui reste à acquitter par quelque 700 municipalités sur les emprunts négociés en vertu de la loi des bons chemins, soit \$17,640,701.19, est complètement remise aux municipalités débitrices du gouvernement, alors que ces municipalités n'ont payé jusqu'à date que \$7,723,581.88 d'intérêt⁵.

La loi de voirie remonte à 1912. Jusqu'en 1917, les municipalités qui empruntèrent de l'argent pour construire des chemins durent payer un intérêt de 2 %. En 1917, le taux d'intérêt fut porté à 3 % à cause de l'augmentation de la valeur de l'argent. Il fut maintenu à ce niveau jusqu'en 1925. Mais, en 1925, le gouvernement a de nouveau réduit ce taux à 2 %. L'an dernier, les municipalités ont payé \$602,402.05 d'intérêt. Si la présente loi est adoptée, les municipalités ne paieront qu'un intérêt de 1 % en décembre 1931 pour le remboursement... en vertu de la loi des bons chemins de 1912. Cette année, elles ne paieront que \$301,201.03 et, en 1932, elles ne paieront plus rien. Ce qui équivaut à une remise de \$301,201.02. Le gouvernement remet ainsi aux dites municipalités une somme totale de \$17,640,701.

M. Guertin (Hull): Elles auront le fonds d'amortissement à payer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'y a jamais eu de fonds d'amortissement. Le capital intéressé est de \$30,187,027.28 dont les municipalités auraient dû supporter l'intérêt pendant 41 ans. C'est une générosité du gouvernement qui lui coûtera \$17,640,701.19 en intérêts accumulés et répartis sur plusieurs années, mais dont la population agricole sera soulagée d'autant.

Voix à gauche: Pourquoi ne pas avoir fait cela plus tôt?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Parce que nous avons attendu que les finances de la province nous permettent de le faire. Nos finances actuelles nous permettent de faire ce cadeau aux municipalités rurales qui passent par une crise agricole, tout comme les villes par une crise industrielle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, le ministre de la Voirie (M. Perrault) dit que cette remise va aider les cultivateurs. L'honorable M. Perron, ministre de l'Agriculture, déclarait sans ambages l'an dernier que l'agriculteur était dans le marasme; il semble qu'alors on aurait dû faire son grand possible pour secourir les municipalités, et elles auraient versé \$600,000 de moins au gouvernement déjà riche. Pourquoi le gouvernement n'a pas jugé à propos d'accorder cette remise de plusieurs millions aux agriculteurs? Il aurait été facile, à un gouvernement qui accumule chaque année des surplus, de faire ce cadeau avant 1931.

Le gouvernement prétend qu'il n'en avait pas les moyens. Mais alors comment s'arrange-t-il avec ces prétendus surplus de plusieurs millions? Les surplus que l'on attribue à la province sont-ils fictifs ou réels? Est-ce que ces surplus étaient fictifs, si le gouvernement ne pouvait les appliquer à réduire les obligations de voirie des municipalités? S'ils sont réels, pourquoi ne pas avoir soulagé plus tôt la classe agricole afin de prévenir la désertion des campagnes? Et pourtant, l'agriculture, à entendre le premier ministre et ses collègues, est le fondement de l'ordre social, le grand et ultime espoir de la race et du pays. Or, le gouvernement, par ses taxes de voirie, a acculé le cultivateur à la ruine et à la banqueroute. Le gouvernement n'est pas justifiable d'avoir laissé peser sur les cultivateurs ce fardeau.

D'autant plus que le ministère a d'amers reproches à se faire. Le ministère de la Voirie est responsable de ce retard, comme il est responsable des sommes exorbitantes dépensées à la construction

de chemins qui sont mal faits. La voirie a été trop coûteuse et on a induit les municipalités dans de grosses dépenses. Les ingénieurs du département affirmaient aux municipalités que tel travail allait coûter \$30,000, mais trop souvent les calculs étaient faux et les municipalités devaient rembourser \$100,000. Au début, les contracteurs du ministère ont construit des chemins défectueux à un coût exorbitant.

C'est grâce à l'inertie du département et aux mauvais calculs de ses employés que de nombreuses municipalités se sont mises dans des difficultés inextricables. Les municipalités ont payé les yeux de la tête les erreurs du ministère. Puisque le gouvernement montre des surplus mirobolants, il devrait rembourser ces municipalités pionnières, comme il rembourse celles qui ont suivi. N'oublions pas que des municipalités ont été engagées dans des dépenses de voirie sans renseignements, contre leur gré parfois.

Le gouvernement avait au moins le devoir de réparer les erreurs en aidant les municipalités plus tôt, quand il était temps, et en aidant aussi les pionniers qui ont construit les premiers chemins et qu'on a laissés payer longtemps et qu'on ne veut pas rembourser. Ce sont les municipalités qui ont eu le plus à souffrir de ces bévues du gouvernement. Et pourtant, le ministère a attendu à cette année avant de remettre aux municipalités les montants auxquels elles avaient droit avant ce jour.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La voirie n'a pas acculé les cultivateurs à la faillite. La dette de la voirie ne pesait pas si lourdement sur les municipalités que l'honorable député veut le faire croire. La preuve, c'est que cette dette représente 50 sous par tête. Ce n'est pas extraordinaire. Toutefois, c'est quelque \$100 de moins que chaque municipalité aura à payer à chaque année. La crise agricole n'est pas telle qu'elle doive nous alarmer outre mesure.

La prétendue crise agricole n'est pas aussi aiguë que nos amis le prétendent; c'est Québec qui traverse le mieux la crise. Nous sommes mieux favorisés que partout ailleurs. Car, n'oublions pas, c'est avant tout une crise mondiale. M. Bennett vient de le dire récemment. Il devait tout régler, mais il n'a encore rien réglé. M. Bennett a fait sa campagne là-dessus et il a trompé le peuple.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le peuple l'a reconnue, cette crise. Le peuple l'a cru. Le peuple l'a entendu et il l'a élu.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, mais il le regrette maintenant. Les gens font des erreurs, même à Montréal... Ils ne commettront pas cette erreur au provincial.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Allez dire ça aux électeurs, vous allez voir ce qu'on va vous répondre. Allez-y le plus vite possible. Plus vite que ça, ça presse! Vous verrez si le peuple le regrette.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La crise sévit moins ici qu'ailleurs. Je comprends que le député de Trois-Rivières veuille s'élever contre la mesure, mais je dois dire que ses critiques me semblent puériles. D'ailleurs, ce n'est pas la voirie qui est responsable de la désertion des campagnes. Il ne faut pas chercher dans la politique de voirie la cause de la crise agricole. Il y a une crise mondiale, due à des causes économiques. Cette désertion fut un phénomène économique dû à l'établissement de la grande industrie dans les centres. Mais, dans notre province, elle a été moins grave, heureusement.

Le député de Trois-Rivières a affirmé que nous étions en retard. Au contraire, cette loi vient à temps. L'opposition ne pouvant pas critiquer cette politique prétend qu'elle est tardive. C'est un argument qui ne tient pas. Il faut bien que nos collègues disent quelque chose, puisqu'ils sont forcés d'approuver cette loi. Je comprends que mon honorable ami de Trois-Rivières soit obligé de dire quelque chose. Il ne peut pas, cependant, s'objecter à la mesure qui sera bien accueillie par la classe agricole, j'en suis certain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre dit que la dette de la voirie est de 50 sous par tête. C'est vrai qu'il oublie que nous avons des familles de 12, 15 enfants dans la province. Mais, pour ces grandes familles, comme on en trouve beaucoup dans la province, c'est beaucoup; je trouve que le montant vaut la peine qu'on en parle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous avons des familles de 12 enfants! (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela montre bien l'idée de la comptabilité du gouvernement. Il sait au fond que la dette se concentre sur un nombre beaucoup trop restreint et qu'ainsi elle est beaucoup plus élevée. Avec le raisonnement du gouvernement, il fait porter le fardeau de la taxe aux nouveau-nés,

nos enfants. C'est vrai qu'il a le désir de taxer tout le monde, et que c'est la seule chose qu'il n'ait pas encore taxée, ce qui ne saura tarder.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dites-vous "nos enfants"⁶? (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien là l'attitude générale du gouvernement de penser d'abord à soi. La différence entre le gouvernement et l'opposition est que nous pensons à l'intérêt de la province, tandis que le gouvernement pense à l'intérêt personnel.

(Rires)
Le gouvernement a été obligé de poursuivre des municipalités. Il me semble que l'on aurait dû remettre l'intérêt à celles qui ont rempli leurs obligations, à même les surplus dont on se vante.

La déclaration du ministre de la Voirie au sujet de la dette de 50 cents par tête de population n'est pas sérieuse. Le gouvernement admettra que sa politique de voirie a conduit des municipalités aux portes de la faillite, grâce aux fausses estimations des employés du département qui engageaient les municipalités dans d'énormes dépenses qu'elles ne pouvaient prévoir et supporter, et par suite des taxes qui s'ensuivaient. La preuve, et c'est le pis de l'affaire, c'est que le ministre de la Voirie a poursuivi 300 municipalités pendant la crise agricole, qu'il a fait faire des saisies sur les propriétés des cultivateurs pour leur faire payer les taxes de voirie. Nous en avons des exemples dans mon propre district.

Et l'honorable M. Perron, alors ministre de la Voirie, dont le ministre actuel devrait s'inspirer, déclarait qu'il avait poursuivi les municipalités qui ne payaient pas en justice, pour les municipalités qui payaient et avaient payé. Le même principe s'applique dans le cas présent. Il y a des municipalités qui ont payé depuis 1912, et il y en a qui n'ont commencé à payer que depuis 1920, en sorte que l'on aura laissé des municipalités payer leur dette ou la majeure partie, et qu'on en exempte les autres. L'ancien ministre de la Voirie disait qu'en justice pour les municipalités qui ont construit leurs chemins plus tôt, avant la loi, une remise aurait dû leur être accordée. Je soutiens la même politique et le gouvernement devrait l'endosser.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)⁷: Un montant de \$17,000,000 est en cause. Si les cultivateurs sont incapables de payer ce montant et

que c'est le gouvernement qui le fait, l'actif de la province s'en trouve réduit d'autant. Qui a émis les obligations relativement à cette dépense?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement, évidemment.

M. Fisher (Huntingdon): (Applaudissements à gauche) L'honorable ministre me dira-t-il en quelle année on a commencé à prêter aux municipalités pour les bons chemins?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En 1912.

M. Fisher (Huntingdon): En quelle année la loi a-t-elle cessé d'avoir effet?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En 1921 ou 1922. Je n'en suis pas tout à fait certain, mais il n'y a plus eu aucun prêt en vertu de la loi après cette date⁸.

M. Fisher (Huntingdon): Le système de construction du département de la Voirie était si coûteux que quelques municipalités ont préféré construire elles-mêmes leur voirie que de la laisser construire par Québec. Dans mon comté, il y a un canton où des municipalités ont construit des chemins avant la loi de 1912. Elles ont refusé les offres du gouvernement, construit leurs propres chemins, et ça leur a coûté moins cher que les estimés de la voirie.

Ces municipalités, me dit-on, sont en bien meilleure position que celles qui ont bâti des routes plus tard en vertu de la loi de la voirie. J'en conclus que la loi ne doit pas être aussi avantageuse qu'on l'a prétendu. Mon comté a été le premier dans la province à se conformer à la loi des bons chemins. Des municipalités dans le comté paient depuis 1912, et d'autres ont commencé en 1921. Cependant, la loi ne fait aucune distinction. Ce n'est pas juste pour les municipalités qui ont payé leur part. Bien que je sois en faveur de cette réduction, je crois que certaines municipalités n'obtiendront pas justice. D'autres municipalités dans d'autres comtés n'ont commencé à rembourser leurs prêts que depuis 1920 ou 1921 et n'ont ainsi pas payé autant d'intérêts que les municipalités du comté de Huntingdon.

(Applaudissements à gauche)

Une voix invite le ministre de la Voirie à répondre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) préfère laisser parler le chef de l'opposition.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. le président, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) est obligé de donner une réponse au député de Huntingdon. Le député de Huntingdon a affirmé que certaines municipalités sont désavantagées dans cette histoire et il semble que son affirmation ne soit pas mise en doute. Notre nouveau collègue vient de faire une déclaration intéressante. Il y a une raison à cette préférence des municipalités, une raison qui explique le cas cité par le député de Huntingdon. Je vais la donner. C'est que la politique de la voirie a tout simplement été ruineuse. Les municipalités l'ont reconnu tout de suite.

Ce n'est pas moi qui l'affirme. L'ancien ministre de la Voirie a dit candidement dans une causerie devant le Club des ingénieurs de Montréal, quand il a remplacé M. Tessier⁹, que les routes coûtaient trop cher, qu'il y avait des abus et des scandales, que certains bouts de chemin avaient coûté des prix scandaleux, jusqu'à \$30,000 du mille. C'était un crime, a-t-il déclaré, et la province était en train de se ruiner par suite de cette politique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Qui a dit cela?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable M. Perron.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Quand a-t-il dit cela?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): En janvier 1925, un mois après son arrivée au ministère de la Voirie. Il ajoutait que ces routes étaient mauvaises; bref, que la politique suivie jusqu'alors par la voirie était désastreuse, ruineuse. Ce ministre avouait que tout cela avait pour cause le patronage politique dans la distribution des contrats.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) secoue la tête négativement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. Perron a fait alors comme lorsqu'il a pris charge du ministère de l'Agriculture et qu'il disait que c'était un désastre. Il avait cet art difficile de mettre le doigt sur la plaie au grand déplaisir de la droite qui devait endurer. Mais, chez la gauche, où l'on ne se sentait pas lié par autant d'éducation, on l'endurait moins.

L'ancien ministre de la Voirie parlait sans ménagement. La voirie a coûté trop cher parce qu'elle a servi au patronage politique, à enrichir les amis du gouvernement par de gros contrats scandaleux.

Vous sentez que l'électorat est écoeuré de ce dévergondage dans les dépenses, de ce favoritisme qui toujours a présidé à l'administration libérale. Il ne fait aucun doute que ces méthodes sont la cause de la crise actuelle. L'agriculture est au bord de la ruine et l'argent destiné aux routes est dépensé de façon extravagante. C'est une ruine, un désastre sur tous les plans. Les rires du Parti libéral ne changeront rien à la situation. C'est pourquoi le ministre actuel a dû répondre à la vapeur à des accusations formelles qui seront établies prochainement.

Nous subissons une crise. Ce n'est pas étonnant. Le ministre actuel de la Voirie (M. Perrault) prétend que la crise agricole n'est pas pire qu'ailleurs. Son prédécesseur M. Perron, au moment de devenir ministre de l'Agriculture, a sonné l'alarme, lorsqu'il a dit que l'agriculture était un désastre dans la province, qu'elle était dans le marasme. Tout le monde a lu le mémoire de l'honorable M. Perron sur l'agriculture. Il a dit l'an dernier, dans un rapport officiel du gouvernement, que nous importions des œufs pour des millions. Nous n'avons pas assez de bœuf pour notre consommation. Nous sommes trop pauvres. Que le ministre de la Voirie le nie ou non, nous sommes encore en pire situation qu'ailleurs. Pas un seul ministre de l'Agriculture dans une autre province n'a été obligé de faire de tels aveux. Dans l'Ontario, l'agriculture n'est pas un désastre. Il faut que la crise ait atteint son point culminant pour qu'un ministre ait parlé du désastre de l'agriculture chez nous.

Le ministère de la Voirie a été accusé et le ministre a donné une interview à la hâte, il n'y a pas longtemps. Ces accusations seront répétées avant peu ici. Il y a crise du chômage. Bien que le gouvernement fasse des gorges chaudes, Ottawa a fait un louable effort pour y remédier. Il (M. Houde) revient sur le télégramme du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il n'y en a pas.

M. Guertin (Hull): Quoi! Hein! Il n'y a pas de chômage?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai dit qu'il n'y avait pas de télégramme à M. King au sujet du chômage.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mon collègue le ministre a fait allusion à l'honorable M. Bennett. En voilà un qui a fait des efforts louables pour parer à la situation, à tel point que le premier ministre de notre province profite de sa loi. M. Bennett a tellement aidé à résoudre le chômage que le gouvernement a sauté sur l'argent du fédéral. Le premier ministre a voulu profiter jusqu'à l'excès de la loi fédérale du chômage. Il a poussé même le zèle si loin qu'il était prêt à fonder une nouvelle religion pour pouvoir construire des églises à cette fin. Le gouvernement de Québec a essayé de fonder une nouvelle religion, la religion libérale, pour bâtir des églises avec l'argent voté par Ottawa pour le chômage.

Et c'est ce beau gouvernement qui veut élargir nos tunnels, lui qui a adopté la politique néfaste qui conduit notre population à la ruine. C'est parce que la politique de la voirie a été ruineuse qu'il y a crise.

Le ministre dit que la taxe de la voirie n'est que de 50 sous par tête, que ce n'est pas beaucoup. Mais pour qui ne les a pas, c'est encore trop. Or, les municipalités sont pauvres. Les municipalités pauvres comme les nôtres trouvent que c'est déjà un fardeau trop lourd, surtout lorsqu'un gouvernement leur enlève toutes les autres sources de revenus: droits sur la gazoline, droits sur l'émission des permis automobiles, etc. Le gouvernement ne leur laisse percevoir aucune taxe pour payer ce 50 sous. Le gouvernement garde toutes les taxes.

Je me réjouis de constater qu'enfin on va faire un cadeau aux municipalités... un cadeau artificiel. Je me trompe, on va leur rendre justice. Le gouvernement fait avec sa loi comme il a fait pour Montréal avec la Commission métropolitaine. Cette dernière fait payer ceux qui ont bien administré pour ceux qui ont mal administré. On ne fait pas de cadeaux aux cultivateurs, on leur rend simplement justice. Ce n'est pas pour le plaisir de venir à leur secours qu'on vote cette loi, mais c'est par peur des élections. C'est à cause de Huntingdon, de Deux-Montagnes et d'une majorité réduite dans Maskinongé que le gouvernement a une pensée pour les agriculteurs. Aujourd'hui, il remet l'intérêt. Pourquoi? Le gouvernement a peur de se faire battre. C'est la crainte, la déroute, la fièvre...

(Rires à droite)

Oui, le gouvernement commence à avoir peur. On sort des secrétaires d'université, des secrétaires de syndicats catholiques et nationaux, des hommes qui ne se sont jamais mêlés aux luttes politiques et dont la réputation est sans tache. On

leur donne \$3,000 par année pour diriger la radio. On prend d'honnêtes gens pour couvrir les turpitudes du gouvernement. La victoire des conservateurs dans le comté de Huntingdon est une critique de la politique des bons chemins du gouvernement. Je me risque à prédire d'autres victoires pour mon parti.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le président, je soulève un point d'ordre. On doit s'en tenir au sujet. Je demande au chef de l'opposition de s'en tenir au bill en discussion.

M. le président lit les règles applicables¹⁰ et maintient le point d'ordre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) veut insister.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le président, je crois que l'honorable chef de l'opposition devrait s'en tenir à la question.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est comme cela quand ça devient fatigant. Je fatigue le gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, nous avons peur que vous vous fatigiez vous-même. C'est plus fatigant pour vous que pour nous, tous ces efforts.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Attendez que je m'en plaigne moi-même.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je demande la décision du président et non la vôtre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La mienne serait juste.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle sur le point d'ordre et s'y oppose. Il dit qu'il n'y a pas là de point d'ordre à soulever, pas plus que quand le député de Montréal-Saint-Jacques se lavait des attaques du chef de l'opposition dans un long discours.

M. le président: Je crois que l'honorable chef de l'opposition doit s'en tenir à la question. Il n'a pas le droit de parler de la politique générale. Le point d'ordre est bien fondé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Eh bien, je dois accepter une décision dont je n'ai pas le

droit de discuter; il faut bien obéir au président. Mais permettez-moi de dire que si le gouvernement est poussé par la sympathie envers les cultivateurs dans cette question, pourquoi n'a-t-il pas utilisé ses surplus pour délester la population plus tôt?

Eh oui! La province est prospère. Elle n'a pas de dettes, tout le monde y est riche et florissant. Il n'y a pas de crise. Il n'y a pas de désastre de l'agriculture. M. Perron ne l'a pas dit...

Mais le gouvernement, qui exempt certaines municipalités de payer \$17,640,000, ne fait que déplacer la dette, il ne la supprime pas. Car ces \$17,000,000, si les municipalités ne les paient pas, le gouvernement devra les rembourser lui-même, et le gouvernement, ce sont tous les contribuables, et ces derniers paieront tout de même, parce que la politique de voirie du gouvernement a été ruineuse et imprévoyante. Le gouvernement ne sait plus quoi offrir dans son affolement. La lune, le soleil, les étoiles, il est prêt à les donner si on les lui demande, pour ne pas se faire battre. Le gouvernement, par peur des électeurs, est prêt à promettre n'importe quoi. Si cela était possible, il aurait promis la lune et aurait inclus cette promesse dans le discours du trône. Qu'est-ce qu'il ne ferait pas par peur des électeurs? Je répète que la politique de la voirie est ruineuse et que l'on aurait dû alléger le fardeau de la classe agricole avant aujourd'hui.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il a été établi à plusieurs reprises que le gouvernement n'est d'aucune façon responsable de la crise actuelle; que la crise est moins grave ici que dans n'importe quel autre pays du monde. Je ne perdrai pas de temps à discuter plus amplement de la question. Le gouvernement a fait son devoir sur la question du chômage. Nous parlerons de l'agriculture plus tard; tenons-nous-en à la question. Ce n'est pas la peur des élections qui nous fait adopter la présente politique. Elle découle de ce que nous avons fait jusqu'ici pour le peuple de la province.

Les élections n'ont rien à voir à la législation présentée. En temps et lieu, nous prouverons que la version de l'honorable chef de l'opposition que nous venons d'entendre est erronée. Il dit que nous avons peur. Qu'il se souvienne bien de ceci. Le Parti libéral n'a pas peur. Il est prêt à se battre. Quand viendra le temps, nous saurons nous battre. Après les élections dont il a parlé, si l'honorable chef de l'opposition est encore en cette Chambre, il sera là où il est aujourd'hui, dans l'opposition, avec tous ses collègues.

Revenons-en au sujet. La politique de la voirie est ruineuse, dit-il. On dit que nos chemins

sont mauvais. Le gouvernement adopte tout simplement une politique qui est l'aboutissement naturel de ce qu'il a fait jusqu'ici. Les chemins ne sont pas mal construits. Il y a lieu d'en être fiers. Nous avons un réseau de 14,000 milles, qui s'étend de Hull à Gaspé, qui nous a coûté \$118,000,000 seulement, et nous avons dû répondre aux besoins d'un très grand territoire comptant très peu d'habitants. La province de Québec est celle qui a payé le moins cher pour ses chemins.

L'honorable chef de l'opposition nous dit que des routes ont coûté \$30,000 du mille. C'est possible, mais il y a des provinces qui ont payé beaucoup plus cher que cela, mon honorable ami devrait le reconnaître. Il le sait. Les routes en gravier ont coûté \$6,000 du mille et celles en macadam, \$10,500. Il n'y a pas une seule province au Canada qui ait construit ses routes à aussi bon marché. Nous avons construit 14,000 milles de chemins. Dans les premiers temps, nous n'avions pas d'expérience. Il a pu se commettre des erreurs. Nos ingénieurs sont des hommes au ministère de la Voirie. Ils peuvent se tromper.

Nos ingénieurs ne savaient pas à quel point le trafic augmenterait. Nul ne le savait, nul ne pouvait le savoir. Prenons le cas de n'importe quelle compagnie qui a un volume d'affaires équivalant à celui du ministère de la Voirie et voyons s'il ne se produit pas d'erreurs. Il y a des erreurs qui se commettent dans toutes les grandes institutions. Il s'en fait dans de grandes compagnies comme le C.P.R. Comme dans toutes corporations, les officiers du ministère peuvent se tromper parfois. Mais il n'y a eu aucun acte de mauvaise administration à la voirie. On ne peut nous faire de reproche justifié. Nos routes ont été construites honnêtement et elles ont coûté moins cher que dans les autres provinces.

En vertu de la loi des bons chemins et de ses amendements, une municipalité pouvait emprunter auprès du gouvernement pour construire des routes, et ces prêts pouvaient couvrir une période de 41 ans. Le remboursement était assumé par les municipalités à un taux de 2 % par année jusqu'à la fin de la période mentionnée. Grâce à ces paiements, le gouvernement a jusqu'ici reçu \$602,402 par année, ce qui, au bout de 41 ans, signifie une perte de revenus pour le gouvernement de l'ordre de \$17,000,000. Cela ne veut pas dire que le passif de la province sera plus élevé, les obligations émises par le gouvernement étant déjà incluses dans la dette de la province.

Toutefois, on ne peut prétendre que la politique de voirie ait été ruineuse pour la population. Notre politique, loin d'être ruineuse, est avantagée. Si notre politique est si mauvaise,

comment se fait-il alors que, chaque année, nous n'ayons pas assez d'argent pour répondre à toutes les demandes qui nous sont faites par ceux qui veulent construire leurs routes? Nous dépensons chaque année de \$12,000,000 à \$14,000,000 pour la voirie. Ce sont des millions que la province dépense à la demande de ceux qui veulent avoir des routes dans leur territoire, et nous n'en avons jamais assez. Notre politique de voirie est si peu ruineuse que nous ne pouvons répondre à toutes les demandes des municipalités qui veulent profiter de la loi, en construisant des chemins.

On nous reproche d'enlever les revenus aux municipalités. Le chef de l'opposition prétend que la province enlève tout aux municipalités: toutes les licences d'auto, la taxe de la gazoline, etc. Les licences et la gazoline ne rapportent que \$9,000,000 au gouvernement qui en dépense \$14,000,000 par an. Nous percevons les taxes de licences d'auto et les taxes de gazoline parce qu'il est juste que l'automobiliste paie au gouvernement l'usage qu'il fait de ses routes. Les taxes de gazoline et d'auto servent uniquement à l'entretien des routes, et il semble que ce n'est que légitime qu'entretenant les routes, nous percevions les taxes à cet effet.

On nous accuse d'avoir poursuivi 303 municipalités. Tout d'abord, il n'y a pas eu de poursuites intentées depuis janvier 1929. Le chef de l'opposition s'est trompé. En plus, ce chiffre de 303 est une erreur, qui a été corrigée depuis. Car il s'agissait de 103, et non de 303.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous ne comptez pas les menaces de poursuites?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce ne sont pas des poursuites, des lettres d'avocats.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas nécessaire de connaître le droit. Quand on a affaire aux avocats, on paie toujours.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La raison pour laquelle nous avons eu des problèmes avec certaines de ces municipalités, c'est qu'un certain secrétaire-trésorier voulait mettre le département de la Voirie dans l'embarras. Mais la plupart des poursuites ont été réglées. Un bon nombre des poursuites sont toutes réglées à l'amiable, et une dizaine le seront bientôt.

L'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) dit que l'un des cantons de son comté n'a pas voulu profiter de la loi. En réponse à l'honorable député de

Huntingdon, je dirai que même dans son comté, on préfère notre politique, puisque de nombreuses municipalités nous demandent des octrois. Je dois dire, cependant, que le comté de Huntingdon a emprunté \$491,000 du gouvernement pour des chemins.

(Applaudissements)

Le canton dont l'honorable député a parlé a lui-même profité de notre loi de la voirie. Si notre voirie était mauvaise, on cesserait d'y recourir.

Il (l'honorable M. Perrault) réfute les allégations relevées par le chef de l'opposition à l'effet que le ministre aurait accordé pour \$5,000,000 de contrats sans soumissions. Ces assertions sont absolument fausses. L'honorable chef de l'opposition a parlé d'accusations et a déclaré que j'avais donné une entrevue à la hâte. Des accusations ont été portées au Club Camillien Houde de Montréal par un orateur conservateur.

J'ai démontré que ces accusations n'avaient aucun fondement et je suis prêt à le démontrer à cette Chambre quand on le voudra. Le chef de l'opposition dit que mon département est mal administré, mais, si on compare cette administration à celle de Montréal, la comparaison est avantageuse pour nous. Enfin, l'honorable chef de l'opposition a dit que nos routes étaient mal faites. Voilà encore une exagération. Nos routes sont bien faites et tout le monde le reconnaît.

M. Guertin (Hull) veut soulever un point d'ordre pour prétendre que le ministre de la Voirie parle en dehors de la question. Le ministre parle de sa politique de voirie plutôt que du projet de loi à l'étude.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le député n'est pas sérieux. Je suis absolument dans l'ordre. Je ne fais que répondre aux accusations portées contre le gouvernement et le ministre par le chef de l'opposition. J'affirme qu'il n'y a pas une parole de vraie dans les déclarations en question.

Notre voirie est une des meilleures du continent et une de celles qui ont coûté le meilleur marché. Si les chemins sont parfois étroits, c'est qu'il a fallu utiliser, dans les villages, l'assiette des routes existantes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement s'est servi souvent de cette assiette pour se mettre les pieds dans les plats.

M. Tremblay (Maisonnette): La voirie est du reste large, pour que le gouvernement y passe.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Perron a déclaré que la politique de voirie était ruineuse, au mois de janvier 1925, au Club des ingénieurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'en ai jamais entendu parler. C'est la première fois que j'en entends parler dans cette Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh! Le ministre a encore bien d'autres choses à apprendre. En tout cas, M. Perron a prononcé ces accusations au Engineering Club of Montreal. Elles ont été rapportées par la *Gazette* de Montréal et d'autres journaux, et elles ont été rappelées souvent en Chambre, à ma connaissance, devant M. Perron qui ne les a jamais désavouées.

En toute justice, le gouvernement devrait réparer l'injustice qu'il fait actuellement aux municipalités qui paient depuis les premiers temps de la loi et qui sont traitées comme les municipalités qui ne paient que depuis quelque temps.

Le ministre dit que la construction de la voirie est meilleur marché ici qu'en Ontario. Il devrait ajouter que là, les chemins ont deux fois la largeur des routes de Québec et que, partant, ils doivent coûter plus cher.

Il (M. Duplessis) dit que la voirie de l'Ontario est deux fois plus large que la nôtre et fait un jeu de mots sur la largeur d'esprit du gouvernement ontarien et celle du gouvernement du Québec.

L'honorable ministre a reconnu qu'il y avait eu des erreurs. C'est une admission. Le gouvernement aurait dû remettre aux municipalités avant aujourd'hui ce qu'il consent enfin à leur donner. Cette mesure est une justice tardive et partielle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Huntingdon a-t-il voulu dire tantôt que les municipalités de son comté refusent maintenant de profiter de la loi de la voirie? Nous n'avons pas pu la saisir.

(Murmures et cris à gauche)

M. Guertin (Hull) se lève pour répondre et intervient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lui fait remarquer qu'il n'est pas poli. Que nos honorables amis laissent donc l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) répondre!

M. Guertin (Hull): On est mieux de ne pas se frotter à l'honorable député de Huntingdon. Je n'ai qu'un conseil à donner à l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je ne veux ni de vos conseils ni de vos réponses.

M. Guertin (Hull): Ce que l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) a voulu dire, c'est qu'il y a eu discrimination.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si mon honorable ami laissait le député de Huntingdon répondre, il répondrait mieux que lui.

M. Guertin (Hull): Le premier ministre est intelligent.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois que l'honorable premier ministre a tort, avec son expérience de 30 ans, d'interroger l'honorable député de Huntingdon pour essayer de l'embarrasser.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tout ce que l'honorable premier ministre demande, c'est l'opinion de l'honorable député de Huntingdon. L'honorable député de Huntingdon a prétendu que certaines municipalités de son comté ont construit leurs routes à meilleur compte qu'elles n'auraient pu le faire avec l'aide du gouvernement. Cependant, il est étrange de noter que, tous les jours, le comté de Huntingdon s'adresse au ministère de la Voirie pour obtenir des octrois en vue de la construction de ses routes.

Est-ce que l'attitude du député de Huntingdon est logique? Je vous le demande. Nous recevons de son comté des demandes pour la construction de bons chemins et, dans cette Chambre, on crie que les routes sont mal faites, que notre politique n'est pas bonne. Nous avons le droit de demander s'il est vrai que les municipalités de Huntingdon ne veulent plus profiter de la loi de la voirie.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Huntingdon a tout simplement parlé de la situation en 1912 et non de celle d'aujourd'hui. Sur les \$17,000,000 votés il y a deux ans pour compléter la surface permanente des chemins, combien a-t-on dépensé?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Approximativement, \$5,850,000 ont été dépensés. Je donne des chiffres approximatifs. En 1929, nous avons dépensé, je crois, \$3,000,000. En 1930, nous avons dépensé \$2,850,000 pour la réfection des routes en surface permanente.

Le député de Maisonneuve n'a pas besoin de craindre. Nous ne perdrons pas le pouvoir; le pouvoir ne nous échappe pas et nous dépenserons cette somme en six ans, comme nous nous l'étions proposé. De plus, nous demandons à cette Chambre de nous voter encore un sixième de cette somme au cours de la session actuelle.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quelle est la pythonisse qui vous a tiré aux cartes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'histoire politique passée.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'aimerais mieux les chiffres exacts.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je donne les chiffres au meilleur de ma connaissance. Nous ne discutons pas le budget en ce moment. Le député de Maisonneuve aura toutes les données nécessaires lorsque le budget de son département sera soumis à la Chambre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quel a été le budget de la voirie en 1930?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons dépensé plus de \$13,000,000.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quel est le montant voté par la Chambre pour l'entretien?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Six millions deux cent cinquante mille dollars.

M. Tremblay (Maisonneuve): Six millions deux cent cinquante mille dollars plus les \$3,000,000 de surface permanente, cela fait \$9,250,000. L'honorable ministre a dit dans la province qu'il avait dépensé près de \$14,000,000. Aucun ministre ne doit payer la différence.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député oublie qu'il y a une loi qui autorise le gouvernement à dépenser de l'argent pour la construction des chemins par ordres en conseil. Vous ne vous souvenez pas des lois qui ont été passées en cette Chambre?

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, parce que vous sauriez alors qu'une loi nous autorise

à passer des arrêtés en conseil pour accomplir certains travaux de voirie lorsque nos prévisions budgétaires sont dépassées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le gouvernement répond-il à certaines municipalités: "Notre budget est épuisé et nous ne pouvons plus vous accorder d'argent"? Si le ministre a des fonds à sa disposition, comme il vient de le dire, pourquoi répond-il qu'ils ont été dépensés lorsque des municipalités font des demandes de subvention, comme ça a été le cas pour certaines municipalités dans mon comté?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Raison bien simple. Nous n'avons pas d'argent pour toutes les demandes. Lorsque ces municipalités ont fait leurs demandes de subventions, nous n'avions plus d'argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'on prévoit même les sommes que l'on obtiendra par mandats spéciaux, pourquoi ne pas faire voter tous les crédits par la Chambre? Pourquoi le gouvernement ne se ferait-il pas autoriser alors par la Chambre à dépenser un montant global que l'on dépenserait par ordres en conseil?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La Chambre vote, si elle le veut bien, le budget que lui propose le gouvernement. C'est la coutume. La loi autorise cette façon d'agir et l'on en use.

M. Guertin (Hull): Pourquoi le ministre s'est-il fait autoriser par la Chambre à dépenser \$17,000,000, s'il avait ce pouvoir en vertu de la loi de la voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les \$17,000,000 ont été votés dans un but particulier. Ils ne pouvaient être dépensés que pour des surfaces permanentes. Il était nécessaire de passer cette loi afin de permettre au ministère de construire des surfaces permanentes. Les montants dépensés ont été pris à même les crédits votés par la Chambre et le trésorier peut demander des ordres en conseil pour les faire autoriser. Quant à la loi dont j'ai parlé, elle autorise l'auditeur général à avancer de l'argent pour la construction des chemins après ordres en conseil. En voici le texte¹¹:

"72. Les deniers nécessaires pour mettre à exécution le paragraphe I de la section III, les sections IV et V, et la section VIII lorsqu'il s'agit d'entretien ou de réparation, sont pris:

"1° À même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins;

"2° À même les deniers que le trésorier de la province peut être autorisé, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, pour les fins du présent article."

(Statuts de la province de Québec, 1922, à la page 300)

Nous avons eu recours à cette mesure à deux reprises différentes, soit en août et en septembre. Le mandat spécial se rapporte aux sommes non prévues et aux sommes qui n'ont pas été votées.

M. Guertin (Hull): L'explication de l'honorable ministre est un peu boiteuse.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour ceux qui ne veulent pas comprendre.

M. Guertin (Hull): La loi permet à l'auditeur général d'avancer de l'argent au ministre de la Voirie sur mandat spécial. Or, la liste des mandats spéciaux déposée en cette Chambre ne contient pas de mandats pour la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le mandat spécial n'est pas nécessaire. L'auditeur n'avait pas à mentionner ces ordres en conseil dans la liste produite au début de cette session. L'article 72 permet de mettre à la disposition de la voirie les fonds dont elle a besoin. J'en sais pourtant quelque chose, nous avons autorisé \$500,000 pour venir en aide aux chômeurs, dans le courant de l'automne, et cette somme fut mise à la disposition du ministre de la Voirie pour lui permettre de construire des routes. De plus, la loi générale de la voirie, telle qu'amendée il y a deux ou trois ans, permet au ministre d'obtenir de l'argent par arrêté en conseil lorsque le département qu'il dirige en a besoin.

M. Guertin (Hull): Oui, et si l'on ajoute aux \$6,000,000 de l'entretien les \$3,000,000 pour surfaces permanentes et les deux montants de \$500,000 votés par ordres en conseil, cela fait \$10,000,000. Ce n'est pas \$14,000,000, comme le ministre l'a dit. Le ministre se promène à travers la province en disant partout que le gouvernement a dépensé \$11,000,000 à \$12,000,000 par année. Or, le budget de l'année dernière prévoyait une dépense de \$6,250,000 votés par la Chambre. Le ministre a le pouvoir en plus de dépenser \$2,000,000 à \$3,000,000 pour l'entretien

des routes à revêtement d'asphalte et il a dépensé l'an dernier \$2,850,000. Or, cela fait en tout \$9,100,000. Où a-t-il pris le reste sinon par mandats spéciaux? Les *Comptes publics* n'en font nulle mention.

Il (M. Guertin) affirme qu'il n'a pas trouvé dans la filière des mandats spéciaux déposés au cours de la session l'arrêté en conseil votant \$500,000 au ministre de la Voirie.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable ministre me dira-t-il combien il y a de comtés qui ont obtenu de l'argent pour construire des routes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je demande pardon à mon ami, mais je n'ai pas compris le commencement de sa phrase. Je n'ai pas bien compris la question.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable ministre...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) Oui, j'ai bien compris cela.
(Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve): ... me dira-t-il s'il y a des comtés à qui on a donné 12 mois pour payer leurs dettes de chemins? Est-ce qu'il y a des municipalités qui n'ont pas exigé le montant promis avant 12 mois?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y en a très peu qui ont exigé ce montant avant l'expiration des 12 mois. Nous avons eu recours à cette mesure pour remédier au chômage et nous n'avons pas violé la Constitution. Ce que je puis dire à l'honorable député, c'est que nous avons respecté la loi et que (souriant) nous n'avons pas même blessé la Constitution. Quant aux questions du député de Hull (M. Guertin), je lui répète que l'auditeur général n'a pas besoin de mandat spécial pour avancer de l'argent pour la construction de chemins. La loi de la voirie le lui permet. Conséquemment, ce document perdait sa nature de mandat spécial. L'article 72 permet de mettre à la disposition de la voirie les fonds dont elle a besoin.

M. Guertin (Hull): Je répète qu'en dehors du budget de \$6,250,000 pour l'entretien, il faut un mandat spécial pour dépenser de l'argent. Est-ce que, dans les *Comptes publics*, ces sommes entrent dans le budget du ministère de la Voirie ou dans les mandats spéciaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami a-t-il des *Comptes publics* sur son pupitre?

M. Guertin (Hull): Oui.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Alors, qu'il regarde à la page...

M. Guertin (Hull): Oui, voici.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Eh bien, que mon honorable ami lise les dépenses de la voirie à la Chambre.

M. Guertin (Hull): Je crois que l'on a dépensé \$6,250,000 du budget et \$400,000 du budget supplémentaire. Les autres dépenses de la voirie sont faites en vertu de Statuts.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Que l'honorable député regarde dans la colonne des dépenses. Les ordres en conseil ne sont pas des mandats spéciaux, mais ils sont autorisés par la loi de la voirie. Que mon honorable ami donne le total des dépenses. Il est pris à son propre piège. Le total des dépenses de la voirie est de \$11,345,165, d'après les *Comptes publics*. La différence entre le montant du budget, \$6,250,000, et le montant des dépenses faites pour revêtement des routes a été autorisée par les ordres en conseil, comme je l'ai dit et comme nous le permet la loi.

La Législature a donné un mandat au département en autorisant le trésorier à prendre les fonds nécessaires à même le fonds consolidé de la province, et à faire ratifier la dépense par ordre en conseil. Cette loi a été passée en 1923. Les recettes, cette année, ont excédé ce que nous avions prévu et, d'après la loi de 1923, nous avons obtenu des argents additionnels.

M. Tremblay (Maisonneuve): Les prévisions du ministère ont été erronées.

M. Guertin (Hull): Cela prouve qu'il faut être grand avocat pour comprendre les *Comptes publics*. Mais où est le contrôle de la Chambre sur cette augmentation des dépenses?

Il rappelle qu'il a fait un cours commercial et parle de "final balance".

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député arrive à des conclusions

surprenantes. Le gouvernement prépare un budget chaque année. Ce budget est basé sur les recettes prévues. Si les recettes excèdent nos prévisions, la loi permet au trésorier d'avancer de l'argent au ministère de la Voirie. La Chambre a délégué ses pouvoirs au conseil des ministres. Elle en avait le droit et c'est une loi sage, car elle permet la poursuite vigoureuse de notre politique de voirie dont toute la population bénéficie.

Le député de Hull n'est pas sérieux lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas de contrôle sur les deniers publics, puisque les arrêtés en conseil sont autorisés par Statut, et les *Comptes publics* en donnent un état détaillé que chaque député a le droit de discuter et sur lequel il lui est permis de poser toutes les questions qu'il juge à propos de poser.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ajouterai un mot. Le ministre a dit que l'intérêt chargé aux municipalités pour la voirie représente 50 cents par tête. Il y a amélioration sur les coutumes anciennes. Mais le gouvernement s'est aperçu, à la veille des élections, que les municipalités n'avaient pas les moyens de payer cet intérêt et il a réduit le taux. C'est encore le contribuable qui est appelé à payer, que ce compte soit chargé à la municipalité ou au gouvernement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les contribuables n'auront aucune taxe à payer pour la remise de leur dette de voirie. La province fait cette remise aux municipalités à titre absolument gracieux parce que ses finances lui permettent de le faire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si cette dépense ne représente pas 50 cents par personne, le ministre admet qu'il s'agit simplement d'un déplacement de la dette. Que ce soit la municipalité qui soit responsable ou le gouvernement, c'est toujours le contribuable qui paie. Il s'agit tout simplement d'un déplacement de la dette.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas du tout. Ce montant sera payé à même nos surplus.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mais alors, où le gouvernement prendra-t-il son argent pour payer la dette de la province? Ce sont encore les taxes qui compenseront. Il n'y a pas d'issue de ce côté: quand on s'endette, c'est de l'argent que l'on doit. Il ne s'agit aucunement d'un cadeau que l'on fait, mais on déplace la taxation. Au lieu d'appeler les municipalités à payer, le gouvernement paie cette

dépense. Au fond, c'est encore le contribuable qui doit rembourser.

M. Lamoureux (Iberville): Si l'honorable chef de l'opposition veut me permettre, je dirai que ce sont les municipalités qui ont demandé elles-mêmes à emprunter de l'argent pour les chemins.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, mais il y a eu des abus. L'honorable ministre de la Voirie dit qu'il peut y avoir des erreurs partout.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) Il y en a même à Montréal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, mais moins qu'on ne voudrait le faire croire. On en soupçonne plus qu'il en existe en réalité. Le gouvernement paie un journal pour le dire à Montréal. Il y a eu des abus. Il y a des municipalités qui ont été obligées de faire des chemins. Je continue d'affirmer que certaines municipalités ont fait l'objet de poursuites.

M. Lamoureux (Iberville): Pas dans mon comté.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il n'y a pas que le comté d'Iberville dans la province. Le député a été élu par les électeurs de son comté parce qu'il était contre le gouvernement. Il a changé d'idée depuis ce temps.

M. Lamoureux (Iberville): Êtes-vous pour ou contre que le gouvernement remette l'intérêt aux municipalités?
(Applaudissements)

Voix à droite: Voilà la question.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il est clair que si les cultivateurs voient leur fardeau retiré, cela n'élimine pas les \$17,000,000 d'obligations. Cela signifie que beaucoup plus de gens dans la province devront payer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous l'épongerons grâce aux revenus sur une base annuelle.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je prétends que l'on déplace la taxe tout simplement. On l'enlève aux cultivateurs, mais il faudra la faire payer par d'autres contribuables. L'honorable député

d'Iberville doit être assez "calé" pour le savoir. Je ne connais pas ses opinions. Il y a eu des fois où il ne les connaissait pas lui-même.

M. Lamoureux (Iberville): Non, c'est un vrai cadeau du gouvernement. Les cultivateurs dans toute la province sont reconnaissants de ce que le gouvernement a fait pour eux.

(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Dépôt de documents:

Statistiques de l'enseignement, 1929-1930

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1929-1930. (Document de session no 31)

Annuaire statistique de Québec, 1930

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique de Québec, 1930*. (Document de session no 32)

M. Blain (Montréal-Dorion): Comment se fait-il que c'est le premier ministre qui dépose l'*Annuaire*? Est-ce que l'*Annuaire* n'était pas déposé par le secrétaire provincial?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député réfère à la législation, il constatera que le département des statistiques a été transféré au ministère des Affaires municipales. Je suis le ministre de ce dernier.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 15 janvier 1931, à la page 3, fait remarquer que le député libéral de Portneuf à la Chambre des communes, le Dr Jules Desrochers, est présent à la séance et est assis à la droite de l'Orateur.

2. Selon *L'Événement* du 15 janvier 1931, à la page 3, le fils du premier ministre est chaleureusement applaudi lorsqu'il se lève pour la première fois.

3. Selon *Le Soleil* du 15 janvier 1931, à la page 3, la Chambre étudie ce bill pendant quelques minutes.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Irénée Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

5. Dans leur édition du 22 janvier 1931, *Le Nationaliste et le Devoir*, à la page 5, et *Le Bulletin des agriculteurs*, à la page 6, précisent que, du 1^{er} décembre 1913 au 31 décembre 1930, les municipalités n'ont payé que \$7,063,521.81.

6. M. Taschereau insinue en souriant que cette taxe ne saurait beaucoup affecter M. Duplessis qui est un célibataire endurci, comme l'écrit *Le Soleil* du 15 janvier 1931, à la page 9.

7. Le correspondant parlementaire du *Soleil* du 15 janvier 1931, à la page 9, Georges Léveillé, écrit: "M. C. E. Gault dit ensuite quelque chose dans sa moustache. Le député de Saint-Georges est très sympathique, mais il n'a pas le don de se faire entendre au-delà des poils qui ornent sa moustache."

8. En 1922, selon *Le Nationaliste et le Devoir* du 22 janvier 1931, à la page 51, "le gouvernement a décidé de prendre à sa charge la construction et l'entretien des grandes routes nationales qui, jusque-là, étaient construites en vertu de la loi des bons chemins de 1912. Il a donc cessé de prêter aux municipalités et la loi a cessé de fonctionner pour la construction des grandes routes nouvelles. Pour les autres chemins moins ou peu importants, le gouvernement a établi un système de contribution ou octrois de 50 % du coût des chemins, système qui avait été plus ou moins en usage avant et depuis 1912 pour les chemins de paroisse. (...) En 1927, le gouvernement a pris à sa charge l'entretien des chemins améliorés de toute la province".

9. Il s'agit de Joseph-Adolphe Tessier (1861-1928), député libéral de Trois-Rivières et ministre de la Voirie dans les cabinets Gouin et Taschereau, du 2 mars 1914 au 27 septembre 1921.

10. Entre autres, est probablement cité l'article 236 du Règlement (Geoffrion, 1915) qui stipule que "tout député qui a la parole doit faire porter son discours sur la question dont la Chambre est alors saisie; et il ne lui est pas permis de s'en écarter, sauf en réponse à des digressions".

11. Selon *L'Événement* du 15 janvier 1931, à la page 4, le ministre lit le texte de la loi concernant le département de la Voirie (13 George V, chapitre 34), laquelle a été sanctionnée le 29 décembre 1922 et est entrée en vigueur le même jour. Puisque la loi contient 112 articles, le ministre n'a probablement lu que l'article 72.

Séance du jeudi 15 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada demandant l'adoption d'une loi reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada demandant l'adoption d'une loi reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de dame Flora Frappier, épouse d'Achille Bergevin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Olivier Faucher (M. Vautrin).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile;
- bill 23 concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet;
- bill 19 modifiant la loi des jurés;
- bill 25 modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile¹.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company, Limited pour fins scolaires à Grand'Mère;
- de la cité de Verdun demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Propriétés de The Shawinigan Water and Power Co. et de The Laurentide Co. Ltd.

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 135 concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company, Limited, pour fins scolaires, à Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Papineau (Beauharnois) demande la permission de présenter le bill 89 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 relatif à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs;
- bill 38 concernant la construction de tunnels à la rue Wellington et aux environs du pont de la Côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal.

Questions et réponses:

Officiers du revenu membres d'un conseil municipal

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien d'officiers du revenu étaient membres, avant le 4 avril 1930, d'un conseil municipal pendant la durée de leurs fonctions?

2. Combien de personnes sont devenues, depuis le 4 avril 1930, officiers du revenu tout en étant membres d'un conseil municipal?

3. Quels sont les noms de ces personnes, et de quel conseil municipal chaque personne fait-elle partie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

Voix à gauche: Ah! Ah!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'opposition l'ignore aussi, puisqu'elle nous le demande. (Rires)

Enquêtes sur des officiers de municipalité scolaire

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien d'enquêtes l'honorable secrétaire de la province a-t-il demandé au ministre des Affaires municipales de faire faire sur la conduite d'officiers d'une municipalité scolaire, depuis 1920?

2. Combien de telles enquêtes l'honorable ministre des Affaires municipales a-t-il donné instruction de faire?

3. Quels furent les résultats dans chaque cas?

4. Combien de visites des bureaux de commissions scolaires, autres que celles de Montréal

et de Québec, l'honorable secrétaire de la province a-t-il demandé au ministre des Affaires municipales de faire faire par des inspecteurs-vérificateurs, depuis 1920, au sujet: *a.* des livres, registres et archives de ces bureaux; *b.* de l'administration des deniers de la commission?

5. Combien de visites faites en réponse à la question 4 *a.* et *b.* auraient pu être faites par les inspecteurs d'écoles de chaque district concerné?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. Aucune.

4. 661.

5. Les inspecteurs-vérificateurs sont des comptables-experts; les inspecteurs d'écoles sont des pédagogues.

Subventions municipales pour transmission de l'électricité

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de règlements ont été soumis depuis le 4 avril 1930 à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil par des municipalités autres qu'une municipalité de cité ou de ville, concernant l'octroi de subventions pour installations de systèmes de transmission de l'électricité?

2. Combien de règlements ont été approuvés?

3. Combien de ces règlements décrétaient des emprunts?

4. Pour quelle municipalité dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. 3. et 4. Aucun.

Subventions municipales aux hôpitaux et aux institutions charitables

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de règlements concernant des subventions de cités ou de villes aux hôpitaux ou institutions charitables ont-ils été soumis pour approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sans approbation des électeurs-propriétaires, depuis le 4 avril 1930?

2. Combien de ces règlements ont-ils été approuvés?

3. *a.* Pour quelles cités ou villes; *b.* pour quelles institutions; *c.* pour quels versements annuels, dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Un. 2. Un. 3. *a.* Chicoutimi; *b.* Petites Franciscaines de Marie, de Baie-Saint-Paul; *c.* \$1,765.30 pendant vingt ans.

The Verdun Protestant Hospital

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la voirie

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 18 modifiant la loi de la voirie.

La résolution se lit comme suit:

Que toute municipalité tenue de payer au trésorier de la province un intérêt de deux pour cent par an à raison de règlements et de résolutions adoptés et d'obligations (débentures) ou de coupons signés par elle en vertu des lois 2 George V, chapitre 23; 3 George V, chapitre 21; 6 George V, chapitre 2; 7 George V, chapitres 9 et 11; 8 George V, chapitres 7 et 11; 12 George V, chapitre 42; 13 George V, chapitre 34; 15 George V, chapitre 36; et le présent chapitre 91 des Statuts refondus, 1925, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 31, n'aura à payer, le 1^{er} décembre 1931, que la moitié du versement qui deviendra alors échu, soit l'équivalent de l'intérêt à un pour cent et sera ensuite libérée de payer tous les versements échéant à une date postérieure à celle du 1^{er} décembre 1931.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne veux pas éterniser ce débat². Nous sommes favorables à cette mesure.

Voix à droite: Ah! Ah!

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, c'est vrai, parce que vous nous avez volé cet article dans notre programme. Nous ne voulons pas éterniser le débat sur les résolutions du présent bill.

Voix à droite: Oh! Oh!

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, avant d'adopter cette mesure, nous voulons réitérer que nous sommes en faveur, en fait, mais...

(Rires à droite)

... nous le sommes d'autant qu'elle ressort précisément du programme élaboré par l'opposition, lors de la grande convention conservatrice. Jusqu'ici, seul le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a avoué avoir lu les résolutions adoptées lors de la convention. Sans être inspiré du Saint-Esprit, ses collègues les ont évidemment³ lues et savent s'en inspirer à la veille des élections. Car la présente mesure vient avant tout de la crainte salutaire des élections prochaines.

Je comprends, M. l'Orateur, que la générosité du gouvernement part d'un bon naturel, encore qu'elle ait des motifs fort intéressés. Au reste, il ne faut pas s'en faire outre mesure, d'ailleurs, avec cette résolution. Nous tenons à bien marquer que le présent bill n'est pas un cadeau du gouvernement, mais bien une restitution, et encore une restitution partielle aux nombreuses municipalités forcées d'appliquer cette loi, qui se sont saignées à blanc par obligation pour appliquer cette loi des bons chemins et qui ont dû payer pour les erreurs du département.

Nous avons, dès hier, approuvé le bill⁴, tel que présenté, mais critiqué la manière d'agir du gouvernement, sa politique de voirie. C'était notre droit et même notre devoir, parce que nous désirons réaffirmer notre politique en ce qui concerne les bons chemins et montrer que la position actuelle du département de la Voirie, qui est obligé de rembourser l'argent qu'il a recueilli auprès des municipalités, est due à l'absence de politique.

Nous avons accusé le gouvernement de manquer de plan d'ensemble avant d'exécuter ses travaux. Si le département de la Voirie avait adopté les propositions de l'opposition, s'il avait eu un plan de construction d'un système routier bien défini, s'il avait classifié les routes comme nous le lui demandons depuis longtemps, au lieu d'aller à l'aventure comme il l'a fait par exemple dans la prison des femmes, il aurait épargné des millions et il ne serait pas obligé aujourd'hui de dégrever les municipalités d'une dette trop lourde et injustifiée.

L'honorable ministre de la Voirie a fait une petite mais sainte colère. Cependant, comme il fait une restitution aux municipalités, nous nous en réjouissons. Nous ne voulons pas critiquer inutilement le gouvernement, mais il aurait dû écouter les suggestions que lui a faites l'opposition depuis 1912. M. Tellier, alors chef de l'opposition, s'était déclaré en faveur de la classification des routes sous trois catégories, soit les routes provinciales, régionales et municipales.

Si la suggestion avait été retenue, la Chambre aurait aujourd'hui devant elle un plan défini du

réseau routier de la province. Les routes auraient été classées et le département n'aurait pas fait et défait trois fois certains chemins. On ne l'a pas écouté. Le résultat a été que le gouvernement a eu une politique de bouts de chemin, un système routier incohérent. Parce qu'il n'y a aucun plan, nous avons un système de routes non raccordées.

Tel qu'en 1922⁵, le gouvernement a été forcé d'adopter une politique radicale et enfin de classer les routes. La loi a été amendée de façon si radicale que le ministre de l'époque a cru qu'il pouvait décider de la construction de nouvelles routes même si les municipalités n'en voulaient pas. La classification est venue et le ministère s'est fait donner tous les pouvoirs, même celui de pressurer les municipalités. Le gouvernement se faisait voter en plus des pouvoirs extraordinaires pour forcer les municipalités à bâtir à leurs frais des routes dont les plans étaient présentés par le département de la Voirie. Une complète désorganisation s'en est suivie au département.

Alors on s'est mis à l'œuvre et grâce à cette politique d'imprévoyance d'à peu près depuis 18 ans, de 1912 à 1930, nos routes ont été faites "permanentes" par trois fois. Nous avons payé trois fois trop cher. C'est la raison qui fait que nous payons nos licences trois et même quatre fois plus cher que dans la province d'Ontario et dans d'autres pays.

Et celui qui a proclamé l'injustice et l'inefficacité de la politique gouvernementale, c'est le ministre de la Voirie lui-même, en janvier 1925. L'ancien ministre de la Voirie, M. Perron, déclarait que des constructions de routes avaient été scandaleuses et que des routes avaient coûté jusqu'à \$30,000 du mille, justement faute de classification, faute d'avoir organisé un personnel de voirie compétent. Aussi ne doit-on pas se surprendre si aujourd'hui le gouvernement songe tardivement à cette restitution. La preuve que notre politique de voirie a été coûteuse et même ruineuse, c'est qu'Ontario impose des licences d'auto bien moins élevées que Québec. Ce qui indique encore que notre voirie a été coûteuse et même ruineuse, c'est que le gouvernement a dû poursuivre des municipalités incapables de s'acquitter des dettes de voirie.

Un mot des poursuites. Bien des municipalités ont dû s'endetter plus qu'elles ne le pouvaient. On a vu par exemple, sur la route de Lévis-Jackman, une municipalité dont l'évaluation municipale était de \$85,000 chargée d'une dette de voirie de \$87,000, dette qui lui a été imposée malgré elle. La même chose s'est produite dans le comté de Terrebonne. Une municipalité de la rive sud a été

poursuivie pour \$95,000 et son évaluation était de \$85,000. Bien d'autres municipalités sont dans le même cas, et la mesure est injuste pour elles. On devrait leur donner une compensation.

C'est pourquoi nous avons raison d'affirmer que le présent bill est une restitution pure et simple, et encore est-elle incomplète et injuste pour certaines municipalités qui, payant depuis longtemps les graves erreurs du ministère, devraient recevoir une plus large compensation. Même dans votre prétendue largesse, vous commettez des injustices, et l'opposition suggère que les municipalités pionnières devraient être indemnisées pour les gros intérêts qu'elles ont payés au gouvernement.

Nous avons réclamé des permis de conduire semestriels pour les cultivateurs parce qu'ils n'utilisent leurs voitures que six mois par année. Cette demande a été rejetée par le premier ministre; pourtant, il affirme vouloir aider les cultivateurs. Il nous présente aujourd'hui une mesure qui, je le répète, n'est qu'une restitution d'une partie de l'argent qui appartient déjà aux cultivateurs. Et je termine en disant une fois de plus, M. l'Orateur, que la mesure du gouvernement est une restitution que les municipalités obtiennent grâce au travail que l'opposition a fait pour la classe agricole. N'avons-nous pas le droit de dire que le gouvernement a été imprévoyant? La résolution actuelle n'est qu'une restitution due depuis longtemps aux municipalités et c'est sur ce sujet seulement que nous différons d'opinion avec le gouvernement.

(Un messenger du lieutenant-gouverneur frappe à la porte de la Chambre).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je propose⁶ que la séance soit suspendue, afin de permettre à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de sanctionner le bill autorisant la ville de Montréal à emprunter pour la construction de ses tunnels, sous le canal Lachine.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 15 relatif à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs;
- bill 38 concernant la construction de tunnels à la rue Wellington et aux environs du pont de la Côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Loi de la voirie

La Chambre reprend le débat sur l'adoption de la résolution relative au bill 18 modifiant la loi de la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il serait inutile de répéter tout ce qui a été dit hier au sujet de la politique de voirie du gouvernement. Nous avons souvent entendu les reproches que nous a adressés mon honorable ami, le député de Montréal-Dorion (M. Blain), de n'avoir pas fait de classification de nos routes dès 1912. Avant de classer, il importait d'avoir des routes convenables, car on ne classifie pas ce qui est dans le néant. Aussitôt que nous avons eu un système routier raisonnable, nous avons fait la classification. Après avoir adopté une loi de voirie, le gouvernement a suivi une politique de classification rationnelle. En 1921, lorsque la construction du grand réseau routier a été entreprise, le ministère a vu à créer l'administration nécessaire pour couvrir sa besogne.

Dès que les chemins ont été construits en assez grand nombre, nous les avons classifiés; premièrement, la route Édouard VII, la route entre Montréal et Québec, celle entre Lévis et Jackman, et d'autres. Nous avons cru que notre réseau était suffisant et alors nous avons classé différentes routes. Maintenant, nous sommes rendus à 52. Toutes les routes sont classifiées en chemins de première, de deuxième ou de troisième classe. Nous avons... des routes régionales, des routes de colonisation. On ne

classifie que ce qui existe. La politique prêchée dans le temps par l'opposition dépassait les possibilités présentes. Nous ne pouvions classer les routes avant qu'elles ne soient construites. La sagesse du gouvernement a été démontrée. Nous n'avons pas classifié le néant, mais ce que nous avons créé.

L'honorable député de Montréal-Dorion est amusant quand il parle de la désorganisation du ministère de la Voirie, au début de la construction des routes. Au début, il n'y avait pas moyen d'avoir de désorganisation. Nous organisions notre département. On parle de classification, mais il ne faut pas oublier, M. l'Orateur, que la circulation intense n'existe que depuis 1920 environ, que notre grand réseau routier a été créé de 1920 à 1930, car, avant cette époque, nous n'avions que 1,400 milles de routes améliorées. C'est alors que nous avons commencé la classification. Sur les \$118,000,000⁷ que nous avons dépensés pour la voirie jusqu'à date, \$90,000,000 l'ont été de 1920 à 1930.

Avant cela, il a fallu faire une campagne à travers la province pour faire admettre aux gens la nécessité pour Québec de posséder son réseau routier. La politique de voirie n'était pas facile d'application. Au début, aucune municipalité n'en voulait, et il a fallu que le gouvernement fasse une grande campagne d'éducation pour faire comprendre et adopter la politique des bons chemins. L'éducation s'est révélée un facteur essentiel car, dans nombre de comtés, les gens ne voulaient pas en entendre parler, les municipalités n'étaient pas bien disposées à accepter cette politique. Il fallait alors montrer aux districts ruraux quels avantages leur reviendraient par suite de l'ouverture de routes principales et transversales. Cette campagne n'a produit de fruits qu'après 1920. La politique a été si bien comprise et si fructueuse qu'aujourd'hui c'est le contraire qui se produit et que nous n'avons pas assez de fonds pour répondre aux demandes qui nous sont faites. Aujourd'hui, nous avons un département bien organisé pour faire face à toutes les situations, des routes bien classifiées.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) nous reproche de voter à chaque session des sommes pour la réfection ou l'amélioration des routes permanentes et d'avoir été dans l'obligation de reprendre certains bouts. L'honorable député dit que tous les ans nous proposons des réfections des élargissements de chemins. Il n'est pas très au courant de ce qui se passe. L'opposition prétend que les routes doivent être reconstruites parce qu'elles ont été mal faites. Cela ne tient pas debout. Il ne faut pas s'étonner outre mesure de l'obligation de refaire certaines routes. Les routes ne peuvent durer indéfiniment.

Il n'y a pas que dans notre province où la chose se fait. La chose se fait partout, non seulement au Canada, mais aux États-Unis. Ainsi, tout récemment, l'État de Californie a voté \$325,000,000⁸ pour refaire de grands réseaux et ses chemins permanents construits il y a 10 ans. À la dernière convention internationale des bonnes routes de Washington, à laquelle j'ai assisté, j'ai appris que l'on reconstruisait des routes en ciment qui avaient été faites il y a cinq ans, dans cet État. C'est inévitable, à cause de la circulation intense et surtout de la circulation lourde, beaucoup plus lourde qu'autrefois. Nous construisons des routes permanentes... dans un sens relatif et non absolu. Le temps nous oblige à les refaire continuellement. Ce n'est pas notre faute.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y avait des contracteurs à cette convention?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, à Saint-Louis, Missouri, où se tient actuellement un congrès mondial de bonnes routes, on discute précisément ce problème: la réfection des chemins, qui n'existait pas autrefois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Tous les entrepreneurs y sont?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement, et avec raison. Tous les grands contracteurs de notre province y assistent, car ils peuvent se rendre compte des modifications dans les méthodes nouvelles. Ils y prennent des renseignements précieux sur les méthodes de construction et les machines modernes. Et du reste, c'est leur affaire.

On dit que nous refaisons les chemins permanents. Mais est-ce qu'on pouvait prévoir le formidable développement qui s'est produit dans le transport par autos et par camions? C'est inévitable, à cause de la circulation intense et surtout de la circulation lourde, beaucoup plus lourde qu'autrefois. Nous construisons des routes "permanentes"... dans un sens relatif et non absolu. Quand nous avons bâti nos chemins, nous ne savions pas ce que deviendraient l'automobilisme, le camionnage, le tourisme. Il y a 10 ans, il n'y avait pas d'autos ou presque, chez nous. Il y a 15 ans, il y avait 600 autos environ dans la province; maintenant, nous avons 178,000⁹ autos dans la province, sans compter plus de 100,000 autos de tourisme qui parcourent nos routes.

C'est là un trafic que l'on ne pouvait pas prévoir et avec lequel il faut compter. Les camions détruisent nos routes et il faut naturellement les

reconstruire. Quoi de plus normal et de plus logique? Il était impossible de tout prédire, de prévoir la vertigineuse augmentation du nombre de véhicules automobiles et de camions, ainsi que l'apparition d'autobus lourds. L'évolution du trafic automobile a été phénoménale. Qui aurait pu dire, en 1912, quelle serait la situation en 1921? Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement ait été obligé de demander à la Chambre d'accorder plus d'argent à la reconstruction des routes. Les automobiles sont devenues plus lourdes, la situation est tout à fait différente.

On entend souvent parler de l'Ontario et de la situation privilégiée des automobilistes là-bas, selon le député de l'opposition. Qu'en est-il des taxes?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'en est-il des taxes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On dit aussi que l'Ontario n'impose pour licence d'auto que la moitié du prix imposé dans le Québec. Il y a une différence, c'est vrai. Mais a-t-on songé que l'Ontario a 550,000¹⁰ autos immatriculées, quand nous en avons 178,000, et que les profits de l'Ontario lui permettent de ce chef de diminuer le coût des licences?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela prouve surtout qu'il y a plus de prospérité en Ontario.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a plus d'autos en Ontario qu'ici parce qu'il y a plus de petites villes, plus de villes industrielles rapprochées les unes des autres. La population est plus grande et le climat est plus favorable. Il ne faut pas oublier non plus qu'en 1928-1929, l'Ontario avait plus de revenus que nous. Les revenus de voirie en Ontario sont de \$16,500,000¹¹ provenant des licences, alors que nous ne recevons que \$7,740,000¹². De plus, l'Ontario a perçu cette année \$10,000,000 de la taxe de gazoline. Les profits de l'Ontario lui permettent de diminuer le coût des licences.

Nous ne pouvons pas réduire nos licences parce que cela nous coûte trop cher. Les licences d'auto rapportent plus en Ontario qu'ici. Voilà pourquoi les automobilistes paient leur licence meilleur marché en Ontario. Quand les revenus des licences d'auto augmenteront, nous serons heureux d'en réduire le coût. Il est très possible que lorsque les autos rapporteront autant à Québec, le gouvernement réduira le coût des permis.

Je dois faire observer de plus que des municipalités d'Ontario contribuent à la construction

des bons chemins en dehors de leurs limites. Le gouvernement ontarien est aidé par les municipalités pour sa voirie. Il ne faut pas oublier non plus qu'en Ontario les villes de plus de 10,000 âmes paient pour la construction et l'entretien de chemins en dehors de leurs limites, que 23 villes ontariennes dans cinq ans ont payé \$3,000,000 pour la construction de ces routes, soit 350 milles de chemins. Les municipalités ontariennes contribuent donc à l'entretien des chemins alors que, dans Québec, le gouvernement a assumé seul l'entretien des routes améliorées et la construction et l'entretien des routes nationales. Il n'est donc pas surprenant qu'Ontario diminue le prix de ses licences d'auto. Au Québec, en ce moment, nous n'obtenons rien des municipalités pour l'entretien des routes. De plus, n'est-il pas juste que ceux qui utilisent les routes paient leur entretien? Nous voulons soulager les municipalités de façon graduelle et c'est ce que nous faisons à l'aide de cette mesure.

J'ai répondu à toutes les objections, je crois. Je le répète, cette mesure sera bien accueillie par la classe agricole et par toute la province.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant)

Je crois que le gouvernement actuel a proposé cette mesure parce que le premier ministre commence déjà à sentir l'atmosphère glaciale de l'opposition, dans l'éventualité d'élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est terrible de ce côté-là?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): C'est désespérant. Quelques mots seulement. Nous discutons d'une mesure visant à soulager les municipalités des charges d'intérêts qu'on leur a imposées pour la construction de routes: ça doit être parce qu'elles en ont rudement besoin. Le ministre affirme que, de 1918 à 1923, les municipalités ontariennes ont payé \$3,000,000 pour entretenir des chemins en dehors de leurs limites, tandis que dans Québec, le gouvernement est obligé de remettre \$17,640,000 aux municipalités.

Les municipalités ontariennes sont bien chanceuses. Elles ont le moyen d'aider leur gouvernement, alors que le nôtre est obligé de venir à leur secours. Cela prouve tout simplement que, dans Québec, la charge imposée aux municipalités a été beaucoup plus lourde que celle que les municipalités ontariennes ont eu à subir, que c'est dans Québec que les municipalités ont été le plus

obérées, puisque aujourd'hui on reconnaît qu'elles ne peuvent supporter leur fardeau et qu'il faut leur remettre leur dette.

Notre voirie a été trop dispendieuse. Le département, ne pouvant suffire, a dû un jour leur en demander trop et, aujourd'hui, il doit remettre ce qu'il leur doit. Si les municipalités ne paient pas dans la province du Québec pour la construction des routes en dehors de leurs limites, c'est que le gouvernement ne leur laisse aucun des revenus des licences. Les contributions de nos municipalités pour la construction de routes sont beaucoup plus importantes que celles de n'importe quelle autre province. L'Ontario n'est aucunement obligée de soulager ses municipalités. Pourquoi? Parce que l'Ontario ne leur a pas imposé de charges excessives à cet égard.

Une autre preuve. Il en coûte plus à l'automobiliste québécois, et pour sa licence, \$17 au lieu de \$5, et pour sa gazoline. Voilà pourquoi il y a tant d'autos en Ontario et si peu ici. D'ailleurs, les chemins ontariens sont deux fois plus larges que les nôtres. Je dois en conclure qu'il y a eu incurie, manque de prévoyance chez nous.

En fait, le gouvernement a été forcé de mettre abruptement fin à sa politique des bons chemins de 1912 dès 1922, car on était en train de ruiner les municipalités pour enrichir des entrepreneurs amis du gouvernement. J'en appelle encore au témoignage de l'honorable M. Perron, lui-même ministre de la Voirie et membre de ce gouvernement, qui déclarait en 1925 que notre politique de voirie nous conduisait à la banqueroute, si on ne mettait pas fin aux politiques suivies ici en matière de construction de routes. Il déclarait que la construction de la voirie avait été scandaleusement coûteuse, qu'on avait payé jusqu'à \$30,000 par mille de chemin. Il devait bien savoir ce qu'il disait. Le premier ministre a dû contrôler ses paroles...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Quelles paroles?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Celles que cite la *Gazette* du 15 janvier 1925¹³. Je conclus avec lui qu'il y a eu trop de favoritisme.

Un journal libéral de Québec, *Le Soleil*, journal du gouvernement, avec une injustice à laquelle nous sommes habitués et suivant la loyauté qui lui est particulière, mais contre laquelle aussi nous protestons vivement, a dit hier que l'opposition était opposée à la mesure du gouvernement, une mesure qui rapporterait plusieurs milliers de dollars

aux districts ruraux. L'opposition n'a donc plus le droit de dire ce qu'elle pense de la politique de voirie du gouvernement, au sujet d'une mesure, de faire entendre les réclamations du public. C'est faux.

Ce que nous critiquons de la part du gouvernement, c'est qu'il aurait dû remettre avant aujourd'hui aux municipalités ce qu'il leur devait. C'est un déplacement nécessaire de la dette, mais elle sera quand même payée par le peuple. Mais, même si nous sommes en faveur du bill, il n'est pas dit que, comme dans le cas de toute autre mesure présentée à cette Chambre, nous n'ayons pas le droit d'en discuter et de le critiquer, dans l'intérêt de ceux que nous représentons.

Cependant, j'avais déjà et bien clairement, il me semble, déclaré à Marieville, avant l'ouverture de la session, qu'aucun gouvernement dans cette province ne pourrait s'empêcher de remettre les dettes de voirie municipales, tant elles avaient obéré injustement et lourdement les municipalités, et d'aider la classe agricole. Aujourd'hui, le gouvernement a senti, à la veille des élections, qu'il était forcé d'accorder cette mesure de justice, car il sait que les municipalités trop obérées ne peuvent plus payer.

Mais je tiens à ajouter que le gouvernement ne fait que déplacer la dette, et que ce sont les contribuables de la province qui paieront cette remise rendue nécessaire par les dettes contractées de façon ruineuse, ainsi que l'a déclaré l'ancien ministre de l'Agriculture. M. Perron disait alors ce que nous, de l'opposition, n'avons cessé de dire et de répéter. Je répète ce que je disais hier. C'est le déplacement d'une dette, mais elle pèsera sur d'autres contribuables.

L'opposition a toujours été prête à approuver toute mesure gouvernementale dont le but est de servir les intérêts de la province, et ceci constitue un cas où l'opposition partage l'avis du gouvernement. J'ai cité les paroles de l'honorable M. Perron qui disait, en 1925, que si la politique de la voirie continuait, ce serait la banqueroute au bénéfice de quelques-unes. L'opposition n'a jamais prétendu autre chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, notre politique est donc mauvaise, tardive, etc. Et, dans tous les grands congrès canadiens ou étrangers tenus pour les bonnes routes, on cite notre réseau en exemple. On a toujours rendu hommage à la province de Québec d'avoir été la pionnière. C'est la province de Québec qui a été la pionnière dans tout le Canada. Nous avons eu des difficultés, mais nous les avons vaincues.

Puisqu'il est question de la politique de la voirie du gouvernement, il est peut-être bon de jeter un coup d'œil en arrière pour examiner quelle a été la politique de voirie du gouvernement. En 1912, c'est la province de Québec, sous le gouvernement de Sir Lomer Gouin, qui a été la pionnière des bons chemins au Canada. Et, lors des nombreux congrès tenus pour les bonnes routes, dans le Canada, on a toujours rendu hommage à la province de Québec d'avoir été la pionnière, d'avoir inauguré cette politique en 1912. La province de Québec a été la première parmi toutes les autres provinces de la Confédération canadienne à inaugurer la politique des bons chemins. Nous pouvons l'affirmer avec fierté.

En vertu de cette loi, les municipalités empruntaient les argents nécessaires à la construction de leur voirie à 2 % d'intérêt pendant 41 ans¹⁴. Ce 2 % couvrait l'intérêt et le fonds d'amortissement. Au début, les municipalités étaient réfractaires à la politique du gouvernement et il a fallu faire une campagne d'éducation, mais, en face des résultats satisfaisants obtenus, les municipalités ont changé d'avis. Lorsque le gouvernement a commencé ses routes, les municipalités, au lieu de s'opposer, se sont ruées sur le Trésor de la province pour emprunter à 2 %, afin de construire des routes qui n'avaient que neuf pieds de large.

Il a fallu les restreindre dans leurs réclamations pour la construction des routes. Nous avons décidé d'emprunter pour prêter à notre tour aux municipalités en 1912, pour la construction d'un grand système routier à travers la province. La province se chargeait de payer l'intérêt et laissait aux municipalités le soin de payer l'amortissement, soit 2 % du capital emprunté. En 1917, à cause de la guerre, l'argent est devenu plus cher et nous avons dû porter le taux à 3 % et, malgré cela, les municipalités ont demandé de l'argent pour leurs routes. Comme les finances de la province le permettaient, nous l'avons réduit à 2 % en 1925.

Aujourd'hui, cette année, puisque les finances de la province le permettent, nous réduisons le taux à 1 % et, l'année prochaine, nous remettrons tout l'intérêt aux municipalités; nous remettrons aux municipalités rurales une dette de \$17,640,000, parce que nos revenus nous le permettent. Le gouvernement paiera non seulement la dette contractée, qui fut de \$30,000,000, mais aussi plus de \$17,000,000 d'intérêt à venir et le fonds d'amortissement.

L'honorable député d'Iberville a demandé hier à l'opposition: "Êtes-vous pour ou contre?" Moi, je

vous dirai aujourd'hui que nous ne sommes pas ici pour plaire à l'opposition, car c'est chose impossible. Nous voulons servir les intérêts de la population et de la population rurale qui nous intéresse tout particulièrement.

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

Nous ne sommes pas ici pour plaire à l'opposition, mais pour rendre service à la population, à la classe agricole. Nous sommes ici pour satisfaire la population qui applaudira des deux mains notre politique de voirie. Nous présentons ce projet de loi non pour plaire à l'opposition... Même si nous faisons de notre mieux à cette fin, nous ne pourrions pas y réussir. À l'avenir, les routes seront construites aux frais du gouvernement, comme nous avons commencé à le faire l'an dernier. Lorsque nous aurons accompli ce qui est dans l'intérêt des contribuables de la province et des municipalités en particulier, nous sommes convaincus qu'ils reconnaîtront notre travail et qu'ils sauront l'apprécier. Notre politique est la plus généreuse, la plus libérale qui soit. Il est étrange de voir l'opposition créer toutes sortes de difficultés au gouvernement qui veut tout simplement remettre leurs dettes aux municipalités.

Nous avons fait mieux que cela. Nous faisons plus. En 1930, nous avons assumé l'entretien des grands chemins de la province, et il n'y a pas une autre province dans le pays qui entretient complètement ses grands chemins. La province de Québec est la seule qui ait pris cette initiative. Car ailleurs, les villes sont chargées d'entretenir des chemins en dehors de leurs limites. On parle toujours de l'Ontario. Cependant, dans l'Ontario, les municipalités sont forcées d'entretenir leurs chemins à 25 milles en dehors de leur territoire. Nous entretenons tous nos chemins depuis quelques années. Nous sommes la seule province qui fasse cela. Pas une autre province n'a une loi de voirie aussi large et aussi généreuse que la nôtre. Les lois du Québec sont les plus libérales de toutes pour les municipalités.

Plus que cela, Dieu nous a donné de grandes rivières, mais il nous faut les traverser. Nous avons bâti 1,000 ponts¹⁵ en fer ou en ciment pour compléter notre réseau routier au coût de \$13,000,000 qui n'ont rien coûté aux contribuables. Et, l'an dernier, nous avons posé le principe que nous prendrions le coût entier de ces ponts en les considérant comme partie de notre réseau de routes. Nous les entretenons tous aux frais du gouvernement. Que l'opposition trouve une province qui en fait autant, et alors elle aura peut-être droit de critiquer! Aucune province du dominion ne fait cela. Nous ferons davantage encore.

L'an dernier, nous avons décidé que tous les ponts en fer ou en béton, sur les grandes routes de la province, seraient entretenus aux frais du gouvernement. Et, en plus, nous avons décidé de défrayer la construction de grands ponts; et dès cette session, nous allons demander à la Chambre de voter de l'argent pour construire ces grands ponts en question. Nous allons construire de nouveaux grands ponts, cette année, à Sorel et ailleurs, sans l'aide des municipalités. Nous avons aussi divers projets de ponts nécessaires à Caughnawaga, au-dessus du Richelieu, de la Saint-François, de la Yamaska, à l'île d'Orléans et à Chicoutimi, et à cette session même nous demanderons à la Chambre l'autorisation d'emprunter l'argent qui nous permettra de procéder à l'exécution de ces grands travaux, et nous ne demanderons pas un centin aux municipalités.

Le chef de l'opposition a dit que la dette de la province est accrue par ce bill. Laissez-moi lui dire que nous ferons face à cette dépense sans augmenter la dette ni les taxes. Nous allons même diminuer les taxes au cours de cette session-ci. Nous allons démontrer aux sections rurales de la province que ce ne sont pas elles qui paient les taxes, mais seulement ceux qui sont capables de les payer. L'honorable chef de l'opposition (M. Houde) dit que c'est un déplacement de la dette. Le gouvernement ne déplace rien du tout. Il remet l'intérêt aux municipalités dans un geste généreux. Nous allons continuer à imposer des taxes à ceux qui ont les moyens d'en payer, au bénéfice de la classe rurale, de la classe agricole, de nos bons cultivateurs qui peinent et travaillent.

Des taxes subsistent. C'est vrai, mais ceux qui les supportent sont ceux qui peuvent les supporter le plus facilement. Ceux qui ont le moyen d'avoir les autos ne regardent pas de payer quelques dollars de plus.

S'il nous faut maintenir les taxes et s'il faut continuer à prélever des revenus, nous pourrions montrer à la population rurale qu'elle ne paie pas de taxes, mais que ce sont ceux qui sont capables de payer qui paient au profit des campagnes et de notre population agricole que nous encourageons par tous les moyens possibles. Nous voulons que la population rurale, que nos cultivateurs soient taxés le moins possible.

On nous parle de la prospérité de l'Ontario. L'honorable chef de l'opposition compare l'Ontario et le Québec. Il a fait une comparaison entre la taxe des automobiles en cette province et celle de l'Ontario et ailleurs. L'Ontario possède quatre fois notre nombre d'autos. Ceci veut-il dire que l'Ontario est plus prospère? Je ne le sais pas, mais l'Ontario a plus de

villes industrielles. L'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) lui a répondu. Je ne veux pas faire de comparaisons, car elles sont toujours odieuses. Cependant, que l'on me permette de dire ceci: nous avons eu un surplus de \$4,000,000 cette année dans Québec et, dans Ontario, le trésorier vient d'annoncer un déficit de \$600,000. De plus, encore, la dette consolidée de la province de Québec n'est que de \$54,000,000, tandis que celle de l'Ontario est de \$400,000,000 en comptant ses obligations de l'Hydro.

On se fait un gros argument du fait que nos voisins ont quatre fois plus d'autos. On dit qu'Ontario a plus d'autos que Québec. La chose est possible et compréhensible par suite des nombreuses villes industrielles rapprochées qui appellent plus de camionnage et de transport et du fait qu'Ontario a un climat plus propice. Il est possible que les classes rurales dans Ontario se servent plus de l'automobile que nos cultivateurs, et c'est peut-être mieux. Je ne suis pas prêt à dire que la possession d'un plus grand nombre d'autos par les fermiers est un indice de prospérité. Ceci ne signifie parfois qu'un surcroît d'obligations. C'est un avantage pour nos cultivateurs d'avoir moins d'autos, car l'auto n'est pas une source de richesse pour le cultivateur et pour ses enfants. Nous avons moins d'autos parce que la classe rurale de notre province est plus sage.

On doit se rappeler qu'aux États-Unis et en Ontario, en plus de la taxe régulière, les municipalités imposent une taxe de propriété personnelle sur les automobiles. Nous n'avons pas de taxe semblable. Mais, chez nous, le fait de payer \$3 ou \$4¹⁶ par année de plus n'est pas d'une grande importance pour le propriétaire d'une auto; mais il est d'un grand avantage pour la province qui emploie ces sommes à l'entretien des routes de la province, car les routes servent surtout aux automobilistes. Tout l'argent ainsi obtenu, en outre du produit de la taxe sur la gasoline, représente un montant de \$3,000,000 à \$4,000,000 inférieur au coût annuel des routes, que nous prenons chaque année dans le Trésor public.

L'honorable chef de l'opposition, au lieu de citer les paroles de M. Perron, en 1925, ferait mieux de citer les paroles plus récentes du même ministre qui disait dans cette Chambre que le coût de la voirie dans cette province était moins élevé que partout ailleurs, que les chemins dans Québec coûtent un tiers moins cher qu'ailleurs et sont aussi bons. Notre ancien et regretté collègue a démontré que les chemins coûtaient plus cher dans Ontario que dans Québec.

L'opposition a prétendu que la voirie de l'Ontario est plus large que la nôtre. Nos routes sont

plus étroites, c'est vrai. Le chef de l'opposition pourrait se rappeler qu'en cette province-ci, les routes étaient étroites au commencement de la colonie. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que presque toutes nos routes ont été construites sur les anciens sentiers, sur d'anciens portages bordés de propriétés et où il est encore impossible d'élargir les routes à cause des maisons, des granges, des écuries, situées en bordure des chemins; ainsi, dans pareil cas, le coût est plus élevé.

Ainsi dans mon comté, il faudrait démolir des villages entiers pour élargir la route Québec-Sainte-Anne. Parfois la chose n'est pas dispendieuse. Lorsque les routes passaient en plein champ, une foule de cultivateurs sont venus nous offrir gratuitement le terrain nécessaire pour élargir les routes. Dans mon comté, on nous a offert du terrain gratuitement pour élargir la route. Dans ces conditions, c'est possible. Mais, lorsqu'il s'agissait de démolir une grange, une maison, ou des bâtiments, les gens n'avaient pas le patriotisme voulu pour sa province pour les céder, ce qui se comprend. On a fait beaucoup cependant, depuis quelques années, pour élargir les routes.

Je ne comprends pas beaucoup l'objection apportée par l'opposition. Elle approuve le bill et elle ne l'approuve pas. Mais, nous, ce que nous voulons, c'est d'alléger le fardeau de notre population, c'est lui enlever le plus possible de taxes. Le chef de l'opposition dit que nous déplaçons la dette. Pour ma part, je maintiens que c'est une remise aux municipalités. La remise de la dette que nous accordons actuellement n'est pas une remise de la dette. Car elle sera comblée à même les surplus que nous faisons chaque année. Nous avons un surplus de \$4,000,000 et nous voulons remettre ce surplus à la population de notre province.

Nous voulons continuer à accomplir des œuvres, mais nous ne tenons pas à avoir des surplus de \$4,000,000 ni un surplus de \$1,000,000. N'attendez pas que je vous annonce un gros surplus. Non, c'est fini. Lorsque j'aurai l'honneur de prononcer le discours du budget, je n'annoncerai qu'un surplus minime. Nous voulons remettre au peuple les millions qui ont été versés au Trésor. Nous voulons soulager de plus en plus la population, surtout la population rurale, et que ce cadeau soit approuvé en toute formalité. La population en sera plus heureuse.

Nous voulons utiliser ces surplus pour payer des ponts, pour le plus grand profit de la population de nos campagnes. Nous voulons accomplir de nouvelles œuvres sans qu'il n'en pèse sur la classe

agricole qui a droit à tout notre appui. Maintenant que nos finances nous le permettent, nous réduirons plutôt les taxes comme nous le faisons cette session-ci, nous efforçant surtout de soulager la classe agricole, la classe qui peine davantage.

Nous avons débarrassé la population des taxes sur les chemins de front, sur les routes, les ponts, etc., et nous ferons tout ce que nous pourrons pour aider la classe rurale. Il se peut très bien qu'en prononçant le discours du budget, je puisse annoncer une réduction de taxes. Et quant à la loi actuellement débattue, il est certain que le peuple, en particulier les fermiers, l'approuvera.

(Longs applaudissements)¹⁷

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est avec plaisir que j'entends le premier ministre; il plaide avec autant d'habileté les mauvaises causes que les bonnes, et quand il s'agit de se sauver d'une mauvaise situation, il est admirable. L'honorable premier ministre est d'une extrême habileté et il est le seul qui sache bien plaider les mauvaises causes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors notre politique de voirie est une mauvaise cause?

M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁸: C'est la politique du gouvernement qui est une mauvaise cause. L'honorable premier ministre, toujours habile, - et pour sauver une situation, il est admirable - nous dit qu'il ne sait pas si nous sommes pour ou contre cette mesure. Il a dit que les municipalités avaient secouru à l'appel du gouvernement pour améliorer leurs chemins. Pourtant, nous avons entendu d'autres choses qui contredisent ces affirmations. De plus, ce n'est pas l'argent du gouvernement qui est distribué au peuple dans le présent bill, c'est l'argent des contribuables qui leur revient. Il nous a lancé des chiffres comparatifs fort avantageux. Il n'est pas obligé de tout dire, mais il a oublié des choses que je me permettrai de rappeler.

Le premier ministre a dit que les municipalités se ruaient sur le gouvernement pour en obtenir des fonds. Il convient tout d'abord de faire une mise au point. Il y a assez longtemps que le gouvernement met la population sous l'impression que les octrois distribués par les ministres, c'est l'argent du gouvernement. Cet argent que le gouvernement se vante de donner, ce n'est pas le sien, ni celui des ministres, mais l'argent des contribuables qui est dépensé pour les routes, de quelque façon que ce soit. Cet argent, c'est le produit

des taxes que doit payer le peuple; et plus le gouvernement retire de revenus, plus il taxe la population.

Le gouvernement est obligé de remettre \$17,640,000 aux municipalités, pour avoir induit les municipalités dans de grossières erreurs, car il les a ruinées par sa mauvaise administration. Il faisait croire aux municipalités que certains travaux coûteraient une telle somme. La municipalité adoptait le règlement, puis quand elle constatait que les travaux en question allaient coûter trois fois plus, le gouvernement refusait de rescinder le règlement et forçait la municipalité à payer.

Nous en avons eu fréquemment la preuve. Dans mon comté, les ingénieurs du département de la Voirie ont affirmé à une municipalité que certains travaux coûteraient \$30,000. La municipalité, sur la foi de ces estimés d'ingénieurs, a adopté le règlement. Lorsque les soumissions ont été demandées, les plus basses étaient de \$90,000. La municipalité trompée a voulu rescinder le règlement, mais le gouvernement a refusé et la municipalité a dû payer au-delà de \$100,000 en définitive. Le premier ministre n'en a pas parlé.

D'autre part, nous avons le droit d'étudier les bills présentés en cette Chambre pour tâcher de les améliorer. Le devoir de l'opposition est de surveiller, d'examiner la législation présentée à cette Chambre et de la critiquer lorsque la critique est fondée. Ainsi, les remarques du premier ministre concernant l'attitude de l'opposition sont absolument injustifiées. Le premier ministre dit que nous sommes opposés à la mesure, contre le soulagement des fermiers. Ce n'est pas vrai. Le premier ministre a une trop longue expérience parlementaire pour lancer des insultes aussi gratuites. Le devoir de l'opposition est d'examiner la législation du gouvernement et d'en souligner les lacunes.

Les faits démontrent assez que l'opposition a grandement aidé le gouvernement de la province dans les projets de loi qu'il présente à la Législature, même si le gouvernement ne tient pas à les reconnaître. Comme députés de cette Chambre, nous avons examiné la mesure présentée, afin qu'elle soit aussi juste que possible. Le premier ministre reproche à l'opposition de tant discuter. Nous faisons notre devoir. Les réformes annoncées dans le discours du trône sont la meilleure preuve des services rendus par l'opposition dans ses suggestions et ses critiques. Le gouvernement devrait nous remercier des services que nous lui avons rendus en étudiant plusieurs de ses mesures et en faisant des suggestions dont il a su tirer profit.

Le gouvernement a eu beaucoup de temps à sa disposition pour préparer ce projet de loi. Il a attendu ce qu'il croyait être le moment propice, le moment où des élections se dessinent à l'horizon. Il a pris 10 ans avant de faire ce bill, rien d'étonnant que nous le regardions durant deux jours. Le gouvernement qui a tout un département d'ingénieurs, d'hommes de loi, etc., à sa disposition, qui a tout le temps et les renseignements voulus, a pris 10 ans pour préparer ce bill, veut maintenant que l'opposition puisse l'améliorer en deux jours¹⁹? Cela arrive souvent. Les gens reconnaîtront cependant que l'opposition n'a pris que deux jours pour discuter d'un projet de loi et l'approuver, un projet que le gouvernement a pris des années à concevoir.

On a parlé de la dette de l'Ontario. Le premier ministre a dit que la dette publique de l'Ontario était de \$400,000,000. Il a négligé de dire que la province d'Ontario possède une commission hydroélectrique qu'elle gère elle-même et qui a augmenté sa dette.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle ne sait pas gérer le pouvoir électrique, puisqu'elle enregistre un déficit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut tenir compte de l'installation hydroélectrique de cette province d'une valeur de \$375,000,000, ce qui veut dire que la dette nette de la province voisine n'est que de \$25,000,000. De plus, l'Ontario possède un splendide actif dans la Temiskaming and Northern Ontario Railway construit en temps pour la mise en valeur de l'Ontario septentrional et pour bénéficier du développement des régions minières du Nord-Ouest du Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non pas. Il est prouvé que l'estimation de la Commission hydroélectrique retranchée, la dette ontarienne est de \$180,000,000.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et le chemin de fer que possède l'Ontario?

M. Guertin (Hull): Et la dette des écoles qui sera remboursée?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre parle comme un homme d'expérience, mais certainement pas comme un homme qui connaît la situation financière de l'Ontario. Le premier ministre a droit à son opinion, droit que je respecte, mais je lui préfère celle d'un homme d'affaires. Il me permettra de

m'en rapporter plutôt aux faits établis. Le gouvernement du Québec se vante de ses surplus, de son surplus de \$4,000,000 de l'an dernier, alors que ce surplus a été établi à même notre capital national. Le gouvernement dilapide et vend notre patrimoine national et il considère ça comme un revenu.

L'honorable premier ministre, en comparant l'Ontario et le Québec, oublie des choses essentielles. Il oublie que le capital forestier de notre province est dépensé et que l'on n'en tient pas compte. Il oublie que l'Ontario paie des pensions de vieillesse, devançant donc notre province de deux ou trois ans, coûtant aussi très cher, des millions et des millions, que le gouvernement de Québec a toujours refusées. Le gouvernement d'Ontario paie aussi des pensions aux veuves et aux orphelins que le gouvernement de Québec a toujours refusé d'accorder.

L'Ontario a aussi montré plus de prévoyance que le Québec, car il est propriétaire d'un chemin de fer, le Temiskaming and Northern Ontario Railway, qui grève son Trésor, mais qui a été bâti pour s'emparer du trafic dans nos riches régions minières. Le Temiskaming and Northern Ontario Railway constitue pour l'Ontario un actif de premier ordre, construit au bon moment pour permettre le développement du nord de l'Ontario et, en même temps, profiter du développement des régions minières du Nord-Ouest du Québec. Pendant que le gouvernement de Québec dormait, il est allé s'installer dans le champ minier pour en tirer tout le transport au profit de l'Ontario et au détriment du Québec. L'Ontario a une assistance maternelle qui grève son budget. L'Ontario a aussi des allocations familiales. Autant de bonnes choses qui nous manquent.

Je veux, dit-il, qu'on comprenne bien que mon intervention ne constitue pas une opinion sur la nationalisation de l'énergie hydroélectrique ou celle des chemins de fer. Lorsque le temps viendra de m'exprimer sur de telles questions, je le ferai. Que le gouvernement du Québec déduise tous ces millions dépensés par l'Ontario, avant d'aller comparer ses surplus. Autant d'oublis que le premier ministre a faits. Il oublie de mentionner ces faits quand il compare les situations des deux provinces. Le premier ministre, comme toujours, oublie de dire ce qui ne sert pas sa cause. En Ontario, les travaux des chemins sont plus difficiles à faire et plus coûteux que dans notre province. Le premier ministre a aussi oublié de mentionner ces choses.

Le premier ministre dit que la construction de notre voirie a coûté moins cher qu'en Ontario. Il s'est bien gardé de dire par exemple que les chemins en

Ontario ont une largeur double de celle des routes du Québec, qu'ils ont été bien construits et de façon permanente, que le gouvernement ontarien n'a pas perdu des centaines de milliers de piastres comme celui du Québec au détriment des municipalités, car il s'est formé tout de suite un personnel compétent. Le premier ministre a aussi négligé de dire que l'Ontario a plus de chemins améliorés que le Québec. Le gouvernement là-bas a fait preuve de discernement; il a pensé à l'avenir et n'a pas agi les yeux fermés comme ce gouvernement-ci. Il doit savoir qu'en Ontario, la licence d'une auto est de \$5 contre \$20, \$30 et jusqu'à \$200 ici. Les municipalités de l'Ontario contribuent à la construction des chemins, nous a dit l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault). Mais nos municipalités ont payé elles-mêmes \$30,000,000. Il l'a admis.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je demande pardon à mon honorable ami. J'ai dit que le gouvernement avait prêté une somme totale de \$30,000,000 aux municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Bref, Ontario a un tout petit déficit, tout en donnant de multiples avantages à ses contribuables. Nous avons des gros surplus qui, en réalité, n'en sont pas. On oublie de tenir compte que les \$5,000,000 de revenu de nos forêts, c'est une diminution de nos richesses naturelles, donc une diminution de notre capital. Et ainsi de suite.

En somme, M. l'Orateur, l'opposition a toujours préconisé des mesures présentées dans le but de venir en aide au peuple de cette province. Nous sommes en faveur de la résolution, mais nous reprochons au gouvernement de donner une justice tardive et partielle aux municipalités. Le gouvernement aurait dû présenter cette mesure beaucoup plus tôt; il fallait dégrever les municipalités bien avant ce jour. Le gouvernement rend une justice partielle et tardive, car c'est tout ce qu'on peut attendre du gouvernement actuel.

Nous répétons que nous sommes en faveur de la réduction des charges proposées par cette mesure, mais nous maintenons que l'ensemble des charges aurait dû être assumé par le gouvernement. Nous considérons que cette mesure est tardive, mais nous sommes toujours prêts à approuver les mesures tendant à alléger le fardeau des taxes qui pèse sur les cultivateurs, car nous nous rappelons le cri des libéraux, en 1897: "À bas les taxes." Nous l'approuvons parce qu'avec le gouvernement, nous ne pouvons nous attendre à quelque chose de mieux.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable premier ministre a oublié de dire que le gouvernement a agi ainsi...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pourrions peut-être aller en comité si l'honorable chef de l'opposition veut reparler. À moins que ce ne soit que pour quelques mots.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je serai bref. L'honorable premier ministre a oublié de dire que le gouvernement a agi ainsi après des demandes réitérées de l'opposition qui n'ont jamais produit de résultat. Ce que le gouvernement demande aujourd'hui, c'est ce que l'opposition a toujours demandé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas avec le même résultat. Est-ce que ça produit de meilleurs résultats aujourd'hui?
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Peut-être. Mais c'est parce que le gouvernement craint le jugement prochain du peuple. Après l'appel au peuple, le gouvernement actuel ne pourra avoir la chance de présenter des bills, mais c'est l'opposition actuelle qui le fera, pouvant enfin mettre en pratique les mesures qu'elle a toujours préconisées pour le bénéfice du peuple.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous appuyons le gouvernement pour l'encourager à présenter de bonnes mesures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons passé bien des mesures sans votre consentement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi de la voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, si nous faisons des critiques sur le bill, ce n'est pas pour retarder inutilement son adoption; d'ailleurs,

une des clauses indique qu'il ne prendra effet que le 31 décembre 1931. Nous pourrions, en vertu des règlements de cette Chambre, retarder encore la deuxième et la troisième lecture, mais nous voulons montrer notre bonne volonté et surtout donner l'exemple de la diligence au gouvernement. En conséquence, nous proposons que la troisième lecture ait lieu immédiatement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chiens errants dans les territoires non organisés

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité soit maintenant lu une deuxième fois.

Une voix de l'opposition: Explications.

L'honorable M. Laferté (Drummond): De Sept-Îles à Blanc-Sablon, sur une distance de plusieurs cents milles, il n'y a pratiquement pas de chemins et, par conséquent, pas de chevaux. Les attelages de chiens esquimaux constituent le seul moyen de locomotion en hiver pour le transport des provisions des voyageurs et de la malle. Pendant l'été, on se sert des embarcations, et des chiens errent un peu partout dans les bois, sur les rives du fleuve, et raffolent particulièrement du poisson.

L'hiver, tout va bien, mais l'été, les chiens sont laissés libres de courir à leur guise; et il arrive fréquemment que ces chiens vont manger les morues que les pêcheurs font sécher près de leur demeure. Il s'agit d'appliquer les règlements des municipalités dans des territoires non organisés.

On se plaint, sur la Côte-Nord, que les chiens errants mangent les poissons. On veut que les propriétaires surveillent ces chiens. D'après le projet de loi que nous soumettons actuellement, nous voulons que, du 15 juin au 15 octobre, ces chiens soient tenus en captivité, sous peine d'amende.

M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient sur la définition exacte du mot "possession légale".

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il n'y a rien de plus trompeur qu'une définition. Cependant, il faudra entendre par possession légale celle qui est définie par le Code.

M. Tremblay (Maisonneuve): Mais est-ce que ces chiens ne mangent pas aussi les marsouins?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Je félicite le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de la présentation de cette loi. C'est que la loi vient à son heure. Je vois que le gouvernement prend ses précautions. Nous savions que dans le gouvernement il y a de gros poissons. On prend des précautions avant les élections. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas s'occuper des Canadiens errants?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant de bon cœur) Est-ce qu'il y en a que vous voulez faire museler avant les élections?

M. Tremblay (Maisonneuve) demande la définition de "chiens errants". Ces chiens ne pourraient-ils pas, par exemple, manger les marsouins qui causent tant d'inquiétude au ministre et qui ont valu de si savantes études l'an dernier?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Comment le gouvernement va-t-il faire pour repérer tous les propriétaires de chien qui sont responsables? Le gouvernement devrait plutôt obliger les pêcheurs à faire une clôture de broche à l'endroit où ils font sécher les morues. C'est une simple suggestion que je fais, et de cette façon, les chiens ne pourraient manger les morues.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il est beaucoup plus simple d'attacher les chiens. Les frais seront moins élevés. D'ailleurs, ces suggestions sont faites à la demande des pêcheurs.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²⁰:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (À un page) Allez chercher des copies du bill no 8.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant)

Envoyez donc votre chien.

(Rires)

Les copies arrivent et on étudie le projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières) provoque un débat amusant de cinq minutes et exige des explications.

L'honorable M. Laferté (Drummond) fournit les explications.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est toujours un plaisir d'entendre l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté), qui est très sympathique et qui a remporté un si beau succès dans Maskinongé, lors des élections partielles.

J'étais là dans Maskinongé et ça n'a pas été une victoire pour le gouvernement. C'est le ministre de la Colonisation qui l'a emporté grâce à son prestige, à sa direction des forces ministérielles.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oh! Avec l'appui de mes collègues²¹.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession

John Dwane

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 84 concernant la succession de feu John Dwane.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Sainte-Justine

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terrains municipaux du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.

Adopté.

En comité²²:

Le comité étudie le préambule du bill, qui se lit comme suit:

Attendu que la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine a, par sa pétition, représenté:

Qu'en vertu d'un acte passé le 22 octobre 1929, devant Me Paul Boucher, notaire, résidant et pratiquant en la cité du Cap-de-la-Madeleine, elle a fait l'acquisition de certains terrains mentionnés audit acte et pour laquelle acquisition elle a payé une somme de vingt-sept mille quatre cents dollars;

Que les vendeurs mentionnés audit acte ont remis, sur cette somme, celle de vingt-cinq mille dollars à la compagnie Falomar Manufacturers, Limited;

Que cette transaction a eu pour effet d'aider à l'établissement, dans la cité du Cap-de-la-Madeleine, de ladite compagnie Falomar Manufacturers, Limited;

Qu'il a été prétendu que cette transaction constituait une aide indirecte à un établissement industriel, contrairement aux dispositions de la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales, (Status refundus, 1925, chapitre 116);

Qu'il est à propos, vu les doutes qui se sont élevés sur la légalité et la validité de cette transaction, que ledit contrat de vente soit ratifié, confirmé et déclaré valide, à toutes fins que de droit; et

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande à cette fin contenue dans ladite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit: ...

M. Grant (Champlain) explique que cette transaction a été approuvée par les autorités du Cap, parce que la compagnie emploie 125 employés à qui elle paie \$1,100 en salaires par semaine, qu'elle doublera sa capacité de production et emploiera 330 mains, et que, de plus, elle paie des taxes municipales à 40 % de son évaluation et à 100 % de son évaluation en taxes scolaires.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai combattu cette mesure au comité des bills publics, car je considère que c'est une illégalité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi générale a été passée pour prévenir certains abus, mais, dans le cas présent, l'initiative de la ville a eu pour résultat l'établissement d'une manufacture qui emploie 160 personnes, ce qui contribue beaucoup à diminuer le chômage et rapporte \$1,100 de revenus annuels à la ville. Il appert qu'en outre la compagnie emploiera sous peu beaucoup plus d'employés. Le règlement municipal a été soumis aux contribuables, puis ratifié, \$3,000,000 d'évaluation votant pour, et \$95,000 contre.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. le président, je m'oppose à l'adoption de ce bill. Le préambule de la loi dit même qu'il y a eu doute quant à cette transaction; il est dit: "Qu'il est à propos, vu les doutes qui se sont élevés sur la légalité et la validité de cette transaction, que ledit contrat de vente soit ratifié, confirmé et déclaré valide, à toutes fins que de droit." On a dit qu'on empruntait \$25,000 pour ouvrir une rue, et on l'a employé pour accorder un octroi à une compagnie. On prétend que cette transaction a été approuvée par les électeurs.

Les électeurs ont approuvé la transaction pour ouvrir la rue, mais non pas pour permettre à la compagnie Falomar de bâtir une manufacture. Il est tout à fait inadmissible que les autorités municipales paient \$27,400 pour un terrain lorsque celui-ci a été acheté pour \$2,400 le même jour, le 22 octobre 1929; ainsi, \$25,000 sont détournés vers la compagnie en question.

Ce bill n'a d'autre but que d'empêcher des poursuites contre le maire et les échevins qui, d'après la loi, sont passibles de déqualification et d'amende.

Car, si la Législature refuse de sanctionner le bill, la chose n'affecte nullement la compagnie qui continuera à fonctionner et n'y gagnera ni y perdra quoi que ce soit.

M. Grant (Champlain): Le député de Montréal-Dorion dit que la somme de \$27,400 ne spécifiait pas que \$25,000 seraient accordés à la compagnie pour construire une manufacture. Les électeurs ont été mis au courant de la situation et ont tous voté, moins quelques-uns, en faveur de l'octroi. La population a approuvé l'attitude du conseil à cet égard. De plus, la Falomar est à peu près la seule manufacture qui donne de l'ouvrage aux ouvriers présentement. Les moulins de papier sont presque fermés. C'est dans l'intérêt de la municipalité que le présent bill est présenté.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne puis, dit-il, me faire le complice d'un bill présenté dans le seul but de légaliser un détournement de fonds. Ce serait créer un principe dangereux. Le gouvernement passe une loi générale pour prohiber ces octrois. Or, voici une municipalité qui, délibérément, viole la loi et qui vient ensuite demander à la Législature de sanctionner cette illégalité. Cela signifie que désormais les autres municipalités pourront faire la même chose. Alors, à quoi bon édicter des lois?

On comprend que la Législature puisse légaliser une mesure déficiente par l'absence de certaines formalités oubliées ou omises, mais on comprend moins qu'elle sanctionne une illégalité voulue et délibérée, une tentative concertée d'éluder la loi. C'est pourquoi je ne puis me résoudre à l'adoption d'un tel bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. le président, les contribuables ont approuvé l'achat des terrains avec l'idée qu'on en ferait des rues. Je me demande si un bill semblable avait été présenté par la ville de Montréal, s'il aurait été aussi facilement accepté. Le gouvernement consacre là une illégalité flagrante. Il admet que la transaction est illégale et il sanctionne quand même le bill.

Le préambule est adopté²³.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose en amendement, appuyé le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le principe est absolument dans l'ordre, dit-il, et la manufacture vient en aide aux chômeurs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Guertin, Houde, Lafleur, Tremblay, 8.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bédard, Bernard, Casgrain, Charbonneau, Dansereau, Delisle, Drouin, Dufour, Dugas, Fortin, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau, Papineau, Perrault, Piché, Power, Saurette, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 34.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voilà les amis des ouvriers.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Debout, les braves!

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Changement des noms Snasdell Taylor et Taylor

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, en celui de Snasdell-Taylor soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la charte de la cité

de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé

M. Dufour (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paul Roy

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Outremont

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Joseph Masson

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

**Commutations de taxes
des compagnies de Grand'Mère**

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

**Actes de vente, de transport et d'établissement
de servitude de Montréal-Est**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

The Canadian Copper Refiners Ltd.

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 ratifiant le titre de Canadian Copper Refiners Limited à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

Succession J.-O. Villeneuve

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

**Contrat entre la ville de Kénogami,
The Price Brothers & Co. Ltd. et
The Kenogami Land Co. Ltd.**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies, et autorisant la ville à faire certains travaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

**Règlements et résolutions
de Saint-Hyacinthe**

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics général.

**Compagnie des tramways
de Verchères, Chambly et Laprairie**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Charte de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill de Montréal a pour parrain le chef de l'opposition. Plusieurs intéressés me demandent quand la cité sera prête à procéder.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je vais à Montréal demain et, à mon retour, je pourrai renseigner l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous me le ferez dire.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 16.

NOTES

1. Bien que le *Procès-verbal* de la séance du 21 janvier 1931 précise que le Conseil législatif a voté le bill 25 sans amendement, le titre à cette étape se trouve amendé et se lit: loi modifiant l'article 618 du Code de procédure civile.
2. *Le Progrès du Saguenay*, à la page 1, et *Le Droit*, à la page 9, du 16 janvier 1931, mentionnent que le débat se poursuit pendant deux heures avant l'adoption de la résolution, et du bill en troisième lecture.
3. *La Presse* du 16 janvier 1931, à la page 15, écrit "avidement".
4. Il s'agit plutôt de la résolution relative au bill 18 qui a été étudiée en comité plénier, rapportée sans amendement et lue deux fois.
5. *Le Nouvelliste* du 16 janvier 1931, à la page 1, indique 1923.
6. Il ne s'agit pas véritablement d'une motion, car chaque fois qu'un message du lieutenant-gouverneur frappe à la porte de la Chambre, les travaux sont aussitôt suspendus, sans devoir présenter une motion. (Article 629, *Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec*, 1915)
7. *Le Nouvelliste* du 16 janvier 1931, à la page 1, et *L'Illustration* du 16 janvier 1931, à la page 3, font mention de \$108,000,000.
8. Le 16 janvier 1931, *L'Événement*, à la page 3, écrit \$265,000,000, tandis que *Le Canada*, à la page 1, et *La Presse*, à la page 15, écrivent \$305,000,000.
9. *L'Événement* du 16 janvier 1931, à la page 3, indique 175,000 autos.
10. La plupart des journaux donnent le chiffre de 550,000, alors que *Le Devoir* du 16 janvier 1931, à la page 1, écrit 560,000.
11. Chiffre tiré du *Star* du 16 janvier 1931, à la page 23, mais *Le Devoir* du 16 janvier 1931, à la page 2, donne \$16,323,000.
12. Chiffre tiré du *Devoir* du 16 janvier 1931, à la page 2, mais le *Star* du même jour, à la page 23, parle de "slightly over \$7,500,000".
13. Il s'agit plutôt de la *Gazette* du 16 janvier 1925 où, à la page 15, se trouve un article intitulé "Political Factor In Roads Upkeep". Prenant la parole à une réunion du Engineering Institute of Canada, M. J.-L. Perron aurait dit:
"We find in this province during the past ten years a very expensive road construction program, with now some 40,000 miles of roads for a population slightly over 2,000,000. These roads are being extensively used by motor trucks, automobiles and autobuses, which is quite proper."
"Half the cost of these roads (...) was in most cases being paid by the farmers. Since he (Mr Perron) became Minister of Roads he had ended the building of highways costing \$30,000 a mile, as this would mean bankruptcy for the benefit of a few."
"He advocated a strong campaign to educate the farmers to the fact that they are paying for the roads, while this traffic was destroying their property without paying taxes for its upkeep. That was the problem, to show the people that they were paying the cost and others were now using their property without paying for it."
14. *Le Soleil* du 16 janvier 1931, à la page 21, écrit 40 ans.
15. Les journaux indiquent 1,000 ponts, alors que *Le Canada*, sans doute transporté par un élan partisan, parle de 11,000.
16. *Le Devoir*, à la page 2, et *Le Nouvelliste*, à la page 3, du 16 janvier 1931, écrivent "\$2 à \$3".
17. *Le Nationaliste et le Devoir* du 22 janvier 1931, à la page 5, décrit ainsi la façon d'applaudir en Chambre: "...on assène des coups formidables sur les couvercles des pupitres; cela fait l'effet d'une batterie de tambours et produit un bruit tout à fait martial".
18. "En un discours de quelques minutes, M. Duplessis démolit le bel échafaudage d'arguments du premier ministre. Il y mit un entrain endiablé, accumulant faits et statistiques avec une rapidité déconcertante. Le premier ministre ne paraissait guère content et se prit à lire son journal avec une grande attention." Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 22 janvier 1931, à la page 5.
19. *Le Devoir* du 16 janvier 1931, à la page 2, mentionne "dix mois".
20. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

21. *L'Événement* du 16 janvier 1931, à la page 4, souligne que le ministre est "confus et modeste". Quant à *La Parole* du 22 janvier 1931, à la page 8: "le représentant de Trois-Rivières et le député de Drummond, à l'Assemblée législative, sont deux gentilshommes qui jouissent de l'estime et de la considération de la Chambre, sachant au besoin se porter des coups redoutables, mais gardant toujours la dignité qui convient à des hommes publics soucieux de leur rôle".

22. Voir note 1.

23. Après un vote de 42 pour, et de 6 contre. *Le Nouvelliste*, à la page 3, et *Le Canada*, à la page 1, du 16 janvier 1931, sont les seuls journaux consultés à faire mention de ce vote en comité plénier.

Séance du vendredi 16 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada demandant l'adoption d'une loi reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec (M. Smart).

**Loi des
liqueurs alcooliques**

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 176 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Il déclare que le bill a pour but d'empêcher les personnes chargées de faire respecter la loi des liqueurs de faire excès de zèle sans être munies à cet effet d'un certificat, comme il doit être fait pour les autres genres d'arrestations.

Je veux, dit-il, que l'on fasse disparaître un article qui donne le droit de faire des arrestations sans mandat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 13 modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Demandes de documents:

**Perception des droits de coupe
de 1920 à 1928**

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1920, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1928, exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province.

Adopté.

**Perception des droits de coupe
de 1928 à 1931**

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1928, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupes en cette province.

Adopté.

Coupe du bois de 1920 à 1928

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1920, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1928, exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province.

Adopté.

Coupe du bois de 1928 à 1931

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur),

qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1928, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province.

Adopté.

Code de procédure civile, article 1317

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5 modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 19 modifiant la loi des jurés.

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela affecte les grands ou les petits jurés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les deux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le procureur général a reçu du grand jury de Québec une demande d'une commission royale d'enquête sur l'administration de la justice et sur la police provinciale?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette question arrive un peu comme un cheveu sur la soupe. Elle n'a rien à voir avec ce dont on discute.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non. On devait faire une enquête sur la police du gouvernement. Il s'agit des grands jurés. Est-ce qu'une demande a été reçue?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, je crois qu'il a été question de cela il y a déjà assez longtemps. Il y a deux ans de cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'une enquête a été faite?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable procureur général a l'intention de faire une enquête?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, nous n'en ferons pas. Nous ne croyons pas que cela soit nécessaire. Il n'existe aucune nécessité de faire une enquête dans l'administration de la justice.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compétence de certaines cours dans le district de Nicolet

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 23 concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile,
article 618**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 25 modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile³.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Notre-Dame-
du-Mont-Carmel**

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Étienne-des-Grès

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Barclays Trust Company
of Canada**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation Barclays Trust Company of Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Changement des noms
de Spragge Winslow et Winslow**

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Antoine Georges Massey

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

É.-A. Jeannotte

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 87 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sœurs missionnaires du Christ-Roi
de Gaspé**

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cisterciens
de Val-d'Espoir**

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs de Saint-Paul

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de
Notre-Dame-du-Chemin**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Congrégation de
la Fraternité sacerdotale**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 constituant en corporation la Congrégation de la Fraternité sacerdotale.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi.

NOTES

1. *L'Événement* du 17 janvier 1931, à la page 3, écrit "un peu après 11 h 15" tandis que *Le Nationaliste et le Devoir* du 22 janvier 1931, à la page 9, mentionne 11 heures et demie. L'assistance est peu nombreuse. Le premier ministre est à son poste entouré de quelques-uns de ses députés. M. Duplessis est pratiquement seul à représenter l'opposition.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

3. Bien que le *Procès-verbal* de la séance du 21 janvier 1931 précise que le Conseil législatif a voté le bill 25 sans amendement, le titre à cette étape se trouve amendé et se lit comme suit: loi modifiant l'article 618 du Code de procédure civile.

Séance du mardi 20 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;
- bill 127 ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;
- bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal;
- bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy.

Le bill suivant a été référé à la Chambre:

- bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des Règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la cité de Trois-Rivières, dans le comté de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant, quant à ce

qui les concerne, la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925);

- de dame Flora Frappier, épouse d'Achille Bergevin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Olivier Faucher;

- de The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada demandant l'adoption d'une loi reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 77 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen;
- bill 133 changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

Collège commercial de Saint-Césaire

M. Bernard (Rouville) demande la permission de présenter le bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire. Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Olivier Faucher

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 115 concernant la succession Olivier Faucher. Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

M. Dugas (Joliette) demande la permission de présenter le bill 175 modifiant la loi des compagnies de Québec. Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des paratonnerres

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 26 modifiant la loi des paratonnerres. Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la pêche

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi de la pêche.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 37 modifiant la loi des assurances de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la voirie,
expropriations**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 39 modifiant la loi de la voirie relativement aux expropriations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bombes lacrymogènes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 40 concernant les bombes lacrymogènes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Isle Maligne

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Création de la division
d'enregistrement de Jonquière**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 44 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquière².

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Rapport de seigneuries,
fiefs et arrière-fiefs, 1929**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de seigneuries, fiefs et arrière-fiefs, 1929. (Document de la session no 34)

Statistiques municipales, 1929

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1929. (Document de la session no 33)

**Service provincial d'hygiène
et service de la démographie, 1929**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le huitième rapport annuel du service provincial d'hygiène, pour l'année 1929-1930 et du service de la démographie pour l'année 1929. (Document de la session no 35)

Travaux de la Chambre:**Subsides**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis heureux d'informer la Chambre que demain, j'aurai l'honneur de prononcer le discours du budget.

Des voix: Très bien. (Applaudissements)³

Questions et réponses:**Revenus de la province,
loi 16 George V, chapitre 55**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont:
a. les revenus bruts; *b.* les revenus nets de la province provenant de la loi 16 George V, chapitre 55, depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* \$595,727.52; *b.* \$577,477.36⁴. La différence entre les deux chiffres représente le coût de la collection faite par les propriétaires d'hôtels et de restaurants.

**Paiements à la province par les conseils
municipaux ou les corporations municipales**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien a-t-il été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des Affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales, depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$46,398.65.

**Revenus nets
provenant de ponts**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement, quels sont les revenus nets provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier-de-Batiscan, comté de Champlain?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): a. Pont Galipeault:

1. Du 1^{er} janvier 1929 inclusivement au 1^{er} janvier 1930 exclusivement, voir *Journaux de l'Assemblée* du 4 février 1930.

2. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 1^{er} janvier 1931 exclusivement: \$111,774.08.

b. Pont Taschereau:

1. Du 1^{er} janvier 1929 inclusivement au 1^{er} janvier 1930 exclusivement, voir *Journaux de l'Assemblée* du 4 février 1930.

2. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 1^{er} janvier 1931 exclusivement: \$89,521.34.

c. Pont Batiscan:

1. Du 1^{er} janvier 1929 inclusivement au 1^{er} janvier 1930 exclusivement, voir *Journaux de l'Assemblée* du 4 février 1930.

2. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 1^{er} janvier 1931 exclusivement: \$51,211.93.

**Revenus bruts
provenant de ponts**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier

1931, exclusivement, quels sont les revenus bruts provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier-de-Batiscan, comté de Champlain?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): a. Pont Galipeault:

1. Du 1^{er} janvier 1929 inclusivement au 1^{er} janvier 1930 exclusivement, voir *Journaux de l'Assemblée* du 4 février 1930.

2. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 1^{er} janvier 1931 exclusivement: \$122,890.58.

b. Pont Taschereau:

1. Du 1^{er} janvier 1929 inclusivement au 1^{er} janvier 1930 exclusivement, voir *Journaux de l'Assemblée* du 4 février 1930.

2. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 1^{er} janvier 1931 exclusivement: \$100,487.42.

c. Pont Batiscan:

1. Du 1^{er} janvier 1929 inclusivement au 1^{er} janvier 1930 exclusivement, voir *Journaux de l'Assemblée* du 4 février 1930.

2. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 1^{er} janvier 1931 exclusivement: \$69,991.60.

**Régistrateurs et assistants-régistrateurs
au bureau d'enregistrement de Québec**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien y a-t-il: *a.* de registrateurs; *b.* d'assistants-régistrateurs au bureau d'enregistrement de Québec?

2. Quelle est la plus récente nomination au poste d'assistant-régistrateur au bureau d'enregistrement de Québec?

3. À quelle date a été faite cette nomination?

4. Quel est le salaire dudit assistant-régistrateur?

5. Réside-t-il dans la ville de Québec?

6. Quelles sont ses heures de travail?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. *a.* et *b.* Il n'y a pas d'assistants-régistrateurs, mais il y a six députés registrateurs.

2. et 3. Un député-régistrateur, M. Napoléon Bissonnette, a été nommé le 12 janvier 1931.

4. \$1,600.

5. Oui.

6. De 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

Delphis Landry

M. Guertin (Hull): Qui est greffier de la Cour de magistrat à Mont-Joli?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. Delphis Landry.

J.-R. Dionne

M. Guertin (Hull): Qui est greffier de la Cour de magistrat à Amqui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. J.-R. Dionne.

Validation d'enregistrements à Terrebonne

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne.

Adopté.

Prévention des incendies

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Loi de la chasse

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Octroi au Conservatoire national de musique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité

plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 autorisant un octroi au Conservatoire national de musique.

Adopté.

Palais de justice et prison à Ville-Marie

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail d'effectuer le paiement d'une somme de trois cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, pour le coût de la construction (y compris l'acquisition des terrains nécessaires) de l'édifice devant servir de palais de justice, prison et poste de police au village de Ville-Marie, dans le district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de deux cent mille dollars autorisée par la loi 18 George V, chapitre 6.

En avril 1927, la Chambre a voté \$75,000 pour commencer la construction d'un palais de justice et d'une prison. En 1928, le montant a été porté à \$200,000. Depuis, après avoir conféré avec le département du procureur général, les architectes du département ont estimé qu'il en coûterait \$300,000 pour achever ce projet. Les plans initiaux ont été considérablement modifiés, vu l'augmentation de la population de Ville-Marie. Le palais de justice, qui devait abriter simplement une cour de magistrat, servira de Cour supérieure, poste de police, bureau d'enregistrement, chambre des avocats, cour des jeunes délinquants. La prison aura un nombre plus considérable de cellules, surtout pour les jeunes délinquants. C'est pour cela que le gouvernement demande aujourd'hui de porter la somme à \$300,000. La résolution prévoit un octroi total de \$350,000,

tout compris⁶, mais nous croyons qu'une somme de \$300,000 suffira pour l'exécution des plans complets.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que, l'an prochain, le gouvernement devra demander une troisième somme additionnelle?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne le crois pas.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne le crois pas! C'est une réponse un peu vague. L'honorable ministre parle comme un homme qui le croit.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'honorable député peut penser ce qu'il veut.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre a-t-il prévu tout ce qu'il pouvait prévoir? L'ameublement est-il compris?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Oui, tout est prévu. Les architectes du gouvernement ont dit que tout était compris dans le prix de \$300,000. Ce chiffre comprendra aussi les terrains du palais et de la prison.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce qu'il y a des contrats de signés⁷?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, aucun contrat n'a été signé. Nous avons demandé des soumissions au mois de décembre, pour un contrat à forfait pour les fondations seulement, afin de pouvoir donner de l'ouvrage dès cet hiver. Nous ne faisons que commencer à recevoir les soumissions.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le gouvernement s'améliore.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a des travaux de commencés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pas encore.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable ministre préfère donner des contrats à forfait ou à pourcentage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pour ma part, je dois déclarer que je préfère

demander des soumissions et accorder un contrat à prix fixe.

M. Blain (Montréal-Dorion): S'agit-il d'un contrat à forfait ou à pourcentage sur les travaux exécutés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit d'un contrat à forfait.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre peut-il donner une raison pour cette préférence? Ce type de contrat est-il plus avantageux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne saurais dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'est donc pas renseigné sur ce qui concerne son département.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Chacun a son idée. C'est que je préfère les contrats demandés par soumissions et à forfait.

C'est la politique que j'ai suivie à mon entrée au ministère. Je ne peux pas vous l'expliquer pour l'instant.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre devrait nous donner des explications maintenant; autrement, l'opposition pourrait se trouver justifiée d'accuser le gouvernement d'imprévoyance. Que pensez-vous des contrats à pourcentage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne peux pas vous entretenir des avantages des contrats à pourcentage, puisqu'on les a éliminés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le ministre diffère d'avec son prédécesseur (M. Galipeault)⁸ qui défendait dans cette Chambre la politique de travaux à pourcentage, telle que suivie si glorieusement dans la reconstruction du palais de justice de Québec, dont nous fêterons le dixième anniversaire bientôt. N'y eut-il pas de loi passée à cet effet en 1922?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il y eut une loi passée pour construire une annexe, mais pas pour commencer les réparations. Les travaux de réparation au palais de justice de Québec ne datent que de 1926, parce que les travaux commencés en 1922 étaient pour l'addition d'une aile. Cette annexe est complétée depuis longtemps.

M. Blain (Montréal-Dorion): Y aura-t-il des extras?

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y aura une bibliothèque vaticane, dans ce palais de justice?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pourquoi une bibliothèque vaticane?

M. Blain (Montréal-Dorion): Parce qu'il y en a une au palais de justice de Québec et que cela a pris du temps pour la construire.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Au sujet du palais de justice de Québec, on essaie de répandre dans le public que la reconstruction a duré sept ans. C'est inexact. La reconstruction du palais de justice n'a été commencée qu'en 1926. Avant cela, on avait construit une annexe.

M. Blain (Montréal-Dorion): La clause du salaire raisonnable sera-t-elle dans les contrats que le gouvernement accordera?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Assurément. Les contrats porteront tous la clause du salaire raisonnable et des heures de travail raisonnables. Nous incluons dans ces contrats la même clause que dans tous les contrats précédents et nous verrons à ce qu'on s'y conforme.

M. Tremblay (Maisonnette): Le gouvernement a une drôle de mentalité. À chaque session, il vient en cette Chambre demander des octrois additionnels et il s'étonne que nous critiquions. Ses journaux, qui vivent aux dépens des contribuables de cette province, nous reprochent de faire de l'obstruction, de fendre les cheveux en quatre, etc. La politique du gouvernement est mauvaise.

En 1927, on demandait \$75,000 pour cette prison; en 1928, on demandait \$200,000; aujourd'hui, ce n'est pas encore suffisant, et l'on veut \$300,000. On demande au ministre des Travaux publics s'il aura besoin d'autres subsides et il répond qu'il ne le croit pas. Si le ministre avait été prévoyant, il se serait renseigné sur le coût, afin de savoir ce qu'il présente et ce qu'il demande.

Or, la semaine dernière, le premier ministre a dit que la signature du ministre des Travaux publics ne valait rien. Aussi, l'an prochain, il ne faudra pas être surpris de le voir revenir nous demander \$400,000, puis \$500,000 pour les mêmes travaux. Et

nous n'aurions pas le droit de prétendre que le ministère des Travaux publics est imprévoyant? Et on voudrait que nous nous taisions? Il me semble cependant qu'avec l'expérience qu'il a eue la semaine dernière, il devrait surveiller davantage ses affaires. Le gouvernement n'est pas prévoyant et aux prochaines élections, il pourrait avoir des surprises.

(Murmures à droite)

L'électorat ne se taira pas, lui, et aux prochaines élections, le gouvernement s'apercevra que le peuple en a suffisamment. Les journaux disent que l'opposition ne fait que des critiques injustes. Eh bien! Je considère que nous faisons notre devoir en disant qu'on ne prévoit pas les dépenses en engageant le crédit de la province. Les journaux payés par le gouvernement n'ont donc aucune raison de nous attaquer.

Si le gouvernement n'est pas capable de nous donner les précisions les plus élémentaires sur des travaux de pareille envergure qui engagent les deniers publics pour \$300,000, que ses journaux gavés de l'argent public cessent au moins de crier que nous ne sommes que des critiqueux! La peur est le commencement de la sagesse. Les nombreuses assemblées ministérielles le démontrent.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le contrat, dit-il, comprendra une clause de déchéance (forfeiture clause) garantissant l'achèvement des travaux selon les termes du contrat.

M. Guertin (Hull): En quelle année a-t-on voté les premiers crédits pour ce palais de justice?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): En 1926. On a voté d'abord \$75,000, puis en 1928, on a porté ce montant à \$200,000, puis cette année, nous demandons \$350,000, maintenant réduit à \$300,000.

M. Guertin (Hull): Comment sont réparties les dépenses?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les travaux prévus vont coûter \$242,000. La construction coûtera \$200,000, les terrains \$5,597, les honoraires de l'architecte, \$10,000 et la balance pour l'ameublement, le nivellement du terrain, soit environ \$25,000. Il reste une balance de \$58,000 pour l'imprévu, pour compléter les travaux sous tous rapports, qui servira à acheter des propriétés avoisinant la prison et à couvrir toutes les dépenses qui pourraient surgir.

M. Guertin (Hull): Le ministre demande d'abord à la Chambre de voter \$75,000; on les accorde, puis il revient demander \$200,000, et maintenant \$350,000. Mais, quand on le presse de questions, il diminue le chiffre. Il commence à faire mettre à sa disposition une petite somme; il la quadruple en quatre ans, mais sans pouvoir donner des détails. C'est incompréhensible. Si on se fie aux renseignements qu'il nous donne, le coût total estimé ne s'élève qu'à \$242,000. Si le gouvernement était prévoyant, il se présenterait en Chambre avec des plans définitifs et demanderait une fois pour toutes la somme requise pour édifier cet ouvrage. Mais il procède autrement. N'est-ce pas extraordinaire?

Pour pouvoir justifier cette augmentation de crédits, il faudrait pouvoir établir une augmentation de la population. Cela ne peut être prouvé. La population a diminué dans le Témiscamingue. Ce que l'on pourrait prouver, mais ce que je me refuse à croire, c'est une augmentation de la population criminelle.

Le gouvernement n'a pas d'abord établi les besoins auxquels ce projet doit répondre. Au moment d'acheter le terrain, le département des Travaux publics devait connaître la taille de l'édifice qui y serait construit. Le gouvernement est autorisé à faire cette construction depuis 1927. Pourquoi ne l'a-t-on pas commencée plus tôt? Pourquoi le gouvernement, qui crie partout qu'il aide aux chômeurs, n'a pas organisé les travaux au moins pour cet hiver? C'était le temps d'aider aux chômeurs. Et le gouvernement ne peut alléguer le manque de temps pour la préparation des travaux, puisque le projet date de 1927, alors que la Législature votait \$75,000 à cette fin. Est-ce la crainte du peuple, avant les élections, qui décide le gouvernement à marcher? Je suis en faveur de ces travaux, mais je regrette qu'on ne les ait pas faits plus tôt.

C'est le jugement qui portera aussi le peuple. Le gouvernement subira la colère des électeurs, quoi qu'en pense l'honorable premier ministre. Voilà un fait étrange. Une somme de \$58,000 est demandée avec laquelle le gouvernement pourra jouer... à la veille des élections. L'honorable ministre admet qu'il y aura \$58,000 de plus qu'il n'en faut et sur lesquels il n'a pas donné de détails. C'est beau d'avoir \$58,000 pour jouer avec, en temps d'élections. Des crédits aussi considérables pour les imprévus ne sont guère recommandables. Le ministre qui veut se faire voter des crédits devrait en donner le détail précis.

D'autre part, le ministre nous apprend que les travaux ne sont pas commencés. Le gouvernement n'est pas sincère, quand il prétend aider le chômeur.

Il aurait pu employer des sans-travail du comté de Témiscamingue, au lieu de ne rien faire. Il est bien évident qu'à l'approche des élections, le cabinet a peur et s'efforce de calmer les votants de cette région, qui ont raison de ne pas être satisfaits de sa conduite. Et, pour mieux les consoler, on se fait voter \$58,000 de plus. C'est bien sûr faire de la bonne politique que de mettre une construction en chantier la veille d'élections.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Des déclarations semblables sont faciles à faire et je ne m'attarderai même pas à y répondre. Je dirai seulement que nous commencerons les travaux dès que la Chambre nous aura accordé les octrois demandés. L'honorable député de Hull a parlé des prochaines élections, nous connaissons le refrain de l'opposition. Nous sommes habitués à ces appels à l'électorat. Ils ne nous effraient point. L'opposition passe son temps à critiquer les mesures par lesquelles nous voulons donner du travail aux chômeurs.

Je n'aime pas beaucoup les insinuations de mon collègue relativement aux \$58,000. C'est pour l'imprévu; mais nous devons en rendre compte. Le député de Hull semble oublier que les ministres doivent répondre de chaque cent provenant des crédits alloués par cette Chambre qu'ils dépensent. Que le député de Hull ne soit pas inquiet. L'honorable député de Hull rend un jugement. Il le porte en appel devant le peuple et il rend le jugement du peuple. C'est très facile.

En ce qui concerne ces travaux, nous avons demandé des soumissions pour les fondations, qui peuvent être faites cet hiver. L'hiver ne fait que commencer. Le chômage ne finira pas avec l'hiver, les travaux seront alors aussi utiles qu'aujourd'hui.

Une fois les plans originaux terminés, on s'est rendu compte que les édifices ne répondraient pas aux besoins de la population de la région, qui connaît une croissance rapide. Si les plans ont été modifiés, c'est que l'on a jugé sage de construire pour les besoins de l'avenir.

L'honorable député dit que nous aurons \$58,000 pour jouer. Comment jouer? Mon honorable ami ignore-t-il que nous devons rendre compte à la Chambre de tous les deniers publics? Il veut bien aider les chômeurs. Il s'apitoie sur leur sort. Mais pourquoi s'objecte-t-il à ces travaux que nous entreprenons non seulement parce qu'ils sont nécessaires, mais parce que nous faisons tout ce qui est possible pour aider au chômage?

Enfin, l'honorable député de Hull nous menace des élections. Les élections! Les élections ne

nous font pas peur. Nos adversaires nous en parlent souvent. Ils nous en menacent chaque jour. Ils oublient qu'une élection, ça se fait à deux, même à Hull. Mon honorable ami, pour sa part, peut être certain qu'aux prochaines élections, il ne sera pas tout seul à Hull. Je lui promets qu'il ne sera pas seul.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Je sais que l'honorable ministre des Travaux publics préfère me garder à Hull pendant les prochaines élections. Je sais que ça fera un grand plaisir au ministre de me retenir à Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi?

M. Guertin (Hull): Je l'ignore, moi.

Voix à droite: Oh! Oh!

M. Guertin (Hull): L'opposition n'a aucun compte à rendre, tandis que le gouvernement en a⁹. Nous ne nous opposons pas aux travaux, mais à la manière dont le gouvernement fait ses calculs. L'honorable ministre ne sera peut-être pas ici pour voir la fin des travaux.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Si c'est le cas, je suis certain que je ne serai pas le seul à voir aller l'honorable député.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a bien des choses inconstantes dans la vie; le gouvernement, pour sa part, est constant dans l'inconstance. Il avait l'habitude de demander moins dans l'intention d'avoir encore davantage. Cette fois, il commence à demander plus, sans doute encore pour avoir davantage. Il ne peut expliquer l'emploi de ces octrois et il refuse à l'opposition le droit de demander des renseignements. C'est le devoir de l'opposition de demander des renseignements, principalement avec un gouvernement comme celui que nous avons.

Le gouvernement reste constant dans l'inconséquence. L'an dernier, il approuvait l'ancien ministre des Travaux publics de faire exécuter sans soumissions, et au pourcentage. Cette année, il fait exactement le contraire et le préconise. J'ai beaucoup admiré le beau plaidoyer du ministre des Travaux publics en faveur de son prédécesseur. Je crois cependant me souvenir qu'il n'était pas aussi empressé, quand l'opposition le critiquait au sujet du palais de justice de Québec.

Le gouvernement se trompe dans ses calculs, souvent en bas, quelquefois en haut du coût des travaux et met beaucoup de temps à s'équilibrer. Le gouvernement prétend que lorsqu'il a fait voter une première somme de \$75,000, il ne savait pas quels seraient les plans définitifs. C'est un mauvais principe. Il a demandé d'abord \$75,000 en 1927. L'année suivante, il demande \$200,000. Cette année, par résolution dans le bill, il réclame \$350,000, puis dans le même bill, il rabaisse la demande à \$300,000. Et toutes ces hésitations, quand ce gouvernement a tout un personnel d'ingénieurs, d'architectes.

On comprendrait une erreur d'estimation de 5 % à 10 %, mais, quand l'erreur dans les calculs, comme dans le cas présent, saute de \$75,000 à \$300,000, elle est moins excusable. Et cette erreur s'est renouvelée pour la construction du palais de justice de Québec, puisque les crédits ont passé de \$200,000 aux millions; elle s'est répétée pour la construction de la prison des femmes, à Québec. Je suis donc surpris de voir qu'on reproche à l'opposition de demander des renseignements. Le ministre des Travaux publics a lui-même désapprouvé le projet du palais de justice de Québec.

Nous, gens de l'opposition, nous devrions saisir tout du premier coup et fermer les yeux pour ne pas retarder le travail de la Chambre. Nous ne faisons qu'accomplir notre devoir en demandant des renseignements sur les crédits à voter. Dans le cas qui nous occupe, on a acheté un terrain. On devait savoir alors la grandeur exacte de la bâtisse. Sinon, c'est qu'on a manqué de prévoyance. Si on se trompait de quelques mille dollars, passe encore. Mais on s'est trompé dans ce cas-ci de \$100,000. Le ministre dit avoir changé de plans. C'est l'explication qu'il donne. Puisque le ministère a acheté le terrain, il a dû prévoir la grandeur de la construction future. Et il est étonnant de voir qu'on s'est trompé de 200 %. Il y a quelque chose de défectueux.

Nous touchons du doigt un des vices du régime et l'une des raisons de ces surplus fictifs qu'on nous annonce annuellement. Cette politique si étrange s'explique facilement. La défectuosité vient du fait que le gouvernement, pour nous montrer un surplus fictif, ne tient pas compte que la loi n'engage la province que pour \$75,000 quand, en fait, le crédit de la province est engagé pour \$300,000 dans une entreprise comme celle-ci. Une construction doit lui coûter \$500,000 ou plus. Il présente une mesure pour \$75,000 ou moins, et la balance est enregistrée comme surplus. Au lieu de se faire voter tous les crédits nécessaires, on les échelonne sur plusieurs sessions; alors, le budget s'en ressent moins, ce qui

permet de présenter de prétendus surplus plus reluisants. C'est de cette façon que le gouvernement manipule ses surplus annuels qui, en réalité, n'existent pas. Ces méthodes du gouvernement illustrent bien ce qu'est sa comptabilité.

Si le gouvernement procédait comme toute compagnie sainement organisée, comme toute entreprise privée solide, il commencerait par établir ses plans au complet, et présenterait ses plans et ses demandes de crédit à la Chambre, afin que celle-ci sache à quoi s'en tenir et vote les crédits en connaissance de cause. Je déclare qu'un changement de méthode s'impose. Le peuple demande un changement de gouvernement, et nous qui représentons le peuple en Chambre, nous demandons au gouvernement de changer de méthode. Je considère qu'il faut un changement. Il y en aura un avant longtemps. J'espère qu'alors nous aurons une opposition suffisante pour gouverner dans le meilleur intérêt de la province.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'honorable député de Trois-Rivières a tort de croire que nous ne voulons pas avoir de critiques. Mais il ne faut pas confondre la critique avec la chicane. Ses arguments portent à faux; c'est pourtant un bon avocat. L'opposition a le droit de critiquer, mais elle n'a pas le droit de chicane. Encore une fois, cependant, elle chicane à tort. De la somme de \$75,000 votée, seulement \$5,000 ont été dépensés pour l'achat de terrains. Dans ce cas-ci, nous n'avons fait rien d'irrégulier et la critique n'est nullement justifiée. L'honorable député de Trois-Rivières dit que si nous avons acheté un terrain, nous devons savoir la grandeur exacte de la bâtisse. L'argument n'est pas très fort.

Quant au palais de justice de Québec, dont on a parlé encore, on me reproche de n'avoir pas défendu le projet lorsque mon prédécesseur était ministre des Travaux publics. Lorsqu'il a été question pour la première fois du palais de justice de Québec, j'étais Orateur de cette Chambre, et je n'étais pas pour descendre du fauteuil afin de prendre part au débat lorsque le projet a été critiqué. L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail du temps (M. Galipeault) l'a défendu et il n'avait pas besoin de moi.

La résolution est amendée et se lit désormais comme suit:

Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail d'effectuer le paiement d'une somme de trois cent mille dollars, payable à même le fonds

consolidé du revenu, pour le coût de la construction (y compris l'acquisition des terrains nécessaires) de l'édifice devant servir de palais de justice, prison et poste de police au village de Ville-Marie, dans le district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de deux cent mille dollars autorisée par la loi 18 George V, chapitre 6.

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

M. l'Orateur: Adoption maintenant¹⁰?

M. Tremblay (Maisonnette): Prochaine séance¹¹.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Et le chômage?

Voix à gauche: Prochaine séance.

L'honorable M. David (Terrebonne): Alors, les chômeurs attendront.

Inhumations et exhumations

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des inhumations et des exhumations soit maintenant lu une deuxième fois.¹²

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹³:

L'honorable M. David (Terrebonne): Il s'agit de soumettre un certificat de la cause du décès au conservateur des registres de l'État civil avant que le cadavre puisse être inhumé. Cet amendement est fait dans un but de statistiques. Il s'agit tout simplement de changer un chiffre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question au secrétaire de la province (M. David) et dit que le projet peut provoquer des situations désagréables. Il craint que cela ne porte atteinte au secret professionnel en dévoilant les causes du décès dans certaines circonstances peu agréables.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant)
On ne meurt jamais de façon agréable.
(Rires)

Une voix de l'opposition: On donnerait sans trop tarder un enterrement honorable au gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable secrétaire provincial faisant partie du gouvernement s'en apercevra aux élections.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon honorable ami ne doit pas oublier que le bill vise non seulement les inhumations, mais aussi les exhumations. Il s'agit ici tout simplement de statistiques dans lesquelles le contenu du certificat ne sera pas dévoilé.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement a-t-il l'intention d'exhumer son programme de 1896?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement a cela de bon qu'il n'a pas changé depuis 1896.

Voix à gauche: Ah! Ah!

L'honorable M. David (Terrebonne): En tout cas, les plaintes ne viennent que de l'opposition.
(Applaudissements)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.
Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de tempérance

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29

modifiant la loi de tempérance de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁴:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
À l'heure actuelle, quand une municipalité rappelle la loi de la prohibition, il faut attendre jusqu'au 1^{er} mai suivant pour ouvrir un magasin de la Commission des liqueurs et obtenir le droit de vendre bières, vins et liqueurs, ou accorder une licence d'hôtel dans cette localité. La loi, telle qu'elle est, offre des inconvénients sérieux.

Aussi, Chicoutimi a voté le rappel de la prohibition et ne peut obtenir de licences avant le 1^{er} mai. Un hôtelier organise un hôtel; il est naturel qu'il puisse prendre sa licence de suite. L'objet du bill est de permettre la vente légale des bières et vins dans les municipalités ayant voté contre la loi fédérale. Avec le présent bill, la municipalité pourra obtenir immédiatement le droit de vente. Il s'agit d'émettre des permis dès que le règlement aura été aboli par la municipalité.

M. Blain (Montréal-Dorion): Si je comprends bien, ce bill a pour effet de hâter la vente des vins et liqueurs chez ceux qui décident d'abolir la prohibition. Je vois que le bill s'intitule "loi modifiant la loi de tempérance de Québec". Le gouvernement, en prenant en main la question de la vente des liqueurs de la province, voulait avant tout soutenir la tempérance. Le présent bill va tout à l'encontre de cette première déclaration. Je ne crois pas que ce serait dans l'intérêt de la population d'adopter ce bill et je ne puis l'approuver.

La loi devrait rester telle qu'elle est. On ne devrait pas favoriser la vente plus rapide des vins et bières. Que l'on attende au 1^{er} mai! La loi est dite loi de tempérance. C'est une curieuse façon de promouvoir la cause de la tempérance. Je ne trouve pas qu'il soit nécessaire d'adopter une mesure pour accélérer la vente des liqueurs alcooliques.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Des difficultés ont surgi, dit-il, de la loi actuelle dans certaines régions, surtout dans la région du Lac-Saint-Jean. A Chicoutimi, il y a eu des difficultés. Ce sont des personnes très intéressées à la tempérance qui ont suggéré l'amendement à la loi que le gouvernement propose aujourd'hui.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des chemins de fer

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la loi des chemins de fer de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il faudrait, dit-il, cesser l'émission de chartes de compagnies de chemins de fer, qui ne sont rien d'autre que des stratagèmes permettant le commerce des droits de construction des voies ferrées. Le projet a pour but d'empêcher l'octroi de chartes à des compagnies qui n'ont nullement l'intention de bâtir des chemins de fer.

Le pire, c'est que des hommes peuvent se regrouper, obtenir une charte et la garder pendant un certain temps dans le but d'empêcher une compagnie sérieuse de construire un chemin de fer, à moins qu'elle ne leur achète la charte. Cette mesure exige qu'à l'avenir toute demande à la Législature pour obtenir une charte, pour construire une voie ferrée, soit munie d'abord d'un certificat d'autorisation de la Commission des services publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Westmount et j'approuve son projet. Mais, je reproche au gouvernement de n'avoir pas été plus sévère envers les syndicats qui demandent une charte pour administrer un chemin de fer. Trop souvent, dans notre province, l'octroi de chartes à des gens qui ne cherchaient que la spéculation, et qui n'avaient ni les moyens ni

l'intention de construire des chemins de fer, a retardé considérablement, et a très souvent empêché la construction desdits chemins de fer par les compagnies sérieuses. Si le gouvernement avait été plus prudent avec ces chartes, les régions de la Gaspésie et de l'Abitibi auraient pu se développer plus rapidement et obtenir de meilleures communications.

Nous sommes à la queue de la Confédération quant à ce qui concerne les chemins de fer, grâce surtout à la facilité avec laquelle la Législature a octroyé sans examen ces chartes inutiles et nuisibles. On a aussi de cette façon doublé et triplé la construction des voies ferrées en obligeant les compagnies responsables à acheter des chartes de spéculateurs sans vergogne. La présente loi, si elle est adoptée, nous aidera à reprendre notre vraie place dans le dominion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait part de son opposition au principe du bill en déclarant que celui-ci ne donnera pas la possibilité au gouvernement d'entendre ceux qui voudraient bâtir un chemin de fer de façon légitime.

Je n'ai pas d'objection à ce que ce bill soit référé au comité des bills publics. Cependant, je ne suis pas prêt à dire que je voterai pour. En vertu de ce projet, la Législature de Québec ne pourrait accorder de charte à moins que la Commission des services publics ne décide que la compagnie bâtira un chemin de fer. Je ne suis pas prêt à restreindre à ce point les pouvoirs de la Législature de Québec. La Législature doit garder le droit d'examiner les projets soumis.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je crois que dans notre province, nous avons trop de chartes et pas assez de chemins de fer. Trop de chartes et de renouvellements de charte ont été accordés par la Législature à des compagnies de chemins de fer depuis 15 ou 20 ans¹⁵. Plusieurs promoteurs attendent encore une chance de vendre ces chartes. Au lieu de plusieurs chartes, nous aurions besoin d'un plus grand nombre de chemins de fer.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal, article 398

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant l'article 398 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique qu'il s'agit simplement de permettre aux municipalités de venir en aide au crédit agricole.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des liqueurs alcooliques

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Je suis convaincu que le premier ministre, avec son amour passionné de nos libertés populaires et juridiques, ne pourra qu'applaudir à cette mesure. L'article¹⁶, qui a trait aux arrestations sans mandat, a probablement été adopté à la suite d'un malentendu. Aujourd'hui, on arrête des débiteurs et leurs clients sans avoir aucun mandat. Cette permission vient de la loi des liqueurs qui a fait disparaître les brefs de prérogative qui sont à la base de nos lois.

Le but du projet est de respecter l'inviolabilité du domicile en cas d'arrestation et d'enlever à un inspecteur de la Commission des liqueurs le droit d'arrêter le propriétaire, le locataire ou les occupants d'un établissement ou d'une maison, sans mandat.

La loi des liqueurs abolit les brefs de *certiorari*, de *mandamus*, d'*habeas corpus*, tous les brefs de prérogative pour lesquels des luttes glorieuses ont été livrées. Il est temps qu'on prenne des mesures pour préserver certaines prérogatives du peuple.

Actuellement, un citoyen qui reçoit quelques amis à une réunion est en butte à recevoir aussi la visite d'un "spotter" qui, sans mandat, peut envahir son foyer à toute heure de la nuit, l'arrêter sans savoir qui porte la plainte et conduire tous les invités en prison.

Ceux qui sont ainsi jetés en prison n'ont aucun secours. Une pareille loi est d'autant plus dangereuse que nombre des "spotters" de la Commission, on le sait, sont loin d'offrir toutes les garanties d'honorabilité auxquelles on est en droit de s'attendre d'eux. Le procureur général (l'honorable M. Taschereau) en a admis autant. Il est donc juste que le citoyen soit un peu mieux protégé.

C'est la première fois qu'on viole le foyer dans la plus grave de ses prérogatives. Je veux tout simplement faire reconnaître l'inviolabilité du domicile.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons référer ce projet au comité des bills publics. M. l'Orateur, je demande la division.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxes scolaires protestantes de l'Île Dorval

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division¹⁷.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Lachine

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Papineau (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la charte de la

cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Propriétés de The Shawinigan
Water and Power Co. et de
The Laurentide Co. Ltd.**

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company, Limited, pour fins scolaires, à Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Ponts à péage

M. Duplessis (Trois-Rivières): De janvier 1920 à janvier 1930, dans cette province: *a.* combien de ponts de péage ont été construits; *b.* combien de ponts à péage ont été établis?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
a. Cinq dont trois sont la propriété du gouvernement de la province; *b.* Un.

La séance est levée à 5 h 15¹⁸.

NOTES

1. *Le Soleil* du 21 janvier 1931, à la page 3, signale l'absence du chef de l'opposition, M. Camillien Houde.

2. Ce bill, de même que les précédents qui sont présentés en première lecture, n'ont pas encore été imprimés.

3. *Le Nouvelliste* du 21 janvier 1931, à la page 1, écrit que "les deux côtés de la Chambre ont applaudi à outrance" l'avis donné par le premier ministre.

4. À la première page du *Nouvelliste* du 21 janvier 1931, il est écrit \$557,477.36.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

6. Les mots "l'ameublement et l'aménagement" seront insérés avant le mot "de", dans la cinquième ligne de la résolution, à l'étape de l'adoption du bill 6, au cours de la séance subséquente.

7. Dans leur édition du 21 janvier 1931, *Le Devoir*, à la page 2, attribue cette question à M. Blain, et le *Chronicle-Telegraph*, à la page 1, à M. Duplessis.

8. M. Antonin Galipeault, Orateur de l'Assemblée législative (1916-1919), sera ministre des Travaux publics et du Travail de 1919 à 1930.

9. Seul *Le Soleil* du 21 janvier 1931, à la page 19, organe libéral, a repris cette phrase. Nous ne sommes pas certains que M. Guertin, fâché "tout rouge", ait vraiment prononcé ces paroles.

10. Erronément, *L'Événement* du 21 janvier 1931, à la page 4, écrit "troisième lecture".

11. Selon *Le Nouvelliste* du 21 janvier 1931, à la page 3, c'est M. Duplessis qui aurait demandé de reporter à la prochaine séance l'adoption de la résolution par la Chambre.

12. Le bill 29 sur la Tempérance aurait été lu avant, selon le *Progrès du Saguenay* du 21 janvier 1931, à la page 5.

13. Voir note 5.

14. Voir note 5.

15. 25 ans, selon *L'Illustration* du 21 janvier 1931, à la page 3, et *Le Nationaliste et le Devoir* du même jour, à la page 10.

16. Il s'agit de l'article 3 de la loi 19 George V, chapitre 22.

17. *Le Progrès du Saguenay* du 21 janvier 1931, à la page 5, fait mention d'un "consentement unanime de la Chambre".

18. *Le Droit* du 21 janvier 1931, à la page 10, écrit "vers cinq heures".

Séance du mercredi 21 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporation de crédit
et d'entreposage**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Thurber), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Comptoir mobilier franco-canadien demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition du Comptoir mobilier franco-canadien demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé;
- bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Votre comité recommande de prolonger au 19 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions;

- bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 19 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**The Ukrainian Greek Orthodox Church
of Canada**

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Commission des
assurances sociales de Québec**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. L'objet des études de la Commission des assurances sociales de Québec se borne-t-il à l'établissement d'un système d'assurance sociale et de placement familial?

2. Si non, sur quoi peuvent s'appuyer les membres de la Commission pour étudier à fond toute la situation sociale de la province et recommander toutes les lois remédiatrices en ce sens?

3. Jusqu'où vont leurs pouvoirs d'enquête et de recommandation au sujet de la question sociale en général, en dehors de la question d'assurance sociale et de placement familial?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

1. Non.

2. Sur l'article 6 de la loi 20 George V, chapitre 14, complété par un arrêté ministériel en date du 30 octobre 1930, déterminant les devoirs de la Commission, à l'étude de l'assurance du vieil âge, à l'assurance contre le chômage, contre la maladie, contre l'invalidité, à l'assistance aux mères nécessiteuses, au placement familial, au mode d'adoption et placement des enfants adoptés, à l'assistance aux familles nombreuses, aux conditions sanitaires des établissements industriels, aux maladies professionnelles, à l'inspection médicale des ouvriers employés aux travaux dangereux, aux secours médicaux à l'atelier, à l'éducation sanitaire de l'ouvrier et tous autres problèmes d'assurances sociales.

Demandes de documents:

Lot 9, rang 5, canton de la Nemtayer

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., se rapportant au lot 9, rang 5, canton de la Nemtayer, entre le département des Terres ou de la Colonisation et toute personne, en ce qui concerne les billets de location, lettres patentes, révocations ou transport.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit le message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1932, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique

britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 21 janvier 1931
(Document de session no 1)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Monsieur l'Orateur, en me levant pour la première fois - et j'espère, pour la dernière fois - comme trésorier² de cette province, afin de présenter le budget, je demande l'indulgence de la Chambre. J'ai peu d'expérience dans les finances. Je n'ai pu en acquérir dans les miennes, qui ne sont pas considérables, on le sait. J'aurais voulu que la garde du Trésor fût confiée à un bon Écossais possédant toutes les caractéristiques de sa race³.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, la prospérité dont nous avons joui, au cours des années qui se sont succédé jusqu'à la période fiscale actuelle, constitue un des faits agréables de notre histoire et, pendant cette ère de prospérité, la province de Québec a complètement rempli son rôle.

Toutefois, les temps ont changé, l'on considère l'époque actuelle comme une période de dépression, et l'optimisme général qui a été une des caractéristiques de notre population, dans le passé, n'est pas aussi manifeste.

Il convient donc, avant d'aborder la question des finances de la province, de signaler brièvement les conditions qui ont plus ou moins influé sur les états financiers qui seront tout à l'heure soumis à la considération de cette Chambre.

Il me semble que le rouage économique du monde entier est détraqué. L'agitation politique, le chômage, la dépression industrielle, le drainage de l'or d'un pays par un autre, la reprise du problème des réparations, les intrigues, les dissensions, la guerre civile et les révolutions sont autant de maux dont souffre le monde, aujourd'hui, et ils sont trop bien connus pour qu'on soit obligé de les discuter en cette Chambre.

Atteints plus ou moins par les conditions mondiales, nous, du Canada, avons abordé une période de rajustement. La chute de la bourse, la réduction démesurée du prix des produits, la perturbation qu'ont subie les conditions du marché de nos produits essentiels et une situation extrêmement difficile, en ce qui regarde le blé, ont, toutes ensemble, exercé une influence désastreuse sur notre vie commerciale et industrielle.

Nous admettons tous, sans hésiter, que la province de Québec a moins souffert de ces conditions que les autres parties du dominion. Favorisés par la nature comme nous le sommes, nous ne pouvions pas espérer, cependant, éluder quelques-uns des résultats de l'état de choses dont je viens de parler. Après plusieurs années de confiance et de développement sans précédent, nous avons été tout à coup précipités, au cours de notre dernière année fiscale, dans une atmosphère de doute, de malaise et d'affaissement, atmosphère dans laquelle nous avons constamment vécu depuis lors.

Voilà les conditions dans lesquelles je prononce mon premier discours en cette Chambre, comme trésorier de la province.

Avant de soumettre les chiffres de l'an dernier, je dois exprimer le regret sincère que j'éprouve à l'occasion de la désastreuse maladie qui nous a privés des sages conseils et de l'habileté administrative de mon prédécesseur, l'honorable M. McMaster. Je sais que j'exprime les sentiments des membres de cette Législature, en lui souhaitant un parfait et prompt rétablissement.

Je vous soumets, maintenant, les résultats financiers de l'année terminée le 30 juin 1930, qui ont été obtenus pendant que M. McMaster était en fonction. Non seulement les finances de la province ont été bien et sagement administrées sous sa direction, mais, de plus, les états démontrent que les résultats sont en tous points excellents. (Voir le tableau ci-dessous)

Année fiscale 1929-1930

Les revenus ordinaires de la province ont excédé les dépenses ordinaires de..... \$ 4,210,230.52
(tel qu'indiqué en détail dans les *Comptes publics*)

On a disposé de ce surplus de la manière suivante :

Contribution au fonds de l'assistance publique	\$ 1,000,000.00	
Paiement ou rachat de la dette publique	1,743,906.25	
Diverses dépenses au compte du capital	<u>1,446,324.27</u>	
		4,210,130.52

Si vous préférez appeler dépense ordinaire la contribution de \$1,000,000.00 au fonds de l'assistance publique, notre surplus serait alors 3,210,230.52

Le surplus prévu par mon prédécesseur à ce ministère, pour l'année terminée le 30 juin 1930, était..... 1,221,951.94

Notre surplus réel est plus considérable que celui d'abord prévu, à cause de l'augmentation des recettes provenant du fonctionnement de la loi des liqueurs alcooliques, et des droits sur les successions, deux sources de revenus qu'il est très difficile de prévoir exactement. De plus, il y a eu augmentation dans les revenus provenant de la loi des véhicules automobiles, des droits et honoraires sur la gasoline et de diverses autres sources. Par suite de ces recettes accrues, nous avons pu non seulement dépenser des

sommes plus considérables que celles demandées par le budget originaire, et plus particulièrement pour la voirie, les mines et l'instruction publique, mais en même temps, si on établit une comparaison avec le budget originaire, nous avons pu terminer notre exercice financier avec un surplus de beaucoup plus considérable.

L'état de nos revenus et de nos dépenses, indiqué sous forme de pourcentages, nous fournit les renseignements intéressants qui suivent. (Voir le tableau à la page suivante)

Revenu	<i>Pourcentage</i>
Subside du dominion.....	5.30
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	19.63
Terres et Forêts	12.75
Loi des véhicules automobiles	12.45
Droits et honoraires, gazoline	<u>9.11</u>
	59.24
Droits sur les successions.....	12.09
Taxes sur les corporations.....	7.90
Licences d'hôtels et de magasins, etc.	<u>5.15</u>
	25.14
Autres revenus ordinaires	<u>15.62</u>
	100 %

fins de "développement" ou de "production" qui comportent une compensation de gain économique.

Comme fait présentant un certain intérêt, et afin que la Chambre possède des renseignements complets en ce qui regarde les opérations financières de la dernière année fiscale, et à titre aussi de résumé de notre position financière au 30 juin 1930, je lui sou mets les états détaillés suivants. (Voir le tableau à la page suivante)

Dépenses	<i>Pourcentage</i>
Instruction publique	11.38
Voirie	27.76
Travaux publics et Travail	4.68
Agriculture	6.10
Terres et Forêts	5.92
Colonisation	<u>4.58</u>
	60.42
Administration de la justice	6.33
Gouvernement civil.....	5.10
Asiles.....	<u>4.28</u>
	15.71
Charges du revenu.....	3.44
Intérêts et fonds d'amortissement	<u>11.19</u>
	14.63
Autres dépenses ordinaires	<u>9.24</u>
	100 %

À l'exception du subside du dominion, notre revenu pourrait être classifié sous le double titre de revenu "direct" et de revenu "provenant de la taxe". Revenu "direct" veut dire tout le revenu que la province retire des ressources naturelles qu'elle possède ou de son activité commerciale, ou qui dérive des montants payés pour des services déterminés.

Le revenu "provenant de la taxe" comprend les licences, les honoraires, les taxes et les droits sur les successions.

Les pourcentages de nos revenus s'expliquent à première vue.

Une analyse de nos dépenses démontre que la plus grande partie de nos dépenses est destinée à des

Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1929-1930

Voici quelques-uns des principaux services qui ont donné des revenus excédant les prévisions originaires, sans que l'on tienne compte des prévisions révisées du revenu :

Mines, Pêche et Chasse.....	\$ 266,747.38
Administration de la justice, revenu	107,017.74
Timbres d'enregistrement	68,748.00
Licences	748,611.40
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	4,060,791.76
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	392,964.45
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	444,492.78
Droits sur les successions.....	2,768,088.89
Commission des services publics, honoraires.....	44,419.70
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90	21,184.71
Loi des véhicules automobiles	2,023,650.56
Droits et honoraires, gazoline	2,172,038.65
Loi de la protection des édifices publics contre le feu.....	62,524.27
Service civil - Contributions au fonds de pension	37,128.70
Entretien des aliénés	24,337.48
Droits sur certaines mutations de propriétés	26,649.77
Intérêt sur prêts et dépôts	29,531.68
Services divers	130,929.77
	<u>13,429,857.69</u>

Et il y a d'autres sources de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions, de

503,059.37
\$12,926,798.32

Comparaison des dépenses ordinaires avec les prévisions 1929-1930

Les dépenses, pour les services suivants, ont excédé les prévisions, des sommes suivantes, sans que l'on tienne compte du budget supplémentaire des dépenses :

Législation.....	\$ 135,485.67
Gouvernement civil.....	98,299.02
Administration de la justice	208,669.56
Instruction publique	1,717,920.00
Asiles d'aliénés	207,265.00
Écoles de réforme et d'industrie	67,825.25
Colonisation	392,747.35
Pêche, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre).....	262,025.50
Hygiène	142,600.00
Travaux publics (ordinaires)	353,847.53
Travail	4,467.06
Agriculture	796,867.28
Voirie et Mines	4,705,168.10
Terres et Forêts	387,131.01
Charges du revenu.....	558,050.74
Services divers	170,301.51
	<u>\$10,208,670.58</u>

Opérations de caisse en 1929-1930

Le 1 ^{er} juillet 1929, il y avait, dans diverses banques, la somme de	\$4,607,783.31
Les mandats non payés, à la même date, s'élevaient à	<u>5,334,291.61</u>
	726,508.30

Les recettes, du 1^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930, ont été les suivantes :

Revenu ordinaire	\$ 43,585,140.83
Dépôts en fidéicommiss	3,906,968.23
Endiguement des eaux du lac Kénogami	1,462.24
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François	650.00
Endiguement des eaux de la rivière Métis	12.50
Loi des bons chemins, 1912	169,260.58
Fonds de l'assistance publique	2,610,308.55
Fonds de l'assistance publique:	
Transfert de la loi des liqueurs alcooliques	1,000,000.00
Timbres judiciaires - Avances aux officiers publics	450.00
Timbres d'enregistrement - Avances aux officiers publics	100.00
Pont Scott sur la rivière Saint-Charles, Québec	23,178.91
Prêts aux municipalités, <i>re</i> habitations salubres	47,100.00
Paiements différés - La Banque d'Hochelega	161,310.79
Emprunts temporaires	<u>3,000,000.00</u>
	\$ 54,505,942.63

Les paiements, du 1^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930, ont été les suivants :

Dépenses ordinaires et extraordinaires	\$39,374,910.31
Fonds de l'assistance publique:	
Transfert de la loi des liqueurs alcooliques	
(compte de la vente)	1,000,000.00
Réserve pour le rachat d'une partie de l'emprunt	
du 1 ^{er} juin, 1920	500,000.00
Réserve pour le rachat d'une partie de l'emprunt	
du 15 mars, 1923	1,243,906.25
Dépôts en fidéicommiss	1,096,326.84
Commission du prêt agricole canadien,	
capital-actions	10,100.00
Loi des bons chemins, 1912	2,945,724.31
Restauration et amélioration du palais de justice,	
Québec	550,793.84
Endiguement des eaux de la rivière Gatineau	47,040.27
Endiguement des eaux du lac Kénogami	299.45
Endiguement des eaux de la rivière Métis	1,115.35
Endiguement des eaux de la rivière	
Saint-Maurice	55,185.67
Endiguement des eaux de la rivière du Nord	7,365.96
Construction d'une annexe au palais de justice,	
Montréal	3,201.00
Construction d'un Musée d'histoire naturelle,	
Québec	594,518.58

Opérations de caisse, en 1929-1930 (suite)

Construction du pont Scott sur la rivière Saint-Charles, Québec.....	\$ 15,610.21	
Construction d'un chemin carrossable sur le pont de Québec.....	247,221.96	
Ameublement du palais de justice de Québec	61,047.80	
Palais de justice et prison, Roberval	16,875.00	
Prison pour les personnes du sexe féminin, Québec	23,154.30	
Remboursement d'emprunts temporaires	2,000,000.00	
Propriété pour loger la Commission des accidents du travail, Québec	607.92	
Construction d'une prison, Chicoutimi.....	42,320.00	
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3, La Banque d'Hochelaga.....	161,310.79	
Remboursement d'emprunts de la puissance du Canada, re construction d'habitations salubres	1,547,100.00	
Fonds de l'assistance publique.....	<u>2,738,608.70</u>	
		\$ 54,284,344.51
Excédent des recettes		<u>221,598.12</u>
Balance.....		\$ 504,910.18
<i>Savoir :</i>		
Le 30 juin 1930, il y avait en dépôt, dans différentes banques	\$ 2,005,730.79	
Mandats non payés.....	<u>2,510,640.97</u>	
		\$ 504,910.18

Dettes publiques

Dans les comptes de cette année, vous constaterez, par un examen attentif, qu'il est évident que la dette consolidée nette de la province de Québec, au 30 juin 1930, était de.....	\$ 54,022,526.84
La dette consolidée nette, telle qu'indiquée par les états des emprunts de 1921, était de.....	<u>\$ 49,277,594.85</u>
Au cours des dix dernières années, nous avons augmenté notre dette consolidée nette de	\$ 4,744,931.99

Est-il une autre province, en Canada, qui détienne un meilleur record que celui-là, surtout si l'on tient compte du fait que cette province n'a pas ralenti ses dépenses pour les fins de développement et de production?

J'ai fait préparer par les officiers du département du Trésor un état qui indique la position

financière de la province, de la même manière que l'exposerait un bureau de directeurs à ses actionnaires: c'est ainsi que le gouvernement rend compte au peuple de son administration. Pour ne pas nous écarter de la voie sûre, nous n'avons pas tenu compte des montants non payés dus à la province, ni des biens inventoriés. (Voir le tableau à la page suivante)

**État financier de la province
au 30 juin 1930**

Province de Québec

Passif

Dette consolidée nette.....	\$ 54,022,526.84
Comptes payables (mandats non payés)	2,510,640.97
Emprunts temporaires	3,000,000.00
Puissance du Canada.....	7,255,712.35
Dépôts en fidéicommiss	6,107,796.26
Fonds de l'assistance publique.....	<u>2,247,413.67</u>
	\$ 75,144,090.09

De cette somme, on peut déduire ce qui suit :

Actif

Argent en banques.....	\$ 2,005,730.79
Puissance du Canada.....	\$1,196,859.13

Auquel il faut ajouter :

Dû au compte de la dette, 47 Victoria chapitre 4.....	<u>2,549,213.61</u>	
		3,746,072.74
Avances aux municipalités	7,257,102.72	
Avances <i>re</i> loi des accidents du travail.....	<u>67,404.36</u>	
		<u>13,076,310.61</u>

Ce qui laisse une balance, comme dette nette de la province,
au 30 juin 1930, de..... 62,067,779.48

Cette dette nette a été accumulée depuis la Confédération en 1867, et elle est
représentée par les dépenses pour :

Édifices publics, écoles, sanatoria, palais de justice, etc.....	\$19,582,464.48	
Endiguement des eaux	8,714,312.18	
Ponts (moins péages perçus).....	569,578.69	
Loi des bons chemins, 1912.....	46,239,872.44	
Aide à la colonisation, 10 George V, chapitre 6	<u>6,013,862.94</u>	
		81,120,090.73

De cette somme, doivent être déduites les balances provenant du compte du revenu consolidé,
dépensées de la manière ci-dessus mentionnée 19,052,311.25

Ce qui vous donne le chiffre de la balance, la preuve des comptes et la dette nette \$ 62,067,779.48

Afin qu'il ne puisse pas y avoir de confusion au sujet du montant de la dette consolidée nette de cette province, au 30 juin 1930, voici un état détaillé, indiquant la date de chaque émission, l'endroit du paiement et le montant dû, moins les fonds d'amortissement qui ont été créés à leur égard.

*Province de Québec***Dette consolidée au 30 juin 1930***Dette consolidée*

<i>Date de l'émission</i>	<i>Lieu de paiement</i>	<i>Montant</i>
1 ^{er} mars, 1894.....	Londres ou Montréal	\$ 2,530,666.67
30 décembre, 1894.....	Londres ou Paris	4,736,316.50
1 ^{er} mai, 1896	Londres ou Montréal	292,000.00
1 ^{er} avril, 1897	Londres ou Montréal	1,341,346.06
1 ^{er} avril, 1897	Londres.....	9,236,061.48
1 ^{er} janvier, 1913	Londres.....	1,949,586.67
1 ^{er} juillet, 1914	Londres.....	3,777,414.20
1 ^{er} mai, 1916	Québec ou Montréal	133,800.00
1 ^{er} juin, 1916	Québec ou Montréal	2,500,000.00
15 septembre, 1916	Québec ou Montréal	144,000.00
1 ^{er} mai, 1918	Québec ou Montréal	37,100.00
15 mars, 1923.....	Québec, Montréal ou Toronto	3,557,000.00
1 ^{er} mars, 1924.....	Montréal, New York ou Londres	15,000,000.00
2 mars, 1925.....	Québec, Montréal, Toronto ou New York.....	15,000,000.00
1 ^{er} juillet, 1926.....	Québec, Montréal, Toronto ou New York.....	7,500,000.00
1 ^{er} mai, 1927	Québec, Montréal, Toronto ou New York.....	1,000,000.00
1 ^{er} mai, 1927	Québec, Montréal, Toronto ou New York.....	3,000,000.00
1 ^{er} février, 1928.....	Québec, Montréal, Toronto ou New York.....	<u>5,000,000.00</u>
		\$76,735,291.58
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement placés		<u>\$ 8,570,154.36</u>
		\$68,165,137.22
<i>À déduire :</i>		
Paiements différés, re obligations émises pour la Banque d'Hochelaga, en vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3, payables par versements annuels de \$124,172.40.....		<u>14,142,610.38</u>
Dette consolidée nette (y compris l'augmentation du capital par conversion).....		\$54,022,526.84

L'année courante

J'ai soumis à votre considération les comptes de l'année terminée le 30 juin 1930, et le bilan de la province de Québec, qui indique sa situation financière à cette date. Nous allons maintenant prendre en considération le résultat des opérations de l'année courante qui se terminera le 30 juin 1931. Mon prédécesseur à ce ministère, lors du dernier discours qu'il prononça en cette Chambre sur le budget, a

soumis les prévisions de l'année 1930-1931, dont six mois s'étaient écoulés le 31 décembre précédent.

À mi-terme de cette année, les recettes provenant du revenu ordinaire n'ont pas été inférieures à nos prévisions.

Quant aux dépenses ordinaires et extraordinaires, je puis dire qu'il y aura augmentation sur les prévisions pendant l'année fiscale courante. Cela résulte du budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre, pour les besoins des différents

services, afin de pourvoir complètement aux dépenses nécessaires et extraordinaires de l'année courante et telles qu'autorisées par les lois qui ont été déjà adoptées au cours de la présente session.

Prévisions de 1931-1932

Une vision claire de l'avenir constitue l'une des qualités les plus essentielles à la préparation de prévisions exemptes d'erreurs. Étant donné les conditions économiques actuelles de l'industrie et du commerce - conditions dont je viens de parler - je note que la prévision du revenu public et des dépenses publiques, comprenant une période qui ne se terminera pas avant le 30 juin 1932, et qui s'étend à près des 18 mois à venir, constitue une tâche qui n'est pas facile. La préparation du budget n'a jamais, à aucune autre époque de l'histoire de notre province, nécessité l'étude d'éléments aussi multiples et aussi variés.

La foi en la province de Québec et en l'avenir du Canada n'exige pas un acte de courage. Il faut toutefois que l'état des affaires se stabilise de nouveau dans notre dominion, avant que nous puissions reprendre notre élan et continuer le progrès industriel et commercial auquel nous avons été habitués dans le passé. Beaucoup de nos difficultés du jour sont attribuables aux rajustements devenus nécessaires pendant les périodes d'après-guerre. Dans l'histoire des nations, 12 années ne représentent pas un temps démesurément prolongé.

Il y a eu, auparavant, des périodes de bas prix et de dépression, mais l'histoire démontre qu'elles ont toujours été remplacées par des périodes de prix plus élevés, de conditions plus favorables en matière d'emploi et, comme conséquence, de prospérité. Si l'histoire s'est toujours répétée dans le passé, nous pouvons donc espérer, je crois, que la situation actuelle ne durera pas. Les affaires s'amélioreront et, en temps propice, elles redeviendront tout à fait prospères.

En préparant le budget actuellement soumis à votre approbation, nous avons cru sage d'adopter un juste milieu, en envisageant la situation actuelle. Nous n'avons pas prévu d'une manière pessimiste que la situation irait en s'aggravant et nous n'avons pas été trop optimistes, en ce qui concerne une amélioration prochaine.

Ces prévisions sont:

Recettes ordinaires probables	\$ 38,895,286.57
Dépenses ordinaires probables.....	<u>38,736,499.76</u>
<i>Surplus probable</i>	\$ 158,786.81

Dans le passé, nous avons pu trouver les deniers voulus pour pourvoir aux besoins de l'administration et des services publics, avec un minimum d'emprunts. Afin de fournir l'argent que nécessiteront les projets que nous nous proposons de faire adopter, pour susciter de l'emploi et venir au secours des chômeurs, il nous faudra contracter des emprunts, dans un avenir rapproché, et les lois qui nous conféreront l'autorisation nécessaire à cette fin seront en temps voulu soumises à votre approbation.

Au cours d'un récent débat, j'ai eu l'occasion de dire à la Chambre que le gouvernement réduirait certains impôts que notre population est appelée à payer.

Je suis heureux de donner quelques précisions à ce sujet, et je le suis d'autant plus que je crois que notre gouvernement est le seul qui soit en état d'accorder ces réductions.

D'ici à un an, nous allons libérer les municipalités du remboursement des millions que nous leur avons avancés pour construire leurs chemins; nous paierons, de plus, 1½ % de l'intérêt des prêts agricoles, facilitant ainsi ces transactions dans une large mesure.

Nous voulons aussi indemniser généreusement les propriétaires de bestiaux abattus parce qu'ils sont atteints de tuberculose; nous désirons également abolir les honoraires d'inspection perçus de ceux qui font poser des paratonnerres sur leurs bâtiments ou qui font inspecter l'installation électrique de leur maison. Et, de plus, nous demanderons à la Chambre de réduire dans une large mesure les droits sur les successions, en espérant qu'une législation généreuse - la plus généreuse du Canada, dans ce domaine - nous amènera des placements et gardera chez nous des capitaux qui, autrement, iraient à l'étranger.

En face de la crise mondiale qui sévit, il incombe à tous un devoir impérieux: celui de pratiquer l'économie et de nous priver de ce que nous nous donnions volontiers dans les jours ensoleillés de la prospérité. Le même devoir incombe également aux gouvernements; il leur faut, cependant, soulager les misères, et les lois que nous avons votées récemment pour aider les chômeurs en sont des exemples. Nous avons suivi généreusement et sans arrière-pensées le Parlement du Canada dans la voie dans laquelle il s'est engagé, et les craintes que nous avons exprimées, les réserves que nous avons cru faire n'étaient dictées ni par un sentiment d'hostilité ni pour obtenir un avantage politique.

On constatera dans un avenir très rapproché - je fixerai même l'automne prochain - quand le

chômage ordinaire, inévitable dans notre pays à cette saison, se présentera de nouveau, si on n'a pas créé un problème difficile et gros de conséquences. Nous verrons alors qui a eu raison et si des promesses imprudentes n'ont pas compliqué une situation déjà difficile.

Mais, comment ne pas avoir confiance en notre pays et en notre province? Notre population laborieuse et respectueuse de l'ordre et des lois est la même, nos merveilleuses ressources naturelles sont encore là, notre jeune pays n'a vieilli que d'un an - un instant dans la vie d'un peuple - et il voit l'avenir avec sérénité. Je crois que cette année de marasme en a été aussi une d'éducation. Sachons en profiter.

Ajouterai-je que, à mon avis, une des conditions essentielles du rétablissement de notre équilibre industriel et financier est une coopération étroite et sympathique entre le patron et l'ouvrier. Il faut que chacun y mette du sien et veuille se plier aux nouvelles conditions économiques.

Les facilités du transport moderne ont singulièrement modifié l'état de choses du passé: nous avons aujourd'hui, dans le domaine du commerce et de l'industrie, à lutter contre le monde entier. Le pouvons-nous, si le prix de revient de nos produits est plus élevé que celui de l'étranger? Comment le patron peut-il créer de nouvelles industries ou développer la sienne, s'il n'y voit un profit?

Et, cependant, c'est l'industrie qui nourrit l'ouvrier et le rend prospère. À lui de coopérer avec son patron par son travail, son efficacité, son esprit d'économie et, au besoin, par quelques sacrifices.

Pratiquons l'économie individuelle, afin que chaque foyer devienne une pierre de l'édifice national; mais, le gouvernement, de son côté, tout en voulant donner l'exemple, ne désire en aucune manière arrêter l'essor de l'instruction publique, de la colonisation, de l'agriculture et de l'hygiène. Toutes ses ressources, il les mettra au service de cet actif national. Nous ne saurions nous arrêter et, d'ailleurs, notre excellente position financière nous le permet.

Je ne saurais clore ces remarques sans rendre hommage à mon collègue, l'honorable M. Gordon Scott⁴, qui, dans la préparation de notre budget, m'a donné le concours de son expérience et de ses connaissances financières. Il m'a été d'un précieux secours et je l'en remercie cordialement.

Je forme l'espoir que, bientôt, il pourra prendre une part plus active à l'administration de nos finances provinciales et qu'il dira lui-même à la Chambre combien notre province est assise sur des bases solides et durables.

Enfin, je forme un vœu et je crois que c'est celui qui doit partir du cœur de tout bon Canadien.

Dans les jours difficiles que nous avons vécus, certaines provinces plus que d'autres ont été particulièrement atteintes. On y a entendu le cri de sécession⁵. J'aime à croire que ce cri était isolé et n'était que celui de quelques malheureux. Mais, de grâce, et c'est là le vœu que je formule, qu'on ne l'entende plus. Ce cri est antipatriotique, antinational et anticanadien.

Soixante-trois ans de progrès et de développement ont fait des provinces canadiennes un pays grand et prospère. Ce serait un crime que de briser ce faisceau de provinces, qui forme une gerbe qu'on nous envie à l'étranger. Les nuages qui ont obscurci notre ciel se dissiperont, les beaux jours reviendront, et le Canada, uni et confiant dans son avenir, sera le foyer d'un grand peuple de demain. Je prie les provinces sœurs, qui ont souffert et qui souffrent, de jeter un regard à l'étranger; elles verront que c'est encore dans notre Canada qu'on vit mieux et plus heureux. S'il m'est permis de parler pour ma province, je dirai qu'elle est profondément attachée et à notre régime et au lien britannique, et qu'elle entend y rester⁶.

J'ai maintenant l'honneur de proposer que l'Orateur laisse le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides⁷.

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1930

	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929	1929-1930
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dominion du Canada	2,315,677.16	2,315,693.26	2,315,718.61	2,315,739.32	2,315,756.25
Terres et Forêts	6,061,854.74	6,601,146.18	6,803,496.44	6,523,529.68	5,555,588.64
Mines	272,155.14	430,614.76	525,354.94	535,185.90	734,702.62
Pêcheries et Chasse	376,584.67	382,729.21	381,669.22	407,128.79	436,655.03
Terres de la couronne	64,959.29	68,270.82	70,341.11	63,236.94	65,389.73
Timbres judiciaires	658,294.30	660,248.00	728,260.90	778,367.30	862,324.70
Timbres d'enregistrement	301,179.85	312,814.10	383,976.35	371,282.60	368,748.00
Fonds de bâties et des jurés	48,822.66	48,564.77	58,622.25	71,114.56	80,622.35
Honoraires judiciaires	49,517.33	48,441.67	29,799.16	22,417.56	20,768.07
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	18,965.05	15,759.90	16,443.80	14,895.10	15,107.27
Fonds du palais de justice de Montréal	7,614.54	4,346.91	6,206.29	3,861.61	9,295.35
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	1,600.00	2,400.00	8,000.00	4,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec	2,014.40	2,106.15	2,473.52	2,392.53	.....
Fonds du palais de justice du district de Hull	19.35	173.28	7.64	.....	.....
Jeunes délinquants	9,750.00	6,500.00	6,500.00	6,500.00	6,500.00
Licences	1,839,394.63	1,472,029.13	1,809,009.59	1,934,132.93	2,248,611.40
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente)	3,500,000.00	4,500,000.00	5,500,000.00	7,000,000.00	8,560,791.76
Loi des vues animées - Revenu	21,236.00	21,934.00	24,996.00	26,181.76	32,240.14
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	2,455,547.32	2,523,931.36	3,113,233.13	3,066,395.41	3,444,492.78
Droits sur successions	2,257,277.37	3,653,897.66	3,740,629.61	4,183,576.57	5,268,088.89
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Seizin)	9,527.47	36,644.91	4,091.05	30,005.96	26,184.71
Droits sur certains transports de propriétés	.....	.....	205,349.81	53,044.23	76,649.77
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.	180,892.06	287,381.45	554,441.89	980,133.95	792,964.45
Loi des véhicules automobiles	2,787,549.81	3,381,814.56	3,997,001.41	4,880,739.86	5,423,650.56
Gazoline - Droits et honoraires	1,012,003.19	1,285,654.28	1,680,490.99	3,253,039.78	3,972,038.65
Loi des droits de propriété re véhicules automobiles					
Honoraires	.....	8,359.23	24,363.50	652.34	885.95
Inspections des hôtels et des maisons de pension					
Honoraires	3,554.00	7,020.00	5,630.00	5,846.00	7,344.00
Protection des édifices publics contre le feu-					
Honoraires	31,803.96	32,865.01	20,405.54	233,080.49	262,524.27
Loi des ingénieurs stationnaires - Honoraires	8,938.50	8,368.00	5,887.50	16,319.58	34,921.17
La commission des services publics de Québec -					
Honoraires	.....	55,265.00	26,000.00	42,000.00	64,419.70
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	1,495.50	1,401.15	1,228.00	863.34	889.33
Loi pour prévenir les incendies,					
Taxe 3 George V, chapitre 38	40,770.46	34,163.51	29,944.11	45,906.50	38,836.26
Commission sur honoraires d'officiers publics	56,389.48	56,166.45	56,048.79	57,784.11	27,681.71
Législation	24,095.45	25,244.89	24,366.52	20,272.09	23,148.91
Asiles d'aliénés, contributions des municipalités	582,782.29	549,790.10	429,863.63	858,874.94	598,477.85
Asiles d'aliénés, patients payants	82,024.08	84,303.33	98,824.90	112,839.96	115,859.63
Écoles de réforme et d'industrie	171,249.99	194,013.28	110,302.58	235,995.92	219,739.91
<i>Gazette officielle de Québec</i>	63,665.79	52,147.55	57,214.55	60,775.85	65,192.68
Revenu casuel	201,523.22	261,078.16	338,386.72	279,903.81	263,189.05
Service civil - Contributions pour pensions	65,854.54	66,812.66	72,963.85	77,330.86	82,128.70
Loi des assurances - Revenu	98,067.12	94,220.21	109,098.05	107,762.21	119,350.25
Loi des compagnies de fidéicommis - Revenu	11,124.51	6,409.54	6,659.10	6,739.21	6,907.01
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	1,764.60	1,867.60	760.60	1,763.60	2,761.60
Intérêts sur dépôts et placements	568,127.17	610,826.59	595,751.42	594,814.82	694,944.06
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	684,757.63	591,313.26	673,038.15	584,923.36	565,715.79
Prime, escompte et change	2,757.93	1,472.51	57.01	806.78	690.63
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	33,045.16	32,438.70	34,823.47	38,412.95	37,399.71
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	18,589.99	19,215.99	26,654.43	14,504.83	11,175.45

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1930

	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929	1929-1930
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Contributions des municipalités					
Loi des bons chemins, section 20	101,399.39	45,900.69	53,920.51	25,493.17	16,257.72
Crédit pour la dette publique en vertu de					
7 Édouard VII, chapitre 2	214.00	222.50	1,148.60	294.80	147.00
Loi des établissements industriels,					
S. R. Q. 1925, chapitre 182	.....	.....	.....	12,611.29	.....
Contributions des municipalités en vertu de					
7 George V, chapitre 10, section 2	97,264.39	21,814.74	43,768.24	8,807.89	3,381.37
Prêt aux incendiés de Québec	240.00	.....	160.00	.....	.....
<i>Recettes ordinaires</i>	27,206,335.48	30,924,997.01	34,807,783.48	39,976,283.04	43,585,140.83
Emmagasinement des eaux des rivières					
Sainte-Anne et Savane	50,000.00	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière					
Saint-François	.....	.....	.....	.....	650.00
Emmagasinement des eaux de la rivière					
Saint-Maurice	9.00	1.00	1.00	101.00	.....
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	3,821.82	129.75	116,945.71	1,166.04	1,462.24
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis	.....	899.32	18.30	.....	12.50
Loi des bons chemins, 1912	310,078.14	69,635.69	275,542.77	265,382.11	169,260.58
Fonds de l'assistance publique					
Transfert de la loi des liqueurs alcooliques	.....	.....	.....	1,000,000.00	1,000,000.00
Fonds de l'assistance publique	1,361,003.86	1,775,379.73	1,337,588.21	2,139,689.30	2,610,308.55
Palais de justice et prison, district de Roberval	.....	.....	.....	22,000.00	.....
Timbres judiciaires, avances aux officiers publics	.....	.....	.....	.....	450.00
Timbres d'enregistrement, avances aux officiers					
publics	.....	.....	.....	.....	100.00
Péages perçus sur le pont Batiscan	27,000.00	35,000.00	47,500.00	60,685.49	.....
Péages perçus sur les ponts de l'île Perrot	60,000.00	85,500.00	118,000.00	173,856.46	.....
Construction et entretien de ponts sur l'île Perrot	150,000.00	127.93	.....	.....	.....
Pont Scott sur la rivière Saint-Charles, à Québec	.....	.....	.....	.....	23,178.91
Paiements différés - La Banque d'Hochelaga					
14 George V, chapitre 3	131,250.00	139,899.83	146,348.60	153,580.40	161,310.79
Fonds en fidéicommis	1,106,244.98	1,376,699.64	1,263,810.41	3,081,357.55	3,906,968.23
	30,405,843.28	34,408,269.90	38,113,538.48	46,874,101.39	51,458,842.63
Prêts aux municipalités					
re logements ouvriers	12,696.02	4,765.88	23,640.00	10,000.00	47,100.00
Emprunts temporaires	15,000,000.00	6,750,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00	3,000,000.00
Emprunt des bons chemins en vertu de					
13 George V, chapitre 34	.....	7,287,525.00	.....	.....	.....
Emprunt pour aider à la colonisation,					
13 George V, chapitre 2	.....	990,310.00	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de la loi de la voirie,					
16 George V, chapitre 31	.....	2,970,930.00	.....	.....	.....
Emprunt loi de la voirie, S. R. Q. 1925, chapitre 91,					
section 75 amendée	.....	.....	4,834,400.00	.....	.....
<i>Total des recettes</i>	45,418,539.30	52,411,800.78	47,971,578.48	48,884,101.39	54,505,942.63
En caisse au 1 ^{er} juillet de chaque année	1,658,720.74	2,215,676.92	2,261,661.65	2,564,939.11	4,607,783.31
	47,077,260.04	54,627,477.70	50,233,240.13	51,449,040.50	59,113,725.94

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1930

	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929	1929-1930
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dettes publiques	4,695,123.49	4,659,495.17	4,317,788.41	4,337,307.60	4,406,613.88
Provision spéciale pour rachat d'une partie de la dette fondée	1,000,000.00	1,000,000.00	1,000,000.00	1,000,000.00	.....
Fonds de l'assistance publique, Transfert de la loi des liqueurs alcooliques	.....	.....	.....	1,000,000.00	.....
Législation	676,058.51	758,126.08	705,882.33	761,595.20	753,695.67
Gouvernement civil	1,639,583.49	1,707,668.47	1,791,718.02	1,924,027.93	2,009,649.02
Administration de la justice	2,078,589.44	2,172,871.73	2,388,192.48	2,468,483.55	2,593,894.56
Écoles de réforme et d'industrie	406,454.60	420,000.00	420,000.00	512,443.93	497,825.25
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	2,740,979.61	2,848,503.90	2,960,062.59	3,585,439.10	4,480,490.00
Agriculture	1,602,000.00	1,800,500.62	1,912,407.33	2,074,930.75	2,397,367.28
Voie	4,194,101.46	5,598,000.00	8,470,184.56	7,560,915.04	10,931,168.10
Colonisation	1,024,000.00	1,073,495.31	1,264,000.00	1,519,000.00	1,801,747.35
Immigration	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00
Hygiène	333,688.80	363,888.80	393,888.80	463,388.80	544,488.80
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	1,087,623.00	1,138,378.35	1,290,957.41	1,904,624.92	1,644,549.53
Extraordinaires	284,708.22	.....	.....	.....	.....
Travail	96,596.54	95,600.00	120,420.85	301,613.66	148,567.06
Subventions aux chemins de fer	.....	.....	.....	.....	50,000.00
Asiles d'aliénés	1,323,594.87	1,428,541.02	1,359,340.00	1,619,340.00	1,685,965.00
Institutions de bienfaisance	33,935.00	30,050.00	29,425.00	27,290.00	27,290.00
Terres et Forêts	1,389,783.52	1,610,972.80	2,045,963.30	2,164,520.13	2,331,571.06
Mines	240,000.00	455,000.00	350,000.00	350,000.00	414,000.00
Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	290,096.91	220,220.24	351,466.00	372,834.75	519,025.50
Charges sur le revenu	807,830.09	868,842.79	971,422.47	1,129,039.10	1,355,050.74
Services divers	711,441.18	798,548.23	748,106.23	857,692.96	751,951.51
<i>Paiements ordinaires et extraordinaires</i>	26,686,188.73	29,078,702.89	32,821,225.78	35,964,487.42	39,374,910.31
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	7,321.80	.....	.....	55,185.67
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	50.00	1,987.30	19.20	.....
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	234,246.85	27,871.89	35,423.81	5,105.27	299.45
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis	9,773.11	64.00	102,728.91	6,009.82	1,115.35
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord	.....	26,747.71	.....	.....	7,365.96
Emmagasinement des eaux de la rivière Gatineau	.....	.....	.....	.....	47,040.27
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	1,404,160.82	316,473.60	62,234.91	32,787.67	3,201.00
Construction d'un palais de justice et prison à Amos	.....	.....	3,248.45	.....	.....
Construction de la nouvelle prison, district de Montréal	75,000.00	331,624.18	8,660.05	.....	.....
Palais de justice et prison, district de Montcalm	.....	.....	10,000.00	.....	.....
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec	185,137.20	305,118.14	.....	.....	.....
Restauration et amélioration du palais de justice, Québec	.....	.....	650,130.86	1,048,157.14	550,793.84
Ameublement, palais de justice, Québec	.....	.....	.....	.....	61,047.80
Construction du musée d'histoire naturelle, Québec	.....	.....	316,327.68	272,121.41	594,518.58
Immeuble pour loger la commission : Loi des accidents du travail	.....	.....	55,295.11	752.49	607.92

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1930

	1925-1926 \$ cts	1926-1927 \$ cts	1927-1928 \$ cts	1928-1929 \$ cts	1929-1930 \$ cts
Construction du pont Scott sur la rivière Saint-Charles, à Québec	.....	.....	.....	42,337.06	15,610.21
Construction d'un chemin véhiculaire sur le pont de Québec	.....	.....	.....	81,043.71	247,221.96
Construction de la prison des femmes, Québec	.....	.....	.....	.....	23,154.30
Construction d'un palais de justice et prison, Campbell's Bay	2,097.90	134,788.20	26,276.14	1,985.00	.....
Construction du palais de justice et prison, Ville-Marie	.....	5,597.50	239.95	100.00	.....
Construction du palais de justice et prison, Rouyn	.....	.....	2,748.45	.....	.....
Palais de justice et prison, district de Roberval	.....	.....	22,000.00	.....	16,875.00
Reconstruction de la prison, Chicoutimi	.....	.....	488.55	217,728.58	42,320.00
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	.....	.....	.....	346.85	.....
Construction et entretien des ponts de l'île Perrot	82,772.57	1,000.00	.....	.....	.....
La commission du prêt agricole canadien, capital-actions	.....	.....	.....	.....	10,100.00
Loi des bons chemins, 1912	2,059,848.30	1,505,889.52	1,646,813.59	1,540,023.05	2,945,724.31
Provision spéciale pour rachat d'une partie de la dette fondée	.....	.....	.....	.....	1,743,906.25
Fonds de l'assistance publique de la loi des liqueurs alcooliques	.....	.....	.....	.....	1,000,000.00
Fonds de l'assistance publique	1,350,076.32	1,590,539.60	1,788,411.12	2,224,632.52	2,738,608.70
Fonds en fidéicommis	732,040.76	1,052,035.74	1,088,909.98	2,551,865.21	1,096,326.84
	32,821,342.56	34,388,974.37	38,643,150.64	43,989,502.40	50,575,933.72
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	50,750.00	50,750.00	.....
	32,822,092.56	34,389,724.37	38,693,900.64	44,040,252.40	50,575,933.72
Remboursement d'emprunts temporaires	9,500,000.00	10,000,000.00	6,750,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00
Remboursement de l'emprunt en vertu de la loi 5 George V, chapitre 2	3,940,000.00	.....	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	.....	.....
Remboursement de l'emprunt en vertu de la loi 11 George V, chapitre 3	.....	3,352,318.64	.....	.....	.....
Remboursement de l'emprunt du 1 ^{er} janvier 1888	.....	.....	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts du dominion du Canada re logements ouvriers	12,696.02	4,765.88	23,640.00	10,000.00	1,547,100.00
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3, La Banque d'Hochelaga	131,250.00	139,899.83	162,944.00	136,985.00	161,310.79
	46,406,038.58	51,886,708.72	48,642,951.30	49,187,237.40	54,284,344.51
À ajouter : Paiement de mandats impayés au commencement de chaque année	948,312.99	2,492,768.45	2,013,661.12	2,988,311.40	5,334,291.61
	47,354,351.57	54,379,477.17	50,656,612.42	52,175,548.80	59,618,636.12
À déduire : Mandats impayés à la fin de chaque année	2,492,768.45	2,013,661.12	2,988,311.40	5,334,291.61	2,510,640.97
Total des paiements	44,861,583.12	52,365,816.05	47,668,301.02	46,841,257.19	57,107,995.15
Balance en banque au 30 juin de chaque année	2,215,676.92	2,261,661.65	2,564,939.11	4,607,783.31	2,005,730.79
	47,077,260.04	54,627,477.70	50,233,240.13	51,449,040.50	59,113,725.94

Recettes probables, 1931-1932

Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1907	\$1,888,959.20	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1907	<u>240,000.00</u>	
	\$2,128,959.20	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, loi du Canada.....	<u>127,460.68</u>	
	\$2,256,419.88	
Intérêt sur fonds en fidéicommiss.....	<u>59,389.07</u>	
		\$ 2,315,808.95

Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement placés.....	\$ 433,915.02	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	370,500.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	<u>300,000.00</u>	
		1,104,415.02
Terres et Forêts		5,000,000.00
Mines.....	\$ 650,000.00	
Pêcheries et Chasse.....	436,600.00	
Terres de la couronne.....	<u>60,000.00</u>	
		1,146,600.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	\$ 800,000.00	
Honoraires judiciaires, non compris les timbres.....	21,000.00	
Fonds de bâties et des jurés.....	80,000.00	
Entretien des prisonniers.....	15,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres	3,800.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	2,400.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		932,700.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des régistres salariés)		350,000.00
Licences		2,000,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....		7,500,000.00
Loi des vues animées - Revenu.....		25,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		3,000,000.00
Droits sur les successions.....		4,000,000.00
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Seizin)		10,000.00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chapitre 28		50,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.		300,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles		5,000,000.00
Gazoline - Droits et honoraires		4,000,000.00

Recettes probables, 1931-1932 (suite)

Administration de la justice (suite) :

Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	\$ 5,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec - Honoraires.....	35,000.00
La Commission des services publics de Québec - Honoraires	20,000.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies	250,000.00
Loi concernant les détectives privés - Revenu.....	1,000.00
Loi pour prévenir les incendies - Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	25,000.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	5,000.00
Entretien des aliénés	770,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles de réforme et d'industrie.....	230,000.00
Législation.....	15,000.00
Gazette officielle	60,000.00
Loyers des édifices publics	1,762.60
Revenu casuel	200,000.00
Loi des assurances, revenu.....	100,000.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....	7,000.00
Contributions aux pensions, service civil	75,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer	10,000.00
Crédit pour la dette publique.....	1,000.00
Ponts de péage - Revenu.....	350,000.00
	<u>\$38,895,286.57</u>

Dépenses probables, 1931-1932

Dette publique.....	\$ 4,857,928.31
Législation.....	664,160.00
Gouvernement civil.....	2,179,680.00
Administration de la justice, etc.....	2,504,468.15
Instruction publique, etc.....	3,616,070.00
Affaires municipales	41,000.00
Asiles d'aliénés	1,530,325.00
Écoles de réforme et d'industrie	460,000.00
Hygiène.....	501,888.80
Travaux publics, (ordinaires)	2,033,264.50
Travail	185,600.00
Agriculture	3,575,500.00
Voirie et Mines	9,295,000.00
Terres et Forêts	2,098,000.00
Colonisation, Chasse et Pêcheries.....	2,251,000.00
Institutions de bienfaisance.....	24,765.00
Charges sur le revenu.....	1,114,000.00
Services divers	803,850.00
Fonds de l'assistance publique.....	1,000,000.00
	<u>\$38,736,499.76</u>

**Passif direct et actif disponible de la Province de Québec,
au 30 juin 1930**

Passif

Dette consolidée.....	\$76,735,291.58	
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement (Voir cédula 38).....	\$ 8,570,154.36	
Paiements différés <i>re</i> débetures émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu de 14 George V, chapitre 3, payables en versements annuels de \$124,172.40.....	<u>14,142,610.38</u>	<u>\$22,712,764.74</u>
		\$54,022,526.84
Emprunts temporaires.....		3,000,000.00
Puissance du Canada - Balance du compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers.....		5,757,102.72
Dépôts en fidéicommiss.....		6,107,796.26
Mandats non payés.....		2,510,640.97
Fonds de l'assistance publique.....		<u>2,247,413.67</u>
		\$75,144,090.09

Actif

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	\$ 1,186,759.13
Argent en banques.....	2,005,730.79
Diverses avances par la province.....	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,630,037.94
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	794,092.18
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	285,713.69
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	4,648,680.17
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	274,634.26
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord.....	34,113.67
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts: extension - avances autorisées par 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par 10 George V, chapitre 4.....	4,989,074.08
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par 12 George V, chapitre 3.....	1,100,497.87
Nouvelle prison du district de Montréal : avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	4,035,647.07
Palais de justice et prison du district de Montcalm : avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	86,555.24
Palais de justice et prison du district de Roberval : avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	39,979.30

**Passif direct et actif disponible de la Province de Québec
au 30 juin 1930**

Actif (suite)

Puissance du Canada (suite) :

Palais de justice et prison, district d'Abitibi, Amos, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13.....	\$ 98,480.16
Palais de justice et prison du district d'Abitibi, Rouyn, avances autorisées par la loi 7 George V, chapitre 8.....	2,748.45
Palais de justice et prison, à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21.....	166,973.17
Palais de justice et prison, Campbell's Bay, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16.....	165,147.24
Palais de justice et prison à Ville-Marie, avances autorisées par la loi 7 George V, chapitre 7.....	5,937.45
Construction d'un musée d'histoire naturelle, à Québec: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3.....	1,188,117.27
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal.....	45,000.00
Construction et équipement de l'École des gardes forestiers, avances autorisées par les S. R. 1925, chapitre 48.....	6,843.70
Installation et équipement de l'École de papeterie, avances autorisées par les S. R. 1925, chapitre 48.....	20,799.75
Achat d'une propriété, cadastre 89a, div. est, Montréal, pour les fins de la morgue, autorisé par arrêté ministériel no 711 du 30 avril 1925.....	55,000.00
Achat d'une propriété située au no 73 Grande Allée, Québec, pour loger la Commission des accidents du travail, autorisé par arrêté ministériel no 868 du 16 mai 1928.....	56,655.52
Construction des ponts de l'île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9.....	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5.....	446,868.88
Commission des accidents du travail, 18 George V, chapitre 79, article 10.....	67,404.36
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de justice de Québec, 18 George V, chapitre 3.....	2,249,081.84
Ameublement du palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 20 George V, chapitre 6.....	61,047.80
Construction d'un chemin carrossable sur le pont de Québec: avances autorisées par la loi 19 George V, chapitre 6.....	328,265.67
Prison pour les personnes du sexe féminin, district de Québec: avances autorisées par la loi 19 George V, chapitre 10.....	23,154.30
Emmagasinement des eaux de la rivière Gatineau.....	47,040.27
Commission du prêt agricole canadien, capital-actions: souscription autorisée par la loi 18 George V, chapitre 30.....	10,100.00
Prêt aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers.....	<u>7,257,102.72</u>
	<u>35,432,515.00</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1930.....	\$39,711,575.09

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), l'ajournement du débat.

Adopté.

Palais de justice et prison à Ville-Marie

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 6 modifiant la loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie, ladite résolution ayant été rapportée du comité plénier et lue deux fois, le 20 janvier courant.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je propose que les mots "l'ameublement et l'aménagement" soient ajoutés.

M. Guertin (Hull): Nous sommes heureux de voir que l'honorable ministre corrige ses projets. Quand une première demande a été faite à cette Chambre, au sujet de cette prison, on a fait remarquer que ce prix ne comprenait pas l'ameublement de la bâtisse. Le gouvernement n'a pas tenu compte de nos remarques; et aujourd'hui, on prétend faire des corrections en demandant \$300,000 au lieu de \$200,000.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): (Souriant) Lorsque je commets une erreur, je l'admets. La différence entre le ministre des Travaux publics et le député de Hull est que le ministre est toujours prêt à corriger ses erreurs, tandis que le député de Hull persiste dans ses erreurs.

(Rires)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 6 modifiant la loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Validation d'enregistrements à Terrebonne

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁸:

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose: Que les frais des corrections qui doivent être faites par le registraire de la division d'enregistrement de Terrebonne en vertu de l'article 2 de la loi qui accompagne cette résolution seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Des voix de l'opposition: Explications.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il s'agit simplement de corriger une erreur qui a été faite dans l'enregistrement d'un lot. Ce lot a été enregistré sous un numéro qui n'existe pas.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement est devenu bien scrupuleux. Il perd le temps de la Chambre pour corriger l'erreur d'un employé. Je trouve bien inutile la présentation d'un tel projet de loi.

(Murmures à droite)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 16

concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Contrat entre
la ville de Donnacona
et The Donnacona Paper Co. Ltd.**

M. Gauthier (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Adopté.

En comité⁹:

Des députés de l'opposition posent des questions¹⁰.

M. Gauthier (Portneuf) répond à tout ce qu'on lui demande.

Un député pose une question cocasse.

M. Gauthier (Portneuf) hésite...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant)...

Un parrain ne peut pas tout savoir.

(Rires)

Les articles 1 à 24, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gauthier (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paul Roy

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 77 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen.

Adopté.

En comité¹¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant)¹² Explications.

Voix à gauche: Explications.

M. Taschereau (Bellechasse): M. le président, voici les faits que je suis heureux de soumettre au comité. M. Paul Roy, étudiant en droit, a passé son baccalauréat de rhétorique.

La maladie l'a empêché de passer son baccalauréat de philosophie. Il veut faire régulariser son cas par la Législature, et son bill a reçu l'approbation du Conseil du Barreau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je crois que nous ne devons pas perdre cette occasion de saluer le nouveau député de Bellechasse (M. Taschereau) qui vient de parler pour la première fois en cette Chambre. Je suis heureux de féliciter notre nouveau collègue de sa belle victoire dans Bellechasse. Je lui souhaite une belle et longue carrière politique. J'espère qu'il prendra les exemples d'énergie, de courage et d'intégrité de son père distingué¹³.

(Applaudissements)

Cependant, si le député de Bellechasse veut prendre des exemples politiques du leader de cette Chambre, j'espère qu'il ne les recherchera pas dans les débuts de la carrière de son père, mais dans le programme qu'il a adopté cette année. Car on sait

que le discours du trône nous a annoncé des mesures qui ont été depuis longtemps demandées par l'opposition.

(Rires et applaudissements)

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Changement des noms Snasdell Taylor et Taylor

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, en celui de Snasdell-Taylor.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Collège commercial de Saint-Césaire

M. Bernard (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Olivier Faucher

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la succession Olivier Faucher soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi des subventions aux collèges classiques;

- bill 5 modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile;

- bill 7 modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec;

- bill 8 concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité;

- bill 18 modifiant la loi de la voirie;

- bill 19 modifiant la loi des jurés;

- bill 23 concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet;

- bill 25 modifiant l'article 618 du Code de procédure civile;

- bill 75 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 76 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire;

- bill 110 concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne.

Lots de Bellechasse annexés à Dorchester

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 5 heures¹⁴.

NOTES

1. Sur le parquet, à droite de l'Orateur, se trouve M. Fernand Rinfret, député fédéral de Montréal-Saint-Jacques et ancien secrétaire d'État du Canada. Derrière lui sont assis M. Edgar Vézina, auditeur général, et M. J.-A. Bégin, contrôleur du revenu, selon *L'Événement*, 22 janvier 1931, à la page 3.

2. La plupart des quotidiens et des hebdomadaires désignent M. Taschereau par trésorier "intérimaire".

3. Allusion sans doute à M. Andrew Ross McMaster, trésorier de la province du 12 septembre 1929 au 16 octobre 1930, qui a été forcé d'abandonner son poste pour cause de maladie et qui fut brièvement remplacé par M. Gordon Wallace Scott, avant que celui-ci ne soit défait dans Huntingdon, à l'élection complémentaire du 4 novembre 1930.

4. *Le Nationaliste* et *Le Devoir* du 29 janvier 1931, à la page 2, écrivent que "le discours est bien fait et porte la marque des qualités d'ordre, de clarté et de concision qui distinguent M. Gordon Scott, qui a beaucoup collaboré à la partie technique du budget".

5. Il est survenu au pays une crise du blé, car les exportations russes à la Grande-Bretagne concurrencent sérieusement avec le Canada. Le premier ministre Richard B. Bennett n'ayant pas réussi à rouvrir des marchés au blé canadien, les cultivateurs de l'Ouest ont élaboré une "Charte de la liberté" préconisant la création d'un Commonwealth

des provinces des Prairies. Rumilly, Robert., *Histoire de la Province de Québec*, vol. XXXII, Montréal; Paris, Fides, 1959, pages 96-100.

6. *L'Événement* du 22 janvier 1931, à la page 3, à l'instar de la plupart des journaux, signale que M. Taschereau a parlé pendant une quarantaine de minutes, livrant le discours sur le budget en français, pour la première fois depuis des années. Il y a 24 ans que l'on n'avait pas entendu un discours du budget en français à l'Assemblée législative. Le dernier trésorier de langue française à Québec fut l'honorable M. Auguste Tessier, qui ne prononça qu'un seul discours de ce genre, au mois d'avril 1907. L'honorable M. Taschereau est le huitième Canadien français à occuper le poste de ministre provincial des Finances. Ses prédécesseurs furent l'honorable M. Pierre Bachand, du 8 mars au 3 novembre 1878, l'honorable M. François Langelier, du 12 mars au 31 octobre 1879, l'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, (C. L.) (par intérim) (à partir du 12 novembre 1892), l'honorable M. Louis-Olivier Taillon, du 16 au 30 décembre 1892 et du 6 octobre 1894 au 14 mai 1896, l'honorable M. Félix-Gabriel Marchand, du 26 mai 1897 au 25 septembre 1900, l'honorable M. Auguste Tessier, du 31 août 1906 au 17 octobre 1907, et l'honorable M. Jacob Nicol, du 23 novembre 1921 au 12 septembre 1929, selon *Le Courrier de l'Islet*, du 24 janvier 1931, à la page 1 et *L'Événement* du 22 janvier 1931, à la page 3.

7. Les tableaux suivants sont extraits du *Discours sur le budget*, 21 janvier 1931.

8. Le comité se réunit sous la présidence du député de Montréal-Saint-Jacques, M. Vautrin.

9. Voir note 8.

10. *L'Événement* du 22 janvier 1931, à la page 9, écrit: "L'opposition, pour taquiner le député de Portneuf, le crible de questions."

11. Voir note 8.

12. Le député de Bellechasse est le fils du premier ministre et parle "d'un ton plein d'assurance qui rappelle celle de son père", selon *L'Événement* du 22 janvier 1931, à la page 3.

13. Selon *L'Événement* du 22 janvier 1931, à la page 3, le premier ministre paraît vivement touché de

cette délicatesse de M. Duplessis, "le prince de l'amabilité".

14. La Chambre ne siège pas en soirée, à cause du banquet annuel donné en l'honneur des courriéristes parlementaires à la Législature, selon *Le Progrès du Saguenay* du 22 janvier 1931, à la page 1.

Séance du jeudi 22 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 174 modifiant l'article 398 du Code municipal;

- bill 175 modifiant la loi des compagnies de Québec;

- bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Albert-Pierre Frigon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

Votre comité est d'opinion que la pétition de Montreal Airdrome Limited et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited, est régulière et suffisante; que le bill déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le Règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre aux pétitionnaires de présenter immédiatement le bill qu'ils ont déposé.

Le rapport est adopté.

**Ventes à G. Rémillard
et à The Montreal Airdrome Ltd.**

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Exploitation de carrières
par A.-P. Frigon**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 48 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
taxes**

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 177 modifiant le Code municipal relativement aux taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, examens préalables

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Loi modifiant la loi de la voirie

M. Duplessis (Trois-Rivières): À même la somme de \$17,000,000 mentionnée à la loi 19 George V, chapitre 32, du 4 avril 1929 au 1^{er} janvier 1931 exclusivement:

- a. Combien a été dépensé;
- b. Combien a été payé;
- c. À combien se chiffre le prix total des travaux ordonnés ou des contrats accordés à même ladite somme de \$17,000,000?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): a. \$5,473,168.85; b. \$5,253,071.61; c. \$6,895,443.62.

Pont à Sainte-Émélie-de-l'Énergie

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Y a-t-il actuellement dans la municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, comté de Joliette, un pont en construction pour lequel le gouvernement a accordé un octroi?

2. Dans l'affirmative, quelle est la part: a. du gouvernement; b. de la municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie?

3. Le gouvernement a-t-il fait remise à la municipalité de la part de contribution de la municipalité ou d'une partie d'icelle?

4. Dans l'affirmative, quelle somme a-t-il remise?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
1. Oui. 2a. 70 %; b. 30 %. 3. Non.

Questions de privilège:

Accusations de Léo Doyon contre le ministre de la Voirie, l'honorable M. Perrault

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, j'ai une déclaration à faire à la Chambre au sujet de nouvelles déclarations faites dans un

quotidien français de Montréal¹. Il y a quelque temps, M. Léo Doyon a porté des accusations contre le département de la Voirie. J'ai eu l'occasion de répondre à ces avancés et de démontrer qu'ils étaient erronés. Parlant vendredi dernier le 16 janvier, dans la salle de l'école Saint-Arsène² à Montréal, au cours d'une assemblée tenue par le député de Montréal-Dorion (M. Blain), M. Doyon a réitéré certaines accusations et a sommé le ministre de la Voirie ou le premier ministre de le traduire à la barre de la Chambre s'il ne disait pas la vérité.

M. Doyon a affirmé vendredi, dans un discours qui a été radiodiffusé par le poste CKAC dans toute la province, que "le ministre de la Voirie avait accordé sans soumissions des contrats à la McUrban Asphalt Company, dont son ami M. McDonald est le propriétaire". Je dois dire tout d'abord que je connais M. McDonald, mais je n'ai pas de relations d'amitié avec lui. M. Doyon a ajouté que les contrats sans soumissions avaient été accordés pour la route Sherbrooke-Magog, 19 milles, la route Sainte-Martine, 7 milles, la route Montréal-Sud, 3 milles, la route Saint-Bruno, 5 milles, la route Sainte-Adèle, 7 milles, la route Sainte-Agathe, 2 milles. Voilà les affirmations faites contre le département de la Voirie et le ministre en particulier.

À cela, je répondrai ceci: d'après M. Doyon, les contrats pour toutes ces routes ont été accordés en 1929 à la McUrban Asphalt Co. Précisons les dates. Le contrat Sherbrooke-Magog a été signé le 9 août 1928, et celui de Sainte-Martine, le 27 septembre 1928. Pour la route Montréal-Sud, il n'y a eu aucun contrat, les travaux ayant été faits à la journée par le département de la Voirie. Même chose pour les travaux de la route Saint-Bruno. Pour la route de Sainte-Adèle, des soumissions furent demandées en mars 1929 et le contrat fut signé par l'honorable Perron le 24 avril 1929. Pour la route de Sainte-Agathe, le contrat originaire fut signé le 9 août 1928, mais il ne fut pas exécuté parce que Sainte-Agathe ne trouvait pas le chemin assez large et voulait l'élargir. Un nouveau contrat fut donc signé en juin 1929, basé sur les conditions de celui du 9 août 1928.

J'ai donné ces dates pour démontrer que tous les contrats ont été accordés avant mon entrée au département de la Voirie, puisque j'ai pris charge de ce ministère le 24 avril 1929. Voilà à quoi se résument les accusations de M. Doyon. J'aurai l'occasion, au cours du débat sur le budget, quand il sera question des crédits demandés par la voirie, de reparler de cette question, mais je crois avoir clairement établi à la Chambre qu'à l'assemblée de Saint-Arsène, M. Doyon n'a pas dit la vérité.

Travaux de la Chambre:**Rapport de la
Commission des liqueurs**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable premier ministre nous dirait quand nous aurons le rapport de la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons y voir.

**Octroi au Conservatoire
national de musique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 43 autorisant un octroi au Conservatoire national de musique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité³:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, chaque année, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, au Conservatoire national de musique constitué en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur, en date du 1^{er} décembre 1928, une allocation de vingt-cinq mille dollars.

L'an dernier, la Législature a voté un octroi de \$10,000 aux mêmes fins. Le Conservatoire ayant obtenu un grand succès dans l'enseignement musical, ce serait une bonne chose de majorer l'octroi. Ce sera de l'argent bien dépensé, puisque la musique est une belle éducation. Le Conservatoire a conclu une entente très avantageuse avec les messieurs de Saint-Sulpice. Ces derniers, qui ont tant fait pour la cause de l'éducation, ont voulu une fois de plus aider à l'œuvre d'éducation et agrandir son champ d'action.

En plus, la ville de Montréal s'est montrée très favorable au Conservatoire et le gouvernement veut faire sa part. Le gouvernement considère qu'il est juste d'augmenter son octroi au Conservatoire national de musique avec le concours des messieurs

de Saint-Sulpice et des autorités municipales de Montréal, qui apprécient beaucoup son œuvre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les autorités actuelles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, toutes les autorités sont d'accord pour encourager l'étude de la musique, la bonne diction.

M. Renaud (Laval): Et la radio?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) À la radio, les autorités s'accordent moins bien.

M. Renaud (Laval): Les pianos automatiques? On pourrait y enseigner le piano automatique.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est un peu plus mécanique.

M. Renaud (Laval): On s'amuse toujours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je recommande l'Union des musiciens à la bienveillance de l'honorable secrétaire provincial.

L'honorable M. David (Terrebonne): La suggestion est très bienvenue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui est le directeur du Conservatoire?

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est un ancien boursier du gouvernement, M. Eugène Lapierre, organiste de l'église Saint-Jacques, à Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je profite de cette occasion, M. le président, pour attirer l'attention de la Chambre sur une excellente organisation qui fait un travail utile, l'Association des fanfares de la province de Québec. Ces fanfares sont composées de membres qui emploient une partie de leur temps à rendre service à la population à titre gratuit et elles devraient elles aussi bénéficier des octrois du gouvernement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je prends en considération cette suggestion que j'accueille favorablement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait aussi faire œuvre utile que de donner des octrois aux unions

musicales des différentes villes, octrois variables selon l'importance du centre et la capacité du corps musical.

L'honorable M. David (Terrebonne) accepte avec plaisir cette suggestion.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 43 autorisant un octroi au Conservatoire national de musique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la radiodiffusion

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette Chambre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: Que le coût annuel des émissions radiophoniques prévues par les sections 4 et 5 de la loi relative à la radiodiffusion dans cette province (19 George V, chapitre 31) ne devra pas excéder la somme de trente mille dollars au lieu de la somme de quinze mille

dollars déjà autorisée par l'article 6 de ladite loi relative à la radiodiffusion dans cette province.

La somme accordée l'an dernier est insuffisante pour améliorer l'irradiation de *L'Heure provinciale* et ses programmes. Pour payer les musiciens, les chanteurs et les orateurs que l'on entend à *L'Heure provinciale*, le montant de \$15,000 ne suffit plus. Nous demandons donc l'autorisation d'augmenter l'octroi à \$30,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-il advenu du projet de construire un poste émetteur de \$200,000, proposé par le gouvernement dans son premier projet de loi il y a deux ans? Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un poste de radiodiffusion, comme il y est autorisé par la loi? Est-ce que ce projet est en marche?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pas pour le moment. Nous préférons compléter notre seconde année d'émission et nous déciderons ensuite si nous devons construire le poste de la province. L'irradiation de *L'Heure provinciale* a commencé à la fin de novembre 1929; l'on veut continuer les expériences nécessaires pendant quelque temps encore pour savoir comment elle est goûtée de la population et pour connaître quelles seraient les améliorations à apporter.

Nous voulons attendre que l'essai marche pendant deux ans, avant de commencer la construction d'un poste émetteur, si nous jugeons alors la chose utile et nécessaire. C'est pour améliorer les conditions d'émission présentes que nous demandons de nous voter une somme additionnelle de \$15,000. Le département a préféré prolonger son expérience par le poste CKAC jusqu'à l'an prochain avant de se lancer dans une entreprise plus dispendieuse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voulais simplement obtenir une information complémentaire sur cette question et ne désire pas être jugé comme favorable à la création d'un poste d'émission par le gouvernement. L'attitude de l'opposition a été clairement définie dans le temps. Nous avons dit, lorsque la loi a été présentée, que la construction d'un poste et les émissions étaient de nature à provoquer un problème interprovincial et même international.

On a fait des gorges chaudes de nos observations dans le temps, mais les événements nous donnent raison. Nous prétendions qu'il convenait d'abord que le gouvernement s'abouche avec le gouvernement fédéral, afin d'éviter par la suite des imbroglios regrettables. Et c'est ce que le gouvernement aurait dû faire depuis longtemps.

Nous accusons parfois à bon droit le gouvernement d'être retardataire, mais je vois aujourd'hui qu'il faut l'accuser d'aller trop vite dans ses intentions.

Je veux encore savoir comment il se fait qu'au moins la moitié de la population de la ville de Québec ne peut pas bien entendre *L'Heure provinciale*? L'audition de *L'Heure provinciale* par le poste CKAC est très mauvaise en certaines parties de la ville de Québec et de la région de Québec. Je suis informé que la population de Québec ne peut presque rien entendre. C'est la troisième ville de la province venant en effet après Trois-Rivières...

(Rires)

... c'est la capitale de la province et, comme telle, elle devrait être en mesure d'entendre les programmes de musique radiodiffusés par le gouvernement. Ne devrait-on pas prendre des mesures pour qu'à Québec on puisse bénéficier des émissions?

J'aimerais savoir comment il se fait que les émissions de *L'Heure provinciale* ne sont pas faites à Québec. N'y aurait-il pas lieu de prendre les mesures nécessaires pour que la ville du gouvernement ait son poste d'émission? Il y aurait lieu de retransmettre ces concerts par un poste local de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je dois déclarer dès maintenant que la question de la radio dans notre province va entrer dans une nouvelle phase avant longtemps. Ce que l'honorable député de Trois-Rivières vient de dire est exact. Le poste CKAC de *La Presse* est puissant, et il a été entendu jusqu'aux États-Unis, mais il se trouve qu'à Québec, nombreux sont les gens qui ne peuvent capter ces émissions. Je sais que c'est une chose singulière; il y a des fois que l'on peut entendre très bien la radio d'un côté d'une rue et pas de l'autre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant)

Peut-être parce que ça vient de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Non, ça vient de Saint-Hyacinthe, qui est mieux dirigé que Montréal au point de vue municipal⁵.

Aussi avions-nous songé à faire retransmettre ces concerts de *L'Heure provinciale* par un poste de Québec. Nous avons voulu nous entendre avec un poste local, la maison Vandry⁶, pour avoir des émissions à Québec. M. Vandry s'est adressé à Ottawa et a demandé la permission d'émettre durant les heures où CKAC transmettait ce concert. On lui a refusé la permission d'émettre sans qu'on lui donne

de bonnes raisons pour ce refus. Ottawa ne veut pas lui consentir plus d'heures qu'il n'en a actuellement.

On a même dit que toutes les heures d'émission allaient être diminuées avant longtemps. D'un autre côté, il y a un autre poste⁷ à Québec, qui obtient d'Ottawa tout ce qu'il veut. Ottawa ne fait pas de politique! Loin de moi cette pensée! Ce n'est qu'un incident. Mais je dois dire que notre gouvernement a décidé, après consultations, que le Québec a l'intention de faire valoir ses droits de contrôler la radio dans ses limites et il va émettre lui-même ses permis.

(Applaudissements)

Eh bien! M. le président, j'ai dit que la question de la radio allait entrer dans une nouvelle phase au Québec. Nous avons passé un ordre en conseil ces jours derniers, référant la question à la Cour d'appel afin de faire reconnaître notre droit et de savoir si le contrôle de la radio appartient à Ottawa ou à Québec. À moins d'un jugement contraire de ce tribunal, le gouvernement prendra sur lui d'émettre des permis d'émissions dans les limites de la province à qui elle vaudra et comme elle vaudra.

Ainsi, elle sera maîtresse chez elle. Nous avons le droit de garder la radio pour nous, dans les limites de la province. En vertu de l'article 62 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, nous prétendons que la radio appartient à la province et non à Ottawa. Nous préparerons ensuite le projet de loi que nous soumettrons à la Législature dès cette session⁸. Je répète que la province de Québec a l'intention de faire valoir le privilège qu'elle a de contrôler la radio dans ses limites.

(Applaudissements)

Si le pouvoir fédéral prétend que nous nous arrogeons un de ses droits, il portera la cause à la Cour suprême. Nous voulons défendre et affirmer dans ce domaine les prérogatives de notre province. Une question du même ordre a été résolue favorablement pour les provinces. Le gouvernement fédéral prétendait qu'il avait le droit exclusif d'accorder des permis pour l'aviation. Le gouvernement fédéral prétendait nous empêcher...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement King. Quand le gouvernement libéral d'Ottawa fait des choses qui ne sont pas dans l'intérêt de la province, nous ne nous cachons pas pour le dire. L'opposition est drôle. Quand nous critiquons le gouvernement King, nous sommes de

grands hommes aux yeux de l'opposition; et quand nous critiquons M. Bennett, nous ne sommes plus que de petits hommes, nous ne valons plus rien. Le cabinet King a voulu nous empêcher de faire l'aviation pour prendre des vues panoramiques pour les cartes de la province; des avions ont même été saisis et les pilotes arrêtés. Nous avons porté la cause en Cour suprême et nous avons obtenu gain de cause, puisque les provinces ont le droit d'accorder des licences d'aviation.

Je me demande de quel droit Ottawa nous refuserait le droit d'accorder des licences pour la radio. Nous croyons que le même principe prévaut en radiotélégraphie; et à moins d'un jugement contraire, nous allons nous prévaloir de notre droit. De quel droit Ottawa affirme son droit de contrôle de la radio?

Le gouvernement a fait signer un arrêté en conseil qui lui permettra de contrôler la radio dans la province et il soumettra toute la question à la plus haute cour provinciale, notre Cour d'appel, en lui demandant de résoudre la question. Nous nions à Ottawa le droit de contrôle des émissions de musique et de discours. Je répète que nous essaierons dès cette session de pouvoir délivrer nous-mêmes nos licences.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette l'attitude menaçante de l'honorable premier ministre. Le premier ministre prêchait hier encore l'entente, l'harmonie pour le plus grand bien du Canada. Il parlait avec attendrissement de la nécessité de l'unité nationale. Aujourd'hui, au lieu de suivre la coutume de soumettre d'abord la question aux tribunaux compétents, il fait des menaces à Ottawa alors qu'il aurait eu amplement le temps de faire décider de la question. Il nous dit qu'il a l'intention de décréter par une loi le droit de la province de contrôler les licences de radio.

Il règle la cause *ex parte*, au lieu d'essayer de s'entendre avec Ottawa ou de consulter le gouvernement fédéral. On devrait prêcher par l'exemple. Pourquoi ne pas tâcher de régler amicalement la question dans une conférence interprovinciale? C'est ce qui est arrivé dans le cas de la canalisation du Saint-Laurent. Si nos droits ne sont pas reconnus, nous porterons la cause au Conseil privé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ottawa n'a pas voulu recevoir nos objections sur cette question (la canalisation du Saint-Laurent), mais, quand la cause est venue devant la Cour supérieure, les magistrats furent incapables de répondre à certaines questions. Nous ne faisons pas de menaces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, vous en faites. Le premier ministre ne dit pas: Nous allons essayer de nous entendre par une conférence entre les provinces et le gouvernement fédéral. Non, il dit tout de suite: Nous allons *ex parte* établir une loi pour contrôler la radio dans la province de Québec. Pourquoi, au lieu de chercher l'entente, commencer tout de suite à chicaner?

Ah! Je sais qu'il n'est pas prêt à discuter de la chose, parce qu'il devra le faire avec le gouvernement Bennett.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au risque de sacrifier nos droits! Nous ne pouvons sacrifier nos droits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point du tout. Le premier ministre doit savoir que le problème de la radiodiffusion est plus important qu'on ne saurait le croire. Ce n'est pas seulement une question provinciale, et je suis d'avis qu'il vaut mieux s'entendre que de marcher seul. Il faut envisager la question de façon plus désintéressée que cela. Il est donc clair qu'au lieu de chicaner, de menacer, il vaut mieux commencer d'abord par nous entendre, et il serait facile de faire délimiter les pouvoirs par les tribunaux tout d'abord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ottawa a passé une loi sur la radio et ne nous a pas consultés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le gouvernement n'aime pas se rendre aux grands tribunaux. Ses succès y ont été plutôt minces. On a une preuve de ses capacités avec la question du Labrador et autres causes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas moi qui ai soumis l'affaire du Labrador au Conseil privé, c'est l'honorable Doherty⁹, votre ministre de la Justice.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. Charles Lanctôt?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pardon, votre M. Doherty. C'était M. Doherty qui représentait le Canada.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Et M. Charles Lanctôt, l'assistant-procureur général, représentait la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Lanctôt n'y était pas lorsque la cause a été entendue et c'est M. Doherty qui a eu charge de l'affaire.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): La province l'a pourtant payé pour cette cause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Charles Lanctôt a plaidé la cause du Labrador.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Lanctôt n'était pas au Conseil privé lorsque la cause a été plaidée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Restons calmes puisque le premier ministre est de bonne humeur. Mais pourquoi le gouvernement n'essaie-t-il pas de s'entendre avec Ottawa plutôt que de le repousser? Le temps des menaces n'est pas arrivé, et quand le premier ministre vient nous prêcher la tolérance et la coopération, il devrait commencer lui-même par mettre ses leçons en pratique. Invitons le fédéral à discuter le problème. Et, si la chose est impossible et si l'on refuse de reconnaître les droits de la province de Québec, le premier ministre peut être sûr que l'opposition sera la première à se lever pour revendiquer les droits de la province et faire respecter notre autonomie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois ajouter que nous invitons le fédéral à venir défendre son point de vue devant la Cour d'appel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que nous devrions avoir une conférence avec Ottawa à propos de la radio, au lieu de faire des menaces.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas si j'ai été clair tout à l'heure. Il n'y a aucune menace. Nous réclamons notre droit tout simplement. Nous allons soumettre à la Cour d'appel, qui est le plus haut tribunal de notre province, la question de savoir si le contrôle de la radio appartient à Ottawa et à Québec. La province de Québec n'est pas du tout prête à abandonner un droit qui lui appartient. J'ai consulté plusieurs de nos avocats les plus éminents et tous m'ont affirmé que le contrôle de la radio, dans les limites de la province de Québec, est du ressort de la province. Si Ottawa veut aller à la Cour suprême ou au Conseil privé, nous irons. Je considère que lorsqu'il s'agit des droits de la province, nous devrions être d'accord. Si la

réglementation de la radio nous appartient, je ne vois pas pourquoi nous ne la réclamerions pas tout de suite.
(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre est un avocat très habile, il n'est pas un législateur, mais un légiste distingué. Il sait bien que ce n'est pas le procédé ordinaire. Il ne s'agit pas de sacrifier les droits de la province dans le domaine de la radio, mais simplement de tâcher de s'entendre à l'amiable avant de lancer la provocation. Je répète que nous devrions essayer de nous entendre. Cela servirait mieux la cause de l'unité nationale.

Revenons à la question, et je demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) de nous dire comment il entend dépenser le montant additionnel de \$15,000 pour la radiodiffusion.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous allons tenter de faire entendre *L'Heure provinciale* aux gens de Québec. Nous avons l'intention de faire des tentatives dans d'autres villes que Montréal. Nous voulons donner des émissions de Québec, ce qui augmentera les dépenses de la radiodiffusion, car il faudra payer \$50 l'heure pour la ligne téléphonique. Il faudra payer des artistes de Québec. Le gouvernement veut que les concerts soient retransmis à Québec. Nous pouvons y arriver en reliant un poste local CKCV avec le poste CKAC à Saint-Hyacinthe par deux lignes téléphoniques. Pour la transmission de Québec à Montréal, il faut louer deux fils de \$50 chacun. Ceci entraînera une dépense de \$100 de plus par semaine, ce qui fera \$10,000 pour 100 émissions. Nous tâcherons aussi de donner des concerts de Québec, après arrangements avec la Symphonie locale et des artistes locaux, et éviter les frais considérables de transport des artistes. Nous améliorerons aussi nos programmes et nous voulons donner des heures d'émission plus nombreuses.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qui est en charge de la radiodiffusion?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. Montpetit et M. Letondal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): À quel salaire?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ils reçoivent \$125 chacun par mois comme directeurs de *L'Heure provinciale*. En plus, lorsqu'ils donnent

eux-mêmes des conférences, ils reçoivent \$15 par conférence, ce qui est le tarif régulier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment les directeurs de *L'Heure provinciale* ont-ils été engagés?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je leur ai offert cette situation dans une lettre, et comme ils ont accepté nos conditions, un ordre en conseil a été passé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que nous pourrions avoir copie de cet ordre en conseil?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Si l'honorable député veut faire une motion, je lui donnerai cette copie avec plaisir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions l'avoir maintenant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous la donnerons avant la troisième lecture.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Écoles ménagères

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 concernant les écoles ménagères provinciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁰:

L'honorable M. David (Terrebonne): L'École ménagère de Montréal a eu besoin d'un local plus spacieux. Nous avons passé un contrat pour la location d'une nouvelle maison et le projet a pour but

de ratifier ce contrat entre l'École ménagère à Montréal, les autorités municipales et le gouvernement provincial.

Pendant 30 ans, le gouvernement donnera une subvention annuelle de \$2,500, ce qui équivaut à l'intérêt et au fonds d'amortissement. Cette entente a rendu possible l'achat d'une propriété rue Sherbrooke.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela apparaît dans le passif de la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le montant apparaîtra dans les dépenses annuelles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je comprends bien, en entendant ces explications du ministre, c'est un montant global de \$75,000 que la province s'est engagée à verser pour cette école et qui se trouve dû. Pourquoi le gouvernement dans ses *Comptes publics* n'inscrit pas \$75,000, le montant de la dette pour laquelle le crédit est engagé, au lieu de \$2,500? Un montant de \$75,000 devrait apparaître dans le passif, puisqu'il est dû.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas précisément. Nous donnons \$2,500 par année pour cette école, mais le montant de \$75,000 est dû, mais il n'est pas échu. Il n'est pas exigible avant 30 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le gouvernement procède toujours de la même façon pour bâtir ses surplus fictifs. Il doit \$75,000 et il n'inscrit dans ses comptes que le versement annuel pour le remboursement. C'est là un moyen très habile de dire que le gouvernement a des surplus en caisse, des surplus fictifs, et que s'il fallait additionner toutes les sommes semblables, cela constituerait un montant appréciable qui devrait figurer au passif de la province.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette de ne pas concourir dans les remarques de l'honorable député de Trois-Rivières. Nous garantissons \$200,000 par an aux collèges classiques. Mon honorable ami ne peut exiger que nous fassions figurer au passif de la province le capital que représente un octroi de \$200,000 par année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que le crédit de la province est engagé pour \$75,000 et devrait figurer au passif.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des employés publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 modifiant la loi des employés publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹¹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les employés civils prêteront deux serments, un serment d'allégeance, en vertu de la loi déjà existante, et un autre serment, dit d'office, notamment: "Je jure que je remplirai les devoirs de mon office (charge, emploi) avec honnêteté, fidélité, et justice." Les fonctionnaires municipaux et les employés civils seront tenus de prêter ce serment à l'avenir. Le serment n'est pas une chose nulle dans la province de Québec et je suis sûr que cette mesure ne pourra avoir que de bons effets sur ceux qui seront appelés à prêter serment.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande si, par cette loi, on ne changera pas un recours civil en un recours criminel contre les employés. Quelle serait la différence du recours contre un employé? Sera-ce une accusation de parjure?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, un recours moral simplement. Je ne crois pas que nous puissions poursuivre personne.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je ne veux pas être désagréable à l'honorable premier ministre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous l'avez déjà été.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je m'amende. Ce bill ne devrait pas aller aussi loin. Lorsqu'un employé manquera à ce serment, on pourra le faire arrêter pour parjure, alors même qu'une simple erreur cléricale aura été interprétée comme un détournement de fonds. Les employés trouveront que c'est un poids bien lourd à porter quand ils s'apercevront que pour une faute légère ils s'exposent à perdre leur emploi. On demande aux employés un serment d'honnêteté, de fidélité et de justice. Supposons que, dans telle ou telle affaire, je voie une injustice, et qu'il n'y en ait pas. D'après cette loi, je pourrai rendre un employé coupable d'infraction criminelle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Non.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, oui. Je crains une sanction grave pour les employés publics qui auront prêté ce serment et manqueront à leur devoir dans la suite. Je me demande si ce n'est pas revenir au Moyen Âge en exigeant d'un employé fidélité, honnêteté et justice. Qui décrètera que cet employé a été infidèle, malhonnête et injuste? Je proteste tant que l'on ne me prouvera pas que la loi ne dépasse pas la pensée du premier ministre. Si je parle ainsi, c'est que j'ai certaines responsabilités moi-même envers les employés publics et je ne voudrais pas exiger un pareil serment.

On pourra faire des causes pour toutes sortes de raisons. L'employé sera à la merci de la mauvaise humeur du patron. On pourra traduire l'employé sur une accusation criminelle de parjure pour une simple erreur, sur l'interprétation que le patron, que ce soit la municipalité, le gouvernement, etc., donnera aux mots "justice" et "fidélité". Il faut être prudent.

Prenons le cas de la loi Roberts¹². N'a-t-on pas reproché au premier ministre d'avoir passé une loi spéciale? Encore une fois, je n'hésite pas à déclarer que ce bill constitue un des attentats les plus flagrants à la liberté individuelle. Je considère que c'est le pire attentat à la liberté individuelle et sans la moindre justification.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition ne veut pas que nous demandions à nos employés civils de prêter le serment d'office? Je crois que l'honorable chef de l'opposition n'a pas bien compris la loi. Comment peut-il s'opposer à ce qu'un homme qui est employé

et payé par le public fasse serment d'être honnête? L'honorable chef de l'opposition l'a prêté, ce serment. Je l'ai prêté moi-même, tous les ministres ont prêté serment, les juges sont soumis à cette obligation. Pourquoi pas les employés civils? Il n'y a aucun attentat à cela.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous croyez que celui qui a décidé de voler le public va hésiter devant un serment de plus ou de moins à violer? Il y a des motifs cachés à cette mesure que le gouvernement refuse de dévoiler et que nous trouverons d'ici quelques mois, quand la loi aura opéré pour les fins secrètes qu'on lui donne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Mon ami de l'opposition prétend que si un employé manque à ce serment de fidélité, il pourra être arrêté. On n'aurait pas le droit de l'arrêter pour cela. Ce serment sera une garantie morale et c'est tout. On croit encore au serment dans la province de Québec et l'employé qui aura prêté devant Dieu le serment de fidélité sera encore plus porté à être honnête et à respecter son serment. Le parjure ne compte pas au futur mais au passé. Qu'il soit sans crainte! Si l'honorable chef de l'opposition faisait serment qu'il ne sera pas battu aux prochaines élections et qu'il serait battu, nous ne pourrions pas le faire arrêter pour parjure.

(Rires)

J'ai peur que l'honorable chef de l'opposition n'ait pas compris la portée de ce projet.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai peur...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous n'aurez pas de mal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai peur que l'on mette sur les épaules des employés publics un fardeau très lourd. Il doit y avoir un motif qui a décidé le gouvernement à présenter ce bill. Qu'on nous donne le motif. Je soutiens que nous avons assez de garanties avec les cours de justice pour punir les employés malhonnêtes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et moi, je soutiens qu'il est préférable d'éviter le crime que de le réprimer ensuite.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On restreint la liberté des employés publics. Je suis sûr

qu'il y a un motif que nous ignorons encore et qui porte le gouvernement à présenter cette mesure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ai dit. Nous croyons que le serment a encore de la valeur dans notre province et qu'il est juste qu'un employé public soit appelé à jurer qu'il servira le public fidèlement, honnêtement et avec justice.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre devrait nous dire quel est le véritable motif du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, je viens de le dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le paragraphe 11 de la loi actuelle constitue une garantie morale. Pourquoi leur faire prêter serment devant le secrétaire provincial et non devant les juges de paix?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pose une question sur la sanction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y aura aucune sanction contre l'employé qui refusera de prêter serment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi affectera tous les employés. Les inspecteurs de voirie, les inspecteurs agraires, tous les employés devront prêter un serment qui sera envoyé au secrétaire provincial. Le gouvernement saura alors quelles sont les convictions politiques de chaque employé. C'est un recensement politique que l'on veut faire, afin de pouvoir destituer plus facilement si l'on s'aperçoit que les employés ne sont pas de la politique du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) sourit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre rit. Est-ce qu'il trouverait sa loi ridicule?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, ce n'est pas la loi qui est ridicule!
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un instrument de patronage fait pour contrôler la foi politique des employés publics, comme l'on fit jadis avec les agronomes. Je crois que le gouvernement

veut prendre le contrôle de tous ceux qui gagnent leur vie dans cette province.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable premier ministre ne veut pas dire le motif de la présentation de cette loi. Nous le saurons avant les élections. Il sera trop tard. Ce n'est pas un cadeau que l'on fait au peuple, car le peuple pourrait dire: "Je crains les Grecs et leurs présents."

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

M. le président: Le projet sera-t-il adopté?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non, non. Vote!

M. le président: Ceux qui sont en faveur voudront bien se lever.

(Par distraction, le chef de l'opposition se lève avec le premier ministre et les députés de la droite. Deux députés de la gauche l'imitent.)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (S'adressant à M. Houde) Merci.

(Toute l'opposition se rassoit avec précipitation.)

Le projet de loi est adopté en comité.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) réclame le vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Trompez-vous pas comme tantôt.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Erreur n'est pas compte¹³.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bergeron, Bernard, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux,

Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau, Papineau, Paquet, Perrault, Plante, Power, Saurette, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 35.

Contre: MM. Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Houde, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Zoël Langlois

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, document et particulièrement de la liste de paie fournie par ou couvrant le travail du cantonnier Zoël Langlois, de Fabre, comté de Témiscamingue, pour les mois d'août et novembre 1930.

Adopté.

Contrats entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona et Donnacona Paper Co.

M. Gauthier (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Adopté.

En comité¹⁴:

Le comité étudie le préambule, qui se lit comme suit:

Attendu que par un règlement du conseil municipal de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, soumis à l'approbation des électeurs de ladite ville de Donnacona, il a été consenti à ce que les propriétés de la Donnacona Paper Company Limited soient évaluées à un million trois cent mille piastres pour le terme et espace de cinq ans;

Attendu que ladite corporation scolaire de la ville de Donnacona a accordé à la Donnacona Paper Company Limited, le privilège que les propriétés, usines, immeubles, etc., de ladite compagnie soient

évalués à la somme de un million trois cent mille piastres pour fins de taxe scolaire, sujet à l'approbation de la Législature;

Attendu que par résolution de la commission scolaire de la ville de Donnacona, en date du 6 juillet 1930, le président de ladite commission scolaire a été dûment autorisé à signer un contrat avec la Donnacona Paper Company Limited, pour une commutation de taxes pour cinq ans, à des conditions favorables à la commission scolaire, et que ladite compagnie, en vertu d'une résolution de son bureau de direction, en date du 21 juillet 1930, a dûment autorisé son vice-président et son gérant à signer pour elle ledit contrat avec la corporation scolaire de la ville de Donnacona;

Attendu qu'il est convenu audit contrat que le taux de la taxe scolaire sur le susdit montant d'évaluation sera le même que pour les autres propriétaires de la ville de Donnacona, comté de Portneuf;

Attendu qu'il importe que les susdites résolutions soient ratifiées par la Législature pour leur donner vigueur et effet;

Attendu que lesdits contrats mentionnent que les ententes ci-dessus ne pourront être valides qu'après leur ratification et leur confirmation par la Législature;

Attendu que ladite corporation scolaire de la ville de Donnacona demande la confirmation et la ratification desdites résolutions et desdits contrats;

Attendu qu'il est opportun d'accorder cette demande;

Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit, savoir:

1. Que les résolution et contrat décrits comme suit:

a. Une résolution adoptée par la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, passé le 6 juillet 1930, par laquelle la corporation scolaire consent à accorder une commutation de taxes pour cinq ans, aux conditions favorables à la corporation scolaire, reproduite comme cédule A de la présente loi;

b. Un contrat passé le 5 août 1930, par devant le notaire Philippe Chalifour de Donnacona, comté de Portneuf, entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona et la Donnacona Paper Company Limited, donnant effet à la résolution ci-dessus mentionnée, reproduit comme cédule B de la présente loi, sont par la présente loi, confirmés et ratifiés à toutes fins que de droit."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à prendre immédiatement¹⁵ la parole pour combattre la

teneur et la portée de ce bill qui tend à exempter une compagnie étrangère des taxes scolaires qu'elle doit payer à la ville de Donnacona. Il y a longtemps que le gouvernement suit cette politique, et je la dénonce encore une fois comme une politique ruineuse et désastreuse, dont les résultats ne peuvent que nuire considérablement à notre ordre social. Je suis informé que la compagnie Donnacona est exempte de toutes les taxes scolaires et municipales depuis 1912. Cette compagnie exploite nos ressources naturelles. On fixe l'évaluation de ses propriétés à \$1,300,000 et on l'exempte des taxes scolaires pour cinq ans.

La Législature a voté, il y a quelques années, une loi qui défend aux municipalités d'accorder des exemptions de taxes. Or, la Législature s'est complu depuis à violer la même loi. On dirait qu'elle a été faite uniquement pour le plaisir de la détourner de ses fins. Dans la province de Québec, on a multiplié non les privilégiés, mais les privilèges accordés à un petit groupe. On a constitué une caste de privilégiés au détriment des autres contribuables. À l'heure où il court un mouvement de socialisme inquiétant, la législation du gouvernement tend à prouver qu'il faut être riche pour être exempté et qu'il faut être pauvre pour payer. Nous sommes contre ce projet parce que nous voulons maintenir l'ordre social dans notre province.

Que les compagnies jouissent de leurs droits, obtiennent des avantages pour traverser les premières années de leur organisation, j'en suis, mais on ne doit pas toujours fouler aux pieds les droits du peuple. Leur accorder des commutations de taxes de \$75,000 pour 15 ou 20 ans, je crois que c'est exagéré. J'affirme que, dans cette province, il y a des propriétés d'une valeur de \$200,000,000 à \$250,000,000 appartenant à des compagnies industrielles qui jouissent d'exemption ou de commutation de taxes.

Cependant, si les compagnies avaient payé leurs taxes, celles-ci auraient pu servir à de nombreuses améliorations, au développement du commerce et de la propriété générale. Nous protestons avec énergie contre cette politique. C'est une politique ruineuse autant que désastreuse, dont les résultats sont intimement liés au maintien de la paix sociale.

Un autre aspect de la question, M. le président, et c'est peut-être le plus important, c'est que le salaire de nos institutrices n'est pas déjà si élevé qu'on ne puisse encore exempter les grosses compagnies étrangères de payer ce qu'elles doivent aux municipalités. La Législature tarit les revenus de la commission scolaire et l'empêche ainsi d'améliorer

les salaires des institutrices, qui sont des salaires de famine, voire dérisoires de l'aveu même des ministres du gouvernement.

Et c'est ce qui éloigne de faire de la pédagogie une carrière et ce qui nous empêche par là de former des compétences. Mais le gouvernement s'ingénie à tarir les sources des revenus scolaires. Nous avons des écoles normales et, comme disait le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) au temps où il était indépendant, à quoi servent-elles si les institutrices qu'elles forment ne peuvent ensuite trouver à vivre décemment?

Si les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles et que l'on exempte de taxes versaient au moins chaque année un montant pour former un fonds pour payer nos institutrices, celles-ci pourraient peut-être obtenir un salaire raisonnable.

Depuis quelques années, de 20 % à 25 % des bills sont présentés à chaque session pour exempter de taxes les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles. Cette situation est alarmante et devrait cesser au plus tôt. Qu'on donne pleine mesure de justice aux compagnies, personne n'y contredira; qu'on les aide au besoin à s'établir. Mais qu'après 18 ans on continue cette politique de favoritisme, c'est ce qu'on ne peut admettre; nous allons trop loin. Et je le dis sans égard à l'affiliation politique. Nous protestons de toutes nos forces contre cette politique néfaste.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Très bien.

M. Gauthier (Portneuf)¹⁶: L'honorable député de Trois-Rivières exagère. Dans le cas présent, c'est la Donnacona Paper qui a fait la ville et la maintient. En plus, les contribuables ont voté eux-mêmes cette mesure. On ne la leur impose pas. Et ils l'ont votée parce qu'elle fait leur affaire. Tous les intéressés ont voté en faveur de ce projet et tous savaient ce dont il s'agissait. L'honorable député de Trois-Rivières oublie que la Commission scolaire de Donnacona a consenti à cette commutation de taxes. Il oublie que la ville de Donnacona, qui est un bon marché pour les cultivateurs, a été fondée par la Donnacona Paper Co., avec le concours des autorités religieuses. C'est aux usines de la compagnie que la population de Donnacona gagne sa vie.

L'opposition a souvent prétendu qu'elle aime mieux une petite cheminée qui fume; mais j'aime mieux qu'une grande cheminée domine la ville, lorsque cette cheminée est le symbole de la prospérité de la population, qu'elle donne du bonheur aux familles. La compagnie a tout fait pour Donnacona et elle a collaboré avec les autorités dans

toutes les mesures d'intérêt public. Tout récemment, de concert avec les autorités municipales, elle a supprimé le travail du dimanche. Le gouvernement aide les commissions scolaires. La majorité des contribuables de Donnacona approuve ce projet.

Une ou des voix: Très bien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député nous dira-t-il si les contribuables de Donnacona sont des employés de la compagnie?

M. Gauthier (Portneuf): Le président et le secrétaire de la commission scolaire ainsi qu'un des commissaires ne sont pas des employés de la compagnie. Les autres le sont. D'un autre côté, l'opposition doit se rappeler que le gouvernement, par ses octrois, compense bien les commutations accordées aux compagnies qui, par contre, donnent de l'ouvrage à des milliers¹⁷ d'ouvriers.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gauthier (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commutations de taxes des compagnies de Grand'Mère

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que l'attitude de l'opposition est la même que pour le bill précédent.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Donation Cherrier-Sénécal

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Arthur Roy

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 concernant la succession de feu Arthur Roy.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Servitudes sur des lots de Montréal et de Côte-des-Neiges

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Actes de vente, de transport et d'établissement de servitude de Montréal-Est

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude

en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé

M. Dufour (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dufour (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 reconnaissant The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rapport de la Commission des liqueurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose le neuvième rapport annuel de la Commission des liqueurs pour l'exercice 1929-1930¹⁸.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Devoir* du 23 janvier 1931, à la page 1, cite notamment un article intitulé: "Le peuple m'a gardé sa confiance et je n'ai rien fait pour la perdre (M. Houde)", tiré du journal *L'Illustration* du 17 janvier 1931, aux pages 2 et 11.

2. "Saint-Anselme" figure à la page 3 du *Soleil* du 23 janvier 1931 et à la page 2 de *L'Illustration* du 17 janvier 1931.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

4. Voir note 3.

5. Le premier ministre Taschereau reconnaît ici sans doute la contribution de l'Orateur de la Chambre, l'honorable Téléphore-Damien Bouchard, un libéral, qui a été maire de la ville de Saint-Hyacinthe de 1917 à 1930. Il sera de nouveau élu à ce poste de 1932 à 1944.

6. Selon *Le Devoir* du 23 janvier 1931, à la page 2, il s'agit du poste CKCV dont M. Vandry est propriétaire.

7. *Le Devoir* du 23 janvier 1931, à la page 2, précise qu'il s'agit probablement de CHRC du *Journal*, qui appartient à des adversaires politiques, les "bleus".

8. Le bill permettra au gouvernement de se réserver l'inspection des appareils de radiotélégraphie, la censure des émissions, la réglementation des horaires, la délivrance des permis pour l'installation de postes émetteurs et pour l'usage d'appareils

récepteurs. Voir: R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XXXII, à la page 110.

En même temps, par hasard, lors d'un entretien à Ottawa, le nouveau premier ministre conservateur Richard B. Bennett, annonce son intention de présenter sans délai une loi de la radiodiffusion. Voir *The Chronicle-Telegraph* du 23 janvier 1931, à la page 1. Déposé en 1929, un rapport de la commission royale (fédérale) de la radiodiffusion préconise le contrôle fédéral de la radiodiffusion et la création d'une société d'État.

Avec l'appui de l'Ontario, le Québec contestera devant la Cour suprême du Canada et en appellera au comité judiciaire du Conseil privé, lequel, en 1932 confirmera la compétence fédérale sur la radiocommunication et sur le contenu des émissions. En 1932, une loi fédérale adoptée à l'unanimité créera la Commission canadienne de radiodiffusion, qui deviendra, en 1936, la Société Radio-Canada. Voir *Le Nationaliste et Le Devoir* du 23 janvier 1931, à la page 3, et *L'Encyclopédie Canada 2000*. Montréal, Stanké, 2000, p. 47.

9. Il s'agit de Charles Joseph Doherty, député conservateur pour la circonscription électorale de Sainte-Anne, Montréal, et ministre fédéral de la Justice (1911-1921)

10. Voir note 3.

11. Voir note 3.

12. Le 27 octobre 1922, John H. Roberts, éditeur d'un hebdomadaire à sensation, *The Axe*, publie des rumeurs insinuant que deux députés de l'Assemblée législative de Québec seraient impliqués dans le viol meurtrier, en 1920, de Blanche Garneau, jeune femme d'un quartier ouvrier de Québec.

Devant cet outrage au Parlement, le premier ministre Taschereau ordonne l'arrestation de Roberts par le sergent d'armes et sa comparution à la barre de l'Assemblée. Au refus de Roberts de nommer les deux députés, Taschereau, en sa capacité de procureur général, fait adopter un projet de loi condamnant l'éditeur à une année de prison. Ce précédent législatif et juridique soulève toute une polémique sur la question du libelle et la liberté de la presse. Voir: *Débats de l'Assemblée législative*, 4^e session, 15^e législature, du 24 octobre au 29 décembre 1922.

13. *Le Journal* du 24 janvier 1931, à la page 1, écrit: "la cloche fut sonnée et une douzaine de députés arrivèrent au secours".

14. Voir note 3.

15. M. Duplessis prend la parole dès la lecture du préambule du bill 127, selon *Le Nouvelliste* du 23 janvier 1931, à la page 3.

16. Le député de Portneuf (M. Gauthier) parle avec chaleur et son discours est accueilli par de nombreux "Très bien!". Voir *Le Soleil* du 23 janvier 1931, à la page 22.

17. "des centaines", selon *Le Nationaliste et le Devoir* du 29 janvier 1931, à la page 3.

18. Il n'est pas fait mention de ce dépôt de document aux *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, 1930-1931, pages 78-85.

Séance du vendredi 23 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Accidents du travail

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 46 des accidents du travail, 1931.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Successions

M. Guertin (Hull): 1. Combien de successions où le défunt laissait plus de trois enfants âgés de moins de 25 ans ont-elles été déclarées au gouvernement depuis le 4 avril 1930?

2. Dans combien de ces successions la valeur totale nette des biens transmis dépassait-elle \$25,000?

3. Combien d'exemptions additionnelles (en nombre et en valeur) ont-elles été obtenues de la sorte comme dégrèvement d'impôts successoraux en faveur de la famille?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Cinq.

2. Cinq.

3. En nombre, 10; en valeur, \$36,044.55.

Licences d'automobile, 1930-1931

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien de licences d'automobile ont été émises dans la province en 1930-1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cent soixante-dix-huit mille cinq cent quarante-huit.

Routes entretenues par le gouvernement

M. Guertin (Hull): 1. Quelles sont les routes ou parties de route entretenues par le gouvernement

pour la circulation des véhicules-moteurs durant la présente saison?

2. Quelle est la longueur totale de ces routes?

3. Quel est le coût de leur entretien et dans quelle proportion les municipalités sont-elles appelées à souscrire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Durant la présente saison, le département de la Voirie entretient les chemins suivants: la route no 15, depuis le tunnel du C.N.R. dans la cité de Québec jusqu'à l'église de Notre-Dame-des-Laurentides; le rang Saint-Joseph et l'entrée du couvent Sainte-Marie-des-Anges dans le village de Charlesbourg; le chemin Saint-Joseph dans la paroisse de Charlesbourg, le chemin de l'Orme, Fond Jonnis, le chemin de l'Ormière, et une partie du chemin de Saint-Claude dans Saint-Ambroise de la Jeune Lorette; une partie du chemin Principal, le chemin Valcartier et Fond Jonnis dans le village de Loretteville; le chemin de Valcartier dans Château-d'Eau; la rue Saint-Vallier, de la route du pont Scott à la route des Bell, dans la cité de Québec; le chemin Saint-Charles-Sud dans la Petite-Rivière; le chemin Saint-Charles-Sud et côte Saint-Paul, la route du Moulin, route Bureau, route de l'Église et 2^e rang Saint-Gabriel, Haut et Bas Grand Désert, le chemin de l'Ormière, la route no 2, de la station de L'Ancienne-Lorette à la traverse du C.N.R. dans l'Ancienne-Lorette; le chemin du Lac-Saint-Charles dans Notre-Dame-des-Laurentides; le chemin Saint-Louis, l'avenue Sheppard, une partie du chemin Gomin, une partie de l'avenue Maguire, l'avenue Holland, l'avenue de Spencer Wood, le chemin du champ d'aviation, l'entrée de A. C. Price, l'avenue du couvent de Mérci dans Sillery; le chemin Saint-Louis, le chemin du Calvaire, la route de l'Église, une partie du chemin principal dans Cap-Rouge; la route no 1, le chemin Saint-Louis, une partie de la route no 2, l'entrée de l'hôpital Laval, l'entrée de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes, l'entrée du cimetière Belmont dans Sainte-Foy; la route no 15 de Giffard à L'Ange-Gardien; la route Giffard-Montmorency de Giffard à Saint-Grégoire; la route no 3 de Lévis au pont de Québec; la voie sur le pont de Québec ainsi que les chemins d'approche de ce pont; la rue de l'Église, la rue de la Fabrique, la route Wade dans Saint-Romuald; le chemin du Sault dans Saint-Romuald et Charny; la rue Poirier et la rue Saint-Jean dans Charny; la route Beaulieu dans Saint-Jean-Chrysostôme; le chemin Saint-Augustin

dans Breakyville; le chemin Côte-des-Neiges dans la ville de Mont-Royal; le chemin côte de Liesse dans les villes de Mont-Royal et Saint-Laurent et dans la paroisse Saint-Laurent; la montée de Cartierville, le chemin Côte-Vertu, le chemin Côte Saint-Louis, le chemin Côte Saint-François, la montée Vertu à Liesse, la montée Saint-François et la grande montée du Bois-Franc dans la paroisse de Saint-Laurent; le chemin Côte Saint-Louis dans la ville de Saraguay; la route no 37 de Roxboro à Senneville; la montée Saint-Rémi ou des Sources dans la ville de Roxboro et dans la paroisse de Sainte-Geneviève; la rue du Pont dans le village de Sainte-Geneviève et dans la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; la montée Saint-Charles, le chemin du Cap Saint-Jacques, la montée Saint-Jean, le chemin Saraguay, dans la paroisse de Sainte-Geneviève; le chemin du village (centre et ouest), la montée du Milieu et le chemin du Lac dans la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; l'avenue Elmwood et la montée Sainte-Marie dans le village de Senneville; la route no 2 dans les villes de Baie-d'Urfé et de Beaconsfield; une partie du chemin du Roi, la montée Saint-Charles, l'avenue Kirkwood dans la ville de Beaconsfield; la montée des Sources dans la ville de Pointe-Claire; le rang Saint-Charles et la montée Saint-Rémi ou des Sources dans la paroisse de Pointe-Claire; les rangs Saint-Jean et Saint-Rémi dans la paroisse de Dollard-des-Ormeaux; le chemin de Liesse, l'entrée de l'orphelinat et l'entrée de la crèche dans la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse; la route no 37 de Montréal-Nord à la Pointe-aux-Trembles; la route no 2, le pont de la Commission du Havre à Montréal, le chemin de la Rousselière, le boulevard des Deux-Rivières et le chemin Saint-Léonard dans la ville de Pointe-aux-Trembles; la route no 2 de l'île Bourdon à L'Assomption; la route no 33 de L'Assomption à L'Épiphanie; le chemin Saint-Michel et la montée de la Savane dans la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; la montée de la Savane et le chemin Saint-Léonard dans la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; le chemin Saint-Léonard, la montée Saint-Léonard dans la ville de Montréal-Est; la route no 3 dans Boucherville et Longueuil; la route no 1 dans la paroisse de Longueuil et la paroisse de Saint-Hubert; la route no 11 du pont Viau à Saint-Jérôme; le chemin de la Station du C.P.R. et la route no 38 dans la ville de Sainte-Rose; la route no 18 de Pont-Viau à Saint-François-de-Sales; la route no 8 de Pont-Viau à la ville de Plage-Laval; les approches du pont de Cartierville dans le village de L'Abord-à-Plouffe; la route no 38 dans le village de L'Abord-à-Plouffe, dans la paroisse de Sainte-Dorothée, dans la ville de Plage-Laval et dans la ville

de Laval-sur-le-Lac; le rang Saint-Elzéar dans la paroisse de Saint-Elzéar; la montée des Côtes, le tour de l'île Jésus, le rang Saint-Elzéar en Bas et le Chemin Bas Saint-Martin dans la paroisse Saint-Martin; la montée Gravel; le rang Saint-Antoine Est, la montée Champagne, la montée Paquet et le rang Saint-Antoine dans la paroisse Sainte-Dorothée; le chemin Bellefeuille et le chemin Dussault dans la ville de Laval-sur-le-Lac; les approches et le pont Galipeault; la route no 2 de l'Île-Perrot à la Rivière Beaudette; la route no 17 dans le village de Vaudreuil, la ville de Dorion et Saint-Michel de Vaudreuil; la route no 3 de Laprairie à Valleyfield; le chemin Larocque de la paroisse Sainte-Cécile jusqu'à Saint-Louis-de-Gonzague; la route no 4 du village de Ormstown jusqu'au canton Elgin; la route no 9 dans la paroisse Laprairie et la ville de Laprairie; la route no 3 dans la paroisse de Laprairie et de la ville de Laprairie; la route no 14 de Laprairie à Saint-Jean.

2. Trois cent soixante-dix-neuf milles point soixante-neuf.

3. Le département demande une souscription de \$100 par mille de chemins entretenus.

Code municipal, article 398

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 modifiant l'article 398 du Code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Fortin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Accidents du travail

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 des accidents du travail, 1931².

Adopté.

Questions et réponses:**Montants payés
par la Noranda Mines Ltd.**

M. Guertin (Hull): Quels montants ont été payés au gouvernement en royautés ou autrement par la Noranda Mines Ltd.: *a.* en 1929; *b.* en 1930?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
a. Impôt annuel sur concessions inexploitées: \$155.30. Droits sur profits pendant l'année du calendrier 1928: \$118,125.87, dont \$75,000 payé pendant l'année fiscale 1928-1929, et \$43,125.87 payé pendant l'année fiscale 1929-1930.

b. Impôt annuel sur concessions inexploitées: \$52.30. Droits sur profits pendant l'année du calendrier 1929: \$268,096.03, dont \$250,000 payé pendant l'année fiscale 1929-1930 et \$18,096.03 pendant l'année fiscale 1930-1931.

**Permis d'exploitation minière
dans le Témiscamingue**

M. Guertin (Hull): Combien de permis d'exploitation minière ont-ils été émis dans le comté de Témiscamingue en 1930?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Quarante-trois permis d'exploitation.

**Concessions minières
dans le Témiscamingue**

M. Guertin (Hull): Combien de concessions minières ont-elles été émises pour le comté de Témiscamingue en 1930?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Une, dans le canton de Joannès.

**Ville
d'Acton Vale**

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Phaneuf (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Emprunt de l'œuvre et fabrique
de Notre-Dame-de-Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges):
L'archevêque Bruchési est-il toujours vivant et ce bill aura-t-il son approbation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Enjoué) Oui, il est toujours vivant. Ne mettez pas votre nez dans les affaires de notre église.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.
Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ventes à G. Rémillard
et à The Montreal Airdrome Ltd.**

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Exploitation de carrières
par A.-P. Frigon**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 40.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 24 janvier 1931, à la page 1, rapporte qu'une trentaine de députés ont assisté à la séance de l'Assemblée législative à laquelle

manquait le chef de l'opposition. *The Montreal Daily Star* du 23 janvier 1931, à la page 25, fait remarquer "l'absence de plus de la moitié de la députation".

2. Les résolutions, tout comme le bill 46, ne sont pas encore imprimées, mais elles le seront pour la séance subséquente, selon *Le Nouvelliste* du 24 janvier 1931, à la page 1.

Séance du mardi 27 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 4 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 102 ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire.

Organisation des départements

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Institut scientifique
franco-canadien**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. L'Institut scientifique franco-canadien est-il subventionné par le gouvernement?

2. Quelles sommes a-t-il reçues du gouvernement chaque année depuis sa fondation?

3. Pourquoi?

4. Quelles sont les personnes qui en font partie?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1. Oui.

2. 1929-1930, \$1,500; 1930-1931, \$5,000.

3. Pour fins éducationnelles.

4. M. L.-J. Dalbis, président; le recteur de l'Université de Montréal; Mgr A.-V.-J. Piette; le vice-recteur de l'Université de Montréal, le chanoine Émile Chartier; le secrétaire de l'Université de Montréal, M. Édouard Montpetit; le doyen de la Faculté de médecine, Dr L. de L. Harwood; le sous-secrétaire de la province, M. Alexandre Desmeules; le vice-doyen de la Faculté des sciences, M. A. Léveillé; le directeur de l'École des hautes études commerciales, M. Henry Laureys; le directeur de l'École polytechnique, M. Augustin Frigon; un délégué universitaire français, M. R. de Roure.

**Sommes payées
au Canada**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, au *Canada* ou La Compagnie de publication du Canada limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant, et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de 1929-1930, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voir les *Comptes publics* de 1929-1930².

Une voix: C'est une réponse facile, ça.

M. Tremblay (Maisonnette): Du travail facile.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas un travail facile de préparer les *Comptes publics*.

**Sommes payées
à L'Autorité nouvelle**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *L'Autorité nouvelle* ou L'Autorité Company, pour abonnements, annonces, publicité,

impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* de 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Le Soleil Itée
et la loi des compagnies**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. À quelle date Le Soleil Itée a-t-il déposé pour la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors les noms et adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 25 juillet 1930.

2. L'honorable Georges Parent, 70, rue Saint-Paul, Québec; M. Henri Gagnon, rue de la Couronne, Québec; M. C.-E. Taschereau, 71, rue Saint-Pierre, Québec; M. Claude Taschereau, 71, rue Saint-Pierre, Québec; M. Georges Bourgouin, rue de la Couronne, Québec.

**Sommes payées
à la compagnie Le Soleil Itée**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à la compagnie Le Soleil Itée pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payés
au Bulletin de la ferme**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, au *Bulletin de la ferme*, ou Le Bulletin de la ferme Itée, pour abonnements, annonces, publicité impression et publications de toutes sortes, octrois,

reliure, etc., comprenant, et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
au Bulletin, à A.-P. Pigeon**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, au *Bulletin*, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon Itée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant, et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
à L'Abeille et L'Érable**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *L'Abeille*, ou *L'Abeille* et *L'Érable*, ou *L'Abeille* enr., pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
à La Riposte**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *La Riposte*, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits

spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
au *Nouvelliste***

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, au *Nouvelliste* ou à la Compagnie de publication Le Nouvelliste ltée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
à *L'Éclaireur***

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *L'Éclaireur* ou L'Éclaireur ltée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
à *La Tribune***

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *La Tribune* ou La Tribune ltée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
à *L'Événement***

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *L'Événement* ou La Compagnie de L'Événement, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Sommes payées
à *la Gazette***

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à *la Gazette* ou The Gazette Printing Company Limited, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

**Salaires payés
aux institutrices**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quelle a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année scolaire 1928-1929; pour l'année scolaire 1929-1930?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province: *a.* pour l'année scolaire 1928-1929; *b.* pour l'année scolaire 1929-1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Pour toute la province: *a.* \$534; *b.* Compilation pas terminée.

2. Pour chacun des comtés de la province:

a. En 1928-1929:

Abitibi	\$ 363	Québec, comté	\$ 336
Argenteuil	528	Richelieu	253
Arthabaska	255	Richmond	434
Bagot	284	Rimouski	271
Beauce	269	Rouville	336
Beauharnois	478	Saguenay	349
Bellechasse	259	Shefford	381
Berthier	278	Sherbrooke	738
Bonaventure	367	Soulanges	389
Brome	485	Stanstead	587
Chambly	745	Saint-Hyacinthe	338
Champlain	334	Saint-Jean	422
Charlevoix	284	Saint-Maurice	372
Châteauguay	446	Témiscamingue	428
Chicoutimi	381	Témiscouata	289
Compton	481	Terrebonne	374
Deux-Montagnes	333	Trois-Rivières, cité	610
Dorchester	267	Vaudreuil	430
Drummond	309	Verchères	312
Frontenac	299	Westmount	1,416
Gaspé	322	Wolfe	327
Hull	552	Yamaska	205
Huntingdon	520		
Iberville	321		
Îles-de-la-Madeleine	253		
Jacques-Cartier	957		
Joliette	310		
Kamouraska	240		
Labelle	336		
Lac-Saint-Jean	346		
Laprairie	354		
L'Assomption	297		
Laval	523		
Lévis	316		
L'Islet	246		
Lotbinière	275		
Maskinongé	262		
Matane	279		
Matapédia	269		
Mégantic	333		
Missisquoi	484		
Montcalm	320		
Montmagny	266		
Montmorency	304		
Montréal, cité	1,172		
Napierville	316		
Nicolet	230		
Papineau	399		
Pontiac	568		
Portneuf	290		
Québec, cité	773		

b. Compilation pas terminée.

**Le Bulletin de la ferme ltée
et la loi des compagnies**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date Le Bulletin de la ferme ltée a-t-il déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 22 janvier 1931.

2. *a.* Henri Gagnon, Geo.-H. Bourgouin, Alex. Gagnon; *b.* 208, av. des Érables, Québec; 5, Place George V, Québec; 58, La Sarre, Québec.

**Exemptions de taxes
pour les compagnies ou
corporations industrielles ou commerciales**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans cette province, quelle est la valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des compagnies ou à des corporations industrielles ou commerciales et qui bénéficient: *a.* d'une exemption de taxes municipales; *b.* d'une commutation de taxes municipales; *c.* d'une exemption de taxes scolaires; *d.* d'une commutation de taxes scolaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): *Ignoramus!* Le gouvernement l'ignore. Le gouvernement n'a rien à faire touchant la valeur des propriétés non imposables dans la province de Québec, soit pour fins municipales ou scolaires.

**La Tribune ltée
et la loi des compagnies de Québec**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date La Tribune ltée a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 2 septembre 1930.

2. *a.* Florian Fortin, Wilfrid Lazure, J.-S. Couture;

b. Tous de Sherbrooke.

**Contributions scolaires
payées par les contribuables**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: *a.* en 1928-1929; *b.* en 1929-1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* En 1928-1929: par les contribuables, 79 %; par le gouvernement, 21 %;

b. en 1929-1930: les statistiques des contribuables ne sont pas prêtes.

**La Compagnie de publication Le Nouvelliste ltée
et la loi des compagnies**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date La Compagnie de publication Le Nouvelliste ltée a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 2 septembre 1930.

2. *a.* J.-H. Fortier, J.-O. Linteau, Hermann Fortier, Gérard Fortier, Laval Fortier;

b. Québec, Montréal, Montréal, Québec, Québec.

**La Compagnie de L'Événement et
la loi des compagnies**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date La Compagnie de L'Événement a-t-elle déposé, la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 2 septembre 1930.

2. *a.* J.-H. Fortier, Laval Fortier, Hermann Fortier, Noël Belleau, c.r., J.-O. Linteau;

b. Québec, Québec, Montréal, Lévis, Montréal.

**Provincial Transport Company
et la loi des compagnies**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date la Provincial Transport Company a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 23 août 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, J.-E. Savard, P.-S. Gregory, W. S. Hart, Beaudry, Leman, Col. J. E. Hutcheson;

b. a-s P.-T. Légaré Company, Québec; Chambre 120, Édifice Insurance Exchange, 276 Saint-Jacques, Montréal; 611 Édifice Power; 83 rue Craig, Montréal; Banque Canadienne Nationale, place d'Armes, Montréal; a-s Montreal Tramways Co., 102 rue Craig Ouest, Montréal.

**Frais de publicité
de la Commission des liqueurs**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien la Commission des liqueurs a-t-elle dépensé en 1930 pour frais de publicité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$7,519.30.

**Passif des
corporations municipales**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel était le passif des corporations municipales de la province de Québec: *a.* en 1929; *b.* en 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
a. Voir les statistiques municipales pour l'année civile 1929; *b.* Les rapports ne sont pas encore reçus.

Droits du pauvre

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quels ont été les droits du pauvre perçus dans toute la province en 1929-1930: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* \$540,946.03; *b.* \$702,065.66.

Droits perçus selon la loi des licences

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels ont été les droits perçus en 1929-1930: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1929-1930: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1929-1930: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province provenant des horaires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
 1. *a.* \$49,120.07; *b.* \$12,460.71.

2. *a.* Pour les licences, \$30,356; pour les droits d'entrée, \$28,541.29; *b.* pour les licences, \$5,049.75; pour les droits d'entrée, \$5,810.95.

3. *a.* Pour les appareils, \$1,100; pour les paris ou gageures, \$303,704.95; *b.* pour les appareils, \$210; pour les paris ou gageures, \$77,935.46.

Agrandissement et amélioration des écoles élémentaires

M. Guertin (Hull): 1. Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires en 1929-1930?

2. Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement dans chacune de ces années?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$1,917,926 en dehors de Montréal et de Québec.

2. \$904,700, 47.2 % en dehors de Montréal et de Québec.

Bourses d'études pour Paris

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont: *a.* les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre les cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 21 février 1930, jusqu'à date? *b.* Quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* Richard Lessard, Henri Marcoux, Oscar Garand, Albert Jutras, Julien Tétreault, Jean Tremblay, Fred Moseley, John Tacker Henderson, Harry Grundy, W. G. Basset, Arthur Leblanc, Gustave Longtin, Jean-Marie Nadeau, Marthe Pelland, Roland Leduc, Cyrias Ouellet, Jules Prévost; *b.* J. T. Henderson, Harry Grundy, W. G. Bassett, Jean-Marie Nadeau.

2. Le 7 août 1930, sauf le Dr Jules Prévost qui a obtenu sa bourse le 20 août 1930.

3. Dr Richard Lessard, médecine générale, Dr Henri Marcoux, médecine générale, Dr Oscar Garand, chirurgie, Dr Albert Jutras, radiologie, Dr Julien Tétreault, obstétrique, Dr Jean Tremblay, chirurgie, Dr Fred Moseley, médecine générale, J. T. Henderson, philosophie, Harry Grundy, histoire, W. G. Bassett, histoire canadienne, Arthur Leblanc, violon, Gustave Longtin, travail du verre, Jean-Marie Nadeau, droit, Dre Marthe Pelland, neuropsychiatrie, Roland Leduc, violoncelle, Cyrias Ouellet, chimie, Dr Jules Prévost, médecine générale.

Liqueurs alcooliques à Hull

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1929-1930?

2. Quel montant ont rapporté les licences de taverne, d'hôtel, de restaurant, de club, etc., dans le comté de Hull, pour l'année 1929-1930?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs, dans le district de Hull, pour l'année 1929-1930?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs, dans le district de Hull, pour l'année 1929-1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$983,572.35.
2. \$17,912.35.
3. \$6,388.
4. \$10.10.

Licences et droits perçus à Hull

M. Guertin (Hull): 1. Quels ont été les droits perçus: *a.* en 1928-1929; *b.* en 1929-1930, dans le comté de Hull, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus: *a.* en 1928-1929; *b.* en 1929-1930, dans le comté de Hull, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu: *a.* en 1928-1929; *b.* en 1929-1930, dans le comté de Hull, provenant des horaires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus: *a.* en 1928-1929; *b.* en 1929-1930, dans le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* En 1928-1929, \$559.80; *b.* en 1929-1930, \$616.30.
2. *a.* En 1928-1929, pour les licences, \$7,010; pour les droits d'entrée, \$6,194.01; *b.* En 1929-1930, pour les licences, \$7,028; pour les droits d'entrée, \$6,005.20.
3. *a.* En 1928-1929, pour les appareils, \$210; pour les paris ou gageures, \$72,764.95; *b.* En 1929-1930, pour les appareils, \$210; pour les paris ou gageures, \$64,905.52.
4. *a.* En 1928-1929, \$6,781.28; en 1929-1930, \$7,501.70.

Succession de Mortimer Davis

M. Guertin (Hull): 1. Quel était le montant des droits exigibles sur la succession de Sir Mortimer Davis, au décès de ce dernier?

2. Les rapports ont-ils été faits en temps au gouvernement?

3. Quel a été à date le montant perçu par le gouvernement *re:* succession Mortimer Davis?

4. Combien reste-t-il à percevoir?

5. Quelle était la valeur de la succession au décès et quelle est sa valeur actuelle?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. 3. 4. et 5. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner maintenant ces renseignements. (Voir 18 George V, chapitre 17, section 6, loi modifiant la loi des droits sur les successions).

Construction d'écoles

M. Authier (Abitibi): 1. Combien d'écoles de \$1,200 ont été construites dans la province de Québec: *a.* en 1927-1928; *b.* en 1928-1929; *c.* en 1929-1930?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé de ce chef?

3. Combien de ces écoles ont été payées en entier par le gouvernement?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* En 1927-1928, 33; *b.* en 1928-1929, 48; *c.* en 1929-1930, 62. Total: 143 écoles.

2. *a.* En 1927-1928, \$37,800; en 1928-1929, \$54,925; en 1929-1930, \$71,575. Total: \$164,300.

3. 136 écoles.

Salaires des institutrices

M. Fortin (Beauce): 1. Quelle était la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année 1894-1895; *b.* pour l'année scolaire 1895-1896?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* En 1894-1895, \$126; *b.* en 1895-1896, \$128.

Organisation des départements

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Adopté.

Subsides³

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 21 janvier courant, sur la motion proposée le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)⁴: Au début de mes remarques, je tiens à me joindre au premier ministre pour offrir mes plus profondes sympathies à l'honorable député de Compton (M. McMaster), atteint d'une triste maladie. Le gouvernement se trouve privé de ses avis et de ses services, et je formule le vœu qu'il soit bientôt rétabli, pour venir prendre son siège à la Chambre.

Il y a un an, mon ami et collègue, le député de Montréal-Dorion (M. Blain), comparait les budgets et les discours du budget successifs, année par année, à l'automobile fabriquée par un estimable citoyen américain du nom de Ford⁵. Tous sont faits sur le même modèle et, chaque année, on ne fait que modifier le numéro de série. Toutefois cette année, on pourrait comparer le budget au nouveau Ford: quelques changements, quelques nouvelles idées, quelques améliorations, mais toujours quand même le même Ford.

Parmi les modifications apportées et qui sont tout à fait inusitées, on note certaines réductions de taxes que le public accueillera avec un soupir de soulagement: des taxes comme celle qui frappe chaque tige de paratonnerre et l'inspection des installations électriques. L'opposition a toujours protesté contre l'imposition desdites taxes et celles-ci, qui n'auraient jamais dû venir grever le budget des contribuables, seront enlevées. Elles font travailler un petit nombre d'inspecteurs et occasionnent des coûts élevés pour la population.

Mais c'est encore la même vieille histoire de grosses sommes d'argent qu'on distribue comme par un geste de charité chrétienne et que, dans certains cas, on remet au peuple après les lui avoir arrachées, piastre par piastre, déduction faite des taux de péage, de gros surplus dont on se vante avec grand fracas dans les discours des députés de la droite en dehors de cette Chambre. Un tas de chiffres, presque incompréhensibles, dans les *Comptes publics* où il n'est pas facile pour le commun des mortels de trouver les célèbres surplus⁶. Je me contenterai d'étudier des comptes de la province de la façon ordinaire d'un véritable homme d'affaires qui les verrait et les étudierait pour la première fois, sans parti pris.

On trouve cet état de la caisse à la page 8 des *Comptes publics*, et dans le coin droit, l'item "Balance de surplus \$2,005,730.79". Ça paraît très bien. Le gouvernement a donné \$1,000,000 pour fins de charité et il lui reste quand même un surplus de \$2,000,000. Mais, si l'on regarde l'autre page des mêmes *Comptes publics*, au côté gauche, on trouve l'item: "Emprunt temporaire, \$3,000,000". Donc, une balance au crédit de \$2,000,000 contre un emprunt temporaire de \$3,000,000.

Si nous continuons nos recherches, pour voir quand il a emprunté le \$3,000,000, nous trouvons, en référant aux détails de "Revenus et dépenses", qu'il a emprunté cette somme juste avant de fermer les livres le 30 juin 1930.

Ainsi, apparemment, le trésorier provincial se trouve en déficit à la fin de l'année fiscale, et n'osant pas afficher une balance qui sert mal la cause après tant d'années de surplus mirobolants si vantés, il court à la banque faire un emprunt de \$3,000,000, afin d'avoir des fonds suffisants pour couvrir le déficit et indiquer un surplus. De cette façon, il obtient une balance favorable, tout comme celles de ses prédécesseurs.

Si une banque ou une compagnie de fiducie ou toute autre corporation arrangeait ses comptes d'une pareille façon, il est probable que le procureur général aurait quelque chose à y voir. D'ailleurs, le trésorier a quelques raisons à apporter à son excuse, car on a suivi le même procédé depuis de nombreuses années.

Je constate que depuis les 10 dernières années, on a ainsi effectué des emprunts temporaires, à l'exception de deux années, emprunts qui se sont totalisés à \$43,250,000. On a remboursé quelques-uns de ces emprunts, ou converti en dette consolidée, mais la grande majorité de ces emprunts ont été négociés à la fin de l'année fiscale dans le but évident de montrer un gros surplus.

Je constate que la somme brute de balance au comptant depuis les 10 dernières années se chiffre à \$24,832,368.79, même avec le montant considérable des emprunts temporaires de \$43,250,000, soit une moyenne de \$2,483,236.88. Je constate aussi que les mandats spéciaux pour le même terme se chiffrent à \$20,120,894.08, soit une moyenne de \$2,012,089.41, de sorte que le surplus comptant pour les 10 ans serait de \$4,731,474.71 ou une moyenne de \$473,147.47.

Maintenant, d'après le trésorier provincial, les surplus cumulatifs pour les 10 années se chiffrent à \$22,329,819.66⁷, ce qui, suivant les estimations de chacun, devrait entraîner une diminution de la dette,

mais nous constatons que la dette nette consolidée a augmenté de \$4,744,951.99, soit une différence de \$27,074,771.65.

Peut-être l'honorable trésorier peut-il citer une raison valable pour expliquer pourquoi il garde \$2,700,000 perçus du public pour un but spécial, c'est-à-dire les hôpitaux et autres institutions charitables. C'est un fond spécial de fiducie qui ne devrait pas être laissé entre les mains du gouvernement, mais devrait être remis sans délai aux hôpitaux et autres institutions pour lesquels il est perçu et qui en ont sans doute grand besoin à l'heure actuelle.

Revenons à l'état de la caisse. Si l'on n'avait pas négocié à la dernière heure, avant de fermer les livres, un emprunt de \$3,000,000, comme la balance comptant en main est de \$2,005,730, nous aurions un déficit de \$994,270. Et, si tous les mandats spéciaux étaient payés, le déficit s'accroîtrait à \$3,504,910.

Et ce n'est pas tout. Car il n'y a aucune raison valable pour retenir au crédit les sommes perçues uniquement pour fins de charité. En sorte qu'au déficit nous aurions à ajouter \$2,738,608, ce qui ferait une somme de \$6,243,518.

Ajoutons les sommes qui ont été perçues en avance pour l'exercice financier de l'année prochaine et incluses dans le présent exercice financier, soit: licences de la Commission des liqueurs, \$833,333 et taxes des corporations commerciales, \$162,941, ce qui porte notre balance au débit à \$8,237,793.

En somme, il faudrait \$8,237,793 pour que la province puisse dire qu'elle ait une balance au comptant. Je prédis que l'année qui suivra la prochaine année fiscale, il sera flotté pour un fort montant d'obligations.

Si l'on se reporte aux *Comptes publics*, page 3, on constate que les dépenses ordinaires ont dépassé de \$5,953,744 les estimations. Comme les prévisions du trésorier sont dépassées par près de \$6,000,000, je laisse à tout homme d'affaires le soin de juger ce qu'elles valent. Tout homme d'affaires d'une pareille sûreté de vision irait vite en cour des faillites. Et, chose curieuse, il a fait la même erreur pour l'estimé des recettes qui se trouvent augmentées dans la même proportion.

Il y a 10 ans, le revenu de la province était d'environ \$15,000,000. Ce revenu a pratiquement triplé au cours de la décade qui vient de s'écouler, alors que la population n'a augmenté que de 15 %. La population est surtaxée avant et après la mort, et c'est grâce à une augmentation de taxe excédant \$1,000,000 sur les successions que le déficit a été moins grand.

Les taxes sur les automobiles, la gazoline, et les liqueurs ont rapporté environ \$18,000,000, soit 40 % du revenu total du gouvernement. Le gouvernement navigue sur une mer de liqueurs et de gazoline.

Il y a neuf ans, lorsque la loi des liqueurs a été présentée, l'honorable premier ministre a déclaré, si ma mémoire est fidèle, que toute la dette de la province pourrait être payée à même les revenus de la Commission des liqueurs.

Mais ce n'est pas ça qui s'est produit. Voyons un peu ce qui s'est passé. En neuf ans, la Commission des liqueurs a fait un profit de \$59,770,284 et a versé au Trésor de la province \$54,020,198 et, cependant, la dette consolidée nette s'est accrue de \$4,745,000, bien que durant la même période d'autres importantes sources de revenus aient grandement augmenté.

En 10 ans, les automobiles et la gazoline ont fourni des revenus de \$39,754,358 et la dette a cependant monté de \$4,745,000.

En 10 ans, les droits de succession ont rapporté \$26,961,277, et cependant, la dette consolidée nette a augmenté de \$4,745,000. L'énorme augmentation du taux des droits de succession, sur les grosses successions, a été, comme nous le disions l'an dernier, au détriment de la province. Je tiens de source autorisée que, par suite de cette taxe, une somme variant entre \$100,000,000 et \$125,000,000 a été placée en dehors de la province de Québec pour éluder ces lourdes taxes. Cela signifie que c'est autant de moins en capital qui reste dans la province pour en assurer le développement. Je suis heureux que le gouvernement reconnaisse son erreur et rectifie ses taux. Une taxe excessive n'atteint jamais le but proposé.

En 10 ans, la taxe des corporations commerciales a produit \$21,806,771⁸, et cependant la dette consolidée nette a augmenté de \$4,745,000.

Lorsqu'il a parlé de la dette consolidée nette de la province, le trésorier a oublié de parler des obligations et emprunts garantis par la province et qui se chiffrent à \$3,640,000. Or, nous devons cet argent. Comme une grande partie de ce montant couvre des obligations émises pour l'école technique et autres propriétés qui sont réellement propriétés du gouvernement, il devrait être ajouté à la dette.

Le gouvernement a commencé à réduire les taxes en réduisant le taux d'intérêt dû par les municipalités rurales pour dette de voirie de \$17,000,000, soit \$600,000 par année.

Cette réduction du taux de l'argent avancé aux municipalités pour leur permettre de construire

des chemins sera faite d'ailleurs, dans une grande mesure, aux dépens des citoyens en général et, en particulier, de la cité de Montréal, qui est la vache à lait de la province et devra supporter la plus grande partie du fardeau...

(Rires)

... qui aura à payer la plus large part de ces \$17,000,000. Il est plus facile d'obtenir de l'argent de Montréal que des municipalités rurales. Avec cette grosse réduction de recettes, le gouvernement devra faire une réduction semblable dans les dépenses pour avoir un surplus même aussi petit que \$158,786.51, tel que prévu.

En 1926, le gouvernement avait décidé de souscrire \$150,000 annuellement durant 40 ans comme sa part de subvention au pont du port de Montréal. Les plans de ce pont devaient être inspectés par les ingénieurs du gouvernement, mais celui-ci ne s'était pas réservé le droit d'en imposer la moindre modification. Le gouvernement aurait mieux fait d'insister, dans ce cas où il avait un important intérêt pécuniaire, pour obtenir le droit de surveillance que d'insister arbitrairement pour imposer ses volontés comme dans l'affaire des tunnels où il ne fournissait aucun argent.

Le gouvernement aurait bien fait d'aller plus loin et d'insister pour avoir son représentant qui aurait eu quelque autorité dans l'octroi des contrats et dans l'achat du terrain nécessaire pour les terminus, et les matériaux, mais il a laissé tout cela à ses amis...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pourquoi ne l'avez-vous pas proposé?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ça fait partie des responsabilités du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et quelles sont les responsabilités de l'opposition?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): De toute façon, le problème, c'est que le gouvernement ne tient pas compte de nos suggestions quand nous en faisons.

C'est un fort beau pont au point de vue architectural, mais il offre quelques ennuis. Le terminus est placé trop au nord et à l'est pour ceux qui ont affaire au centre de la ville ou pour les cultivateurs qui ont affaire au marché Bonsecours. En plus, plusieurs des rues environnantes sont si étroites qu'il se produit une congestion de la circulation. On aurait dû établir des rampes, rue Craig. On me dit que les cultivateurs qui viennent

avec des voitures à chevaux ne pourront s'en servir à cause de la pente trop inclinée si la charge est très lourde.

D'après les rapports, le prix du nouveau pont, au lieu de s'élever de \$8,000,000 à \$10,000,000, y compris la rampe conduisant à la rue Craig, est maintenant de plus de \$18,000,000. On dit que le terrain nécessaire a été acheté à plusieurs fois sa véritable valeur. On dit aussi qu'une propriété, qui fut un temps sous option de \$125,000, a été achetée plus tard pour \$400,000.

Il faudra quelque temps avant que le revenu net prévu de \$250,000 ne soit atteint, et le coût annuel sera plutôt de \$900,000 que de \$450,000.

En augmentant la capacité de circulation du pont Victoria et en ajoutant des voies pour voitures et autos au pont du Pacifique Canadien à Lachine, on aurait obvié aux nécessités de la circulation beaucoup mieux pour plusieurs années à venir, et le coût aurait été environ de 25 % du coût actuel.

Il est fort amusant de penser qu'à plusieurs réunions des amis du gouvernement où des ministres étaient présents, quelques orateurs ont paru s'intéresser plus à la politique fédérale qu'à la politique provinciale et ont fait tout en leur possible pour diminuer la part du gouvernement fédéral.

Ce n'est pas ma politique de défendre le gouvernement fédéral, car il est fort capable de se défendre lui-même, mais, puisqu'on l'a attaqué, je dirai que le public sait et apprécie le fait que le gouvernement Bennett a fait plus pour le bien du pays en quelques mois que l'ancien gouvernement en plusieurs années. L'ancien gouvernement par sa législation paraissait désirer plutôt déprécier que d'améliorer le pays.

Tout d'abord, M. Bennett a prouvé que si les députés du Parlement s'occupent des affaires et font moins de discours, ils peuvent exécuter la besogne en quelques semaines au lieu de quelques mois, comme auparavant, ce qui constitue tout de suite une substantielle économie. La législation fédérale sur le chômage a été chaudement approuvée par la grande majorité des contribuables. Étendre la portée de la loi aux églises et aux écoles donnerait lieu à des demandes semblables de la part des autres provinces, et la loi serait ainsi détournée de son objectif premier.

Quant aux modifications tarifaires, nous voyons des usines qui étaient fermées et qui s'ouvrent, et d'autres qui marchent maintenant à plein rendement. Nous voyons de nouvelles industries s'établir et fonctionner, à Montréal, à Granby, à Sherbrooke, à Drummondville et autres endroits de

cette province et des autres provinces. Dans Québec, la presse parle d'une activité marquée dans la construction et, de plus, 1,500 hommes sont employés au pont et au tunnel.

Le sénateur Robertson déclare que 155,000 hommes ont trouvé de l'emploi grâce à la législation du chômage. Des statistiques montrent qu'à Montréal, il y a 22,000 hommes⁹ cherchant des emplois réguliers. C'est une petite proportion, si l'on considère la saison; sur une population de plus de un million et quart, nombre de gens sont venus des États-Unis, du Québec, de l'Ouest, de l'Ontario, etc. Aussi, grâce à la libéralité de la population de Montréal, si quelques-uns ont souffert, aucun n'a été sans manger et sans logement.

Bien que je ne sois pas un pessimiste et que je croie que bientôt les sombres nuages disparaîtront de l'horizon, si ce gouvernement veut équilibrer son budget, il devra pratiquer la plus stricte économie durant l'année en cours, puisqu'on ne peut s'attendre à ce que les revenus provenant de sources diverses soient aussi importants, par exemple, que ceux provenant des terres et forêts.

Je relève cette parole du premier ministre dans le discours du budget: "Dans certaines provinces, on a entendu le cri de sécession. J'aime à croire que ce cri était isolé et n'était que celui de quelques malheureux qui n'ont pas étudié soigneusement la situation." Il n'y a pas si longtemps, nous avons eu une motion¹⁰ présentée dans cette Chambre, dans le même genre, mais elle a été oubliée. Et je ne crois pas qu'il en soit question de nouveau.

Je me demande si l'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur) la présenterait maintenant. Les provinces du Canada sont trop fortement liées les unes aux autres en un beau et grand dominion qui est appelé à grandir, pour songer maintenant à se dissocier et à rompre les liens qui les ont rassemblées. Il est certain que la situation se rétablira d'ici peu de temps.

(Applaudissements)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)¹¹:
M. l'Orateur, qu'il me soit permis de présenter mes félicitations aux lauréats du Mérite agricole que nous recevons aujourd'hui au Parlement. Je suis heureux de leur visite à Québec et je partage tous les beaux sentiments qui leur ont été exprimés et les félicite des progrès de plus en plus considérables qu'ils apportent à l'agriculture.

(Applaudissements)

La semaine dernière, nous avons eu l'occasion d'entendre le discours du budget qui a été bien

accueilli par la population. Il est dans la tradition libérale d'équilibrer les recettes et les dépenses du gouvernement. C'est un contraste avec ce qui se passe autour de nous dans les autres provinces et au fédéral. Presque toutes les autres provinces, particulièrement l'Ontario, ont enregistré un déficit, de même que le fédéral. Les déficits y sont à l'ordre du jour.

L'Ontario nous annonce cette année un déficit de \$600,000¹², la Nouvelle-Écosse de \$450,000¹³. À Ottawa, où le nouveau gouvernement au pouvoir nous avait promis la prospérité, où le parti vainqueur du 28 juillet se disait le sauveur du peuple, voyez où ils en sont rendus avec leur administration. En dépit des belles promesses faites par le très honorable R. B. Bennett pendant la dernière campagne électorale, après à peine six mois au pouvoir, le premier ministre laisse entrevoir, d'après ses propres chiffres, un déficit de plus de \$100,000,000.

M. Bennett devait obtenir des prix plus élevés pour les fermiers et mettre fin au chômage, mais, depuis son accession au pouvoir, les choses vont de mal en pis. Devant ces résultats, il est consolant de se tourner vers la bonne vieille province de Québec qui a su, au travers des difficultés de toutes sortes que les autres provinces n'ont pu éliminer, marcher continuellement et sans défaillance de succès en succès. Il est consolant de constater que seul le Québec, après 33 années de régime libéral, a un surplus d'au-delà de \$4,000,000 au 30 juin dernier, et prévoit un surplus de \$160,000 pour l'année courante qui se terminera au 30 juin 1932.

Il y a mieux. Le Québec ne se contente pas d'annoncer un surplus. Non seulement nos finances sont équilibrées, mais nous nous proposons de réduire cette année nos impôts quand tous les gouvernements songent à créer de nouvelles taxes et imposer un plus lourd fardeau au peuple. Tandis que les conservateurs songent aux nouvelles taxes qu'ils pourraient créer pour éponger leurs énormes déficits à Ottawa, à Toronto et ailleurs, le gouvernement libéral du Québec s'efforce de réduire les taxes d'année en année.

Par exemple, dans le discours du trône, le gouvernement réduit les impôts. Il remet aux municipalités rurales \$600,000 par année pour un total de \$17,000,000 sur la dette de voirie. Une loi vient d'être adoptée à cet effet. Il enlève la taxe sur les paratonnerres. L'objet de la loi est de faire en sorte que les paratonnerres soient bien installés, de façon à ce qu'ils ne soient pas dangereux.

Il fait aussi disparaître la taxe sur les inspections des installations électriques. Il est

nécessaire que les installations soient inspectées, et nous sommes en droit, à mon avis, de demander de l'aide pour payer le coût des inspections. De plus, le gouvernement indemnise les agriculteurs pour le bétail perdu en raison de la tuberculose, et cela, pour soulager les cultivateurs et les contribuables de cette province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui avait imposé ces taxes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est nous qui les avons établies pour améliorer la situation générale et aider à défrayer les coûts. Nous avons raison. Mais aujourd'hui, nous sommes en mesure de les abolir.

En plus, les agriculteurs ont accès à des fonds à peu de frais. Quand Ottawa a décidé d'accorder des prêts aux agriculteurs et que la Commission fédérale a fixé le taux d'intérêt sur ces prêts à 6½ %, les membres de l'opposition ont parcouru la province dans tous les sens en critiquant le gouvernement provincial pour ce taux élevé, et en faisant croire autant que possible que c'était Québec qu'il fallait blâmer. On a tenté de faire baisser ce taux, mais, après de vaines tentatives, le gouvernement du Québec a décidé de venir en aide aux agriculteurs et d'assumer une partie des intérêts sur les prêts agricoles.

Pour venir en aide aux cultivateurs, le gouvernement du Québec paiera 1½ % du taux d'intérêt de 6½ % exigé par Ottawa pour le prêt agricole. Si le tarif de 6½ % est trop onéreux, c'est le gouvernement central qui en est responsable.

M. Tremblay (Maisonnette): Qui a fixé le taux d'intérêt à 6½ %?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement King.

M. Tremblay (Maisonnette): Alors, c'est un Parti libéral au fédéral qui l'a fixé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, restons au Québec pour l'instant. Nos adversaires nous reprochent souvent les taxes nombreuses. Nous en avons imposé des taxes, mais c'est à ceux qui sont en mesure de les payer. Nous avons d'ailleurs un grand nombre d'autres revenus qui ne proviennent pas de taxes directes, par exemple, les ponts de péage, la gazoline, les vins et liqueurs, etc. L'opposition proclame que ses

membres sont les sauveurs de la classe agricole. Nos adversaires sont plus éloquents sur les "hustings" qu'en Chambre quand nous sommes là pour leur répondre et demander de spécifier.

Certes, il faut des taxes pour administrer, mais on peut en toute bonne foi dire que les taxes au Québec sont payées par ceux qui peuvent les payer. Québec aide donc la population, l'ouvrier et le cultivateur, en leur donnant une administration sage et progressive en réduisant les impôts.

Quelles sont nos sources de revenus? Le discours du budget nous les indique. En 10 ans, ces revenus sont passés de \$14,000,000 à plus de \$40,000,000. Nos sources de revenus sont: le subside fédéral, \$2,315,756, que Sir Lomer Gouin¹⁴ a réussi à faire augmenter malgré l'opposition conservatrice alors à Ottawa. Le subside fédéral ne peut être considéré comme une taxe.

Les autres revenus viennent de la voirie, qui ont été de \$585,854 et que nous allons perdre maintenant: les mines \$734,702; les terres et forêts \$5,555,588.64; les terres de la couronne, la chasse et les pêcheries \$502,044¹⁵; les licences d'hôtel \$2,248,611.40; la loi des liqueurs \$8,560,791.76; la gazoline \$3,972,038.65; les droits sur les successions \$5,268,088; les véhicules-moteurs \$5,423,650.

L'opposition accuse le gouvernement de se faire des revenus en vendant nos ressources naturelles. L'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) lui répondra là-dessus. Mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis) dit que le gouvernement a obtenu ses surplus en vendant des concessions forestières et nos pouvoirs d'eau, et il prétend que c'est là une mauvaise politique. Mais il est juste de louer - car nous ne vendons pas, nous louons - les forêts pour qu'elles soient exploitées pour alimenter l'industrie. Il ne faut pas oublier, cependant, que si ce bois n'était pas coupé, il serait une perte sèche. Ces sommes doivent être et sont considérées comme des revenus ordinaires. Nos terres ne sont qu'affermées et, de plus, le gouvernement retire un droit de coupe et un tarif d'affermage qui sont une recette pour la province.

C'est ce que les conservateurs pensaient eux-mêmes quand ils étaient au pouvoir. Que disait l'honorable M. Chapais¹⁶, un homme éminent et chef conservateur, en 1893? Lorsque le sénateur Chapais était ministre conservateur dans cette province, il avait adopté la même attitude que l'actuel gouvernement en ce qui concerne les revenus provenant des forêts. M. Chapais disait en 1893¹⁷, contrairement à ce que disent aujourd'hui nos adversaires: "La vente des concessions forestières de

1892 a été très habilement conduite. Elle a rapporté une belle et utile somme de \$80,000¹⁸, ce qui n'est pas à dédaigner, comme revenu pour le Trésor."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce dans le temps que le père de l'honorable ministre de la Voirie était député conservateur ici?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon père a été député conservateur à Ottawa et non à Québec¹⁹, mais, M. l'Orateur, vous avez là une idée de la manière dont nos adversaires discutent. Quand ils se sentent un peu poussés à bout, ils lancent un mot, quelquefois un mot d'esprit. C'est là toute leur force. L'opposition pense-t-elle répondre aux arguments sérieux par des boutades?

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): Ça cache le mal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami de Trois Rivières (M. Duplessis) ne doit pas prétendre avoir répondu à mon argumentation par cette interruption. Que disait l'honorable M. Nantel²⁰ qui était commissaire des Terres en 1897? L'honorable G.-A. Nantel, s'exprimait tout à fait dans les mêmes termes. Il disait: "La vente des concessions forestières était nécessaire pour plusieurs raisons, entre autres pour rencontrer les prévisions budgétaires." On le voit, les conservateurs considéraient que l'exploitation de nos forêts était chose nécessaire et il n'était pas question, dans le temps, de prétendre qu'on administrait mal en vendant des concessions forestières. Voilà la politique du Parti conservateur dans le passé. L'opinion de ces deux chefs était juste et elle a prévalu depuis la Confédération.

L'honorable chef de l'opposition, que je regrette de ne pas voir à son siège²¹, se plaît souvent à remonter dans le passé, même jusqu'à Champlain, à Jacques Cartier et aux autres héros du Régime français. L'honorable chef de l'opposition nous reproche d'être au pouvoir depuis 1897. Mais il oublie toujours de nous dire cependant que, si les libéraux sont au pouvoir depuis 33 ans, il ne faut pas oublier que les conservateurs l'ont été pendant plus de 25 ans.

Les deux partis, tour à tour, ont régné sur Québec; et cependant, si l'on étudie la politique des derniers 63 ans, on se rendra vite compte que c'est le Parti libéral, ce "vieux parti", qui a fait la prospérité du Québec et qui s'est acquitté de sa tâche avec le

sens de ses responsabilités, une large vision de l'avenir et un esprit progressiste.

Si le peuple sentait que le gouvernement de Québec est trop vieux pour bien servir, il changerait sûrement de gouvernement, mais il juge que c'est le Parti libéral qui le conduit dans la voie du progrès, tandis que les conservateurs ne trouvent que la calomnie, le mensonge et l'insinuation contre le gouvernement pour essayer d'usurper le pouvoir.

M. l'Orateur, ce sont les idées, ce sont les œuvres des chefs du Parti libéral qui ont doté cette province de Québec du mécanisme financier et économique, scolaire et social qui lui permet de se placer au premier rang des provinces canadiennes, pendant leurs 33 années de pouvoir. Notre système parlementaire, basé sur les institutions britanniques, fut soutenu ici par les deux partis politiques qui se font opposition dans cette Chambre. Et il se trouve que ces deux partis politiques se partagèrent, depuis 1867, les honneurs et les responsabilités du pouvoir. Les conservateurs dirigèrent nos affaires publiques du 15 juillet 1867 au 24 mai 1897, avec ce que je puis appeler l'inter règne du ministère Joly de Lotbinière, du 8 mars 1878 au 31 octobre 1879, et celui d'Honoré Mercier, du 29 janvier 1887 au 21 décembre 1891.

Et, depuis mai 1897, c'est le Parti libéral, dirigé tour à tour par des hommes de haute valeur, Marchand, Parent, Gouin et l'actuel député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qui préside à nos destinées. Ce Parti libéral, je le déclare en toute sincérité, peut se rendre aujourd'hui le témoignage de s'être acquitté de sa tâche avec le sens de ses responsabilités, une vision de l'avenir de notre province, l'énergie que réclamait une population grandissante et qui multiplie chaque jour les formes de son activité. Les électeurs se sont chargés à chaque élection de remettre les choses à leur place en donnant des majorités toujours plus grandes au Parti libéral.

Nous avons pris la province à la queue de la Confédération et nous l'avons placée à la première place par une administration honnête et sage. Et le Parti libéral peut aujourd'hui se rendre ce témoignage d'avoir été toujours fidèle à ses principes et d'avoir accompli ses promesses.

Je ne veux pas entrer aujourd'hui dans les détails de cette histoire politique. Je veux simplement attirer l'attention des députés de cette Chambre sur l'allure générale que suivit notre politique depuis 1867 et les prier ensuite, en toute confiance, de dire de quel côté de cette Chambre furent les hommes d'initiative et de progrès. Leur réponse sera celle de la population de notre province qui, conduite par son

bon sens et son esprit de mesure, sait, elle, ce que pèsent les paroles éclatantes à côté des actes muets, mais combien utiles, ce que pèsent les injures à côté des efforts persévérants pour améliorer le sort du peuple, ce que pèsent certains discours, à côté de l'énergie dépensée à voir les problèmes sociaux et à les résoudre.

En 1867, la province de Québec, l'une des quatre fondatrices de la nouvelle Confédération canadienne, commençait une ère nouvelle. C'était le temps de faire l'inventaire de ses ressources, de mesurer les possibilités d'action de ses habitants, de distribuer leurs activités en vue d'en obtenir un plein rendement, de mettre en train tout le développement intellectuel et social, scolaire et économique de cette plus vieille partie du territoire canadien. Que firent d'un tel programme les conservateurs, placés les premiers à la direction de nos affaires publiques? Ils ne le soupçonnèrent même pas et, pendant près de 30 ans, furent satisfaits de piétiner sur place, forçant ainsi nos concitoyens à retarder le développement de notre province. En 1867, les revenus de la province n'atteignaient pas un million et demi de dollars, exactement \$1,386,837.29, et cependant, les conservateurs, commençant cette ère des déficits dont ils ont le secret, trouvaient moyen de dépenser près de \$2,000,000 (\$1,883,238).

Trente ans après, sous le régime des conservateurs, les revenus n'atteignaient pas les \$4,000,000 (\$3,894,966.22)²², et cependant, ils trouvaient encore le moyen de dépenser au-delà de \$4,000,000 (\$4,685,450.42), soit un déficit d'environ \$800,000. Depuis 1897, ces revenus sont passés à plus de \$43,000,000, et chaque année du régime libéral s'est close par un surplus. Mais ce budget, où les dépenses dépassaient les recettes, à quoi l'employaient les conservateurs? Quelles préoccupations les animaient? Songeaient-ils du moins à consacrer leurs revenus à promouvoir les grandes causes du peuple que le Parti libéral en ces 33 dernières années a si considérablement développées?

Au chapitre de l'instruction publique, les conservateurs dépensaient, en 1868, \$250,000 environ, et seulement \$447,000²³ 30 ans plus tard. C'est tout près de \$5,000,000 que mon ami l'honorable secrétaire provincial met présentement à soutenir et à développer les écoles de tout genre, depuis l'humble maison de campagne jusqu'à l'université. Pour la colonisation, ils ne dépensaient que \$75,000; pour la voirie, ils n'ont donné que \$6,000 en cinq ans, et rien du tout pendant trois ans. Mais je ne veux pas continuer cette comparaison que chaque député de cette Chambre connaît parfaitement bien.

Qu'il me soit du moins permis de tirer une première conclusion. Nos adversaires nous reprochent notre séjour au pouvoir qu'ils trouvent trop prolongé au goût de leurs amis amoureux de la caisse publique. Ne sommes-nous pas en droit de leur répondre: "Trente-trois ans à la direction des affaires? Mais vous avez été 25 ans au pouvoir." Et, si la population de Québec semble disposée à maintenir le présent régime politique, à ne pas vouloir faire machine arrière, à ne pas revenir aux jours où un gouvernement trouvait le secret de dépenser plus que ne le permettaient les revenus, et ce, sans nul profit que les grands services d'utilité publique, c'est que vous n'avez pas su vous rendre dignes du mandat que vous avaient donné les électeurs de cette province, et que vous avez été remplacés au pouvoir par le Parti libéral dont les chefs se sont donné pour mission de se vouer au progrès et à la grandeur de leur province.

Cependant, les conservateurs prétendent que le gouvernement n'a pas été digne de son mandat. Depuis la Confédération, la province de Québec a marché de progrès en progrès, et la période la plus féconde de son administration a été sans aucun doute celle qui s'étend de 1920 à 1930. Tous les services publics se sont développés de façon constante et méthodique. Nos revenus, de \$14,000,000 qu'ils étaient en 1920, s'élèvent à \$43,000,000²⁴, en 1930, ce qui a permis au gouvernement d'affecter des sommes considérables à l'instruction publique, à l'agriculture, à la colonisation, à la voirie et à tous les autres services.

Pour sa part, la voirie a reçu \$76,569,207.59; la colonisation, \$15,684,899.89; l'instruction publique, \$27,785,419.67; les travaux publics pour les ponts, \$6,000,000; les terres et forêts, pour la protection de la forêt, les services d'arpentage, etc., \$14,721,795.45²⁵; l'agriculture, \$19,078,715, et cela, sans parler des sommes très importantes qui ont été attribuées à la législation sociale telle que l'assistance publique, l'hygiène, etc. Notre législation sociale tient lieu de modèle pour les autres provinces et nous avons réussi à développer et à transformer l'industrie, les ressources naturelles et l'agriculture.

Les richesses de notre pays jusqu'à il y a quelques années reposaient sur trois grandes ressources naturelles: l'agriculture, les forêts et les pouvoirs d'eau. Un quatrième élément, une quatrième ressource naturelle est venue s'ajouter aux autres: les mines. Le Canada est devenu un facteur mondial dans la production des minéraux. Nous occupons actuellement la deuxième place parmi les nations du monde. Québec a eu sa large part dans ce développement.

En 1899, notre production minérale était de \$2,080,000²⁶. Nous étions à la queue de la Confédération. Nous occupions l'avant-dernier rang parmi les provinces de la Confédération. Il ne faut pas s'en étonner. Tant que les conservateurs ont été au pouvoir, c'est la position que nous avons occupée parmi les provinces canadiennes. Notre production minérale a atteint, en 1910, \$7,323,000²⁷; nous avions alors le cinquième rang. Nos grands progrès ont été accomplis dans les 10 dernières années²⁸. En 1922, la production minérale du Québec était de \$18,835,000. En 1928, six ans plus tard, elle était passée à \$37,325,000, soit une augmentation de \$18,490,000. Nous prenions le troisième rang, venant aussitôt après la province de l'Ontario et la Colombie anglaise.

En 1929, grâce à l'augmentation de la production d'amiante, et surtout à la production du cuivre et de l'or, notre production était de \$46,555,000²⁹ et se divisait comme suit: matériaux de construction \$18,534,165; minéraux non métalliques, y compris l'amiante, \$14,249,646; minéraux métalliques \$13,671,009. Nos compagnies minières avaient \$140,000,000 de capitaux.

Elles employaient 14,572 ouvriers et leur payaient \$13,544,556³⁰ en salaires annuels. Le gouvernement n'a pas peu contribué à aider et à accélérer ce mouvement. Le département fut réorganisé. Notre budget, qui était de \$16,500 en 1922, s'élevait chaque année, pour être porté enfin à \$385,000.

Nous avons bâti des routes; \$2,500,000 ont été dépensés pour l'ouverture de chemins dans les régions minières de l'Abitibi et Témiscamingue. Le gouvernement a accordé un subside au chemin de fer Canadien National pour la construction de son embranchement de Rouyn. Sans cette dépense de \$2,500,000, la voie ferrée ne se serait jamais rendue jusqu'à cette région. Et l'on sait que la région de Rouyn ne se serait pas développée comme elle l'est actuellement, si le gouvernement n'avait pas construit de routes pour y parvenir. Le gouvernement est responsable de ce beau résultat. Il a fait faire des relevés géologiques et a mis des ingénieurs à la disposition des prospecteurs pour contribuer dans toute la mesure du possible à notre développement minier.

En 1930, notre industrie minière a subi comme toutes les autres les effets de la crise. Surtout l'industrie de l'amiante. Sans pouvoir donner de chiffres, lesquels ne sont pas disponibles en détail, je puis cependant dire qu'il y a eu augmentation dans le rapport de la production de l'or et du cuivre. Les

travaux faits dans le bassin de l'Harricana indiquent que la province aura là un champ minier aurifère de grande importance. Il est question d'y construire un chemin de fer et des lignes de transmission d'énergie électrique.

Les travaux se sont continués dans les cantons Lemieux et Gaspé où l'on a découvert des veines de cuivre. Dans la région de Chibougamau, on a aussi découvert des gisements de cuivre et d'or. De plus, une raffinerie de cuivre a été construite à Montréal, d'une capacité de 75,000 tonnes, pour traiter le minerai extrait à Noranda et de certaines propriétés du Manitoba. Tout à côté de cette raffinerie, la Canada Wire & Cable Ltd. est actuellement à construire une tréfilerie.

Notre production d'amiante a un peu diminué, à cause de la concurrence du Sud africain et surtout de la Russie. La concurrence russe a non seulement affecté le commerce du blé, mais aussi une industrie propre à Québec, celle de l'amiante, car l'on sait que jusqu'à présent 85 %³¹ de la production mondiale d'amiante provenait du Québec. La Russie a réorganisé les mines d'amiante dans les monts Oural. Elle a construit des ateliers et projette une production de 200,000 à 250,000 tonnes de fibre, en plus d'organiser l'industrie des objets manufacturés. Des fabriques de textile de fibres d'amiante sont en opération, de même que des fabriques d'articles en amiante à caoutchouc sous le contrôle du trust du caoutchouc.

À la fin de 1930, pendant une période de 96 jours, la Russie a jeté sur le marché des États-Unis, qui est notre principal marché, 4,700 tonnes d'amiante de première qualité, ce qui équivalait à la moitié de la consommation requise par l'industrie américaine pendant une année. La Russie vend cet amiante à un prix ridiculement bas, qui n'est que la moitié du prix coûtant et 50 % meilleur marché que notre amiante.

M. Tremblay (Maisonnette) pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

L'amiante canadien se vendait à \$400 la tonne, à New York, tandis que la Russie l'écoule pour \$150 et \$200.

De plus, il y a une anomalie à ce sujet. La Russie transporte son amiante des monts Oural à New York au coût de \$7.50 la tonne. Notre amiante de Thetford n'est transporté à New York qu'à un prix de \$11.50 la tonne. Je ne peux expliquer cette différence. Ces chiffres indiquent la situation

sérieuse où se trouve placée l'industrie de l'amiante dans Québec; et à moins que le gouvernement du Canada ne s'entende pour placer un embargo sur l'amiante russe, et à moins que les propriétaires de mines ne s'unissent, et ne cessent de se faire la lutte en vendant l'amiante à n'importe quel prix, cette industrie verra des jours sombres. Un projet de loi est actuellement devant le Congrès de Washington pour empêcher le "dumping" de l'amiante russe sur le marché américain.

J'ai réuni les producteurs d'amiante, et nous avons convenu que si le gouvernement américain ne met pas un embargo sur l'amiante de Russie, nous sommes menacés. En discutant de la situation avec les producteurs d'amiante l'autre jour, je les ai invités à s'unir, à mettre fin à la guerre des prix en cours et à ne pas couper les prix entre eux, afin de se sortir de leurs difficultés. Je les ai aussi encouragés à travailler ensemble pour faire adopter le projet de loi concernant l'embargo présentement devant le Congrès des États-Unis.

La concurrence se continuera de plus en plus sur le marché européen et spécialement en Angleterre. D'un autre côté, l'augmentation de la demande des produits d'amiante aux États-Unis assure aux exploitants de Québec pour les années à venir un marché pour l'écoulement de leurs produits, et plus particulièrement pour les fibres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est la situation financière des compagnies de mines?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Elles ont subi une dépression comme les autres.

Nous avons de vastes dépôts de pyrite de fer inutilisables. Je veux signaler en passant à la Chambre une découverte importante faite à Shawinigan Falls par M. Horace Freeman³², un procédé nouveau pour brûler la pyrite et en extraire l'acide sulfurique du minerai de fer. Nous avons dans notre province des pyrites de fer, d'où l'on pourra extraire de l'acide sulfurique qui sera utilisé par nos fabricants de pulpe. Les manufacturiers canadiens de pulpe et de papier emploient pour \$4,500,000 d'acide sulfurique chaque année, et ce sulfite vient du sud-ouest des États-Unis. En installant dans leurs moulins le nouveau brûleur de M. Freeman, les compagnies réduiront leurs dépenses de \$1,600,000 par an.

Les chemins de fer reçoivent actuellement pour le transport du sulfite \$326,000. Avec le transport de la pyrite de fer, leurs recettes s'élèveraient à \$941,000 et les matériaux et gages, à

\$850,000. Un moulin doit bientôt être construit dans le canton de Boischatel pour l'exploitation de cette importante découverte qui nous procurera aussi du fer dont nous avons tant besoin et pour l'exportation de la pyrite.

Je veux maintenant parler de nos progrès dans le domaine des bonnes routes. Si, en 10 ans, nos mines se sont développées, notre voirie a aussi fait des progrès considérables. À la fin de 1921, nous avions 3,877 milles de chemins améliorés, dont 1,955 en gravelage, 1,763 en macadam, 90 milles en macadam bitumineux, 57 en béton de ciment et 12 milles en béton bitumineux. Le coût moyen était de \$8,900 par mille.

Mais, auparavant, je veux relever un point soulevé par nos adversaires. On a cité une parole de l'honorable M. Perron, reprise dans un article de journal³³ paru à peu près au moment de sa nomination comme ministre de la Voirie, au sujet de la construction des chemins, et on a prétendu qu'il avait condamné la politique de son prédécesseur, en déclarant que la construction de nos chemins à \$30,000 du mille était trop élevée et que le système des routes nous conduisait à la ruine.

J'ai retrouvé ce discours de l'honorable M. Perron au Club des ingénieurs de Montréal dont on a parlé. Tout ce qu'il a dit, c'est que la province de Québec ne doit plus construire de chemins à \$30,000 du mille. Lorsqu'il a fait cette déclaration, l'ancien ministre de la Voirie voulait sûrement parler de la construction des routes en macadam, et autres surfaces permanentes qui coûtait très cher. Au début, le département n'avait construit que des grandes artères, et les avait revêtues en macadam. Il aurait été trop coûteux pour la province de continuer cette politique, vu le grand nombre de routes qu'il fallait construire.

L'honorable M. Perron laissait entendre par là que si la province de Québec construisait les routes en béton armé au coût exorbitant de \$30,000 du mille, elle ne pourrait pas en construire beaucoup. C'est parce que certains bouts de chemin devaient être faits en béton bitumineux, qu'ils coûtaient si cher. Mais ils ne sont pas tous ainsi. En effet, si nous avions payé \$30,000 du mille, nous n'aurions que 3,000 milles de bons chemins au lieu de 13,650, que nous avons maintenant. Pourquoi? Parce que l'honorable Perron a changé de politique et a décidé de construire des chemins moins coûteux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre dira-t-il les propres paroles de l'honorable M. Perron?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement. L'honorable M. Perron a dit: "Nous allons changer la politique parce que la construction des routes à \$30,000 du mille nous conduirait à la banqueroute."

(Rires à gauche)

Mettons qu'il exagérerait un peu. Nous n'aurions pas outrepassé nos revenus. Mais il est certain que si nous avions construit des chemins à \$30,000 du mille, nous ne serions pas allés à la banqueroute, mais pas loin. L'honorable M. Perron avait donc raison, mais l'opposition donne une mauvaise interprétation à ses paroles. Nos adversaires nous reprochent de reconstruire des chemins, de faire des surfaces permanentes. Nous avons commencé à faire des bons chemins en 1912. À cette époque, on ne connaissait pas ce que deviendrait le trafic.

Au cours des deux dernières années, nous avons construit des routes en gravier, dites permanentes. La politique est de construire des routes permanentes, mais le ministre souligne qu'il utilise le mot "permanentes" tel qu'on l'entend dans le domaine de la voirie puisque dans les faits, aucune route n'est permanente. Il (l'honorable M. Perrault) cite les États de New York et de la Californie comme des exemples d'endroits où on a dû reconstruire des routes permanentes après cinq ans, dans certains cas et 10 ans, dans d'autres. La surface d'une route ne peut pas durer une éternité, comme ont pu le constater les États de New York et de Washington qui doivent maintenant dépenser \$20,000,000 pour remettre en état des routes construites il y a 10 ans seulement.

Depuis 1921, le département a construit surtout des routes en gravier, avec le résultat que 41 % de toute la longueur de nos routes est actuellement améliorée. Nos pavages se distribuent maintenant comme suit: sable et glaise, 349 milles, gravier, 11,269 milles, macadam, 1,343 milles, macadam bitumineux, 214 milles, béton de ciment, 103 milles, béton bitumineux, 371 milles.

Cette politique a permis au gouvernement de donner des routes à toute la province. On n'aurait pu obtenir ce résultat en continuant de faire du macadam, du béton de ciment ou du béton bitumineux. Nos 52 grandes routes ont maintenant une longueur de 5,392 milles dont 5,066 milles sont améliorés, 217 milles en construction et 109 milles seulement à améliorer. Les chemins provinciaux de deuxième classe ont une longueur de 8,801³⁴ milles dont 5,273 milles sont améliorés, et nous avons 3,312 milles de chemins améliorés de troisième classe.

Le total de nos chemins améliorés s'élève à 13,651 milles, soit 41 % de la longueur totale de nos routes.

Au cours de l'année qui s'est terminée le 30 juin 1930, le gouvernement a dépensé pour la voirie une somme de \$14,141,447.11 et, au 30 juin 1931, il aura dépensé environ \$12,000,000 pour l'année. L'entretien de nos routes coûte \$5,500,000. De plus, en deux ans, le ministère a corrigé 450 courbes dangereuses et éliminé 29 passages à niveau.

Nos adversaires disent que la voirie a été coûteuse dans notre province. Le coût moyen des chemins a été de \$6,000 par mille. Est-ce un chiffre exagéré? Personne n'oserait l'affirmer. Il n'y a pas une seule province qui construise ses chemins à un prix aussi bas. D'après les statistiques compilées par un M. Campbell, du gouvernement fédéral, les chemins de 1919 à 1923 ont coûté à l'Ontario \$34,252, à la Colombie anglaise \$23,918, à la province de Québec \$10,840, et ce, pour la même sorte de chemins.

Pas une autre province n'a construit ses routes aussi économiquement que la province de Québec. Cette construction a été faite d'une façon honnête et pas un seul sou n'a été dépensé mal à propos. De plus, nous avons rencontré dans notre province des difficultés que les autres provinces n'avaient pas.

Les adversaires du gouvernement ont prétendu que notre politique de voirie a été ruineuse pour la province de Québec. Au contraire. Cependant, la politique des bons chemins, qui est une des grandes œuvres du Parti libéral, a été une source de richesse. Cette politique a apporté le progrès et la prospérité dans la province. Elle a contribué à augmenter le volume des terres en culture, elle a rapproché le cultivateur des gares et des marchés où il peut aller écouler ses produits. La voirie a été la grande œuvre du Parti libéral. Elle nous a donné une nouvelle source de revenus, le tourisme, qui nous a rapporté plus de \$318,000,000 en 10 ans. Le tourisme nous rapportera encore davantage si nous savons garder nos routes en bon état, donner de bons hôtels à nos visiteurs et les recevoir avec l'hospitalité québécoise qui a une réputation mondiale. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Les adversaires protestent parce que le ministère de la Voirie reconstruit les chemins en surface permanente. Ils disent que les chemins avaient été construits d'une façon permanente et que le gouvernement ne devrait pas demander des subsides pour les reconstruire. C'est là un argument qui ne tient pas debout. Il n'y a que dans notre province que l'on entend de pareils reproches.

Lorsque les chemins furent construits autrefois, on ne pouvait se douter de l'essor que prendrait le transport par véhicules automobiles. La même situation existe aujourd'hui partout dans le monde entier. Nous n'en avions que 3,000 en 1912, nous en avons maintenant 178,000, et chaque année, plus de 710,000 autos de touristes étrangers nous visitent. Devant une telle affluence, il n'y a plus de chemins permanents à proprement parler, il n'y a plus que l'entretien qui est permanent.

Nous faisons dans Québec ce que tous les autres pays sont obligés de faire. Je rencontrais ces jours derniers à Montréal l'assistant-commissaire des chemins de l'État de New York. Il me disait que New York vient de se faire voter \$56,000,000 pour refaire et élargir des routes bâties il y a cinq ans, dont \$26,000,000 pour la reconstruction, \$25,000,000 pour l'entretien et \$5,000,000 pour de nouvelles constructions. L'État de la Californie vient de se faire voter \$313,000,000 pour refaire ses chemins construits depuis quelques années seulement. L'entretien des routes est devenu partout un problème de tous les instants et la province de Québec ne saurait y échapper.

Un orateur conservateur en mal de publicité - on dit même que c'est le ministre de la Voirie dans le cabinet que l'honorable chef de l'opposition a formé en rêve - a porté des accusations contre le ministre de la Voirie dans une réunion à Montréal. M. Léo Doyon accuse le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) d'avoir accordé des contrats sans soumissions au montant de \$5,000,000, notamment pour la route Shawbridge-Sainte-Agathe. Ce M. Doyon était moins scrupuleux quand il était entrepreneur de la voirie, en 1918, et qu'il obtenait des contrats, sans soumissions, au pourcentage, soit à 10 %. Depuis, il est devenu l'agent politique d'un homme et il se croit obligé de porter des accusations.

Dans ce cas-ci, comme dans les autres, M. Doyon a affirmé des faussetés. Tous les contrats qu'il a mentionnés pour 1929 avaient été donnés avant que je sois nommé ministre³⁵. En 1930, aucun contrat n'a été donné sans soumissions. Des soumissions ont toujours été demandées et, chaque fois, le contrat a été donné au plus bas soumissionnaire. J'ai démontré à la Chambre la fausseté de tous les avancés de M. Doyon.

Je tiens à dire la pratique qui est suivie quelquefois dans les extensions de contrat. Il arrive que des municipalités nous réclament une petite extension de chemin et que nous y consentions sans demander de nouvelles soumissions. Depuis quatre ou cinq ans³⁶, il est devenu d'habitude d'ajouter à

son contrat déjà donné par soumissions. Ceci se fait sur les recommandations des ingénieurs, et au même prix que celui fixé dans la soumission. Par exemple, un contrat a été donné pour la construction de cinq milles de routes et, à la fin d'août, l'entrepreneur a terminé sa tâche, ayant tous ses hommes et son équipement sur le terrain. N'est-il pas raisonnable lorsque la municipalité le demande, et que les conditions justifient la chose, de laisser le même entrepreneur construire un autre mille ou deux de route? C'est un bien, car personne ne pourrait construire des routes à meilleur compte que l'entrepreneur qui avait la plus basse soumission et dont le matériel est rendu sur les lieux et prêt à fonctionner.

M. Tremblay (Maisonnette): Arrive-t-il que l'extension soit plus longue que la route prévue dans le contrat initial?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) ne peut pas le dire à cet instant même, mais demande quel serait le problème si c'était le cas. Le principe est le même. Il a confiance en ses ingénieurs et, de plus, dit-il, cette façon de faire est dictée par le bon sens. Nous économisons alors de l'argent, nous assurons du travail aux ouvriers et nous avons la garantie que les travaux seront bien exécutés.

Dans le cas de Sainte-Agathe (route de Shawbridge-Sainte-Agathe), c'est la municipalité qui, lors de la construction de son chemin, a demandé que la route soit portée à 20 pieds, au lieu de 16 pieds. Il n'était pas nécessaire de faire soumissionner l'entrepreneur de nouveau pour cela, puisqu'il était sur les lieux et le plus apte à accomplir les travaux au meilleur compte possible.

M. Tremblay (Maisonnette) soulève le cas de la McUrban Asphalt Company et demande si le président de cette compagnie, un M. McDonald, n'est pas un Américain.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)³⁷: M. Doyon a dit que le ministre de la Voirie donnait des contrats à son ami M. McDonald, président de la McUrban Asphalt. Je ressens cette insinuation odieuse et malicieuse. C'est comme ça que certains font de la politique. M. l'Orateur, il est facile de faire des insinuations. Je repousse celle-ci, qui est inspirée par la malveillance, avec toute la vigueur possible. M. McDonald n'est pas un de mes amis. Je ne le connais pas plus que les autres entrepreneurs qui soumissionnent. Je n'ai rien à faire avec lui, ni de près ni de loin.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que M. McDonald ne demeure pas à New York?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Personnellement, je crois que M. McDonald demeure à Montréal. Il est peut-être d'origine américaine, mais il est président de la compagnie McUrban Asphalt Company, une compagnie canadienne comme l'est la Cie d'Amiésie. Nous faisons affaire avec McUrban, une compagnie ayant son bureau-chef à Montréal, employant des ouvriers canadiens. M. McDonald a le droit de soumissionner tout comme une autre compagnie canadienne. Il y a d'autres entrepreneurs à part M. McDonald, dont certains de l'Ontario et aussi une compagnie britannique, qui ont un agent à Montréal. C'est du pur bolchévisme...

M. Tremblay (Maisonneuve) proteste avec énergie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): ... que d'essayer, comme cet orateur conservateur, de soulever les ouvriers canadiens en disant que les ouvriers américains viennent prendre leur place. Ce n'est pas vrai. Pur bolchévisme que cette tentative de soulever les ouvriers de Montréal. Toutes ces compagnies, pourtant, sont des compagnies canadiennes qui n'emploient que de la main-d'œuvre locale. Les travaux de la voirie sont faits avec toute l'économie possible et le ministère a confiance dans ses ingénieurs qui lui font des recommandations.

M. Tremblay (Maisonneuve) continue à l'interrompre, en insistant qu'il y a une différence entre l'agent à Montréal d'une compagnie britannique et le président américain d'une compagnie.

Des députés ont de vifs échanges, avec un ou deux points d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, l'honorable ministre parle de bolchévisme.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député ne peut protester que s'il se sent visé personnellement. Il ne peut interrompre le ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient en soulignant que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) ne peut prendre la parole puisqu'il n'est pas à sa place. Il rappelle le Règlement de la

Chambre qui exige que tout député parle de sa place indiquée par le greffier de la Chambre.

(Rires des deux côtés de la Chambre)

L'honorable M. David (Terrebonne) admet le contre-point d'ordre en riant et s'en retourne à sa place, abandonnant son point.

M. l'Orateur suppléant rappelle le député de Maisonneuve à l'ordre. Il propose qu'on laisse le ministre continuer.

M. Tremblay (Maisonneuve): Mais j'aimerais poser une question avec la permission du ministre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, je ne le permets pas. J'ai déjà assez permis.

J'affirme que lorsqu'on essaie de soulever les ouvriers par des discours comme celui dont j'ai parlé, on fait du bolchévisme. Et c'est ainsi que le jugera, avec son gros bon sens, le peuple de cette province, que je connais.

(Applaudissements)

Il (l'honorable M. Perrault) parle ensuite des poursuites intentées contre les municipalités qui avaient refusé de payer leurs dettes de chemins. Il n'y a que dans notre province que l'on entend de pareils reproches. Ce n'est pas 305³⁸ poursuites qui ont été prises contre les municipalités, comme les conservateurs l'affirment, l'ont colporté, mais seulement 107 et, dans la plupart des cas, le gouvernement fut obligé d'agir ainsi parce que les secrétaires-trésoriers conservateurs des municipalités voulaient embarrasser le gouvernement et empêcher le ministre de la Voirie de percevoir les sommes qui lui étaient dues.

Mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis) a parlé dernièrement lors d'une récente campagne politique d'un cas qu'il a trouvé pathétique, celui de Saint-Louis-de-Pintendre. Il a déclaré que nous avions ruiné cette municipalité. Il (l'honorable M. Perrault) dit qu'il est prêt à croire que le député de Trois-Rivières était de bonne foi, mais très mal informé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le gouvernement n'a pas perdu sa cause en Cour supérieure et en Cour d'appel?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est vrai que nous avons dû poursuivre la municipalité qui nous devait sa part d'un chemin de \$89,000. Cela ne change rien à mon argument, qui démontre que nos adversaires exagèrent en disant que nous avons ruiné une municipalité.

Or, qu'est-il arrivé dans ce cas? Le député de Trois-Rivières prétendait que la voirie avait fait des travaux dans cette municipalité pour \$89,000, alors que cette municipalité, d'après le député de Trois-Rivières, n'était évaluée qu'à \$90,000. Le député de Trois-Rivières trompait la bonne foi du peuple québécois. La municipalité n'est pas évaluée à \$89,000, mais à \$400,009, ce qui n'est pas la même chose.

La municipalité de Saint-Louis-de-Pintendre refusait de laisser construire dans ses limites un bout de route qui reliait la route Lévis-Jackman. Le gouvernement fit construire la route qui faisait partie d'une artère nécessaire et, le 20 octobre 1924, il poursuivit la municipalité pour le recouvrement de cette somme de \$89,000. Il existait, depuis 1918, une entente entre la Commission des chemins de Lévis et les municipalités, en vertu de laquelle cette dernière municipalité était exemptée jusqu'en 1923 inclusivement de payer plus de \$500 par année pour travaux de construction, d'amélioration et d'entretien de la route. À cause de cette entente antérieure, la poursuite du gouvernement fut rejetée.

Le gouvernement en vint ensuite à une entente avec cette municipalité et cette entente, signée le 21 juin³⁹ 1929, établissait une période de coupons au montant de \$12,500. La première série de coupons échut le 1^{er} décembre⁴⁰ 1930, et la municipalité a payé un taux de 2 %, \$250. Elle paiera encore au 1^{er} décembre 1931, un montant de \$125 par suite de la nouvelle loi abrogeant l'intérêt dû par les municipalités au gouvernement pour travaux de voirie, de sorte qu'elle n'aura payé en tout pour ses chemins que \$325. La municipalité si maltraitée au dire du député de Trois-Rivières n'a donc payé que \$325 pour des chemins qui ont coûté \$89,000 au gouvernement! Il ne semble pas que nous ayons mis la ville sur la paille.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance devant un tableau aussi optimiste du régime libéral. Rappelons-nous que c'est encore dans la province de Québec que l'on traverse le mieux la crise mondiale. Souvenons-nous que c'est par le travail, l'effort, l'énergie que nous ramènerons la prospérité et non par de vaines déclarations, par des appels aux préjugés, aux luttes de classes.

Ce pays s'est fait par le travail, l'effort, le patriotisme de nos devanciers. Ce qu'ils ont accompli hier, continuons à l'accomplir aujourd'hui. Nous vaincrons nos difficultés présentes par le travail, l'énergie, l'union, la coopération de toutes les bonnes volontés.

Ces réflexions me suggèrent, M. l'Orateur, de terminer ce discours en souhaitant que le véritable esprit parlementaire, et non l'esprit du parti, finisse par guider le chef de l'opposition et ses amis. Certes, l'entente complète entre eux et nous n'est pas possible; elle n'est même pas souhaitable, puisque les exigences du parlementarisme entraînent nécessairement des divergences de vues. Mais, poursuivant des routes diverses, ne pouvons-nous pas du moins nous rejoindre au sommet, là où se trouvent un égal amour de notre chère province de Québec, la fierté de ses institutions, le respect des hommes qui donnent leur vie à les vouloir plus fortes et plus prospères?

Si nos discussions provoquent des sentiments qui ne peuvent en rien servir les intérêts de notre province, n'est-ce pas parce que le chef de l'opposition, voulant donner un ton nouveau à ses suivants, croit qu'il suffit, pour gagner la sympathie des électeurs, de multiplier les gestes, hausser la voix, accumuler les paroles chargées d'insinuations calomnieuses?

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous faisons gloire et fierté de demeurer fidèles aux traditions du Parti libéral, et de placer à la direction de ce parti des hommes capables de demeurer fidèles à ces traditions et de devenir plus tard des modèles que voudront suivre leurs successeurs. C'est la bonne fortune du Parti libéral de posséder comme chef actuel un homme qui ne cède en rien à ses devanciers, un Marchand ou un Joly, un Mercier ou un Gouin.

Le député de Montmorency s'est placé au rang des hommes d'État qui donnent à leur parti le succès et au pays qu'ils dirigent la paix sociale, le progrès dans son développement intellectuel et économique. C'est avec de tels hommes que le Parti libéral parvint à créer des œuvres capables d'assurer la force et la grandeur de notre province, et du même coup gagner l'estime et la confiance, sinon du chef de l'opposition et de ses amis, du moins de la très grande majorité des électeurs de cette province.

(Applaudissements)

M. Tremblay (Maisonneuve) propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste, affirmant que la Chambre est disposée à continuer jusqu'à huit heures et demie.

M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient en faisant remarquer qu'il est passé 6 heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
réplique que personne n'a demandé de suspension.

M. Tremblay (Maisonneuve): Seulement parce que le député de Maisonneuve a demandé l'ajournement⁴¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Au contraire, nous avons tellement hâte de vous entendre que nous vous voulons dès ce soir.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 h 20.

Reprise de la séance à 8 h 45

Servitudes sur des lots de Montréal et de Côte-des-Neiges

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Outremont

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

Le débat se poursuit sur la motion proposée mercredi le 21 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Tremblay (Maisonneuve)⁴²: M. l'Orateur, sans être expert en procédure parlementaire, je puis dire ceci, et les précédents le confirment, que le premier ministre m'a refusé l'ajournement. Au député de Maisonneuve, on refuse toujours⁴³. Il devait faire de la législation pendant une heure ce soir avant de reprendre l'item suspendu à six heures vingt. Le gouvernement n'était pas prêt à en faire pendant une heure, comme d'habitude, et il a violé encore une fois les règlements. Ce n'est qu'un prétexte pour me refuser l'ajournement comme toujours, mais je suis prêt cependant à répondre au représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault).

Il faut que le gouvernement soit bien malade pour être obligé de retourner à 1867. Quelle argumentation! Le ministre de la Voirie s'est transporté bien des années en arrière pour réfuter le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault)... une curieuse manière de défendre le gouvernement en comparant les finances actuelles avec celles d'il y a 100 ans, comme si les points de comparaison pouvaient être les mêmes. Le premier ministre actuel avait cinq ans alors, et il avait plus de valeur qu'aujourd'hui. La population de la province exige une argumentation plus sérieuse que cela. Peut-on comparer le revenu de 1867 avec celui de 1930? Ce n'est pas loyal, car les revenus s'étant multipliés, il n'est pas étonnant que le gouvernement puisse donner davantage pour l'instruction, l'agriculture, l'hygiène, etc. Et j'ai hâte que le premier ministre termine la lecture de son journal pour me dire son opinion là-dessus.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) s'est plaint de certaines attaques dont il a été l'objet sur les tribunes publiques. Il prétend qu'elles ne sont pas loyales. Je crois plutôt le contraire. Ces attaques ont été portées loyalement et sans bolchévisme, comme on essaie de le faire croire. Je les ai entendues de mes oreilles. La preuve nous est fournie par le ministre lui-même quant à une question que je lui posais; il ne savait trop si l'entrepreneur M. McDonald était Canadien ou Américain. Le ministre, ici en Chambre, ne veut pas répondre à mes questions quand elles l'embarrassent. Or, M. Doyon a affirmé qu'il était Américain. Peut-on le lui reprocher sérieusement?

Il est bien regrettable qu'il n'y ait pas de *Hansard* dans cette Chambre. Les paroles de l'honorable ministre seraient consignées, de même que celles de l'opposition. L'honorable député de Hull (M. Guertin) a demandé que nous ayons un *Hansard* à Québec comme à Ottawa, afin de renseigner le peuple. En 1928, on a répondu que l'établissement d'un *Hansard* coûterait trop cher, probablement parce que le gouvernement payait des montants fabuleux aux journaux pour chanter ses louanges. Mais, puisqu'il n'y en a pas, le devoir des journalistes est de rapporter ce qui se passe ici, soit à la droite de la Chambre, soit à la gauche.

Je dis aux journalistes qui sont tolérés ici que leurs journaux ont droit de dire ce qu'ils veulent, de critiquer ou de louer dans leur colonne éditoriale. Mais un journaliste, à qui nous accordons le privilège d'être dans la galerie de la presse, n'a pas le droit d'ignorer le discours de l'un pour ne parler que du discours de l'autre qui n'a souvent aucune valeur. Les journalistes qui jouissent du privilège de prendre les discours en Chambre doivent rapporter loyalement, fidèlement, nos actes et paroles. Je ne fais pas de menaces, mais les jours se suivent et ne se ressemblent pas...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Comme les discours.

M. Tremblay (Maisonneuve): On n'a pas voulu accorder le *Hansard* à la Chambre, mais les journaux devraient prendre sa place en attendant que nous l'établissions, comme à Ottawa, quand nous prendrons le pouvoir. Je sais que demain le gouvernement sera changé. Nous aurons un *Hansard* établi dans cette Chambre, et le peuple sera renseigné au lieu de l'être par des journaux qui reçoivent de l'argent du gouvernement.

M. l'Orateur, je ne veux pas faire d'injustices envers tous les journalistes. J'ai été élu en 1927, et depuis, j'ai observé les rapports des journaux. Je suis prêt à reconnaître que si vous lisez *L'Événement*, vous y trouverez ce qui a été dit en cette Chambre. Si le premier ministre a parlé, son nom paraît dans les journaux. Si le ministre de la Voirie a parlé, son nom paraît. Si le ministre des Travaux publics a parlé, son nom paraît.

Ça, c'est dans les journaux ministériels, tandis que, dans *L'Événement*, si le député de Trois-Rivières parle, son nom paraît comme les autres. Je veux être juste pour tous les journalistes, mais je veux reconnaître que le représentant de *L'Événement* fait son devoir, en cette Chambre.

M. Fortin (Beauce): (Souriant) Pas toujours...

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, il fait son devoir. Je sais que je suis compris de tous les journalistes. Ce sont les journalistes qui devront établir le *Hansard*. Ce sera rendre justice à tous, sauf au député de Champlain (M. Grant)⁴⁴ qui est assuré d'être battu aux prochaines élections, à moins que son neveu, le député de Trois-Rivières, ne veuille le faire élire par acclamation.

L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a parlé récemment à Drummondville et a dit qu'il ne fallait pas mêler l'agriculture à la politique, mais bien des gens ont compris que le ministre voulait dire: "Comparez donc la politique provinciale avec la politique fédérale." Il a comparé ce qu'il a appelé "la belle politique du gouvernement provincial" avec la politique fédérale, après avoir déclaré que l'agriculture devait sortir de la politique. Si ce ne sont pas ses paroles, je veux qu'il me le dise.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les paroles que j'ai dites ne sont pas celles que rapporte mon collègue et il n'interprète pas bien les idées que j'ai exprimées. Ce ne sont ni mes paroles, ni le sens de mes paroles.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vois que l'honorable ministre aurait dû attendre la fin de mes remarques. Quand je tiens le lièvre et qu'il veut sauter, je ne le lâche pas.

(Rires)

Je ne le laisserai pas sauter sans le poigner. Le ministre a dit: "On a reproché à M. King le traité de la Nouvelle-Zélande; regardez donc le traité qu'on est en train de passer avec l'Australie, lequel est responsable de la baisse du beurre." Ce n'est pas loyal, car on sait que nos entrepôts étaient débordants de beurre venu ici en vertu de l'ancien traité avec la Nouvelle-Zélande, celui que le peuple a répudié. L'honorable ministre sait que ce traité a été néfaste pour le pays⁴⁵, qu'il a permis à la Nouvelle-Zélande de produire son beurre et d'en inonder le marché canadien quand on a annoncé que le traité serait abrogé. L'honorable ministre peut bien sourire, mais il n'a pas le droit d'aller ainsi tromper le peuple de cette province sur le traité de la Nouvelle-Zélande. Le gouvernement King est responsable de la crise du beurre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le député

de Maisonneuve n'a pas le droit de dire que l'honorable ministre de l'Agriculture a cherché à tromper le peuple.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Souriant) Eh bien, je retire le mot "tromper". Mais je dirai qu'il n'a pas le droit d'induire le peuple en erreur.

(Rires)

Les députés ministériels rient, c'est le temps, car ils vont brailler demain. Il n'y aura pas beaucoup de députés libéraux dans l'opposition. Les conservateurs, on parle!

Plusieurs ministres de cette Chambre ont affirmé que si le peuple était consulté de nouveau, il retirerait la confiance qu'il a donnée à l'honorable M. Bennett. Il n'aurait pas raison de le faire, car le premier ministre actuel a rempli mieux qu'aucun autre vainqueur ses promesses. Ce n'est pas M. Bennett qui est responsable de la crise actuelle, mais M. King, celui qui a été battu en juillet dernier⁴⁶, qui a permis le cartel du blé et a provoqué la crise actuelle du blé. Je dis qu'on n'est pas loyal quand on agit de cette manière.

Il ne s'est trouvé qu'un homme, et c'est le premier ministre actuel du Canada, qui a eu assez de conviction et de fermeté pour dire au premier ministre de cette province: "Si vous ne voulez pas faire votre devoir, nous allons, nous du moins, faire le nôtre."

Si M. King avait été au pouvoir à Ottawa, je suis sûr que le premier ministre de cette Chambre n'aurait pas agi de cette manière.

Des députés protestent.

M. Tremblay (Maisonneuve): Que ceux qui grognent se lèvent.

L'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) s'est tourné vers Ottawa cet après-midi. Il nous a dit que le gouvernement n'avait pas réalisé ses promesses. M. l'Orateur, le très honorable M. Mackenzie King a ruiné le pays. En 1930⁴⁷, après la mévente du blé, M. King savait que l'Argentine avait du blé à vendre, que la Russie allait encombrer le monde. Il n'a rien fait. L'honorable premier ministre de la province savait que la politique de M. King et de M. Lapointe⁴⁸ était la cause de la crise. Il n'a pas protesté.

Aujourd'hui, on essaie de rendre responsable de la crise le nouveau gouvernement fédéral. Ce n'est pas loyal. L'honorable premier ministre a été plus loin. Il a dit que M. Bennett n'avait pas fait son devoir en ne réglant pas la question du chômage. Il

sait pourtant que l'homme responsable est M. King. Je connais le talent du premier ministre de la province et il admettra que j'ai raison.

Le premier ministre a toujours nié le chômage jusqu'au jour où la clameur publique l'a obligé à reconnaître l'évidence. Et, si M. Bennett n'était pas intervenu pour obliger le gouvernement du Québec à agir et à accepter l'argent du gouvernement fédéral, le premier ministre n'aurait rien fait, et nous aurions une situation lamentable à subir. Si nous avions un dirigeant comme lui à Ottawa, qu'advierait-il de nous? Les choses allaient mal quand M. Bennett a pris la barre, mais il fait assurément de son mieux. C'est M. Bennett qui a décidé d'accorder la pension de vieillesse et qui va tenir parole, malgré l'opposition acharnée du premier ministre qui refuse cette simple mesure de justice.

En 1928, on a traité les députés de l'opposition de révolutionnaires et de bolchévistes quand ils ont réclamé le crédit agricole et proposé qu'on verse des pensions de vieillesse, des allocations familiales, des pensions aux veuves et aux orphelins, etc. Pourtant, le gouvernement fait maintenant volte-face et nomme une commission spéciale pour examiner ces mêmes questions⁴⁹. Voyez le discours du trône. Il est rempli de mesures que nous avons préconisées.

Il (M. Tremblay) approuve la décision du gouvernement de modifier la loi des accidents du travail, même s'il est un révolutionnaire. Il (M. Tremblay) ne voit rien de très révolutionnaire dans ses actions d'il y a deux ans, et ajoute que le gouvernement a mis bien du temps à suivre ses conseils et ceux de l'opposition, mais que, de toute façon, ce gouvernement ne sera plus au pouvoir bien longtemps.

Je veux poser une question à l'honorable ministre de la Voirie. Je lui demande de me répondre. Qu'est-ce qu'il entend par le mot "bolchéviste"?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est celui qui soulève les passions populaires par des appels aux préjugés de races ou de classes, comme vous le faites hélas trop souvent.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je demande pardon à l'honorable ministre, mais je le réfère au dictionnaire. Si mon honorable ami veut bien consulter son dictionnaire, il verra que sa définition est mauvaise. Le mot "bolchéviste" veut dire "le gouvernement du peuple par le peuple".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Alors, vous êtes un bolchéviste.

M. Tremblay (Maisonneuve): Et j'en suis fier, je me respecte. Je suis indépendant des partis, et le gouvernement, qui nous reproche de l'insulter, devrait commencer par se respecter lui-même. Le nouveau gouvernement qui viendra bientôt saura, lui, le respecter. Je suis fier de réclamer la pension des vieillards, les allocations familiales, toute question que le gouvernement fait actuellement étudier par une commission. De cette commission, il fait même sortir le président et un autre membre qui prochainement prendront part à une manifestation politique pour dire que le gouvernement ne doit pas appliquer ces mesures sociales.

Oui, on fait sortir un secrétaire d'université, un secrétaire de syndicats catholiques, pour cacher les méfaits du gouvernement qui sera bientôt remplacé par un autre bien meilleur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui sera le chef du gouvernement que vous avez annoncé?

M. Tremblay (Maisonneuve): Un chef, c'est toujours facile à trouver.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que ce sera l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie?

M. Tremblay (Maisonneuve): (Souriant) Il sera peut-être occupé avec le Petit Jésus.

(Rires)

Je veux bien que l'on me comprenne. Je comprends que le député de Champlain (M. Grant), qui sourit en ce moment, a besoin d'un chef, mais je puis me conduire seul. J'ai été mon propre chef quand je suis allé supporter M. Bennett dans sa campagne.

M. Grant (Champlain): J'ai un chef dont je suis fier.

M. Tremblay (Maisonneuve): Tous les "squash"⁵⁰ (sic) ont un chef. L'honorable premier ministre semble vouloir m'imposer un chef. Il y a deux partis en cette Chambre, le Parti libéral et le Parti conservateur...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il y a le parti bolchéviste aussi.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ça, c'est dans le particulier. Lorsque j'ai été élu, j'ai pris comme

chef l'honorable M. Sauvé. Je lui ai été loyal. J'ai accepté comme chef le très honorable M. Bennett, que je juge digne de succéder à Macdonald. J'ai demandé la pension des vieillards dans la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous parlez beaucoup de M. Bennett. Vous ne parlez pas beaucoup de M. Houde. Parlez-nous donc aussi de M. Houde!

M. Tremblay (Maisonneuve): Ça va venir. Je comprends que le premier ministre aimerait mieux que je lui parle du chef de l'opposition et qu'il parle lui de M. Bennett. L'honorable premier ministre voudrait dire que M. Bennett n'a rien fait, que je dise que M. Houde n'a rien fait. Ça ferait son affaire. J'ai pris une position à Montréal. J'ai cru devoir différer d'opinions avec le député de Montréal-Sainte-Marie. J'accomplis mon mandat, que m'ont confié mes électeurs et ce n'est pas au premier ministre à dire qui a raison de moi ou de mon collègue. Le peuple me jugera.

Je reviens à la pension de vieillesse. Dans une belle assemblée à Montréal, M. Bennett a parlé. Il a promis de régler la question du chômage et de donner la pension de vieillesse à toutes les provinces. Les libéraux disaient: "Qui nous représentera en Angleterre?" M. Bennett est allé en Angleterre.

Voix à droite: Oui, un succès.

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, un succès! Que celui qui prétend le contraire se lève! On reprochait aux premiers ministres du Canada de revenir amollis des conférences impériales. M. Bennett a dit à l'Angleterre: "Si vous voulez la préférence réciproque, très bien! C'est à prendre ou à laisser." Depuis Sir John A. Macdonald, pas un premier ministre n'avait eu le courage et le bon sens d'aller exposer clairement et fermement la position du Canada vis-à-vis de l'Angleterre, dire à celle-ci: Nous sommes prêts à aider au maintien du lien impérial, mais il faut, si l'Angleterre veut que nous encouragions son commerce, si elle veut maintenir le régime de préférence pour ses produits, qu'elle nous accorde une égale mesure de justice. Sinon, le Canada devra se tourner vers d'autres pays, contracter d'autres alliances pour son commerce, et il sera alors peut-être trop tard pour l'Angleterre pour revenir sur sa décision.

Je dis que M. Bennett a obtenu beaucoup. Ça ne paraît pas beaucoup aujourd'hui...

(Rires)

On peut rire, mais, si l'honorable premier ministre de la province reste au pouvoir et qu'il fasse le discours du budget en 1932, il admettra que grâce à M. Bennett, la situation est meilleure. Je dis, M. l'Orateur, que le gouvernement Bennett, qui annonce un déficit de \$50,000,000 cette année, annoncera un surplus considérable l'an prochain, après la crise, et cela, grâce à sa politique de protection. Il n'y a qu'un seul premier ministre qui n'ait jamais été critiqué par les journaux des deux partis et c'est Sir John A. Macdonald, parce qu'il a osé tenir tête à l'Angleterre et dire à la mère patrie de s'occuper de ses propres affaires, tandis que le Canada s'occuperait des siennes. M. Bennett a fait la même chose et cela lui aura valu d'être acclamé en son pays.

(Le premier ministre quitte son fauteuil pour un moment.)

L'honorable premier ministre se retire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Avec regret.

M. Tremblay (Maisonnette): Le gouvernement de cette province, lui, est obligé d'aller chercher des hommes en dehors de la politique pour essayer de se sauver. M. Montpetit⁵¹ doit parler samedi⁵² dans Terrebonne. C'est un homme de grande valeur. On le sort de sa sphère pour cacher les méfaits du gouvernement. M. Montpetit va dire: "Nous ne pouvons pas avoir l'assurance sociale sans avoir une enquête plus approfondie." Je n'ai pas eu de tuyau, mais je connais le monde. Oh! On parlait de bolchévisme. Si on écoutait nos suggestions, on n'aurait pas des manifestations comme on en a vu la semaine dernière à Montréal, on aurait la paix dans la province. Le peuple ne peut approuver que le gouvernement traîne en longueur sur des projets de loi qu'il demande et que le gouvernement ne veut pas donner, en créant des commissions spéciales pour les retarder. Je dis que le jour où le gouvernement saura rendre justice au peuple, il méritera alors son estime et son approbation, mais pas avant.

Il (M. Tremblay) parle de la Chute-à-Caron et dit que nous aurions pu obtenir des millions de revenus de cette force hydraulique. Il cite le cas de la Montréal Light, Heat & Power Co. qui, sur un capital de \$23,000,000, aurait un revenu de \$18,000,000 si elle n'avait pas mouillé son stock.

Il (M. Tremblay) poursuit en critiquant le gouvernement parce que celui-ci n'a pas gardé le marché de la pâte de papier pour les compagnies québécoises. Ne serait-ce pas merveilleux, dit-il, si le

gouvernement, avant les élections, réduisait la taxe sur les automobiles à \$5, abolissait la taxe sur l'essence, accordait à chaque agriculteur une route entre sa maison et sa grange et lui donnait ses semences gratuitement, et si, dans les villes, on s'occupait de tous les pauvres? Le gouvernement pourrait aussi verser des pensions à la veuve et à l'orphelin et des allocations aux familles nombreuses à compter du deuxième enfant. Ces mesures nous éviteraient une deuxième lettre pastorale, car les idées bolchévistes naissent dans la misère et les gouvernements en sont responsables.

Et on se plaint que le peuple crie; on nous traite de bolchévistes! Eh bien, je suis en mesure de dire, M. l'Orateur, que le plus grand bolchéviste est le lieutenant-gouverneur lui-même, quand le premier ministre lui met dans la bouche des promesses qu'il ne remplit jamais. Nous sommes pour le capital étranger, mais nous ne voulons pas que ce capital nous exploite. Est-ce qu'on n'aurait pas dû étatiser les forces hydrauliques dans notre province? On va me répondre: "L'Ontario a l'étatisation et est en déficit." Quand le travailleur souffre, est-ce que nous ne devons pas l'aider? Nous avons un devoir, c'est de prendre nos ressources naturelles et d'en faire bénéficier nos compatriotes.

Il y a encore l'affaire de la Beauharnois où, avant de lever une pelletée de terre, des capitalistes ont fait un profit exorbitant. Le ministère nous traite de bolchévistes, mais on a inscrit dans le discours du trône toutes les mesures que je réclamaï. On a accusé le ministère de la Voirie de donner des contrats sans soumissions. J'ai posé une question, cet après-midi. On a refusé de me répondre. Je respecte le ministère.

Je n'ai jamais fait de personnalités. Je n'ai jamais dit que les honorables ministres étaient des révolutionnaires. J'ai dit qu'ils ne comprenaient pas leur devoir. Je ne suis pas pour l'idée bolchéviste qui s'insinue chez nous et qui a été condamnée par un mandement lu dans les églises. Si l'idée bolchéviste s'insinue, c'est la faute des gouvernements quels qu'ils soient; c'est parce qu'il y a de la misère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous avez dit tantôt que vous étiez fier d'être bolchéviste.

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai parlé des révolutionnaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ah! Non!

M. Tremblay (Maisonnette): Je suis content de voir que ce soir l'honorable premier ministre pense comme moi...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sûrement non.

M. Tremblay (Maisonnette): Il pensait comme moi en 1928. L'honorable ministre des Terres fait signe que oui.
(Rires)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ah! Non!

M. Tremblay (Maisonnette): Il a adopté cette année les mesures que je réclamaï en 1928. C'est-à-dire que le gouvernement commence à s'améliorer. Mais il y a encore beaucoup à faire. L'honorable premier ministre me comprend. Il est de bonne humeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis de bonne humeur, mais je ne vous comprends pas.
(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, je conclus en disant que le gouvernement ne devrait pas attendre à la veille des élections pour écouter l'opposition.

M. Frigon (Saint-Maurice): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), l'ajournement du débat.

M. Tremblay (Maisonnette): Ah! Il est de bonne heure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Le temps a passé vite.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Questions et réponses:

Employés du service de radiophonie

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Le gouvernement emploie-t-il quelques personnes pour un service de radiophonie?

2. Dans l'affirmative, combien d'employés et que leur est-il payé pour ces services?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui, à l'administration de *L'Heure provinciale*.
2. Quatre employés. Les deux directeurs conjoints, MM. Édouard Montpetit et Henri Letondal, reçoivent chacun \$125 par mois. Deux sténographes, Mlles Germaine Cornez et Lucille Desparois, reçoivent chacune \$25 par mois.

Annonces dans les journaux des vues animées

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Pour quelle raison l'article 30a de la loi des vues animées (S.R.Q, 1925, chapitre 174), tel qu'ajouté par la loi 20 George V, chapitre 76, relative aux annonces dans les journaux, n'a-t-il pas encore été mis en vigueur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des représentations contre cette loi 20 George V, chapitre 76?

3. Si oui, de quelle nature et de quelle corporation?

4. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vigueur l'article 30a susmentionné?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. 3. et 4. La loi 20 George V, chapitre 76, ne devait entrer en vigueur que par proclamation, à la date qu'il plairait au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, afin de donner occasion aux intéressés de montrer cause contre la mise à exécution de cette loi. Aucune représentation contraire n'ayant été faite, un ordre en conseil a été passé le 17 janvier courant ordonnant la mise en vigueur.

La séance est levée à 11 heures⁵³.

NOTES

1. La séance s'ouvre avec plus d'une heure de retard à la suite de la cérémonie de remise des décorations aux lauréats de l'Ordre du mérite agricole de la province, qui s'est déroulée dans la salle du Conseil

législatif, en présence du lieutenant-gouverneur, le représentant de Son Éminence le cardinal Rouleau, le premier ministre, la plupart des ministres, la majorité des députés et plusieurs conseillers législatifs. Voir *Le Soleil* du 27 janvier 1931, à la page 18.

2. L'année précédente, le trésorier (M. Andrew Ross McMaster) avait commis l'imprudence de répondre autrement, faisant état de "chiffres stupéfiants, alors que l'examen des *Comptes publics* n'en aurait pas tant révélé", selon *Le Nationaliste et le Devoir* du 29 janvier 1931, à la page 1.

3. Selon *L'Événement* du 28 janvier 1931, à la page 3, l'Orateur cède son fauteuil à l'Orateur suppléant, M. Irénée Vautrin.

4. Dans leur édition du 28 janvier 1931, *Le Devoir*, aux pages 1 et 2 et *The Montreal Daily Star*, à la page 16, publient pratiquement le même texte, mais les chiffres du *Star* sont plus précis. Selon *Le Soleil*, à la page 3, les journalistes sont parvenus à "arracher" à M. Gault quelques notes pour rendre compte de son discours, car le député "n'est pas un foudre d'éloquence et, de plus, il a le don de contrôler sa voix à tel point qu'il ne lui laisse jamais le loisir de franchir la haie broussailleuse de sa moustache poivre et sel". Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 8, M. Gault était debout pendant une demi-heure pour livrer un discours que *La Gazette du Nord* du 30 janvier 1931, à la page 1, qualifie de "dissertation d'un comptable".

5. Henry Ford (1863-1947), pionnier de l'industrie automobile américaine et concepteur de la fabrication en série.

6. Le journal libéral *Le Canada* du 28 janvier 1931, à la page 1, écrit: "M. Gault ne peut comprendre les chiffres donnés par le premier ministre, dans son discours sur le budget." Et il le cite ainsi: "Aucun mortel ne saurait comprendre comment il se fait que la province a des surplus."

7. Selon *L'Illustration* du 28 janvier 1931, à la page 2, le montant s'élève à \$23,329,819.66.

8. *The Montreal Daily Star* du 28 janvier 1931, à la page 16, donne le chiffre de \$21,896,771.

9. *La Gazette* du 28 janvier 1931, à la page 13, écrit 23,000 hommes.

10. La motion de Joseph-Napoléon Francoeur (Lotbinière), présentée et débattue les 17, 22 et 23 janvier 1918, proposait: "Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada". Le débat a pris fin sans qu'un vote ne soit appelé, car au dire du premier ministre libéral d'alors "la motion Francoeur est présentée non pas dans un esprit de déloyauté ou d'exaspération, mais plutôt dans le but de clarifier la situation et d'écarter tout obstacle à la bonne entente entre les diverses provinces". Des attaques d'une presse francophobe hostile, entre autres, à l'opposition des Canadiens français à la conscription pour le service outre-mer avaient affaibli l'union confédérative.

11. Au cours de la session précédente, M. Duplessis se plaisait à identifier M. Perrault comme "ministre de la Voirie avec Mines", selon *Le Canada français* du 5 février 1931, à la page 8. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 28 janvier 1931, à la page 8, M. Perrault parle durant une heure et quart. Quant à *La Tribune*, à la page 1, le ministre de la Voirie et des Mines est resté debout pendant 85 minutes.

12. *La Tribune* du 28 janvier 1931, à la page 1, écrit \$800,000.

13. Dans leur édition du 28 janvier 1931, *L'Événement*, à la page 8, donne le chiffre de \$800,000 et le *Star*, à la page 16, \$400,000.

14. Lomer Gouin (1861-1929) fut premier ministre libéral du Québec du 23 mars 1905 au 8 juillet 1920. Élu député libéral à la Chambre des communes dans Laurier-Outrement aux élections de 1921, il fut par la suite ministre de la Justice dans le cabinet King du 29 décembre 1921 au 3 janvier 1924. En 1903, il avait publié le *Remaniement des subsides fédéraux des provinces*.

15. *Le Canada* du 28 janvier 1931, à la page 5, donne \$802,044.

16. Thomas Chapais (1858-1946) fut nommé, entre autres, conseiller législatif de la division des Laurentides, le 18 mars 1892, et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taillon, le 1^{er} février 1893. Président du Conseil exécutif dans le cabinet Flynn, du 11 mai 1896 au 24 mai 1897, et commissaire de la Colonisation et des Mines, du 12 janvier au

26 mai 1897. Il accepta le siège de sénateur de la division de Grandville le 31 décembre 1919.

17. "en 1897", selon *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1931, à la page 1.

18. Un montant de \$85,000 est mentionné à la page 589 des *Débats de l'Assemblée législative*, 2^e session de la 8^e législature, séance du 13 février 1893.

19. Joseph-Stanislas Perrault (1846-1907) fut élu député conservateur à la Chambre des communes lors d'une élection complémentaire dans Charlevoix le 13 février 1879. Cette élection fut annulée le 11 février 1881.

20. Guillaume-Alphonse Nantel (1852-1909), député conservateur de la circonscription de Terrebonne (1882-1890), fut commissaire des Terres de la couronne dans le cabinet Flynn, du 11 mai 1896 au 12 janvier 1897, puis commissaire des Terres, des Forêts et des Pêcheries, du 12 janvier au 26 mai 1897.

21. Une campagne contre l'administration Houde retient le chef de l'opposition à Montréal. Les journaux, tels *The Montreal Daily Star* et *Le Canada*, sont particulièrement violents dans leurs critiques, avec le résultat que le député-maire est souvent absent de la Chambre.

22. \$3,889,000, selon *Le Soleil* du 28 janvier 1931, à la page 15, et *L'Union des Cantons de l'Est* du 5 février 1931, à la page 1.

23. *Le Nationaliste et le Devoir*, du 29 janvier 1931, à la page 5, écrit \$450,000.

24. *The Montreal Daily Star* du 28 janvier 1931, à la page 17, écrit \$44,000,000.

25. Dans leur édition du 28 janvier 1931, *Le Devoir*, à la page 2, et *L'Action catholique*, à la page 5, donnent \$14,721,796.45, alors que le *Star*, à la page 17, et la *Gazette*, à la page 7, écrivent \$14,500,000.

26. *The Montreal Daily Star* du 28 janvier 1931, à la page 17, donne \$4,000,000, alors que *Le Droit*, à la page 10, écrit \$2,053,000, tandis que *Le Soleil*, à la page 15, et *L'Union des Cantons de l'Est*, à la page 1, indiquent \$2,083,000.

27. Alors que la plupart des journaux publient ce chiffre, dans leur édition du 28 janvier 1931, *Le*

Soleil, à la page 15, donne \$7,723,000 alors que *L'Illustration*, à la page 2, et *L'Union des Cantons de l'Est*, à la page 1, indiquent \$7,000,000.

28. *Le Droit* du 28 janvier 1931, à la page 10, écrit "les huit dernières années".

29. Dans leur édition du 28 janvier 1931, *Le Droit*, à la page 10, et *Le Soleil*, à la page 15, écrivent \$46,450,000, alors que *L'Illustration*, à la page 2, indique \$46,000,000.

30. Selon *L'Illustration* du 28 janvier 1931, à la page 2, il s'agit de \$13,544,000.

31. *The Gazette* du 28 janvier 1931, à la page 13, donne 90 %.

32. Dans leur édition du 28 janvier 1931, *L'Événement*, à la page 8, et *L'Illustration*, à la page 2, mentionnent Harold Freedman, alors que les autres journaux, toujours le même jour, tels *Le Canada*, à la page 5; *Le Devoir* à la page 2, *Le Nationaliste et le Devoir*, à la page 5, *La Patrie*, à la page 1, *Le Soleil*, à la page 15, et *L'Union des Cantons de l'Est* du 5 février 1931, à la page 1, écrivent Horace Freeman.

33. L'article est tiré de la *Gazette* du 16 janvier 1925, à la page 15, lequel fut cité à la séance du 15 janvier 1931, par le chef de l'opposition, lors du débat sur la motion portant adoption de la résolution relative au bill 18 modifiant la loi de la voirie.

34. 8,301 milles, selon *Le Nationaliste et le Devoir* du 31 janvier 1931, à la page 5, et *Le Bulletin des agriculteurs* du 2 février 1931, à la page 6.

35. J.-E. Perrault fut nommé ministre de la Voirie le 24 avril 1929 et occupa ce poste jusqu'au 13 mars 1936. Il assumait également la fonction de ministre des Mines du 4 avril 1930 au 13 mars 1936.

36. "cinq ou six ans", selon *L'Illustration* du 28 janvier 1931, à la page 2.

37. Le ministre de la Voirie réplique avec vivacité, selon *La Tribune* du 28 janvier 1931, à la page 1.

38. "307 poursuites", selon *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1931, à la page 1.

39. Le 12 juin 1929, selon *Le Canada* du 28 janvier 1931, à la page 5.

40. "1^{er} septembre", selon *L'Événement* du 28 janvier 1931, à la page 8.

41. Comme prochain intervenant, il incombe à M. Tremblay de proposer l'ajournement du débat à l'arrivée de l'heure fixée pour l'ajournement de la séance, soit à 6 heures, mais l'opposition est "tellement absorbée par l'éloquence de M. Perrault et par les efforts de MM. Tremblay et Duplessis qu'on en oublie l'heure", selon *The Chronicle-Telegraph* du 28 janvier 1931, à la page 3.

42. Le député de Maisonneuve parle pendant près de deux heures, selon *The Chronicle-Telegraph* du 28 janvier 1931, à la page 3, et deux heures et demie, selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1. Son discours, qui se caractérise par maintes digressions et répétitions, se prête mieux à une campagne électorale qu'aux débats parlementaires. M. Tremblay possède toutefois une certaine habileté politique et un plan d'attaque bien défini. Voir *The Chronicle-Telegraph* du 28 janvier 1931, à la page 3.

43. À la séance du 10 décembre 1930, au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, M. Taschereau a refusé l'ajournement du débat au député de Maisonneuve qui fut alors obligé d'intervenir en soirée, après la suspension des travaux, soi-disant "afin de hâter les travaux de la session". Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 28 janvier 1931, à la page 5. Ou peut-être s'agit-il d'une petite vengeance du premier ministre à l'égard du député indépendant qui ne se gêna pas pour interrompre les discours des ministériels?

44. Beau-frère de Nérée Le Noblet Duplessis (député conservateur de Saint-Maurice, 1886-1900) et de Richard Stanislas Cooke (député libéral de Trois-Rivières, 1850-1924), et oncle de Maurice Le Noblet Duplessis (député conservateur, 1927-1935 et unioniste, 1935-1959 de Trois-Rivières), William-Pierre Grant (1872-1943) sera réélu député libéral dans Champlain en 1931.

45. M. Tremblay prononce ces paroles en élevant la voix, selon *L'Événement* du 28 janvier 1931, à la page 8, ponctuant ainsi souvent son discours.

46. Le Parti conservateur de Richard B. Bennett a remporté les élections fédérales du 28 juillet 1930. Son prédécesseur libéral, W. L. Mackenzie King, a dirigé le pays de 1921 à 1926, puis de 1926 à 1930 et, plus tard, de 1935 à 1948.

47. Contrairement à *L'Événement*, à la page 8, *The Gazette*, à la page 13, écrit 1922, dans son édition du 28 janvier 1931.

48. Il s'agit d'Ernest Lapointe, député libéral de Québec-Est et héritier politique de Wilfrid Laurier à Québec.

49. Il s'agit d'une commission chargée d'étudier un système d'assurance sociale pour la province, que le gouvernement libéral a instituée le 4 avril 1930 (S.Q., 1930, chapitre 14).

50. Dans leur édition du 28 janvier 1931, *L'Action catholique*, à la page 5, et *La Patrie*, à la page 15, sont les seuls journaux à rapporter cette riposte de M. Tremblay. S'agit-il peut-être de "squaws", mot d'origine algonquienne qui signifie, généralement de façon désobligeante, femme mariée ou même homme efféminé?

51. M. Édouard Montpetit, secrétaire général de l'Université de Montréal, préside la Commission d'enquête sur les assurances sociales. (Rumilly, Robert, *Histoire de la Province de Québec*, vol. XXXII, Fides, Montréal: Paris, 1959, p. 47)

52. "dimanche", selon *Le Nouvelliste* du 28 janvier 1931, à la page 1.

53. Selon leur édition du 28 janvier 1931, *La Presse*, à la page 24, et *L'Événement*, à la page 8, M. Tremblay termine son discours à 11 heures du soir, tandis que *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, précise 10 h 45 et *La Patrie*, à la page 15, mentionne "un peu après 11 heures".

Séance du mercredi 28 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 2 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 80 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve;
- bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 121 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Dépôt de documents:

**Commission
des accidents du travail**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Commission des accidents du travail, 1930. (Document de session no 36)

Questions et réponses:

**Construction de la route de Messines
à Blue Sea, comté de Hull**

M. Guertin (Hull): 1. Des plans et devis ont-ils été préparés pour la construction de la route allant de Messines à Blue Sea dans les municipalités de Messines et Bouchette-Sud, comté de Hull?

2. Si oui, à quelle date?

3. Ont-ils été changés?

4. Quel est l'estimé du coût des travaux dans la municipalité de Messines d'après les plans originaux?

5. Même question d'après les plans tels qu'amendés?

6. Ces travaux sont-ils en cours?

7. Quand seront-ils terminés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Oui.

2. Le 14 mars 1929.

3. Oui. Les plans originaux ne comportaient aucun changement de tracé. Pour éliminer deux traverses à niveau, le département a changé le tracé actuel, et ce, avec l'assentiment et du consentement de la municipalité intéressée.

4. \$7,880.79.

5. \$13,265.62. Ce montant comprend le coût de construction du nouveau tracé et le coût d'élimination des deux traverses à niveau.

6. et 7. Les travaux sont exécutés par les deux municipalités intéressées et sont commencés dans chacune d'elles.

**Charte
de Montréal**

M. Plante (Montréal-Mercier): Je demanderais à l'honorable premier ministre s'il peut nous dire

quand le bill de Montréal sera étudié au comité des bills privés. A-t-il eu une confirmation officielle de la rumeur voulant que la ville de Montréal aurait l'intention de retirer son bill qui se trouve présentement renvoyé au comité des bills privés? Des journaux ont annoncé que Montréal retirerait son bill. Cependant, des milliers de chômeurs comptent sur le \$5,000,000 d'emprunt que ce bill préconise pour avoir du travail.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Devant les rumeurs qui circulent, j'ai demandé moi-même à l'honorable chef de l'opposition quand il serait prêt à procéder avec le bill de Montréal, que les intéressés ont hâte de voir mis à l'étude. Il m'a répondu qu'il consulterait ses collègues du conseil de ville de Montréal. C'est sans doute ces consultations qui l'ont empêché d'être ici hier et aujourd'hui. J'espère qu'il y sera demain, et l'honorable député de Mercier pourra alors poser la question au chef de l'opposition, qui est maire de Montréal. Il est dans l'intérêt de Montréal de savoir si ce bill sera étudié bientôt, mais il faut attendre le retour à la Chambre du maire de Montréal. Dès qu'il sera de retour, je lui poserai de nouveau la question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas prendre part à ce débat amical entre l'honorable premier ministre et son fidèle partisan de Montréal-Dorion (M. Blain)¹, mais leur attitude me paraît extraordinaire.

M. Plante (Montréal-Mercier): Ce qui serait extraordinaire, ce serait de m'imaginer député de Dorion. Si la question avait été posée par le député de Montréal-Dorion, un conservateur, la réponse pourrait peut-être paraître extraordinaire. C'est plutôt le chef de l'opposition qui est extraordinaire.

(Rires à droite et à gauche, auxquels participe M. Duplessis)

Loi de pharmacie

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 amendant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal, taxes

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant le Code

municipal relativement aux taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

**Code de procédure civile,
examens préalables**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 27 janvier, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Frigon (Saint-Maurice)²: M. l'Orateur, "les jours se suivent mais ne se ressemblent pas". Ces paroles sont tirées de la philosophie politique du député de Maisonneuve (M. Tremblay). En effet, les jours se suivent et ne se ressemblent pas pour le député de Maisonneuve. Il y a quelques mois, il faisait la lutte à Montréal à côté du chef de l'opposition (M. Houde). Quelque temps après, il dénonçait le chef de l'opposition et prétendait que l'administration Houde-Bray était pire que la précédente.

En 1930, le député de Maisonneuve encensait le chef de l'opposition. Plus tard, il déclarait que l'administration du chef de l'opposition comme maire de Montréal était pourrie. Sommé de dire hier soir qui était son chef, il a refusé de répondre. Le représentant de Maisonneuve s'imaginer peut-être pouvoir devenir le dictateur de Québec. Je crois pour ma part qu'il vaut mieux ne pas avoir de mandat que de faire des discours comme celui du député de Maisonneuve, hier soir.

M. l'Orateur, le député de Maisonneuve voudrait avoir un *Hansard* pour rapporter les discours en Chambre, dans l'intérêt de la province et de la société. Il reproche aux journalistes de ne pas reproduire ses discours³. Je félicite la presse de ma province de ne pas publier des discours comme ceux du député de Maisonneuve, de ne pas faire connaître au peuple ce qu'il débite en cette Chambre et ailleurs, car on fera toujours trop de publicité autour d'une telle démagogie. Nous en avons assez entendu

parler, du bolchévisme. Il est temps que la politique se discute sous une autre forme et sous un autre jour. On a fait assez de démagogie pour tromper le peuple.

Je n'ai pas eu l'honneur de commenter le discours du trône, mais je me rappelle qu'on a parlé des élections provinciales. Au cours des élections complémentaires, surtout dans Maskinongé, il s'est fait une campagne de démagogie comme jamais nous n'en avons vue dans l'histoire de notre province. J'ai assisté à cette campagne. Laissez-moi vous dire que jamais, en toutes mes années de vie publique, je n'ai entendu autant d'appels incendiaires, autant d'appels aux préjugés raciaux et religieux.

J'étais présent à l'assemblée de Saint-Justin, comté de Maskinongé, à la porte de l'église où M. Laurent Barré, qu'on se plaît à proclamer le futur ministre de l'Agriculture dans l'éventuel, très éventuel gouvernement conservateur, a prononcé un discours tout simplement infâme. Il s'est tourné vers la croix et s'est écrié: "Je hais les Juifs, je déteste les Juifs." Et moi je réponds que le Christ est mort sur la Croix pour sauver toutes les races et on n'a pas le droit de faire de la démagogie.

Le Christ n'est pas mort pour permettre à un Barré, ou à quiconque d'autre, de faire de la démagogie et de servir de la religion pour se faire du capital politique en montant une race contre l'autre, en tenant de tels discours pour le compte d'un parti dans une paroisse essentiellement catholique. Je proteste contre les gens qui font de la démagogie à la porte des temples élevés au Christ, mort sur la croix pour la rédemption de toutes les races.

Dans cette province, et c'est là notre gloire, des enfants de toutes races et de toutes origines se côtoient, même au sein d'institutions religieuses. Je suis père d'une nombreuse famille et, il y a quelques années, j'avais deux de mes filles au couvent Villa-Maria, à Montréal, l'une des belles institutions enseignantes de cette province. Et, à Villa-Maria, comme compagnes d'études et de jeu, il y avait deux jeunes filles juives. Or, j'étais allé assister à une fin d'année scolaire et, comme je lui parlais des deux jeunes filles juives, la mère supérieure, sœur Sainte-Olivine, me disait, candidement, qu'elles étaient parmi les plus brillantes, des filles admirables, d'un grand talent et de grandes qualités.

Et je lui demandais, en faisant observer qu'elles n'étaient pas de notre religion: "Où iront-elles après la mort?" Et la mère supérieure me répondit, avec égards, qu'elles iront avec nous dans le paradis du bon Dieu. Et voilà ce qu'on doit enseigner dans notre province. Voilà l'esprit qui devrait régner dans toute communauté chrétienne. Quand j'entends des

discours comme celui-là, je me dis que le Christ est mort sur la croix, non pour que les démagogues se servent de cette croix pour se faire du capital politique. Ce n'est pas avec de tels appels à la démagogie que l'on fera une province unie de Québec.

On a parlé de la campagne fédérale. Le député de Maisonneuve a lancé ses foudres sur le jeune et brillant ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). Il l'a accusé de faire de la politique fédérale. Il n'est pas facile de parler de la crise actuelle sans mêler politique fédérale et politique provinciale. On a promis, pendant la dernière campagne fédérale, que les conservateurs régleraient la crise économique s'ils étaient élus. Des mois ont passé depuis; on a distribué de l'argent à la poignée dans tout le pays et la crise est tout aussi grave aujourd'hui, sinon plus grave, qu'elle ne l'était pendant la campagne.

Et à quoi d'autre pouvait-on s'attendre? Les crises économiques, et nous en avons traversé plusieurs au cours des 25 dernières années, sont résolues grâce à la collaboration de tous les membres de la nation, et non par l'ingérence politique. Or, hier soir, le député de Maisonneuve, qui représente un comté provincial, n'a pas parlé d'autre chose que de la politique fédérale. Il a cherché à démontrer que Mackenzie King était responsable de la crise du chômage et que M. Bennett l'avait réglée. Pourtant, la situation n'est pas meilleure; malgré toutes les promesses, les prix du beurre et du fromage sont tombés, depuis que le nouveau gouvernement est au pouvoir¹.

Nous aurons prochainement une élection partielle dans Trois-Rivières-Saint-Maurice⁵. Je défie le député de venir nous répéter chez nous les accusations qu'il a portées hier soir contre l'honorable M. King. Je voudrais qu'il y vienne répéter ce qu'il est venu dire dans le comté de Trois-Rivières-Saint-Maurice aux élections de juillet dernier. Ils ont promis du travail à tous les ouvriers et le beurre à 50 sous aux cultivateurs. Le peuple les attend.

On a dit que notre province était ruinée par le traité de la Nouvelle-Zélande, que M. Bennett irait à la conférence impériale pour fixer le prix du beurre et du fromage. Pourtant, le prix du beurre n'a pas monté comme on l'avait promis, et la crise continue. C'est qu'aux années de prospérité succèdent des années moins prospères et que nous traversons actuellement une année de crise. Mais, au lieu d'aggraver la crise en prêchant la ruine, nous avons tâché de répandre l'optimisme. Nous n'avons pas, nous, profité de la circonstance pour escamoter le pouvoir.

On a prétendu que M. Bennett ouvrirait les usines, donnerait du travail aux ouvriers, etc. Il aurait mauvaise grâce à venir s'expliquer devant le peuple maintenant. Nos adversaires essaient de soulever l'ouvrier contre le patron. Nous en sommes rendus dans cette province qu'on soulève le travail contre le capital, les races contre les races, les villes contre les campagnes. Comparez ces politiques à celles du gouvernement. C'est Québec qui est la moins atteinte par la crise mondiale que nous traversons.

J'ai été surpris d'entendre le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) dire qu'en payant une partie de l'intérêt sur le prêt agricole, le gouvernement nuisait à la cité de Montréal et que, si le taux d'intérêt du crédit rural est baissé à 5 %, ce sont les villes qui paieront. Si Montréal est prospère, c'est parce que la population de toute la province a dirigé son commerce vers la métropole. Je ne vois pas pourquoi les agriculteurs n'auraient pas droit à une grande part des revenus de la province. Ce n'est pas seulement Montréal qui a droit à la prospérité. On essaie tout simplement de soulever la ville de Montréal contre la province.

On nous a parlé l'an dernier de la crise du papier dont le gouvernement n'est nullement responsable et qui est causée par le mauvais état des affaires. On a accusé le gouvernement de n'avoir pas su prévoir. On a accusé le premier ministre de s'être traîné aux genoux de M. Graustein, président de la International Paper Company, un capitaliste. Mais, quand viendra le temps, les ouvriers vont reconnaître et apprécier le dévouement du premier ministre, qui n'a pas hésité à se rendre à New York, non pas à genoux, mais debout, fièrement, en tant que représentant de la province, pour tenter de sauver l'industrie du papier de la province de Québec.

On a reproché au premier ministre d'avoir laissé construire des moulins de papier, d'avoir laissé s'établir un trop grand nombre de manufactures dans notre province. C'était sûrement mieux de les laisser construire ici qu'ailleurs. Qu'est-ce qu'on aurait dit s'il avait refusé à ces capitalistes la permission de s'établir ici et de procurer d'excellentes positions à plusieurs des nôtres, alors qu'au Nouveau-Brunswick et partout ailleurs on établissait des usines? Nos ouvriers en ont bénéficié et en sont fiers. Ce n'est pas parce que nous avons une crise que nos moulins sont trop nombreux. La prospérité reviendra et ils rouvriront de nouveau pour donner de l'ouvrage à tous nos ouvriers. C'est le Québec qui en bénéficiera lorsque la crise sera passée.

Des voix de l'opposition: Capital américain!

M. Frigon (Saint-Maurice): Laissez-moi vous dire, et je le dis parce que je le sais, que nous devons beaucoup au capital américain dans cette province. Dans mon propre patelin de Shawinigan Falls, où en serait-on si le capital américain n'avait pas collaboré avec nous? C'est à l'argent américain que nous devons le merveilleux essor de la région, et j'ajouterais que si certains de ces capitalistes sont américains, ils engagent néanmoins des ouvriers canadiens de préférence à tous les autres.

Voyez ce qui se passe à Shawinigan, l'usine de la Canada Power marche à pleine capacité et ce sont des Canadiens qui y sont employés. On prend même les contremaîtres du Cap-de-la-Madeleine pour les amener à Shawinigan, afin de garder des hommes expérimentés lorsque la crise sera passée. On est prêt à la reprise des activités dans la pulpe.

Le commerce du papier à journal est mauvais à cause du mauvais état des affaires. Qu'on parcoure seulement les journaux et les revues. Tous et toutes ont diminué leurs pages et leurs impressions dans des proportions considérables. Il y a moins d'annonces et, partant, les journaux publient des éditions moins considérables.

On reproche au gouvernement d'avoir été imprévoyant, au profit du capital étranger. Les capitalistes étrangers exploitent les classes ouvrières locales, selon nos adversaires. Mais je sais que ce n'est pas le cas. Je veux dire à la Chambre ce qui se passe à Shawinigan. La Canada Power & Paper Co. qui a congédié beaucoup de ses employés prête de l'argent à ceux de ses ouvriers qui sont sans emploi, pour les empêcher de souffrir du chômage, et leur fournit des vivres aux frais de la compagnie. Ceux qui auront du travail plus tard rembourseront la compagnie. Les autres seront quittes. Voilà ce que les compagnies font pour les ouvriers. Je suis certain qu'il existe d'autres cas semblables.

L'opposition a crié à la ruine de nos forêts. Nous avons encore de nombreuses forêts et nous les exploitons avec discernement. On a dit qu'il y a eu trop de limites à bois concédées. J'ai parcouru moi-même l'été dernier la région de la Saint-Maurice, et j'ai constaté qu'il y avait encore du bois. On se rappelle les grands feux d'il y a sept ou huit ans. Il vaut mieux, il me semble, exploiter nos forêts que de risquer de les laisser brûler. L'hiver dernier, on prétendait que si on défendait l'exportation de la pulpe, nos moulins pourraient manufacturer suffisamment pour maintenir leur main-d'œuvre et employer un plus grand nombre d'ouvriers. Or, il n'y a pas d'hommes d'affaires qui veuille avoir une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête.

Savez-vous ce qui est arrivé? La chose est si vraie que, en face de cette menace répétée en cette Chambre du côté de l'opposition, les manufacturiers américains ont fait venir du bois de la Russie. Ils en ont reçu 250,000 cordes, l'année dernière, pendant que le bois de nos colons restait le long des rails des chemins de fer, et ils en recevront probablement 400,000, cette année. Les Russes font maintenant un commerce considérable avec nos voisins. Tout cela, grâce à la campagne de préjugés de l'opposition.

Je veux aussi dire un mot du capital américain investi chez nous. Notre capital canadien s'est allié au capital américain et, après 30 ans, des villes entières comme Trois-Rivières, Shawinigan Falls, Grand'Mère, La Tuque, Cap-de-la-Madeleine, ont surgi du sol pour le plus grand bien de notre population. Des villes sont passées de l'obscurité à la prospérité et à la notoriété grâce au capital américain. En 1900, les salaires étaient moins élevés qu'aujourd'hui et c'est le capital étranger qui a aidé à amener la prospérité dans la province.

À Shawinigan au début, l'ouvrier gagnait à peine 60¢ et 80¢ par jour. C'est le gouvernement actuel qui a fait Shawinigan en permettant le développement des chutes. Il y a 30 ans, la population de la vallée du Saint-Maurice était de 10,000 âmes. Aujourd'hui, elle est de 100,000 âmes. Que feraient les cultivateurs des comtés environnants s'ils n'avaient pas Shawinigan, Grand'Mère, La Tuque et toutes les villes de la vallée pour vendre leurs produits?

J'ai assisté au mois de décembre à l'inauguration d'une nouvelle aile de l'École technique de Shawinigan. M. J. E. Aldred, le président de la Shawinigan Water and Power Company, qui demeure à New York, n'en déplaie à l'opposition, était là avec d'autres financiers. M. J. Aldred a déclaré: "J'ai construit ici une école qui a coûté \$250,000. Je demande à M. Frigon de l'accepter au nom de la ville de Shawinigan." Des garçons canadiens-français y apprennent à respecter et à apprécier leurs camarades canadiens-anglais. Deux cent cinquante⁶ petits Canadiens français voisinant 100 jeunes Canadiens anglais.

Conséquence: nous avons dans cette École technique, qui seront plus tard des compétences dans l'industrie, des techniciens experts qui commanderont demain des positions importantes chez nous et même à l'étranger. Notre École technique nous fournira des experts qui nous aideront à nous relever comme race. Voilà ce que font les compagnies que dénonce l'opposition. Ce sont des actes comme ceux-là que nous vaut l'association du capital américain chez nous.

On a reproché encore au gouvernement les exemptions de taxes scolaires et municipales à certaines compagnies. Ces organisations ne demandent pas la charité. Il faut toujours que ces compagnies sachent ce qu'elles auront à payer, avant de s'établir dans une municipalité, et qu'on leur donne l'avantage de venir s'installer chez nous. Je ne puis que féliciter le gouvernement de laisser les municipalités s'arranger elles-mêmes avec les compagnies de leurs villes et de fixer le montant des taxes à payer par elles.

On a dit que le gouvernement actuel a empiété sur l'autonomie des municipalités, mais seulement dans la mesure nécessaire pour protéger les intérêts de ceux qui y habitent, notamment en interdisant aux municipalités d'accorder des subsides et des exemptions fiscales aux entreprises manufacturières. Et, pourtant, le gouvernement est toujours prêt à ratifier des ententes autorisées antérieurement par les propriétaires.

Le programme du discours du trône répond amplement aux besoins de notre province. Il annonce une réduction de taux sur l'argent avancé aux cultivateurs. À ce sujet, je dirai à nos bons amis de la campagne: "Ne craignez rien si l'administration actuelle est encore longtemps au pouvoir." Gardez votre bon gouvernement à Québec et vous verrez qu'il baissera le taux d'intérêt du prêt agricole à 4 % et à 3 % plus tard. Pouvons-nous demander mieux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) À l'ordre!

M. Frigon (Saint-Maurice): C'est le moyen de faire retourner les fils de cultivateurs sur le sol. S'il y a eu une crise dans les villes, elle a été moins dure dans les campagnes. La crise n'est pas si mauvaise qu'on le dit dans nos campagnes. La dernière récolte a été belle, bien que les prix ne soient pas élevés. Je dirai de plus aux cultivateurs: Mais ce n'est pas la démagogie qui remontera les prix du beurre. Ce n'est pas, évidemment, le discours du député de Maisonneuve (M. Tremblay) qui fera remonter le prix du fromage. Après la crise, nous aurons de meilleurs résultats encore.

(Rires et applaudissements)

La loi du chômage d'Ottawa est un remède peut-être pire que le mal, car les cultivateurs devront payer chèrement plus tard la maigre part que le gouvernement fédéral leur a donnée, en un grand geste magnanime. On nous a donné \$20,000,000, mais on a endetté le pays pour \$100,000,000. C'est une solution temporaire du problème, car l'argent est

presque tout dépensé et la crise n'est pas encore terminée. Il faut prêcher l'optimisme, car la crise ne durera pas.

Personne n'a le droit de se servir de la crise pour soulever le peuple. On l'a trompé, le peuple, pendant la campagne fédérale de l'été dernier, et on le fait maintenant. Hier soir, le député de Maisonneuve a essayé de couvrir les tromperies débitées l'été dernier.

Les crises ont du bon. Elles font réfléchir. Qui a pensé à économiser dans les bonnes années? Personne. Les fils de cultivateurs se dirigeaient vers les villes. Tant mieux si une année de crise ramènera les jeunes gens à la terre comme ç'a été le cas à Shawinigan. Elle aura eu au moins un bon effet. À ce sujet, j'ai une suggestion à faire. Dans mon comté, plusieurs fils de cultivateurs se sont dirigés vers les villes il y a quelques années; et aujourd'hui, ils consentiraient volontiers à retourner à la terre, mais le capital manque.

En terminant, je voudrais demander quelque chose au gouvernement. On accorde \$500 et \$600 à ceux qui reviennent des États-Unis. Je demande, M. l'Orateur, qu'on accorde aussi un certain montant aux Canadiens de nos villes qui aussi voudraient retourner à la terre. Vu que nous dépensons beaucoup pour faire revenir les nôtres des États-Unis, je suggérerais qu'une partie de l'argent voté à cette fin soit employée pour permettre aux fils de cultivateurs qui ont quitté la terre de retourner à leur ancienne profession.

Je félicite le gouvernement de présenter la loi des accidents du travail amendée, car ce sera un bien grandement apprécié des ouvriers. Je promets d'accorder mon soutien parce que je crois que la province ne peut être prospère que si les différentes classes sociales obtiennent justice. Et j'aimerais conclure en disant que les classes ouvrières ne trouveront sous aucun autre gouvernement justice plus entière que celle qu'elles connaissent.

J'espère que nos ouvriers ne seront plus à la merci des démagogues qui parcourent nos villes pour les soulever contre le gouvernement de la province. Aucun homme politique, peu importe son parti, ne devrait tenter de profiter d'une crise pour soulever les citoyens les uns contre les autres ou contre l'autre parti.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull) fait allusion à la forte batterie qu'il a devant lui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous, nous avons des tire-pois devant nous.

M. Guertin (Hull): Des tire-pois qui causent des inquiétudes au premier ministre, puisque le gouvernement en est rendu à acheter l'électorat par des diminutions de taxes.

Des députés protestent.

M. Guertin (Hull)⁷: Je relève tout de suite les derniers mots du député de Saint-Maurice (M. Frigon). Ou la loi des accidents du travail est bonne, ou elle est mauvaise. Si elle est mauvaise comme le gouvernement le reconnaît, ce n'est pas faire de la démagogie que de la dénoncer. C'est ce que nous avons fait et je vois bien que nous avons convaincu le député de Saint-Maurice.

(Applaudissements à gauche)

Si on amende la loi des accidents du travail, c'est que l'opposition a eu raison de la trouver mauvaise.

Comment ose-t-on alors nous traiter de démagogues et de bolchévistes? Un démagogue, c'est celui qui suggère une réforme à laquelle il ne croit pas, pour se faire du capital politique. Le premier ministre a dit qu'il ne savait pas si l'assurance d'État était bonne, mais qu'il la donnerait aux ouvriers. N'est-ce pas plutôt cela qui est de la démagogie? Le gouvernement ne croit pas à l'assurance d'État pour les ouvriers, mais il la leur donne quand même. Le gouvernement est donc démagogue.

Dans l'élection de l'honorable M. Turgeon contre M. Bourassa dans Bellechasse en 1907⁸, le représentant de Saint-Maurice (M. Frigon) dénonçait la dilapidation du domaine forestier qu'il approuve aujourd'hui.

Je lisais récemment, dans un journal de Montréal⁹, une dépêche de Toronto annonçant que la Commission des pensions des veuves et des orphelins de l'Ontario émettra les chèques pour le mois de décembre avant Noël, afin de faire entrer dans ces foyers malheureux un rayon de soleil. Dans une autre nouvelle, parue dans le *Canadian Congress Journal*¹⁰, on lit que la province de Nouvelle-Écosse avait commencé dès le mois d'octobre dernier à payer les pensions à ses veuves et à ses orphelins.

Québec seul, avec l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, ne paie pas de telles pensions. Pourtant, on nous dit que Québec est la province la plus riche, que son gouvernement est le plus riche de l'Empire britannique. Notre gouvernement est le seul gouvernement catholique de l'Amérique du Nord. Cependant, notre Saint-Père le pape, dans sa dernière encyclique sur le mariage, favorise les secours d'État aux mères et aux orphelins; quarante-huit États, aux États-Unis, ont reconnu ce principe.

Ce n'est pas la province que l'on doit blâmer, mais ceux qui l'exploitent depuis 33 ans, sans penser aux malheureux¹¹. Nos veuves d'ailleurs sont comme nos vieux: elles attendent l'avènement d'un gouvernement conservateur. Heureusement, pour nos vieillards, que le gouvernement fédéral réalisera à la prochaine session sa promesse de leur payer une pension égale à celle que reçoivent les vieillards des autres provinces, puisque notre riche gouvernement provincial refuse de la leur payer. Dans la catholique province de Québec, malgré les enseignements du Souverain Pontife, nos veuves ne reçoivent aucune pension et, malgré la richesse de notre gouvernement, nos vieillards ne sont pas plus heureux.

Le peuple de la province est habitué à la misère, sous le régime actuel, en matière de salaires. Le gouvernement paie 20 cents et 25 cents de l'heure, et les industriels marchent sur ses traces, se prévalant de l'exemple de la première institution de la province. Ces salaires sont payés par des industriels grâce à la protection d'un gouvernement qui, heureusement, est à la veille de crouler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Guertin (Hull): Nos veuves et nos orphelins savent que si nous avons du chômage, c'est parce que le gouvernement de Québec a refusé de coopérer avec le gouvernement d'Ottawa. Le peuple est habitué à la misère, car on n'a rien fait pour enrayer et soulager le chômage qui sévit à l'état épidémique depuis quelques années.

En faisant allusion à la loi fédérale "Aide aux chômeurs", je prends le premier ministre et le ministre du Travail (l'honorable M. Francoeur) fortement à partie pour leur insincérité, leur mauvaise volonté, leur orgueil mal placé et leur ignorance totale des conditions de l'ouvrier. Pendant que les chômeurs dans les villes et les villages souffrent de faim avec leur famille, on se sert des argents qui leur étaient destinés pour faire plaisir à des amis politiques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voyons, voyons.

M. Guertin (Hull): Voyons ensemble. Parlant à Lévis...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas parlé à Lévis.

M. Guertin (Hull): Au banquet offert à l'honorable Dr Roy¹².

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était à Québec et je n'ai probablement pas dit ce que vous voulez me faire dire.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre, parlant à Québec, a nié qu'il y eût du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai jamais nié le chômage et la preuve, c'est que nous avons fait adopter des lois pour y remédier. Si j'avais nié le chômage, le gouvernement n'aurait pas proposé les lois que la Législature a adoptées.

M. Guertin (Hull): Voici les paroles prononcées par l'honorable premier ministre, le 22 décembre, à Québec. Il a dit: "Je repousse avec toute l'énergie dont je suis capable les insinuations de nos adversaires quand ils disent que notre province a tiré de l'arrière"¹³."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce que j'ai dit alors est précisément le contraire de ce que vous voulez bien me faire dire.

M. Guertin (Hull): Que disait l'honorable premier ministre, dans son discours du budget, la semaine dernière¹⁴? Il disait ceci: "... les craintes que nous avons exprimées, les réserves que nous avons cru faire n'étaient dictées ni par un sentiment d'hostilité, ni pour obtenir un avantage politique... On constatera, dans un avenir très rapproché - je fixerai même l'automne prochain, quand le chômage ordinaire, inévitable dans notre pays en cette saison, se présentera de nouveau - si on n'a pas créé un problème difficile et gros de conséquences. Nous verrons alors qui a eu raison et si des promesses imprudentes n'ont pas compliqué une situation déjà difficile."

Voix à droite: Très bien, très bien.

M. Guertin (Hull): Le premier ministre confirme, dans son discours du budget, les critiques qui lui ont été faites. Il lui est maintenant inutile de continuer ses protestations; tous les électeurs savent à quoi s'en tenir sur sa conduite et ses intentions relativement à cette question. Est-ce là le langage d'un homme qui veut donner 100 % de coopération à Ottawa?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je pourrais soulever un point d'ordre car l'honorable député réfère à un débat antérieur sur le chômage.

M. Guertin (Hull): Je vous demande pardon. C'est l'Orateur qui rappelle à l'ordre. Vous pourriez tout au plus soulever un point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami n'a pas le droit de référer à un débat antérieur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle sur le point d'ordre. L'orateur est dans l'ordre car il ne fait que rapporter les paroles du premier ministre qui parlait dans un banquet.

M. Guertin (Hull): Je suis dans l'ordre parce que je cite les paroles que le premier ministre prononçait justement en faisant son discours sur le budget que nous discutons.

M. l'Orateur donne raison au représentant de Hull (M. Guertin).

M. Guertin (Hull): Dissipons les doutes qui pourraient rester. L'hiver dernier et l'hiver précédent, on a tenté de me faire passer pour un menteur, parce que je prétendais que le chômage dans notre province était sérieux. Le premier ministre, tous ses députés et ses journaux ont nié mes avancées.

Il (M. Guertin) fait la revue de toutes les négociations entre les gouvernements provincial et fédéral, en commençant par la conférence du 23 août à Ottawa, où nous étions représentés par le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur) et son sous-ministre, M. Louis Guyon, ainsi que M. J.-L. Boulanger, sous-ministre de la Voirie. Le ministre des Travaux publics et du Travail n'a pas voulu participer à la discussion, laissant cette tâche à son sous-ministre, qui a refusé d'admettre qu'il y eût chômage dans la province de Québec. M. Boulanger a déclaré qu'il n'y avait pas de chômage dans les districts ruraux parce que son ministère emploie 26,000 hommes sur les routes. Ces déclarations ont été qualifiées de fausses par Mlle Whitton et par M. J. T. Foster, les deux chefs ouvriers, tous deux de Montréal et membres du comité.

Cependant, depuis cette date, l'enquête qu'a menée l'honorable M. Gideon Robertson (ministre du Travail fédéral) a démontré qu'il y a dans la seule ville de Québec 5,000 chômeurs, pendant que 5,000 autres ne travaillent que trois jours par semaine. À Hull, 1,500 chômeurs sont enregistrés et à Montréal, d'après les chefs ouvriers, pas moins de 30,000 sans travail.

Si nos représentants à cette conférence eussent été de bonne foi, ils auraient consulté les statistiques ouvrières officielles et ils auraient constaté que d'après les rapports faits par les unions ouvrières, c'est dans la province de Québec que leurs membres ont le plus chômé depuis 1927, à l'exception des huit premiers mois de 1930, alors que la province de l'Alberta passa au premier rang comme le démontre le tableau suivant:

Moyenne par mois de chômage

	1927	1928	1929	1930*
Nouvelle-Écosse et				
Île-du-Prince-Édouard	3.9	4.1	3.9	3.6
Nouveau-Brunswick ...	1.9	1.2	1.5	1.9
Québec	6.8	5.2	7.7	8.1
Ontario	4.7	3.4	4.2	6.0
Saskatchewan.....	4.5	4.2	6.9	6.1
Alberta	4.1	4.1	6.3	9.6
Colombie anglaise	5.4	5.1	5.8	7.2
Canada	4.9	4.4	5.7	6.7

* De janvier à août inclusivement.

Continuant l'historique des pourparlers, il est bon de rappeler une déclaration du premier ministre, le 18 septembre, disant "qu'il ne trouvait pas que la somme de \$20,000,000 fût un montant si considérable pour parer à la crise du chômage, vu que cela ne représente que \$2 par tête de notre population pour passer l'hiver." Hier, il n'y avait pas de chômage, aujourd'hui le fédéral n'est pas assez généreux et cependant le gouvernement ne vote pas un sou de plus qu'il est forcé de le faire pour pouvoir bénéficier de l'octroi fédéral.

Il (M. Guertin) rappelle l'échange de correspondance entre le premier ministre et le ministre du Travail fédéral (l'honorable M. Robertson), et prétend que celui-là a manqué de délicatesse et que celui-ci lui fit une leçon. Il souligne le passage suivant de la lettre¹⁵ du premier ministre:

"Deux de nos principales compagnies fabriquant la pulpe et le papier, l'International Paper Company et Price Brothers, m'avisent que leurs opérations, cet hiver, égalèrent tout à fait, si elles ne les dépassent légèrement, celles de l'an dernier. La compagnie Price Brothers m'apprend même que, le mois dernier, dans la région du lac Saint-Jean, elle a fait afficher des avis demandant 75 travailleurs et qu'aucune réponse n'a été reçue."

Cependant, la Commission du chômage a accordé à cette région \$452,600.

Dans cette même lettre, le premier ministre avait déclaré aussi que son cabinet avait accordé à deux reprises \$500,000 à la voirie et, à la colonisation, \$300,000. Le premier ministre a trompé les autorités fédérales, puisqu'il n'y a pas eu de tels mandats d'émis durant la vacance parlementaire¹⁶.

La lettre avait été écrite pour dire que les règlements imposés par le fédéral n'étaient pas acceptables et aussi pour laisser l'impression que le provincial avait fait l'impossible pour soulager le chômage.

Après la conférence d'Ottawa sur le chômage, le ministre des Travaux publics et du Travail a déclaré à Montréal que "le problème du chômage au Canada ne peut être résolu par des mesures législatives". Voilà qui montre le mépris de l'honorable ministre pour les mesures d'Ottawa.

L'honorable M. Francoeur (Lothbinière): Voyons, voyons, à l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le président Hoover¹⁷ a dit la même chose.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre fera ce discours-là plus tard. À Lévis, cette fois.

Est-ce que le gouvernement n'aurait pas dû s'occuper du chômage dès qu'il a été reconnu qu'il existait? Le premier ministre a bien dit qu'on avait voté \$500,000 pour la voirie, mais cela n'apparaît pas dans les mandats spéciaux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le ministère de la Voirie a dépensé \$1,000,000 pour aider au chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et le ministère de la Colonisation, \$300,000.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) Bien avant M. Bennett, cela.

M. Guertin (Hull): Ça fatigue la droite.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Vous ne nous fatiguez pas du tout, mais nous tenons à rétablir les faits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous n'êtes pas fatigant, mais amusant.

M. Guertin (Hull): Ce n'est pas ce que l'on a pensé dans Huntingdon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et dans Maskinongé?

M. Guertin (Hull): Si le gouvernement avait été si désireux d'aider les chômeurs, il aurait pu faire commencer les travaux approuvés par la Chambre. Loin de remédier au chômage, le gouvernement de Québec semble avoir fait son possible pour l'augmenter, puisque des travaux de construction pour près de \$5,000,000 votés par la Chambre n'ont pas encore été commencés. Je citerai de ma liste, par exemple, le pont de Caughnawaga et le pont de Gaspé, des entreprises de \$1,700,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ottawa n'a pas voulu payer sa part.

M. Guertin (Hull): Ce n'était pas nécessaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. Ottawa devait payer le tiers et a refusé.

M. Guertin (Hull): Il y a encore les entrepôts de la Coopérative, \$500,000; la prison des femmes (Québec), \$200,000; le palais de justice de Ville-Marie, \$200,000; le palais de justice de Rouyn, \$150,000; le pont de Sorel sur la rivière Richelieu, \$800,000; le pont de l'île Bizard, \$300,000. Ces travaux, approuvés par la Chambre, n'ont pas été exécutés. Comment le premier ministre peut-il dire: "Nous n'avons pas tiré de l'arrière?"

M. Dugas (Joliette): Mon collègue pourrait-il nous dire si nos ouvriers auraient eu du travail dans la construction des églises et des salles paroissiales et quelle est la politique de M. Bennett à ce sujet? L'honorable député ne croit-il pas que la construction de salles paroissiales pourrait remédier au chômage? En ce cas, quelle attitude approuve-t-il, celle d'Ottawa ou celle de Québec?

M. Guertin (Hull): Mon ami est trop pressé; il aura son tour un peu plus loin. Je lui répondrai alors. Est-ce satisfaisant?

M. Dugas (Joliette): Comme réponse, ce n'est pas très satisfaisant.

M. Guertin (Hull): Je viendrai à cela tantôt. Que l'on n'essaie pas de me faire écourter mon discours!

Où est la bonne volonté? Est-ce là les meilleurs efforts d'un gouvernement chancelant et antipathique aux ouvriers? Dans le cas de la prison des femmes de Québec, pour prouver sa volonté d'aider les chômeurs, le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur) a annoncé à la Chambre que les travaux avaient été suspendus à l'automne, pour se corriger ensuite et dire qu'ils n'avaient pas été suspendus complètement.

Dans sa réponse au premier ministre, M. Robertson l'a accusé de chercher à retirer un bénéfice politique. Il a raison. Un article éditorial¹⁸ de *La Patrie*, du 4 octobre, qualifie de "irritantes pour le public" certaines critiques dirigées contre les mesures d'assistance aux chômeurs. Pour que *La Patrie* se permette de critiquer ainsi le gouvernement de Québec, il faut qu'elle ait été bien indignée de la conduite de nos ministres provinciaux.

Notre province a été la dernière à signer une entente avec le fédéral, soit le 22 octobre. Cependant, les travaux ne devaient pas commencer immédiatement comme dans les autres provinces et le chômage, pour nous, devait continuer avec son cortège de souffrances et de tortures morales. Il fallait convoquer la Législature d'abord. Les municipalités n'avaient pas le droit de dépenser sans son autorisation, et cela fut fait pour le 2 décembre. Pas un mot dans la loi à cet effet cependant. Les scrupules du gouvernement sous le rapport du respect qu'il doit aux prérogatives de la Chambre sont surprenants, lui si habitué à dépenser par millions, quand ça fait son affaire, les deniers publics sans l'approbation des Chambres.

Avez-vous entendu à la radio, comme moi, le premier ministre offrir comme preuve de son anxiété à aider le chômeur, que son gouvernement avait été le premier à convoquer les Chambres plus tôt que d'habitude? C'était, dit-il, pour passer la législation nécessaire afin de ne pas retarder les travaux. Cependant, 43 ordres en conseil ont été passés avant la convocation des Chambres pour approuver les demandes des municipalités et les autoriser à commencer dès lors les travaux. Jugez maintenant de la franchise du premier citoyen de notre province. D'ailleurs, si c'était réellement nécessaire, pourquoi la convocation n'a-t-elle pas eu lieu pour le mois d'octobre?

Le gouvernement a-t-il été sincère? Le gouvernement n'a pas voulu laisser entrer aucun soupçon dans l'esprit des chômeurs. Il a créé pour cela un comité du chômage. Dans l'Ontario, on avait créé un comité du chômage, composé de ministres de la couronne responsables au peuple. Le gouvernement du Québec a cru, dans sa sagesse

électorale, que le plus petit accroc fait à la loi fédérale pourrait lui être reproché. Contrairement à l'Ontario, il a donc nommé à son comité du chômage des hommes sans mandat, des hommes qui n'ont aucun compte à rendre aux électeurs. Est-ce que ce gouvernement en est rendu à substituer à son corps un corps étranger? Si le gouvernement en est rendu à cela, que la province le sache!

C'était une manœuvre habile. On pouvait ainsi se délivrer de la responsabilité de certaines petites fautes qui pouvaient se glisser dans la distribution des argents pour fins d'élections. Qu'est-il arrivé? Il y a Saint-Gervais, comté de Bellechasse, et Portneuf-en-bas, où il n'y a pas un seul chômeur; deux municipalités qui, cependant, ont reçu leur part du gâteau. Gracefield, qui a des chômeurs, s'est vu refuser une somme parce que la proportion de ses chômeurs n'était pas plus forte qu'une autre municipalité qui n'en a pas reçu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce qu'on a bien ou mal fait d'accorder \$4,000 à Saint-Gervais?

M. Guertin (Hull): Mal fait, si Saint-Gervais n'a pas de chômeurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est la municipalité de Gracefield que l'honorable député a mentionnée.

M. Guertin (Hull): Oui, Gracefield a fait sa demande par un autre que l'agent du gouvernement, qui pouvait obtenir de l'aide.

M. Fortin (Beauce): Le député de Hull vient de dire que Gracefield n'avait pas obtenu ses octrois pour le chômage parce qu'il n'avait pas passé par le représentant officiel du gouvernement. J'aimerais à connaître son nom afin de passer par lui. Quel est le nom de cet agent par lequel il faut passer pour avoir de l'argent du chômage?

M. Guertin (Hull): Le député de Beauce insiste-t-il?

M. Fortin (Beauce): Oui, j'insiste.

M. Guertin (Hull): Je le dirai à l'honorable député en particulier.

M. Fortin (Beauce): Non, dites-le ici publiquement.

M. Guertin (Hull): Je ne le nommerai pas en Chambre. Le député de Beauce a droit de me poser des questions, mais j'ai le privilège de refuser d'y répondre.

M. Fortin (Beauce): Mon ami a peur de ses responsabilités.

M. Guertin (Hull): Gracefield a 104 chômeurs. Cette municipalité veut construire un aqueduc. Elle a demandé \$10,000. Le comité du chômage lui a accordé \$4,000. Ce n'est pas sérieux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député veut-il prétendre que le comité du chômage n'a pas fait du travail sérieux?

M. Guertin (Hull): Oui. Je mets en contraste les déclarations du sous-ministre de la Voirie et du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), à l'effet que la situation est très normale dans les districts ruraux et qu'il n'y a pas de chômage, et le fait qu'au-delà de 800 municipalités ont reçu de l'aide. Pendant que les chômeurs, dans les villes et les villages, souffrent de faim avec leur famille, on se sert des argents qui leur étaient destinés pour faire plaisir à des amis politiques.

L'honorable premier ministre disait qu'il n'y avait pas de chômage au Lac-Saint-Jean. Cependant, le comité a accordé \$452,600, tandis que la ville de Québec, qui a 140,000 de population et un nombre de chômeurs effarant, où la situation est tellement critique que les chômeurs y paraded, drapeau rouge en tête, n'a reçu que \$550,000. La cité de Hull n'a reçu que \$150,000 pour ses 2,300 véritables chômeurs, pendant qu'une municipalité rurale tout près vient de recevoir un fort montant, quoiqu'elle n'ait pas un seul chômeur véritable. J'invite les électeurs de tous les centres urbains de la province à faire leur propre calcul et à tirer leurs propres conclusions.

Il (M. Guertin) fait une mention toute spéciale d'une déclaration de l'honorable M. Sauvé à l'effet que le gouvernement provincial, avec cet argent destiné aux chômeurs, s'en sert pour payer les routes sans dégrever les municipalités. Les municipalités payent leur part de 50 % comme d'habitude, mais le gouvernement du premier ministre lui, ne paie que 25 %, appliquant le 25 % fourni par le gouvernement fédéral à la part du gouvernement provincial.

Mais j'arrive au discours du budget.

M. Dugas (Joliette): L'honorable député oublie ma question.

M. Guertin (Hull): Je répondrai à sa question quand le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) m'aura dit pourquoi il a déclaré qu'Ottawa accordait des octrois pour les églises. Si l'honorable ministre des Travaux publics veut nous expliquer pourquoi l'arrangement qu'il a fait avec Ottawa démontre le contraire de ce qu'il a affirmé en Chambre, je répondrai.

M. Dugas (Joliette): C'est à l'honorable député de Hull que je posais ma question.

M. Guertin (Hull): Le discours du budget montre que le revenu de la province est venu de trois sources: du subside fédéral, de taxes directes et indirectes, la balance venant de la mise en liquidation de nos ressources naturelles. La première source a contribué 5¼ % du revenu total durant le dernier exercice financier; la deuxième source, 82 % ou \$35,785,000, pendant que la troisième source a contribué pour 12¼ %, soit \$5,500,000 en chiffres ronds. C'est donc par les taxes que le gouvernement perçoit la presque totalité de ses revenus et ce n'est pas de bonne politique de s'en glorifier.

D'après l'état financier qu'on m'a fourni, la dette consolidée nette de la province est de \$54,022,526, mais la dette nette est de \$62,067,779. Il y a donc une dette flottante de \$8,045,253. Si on l'avait payée, au lieu d'un surplus, le gouvernement aurait un déficit de \$4,000,000. Est-ce logique pour le gouvernement de réduire la dette consolidée en augmentant la dette flottante?

Avec une telle évidence, où est le surplus? Pour bien se rendre compte si nous sommes bien administrés, il est nécessaire que nous nous comparions avec d'autres, et si vous me le permettez, M. l'Orateur, je prendrai, sous peine de déplaire au premier ministre, la province de l'Ontario comme comparaison.

Voyons comment a été l'administration des deux provinces l'an dernier: Ontario a un déficit de \$628,000 et Québec a un surplus de \$4,210,000. Ontario a dépensé \$11,774,000 pour l'instruction publique, Québec \$4,480,000. Ontario a dépensé pour la santé \$880,000, Québec \$544,000. Ontario a dépensé \$8,025,000 pour la charité, Québec \$2,594,692. Ontario a dépensé \$288,000 pour la protection des enfants, Québec ignore cela. Ontario a payé à ses vieillards \$6,572,000 en pensions, Québec un gros zéro, on ne connaît pas cela.

L'honorable M. David (Terrebonne): Quand l'honorable député dit que nous n'avons rien dépensé pour les enfants et les vieillards, est-ce qu'il n'oublie

pas de tenir compte de ce que nous avons dépensé pour les crèches et les hospices?

M. Guertin (Hull): Cela est compris dans le \$2,594,692.

L'honorable M. David (Terrebonne): La situation n'est pas la même dans les deux provinces. Le gouvernement de Québec, l'honorable député semble l'ignorer, a garanti pour \$13,000,000 de construction pour les institutions de charité.

M. Guertin (Hull): Je continue. L'Ontario a payé \$2,369,000 aux veuves et aux orphelins. Québec ne leur a rien donné. Voirie: Ontario, \$17,900,000; Québec, \$10,931,000. Total (moins voirie): Ontario, \$29,908,000; Québec, \$7,618,692. Je ne veux pas faire ici le tableau pathétique de la veuve et de ses orphelins. Mais un gouvernement riche comme le nôtre ne devrait pas être à la queue des autres dans le dominion en n'aidant ni les veuves ni les orphelins. Dans Ontario, l'an dernier, on a dépensé en œuvres sociales \$22,289,308 de plus que dans Québec. Le gouvernement ne mérite plus la confiance du peuple.

À qui le gouvernement a-t-il pris son surplus? Aux vieillards, aux orphelins, aux veuves et à la cause de la tempérance. S'il y a un surplus réel de \$4,000,000, le gouvernement l'a fait aux dépens des vieillards, aux dépens des veuves et des orphelins, aux dépens de la protection des enfants, aux dépens des œuvres de charité, aux dépens de l'éducation et même aux dépens de la tempérance. Quelle magnifique connaissance des devoirs d'un gouvernement! Quel magnifique résultat pour un régime, après 33 années! Que les orateurs libéraux continuent maintenant, à la suite de leurs ministres, à proclamer la sollicitude du Parti libéral pour les classes pauvres et pour la masse du peuple!

(Rires à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Combien donniez-vous aux veuves et aux orphelins quand vous étiez au pouvoir?

M. Renaud (Laval): Il n'y en avait pas dans ce temps-là.

M. Guertin (Hull): Pourquoi pas me demander ce que nous donnions pour l'aviation? Il n'y en avait pas dans ce temps-là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y avait des veuves et des orphelins.

M. Guertin (Hull): On a dit qu'il y avait plus d'autos dans Ontario que dans Québec. En 1929, la province de Québec n'avait que 169,000 autos enregistrées pendant que la province d'Ontario en avait 542,000. N'est-ce pas la preuve qu'il y a plus de prospérité dans Ontario? Malgré les vantardises de nos administrateurs? Québec est à la queue des autres provinces.

(Rires à droite)

Les citoyens de l'Ontario, eux, se récréent avec leur famille en faisant de l'automobilisme, pendant que ceux du Québec doivent se contenter de l'air vicié de la ville, en attendant un meilleur gouvernement. Quant aux cultivateurs, c'est encore pire, car c'est un désavantage considérable pour eux que d'être obligés de venir en concurrence avec les cultivateurs de l'Ontario, avec les vieilles méthodes, pendant que ceux-là se servent de camions. Dans Ontario, les cultivateurs ont des autos, tandis que dans Québec, ils sont obligés de se contenter d'un cheval.

M. Lamoureux (Iberville): L'honorable député ne devrait pas parler comme cela. Plus est grand le nombre des autos, plus grandes sont les dettes. L'auto appauvrit les cultivateurs.

M. Guertin (Hull): L'honorable député d'Iberville n'oserait pas répéter cela et prêcher cette doctrine dans son comté.

M. Lamoureux (Iberville): Je n'ai peur ni du député de Hull ni de personne dans mon comté. Je n'ai pas peur de dire ça et, si vous venez dire le contraire chez nous, vous ne serez pas bien reçus.

M. Dugas (Joliette): L'honorable député de Hull nous dira-t-il ce que le gouvernement d'Ontario paie aux municipalités pour entretenir leurs chemins?

M. Guertin (Hull): La question est oiseuse. Je partage l'opinion du premier ministre quand celui-ci dit que la province de Québec est à la tête de la Confédération avec une seule restriction cependant, celle du gouvernement. En effet, nous sommes à la tête de la Confédération par la qualité de notre population, sa bonne morale, son esprit de travail et d'économie, son courage, son patriotisme et son honnêteté.

Je regrette de constater cependant qu'au point de vue de la liberté individuelle, du respect des droits de chacun, résultat de l'administration, nous sommes loin de la tête.

Voyez les magnifiques résultats de l'administration décrépie de 33 ans, par le nombre de faillites qui ont été en 1929, dans la province de Québec, au nombre de 927, pendant que dans la province d'Ontario, elles n'étaient que de 761, d'après Bradstreet¹⁹. De 1922 à 1929 inclusivement, le nombre total, dans Québec, a été de 7,441, pendant que dans Ontario, il n'a été que de 6,449!

Voyez les splendides résultats dans la dette des municipalités qui a doublé de 1915 à 1928, passant de \$182,835,000 à \$360,269,000, grâce à la politique d'accaparement de taxes de notre gouvernement. Dans ce montant, la cité de Hull y est pour un montant de \$3,889,000 en 1928, avec une valeur immobilière impossible approximativement de \$18,000,000. La même chose pour les municipalités scolaires dont la dette, en 1929, a atteint le chiffre fabuleux de \$29,603,000²⁰ parce que, chaque année, notre gouvernement dépense cinq fois moins pour leur aider que le fait le gouvernement de la province voisine.

Prenons comme exemple la richesse publique, par province et par tête. Nous n'occupons que le cinquième rang d'après le tableau suivant: Colombie-Britannique, \$4,032, Alberta, \$3,660, Saskatchewan, \$3,586, Ontario, \$3,000, Québec, \$2,631.

Cependant, j'appuie le premier ministre quand il a dit, lors du discours du budget, que c'est la province de Québec qui a été, de tout le pays, la plus favorisée par la Providence, par ses riches forêts, par ses pouvoirs d'eau incomparables dans le monde entier, par ses mines inépuisables, son sol fertile, possédant le plus grand port de mer intérieur au monde et vivant sous le plus grand symbole de la liberté, le drapeau britannique, mais sous l'administration la plus autocrate, la plus scandaleuse et la plus néfaste de tout l'Empire britannique.

(Murmures à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député peut se laisser emporter, mais il n'a pas le droit de dire que la province de Québec a une administration autocrate et scandaleuse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable premier ministre s'est senti visé, très bien. Mais l'honorable député de Hull n'a pas mentionné de quel gouvernement il parlait. Je regrette que le premier ministre qui connaît si bien son administration se soit cru visé par l'expression "scandaleuse". La déclaration du représentant de Hull était générale et le point d'ordre mal soulevé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si l'honorable député de Hull veut dire qu'il parle d'un autre gouvernement que le nôtre, je n'ai aucune objection.

M. Guertin (Hull): Je retire les paroles que j'ai prononcées et j'essaierai de les oublier. Le peuple qualifiera l'administration comme elle le mérite.

On méprise les pauvres, on spéculé sur les colons, on exploite les ouvriers, on se moque des cultivateurs, on supprime la justice; on s'est allié certaines classes aisées de la société afin d'opprimer le peuple plus facilement. Le patronage a atteint un degré encore jamais connu; une seule famille retirant présentement au moins \$200,000²¹ par année en salaires et honoraires de toutes sortes. C'est une véritable liste civile de l'ancien régime militaire et royal, et le plus odieux, c'est qu'au lieu d'un gouverneur anglais, un Lord Gosford²², nous avons un dictateur de notre race, élu par le peuple, un Taschereau.

Il a supprimé la liberté de commerce avec la loi des liqueurs et son refus de mettre des entraves aux "chain stores". Il a supprimé la liberté de l'industrie en favorisant publiquement, et de façon notoire, les gros trusts et les monopoles. Il est en train de supprimer la liberté de parole en prenant le contrôle de la presse avec l'argent du peuple. Il a supprimé l'initiative privée par sa propagande pernicieuse, tendant toujours à vanter et à encourager la grande cheminée que nous ne pouvons contrôler et nous a, de ce fait, condamnés, nous et nos enfants, à une vie de fonctionnaires et de salariés.

Le jour de la rétribution approche, le peuple est soulevé, indigné. Le gouvernement le sait, il se rappelle Huntingdon, son Waterloo. Le spectre du châtiment le hante, et c'est pourquoi, dans un effort désespéré, il tente de nouveau fortune par des promesses électorales en retard. À Granby, un hôpital; à Rivière-du-Loup, un orphelinat; à Lévis, une autre promesse quelconque. On pourra vérifier qu'il est vrai, comme on dit, qu'on peut tromper quelques personnes un certain temps, mais pas tout le monde tout le temps, aux prochaines élections, quand le Parti conservateur sera porté au pouvoir.

Je suis d'opinion que, puisque le premier ministre fait ces promesses, les besoins doivent exister depuis longtemps et, par conséquent, j'engage le Parti conservateur à les remplir s'il est porté au pouvoir aux prochaines élections générales, comme j'en ai la conviction.

Le premier ministre a été affublé de plusieurs titres plus ou moins honorables par ses adversaires.

Lors de l'élection de Deux-Montagnes, que mon honorable ami (désignant M. Paul Sauvé) a remportée, la province a été surprise de le voir lui-même se titrer "chef des quarante voleurs", ou comme nous l'avons lu dans *Les Mille et Une Nuits*, Ali Baba qui, soit dit en passant, valait certes un Rioux, un Renaud, même un Charles Lanctôt. Ce personnage semblant s'ennuyer s'est cherché un compagnon, et il le trouva à Granby dans la personne du secrétaire provincial, surnommé Santa Claus.

(Murmures à droite)

Le chef et son Santa Claus se promènent avec la fortune publique et en font une distribution la veille des élections. Ça me rappelle le temps que j'étais jeune.

(Rires)

L'électeur ne se laissera plus berner par ces deux personnages et après une expérience de 33 années, il est maintenant assez vieux pour savoir que Santa Claus est un personnage fictif. Et quant à Ali Baba, parce que le peuple constate qu'il n'y en a pas dans le Parti conservateur, il va se ranger de ce côté, de préférence au côté d'un personnage aussi peu rassurant.

Il (M. Guertin) énumère les efforts du gouvernement pour gagner les faveurs populaires, efforts qu'il qualifie de tentatives de corruption: amendements à la loi des accidents de travail, qualifiée de démagogie et de socialiste par les ministres jusqu'à l'élection de Huntingdon; la remise du 2 % aux municipalités en vertu de la loi des bons chemins; l'abolition des taxes sur les installations électriques; l'abolition des taxes sur les paratonnerres; réduction des taux d'intérêt du prêt agricole; amendement à la loi de l'impôt sur les successions pour favoriser le riche; taxes toutes imposées par le régime conspué. Mais le peuple constate la manœuvre électorale, persuadé qu'il est que le gouvernement ne fait que regorger ses propres exactions.

Le gouvernement sent sur sa gorge le couteau populaire! Il supprime des petites taxes que nous avons dénoncées. En 1927, le gouvernement a promis d'entretenir les routes en taisant son désir, son intention bien arrêtée de taxer la gazoline à 3 sous du gallon, pour pourvoir à la nouvelle dépense. Promesse d'ivrogne, et l'électorat en est rassuré.

Non satisfait de ces manœuvres électorales frauduleuses, le gouvernement tente de nous représenter faussement devant l'opinion publique comme des démagogues, des socialistes et des dénigreur. Il (M. Guertin) s'en prend à un discours du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault),

dans lequel celui-ci aurait prétendu que l'opposition provinciale est contre le capital étranger. Je le répète de nouveau, dit-il, et je prie nos adversaires d'avoir l'honnêteté de respecter au moins les convenances; nous sommes en faveur du capital étranger, qu'il vienne de n'importe quel pays du monde, mais nous désapprouvons et condamnons la méthode suivie jusqu'ici par le gouvernement, celle de leur vendre nos ressources naturelles et nos pouvoirs d'eau, et nous offrons à la province en retour une méthode nouvelle qui consiste à emprunter de l'étranger les capitaux nécessaires pour notre développement industriel avec le droit de rachat et en ne leur payant que l'intérêt ordinaire de 4½ % ou 5 %, afin que nos richesses nous restent, à nous et à nos enfants.

Le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) voulant démontrer que la province de Québec n'était pas entre les mains de l'étranger a dit que la Montreal Light, Heat and Power avait 82.2 % de ses actionnaires dans la province de Québec; la Southern Canada Power, 90 % et la Shawinigan Water and Power, 55 %. Qu'il dise à la population non pas le nombre d'actionnaires qui sont du Québec, mais le montant de capitaux investi par les citoyens de Québec, s'il veut nous convaincre que nous sommes encore maîtres chez nous.

Dans son discours du budget, le nouveau trésorier, trésorier par accident, et malgré lui, a exhorté la population à l'économie. Il a parlé comme un chef, pour employer l'expression de *L'Événement* en parlant de l'honorable ministre de la Voirie. Le conseil est digne d'un premier ministre et est toujours à la mode. Seulement, pourquoi le premier ministre ne joindrait-il pas l'action à la parole et ne prêcherait-il pas par l'exemple?

Le clergé de la cité de Québec a été éconduit par le premier ministre, il y a à peine quelques jours, lorsque celui-ci est venu réclamer, afin d'aider la population à pratiquer l'économie dans la période de crise économique que nous traversons, la fermeture plus à bonne heure des tavernes et des cafés, la réduction de leur nombre et la suppression des annonces de liqueurs enivrantes. Mais, s'il parle d'économie, pourquoi l'honorable premier ministre n'a-t-il pas fait disparaître les tavernes et les annonces de boissons dans les journaux, comme le lui a demandé une délégation de Québec? Il n'a pas très bien accueilli cette demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si l'honorable député veut lire dans *Le Soleil* de ce soir la lettre²³ du juge en chef de la Cour supérieure, Sir François Lemieux, il verra comment cela s'est

passé. Sir François Lemieux, qui conduisait la délégation, déclare que celle-ci fut parfaitement satisfaite de l'entrevue qu'elle a eue avec nous. Cette lettre prouve que les paroles du député de Hull sont fausses.

M. Guertin (Hull): Je ne l'ai pas lue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous ne lisez pas les bons journaux²⁴.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre ne peut nous demander de dévorer *Le Soleil* dès qu'il arrive.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vais vous envoyer le journal. Lisez-le donc à la Chambre.

(Le premier ministre lui envoie porter un exemplaire du *Soleil* par un petit page.)

M. Guertin (Hull): Je le lirai tantôt. Ma ville a subi le même affront en 1929, lorsqu'elle demandait, par résolution unanime de son conseil, qu'il ne soit pas accordé de licences d'hôtel, de taverne et de café additionnelles. Le gouvernement passa outre cette requête en accordant, à peine quelques mois plus tard, une licence nouvelle de café, une de taverne et au moins deux de magasins.

Les statistiques suivantes montrent l'insincérité du premier ministre quand il prêche l'économie, statistiques qui démontrent à quel point les affaires de la Commission des liqueurs ont augmenté aux dépens de la tempérance.

Les ventes, qui étaient de \$15,212,000 en 1921-1922, sont montées à \$27,007,000, en 1928-1929, malgré la perte comme clients de la province d'Ontario et d'une partie des États-Unis. Les bénéfices qui étaient de \$4,035,000 en 1921-1922 se sont chiffrés à \$9,688,000, en 1928-1929, pendant que les permis de toutes sortes accordés en 1921-1922 étaient de 1,861; en 1928-1929, ils avaient, tout comme les autres chiffres d'ailleurs, doublé et se chiffraient à 3,232. Je vous fais remarquer que 20 % des revenus ordinaires de la province sont fournis par la Commission des liqueurs qui vend des produits annoncés plus que tous autres dans la province. Le premier ministre est-il logique ou fait-il du bluff quand il recommande l'économie dans un discours électoral?

Il est faux de déclarer, comme le fait si souvent le premier ministre, que la province d'Ontario a copié notre province en matière de régie

des liqueurs, car contrairement à ce qui se pratique dans notre province, je défie le premier ministre de me montrer un seul endroit public dans la province voisine qui soit licencié pour permettre aux femmes d'y consommer des liqueurs enivrantes.

Malgré l'abolition des taxes que le gouvernement a l'intention de faire à la présente session et aux amendements à certaines lois mauvaises, le gouvernement ne peut plus regagner la place qu'il a déjà occupée dans l'opinion populaire. Je me demande comment il pourra faire pour reprendre, au nom de la province, les pouvoirs d'eau vendus, comment il pourra faire cesser les taux exorbitants de l'électricité, comment il pourra reboiser nos forêts dévastées; je me demande si le gouvernement, par de la nouvelle législation, pourra reprendre possession du Labrador au nom de la province; comment il pourra rendre justice à ceux qui ont souffert par sa mauvaise administration de la justice; comment il pourra débarrasser la province des trusts formidables de toutes sortes qui l'exploitent; comment il pourra faire oublier les nombreux scandales dans les travaux publics et comment il entend remettre aux municipalités les sources de revenus qu'il leur a volées.

Il (M. Guertin) s'excuse, en finissant ses remarques, de les avoir un peu "accourtinées". Il termine par un avertissement solennel à l'effet que jamais le gouvernement ne pourra reconquérir l'estime et la confiance populaire, à moins qu'il ne mette immédiatement en vigueur des lois sociales plus justes et plus en rapport avec les besoins du peuple comparativement aux autres provinces. Mais il est trop tard!

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Questions et réponses:

Municipalités scolaires depuis 1925

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien y avait-il de municipalités scolaires dans la province pour chaque année depuis 1925?

2. Dans combien de ces municipalités y a-t-il eu, pour chaque année depuis 1925, un examen

accompagné de distribution de prix faite aux frais de la municipalité?

3. Combien de municipalités scolaires ci-dessus ont-elles affecté à cette distribution, pour chaque année depuis 1925, la moitié du montant total ainsi défrayé à l'achat de livres canadiens?

4. Combien des municipalités scolaires qui ont reçu une part du fonds des écoles publiques, pour chaque année depuis 1925, n'avaient-elles pas rempli la condition mentionnée à la question 3?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1. 1925-1926.....	1,792
1926-1927.....	1,812
1927-1928.....	1,822
1928-1929.....	1,830
1929-1930.....	1,840
2. 1925.....	Pas de rapport
1926.....	1,057
1927.....	1,055
1928.....	1,130
1929.....	1,123
3. 1925.....	Pas de rapport
1926.....	906
1927.....	904
1928.....	945
1929.....	980
4. 1925.....	Pas de rapport
1926.....	151
1927.....	151
1928.....	185
1929.....	143

**Construction
d'écoles**

M. Bastien (Berthier): 1. Quelles sommes d'argent le gouvernement a-t-il payées, en vertu de la loi 17 George V, chapitre 39, du 1^{er} juillet 1929 au 30 juin 1930:

a. pour la construction des écoles n'ayant pas coûté plus de \$1,200;

b. pour la construction des écoles dont le coût n'a pas dépassé \$2,500?

2. Quelles sont les autres sommes que le gouvernement a payées au cours de la même période pour la construction ou la réparation des écoles?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* \$71,575;
b. \$22,952.
2. \$610,173.

Passif des corporations scolaires

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel était le passif des corporations scolaires de la province de Québec en 1929-1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): La compilation de ces statistiques ne sera pas complétée avant le mois de juillet prochain.

Fonds de l'instruction publique

M. Casgrain (Témiscouata): 1. Combien le gouvernement de cette province dépensa-t-il en 1894-1895 pour les fonds de l'instruction publique dans la province de Québec?

2. Combien le gouvernement de cette province a-t-il dépensé pour les fonds de l'instruction publique en 1929-1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. En 1894-1895, \$383,726.45.

2. En 1929-1930, \$4,480,490.

Actif des corporations scolaires

M. Gauthier (Portneuf): Quel était l'actif des corporations scolaires de la province de Québec: *a.* en 1928? *b.* en 1929?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* En 1928: \$92,741,079.45; *b.* en 1929: \$97,337,187.28.

Dépôt de documents:

Lot 9, rang 5, canton de la Nemtayer

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 janvier 1931, pour la production de copie de toute correspondance, documents, etc., se rapportant au lot 9, rang 5, canton de la Nemtayer, entre le département des Terres ou de la Colonisation et toute personne, en ce qui concerne les billets de location, lettres patentes, révolutions ou transport. (Document de session no 37)

La séance est levée à 6 h 10.

NOTES

1. M. Duplessis se trompe sans doute par distraction.
2. Homme austère, M. Frigon semble avoir médité toute sa vie. "Jamais un sourire n'éclaire son masque. Il reste éternellement sérieux; et quand d'un poing tragique il ponctuait ses assertions, ses voisins le regardaient un peu saisis de crainte. Le député ne badinait pas." Voir *Le Nationaliste et le Devoir* du 5 février 1931, à la page 2.
3. Au contraire, les journaux publient des résumés substantiels des discours de M. Tremblay, selon *Le Journal* du 31 janvier 1931, à la page 2.
4. Le gouvernement conservateur de Richard B. Bennett a pris le pouvoir le 28 juillet 1930.
5. M. Arthur Bettez, réélu député libéral de Trois-Rivières-Saint-Maurice lors des élections fédérales du 18 juillet 1930, est décédé en fonction le 4 janvier 1931. Le conservateur Charles Bourgeois remportera l'élection complémentaire du 10 août 1931.
6. *L'Événement* du 29 janvier 1931, à la page 3, parle plutôt de "565 petits Canadiens français".
7. M. Guertin fait "un magistral réquisitoire" selon *L'Illustration* du 29 janvier 1931, à la page 2, qui durera plus de deux heures.
8. Il s'agit de l'élection partielle tenue dans Bellechasse le 4 novembre 1907. Le libéral Adélard Turgeon démissionne comme ministre provincial des Terres et Forêts et défie le député fédéral Henri Bourassa de se présenter contre lui, ce qu'il fait, sans succès, à titre de candidat indépendant.
9. Selon *Le Devoir* du 29 janvier 1931, à la page 2, il s'agit d'un extrait de la *Gazette* du 19 décembre 1930 où, à la page 1, on peut lire: "Relief Plans Approved; Further \$122,000 Expenditure Favored in Ontario". Il s'agit plutôt d'une mesure du comité du chômage de l'Ontario.
10. À la page 24 du *Canadian Congress Journal*, vol. IX, no 12 (décembre 1930), il est mentionné que la Nouvelle-Écosse avait émis 672 chèques d'une valeur moyenne de \$31.
11. Le député de Hull "oublie cependant de mentionner que le gouvernement a chargé une Commission des assurances sociales d'étudier toutes les lois actuellement en vigueur dans ce domaine et de faire ses recommandations au gouvernement qui a l'intention de donner à la province la meilleure loi possible". Voir *Le Progrès du Saguenay* du 29 janvier 1931, à la page 1.
12. Dr Alfred-Valère Roy, ancien député libéral de Lévis (1916-1930), vient d'entrer au Conseil législatif pour la division de La Durantaye.
13. *Le Soleil* du 23 décembre 1931, aux pages 3 et 15, publie *in extenso* le discours prononcé par le premier ministre Taschereau au grand banquet donné au Château Frontenac en l'honneur du Dr Roy.
14. Le discours du budget a été présenté le mercredi 21 janvier 1931.
15. La lettre, datée du 3 octobre 1930, figure à la page 15 de *La Patrie* du 4 octobre 1931.
16. *Le Devoir*, à la page 2 et *Le Nouvelliste*, à la page 1, du 29 janvier 1931, précisent que M. Guertin a en main la liste officielle des mandats spéciaux.
17. Dans une adresse radiophonique à la nation le 18 octobre 1931, Herbert Hoover, 31^e président des États-Unis (Républicain, 1929-1933), traite d'aide aux chômeurs dont le taux atteindra 24.9 % à la fin de son mandat.
18. L'éditorial est intitulé "Critiques irritantes" et figure à la page 16 du journal.
19. Cette société internationale vouée au marketing et à la diffusion d'information commerciale, est connue aujourd'hui sous le nom de D & B (Dunn and Bradstreet).
20. *L'Action catholique* du 29 janvier 1931, à la page 8, et *Le Journal* du 31 janvier 1931, à la page 15, écrivent \$69,603,000.
21. *L'Illustration* du 29 janvier 1931, à la page 2, écrit \$400,000.
22. Archibald Acheson, 2^e comte de Gosford (1776-1849), gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique (1835-1837), dirigea une commission d'enquête sur la crise dans le Bas-Canada. Certaines de ses recommandations figurent parmi les résolutions de Russell de 1837. Sa politique de conciliation sans concessions fut un

échec qui le décida à retourner en Angleterre au début des rébellions de 1837. À la Chambre des lords, il s'opposa sans succès à l'Acte d'Union de 1840.

23. La lettre du juge en chef F.-X. Lemieux est publiée à la page 22 de l'édition du 28 janvier 1931 du *Soleil*, sous la rubrique "Précision qui est un démenti: M. Taschereau n'a pas éconduit les curés".

24. *Le Soleil* est souvent qualifié d'organe du Parti libéral.

Séance du jeudi 29 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 176 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Comptoir mobilier franco-canadien demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné; que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le Règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Le rapport est adopté.

**Corporation
de crédit et d'entreposage**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 140 modifiant la charte de Comptoir mobilier franco-canadien¹.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
division territoriale**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'assistance publique**

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Solde et dépenses
du corps de police**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1920 inclusivement jusqu'au 1^{er} janvier 1930, le trésorier de cette province a-t-il soumis à la Législature, à chacune de ses sessions, un état détaillé mentionné à l'article 3644, S.R.Q., 1909 ou à l'article 68, S.R.Q., 1925, chapitre 168? Et dans l'affirmative:

2. Cet état détaillé a-t-il été produit séparément?

3. Cet état détaillé a-t-il été seulement inclus dans l'*État des Comptes publics* de cette province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui. Voir *Comptes publics* depuis le 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1930.

2. Non.

3. Oui.

**Édifices publics
de Montréal et de Québec**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'annexe du palais de justice de Montréal?

2. Même question pour la prison de Bordeaux.

3. Même question pour l'École des hautes études de Montréal.

4. Même question pour l'École technique de Montréal.

5. Même question pour l'École des beaux-arts de Montréal.

6. Même question pour l'École des beaux-arts de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$5,038,235.11.
2. \$4,147,319.21.
3. \$776,265.48.
4. \$1,128,388.29.
5. \$436,019.47.
6. \$137,223.05.

**Ventes de la
Commission des liqueurs**

M. Guertin (Hull): Quelle quantité de liqueurs a été vendue chaque mois, en 1930, dans les magasins de la Commission des liqueurs, à: *a.* Valleyfield; *b.* Hull; *c.* Sherbrooke; *d.* Saint-Jean; *e.* Joliette; *f.* Trois-Rivières; et pour quel montant dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Voir le tableau ci-dessous)

	<i>a.</i>		<i>b.</i>		<i>c.</i>	
	<i>Valleyfield</i>		<i>Hull</i>		<i>Sherbrooke</i>	
	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>
1930						
Janvier.....	3,608	\$ 40,261	5,131	\$ 57,849	3,202	\$ 32,911
Février.....	4,297	44,212	5,582	62,143	3,177	31,435
Mars.....	3,525	45,209	5,532	63,650	2,747	28,411
Avril.....	3,420	42,425	5,968	67,485	3,295	33,778
Mai.....	4,822	62,998	5,739	67,127	3,999	35,798
Juin.....	5,146	64,361	5,495	66,830	3,474	36,595
Juillet.....	6,522	91,167	6,504	80,105	4,474	45,646
Août.....	7,365	103,833	7,557	94,437	5,352	59,475
Septembre.....	6,188	87,459	7,387	92,878	3,851	41,815
Octobre.....	5,878	75,632	8,058	97,244	4,014	40,788
Novembre.....	6,231	68,131	6,770	76,614	3,438	36,437
Décembre.....	6,897	67,390	13,124	128,447	7,913	61,567

	<i>d.</i>		<i>e.</i>		<i>f.</i>	
	<i>Saint-Jean</i>		<i>Joliette</i>		<i>Trois-Rivières</i>	
	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>
1930						
Janvier.....	1,149	\$ 9,312	1,517	\$ 9,379	4,609	\$ 32,639
Février.....	1,243	9,900	1,101	8,130	4,223	30,377
Mars.....	1,019	8,859	1,008	6,419	3,749	28,040
Avril.....	1,093	9,692	1,170	7,736	4,303	32,589
Mai.....	1,146	10,149	1,279	8,700	4,010	29,915
Juin.....	1,008	8,958	1,112	7,544	3,609	26,365
Juillet.....	1,405	13,645	1,353	9,679	4,422	33,504
Août.....	1,576	16,032	1,349	10,189	5,013	39,912
Septembre.....	1,246	11,913	1,375	10,387	4,615	35,754
Octobre.....	1,453	13,057	1,612	11,048	5,594	40,424
Novembre.....	1,222	10,377	1,319	8,547	4,917	33,990
Décembre.....	2,689	18,571	3,841	17,541	9,901	54,244

**Bureau des examinateurs
pour le service civil**

M. Guertin (Hull): Quels sont les membres du bureau des examinateurs pour le service civil, en vertu de la loi du service civil, S.R.Q., 1925, chapitre 10?

2. À quelle date chacun d'eux a-t-il été nommé?

3. À quelle date ont eu lieu les derniers examens?

4. Quels sont: *a.* les noms des candidats qui ont subi ces derniers examens; *b.* pour quelle position dans chaque cas; *c.* quels ont été les candidats heureux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Il n'y a eu aucune personne de nommée pour former le bureau des examinateurs en vertu du chapitre 10, S.R.Q., 1925, les dispositions permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de faire telles

nominations ayant été abrogées par la loi 16 George V, chapitre 14, section 12.

2. 3. et 4. ...

**Ponts construits
en 1929-1930**

Un député pour M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du ministre des Travaux publics et du Travail, 1930, à la page 15, ont été construits en 1929-1930 et subventionnés par le gouvernement, et dans quelles municipalités et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 68 ponts?

3. Quelles ont été: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

(Voir le tableau ci-dessous)

1	1	2	3a	3b
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>
<i>Arthabaska:</i>				
Chester-Ouest	P. Leblanc	\$18,752.00	\$14,064.00	\$ 4,688.00
<i>Bagot:</i>				
Sainte-Hélène	Chibouette	4,331.00	2,598.60	1,732.40
<i>Brome:</i>				
Foster	B.D.R. Yamaska	9,700.75	4,850.38	4,850.37
Sutton-East Richford	Missisquoi	45,308.70	22,654.35	* 22,654.35
<i>Bellechasse:</i>				
Saint-Gervais	P. Labrecque	7,585.00	5,688.75	1,896.25
Saint-Gervais	P. Lapointe	7,077.40	5,308.05	1,769.35
Saint-Gervais	P. Letellier	7,292.00	5,469.00	1,823.00
Honfleur	P. Lavoie	7,080.00	5,310.00	1,770.00
Honfleur	P. Rt. Audet	6,533.00	4,899.75	1,633.25
Saint-Damien	P. Caouette	4,970.00	3,976.88	993.12
Saint-Magloire	Noire	6,412.00	4,809.00	1,603.00
Saint-Magloire	Blanche	6,226.00	4,770.00	1,456.00
Saint-Nérée	P. Aubé	3,598.00	2,698.50	899.50
Saint-Nérée	P. Godbout	3,496.15	2,796.92	699.23
Saint-Raphaël	P. Lemieux	4,281.30	3,425.04	856.26
Saint-Raphaël	P. Rémillard	4,692.00	3,753.60	938.40
<i>Berthier:</i>				
Lavaltrie	Saint-Antoine	5,160.00	3,612.00	1,548.00
Saint-Damien	P. Beaulieu	7,143.00	5,714.40	1,428.60
<i>Beauce:</i>				
Sainte-Marie	Domaine	24,690.35	21,496.50	3,193.85
Saint-Georges	Chaudière	75,940.00	49,361.39	26,578.61

1	1	2	3a	3b
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>
<i>Champlain:</i>				
Champlain	Champlain	\$69,565.14	\$69,565.14	Aucune
<i>Charlevoix:</i>				
Saint-Siméon	Noire	30,650.12	21,455.00	\$ 9,195.12
<i>Chicoutimi:</i>				
Canton Tremblay	Caribou	16,644.40	9,154.20	7,490.20
Chicoutimi	Aux-Rats	29,760.00	16,000.00	13,760.00
<i>Compton:</i>				
Bury	Strapp	2,600.00	1,300.00	1,300.00
<i>Dorchester:</i>				
Sainte-Marguerite	Sainte-Anne	3,368.80	2,189.72	1,179.08
Sainte-Marguerite	P. Pomerleau	4,763.00	3,095.95	1,667.05
Sainte-Claire	Abénakis	10,438.95	6,785.35	3,653.60
<i>Gaspé:</i>				
Sainte-Anne-des-Monts	Sainte-Anne	4,813.60	3,610.20	1,203.40
<i>Hull:</i>				
Hull-Est	P. Alonzo Wright	61,039.70	42,727.79	18,311.91
Bouchette & Cameron	Gatineau	47,862.80	31,110.80	16,752.00
Hull-Ouest	Gilmour	14,977.57	10,795.74	4,181.83
<i>Hungtindon:</i>				
Canton Godmanchester	Beaver	11,694.30	11,694.30	Aucune
Canton Hinchinbrook	Hinchin	3,401.00	1,700.50	1,700.50
<i>Joliette:</i>				
Joliette	L'Assomption	33,997.12	20,398.27	13,598.85
<i>Lac-Saint-Jean:</i>				
Hébertville	P. Langevin	21,000.00	10,500.00	10,500.00
<i>Lotbinière:</i>				
Saint-Antoine-de-Tilly	Pont-de-la-Plaine	12,178.70	7,307.22	4,871.48
Saint-Gilles	Bras-Henri	11,245.00	8,443.75	2,801.25
Saint-Patrice	Pont-Saint-David	9,156.70	8,030.05	1,126.65
<i>Maskinongé:</i>				
Saint-Léon	R. Ferrée	15,943.45	11,957.59	3,985.86
Saint-Didace	Maskinongé	26,663.85	19,997.90	6,665.95
<i>Mégantic:</i>				
Ireland-Sud	P. Legendre	5,281.74	3,697.19	1,584.55
<i>Montcalm:</i>				
Saint-Liguori	P. Lachapelle	10,475.70	6,809.20	3,666.50
<i>Montmagny:</i>				
Sainte-Lucie	P. Turcotte	2,625.45	1,969.09	656.36
Saint-Pierre	du Midi	3,948.50	2,763.95	1,184.55
P.S.E. Canton Talon	P. Roberge	4,847.00	3,635.25	1,211.75
Canton Montmigny	P. Boilard	4,250.00	3,187.50	1,062.50
Cap-Saint-Ignace	P. Blanchette	38,690.82	27,083.57	11,607.25
<i>Missisquoi:</i>				
Canton Dunham	P. Freeport	13,893.00	7,641.15	6,251.85
Canton Dunham	R. Stevens	4,367.00	2,401.85	1,965.15
<i>Nicolet:</i>				
Saint-Wenceslas	Blanche	6,929.20	4,850.44	2,078.76
Sainte-Sophie	Aux-Orignaux	9,064.50	5,438.70	3,625.80
Saint-Grégoire-le-Grand	R. Pointue	3,120.20	1,872.12	1,248.08

1	1	2	3a	3b
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>
<i>Papineau:</i>				
Papineauville	P. Lauzon	\$ 7,557.10	\$ 4,654.26	\$ 2,902.84
<i>Pontiac:</i>				
Waltham	R. Calumet	1,588.00	952.80	2,000.20
<i>Richelieu:</i>				
Saint-Louis-Bonsecours	P. Salvail	29,026.85	27,026.88	5,615.00
Saint-Marcel	P. Métivier	14,375.85	8,760.00	635.85
<i>Richmond:</i>				
Richmond	P. Jonesville	11,571.06	8,678.29	2,892.77
<i>Shefford:</i>				
Canton d'Ely	P. Racine	7,973.70	5,673.33	2,300.37
Shefford-Ouest	Yamaska	17,323.50	12,126.45	5,197.05
Canton Shefford	B. N. Yamaska	1,900.00	1,140.00	760.00
<i>Saint-Maurice:</i>				
Saint-Mathieu	Shawinigan	25,866.31	21,986.36	3,879.85
Saint-Boniface	Yamachiche	7,424.99	5,568.75	1,856.24
<i>Stanstead:</i>				
Magog	Rouge	9,707.19	4,853.60	4,853.59
<i>Témiscouata:</i>				
Saint-Arsène	Verte	15,337.00	9,969.05	5,367.95
<i>Terrebonne:</i>				
Saint-Jérôme	Du-Nord	51,500.00	33,475.00	18,025.00
<i>Vaudreuil:</i>				
Sainte-Marthe	La-Raquette	3,260.00	1,956.00	1,304.00
<i>Wolfe:</i>				
Saint-Gérard	Des-Canards	16,182.00	13,502.50	2,679.50

*Payé par l'État du Vermont.

Ponts en construction au 1^{er} juillet 1930

Un député pour M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les 77 ponts qui d'après le rapport du ministre des Travaux publics et du Travail, 1930, (page 15), étaient en construction au 1^{er} juillet 1930?

2. Quel est le coût de chacun d'eux?

3. Quelles sont: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

4. Quels ponts sont actuellement terminés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
(Voir le tableau ci-dessous)

1	1	2	3a	3b	4
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>	
<i>Arthabaska:</i>					
Chester-Ouest	Saint-Philippe	\$12,240.00	\$ 9,180.00	\$ 3,060.00	x
Chester-Ouest	P. Morissette	13,800.00	8,970.00	4,830.00	x

1	1	2	3a	3b	4
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>	
<i>Bagot:</i>					
Sainte-Christine	Des-Marais	\$ 4,415.00	\$ 3,090.50	\$ 1,324.50	x
Saint-Nazaire	P. Collard	5,798.00	3,768.70	2,029.30	x
<i>Bellechasse:</i>					
Honfleur	P. Létourneau	2,397.10	1,917.68	470.42	x
Honfleur	P. Paré	2,831.30	2,265.04	566.26	x
Saint-Nérée	P. Dion	3,443.30	2,754.64	688.66	x
Saint-Nérée	P.-O. Roy	2,985.00	2,388.00	597.00	x
Saint-Nérée	R. au 6 ^e Rang	3,789.15	3,031.32	757.83	x
Saint-Nérée	Abénakis	2,797.00	2,237.60	559.40	x
Saint-Damien	Aux-Billots	7,419.00	5,175.00	2,244.00	x
Saint-Gervais	P. Lemieux	3,555.80	2,666.85	888.95	x
Saint-Gervais	P. Breton	15,400.00	11,550.00	3,850.00	
Saint-Lazare	P. Pelchat	3,459.80	2,594.85	864.95	
Saint-Lazare	P. Labrecque	6,800.00	5,100.00	1,700.00	
Saint-Raphaël	Rg Saint-Nérée	5,174.00	4,139.00	1,035.00	
Saint-Raphaël	Ch. du Petit 3	6,152.00	4,921.60	1,230.40	
<i>Brome:</i>					
Canton Farham, P. Est	P. Messier	19,332.50	11,599.75	7,732.75	
Canton Brome	P. Sam Stone	2,897.51	1,448.76	1,448.75	x
<i>Chambly:</i>					
Longueuil	P. Dame McKay	5,584.54	5,584.54	Aucune	*
<i>Charlevoix:</i>					
Baie-Saint-Paul	P. du Moulin	5,796.00	4,057.20	1,738.80	x
Baie-Saint-Paul	P. de la Halle	5,515.60	3,509.00	1,806.60	x
Malbaie	P. Gaudreau	3,270.00	2,455.00	815.00	x
Rivière-du-Gouffre	P.-H. Cimon	7,947.00	4,678.20	3,178.80	x
<i>Dorchester:</i>					
Saint-Léon-de-Standon	Eau Chaude Ch. E.	5,450.25			
Saint-Léon-de-Standon	Eau Chaude Ch. O.	5,533.32	7,139.32	3,844.25	x
Saint-Luc	Etchemin	11,471.00	9,176.80	2,294.20	x
<i>Drummond:</i>					
Saint-Edmond	Aux-Vaches	6,490.00	4,867.50	1,622.50	x
Grantham & Wickham	P. Kelley	4,685.30	2,811.18	1,874.12	
<i>Iberville:</i>					
Saint-Georges	Du-Sud	17,675.85	13,259.39	4,416.46	x
<i>Joliette:</i>					
Saint-Félix-de-Valois	Bayonne	11,312.26	8,484.19	2,828.07	x
<i>Kamouraska:</i>					
Kamouraska	P. Dupuis	34,718.00	29,718.00	5,000.00	x
<i>Lac-Saint-Jean:</i>					
Saint-Jérôme	Couchepeganiche	47,049.79	32,934.85	14,114.94	
Normandin	Thequapé	30,000.00	19,500.00	10,500.00	
<i>Laprairie:</i>					
Saint-Philippe	Saint-Jacques	7,717.00	7,717.00	Aucune	x
<i>L'Assomption:</i>					
L'Épiphanie	Saint-Esprit	14,940.00	10,458.80	4,482.00	x
Saint-Roch-l'Achigan	Grand Ravin	13,978.00	10,483.50	3,494.50	
<i>L'Islet:</i>					
Saint-Cyrille	Bras-d'Apic	10,672.00	8,004.00	2,668.00	x

1	1	2	3a	3b	4
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>	
<i>Lotbinière:</i>					
Saint-Octave-de-Dosquet	Saint-Henri	\$11,757.00	\$10,581.30	\$ 1,175.70	x
Saint-Octave-de-Dosquet	P. Duchêne	11,387.00	9,109.60	2,277.40	x
<i>Maskinongé:</i>					
Saint-Justin	Trompe-Souris	10,285.00	7,713.75	2,571.25	x
Sainte-Ursule	P. Crête de Coq	9,035.00	6,776.25	2,258.75	x
Saint-Léon	Pont Barthelemy	18,746.00	14,059.50	4,686.50	x
<i>Matane:</i>					
Notre-Dame-de-McNider	Aux-Basques	13,428.00	10,138.59	3,289.41	x
<i>Mégantic:</i>					
Ireland-Sud	P. Bennett	9,565.00	6,695.50	2,869.50	x
Ireland-Sud	P. Paquet	12,000.00	8,400.00	3,600.00	x
Halifax-Sud-Ouest	P. Binet	14,968.60	11,586.96	3,381.64	
Thetford Mines	P. Fonderie	21,649.00	15,154.30	6,494.70	x
P. Plessisville	Blanche	17,557.35	12,290.15	5,267.20	x
Inverness	Bullard	15,990.20	10,393.63	5,596.57	x
<i>Montcalm:</i>					
Notre-Dame-de-la-Merci	Dufresne	15,000.00	10,500.00	4,500.00	x
Saint-Liguori	P. Lepine	13,471.80	8,756.67	4,715.13	x
Saint-Théodore	P. Burton	4,251.50	3,613.78	637.72	x
Saint-Théodore	P. J. Vennes	6,343.80	5,392.23	951.57	x
Rawdon	P. Forest	6,116.75	3,975.89	2,140.86	x
<i>Montmagny:</i>					
Cap-Saint-Ignace	P. Fournier	19,827.60	13,879.32	5,948.28	x
Canton Montmagny	Boilard	4,300.00	3,187.50	1,112.50	x
<i>Montmorency:</i>					
Laval	P. Valières	4,465.70	3,965.70	500.00	x
<i>Nicolet:</i>					
Sainte-Perpétue	P. Pelletier	5,700.00	3,905.00	1,995.00	x
Saint-Grégoire-le-Grand	Pointue	4,926.10	3,201.90	1,724.20	x
Sainte-Gertrude	Saint-Louis	16,770.50	8,385.25	8,385.25	x
<i>Portneuf:</i>					
Saint-Ubald	P. Denis	11,104.05	8,335.54	2,768.51	x
Saint-Ubald	P. Côte-Perron	22,620.00	15,834.00	6,786.00	x
<i>Richelieu:</i>					
Saint-Robert	P. McClure	9,000.00	6,300.00	2,700.00	x
Saint-Marcel	P. Giguère	10,233.34	7,163.34	3,070.00	x
<i>Rimouski:</i>					
Bic	Bic	6,779.09	4,745.36	2,033.73	x
Sainte-Flavie et Grand-Métis	Métis	50,441.50	40,353.00	10,088.50	
<i>Saint-Maurice:</i>					
Saint-Élie	Yamachiche	8,997.50	7,647.88	1,349.62	x
Saint-Sévère	Yamachiche	19,472.59	14,604.44	4,868.15	x
Charrette	Yamachiche	6,483.50	4,862.63	1,620.87	x
<i>Saint-Jean:</i>					
L'Acadie	Montréal	7,824.00	5,868.00	1,956.00	x
Saint-Luc	Aux-Iroquois	19,806.00	19,806.00	Aucune	x
<i>Shefford:</i>					
Saint-Valérien	Reynold	4,954.70	3,221.55	1,733.15	x
Canton Roxton	P. Parizeau	10,174.0	7,121.80	3,052.20	x

1	1	2	3a	3b	4
<i>Comtés et municipalités</i>	<i>Rivières ou nom du pont</i>	<i>Coût du pont</i>	<i>Subvention du gouvernement</i>	<i>Contribution des municipalités</i>	
<i>Terrebonne:</i>					
Saint-Jérôme	Du-Nord	\$15,746.00	\$ 9,447.60	\$ 6,298.40	
<i>Vaudreuil:</i>					
Sainte-Marthe	La-Raquette	3,260.00	1,956.00	1,304.00	x
<i>Verchères:</i>					
Contrecoeur	Des-Aulnaies	6,780.00	4,746.00	2,034.00	x

x Ponts terminés.

* Payé par la Voirie.

Travaux de la Chambre:

Charte de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. l'Orateur, je demanderais à l'honorable premier ministre de bien vouloir nous dire quand le bill de Montréal³ sera étudié au comité des bills privés. Plusieurs intéressés me demandent ce renseignement.

Le premier ministre a demandé à M. Houde à quel moment celui-ci voulait qu'on étudie le bill et le chef de l'opposition et maire de Montréal a promis de répondre à la question. Est-ce que la réponse a été donnée?

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et dit que, l'an dernier, il a posé une question au premier ministre avant que l'ordre du jour ne soit appelé. Il s'agissait d'une affaire importante touchant l'industrie du papier journal, et que le premier ministre a refusé d'y répondre. L'Orateur a statué que la question ne pouvait être posée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces cas ne sont pas identiques. L'an dernier, il n'y avait pas de bill devant la Chambre concernant l'objet de la question du député de Trois-Rivières, alors qu'un bill concernant Montréal se trouve déjà présenté.

Pour ce qui est de la question du député de Montréal-Saint-Jacques, l'honorable chef de l'opposition étant absent, je ne puis donner de réponse à l'honorable député. J'ai moi-même posé cette question la semaine dernière à l'honorable chef de l'opposition, qui est maire de Montréal. Il ne m'a pas encore répondu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le chef de l'opposition est à Québec, on voudrait le voir à Montréal et, quand il est à Montréal, on voudrait le voir à Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je crois que c'est vous qui voudriez le voir à Montréal quand il est ici.

Rectifications:

J.-R. Dionne

M. Guertin (Hull): J'attire l'attention de l'honorable premier ministre sur une réponse qu'il a faite à une interpellation le 20 janvier dernier. Il m'a répondu que M. J.-R. Dionne était greffier à la Cour de magistrat d'Amqui. Je suis informé que M. Dionne est mort et enterré depuis le mois de septembre dernier. Le gouvernement est-il autant en vie que M. Dionne?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai fait que donner la réponse qui m'a été fournie par mon ministère. Je viens à l'instant d'apprendre que M. Dionne est décédé, si c'est réellement le cas. Je vais prendre des renseignements.

S'il est vrai que M. Dionne est mort, je ne vois pas pourquoi cela ferait tant rire mon honorable ami de Hull.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 janvier, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier courant:

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)⁴:

Depuis que je siège à la Chambre basse, dit-il, le cours des événements ne change pratiquement pas d'une session à l'autre. Il y a un grand débat sur l'adresse, l'opposition présente un amendement puis, après plusieurs discours, l'amendement est rejeté et les deux partis se retrouvent au même point. Cette session-ci, le débat sur l'adresse s'est terminé sans qu'il n'y ait eu vote et après seulement cinq discours. C'est probablement pourquoi nos amis de la gauche semblent si fermes dans leurs attaques contre le budget.

Chaque année, la coutume veut aussi qu'un long débat s'engage sur le discours du budget et cette coutume n'est pas près d'être abolie! Chaque année, l'opposition en profite pour faire une attaque d'ensemble, attaque qui se termine toujours de la même façon: par un amendement et une défaite. On prend le vote et le résultat démontre que le gouvernement n'est pas aussi noir qu'on le dit. Ensuite, en comité, lorsque le budget est considéré item par item, l'opposition a recours à la guerre de tranchées, mais ses attaques subissent le même sort et se terminent toujours par une défaite.

Jusqu'à présent, nous avons eu trois discours de la gauche: celui du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), celui du représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), et celui du représentant de Hull (M. Guertin). Je ne dirai rien du premier, mais j'aimerais m'attarder à ceux de MM. Tremblay et Guertin.

Le député de Maisonneuve s'est plaint de tout le monde en général et, en particulier, de son chef en dehors de la Chambre, des journalistes, et surtout du gouvernement. Quand il s'attaque à son chef, nous n'avons pas à y voir. Il n'appartient pas aux membres de la droite de s'en occuper, c'est une question de famille; mais, lorsqu'il s'attaque aux journalistes, c'est-à-dire aux chroniqueurs parlementaires, c'est autre chose.

Il (M. Tremblay) a averti les journalistes que, si le Parti conservateur revient au pouvoir aux prochaines élections, la première chose qu'il fera sera de créer un *Hansard*. Les reproches aux journalistes sont à examiner. Cela nous touche quelque peu parce que le gouvernement devient lui aussi intéressé, et je puis rendre cet hommage aux journalistes qu'ils font tous leur devoir, selon le parti qu'ils représentent.

Le député de Maisonneuve (M. Tremblay), se croyant investi du dépôt sacré de la vérité, se plaint de ce que les courriéristes parlementaires ne portent pas aux quatre coins de cette province les échos de ses paroles. Il aurait voulu que nous rétablissions dans cette Chambre la reproduction des débats au *Hansard*; il aurait voulu que le *Hansard* aille porter partout dans la province, dans le Canada tout entier et jusque chez les Soviets, ses paroles et ses gestes. Il voudrait donc un *Hansard* qui reproduirait fidèlement sa pensée. Nous croyons que ce n'est pas nécessaire. Nous devons nous féliciter de ne pas avoir ici de journal des débats qui irait porter à la population les appels virulents du député de Maisonneuve.

Quant aux journalistes, ce sont eux qui, à quelque parti qu'ils appartiennent, rapportent, que dis-je, refont très bien les discours de beaucoup de députés qui se sont imaginé en prononcer. Dans bien des cas, les députés devraient leur être reconnaissants de réécrire leurs discours, qui, autrement, pourraient nuire à la crédibilité politique de ceux qui les prononcent. À Ottawa, il y a un *Hansard*, mais il y a des journalistes aussi, des courriéristes parlementaires qui écrivent des discours que les députés croient avoir prononcés en Chambre. Ce sont eux qui renseignent la population, car le *Hansard*, même dans les Parlements où il existe, n'est lu que par quelques personnes intéressées qui veulent connaître les décisions et par ceux qui font profession d'éplucher les débats, et c'est à peu près tout.

Même si la province accordait un *Hansard* au représentant de Maisonneuve, serait-il content d'un *Hansard*? Peut-être nous demandera-t-il ensuite une radio avec un microphone qu'un page pourrait lui apporter chaque fois qu'il voudrait faire connaître sa pensée au peuple? Le microphone répercuterait sa parole sympathique dans tout le Canada et même à l'étranger. Serait-il satisfait à ce moment? J'en doute.

Et, même si nous lui accordions un service de radio, il serait encore mécontent et nous sommerait de lui donner de suite le cinéma sonore et la télévision pour reproduire non seulement ses paroles, mais son visage au sourire gracieux, ses expressions de physionomie, ses beaux gestes éloquentes à la Mirabeau⁵, ses sourcils relevés, toute son attitude oratoire, pour que le peuple le voie à l'œuvre en cette Chambre, et qui seraient conservés et considérés plus tard comme sujets classiques dans nos écoles.

(Rires et applaudissements)

Les spectateurs verraient que lorsque, se croyant au beau milieu d'un comité de la Terre⁶, il

pose comme Robespierre⁷, le grand prêtre de la Révolution, ou comme Saint-Just⁸, apôtre apocalyptique, ou encore, pour revenir aux temps modernes, comme Lénine⁹ s'adressant aux cellules soviétiques! Le député de Maisonneuve a l'ambition de laisser à sa famille et à la postérité, à part ses paroles, sa figure, ses attitudes gracieuses et impeccables et son sourire, surtout lorsqu'il fait des remontrances à la droite.

On admettra que c'est là un peu trop demander. Les électeurs de Maisonneuve n'en exigent sûrement pas autant de leur député. C'est vraiment trop demander à la province que de l'obliger à transmettre ces beaux discours à la postérité. Je crois que la province se contentera des reportages des correspondants de la presse, car ils font leur devoir. D'ailleurs, les chroniqueurs travaillent de façon remarquable et nous les en félicitons.

Les journalistes se chargent de rapporter à la population les faits et gestes de cette Chambre, et ils le font avec toute la responsabilité de leur état. À quelque parti qu'ils appartiennent, ils renseignent la population de Québec dans des comptes rendus à point.

(Applaudissements)

Des voix: Très bien.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Quant au député de Hull (M. Guertin), il s'est excusé hier soir, en finissant ses remarques, de les avoir un peu "acourtinées" pour employer son expression. De fait, il a pris tellement de tangentes qu'il sera difficile de le suivre. Je demande à la Chambre d'avoir un peu de patience. Je vais lui répondre longuement, le suivre pas à pas. Certaines de ses affirmations ne peuvent être laissées ainsi sans réponse, quand ce ne serait que pour montrer comment il a sacrifié la vérité, le bon sens et la logique à la calomnie et à l'erreur. Certes, bien que nous laissions les conservateurs dire tout ce qui leur passe par la tête et que la plupart de leurs allégués laissent la population indifférente, il faut bien, à certains moments, relever quelques-unes de leurs attaques.

Le député de Hull s'est vanté en Chambre, hier, d'avoir consulté le gros *Larousse* pour y chercher une définition de la démagogie. M. l'Orateur, je n'ai consulté que le *Petit Larousse*, quelques lignes plus loin, pour y trouver la définition du mot "démagogue", et j'ai trouvé ce qui suit: "Celui qui affecte de soutenir l'intérêt du peuple pour gagner sa faveur." Voilà bien le portrait de cet

honorable député! Tout son effort consiste à feindre de prendre les intérêts du pauvre, de l'orphelin, du vieillard, de l'ouvrier, du peuple pour gagner ses faveurs en vue de la prochaine élection. De même, j'ai conclu de cette définition que tous les efforts des députés de l'opposition consistent à affecter de vouloir soutenir l'intérêt du peuple pour gagner ses bonnes grâces. Le député de Hull et celui de Maisonneuve auraient avantage à réfléchir à cette définition.

(Applaudissements)

Une voix à droite: Petit démagogue¹⁰!

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Au début de ses remarques, le député de Hull s'est demandé ce que la province de Québec fait pour ses veuves, ses orphelins, ses vieillards, ses pauvres. Il affirmait que, sous ce rapport, nous sommes à la queue de la Confédération. Il a comparé notre province à l'Ontario. Toutefois, la comparaison n'est pas possible, parce que l'Ontario n'a pas le même système que nous. Sa comparaison est odieuse et insultante pour les nombreuses institutions religieuses qui se dévouent sans compter pour les déshérités et les indigents et qui leur offrent des refuges charitables de plus en plus nombreux, grâce aux subventions généreuses et toute l'aide possible de la loi de l'assistance publique du gouvernement provincial.

(Applaudissements à droite)

Entre leurs mains, nos vieillards sont bien traités. Le député de Hull a oublié de parler de ce dévouement de toutes les minutes des religieux, hommes ou femmes, qui font une œuvre admirable. Comment peut-on ignorer l'œuvre patriotique de toutes nos communautés religieuses pour les fins d'un débat ou d'une critique? Leur œuvre admirable nous a évité d'instituer ici des lois comme celles de l'Ontario. Rendons-leur hommage, car ces communautés nous ont épargné bien des millions qui grèvent les budgets étrangers.

M. l'Orateur, l'honorable député de Hull a aussi parlé de nos veuves et de nos orphelins qui souffrent. Où est la veuve et où est l'orphelin qui, dans notre province, ne sont pas secourus par les communautés dont je viens de signaler le dévouement admirable? Il n'a pas cité un cas. Pas un cas. Il s'est contenté de faire des affirmations, des assertions, sans les étayer sur des preuves. Le député s'efforce de faire des déclarations en se disant que s'il les répète assez souvent, ici et ailleurs, on finira par le croire.

(Applaudissements)

Lors de la dernière session, en répondant aux attaques de l'opposition sous le rapport de la loi des pensions aux vieillards, nous disions que la loi telle qu'édictee par Ottawa n'était pas applicable ici parce que nous faisons la même œuvre depuis des années qu'Ottawa prétendait faire. Nous disions alors qu'Ottawa nous donne une somme d'argent définie, nous la transmettons à nos institutions religieuses qui font tout au monde pour les vieillards. Notre attitude était logique, tandis que, s'il fallait adopter le point de vue du député de Hull, il nous faudrait fermer nos institutions et remercier tous les religieux de leurs services.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je désirerais faire une remarque, si l'honorable député me le permet.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le député de Hull a eu deux heures pour parler hier et pourra se reprendre plus tard. Je ne me laisserai pas interrompre inutilement, car j'ai encore à parler sur cette question.

M. Guertin (Hull): J'ai été plus généreux, hier. Très bien, nous aurons notre tour devant ceux qui auront à choisir entre nous.

M. Tremblay (Maisonnette): Les députés ministériels sont des braves... qui ont peur. Ils interrompent mais ne permettent pas qu'on les interrompe.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Parlons maintenant de la question du chômage. C'est mon collègue le député de Hull qui m'y oblige par ses accusations gratuites d'hier. Il a consacré la majeure partie de son discours de mercredi à critiquer le comité du chômage institué par le gouvernement provincial, pour appliquer la loi fédérale passée à la session spéciale de septembre¹¹.

Examinons la situation. Au cours de la dernière campagne électorale fédérale l'été dernier, les conservateurs ont crié à la crise du chômage. Ils ont créé de toutes pièces une situation qui n'existait pas encore en réalité pour servir leurs ambitions du pouvoir. Les adversaires prétendaient que le Canada traversait une crise, et que cette crise était propre au Canada, alors qu'ils savaient bien qu'elle n'était pas aussi sérieuse qu'on voulait le faire croire et qu'elle était mondiale. Ils mirent la faute sur le dos du gouvernement King et l'accusèrent d'avoir causé tout le mal par son imprévoyance. Pendant la campagne

fédérale, nous avons dit à nos adversaires sur les tribunes populaires: "La crise est mondiale et c'est une erreur de tenter de soulever le peuple en faisant retomber la responsabilité sur le dos d'un seul gouvernement." Tous les pays en souffraient et ce n'était pas le temps de faire appel aux préjugés sur une telle question pour arriver au pouvoir. On nous répondait que la situation était unique dans notre pays et qu'il fallait à tout prix un changement de gouvernement.

La crise économique, dont la province de Québec se ressent par ricochet et qui affecte le Canada, est une crise mondiale, vu que l'équilibre économique de l'univers est rompu. Les conservateurs le savent bien et ils doivent aussi se rendre compte qu'ils ont eu tort de faire appel aux passions et aux préjugés pour se faire élire.

Les élections vinrent ensuite et les conservateurs furent élus à cause de cette campagne. Depuis le 28 juillet, maintenant que les conservateurs sont au pouvoir grâce à cette manœuvre à laquelle le peuple s'est laissé prendre, ils affirment tout le contraire de ce qu'ils prétendaient alors. Ils crient toujours à la crise, mais, d'après eux, ce n'est plus le gouvernement central qui en est responsable, mais le gouvernement provincial. Ils ont changé leur fusil d'épaule.

Quelle a été l'attitude du très honorable R. B. Bennett lors de la dernière conférence impériale¹²? M. Bennett a changé d'idée. Ou plutôt, il a parlé autrement ou il n'a plus osé prétendre que le gouvernement King était responsable de la crise; cela aurait été ridicule. Il a parlé comme un chef d'État conscient de ses responsabilités. Devant tous les hommes d'État de l'Empire réunis dans la capitale anglaise, il a déclaré, il a avoué, dans un de ses premiers discours: "La crise que nous traversons actuellement est une crise mondiale et le Canada en est gravement affecté." Plus tard, le premier ministre suggéra même certains remèdes à la situation. Bien sûr, M. Bennett n'est que de la petite bière à côté de M. Guertin en matière d'économie!

Je vais montrer que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur) est en bonne compagnie. Un autre chef conservateur, que le député de Hull ne reniera pas non plus¹³, c'est l'honorable Arthur Meighen¹⁴, ancien premier ministre, qui disait à Orillia, Ontario, le 11 décembre dernier, devant le Canadian Club, que la dépression économique que nous traversons actuellement a pris sa naissance dans les dettes de guerre et dans les obligations imposées au pays par ces dettes: "money flowed after the war and then came the crash"! (Après la guerre,

l'argent coulait à flots; puis survint le crash.) C'est aussi M. Meighen qui disait à la même occasion que personne ne peut remédier à la crise du chômage par des lois et de grosses promesses.

Voilà l'opinion de deux conservateurs. Ce sont deux témoignages qui valent bien celui du député de Hull et qui démontrent que la faute n'est pas plus à Ottawa qu'à Québec. Il est vrai qu'un tel témoignage ne suffira peut-être pas à un grand économiste comme le député de Hull, mais il acceptera peut-être celui des représentants des 28 nations qui, réunis à Paris le 9 décembre dernier, sous les auspices de la Chambre internationale de commerce, ont cherché les causes de la dépression économique et en sont venus à la conclusion que ces causes sont au nombre de 11 que voici: la surproduction; la diminution dans les prix de certaines commodités de la vie; le chômage industriel; le malaise politique; la fermeture de certains grands marchés, comme l'Inde et la Chine; la diversité des bases des monnaies en circulation; la diminution dans le crédit des peuples; la crise agricole mondiale; la chute dans les prix de l'argent; et le *dumping* pratiqué sur tous les grands marchés de l'univers par la Russie, que l'honorable député de Maisonneuve écoute.

Il reste une cause sur laquelle les délégués ne parvenaient pas à s'entendre. L'usage extraordinaire des taxes pour faire face aux besoins, ou encore une inégale distribution de l'or dont la France possède 16 %, tandis que les États-Unis possèdent 39 %. Non, aucun gouvernement n'est responsable du chômage. Voilà sûrement des explications qui valent celles du député de Hull, si grand économiste qu'il soit et, de plus, tous les économistes ont affirmé que la crise que nous traversons est une crise mondiale.

La crise est donc la même partout; les causes ont été fixées et, malgré le député de Hull, les économistes n'ont pas dit qu'elle est due à la faute du gouvernement d'Ottawa ou de celui de Québec, comme le disent les vendeurs de bonheur qui nous critiquent! Cependant, nos amis de la gauche iront encore, battant la campagne, dire aux ouvriers et aux cultivateurs: "Si vous souffrez et si vous ressentez du malaise, la faute en est au gouvernement de Québec. Écrivez-nous et vous aurez la prospérité." Il ne sert à rien d'aller sur les tribunes et à la radio pour déclarer aux cultivateurs et aux travailleurs qu'il suffit d'expulser tel ou tel gouvernement pour trouver le paradis sur terre. Ils poseront aux vendeurs de bonheur pour s'attirer les faveurs de la population.

Il faut donc dès maintenant dénoncer cette campagne de mensonges qui a déjà trop duré et que

l'électorat lui-même va répudier. Il faut les dénoncer parce qu'ils essaient de faire croire des choses qui ne se réaliseront jamais, surtout pas si l'on se fie à eux. D'ailleurs, les électeurs de la province commencent à se rendre compte de la valeur des arguments de l'opposition et croient qu'il est temps, une fois pour toutes, d'arrêter leur campagne dont le peuple est fatigué, ennuyé; et je n'hésiterai pas à le faire.

Le député de Hull n'a pas seulement prétendu que nous avions causé le chômage, il a ajouté que nous l'avions nié. Autre fausseté. Nous avons admis qu'il y avait du chômage, mais nous avons prétendu qu'on exagérait, et nous le prétendons encore.

Le député de Hull a aussi affirmé qu'une loi fédérale du chômage avait été passée et que le provincial avait refusé d'y contribuer. Cette loi fédérale a été passée le 22 septembre dernier, et sans que les gouvernements provinciaux n'aient été consultés à cet effet. C'est cela que j'ai critiqué ouvertement, parce qu'on nous avait engagés à déboursier sans avis. Aucune province, ni aucune municipalité n'a été consultée, et Ottawa nous a forcés à prendre des responsabilités. Nous ne nous sommes pas objectés à la loi; mais nous avons fait des réserves en ce qui concerne les municipalités qui ont été obligées de contribuer 50 %¹⁵.

Il est étrange que le gouvernement central n'ait pas consulté les parties intéressées au contrat. Je comprends que des promesses avaient été faites. L'espoir qui animait Ottawa était celui de racheter ses promesses électorales et de faire face à la situation. Les conservateurs québécois ont reproché au gouvernement de Québec d'avoir fait des représentations au gouvernement fédéral et d'avoir fait des réserves. On ne peut lui faire un crime de cela; c'était une conduite toute naturelle, puisque le gouvernement de Québec, sans même avoir été consulté, devait fournir 25 % de la somme affectée au soulagement du chômage par Ottawa.

L'honorable Gideon Robertson¹⁶ ne s'en est pas offusqué. D'ailleurs, je dirai en passant que chaque fois que l'honorable M. Robertson a été appelé à se prononcer, chaque fois que j'ai causé avec le sénateur Robertson - et je lui rendrai ici ce témoignage que toutes les occasions où nous nous sommes rencontrés -, il ne s'est pas conduit en partisan politique, mais en véritable représentant du peuple. C'est un ancien télégraphiste de chemin de fer et, comme tel, il connaît bien la classe qu'il faut soulager.

Je tiens à lui rendre le témoignage que toutes les réserves que nous avons faites, il les a bien accueillies et elles ont porté des fruits. Je me félicite

de mes relations toujours amicales avec le ministre fédéral du Travail. Je tiens à lui rendre ce témoignage parce que, dans certains milieux, on dit qu'il a mal agi et on lui fait dire des choses qu'il ignore. Donc, chaque fois que j'ai eu des conversations avec M. Robertson, nous nous sommes entendus.

(Applaudissements)

La législation du chômage fut adoptée et l'on a ensuite invité les représentants des provinces à rencontrer M. Robertson. Dès que nous avons été convoqués à Ottawa, nous nous sommes entendus avec le gouvernement central. Le sénateur Robertson nous avait envoyé un télégramme demandant de le rencontrer avec le ministre provincial de la Voirie (l'honorable M. Perrault) parce qu'il voulait avoir une idée du chômage dans la province de Québec avant le commencement de la session. Je me suis rendu à Ottawa avec M. J.-L. Boulanger, sous-ministre de la Voirie, et M. Louis Guyon, sous-ministre du Travail et chef des bureaux de placement provinciaux. Nous nous sommes trouvés à Ottawa avec des représentants de toutes les parties du Canada. Là-bas, on nous a interrogés et nous avons fait des réserves. J'ajouterai que nos observations ont eu des résultats appréciables. Bref, nous nous sommes entendus.

À ce sujet, l'honorable député de Hull (M. Guertin) disait hier que le ministre provincial des Travaux publics est allé à Ottawa et qu'il n'a pas fait de discours. Imaginez-vous! Je n'ai pas fait de discours. Aller représenter la province de Québec sans faire de discours. L'honorable député de Hull ajoutait que le ministre des Travaux publics a passé son temps à se promener et à regarder les images suspendues aux murs. Il faut d'abord que le député de Hull sache qu'il n'y a pas d'images au comité des chemins de fer où se passaient les délibérations, pas même la figure sympathique du député de Hull!

(Rires)

Au cours de la séance présidée par M. Robertson, nous avons fait des suggestions. Nous avons étudié le cas de chaque province. Quand est venu celui de Québec, M. Robertson a demandé quelle était notre situation. À M. Robertson qui voulait savoir le nombre des chômeurs dans Québec et ce que son département pouvait faire, le sous-ministre de la Voirie, M. Boulanger, répondit que nous avions alors - c'était au mois d'août - 20,000 ouvriers employés aux routes et qu'il n'y avait pas du tout de crise, que la situation était assez bonne. De son côté, M. Louis Guyon déclara que la situation n'était pas plus grave à cette époque qu'au cours des années précédentes, mais qu'elle pouvait peut-être s'aggraver.

Il est vrai que nous n'étions pas là de grands parleurs comme l'honorable député de Hull! Lorsque M. Robertson demanda aux délégués quels moyens ils préconisaient pour remédier au chômage, des manufacturiers ontariens¹⁷ ont dit que le moyen de régler le chômage, c'était de relever les tarifs. Alors, les représentants de l'Ouest comme mus par un ressort bondirent de leur siège. Il y eut quelques instants de tension énorme. Il fallut toute l'habileté, tout le doigté de l'honorable M. Robertson, ancien syndiqué¹⁸, pour calmer tous les groupes et éviter une tempête.

M. Guertin (Hull): Quelles furent les suggestions de l'honorable ministre?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Que tout le monde fit son devoir! Nous avons affirmé que nous ferions le nôtre.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une suggestion, cela, c'est une surprise.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ce n'est pas nouveau de la part du député de Trois-Rivières; le député de Trois-Rivières est toujours surpris, il ne s'attend jamais à rien!

(Rires)

Nous avons tenu l'attitude que nous devons tenir. Nous avons accepté la législation qui a été passée. Je désire faire remarquer au député de Hull qu'il n'a pas le droit, à moins de le prouver, d'affirmer que nous n'avons pas contribué à rendre la loi applicable dans Québec et d'essayer de faire croire au peuple que le gouvernement du Québec n'a pas fait son devoir.

M. Guertin (Hull): Je l'ai prouvé.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est faux. Nous nous sommes entendus à Ottawa et nous sommes revenus à Québec. Nous avons collaboré en nommant un comité du chômage pour coopérer avec le gouvernement fédéral. Nous avons nommé un comité du chômage contre lequel le député de Hull a porté hier des accusations graves et pas du tout méritées. Je n'ai assisté qu'à la réunion d'ouverture, et j'ai laissé entre leurs mains la distribution de l'argent dans la province. Tout l'argent à être distribué aux municipalités pour la réalisation de travaux publics ou les secours directs a été confié à ce comité.

Le comité que nous avons nommé est composé de conservateurs et de libéraux, de patrons et de syndiqués. Ces hommes sont versés dans les affaires, ce sont des hommes indépendants dont personne ne peut nier l'honnêteté et la droiture. Ils représentent toutes les classes de la société...

M. Guertin (Hull): Quel est leur traitement?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Aucun, ils donnent leur travail à titre gracieux.

(Applaudissements)

C'est la première condition qu'ils ont posée, et je leur rends un hommage bien mérité. J'ai reçu les membres du comité à Québec. Je leur rends ce témoignage que tous, dès la première séance à laquelle j'ai assisté - et je n'ai assisté qu'à cette première séance pour souhaiter la bienvenue aux membres et les mettre au courant des dispositions de la loi du chômage -, tous, dis-je, ont déclaré aussitôt qu'ils donneraient gratuitement leurs services à la province.

(Applaudissements)

Je vais nommer les membres du comité et j'aimerais que le député de Hull me dise au fur et à mesure s'il sait quelque chose qui pourrait être retenu contre eux. Le comité se compose de M. C.-E. Gravel, ancien président à la Chambre de commerce de Montréal et échevin de la ville d'Outremont. Le député de Hull niera-t-il sa compétence et son honnêteté? Dès la première séance, il fut choisi par ses collègues comme président du comité. Il y a ensuite M. J.-H. Fortier de la Compagnie P.-T. Légaré de Québec¹⁹, un homme d'affaires respecté et bien connu dans toute la province. Est-ce un homme intègre? Est-ce un homme compétent dans le commerce et l'industrie? Le député de Hull contestera-t-il sa compétence?

(Applaudissements)

... M. W. N. Bancroft, gérant de la Banque de Montréal à Québec, une compétence dans les opérations bancaires; M. l'abbé Jean Bergeron, président des missionnaires-colonisateurs; M. Omer Fleury, représentant les ouvriers de l'Union internationale; M. le chevalier Pierre Beaulé, représentant les ouvriers des syndicats catholiques²⁰; le colonel J. H. Blue, industriel²¹ de Sherbrooke, un bon bleu, comme son nom l'indique. Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) dira-t-il qu'il a été compétent et honnête?

M. Crépeau (Sherbrooke) fait signe que oui.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Cela vaut mieux que l'opinion du député de Hull.

M. Guertin (Hull) veut prendre la parole...
J'ai dit qu'ils n'ont pas reçu de mandat du peuple pour administrer l'argent de la province, qu'ils n'étaient pas responsables au peuple.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Le député de Hull a déclaré plus que ça. Il a ajouté qu'ils n'avaient pas fait un travail sérieux. Je prétends que c'est là une accusation gratuite et je la repousse avec indignation. Je déclare que jamais un gouvernement n'a eu la main plus heureuse dans le choix d'un comité.

Et M. Charles Duquette, ancien maire de Montréal et un bon conservateur. Le député de Hull niera-t-il son sens des affaires et son honnêteté? Et M. G. Laffoley, ancien président du Board of Trade de Montréal et président de la Compagnie Mark Fisher? Voilà le groupe d'hommes contre lequel le député de Hull a lancé des affirmations gratuites et qu'il ne peut pas étayer. Sont-ce des honnêtes gens? Niera-t-il leur compétence?

Voyons donc comment le comité a procédé. Il s'est rendu compte des besoins de chaque endroit qui voulait faire exécuter des travaux en vertu de la loi. Bien que les membres du comité aient été mis au courant de la loi dès la première séance, ils ne furent pas satisfaits de cela et ils voulurent avoir encore plus de détails. C'est alors que dès leur première réunion, ils ont proposé et résolu de faire rédiger un questionnaire pour envoyer à toutes les municipalités de la province. On y demandait le nombre des véritables chômeurs, la liste des travaux à faire, etc.

Plus de 800 municipalités ont répondu à ce questionnaire fait dans le but de permettre au comité de se rendre plus vite compte des besoins des municipalités et de leur venir en aide le plus tôt possible. Le comité, sur réception du questionnaire rempli, a consulté le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Taschereau) et, selon les renseignements obtenus, il a accepté et rejeté les demandes en toute justice pour tout le monde.

Il n'y eut aucune intervention politique dans ce partage, ni le ministre des Travaux publics et du Travail, ni M. Ivan Vallée²², directeur du comité du chômage, ni aucun des intéressés n'a fait pression, ni directement ni indirectement, pour influencer le comité. Si le gouvernement avait lui-même pris charge de la distribution de l'argent, on aurait soulevé les cris de corruption et d'autocratie.

Lorsqu'il s'est agi de juger de quelle façon la preuve devait être faite, le ministre s'est rendu à

Ottawa. Lors d'une réunion à laquelle assistaient les membres d'un comité consultatif du bureau central du ministère à Ottawa sur cette question du chômage, notamment l'honorable M. Sauvé²³, l'honorable M. Duranleau²⁴ et M. Onésime Gagnon²⁵, représentant de l'honorable M. Dupré²⁶, j'avais demandé: "Quelle preuve exigez-vous pour qu'il soit reconnu qu'il y a du chômage?"

L'honorable M. Robertson a déclaré que la municipalité réclamant des secours devrait le faire par l'intermédiaire d'une résolution de son conseil signée par le secrétaire-trésorier et attestant qu'il y avait du chômage dans l'endroit et disant quels travaux pourraient être faits. C'est ce que le comité a fait. Dès que le gouvernement central a approuvé les demandes d'une municipalité, il ne nous reste qu'une chose à faire: l'approuver nous-mêmes. Cette règle de conduite est logique et elle a été suivie régulièrement depuis la création du comité du chômage.

Ottawa a été satisfait de ce travail et l'a approuvé en plusieurs circonstances. M. Hereford, directeur de la Commission de secours aux chômeurs du dominion, est venu rencontrer les membres de notre comité et il nous a félicités.

Il (l'honorable M. Francoeur) cite plusieurs passages de discours ou de lettres où M. Hereford exprime sa satisfaction.

(Applaudissements)

Le député de Hull a prétendu que Québec n'est pas la seule à posséder un comité du chômage et qu'elle ne peut s'attribuer le crédit d'avoir créé un tel organisme. Il a prétendu que, dans Ontario, il y avait un comité du chômage composé de membres du gouvernement. Je crois que c'est inexact. Il n'y a pas de comité du chômage dans aucune autre province du dominion. Il y a un comité consultatif à Ottawa dont les honorables messieurs Sauvé, Duranleau, et Dupré sont membres. Au cours d'une séance de notre comité du chômage à Québec, le 17 janvier, M. Hereford a déclaré que Québec est la seule province où il existe un comité du chômage pour faire la distribution des argentés en vertu de la loi fédérale.

M. Guertin (Hull): Irresponsable.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Comment irresponsable?

M. Guertin (Hull): Irresponsable au peuple.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Irresponsable au peuple! M. l'Orateur, la

responsabilité de tous les actes de ce comité du chômage, je la porte devant cette Chambre et devant le peuple.

(Applaudissements prolongés)

Le comité est responsable à la Chambre comme le ministre des Travaux publics et du Travail est responsable. C'est en qualité de ministre des Travaux publics et du Travail, responsable à cette Chambre, que je parle du comité du chômage, et je demande au député de Hull de consulter la Constitution sur ce point. Les membres du comité sont responsables à mon département, et voilà pourquoi je prends leur défense aujourd'hui.

Où donc l'honorable député de Hull va-t-il prendre ses notions de droit parlementaire? Il a dû s'inspirer au pays de la "Gomme"²⁷.

Des voix: Bourinot²⁸.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le député de Hull n'avait pas pensé à cela alors qu'il fréquentait les bords de la Gatineau à la recherche de la gomme qu'il mâche.

M. Guertin (Hull)²⁹ proteste contre ces paroles et invite le ministre à les répéter dans Hull, comté auquel est attaché le village de la Pointe-Gatineau.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Nous avons le droit de créer des comités et ils sont responsables au gouvernement. On prétend que nous aurions dû faire le partage de ces octrois nous-mêmes. Les conservateurs ne veulent pas que nous prenions le crédit d'avoir créé ce comité. Cependant, c'était ce que nous avions de mieux à faire. Ah! Si nous n'avions pas eu de comité du chômage! Si le gouvernement s'était seul chargé de la distribution des fonds, on voit ici la tempête!

Des voix: Bien! Bien!

(Applaudissements)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
On aurait dit: "Vous corrompez l'électorat, vous voulez séduire les électeurs, vous faites de l'ingérence politique." Notre attitude était la meilleure, la seule logique dans les circonstances. C'était la seule manière à notre disposition de régler la situation. Seule notre province a créé ce comité et nous n'avons pas à le regretter après les approbations venues même de M. Hereford et de l'honorable M. Robertson. Les octrois ont été accordés sans

partisannerie politique et je défie le député de Hull de prouver à la Chambre que la distribution des secours aux municipalités a été faite au point de vue politique.

Nous avons reçu des plaintes que certaines gens n'étaient pas employées; ces gens étaient des conservateurs et des libéraux. Mais le comité du chômage d'Ottawa, composé des honorables Sauvé, Duranleau et Dupré, a décidé que nous devrions envoyer notre inspecteur en chef dans certains cas. Pour répondre aux attaques de nos adversaires, je dirai que M. Hereford est venu à Québec et a assisté à une séance du comité du chômage. Des plaintes ont été portées aussi à Ottawa parce que certaines municipalités ne se sont pas conformées aux exigences de la loi. Chaque fois que la chose est venue à ma connaissance, je suis intervenu et les municipalités ont été interrogées et mises en demeure de se conformer à la loi, et je n'en veux d'autre témoignage que celui de M. Hereford.

À un moment donné, le comité apprit qu'Ottawa voulait envoyer un vérificateur partout pour se rendre compte de la façon dont les argent avaient été dépensés; il mit tous ses services à sa disposition pour l'aider dans son travail. Une lettre du directeur du secours au chômage, M. Ivan Vallée, déclare que le vérificateur que le gouvernement voudra bien envoyer recevra tout le support du comité. Les membres du comité ont été unanimes à vouloir se mettre à la disposition de cet officier du gouvernement central. M. Hereford répondit par un télégramme. M. Vallée convoqua le comité et M. Hereford le rencontra le 17 janvier. Il assista à toute la séance. Que dit le procès-verbal de cette séance?

Il (l'honorable M. Francoeur) lit des extraits de ce procès-verbal. M. Hereford dit l'accueil cordial qu'il a eu des membres du comité, de M. Yvan Vallée et de M. Guimont, qui est en charge des employés du comité. En voici un autre extrait: "M. Hereford représentant de l'honorable M. Robertson, a dit au comité que ses relations avec les représentants du gouvernement de Québec ont été excellentes, que les rapports du comité du chômage à Ottawa se pouvaient comparer avantageusement avec ceux fournis par les autres provinces. Quant aux plaintes reçues à Ottawa, ajoute M. Hereford, je suis convaincu qu'elles ne sont pas fondées." Le comité du chômage a donc donné entière satisfaction pour faire la distribution des argent en vertu de la loi fédérale.

M. Hereford a déclaré encore au comité que le ministre fédéral est très satisfait de la façon dont les fonds ont été distribués dans Québec en donnant le moins possible de secours directs, excepté aux

grandes villes et dans les municipalités où la situation est plus sérieuse. Avant de partir d'Ottawa pour Québec, dit encore M. Hereford, j'ai demandé au comptable s'il avait quelque remarque à faire au sujet de Québec. Le comptable a répondu que si toutes les provinces procédaient de la même manière que Québec, tout serait pour le mieux.

Et les salles paroissiales? Parlons-en donc un peu. On a abordé le sujet des salles paroissiales au cours de la réunion. L'abbé Bergeron a informé M. Hereford que, dans cette province, les salles paroissiales sont l'équivalent des salles communautaires en Ontario, qu'elles sont construites avec les deniers publics provenant des payeurs de taxes, qu'elles sont situées au cœur de la paroisse et que le conseil les utilise pour tenir ses réunions. S'il y a eu des difficultés sur ce point, c'est que notre régime n'est pas celui d'Ontario. Dans notre province, ce sont les contribuables, ce sont les paroissiens qui paient pour les églises, les écoles et les salles paroissiales. Alors, on aurait dû nous accorder des octrois.

En ce qui concerne les salles paroissiales, interrogé à ce sujet, M. Hereford a répondu qu'il faudrait que les salles soient "publicly owned", c'est-à-dire la propriété du public. M. Hereford considère que les salles paroissiales sont confessionnelles, donc qu'elles ne sont pas la propriété du public, comme en Ontario ou dans les autres provinces. Il déclare qu'elles pourraient être réparées si elles appartenaient à la municipalité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande la production du document que l'honorable ministre a lu.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai aucune objection.

L'opposition a prétendu qu'on voulait utiliser l'argent du chômage pour des salles paroissiales ou des écoles; que le gouvernement voulait influencer le clergé. À ce sujet, le député de Trois-Rivières, lorsque le bill du chômage provincial fut passé, disait que le gouvernement voulait corrompre le clergé. Je tiens à éclaircir ce point.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et déclare que de rappeler un débat au cours de la même session va à l'encontre des règles de procédure.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) accepte son point de vue et affirme que certaines

personnes à certains endroits ont dit que le gouvernement avait cherché à faire mainmise sur les églises et les écoles, et à corrompre le clergé en utilisant les fonds de secours pour construire des églises, des écoles et des salles paroissiales. Nous avons adopté cette politique dans le seul but de rendre la loi du chômage plus opérante et de donner du travail aux ouvriers des municipalités où il n'y avait que ces sortes de travaux à exécuter. Nous croyons avoir agi dans l'esprit de la loi et même dans la lettre, car ce sont les contribuables qui paient pour ces constructions. Ottawa a tout simplement mal interprété la loi de Québec. Car nos salles sont aussi la propriété des contribuables. Je soumets que ceux qui viennent prétendre que nous avons passé cette loi pour corrompre le clergé doivent porter la responsabilité de leurs paroles.

Il (l'honorable M. Francoeur) cite la *Gazette du travail*, volume 30, décembre 1930, no 12, page 1455, qui publie une liste des endroits qui ont reçu des secours du gouvernement. Sous le titre: *Loi du chômage*, on y trouve qu'à Timmins, Ontario, la municipalité a reçu une somme de \$11,000 pour divers travaux, entre autres pour travaux au cimetière local; à la page 1459, on constate que la cité de Ladysmith en Colombie anglaise a reçu \$3,000 pour les mêmes sortes de travaux, dont les travaux à son cimetière. M. Hereford nous a répondu: "Les cimetières appartiennent au public."

Mais, c'est la même chose chez nous pour les salles publiques et les écoles; ces constructions sont payées par les contribuables "à large". J'ai dit à M. Hereford que la situation dans ces deux villes est absolument similaire à celle à laquelle la loi de Québec fait allusion. Cependant, Ottawa approuve ces travaux en Ontario et en Colombie anglaise et les refuse dans Québec. Je prétends donc que nous avons le droit de passer une loi pour utiliser l'argent du chômage à ces fins et que nous observions la loi fédérale en agissant ainsi.

L'honorable député de Hull m'a reproché d'avoir dit que la crise du chômage ne se réglerait pas par des lois. Je suis en excellente compagnie pour soutenir cette thèse et je continue d'affirmer ce que j'ai affirmé. J'ai déjà cité les opinions de deux chefs conservateurs.

Je vais en citer un autre à mon honorable ami de Hull. Il trouve peut-être que ça ne compte pas. L'opinion que je veux citer est du président Hoover³⁰ des États-Unis, dirigeant une population de 120,000,000 âmes, qui a déclaré dans son message du 2 décembre dernier au Congrès américain que l'action législative, pas plus que les déclarations des

pouvoirs publics, ne sont un moyen de remédier à la crise. Il faut, pour résoudre ce problème, l'action concertée entre le consommateur et le producteur, et chacun a pour devoir de ne pas se laisser abattre.

Dans le même message, il invitait les citoyens de son pays à ne pas prêcher le pessimisme. Le relèvement économique sera l'œuvre du travail individuel et du travail collectif. Le président Hoover a exprimé une grande vérité lorsqu'il s'est élevé contre une augmentation des impôts destinée à permettre la mise en œuvre de travaux publics.

Je pourrais citer les témoignages de nombreux économistes qui ne sont pas ceux du député de Hull, mais qui sans calcul, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités, cherchent la solution d'une crise qu'ils disent mondiale. La crise économique ne peut donc pas se régler par de la législation et j'ai l'appui dans cette thèse de tous les économistes, à l'exception de celui de Hull. Ceux en contact avec le commerce et l'industrie sont du même avis, et ils ne font pas cette déclaration dans le but d'en retirer un avantage immédiat. Toutefois, nos adversaires crieront encore que nous ne faisons rien pour remédier au chômage. L'honorable député de Hull a bien dit: "Vous n'avez rien fait."

Lors de la dernière session fédérale, lorsque M. King a parlé de la construction du pont de Caughnawaga, auquel le député de Hull faisait allusion hier, c'est M. Bennett qui s'est opposé au projet de loi sous prétexte que ce projet serait un pont à péage. Si ce pont n'a pas été commencé, c'est qu'Ottawa n'a pas payé sa part. Quant au pont de Gaspé, il sera construit par une entreprise privée et les travaux commenceront sous peu. Il en sera ainsi du palais de justice et de la prison de Ville-Marie et du pont de l'île Bizard. Si tous ces travaux avaient été exécutés avant maintenant, que pourrait-on faire pour remédier à la crise du chômage? Ces travaux viennent à point car la crise n'est pas finie. Nous aurons le temps de les faire exécuter avant qu'elle ne soit terminée, car, en dépit des octrois, elle se prolongera encore quelques mois.

Il y a 4,000,000 de chômeurs en Allemagne, la crise sévit en Angleterre, en France, qui jusqu'ici avait été exempte de chômage; l'opinion publique s'émeut. Le député de Hull veut faire croire que si nous avions commencé ces travaux autorisés par la Chambre, il n'y aurait plus de chômage. L'honorable député peut en prendre son parti. On ne sait pas quand la crise du chômage finira, et ce ne sont certainement pas ses discours qui y remédieront.

Un citoyen des Cantons-de-l'Est, un homme d'affaires, me disait ces jours derniers: "Je crois que

nous avons atteint le tréfonds de la crise." Combien cela prendra-t-il de temps pour remonter à la surface? Nul ne le sait. La crise va durer encore plusieurs mois. Il faut donc que la province de Québec se réserve des travaux et ceux qui restent à accomplir viennent à point. Nous allons, au cours de la session, assurer l'exécution de tous les travaux autorisés afin de continuer l'aide aux chômeurs d'ici à quelques mois. L'argent dépensé au Québec pour les travaux publics est de l'argent bien dépensé, et grâce à cet argent, on peut aider non seulement les travailleurs, mais également les manufacturiers et les marchands qui fournissent les matériaux.

(Applaudissements)

On nous dit que nous n'aidons pas les chômeurs. Comment nos adversaires ont-ils traité les chômeurs, eux? Qu'a fait le gouvernement conservateur après le 28 juillet? On a aidé à mettre fin au chômage ici en faisant fonctionner la guillotine conservatrice! Nous avons fait quelque chose pour les chômeurs, nous avons fait beaucoup. Cependant, nous n'avons pas agi comme les agents du fédéral qui ont guillotiné des hommes qui travaillaient à la Commission du port de Québec depuis des années, les jetant ainsi sur le pavé sans raison autre que des raisons politiques. On a fait la même chose à Montréal.

La procession de ces victimes à nos bureaux est lamentable, et nous faisons tout notre possible pour soulager ces braves gens, pères de famille, qui occupaient leur emploi depuis sept ou huit ans et qui croyaient leur position assurée. On les a remplacés dans bien des cas par des hommes qui n'avaient pas besoin de travailler. Partout, de façon radicale, la guillotine a fonctionné contre des gens qui n'avaient qu'un seul tort, celui d'avoir voté pour les libéraux aux dernières élections fédérales. Si c'est là une façon de remédier au chômage, je n'en suis pas.

La Commission du port de Québec, craignant la réprobation publique, a repris 25 % des ouvriers qu'elle avait renvoyés avec un espoir! On espère en vain, car ces hommes sont blessés au cœur par la conduite des conservateurs à leur égard et ils se souviendront, peut-être avant longtemps. Le gouvernement de Québec, pour sa part, n'agira pas comme cela.

L'opposition estime que nous n'avons pas donné suffisamment. Elle eût voulu que nous construisions d'immenses bâtisses. Le député de Hull voudrait-il que nous vidions le Trésor public et que nous fassions des travaux sans raison? La situation serait encore plus grave parce qu'il faudrait remplir le Trésor une fois vidé, ce qui signifierait qu'on

donne d'une main pour reprendre de l'autre. Le président Hoover disait récemment³¹ qu'augmenter les impôts pour faire des travaux serait un non-sens. Il faut que l'industrie privée coopère. Il faut que tous mettent l'épaule à la roue. Nous préférons donner des octrois qui n'augmenteront pas les obligations des contribuables. D'autres part, nous allons réduire les taxes, afin que le contribuable soit soulagé, dans les temps difficiles que nous traversons.

L'honorable député de Hull dit: "Vous changez d'idée!" Il est offusqué parce que nous avons changé d'idée parfois dans l'exécution de notre programme. Mais la politique est faite d'évolution et d'expériences contradictoires. Le député de Hull a parlé une fois de plus de la prison des femmes. Je n'ai pas honte de dire que j'ai dû me corriger. Il est humain de se tromper, et je souhaite que mon ami reconnaisse ses erreurs comme je reconnais les miennes. D'ailleurs, il n'y a pas de mal à changer d'opinion. C'est parce que nos amis n'ont jamais voulu changer d'idée qu'ils sont encore à la même place, dans l'opposition depuis 33 ans.

L'honorable député de Hull a laissé entendre qu'il avait été éconduit hier par le comité du chômage. Il dit qu'on n'a pas voulu répondre à certaines demandes qu'il avait faites. Or, hier, la commission ne siégeait pas. Il s'y est présenté et les employés l'ont fort bien reçu. Il leur a demandé des informations et on lui a répondu poliment. Exigera-t-on qu'on fausse les faits pour le satisfaire?

M. Guertin (Hull): J'ai dit que j'avais été éconduit en ce sens que mes demandes avaient été écartées.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Aucune demande de l'honorable député de Hull n'a été écartée de la façon qu'il le dit. Chaque fois qu'il s'adressera au comité, il recevra toujours une réponse. Les députés de cette Chambre seront toujours les bienvenus au comité et on leur donnera tous les renseignements voulus. Cependant, il faudrait que le député de Hull sache ce qu'il veut. Lorsqu'il ne sait pas ce qu'il veut, il ne peut pas s'attendre à ce qu'on le lui donne. Les employés du comité ne sont pas obligés de le deviner.

M. l'Orateur, l'honorable député de Hull nous a fait un sombre tableau de la situation de notre province qu'il place à la queue de la Confédération. Il nous a dit que le gouvernement, par tous ses octrois, voulait corrompre le peuple. Il en a même conclu que le gouvernement est composé de voleurs. Peu importe ce que le gouvernement fait,

l'opposition y voit le mal. Si on aide les cultivateurs, c'est pour les corrompre. Si les organismes de charité reçoivent de l'aide pendant une période difficile, c'est pour corrompre le clergé. Nous sommes tous des voleurs, et nous courons à la ruine. Sur quoi a-t-il étayé son accusation? Sur rien du tout. Je dirais à l'honorable député de Hull: "C'est une mauvaise tactique!"

Croit-il qu'il va régler la situation en prêchant le pessimisme? Non, ce n'est pas ainsi que l'on gagnera les faveurs de l'électorat. L'histoire est là pour l'établir: le juge qui jugera le gouvernement de Québec sera le peuple de cette province. Ah! Si le jugement était rendu par ceux qui nous attaquent, nous pourrions craindre. Nous n'aurions certainement jamais de chance d'obtenir justice. Mais nous trouvons tout le réconfort que nous pouvons souhaiter dans la pensée que c'est le peuple qui nous jugera.

Selon les députés de l'opposition, le gouvernement est trop vieux et on devrait en changer, mais leurs propos n'ont jamais été pris au sérieux, pas plus que leurs accusations de corruption et de mauvaise administration. Le gouvernement de Québec est chancelant, dit le député de Hull. On a souvent dit cela depuis 1867. Le peuple a jugé nos actes. Depuis 1897, nous avons eu huit consultations populaires. Lors de chaque élection, nous fûmes en butte aux mêmes attaques de la part des oppositionnistes. Toujours, les conservateurs ont essayé par ce moyen d'escamoter le vote populaire. Mais jamais ils n'ont réussi.

Nous avons entendu les mêmes attaques avec des résultats que voici. En 1897, les conservateurs ont été battus et les libéraux ont pris les choses en main, il y a eu 51 libéraux d'élus contre 23 conservateurs; en 1900, 67 libéraux contre 7 conservateurs; en 1904, 67 libéraux et 7 conservateurs. On gardait ses positions. En 1908, après une grande campagne nationaliste, 57 libéraux l'emportaient et 14 conservateurs. En 1912, après la défaite de Sir Wilfrid Laurier³², 63 libéraux contre 16 conservateurs; en 1916, après une campagne où on disait que l'agriculture était ruinée, que tout allait mal: 75 libéraux et 6 conservateurs. En 1919, après la même campagne, 74 libéraux et 5 conservateurs. Ils gardaient leurs chiffres! En 1923, ce fut la vraie campagne: 64 libéraux et 20 conservateurs. C'est là la plus grande victoire du parti oppositionniste sous la direction de M. Arthur Sauvé. En 1927, l'honorable Alfred Duranleau nous disait en Chambre: "C'est la fin", comme nous le répétait le député de Hull. Quel fut le résultat? Soixante-quatorze libéraux, 9 conservateurs. Ils en avaient perdu la moitié.

Ces données révèlent clairement qu'en dépit des dénonciations de l'opposition, la majorité des électeurs continuent de faire confiance aux libéraux, et on peut prédire avec assurance que cette confiance sera facilement maintenue lors du prochain appel aux urnes. Jamais, depuis 33 ans, les conservateurs n'ont pu faire élire deux douzaines de leurs partisans, malgré toutes leurs attaques. Comme on le voit, nos amis n'ont pas eu grand succès dans leurs campagnes. Qu'ils changent de tactique et leurs succès seront plus grands!

Je ne veux pas être désagréable, mais quel fut le résultat dans Hull? Le député de Hull lui-même est un député déficitaire, puisqu'il n'a pas obtenu de majorité sur ses trois adversaires qui ont recueilli tous ensemble plus de suffrages que lui. En 1927, il a obtenu une majorité de 673 voix sur celles de ses trois adversaires, et c'est grâce à la lutte à quatre s'il est passé. Aux prochaines élections, cependant, il n'aura qu'un seul adversaire et pourrait bien ne pas passer aussi facilement! Il pourrait bien être forcé de retourner se promener sur les bords de la Gatineau en mâchant de la gomme! Le peuple va le renvoyer à la gomme.

Ceux qui, en dehors de la Chambre, font une campagne de pessimisme et d'appels aux préjugés ne font qu'empirer la situation au lieu de l'améliorer. De tout temps, la médiocrité a voulu s'élever sous prétexte d'avoir du génie et elle a dépassé la raison. Ce qu'il faut actuellement à la province, c'est la collaboration de tous les esprits de bonne volonté. Quant à nous, le peuple nous rendra un verdict favorable, car nous aurons des actes à lui montrer. Les œuvres de notre gouvernement le rendent plus solide que jamais.

M. l'Orateur, j'ai été trop long...

Des voix: Non. Non.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je devais cependant rétablir la vérité. En tout temps, les médiocrités ont essayé de profiter des jours de malheur. Le Parti libéral n'a pas gagné ses victoires par des appels aux préjugés. Quant au gouvernement libéral que l'on a accusé d'être un vieux parti, il est allé au peuple bien pensant de cette province, qui est sa fontaine de Jouvence, pour se rajeunir et se régénérer. Après chaque élection, il est sorti rajeuni de la lutte.

Quelle que soit la date des prochaines élections, quels que soient les cris et les appels aux préjugés de l'adversaire, le gouvernement libéral répondra par des actes, et c'est avec des actes qu'il se

présentera encore une fois devant le peuple. Il offrira à la province toute la législation contenue dans le discours du trône et accentuée dans le discours du budget, et Québec lui conservera ses faveurs. Le verdict du peuple sera ce qu'il a été dans le passé.

(Applaudissements prolongés)³³

M. Fisher (Huntingdon)³⁴: (Applaudissements à gauche) M. l'Orateur, c'est avec plaisir que je me permets de présenter quelques réflexions, assaisonnées de la critique nécessaire pour rendre le débat intéressant.

Il convient de féliciter le gouvernement pour le choix du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) comme ministre de l'Agriculture. Je suis heureux de constater que le premier ministre a enfin compris et s'est décidé à reconnaître que ce département important devrait être administré, sinon par un cultivateur pratique, du moins par un homme qui en a une connaissance approfondie et qui est intimement lié à cette profession. Je tiens aussi à féliciter le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) de sa nomination comme ministre des Travaux publics et du Travail qui vient de nous faire un si beau discours.

Voilà deux jeunes ministres³⁵ qui possèdent des talents particuliers. J'espère et j'ai confiance qu'ils sauront les mettre à profit pour le plus grand bien de la population de cette grande et vénérable province et se rendront dignes de passer à la postérité.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de représenter le comté de Huntingdon qui est exclusivement agricole. La question agricole est donc de la plus haute importance pour mes électeurs. Mais, avant de discuter plus avant la question agricole, il est d'autres choses que je voudrais dire. Je veux exprimer ma gratitude aux citoyens de mon comté qui m'ont élu.

Depuis la dernière élection partielle dans le comté de Huntingdon, le comté clé de la province de Québec comme l'appellent certains orateurs, on a beaucoup dit et écrit au sujet du supposé manque d'intelligence que les électeurs de ce comté auraient manifesté en refusant d'élire le trésorier provincial³⁶ choisi et nommé par le premier ministre, soi-disant pour représenter la minorité protestante dans le gouvernement de cette province.

Mais, parmi les électeurs du comté de Huntingdon, on s'est demandé si le premier ministre était bien sincère sur ce point. Était-il sincère envers la minorité protestante? S'il était vraiment sincère, pourquoi alors n'a-t-il pas choisi comme trésorier provincial un de ses partisans dans les rangs de ses

propres députés protestants, un homme qui avait été régulièrement élu par la minorité protestante, et un député du Parti libéral? Il pouvait choisir parmi des hommes d'une grande habileté financière et d'une longue expérience parlementaire, tels le député de Shefford (M. Bullock)³⁷ et le respecté député de Brome (M. Oliver)³⁸, qui est décédé depuis, au lieu de demander au comté de Huntingdon d'offrir l'hospitalité à un étranger.

M. l'Orateur, quelles qualifications faut-il pour être trésorier provincial? Faut-il être avocat, médecin, notaire? La *Gazette*, dans ses commentaires sur le candidat désirable comme ministre des Finances, déclarait que les principales qualités nécessaires sont avant tout l'expérience parlementaire et un bon sens des affaires. Et la preuve, nous l'avons trouvée dans feu l'honorable M. J. A. Robb³⁹, un des plus grands ministres des Finances qui soient passés à Ottawa. C'était un homme d'éducation ordinaire, un homme d'affaires très averti et d'une belle expérience parlementaire que personne ne peut contester. M. l'Orateur, je crois que, dans cette élection, les électeurs du comté de Huntingdon ont aperçu le camouflage qui déparait le magnifique tableau brossé par le premier ministre.

La province de Québec est le plus beau pays qui soit au monde, dotée d'immenses ressources naturelles, mines, pêcheries, forêts, d'énormes pouvoirs hydrauliques, de grandes terres fertiles. Sa population est faite d'une race de gens industriels, intelligents et énergiques. Et cependant, malgré un actif aussi merveilleux, nous sommes plongés dans la plus rude dépression économique. Les cultivateurs ne peuvent vivre sur les terres; ils sont écrasés sous les dettes personnelles et municipales. Les ouvriers chôment; les conseils municipaux sont poursuivis par le gouvernement parce qu'ils retardent de payer leurs taxes et, chaque année, le peuple courbe l'échine sous le fardeau des taxes. Est-ce là ce qu'on appelle la prospérité de notre province?

J'ai dans mes mains une annonce publiée par le gouvernement et qui se lit comme suit: "Progrès et prospérité dans Québec." Où est cette prospérité? L'agriculture est-elle prospère? Récemment, a-t-elle fait des progrès? Un ancien ministre de l'Agriculture (M. Perron)⁴⁰ a déclaré qu'elle était dans un état déplorable et qu'il faudrait prendre des mesures énergiques pour la faire revivre. C'est une déclaration inquiétante faite par un gouvernement qui a été aussi longtemps au pouvoir que la présente administration.

Est-ce que l'abandon des fermes, les taxes qu'on ne peut payer, les poursuites du gouvernement

pour percevoir les dettes échues des conseils municipaux, poursuites qui ont été instituées par centaines l'an dernier, est-ce que tout cela signifie la prospérité pour les cultivateurs de Québec? Est-ce que les soupes gratuites, la distribution gratuite du pain que l'on voit dans les grandes villes de notre province signifient la prospérité pour l'ouvrier de Québec?

M. l'Orateur, la dépression dans cette province est causée par la politique ruineuse de la présente administration, avec son avidité de l'argent. Si nous souffrons d'une crise, c'est que nous sommes trop taxés. Le gouvernement a imposé un système de taxation tel qu'il a arraché à la population de cette province, durant la dernière année, la somme imposante de \$43,585,000. Faut-il s'étonner, M. l'Orateur, que la population de cette province se trouve dans une situation précaire? Un vieux proverbe affirme que: "Lorsque le cultivateur est prospère, tout le monde est prospère."

Lorsque les cultivateurs de cette province n'ont pas d'argent pour acheter les marchandises fabriquées dans les usines et les manufactures de cette province, où est l'artisan qui pourra trouver de l'ouvrage? Le cultivateur dépend de la prospérité de l'artisan et l'artisan doit compter sur la prospérité du cultivateur. Leurs intérêts sont communs et ne peuvent être dissociés sans que les deux ne soient atteints. M. l'Orateur, quel est le remède à ces maux? Toutes les suggestions et initiatives de l'administration actuelle sont de simples palliatifs, qui ne pourront jamais guérir.

Il est vrai que le gouvernement présente des mesures remédiatrices à cette session, telles que la réduction du taux d'intérêt en vertu de la loi des bonnes routes, la suppression des taxes sur l'inspection électrique, la réduction des droits de succession, élevés l'an dernier, et la suppression de la taxe sur les tiges de paratonnerre. Je constate avec plaisir que le premier ministre annonce l'abolition de la taxe sur les tiges de paratonnerre. C'est une nouvelle plutôt amusante à annoncer en plein hiver alors qu'il n'y a pas d'orages électriques à craindre. Je voudrais demander au premier ministre si la grosse tempête qui a éclaté le 4 novembre dernier⁴¹ ne l'a pas porté à cette bonne action.

Le premier ministre a déclaré dans cette Chambre que l'électorat applaudira à deux mains la diminution des taxes. Je suis parfaitement de l'opinion du premier ministre, mais ça me paraît un cadeau de Noël qui arrive en retard et qui n'a pas été fait à Noël dernier, et je ne suis pas sûr qu'il en recevra le fruit à la prochaine élection.

M. l'Orateur, nous sommes surpris que dans toutes les mesures de secours offertes par le gouvernement, on n'ait rien fait pour réduire les licences d'automobile. Si le gouvernement était vraiment sincère dans ses projets de secours, c'eût été le bienfait le plus apprécié et un des plus utiles au cultivateur et, en fait, à tous les citoyens.

Je tiens à rectifier une déclaration faite dans cette Chambre par le ministre de la Voirie et des Mines (l'honorable M. Perrault) quand il déclarait que les cultivateurs et les ouvriers ne payaient aucune taxe. Je suis surpris. Qui paie les licences d'automobile?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai dit que les cultivateurs ne paient pas de taxes comme cultivateurs.

M. Fisher (Huntingdon): Qui a payé le revenu produit par les permis d'automobiles, perçu par le gouvernement, et qui se chiffre à \$5,268,000? Et la taxe de la gazoline, qui a produit \$3,972,387? Est-ce que les cultivateurs n'ont pas payé leur part? De plus, les cultivateurs de cette province ont été forcés de payer de grosses sommes d'argent pour l'amélioration des chemins, et aujourd'hui, les mêmes cultivateurs ne peuvent plus passer avec leurs voitures à chevaux sur ces chemins encombrés par suite du trafic des touristes, des voitures de compagnies de transport, de camionnage, des autobus et des véritables trains de marchandises qui monopolisent les chemins.

Le cultivateur, avec son cheval et sa voiture, doit ou prendre le fossé ou rester chez lui. Et, pour se servir des chemins qu'il a déjà payés, il est forcé d'acheter une auto pour sa famille et un camion pour aller porter ses produits au marché. Il doit joindre les rangs de la brigade motorisée.

Pour avoir la permission de conduire son auto et son camion sur ses propres chemins, le cultivateur doit payer des taux exorbitants au gouvernement. Ainsi, la licence pour une auto à voyageurs à cinq places est de \$20. Une licence de chauffeur pour quatre membres d'une famille coûte \$20; un permis pour un camion est de \$30, ce qui fait une somme totale de \$70 que le cultivateur débourse s'il a un camion pour aller vendre ses produits.

Comparez ces chiffres avec les prix payés dans la province d'Ontario. La licence d'auto est de \$5; le coût d'une licence de chauffeur dans une famille de quatre est de 50 cents pour chaque personne. Le permis pour un camion est de \$1. Somme totale \$8. Alors, en Ontario, il n'en coûte

que \$8 pour toutes les licences dont je parle. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que si un cultivateur, en Ontario, paie un permis pour une auto, il peut obtenir le permis pour son camion au prix des plaques, soit \$1.

M. l'Orateur, la grande différence dans le coût des permis d'auto et de camion dans Québec et dans Ontario, notre gouvernement prétend qu'elle est attribuable au fait que nous avons construit des chemins merveilleux dans notre province. Le gouvernement se vante de ses bonnes routes. Mais, si quelqu'un des messieurs ici présents a jamais eu le plaisir de parcourir la province d'Ontario, il constatera que les chemins ne cèdent en rien aux systèmes routiers de tout le Canada.

Notre gouvernement se vante du surplus qu'il a présenté à la fin de l'année et affirme que l'Ontario a eu un déficit de \$628,000. Il tente de prouver par là que la province de Québec est administrée de façon beaucoup plus économique. Mais personne n'a fait de comparaison entre les dépenses de l'Ontario et du Québec. Examinons les dépenses dans les deux provinces. Québec a dépensé pour l'instruction publique \$4,210,230 et, pour sa voirie, la somme de \$10,931,168, soit un total de \$15,141,398.

Et que voit-on en Ontario? L'Ontario a dépensé \$11,774,000 pour l'instruction publique et \$17,900,000 pour la voirie, soit un total de \$29,674,000. Ajoutez à cela que l'Ontario a payé \$6,000,000 pour la pension de vieillesse, alors que Québec n'a rien payé du tout. Soustrayez cette somme du fameux surplus et vous aurez un gros déficit pour notre province.

M. l'Orateur, en 1919, le programme libéral portait que le taux annuel d'intérêt payé par la province était la meilleure preuve du poids que les contribuables de cette province avaient à porter. En 1920, avant cette merveilleuse ère de prospérité dont nous a parlé le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), l'intérêt payé sur la dette consolidée s'élevait à \$1,568,684.35; l'intérêt payé sur la dette non consolidée s'élevait à \$234,075.22. Total: \$1,802,759.57. En 1930, l'intérêt sur la dette consolidée était de \$2,731,385.66; l'intérêt payé sur la dette non consolidée était de \$572,586.51. Total: \$3,303,972.17.

Ce qui fait une augmentation d'intérêt en 10 ans de \$1,501,212.60, soit une augmentation de 82 %. Sans considérer aucune des nouvelles taxes imposées par le gouvernement libéral depuis 1897, mais à compter seulement de 1920, année où le premier ministre actuel a pris charge des affaires de cette province, nous trouvons que pour une année seulement, l'année fiscale 1929-1930, le revenu

produit par les nouvelles taxes depuis 1927 est de \$17,067,817.24. Ce total est formé par les articles suivants:

Recettes de la	
Commission des liqueurs	\$8,560,791.76
Protection contre les incendies	262,524.27
Recettes spéciales de la Commission	
des liqueurs	1,000,000.00
Taxe sur la gazoline	3,972,038.65
Taxes sur le transport des propriétés ..	76,649.77
Taxe d'amusement	2,610,308.55
Revenus des fonds d'hygiène	235,125.88
Produits des péages sur les ponts	350,378.36

Je pourrais ainsi attirer l'attention de la Chambre sur le dernier article, soit les taux de péage. Dans le programme libéral de 1919, page 92, Sir Lomer Gouin⁴² promettait d'abolir les péages sur les ponts, qu'il appelait des vestiges du passé. En 1912, le premier ministre actuel était ministre des Travaux publics⁴³ et il a présenté, à cette Chambre, un bill⁴⁴ dont le préambule disait ce qui suit:

"Attendu qu'il y a dans la province un grand nombre de ponts, chemins et barrières de péage;

"Attendu que ces ponts, chemins et barrières sont une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques." (2 George V, 1912, chapitre 2)

Depuis qu'il est devenu premier ministre, il a oublié et négligé de s'occuper de ce fameux bill, et nous devons encore subir la plaie des ponts de péage exploités annuellement au taux de \$350,000.

Au sujet des dettes et des taxes, que nous trouvons dans les statistiques publiées par le gouvernement, nous trouvons que l'évaluation totale de toutes les propriétés mobilières et immobilières des municipalités rurales de cette province se chiffre à \$355,048,473, et que ces mêmes municipalités ont des dettes qui se chiffrent à \$360,269,108. Ce qui veut dire en d'autres mots qu'elles doivent \$5,220,635 de plus que leur valeur.

J'ai écouté le beau discours du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur). Je suis surpris de la façon dont il a traité certains membres de l'opposition. S'il faut avoir recours à de semblables procédés, autant dire que personne ne fera plus de politique.

(Applaudissements à gauche et rires à droite)

L'honorable ministre a fait des personnalités...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je soulève un point d'ordre. L'honorable député de

Huntingdon n'a pas le droit de dire que l'honorable ministre des Travaux publics a fait des personnalités.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il a certainement fait des personnalités.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a dit des choses qu'il n'oserait pas répéter à Hull.

Des voix ministérielles: Ce n'est pas sur le point d'ordre, cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que l'honorable député de Huntingdon a parfaitement le droit de donner d'une façon courtoise son appréciation sur le discours prononcé par l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur). De plus, on ne devrait pas interrompre un nouveau membre de cette Chambre.

M. Fisher (Huntingdon): Pour revenir aux taxes, je dirai que bien des municipalités en ont souffert au point qu'elles ont été conduites aux portes de la banqueroute. Il n'y a pas le moindre doute, en terminant, que le gouvernement savait que les municipalités rurales étaient en banqueroute l'automne dernier, lorsqu'il a confié les finances de cette province à un syndic de faillites. Je remercie la Chambre de sa bonne attention.

M. Delisle (Chicoutimi): M. l'Orateur, il est 6 heures.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45⁴⁵

Commission métropolitaine de Montréal

Un député pour M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

M. Guertin (Hull) demande où se trouve le parrain du bill, le député de Mercier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il se trouve probablement avec le chef de l'opposition (M. Houde), qui est absent pour le moment.

Il (l'honorable M. Taschereau) mentionne au député de Hull qu'il a appris que Bernard Schwartz a été élu conseiller municipal avec une majorité de 113 votes à l'élection partielle tenue dans le quartier Saint-Laurent⁴⁶.

M. Guertin (Hull): C'était le candidat du premier ministre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement, tous mes candidats sont élus.

Adopté. La Chambre se forme en comité plénier. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill⁴⁷.

Règlements et résolutions de Saint-Hyacinthe

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier bill 102 ratifiant les règlements nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Phaneuf (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Collège commercial de Saint-Césaire

M. Bernard (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bernard (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
Joseph Masson**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ventes à G. Rémillard
et à Montreal Airdrome Ltd.**

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
J.-O. Villeneuve**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie des tramways
de Verchères, Chambly et Laprairie**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Adopté.

En comité:

M. Guertin (Hull) demande des explications.

M. Casgrain (Témiscouata): La compagnie demande que le délai de deux ans qu'elle a pour compléter sa voie ferrée soit porté à cinq ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie ne peut pas aller plus vite que le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous n'allez pas très vite, vous autres non plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces compagnies retardent le progrès en n'exécutant pas leurs travaux.

M. Guertin (Hull): Combien de milles reste-t-il à construire?

M. Casgrain (Témiscouata): Environ 50 milles.

M. Guertin (Hull): De quel endroit à quel endroit?

M. Casgrain (Témiscouata) décrit le tracé de la voie à construire.

J'ajoute, dit-il, que si la compagnie n'a pas commencé sa voie ferrée, c'est peut-être parce qu'elle a eu peur en entendant l'opposition dire que tout va mal dans la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député admet que l'opposition a de l'influence, puisque la province croit ce qu'elle dit. J'espère que le député de Témiscouata saura répéter à ses électeurs que l'opposition est assez puissante pour influencer sur les décisions du gouvernement.

M. Guertin (Hull): Je m'objecte à ce bill qui accorde le privilège à une compagnie de retarder l'exécution de ses travaux. Il est temps de confier à un autre groupe le gouvernement de la province.

M. Gauthier (Portneuf): Est-ce que les députés auront des passes sur ce chemin de fer?

M. Casgrain (Témiscouata): Certainement, comme sur les autres chemins de fer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est très important, car plusieurs députés de la droite auront un grand voyage à faire aux prochaines élections.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je suis complètement opposé à ce que nous votions ce bill pour une compagnie qui n'a rien fait. Quand nous dirons à la population ce qui se passe en Chambre, le peuple comprendra, j'en suis sûr. Le gouvernement, par les ministres, nous fait traiter de démagogues. La démagogie, c'est de faire adopter des bills comme celui-là.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier courant: "Que

M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Delisle (Chicoutimi)⁴⁸ (Applaudissements) félicite le gouvernement pour ses politiques constructives, qui ont été les principaux moteurs de développement et de progrès dans la province au cours des 30 dernières années. Il souligne les avantages dont pourront bénéficier les classes ouvrière et agricole grâce aux mesures annoncées dans le discours du trône.

Je me réjouis tout particulièrement de l'attention que le gouvernement accorde aux ouvriers et aux cultivateurs, et je félicite le gouvernement de continuer sa politique constructive en présentant cette année un grand nombre de nouvelles mesures pour le plus grand bien de ces deux classes principales de la province.

À entendre les critiques acerbes de l'opposition, nous serions portés à croire que le gouvernement fait moins cette année pour ces classes qu'il n'a fait dans le passé. J'aurais pourtant cru qu'en ces jours de crise, que la province et le pays connaissent en ce moment, nous aurions pu compter sur l'appui de nos amis de la gauche, afin de faire diminuer le malaise qui existe et d'aider les classes laborieuses. Je m'étais trompé. L'opposition, bien qu'ayant tout à fait le droit de critiquer, ferait mieux de se rendre utile au gouvernement en présentant des suggestions pratiques, au lieu d'essayer de lui rendre la tâche plus difficile.

Je ne suis pas étonné de l'attitude des députés de la gauche, considérant qu'ils sont déçus du fait que le gouvernement intensifie le travail qu'il fait pour le bien de la population de la province. Le débat qui s'est engagé sur le budget me laisse entendre que l'opposition a l'intention de continuer les luttes du passé à propos de tout. C'est bien son affaire, mais elle en portera la responsabilité.

Les nouvelles mesures que présente le gouvernement libéral s'étendent à tous les domaines. Nous avons déjà maintes fois ressenti chez nous les bons effets de cette politique. La région du Saguenay, que je représente, a profité de la générosité du gouvernement, qui lui a offert de l'aide pour ses écoles et ses institutions de bienfaisance, et le secrétaire provincial (l'honorable M. David) vient d'annoncer qu'une somme de \$200,000 a été votée pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Vallier, et une autre somme de \$200,000 a été accordée pour l'orphelinat. Devant ce bon vouloir du gouvernement pour mieux soulager les orphelins et les vieillards, on se demande comment il se fait que les bons amis de la

gauche nous attaquent encore au sujet des pensions aux vieillards et aux orphelins.

Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a reproché au gouvernement de Québec de n'avoir pas donné de pensions aux vieillards. Mais le gouvernement a eu raison, puisque l'honorable M. Richard B. Bennett a jugé que c'est le fédéral qui doit payer ces pensions. Le député de Maisonneuve a bien compris que cette question de pensions ne ressortait pas des provinces, quand l'été dernier, au cours d'une assemblée à Montréal, il a posé à l'honorable M. Bennett la question suivante: "Nous promettrons-vous de donner des pensions aux vieillards, sans que les provinces ne soient appelées à y contribuer?"

L'honorable M. Bennett a alors répondu que le fédéral serait en mesure de supporter seul les frais de ces pensions. Il a ajouté que le fédéral prendrait à sa charge les pensions des vieillards dans toutes les provinces.

Je viens d'un comté essentiellement agricole et mes électeurs apprécient grandement les nouvelles lois que le gouvernement a adoptées en leur faveur. Le gouvernement a été généreux dans son appui à la création des écoles d'agriculture et il n'a pas dévié de cette politique bien définie.

Les nombreuses mesures présentées aideront la classe agricole: remise de la dette de \$17,000,000 aux municipalités; réduction de l'intérêt pour les prêts agricoles; octrois pour permettre aux cultivateurs d'engraisser leurs terres; augmentation des octrois pour le drainage et l'égouttement des terres. Ces octrois permettront aux cultivateurs de chez nous d'exploiter d'immenses savanes une fois qu'elles auront été drainées. Je me demande si l'opposition a fait autant que cela pour les cultivateurs.

Qu'est-ce que l'opposition a fait pour les cultivateurs? Un jour, il y a un de nos amis de l'opposition qui, après avoir cherché, s'est écrié: "Eurêka!" On a formé une compagnie, puis on a vendu des obligations partout en disant: "Voici la fortune avec ses parts de mines." Tout le monde se souvient de la vente des parts de mines aux cultivateurs. Une interpellation a été faite en cette Chambre à ce sujet⁴⁹. Cette compagnie portait le nom d'Eurêka. Seulement, on s'est aperçu dans la suite que l'on avait oublié d'acheter des terrains miniers. Cette désastreuse entreprise a fait perdre \$20,000 au public.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je demanderais à l'honorable député de ne pas faire d'avancés. Il vient de parler de \$20,000.

M. Delisle (Chicoutimi): Cette compagnie a vendu au public 65,000⁵⁰ parts à 25 cents.

M. Tremblay (Maisonneuve): Tâchez donc de savoir ce dont vous parlez.

M. Delisle (Chicoutimi) loue le travail fait par les honorables MM. Caron et Perron⁵¹, et il rappelle que ce dernier insistait sur la nécessité pour les cultivateurs d'avoir recours aux conseils des agronomes et autres techniciens de la province qui sont à leur service, pendant que les oppositionnistes traitaient ces derniers de colporteurs politiques. Il reproche à l'opposition de n'avoir rien fait pour aider les cultivateurs et cite un appel de l'honorable M. Perron.

M. Crépeau (Sherbrooke): Où M. Perron a-t-il prononcé ce discours?

M. Delisle (Chicoutimi): À l'exposition d'hiver de Sherbrooke, en 1929.

M. Crépeau (Sherbrooke): En 1930.

M. Delisle (Chicoutimi): Oui, en 1930.

M. Crépeau (Sherbrooke): Il n'était pas là, M. Perron. C'est le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) qui représentait le gouvernement.

M. Delisle (Chicoutimi): Si M. Perron n'était pas là, son appel a été adressé à Sherbrooke et les journaux l'ont publié.

Il (M. Delisle) applaudit au geste du gouvernement qui, après avoir présenté la loi des accidents du travail et en avoir fait un loyal essai, donne aujourd'hui encore plus aux travailleurs. Voilà, dit-il, un geste auquel la classe ouvrière applaudit. Il sera impossible avec la nouvelle loi pour les compagnies de mettre au rancart des ouvriers qui sont âgés de 40 à 45 ans et non atteints de maladies. Le gouvernement a voulu faire plus. Il nommera un nouveau ministre du Travail⁵² qui représentera dignement les ouvriers. J'espère que ces derniers recevront ses conseils, comme les cultivateurs ont reçu ceux du ministre de l'Agriculture. J'espère que le gouvernement sera aussi heureux dans ce choix qu'il l'a été pour le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

Il (M. Delisle) dénonce le député de Hull (M. Guertin), qui a critiqué le premier ministre pour la manière dont celui-ci a reçu les représentants du

clergé qui s'étaient présentés pour discuter de la possibilité de réduire le nombre de permis d'alcool dans la province. Il (M. Delisle) donne lecture d'une lettre⁵³ de Sir François Lemieux pour démontrer que la délégation de curés qui s'est présentée récemment chez le premier ministre a été bien accueillie.

CABINET DU JUGE EN CHEF

Québec, le 19 janvier 1931

L'honorable L.-A. Taschereau, c.r.
Bâtonnier
Premier ministre
Québec

Cher Monsieur le Premier,

Je vous remercie affectueusement de la réception cordiale que vous avez faite à la délégation composée, en grande partie de MM. les curés de Québec et d'un grand nombre de citoyens au sujet de la loi des liqueurs.

Je suis sous l'impression que la délégation, que vous avez reçue à ma demande, est partie satisfaite de l'entrevue qu'elle a eue avec vous et des explications que vous avez bien voulu donner à la suite des remarques faites par les membres de la députation.

Veuillez agréer, cher Monsieur le Premier, mes sentiments respectueux.

Votre tout dévoué,

(Signé) F.-X. Lemieux
Juge en chef

Pendant que le député de Hull (M. Guertin) dit que le gouvernement devrait réduire les ventes d'alcool, son chef, le maire de Montréal, insiste, à l'intérieur et à l'extérieur de cette Chambre, pour que les épiceries aient le droit de vendre de la bière et du vin. Je me demande quelle opinion il a de son chef.

Il (M. Delisle) passe au domaine des ressources naturelles. La protection des forêts, dit-il, a donné des résultats merveilleux. Cette richesse nationale est entre bonnes mains, et elle sera toujours bien conservée. On nous a reproché d'avoir accepté le capital étranger, mais bien à tort, car avec le nôtre, nous n'aurions pu développer ainsi nos ressources forestières. Le gouvernement a contribué au développement des riches ressources minières de la province en prolongeant les voies ferrées et en construisant des routes qui feraient la fierté de

n'importe quelle province. Je le félicite d'avoir aidé le chemin de fer qui permettra le développement du district qui entoure Chibougamau où se trouvent d'immenses ressources naturelles.

On a reproché au gouvernement la perte du Labrador, mais les adversaires du gouvernement ont omis de parler de l'acquisition de l'Ungava sous le régime libéral. C'est le gouvernement de Québec qui a obtenu pour notre province le territoire de l'Ungava.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui l'a donné à la province de Québec?

M. Delisle (Chicoutimi): Ça pourrait être un gouvernement conservateur d'Ottawa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est cela.

M. Delisle (Chicoutimi): La gauche ose encore fermer les yeux devant toutes les œuvres accomplies par le gouvernement du Québec. Elle veut saper à la base le monument d'œuvres du Parti libéral; mais la province saura les conserver et les défendre. On pourra jeter une ombre dessus, mais la vérité finira par briller, elle viendra encore dissiper ces ténèbres. L'opposition a encore beaucoup à faire avant de mériter l'appui du peuple.

(Applaudissements à droite)

M. Renaud (Laval): M. l'Orateur, j'ai cru qu'il était de mon devoir d'ajouter quelques paroles. Mon bon ami de Chicoutimi nous a dit sa joie de voir le gouvernement aider les cultivateurs. Il a oublié que c'est l'opposition qui a réclamé ces mesures. En 1919, j'ai prétendu que la loi des bons chemins avait été la ruine des cultivateurs. L'avenir nous a donné raison. Le gouvernement a admis qu'il n'avait pas l'expérience voulue.

Chez nous à Saint-Léonard-de-Port-Maurice, nous avons été les premiers à faire des routes, et nous payons depuis 22 ans un chemin qui nous a duré deux ou trois ans. Nous avions payé \$58,000. Le ministre du temps, l'honorable M. Tessier⁵⁴, nous a envoyé un inspecteur qui nous a demandé encore \$13,000, le gouvernement payant lui-même un autre \$13,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En quelle année, cela?

M. Renaud (Laval): En 1919, sous le régime libéral. J'ai dit: "Vous ne nous ferez pas payer cela." J'ai pris sur moi de faire faire les travaux. Nous avons sauvé \$9,000 à notre municipalité et \$13,000

au gouvernement. Les cultivateurs n'en ont donc pas eu pour les 50 % qu'ils ont payés. Je crois qu'il faut blâmer l'ignorance des ingénieurs du ministère au moment où la politique des bons chemins a été adoptée en 1912.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Renaud (Laval): Aujourd'hui, le gouvernement décide d'ôter le 1 % et, l'an prochain, il abolira l'intérêt. Si le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) veut rendre justice aux municipalités qui ont fait des routes les premières, il devrait mettre sa loi rétroactive. Des cultivateurs qui ne payaient que \$20 de taxes par année en paient maintenant \$75 et \$100. Et le gouvernement vient dire qu'il a aboli les taxes dans les campagnes.

M. Lamoureux (Iberville): Dans le comté d'Iberville, nous avons fait des routes et les cultivateurs n'ont pas trouvé que ça coûtait trop cher.

M. Renaud (Laval): Si l'honorable député d'Iberville est satisfait, je suis satisfait pour lui; mais d'autres ne le sont pas et je ne le suis pas non plus.

M. Lamoureux (Iberville): Si l'honorable député de Laval me permet, je lui demanderai ceci: S'il aime tant les cultivateurs, pourquoi ne vous êtes-vous pas intéressé à l'Association des producteurs de lait qui s'est réunie ces jours derniers à Québec? Au lieu de cela, vous vous êtes enfui.

(Rires dans les tribunes du public)

M. l'Orateur suppléant avertit le public des tribunes que leurs manifestations ne sont pas permises.

M. Renaud (Laval) (En colère) demande de rappeler son collègue à l'ordre.

M. l'Orateur suppléant rappelle à l'ordre le député d'Iberville.

M. Renaud (Laval): Il doit y avoir un moyen de s'entendre entre cultivateurs. Je suis pour les producteurs de lait, mais je ne veux pas qu'ils aient à passer par la coopérative, sous le contrôle du gouvernement. Puisqu'on aide les universités en leur donnant des millions, qu'on aide les cultivateurs! Le député d'Iberville est devenu actionnaire de l'Association des producteurs de lait. Il a dit: "Vous obtiendrez \$30,000 du gouvernement si vous

souscrivez \$20,000." J'aime mieux demander aux actionnaires de souscrire \$40,000 et ne pas avoir affaire au gouvernement.

(Se tournant vers M. Lamoureux) Le député d'Iberville me répondra maintenant, lui qui a toujours été sur la clôture et ne vote pas suivant ses convictions. J'ai toujours eu le courage de voter selon mes convictions, et c'est plus qu'on peut en dire du député d'Iberville.

M. Lamoureux (Iberville): Je dirai au député de Laval que je voterai comme je l'entends.

M. Renaud (Laval): Qu'est-ce que l'agriculture a obtenu des mesures du gouvernement? En donnant des octrois aux riches, on n'aidera pas les cultivateurs pauvres. Le moyen d'aider le cultivateur, de lui rendre son crédit, c'est de faire comme en Nouvelle-Zélande et en Australie.

Il est grave qu'autant de beurreries et de fromageries dans la province aient dû fermer en raison du traité conclu avec la Nouvelle-Zélande. De grandes quantités de lait et de crème sont envoyées en ville et vendues au détriment des cultivateurs qui ne peuvent plus se rendre aux beurreries ni aux fromageries. Il faut que le gouvernement mette l'épaule à la roue. Il faut donner des octrois pour rouvrir nos beurreries et nos fromageries. Le lait doit rester à la campagne. Aucun sacrifice de la part du gouvernement ne sera trop grand, s'il sert à corriger la situation. Les cultivateurs sont prêts à travailler fort, même très fort, pourvu que les résultats soient pour le moins raisonnables.

La grande plaie de la province est le manque d'animaux. Je ne suis pas pour critiquer tout ce que le gouvernement fait. Je suis pour la science agricole. Le gouvernement a des agronomes. Qu'il les mette à la disposition de nos cultivateurs pour qu'ils leur enseignent à avoir soin de leur stock comme les cultivateurs d'Ontario! La semaine dernière, nous avons importé 120 chars d'animaux pour alimenter rien que la ville de Montréal. Il ne s'agit pas de critiquer réellement un gouvernement, mais de donner tout ce qu'il y a de bon, tout ce que l'on peut connaître de bon, dans l'intérêt de tous.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) fait un signe d'approbation.

M. Renaud (Laval): Je suis heureux que l'on ait décidé d'indemniser les cultivateurs dont les animaux sont abattus à cause de la tuberculose⁵⁵. Mais que l'on me rende le témoignage que c'est ce

que j'ai demandé. Le stock d'un cultivateur est comme sa propriété. Si on l'abat, qu'on le paie. Les institutions financières ne veulent plus prêter aux cultivateurs parce qu'elles savent à quel point leur situation est difficile. Alors, à moins qu'on ne soulage les cultivateurs du fardeau de taxes qui leur est imposé, les campagnes se videront partout dans la province. Je suis satisfait de ce que fait le gouvernement, mais la loi devrait être rétroactive. Quand on traverse des temps de crise, il faut travailler la main dans la main en oubliant les mesquineries politiques.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Très bien, très bien.

(Le député de Laval va reprendre son siège, mais le député de Sherbrooke lui passe une lettre.)

M. Crépeau (Sherbrooke) prie le député de Laval de la lire.

M. Renaud (Laval) (Après quelque hésitation) accepte de lire ce qu'on lui a remis.

M. l'Orateur, on a lu une lettre en Chambre aujourd'hui. Le député de Chicoutimi nous a lu une belle lettre de Sir François Lemieux. Moi, je vais lui en lire une aussi. Est-ce que le premier ministre a lu la lettre suivante adressée à M. Charles Bourassa, administrateur du journal *Le Canada*⁵⁶ de Montréal, par quatre chroniqueurs de ce journal. M. J.-E.-A. Pin, M. George Oliver, M. Louis Larivée et M. Dominique Laberge.

Il lit la lettre suivante:

Lettre de démission
des rédacteurs du *Canada*

Montréal, le 28 janvier 1931

M. Charles Bourassa
Directeur-Gérant
Le Canada
rue Saint-Jacques-Ouest
Montréal

Cher Monsieur,

Nous regrettons infiniment d'avoir à vous aviser que nous quitterons *Le Canada* le 4 février prochain.

Nous le faisons, forcés par le dégoût et le mépris que suscite en nous la politique suivie par notre journal depuis surtout quelque temps. Libres nous avons toujours été, et libres nous voulons rester. C'est pourquoi nous avons décidé de transporter nos pénates ailleurs⁵⁷ où vous entendrez parler de nous fort probablement.

Vous ne vous étonnerez pas de ce que nous vous présentons directement notre démission. Nous ne voulons pas déchoir en la soumettant à ce prétentieux individu, ni chair, ni poisson, ni rouge ni bleu, qui a pour nom Olivar Asselin⁵⁸.

Cordialement à vous,

J.-E.-A. Pin, chroniqueur municipal et des questions ouvrières,

Geo. Oliver, chroniqueur financier,

Louis Larivée, chroniqueur sportif,

Dominique Laberge, courriériste parlementaire et critique de théâtre.

Témoin: Romuald Tremblay, chef d'information.

De son côté, M. J.-A. Choquette, agent de publicité, écrit:

Lettre de démission
de J.-A. Choquette

Montréal, le 28 janvier 1931

M. Charles Bourassa
Directeur-Gérant
Le Canada
rue Saint-Jacques-Ouest
Montréal

Cher Monsieur,

Je regrette d'avoir à vous informer qu'à partir du 4 février, je ne ferai plus partie du département de publicité du journal *Le Canada*.

Acceptez mes sincères remerciements pour ce que vous avez fait pour moi dans le passé.

Votre tout dévoué,

J.-A. Choquette⁵⁹

L'honorable M. David (Terrebonne): Misérable manœuvre! Indigné! C'est un bien petit moyen.

M. Renaud (Laval): Est-ce que le gouvernement connaît la raison de cette lettre? Dites-moi donc, qu'est-ce qui se passe là-dedans, qu'y s'en vont tous?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Bas-fonds! Politique ignoble! Demandez cela à M. Maher⁶⁰.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pour connaître l'organisation, il faut s'adresser à l'organisateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je pense que le député de Laval ne savait pas ce que contenait la lettre que lui a passée le député de Sherbrooke.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais qu'est-ce que cela a à faire avec l'agriculture?

M. Renaud (Laval): Oh! Rien du tout.

M. Dugas (Joliette): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), l'ajournement du débat.
Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

M. Houde (Montréal Sainte-Marie) revient à son siège de chef de l'opposition⁶¹.

Questions et réponses:

Dépenses scolaires à Montréal et à Québec

M. Dugas (Joliette): Quelles sommes d'argent le gouvernement a-t-il payées, année par année, pour toutes fins scolaires depuis 1920: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec?

L'honorable M. David (Terrebonne):

	<i>a.</i> Montréal	<i>b.</i> Québec
1920-1921	\$ 359,970.48	\$ 114,194.54
1921-1922	384,311.33	115,850.67
1922-1923	515,622.99	122,801.20
1923-1924	670,733.21	161,470.77
1924-1925	561,539.71	155,253.43
1925-1926	527,928.60	163,516.69
1926-1927	526,525.64	164,407.45
1927-1928	563,535.08	160,343.25
1928-1929	578,438.32	169,983.50
1929-1930	827,955.87	230,245.11
Grand total	\$5,516,561.23	\$1,558,066.61

Plus \$1,000,000 à l'Université Laval.

Plus \$1,000,000 à l'Université McGill.

Plus \$1,000,000 à l'Université de Montréal.

Plus, de 1920 à 1930, \$466,157 pour les bourses d'Europe.

Ajournement⁶²

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, aux pages 105 et 118, ce bill s'intitule "loi modifiant la charte du Comptoir mobilier franco-canadien" jusqu'à l'étape du rapport du comité permanent des bills publics en général, lequel rapport sera présenté à la Chambre le 26 février 1931.

2. Au début de la séance, M. Houde est absent et ne revient en Chambre que vers la fin, selon *L'Événement* du 30 janvier 1931, à la page 8.

3. Il s'agit du bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

4. M. Francoeur parle pendant deux heures, selon *Le Soleil* du 30 janvier 1931, à la page 3, et deux heures et demie, selon *L'Illustration* du 30 janvier 1931, à la page 2.

5. Honoré Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau (1749-1791), Orateur brillant des États généraux et ensuite de l'Assemblée nationale constituante. Il participa aux débats de la Révolution française et légua à la postérité ses *Oeuvres oratoires*.

6. La Terreur fut légalisée en France le 17 septembre 1793, en partie sous la pression des sans-culottes et des enragés. Ses principaux organes furent le Comité

de salut public (dominé par le triumvirat de Robespierre, Saint-Just et Couthon), le Comité de sûreté générale, le Tribunal révolutionnaire et les comités de surveillance. Elle fut renforcée en 1794 (Grande Terreur) par la suppression des tribunaux criminels et de l'interrogatoire préalable, et prit fin en octobre 1795.

7. Maximilien Marie Isidore de Robespierre (1758-1794), son idéal fut la démocratie éthique, avec un gouvernement populaire fondé sur la vertu et, en temps de crise révolutionnaire, sur la terreur.

8. Louis-Antoine de Saint-Just (1767-1794) lutta avec Robespierre pour un pouvoir révolutionnaire dictatorial qui aurait une base économique et sociale. Les ouvrages *Esprit de la Révolution et de la Constitution de France* (1791) et *Institutions républicaines* (posthume) lui sont attribués.

9. Vladimir Ilitch Oulianov Lénine (1870-1924), père de la révolution socialiste d'octobre 1917, laquelle instaura la dictature prolétarienne qui aboutit à l'union des peuples soviétiques en un seul État, l'U.R.S.S., en 1922.

10. *Le Soleil* du 30 janvier 1931, à la page 3, précise que ces paroles sont adressées au "minuscule député de Hull".

11. La session convoquée d'urgence à Ottawa dura 15 jours, soit du 8 au 22 septembre, et vit l'adoption du bill pourvoyant à l'allocation d'une somme de \$20,000,000 pour venir en aide aux chômeurs.

12. M. Richard B. Bennett s'est embarqué le 23 septembre 1930 sur l'*Empress of Australia* pour la Conférence impériale qui s'ouvrit à Londres le 1^{er} octobre 1930. Il reviendra au pays le 12 décembre 1930 à bord du *Duchess of Atholl*, selon *Le Soleil* du 22 septembre 1930, à la page 1, et du 12 décembre 1930, à la page 32.

13. *L'Union des Cantons de l'Est* du 5 février 1931, à la page 3, écrit que le ministre Francoeur se tourne à ce moment-là vers Aimé Guertin (Hull).

14. Arthur Meighen, premier ministre du Canada du 10 juillet 1920 au 29 décembre 1921 et du 29 juin 1926 au 25 septembre 1926, fut l'invité du Canadian Club d'Orillia qui fêtait son 25^e anniversaire.

15. Dans son édition du 30 septembre 1930, à la page 1, *Le Soleil* écrit sous la rubrique "Taschereau a

gagné son point" que, par suite des observations faites par le Québec et le Manitoba relativement aux municipalités pauvres incapables d'assumer leur part du financement des travaux publics, le pourcentage de l'aide fédérale serait de 40 %, celui de l'aide provinciale de 40 %, ce qui laisserait 20 % à la municipalité. Sur les \$20,000,000, \$4,000,000 seront employés en secours directs.

16. Gidéon Decker Robertson fut ministre-sénateur du Travail du 1918 à 1921 et du 1930 à 1932.

17. Rumilly, Robert, *Histoire de Québec*, vol. XXXII, Montréal: Paris, Fides, 1959, p. 53.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*, p. 75.

20. Président de la Confédération des travailleurs catholiques. (Rumilly, vol. XXXII, p. 75)

21. Rumilly, vol. XXXII, p. 75.

22. En tant que sous-ministre des Travaux publics, M. Vallée tiendra ses services à la disposition du Comité du chômage. (Rumilly, vol. XXXII, p. 75)

23. Arthur Sauvé (1874-1944), conservateur, ministre des Postes (1930-1935), chef de file des ministres du Québec au sein du cabinet fédéral, accusa M. Taschereau de vouloir "par esprit de parti" refuser l'aide fédérale octroyée pour atténuer le chômage. Avant de représenter Laval-Deux-Montagnes à la Chambre des communes, il fut chef de l'opposition à l'Assemblée législative (1916-1929) et chef du Parti conservateur du Québec (1922-1929).

24. Alfred Duranleau (1871-1954), conservateur, député de Montréal-Laurier (1923-1927) à l'Assemblée législative, avant d'être élu député fédéral de Chambly-Verchères en 1930 et d'occuper le poste de ministre de la Marine dans le cabinet Bennett (1930-1935).

25. Onésime Gagnon, député conservateur représentant la circonscription de Dorchester à la Chambre des communes.

26. Maurice Dupré, député conservateur de Québec-Ouest, solliciteur général du Canada.

27. Selon *Le Droit* du 30 janvier 1931, à la page 5, il s'agit d'une allusion aux résidents du village de la

Pointe-Gatineau, qui, selon une légende, seraient des "mâcheurs de gomme" tout comme les gens de l'Île d'Orléans seraient des "sorciers".

28. Sir John George Bourinot (1837-1902) a écrit *Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada*, un traité de droit parlementaire. La mention de cet auteur fait allusion "au faible de M. Guertin pour les gros livres et les débats d'obstruction qu'il fit il y a une couple de sessions", selon *L'Union des Cantons de l'Est* du 5 février 1931, à la page 6, et *Le Soleil* du 30 janvier 1931, à la page 15.

29. À l'endroit de M. Guertin, *Le Soleil* du 30 janvier 1931, à la page 15, fait ce commentaire partisan: "Le député de Hull faillit en avaler sa gomme qu'il mâchait avec la frénésie du désespoir."

30. Herbert Hoover (1874-1964), républicain, 31^e président des États-Unis. Sa présidence (1929-1933) fut marquée par le crash boursier et la crise économique de 1929-1934.

31. Dans une déclaration du 9 décembre 1931, le président américain s'opposa à remédier à la dépression économique avec l'aide du Trésor public, car les mesures proposées par le Congrès entraîneraient des dépenses de plus de \$5,000,000,000. "La prospérité, dit-il, ne peut être ramenée par des raids sur le Trésor." Voir *Le Soleil* du 12 décembre 1930, à la page 15.

32. Wilfrid Laurier (1841-1919), libéral, fut député de Drummond-Arthabaska à l'Assemblée législative de Québec de 1871 à 1874, premier ministre du Canada du 11 juillet 1896 au 6 octobre 1911 et chef de l'opposition à la Chambre des communes de 1911 à 1919.

33. Le discours du ministre des Travaux publics et du Travail a impressionné la Chambre et les tribunes "bondées", selon *L'Union des Cantons de l'Est* du 5 février 1931, à la page 3. Les journaux aussi sont nombreux à saluer l'éloquence et la clarté d'un discours "plein de feu". Voir *La Parole* du 5 février 1931, à la page 1.

34. *Le Soleil* du 30 janvier 1931, à la page 15, est le seul journal à écrire que le député de Huntingdon aurait répondu en anglais au discours de M. Francoeur.

35. Par ordre de nomination, les ministres Francoeur et Godbout sont les plus jeunes membres du cabinet

Taschereau. J.-N. Francoeur devient ministre des Travaux publics et du Travail le 5 juin 1930, au départ de son prédécesseur, Antonin Galipeault, qui a accepté une charge de juge à la Cour d'appel le 2 mai 1930. J.-A. Godbout est nommé ministre de l'Agriculture lorsque le poste devient vacant au décès de J.-L. Perron.

36. Gordon Wallace Scott (1887-1940) fut nommé trésorier dans le cabinet Taschereau le 16 octobre 1930, à peine quelques jours avant d'essayer la défaite à l'élection partielle tenue dans Huntingdon le 4 novembre. Le premier ministre cumulera le poste de trésorier à partir du 27 novembre 1930.

37. William Stephen Bullock (1865-1936), député libéral depuis 1912, ne s'est pas représenté en 1931.

38. Carleton James Oliver (1877-1931), élu député libéral à l'élection partielle du 22 octobre 1923 et réélu en 1927, venait de mourir en fonction le 7 janvier 1931.

39. James Alexander Robb (1859-1929), libéral, fut élu député fédéral de Huntingdon (1908-1917) et de Châteauguay-Huntingdon (1917-1929). Il occupa le poste de ministre des Finances du 5 septembre 1925 au 28 juin 1926 et du 25 septembre 1926 au 11 novembre 1929.

40. J.-L. Perron fut ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau du 24 avril 1929 jusqu'à son décès en fonction le 20 novembre 1930. Auparavant, il avait été ministre de la Voirie de 1921 à 1929.

41. C'est la date à laquelle ont eu lieu les élections partielles dans les circonscriptions de Bellechasse, Deux-Montagnes, Huntingdon et Maskinongé. Dans Huntingdon, l'élection du conservateur Martin Beattie Fisher sur Gordon Scott, candidat libéral déjà en poste comme trésorier de la province, fut un véritable coup de tonnerre pour le parti ministériel.

42. Lomer Gouin (1861-1929), libéral, fut premier ministre du Québec (1905-1920), ministre de la Justice dans le cabinet King (1921-1924) et lieutenant-gouverneur de la province de Québec du 10 janvier 1929 au 28 mars 1929 lorsqu'il mourut en fonction.

43. Louis-Alexandre Taschereau dirigea le ministère des Travaux publics et du Travail du 17 octobre 1907 au 25 août 1919.

44. Le bill 25 autorisant l'abolition des ponts et des chemins de péage dans la province fut présenté le 5 février, adopté en Chambre le 6 mars, et sanctionné le 3 avril 1912.

45. *Le Nouvelliste* du 30 janvier 1931, à la page 1, et *La Presse* du 30 janvier 1931, à la page 19, écrivent 8 h 30. Selon *L'Événement* du 30 janvier 1931, à la page 8, M. Vautrin est au fauteuil lorsque la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des huit bills privés qui suivent.

46. Il est difficile de préciser le moment où ont été prononcées ces paroles.

47. *L'Événement* du 30 janvier 1931, à la page 8, écrit qu'à chaque bill étudié en soirée, M. Guertin demande des explications et que le premier ministre lui-même les donne, à l'exception du bill 121 qui est expliqué par son parrain, le député de Témiscouata (M. Léon Casgrain). Lors de l'étude de l'un de ces projets de loi, impossible à identifier, M. Guertin aurait dit: "Je comprends que c'est un bon bill. On nous dit toujours que ce sont de bons bills. Mais j'exige qu'on nous l'explique."

48. Le député de Chicoutimi prend la parole vers 9 h 30 du soir, selon *L'Action catholique* du 30 janvier 1931, à la page 11, et *La Patrie* du même jour, à la page 7, et il parlera pendant une vingtaine de minutes, selon *Le Nouvelliste* du 30 janvier 1931, à la page 1.

49. Le 2 avril 1930, dans la réponse donnée à Pierre Gauthier, député libéral de Portneuf, on apprend que William Tremblay, député ouvrier de Maisonneuve, est président de la compagnie Eureka Mines Limited.

50. Selon la réponse fournie à la Chambre le 2 avril 1930, il s'agit de 65,805 parts.

51. Joseph-Édouard Caron (1866-1930) fut ministre de l'Agriculture dans les cabinets Gouin et Taschereau de 1909 à 1929. Joseph-Léonide Perron (1872-1930) lui succéda du 24 avril 1929 au 20 novembre 1930.

52. Le ministère des Travaux publics et du Travail sera scindé en deux et Charles-Joseph Arcand sera nommé ministre du Travail le 28 octobre 1931. J.-N. Francoeur conservera le portefeuille des Travaux publics.

53. La lettre figure sous le titre "Précision qui est un démenti", à la page 22 du *Soleil* du 28 janvier 1931.

54. Joseph-Adolphe Tessier (1861-1928), ministre de la Voirie dans les cabinets Gouin et Taschereau de 1914 à 1921.

55. La santé et la tuberculisation des bovins sont des sujets favoris que le député de Laval (M. Renaud) "enfourche chaque session". Voir *L'Union des Cantons de l'Est* du 15 février 1931, à la page 3.

56. Ce quotidien est considéré comme le grand journal "rouge" de Montréal, tandis que *Le Journal*, dirigé par Thomas Maher et rédigé par Louis Francoeur, est l'hebdomadaire "bleu" de Québec.

57. Les journalistes du *Canada* ont décidé de se joindre à l'équipe de *L'Illustration*, le nouvel organe de M. Houde à Montréal. *Le Devoir* du 30 janvier 1931, à la page 1, écrit que c'est la première fois qu'une opposition s'empare du personnel d'un journal ministériel à la veille des élections. Les chroniqueurs démissionnaires seront vite remplacés par des jeunes "prêts à toutes les audaces et lancés aux chausses de Camillien Houde.". (Rumilly, vol. XXXII, p 121)

58. Olivar Asselin avait été nommé rédacteur en chef du *Canada* à l'automne 1930. Auparavant, il avait vilipendé Gouin et Taschereau et soutenu la candidature de Camillien Houde à la mairie de Montréal. Il s'est par la suite retourné contre M. Houde à un point tel que celui-ci a décidé de le poursuivre pour diffamation.

59. *Le Devoir* du 30 janvier 1931, à la page 1, et *Le Nouvelliste* du 30 janvier 1931, à la page 1, écrivent Choquet.

60. Thomas Maher, directeur du *Journal* et organisateur conservateur que les libéraux chercheront à compromettre dans la faillite et la condamnation de Maurice Bouliane, courtier en valeurs minières et commanditaire du *Journal*. Il a réussi à déjouer la conspiration libérale en faisant sortir tous les porteurs d'insignes bleus, de faux conservateurs, placés stratégiquement dans l'Aréna de Québec le 16 novembre 1930 pour empêcher M. Houde de s'adresser à la foule.

61. Une campagne menée contre l'administration Houde-Bray par *Le Canada*, entre autres, avait retenu M. Houde en dehors de la Chambre pendant plusieurs semaines.

62. M. Irénée Vautrin, Orateur suppléant, est au fauteuil. Immédiatement après l'ajournement, "des

groupes se sont formés un peu partout. Les députés de l'opposition entourèrent M. Houde, tout épanoui. Les ministres causaient à voix basse avec leurs partisans. Quelques députés ministériels ont laissé entendre que les rédacteurs ne sont pas à blâmer." Voir *Le Bulletin des agriculteurs* du 2 février 1931, à la page 3.

Séance du vendredi 30 janvier 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

**Commission de droits civils
de la femme**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le troisième² rapport de la Commission des droits civils de la femme. (Document de session no 38)

**Code de procédure civile,
examens préalables**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bombes lacrymogènes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 concernant les bombes lacrymogènes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but du projet de loi est de défendre le port d'une bombe lacrymogène sans une autorisation du chef de police. C'est une mesure de protection. Les bandits de la pègre peuvent se servir de ces bombes qui,

entre leurs mains, sont dangereuses. On veut donc empêcher que cette arme se généralise dans la pègre. Selon les renseignements que nous avons, ces armes sont si avancées qu'on peut les lancer à l'aide d'un engin pas plus gros qu'un crayon. Ces bombes sont utilisées avec efficacité par la police pendant les émeutes, mais ne devraient pas tomber entre les mains de criminels.

Il s'agit de défendre la vente, à moins d'avoir un permis du chef de police. Il est aussi défendu d'en porter sur soi, à moins d'avoir pareil permis. Il n'y aura aucuns frais pour la délivrance d'un permis et les dispositions de cette loi ne s'appliqueront pas aux forces navales ou armées, ni à la milice, pas plus qu'aux policiers, ni aux agents d'immigration ayant en leur possession une ou plus d'une bombe lacrymogène. Un policier aura le pouvoir de fouiller toute personne s'il a des raisons de croire, et le croit sincèrement, que cette personne a une ou plus d'une bombe lacrymogène en sa possession.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte d'Isle Maligne

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Création de la division
d'enregistrement de Jonquière**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi de la voirie,
expropriations**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39

modifiant la loi de la voirie relativement aux expropriations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) explique l'article nouveau, soit l'article 113*b*.

M. le président, supposons que pour le tracé ou l'élargissement d'une route, il faille reculer une maison qui barre la route plutôt que de payer le coût d'une construction en entier. Nous voulons amender la loi pour autoriser la Commission des services publics de Québec à régler le cas, dans l'intérêt du propriétaire intéressé, sans nous obliger à encourir tous les frais d'expropriation. Pour ce faire, la Commission serait revêtue des mêmes pouvoirs, *mutatis mutandis*, que ceux accordés en vertu de la loi des chemins de fer de Québec. La cité de Montréal aussi a ce privilège dans sa charte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill est très important parce qu'il permet non seulement au ministre de la Voirie d'exproprier des terres et d'imposer à une municipalité un pont ou une route, mais d'en modifier le tracé, malgré le désaccord ou les protestations des municipalités.

M. Crépeau (Sherbrooke) ajoute ses protestations à celles du député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le président, nous avons fait disparaître 450 courbes et nous essayons d'élargir nos chemins. Voilà pourquoi nous voulons faciliter la tâche du département de la Voirie en rendant notre loi plus claire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Du train où vont les choses, le gouvernement, ou plutôt le département, s'empare des droits des municipalités les uns après les autres si bien qu'avant longtemps celles-ci ne pourront rien faire sans demander auparavant la permission au gouvernement. Nous ne voulons pas nous opposer au progrès. L'honorable ministre de la Voirie est un grand avocat et il reconnaîtra qu'il y a dans ce projet un danger pour l'autonomie municipale.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami a tort. Il n'y a aucun danger pour l'autonomie municipale. La loi ainsi modifiée ne changerait en rien la constitution actuelle de la loi générale de la voirie. Elle ne fait que classer ce qui existait déjà. Nous en arrivons toujours à une entente avec les municipalités dans ces cas-là, chaque fois qu'il est possible de le faire. Pour ce qui est des expropriations, elles sont négociées avec les particuliers et non avec les municipalités. Quand nous ne pouvons pas nous entendre, nous référons le cas à la Commission des services publics et nous nous soumettons à sa décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'estime que cette mesure est d'une importance telle qu'on devrait ajourner l'étude de ce projet. Il vaudrait mieux attendre la présence de la majorité des députés,

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai aucune objection.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Commission métropolitaine de Montréal

L'ordre du jour appelle la reprise de l'étude en comité plénier du bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre collègue de Montréal-Dorion, (M. Blain), qui joue un rôle important en cette Chambre, s'intéresse à ce bill. Il a malheureusement été atteint par la maladie, mais il va mieux et il sera ici la semaine prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes heureux d'apprendre que l'honorable député de Dorion va mieux et nous l'attendons pour continuer l'étude de ce bill.

Questions et réponses:

Commission du prêt agricole de Québec

M. Guertin (Hull): 1. Combien de demandes d'emprunt ont été reçues à date par la Commission du prêt agricole de Québec?

2. Quelle somme représentaient ces montants?
3. Combien de demandes ont été accordées?
4. Quel est le montant total des prêts consentis à date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. La Commission du prêt agricole est une institution fédérale et le gouvernement n'a pas les renseignements que demandent ces questions.
2. 3. et 4. ...

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi des inhumations et des exhumations;
- bill 6 modifiant la loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie;
- bill 16 concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne;
- bill 28 modifiant la loi des employés publics;
- bill 29 modifiant la loi de tempérance de Québec;
- bill 43 autorisant un octroi au Conservatoire national de musique;
- bill 78 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire;
- bill 79 constituant en corporation la congrégation de la Fraternité sacerdotale;
- bill 84 concernant la succession de feu John Dwane;
- bill 87 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen;
- bill 88 modifiant la constitution en corporation de l'hôpital de l'Enfant-Jésus;
- bill 101 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine;
- bill 106 constituant en corporation les Cisterciens de Val-d'Espoir;
- bill 107 constituant en corporation les Sœurs missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé;

- bill 113 modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin;

- bill 122 constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul;

- bill 130 légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.

**Terrains municipaux
du Cap-de-la-Madeleine**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.

Les amendements sont lus une première fois.

**Contrat entre la ville de Kénogami,
The Price Brothers & Co. Ltd. et
The Kenogami Land Co. Ltd.**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies, et autorisant la ville à faire certains travaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Corporation
de crédit et d'entreposage**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la

charte du Comptoir mobilier franco-canadien⁴ soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 55⁵.

NOTES

1. À 11 h 10, selon *L'Événement* du 31 janvier 1931, à la page 3.

2. Le premier ministre Taschereau avait demandé aux commissaires MM. C.-E. Dorion (président), Ferdinand Roy (rapporteur), Victor Morin et Joseph Sirois de préparer eux-mêmes les amendements au Code civil, sous forme de projet de loi basé sur les deux rapports précédents, que le gouvernement soumettrait sans délai à l'approbation de la Législature. Cette Commission est aussi connue sous le nom de commission Dorion-Roy.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

4. Dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, aux pages 105 et 118, ce bill s'intitule "loi modifiant la charte du Comptoir mobilier franco-canadien" jusqu'à l'étape du rapport du comité permanent des bills publics en général, lequel rapport sera présenté à la Chambre le 26 février 1931.

5. La séance n'aurait duré qu'une demi-heure, selon *Le Nouvelliste* du 31 janvier 1931, à la page 1, et trois quarts d'heure, selon *L'Événement* du 31 janvier, à la page 3.

Séance du mardi 3 février 1931

Présidence de I. Vautrin¹

La séance est ouverte à 3 h 15².

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 concernant les bombes lacrymogènes;
- bill 42 modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne;

- bill 135 concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company, Limited, pour fins scolaires, à Grand'Mère.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières;
- bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Vente de certains médicaments

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 180 modifiant la loi de pharmacie de Québec relativement à la vente de certains médicaments.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enseignes lumineuses de
liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 31 prohibant certaines enseignes lumineuses servant à annoncer des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 29**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 51 modifiant l'article 29 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Inspection des
syndicats coopératifs**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École
polytechnique**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits civils
de la femme**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 361**

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 181 modifiant l'article 361 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 931**

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 182 modifiant l'article 931 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Comité du chômage**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de la Chambre le procès-verbal de la vingt-septième assemblée du comité du chômage tenue le 17 janvier 1931 à 9 h 30 a.m. (Document de session no 39)

Questions et réponses:**Sommes versées
à l'Université de Montréal**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelles sommes le gouvernement provincial: *a.* a-t-il versées à l'Université de Montréal, dont M. Édouard Montpetit est le secrétaire général; *b.* doit-il verser à cette université en vertu de promesses faites par le premier ministre ou par le secrétaire de la province?

2. Dans quelles circonstances ces promesses ont-elles été faites?

3. Ont-elles été faites verbalement ou par écrit?

4. Pour quel objet particulier?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* Voir les *Comptes publics* depuis 1920; *b.* Rien.

2. Répondu par 1*b.*

3. Répondu par 1*b* et 2.

4. Répondu par 1*b*, 2 et 3.

Travaux routiers

M. Renaud (Laval): 1. Qu'ont coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités, la construction, la réfection, la réparation et l'entretien des 349.43 milles de chemins améliorés en sable et glaise, ainsi qu'il appert à la page 82 du rapport du ministère de la Voirie, 1930?

2. Même question pour les 11,269.98 milles de chemins en gravier.

3. Même question pour les 1,343.19 milles de chemins en macadam.

4. Même question pour les 214.32 milles de chemins en macadam bitumineux.

5. Même question pour les 103.23 milles de chemins en béton de ciment.

6. Même question pour les 371.65 milles de chemins en béton bitumineux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$731,201.31.

2. *a.* \$68,548,206.70.

3. *a.* \$30,161,087.93.

4. *a.* \$3,190,471.05.

5. *a.* \$2,643,914.95.

6. *a.* \$11,148,617.93. Le gouvernement ignore ce que ces travaux ont coûté aux municipalités.

**Tableau du
Conseil législatif**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Qu'est devenue la grande peinture qui se trouvait autrefois dans la salle du Conseil législatif?

2. Pourquoi a-t-elle été enlevée?

3. Quel était le coût de cette peinture?

4. Quel artiste a peint le nouveau tableau?

5. Quel en est le prix?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. En réserve au parlement.

2. Pour être remplacée par une peinture plus en rapport avec les fonctions du Conseil législatif. C'est le conseil souverain qui orne le mur de la Haute Chambre.

3. \$1,000.

4. Charles Huot, et complétée par MM. Maillard et Neilson.

5. \$8,000.

**Loi
des pensions**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

**École
polytechnique**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 modifiant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

Département du Trésor

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi du département du Trésor.

Adopté

Questions et réponses:

Syndicats coopératifs agricoles

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de syndicats coopératifs agricoles, régis par le chapitre 254 des Statuts refondus de 1925, ont bénéficié, depuis le 4 avril 1930, des avantages accordés aux sociétés coopératives agricoles?

2. Combien de sociétés coopératives agricoles ont demandé à bénéficier d'avantages spéciaux en vertu d'une loi de la province?

3. Combien de ces sociétés coopératives agricoles ont obtenu les avantages demandés?

4. Quels sont les noms, et quelles sont la nature et la valeur des avantages, dans chaque cas, suivant réponses aux questions 2 et 3 ci-dessus?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

1. Aucun.

2. 3. et 4. La loi ne donne pas d'avantages ou octrois spéciaux aux sociétés coopératives agricoles.

Fermes de démonstration et industrie des conserves alimentaires

M. Renaud (Laval): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien de champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

1. \$30,696.72.

2. 514.

3. \$7,847.90.

Service des publications du ministère de l'Agriculture

M. Renaud (Laval): Quelle somme a coûté le service des publications du ministère de l'Agriculture du 1^{er} janvier 1930 au 1^{er} janvier 1931?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):
\$31,268.12.

Fermes de démonstration

M. Renaud (Laval): 1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 4 février 1930?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 46, \$242,009.97.

2. 3. et 4. RR. FF. des Écoles chrétiennes, Saint-Jérôme, Terrebonne; Édouard Leblanc, Saint-Jacques, Montcalm, \$309.24; Jean-Baptiste Morin, Campbell's Bay, Pontiac, \$399.71; Armand Rivet, Ville-Marie, Témiscamingue, \$194.25.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur suppléant un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur suppléant lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses de la province de Québec immédiatement requises pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 29 janvier 1931
(Document de session no 1A)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le message du lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 29 janvier, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Dugas (Joliette): (Applaudissements à droite) La session fournit au peuple l'occasion de régler ses comptes avec le gouvernement par l'intermédiaire de ses représentants. Les bons auteurs du droit parlementaire, May, Todd, Bourinot l'ancien, et Bourinot le jeune sera du même avis, enseignent que lorsque la Chambre est saisie de la motion demandant la formation du comité des subsides, les députés ont le droit de régler leurs comptes avec le gouvernement. À ce moment du débat, j'ai le privilège de régler aujourd'hui mes comptes avec le gouvernement. C'est le privilège des députés de disséquer, en cette occasion, le bilan de la province. C'est mon intention de me prévaloir de ce droit.

De même que dans le règlement de tout compte, il y a deux parties: le créancier et le débiteur. Nous avons ici les deux intéressés dans le règlement que je veux faire: le gouvernement, représenté par les ministres, et le peuple, représenté par ses mandataires. Le gouvernement est créancier et la province débitrice. En effet, notre population a une grande dette de reconnaissance à témoigner au gouvernement et pour la législation passée et pour la législation annoncée dans le discours du trône.

Il faudrait être ingrat, me semble-t-il, et manquer totalement de cet esprit chrétien dont nous parle le député de Hull (M. Guertin) pour ne pas reconnaître que la population de Québec a contracté une dette de reconnaissance envers le gouvernement pour les mesures annoncées au début de la session, dans l'intérêt de la classe agricole et de la classe ouvrière et le devoir de remercier le gouvernement par la voix de ses représentants, en attendant le

moment où elle pourra le faire par son vote, de l'administration sage et prévoyante qui nous a été donnée ainsi que du programme législatif qui nous fut annoncé par le discours du trône: prêt agricole à 5 %; indemnité aux propriétaires d'animaux tuberculeux abattus, remise des annuités dues pour la construction des routes, loi des accidents du travail, aide pour remédier au chômage.

Le gouvernement a procédé de façon saine et sage en adoptant des mesures législatives qui permettront aux districts ruraux de la province de profiter d'avantages considérables. Toutes ces mesures témoignent du grand désir du gouvernement d'aider toutes les classes de la société et il mérite, de ce chef, la reconnaissance populaire. Ainsi, est-ce avec plaisir qu'en mon nom et au nom de ceux que je représente, je remercie le gouvernement d'avoir si bien répondu aux désirs de tous, sauf des membres de l'opposition.

Depuis que nous nous sommes séparés, en avril 1930, depuis notre dernière session, deux ministres nous ont quittés. L'honorable M. Galipeault est parti pour le banc où il fera bénéficier ses concitoyens de ses lumières, de sa science et de ses talents. L'autre, l'honorable M. Perron, est rendu dans un monde meilleur. Il serait impertinent de ma part d'essayer d'ajouter quoi que ce soit aux témoignages d'estime et d'admiration exprimés lors de sa mort. Qu'il me suffise de rappeler avec émotion son souvenir et de formuler le vœu que l'exemple qu'il a donné soit suivi par les nôtres et de souhaiter que d'autres Canadiens français atteignent comme lui les sommets. Il (M. Dugas) félicite le premier, tandis que pieusement, devant le second, il incline sa pensée et lui rend l'hommage de son profond respect.

Ils ont été remplacés. À ces deux messieurs, des successeurs ont été choisis. L'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur), homme intègre, digne par conséquent de siéger dans le cabinet actuel, et politique éloquent, a succédé à l'honorable M. Galipeault. Le nouveau ministre des Travaux publics est un homme politique sincère bien qualifié pour siéger à côté des autres membres du cabinet. C'est un orateur puissant, capable de tirer au clair une situation. C'est d'ailleurs l'opinion du représentant de Hull (M. Guertin) depuis jeudi dernier!

L'honorable M. Perron a été remplacé par un jeune, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), qui prouvera qu'aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années. Jamais ce vers n'a été mieux appliqué. Homme de science, de travail et d'action, humble autant que savant, le

nouveau ministre de l'Agriculture, sans s'en douter, peut-être, a déjà conquis tous les cœurs qui ne sont pas barrés à la sympathie. C'est avec enthousiasme que je salue son entrée dans le ministère. Le ministre actuel poursuit de belle façon l'œuvre entreprise par son prédécesseur.

Les classes agricoles sont très satisfaites des mesures instaurées pour les encourager, comme la mise sur pied d'écoles et de collèges agricoles. Il (M. Dugas) note l'énergie et l'esprit de travail de l'honorable représentant de Lotbinière (M. Francoeur) cependant qu'il parle de la science et de l'humilité de l'honorable représentant de L'Islet (M. Godbout).

Le député de Laval (M. Renaud) a aussi voulu régler ses comptes avec le gouvernement, jeudi dernier, avec des arguments qui n'étaient pas nouveaux, et qui varient d'ailleurs au gré des circonstances. Le député de Laval s'est attaqué une fois de plus à la politique de la voirie du gouvernement.

Il a prétendu que les chemins provinciaux coûtent trop cher. Le député de Laval a dit que la politique des bons chemins mise en œuvre par le gouvernement avait ruiné les cultivateurs. Une déclaration de ce genre est facile à faire, mais elle n'est pas corroborée par la situation telle qu'elle apparaît dans nos districts ruraux.

Je trouve étrange, également, que tout en étant favorables à l'aide fédérale au chômage, les députés de l'opposition trouvent à redire aux dépenses engagées par notre ministère de la Voirie, qui, en ces temps difficiles, a mis de l'argent en circulation et fourni des emplois dont on avait grandement besoin.

Il (M. Dugas) n'est pas surpris de la déclaration; c'est un vieux refrain qu'on ressort. Les municipalités ont été tout à fait libres de profiter ou non des mesures de la loi des bons chemins, et il est surprenant que les députés de l'opposition aient tant fait l'éloge de la loi fédérale sur le chômage, qui invite les municipalités à s'endetter. C'est une erreur de dire que la loi des bons chemins a ruiné les cultivateurs. Il semble qu'on ne devrait plus oser prétendre que cette politique a ruiné les municipalités. Or, il a été prouvé que, loin de ruiner le cultivateur, la loi de voirie les a aidés à boucler leur budget dans les années difficiles. De plus, le gouvernement vient de remettre aux municipalités, à titre absolument gracieux, leur intérêt sur la dette de voirie au chiffre formidable de \$17,000,000.

Il (M. Dugas) se demande comment le député de Laval (M. Renaud) s'organiserait si l'opposition était au pouvoir, pour faire de la place au pauvre

cultivateur et à son automobile sur les chemins achalandés.

Le député de Hull (M. Guertin) a affirmé que les cultivateurs de Québec n'ont pas d'auto parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en avoir. Le député de Hull s'est apitoyé sur le sort du pauvre cultivateur qui ne peut se procurer une automobile, prétextant que le permis et la gazoline coûtent trop cher et parce que le prix des licences automobiles est plus élevé ici qu'il ne l'est dans la province voisine.

Je lui concède ce point, mais il a oublié heureusement, puisque cela n'aurait guère aidé sa cause, que le surplus qu'il paie de ce côté lui est plus que remis par le gouvernement sous forme d'octrois pour la construction et l'entretien des chemins. Et, sous ce rapport, si les chiffres disent quelque chose au député de Laval, la prochaine fois qu'il prendra la parole en Chambre sur le budget, si toutefois il en a l'occasion, il oubliera de mettre de l'avant cet argument.

Alors, j'ai demandé à mon collègue qu'est-ce que l'Ontario donnait aux cultivateurs. Je n'ai pas obtenu de réponse. La vérité, c'est que, si le permis d'auto est moins dispendieux dans l'Ontario, la différence est très amplement comblée par notre politique de voirie. Notre gouvernement entretient les chemins à son compte et paie 50 % du coût de construction. En Ontario, on ne donne que 30 % pour la construction et les municipalités paient pour leur entretien. Il est donc plus facile pour les cultivateurs du Québec d'acheter une automobile que pour leurs confrères de l'Ontario.

Il (M. Dugas) rappelle les critiques dont la politique suivie par le gouvernement a été l'objet et mentionne qu'il aurait pu, puisqu'il était sur le sujet, dire aussi quelques mots à l'adresse du gouvernement pour avoir, au moyen de remboursements, dédommagé les municipalités affectées à supporter le coût de ses routes.

L'honorable député de Laval (M. Renaud), dit-il, a critiqué le crédit rural. Il a reproché au gouvernement d'avoir adopté, il y a deux ans, une loi de crédit rural à 6½ % d'intérêt. Si la loi était mauvaise, pourquoi n'a-t-il pas protesté l'an dernier? J'ai consulté les *Procès-verbaux* de la Chambre et j'ai vu qu'une motion demandant au gouvernement fédéral d'améliorer la loi du crédit rural a été adoptée à l'unanimité en cette Chambre. Je m'étonne de trouver aux *Procès-verbaux* de la Chambre que cette loi a été adoptée unanimement en 1928.

Pourquoi le député de Laval n'a-t-il pas protesté en ce temps-là? MM. les députés de Montréal-Dorion (M. Blain) et Trois-Rivières

(M. Duplessis) ont eux aussi approuvé la loi. Cette motion fut proposée ici par l'ancien chef de l'opposition, l'honorable M. Sauvé, qui siège maintenant à Ottawa. M. Sauvé n'a pas fait exception. Le chef de l'opposition d'alors, plus prudent, a fait tout simplement remarquer que l'intérêt exigé sur le capital par le fédéral était trop élevé.

L'honorable M. Sauvé prendra sans doute la première occasion qui lui sera offerte à Ottawa pour faire réduire ce taux d'intérêt. Il est surprenant que M. Sauvé qui trouvait le taux trop élevé n'ait pas profité de la première session pour faire réduire ce taux d'intérêt. J'espère qu'il n'oubliera pas l'opinion qu'il a exprimée en cette Chambre et fera améliorer la loi du crédit agricole, et qu'il proposera un amendement à Ottawa, lors de la prochaine session, pour faire amender cette loi. Je suis donc surpris que M. Sauvé, qui touche de près au cabinet fédéral, n'ait pas proposé un amendement plus tôt lors de la session spéciale pour aider les cultivateurs envers qui il professe tant d'amour.

En attendant, le gouvernement provincial s'engage à payer 1 % et 2 % de l'intérêt sur l'argent qu'emprunteront nos cultivateurs en vertu de la loi fédérale du crédit rural. Il (M. Dugas) conseille au député de Laval (M. Renaud) d'aller jeter ses jérémiades dans l'oreille amie du gouvernement fédéral, puisque c'est lui qui est chargé de l'application de cette loi. Si les stipulations que contient cette loi ne lui conviennent pas, il n'aura qu'à user de la grande influence dont il dispose pour la faire amender et y faire incorporer telles modifications qui lui plairont.

Mon honorable collègue de Laval s'en prenait encore au programme agricole de l'honorable M. Perron. Il a oublié tous les témoignages d'hommes éminents donnés en faveur de ce programme. Tout le monde convenait qu'il y avait beaucoup de bon dans ce programme. Pourquoi avoir attendu la disparition de M. Perron pour le critiquer? Que n'a-t-il critiqué ce programme alors que son auteur vivait encore? D'ailleurs, toute la presse de la province a fait un chaleureux accueil à ce manifeste puissant, très bien organisé, endossé sans réserve par le ministre actuel (l'honorable M. Godbout) et qui sera continué, sujet néanmoins à telles modifications nécessitées par les circonstances ou les besoins locaux.

Feu le ministre de l'Agriculture (M. Perron) ouvrait d'abord les yeux sur la situation agricole et n'avait pas peur de faire des admissions nécessaires. Puis il prônait les remèdes à appliquer: instruction agricole, drainage des terres et amélioration de notre

production. L'honorable Perron touchait là l'essentiel de la question agricole. Il a justement insisté sur l'importance de la production des produits que nous achetions ailleurs et que nous étions capables de produire. Il insistait aussi sur l'importance de porter sur le marché les produits exigés et les bien présenter.

Il est beau de toujours critiquer, mais encore faut-il préciser ce qu'on croit ne pas être bon. L'opposition critique et critique, mais ne démontre jamais en quoi tel ou tel article, telle ou telle politique du gouvernement n'est pas bonne. En quoi le programme de M. Perron était-il sujet à des critiques?

Il est bien facile de prétendre que ce programme est ruineux, mais l'opposition aurait bien de la peine à dire en quoi il l'est. Ce programme se compare en tout cas très avantageusement avec la culture du chiendent et des atocas qui fut préconisée en cette Chambre par un ancien député. Si le témoignage de toute la presse du pays ne suffisait pas au député de Laval, peut-être, ne lui en déplaise, il pourrait y ajouter celui de M. Montpetit, économiste distingué, qui est reconnu comme une autorité en la matière.

M. Édouard Montpetit l'a encore loué, samedi soir, à Sainte-Thérèse. D'ailleurs, M. Perron a fait l'exposé le plus clair possible de la situation agricole dans la province. Le programme de M. Perron n'est pas né d'une opinion personnelle, mais du bilan impartialement fait de cette grande industrie nationale. De cet inventaire, il a tiré des conclusions dérivées de déductions qui, à leur tour, se sont traduites par les mesures que, par la suite, il a préconisées.

De cette enquête a jailli le besoin pressant de l'apport d'engrais chimiques à une terre déjà trop appauvrie. Il a demandé aux cultivateurs de coopérer entre eux, de s'instruire et de produire ici ce qu'actuellement nous sommes obligés d'importer des États-Unis. Cette coopération et cette production se comparent favorablement aux moyens suggérés par Ottawa et qui consistent surtout en des relèvements tarifaires.

On a réalisé d'autre part que la vulgarisation de l'emploi des engrais chimiques était presque irréalisable, pour ne pas dire impossible, aux prix prévalant à l'heure actuelle. Le gouvernement a donc élaboré alors une politique qui, sous peu, lui permettra, grâce à la largeur de vues et la générosité du gouvernement, d'offrir aux cultivateurs cette toute première nécessité à des prix entièrement satisfaisants tant au vendeur qu'à l'acheteur.

L'honorable député de Hull (M. Guertin) a déjà vanté son esprit chrétien. J'ai demandé jeudi dernier au député de Hull de nous dire qu'est-ce qu'il pensait de l'attitude de M. Robertson sur les églises et les écoles. Le ministre fédéral du Travail a refusé aux municipalités le droit de faire réparer leurs écoles, leurs églises et leurs salles paroissiales en vertu de la loi du chômage. Je lui ai demandé ce qu'il pensait de l'utilisation de l'argent du chômage pour construire des églises ou des écoles. Mon collègue ne m'a pas répondu.

L'esprit chrétien est chez lui moins fort que l'esprit de parti. L'esprit de parti de l'honorable député de Hull l'emportait à ce moment sur l'esprit chrétien. Il semble que l'opposition aurait dû censurer la façon d'agir de M. Robertson et la dénoncer comme une preuve de mauvais vouloir envers notre province. Comme catholique, il devrait dénoncer ce refus d'Ottawa d'accorder de l'argent aux commissions et aux syndicats, car l'ouvrier aurait trouvé un bel emploi dans ces travaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Écoutez, écoutez.

M. Dugas (Joliette): Il est injuste de reprocher les dettes des municipalités au gouvernement provincial, pas plus qu'il n'est juste par exemple de lui attribuer l'augmentation de la dette de Montréal de \$22,000,000 de 1927 à 1928. Et, si le gouvernement intervenait, on lui reprocherait de s'ingérer dans les affaires des municipalités. Supposons que le gouvernement ait pris en main le financement de ces municipalités, que serait-il arrivé? L'opposition se serait récriée que nous monopolisons les corporations. La réduction qu'obtiendront ces municipalités rurales grâce à l'abolition des paiements sur les bons chemins réduira considérablement leurs obligations. L'opposition ne devrait pas apporter l'argument de l'augmentation des dettes des municipalités, à moins de comparer avec l'augmentation de l'actif.

Il (M. Dugas) cite des chiffres pour prouver que, depuis 1920, les municipalités se sont enrichies de \$11,000,000. La preuve que l'administration a été bonne, c'est que Québec a eu un surplus de \$4,000,000, alors qu'Ontario a eu un déficit de \$628,000, le Nouveau-Brunswick, de \$600,000. La France a un déficit de \$40,000,000. Tous les citoyens devraient être fiers de voir que, malgré la crise, notre province a bouclé l'année avec un surplus. Le peuple de la province de Québec n'écoute pas ceux des hommes publics qui font le plus de bruit, et il

prouvera aux prochaines élections qu'il se rend compte des œuvres accomplies par le gouvernement de Québec et du bon état de nos finances.

Il (M. Dugas) termine par un hymne à l'honneur du gouvernement progressif. Cependant, dit-il, j'imagine que quoi que je dise, rien ne convaincra l'opposition que nous avons un gouvernement novateur à la tête des affaires. Ce n'est pas cela qui compte, mais le fait que la population de la province a foi en le gouvernement et qu'elle le prouvera aux prochaines élections. Les électeurs sauront le dire lorsque viendra le temps d'exercer leur droit de vote.

(Applaudissements à droite)

M. Lafleur (Montréal-Verdun): L'année dernière, en pareille circonstance, je faisais remarquer à l'honorable M. McMaster que son premier discours sur le budget serait aussi son dernier. Je disais vrai, tout en étant loin de supposer - encore moins de désirer - que la maladie se chargerait d'accomplir une prédiction qui visait uniquement le politicien, nullement la personne, et je souhaite au gentilhomme député de Compton un prompt et entier rétablissement. Je ne puis m'empêcher de déplorer qu'il ait trop présumé de ses forces en tentant la tâche impossible de réformer le gouvernement et de redonner la vie à un régime moribond déjà condamné à mort par l'électorat de cette province. L'honorable député de Brome (M. Oliver) a également trop présumé de ses forces.

Mais le cas du gouvernement est plus grave. Il est à l'article de la mort. Il sera impossible de réformer un gouvernement aussi moribond que celui-ci. Nous ne pouvons redonner vie à un gouvernement qui a déjà été condamné à mort par l'électorat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) C'est la fleur du débat!
(Rires à droite)

M. Lafleur (Montréal-Verdun): L'honorable premier ministre, flanqué de son trésorier provincial visionnaire, se présente à nous ceint d'une nouvelle auréole, mais comme me le faisait remarquer un ami, ce n'est pas le laurier des conquêtes qui triomphe sur sa tête; c'est plutôt la couronne d'épines qui pèse sur son front de vaincu, et l'éphémère trésorier de la province nous apparaît aujourd'hui comme le martyr de Huntingdon.

Étrange revanche des événements, M. l'Orateur. Le premier ministre du Lac-Saint-Jean inondé, le premier ministre des colons chassés illégalement et sans droits, le premier ministre du

Labrador perdu, le premier ministre de nos forêts dilapidées et victimes d'une location ruineuse, le premier ministre de la *Gazette officielle* forgée, le premier ministre des villes de papier dont les moulins ferment leurs portes, le premier ministre de notre influence perdue, est devenu forcément pour sa propre expiation le grand argentier provincial, obligé, avant de quitter le pouvoir, de jongler avec les chiffres, à l'instar de ses prédécesseurs, dans un effort surhumain mais impuissant de faire miroiter, comme de faux clinquants, une réalité que son administration extravagante et au jour le jour n'a contribué qu'à assombrir de mois en mois et d'année en année.

Soit qu'en sa qualité de premier ministre il inspire le discours du trône, soit qu'à titre de trésorier provincial, il donne lecture à cette Chambre du discours sur le budget, le chef du gouvernement nous apparaît comme le pénitent d'un régime qui voudrait, à l'article de la mort, réparer tout un passé d'abus, d'omissions et de méfaits, même se faire pardonner par l'opposition de l'avoir traité de pessimiste, de défaitiste, parfois même de bolchéviste, en inscrivant comme testament ministériel, dans le discours du trône et le discours du budget, les idées que l'opposition préconise, et les réformes d'intérêt public que l'opposition a inscrites dans son programme et revendiquées, dans les nombreuses motions présentées à l'Assemblée législative.

Loin de moi la pensée de dire, M. l'Orateur, que le gouvernement a volé le programme de l'opposition pour essayer de se sauver.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est de l'humour.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): ... Si je l'insinuais, je verrais un large sourire illuminer et élargir davantage la large figure de l'honorable chef de la droite. M. l'Orateur, vous réalisez que je parle par antithèse, sachant qu'ainsi mon langage est parlementaire et que je reste dans les cadres tracés par les règlements de cette Chambre. Nous n'avons pas la moindre objection à ce que le gouvernement s'approprie notre programme pour en faire bénéficier le peuple de cette province. C'est pour lui une façon tardive, il est vrai, de se reconnaître à l'article de la mort, et sa fin aura au moins quelque beauté, si toute sa vie a été misérable et scandaleuse.

Ainsi, après 33 ans, le régime commence ce qu'on pourrait appeler l'année réparatrice, mais cette conversion forcée ne paraît pas sincère et le trente-quatrième budget libéral pourrait justement s'appeler

le budget de la peur. Les mesures qui nous ont été annoncées indiquent que le gouvernement a peur. Sa peur paraît dans tout ce qu'il fait. La peur se manifeste partout, du premier au dernier mot, du commencement à la fin.

L'optimisme de commande qui chantait dans les autres discours a fait place à un pessimisme presque larmoyant: l'honorable trésorier de la province nous parle de rouage économique détraqué, d'agitation politique, de chômage, de dépression industrielle, de drainage de l'or d'un pays à un autre, de la reprise du problème des réparations, d'intrigues, de dissensions, de guerre civile et de révolutions.

Il n'a oublié que la guerre électorale du sénateur Dandurand et de l'honorable Pamphile Du Tremblay. Quel sombre tableau de la situation mondiale après 33 ans de régime libéral! On nous a parlé du rajustement d'après-guerre; maintenant il s'agit pour le régime d'un rajustement d'avant élection.

Un des symptômes de la peur ministérielle, c'est son attitude nouvelle à l'endroit des mandats spéciaux. Malgré les dénunciations constantes, annuelles, répétées et réitérées de l'opposition et contrairement aux termes de l'article 9, chapitre 21, des Statuts de Québec, 1925, qui n'autorise l'émission des mandats spéciaux que pour le paiement des dépenses faites dans les cas d'urgence, le gouvernement a fait un abus intolérable des mandats spéciaux. Et voici les mandats spéciaux émis chaque année par le gouvernement pour payer les dépenses qui étaient presque en totalité non urgentes:

1919-1920.....	\$1,751,320.00
1920-1921.....	822,245.70
1921-1922.....	980,126.04
1922-1923.....	1,182,469.17
1923-1924.....	1,427,412.63
1924-1925.....	2,076,603.47
1925-1926.....	905,019.96
1926-1927.....	958,872.10
1927-1928.....	1,242,552.63
1928-1929.....	1,218,113.61

En 1930, les mandats spéciaux tombent à \$607,113.61. La liste et le montant des mandats spéciaux émis en ces trois dernières années démontrent jusqu'à quel point, à la veille des élections, le gouvernement a peur des élections. Il y a longtemps que l'opposition dénonçait cette pratique comme vicieuse et illégale. Le budget de la peur démontre que le gouvernement a abandonné pour

l'année réparatrice la politique inqualifiable des mandats spéciaux. Que s'est-il donc produit, M. l'Orateur? Tout simplement un phénomène de peur. Le gouvernement a pris l'épouvante.

La peur de l'électorat se manifeste encore dans le budget de l'année réparatrice que nous a présenté le gouvernement et dans le rajustement d'avant élection par la condescendance vraiment extraordinaire et inusitée avec laquelle le gouvernement s'est abaissé jusqu'à nous donner quelque idée de l'usage qu'il a fait de son soi-disant surplus.

C'est la première fois, si je ne me trompe, que le gouvernement daigne nous fournir l'adresse où son impalpable surplus est allé se loger et se cacher. En effet, l'état numéro 4 des *Comptes publics* 1930 nous fournit de précieuses informations au sujet du surplus de \$4,210,230.52. Voici ce qu'on y lit.

Fonds de l'assistance publique:

Allocation annuelle provenant des
revenus nets des opérations de la
Commission des liqueurs..... \$1,000,000.00

Provision spéciale:

Réserve pour rachat de la dette
publique \$ 500,000.00

Rachat de la dette publique:

Rachat d'une partie d'une émission
échéant le 15 mars 1943 \$1,242,806.25

Balance non appropriée \$1,466,324.27

Mais les surplus antécédents, où sont-ils?
Que sont-ils devenus? L'histoire ne le dit pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon honorable ami oublie que les mandats impayés apparaissent dans la colonne des dépenses. Mon honorable ami a été très mal renseigné.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): L'administration actuelle réclame un ensemble de surplus de \$22,329,819.70. Ces soi-disant surplus, où sont-ils? En dépit de ces surplus fantômes, les opérations de caisse se font de plus en plus laborieuses. Les surplus se chiffrent à millions, mais pour boucler son budget, le 30 juin de chaque année, le gouvernement est obligé de faire des emprunts temporaires et de laisser des mandats impayés. Et ces emprunts temporaires comme ces mandats impayés se chiffrent chaque année dans les millions.

Le tableau suivant montre les emprunts temporaires négociés au cours des 10 dernières années ainsi que les montants disponibles pour la même période.

	<i>Argent disponible</i>	<i>Emprunts temporaires</i>	<i>Mandats impayés</i>
1921	\$1,739,321.29	\$2,000,000	\$ 806,420.58
1922	2,885,807.40	.....	925,117.03
1923	2,699,571.35	.....	954,451.47
1924	2,435,044.78	5,000,000	1,146,918.46
1925	1,658,720.74	4,500,000	948,312.99
1926	2,215,676.92	15,000,000	2,492,768.45
1927	2,261,661.65	6,750,000	2,013,661.12
1928	2,564,989.11	5,000,000	2,988,311.40
1929	4,607,783.51	2,000,000	5,334,291.61
1930	2,005,730.79	3,000,000	2,510,640.97

Si les surplus existent, d'où viennent-ils? Mais ces surplus, même s'ils existent, proviennent de la liquidation de notre actif national, de la dilapidation de notre patrimoine. Nous avons entamé notre capital en ruinant notre domaine national pour une somme de \$27,000,000, puisque, des \$50,000,000 de ventes, nous n'avons retiré en surplus que \$23,000,000, même en acceptant la comptabilité du gouvernement.

En 10 ans, nous avons reçu \$50,000,000 pour l'exploitation de nos forêts et pouvoirs hydrauliques qui ont perdu leur valeur. On dit que nos forêts ne sont que louées, mais nous voyons notre bois s'en aller aux États-Unis pour enrichir le capital américain. Pour montrer que les surplus sont fictifs, comparons les recettes de vente de nos forêts avec les excédents des revenus sur les dépenses du gouvernement et l'on verra que la province n'y gagne rien.

	<i>Surplus déclarés</i>	<i>Vente de nos forêts</i>
1919-1920	\$ 1,230,433.05	\$ 3,035,360.75
1920-1921	5,033,419.45	3,691,758.65
1921-1922	1,444,365.71	3,148,141.10
1922-1923	1,303,440.17	3,778,218.84
1923-1924	743,136.57	4,320,758.37
1924-1925	520,146.75	5,218,976.95
1925-1926	1,846,294.12	5,757,016.40
1926-1927	1,986,557.70	5,612,319.51
1927-1928	4,011,795.62	5,178,511.52
1928-1929	<u>4,210,230.52</u>	<u>4,360,620.67</u>
<i>Total</i>	\$22,329,810.66	\$44,101,683.76

L'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) a cité l'honorable Chapais sur les ventes de concessions forestières. Que l'on me permette de compléter la citation de l'honorable M. Chapais en rappelant un discours qu'il prononça à Saint-Hyacinthe en 1907. Il disait alors en s'adressant au gouvernement: "Pendant 10 ans, vous avez vendu nos forêts sans prévoyance pour l'avenir. Vous les avez sacrifiées pour un plat de lentilles. Vous les avez vendues sans prévoyance, à l'aveugle, et avec une impéritie, une précipitation, un mépris des vrais principes économiques, une insouciance de l'avenir vraiment stupéfiante."

Voix à gauche: Très bien, très bien.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Malgré les surplus, la dette consolidée nette a continué sa progression ascendante. L'honorable premier ministre, devenu trésorier de la province, confesse que sous sa propre administration, c'est-à-dire pendant les 10 dernières années, elle a augmenté de \$4,744,931.99. Pourtant, quand il enleva à l'initiative privée le commerce des liqueurs pour constituer un monopole d'État, n'a-t-il pas déclaré que les profits réalisés serviraient à éteindre la dette de la province, comme le faisait si justement remarquer l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault)? Évidemment, l'extincteur ministériel n'a pas fonctionné, ou plutôt, chargé d'alcool, il n'a servi qu'à attiser le feu qu'il devait contrôler. L'honorable premier ministre, en créant sa loi des liqueurs, avait promis que les revenus de ce commerce qu'il enlevait au public serviraient à payer la dette de la province. Or, la dette de la province a augmenté.

(À ce moment, M. Louis-Joseph Moreault, député de Rimouski, réélu la veille à la mairie de Rimouski, entre à la Chambre et se dirige vers son siège).

(Applaudissements à droite)

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À cause de l'ingérence abusive du gouvernement dans les affaires municipales et scolaires, à cause du contrôle indésirable qu'il exerce sur elles, à cause de l'accaparement du revenu des municipalités par le régime, il est de mon devoir de signaler au nouveau trésorier, en même temps que l'augmentation de la dette de la province, l'augmentation de la dette des corporations municipales et l'augmentation de la dette des corporations scolaires.

En 1921, le passif des corporations municipales était de \$231,232,276. En 1929, derniers

chiffres connus, il s'élève à \$389,062,253. En 1921, le passif des corporations scolaires était de \$42,638,543; en 1929, il s'élève à \$69,603,268. La dette provinciale, municipale et scolaire est donc de \$512,688,047.84. En 1929, la population de la province était de 3,028,618. Ainsi, la dette provinciale, municipale et scolaire dans la province de Québec s'élève à \$169.22 par tête, à la fin de 1929.

Je veux citer à l'honorable premier ministre un autre discours de l'honorable M. Chapais, qui a déjà partagé l'histoire politique de notre province depuis la Confédération en plusieurs périodes. Il disait: "L'administration de la province peut se diviser en plusieurs parties: le début après la Confédération; l'époque de la construction de chemins de fer, suivie de la prospérité de 1884 à 1887, qui fait tant d'honneur au Parti conservateur. Quant à l'époque de 1887 à 1891, (l'honorable M. Chapais répondant à M. Gouin), Sir Lomer a sauté par-dessus à pieds joints. Pas un mot! Pas une allusion. L'historien est muet! Je vais être obligé d'en parler moi-même.

De 1887 à 1891, ce fut le désastre du régime Mercier. Le vertige des honneurs tourna la tête au chef libéral du temps (Honoré Mercier), et l'histoire impartiale dira que notre province fut à deux doigts de la ruine. C'est à la suite de ce régime, qui augmenta notre dette et les dépenses, c'est dans des conditions extraordinairement onéreuses que le Parti conservateur prit le pouvoir en 1892. Vint ensuite le régime de la réparation sous le gouvernement conservateur. Arrivés au pouvoir en 1892, les conservateurs ont travaillé courageusement à réparer les ruines amoncelées par le régime précédent.

Pour combler le gouffre, ils ont dû à la fois réaliser des économies considérables dans la dépense et augmenter le revenu au moyen de nouveaux impôts. Ils n'ont pas reculé devant cette tâche ingrate. Pour abrégé, nous dirons qu'au bout de quatre ans, au 30 juin 1896, ils avaient diminué les dépenses contrôlables de \$816,000. Ils avaient augmenté les revenus indépendamment des nouveaux impôts de \$426,447; ils avaient transformé un déficit de \$1,458,000 en un surplus de \$228,000. Ils avaient payé la dette flottante de \$13,000,000 léguée par le gouvernement Mercier sans dépasser le pouvoir d'emprunt de \$10,000,000 obtenu par lui. Enfin, de 1897 à 1917, c'est l'âge d'or de la dilapidation.

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'honorable député me permettra-t-il de lui demander si c'est toujours l'honorable M. Chapais qu'il cite?

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Oui.

L'honorable M. David (Terrebonne): À quel endroit ce discours fut-il prononcé?

M. Lafleur (Montréal-Verdun): À Saint-Gervais.

Cette politique d'inertie et de stagnation, cette augmentation des dépenses, cette augmentation des taxes, cette dilapidation du domaine public se sont continuées depuis 1907 à nos jours. Cependant, ce qui caractérise les dernières années du régime précédent et tout spécialement l'administration actuelle, c'est l'étatisme, le favoritisme, l'autocratie et la centralisation. Le trust sous toutes ses formes est triomphant. Le trust de la finance est roi et maître dans notre province. Le gouvernement s'est inventé le trust de l'alcool. Le fonctionnarisme est devenu un trust immense au bénéfice de la famille dite nationale et des familles alliées. La loi de l'assistance publique a créé le trust de la charité...

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce que l'honorable député est contre l'assistance publique?

M. Lafleur (Montréal-Verdun): ... et le régime actuel n'est lui-même qu'un trust gigantesque qui accapare tout, centralise tout, contrôle tout, qui rêve et qui tente de faire du peuple de cette province une armée de fonctionnaires. Comme le faisait remarquer l'honorable M. Sauvé, la province de Québec est sous la tutelle d'une nouvelle "Compagnie des Cent-Associés".

En terminant, M. l'Orateur, je tiens à signaler à cette Chambre et à toute la province, pour la déplorer et la dénoncer, la façon cavalière dont l'honorable trésorier provincial traite les représentants du peuple dans cette Chambre lorsqu'ils posent des questions d'intérêt public. Et, si je compare l'ancien et le nouveau trésorier, je ne puis m'empêcher de constater que la province, dans l'acquisition qu'elle a faite, y a perdu en ce qui concerne la largeur de vues. Le 13 février 1930, l'honorable McMaster répondait à une question de l'honorable député de Sherbrooke, M. Crépeau: Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1928-1929, à la Compagnie Le Soleil ltée pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1928-1929 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais

qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations? Par l'honorable M. McMaster: \$221,307.07.

Le 27 janvier, son successeur forcé répondait à la même question de l'honorable député de Sherbrooke, M. Crépeau: Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée, en 1929-1930, à la Compagnie Le Soleil ltée pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1929-1930 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations? Par l'honorable M. Taschereau: Voir les *Comptes publics* de 1929-1930.

Tandis que M. McMaster répondait en gentilhomme, le nouveau trésorier premier ministre a répondu sèchement: Voir les *Comptes publics* de 1929-1930. Le peuple accepte le défi de l'honorable premier ministre et il lui donne rendez-vous sur le terrain des comptes publics. Après les élections, si le premier ministre demande au peuple de cette province: "Pourquoi m'avez-vous retiré votre confiance?", le peuple de cette province répondra: "Voir les *Comptes publics* de chacune des années de votre administration de favoritisme, de népotisme, de gaspillage, de dilapidation et de scandales."

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. l'Orateur, je ne suis pas un comptable licencié, mais, en lisant les *Comptes publics*, j'ai constaté que la caisse de la province balance. Malgré les prétentions de l'honorable député de Verdun, j'ai confiance dans l'auditeur général et tous les serveurs de la province au Trésor. La somme d'intelligence dont je dispose est plus que suffisante pour que je sois à même de constater que le Trésor public est en excellente posture. Il ne faut pas être grand clerc pour se rendre compte que la province a balancé son budget et qu'elle offre l'exemple d'un beau surplus, alors que le gouvernement central et plusieurs provinces sœurs marquent des déficits.

Il (M. Caron) fait l'éloge du représentant de L'Islet qui, jeune encore, a mérité le portefeuille le plus important du ministère. Il (M. Caron) ne se fait en cela que l'interprète de toute la classe agricole. Elle a su apprécier à sa juste valeur, dit-il, ce geste du gouvernement. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), éminemment qualifié, et fils de cultivateur, a su, bien que sa nomination ne date que de quelques semaines à peine, s'attirer la confiance de cette classe dont le bien-être lui a été confié. Dans les circonstances, y a-t-il lieu de

s'étonner s'il reçoit partout l'accueil le plus enthousiaste?

Il (M. Caron) profite de l'occasion pour rendre un hommage à la mémoire de son père, l'honorable J.-Édouard Caron, ancien ministre de l'Agriculture, qui, comme le jeune ministre actuel, naquit dans le comté de L'Islet.

Quand je parle, dit-il, du comté de L'Islet, j'éprouve un sentiment de piété filiale. C'est le comté qui m'a vu naître. Mon père en a été longtemps le député et je lui conserve beaucoup d'affection. L'honorable premier ministre a dit que jamais un choix n'avait été plus facile que celui du nouveau ministre de l'Agriculture. Je n'en suis pas surpris et j'offre à l'honorable député de L'Islet mes plus sincères félicitations.

La plus intéressante déclaration du discours du trône est celle qui a trait à la nouvelle politique du gouvernement relativement aux surplus. Il convient de féliciter le trésorier intérimaire de cette politique. La province n'accumulera plus ses revenus pour en faire des surplus, mais elle dépensera immédiatement ces argents pour le bénéfice des contribuables. C'est une bonne habitude à prendre car, en somme, le gouvernement n'est pas une manufacture d'argent. Le surplus est fait de l'argent payé par le peuple. Il n'est que juste de le lui rendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. Très bien.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cet argent doit donc retourner au peuple. Le gouvernement le lui rend au centuple en toutes sortes d'œuvres bienfaisantes. Le gouvernement n'est pas et ne doit pas être une institution bancaire et il a bien compris son devoir. Je félicite aussi le gouvernement d'avoir décidé que les profits réalisés dans l'année soient dépensés l'année même et non l'année suivante.

L'opposition se complait à nous jeter la pierre pour la politique que nous avons adoptée en ce qui concerne le développement de nos ressources hydrauliques. Un argument cher à tous les orateurs conservateurs est celui de la dilapidation de nos forêts. L'opposition osera-t-elle prétendre que le cultivateur dilapide son bien quand il vend sa récolte de produits maraîchers?

Oserait-on prétendre que le cultivateur dilapide son champ quand il lui fait produire des patates? Nous avons d'inépuisables ressources, et le gouvernement n'a pas le droit de les laisser se gaspiller. L'exploitation des forêts est une récolte comme une autre; et comme nos ressources sont

inépuisables, le gouvernement n'a pas le droit de les laisser se gaspiller.

D'autre part, si nous avons eu recours à une politique de conservation, on les aurait vus jeter de toutes parts les hauts cris et nous blâmer pour les avoir laissées inactives. Si on n'utilise pas nos ressources, elles seront gaspillées. Le gouvernement serait blâmable de ne pas le faire. Les revenus qui nous viennent de cette source sont ceux qui nous coûtent le moins cher. Voilà ce que répète souvent le gouvernement. L'opposition feint de ne pas l'entendre.

Les tactiques employées par l'opposition sont déloyales, antisociales et de nature à soulever le peuple contre l'autorité établie. Je lisais dernièrement un mandement de Mgr Gauthier, de Montréal, demandant le respect de l'autorité établie. Il faut que l'opposition surveille le gouvernement comme il est nécessaire qu'une femme surveille son mari.

(Rires)

Mais il ne faut pas manquer de respect à l'autorité établie. Je comprends l'importance du rôle d'une opposition en cette Chambre, mais ce rôle ne doit pas dégénérer en une critique qui soit de nature à semer la révolte par ses exagérations et ses faussetés. Certaines méthodes employées par la gauche ne sont pas dignes d'un représentant du peuple et je tiens à les dénoncer. Les membres de l'opposition sont des gentilshommes, comme corps, mais l'opposition emploie des méthodes que je dénonce de toutes mes forces. Et je veux protester contre la manière d'agir de l'opposition, surtout depuis qu'elle a un nouveau chef. On n'emploie plus de procédés de "gentlemen". Les membres de l'opposition pourraient prendre quelques leçons.

L'opposition devrait se limiter à une critique saine et dire ce qu'elle ferait si elle était à la place du gouvernement, sans vouloir saboter l'autorité constituée. L'opposition a aussi un autre mot à la bouche chaque fois qu'un de ses partisans parle: le mot "trust". L'opposition crie au trust du gouvernement pour les liqueurs. On prétend même que le gouvernement fait un trust de la Charité. Ce n'est pas de la critique sérieuse. Ce sont des mots pour essayer de faire croire au peuple qu'il est maltraité. Quels que soient les mots employés, l'œuvre du gouvernement est une œuvre honorable. Il ne s'agit pas de mots, mais d'actes, et le gouvernement en a assez à son crédit pour faire rager l'opposition.

L'opposition a tort de se plaindre qu'on ne réponde pas à la lettre à toutes les questions qu'il lui plaît de poser. Les *Comptes publics* ont précisément été faits pour renseigner les députés. Il (M. Caron)

félicite le gouvernement de ne pas avoir répondu aux demandes de renseignements des députés de l'opposition autrement qu'en les renvoyant aux *Comptes publics*.

Le député de Verdun (M. Lafleur) a prétendu que la politique du gouvernement était néfaste pour les municipalités, parce que leurs dettes augmentent continuellement. Ce n'est pas la faute du ministère. Il n'est pas question des finances des corporations municipales dans le discours du budget, et ce n'est pas le gouvernement qui est responsable des dettes contractées volontairement par les municipalités. Si les dettes des municipalités augmentent en ce moment, n'est-ce pas la faute du gouvernement Bennett qui a passé des lois pour remédier à un malaise qui n'était qu'imaginaire, avant l'agitation qui s'est faite?

L'an prochain, ces dettes seront encore plus fortes précisément à cause des octrois pour l'aide au chômage votés par le pouvoir central dirigé par M. Bennett. Les dettes vont augmenter, c'est entendu, et nos collègues viendront encore, l'an prochain, avec le même argument. Car, nous le savons tous, les députés de la gauche resteront encore longtemps à gauche pour apprendre du Parti libéral l'art de gouverner. Un autre stage d'une quinzaine d'années leur ferait grand bien. Nos amis de la gauche ont besoin de pratiquer encore quelques années avant de pouvoir nous montrer des œuvres comme celles qui méritent au gouvernement actuel la confiance de la province.

(Applaudissements à droite)

M. Smart (Westmount)³: L'ensemble de la question a été si bien discuté par les gens qui ont parlé avant moi qu'il ne reste pas grand-chose à ajouter, à moins que je ne répète ce qui a déjà été dit, mais il reste quelques aspects relatifs aux états financiers présentés par le gouvernement sur lesquels j'aimerais attirer l'attention de la Chambre et, plus particulièrement, du trésorier provincial.

En présentant son budget, le trésorier a parlé des conditions économiques mondiales qui ont contribué à la situation actuelle, et je suis certain que chacun des honorables députés est d'accord là-dessus. Mais deux facteurs, qui s'appliquent particulièrement au Canada et aux États-Unis, ont largement contribué, à mon humble avis, à l'austérité que connaît actuellement notre pays, y compris la province de Québec. Je fais référence à la pratique malsaine de la surcapitalisation, particulièrement présente dans le cas de grands regroupements de sociétés industrielles et d'organismes de la fonction

publique, et à la pratique odieuse du fractionnement des actions, ce qu'on appelle se partager le gâteau. Cette pratique est surtout répandue dans le cas de compagnies qui émettent des actions sans valeur nominale fixe, et il en résulte que des gens sont victimes d'une orgie de spéculations.

Je me souviens d'un fait particulier qui ne s'est pas produit dans cette province, j'ai le plaisir de le préciser, où les promoteurs ont émis quelque 80,000,000 de parts surévaluées dans un projet où le public, sans s'inquiéter, a investi pour ce montant. Il y a plusieurs cas dans cette province où des choses semblables ont été signalées.

D'aucuns maintiendront sans doute que les compagnies qui ont agi de cette façon se sont, dans tous les cas, prévaluées des droits dont elles bénéficient en vertu de leur charte respective, et qu'elles n'ont d'aucune façon enfreint la loi parce qu'elles ont de bons avocats. C'est tout à fait vrai, car les grandes compagnies ont toujours recours aux meilleurs avocats; mais il est du devoir du gouvernement de modifier les lois lorsqu'elles profitent à certains au détriment de la population. Je propose donc que le gouvernement modifie la loi des compagnies du Québec et certaines autres lois connexes, de façon à ce qu'il soit impossible à l'avenir d'abuser de la population.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les compagnies peuvent toujours obtenir leur charte à Ottawa.

M. Smart (Westmount): Québec peut au moins intervenir dans la sphère de ses responsabilités.

Il (M. Smart) attire l'attention sur l'état peu satisfaisant du compte dédié au logement pour les ouvriers, la province ayant apparemment versé à Ottawa beaucoup plus d'argent qu'elle n'a reçu, ce qui signifie probablement une perte considérable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

admet que c'est le cas. Mais il ne peut en ce moment donner au député une idée de l'ampleur de cette perte pour la province.

M. Smart (Westmount): La population, dit-il, a le droit de savoir ce qui s'est passé. On remarquera que les *Comptes publics* pour l'année dont on parle sont mieux présentés que par le passé, sans doute grâce à la main experte de l'honorable Gordon Scott, qui est expert-comptable. Voilà qui justifie les critiques exprimées par l'opposition

pendant de nombreuses années. On n'avait toutefois tenu compte d'aucune de ces critiques jusqu'à présent. Les changements apportés cette année ne sont pas suffisants et je propose que soient effectués des changements supplémentaires, qui seraient, je crois, dans l'intérêt de la population.

Tout d'abord, je maintiens que des éléments comme \$82,128 pour les contributions pour la retraite des employés de la fonction publique, \$694,944 d'intérêts sur les dépôts et investissements, et \$37,399 d'intérêts sur les fonds d'amortissement ne devraient pas être inclus dans les revenus ordinaires, comme c'est le cas actuellement dans les *Comptes publics*. En vertu de leur nature, il s'agit de fonds en fiducie et ils devraient être considérés séparément.

Ensuite, je maintiens que la somme de \$5,555,584 identifiée comme revenus des terres et forêts et celle de \$734,702 comme revenus des mines devraient être divisées en revenus de capital et en revenus ordinaires, selon le cas, au lieu de figurer en entier sous la rubrique "revenus ordinaires". C'est ce que fait la province de l'Ontario, et c'est là une pratique saine. De la même façon, toutes les dépenses faites par ces deux ministères devraient être divisées en dépenses de capital et en dépenses ordinaires.

Il est impossible, si on n'a pas tous les détails relatifs à chaque élément influençant les revenus et dépenses, comme c'est le cas dans la façon dont les chiffres sont présentés dans les *Comptes publics*, de déterminer quelle somme devrait être créditée ou débitée au compte de capital ou au compte ordinaire. Cette question ne peut être réglée que par chaque ministère, mais, d'après l'examen des détails dont j'ai fait mention, je suis d'avis que la très majeure partie devrait être imputée au compte de capital.

On devrait avoir comme principe de mieux séparer les comptes de capital et les comptes ordinaires et organiser les comptes en conséquence. Toutes les dépenses des départements devraient être divisées en dépenses au compte capital et dépenses au compte ordinaire, afin qu'on sache ce qui revient au capital et au revenu.

Il n'est pas étonnant que les surplus s'élèvent à \$3,000,000 de plus que ce qu'avait estimé son prédécesseur, étant donné que le gouvernement a toujours sous-estimé de façon exagérée à la fois les revenus et les dépenses, technique lui permettant de disposer de sommes considérables sans avoir à les faire approuver par la Chambre. Au cours de la dernière année, le montant ainsi disponible était de \$10,000,000, ou plus ou moins 25 % des dépenses

totales. Parmi ces \$10,000,000 se trouvaient \$1,717,000 pour l'instruction publique, \$392,000 pour la colonisation, \$262,000 pour les pêcheries, la chasse, etc., et \$353,000 pour les travaux publics. Au compte ordinaire, \$796,000 pour l'agriculture, \$4,705,000 pour les routes et les mines, et \$387,000 pour les terres et forêts.

La comparaison faite par l'honorable ministre (M. Perrault), en ce qui concerne l'Ontario et le Québec, où il est question du déficit annoncé par l'Ontario, n'est pas juste car, au cours de l'exercice financier, cette province a dépensé environ \$4,000,000 en pensions de vieillesse et en allocations familiales. De plus, en examinant les *Comptes publics* de l'Ontario, on constate que, dans cette province, le revenu total des terres et forêts n'est pas inclus dans le revenu ordinaire, mais l'argent est réparti entre le revenu ordinaire et le compte de capital, selon le cas, alors qu'au Québec tout est considéré comme revenu ordinaire. Il (M. Smart) donne comme exemple l'exercice financier de 1928-1929, où on a consigné un surplus de \$2,642,893, alors que les comptes prévisionnels prédisaient un déficit pour l'exercice de 1929-1930.

La comparaison entre les deux provinces qu'établit l'honorable ministre (M. Perrault) concernant la dette consolidée *per capita* n'est pas juste pour l'Ontario parce que, dans la dette de l'Ontario, on retrouve plus de \$200,000,000 en biens réalisables que constituent les biens et franchises que possèdent la Commission hydroélectrique et la Temiskaming and Northern Ontario Railways et les prêts aux municipalités. Par ailleurs, le ministère du Travail de l'Ontario a coûté \$2,808,270 à la province pour l'année 1928-1929, alors qu'au Québec seulement \$148,567 ont été consacrés à ce secteur. L'Ontario a dépensé \$10,278,000 pour l'instruction, contre les \$4,480,000 dépensés par le gouvernement du Québec. Les chiffres pour la santé s'élèvent à \$759,776 contre \$544,488. En étudiant les pourcentages, je n'ai rien trouvé concernant le ministère de la Santé. Je considère que la santé de la province est de la plus grande importance aux yeux de sa population, et la somme consacrée à ce ministère devrait être augmentée. La santé devrait venir en premier, et ensuite, l'instruction. En ce qui concerne l'actif et le passif, l'Ontario accuse un surplus de \$37,870,000 et le Québec, un déficit de \$39,711,575.

M. Bastien (Berthier) commence par féliciter les deux nouveaux ministres, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) et le ministre de

l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) à l'occasion de leur entrée dans le cabinet. Il leur souhaite à tous deux une excellente santé, afin que la province puisse bénéficier le plus longtemps possible de leur science et de leur expérience. Il se joint à tous ses collègues qui ont rendu hommage au gouvernement pour avoir été chercher dans les rangs des agronomes un fils de cultivateur gradué d'une institution américaine, qui occupe une place prépondérante dans l'enseignement agricole, pour en faire le ministre de l'Agriculture.

La nomination de l'honorable représentant de L'Islet (M. Godbout) réalise un vœu cher à feu l'honorable J.-L. Perron: un de ses élèves a été appelé à lui succéder. La classe agricole a confiance en l'honorable représentant de L'Islet (M. Godbout) qui saura suivre le vaste programme tracé par l'honorable M. Perron. La mort de l'honorable M. Perron fut un grand deuil pour la province et surtout pour la classe agricole. Mais le nouveau ministre de l'Agriculture est à la hauteur de la situation. Partout où il a passé, on s'est rendu compte de sa valeur. Je dirais de l'honorable M. Godbout qu'il se révèle un digne successeur de M. Perron. Il a placé la barre haute et il appuie les districts ruraux par tous les moyens à la disposition de son ministère.

Il fait l'éloge du représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur).

L'honorable chef de l'opposition a, depuis quelque temps, une grande affection pour les cultivateurs. Les protestations d'amour du chef de l'opposition à l'égard de la classe agricole n'ont pas toujours été aussi vives. Cette tendresse est assez récente et son seul discours de samedi dernier suffit à le démontrer. Mais, lorsqu'il était candidat dans Montréal-Sainte-Marie, il disait: "Battez le candidat du gouvernement Taschereau qui ruine Montréal pour aider les campagnes." En 1923, dans Montréal-Sainte-Marie, le chef de l'opposition disait qu'il fallait battre les candidats du gouvernement Taschereau parce qu'ils saignaient la ville de Montréal au bénéfice des campagnes. Lors d'une autre occasion, il a prétendu que Montréal était la vache à lait de la province et de la classe agricole.

L'opposition essaie de faire croire maintenant que l'honorable premier ministre n'a aucune sollicitude pour les cultivateurs. Les faits nous prouvent le contraire. Grâce à la politique agricole du gouvernement, la classe rurale est satisfaite et l'exploitation des produits de la terre connaît un développement rapide. Dans aucune autre province la classe agricole n'a reçu plus d'aide du gouvernement. Les électeurs de Berthier gardent au Parti libéral la plus profonde reconnaissance pour

avoir inauguré un programme qui promet d'asseoir cette industrie sur une base solide, profitable et permanente. Il reste sans doute beaucoup à faire, mais le programme Perron, dont la réalisation ne fait que débiter, pourvoit à tout et atteindra, dans un avenir prochain, le but qu'on s'est proposé.

Nous avons brûlé les étapes dans le domaine de l'agriculture. En plus de nombreux octrois, le ministre leur procure des cours spéciaux, et il s'efforce de faire apprécier la nécessité pour le cultivateur de s'instruire dans son art, car c'est un art véritable que l'agriculture. Les cultivateurs ont bien compris ses recommandations. La grande idée de la coopération si nécessaire au succès de l'agriculture a été répandue et mise en pratique. L'an dernier, plus d'une centaine de coopératives ont été formées. Dans le comté de Berthier, une coopérative, celle des planteurs de tabac de Saint-Jacques, a remporté un tel succès qu'elle a dû depuis refuser un grand nombre de membres. Les actions étaient de \$100, mais nombre de cultivateurs étaient prêts à fournir \$200. On a dit qu'il fallait y aller prudemment de ce côté, mais, malgré tout, des cultivateurs auraient été prêts à souscrire \$200 au lieu de \$100 pour entrer dans cette coopérative.

On reconnaît aujourd'hui l'importance de la culture fondée sur la science, et les cultivateurs se rendent compte de l'importance d'étudier leur profession. La science agricole, dont on n'osait parler autrefois, fleurit dans nos campagnes. Le programme de M. Perron a été très bien compris et il est bien suivi. Nos cultivateurs sont heureux de profiter de l'exécution du programme de l'honorable M. Perron et d'y prendre part. Ils montrent la détermination d'égoutter leurs terres et d'agrandir leur patrimoine. Dans Berthier, dans la seule paroisse de Saint-Barthélemy, on est à drainer 4,000 acres de terre. Le gouvernement a fourni une machine et un mécanicien pour la mettre en action. Les cultivateurs n'ont qu'à payer l'huile et l'essence pour la faire fonctionner.

C'est ainsi que, depuis l'année dernière, le gouvernement a poursuivi aussi une politique de drainage qui a obtenu un plein succès. Quatre cent mille acres ont été drainées jusqu'à date, et les activités du ministère dans ce sens sont et seront poussées avec énergie. Cela démontre bien que les cultivateurs veulent améliorer leur propriété. À Terrebonne, des travaux de grande envergure ont été faits et tout cela prouve que les cultivateurs tiennent à améliorer leur propriété. Pour améliorer l'industrie animale, le ministère de l'Agriculture a donné \$80,000 à divers cercles agricoles.

Le gouvernement a donné un vif essor également à l'emploi des engrais. Il (M. Bastien) félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) d'avoir pris l'initiative de l'organisation d'un train-école. Le train-école s'est promené dans les Cantons-de-l'Est et il sera demandé dans plusieurs comtés, après le premier succès réalisé. Ce train-école renseigne les cultivateurs sur les engrais chimiques. Des instructeurs ont démontré aux cultivateurs comment utiliser ces engrais. J'ai l'intention de réclamer sa venue dans mon comté. Il (M. Bastien) formule le souhait que son comté ait la visite de ce train dans un avenir rapproché et que les démonstrations de ce genre soient plus nombreuses encore à l'avenir.

On plaint, dans les milieux oppositionnistes, la classe agricole de la province de Québec. Quant aux sommes consacrées à l'aide à l'agriculture dans la province, elles se comparent avantageusement à celles de toute autre province du dominion, à l'exception toutefois de celle de l'Île-du-Prince-Édouard.

Cependant, avec un budget de \$43,385,145, Québec a donné l'an dernier \$2,832,950, soit 6.5 % à la classe agricole, alors que l'Ontario, province que l'opposition se plaît tout particulièrement à nous citer comme exemple avec \$75,000,000 comme budget, a dépensé pour l'agriculture \$2,600,000, soit 4.1 %⁴; le Nouveau-Brunswick a dépensé 3.73 % et la Saskatchewan, 3.94 %. À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, c'est Québec qui a la moyenne la plus forte pour l'agriculture.

Au sujet de la tuberculisation des troupeaux, dont le représentant de Laval (M. Renaud) a parlé la semaine dernière, il (M. Bastien) fait remarquer que les inspecteurs se présentent chez les propriétaires de troupeaux, mais que ceux-ci ne sont pas tenus d'accepter cette inspection. Les cultivateurs ne sont pas forcés d'abattre leurs troupeaux pour fins de tuberculisation; la chose arrive lorsqu'ils demandent l'inspecteur. Une loi sera adoptée, à la présente session, pour indemniser les cultivateurs dont une partie des troupeaux a été abattue.

Les députés de l'opposition, particulièrement en ce qui concerne leurs critiques contre le budget, n'ont pas été sincères, et l'électorat répondra à ces critiques en reportant le gouvernement libéral au pouvoir, en récompense de la gestion novatrice dont bénéficie la province alors même qu'une dépression industrielle afflige le pays au complet.

On nous a fait un crime au sujet des capitaux étrangers. Il y a \$6,000,000,000 qui ont été investis au Canada par des gens de l'extérieur. De cette somme, seulement \$2,000,000,000 ont été placés dans des compagnies canadiennes établies ici.

Pourquoi alors ne blâmerions-nous pas Ottawa d'avoir accepté toutes ces sommes? Dans les autres provinces, personne ne s'arrête à ces questions, personne ne critique l'entrée des capitaux étrangers. Dans les autres provinces, on attache tellement peu d'importance à cette question qu'elle n'est jamais mentionnée dans la presse, et je ne sais pas que l'apport chez nous de capitaux étrangers ait des conséquences plus néfastes ici qu'ailleurs. C'est que le capital est de sa nature même international. Sans être économiste, je ne suis pas sans savoir que le capital est international.

Les Canadiens ont placé à l'étranger, d'après le *Financial Post*, une somme de \$2,000,000,000. Si c'est un crime d'accepter les capitaux étrangers, il faudra donc empêcher les Canadiens de faire des placements à l'extérieur de la province. Les États-Unis ont une moyenne de \$200 par tête placés à l'étranger, et le Canada, une moyenne de \$190. Pourquoi arrêter le placement du capital étranger ici? Toutes nos municipalités sont anxieuses de recevoir d'autres usines, et je ne crois pas que l'opposition soit sincère lorsqu'elle veut que nous refusions l'hospitalité au capital étranger. On a d'autant moins raison de s'en plaindre que, grâce à cette politique, nombre des nôtres se procurent de l'emploi, ce qui leur permet de se procurer les toutes premières nécessités.

Il (M. Bastien) signale enfin la générosité du gouvernement à l'égard de nos hôpitaux; le nombre des institutions subventionnées s'accroît continuellement, et jamais il n'ignore la main qui lui est tendue, s'il s'agit de soulager la misère. Le député de Huntingdon (M. Fisher) est trop pessimiste. Notre nouveau collègue, qui est un charmant homme, a été en mauvaise compagnie.

(Rires)

Comme le député de Hull (M. Guertin), il trouve que tout est plus beau dans Ontario. Il (M. Bastien) cite un journal qui rapporte un discours de l'ancien chef de l'opposition, l'honorable M. Sauvé, qui réclamait une politique plus prévoyante dans l'exploitation des forêts.

Le débat est suspendu.

Motions de condoléances:

Décès du conseiller législatif M. Ouellette

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) mentionne brièvement, mais avec émotion, la mort

de l'honorable Édouard Ouellette, membre du Conseil législatif, qui a également été député à la Chambre basse. M. Ouellette a siégé parmi nous pendant plusieurs années. Sa bonne camaraderie, la franche amitié qui l'unissait à nous tous et son jugement sain lui réservent une place d'honneur dans notre pensée et nos souvenirs. Je demande à la Chambre, dit-il, de s'unir à moi pour exprimer à sa famille en deuil les regrets que cause sa disparition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En l'absence du chef de l'opposition, j'assure le premier ministre, dit-il, que l'opposition concourt pleinement dans les sentiments exprimés. Je me joins au premier ministre pour exprimer ma peine et j'appuie avec sympathie ses commentaires.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

La Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite d'abord de leurs succès les députés de Bellechasse (M. Taschereau), de Maskinongé (M. Thisdel) et de Huntingdon (M. Fisher), et il a un mot de congratulations pour le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout). Le représentant de L'Islet (M. Godbout) est venu dans Deux-Montagnes lutter contre moi, dit-il, alors qu'il n'était que simple député et je dois lui rendre ce témoignage qu'il fut toujours un adversaire loyal. L'un des plus grands poètes de la vieille France s'est écrié jadis:

"Objets inanimés, avez-vous une âme

"Qui s'attache à notre âme et la force d'aimer!"

Les murs de cette Chambre semblent avoir gardé des souvenirs qui, comme un écho du passé encore près de nous, s'emparent de mon âme et l'émeuvent profondément. Ce m'est une raison de plus pour demander votre indulgence que mon jeune âge - encore plus que mes débuts - m'autorise d'ailleurs à solliciter.

La pensée que je suis ici pour continuer le mandat que mes électeurs de Deux-Montagnes ont donné pour la sixième fois, en 1927, à celui qui m'est

si cher, non seulement par le sang et le cœur, mais aussi par l'estime et le prestige dont il jouit toujours et peut-être plus que jamais, dans cette Législature qu'il aime encore - et il ne peut s'empêcher de le manifester avec une communicative émotion -, cette pensée, dis-je, me fait mieux comprendre et apprécier la signification du sympathique accueil qui m'a été fait à mon entrée dans cette impressionnante Assemblée législative. Cet accueil qui m'honore, bien qu'étant surtout à l'honneur de mon paternel prédécesseur, est pour moi un enseignement qui doit valoir bien des années d'expérience, parce qu'il offre à ma jeunesse des réflexions qui, n'en doutez pas, M. l'Orateur, seront une des directives de ma conduite.

On a dit que j'étais trop jeune pour entrer dans cette vie publique où se multiplient les difficultés, les obstacles, les embûches et où paraissent plus qu'ailleurs les mauvais exemples et les inconséquences de la faiblesse humaine. Je m'incline volontiers et avec le meilleur esprit devant cette observation, et je m'inclinerais davantage si elle était toujours faite sans l'exagération empoisonneuse de l'exploitation politique.

La lutte que j'ai eue à subir pour gagner le mandat que j'apprécie hautement, comme j'ai toujours estimé et apprécié ceux qui me l'ont donné, a été pour moi une leçon qui m'a fait sérieusement réfléchir non seulement sur l'importance de notre Législature de Québec, sur la valeur de notre régime constitutionnel, mais aussi sur la valeur morale, les hauts préceptes et les mauvais exemples d'inconséquences que m'ont fournis certains adversaires qui, bien qu'aimant à se proclamer, avec emphase et parabole, les amis et les protecteurs de la jeunesse, se sont montrés chez nous les éducateurs les plus néfastes. Leur conduite dégoûtante a été un avertissement qui me vaut bien des années d'expérience et même, si je puis m'exprimer ainsi, de grandes leçons. C'est dire que je suis venu ici prendre mon siège sans la moindre illusion, mais avec une conception assez sérieuse de mes devoirs et de ce que nous pouvons rencontrer, quand même nous les accomplissions avec la meilleure volonté.

Je suis ici pour faire mon devoir en travaillant prudemment au service de mon pays, avec l'intention de respecter nos institutions parlementaires, l'autorité de la couronne, avec le désir d'être respectable et respectueux, et de suivre le meilleur exemple qui me fut naturellement donné.

La province, grande par ses traditions, son rôle et son importance géographique, son étendue territoriale, la variété de ses richesses, demande de plus en plus des administrateurs avertis, un bon

gouvernement et une bonne opposition. Pour cela, il faut que ses électeurs accordent raisonnablement le pouvoir à tour de rôle aux bons serviteurs et aux partis qu'elle reconnaît comme essentiels à son rouage administratif. Et, s'il est une conclusion qui doit être tirée de certains événements encore récents et du sentiment qui se manifeste à l'heure actuelle un peu partout dans la province, je suis convaincu que l'électorat est à la veille de démontrer qu'il a bien compris cette vérité.

Le gouvernement se vante, et se fait gloire, d'avoir fait hier ce qui ne s'est pas fait il y a 40 ans; et la semaine dernière encore, l'un des ministres comparait le budget actuel de cette province au budget de 1897 et en soulignait l'amélioration. Il ne faut pas être vieux pour comprendre la pauvreté de ce raisonnement. Le gouvernement serait-il trop vieux pour en saisir le ridicule?

Pendant combien d'années l'opposition ne s'est-elle pas élevée contre la politique de voirie du gouvernement, politique ruineuse de bouts de chemin, comme l'a qualifiée le député de Deux-Montagnes, mon prédécesseur en cette Chambre, politique toute au bénéfice de quelques amis politiques du gouvernement, ne possédant pour la plupart aucune compétence? Et alors, comme aujourd'hui, le gouvernement répondait qu'il n'en fallait pas croire l'opposition composée, disait-il, de dénigreur et de démagogues. Et cependant, voici qu'en 1925, devant l'Engineering Institute of Canada, le ministre de la Voirie, l'honorable M. Perron, déclarait "que ses efforts avaient été paralysés par les exigences de la politique de parti".

Et, après avoir dit que, durant les 10 années passées, la construction des chemins a été très dispendieuse, il continue. Et vous me permettez de citer la phrase textuellement et entièrement: "La moitié des coûts des chemins a été assumée, la plupart du temps, par les cultivateurs. Depuis que je suis ministre de la Voirie, les coûts de construction des routes ont atteint \$30,000,000 par mille, ce qui signifie la ruine au bénéfice de quelques-uns." Je n'ai pas besoin de prouver l'authenticité de ces paroles; elles ont été citées devant l'honorable M. Perron lui-même et il ne les a pas niées. Par sa politique de voirie, le gouvernement a ruiné les cultivateurs, comme en fait foi son repentir tardif, et par son interférence, a fait perdre leur autonomie aux municipalités.

Le gouvernement a dû capituler sur d'autres points. En l'élection complémentaire de Labelle, le chef de l'opposition du temps disait, en face des orateurs ministériels qui vantaient la politique de

voirie: "Je défie le gouvernement de faire des élections sans amender sa loi des chemins." Et qu'avons-nous vu? À peine deux mois avant les élections de 1927, le 8 mars 1927, le gouvernement illuminé de la même clarté, qui lui fait en ce moment, dans des circonstances identiques, réduire le taux de l'intérêt sur les prêts faits aux municipalités, prenait à sa charge l'entretien d'une partie des routes dans cette province, en présence de 600 cantonniers qui assistaient par hasard dans la galerie à cet acte de magnanime générosité du gouvernement. Il est vrai cependant que le bill réservait au ministre de la Voirie (M. Perron) deux bonnes portes de sortie, mais, qu'importe, les apparences étaient sauvées pour les élections imminentes. Nous reparlerons, en temps et lieu, de la réduction du taux de l'intérêt des prêts aux municipalités.

L'ancien chef de l'opposition n'avait-il pas raison? Le gouvernement vend nos forêts à l'étranger. Le chef de l'opposition de 1923, après que le premier ministre eut déclaré que des moulins à papier surgiraient un peu partout dans la province et même aux portes de Québec, mettait ses concitoyens en garde contre cette politique de production irrationnelle, qui peut faire rapidement des millionnaires. Mais elle détruit en même temps le principal actif de notre héritage national et expose un grand nombre de familles à la ruine en les groupant dans des centres industriels que l'on proclame "villes prospères" et qui cependant ne pourraient bien être que des ruines après quelques années, tant il est vrai que, comme le disait le député de Portneuf (M. Gauthier): "C'est la grande cheminée qui fait fumer la petite", mais qu'aussi, si la grande cheminée s'écroule, ce sont toutes les petites cheminées qui sont englouties sous la grande.

Encore là, le gouvernement n'a pas vu plus loin que l'instant présent qui toujours, par son rapide recul dans le passé, nous précipite dans l'avenir, et il n'a pas su prévoir l'avenir. Il a livré inconsidérablement nos forêts et nos pouvoirs d'eau à l'étranger. M. l'Orateur, je n'entreprendrai pas de discuter la valeur des mots "vente" et "location"; je ne veux pas entreprendre une querelle de mots pour savoir si on vend ou on loue. Dans une querelle de mots avec le gouvernement, je serais en trop grand désavantage, ayant toujours dans mon inexpérience préféré, sans fausse pudeur, la vérité toute nue à un sophisme bien habillé.

Il n'en est pas moins vrai que nos forêts sont dénudées et nos pouvoirs asservis. Nos ressources naturelles sont exploitées à outrance par les étrangers. Je sais bien que certaines gens ne voient

pas de mal à cette situation. Il y a même un ministre du gouvernement actuel qui déclarait, dans un moment d'inspiration, qu'il valait mieux abattre nos forêts plutôt que de s'exposer à ce qu'elles soient détruites par le feu. Je suis surpris de ne pas voir ce ministre venir au secours du gouvernement qui est à réorganiser la loi des accidents du travail, et proposer d'abattre les ouvriers plutôt que de les laisser exposés à avoir des accidents.

(Rires à gauche)

Il est vrai qu'il n'a jamais eu l'idée de démolir sa maison par crainte de l'incendie. Je m'excuse, monsieur, de m'être laissé entraîner à cet accès de légèreté et d'avoir démontré involontairement l'influence néfaste du mauvais exemple.

Le gérant de la Banque de commerce disait, dans un récent discours, que la province de Québec est la plus prospère du dominion grâce à la prudence des cultivateurs. Les porte-parole du gouvernement nous disent que nous ne devrions pas critiquer l'agriculture, étant donné que nous n'avons jamais rien fait pour celle-ci. Cette affirmation n'est ni exacte ni juste. L'honorable premier ministre affirmait de son côté, à Granby - je l'ai écouté à la radio - "Qu'est ce que le Parti conservateur a fait pour l'agriculture pendant les 25 ans qu'il a été au pouvoir? Rien". Nous avons assisté la semaine dernière à la fête annuelle du Mérite agricole qui a été organisée par le Conseil d'agriculture. Si je ne me trompe, ce Conseil d'agriculture, c'est le parti conservateur qui l'a organisé en 1869. Si nous consultons *l'Annuaire statistique*, nous trouvons que contrairement à la prétention de l'honorable premier ministre, le Parti conservateur a été le pionnier de l'agriculture dans cette province et qu'il a beaucoup fait pour l'agriculture. Voyons un peu ce qu'il a fait.

En 1871, organisation dans la province du premier concours des fermes les mieux cultivées. En 1872, organisation des conférences agricoles dans les districts ruraux. En 1873, établissement de la première beurrerie canadienne dans Huntingdon. En 1875, vote d'un subside annuel de \$5,000 pendant cinq ans pour l'établissement de la première manufacture de betteraves. En 1877, publication du *Journal provincial de l'agriculture*. En 1880, division du ministère de l'Agriculture et des Travaux publics en deux ministères distincts. En 1881, fondation de la première école de laiterie à Saint-Denis de Kamouraska. En 1882, introduction dans Québec des écrémeuses centrifuges. En 1886, première expérience d'ensilage. C'est à ce moment que les premiers silos ont fait leur apparition. En 1892, fondation de l'École d'industrie laitière à Saint-Hyacinthe. En 1892, établissement

des syndicats de beurrerie et de fromagerie. En 1893, organisation dans la province des cercles agricoles. En 1896, organisation de concours de produits de laiterie dans la province.

Il est assez curieux de constater que toutes les prétentions de l'opposition sont confirmées non seulement par les faits et l'expérience, mais presque toujours aussi par des déclarations de quelques membres du gouvernement. Les députés de l'opposition ont, depuis des années et des années, réclamé pour la classe agricole une plus grande protection, prétendant que l'agriculture en cette province était négligée et courait fatalement à la ruine. Encore là, le gouvernement a répondu par un chant de prospérité et des reproches bien sentis aux pessimistes qui osaient critiquer l'administration et prévoir des conséquences.

On n'a pas assez protégé le cultivateur en cette province. On s'en est trop souvent servi comme d'un vaste champ d'expérimentation pour mettre à l'essai des méthodes insuffisamment démontrées. Et cependant, l'on a vu l'honorable M. Perron, dès son entrée au ministère de l'Agriculture, déclarer que celle-ci était dans le marasme, que c'était un désastre et que tout était à refaire. Et les mêmes gens qui avaient protesté en face du soi-disant pessimisme de l'opposition applaudissaient chaleureusement aux déclarations du ministre. Quand nous avons insisté auprès du gouvernement pour qu'il protège et appuie l'agriculture et l'industrie laitière au lieu de les laisser aller à leur ruine, les porte-parole du gouvernement nous ont répondu avec des berceuses chantant le bonheur, la prospérité et le contentement sous leur merveilleuse administration.

Au moment où écrasé, acculé à la ruine, il avait besoin d'emprunter pour faire face à sa situation et survivre, le cultivateur a-t-il trouvé une loi de crédit agricole avantageuse? Non. Et voilà pourquoi un si grand nombre de nos belles fermes sont désertes. L'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) nous a dit la semaine dernière que les cultivateurs ne paient pas de taxes en cette province. Je considère que c'est une affirmation inexacte. Nos cultivateurs ont-ils même obtenu la protection nécessaire? Non. Ont-ils obtenu une prime pour leurs animaux abattus dans l'intérêt public? Non. Ont-ils été protégés contre les grandes laiteries? Non. Ils ont été trompés d'une façon que les règles de cette Chambre m'empêchent de qualifier. Voilà pourquoi les électeurs de Huntingdon et de Deux-Montagnes ont donné au gouvernement un avertissement solennel qui précipite notre ministère dans ce flot de réformes trop tardives pour paraître sincères.

L'industrie laitière, la principale source de revenus de nos cultivateurs, a aussi été ruinée et tuée. Nos beurrieres et nos fromageries s'éteignent à la campagne et nos producteurs de lait sont à la merci des gros trusts laitiers. L'on a imposé aux producteurs de lait, qui sont naturellement groupés autour des grands centres, une foule d'obligations très coûteuses. Dans plusieurs cas, les grandes compagnies, qui sont devenues les seuls endroits d'écoulement pour notre production, vont s'approvisionner au loin, et même au-delà des limites de la province, au détriment des producteurs locaux. Il me semble qu'il serait du devoir du gouvernement de s'entendre avec les conseils municipaux des cités ou villes intéressées, pour remédier à cette injustice.

Sans vouloir, M. l'Orateur, entrer dans le vif du débat et discuter la valeur ou l'opportunité des moyens employés par le gouvernement fédéral pour remédier à la terrible crise du chômage que nous traversons, je me permettrai de souligner certains faits qui se rattachent à cette question.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur le mérite du principe de cette législation de chômage, opinion entièrement favorable comme celle de la majorité des contribuables de cette province ou opinion tout à fait contraire et entièrement hostile, comme celle du premier ministre de Québec, il n'est personne qui ne doive admettre en toute sincérité et malgré tout ce qu'on peut dire, que le gouvernement fédéral a certainement fait des efforts louables et très fructueux pour remédier au chômage, pour enrayer cette crise qui a été trop longtemps niée et ignorée volontairement. Le gouvernement a échoué lamentablement dans ce qui aurait dû être un effort de collaboration au programme d'aide du gouvernement fédéral, et il a reporté sans raison le début de travaux publics qui étaient nécessaires et qui avaient été approuvés par la Chambre, ratant ainsi l'occasion de fournir de l'emploi, dont on a bien besoin, dans différentes régions de la province.

Voyons quel genre de coopération notre gouvernement a apportée à cette œuvre éminemment recommandable. Prenons pour prototype de sa bonne volonté certains octrois de chômage faits à des municipalités rurales et employés pour des constructions de chemins. D'après la loi des chemins, le gouvernement provincial paie 50 % du coût de construction et la municipalité, aussi 50 %. D'après l'accord avec le fédéral, le gouvernement provincial accorde un octroi de 25 % pour tous les travaux d'urgence exécutés en vue de diminuer le chômage, et le gouvernement fédéral fournit aussi

25 %, les municipalités payant la balance. Il semblerait donc que le gouvernement provincial devrait fournir son 50 % habituel pour la construction des chemins et, en plus, le 25 % qu'il s'est engagé à fournir pour aider les municipalités à atténuer la crise du chômage.

Je vous avouerai que je ne sais qui croire, après avoir entendu le discours prononcé par l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur). Il nous a fait un superbe panégyrique de l'honorable M. Robertson. Par contre, l'honorable M. Robertson a écrit à l'honorable premier ministre de cette province une lettre dans laquelle il lui reproche de mettre des bâtons dans les roues. L'honorable premier ministre, d'un autre côté, proclame qu'il a donné sa plus entière coopération loyalement, généreusement et en toutes circonstances. Mais, puisque Ottawa a payé 25 % des travaux de voirie avec l'argent du chômage, pourquoi le gouvernement de Québec n'aurait-il pas payé, en outre du 25 % de sa part, les 50 % qu'il verse généralement? Les municipalités, en ce cas, n'auraient rien payé. Cela, toutefois, aurait constitué un geste trop généreux pour le gouvernement, qui se préoccupe tant de ses régions agricoles. Il a donc adopté la politique dont on parle depuis le début de la session.

Je déplore qu'il se fasse des personnalités à la Chambre. On m'a enlevé mes illusions. L'honorable ministre des Travaux publics a dit que l'honorable député de Hull (M. Guertin) avait passé à travers trois ou quatre candidats quand il a été élu. L'honorable ministre a-t-il oublié les élections de 1904 et de 1908 dans Lotbinière? Je n'en dirai pas davantage. Qu'il me soit permis encore une fois, M. l'Orateur, d'exprimer ma stupéfaction et mon désenchantement à la vue du genre de discussions que l'on fait. La façon dont on discute dans cette Chambre n'est pas digne des grandes traditions des Parlements britanniques.

Après avoir passé en revue ces quelques aspects de l'administration de notre province depuis quelques années, je ne suis pas du tout surpris de constater par la statistique qu'un nombre formidable des nôtres ont quitté le sol de Québec pour s'expatrier aux États-Unis. Je vous dispenserai des chiffres et des calculs qui sont d'ailleurs connus de tout le monde. Nous trouvons la raison de cette dispersion de notre capital humain dans la situation décourageante qui a été faite chez nous aux fils du sol. Acculés à la ruine, ils sont allés chercher ailleurs le pain qu'on leur refusait ici. Le gouvernement sent, à l'heure actuelle, la réaction qui se fait et qui a déjà soulevé par toute la province une vague de ressentiment qu'il se voit incapable d'apaiser.

Les efforts tardifs qu'il fait maintenant ne pourront empêcher l'électorat de voir la situation précaire qui lui a été faite par une administration imprévoyante et peu soucieuse de ses intérêts. La jeunesse, que le gouvernement a tenté de capter jusqu'ici avec toutes sortes de promesses et de mirages, se redresse elle aussi, soucieuse de ses responsabilités et de la conservation de notre patrimoine national dont elle aura la possession demain. Elle se souvient des luttes héroïques que nos pères ont livrées pour l'édification de notre grandeur nationale, pour l'obtention de notre liberté et pour la conservation de notre race.

Ce sera sa collaboration généreuse et enthousiaste qui apportera à toute la population de cette province le renfort nécessaire pour la débarrasser du joug sous lequel elle est pliée depuis trop longtemps et qui démontrera que le sang qui coule dans ses veines est le même que celui qui animait les héros d'autrefois et les faisait se redresser devant l'oppression.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Taschereau (Bellechasse)⁶: M. l'Orateur, en me levant pour la première fois afin de prendre part au débat sur le budget, je ressens les émotions de tous les débutants de prendre la parole devant la députation dont les travaux sont surveillés par toute la province. Je ressens le même trouble qu'ont dû ressentir ceux qui, pour la première fois, se sont levés dans cette Chambre, et c'est pourquoi je vous demanderai la même indulgence que vous avez accordée dans le passé avec tant de bienveillance à ceux qui ont essayé leurs premiers pas dans la route périlleuse où je m'engage actuellement. Et je réclame la bienveillante indulgence de la Chambre. Je remercie l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de ses bonnes paroles à mon égard. Je le félicite à mon tour, de même que mes collègues de Maskinongé (M. Thisdel) et Huntingdon (M. Fisher). J'espère que l'honorable député de Maskinongé persévéra dans ses bonnes convictions politiques. Quant aux députés de Deux-Montagnes et de Huntingdon, je souhaite que, comme Saül, ils voient la lumière sur le chemin de Damas.

(Rires)

Il (M. Taschereau) fait certaines restrictions pour le représentant de Huntingdon qu'il voudrait bien convertir à la foi libérale. Je remercie, dit-il, l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui m'a fait de si beaux compliments. Je ne saurais laisser passer cette occasion sans exprimer publiquement à l'honorable député de Trois-Rivières

mes remerciements les plus sincères pour les paroles très aimables qu'il a eues pour moi l'autre jour. Je savais que l'honorable député de Trois-Rivières exagérait la critique; j'ai constaté qu'il exagérait aussi les compliments. On a dit que l'exagération est le défaut des honnêtes gens. Je suivrai certainement les conseils qu'il m'a donnés; il m'a dit de suivre l'exemple de l'opposition. J'observerai attentivement la gauche. Je regarderai mes honorables amis de la gauche et j'en tirerai des leçons. C'est Pascal, je crois, qui a dit: "On se corrige mieux par la vue du mal que l'exemple du bien"⁷.

(Rires et applaudissements)

L'honorable député de Trois-Rivières m'a souhaité une longue carrière politique. Pour que ses vœux se réalisent, je lui demanderai de venir me prêter main-forte dans mon comté aux prochaines élections.

(Applaudissements)

Mais, puisque je parle d'élections, je veux aussi profiter de l'occasion qui m'est offerte pour remercier avec toute la sincérité dont je suis capable les électeurs de Bellechasse, ceux-là qui m'ont accordé leur confiance et qui ont proclamé leur foi dans le gouvernement qui nous dirige actuellement. Cette victoire ne fut pas la victoire du député actuel. Elle fut le résultat d'une politique sage et prévoyante. Elle est la manifestation de reconnaissance d'une population satisfaite qui vit contente sous le régime actuel.

Je veux vous parler aussi du sentiment de légitime fierté qui m'envahit et de cet autre sentiment d'infériorité que j'éprouve à la pensée que j'ai été appelé à représenter un comté qui, pendant 40 ans, a eu successivement comme députés deux hommes qui ont illustré leur race et leur province, l'honorable M. Turgeon et l'honorable M. Galipeault.

L'honorable M. Turgeon a été député de Bellechasse pendant 20 ans et il a fait partie de trois ministères. Sa connaissance de la politique et son éloquence captivante avaient fait de lui l'un des hommes les plus éminents de sa génération. Le souvenir de ce gentilhomme affable, courtois, éloquent, aimant sa race et sa province, prêt à les défendre en toutes circonstances, et faisant rejaillir sur elles un lustre éclatant dans les pays étrangers, vivra longtemps dans l'esprit de ses compatriotes qui aiment et n'oublient pas ceux qui font des luttes loyales et qui ont été de fidèles serviteurs de la patrie.

L'honorable M. Galipeault a aussi représenté Bellechasse pendant 20 ans. Il est aujourd'hui monté sur le banc de la Cour d'appel, le plus haut tribunal

de notre province. Ses grandes qualités légales et ses connaissances approfondies des hommes et des choses feront de lui un magistrat dont s'honorera le banc de la province de Québec.

M. l'Orateur, je n'avais véritablement pas l'intention de prendre part à ce débat. J'avais plutôt songé que mon rôle consisterait à écouter pour m'instruire. Je croyais que les débutants doivent écouter, lorsqu'ils arrivent en cette Chambre. J'ai atteint ce but en écoutant les orateurs de la droite, mais j'ai été étrangement frappé par les paroles des députés de la gauche, bien qu'avant mon entrée dans cette Chambre, je n'étais pas complètement ignorant de ce qui se passait. Comme M. Ferguson avant de partir pour Londres, j'avais regardé par le trou de la serrure. Je savais qu'il y a des hommes qui travaillent, et ces hommes, en mon nom et en celui des électeurs de Bellechasse, je les salue comme mes chefs politiques, et je puis les assurer que, quand sonnera l'heure de la bataille, le peuple de cette province leur donnera le plus éclatant témoignage de sa reconnaissance et de sa gratitude.

En entendant les orateurs qui ont parlé, j'ai cru de mon devoir de me lever pour dire que ceux qui sont à votre droite sont mes chefs et que je suis heureux de proclamer que je suis fier de ce qu'ils ont accompli depuis 33 ans. Quant à ceux qui siègent à votre gauche, j'ai écouté aussi les discours de nos collègues; malheureusement, je n'ai entendu que ce qu'on a si justement appelé de la démagogie. Je cherche en vain dans leurs discours autre chose que de la démagogie et, de leur aveu même, du bolchévisme. Toutefois, au milieu d'une population saine et honnête comme la nôtre, ces appels ne trouvent pas d'échos dans l'âme populaire; et quels que soient les arguments employés pour fermer les issues à la vérité, quels que soient les déguisements dont ils se parent pour induire le peuple en erreur, quels que soient les sentiments démagogiques auxquels ils obéissent, ils ne réussiront pas à capter la confiance populaire, car le peuple de cette province, satisfait de la politique passée, y voit là un gage de sécurité pour l'avenir.

La population a été induite en erreur, lors des dernières élections fédérales, par M. Bennett. M. Bennett avait promis de résoudre le problème du chômage. La question du chômage devait être réglée dès son ascension (sic) au pouvoir, le chômeur serait, avait-il dit, une curiosité qu'on ne retrouve plus que lorsque s'écritait l'histoire de la province, pour rappeler à la postérité les méfaits d'une administration libérale fédérale. Et le chômage est plus intense que jamais. Il avait aussi promis de faire

monter le prix du beurre et du fromage; le prix des produits agricoles, qui devait augmenter, est resté le même. Il avait promis aux fermiers de l'Ouest de leur faire vendre leur blé; en un mot, il promettait de faire disparaître la pauvreté de la surface de notre pays. Le peuple de ce pays a été trompé au cours de la dernière élection fédérale. L'honorable M. Bennett nous avait dit qu'en quelques jours, dès qu'il aurait appelé M. Dupré à Ottawa, il n'y aurait plus de chômage.

Aucune de ces promesses n'a été tenue. Le problème du chômage n'est pas réglé. Le prix du beurre n'a pas monté. Notre blé n'est pas vendu et je ne sache pas que personne ait fait fortune depuis le 28 juillet 1930. Nous avions expliqué au peuple les causes de la crise et nos adversaires niaient nos avancés. Qu'est-il arrivé? Le Parti conservateur n'était au pouvoir que depuis trois semaines que l'honorable M. Gideon Robertson déclarait que la crise du chômage était mondiale. L'honorable M. Bennett en faisait l'aveu lui-même à Regina, un peu plus tard. Si le peuple était appelé aux urnes, l'électorat de notre province se ressaisirait et nos adversaires auraient de cruelles surprises. Aux prochaines élections provinciales, on essaiera de tenir le gouvernement de Québec responsable de la crise et, cependant, je suis certain qu'aux dernières élections fédérales, l'honorable député de Hull (M. Guertin) devait affirmer que la responsabilité de la crise était attribuable au gouvernement King.

Cependant, au lieu de créditer cette crise à la surproduction et à l'emploi universel de machineries, au lieu de la main-d'œuvre déséquilibrant l'offre et la demande, il a préféré en jeter le blâme à King, afin d'arriver plus aisément - grâce à la crédulité du peuple qu'il escomptait à l'avance - au pouvoir qu'il convoitait. On avait prétendu que M. King était responsable de la crise du chômage, on en avait fait un argument politique. De notre côté, nous prétendions qu'il s'agissait d'une crise mondiale et que notre situation était meilleure que celle des autres pays; nous disions que M. King n'était pas plus responsable du chômage que ne l'est M. Hoover aux États-Unis ou M. MacDonald en Angleterre. Depuis les élections, le ton des conservateurs a changé. M. Robertson, puis M. Bennett à Regina ont déclaré que la crise du chômage est une crise universelle dont personne n'est responsable. Il y a là évidemment une étrange contradiction.

C'est encore le Canada qui a le moins de chômeurs; nous en avons à peine 175,000, alors que les États-Unis en ont 5,000,000, et l'Angleterre, 3,000,000. La proportion entre les trois pays, en

tenant compte de la population, est de 7½ % en Angleterre, 4¼ % aux États-Unis et 1¼ % au Canada. Voilà la véritable situation, et je dénonce avec toute l'énergie dont je suis capable ceux qui se servent de pareils arguments pour capter des votes. Ce sont les mêmes hommes qui viendront aux prochaines élections provinciales et qui blâmeront le gouvernement provincial et l'accuseront d'être responsable de la crise actuelle.

L'autre jour, le député de Hull a cité des chiffres se rapportant aux faillites et il a imputé la faute de ces faillites au gouvernement provincial. Au cours des élections fédérales, ces mêmes chiffres ont été cités et on a dit que le gouvernement fédéral en était responsable. La véritable cause, M. l'Orateur, c'est la surproduction et la machinerie trop rapide qui ont déséquilibré la loi de l'offre et de la demande, et le gouvernement King ne peut pas plus en être tenu responsable que le gouvernement libéral.

Le député de Hull a affirmé que le gouvernement a dit qu'il n'y avait pas de chômage dans la province de Québec. Cela n'est pas exact. Il a aussi affirmé que le gouvernement provincial n'a rien fait pour aider les chômeurs. Comparons ce que le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral ont fait pour les chômeurs.

Si on compare ce qu'Ottawa et Québec ont fait pour le chômage, on s'aperçoit que M. Bennett n'a pas raison d'être bien fier. M. Bennett avait promis de régler entièrement le problème du chômage. Il ne paie que 25 % du coût des travaux. Le provincial en paie 25 % de son côté et les municipalités sont forcées de verser 50 %. Tout ce qu'Ottawa nous a donné, c'est \$2,850,000, tandis que le gouvernement de Québec a assuré l'an dernier à la province au-delà de \$20,000,000 pour le chômage en outre de sa part de \$2,850,000, pour donner du travail à nos gens.

La politique forestière et hydraulique du gouvernement de Québec a amené dans notre province des industries nouvelles qui paient \$5,000,000 à \$6,000,000 en salaires par année. L'opposition critique la politique du gouvernement. Que serait-il arrivé sans cette sage politique? Québec, pendant la crise du chômage, aurait dû se contenter des \$2,850,000 de M. Bennett.

De plus, les compagnies de bois et d'électricité ont donné une somme approximative de \$7,000,000. C'est donc \$27,000,000 qui ont été dépensés dans Québec depuis un an. Avec la politique des conservateurs qui blâment la politique de voirie, de colonisation, de concessions forestières et de concessions de pouvoirs hydrauliques, la

population de la province resterait tout simplement avec les \$2,850,000 de M. Bennett.

Le député de Hull prétendait que la municipalité de Saint-Gervais de Bellechasse avait été particulièrement favorisée par le comité du chômage. Dans cette affaire, l'honorable député de Hull n'a pas été chanceux. Voyons les faits. Saint-Gervais avait 75 chômeurs. La municipalité a demandé de l'aide à la Commission du chômage. La Commission lui a accordé \$4,000, mais à la condition que le gouvernement provincial payât 25 % et que Saint-Gervais payât 50 %. Eh bien, cette municipalité, dont la population n'a donné qu'une majorité libérale depuis la Confédération, a refusé net par une résolution de son conseil l'offre de \$4,000, pour ne pas se soumettre à la loi néfaste de M. Bennett.

Laissant de côté le chômage, l'opposition a parlé de taxes et elle a qualifié l'administration actuelle de gouvernement de taxeux. Cette épithète n'est pas justifiée parce que le gouvernement de la province vient de remettre aux municipalités l'intérêt qu'elles devaient payer sur leur dette de voirie, soit un cadeau gracieux de \$17,000,000. Il paiera 1½ % du taux du prêt agricole. Il a pris à sa charge l'entretien des ponts en fer, après avoir pris l'entretien des grandes routes; il a aboli les taxes sur les droits de succession; il a réduit les droits de coupe; il a réduit les droits sur l'amiante; il a aboli la royauté sur le poisson, les droits sur les successions pour legs de charité et les droits sur les beurreries et fromageries.

N'est-ce pas le gouvernement de Boucherville qui a imposé, de 1891 à 1896, un grand nombre de taxes aux citoyens de cette province? Les conservateurs accusent le gouvernement Taschereau de taxer, mais ils ont oublié que c'est l'administration de M. de Boucherville, conservateur, qui avait imposé les taxes suivantes: taxe sur chaque mutation de propriété, sur la licence de manufacture et de commerce, sur les médecins, les notaires, les arpenteurs, les avocats, les dentistes, les ingénieurs civils, les employés et les fonctionnaires publics. Ce fut le même M. de Boucherville qui, le premier, imposa les droits sur les successions. Le gouvernement a supprimé une partie de ces taxes et en a modifié l'effet de façon à ce que ces impôts n'affectent pas les gens sans fortune. Par exemple, les successions de moins de \$25,000 sont exemptées de taxes.

Notre revenu ne se compose pas de taxes payées par l'ouvrier ou le cultivateur. Sur les \$40,000,000 du dernier exercice, \$2,300,000 provenaient du subside fédéral; \$5,500,000 des terres

de la couronne; \$8,500,000 de la loi des liqueurs; \$5,200,000 de la loi sur les successions; \$4,000,000 de la loi sur la gasoline; \$5,545,000 de la loi des véhicules-moteurs et \$2,600,000 de la loi de l'assistance publique, soit un total de \$33,500,000. Nous avons conservé la taxe sur l'essence, mais cette taxe est juste et elle est payée en grande partie par les touristes qui nous visitent.

La gauche voudrait abolir toutes les taxes et, d'autre part, donner de l'argent pour tout le monde. Piètres financiers. La vérité, c'est que le régime libéral n'a actuellement de taxes que ce qui peut être payé. L'ouvrier et le cultivateur, comme il est convenable, sont ceux qui en ont le moins. L'honorable député de Hull (M. Guertin) nous a dit qu'il voulait abolir toutes les taxes. Il voudrait établir toutes sortes de réformes sociales: assurer des pensions aux veuves, aux orphelins, aux vieillards. Il veut les allocations familiales et en même temps augmenter tous les salaires.

Je me demande comment, avec une pareille politique, l'honorable député de Hull pourrait gouverner la province s'il arrivait au pouvoir. Qu'arriverait-il si l'on suivait les suggestions du représentant de Hull par exemple, si nous jetions à pleines mains les millions à droite et à gauche comme il nous blâme de ne pas le faire? Nos dépenses totales atteindraient au moins le chiffre de \$100,000,000 et, même alors, il verrait le jour de diminuer les taxes. J'irai même jusqu'à penser que s'il continue ainsi, il faudra l'interdire pour prodigalité.

(Rires)

Je ne comprends pas très bien sa manière de financer. Il veut augmenter les dépenses et tarifier toutes les sources de revenus, renvoyer le capital américain. Comment bouclera-t-il son budget, comment pourra-t-il payer tout cela s'il n'y a plus de sources de revenus?

Le député de Hull et ses collègues estiment que notre province est trop endettée. Ils se scandalisent du chiffre de notre dette. Quelle est la vérité? La dette de Québec *per capita* est la moins élevée de toutes les provinces du dominion. Nous avons une dette de \$54,000,000, ce qui représente \$18⁸ par tête, tandis qu'en Ontario la dette *per capita* est de \$80. Quelle est la dette de la cité de Montréal, actuellement dirigée par l'honorable chef de l'opposition? La ville de Montréal a une dette de \$250,000,000, soit \$250 par tête, et si je ne fais pas erreur, le chef de l'opposition, qui est en même temps maire de la métropole, se vante de son administration.

Pendant six ans d'administration, les conservateurs, de 1891 à 1897, ont porté notre dette

de \$25,000,000 à \$34,000,000. La dette provinciale était de \$25,000,000, en 1891. En 1896, pendant cinq ans, les conservateurs avaient réussi à l'augmenter de \$9,000,000. En 33 ans, le Parti libéral a augmenté la dette de \$20,000,000, soit \$2.50 par tête, mais il a accompli des œuvres et on reconnaîtra que l'actif de la province s'est accru en même temps de façon imposante.

Qui pourrait nier que l'actif national n'a pas augmenté pour un montant plusieurs fois supérieur à celui-là? L'orientation donnée à la politique provinciale, par le Parti libéral, est responsable si cette province est parvenue au tout premier rang, à tel point qu'elle fait envie à ses voisines. La continuation de cette même politique sera sa sécurité pour l'avenir.

Les conservateurs ont fortement critiqué au sujet de la dette des municipalités. Ils ont dit que cette dette est de \$300,000,000. Si on enlève de ce montant les \$250,000,000 de la dette de Montréal et les \$17,000,000 que le gouvernement remet cette année aux municipalités, il ne reste plus qu'une dette de \$13,000,000, et ceci, dans 33 années de régime. Malheureusement, cette dette sera augmentée de \$8,000,000 à cause de la loi néfaste du chômage adoptée par M. Bennett. Les conservateurs critiquent tout. Ils ont critiqué les salaires de la voirie. Pourtant, ce sont les mêmes que ceux accordés par M. Bennett en vertu de la loi du chômage. Ils ont critiqué parce que nous n'avons dépensé que \$30,000 pour la prison des femmes, et cependant, le chef de l'opposition nous a reproché de l'avoir commencée. Le même chef de l'opposition nous a reproché d'avoir construit cette prison sans plan; pourtant, il a fait voter \$5,000,000 par cette Chambre pour des tunnels et il a été révélé que les plans n'étaient pas prêts.

Le chef de l'opposition a dit qu'en 1897 les conservateurs n'ont rien dépensé pour l'aviation parce qu'il n'y avait pas d'avions, mais il ne nous a pas dit ce qu'ils ont dépensé pour l'éducation, pour la voirie, pour les veuves, les orphelins et les vieillards. Il y avait dans ce temps-là des enfants à instruire, des chemins à construire, des veuves à secourir, des orphelins et des vieillards à héberger. Les seuls fléaux qui ne sont pas disparus avec l'anéantissement des conservateurs en 1896 sont la mort et l'infirmité. Aujourd'hui, les conservateurs veulent tout régenter, tout changer. Heureusement, nous avons de notre côté la stabilité, la pondération, et nous progressons par étapes successives et proportionnées aux ressources de la province.

Le député de Hull (M. Guertin) prévoyait la chute du gouvernement à brève échéance. Je n'ai pas confiance dans les prédictions du député de Hull, en

politique; mon honorable ami a déjà fait une lutte municipale célèbre dans sa ville. Il a demandé à ses concitoyens de voter pour M. Archambault contre M. Lambert et il a prédit alors la victoire de son candidat. "Si vous votez pour M. Archambault, disait-il, vous voterez confiance en votre député." J'ai le regret de vous annoncer que le soir de l'élection, le candidat du député de Hull fut battu. M. Archambault a été battu par 1,000 voix.

(Rires et applaudissements)

M. l'Orateur, vous voyez qu'il ne faut pas se laisser déprimer par les prédictions de l'honorable député de Hull. Les orateurs conservateurs aiment à répéter que le Parti libéral ne tient pas ses promesses. Si nous jetons un coup d'œil sur le passé, nous voyons que toutes ces promesses ont été réalisées. Nous avons fait des promesses depuis et elles ont été tenues. Le programme libéral énoncé par M. Gouin en 1905 a été suivi à la lettre.

Le gouvernement avait promis une bonne voirie et il a dépensé \$118,000,000 et pris l'entretien des chemins à sa charge. Il a rempli toutes ses promesses au sujet de l'agriculture, au sujet de la construction d'écoles techniques, pour l'administration financière, pour la construction de ponts en fer, pour la colonisation, pour la réduction des taxes, pour l'aide à la Banque Canadienne Nationale, pour l'aide aux chômeurs, pour la création d'un ministère du Travail, pour les amendements à la loi des accidents de travail, pour les écoles juives, pour l'aide aux universités, aux collèges classiques, aux écoles rurales, à l'assistance publique, pour la loi de l'adoption qui a été intercalée dans les Statuts ainsi que la loi des liqueurs.

J'aime mieux la façon du gouvernement de Québec de tenir ses promesses que la manière de l'honorable M. Bennett, et même que la manière de l'honorable chef de l'opposition (M. Houde), qui est chef de l'administration municipale de Montréal. Puisque nous en sommes sur le terrain des promesses, il ne faut pas oublier que le chef de l'opposition en avait fait quelques-unes. Je le rappelle à votre souvenir, M. l'Orateur, parce qu'il est si peu souvent parmi nous que vous pourriez l'oublier.

(Rires)

Lorsqu'il s'est présenté à la mairie, l'honorable chef de l'opposition devait tout régénérer à Montréal et on sait ce qui est arrivé. Il devait réformer l'administration et donner à tous du travail. Il a promis la réduction des billets de tramway pour les ouvriers, une augmentation pour les salaires des petits employés de l'hôtel de ville. Il devait faire enquête sur l'achat de la Montreal Water & Power

Co. Il n'y a pas eu d'enquête. Il a promis un grand nettoyage des maisons de jeux et de prostitution. Quel est l'état de choses actuel?

J'ai bien le regret de vous annoncer que rien de tout cela n'a été fait. L'administration est plus délabrée que jamais, la prostitution y fleurit et s'y affiche au grand jour, et les refuges, quoique multipliés, ne suffisent pas à abriter les sans-travail. Il devait fermer les maisons de jeu. Elles continuent leurs opérations. La seule chose que l'on puisse escompter, avec quelque degré de certitude, en ce qui concerne le Parti conservateur, c'est son instabilité.

M. l'Orateur, le peuple qui voit clair sait reconnaître ses véritables amis et ne se laisse pas prendre à ces hommes qui font appel à tous les instincts de la population. En ces temps de crise et de perturbations, les appels à la démagogie ne trouvent plus leur écho dans l'âme populaire. Ce que la population désire, ce sont des faits, des actes, des explications et des raisons. Le Parti libéral a fait des promesses et il les a tenues. Il en fait d'autres et il tiendra promesse. Il ne s'inspirera pas du chef de l'opposition chez qui il n'y a qu'une chose de stable et de permanent, c'est son instabilité.

La jeunesse de cette province, à laquelle l'honorable député de Deux-Montagnes faisait allusion tout à l'heure, ne se laissera pas conduire par les idées dangereuses émises du côté gauche de cette Chambre. Elle veut chercher plus haut un idéal pour guider sa vie. Elle veut trouver ailleurs que là des idées progressives et constructives pour assurer le complet développement de la province qui lui est chère.

C'est encore aujourd'hui comme toujours qu'elle trouvera, avec le reste de la population de cette province, la stabilité dans le gouvernement, l'idée d'avancement qui ne côtoie pas l'anarchie, le respect des traditions affranchies de celles qui peuvent être surannées, et enfin le genre de lutte loyale et chevaleresque auquel nous ont habitués nos pères, et dont semblent s'être à jamais départis ceux qui siègent à votre gauche.

(Applaudissements)⁹

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Les *Procès-verbaux* ne font pas mention de l'absence de l'Orateur de la Chambre. C'est *L'Événement* du 4 février 1931, à la page 10, qui nous indique que c'est M. Vautrin qui préside la séance.

2. *Le Devoir* du 4 février 1931, à la page 1, indique que sept députés, de 3 heures de l'après-midi à 11 heures du soir, ont "embouché la trompette ou sonné l'olifant".

3. Selon *L'Événement* du 4 février 1931, à la page 10, le député de Westmount ne parle que cinq minutes.

4. *Le Canada* du 4 février 1931, à la page 3, mentionne 4.6 %.

5. La citation est tirée d'un poème de Lamartine qui s'intitule "Milly ou la terre natale" tiré des *Harmonies poétiques et religieuses*.

6. Selon *L'Événement* du 4 février 1931, à la page 10, M. Robert Taschereau se lève et la droite fait une ovation au nouveau député. Le premier ministre est le seul à ne pas applaudir son fils.

7. Selon *La Presse* du 4 février 1931, à la page 26, M. Taschereau prononce ces paroles en souriant.

8. *La Presse* du 4 février 1931, à la page 26, donne \$13.

9. Selon *L'Événement* du 4 février 1931, à la page 10, le premier ministre ne put s'empêcher de se joindre à ses collègues pour ovationner le nouveau député.

Séance du mercredi 4 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 170 modifiant la loi du Barreau;

- bill 119 ratifiant le titre de Canadian Copper Refiners Limited à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années.

Questions et réponses:

A. Smith, traducteur

M. Guertin (Hull): 1. M. Alexandre Smith, de l'École des hautes études commerciales, fait-il de la traduction pour le gouvernement, pour aucun de ses départements ou aucun de ses ministres?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces traductions?

3. À la demande de qui ont-elles été faites?

4. En quoi consistent-elles?

5. M. Alexandre B. Smith a-t-il reçu quelques émoluments pour ces traductions?

6. Si oui, lesquels?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1. Oui.

2. Rapport annuel de *L'Heure provinciale* pour 1930.

3. M. Édouard Montpetit.

4. Traduction du français à l'anglais.

5. Oui, \$35.00.

6. Répondu par 5.

M. Smith s'occupe également de la correspondance anglaise avec Washington en sa qualité de vice-président du jury pour le concours d'éloquence. Ces services ne sont pas rémunérés.

Population des enfants
d'âge scolaire depuis 1920

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quels étaient la population totale et le pourcentage de la population des enfants d'âge scolaire: *a.* dans toute la province; *b.* dans la cité de Montréal; *c.* dans la cité de Québec, pour chaque année depuis 1920?

2. Quel fut, pour chaque année depuis 1920, le montant total du fonds des écoles publiques voté par la Législature?

3. Quel fut, à même ce fonds, le montant et le pourcentage distribué, pour chaque année depuis 1920: *a.* dans toute la province; *b.* dans la cité de Montréal; *c.* dans la cité de Québec?

L'honorable M. David (Terrebonne):
(Voir les tableaux ci-dessous)

1.	Recensement scolaire			Pourcentage de l'inscription scolaire		
	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
	<i>Province de Québec</i>	<i>Ville de Montréal</i>	<i>Ville de Québec</i>	<i>Province de Québec</i>	<i>Ville de Montréal</i>	<i>Ville de Québec</i>
1920-1921.....	645,319	153,729	23,036	76.60	75.04	80.73
1921-1922.....	664,709	156,937	26,751	76.91	76.54	74.89
1922-1923.....	681,306	161,263	24,278	77.65	78.96	85.17

1.	<i>Recensement scolaire</i>			<i>Pourcentage de l'inscription scolaire</i>		
	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
	<i>Province de Québec</i>	<i>Ville de Montréal</i>	<i>Ville de Québec</i>	<i>Province de Québec</i>	<i>Ville de Montréal</i>	<i>Ville de Québec</i>
1923-1924.....	691,261	167,688	26,194	77.51	78.84	81.51
1924-1925.....	691,237	166,462	26,601	78.11	80.99	84.02
1925-1926.....	702,561	171,762	28,391	77.79	80.21	80.21
1926-1927.....	718,873	179,036	29,760	76.61	77.82	77.06
1927-1928.....	730,831	182,391	32,113	76.01	77.28	70.04
1928-1929.....	734,260	183,068	32,644	76.68	77.97	71.29
1929-1930.....	748,172	189,032	33,685	76.80	77.94	¹ 70.47

L'orphelinat d'Youville et le refuge Dom Bosco, deux institutions d'enseignement, toutes deux de Québec, étaient il y a quelques années dans les limites de la ville, mais ces maisons sont maintenant en dehors de la cité.

¹ Depuis quelques années, l'inscription des enfants de moins de 7 ans a diminué dans les écoles de la ville, par suite de certains règlements adoptés par les commissions scolaires.

2.	<i>Année</i>	<i>Montant</i>	
	1920-1921	\$425,000	Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.
	1921-1922	425,000	
	1922-1923	504,500	Code de procédure civile, article 361
	1923-1924	630,000	
	1924-1925	625,000	M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant l'article 361 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.
	1925-1926	625,000	
	1926-1927	625,000	
	1927-1928	625,000	
	1928-1929	625,000	
	1929-1930	625,000	

3.	<i>Année</i>	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	
	1920-1921 ...	\$416,410.13	\$47,593.26	\$ 7,033.93	Il donne des explications.
	1921-1922 ...	405,817.81	46,744.10	6,846.59	
	1922-1923 ...	480,207.26	66,053.34	9,521.28	Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.
	1923-1924 ...	596,962.19	66,571.71	9,881.85	
	1924-1925 ...	595,914.33	60,633.41	10,031.84	Code de procédure civile, article 931
	1925-1926 ...	596,568.25	70,495.83	10,412.91	
	1926-1927 ...	597,622.99	69,781.92	10,289.24	M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant l'article 931 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.
	1927-1928 ...	592,068.52	70,280.08	10,017.80	
	1928-1929 ...	603,139.02	71,686.16	10,425.48	
	1929-1930 ...	599,250.06	72,581.16	10,478.46	

Loi de l'assistance publique

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne des explications.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 3 février courant, sur la motion proposée mercredi 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Blain (Montréal-Dorion)¹: M. l'Orateur, mes premières paroles seront pour exprimer ma gratitude à l'honorable premier ministre et à l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui m'ont accordé leur sympathie pendant la courte indisposition qui m'a éloigné de la Chambre. Je veux remercier l'honorable député de Rouville (M. Bernard) qui m'a prodigué de bons soins et a assuré ma prompte guérison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) L'honorable député de Rouville veut la conversion du pécheur et non sa mort.

M. Blain (Montréal-Dorion): En ce cas, je pourrais bien mourir dans l'impénitence finale.

Il (M. Blain) signale les événements qui se sont déroulés à la Législature: disparition de quelques membres, élection de quelques membres éminents, élection de nouveaux députés. Il fait l'éloge des membres de la Chambre disparus depuis la dernière session. Il fait un bel éloge des jeunes députés qui font leurs premières armes à la Législature cette session-ci. Il dit un mot du représentant de Maskinongé (M. Thisdel), puis de messieurs les représentants de Bellechasse (M. Taschereau), et de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui a succédé à son père. L'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau), dit-il, a débuté sous d'heureux auspices. L'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a eu aussi d'excellents débuts.

Je les félicite tous deux pour l'effort qu'ils ont fourni hier soir et je leur souhaite une heureuse vie politique, s'il est possible d'être heureux dans la politique. Je fais des vœux pour qu'ils ne rencontrent que des succès dans la carrière qu'ils embrassent. Ils appartiennent à des partis différents, mais ils concourent au même but, par des chemins divergents: le plus grand bien de la province de Québec. Mais il y a de nouvelles vacances et le gouvernement ne devrait jamais retarder à compléter les cadres de la Législature. Il (M. Blain) salue les nouveaux ministres, fait un compliment au représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) et souhaite qu'il complète le palais de justice de

Québec avant les élections. Le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) reçoit aussi des éloges. Il (M. Blain) admire sa jeunesse et sa compétence.

J'ai écouté les discours sur le budget. Celui qui m'a le plus étonné est celui de l'honorable député de Joliette (M. Dugas) qui a prétendu que l'honorable M. Robertson était contre la religion catholique parce qu'il ne voulait pas faire servir l'argent du chômage à la construction d'églises et d'écoles. Je n'ai jamais entendu exprimer une opinion aussi étroite et je proteste au nom du bon sens. M. Robertson a refusé ces octrois parce que la loi du chômage ne lui permettait pas de les accorder. Le député de Joliette a soulevé cette question hier, mais je suis informé, d'autre part, qu'il y a seulement deux paroisses qui ont demandé des octrois de cette sorte.

Et la preuve que l'accusation n'était pas loyale, c'est que la Commission du chômage n'a reçu que deux demandes pour construction de salle paroissiale. Et c'était pour ces deux demandes que le gouvernement voulait établir un précédent des plus dangereux. On a crié que l'honorable sénateur Robertson était contre les catholiques. Quand le représentant de Joliette (M. Dugas) a dit que M. Robertson persécutait les catholiques, j'affirme que c'est l'argument le plus étroit que jamais j'aie entendu dans cette Chambre, et je tiens à protester au nom du bon sens, du patriotisme au sens le plus large; c'est une honte qu'on puisse soulever de tels cris ou préjugés dans la province.

M. Tremblay (Maisonnette): Les démagogues sont changés de bord...

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau) a dit que les taxes avaient été imposées par le gouvernement de Boucherville. Il a oublié d'ajouter que ces taxes étaient nécessaires pour payer les dettes du régime précédent, le gouvernement Mercier. Le député de Bellechasse se vante des surplus du gouvernement, mais il a oublié de nous dire que ces surplus proviennent des taxes perçues auprès de la population. L'honorable député a négligé de rappeler que durant l'administration libérale de 1887 à 1891, l'administration avait accumulé des déficits, et que l'administration conservatrice subséquente a dû forcément payer ces déficits. C'est pourquoi les libéraux, dont le premier ministre actuel, criaient: "À bas les taxeux!" Ce sont les libéraux qui ont répandu le cri d'"À bas les taxeux!" contre le gouvernement de Boucherville.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) J'en étais.

M. Blain (Montréal-Dorion): On affirme que les conservateurs de ce temps avaient aussi imposé des taxes seulement; on n'a pas dit pourquoi ces taxes avaient été imposées. Il s'agissait de rétablir les finances sur des bases solides. Le premier ministre pourrait cependant nous dire combien de taxes il a ajoutées à celles-là. L'honorable député de Bellechasse a déclaré que la dette municipale dans la province était de \$300,000,000 et que la ville de Montréal seule en absorbait \$250,000,000.

Si le député avait été mieux renseigné et s'il avait consulté l'*Annuaire statistique* de la province, il aurait constaté que la dette municipale est de \$360,000,000, et la dette de Montréal, de \$200,000,000, ce qui fait une petite différence de \$110,000,000. Cette dette a été élevée par les amis du député de Bellechasse. Nous essayons de la réduire, cette dette, et nous allons y réussir. Le député de Bellechasse a oublié d'ajouter aussi que la dette de Montréal a été augmentée de \$19,000,000 par l'annexion forcée de la ville de Maisonneuve, que le gouvernement a faite, et par l'achat du parc de Maisonneuve au prix de \$8,000,000. Il ne savait pas cela et il s'est aventuré sur un terrain inconnu.

Il a négligé de dire aussi que le gouvernement de Québec forçait Montréal à payer chaque année depuis 10 ans la somme de \$400,000² pour cette commission métropolitaine, et pour acquitter les dettes de quatre municipalités mises sur le bord de la banqueroute par les faveurs du gouvernement aux amis de la droite, qui spéculaient sur les obligations de ces municipalités. Ainsi la dette de la ville de Saint-Michel était de \$2,000,000, et l'évaluation générale, de \$800,000. Avant que l'honorable chef de l'opposition (M. Houde) n'arrivât au pouvoir à Montréal, la dette municipale avait été augmentée de \$45,000,000 pour sauver des amis.

Le représentant de Bellechasse (M. Taschereau) a également négligé de mentionner que sous l'administration Desroches, homme lige du gouvernement, la dette de Montréal a augmenté de \$43,000,000. Le représentant de Bellechasse a également oublié de dire que sous l'administration amie du gouvernement, pour plaire aux amis du gouvernement, on a forcé Montréal à acheter l'aqueduc de la Montreal Water & Power Company et à payer \$15,000,000, en pur cadeau, pour la Montreal Water and Power. Ce n'est pas l'administration Houde qui a fait cela, mais des amis du ministère.

Le premier ministre, à Lavaltrie³, a prétendu ceci: "Les bleus ont été au pouvoir pendant 30 ans et ils n'ont rien fait pour la province." À entendre le premier ministre, on dirait que l'histoire du Canada commence seulement en 1897. Avant, il n'y avait rien eu. La Confédération, etc., rien de tout cela n'existe. Ce qui s'est fait avant n'existe pas! Pas même la Confédération. Non, l'histoire de notre province ne commence qu'en 1897. On ignore qu'il s'est fait quelque chose sous le régime des conservateurs avant 1897.

Les conservateurs nous ont donné le Code civil en 1867, qui est demeuré un monument, les premiers octrois à la colonisation en 1870 - c'est par Cartier que furent votés les premiers crédits pour les chemins de colonisation - l'abolition du double mandat en 1872, les lois relatives aux statistiques du mouvement de la population en 1873, le Conseil de l'instruction publique en 1875 avec la nomination d'un surintendant, l'inauguration du chemin de fer Intercolonial la même année, le *Journal d'agriculture* et les sociétés de colonisation en 1876, le conseil d'hygiène en 1887, une loi des sociétés de secours mutuels en 1895, les octrois aux écoles élémentaires et aux écoles techniques en 1897, les concours de fermes, les conférences agricoles, la loi pour protéger les maîtres et les serviteurs, la réorganisation des œuvres agricoles. Que dire de l'aide à la classe agricole?

Parmi les œuvres des gouvernements conservateurs, parmi les beaux gestes des conservateurs du temps, il convient de citer la fondation de la succursale de l'Université Laval, l'établissement d'une station agronomique expérimentale à Saint-Hyacinthe. Les conservateurs ont été les premiers à réclamer une plus grande somme de protection pour les ouvriers. Lorsque M. Gérard Tremblay a prétendu, à Sainte-Thérèse, que le gouvernement actuel avait été le seul à songer aux législations ouvrières, il avait oublié de consulter les Statuts de la province. Il aurait pu constater que le programme suivi actuellement est la suite de l'œuvre de nos devanciers. Voilà des œuvres!

Nous sommes les descendants des hommes qui les ont accomplies et la province nous donnera bientôt sa confiance pour que nous fassions revivre leurs traditions. Ce témoignage vaut autant que ceux qui nous sont cités par l'honorable premier ministre. On dira que je suis allé bien loin pour trouver des œuvres du Parti conservateur. Nous allons voir quelles sont les mesures qui ont été proposées par nos devanciers, et qui ont été acceptées ensuite par la droite. Il est bon de rappeler ce qu'ont fait nos

devanciers. Mais, depuis 1897, le Parti conservateur a-t-il fait quelque chose? Il n'était pas au pouvoir. Mais il a réclamé des réformes. En 1907... Je vois l'honorable premier ministre sourire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne souris pas, mais c'est peut-être dans vos notes.

M. Blain (Montréal-Dorion): En 1907, l'opposition réclamait la séparation du domaine de la colonisation du domaine forestier, afin d'éviter de nombreux conflits entre les colons et les marchands de bois. Ils voulaient la terre libre et le colon libre. Cette réforme ne fut réalisée qu'en 1920 par le ministre de la Colonisation du temps qui est aujourd'hui ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault).

L'honorable ministre vantait alors la politique du gouvernement et ceux qui l'avaient préconisée ne recevaient que des injures et des horions. Ceux qui ont préconisé cette mesure n'ont reçu que des injures, et cependant, la mesure est aujourd'hui loi. Nous avons aussi parlé de la politique des bouts de chemin.

La même chose s'est produite dans le domaine de la voirie. Nous avons aussi parlé de la politique des bouts de chemin. Déjà en 1908, nos devanciers, Tellier, Bourassa et d'autres réclamaient la classification des routes. On a récriminé. On les a traités de rêveurs, d'hommes dépourvus de sens pratique. Le gouvernement n'a classifié les routes qu'après des années de réclamation de l'opposition. Cependant, aujourd'hui, les routes sont classifiées et le gouvernement cherche à en obtenir tout le crédit, comme d'une mesure de grande sagesse et de prévoyance. L'opposition a réclamé l'entretien des routes. Le gouvernement a refusé puis il a cédé à la veille des élections.

Il en est de même pour le vote libre. Lorsqu'en 1911, M. Plante, député de Beauharnois, a suggéré cette mesure, personne chez les libéraux ne voulait en entendre parler. Ce même député a aussi réclamé une loi du salaire minimum pour les femmes et les enfants, l'entretien des routes provinciales à la charge du gouvernement, autant de mesures qui ont été finalement adoptées par la droite de nos jours qui les avait d'abord refusées.

Il en est de même de la Commission des accidents du travail, pour laquelle l'honorable chef de l'opposition (M. Houde) a combattu en 1926. C'est le chef de l'opposition actuel qui a demandé une commission des accidents du travail lorsqu'il n'était que député de Montréal-Sainte-Marie. Le

premier ministre doit s'en souvenir, puisqu'il a voté contre le projet. Aujourd'hui, le gouvernement se fait une gloire de cette Commission. On devrait au moins nous donner le crédit d'avoir prévu bien avant le gouvernement la nécessité de cette loi. J'entendais l'honorable ministre des Travaux publics à Saint-Gabriel-de-Brandon...

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je demande pardon à mon honorable ami, mais je n'ai jamais parlé à Saint-Gabriel-de-Brandon.

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, c'est à Lavaltrie. Je l'entendais dire qu'il travaillerait à obtenir l'abolition des ponts de péage et il exposait tout simplement une motion présentée par l'opposition en cette Chambre. À Lavaltrie, le ministre des Travaux publics a répété mot pour mot la résolution adoptée à notre convention de 1929 sur l'abolition des taux de péage sur les ponts de péage de la province. Depuis une vingtaine d'années, nous avons réclamé la suppression des péages, et maintenant, on nous annonce que le ministère des Travaux publics fera tout son possible pour abolir ces taux. Nous sommes heureux de voir que le gouvernement se rend à nos idées. Nous sommes heureux de voir les bonnes dispositions du gouvernement.

Est-il nécessaire de parler du chômage, on en a tant parlé? C'est un fait, on a nié le chômage dans la province de Québec, et prétendu qu'il existait seulement ailleurs; mais aujourd'hui, le gouvernement a fini par l'admettre. C'est chose extraordinaire. Il y a plus de trois ans, nous avons averti le gouvernement qu'il y avait trop de chômage et que tout laissait prévoir une crise économique. On nous a répondu que nous étions des démagogues. Le chômage a augmenté. Je n'accuserai pas le gouvernement d'avoir volé notre programme là-dessus. L'on a dit d'ailleurs que M. Bennett n'avait rien fait pour le chômage. Les \$20,000,000 qu'il a distribués, la session spéciale, ça ne compte pas.

Le chef du gouvernement fédéral a tenu sa promesse, tout comme pour les pensions de vieillesse. Il saura la tenir. On fait beaucoup de tapage à propos de M. Bennett. Il a bien convoqué une session spéciale, forcé tout le monde à contribuer pour remédier au chômage, mais ce n'est rien. Le gouvernement provincial aura le sort du gouvernement King. Le gouvernement de Québec était contre les pensions de vieillesse. Heureusement, l'honorable premier ministre du Canada les a prises à sa charge.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand l'honorable M. Bennett a-t-il pris à sa charge les pensions de vieillesse?

M. Blain (Montréal-Dorion): Il ne les a pas prises encore, mais il les prendra à la prochaine session. Il l'a promis. Oh! Cela surprend l'honorable premier ministre de voir des promesses qui sont tenues. Il ne pouvait prendre le tout à sa charge.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans ce cas, il a menti à l'électorat en juillet dernier. Si l'honorable M. Bennett ne paie pas toutes les pensions de vieillesse, l'honorable député de Dorion admettra-t-il qu'il a trompé l'électorat?

M. Blain (Montréal-Dorion): Non, c'est une avance que le premier ministre prend. M. Bennett a promis de donner les pensions de vieillesse, et si le fédéral contribue 95 % et le provincial 5 %, le premier ministre de la province aurait mauvaise grâce à s'en plaindre. M. Arthur Sauvé en 1929 avait réclamé une commission pour étudier les pensions de vieillesse, et six mois plus tard, le gouvernement, sous la pression de l'opinion publique, devait nommer une commission spéciale. Que l'honorable premier ministre attende à la prochaine session!

Telles sont en résumé les œuvres des conservateurs que l'on accuse de n'avoir rien fait pendant 30 années d'administration. Vous n'avez pas fini de l'avalier, le programme des conservateurs. Le gouvernement actuel a réalisé leurs suggestions après les avoir rejetées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, c'est pas la peine de changer de gouvernement si nous réalisons tous vos désirs, si vous pensez et si nous agissons.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, le gouvernement est heureux de nous avoir pour penser à sa place. Mais il nous faut penser pour le gouvernement. C'est nous qui y avons pensé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, vous pensez et nous agissons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et, pendant que l'opposition pense, le gouvernement dépense.
(Rires des députés et dans les tribunes)⁴

M. Blain (Montréal-Dorion): En 1922, nous avons demandé qu'un représentant de l'élément

ouvrier soit nommé ministre du Travail. On s'est moqué de cette proposition; mais aujourd'hui, le discours du trône fait mention de cette mesure. L'État a deux devoirs, a dit M. Tremblay à l'assemblée de Sainte-Thérèse: "Protéger les citoyens et promouvoir l'intérêt public." Je demande à ce chef ouvrier, qui voulait faire de la politique bleue il y a trois ans, si c'est ce que le gouvernement a fait au lac Saint-Jean en inondant les terres des cultivateurs?

Je voudrais savoir où est la sincérité chez ces candidats ouvriers qui, il y a un an, étaient prêts à faire de la politique bleue! Il (M. Blain) cite alors une autre déclaration de M. Gérard Tremblay, à l'effet que les maladies professionnelles feront partie de la nouvelle loi des accidents du travail. Le bill en question n'est pas encore imprimé, fait-il remarquer, et je me demande comment il se fait que le secrétaire des syndicats ouvriers catholiques peut se joindre à un gouvernement qui a déjà combattu cette organisation à laquelle il est intimement lié.

Référant à une remarque faite par le représentant de Bellechasse (M. Taschereau) dans son discours de la veille, il (M. Blain) déclare que si l'Ontario a une dette aussi élevée, elle a du moins sa Commission hydroélectrique qu'elle a refusé de vendre pour une somme très considérable. Cette province ne paie pour son électricité que un cent à 2 cents le kilowatt-heure, tandis que dans des centres comme Chicoutimi, où l'on trouve de nombreuses ressources hydrauliques, les contribuables paient 8 cents le kilowatt-heure. L'électricité a toujours coûté plus cher dans Ontario que dans Québec.

M. McDonald (Pontiac): J'ai ici un rapport officiel de l'Ontario. Il démontre que les municipalités ne paient pas meilleur marché que chez nous pour l'électricité.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je parle de la province et non des municipalités. Cette année, le gouvernement annonce qu'il fera donner de l'électricité à bon marché dans nos campagnes. Mais c'est trop tard.

Il (M. Blain) réclame de nouveau un meilleur traitement pour nos instituteurs et nos institutrices.

On a amendé, dit-il, le projet de loi des écoles juives, mais il est vrai que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a constaté qu'il avait été fait dans un temps inopportun et qu'il était inutile dans nos Statuts. L'opposition ne doit pas seulement critiquer, mais proposer des réformes. Elle a donc fait son devoir. Où en sommes-nous après 33 ans de régime libéral? Nous sommes encore des porteurs

d'eau et des scieurs de bois. Nous voyons un ministre parler de son adversaire en disant: "Le chef de l'opposition et son dégoûtant programme". Un ministre de la couronne doit donner l'exemple. Le secrétaire provincial sera-t-il prêt à répéter les mêmes paroles...

L'honorable M. David (Terrebonne): Demain, demain.

M. Blain (Montréal-Dorion): ...même s'il a à se plaindre des injures de ses adversaires, il ne doit pas parler des "chacals qui cherchent à s'introduire par toutes sortes de moyens", comme le secrétaire provincial l'a dit...

L'honorable M. David (Terrebonne): Et je le répéterai demain. Je le répéterai avant longtemps.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ferai remarquer au secrétaire provincial que l'expression n'est pas nouvelle, mais je suis surpris toutefois de la trouver dans la bouche du représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), surtout quand il a eu l'occasion de bénéficier de la culture parisienne.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je vais m'efforcer de trouver un autre qualificatif, qui réponde mieux à l'objet qualifié. Je rappelle toutefois que je n'ai pas été en Russie.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je répète qu'un ministre ne doit pas tenir un langage semblable, surtout quand il fait un voyage à Paris, comme l'honorable secrétaire provincial. Le secrétaire provincial devrait traiter ses adversaires plus poliment. S'il a eu à se plaindre des injures de ses adversaires, il n'est pas obligé de descendre aussi bas qu'il l'a fait, même après son voyage annuel à Paris. Ceux qui sont en face de lui ne descendent jamais aussi bas, même quand ils voient le premier ministre menacer Son Éminence le cardinal Bégin de la fondation d'un parti anticlérical. Il n'est pas surprenant qu'un de ses collègues parle de cette façon. Au lieu de travailler à l'avancement de la province, le gouvernement a entamé une campagne de salissage et de diffamation contre le chef et les députés de l'opposition, dans l'espoir de détruire leur réputation aux yeux du peuple.

Il (M. Blain) fait ensuite une revue de ce qui s'est passé depuis quelques années dans les différents départements. Pendant ce temps, dit-il, les gens de la campagne, faute d'encouragements, migraient vers

les villes, et la maladie faisait de terribles ravages au sein de la population. Il (M. Blain) a quelques bons mots à l'endroit de l'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, et se dit heureux de pouvoir parler des quelque 700 Canadiens français rapatriés de la Nouvelle-Angleterre; mais il affirme que c'est bien peu comparativement à l'exode, car, en 1928 seulement, environ 19,000 Canadiens français sont partis aux États-Unis, selon des chiffres de Washington. On ignore l'ampleur des pertes pour la province, étant donné qu'on n'a aucune statistique à ce sujet. Comment peut-on remédier à une situation quand on n'en connaît pas les tenants et aboutissants?

Sous le gouvernement actuel, 60,000 personnes ont été emportées par la tuberculose et 200,000 enfants sont morts faute de soins adéquats. La colonisation se meurt, l'agricultureériclite, et, parce que les capitaux étrangers ont la mainmise sur la plupart des industries et des entreprises, les Canadiens français continuent d'être des citoyens de deuxième classe dans leur propre province.

Il (M. Blain) s'attaque d'abord à la colonisation et cite les chiffres suivants: "Au 30 juin 1926, on a ouvert aux colons 78,932 acres de terres; au 30 juin 1927, 119,354 acres²; au 30 juin 1928, 61,000 acres; au 30 juin 1929, 40,269; au 30 juin 1930, 41,249." Il vaudrait mieux installer des cultivateurs sur des terres abandonnées mais prêtes à être cultivées, au lieu de drainer de nouvelles terres. Quand on se rend compte de la situation, ajoute-t-il, il ne reste qu'une chose à souhaiter, c'est que le nouveau ministre fasse mieux que par le passé, et qu'il ouvre de nouvelles paroisses aux colons. Je souhaite succès à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) parce que le succès de l'agriculture est essentiel au succès de la province. La classe agricole a été exploitée et l'ancien ministre a eu raison de dire que l'agriculture...

M. Lemieux (Wolfe) veut poser une question.

M. Blain (Montréal-Dorion) soulève un point d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve) soulève également un point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant: Le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain) a permis la question.

M. Lemieux (Wolfe): Si l'honorable député me le permet, je lui demanderai s'il est vrai que l'honorable chef de l'opposition (M. Houde) qui défend

maintenant les agriculteurs a dit en 1923, dans son comté, que la classe agricole a été massacrée par le gouvernement et que le gouvernement devait être battu parce qu'il exploitait la ville de Montréal au bénéfice des campagnes, que la ville de Montréal était la vache à lait qui engraisait les campagnes.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je n'ai jamais entendu le chef de l'opposition prononcer de telles paroles.

M. Lemieux (Wolfe): Me permettez-vous une autre question?

M. Blain (Montréal-Dorion): Si l'honorable député de Wolfe veut parler sur le budget, il en aura l'occasion et aura le temps de dire tout ce qu'il voudra dans son discours.

Dans le domaine des pêcheries, la situation n'est pas meilleure qu'il y a 30 ans. Stagnation toujours! Ou plutôt, je me trompe. La valeur des agrets de pêcheries a augmenté de \$63.

Notre situation commerciale est pire que jamais. Le nombre des faillites augmente beaucoup plus qu'ailleurs. Les affaires ne sont pas prospères en cette province parce qu'il manque quelque chose dont je parlerai plus loin.

La grande industrie se maintient au détriment des petites industries qui périssent. Pour l'ouvrier, le contraire serait préférable; car les petites industries pourraient employer une main-d'œuvre de façon plus permanente.

On nous a parlé de nos progrès miniers. Les mines se développent, mais où sont les nôtres? Dans la métallurgie, où en sommes-nous? En métallurgie, aucun progrès. En électricité, nous ne possédons rien; tout est aux étrangers. Dans les sciences, quels progrès avons-nous faits? Dans le domaine des sciences, nous sommes en arrière à tel point que le gouvernement doit chercher ailleurs les géologues dont il a besoin. Le gouvernement a voulu nommer des géologues, l'an dernier. Il n'a pas trouvé un seul Canadien français. Il a nommé M. le Dr Jones et M. le Dr Bell, et d'autres personnes de langue anglaise, mais ni l'Université Laval ni l'Université de Montréal n'ont produit de diplômés qui auraient pu être utiles au gouvernement. Nos universités françaises n'ont pas formé de géologues.

Et c'est la même chose dans le domaine de la biologie. Au surplus, j'ai déjà demandé une école de biologie. J'ai réclamé aussi la formation de biologistes. L'Université de Montréal a engagé, au prix de \$6,500 par année, un professeur de biologie

de France. En 10 ans, il n'a pas formé un seul biologiste compétent, et le gouvernement a été obligé d'en choisir un à l'Université McGill (M. Taylor) pour diriger notre service de biologie. C'est un incompetent, s'il faut en croire une opinion que je transmets à la Chambre. J'ai ici une note qui me dit que le professeur de biologie de l'Université de Montréal est un incompetent, qui n'a d'autre chose à montrer que les notes qu'il a subtilisées au frère Marie-Victorin.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je demande pardon à l'honorable député de l'interrompre, mais il doit se rendre compte que, sur une simple note qu'on lui a fournie, il attaque un professeur qui relève de l'Université de Montréal, qui est incapable de se défendre ici et sur lequel le gouvernement n'a aucun contrôle. C'est l'Université de Montréal qui engage cet homme.

M. Blain (Montréal-Dorion): Voilà pourquoi j'en parle. On clame que nous sommes en progrès sur toute la ligne. C'est faux. Je tirerai mes conclusions comme je l'entendrai. Si j'ai parlé ainsi, c'est parce qu'un professeur d'université, M. Édouard Montpetit, a décidé d'entrer dans la politique active. Il peut prévoir qu'on le critiquera, lui et les programmes, et les professeurs qui dépendent de lui dans une certaine mesure. Puisqu'il est dans la politique, j'ai le droit de le critiquer. Le gouvernement accorde des octrois pour payer à des étrangers des salaires beaucoup plus élevés que ceux des nôtres. Nous avons droit de signaler des lacunes aussi flagrantes. Ce que j'ai dit démontre que nous n'avons fait aucun progrès dans le domaine scientifique et que nous sommes à la queue des provinces.

Cette province est l'enfant pauvre de la Confédération en ce qui a trait aux chemins de fer, même si le gouvernement libéral entretient des rapports chaleureux avec Ottawa. Parce qu'on n'a pas de voies ferrées, Montréal doit se nourrir de patates du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, puisque les patates du comté de Matane pourrissent à Matane, étant donné qu'il n'y a aucun moyen de transport pour les acheminer à Montréal.

Quant à notre attitude vis-à-vis les capitaux étrangers, le gouvernement la connaît. Bienvenue aux capitaux à intérêts qui viennent chez nous, mais nous protestons contre les capitaux qui nous arrivent pour réaliser des profits à notre détriment. C'est une théorie fausse que de capitaliser nos pouvoirs d'eau au profit des Américains sous prétexte que ces messieurs donnent de l'ouvrage à nos ouvriers.

Où sont-elles, nos ressources forestières? Nous avons des financiers. L'honorable premier ministre en a nommé quelques-uns. Quel est celui d'entre eux qui contrôle? Les nôtres sont dans les compagnies pour montrer que nos intérêts sont protégés. J'ai dit que les capitalistes américains détiennent 90 % de nos pouvoirs d'eau et 80 % de nos forêts. Ils ne les exploitent pas pour nous, mais pour eux. Nos ingénieurs forestiers n'ont aucune chance de gagner leur vie.

Nos ouvriers travaillent-ils à l'heure actuelle dans la région du Saguenay? On nous parle d'Arvida comme un modèle de ville industrielle. C'est du camouflage! Ce que l'on voulait, ce n'était pas de fabriquer de l'aluminium à Arvida, mais d'avoir l'électricité, et on l'a. Les fourneaux ne fonctionnent pas à Arvida mais à Massena Springs. C'est là qu'on fait de l'aluminium.

On a institué, d'autre part, des écoles de génie forestier et de chimie. Jamais nos étudiants ne parviendront à des postes de confiance à moins d'être 10 fois plus compétents que leurs concurrents. On voulait avoir nos pouvoirs d'eau et pour les prendre on a fondé des villes. Camouflage que tout cela!

M. l'Orateur, on va répéter une fois de plus que je suis pessimiste. J'entends l'honorable premier ministre dire: "En voilà un pessimiste." Un exemple. J'ai été malade. L'honorable député de Rouville (M. Bernard) a découvert le mal et j'ai été guéri. Quand un député indique au gouvernement où est le mal, quand il met le doigt sur la plaie, on dit: "C'est un pessimiste." On voudrait que nous nous taisions comme des chiens muets afin de ne pas éveiller la douce quiétude du gouvernement. Si je m'arrêtais à ce moment, on aurait peut-être raison de dire que je suis un pessimiste, mais, après avoir constaté les maux dont souffre notre province, je veux indiquer quelques remèdes.

On me dira: "D'après vous, il n'y a rien à faire. La province s'en va." Non, M. l'Orateur. Tout n'est pas perdu. Il y a lieu d'espérer une amélioration. Car le patriotisme de notre peuple n'est pas éteint. Il a encore l'instinct de conservation et l'on se ressaisira. Le gouvernement doit changer de politique cependant. J'ai confiance dans le peuple d'où sont partis tous les mouvements patriotiques. En 1760, nous avons été abandonnés par nos chefs. Ils ont pris le bateau pour rentrer en France. Mais le petit peuple est resté groupé autour de son clocher.

Aujourd'hui, nous avons à lutter avec les autres races et avec tous les autres peuples, et c'est à nous de nous unir et de nous organiser pour faire face à cette nouvelle situation. Les Canadiens français

doivent désirer les richesses. Il n'est pas défendu de courir après la fortune. Il n'est pas interdit aux hommes de la province de s'unir, pour l'avancement de la province et pour ses industries, afin d'acquérir des richesses et des droits ainsi que de l'influence, mais nous devons cesser de suivre la ligne de moindre résistance. Trop longtemps, nous avons laissé agir les autres, trop longtemps, nous avons fait l'ouvrage pendant que les autres en retiraient le profit.

Mais nous avons perdu à Montréal plusieurs compagnies mises sur pied et exploitées par des Canadiens français, et qui sont maintenant aux mains des Anglais. La Canadian Steamship Company appartenait au départ à des Français, tout comme la Montreal Light, Heat and Power, la compagnie des Chars Urbains, la compagnie Richelieu & Ontario, la Compagnie du gaz, la Compagnie de caoutchouc Jacques-Cartier, devenue la Dominion Rubber, etc. Les Canadiens français manquent de persévérance. Certains, des hommes de la vieille garde, sont toujours à la barre de leur entreprise, non seulement pour des questions d'argent, mais aussi parce qu'ils veulent préserver leur nom. Il (M. Blain) fait l'éloge des vieux hommes d'affaires de Montréal qui, bien qu'ayant de l'âge et de la fortune, continuent de diriger leur maison de commerce.

Ce qu'il nous faut, c'est une meilleure protection de l'industrie. Nous devons aussi cesser d'être des coloniaux. Nous sommes trop habitués à faire régler nos affaires par les autres. La mère patrie nous a enlevé l'Alaska avec ce régime-là. L'honorable premier ministre a fait du colonialisme à Granby. Il a invité les citoyens à venir demander de l'aide au gouvernement. Il aurait dû dire au peuple: "Aide-toi, le Ciel t'aidera."

De grâce, cessons donc le camouflage, ne cherchons point à tuer la presse libre qui est une si puissante stimulatrice. Cherchons la richesse! La chose n'est pas défendue quand on le fait pour un idéal supérieur. Mais alors, abolissons la loi du moindre effort.

Il (M. Blain) cite plusieurs compagnies qui ont cédé devant l'appât du gain immédiat. Soyons persévérants, poursuit-il, et que le gouvernement donne l'exemple en ne sacrifiant pas nos richesses à des prix ridicules! Nous avons préconisé déjà la formation d'un ministère du Commerce. La crise mondiale que nous traversons est économique; il est plus important que jamais d'avoir ce ministère. Cessons aussi d'avoir l'esprit colonial et n'allons plus abandonner aux autres le soin de s'occuper de nos affaires, comme il est arrivé dans la question du

Labrador. Ne tuons pas l'initiative personnelle. Et ici, je proteste contre le discours que le premier ministre a prononcé à Granby et dans lequel il a dit: "Venez chercher de l'argent, nous allons vous en donner. Ne vous gênez pas pour les hôpitaux. Santa Claus est avec moi!" Ces appels à recourir sans nécessité aux octrois de la province ne sont pas de nature à développer l'esprit de travail.

M. Montpetit a été mon professeur. Je le respecte. Mais il a été trop identifié avec la vie universitaire pour se lancer dans la politique. Le juge Gervais, l'honorable Horace Archambeault et tous nos anciens professeurs ne faisaient pas de politique à l'université. Ils étaient les professeurs d'un cours, tandis que le secrétaire de l'université en est la cheville ouvrière. M. Montpetit s'est lancé dans la politique. Il aura des compliments pour son talent, mais il peut s'attendre à attraper autre chose. Mon ami M. Gérard Tremblay a fait comme M. Montpetit. Je ne suis pas pour la participation des présidents et secrétaires d'unions ouvrières à la politique. Mais nous verrons si cela améliorera le gouvernement de la province. M. Montpetit a recommandé jadis la création d'un conseil économique. Je suis pour cette institution. Le premier compromettra la cause de l'université à laquelle il est intimement lié et le second compromettra la cause des syndicats, dont il est la cheville ouvrière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous dites que vous serez au pouvoir l'an prochain et vous pourrez mettre cela à exécution.

L'honorable M. David (Terrebonne): Vous n'avez pas l'air très sûr...

M. Blain (Montréal-Dorion): Nous réglerons nos affaires comme nous l'entendrons.

Le gouvernement a reçu \$5,500,000 des terres et forêts. Or, il a vendu pour cela notre capital. Donc, il y a un déficit de \$1,500,000 et non un surplus de \$4,000,000. Les chiffres, on peut leur faire dire ce qu'on veut. La comptabilité du gouvernement me rappelle celle d'un capitaliste qui engage un comptable pour montrer qu'il n'a pas fait de profits, afin de ne pas payer d'impôt sur le revenu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Comment est-ce que cela se fait?

M. Blain (Montréal-Dorion): Cela a été prouvé. Le surplus n'existe pas. Nos forêts nous rapportent plus de \$5,000,000, et le surplus est de

\$4,000,000. L'argent que nous donnent les forêts devrait être déduit du capital, de l'actif de la province, puisque c'est une richesse naturelle.

M. l'Orateur, j'ai été un peu long...

Voix à droite: Oh! Non!

M. Blain (Montréal-Dorion): ... pour le goût de nos adversaires. Nous avons des œuvres à notre crédit et le gouvernement aura encore besoin de nous, mais nous ne voulons pas être traités d'insulteurs. Ce n'est pas le moyen de relever le niveau de la discussion comme le souhaitait l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault). Je fais appel à la députation pour qu'elle envisage de plus haut les questions sociales et qu'elle délaisse l'esprit de parti. Nous pourrions nous donner la main de temps à autre pour voter des mesures qui feraient le bonheur de la province. Si quelqu'un s'est avili, il n'est pas nécessaire de s'avilir soi-même. Il faut être comme l'alouette qui plane, qui redescend pour s'alimenter mais remonte vers les cieux. Donnons l'exemple et ce sera le meilleur moyen d'aider les Canadiens français sur cette terre d'Amérique.

(Applaudissements à gauche)

M. Lamoureux (Iberville):⁶ Si je me lève, M. l'Orateur, c'est pour dire un mot à l'honorable député de Laval (M. Renaud), qui aime tant les cultivateurs, les pauvres cultivateurs. Le représentant de Laval ne m'a pas permis d'aller jusqu'au bout de ma question, l'autre jour; nous allons en parler maintenant.

Le député de Laval me dira-t-il ce qu'il a fait pour ces pauvres cultivateurs de la province, qu'il aime tant, lors de l'assemblée des producteurs de lait, à Montréal, le 27 janvier 1930, alors que cette association s'est réunie pour élire ses directeurs et pour discuter la question de savoir si elle ne devait pas changer sa charte pour se former en coopérative?

M. Renaud (Laval): C'était simplement pour élire les directeurs.

M. Lamoureux (Iberville): Non! Vous savez bien que c'était pour considérer l'opportunité de se former en coopérative. Je vais vous le dire pourquoy les membres de l'association se sont réunis. Lorsque l'association des producteurs de lait s'est réunie pour élire des directeurs et décider si elle devait se mettre en coopérative, pourquoi l'honorable député de Laval s'est-il opposé à ce que l'association se mette en coopérative, quand il sait que c'est le seul moyen de

la sauver de la faillite? Cette association s'est réunie pour délibérer et songer à se former en coopérative parce que c'était le seul moyen pour elle d'échapper à la faillite. Est-ce vrai ou n'est-ce pas vrai?

M. Renaud (Laval): Je l'ai dit l'autre jour pour quoi c'était!

M. Lamoureux (Iberville): Je sais que l'opposition se saisira de cette question aux élections pour essayer de se faire du capital politique. Aux prochaines élections, l'opposition dira que cette association des producteurs de lait a été mise en faillite par le gouvernement. Je sais qu'elle essaiera de prétendre que c'est le Parti libéral qui veut la ruine des cultivateurs, mais je veux que l'on voie clair dans son jeu.

L'association, qui compte 380 cultivateurs répartis en sept comtés, a été fondée en décembre 1929, au capital de \$149,000. En janvier suivant, il y avait \$39,000 de souscrit par 340 cultivateurs au taux de \$100 l'action. L'association commença ses opérations, mais elle se rendit compte que son capital n'était pas suffisant. Elle fit encore une fois appel "à ces pauvres cultivateurs que le député de Laval aime tant" et ceux-ci se cotisèrent de nouveau et fournirent une somme additionnelle de \$37,000. On fit souscrire pour plus de \$100,000 de capitaux. Cette association avait été jugée nécessaire à la suite de la grève du lait, à Montréal. Les affaires allant mal, comme le capital ne suffisait pas encore, les directeurs de l'association décidèrent de s'adresser au ministre de l'Agriculture (M. Perron).

Les pauvres cultivateurs qui en font partie, et que l'honorable député de Laval aime tant, se sont rendus chez l'ancien ministre, l'honorable M. Perron. Ils lui ont demandé un prêt d'une somme d'argent considérable, une trentaine de mille dollars, afin d'empêcher la société d'aller à la ruine. Le député de Laval était présent de même que plusieurs autres députés de cette Chambre. L'honorable M. Perron a répondu que la loi ne lui permettait pas de faire d'avances à une compagnie à fonds social. Il leur a conseillé alors de s'organiser en coopérative afin de pouvoir leur faire un prêt.

Pour ce faire, l'assentiment de tous les actionnaires était nécessaire. Plusieurs "des pauvres cultivateurs de la province de Québec que le député de Laval aime tant" étaient là. Le ministre des Postes actuel, M. Arthur Sauvé, était là aussi, ainsi que le député d'Argenteuil (M. Dansereau), le député de Laval et moi-même. Les cultivateurs, "ces pauvres cultivateurs de la province de Québec que le député

de Laval aime tant", étaient prêts à accepter la suggestion de l'honorable M. Perron, mais le représentant de Laval (M. Renaud) refusa net. Tout le monde a approuvé l'idée. Un seul l'a combattue, c'est l'honorable député de Laval, qui aime tant les cultivateurs.

M. Renaud (Laval): Je n'ai pas parlé.

M. Lamoureux (Iberville): Le représentant de Laval s'objecta à cette transformation et réussit à empêcher l'unanimité nécessaire. Cependant, les difficultés de l'association empirèrent toujours et, au mois de juin, les cultivateurs voulurent voir M. Perron, mais celui-ci était alors malade. La maladie de l'honorable M. Perron a retardé l'affaire. Plus tard, après la mort du ministre, nous avons rencontré l'honorable premier ministre et il nous a dit: "Les promesses de l'honorable M. Perron seront tenues." Il suggéra aux cultivateurs d'attendre la nomination du nouveau ministre qui se ferait sous peu. Celui-ci, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), vint les rencontrer à Montréal, et dès que l'association se fut formée en coopérative, il leur avança un prêt de \$33,000. Depuis, le nouveau ministre s'est engagé à avancer \$33,000 à la société si elle se formait en coopérative. Je demanderai à l'honorable député de Laval s'il connaît la loi des sociétés coopératives.

M. Renaud (Laval): Je la connais assez pour dire que si le gouvernement avance \$33,000, il faut que les cultivateurs paient \$20,000.

M. Lamoureux (Iberville): Ce n'est pas une réponse, cela. Connaissez-vous la loi des coopératives? La loi des coopératives permet au ministre de l'Agriculture d'inspecter les livres des coopératives. C'est une protection. Voilà ce à quoi vous vous objectez. Vous contrôlez une vingtaine de membres. Vous devriez laisser vivre cette société, vous et votre organisateur politique, M. Bertrand; ne la laissez pas mourir, vous qui aimez tant les cultivateurs!

M. Renaud (Laval): On le connaît, le député d'Iberville.

Le député d'Iberville, dit-il, voulait faire de la politique avec cette association et son opposition n'avait pas d'autre motif.

M. Lamoureux (Iberville) donne les grandes lignes de cette loi, puis il accuse le représentant de Laval d'avoir voulu empêcher les cultivateurs

d'avoir des fonds et, par cela même, de leur avoir fait risquer la faillite.

M. Renaud (Laval): Jamais.

Des voix: À l'ordre.

M. Lamoureux (Iberville) et M. Renaud (Laval) soulèvent une altercation⁷.
(Rires)

M. l'Orateur suppléant doit ramener plusieurs fois les deux députés à l'ordre et met fin à l'altercation.
(Rires)

M. Lamoureux (Iberville): L'honorable député de Laval a demandé l'autre jour quelle était ma politique. Si mes électeurs m'ont élu, par acclamation, c'est qu'ils savent que Lucien Lamoureux a toujours marché droit. Je veux marcher droit. S'il y a une clôture croche en avant, je passerai par-dessus. Je la sauterai pour marcher toujours droit. Je proteste contre les allégués de l'opposition qui accuse les députés libéraux d'être des suiveux.

M. l'Orateur, la seconde raison pour laquelle je me suis levé, c'est parce que je veux montrer que l'on a raison d'appuyer le Parti libéral. Les députés de l'opposition disent: "Le gouvernement nous a volé notre programme." Voyons si cela est bien vrai. Après les élections de 1923, nous les députés, nous sommes allés chez le ministre de la Voirie et nous lui avons demandé de prendre à sa charge l'entretien des routes. Le ministre nous a répondu: "Nous sommes à faire un essai. Lorsque les finances de la province le permettront, nous entretiendrons les routes."

Les membres de l'opposition ne sont pas sérieux. Vous jetez de la poudre aux yeux des gens. À les entendre parler, ce sont eux qui pensent à tout. Nos amis de l'opposition savent mieux que cela. Je suis un cultivateur de la quatrième génération. Je sais ce que les cultivateurs pensent. Les cultivateurs de mon comté me connaissent et il n'est pas bien de venir prétendre que le gouvernement a ruiné l'agriculture avec la loi des chemins.

C'est si peu vrai que les municipalités sont venues par centaines demander au gouvernement de construire leurs chemins. Elles sont ensuite revenues demander de l'argent. L'opposition dit que la politique des chemins a ruiné les cultivateurs. Comment se fait-il que j'ai dans ma poche encore trois ou quatre lettres de municipalités demandant de bâtir des chemins à 50 %? L'opposition devrait

savoir, par expérience, que ses moyens ne sont pas bons. Je comprends qu'il faut une opposition en cette Chambre, mais elle devrait trouver quelqu'un qui lui donnerait des idées nouvelles. Alors, cessez donc, tâchez donc de vous trouver quelqu'un qui pourrait inventer d'autres choses pour vous faire gagner des élections. La voirie, loin de ruiner l'agriculteur, lui a aidé à refaire ses finances. C'est un argument usé, prétend-il. Tâchez donc de chercher quelqu'un qui invente une nouvelle poudre; celle-là est éventée.

Je vais demander au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) de faire une commission pour moi à son père, l'honorable ministre des Postes. Votre père a toujours été bon pour l'agriculteur. La loi du prêt agricole est mal faite. Qu'il l'améliore donc! Le taux d'intérêt est trop élevé; c'est bon pour les gens riches. La loi n'est pas applicable ici.

Il y a un autre point que je veux toucher en terminant. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), lorsqu'il a débuté en cette Chambre, a réclamé l'électricité à meilleur marché dans les campagnes. Nous avons des industries qui ont dû abandonner la force motrice parce qu'elle leur coûtait trop cher, au point que dans certains villages les petites industries ont dû retourner aux anciens moteurs à essence. Je suis heureux que le gouvernement ait adopté une nouvelle politique à ce sujet. Il y a longtemps que je demande cela.

La loi accordant des octrois pour les animaux abattus à la suite de la tuberculisation est ruineuse pour l'agriculteur, la nouvelle loi devra être rétroactive. Je pourrais en dire davantage, mais pour aujourd'hui, je m'arrêterai ici.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 10⁸.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 5 février 1931, à la page 3, M. Blain a parlé pendant deux heures.

2. Chiffre tiré du *Devoir* alors que *La Presse* donne le chiffre de \$350,000,000.

3. *Le Devoir* du 5 février 1931, à la page 1, indique Lavaltrie alors que *La Presse* du 5 février 1931, à la page 29, parle de Granby.

4. Selon *Le Canada* du 5 février 1931, à la page 1, quelques centaines de personnes occupaient les galeries de la Chambre.

5. *La Patrie* du 5 février 1931, à la page 7, donne 119,554 acres.

6. Selon *The Gazette* du 5 février 1931, à la page 13, M. Lamoureux a parlé pendant 25 minutes.

7. Selon *La Presse* du 5 février 1931, à la page 29, le président dut ramener plusieurs fois à l'ordre les jouteurs, au grand plaisir de la Chambre que cette scène amusait.

8. Selon *La Patrie* du 5 février 1931, à la page 7, la Chambre n'a pas été convoquée en soirée en raison d'un dîner d'État à Spencer Wood auquel tous les députés étaient invités.

Séance du jeudi 5 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Congrégation des
Ursulines**

M. Taschereau (Bellechasse), propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que les articles 503, 510, 511, 512, 516 et 531 du Règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Ursulines de Québec et des Ursulines de Roberval, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec avec les droits habituellement accordés à ces sortes de corporation et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des Ursulines de Québec et des Ursulines de Roberval, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec avec les droits habituellement accordés à ces sortes de corporation, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Institut
Fraser**

M. Taschereau (Bellechasse), propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron), que les articles 503, 510, 511, 512, 516 et 531 du Règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Fraser Institute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la charte de l'institut Fraser.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Fraser Institute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 142 modifiant la charte de l'institut Fraser.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 26 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 26 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Taxe sur
les corporations**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 53 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé;

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval;

- bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale;

- bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.

Taxes scolaires protestantes de l'Île Dorval

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville d'Acton Vale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 ratifiant les règlements nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'Oeuvre et fabrique de Notre-Dame-de-Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre

et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:

Emprunts des corporations scolaires du comté de Hull

M. Guertin (Hull): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1929-1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Corporations scolaires: Killarney, \$200.

Emprunts des corporations municipales du comté de Hull

M. Guertin (Hull): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1929-1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Corporations municipales: Hull, cité, \$184.70; Bouchette, canton, \$650; Cameron, canton, \$65; Bois-Franc, \$300; Egan-Sud, \$82.50; Montcerf, \$68.36; Hull, comté, \$62.54.

Emprunts de corporations scolaires

M. Renaud (Laval): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1929-1930 jusqu'à concurrence de \$3,301,764.85, tel qu'il apparaît à la page 241 de l'*Annuaire statistique de Québec*, 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Abitibi: Authier, \$25; Beauce: Sainte-Aurélien, \$10; Saint-Joseph, village, \$25; Bonaventure: Paspébiac (protestante), \$20; Cox (protestante), \$20.40; Chambly: Longueuil (paroisse), \$62.50; Champlain:

Grand'Mère, \$72.50; La Tuque, \$35; Parent (Diss), (protestante), \$20; Saint-Georges-de-Champlain, \$62.50; Charlevoix: Saint-Urbain, \$20; Chicoutimi: Chicoutimi (ville), \$155; Port-Alfred, \$72.50; Saint-Honoré, \$55; Compton: Saint-Camille de Cookshire, \$45; Sainte-Edwidge-de-Clifton, \$25; Frontenac: Mégantic (ville), \$35; Hull: Killarney, \$20; Jacques-Cartier: La Présentation-de-la-Sainte-Vierge: \$110; LaSalle (ville), \$20; Joliette: Sacré-Cœur-de-Jésus, \$10; Kamouraska: Saint-Pacôme, \$10; Labelle: Lac-des-Îles, \$10; L'Annonciation, \$20; Lac-Saint-Jean: Dolbeau, \$155; Péribonka, \$10; Saint-Cœur-de-Marie (village), \$72.50; Sainte-Hedwidge, \$10; L'Assomption: L'Épiphanie (village), \$35; Lévis: Charny, \$25; Lévis, \$67.50; Matane: Cherbourg, \$10; Mont-Joli, \$45; Mont-Joli (village), \$10; Saint-Jérôme, \$10; Saint-Rémi-de-la-Rivière-Métis, \$35; Montmagny: Saint-Paul-de-Montmagny, \$35; Montréal: Protestant Central Board, \$750; Nicolet: Saint-Wenceslas, \$10; Portneuf: Donnacona (ville), \$47.50; Saint-Alban, \$10; Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable, \$35; Richelieu: Chambly-Richelieu (protestante), \$36.50; Shefford: Granby, \$117.50; Stanstead: Hatley-Nord (protestante), \$64.50; Saint-Hyacinthe: Girouard, \$74; Saint-Jean: Saint-Jean, \$167.50; Saint-Maurice: Shawinigan Falls, \$500; Trois-Rivières (cité), \$597.50; Témiscamingue: N.-D.-de-Lourdes-de-Lorrainville, \$10; Saint-Placide-de-Béarn, \$35; Témiscouata: Trois-Pistoles, No 1, \$20; Verchères: McMasterville (protestante), \$10; Verdun: Verdun (cité), \$35; Wolfe: Disraëli, (paroisse), \$10; Saint-Adolphe-de-Dudswell, \$10.

Emprunts de corporations municipales

M. Renaud (Laval): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1929-1930 jusqu'à concurrence de \$42,629,271.35, tel qu'il apparaît à la page 230 de l'*Annuaire statistique de Québec*, 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cités: Cap-de-la-Madeleine, \$281; Granby, \$332.50; Grand'Mère, \$413.15; Hull, \$184.70; Joliette, \$162.50; Lachine, \$522.50; Lévis, \$113; Longueuil, \$55; Montréal, \$1,250; Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal, \$680; Outremont, \$172.50; Saint-Hyacinthe, \$155; Saint-Jean, \$509.50; Shawinigan Falls, \$1,340.70; Sorel, \$282.50; Thetford Mines, \$120; Trois-Rivières, \$791.55; Verdun, \$795; Westmount, \$280.

Villes: Beauharnois, \$30; Chicoutimi, \$110; Dolbeau, \$135; Dorion, \$74.50; Drummondville, \$55; Farnham, \$172.50; Greenfield Park, \$92.50; Kénogami, \$185; LaSalle, \$20; Laval-des-Rapides, \$25; Louiseville, \$165; Magog, \$10; Mont-Royal, \$60; Québec-Ouest, \$30; Richmond, \$55; Rimouski, \$180; Sainte-Agathe-des-Monts, \$30; Saint-Jérôme, \$226.50; Saint-Jérôme-d'Alma, \$45; Saint-Laurent, \$60; Saint-Léonard-de-Port-Maurice, \$35; Saint-Pierre, \$60; Victoriaville, \$122.50.

Villages: Beauport-Est, \$45; Bernierville, \$10; Boucherville, \$60; Chambly-Canton, \$45; Cowansville, \$60; Disraëli, \$55; Gaspé, \$65; Grenville, \$30; Lac-au-Saumon, \$56.50; Loretteville, \$177.50; Lotbinière, \$10; Mont-Joli, \$317.50; Normandin, \$45; Plessisville, \$95; Richelieu, \$45; Rivière-du-Moulin, \$92.50; Saint-Bruno, \$20; Sainte-Cécile, \$55; Saint-Cœur-de-Marie, \$35; Saint-Georges-de-Beauce, village-Est, \$55; Saint-Jérôme, \$72.50; Saint-Joseph, \$96.30; Saint-Siméon, \$20; Shawbridge, \$45; Shefford-Ouest, \$45; Sutton, \$65; Val-Barrette, \$10.

Paroisses: L'Ascension-de-Notre-Seigneur, \$20; Notre-Dame-de-la-Dorée, \$185; Notre-Dame-de-la-Paix, \$55; N.-D.-du-Bon-Secours, partie nord, \$10; Sacré-Cœur-de-Jésus, \$20; Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt, \$10; Saint-Augustin, \$122.50; Saint-Augustin-de-Woburn, \$10; Saint-Basile-le-Grand, \$45; Sainte-Claire-de-Joliette, \$10; Saint-Clément-de-Beauharnois, \$74; Sainte-Émélie-de-l'Énergie, \$55; Sainte-Foy, \$45; Sainte-Geneviève, \$120; Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, \$25; Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, \$78.25; Saint-Joachim-de-Shefford, \$86.50; Saint-Joseph-Mont-Rolland, \$10; Saint-Joseph-de-Soulanges, \$80; Saint-Jude-de-Saint-Ours, \$50; Sainte-Justine, \$30; Saint-Lazare, \$25; Saint-Léon-le-Grand-de-Dumontier, \$45; Saint-Louis, \$10; Saint-Luc, \$25; Sainte-Monique, \$45; Saint-Pie, \$110; Saint-Sauveur, \$140; Sainte-Sophie-de-Lévrard, \$10; Saint-Ubalde, \$10.

Cantons: Bouchette, \$65; Cameron, \$65; Campbell, \$20; Chichester, \$10; DeSalaberry et Grandison, \$90; Farnham, partie ouest, \$85.65; Litchfield, \$45; Morin, \$10; Shefford, \$45; Suffolk et Addington, \$20; Tremblay, \$72.50; Wurtele, Moreau, Gravel et Pope, \$20.

Municipalités rurales: Aubert-Gallion, \$75; Authier, \$10; Bois-Franc, \$30; Dollard-des-Ormeaux, \$55.65; Egan-Sud, \$82.50; Escoumins, \$30; Hébertville, \$46.50; Jeanne-D'Arc, \$30.02; Lacaille, \$65; L'Anse-au-Griffon, \$100; La Petite-Rivière, \$72.50; Montcerf, \$68.36; Péribonka, \$35.00.

Comtés: Champlain, \$25; Hull, \$62.54; Missisquoi, \$10; Saguenay, \$62.50.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 4 février courant, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

L'honorable M. Godbout (L'Islet)¹: (Applaudissements)² Me sera-t-il permis, M. l'Orateur, avant de discuter le budget qui est soumis à cette Chambre, de faire une mise au point sur des déclarations que le député de Maisonneuve (M. Tremblay) m'a prêtées et que j'aurais prononcées lors d'une assemblée politique à Drummondville. Dans un récent discours, le représentant de Maisonneuve a affirmé qu'à Drummondville j'aurais fait campagne contre l'administration fédérale conservatrice.

L'honorable député de Maisonneuve a prétendu que j'avais fait des comparaisons entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa. Il affirmait que j'avais comparé l'administration conservatrice fédérale avec l'administration libérale provinciale. Je ne sais où le député de Maisonneuve a trouvé ça.

Depuis, j'ai soigneusement examiné mon discours afin de constater si je n'avais pas dit des choses que je n'avais pas même pensées. Je suis obligé de demander à mon collègue de la gauche dans quelle partie de mon discours il a trouvé même un semblant de comparaison entre les deux administrations. Je serais obligé au député de Maisonneuve de m'indiquer dans quelle partie de mes remarques il a trouvé une semblable comparaison. Évidemment, je n'ai pas été bien entendu ou j'ai été mal interprété. Je n'ai jamais fait aucune comparaison du genre.

Ce que j'ai fait à Drummondville, ça a été de demander aux cultivateurs ce qu'ils pensaient de la bonne foi de nos adversaires qui essaient maintenant de rejeter sur le gouvernement de Québec le blâme qu'ils adressaient, il y a quelques mois, au gouvernement King, justement parce que le gouvernement King était un gouvernement libéral, au sujet de la crise économique.

Je me suis borné à démontrer à la classe agricole le manque de bonne foi de certains membres de l'opposition qui parcourent actuellement la province. Ce que j'ai dit, c'est qu'il ne fallait pas

attribuer les causes de la crise au gouvernement de Québec. J'ai aussi essayé tout simplement de démontrer l'absence de bonne foi de nos adversaires sur ce point. Et voici comment.

J'ai tout particulièrement en vue la crise qui sévit actuellement. La bonne foi serait difficile à démontrer. Ce que j'ai fait, c'a été de démontrer la mauvaise foi de certaines gens qui, après avoir attribué à l'administration libérale fédérale la responsabilité de la crise, aux élections de juillet dernier, veulent maintenant faire porter cette même responsabilité au gouvernement de la province. On a reproché à M. King ce que l'on met actuellement sur le dos du premier ministre.

J'ai parlé aussi du traité commercial conclu entre le Canada et l'Australie et de l'accord avec la Nouvelle-Zélande. Au cours de la dernière campagne électorale, les conservateurs avaient soutenu que le malaise dont souffrent les agriculteurs devait être attribué à plusieurs causes, entre autres ce fameux traité avec la Nouvelle-Zélande et cette entente avec l'Australie.

Des orateurs ont parcouru la province au mois de juillet dernier en criant que le gouvernement fédéral était responsable de la crise, par suite des traités avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie. On disait que le traité avec l'Australie avait ruiné le pays. De deux choses l'une, ou bien ces orateurs étaient insuffisamment renseignés, ou bien sciemment, ils voulaient tromper le peuple. Et c'est ce que j'ai voulu démontrer: de quelle espèce était la bonne foi de ces gens. En prétendant que ce traité était mauvais, les conservateurs trompaient le peuple et donnaient une preuve évidente de leur mauvaise foi.

Je voulais démontrer au peuple et spécialement aux agriculteurs de Québec ou bien cette ignorance, ou bien ce manque de bonne foi, quitte à laisser mes concitoyens tirer eux-mêmes leurs déductions. Le peuple a su faire la part de leurs exagérations. Arrivé au pouvoir, M. Bennett a conclu un arrangement commercial avec la Nouvelle-Zélande, lequel devait faire remonter les prix du beurre et des œufs.

L'honorable député de Maisonneuve m'a encore fait faire d'autres déclarations et il a affirmé dans son discours dans cette Chambre que le traité de la Nouvelle-Zélande avait ruiné notre industrie laitière, que le traité a été la cause de tout le mal, que ce traité a fait baisser les prix du beurre et des œufs. En connaissance de cause, je me fais fort de prouver que cet arrangement n'était pas responsable de l'affaissement dans les prix des œufs et du beurre. Ce

traité a été aboli et la conséquence a été de faire baisser le prix du beurre chez nous. Cet arrangement a fait place à un traité de protection. Le traité de la Nouvelle-Zélande est rescindé depuis le 12 octobre, les conservateurs l'ont remplacé par un tarif de protection.

Je ferai à ce sujet une comparaison. Si nous nous référons aux statistiques, nous constatons maintenant qu'à la même époque l'an dernier, exactement le 2 décembre 1929, la dernière date que couvrent les statistiques dont je dispose, le prix du beurre à Toronto était de 40 cents la livre, alors que le traité de la Nouvelle-Zélande était en vigueur. Le 2 décembre 1930, alors que le traité en question n'est plus en vigueur, le prix du beurre, à Toronto, n'était que de 30 cents. C'est donc une différence de 10 cents. Voilà où en sont les promesses des conservateurs de faire hausser le prix du beurre. Et voilà la preuve que le fameux traité de la Nouvelle-Zélande ruinait notre industrie laitière.

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministre dira-t-il à cette Chambre combien de livres de beurre sont entrées au Canada sous l'administration King? Combien de livres de beurre étaient dans nos entrepôts, qui avaient été achetées sous le régime King? L'honorable ministre aura-t-il le courage de dire le nombre de livres de beurre de la Nouvelle-Zélande qui sont entrées au pays durant le régime de M. King?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je regrette de ne pouvoir...

M. Tremblay (Maisonnette): C'est bien malheureux.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je regrette de n'avoir pas les chiffres officiels.

M. Tremblay (Maisonnette): Ce serait intéressant.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ah! Vous allez avoir une réponse satisfaisante tout de même. Que mon collègue prenne patience; je vais lui donner une réponse satisfaisante immédiatement. Je ne puis donner exactement le nombre de livres de beurre entrées au pays sous le régime de M. King. Ce que je sais, c'est qu'il y a dans les entrepôts au Canada 2,000,000 de livres de beurre de plus qu'à pareille date, l'an dernier.

(Applaudissements à droite)

Il est injuste de parler ainsi, comme il serait injuste de tenir responsable d'un pareil état de choses le nouveau gouvernement fédéral. Je n'ai pas accusé le gouvernement conservateur d'être responsable de cet état de choses, et je ne l'en accuse pas, car ce serait déloyal de faire porter à cette administration la responsabilité d'une crise générale. Mais c'est à tout le moins une preuve que la protection qui devait faire hausser les prix n'a pas fonctionné comme on le voulait faire croire. Ceci n'est pas une accusation que je porte contre l'honorable M. Bennett. Personnellement, je ne tiens pas le gouvernement d'Ottawa responsable des prix du beurre, et je ne veux pas non plus que nos adversaires aient recours à des méthodes aussi déloyales que celles employées à cette occasion pour essayer de faire croire au peuple que le régime était à la base de tout le malaise.

Ce que je ne veux pas, c'est que nos adversaires se servent de ces méthodes déloyales pour tromper le peuple. Je veux tout simplement faire remarquer qu'on n'a pas le droit de tenir un gouvernement responsable du prix du beurre, que ce gouvernement soit rouge ou bleu, et que conséquemment, il n'était pas loyal d'argumenter comme on l'a fait contre M. King et comme on veut le faire actuellement contre le gouvernement provincial. Voilà ce que j'ai prétendu à Drummondville et ce que je prétends encore. Tout ce que j'ai dit à Drummondville, c'est ceci: "Cultivateurs, soyez en garde contre les gens qui exploitent le sentiment populaire dans un bénéfice politique."

La fameuse protection n'a pas mieux fonctionné aux États-Unis qui, eux, étaient protégés contre le beurre de la Nouvelle-Zélande. L'étude des marchés confirme cette opinion. La preuve en est qu'en 1929, le prix du beurre sur le marché de New York, qui était protégé par un tarif de 12 sous la livre sur le beurre étranger, était de 43 cents contre 40 cents au Canada, à Toronto, où le marché était ouvert. Seulement trois sous de plus que le nôtre qui, lui, subissait la concurrence du beurre néo-zélandais. Tant il est vrai de dire que le prix du beurre s'établissait à Londres et non ici. Et, en 1930, le beurre sur le marché new-yorkais marquait 34 cents contre 30 cents au Canada, qui n'avait plus ladite concurrence. Avec une politique de protection de part et d'autre, la différence est de quatre sous.

Depuis l'élévation du tarif canadien, New York vend son beurre quatre sous de plus que nous, ce qui, encore une fois, est une preuve que le prix du beurre n'est fixé ni sur le marché américain ni sur le marché canadien, mais sur le marché de Londres. C'est ce que nous disions, en juillet dernier, et nous

prétentions étaient le fruit de l'expérience, et, encore une fois, je recommande aux cultivateurs de se mettre en garde contre ceux qui ne regardent pas aux expédients employés pour essayer de tourner le sentiment populaire en leur faveur. Une fois de plus, je proteste de toutes mes forces contre cette manière d'agir de nos adversaires, qui m'attribuent des choses que je n'ai pas dites. Lorsqu'on a essayé de surprendre la bonne foi de la population, nous avons dit aux gens de prendre garde à ceux qui veulent mal représenter les faits pour des fins politiques.

Le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay) m'a accusé lors de l'assemblée de Drummondville d'avoir affirmé que M. Laurent Barré avait été mis à la porte de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). C'est faux. Je me demande encore où le député de Maisonneuve a pris ça. Je n'ai jamais fait une telle affirmation, car je sais fort bien que l'Union catholique des cultivateurs, qui ne fait pas de politique et qui, je l'espère, n'en fera pas, ne se préoccupe pas de l'opinion politique de ses membres. L'Union comprend de bons bleus et de bons rouges, et n'a jamais reproché à un de ses membres de s'occuper de politique. L'U.C.C. est une organisation indépendante de la politique, qui n'a jamais taquiné ses membres parce qu'ils étaient bleus ou rouges et dont les membres ont tous le droit d'être libéraux ou conservateurs. Ce que j'ai dit, c'est que depuis que l'Union des cultivateurs ne fait plus de politique, depuis que l'Union a affirmé son intention de ne se tourner vers aucun des deux partis, M. Barré s'en est désintéressé, depuis le jour où il a constaté qu'il ne pouvait l'entraîner dans la politique à sa fantaisie. M. Barré a prouvé que cela est vrai dans certains articles qu'il a écrits depuis.

Voix à droite: Très bien, très bien.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ai aucune raison particulière d'attaquer M. Barré. Mais, tout en disant que la coopération est nécessaire, il (M. Godbout) dénonce les associations coopératives. M. Barré approuve les agronomes, mais il essaie de démolir dans l'esprit du public cette classe de professionnels qui sont si utiles aux cultivateurs. Remarquez-le bien, je ne reproche pas aux cultivateurs de s'occuper de politique. Qu'ils s'intéressent à la chose publique, soit d'un côté, soit de l'autre, c'est leur droit, et je ne voudrais pas que nos cultivateurs vinssent à s'occuper davantage de politique. Je dis seulement que M. Barré est en train de tenter de démolir ce que le gouvernement fait ou essaie de faire pour améliorer le sort de l'agriculteur.

Je ne l'attaque pas parce qu'il s'occupe de politique, car je souhaite que tous nos cultivateurs s'intéressent activement aux questions de notre province. Mais j'ai attaqué les opinions de M. Barré qui ne craint pas de détruire dans la classe agricole la bonne opinion qu'elle peut avoir de certaines classes et de certains organismes qui sont absolument nécessaires au succès de l'agriculture dans notre province. Nous prêchons et M. Barré prêche que la coopération est nécessaire à l'agriculteur, et cependant, il met les cultivateurs en garde contre les coopératives existantes.

Nous prêchons la nécessité de l'enseignement agricole. M. Barré réclame plus d'instruction pour la classe agricole, mais, lorsqu'il s'agit d'agronomes, il met la classe agricole en garde contre les agronomes. Il ne cesse de critiquer cet enseignement agricole et ceux qui le donnent, afin d'abolir la confiance des cultivateurs pour leurs agronomes. M. Barré semble avoir à cœur de démolir une catégorie de gens qui est une absolue nécessité à la classe agricole. Voilà ce que j'ai dit à Drummondville.

Il (l'honorable M. Godbout) dit qu'il a peut-être parlé trop longtemps de M. Barré et qu'il ne veut pas lui accorder trop d'attention.

Et maintenant, je veux entrer dans le débat. Je félicite tout d'abord les débutants. Des deux côtés de la Chambre, ils se sont distingués. Des débuts comme ceux-là nous permettent d'augurer pour eux une belle carrière. Ce sont des hommes sérieux, comme la province en a besoin et ils auront tous une excellente carrière politique, s'il faut en juger par les prémisses qu'ils ont posées depuis l'ouverture de la session. Nos nouveaux collègues, dans leur contribution à ce débat, ont montré qu'ils étaient sérieux. Je tiens tout spécialement à souligner les débuts brillants du député de Bellechasse (M. Taschereau). L'honorable député de Bellechasse nous a prouvé que l'on peut attendre beaucoup de lui dans la politique canadienne.

La Chambre compte deux nouveaux ministres. Je ne veux pas faire l'éloge de celui dont la droiture et l'intégrité sont proverbiales. J'offre à l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur), entré avant moi dans le cabinet, mes souhaits les plus sincères. Il saura administrer son département pour le plus grand bien de la province, avec toute la maîtrise qu'on lui connaît. De plus, la tombe s'est trop récemment fermée sur deux collègues, deux de mes prédécesseurs dont on se souviendra longtemps, l'honorable M. Perron et l'honorable M. Caron, pour qu'il ne me soit pas permis d'y déposer l'hommage

de ma reconnaissance et de mon respect, tant en mon nom personnel qu'au nom de ma province.

La générosité de leurs sacrifices a été si grande que l'électorat se rappellera longtemps de leurs œuvres dans la politique québécoise. Ils ont fait une belle œuvre. On a tenté de les mettre en contradiction. On a cité incomplètement M. Perron. Parce qu'il a eu une vue perçante sur tout ce qui reste à faire en agriculture, parce qu'il a envisagé avec ampleur la tâche qui lui était dévolue, parce que l'honorable M. Perron a dit que tout n'était pas fait dans notre province au point de vue agricole, parce qu'il ne s'est pas croisé les bras et qu'il a montré du courage, on a prétendu qu'il voulait critiquer son prédécesseur et tout chambarder. Ce n'est pas vrai. Avec toute la vision qui le caractérisait, au lieu d'envisager ce qui avait été fait, il s'est tourné vers l'avenir et a constaté ce qui restait à faire.

Je m'adresse aux hommes intelligents tant dans la Chambre que dans le public: cette attitude de M. Perron, signifiait-elle le bouleversement complet de tout dans le ministère? Qu'on se rappelle donc les paroles qu'il prononçait en cette Chambre, l'an dernier, lorsqu'il rendait un hommage mérité à son devancier! Qu'on se rappelle les paroles de M. Perron alors qu'il racontait comment M. Caron avait consacré 20 ans de sa vie à promouvoir les mesures qui, aujourd'hui, ont leur éclosion! M. Perron a prêché les mêmes méthodes que M. Caron, et l'opposition le sait parfaitement bien. Des méthodes si basses, cependant, ne surprennent personne, et ne prennent pas par surprise la bonne foi de qui que ce soit. La bonne foi de notre peuple ne se laissera pas prendre à cela. L'honorable M. Caron s'est donné pendant 20 ans à la cause de l'agriculture. Tout le monde le reconnaît.

Il (l'honorable M. Godbout) dit qu'il essaiera de ne pas prendre trop de temps pour expliquer ce que le ministère de l'Agriculture a fait pour les cultivateurs et ce qu'il entend encore faire pour eux. On a dit, au cours de ce débat, que la classe agricole était maltraitée en cette province. L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) a dit que nos cultivateurs étaient exploités au point de vue politique. On a essayé de faire croire au peuple que le Parti libéral visait avant tout à tirer avantage de l'exploitation de ce vaste champ qu'est l'agriculture, oubliant de tenir compte qu'il n'y aurait aucun avantage, loin de là, d'exploiter cette vaste classe de notre population. Cela n'a jamais été le point de mire ni du gouvernement ni du ministère, et toujours la politique du Parti libéral a été et sera d'aider cette industrie, par tous les moyens possibles.

M. l'Orateur, on a prétendu que le gouvernement avait négligé l'agriculture. On a même dit que cette classe avait été exploitée au profit de la politique. Les membres de l'opposition ont d'étranges prétentions. On veut faire croire que la classe agricole a servi de sujet d'expérimentation pour des tentatives malheureuses. Et je crois pouvoir démontrer, au contraire, que l'agriculture est bien traitée par le régime libéral. Je crois que cette classe agricole dans cette province est traitée comme il convient. Je crois qu'il n'est pas juste de parler ainsi. Voyons ce qui a été fait.

Pour que le cultivateur puisse exercer sa profession de façon payante, c'est un truisme d'affirmer qu'il lui faut une bonne ferme. L'agriculture, pour être un succès, exige une ferme en bon état au point de vue physique. Mais la première condition fondamentale, celle sans laquelle les autres mesures deviennent inefficaces, c'est le drainage. Pour qu'une terre soit fertile, il faut qu'elle soit égouttée. L'expérience est là pour démontrer l'exactitude de cette assertion. Mes prédécesseurs l'ont compris. Aussi le gouvernement s'est-il appliqué à pratiquer une politique d'égouttement. Nous avons dépensé l'an dernier \$500,000 et amélioré ainsi 400,000 acres de terre ainsi rendues à la culture, qui ont une plus-value de \$4,000,000 depuis ces travaux. En calculant simplement la valeur des nouveaux terrains ainsi rendus à l'agriculture, au taux de \$10 l'acre, c'est un capital de \$4,000,000 dont s'enrichit notre province.

Et ce mouvement va continuer en plus grand cette année. Le gouvernement fournira non seulement des octrois, mais des machines et ses techniciens. Le travail dans ce sens ne fait que débiter, et cette politique sera continuée dans l'avenir. Les demandes de la part des cultivateurs se font de plus en plus nombreuses, et le gouvernement entend bien consacrer à ce travail d'amélioration tous les fonds disponibles. Nous continuerons à encourager le drainage et l'égouttement en fournissant des machines pour creuser des fossés ou cours d'eau et en accordant des octrois. Sur une ferme bien égouttée, il faut apporter de temps à autre des éléments fertilisants et propager de bonnes récoltes de culture. Nous avons fait l'un et l'autre.

La deuxième nécessité, c'est d'inculquer aux cultivateurs de bonnes méthodes d'exploitation. C'est là le travail des agronomes, et quiconque prétend que le travail de ces agronomes n'est pas pratique fausse honteusement la vérité. Depuis longtemps déjà, nos agronomes servent d'utiles conseillers aux cultivateurs et on enseigne l'agriculture non

seulement dans les Écoles d'agriculture, mais aussi par des concours de ferme et au moyen de fermes de démonstration. Nos agronomes sont de bons conseillers, des conseillers compétents. Ils instituent des concours de ferme et prodiguent de sages avis. Les a-t-on assez critiqués! On a dit que l'argent dépensé sur ces fermes de démonstration était de l'argent perdu. Ces fermes ont rendu d'immenses services. Nous en avons 443 qui, l'an dernier, ont permis à leurs régisseurs, des cultivateurs, de réaliser des profits plus élevés. De \$1,100 qu'ils étaient, ces profits ont été portés à \$1,600³. Les régisseurs des fermes de démonstration ont doublé leurs profits.

Nous avons réussi à atteindre les cultivateurs par les concours de ferme, en vertu desquels les fermes des concurrents sont administrées sous la direction des agronomes. Quatorze concours de ce genre ont été institués cette année, comprenant 460 cultivateurs. Et, l'an prochain, ces concours seront augmentés en nombre. Et les résultats démontrent que la science agricole est entrée chez nos cultivateurs et qu'elle s'applique maintenant. Les concours de ferme ont remporté de grands succès. Nous avons eu 460 concurrents qui ont mis leur ferme sous le contrôle de nos employés et ont eu le plaisir de constater que leurs revenus augmenteraient considérablement.

La troisième nécessité pour la bonne exploitation de la ferme est le maintien de la fertilité. Les cultivateurs ont besoin non seulement de bonnes méthodes de culture, mais aussi d'éléments fertilisants. Les éléments chimiques prélevés sur le sol par les récoltes doivent lui être retournés; c'est là la fonction des engrais chimiques. Dans le passé, ces composés étaient trop coûteux, et on a là la raison pour laquelle leur emploi était si restreint. Jusqu'à ces dernières années, les engrais chimiques étaient dispendieux. Depuis l'organisation des coopératives, le prix est diminué.

Le gouvernement a coopéré avec les coopératives de cultivateurs et les compagnies de transport, en contribuant aux coûts du transport et en obtenant des compagnies de transport des taux plus avantageux, à tel point que les engrais sont moins coûteux dans la province de Québec que dans la province d'Ontario. Aussi, au moment où la culture n'est pas très rémunératrice, le gouvernement veut-il aider les cultivateurs, maintenir la fertilité du sol, sans laquelle l'égouttement serait en partie perdu. Aujourd'hui, nous pouvons nous les procurer à meilleur compte qu'en Ontario et aux États-Unis. Le gouvernement continuera tout de même à aider les cultivateurs par de substantiels octrois.

La terre doit être fertilisée, mais aussi maintenue dans un état d'acidité qui ne soit pas trop considérable. Nos fermes sont généralement trop acides. Il faut y remédier par des matières alcalines. Les prix des engrais chimiques étaient très élevés. Des coopératives se sont formées et ont acheté des engrais à meilleures conditions. Le gouvernement ira plus loin encore. Comme l'agriculture est moins rémunératrice en ce moment, dans Québec comme ailleurs, nous allons améliorer davantage la fertilité des terres. Nos terres souffrent d'acidité et on corrigera ce défaut avec de la chaux. Le gouvernement aidera donc les cultivateurs cette année dans ce sens. Il existe d'ailleurs dans notre province une compagnie d'engrais chimiques qui rendra de grands services. Ces produits sont dispendieux et le gouvernement contribue à leur transport. Ces octrois seront même augmentés.

Notre ministère, si la Législature le lui permet, intensifiera encore sa politique d'horticulture. C'est là une branche très importante. Le gouvernement a aussi porté ses activités dans le domaine de l'horticulture. Il a aidé particulièrement cette dernière au moyen de jardins de démonstration, travail qui doit non seulement être continué, mais amplifié. L'horticulture est une belle source de revenus, et Québec est spécialement adapté à la culture des fruits. L'an dernier, 65,000 pommiers ont été plantés, ce qui indique que nos cultivateurs s'intéressent vivement à cette source de production et de revenus. Cela montre qu'ils ne sont pas dans une si pénible situation qu'on le dit. Ceci démontre que nos experts en cette matière ont pleine confiance dans la pomiculture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre pourrait-il nous dire s'il est favorable au développement de l'industrie du cidre de pomme en cette province? L'honorable ministre est-il favorable à la fabrication du cidre de pomme?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est une question qu'on a déjà posée. Mon collègue de la gauche me pose une question qui soulève un problème plus difficile qu'il ne le pense. Je dois déclarer que c'est une question difficile à résoudre et qui devient de plus en plus difficile. C'est un grave problème. Longtemps, ce problème a été à l'étude; nous en sommes venus à une conclusion qui se résume à ceci: grâce à nos méthodes d'arrosage, nous pouvons actuellement détruire les insectes qui s'attaquent aux arbres fruitiers et combattre efficacement les maladies. Autrefois, une telle

exploitation aurait pu être lancée avec avantage, mais avec les nouvelles méthodes d'arrosage, qui diminuent progressivement les déchets, le système pourra être à 100 % d'efficacité. Les producteurs de fruits ont des difficultés avec les insectes et nous les aidons. Les fruits sont protégés contre les insectes grâce au bon travail des horticulteurs encouragés par le gouvernement. Nous voulons des pommes de première qualité, et le député doit reconnaître qu'il est préférable de produire un fruit de première qualité qu'un fruit de deuxième ou troisième qualité, qu'on utilise pour faire le cidre.

(Applaudissements)

Alors, nous parvenons à récolter un fruit de qualité supérieure que nous pouvons vendre à des prix rémunérateurs. Nous croyons qu'il ne serait pas économique d'employer ces excellents fruits pour faire du cidre. Je ne suis pas prêt à recommander de cesser la vente des fruits sains, pour en faire du cidre. Je ne suis pas prêt à leur conseiller de ne pas vendre leurs fruits à \$6 et \$8 le quart pour les utiliser à la fabrication du cidre. Je ne sais pas si l'honorable député de Trois-Rivières serait prêt à donner une opinion différente de la mienne. Je ne crois pas que le député de Trois-Rivières veuille que les cultivateurs produisent des pommes de qualité inférieure pour en faire du cidre.

Nous nous sommes occupés de la culture maraîchère. La culture maraîchère a été longtemps négligée non pas par le gouvernement, mais par les cultivateurs habitués à d'autres systèmes de production. Nous nous efforçons de faire comprendre aux cultivateurs, qui peuvent écouler ces sortes de produits sur des marchés voisins, qu'il serait très économique pour eux de s'adonner davantage à la culture maraîchère. Cette culture a été négligée dans une certaine mesure, en tant que les maraîchers doivent être préparés à répondre aux exigences du marché. Voilà pourquoi nous avons créé, près des grands centres de vente, des jardins de démonstration qui rendent les plus grands services, et nous en avons 148 actuellement, où les cultivateurs peuvent aller se rendre compte de la façon de cultiver les légumes et d'améliorer leur production. Le cultivateur constatera par lui-même que ce genre de culture est rémunérateur.

On a beaucoup parlé de la culture des pommes de terre. Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) s'est plaint que le prix des pommes de terre n'était pas ce qu'il devait être pour le producteur, par suite des difficultés de transport. On a parlé en cette Chambre de la difficulté que rencontreraient certains producteurs de patates pour

l'écoulement de leurs produits. Il y a assurément du vrai dans cette observation, mais nous croyons que le gros obstacle, c'est le manque de classification des pommes de terre. Je crois que la classification des tubercules n'a pas été faite assez tôt, mais il se fait déjà un grand mouvement dans ce sens. Les prix inférieurs touchés par les producteurs n'étaient pas le résultat de la crise économique ou du système de distribution adopté, mais celui d'une classification trop tardive des produits, pour permettre à nos producteurs de faire concurrence aux producteurs étrangers.

Aussi, prêchons-nous beaucoup la nécessité de classer ces produits, pour offrir à l'étranger une concurrence avantageuse. La classification cependant est du domaine fédéral. D'excellentes initiatives ont déjà été prises dans ce sens. Nous avons aidé cette industrie. Pour que notre production puisse concurrencer les produits étrangers, il faut des semences de choix. L'an dernier, mes prédécesseurs ont distribué gratuitement 22,000 minots⁴ de semences certifiées pour améliorer la qualité de nos pommes de terre. Je crois que c'est une bonne politique.

Encore ici, le ministère n'entend pas en rester là. Avec la collaboration des coopératives, il continuera dans cette voie, en vue d'améliorer les produits et de les soumettre à une méthode de classification qui leur permettra d'être offerts aux consommateurs dans le meilleur état possible. Nous nous sommes préoccupés de la classification de ces produits. Vingt-quatre⁵ coopératives ont été formées et chacune d'elles a un classificateur. Je crois que les résultats seront des plus considérables. Nous allons pousser vigoureusement cette politique. Cette politique a déjà donné des résultats très appréciables. Si l'année est moins bonne qu'elle aurait dû l'être, il faut tenir compte du fait que le marché n'est guère favorable. Ces coopératives ont donné des résultats, mais l'année n'est pas bonne et les résultats seront meilleurs avant longtemps.

Il est une classe de cultivateurs à laquelle nous tenons beaucoup: celle des jeunes. Le fils de l'agriculteur doit être éduqué, alors qu'il est encore jeune, pour lui faire aimer davantage la terre, et surtout pour lui faire adopter dès son jeune âge de meilleures méthodes de culture. Nos fils de cultivateurs seront des exploitants avant longtemps. Il faut les aider. Le gouvernement a tenu à intéresser notre jeunesse rurale à l'agriculture, par diverses mesures. À cette fin, nous les avons formés en cercles. Nous avons créé 27 cercles de jeunes agriculteurs, qui se livrent à des cultures spéciales, dans la province. Nous ferons pour cela les plus

grandes dépenses et nous ne reculons devant aucun sacrifice pour assurer le bon fonctionnement de ces groupements.

Nous leur avons donné un de nos meilleurs et un de nos plus vieux agronomes. S'il leur en faut deux ou trois, nous les leur donnerons, car nous comprenons l'importance de préparer nos cultivateurs de l'avenir. Nous allons leur donner les services d'un de nos agronomes les plus compétents et, si ce n'est pas suffisant, nous leur donnerons des compagnons de travail. S'il faut leur donner des cours postsecondaires, nous n'hésiterons pas. Il faut à tout prix intensifier l'enseignement agricole postsecondaire pour spécialiser ces jeunes dans chacune des diverses branches de l'art de la culture.

Les députés de l'opposition ont fait de grandes doléances sur notre cheptel qu'ils déclarent inférieur à celui d'Ontario. On compare notre industrie animale avec celle de l'Ontario et l'on conclut que notre province est arriérée. Je crois que nous ne sommes pas si arriérés qu'on le dit. L'opposition a dit que rien n'a été fait dans Québec pour améliorer l'industrie animale. Prenons les statistiques. En 1924, à l'exposition d'Ottawa, Ontario et Québec exposaient. Deux coupes étaient offertes pour les porcs et les moutons. Les deux coupes ont été remportées par la province de Québec.

(Applaudissements)

Sur huit prix pour l'exposition de moutons, cinq ont été remportés par Québec, y compris le premier prix; pour l'exposition de porcs, deux prix ont été gagnés par Québec, y compris le premier prix. L'année suivante, Québec décrocha encore le premier prix, et il en fut de même chaque année alors que Québec se classa toujours aux meilleures places. À l'exposition de 1926, sur les 10 prix pour l'exposition de moutons, sept ont été remportés par Québec. En 1926, nos troupeaux obtenaient encore 14 prix sur 20. En 1927, premier. Même succès pour nos éleveurs à cette exposition d'Ottawa, qui a été finalement abandonnée.

Ceci démontre que notre industrie peut en somme se comparer avantageusement avec celle de l'Ontario. Nous ne savons pour quelles causes le concours a été discontinué. Nous l'avons repris cependant à Sherbrooke et nous avons invité la province d'Ontario à envoyer des exhibits. Les éleveurs de l'Ontario y sont venus. Sur 10 prix, Québec en a remporté huit dès la première année. Les années suivantes, les éleveurs d'Ontario ne sont plus venus à Sherbrooke.

(Applaudissements)

Ils ont décidé de ne plus accepter notre invitation. Je laisse à la députation le soin de tirer ses

conclusions. Les éleveurs d'Ontario ont si bien réalisé qu'ils ne sont pas de taille à lutter avec les nôtres qu'ils n'exposent plus aux foires québécoises, malgré une liste de prix alléchante. L'Ontario ne peut faire concurrence aux porcs et aux moutons du Québec. En ce qui concerne les moutons, le ministère avait fait encore là un excellent travail, puisqu'il avait importé au-delà de 50 béliers de tout premier choix, pour les distribuer dans les régions où le mouton est le plus en honneur, afin d'y améliorer l'industrie ovine. Vous me permettez bien cependant de me dire fier de notre industrie animale.

Ce n'est pas seulement pour les porcs et les moutons que notre élevage est à l'honneur. Le gouvernement, pour aider à l'amélioration de la race bovine, a importé 50 reproducteurs d'Angleterre. Dans l'élevage de bovins, depuis deux ans, en succession, depuis trois ans, les éleveurs du club d'Ayshire de Châteauguay et Huntingdon remportent tous les premiers prix...

(Applaudissements)

... à l'exposition de Toronto pour la race bovine, en concurrence avec tous les éleveurs de l'Amérique et toutes les parties du monde. Les mêmes résultats ont été obtenus par les éleveurs de Holstein qui ont été classés parmi les meilleurs. Et, depuis trois ans, nos éleveurs ont remporté les premiers prix à l'exposition de Toronto. On osera prétendre ensuite que l'industrie laitière est faible dans cette province. Ces nombreux prix remportés par les nôtres sont la meilleure réponse aux injures reçues à ce sujet.

Bien que nos méthodes ne soient pas encore parfaites, elles s'améliorent d'année en année. Des progrès ont été constatés du côté de nos produits laitiers; depuis deux ans, ceux-ci ont récolté des honneurs importants dans les expositions tenues en Ontario. On ne peut soutenir, comme le font des conservateurs, que nos cultivateurs sont arriérés au point de vue élevage. On a dit que l'élevage ne faisait pas de progrès en notre province. Voilà la réponse de nos cultivateurs à ces assertions. Les cultivateurs ont répondu eux-mêmes, par des actes, à leurs dénigreurs.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit que le gouvernement avait laissé se fermer nos beurreries. Nous avons tout de même 1,462⁶ beurreries dans notre province, et les experts diront que nous en avons trop pour une exploitation plus payante, afin de réduire à son minimum le coût de fabrication et d'augmenter de ce fait la marge de profit. Nous avons encore trop de fabriques. Et elles sont trop petites, d'après les experts, parce qu'on n'y peut procéder à la classification de produits. Il

faudrait des fabriques coopératives plus grandes. Il est vrai que quelques-unes ont été fermées. Il y en aurait davantage si certaines personnes et certaine presse n'avaient pas encouragé les cultivateurs à envoyer leurs produits à l'étranger.

Ne devons-nous pas avoir à la mémoire une parole de feu l'honorable M. Caron qui avait signalé le danger, lorsque nos producteurs ont commencé à expédier leur beurre à l'étranger? Si des beurrieres ont été fermées, on ne peut en imputer la faute à feu M. Caron, qui a tant lutté pour les conserver, alors que des journaux faisaient campagne contre lui et prétendaient qu'il était plus payant de vendre la crème à l'étranger.

Lorsque l'honorable M. Caron demandait aux cultivateurs de faire passer leur lait et leur crème par nos fabriques au lieu de les vendre eux-mêmes à l'étranger, une certaine presse le combattait. Il prétendait qu'il était mieux pour les particuliers de faire passer leur beurre par la fabrique plutôt que de l'expédier eux-mêmes. Si ce conseil avait été suivi, toutes les fabriques auraient été prêtes à fonctionner à leur capacité, lorsque l'importation du beurre de l'étranger a été diminuée.

M. Caron avait prédit la fermeture de ce marché à l'étranger. Et pourtant, n'avait-il pas raison? Malheureusement, il a vu loin et juste. Le marché étranger nous a été fermé et on sait ce qui est arrivé. On aurait mieux fait de garder le lait et la crème, afin d'aider à l'élevage. Si les experts disent que nous avons trop de fabriques, c'est qu'ils jugent qu'il y a des fabriques trop petites, incapables de lutter. Mais, il reste encore beaucoup à faire et je le dis sans vouloir critiquer le passé. J'ai démontré que nous avions obtenu des réalisations.

Il y a un produit que l'Ontario fabrique avec un peu plus de succès que Québec, c'est le fromage; mais notre produit s'améliore tout le temps. De tous les produits laitiers, le fromage est le seul dont la qualité est inférieure à celui de l'Ontario, avec diminution correspondante dans les prix. L'attention du ministère n'a pas ignoré ce fait, et une amélioration dans le classement de ces produits ayant déjà donné de bons résultats, cette différence devient de moins en moins sensible. Cependant, Québec est à la tête des provinces pour la production du beurre.

On a parlé aussi de la qualité de nos produits laitiers. Je suis prêt à admettre qu'Ontario a une classification plus avantageuse, mais, depuis 1924, la classification dans Québec a fait d'énormes progrès et, bientôt, Québec égalera Ontario. La classification des produits laitiers est tout à la louange du gouvernement et devrait se continuer. Avant 1924,

l'Ontario avait une classification de produits laitiers meilleure que celle de la province de Québec. Depuis cette date, la marche de la province de Québec a été ascendante. Le gouvernement a des inspecteurs qui donnent leurs services pendant 12 mois pour surveiller les fabriques qui opèrent en hiver. Autrefois, ces inspecteurs ne surveillaient les fabriques que durant l'été.

En 1924, l'Ontario avait 89 % de son fromage classé no 1 et Québec en avait 75 %. En 1929, l'Ontario en avait 95 %, et Québec, 86 %. C'est-à-dire que la différence qui était de 14 % en 1924 est tombée à 9 % en 1929. On peut donc constater par ces chiffres les progrès faits de ce côté. Québec ne le cède en rien quant à la classification des produits laitiers à n'importe quelle province du dominion.

Par ailleurs, pour le beurre, Québec est nettement en avant. En 1924, Québec avait 88 % de son beurre comme no 1, et Ontario, 83 %. L'Ontario a eu 60 % de son beurre classifié de première qualité. Québec a eu 90 % de son beurre dans la première qualité...

(Applaudissements)

... en 1929, soit une différence de 30 % en notre faveur. En plus, Ontario a 60 % de son beurre pasteurisé, et Québec, 75 %. Les cultivateurs ont fait des progrès constants grâce à l'encouragement qu'ils ont reçu du gouvernement. Les cultivateurs ont accompli cela, mais ils l'ont accompli, il faut le reconnaître, avec l'aide du gouvernement. La même amélioration a été constatée dans le beurre de ferme non pasteurisé. Québec a produit 73 % du beurre de ferme pasteurisé de premier choix et Ontario n'en a produit que 20 %. Les efforts du ministère pour augmenter la production auraient été annulés au point de vue profit aux producteurs, sans une réorganisation du système de vente.

C'est donc un effort louable que nos cultivateurs ont fait pour améliorer leurs produits. Nous voulons maintenant qu'ils cessent les ventes individuelles et qu'ils entrent dans les coopératives. Ces coopératives seront le salut de la classe agricole. C'est la raison pour laquelle les coopératives sont combattues avec tant d'acharnement par certains politiciens. Ils craignent que, par leur intermédiaire, les cultivateurs obtiennent une rémunération équitable pour leur travail, dont ils garderont reconnaissance au gouvernement. Il faut organiser la vente coopérative au lieu de la vente individuelle. Dans ce but, des coopératives dirigées par les cultivateurs eux-mêmes ont été fondées, qui assureront de meilleurs prix et une présentation de vente mieux standardisée. Elles permettront aux

cultivateurs de réaliser des profits plus considérables pour leurs produits, sans aucun préjudice pour les autres classes de la société et pour les consommateurs.

On fait une campagne contre les coopératives parce qu'on réalise que les cultivateurs bénéficient de cette politique du gouvernement. On a critiqué ces coopératives parce qu'on a craint leur œuvre. On a eu peur que les cultivateurs reconnaissent l'œuvre du gouvernement en leur faveur. Si on critique tant l'œuvre coopérative du gouvernement, c'est qu'on craint que les cultivateurs appuient le gouvernement. On a eu des appréhensions contre les coopératives, mais aujourd'hui, on ne peut soulever les autres classes contre elles, car tous comprennent qu'elles apportent la prospérité à la classe agricole et que tous profitent du fait que le cultivateur a un plus grand pouvoir d'achat.

Plus les cultivateurs obtiendront de succès dans les coopératives, plus le commerce en général sera florissant, car lorsque le cultivateur progresse, tout le monde progresse. Les coopératives sont nécessaires aux cultivateurs. Elles ne sont pas organisées contre aucune classe. Les marchands locaux n'ont pas à craindre les coopératives, puisqu'elles ne sont pas organisées dans le but de leur nuire. Les cultivateurs comprennent cela, maintenant, mais cela ne suffit pas, et il faut que les marchands le comprennent, eux aussi. Comment ne pourraient-ils pas se rendre à l'évidence et réaliser qu'ils ne sauraient être prospères si le cultivateur est dans la misère? Plus elles seront prospères, plus le commerce sera prospère. Oh! Je sais que, dans le passé, on a eu des craintes, mais les marchands comprennent parfaitement la situation.

Le gouvernement a fondé une école d'arts domestiques. On cherche à attacher nos fils au sol. Le gouvernement fonde de grandes espérances sur l'École provinciale des arts domestiques. Ces écoles promettent déjà beaucoup. Elles permettront aux intéressés de retirer de meilleurs bénéfices de leurs produits et elles leur enseigneront comment procéder dans la préparation des produits domestiques. Les arts domestiques, cette branche de notre industrie nationale, avaient peut-être été un peu négligés en ces dernières années. L'École des arts domestiques enseigne à des religieuses et à des laïques les meilleures méthodes de fabrication des travaux domestiques. Cette École enseigne de meilleurs procédés de fabrication des ouvrages que les femmes de cultivateurs peuvent faire chez elles.

Le gouvernement instruit les éducatrices qui, en retour, éduquent les femmes de nos cultivateurs, et

celles-ci ont atteint un haut degré de perfectionnement dans leur art. Les écoles domestiques coopèrent avec les cercles des fermières, aujourd'hui au nombre de 127 dans nos campagnes, dans cet art difficile des travaux domestiques. Elles communiqueront ensuite leurs connaissances aux cercles de fermières. Il y a de ce côté un champ très vaste à exploiter, à la condition que nos fermières soient bien guidées. Elles ont pour leur usage des matières premières d'excellente qualité. L'École a fait des expériences qui ont démontré que la laine canadienne était - non pas à cause du gouvernement...

(Rires)

... mais du climat - de meilleure qualité et que le lin canadien pouvait se comparer au lin d'Irlande. On a prétendu que la laine canadienne se tissait mal; on a la preuve aujourd'hui que la laine canadienne est de meilleure qualité ici qu'ailleurs. Notre lin se compare avantageusement à celui de l'Irlande, dont la réputation est mondiale. À tel point qu'une seule maison du comté de Soulanges, une coopérative, a exporté du lin en Irlande. L'Irlande est venue chercher dans Québec, dans le comté de Soulanges, 50,000 livres de fibres de lin de qualité supérieure, au cours de l'année dernière, pour y être soumises aux procédés de fabrication.

Les cultivateurs ont droit à autant d'instruction que les autres classes et nous n'avons rien négligé de ce côté. Les trois écoles qu'ils ont à leur disposition ont fait une belle œuvre. C'est plus que dans n'importe quelle province. Nous avons trois maisons d'éducation supérieure en agriculture et plusieurs secondaires, ce qui est davantage peut-être que dans les autres provinces du dominion. Leur œuvre ne justifie aucunement les critiques malveillantes et malheureuses dont elles ont été l'objet. Il est regrettable que des critiques malheureuses aient été faites, quand tout le monde reconnaît la nécessité de l'instruction agricole. On a critiqué les agronomes, et surtout les écoles d'agriculture qui ont fourni de bons élèves et d'excellents théoriciens. Les écoles que nous avons ont été pourvues de bons professeurs, préparés dans les meilleures universités.

Les cultivateurs n'ont pas besoin de craindre d'être induits en erreur par les agronomes. Les écoles d'agriculture ont fourni des cultivateurs pratiques. Je suis un vieil élève de l'une de nos écoles d'agriculture. Je ne prends pas le compliment pour moi, mais, grâce à leurs bons professeurs, elles donnent un excellent enseignement. On a critiqué nos écoles supérieures et secondaires d'agriculture tout dernièrement. On a prétendu qu'elles ne

formaient que des théoriciens. On a dit qu'elles ne formaient pas de cultivateurs pratiques. Une centaine d'élèves sont sortis de Sainte-Anne-de-la-Pocatière avec des diplômes et des brevets. Cent onze cultivateurs sont maintenant établis en permanence sur des terres, nantis de leur brevet.

Au collège Macdonald, la proportion est peut-être encore plus forte. Les écoles d'Oka et le collège Macdonald en ont formé autant. J'affirme que la plus forte proportion de ces diplômés est retournée à la terre. Cent élèves en sont sortis et font honneur à ces écoles secondaires et ils n'ont pas tourné le dos à la terre.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien sur ces 100 élèves diplômés de Sainte-Anne-de-la-Pocatière sont retournés à la terre? Quel pourcentage du total, ces 111 élèves représentent-ils?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne peux donner le chiffre exact, mais je crois qu'il y en a 15 %⁷. Ce n'est pas là le point le plus important, mais ce qui presse, c'est d'avoir tous ceux dont nous avons besoin pour enseigner aux cultivateurs. Le but de l'École n'est pas de former des cultivateurs, mais des hommes d'enseignement dont nous avons un besoin impérieux. Ce qui presse le plus, ce n'est pas de former des cultivateurs, mais plutôt des experts absolument compétents, capables d'éclairer leurs compatriotes. Ce qu'il faut actuellement pour la province de Québec, ce ne sont pas tant des cultivateurs que des techniciens capables d'enseigner à nos cultivateurs l'art de la culture.

Le gouvernement a organisé des concours agricoles de toutes sortes, il a créé des organismes de toute nature pour venir en aide à la classe agricole, et s'il ne fait pas encore davantage, c'est qu'il ne peut trouver le nombre de techniciens suffisant pour les mettre à la tête de ces organismes. Si, à l'heure actuelle, les champs de démonstration ne sont pas plus nombreux, cela n'est pas dû au manque de subventions, mais à la pénurie d'instructeurs pour surveiller le travail qui se fait sur ces fermes. Si le ministère n'accroît pas ses activités dans les différents services, c'est dû à la difficulté que nous avons de nous procurer des hommes compétents pour leur en confier la direction. Les gradués, qui sortent de ces écoles et qui se consacrent à l'enseignement, font une œuvre infiniment plus patriotique que ceux qui retournent à la terre.

Ceux qui se forment aujourd'hui dans nos institutions agricoles et choisissent ensuite de se

livrer à l'enseignement, ceux qui veulent communiquer à leurs compatriotes la science qu'ils ont acquise, ont un plus grand mérite; ils ont peut-être plus de mérite que celui qui retourne à la terre pour son bénéfice personnel. Nous voulons former un plus grand nombre de professeurs pour la diffusion de la science agricole. Nous voulons la science agricole à la portée du cultivateur chez lui. C'est pour cette raison qu'il a les cours abrégés et qu'il les suit avec intérêt.

Le gouvernement ne s'en est pas tenu là en matière d'enseignement, mais il a voulu porter l'instruction aux cultivateurs sur leurs terres mêmes, au moyen des cours abrégés, de feuillets, de bulletins et de démonstrations sur place. Le gouvernement aide aussi à l'instruction agricole par les cours abrégés de deux semaines, qui ont remporté de vifs succès. Le gouvernement a l'intention de faire bénéficier non pas un seul groupe, mais tous les cultivateurs de la province des avantages de l'enseignement agricole, et c'est pour cela qu'il a institué les cours abrégés d'agriculture. Ces cours abrégés, donnés l'hiver, pendant une ou deux semaines, sont suivis par de nombreux cultivateurs, et le gouvernement a l'intention non seulement de poursuivre ces cours, de vulgariser cette éducation agricole en faveur des cultivateurs, mais d'aller leur porter chez eux, dans leurs propres écoles, soit par des conférences, soit par des corps volants d'agronomes qui se transporteraient de village en village et donneraient des conférences.

Ce dont nous avons besoin en ce moment en notre province, ce n'est pas tant de cultivateurs que de gens qui peuvent aider nos cultivateurs. Les cultivateurs comprennent la nécessité de l'enseignement agricole et nous mettons à leur disposition tout ce dont ils ont besoin. À mesure que le besoin s'en fera sentir, nous aurons un plus grand nombre d'instructeurs. Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a prétendu hier que nous avions volé le programme de l'opposition sur cette question. Je n'ai pas à réfuter pareille affirmation, car tous savent ce que le gouvernement a fait. Pourquoi alors nos bons amis de la gauche protestent-ils quand nous l'appliquons? Si le programme que nous avons est bon, de quoi l'opposition se plaint-elle? Je suis fier de ceux qui sont retournés à la terre et, en toute sincérité, je les envie. Nous voulons faire donner à tous nos fils de cultivateurs, chez eux, sur leur ferme, plus d'enseignement agricole.

L'honorable député de Montréal-Dorion a parlé de l'électricité à la campagne. Il a rappelé mes déclarations à ce sujet. Je n'ai pas changé d'avis. Les

prix de l'électricité à la campagne sont trop élevés, surtout pour la force motrice. Je veux l'électricité à des prix plus avantageux pour les cultivateurs. Je ne suis jamais allé cependant jusqu'aux exagérations de l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) qui prétendait que les cultivateurs de la province d'Ontario sont mieux partagés que les cultivateurs de Québec sous le rapport des taux de l'électricité. Si l'on compare les deux systèmes, on se rendra compte que dans bien des cas, le système de Québec est aussi avantageux, sinon plus, que le système ontarien. Le cultivateur québécois ne paie pas trop cher pour son électricité d'éclairage et de chauffage. Je crois que l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) a eu raison de dire que les cultivateurs ne se plaignent pas du taux d'éclairage à la campagne et pour leur chauffage, mais seulement des taux de la force motrice. Les compagnies ne peuvent pas vendre l'éclairage électrique à meilleur marché.

Quant à la question de la force motrice, les compagnies elles-mêmes admettent que ces taux sont élevés et que leurs taux actuels pourraient être diminués. Cependant, elles se trouvent en présence d'une situation économique grave. Les fermes de Québec sont très éloignées les unes des autres et c'est de là que vient tout le problème. Il faut tenir compte de la distribution de la force motrice qui est bien difficile, en raison de la distance qui sépare les fermes. Le cultivateur ne peut se servir de la force motrice en utilisant le courant ordinaire. Il faut que ce courant soit transformé. Il faudrait donc un transformateur chez chaque fermier et ce serait une dépense considérable pour les compagnies.

C'est pour cette raison que les compagnies ne peuvent faire mieux. Les compagnies ont étudié la question, d'autres personnes ont aussi pensé à la situation. Quelqu'un s'occupe de la question, c'est l'honorable premier ministre. Le premier ministre de la province a été l'un des premiers à s'en occuper avec les autres ministres de son cabinet. Avant longtemps, les cultivateurs auront des taux d'électricité satisfaisants et ils pourront obtenir de la force motrice à meilleur marché.

(Applaudissements)

Les cultivateurs pourront avoir l'assurance qu'ils bénéficieront bientôt de taux satisfaisants. Le gouvernement aidera dans la mesure du possible à solutionner ce problème.

L'honorable député de Montréal-Dorion a dit que les cultivateurs d'Ontario payaient l'électricité 1¢ et 1½¢ du kilowatt-heure. Qui pourrait prouver cela? Si les députés de la gauche sont capables de prouver qu'un seul cultivateur paie 2¢ le kilowatt-heure pour

l'électricité, je suis prêt à déclarer que je ne connais rien à la question. Ce taux doit comprendre la charge fixe. S'il peut prouver cet avancé, s'il peut étayer ses avancés sur des preuves, j'avouerai en cette Chambre que je ne connais rien des taux d'électricité. Je lui dirai que je ne connais rien à cette question. Pour discuter de ce problème, il faut avoir fait plus d'études que ne semble en avoir fait l'honorable député de Montréal-Dorion. Ontario n'est guère mieux que Québec sous ce rapport, puisque toutes les fermes où ce service est donné sont hypothéquées pour une période de 20 années.

Voilà ce que le représentant de Montréal-Dorion ignore apparemment et il serait plutôt temps qu'il se renseigne. Il a fait des avancés qui sont exagérés, mais il n'a pas osé dire, par exemple, que la Commission hydroélectrique imposait une hypothèque de 20 ans sur les fermes des cultivateurs, à cause justement de ces taux d'électricité. Je connais la mentalité de nos braves cultivateurs, et je sais qu'un pareil système trouverait difficilement son application ici. Ce que je sais, c'est que les cultivateurs de notre province ne se soumettraient jamais à la condition que l'on impose aux cultivateurs de l'Ontario, dont on grève les terres d'une hypothèque de 20 ans, avant d'installer le courant électrique sur leurs fermes. Nos cultivateurs ne se laisseront jamais imposer cela.

(Applaudissements)

Il est relativement difficile d'établir une comparaison entre les deux systèmes, pour la bonne raison qu'ils diffèrent essentiellement. Je le répète, on ne devrait pas monter la classe agricole avec cette question avant qu'elle ait été étudiée bien à fond.

Je ne veux pas que nos adversaires tentent de monter la classe agricole sur cette question de l'électricité. Les taux payés par les cultivateurs québécois sont souvent plus avantageux que ceux payés par les cultivateurs ontariens. Toute la question de la distribution de l'électricité dans les campagnes est actuellement devant la Commission des utilités publiques, et je ne veux pas que l'on vienne prétendre que les cultivateurs ne paient qu'un sou pour leur électricité en Ontario.

M. Guertin (Hull): (Faisant signe de la tête)

Oui! Oui!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, si vous pouvez me prouver cela, j'avouerai en Chambre que je me suis trompé, mais, lorsque vous ferez vos calculs, tenez compte des charges fixes imposées aux cultivateurs ontariens.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a protesté hier; il a affirmé que le gouvernement faisait une campagne déloyale contre le gouvernement central au sujet du veto mis par Ottawa, à la demande des municipalités, de construire leurs salles paroissiales avec les fonds d'Ottawa distribués en vue de remédier au chômage. Il n'y avait de demandes que pour deux salles paroissiales, affirmait le représentant de Montréal-Dorion. Le représentant de Montréal-Dorion était mal renseigné ou il était de mauvaise foi. L'honorable député de Montréal-Dorion a dit que deux municipalités seulement avaient demandé de l'argent du chômage pour bâtir des salles paroissiales. Je lui dirai qu'au moment où Ottawa a refusé de laisser utiliser l'argent du chômage pour des salles paroissiales, ce n'est pas deux municipalités qui ont fait de telles demandes pour des réparations d'églises, d'écoles ou de salles paroissiales, mais je dis qu'au bas mot plus de 25 demandes avaient été reçues pour bâtir des salles et des écoles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand ces demandes ont-elles été faites? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas mis cela dans sa loi originale, alors?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces demandes ont été faites à Ottawa avant que le sénateur Robertson ne donnât son interprétation de la loi qui fut défavorable à la loi votée par le gouvernement provincial, pour permettre aux municipalités d'aider à la réparation des églises, des écoles et des salles paroissiales. L'honorable M. Robertson n'a donné son interprétation qu'après l'adoption de notre loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La permission de construire ces salles à même les crédits du chômage a été refusée avant même que cette interprétation de la loi ne fût connue à Ottawa. Si, au moment de l'amendement présenté en Chambre pour la construction de salles paroissiales en vertu de la loi du chômage, il n'y avait que deux demandes, il y avait 25 demandes faites lorsque Ottawa a interprété défavorablement la loi sur ce point.

L'opposition a affirmé à plusieurs reprises que le gouvernement de Québec ne traite pas bien la classe agricole. Voici le témoignage rendu à la province de Québec par un journal de la province voisine. M. l'Orateur, en terminant, je veux citer l'opinion du *Farmers' Advocate*, qui disait, dans un article en date du 17 avril 1930, que la Législature de Québec avait été la seule au Canada à adopter, l'an dernier, des lois pour venir en aide à l'agriculture,

quand tout le monde porte un intérêt extraordinaire à cette classe.

(Applaudissements)

Ce journal se dit surpris de constater que toute la législation du pays, à l'exception de celle de la province de Québec, a négligé les intérêts de la classe agricole. Voilà encore une réponse suffisante à ceux qui s'inspirent toujours des autres provinces et qui prétendent que rien n'a été fait dans l'intérêt de nos cultivateurs. En effet, dans Québec, nous avons tout fait pour cette industrie. Les conservateurs ont aussi prétendu que l'Ontario fait la part plus large que Québec dans l'énoncé de son budget pour les agriculteurs. Toutes proportions gardées, Ontario n'a donné que \$13 de son budget, l'an dernier, à la classe agricole, tandis que Québec en donne \$20; Ontario ne s'est trouvé à donner à l'agriculture que 26¢ par acre de terre, tandis que Québec en donne 46¢.

Et, cependant, les adversaires du gouvernement viennent prétendre que l'administration libérale n'a rien fait pour les cultivateurs. Il faut aller à l'étranger chercher des témoignages de bonnes administrations en faveur du gouvernement, mais, heureusement, la classe agricole comprend mieux que les conservateurs ne semblent le penser et elle donnera sa réponse aux prochaines élections. L'opposition a une façon toute particulière de prouver son grand amour pour la classe agricole, surtout quand elle prétend que Montréal est la vache à lait de la province, pour prétendre ensuite que les classes agricoles sont exploitées au détriment des villes.

Le chef de l'opposition (M. Houde), qui, depuis deux semaines, est absent de la Chambre, en raison, apparemment, d'affaires pressantes à Montréal, lui-même qui aujourd'hui nous blâme si ouvertement pour ne pas faire assez, disait en 1923 qu'il était temps que la ville de Montréal cesse d'être la vache à lait de la campagne. Cela prouve bien l'adaptabilité du chef de l'opposition qui danse soit sur un pied, soit sur l'autre, selon les besoins du moment. Les déclarations d'amitié qu'il crie sur les toits aujourd'hui ne peuvent que prouver sa mauvaise foi, sa petitesse d'esprit et son instabilité.

Je m'excuse d'avoir retenu l'attention de la Chambre aussi longtemps; je tenais à signaler que les budgets que nos amis de l'opposition appellent budgets d'élections ne sont pas si mauvais. Le gouvernement libéral a toujours préparé des budgets d'élections, d'après nos adversaires. Voilà 33 ans que l'on répète cela et, chaque année, c'est un nouveau budget d'élections que le gouvernement offre au peuple dans sa générosité. Ces budgets ne sont pas

faits au bénéfice d'une seule classe, mais de toutes les classes de notre population, et ils ont toujours été bien accueillis. Le budget de l'année prochaine sera encore un budget d'élections, si l'on peut dire par là qu'il sera généreux.

Je crois que celui de cette année sera encore compris et accepté de cette façon. La population le sait, et elle gardera sa confiance au gouvernement qui est capable de lui offrir un tel cadeau tous les ans. J'espère que le gouvernement, qui s'occupe de toutes les classes de la société, qui équilibre bien nos finances, verra bientôt le peuple approuver son budget. Et j'ai confiance que, l'an prochain, le gouvernement présentera à cette Chambre un nouveau budget, plus généreux encore, si possible. De l'autre côté, on continuera à l'appeler un budget d'élections.

(Applaudissements prolongés)

M. Crépeau (Sherbrooke): Le budget de 1931 semble devoir marquer une page particulière dans l'histoire parlementaire du gouvernement actuel. Agencé différemment des budgets précédents, apparemment plus clair, il est présenté dans une langue qui, en ces dernières années, ne semblait pas convenir à un exposé budgétaire. Il a donné lieu à un débat auquel nous n'avions pas été habitués. On dirait qu'il est le précurseur d'événements extraordinaires, d'un cataclysme ou d'une catastrophe, pour me servir d'un mot qu'affectionne le premier ministre.

Événement hors de l'ordinaire, il a fallu tout le prestige d'un premier ministre pour le lancer et, chose encore plus rare, il a été débité en un excellent français. Vraiment, je n'en veux pas à la langue anglaise ni aux ministres anglais. Au contraire, je les respecte et j'espère qu'ils pourront toujours parler leur langue en cette Chambre, mais j'ai raison de croire que le précédent créé par le premier ministre aura son effet et que, dans l'avenir, lorsqu'un ministre canadien-français, même s'il est trésorier, présentera un budget, il ne trouvera pas indigne de le faire en français.

M. l'Orateur, l'honorable premier ministre nous a parlé de l'union qui doit régner au Canada. À la fin de son discours, l'honorable premier ministre a jugé à propos de faire une déclaration de loyauté de la province de Québec envers les autres provinces du dominion et a donné un avertissement à ceux qui pourraient être tentés de parler de sécession. Nous avons jeté un coup d'œil sur les banquettes ministérielles au moment où ces paroles ont été prononcées: tous les ministres étaient présents et ils semblaient tous à leur aise. Nous avons là un

exemple de ce que l'entraînement et la discipline peuvent produire sur le physique et sur le moral des individus.

Du côté de la droite, nous avons ensuite entendu l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault). Sur un thème tout à fait nouveau, ce ministre nous a causé une grande surprise en annonçant une chose dont le gouvernement ne nous avait jamais entretenus auparavant, à savoir que nous avons les plus belles routes du Canada, qu'elles ont coûté meilleur marché qu'ailleurs, que les Ontariens nous les envient et que les Américains, uniquement pour la sensation qu'ils éprouvent à parcourir des routes tout à fait unies, larges, droites, exemptes de poussières, viennent chaque année par milliers les visiter pour les recommander à l'attention de leur gouvernement. Et ces routes ne nous coûtent presque rien. À peine peut-être un petit \$6,000 du mille. L'honorable ministre de la Voirie nous a dit que les routes de la province étaient les plus belles du pays et ne coûtaient que \$6,000.

Après un si bel exposé, l'honorable ministre de la Voirie ne pouvait pas terminer ses remarques sans faire lui aussi sa petite recommandation: "Comprenons donc notre rôle de législateurs, s'est-il écrié, et restons au-dessus de la petite politique. Respectons-nous les uns les autres et demandons à l'opposition de prendre des exemples de dignité sur les ministres du gouvernement actuel." Il a aussi fait appel à la bonne volonté de tous les membres de cette Chambre.

Vint ensuite, par ordre d'importance, le discours de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Francoeur). Dans un élan oratoire auquel il ne nous avait jamais habitués et voulant créer une impression durable, il s'est inspiré des grands hommes d'État de l'univers, et la hauteur à laquelle il a maintenu le débat a jeté dans l'ombre les harangues de Gladstone, de Disraëli et des autres célébrités du Parlement britannique.

C'est bien vrai qu'il a parlé de "petite bière", des "mâcheurs de gomme" et d'autres sujets aussi appropriés à l'atmosphère de cette Chambre, mais ces petits hors-d'œuvre étaient amenés afin que nous ne perdions pas de vue le tempérament démocratique du député de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) avant qu'il fût ministre.

Il a même dirigé contre l'honorable député de Hull (M. Guertin) des attaques qu'il n'oserait pas répéter dans le comté de l'honorable député; mais, tout ceci était présenté avec une telle délicatesse que, venant à la suite de la péroraison de l'honorable ministre de la Voirie, nous avons compris comme il

était relativement facile de garder sa dignité ministérielle, tout en cherchant à ridiculiser un membre de l'opposition qui s'était servi de son droit de critique. Il a bien attaqué un député de l'opposition, mais il a fait un grand éloge des membres de la Commission du chômage et de l'honorable M. Robertson.

Nous l'avons entendu rendre un témoignage non équivoque de compétence aux conservateurs qui font partie du comité du chômage; il a rendu hommage à la parfaite intégrité de l'honorable M. Robertson et à sa détermination de rendre justice égale à toutes les provinces dans la répartition des octrois du chômage; il a cité à maintes reprises des déclarations de l'honorable M. Meighen, et il y mettait la conviction d'un homme qui s'était entièrement assimilé les idées de celui dont il parlait. À tel point qu'à un moment, j'ai dit à mon voisin: "Tiens, il va nous faire un discours en faveur de la conscription et, cette fois-ci, ils vont le perdre pour vrai."

À son tour, l'honorable député de Chicoutimi (M. Delisle), avec la chaleur du débit et cette belle sonorité de timbre qui caractérisent tous ses discours, nous a égrené le rosaire des hôpitaux, des orphelinats et des hospices que l'honorable secrétaire provincial (M. David) distribue, impose parfois aux villes et répand à travers la province. Naturellement, il est trop patriote pour s'être attardé à nous dire qu'une province anglaise voisine, dont l'administration n'a pas de surplus, a donné quatre fois plus à sa population. Il ne nous a pas dit que l'Ontario avait fait quatre fois plus que Québec dans ce domaine.

Parlant du projet d'assurance collective que le gouvernement a l'intention d'instituer dans l'application de la loi des accidents de travail, il a remarqué fort sagement que les ouvriers ne seront plus à la merci des employeurs qui mettent au rancart un travailleur de 40 ans, parce que la prime d'assurance qu'il doit payer pour le protéger est plus élevée que celle de l'ouvrier de 30 ans et célibataire. La chaleur du débit l'a empêché de nous donner la raison pour laquelle il avait voté à maintes reprises contre ce système d'assurance collective, quand les membres de l'opposition ont fourni au gouvernement l'occasion de l'insérer dans nos Statuts. Et, avec une conviction tout à fait remarquable, il terminait en s'écriant: "J'espère que les ouvriers se montreront reconnaissants au gouvernement de cette province de leur avoir donné ce qu'ils réclamaient depuis longtemps."

Pour l'observateur qui a suivi les débats du gouvernement, disons depuis une dizaine d'années, on dirait que les orateurs de la droite se réveillent

d'une crise d'amnésie, qu'ils ont complètement perdu la mémoire. On dirait que, pour eux, les limites de l'univers se terminent aux confins du Labrador, au nord, et à Huntingdon, au sud. Le gouvernement et ses amis semblent avoir oublié que c'est l'opposition qui a réclamé l'assurance d'État et l'indemnité aux cultivateurs dont on abat les troupeaux.

Ils ne se rappellent plus que, chaque année depuis au moins 10 ans, les ouvriers de la province sont venus leur demander d'établir l'assurance collective dont ils veulent se glorifier aujourd'hui. Ils n'ont aucune souvenance que, durant la même période de temps, les cultivateurs ont insisté par leurs organisations et leurs délégations auprès du ministère de l'Agriculture, pour obtenir que le gouvernement indemnise les propriétaires de troupeaux laitiers affectés par la tuberculose. Ils ont complètement mis dans l'oubli que les membres de l'opposition, faisant écho à ces revendications populaires, sont revenus à la charge à chaque session pour demander la remise des obligations contractées par les municipalités par l'application de la loi des bons chemins, la réduction des taux du prêt agricole et l'abolition de la taxe sur les paratonnerres et sur l'inspection des installations électriques, la nomination d'un ouvrier comme ministre du Travail, etc., et que toutes ces demandes sont insérées dans les procès-verbaux de cette Assemblée législative.

Je me rappelle encore lorsque, sous l'administration de l'honorable M. Caron, le temps était venu pour le ministère de l'Agriculture d'alors de faire voter ses crédits, à l'item des sommes requises pour l'engagement des vétérinaires qui faisaient l'inspection des troupeaux, je demandais à l'honorable ministre d'inclure dans son budget une somme suffisante pour indemniser les cultivateurs dont les troupeaux étaient affectés par la tuberculose. À cela, le ministre me répondait que c'était une question qui relevait du fédéral et que la province n'avait nullement à s'en occuper. Quand nous représentions que le gouvernement fédéral n'indemnisait que les troupeaux accrédités et que le cultivateur ordinairement qui n'avait pas les moyens de posséder des animaux pur-sang ne retirait aucune rémunération, l'honorable M. Caron, déplorant cet état de choses, répondait que s'il fallait secourir ces gens, la province devrait voter au moins \$300,000.

Et pourtant, dans ce temps-là comme aujourd'hui, pourtant, les surplus variaient de \$2,000,000 à \$5,000,000, selon que nous étions plus ou moins éloignés d'une élection. Admettons que l'opposition n'a jamais fait cette demande au ministre; il n'en reste pas moins vrai que la Société d'industrie laitière de la

province de Québec, à tous ses congrès annuels, passait des résolutions dans ce sens; et pourtant, le gouvernement actuel, peut-être pour ne pas embarrasser les libéraux qui gouvernaient alors à Ottawa, a toujours refusé ces suggestions.

Comment le gouvernement peut-il expliquer de façon plausible, aujourd'hui, que dans ce temps-là il n'était pas sage d'aider les cultivateurs ainsi affectés, et qu'aujourd'hui, il est tout juste qu'il le fasse? Vis-à-vis des centaines de cultivateurs qui ont été ruinés par la perte de leurs troupeaux, comment le gouvernement va-t-il s'y prendre pour leur faire croire qu'il les a aidés? Croit-il que cet amour aussi exagéré que subit de la classe agricole va lui faire pardonner l'indifférence qu'il a professée pour elle pendant si longtemps? Si cet amour se mesure à l'importance du budget de l'agriculture, il devra nous dire pourquoi ce budget n'était que de \$1,200,000 quand il est du double aujourd'hui? Les demandes des cultivateurs étaient les mêmes, il y a quelques années.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Est-ce une question que l'honorable député impose?

M. Crépeau (Sherbrooke): Oui.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député voudrait que je sois surpris parce que le budget de l'agriculture n'était que de \$1,200,000 il y a quelques années. Sera-t-il surpris lui-même si je lui dis que le budget agricole, de 1895-1896, n'était que de \$160,000?

M. Crépeau (Sherbrooke): Ça ne change rien à ce que je viens de dire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas la réponse que l'honorable député attendait.

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable ministre n'a pas répondu à ma question.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Oh! Je crois avoir répondu.

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable ministre nous a fait un beau discours, mais le fait est là que le budget de l'agriculture a été doublé, bien que les demandes fussent les mêmes il y a quelques années, alors que le gouvernement ne donnait que \$1,200,000 à l'agriculture.

Pour me servir d'un terme favori de l'honorable député de Chicoutimi: "J'espère que les

cultivateurs de cette province se rappelleront combien longtemps le gouvernement s'est refusé à leur accorder ce qu'ils réclament depuis longtemps."

Si le gouvernement paraît disposé à donner la lune pour s'attirer des votes à l'élection prochaine, sa politique administrative ne semble pas en voie de s'améliorer. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. David) présentait au commencement de cette session un bill pour se faire octroyer une somme additionnelle de \$200,000 pour une prison de femmes à Québec, qui devait coûter exactement la somme de \$200,000, votée l'an passé. Si devant le bureau de direction d'une compagnie importante, le gérant s'était présenté pour obtenir ainsi le double de ce qui avait été prévu pour une construction, on l'aurait flanqué à la porte.

Le ministre nous dit qu'il est presque impossible de déterminer à l'avance combien va coûter une bâtisse de cette nature. Il faut faire des sondages pour déterminer le coût des fondations. Quant au reste, il n'est pas un ingénieur, un architecte ou un entrepreneur d'expérience qui ne soit en mesure d'établir combien il en coûte de la verge pour couler du béton, en été ou en hiver, pour élever une structure d'acier, pour poser de la pierre ou de la brique, placer les couvertures ou ériger la couverture. Qu'un édifice s'appelle prison, palais de justice, musée ou école technique, les mêmes règles de la construction et du bon sens s'appliquent.

Si les ministres étaient aussi minutieux lorsqu'il s'agit de la régie interne de leur ministère que lorsqu'il s'agit d'accorder l'autorisation de construire à une petite municipalité! Je ne comprends pas qu'un homme intelligent comme l'honorable ministre des Travaux publics, aidé d'un sous-ministre non moins intelligent, ne puisse faire préparer des plans et devis avec des calculs sur le coût de la construction.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député admettra qu'il y a des circonstances incontrôlables. Ainsi, pour l'hôtel Mont-Royal, les fondations ont coûté quatre fois ce qu'elles devaient coûter.

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable ministre de la Voirie nous a dit que les routes de la province de Québec étaient construites de la façon la plus économique, et il a fait des comparaisons avec l'Ontario et les autres provinces. Mais ses comparaisons ne sont pas justes, car nous avons 1,100 milles de chemins en gravier, 103 en béton de ciment, 371 milles en béton bitumineux, etc. Le rapport du ministre de la Voirie, avec le nombre de milles et les

fractions de mille dans chaque municipalité et enjolivé par des photographies, serait encore bien plus intéressant au point de vue de son administration, s'il avait ajouté une autre colonne dans laquelle il aurait indiqué le coût de construction du nombre de milles en question. C'est là que nous verrions, avec la connaissance que l'on peut obtenir du terrain, si la province jouit d'une telle faveur auprès des entrepreneurs. Qu'il abandonne donc cette idée d'obtenir des moyennes entre des choses qui sont différentes!

Ces moyennes me rappellent un peu cette prétention d'un expert devant une cour de justice, il y a quelques années. Le demandeur se plaignait qu'un passage qu'il voulait utiliser n'avait que six pieds à une extrémité et 14 pieds à l'autre bout. À cela l'expert en question disait que ça donnait une moyenne de 10 pieds de large, ce qui était amplement suffisant pour une voiture. Oui, mais, répondit le client, quand même il y aurait 100 pieds d'un bout et six pieds à l'autre, ça ferait une moyenne de 53 pieds de largeur, mais, comme ma voiture une fois chargée mesure huit pieds de largeur, que m'importe la moyenne de 53 pieds si je ne puis entrer dans le pontage?

Revenons maintenant au discours de l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault). Une fois débarrassé de tous ses clinquants, de sa broderie électorale, ce discours peut se résumer à ceci: 1. Les routes de la province ont coûté en moyenne \$6,000 du mille et il n'y a pas une province qui construise ses chemins à un prix aussi bas; 2. Le coût des chemins de Québec, comparé à d'autres provinces, pour la "même sorte de chemin" est de \$34,250 en Ontario, \$23,918 en Colombie anglaise, et \$10,840 dans Québec; 3. La construction des routes de Québec s'est faite de façon honnête et pas un seul sou dépensé mal à propos.

Ces trois prétentions sont ridicules. Et il est étonnant qu'un ministre de la couronne, dans un discours destiné à être lu en dehors de cette province, par des gens qui s'y connaissent en construction, fasse de telles déclarations. D'abord, on établit une moyenne pour des choses semblables. Or, le ministre, faisant la nomenclature de nos pavages, les divise comme suit: 349 milles en sable et glaise, 11,269 en gravier, 1,343 milles en macadam, 214 en macadam bitumineux, 103 en béton de ciment, 371 milles en béton bitumineux. Je vous demande, M. l'Orateur, quelle ressemblance peut-il y avoir et comment peut-on établir une comparaison entre 11,000 milles de chemins en gravier et 103 milles de béton de ciment, ou encore entre 1,343 milles de macadam et 349 milles en sable et glaise? À \$6,000 pour du

gravier, c'est trop cher, et ça n'est pas suffisant pour un mille de béton de ciment.

Que dira-t-on, par exemple, de quelqu'un qui voudrait établir la moyenne de la valeur des maisons dans un village où il y aurait, disons, 20 résidences valant chacune \$2,000 et une église qui aurait coûté \$200,000? Prenons les chemins de gravier; on ne peut même pas établir une moyenne pour le coût de la construction. Le coût varie suivant la région. Il n'est pas possible d'établir de cette façon le coût de construction des chemins à une moyenne de \$6,000 du mille. Le rapport du ministère de la Voirie, qui est très bien fait, devrait contenir un tableau du coût de la construction des chemins de différentes qualités.

La deuxième comparaison entre le Québec, l'Ontario et la Colombie anglaise pour la même sorte de chemin est également absurde. Cette petite distinction pour la même sorte de chemin est tout à fait savoureuse et, comme attrape-nigaud, ce n'est pas mal du tout. Je parierais qu'il n'y a pas, dans tout le Canada, 10 milles de chemins qui soient absolument semblables et que l'on puisse dire qu'ils soient de la même sorte. Comme je l'ai dit tout à l'heure, à propos des chemins en gravier, si vous comparez deux parties de chemin en béton de ciment, par exemple, vous ne pouvez faire cette comparaison que par les prix unitaires pour chacun des items qui entrent dans la construction du chemin.

Le ministre nous dit qu'un mille de chemin qui coûte \$34,250 en Ontario est construit pour \$10,000 dans Québec, c'est-à-dire que la province de Québec, avec les compétences et les experts qu'elle a dans son département, réussit à obtenir des entrepreneurs à des prix trois fois plus bas que ces mêmes entrepreneurs exigeraient de la province d'Ontario. Je fais faire des travaux depuis 20 ans et c'est une des meilleures que j'aie encore entendues. Peut-on faire croire qu'un entrepreneur charge trois fois plus cher dans Ontario?

Va-t-on faire croire à n'importe qui, qui a déjà fait de la construction, que pour du béton armé qu'un entrepreneur va s'engager à faire pour \$9 la verge carrée dans Québec, il va soumissionner pour \$27 dans Ontario; que pour enlever une verge cube de terre il va demander 18¢ ou 20¢ dans Québec et 50¢⁸ dans Ontario; que pour charroyer du gravier d'une certaine distance dans Québec, il va offrir de le faire pour \$1.50 et que dans Ontario, il va exiger \$4.50; que pour enlever du roc dans Ontario, il demandera \$9 de la verge quand il pourra faire la même chose pour \$3 dans Québec? Il suffit de s'arrêter à cela un seul instant pour montrer l'absurdité d'une telle prétention.

J'irai encore plus loin et je dirai ceci. J'ai préparé moi-même, pour des entrepreneurs, des soumissions pour des travaux de voirie à être faits dans la province d'Ontario, et j'en ai préparé pour des entrepreneurs qui soumissionnaient pour des travaux dans Québec. Ces entrepreneurs ont obtenu des contrats et les ont exécutés dans les deux cas, et ils ont fait un profit raisonnable dans les deux cas. Les prix n'étaient pas aussi différents et, dans les deux cas, les entrepreneurs faisaient de l'argent. Or, les prix unitaires, pour travaux faits à peu près dans des conditions identiques, n'étaient pas plus élevés dans Ontario que dans Québec, bien que dans Ontario l'entrepreneur soit obligé de tenir compte de la clause des salaires raisonnables.

Quant à l'assertion du ministre à savoir que dans la construction des routes "pas un seul sou n'a été dépensé mal à propos", elle est aussi incroyable que les précédentes. Le ministre a déclaré lui-même, l'autre jour en Chambre, que si des sommes considérables avaient été gaspillées, c'est que les ingénieurs de la voirie n'avaient pas encore d'expérience, qu'ils avaient dû expérimenter et que, conséquemment, cette expérience avait coûté quelque chose à la province. En déclarant aujourd'hui que pas un seul sou n'a été dépensé mal à propos, veut-il prétendre que ses ingénieurs ont atteint un degré de perfectionnement tel qu'ils n'ont plus rien à apprendre?

Il y a bien plus. L'obligation que le gouvernement impose aux entrepreneurs d'employer les produits de la compagnie d'Amiésite ou McUrban place ces entrepreneurs à la merci de cette compagnie qui charge le prix qu'elle veut pour ses produits parce qu'elle n'a pas de concurrence. L'entrepreneur fait sa soumission pour la base de la route, la partie prête à recevoir la surface. Avec la concurrence qu'il y a entre les entrepreneurs en voirie, ils sont forcés de faire des prix qui ne leur laissent pas un gros profit.

La façon dont le gouvernement exécute ou fait exécuter certains contrats est tellement élastique qu'il est impossible de savoir, une fois le contrat exécuté, si c'est bien l'entreprise pour laquelle les soumissions ont été demandées qui l'a terminé.

En certains endroits, on a demandé des soumissions pour un chemin, suivant des plans et des devis. On a accordé le contrat pour une certaine somme. Mais, avant que l'entrepreneur n'ait commencé ses travaux, on a changé le parcours du chemin et le prix du contrat a dû atteindre au moins le double du prix de la soumission. J'ai fait faire, moi-même, pour une municipalité, des travaux que le gouvernement la forçait d'accomplir. Nous les avons

faits parce que nous trouvions que les estimés du gouvernement étaient trop élevés, et nous les avons terminés pour presque le tiers du coût soumis par les ingénieurs du département de la Voirie. Ce qui s'est produit à cet endroit s'est produit ailleurs, et souvent. Non seulement le gouvernement a dépensé des sommes mal à propos, mais il en a fait dépenser à d'autres.

Si le ministre (l'honorable M. Perrault) était au courant de toutes les plaintes qui sont formulées contre l'administration de son département, il saurait, par exemple, que lorsque des cultivateurs ou autres propriétaires qui bordent la route en construction ont des difficultés avec les entrepreneurs, il arrive souvent que ses ingénieurs prennent fait et cause pour l'entrepreneur et causent souvent de graves injustices aux propriétaires.

Les différentes municipalités ont été traitées d'une façon particulièrement autocratique par le département de la Voirie, et elles ont pratiquement été forcées de s'engager dans des dépenses considérables pour faire modifier les trottoirs, etc., pour se conformer aux plans des ingénieurs, qui les menaçaient d'abandonner la construction des routes si les municipalités ne suivaient pas les instructions données. Les municipalités ont certains droits qui ont été bafoués par le département de la Voirie, même qu'on est allé jusqu'à le poursuivre pour avoir procédé à des dépenses auxquelles on les avait forcées.

L'honorable ministre a dit franchement qu'au début on avait manqué d'expérience, mais il affirme que maintenant, pas un sou n'est dépensé inutilement. Veut-il dire que ses ingénieurs ont atteint la perfection de la science? Je crois que l'honorable ministre de la Voirie ne devrait pas aller aussi loin en défendant ses employés. La construction de cette route a pris trois fois plus de temps qu'il n'en fallait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député devrait inscrire une motion à ce sujet. L'honorable ministre de la Voirie, qui a parlé sur le budget, pourrait lui répondre.

M. Crépeau (Sherbrooke):

Oh! Il trouvera bien sa chance. Le gouvernement a commencé à bâtir des chemins de 16 pieds, on les a ensuite élargis à 18 pieds, puis à 22 pieds, 24 pieds, 40 pieds, et il est rendu à 66 pieds. On a démenagé des poteaux, puis on a changé des tracés de routes, et les poteaux se sont trouvés encore dans le milieu de la route. Vinrent ensuite le redressement de certaines routes et l'amélioration des courbes. Encore là, les poteaux

durent être dérangés. À tel point que la compagnie de téléphone Bell s'est assuré un chemin à travers la forêt entre Sherbrooke et Montréal, afin de ne pas avoir à subir les embarras des changements sur les routes. En désespoir de cause, elle a résolu d'abandonner les routes du gouvernement. Entre Sherbrooke et Montréal, elle a acquis un droit de passage à travers les bois et les champs et s'est tenue assez éloignée de tous les chemins pour être à l'abri de tous les dérangements. Ailleurs, ce sont les villages qui sont exposés aux exigences incompréhensibles du ministère de la Voirie.

Je rends le témoignage à l'honorable ministre de la Voirie qui a rendu justice à un cultivateur dans un certain cas que je connais. Le ministre a ordonné de payer \$1,000 en dommages à un cultivateur, quand ses ingénieurs prétendaient que le dommage ne s'élevait pas à plus de \$50 et appuyaient l'entrepreneur dans cette prétention. Mais, je considère que l'honorable ministre a défendu un peu trop ses employés. Il ignorait certainement ces faits. C'est peut-être brave de la part de l'honorable ministre de défendre ses employés, mais je puis l'assurer que cette bravoure est plutôt de la témérité. Qu'il s'engage pour ce qui est à sa connaissance personnelle, mais je lui conseillerai de se tenir un peu sur la réserve pour le reste!

Le budget a été présenté très adroitement, mais il n'améliore nullement la situation dans la province et, en conséquence, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis)⁹, l'amendement suivant à la motion pour que la Chambre se forme en comité pour voter les subsides à Sa Majesté.

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides à Sa Majesté:

"a. Regrette l'incurie et l'imprévoyance du gouvernement à adopter les mesures appropriées pour améliorer la situation ferroviaire dans cette province et pour assurer la construction des chemins de fer essentiels au progrès et au développement de la province;

"b. Exprime l'opinion que des auditeurs ou vérificateurs experts, offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, auraient dû être nommés depuis longtemps pour faire une audition complète et exacte de la situation financière, et pour réorganiser et clarifier la comptabilité et la tenue des livres de la province;

"c. Demande que le gouvernement accorde aux municipalités une part équitable des revenus

provenant de la loi des liqueurs dans les limites des municipalités où la Commission exerce son négoce;

"d. Regrette que le gouvernement n'ait pas accordé à l'agriculture, en temps opportun, l'aide et l'encouragement qui lui sont nécessaires;

"e. Réclame un inventaire complet et impartial de l'actif et du passif de cette province;

"f. Réclame la mise en valeur de nos ressources naturelles au profit comme à l'avantage de notre population rurale et urbaine;

"g. Regrette que le gouvernement néglige toujours d'adopter des mesures sociales, afin de répondre aux nouveaux besoins de notre population;

"h. Affirme, comme il est déclaré dans le préambule du chapitre 2, 2 George V, loi proposée par l'honorable premier ministre de cette province, que les "ponts de péage sont une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques" et se prononce en faveur de l'abolition des taux de péage;

"i. Regrette que la politique et la conduite imprévoyante et condamnable du gouvernement aient causé, dans certains cas, et aggravé, dans nombre d'autres, la crise du chômage qui sévit dans cette province."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans vouloir prononcer un long discours, vous me permettrez bien de faire quelques observations en marge du débat qui dure depuis plusieurs jours. Je veux appuyer cet amendement de quelques remarques. Nous ne reprochons pas au gouvernement Taschereau d'être seul responsable de la crise du chômage. Nous avons reproché au gouvernement King de n'avoir pas prévu cette crise, et nous formulons le même reproche aujourd'hui au gouvernement provincial. Car, dans une crise comme celle que nous traversons, les responsabilités peuvent être doubles et même triples.

Une législation a été passée par Ottawa pour aider les chômeurs. Nous reprochons au gouvernement actuel d'avoir encouru une large part de responsabilité dans la crise actuelle du chômage. Nous avons été convoqués plus tôt que d'habitude, pour adopter une législation destinée à remédier à la situation malheureuse créée par le chômage. Dès les premiers jours, la législation a été adoptée et référée au Conseil législatif. Nous avons adopté à l'unanimité la loi présentée par le gouvernement. Le Conseil législatif l'a amendée.

Je dois déclarer que j'ai été profondément surpris de certaines déclarations faites par des députés de la droite, au sujet de la loi du chômage. Les députés de la droite n'auraient pas dû critiquer

cette loi et chercher à l'appliquer ensuite. Nous ne sommes pas appelés dans cette Chambre à condamner ou à approuver l'administration fédérale, mais des députés sont allés jusqu'à dire que la loi fédérale du chômage était néfaste; des ministres ont même dit que cette loi était désastreuse.

Je vais simplement poser un raisonnement. La loi du chômage de l'honorable M. Bennett est bonne ou mauvaise. Si la loi est bonne, pourquoi la critiquer comme les ministres l'ont fait? Le gouvernement provincial n'avait qu'à l'accepter. Si la loi est mauvaise, pourquoi l'avoir adoptée? Le gouvernement a eu tort de l'accepter et de permettre aux municipalités d'en partager les désavantages. On a dit ici en Chambre que le pouvoir fédéral aurait dû accorder des octrois pour les salles paroissiales, les églises et les écoles.

Si elle était si mauvaise que les ministres le prétendent, pourquoi ont-ils voulu placer nos communautés religieuses sous l'empire de la loi du chômage? Si ces travaux de salles paroissiales étaient si impérieux, s'ils étaient le seul moyen de remédier au chômage, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas stipulé tout de suite dans le bill? On ne l'a pas fait parce qu'on sentait le ridicule d'une telle attitude. Si la loi est mauvaise, pourquoi voulait-on en affubler les commissions scolaires et les syndicats?

Je regrette d'avoir à dire que le gouvernement n'a pas fait tout ce qu'il pouvait faire pour remédier au chômage. Les orateurs de la droite ont prétendu que nous n'étions pas sérieux. Ils nous ont dit que les conservateurs avaient eu tort de tenir le gouvernement King responsable de la crise du chômage et qu'ils voulaient maintenant tenir le gouvernement de Québec également responsable.

Nous reprochons au gouvernement de n'avoir pas adopté l'attitude voulue pour remédier efficacement au chômage, surtout lorsque nous constatons que le gouvernement est responsable en grande partie de la crise. On a dit qu'au cours de la lutte fédérale, des orateurs blâmaient le gouvernement King et le tenaient responsable du chômage, et qu'alors on n'avait pas le droit d'en tenir le gouvernement provincial responsable. C'est un argument spécieux, car il arrive souvent que la responsabilité soit double ou triple, et que plus d'un puisse être responsable d'une mauvaise situation. Je n'ai pas à apprécier l'œuvre du gouvernement fédéral, mais c'est mon droit et mon devoir d'apprécier à son mérite l'œuvre du gouvernement provincial.

Le gouvernement provincial est responsable de la crise du chômage par sa loi des accidents du travail, loi qui a fait des chômeurs de nos ouvriers de

40 ans, dans la pleine force de leurs capacités, qui a fait d'eux de véritables parias dans leur province. En effet, les compagnies d'assurances élevaient leurs taux pour un homme qui dépassait la quarantaine, et l'employeur avait tout intérêt à refuser les services de cet homme. Cette cause de chômage est particulièrement présente à Trois-Rivières, ville première de l'industrie du papier journal, les pères de famille ne réussissant pas à trouver du travail en raison des règlements que les compagnies d'assurances imposent aux employeurs.

Et le député de Trois-Rivières en sait quelque chose. Et il sait que l'une des principales raisons du chômage actuel, c'est la loi des accidents du travail, passée par le gouvernement, avec des clauses malheureuses que l'opposition avait combattues dans l'intérêt de l'ouvrier. Voilà une des causes du chômage.

Une autre raison du chômage, c'est la sélection de la main-d'œuvre que la loi des accidents du travail a entraînée, sélection qui tendait à rejeter le père de famille en faveur du célibataire. La loi des accidents du travail faisait une différence entre le père de famille et les enfants. Cette différence était telle que le patron préférait les fils au père. Les pères de famille ont eu de la difficulté à trouver de l'emploi à cause de la même loi des accidents du travail. Une autre cause du chômage est la désertion de nos campagnes. L'industrie du papier traverse une crise, et le gouvernement en est responsable parce qu'il a laissé agrandir les vieux moulins et il a imposé à des compagnies la construction de nouveaux moulins. Imprévoyance impardonnable.

Une autre raison du chômage, c'est la politique imprévoyante et le paternalisme d'État que le gouvernement a développés pour capter des votes, politique qui a entraîné la désertion des campagnes et l'encombrement des villes. Le gouvernement est encore responsable de la crise du chômage pour avoir fait miroiter aux yeux de notre population rurale nos merveilleux développements industriels. On a tellement chanté la prospérité des industries de papier ou de pouvoir électrique que de jeunes agriculteurs se sont empressés de quitter la campagne, pour aller gagner à la ville les salaires très élevés.

Dans l'industrie du papier, le gouvernement a développé inconsidérément le nombre et la capacité des usines. Non seulement le gouvernement a laissé se multiplier les usines sans la moindre précaution, mais il l'y a poussé lui-même, lorsqu'il exigeait que tel moulin produisît tant de tonnes par jour, sans s'inquiéter si les ressources forestières disponibles pouvaient subvenir à une exploitation aussi intensive.

Et c'est pourquoi, aujourd'hui que les ressources forestières sont épuisées, les compagnies doivent aller chercher au loin le bois nécessaire, à un coût beaucoup plus élevé, ce qui a provoqué la crise dans cette industrie. L'industrie du papier traverse une crise aiguë et, là encore, on peut constater l'imprévoyance du gouvernement. On a manqué de sagesse en permettant la création de tant d'industries en si peu de temps. La surproduction devait fatalement arriver et il n'est pas étonnant de constater aujourd'hui que tous les marchés sont inondés de papier.

J'ai écouté le discours de l'honorable député de L'Islet, nouveau ministre de l'Agriculture (M. Godbout), parce que, je le confesse, j'ai une admiration profonde. Il a discuté loyalement la question agricole. Il a parlé aussi bien qu'il le pouvait en défendant le gouvernement. Il ressort cependant de son exposé que nous n'avons pas en face de nous un gouvernement, mais une administration. À entendre le ministre de l'Agriculture, nous n'avons pas un gouvernement, car gouverner c'est prévoir, mais simplement une administration. Le ministère a tellement manqué de prévoyance que, selon le témoignage même du ministre de l'Agriculture, depuis deux ou trois ans, le gouvernement a adopté des mesures nécessaires. Mais, ces mesures, elles auraient dû être imposées il y a 20 ans.

Les ministres réalisent des réformes qui s'imposent depuis 20 ans. Si la droite eût écouté les suggestions de l'ancien chef de l'opposition, notre peuple agricole serait plus avancé qu'il ne l'est aujourd'hui. Le ministre de l'Agriculture est jeune; il a été promu au poste qu'il occupe un an après son élection comme député. Il a du talent, de la science, j'espère qu'il pourra reprendre le temps perdu. Doit-on comprendre que l'honorable représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), nouveau ministre des Travaux publics, est, par exemple, supérieur à son prédécesseur? Est-ce qu'on a nommé un nouveau ministre pour qu'il corrige les erreurs commises pendant 30 ans?

Au cours de la discussion sur le budget, on a parlé dettes et taxes. Le régime actuel est arrivé au pouvoir en criant: "À bas les taxeux!" Les ministres se plaisent à établir des parallèles entre 1897 et 1930, comme si les conditions actuelles, où tout de l'ancien ordre matériel de choses a été bouleversé, pouvaient se comparer à l'ancien ordre. Mais, il résulte quand même que le gouvernement a augmenté les taxes et n'en a pas abolies. Le gouvernement libéral, qui règne depuis 33 ans, n'a pas aboli une seule des taxes qui existaient; au contraire, il les a multipliées.

Si nous prenons par exemple l'administration d'il y a 10 ans - et à ce sujet je tiens à faire observer que le ministre de la Voirie (M. Perrault), quand il disait que le premier ministre était le digne successeur des Gouin, des Joly, des Marchand, a oublié de mentionner M. Parent; est-ce un oubli? - en tout cas, si nous prenons l'administration des 10 dernières années, nous voyons que la dette, qui était de \$38,000,000 en 1920 est, en 1930, de \$54,000,000, augmentation de \$16,000,000; que les revenus, qui étaient de \$14,000,000 en 1920, sont montés à \$41,000,000 en 1930, ce qui fait une différence de \$26,000,000. Or, les revenus, comme le disait le représentant de Compton (M. McMaster), viennent du peuple, des contribuables, mais non du ciel. Ainsi donc, le gouvernement a enlevé à la population \$42,000,000.

Où en sommes-nous au point de vue des forêts? Nous reprochons aussi au gouvernement d'avoir vendu trop de nos ressources naturelles. Au cours des cinq dernières années, on a vendu plus de limites forestières que dans l'espace de 15 ans antérieurement. Nos forêts sont tellement dilapidées que les compagnies voient augmenter leurs frais d'exploitation. Les industries sont obligées de transporter leurs chantiers beaucoup plus loin. Et ce bois coûte plus cher, à cause du recul de la forêt. Ainsi, l'exploitation devient plus dispendieuse et l'on ne peut plus produire économiquement. Voilà pourquoi la crise existe aujourd'hui et c'est là une autre cause du chômage.

Venons-en à la question du bois russe. Un ministre nous parle de l'importation du bois russe, et on est même allé jusqu'à nous en tenir responsables. Un député a voulu en faire porter la responsabilité à l'opposition. Je ne ferai pas l'injure à la Chambre de répondre à cet argument. Ayons le courage d'admettre la véritable raison de son importation au pays. Je rappellerai que, l'an dernier, l'honorable premier ministre, qui est procureur général chargé de l'observance des lois, a dit qu'il traiterait des compagnies de façon différente en cette province. Il avait publiquement déclaré qu'il favoriserait certaines compagnies, de préférence à d'autres qui ne voulaient pas passer sous ses fourches caudines.

Alors, les industriels ont dit: "Nous aimons autant acheter du bois des véritables bolchévistes." Frustrées, ces compagnies se sont entendues. Pour se venger de la discrimination du premier ministre, elles ont négocié directement avec les producteurs russes, préférant traiter directement avec les bolchévistes qu'avec ceux qui pratiquaient la politique bolchéviste. Ils ont préféré traiter avec les rouges de Russie qu'avec les rouges de Québec.

Je rappellerai aussi que nous avons vu le premier ministre de cette province, procureur général, violer la loi fédérale des combines, fixer et majorer le prix du papier, malgré la défense très claire de la loi. C'est un spectacle bien étrange que de voir un procureur général dire aux compagnies de défier une loi fédérale. Il n'est pas étonnant que des compagnies des États-Unis, qui devaient porter le coût de l'action illégale du procureur général et premier ministre, aient préféré transiger avec les rouges de Russie plutôt qu'avec le gouvernement du Québec, les rouges de Québec.

Il n'est pas étonnant que des compagnies qui font face à une attitude discriminatoire de la part du gouvernement se battent pour obtenir leur bois de l'Alaska, de Terre-Neuve et même de Russie. Et parce que le premier ministre, qui est le véritable ministre des Terres et Forêts, a déclaré qu'il ferait un choix entre les compagnies, qu'il n'offrait pas de sécurité même pour le respect des lois, puisqu'il violait la loi des combines, les compagnies se sont dit: nous allons acheter nos limites ailleurs...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose la suspension des délibérations jusqu'après souper.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 40

Subsides

La Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur l'amendement du représentant de Sherbrooke (M. Crépeau) à la motion proposée mercredi le 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement se vante de son surplus. Il ne faut pas être grand comptable pour en voir l'inanité. Ce que le gouvernement a à son actif, c'est un surplus de taxes. Un économiste a dit qu'un homme représente un actif de \$10,000 pour la nation. Si l'on étudie les statistiques, on trouve que nous avons perdu 250,000 personnes. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a parlé des mines et nous a annoncé que depuis 10 ans, il s'est produit dans ce domaine un grand développement. Par conséquent, le gouvernement a été

23 ans inactif, lui qui a tant de lumières, puisqu'il est au pouvoir depuis 33 ans. Dix ans d'inactivité pour des surhommes, des hommes de génie, des lumières transcendantes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oui, mais avec votre programme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable premier ministre avait accepté notre programme plus vite, il aurait eu de meilleurs résultats.

La ville de Trois-Rivières souffre de l'imprévoyance du gouvernement relativement au capital étranger. Le gouvernement a autorisé trop d'exemptions de taxes, sous prétexte que ces industries allaient permettre aux nôtres de travailler. Or, la crise actuelle empêche nos ouvriers de travailler et les capitalistes ont réalisé des profits aux dépens des contribuables.

On s'est plaint du départ de nos étudiants pour l'étranger. Ils ne peuvent trouver d'emploi chez nous, pour ce qui est de la chimie et du génie forestier.

Nous souffrons de surcapitalisation, de surproduction, de surdéveloppement. Le gouvernement doit prendre sa part de responsabilités. Une autre cause de la crise du chômage, c'est que le gouvernement n'a rien fait pour empêcher la surcapitalisation.

Et je tiens à être bien compris sur ce point. Nous sommes en faveur du capital étranger, nous sommes prêts à l'aider, à le protéger, à lui assurer le plein et entier exercice de ses droits; nous sommes prêts à l'aider à s'établir, nous reconnaissons sa nécessité; mais il y a une différence entre le capital qui contribue au développement de la province et le capital ventriloque. Le gouvernement dit que nous sommes contre le capital étranger.

S'il y a une crise aujourd'hui dans l'industrie du papier, s'il y a un chômage dans l'industrie du bois et de la pulpe, c'est parce qu'il y a eu surcapitalisation. C'est que les surplus des compagnies ont été établis non pas tant sur le capital réel que sur le capital mouillé. Et on a vendu une bonne partie de ce capital mouillé, qui ne représentait aucune valeur réelle existante, à nos ouvriers des usines de pulpe et d'industrie du bois. Ces ouvriers y ont mis leur salaire et croyaient avoir ainsi acquis du pain pour leur vieillesse.

Et, comme cette surcapitalisation devait fatalement aboutir à un désastre, nos ouvriers perdent non seulement leur salaire, ils perdent non seulement leur emploi, mais ils perdent leurs économies, grâce

à l'imprévoyance du gouvernement qui n'a pas su ni voulu empêcher cette surcapitalisation.

Car le gouvernement, sans nuire à l'industrie, aurait pu prendre les mesures nécessaires pour empêcher ce dangereux mouillage de stock. Si nous avons une crise du papier, le gouvernement doit en porter sa large part de responsabilité.

Et le premier ministre a favorisé cette surcapitalisation insensée, lorsqu'il a accordé à ces compagnies qui exploitaient nos ressources naturelles des exemptions de taxes municipales et scolaires, exemptions qui ont fait lever des ferments de discorde sociale, qui ont imposé injustement aux contribuables ordinaires un lourd fardeau, car non seulement ils devaient payer leur part de l'administration de la chose publique, mais aussi payer celle des compagnies. Et les compagnies ont tiré de ces exemptions de gros bénéfices, au détriment des contribuables, et elles ont pu ainsi augmenter leur surcapitalisation, qui devait aboutir à la crise désastreuse actuelle.

Le gouvernement a nui à des compagnies légitimes qui avaient créé des industries de pulpe et de papier journal ici, en permettant à d'autres compagnies d'établir des usines; pas plus tard que l'année dernière, le gouvernement a accordé une commutation de taxes à une autre usine de pâte à papier, comme s'il n'y avait pas assez d'usines dans la province, considérant l'état de l'industrie à ce moment-là. Les commutations et les exemptions de taxes que le gouvernement a permises, et à l'endroit desquelles, dit-il, j'ai toujours été réfractaire, ne sont ni plus ni moins qu'un bonus accordé aux industries, et elles ont mené à la surproduction qui existe actuellement.

Une autre cause de la crise du chômage, c'est le surdéveloppement permis et encouragé par le gouvernement actuel, dans l'industrie de la pulpe. Nous ne sommes pas opposés à l'établissement des moulins de pulpe, mais nous nous disons qu'on n'avait pas le droit de pousser au surdéveloppement comme le gouvernement l'a fait, au point de compromettre les industries déjà établies, les ruiner, au point d'entraîner trop de gens dans ces aventures, et finalement laisser l'industrie de la pulpe dans une situation désastreuse, avec son chômage, et un domaine forestier dilapidé.

L'an dernier, le gouvernement, qui cependant connaissait la situation, accordait à la MacLaren Company, qui voulait établir un nouveau moulin pour empirer la surproduction, des exemptions de taxes. C'est la preuve la plus accablante de son imprévoyance.

À Kingston, le premier ministre déplorait avec éloquence le départ pour l'étranger des jeunes gens formés par l'École des hautes études, l'École forestière, l'École polytechnique, enfin nos compétences, et le fait que la province perdait le fruit de leurs services.

Qui est responsable de cette situation, sinon le gouvernement? Il est beau de commencer une œuvre, mais il est mieux de la finir. Et le gouvernement, qui a vendu et abandonné nos ressources naturelles, aurait pu au moins trouver à nos jeunes gens les débouchés nécessaires pour exercer leurs activités.

Le premier ministre peut bien se rendre à l'Université Queen's prononcer un discours éloquent et déplorer le départ à l'extérieur du Canada de diplômés universitaires, mais, sur une note amère, qu'est-ce que le premier ministre a à offrir à ces hommes dans cette province? Ils s'en vont ailleurs, aux États-Unis, généralement, pour pouvoir faire quelque chose de leurs études, et cela, parce que le Québec ne leur donne aucune chance.

Notre patrimoine forestier est dilapidé; il ne reste plus maintenant qu'à sauver ce qui nous reste. Notre province était la plus riche en ressources naturelles. Notre gouvernement, au lieu de développer ses richesses trop vite, pour aboutir au résultat actuel, aurait dû commencer à les développer pour assurer au moins le service d'électricité à nos campagnes.

Car, si nos campagnes avaient pu bénéficier des services de l'électricité à des taux abordables, la crise agricole serait réglée en partie; le coût de production aurait été abaissé, la campagne eût été plus attrayante et l'exode rural eût été empêché dans une forte proportion.

On peut voir jusqu'où va l'inconséquence du gouvernement. Le premier ministre a défendu l'exportation de notre énergie électrique aux États-Unis. Or, la Cedar Rapids, qui exporte annuellement 75,000 chevaux-vapeur aux États-Unis, a bénéficié, pendant 20 ans, d'exemption de taxes scolaires et municipales. Ainsi, le gouvernement lui accordait une prime à l'exportation de son énergie électrique aux États-Unis.

On dira que le gouvernement avait prévu la crise du papier, lorsqu'en 1925 il donnait un avertissement aux compagnies de faire attention. Mais le gouvernement n'a pas seulement des pouvoirs délibératifs, il a aussi un pouvoir exécutif. Et c'était son devoir, puisqu'il prévoyait la crise, d'agir, de prendre les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) est bien habile. Il avait la tâche contradictoire de concilier MM. Caron et Perron. Mais, il reste quand même que les réformes récentes devaient être accomplies il y a plus de 20 ans. Le gouvernement doit être jugé non pas tant pour ce qu'il a fait que pour ce qu'il devait faire. Il n'y a que deux ans qu'on s'est avisé que les engrais chimiques coûtent trop cher, alors qu'il y a longtemps qu'on aurait dû aviser à la chose.

Telle est la prévoyance du gouvernement actuel. L'honorable ministre de l'Agriculture a dit que la province de Québec avait plus besoin de professeurs que de cultivateurs. Je considère que c'est là une injure à la classe agricole. C'est dire que nos cultivateurs sont ignorants.

Je regrette que le gouvernement actuel cherche à soulever la classe rurale contre la classe urbaine. Une fortune étayée sur d'aussi néfastes préjugés est une fortune éphémère et désastreuse. Car il y a longtemps que l'opposition a préconisé une politique agricole saine. Elle prétend qu'au lieu de bâtir des musées, où l'on n'a rien à mettre, sinon le programme libéral de 1897, au lieu de bâtir des palais de justice "franreluchés" à \$4,000,000, on aurait dû accorder plus d'attention aux agriculteurs dont les besoins pressaient. Mais non, le gouvernement a préféré accorder de gros contrats aux amis et ne pas s'occuper du cultivateur. Le réveil du gouvernement est tardif.

Au lieu d'engloutir des millions dans le musée provincial, le palais de justice et les prisons dont la construction n'était pas urgente, il eût été préférable de donner cela à l'agriculture. Le gouvernement laisse le monde agricole se démener comme il le peut. Certaines mesures correctives à l'avantage des cultivateurs ont été mises sur pied tardivement en raison de l'imminence des élections, et la raison en est flagrante. Le gouvernement cherche maintenant à gagner la confiance et les votes des districts ruraux, mais sa dissimulation est évidente, même pour les cultivateurs.

Le gouvernement se vante de ses surplus, qui ne sont que des déficits déguisés. Car, si l'on soustrait la somme de \$22,000,000 que représente la vente de notre domaine forestier, les surplus sont inexistants. Les véritables surplus du gouvernement sont le surplus des taxes qu'il a imposées à la population, qui sont trois fois plus nombreuses que sous le régime conservateur, et le surplus de ses mauvaises œuvres sur les bonnes œuvres.

Quant aux déficits, ils sont réels. Il y a contre le gouvernement un déficit lamentable, le déficit du

capital humain qu'il a laissé perdre. Il n'en est pas complètement responsable, mais il doit porter sa large part de responsabilité. Les économistes estiment la valeur de l'individu à \$10,000, et quand l'on songe que le gouvernement actuel, par sa politique d'imprévoyance, a laissé partir 250,000 des nôtres, le gouvernement n'a pas de quoi s'enorgueillir. Par l'incurie de la droite, nous avons perdu 250,000 personnes représentant un capital de plusieurs millions.

Le gouvernement n'a pas pensé cependant à protéger la petite épargne placée et perdue dans des mines imaginaires ou sans valeur. Il aurait pu y parer par la création plus prompte d'un bureau de géologie.

La politique de la voirie du gouvernement a été mal conçue, mal mise en œuvre, avec des incompetents à la barre, et cela s'est révélé ruineux, particulièrement pour les municipalités rurales.

Nous sommes au sixième rang dans la Confédération, pour le développement ferroviaire. Le premier ministre, qui se targue si souvent de la confiance des gros capitalistes, aurait pu, ce semble, les inciter à construire plus de chemins de fer.

On a dit que l'opposition était opposée au capital étranger. Non. C'est ignorance ou mauvaise foi de la part du gouvernement. Nous sommes prêts à recevoir le capital étranger, à lui garantir ses droits, à ne pas exercer de préférence comme a fait le premier ministre, mais nous voulons qu'il reste soumis à nos lois. On a cédé les fondements de notre législation. Nous ne voulons pas lui sacrifier les droits de nos colons, comme au lac Saint-Jean, nous ne voulons pas lui sacrifier les lois de la province, comme dans le cas de ce conseil municipal créé de toutes pièces pour six ans, sans le gré des contribuables; nous ne voulons pas que le capital étranger forme de véritables fiefs dans notre province; nous ne voulons pas, pour lui, abolir nos lois et créer des villes de trois habitants, contre toute l'économie de notre législation.

Il (M. Duplessis) n'ira pas trop loin pour l'instant, déclare-t-il, car l'occasion se présentera au cours de la session d'étudier plus à fond les politiques du gouvernement et les efforts accomplis.

M. l'Orateur, je disais que lorsque l'heure de la bataille sonnera, - et j'espère que le gouvernement fera des élections dans un temps propice - nous irons devant le peuple, nous ne soulèverons pas les campagnes contre les villes, les préjugés de race et de religion, mais nous soumettrons le bilan de la province, du gouvernement et notre programme. L'électorat censurera le régime qui a sacrifié le droit de propriété, comme au lac Saint-Jean, qui a sacrifié la

liberté des nôtres au bénéfice des étrangers en permettant qu'on abandonne des villes entières, qui a sacrifié nos lois pour le bon plaisir des Américains, en les exemptant de taxes.

L'honorable premier ministre disait qu'il aimait mieux un vieux gouvernement qu'une vieille opposition. Après les élections, nous aurons un jeune gouvernement et une jeune opposition. Tout le monde sera content et ce sera dans le meilleur intérêt de la province.

(Applaudissements à gauche)

Une voix de l'opposition réclame le vote sur l'amendement du représentant de Sherbrooke (M. Crépeau).

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Crépeau, Duplessis, Fisher, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 8.

Contre: MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Francoeur, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Piché, Plante, Power, Rochette, Saurette, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 42.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

M. Gauthier (Portneuf): Dans Maskinongé, le chef de l'opposition s'est contenté de dire, au sujet de la victoire du représentant de Maskinongé (M. Thisdel), "que c'était pour son parti une victoire morale". On ne pouvait, de la part du chef de l'opposition, faire plus bel éloge de la valeur du candidat du gouvernement. Toute la pléiade des orateurs de l'opposition s'est lancée à l'attaque dans Maskinongé pour échouer lamentablement au jour du scrutin. Les électeurs ont pu entendre tout ce que l'opposition avait à offrir; c'était peu et les résultats sont bien connus.

Là, comme en Chambre, les oppositionnistes ont longuement critiqué la loi de la voirie; ils ont prétendu que le gouvernement avait surchargé et poursuivi les municipalités. Je me souviens de ce que les municipalités ont fait lors de la passation de cette

loi. Chacune des municipalités a été heureuse de faire construire ses chemins et toutes voulaient encore de l'argent pour poursuivre leurs travaux.

Il (M. Gauthier) montre de l'étonnement face aux critiques de l'opposition au sujet de la politique des chemins du gouvernement, affirmant que lorsque cette politique a été mise en œuvre en 1912, même l'opposition avait eu des éloges à son endroit. Il dit qu'elle a permis la réalisation d'un des meilleurs réseaux routiers dans le dominion. Il y a eu des erreurs, bien sûr, mais cela est inévitable. Il ne croit pas qu'il y ait matière à la critique en ce qui concerne les municipalités rurales; en fait, il croit que les districts agricoles ont été bien servis et que cela est manifeste dans l'attitude actuelle des municipalités.

Les porte-parole de l'opposition ont parlé de municipalités ayant tenté de se désister de leur obligation de paiement. Il y en a peut-être eu quelques-unes, mais, en ce qui concerne mon propre comté, je sais que nous étions heureux d'honorer notre dette, qui a aujourd'hui été annulée par la généreuse loi du gouvernement.

Toutes sortes d'arguments mirobolants ont été entendus dans la campagne de Maskinongé. On a parlé des écoles juives. Un échevin de Montréal, ami du maire de Montréal et du chef de l'opposition, disait aux électeurs: "Faites attention. Allez-vous donner aux enfants de Jacob et d'Abraham les droits des enfants de Madeleine de Verchères et de Dollard des Ormeaux?"

(Rires)

J'ai cherché en vain dans l'histoire du Canada combien d'enfants a eus Dollard des Ormeaux, qui était célibataire. On pourrait peut-être demander au député de Trois-Rivières, qui est un célibataire comme Dollard des Ormeaux et Madeleine de Verchères l'étaient, combien d'enfants ils ont eus.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Demandez cela à l'honorable ministre des Travaux publics...

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): C'est un point que je discuterai avec l'honorable député de Trois-Rivières...

M. Gauthier (Portneuf): Je sais que l'opposition parle souvent de mon élection dans Portneuf. Chez nous, ce ne fut pas une élection, mais un concours de popularité entre deux libéraux. On n'y a pas parlé politique.

Parlant des élections partielles de Huntingdon, il (M. Gauthier) dit que bien que l'opposition fasse

grand bruit de sa victoire là-bas, celle-ci est due non pas à une critique des électeurs à l'endroit de la gestion du gouvernement, mais à un sentiment injustifié concernant le candidat. La cloche de Huntingdon n'a pas sonné, dit-il, un glas, mais le règlement par l'électeur d'une question d'ordre local. Ce n'est pas la politique du gouvernement que l'électorat a censurée, mais simplement le choix d'un homme.

Lorsque nous nous présenterons devant les gens de cette province, ce sera avec un bilan de choses accomplies. L'opposition n'a rien à offrir que des mots, et les gestes sont plus convaincants que les mots.

L'opposition a parlé d'affolement du gouvernement lorsque M. Édouard Montpetit, secrétaire de l'Université de Montréal, et M. Gérard Tremblay, secrétaire des syndicats catholiques, ont décidé d'entrer dans la politique active. C'est plutôt de son propre affolement qu'elle aurait dû avoir des craintes en voyant de tels hommes choisir le parti libéral. Jamais MM. Montpetit et Tremblay n'auraient voulu lier partie avec le chef de l'opposition (M. Houde) et ses amis, et l'opposition sent bien qu'elle ne peut recruter de compétences. Voilà ce qui lui fait mal augurer de l'issue de la prochaine lutte.

L'opposition calcule mal, quand elle prétend que le gouvernement ne donne que \$500,000 à l'hygiène. Il faut ajouter à cela les octrois pour la "Goutte de Lait" et les autres œuvres. En hygiène, il y a l'asepsie et l'antisepsie, mais l'opposition l'ignore.

Laurent Barré, le lieutenant-chef de l'opposition, a tenu des propos hypocrites lorsqu'il a parlé des salaires des professeurs de la province, et il a essayé de nuire à l'agriculture en dénonçant les agronomes dans un but politique. Lors de la campagne qu'il a faite dans le comté de Portneuf, M. Laurent Barré disait que l'agriculture ne payait plus; il n'avait pas encore patenté son programme agricole. Il déblatérerait contre les agronomes, cette armée pacifique de travailleurs. Il a tenté de les discréditer en déclarant qu'ils ne faisaient que servir de bureaux d'information touristique.

Et il a fallu ensuite encourager les agriculteurs et, heureusement, malgré cette campagne néfaste, grâce au bon enseignement des agronomes que l'opposition appelait des blancs-becs, les cultivateurs de Portneuf ont fait des progrès. Nous avons formé dans mon comté cinq coopératives en vertu de la nouvelle loi. Le cultivateur est satisfait de l'administration libérale et saura approuver une fois de plus le régime qui mène les destinées de cette province depuis 33 ans.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a parlé des patates, hier, il y est entré de plain-pied; il est vrai que le prix des patates n'est pas assez élevé, mais, il y a des coopératives de pommes de terre dans le comté de Portneuf et, grâce à la classification et à la coopération, le marché s'améliorera. Déjà les cultivateurs voient luire ce jour, grâce à l'encouragement du gouvernement.

À propos de la crise du chômage, il (M. Gauthier) affirme que le gouvernement a collaboré de façon loyale avec le gouvernement fédéral dans les meilleurs intérêts de la province, pendant que l'opposition essayait de se faire du capital politique à partir d'une crise qui n'est pas limitée au Canada, mais afflige toute la planète. Malgré les millions de dollars versés, le chômage existe toujours et on ne peut en imputer la responsabilité à aucun gouvernement. Il (M. Gauthier) accuse les conservateurs d'avoir exploité un malaise pour en faire une crise, crier au pessimisme et affoler la population. Les millions distribués aux chômeurs n'auront pas pour effet de faire passer la crise, le mal sera pire que jamais, l'an prochain et, si le gouvernement fédéral ne vote pas encore de subsides, le peuple verra bien alors que ses belles promesses n'étaient qu'un leurre.

L'opposition parle souvent des prochaines élections. Elle semble avoir une confiance outrée en elle-même. Cependant, elle oublie que pour gouverner, il faut avoir des hommes compétents et un programme. L'exemple de l'administration du chef de l'opposition à Montréal ne devrait pas être intéressant pour la population, surtout si elle jette un regard sur les hommes qui entourent le chef de l'opposition et dont il se sert dans ses campagnes. Pour remplacer un gouvernement, il faut des hommes capables. Mais, nous savons que l'honorable chef de l'opposition a été entouré dans les élections par M. Ben Benoit, M. Donat Houde et d'autres. Voilà les bons hommes qui remplaceraient le gouvernement. Aux prochaines élections, le peuple continuera sa confiance aux administrateurs actuels.

Aux prochaines élections, il (M. Gauthier) se dit assuré que la population votera comme elle l'a toujours fait, pour ceux qui, comme lui, lors du dernier scrutin ont été élus par le vote conservateur, parce que les conservateurs bien-pensants voteront encore pour ce que le gouvernement libéral représente de beau et de grand dans cette province.

(Applaudissements à droite)

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Mesdames et messieurs...

(Rires des députés)

... je considère que le débat sur le budget est l'un des plus beaux auxquels j'aie assisté. L'honorable premier ministre et trésorier intérimaire, dans son discours, a exprimé l'attachement de notre peuple au lien britannique. Un vent de sécession soufflait alors dans l'Ouest et l'on a vu le Dr Petitclerc approuver les paroles du chef du gouvernement de Québec. J'ai été heureux d'entendre le premier ministre s'élever contre ceux qui ont parlé de sécession. Il a bien fait de recommander de garder intact le pacte de la Confédération et de prêcher le patriotisme.

Il (M. Rochette) fait allusion aux beaux débuts du représentant de Bellechasse (M. Taschereau) et du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), et il offre ses félicitations tant aux fils qu'aux pères. Au nom de tous, dit-il, je dirai que nous admirons les fils autant que nous avons admiré les pères, à leur entrée en cette Chambre. Nous pouvons répéter le vieux dicton: "Tel père, tel fils".

(Applaudissements)

Leur effort de l'autre soir a prouvé la véracité de ce dicton. Nous avons entendu avec émotion l'honorable premier ministre rendre le témoignage à l'honorable ministre des Postes qu'il avait été un adversaire loyal. Il est beau de voir que l'on a conservé les vieilles traditions parlementaires britanniques. Il (M. Rochette) tire un parallèle entre les méthodes actuelles de l'opposition et celles employées par ces deux joueurs, M. le premier ministre et M. Sauvé.

L'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) sera le digne successeur du grand ministre que fut l'honorable juge Galipeault, qui fut mon associé professionnel. Je salue aussi l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), le benjamin du cabinet. Ce qu'il disait l'an dernier à l'avènement de l'honorable M. Perron au ministère de l'Agriculture, je le répète à l'honorable ministre des Travaux publics et à lui-même. Le choix du nouveau ministre de l'Agriculture a été accueilli avec enthousiasme dans toute la province.

Il (M. Rochette) fait quelques considérations sur l'amendement au budget proposé par l'opposition. Il relève ce que le député de Trois-Rivières a dit au sujet du chômage. Le premier ministre a eu raison de faire des réserves, car la panacée dont M. Bennett s'est servi pour essayer de remédier au chômage n'a jamais donné de bons résultats. Les chefs libéraux savaient que la crise existait, mais ils se sont présentés devant le peuple avec leur record. Il (M. Rochette) admire M. King qui n'a pas voulu recourir à des promesses pour capter des votes et le pouvoir.

M. Bennett est arrivé avec des promesses et il portera la responsabilité de ses actes. Un procédé tel

que celui auquel M. Bennett a eu recours n'a jamais donné de bons résultats; le remède a été pire que le mal.

Le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) a critiqué le gouvernement sur sa politique ferroviaire. Le gouvernement de Québec, depuis 1897, a toujours fait faire des relevés et a toujours aidé à la construction des chemins de fer dans Québec. Si nous avons un grand chemin de fer dans le nord, nous le devons à un grand Canadien, Sir Wilfrid Laurier, et le premier ministre vient encore de promettre à une délégation d'aider dans toute la mesure du possible à la construction du chemin de fer de Québec-Chibougamau.

Au sujet de notre prétendue perte du Labrador, Québec a fait tout ce qu'il devait faire dans les circonstances; l'achat du Labrador dépendait du fédéral. On a reproché au premier ministre Taschereau la perte d'une partie du Labrador, quand en fait c'est le gouvernement fédéral qui a perdu devant la plus haute cour de l'Empire, le Conseil privé. Même si nous avions pu acheter le Labrador, nous n'aurions pas dû y engloutir des millions parce qu'il n'y aura pas de développement possible dans cette région d'ici plusieurs années, tandis que nous avons de vastes régions encore inexplorées dans le nord. Au lieu d'avoir acheté le Labrador, comme le suggère l'opposition, au lieu d'acheter un pays situé aux antipodes, ne devons-nous pas plutôt développer notre belle région du nord jusqu'à la Baie-James?

Le gouvernement a sur ce projet des rapports de M. Henry O'Sullivan, arpenteur. Je constate avec plaisir que l'on veut actuellement construire un chemin de fer dans cette riche région. Le gouvernement fait sept tracés de chemins de fer pour ce chemin de fer Dolbeau-Chibougamau, et on sait par les relevés et les rapports qu'il a fait faire que nous avons là un pays très riche en ressources minières et forestières. Et ce développement est plus important que celui du Labrador pour nous, du moins pour le présent, car lorsque le Labrador sera développé, ce sera surtout au bénéfice de l'autre côté des mers.

Je veux faire une suggestion à l'honorable ministre de l'Agriculture. Nous avons trois universités agricoles. N'y aurait-il pas moyen de diriger vers ces universités les jeunes gens de nos campagnes? Nous pourrions avoir des fermes-écoles comme il en existe en France, où les élèves iraient passer l'été. Le curé de la paroisse en serait le chapelain et l'agronome du comté en serait l'instructeur, le directeur de l'enseignement. On pourrait peut-être donner une petite rémunération hebdomadaire à ces guides pour les encourager, ces

jeunes fermiers qui trouveraient dans ces fermes-écoles l'enseignement théorique et pratique.

On pourrait aussi ouvrir une fabrique modèle sur ces terres, afin que les jeunes aient toute l'expérience théorique et pratique possible en agriculture et en industrie agricole sur les lieux mêmes. Ce serait aider leurs familles et leur montrer les connaissances que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout) veut diffuser, en ce qui concerne les arts domestiques par exemple. Ce qu'il y a de difficile dans ce problème, c'est de vaincre l'inertie des jeunes. Avec ce système que je suggère, l'agronome pourrait choisir les sujets qui doivent aller à l'école moyenne ou à l'école d'agriculture.

Il (M. Rochette) félicite le ministre de l'Agriculture d'encourager si fortement les cercles de jeunes agriculteurs.

Il y a deux ans que fonctionne le service des pêcheries maritimes sur la Côte-Nord. Il a été précieux pour nos pêcheurs. La pêche n'a pas été bonne, mais, grâce à l'attention du gouvernement et à l'activité du service des pêcheurs maritimes, il n'y a pas eu plus de misère sur la Côte-Nord qu'ailleurs. J'ai le plaisir d'annoncer que l'été prochain, nous aurons un congrès de biologie maritime à la Rivière Marguerite. Les biologistes (sic) et les savants de tous les pays y assisteront.

M. Tremblay (Maisonneuve): Les marsouins seront-ils là?

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je tiens à féliciter l'honorable ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries (M. Laferté) non seulement pour le succès de son service des pêcheries maritimes, mais aussi pour son service aux animaux à fourrure.

La gauche prétend que le gouvernement n'a rien fait; elle a poursuivi une campagne de dénigrement et de calomnie. Cela prouve que le Parti libéral a des hommes de valeur, car on ne s'attaque qu'à ceux qui ont du mérite. Nous avons à notre tête des réalisateurs, des hommes d'action. Ils ont pu soulever la poussière de la calomnie, mais le peuple leur donnera raison.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, en vertu de l'article 233 de nos règlements, j'ai un droit de réplique, mais je dois d'abord demander si quelqu'un a l'intention de parler.

(Regardant si quelqu'un se lève) Je veux bien qu'il soit entendu que le débat est terminé. Aucun député n'ayant demandé la parole, pour user de mon droit de réplique, je propose appuyé par le

représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), l'ajournement du débat.

Il est entendu que personne ne pourra plus parler sur le budget maintenant.

La motion d'ajournement du débat est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 77 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen;
- bill 116 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 133 changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930;
- bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité;
- bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;
- bill 127 ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;
- bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Notre-Dame- du-Mont-Carmel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 ratifiant le règlement no 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Saint-Étienne-des-Grès

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 ratifiant le règlement no 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Contrat entre la ville de Donnacona et The Donnacona Paper Co.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Contrats entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona et Donnacona Paper Co.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte d'Outremont

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 modifiant la charte de la cité d'Outremont. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Commutations de taxes des compagnies de Grand'Mère

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à onze heures.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 15.

NOTES

1. Selon *The Gazette* et *L'Événement*, du 6 février 1931, respectivement aux pages 13 et 9, M. Godbout a parlé pendant une heure et demie. Selon *L'Événement*: "La députation était presque au grand complet et les galeries étaient bondées. Les professeurs et les élèves du Séminaire de Québec, qui viennent passer leur congé du jeudi à la Chambre, étaient là."

2. Selon *Le Canada* du 6 février 1931, à la page 1, il y eut une ovation de plusieurs minutes à l'endroit de M. Godbout.

3. *La Patrie* du 6 février 1931, à la page 2, donne \$1,500.

4. *Le Canada* du 6 février 1931, à la page 7, donne 23,000 minots de semences.

5. Les journaux parlent de 24 coopératives, alors que *Le Soleil* du 6 février 1931, à la page 15, indique 23 coopératives.

6. Alors que les journaux mentionnent 1,462 beurreries, *L'Événement* du 6 février 1931, à la page 9, donne 1,463 beurreries et fromageries.

7. Alors que les autres journaux parlent de 15 %, *L'Événement* du 6 février 1931, à la page 9, mentionne 16 %.

8. Alors que *La Patrie* du 6 février 1931, à la page 9, donne ce chiffre, *La Presse* du 6 février 1931, à la page 12, donne 66¢.

9. Les procès verbaux, soit les *Journaux de l'Assemblée législative*, contrairement aux journaux, indiquent que M. Blain est le secondeur de cette motion.

Séance du vendredi 6 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 10¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Congrégation des Ursulines

M. Taschereau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 17 modifiant la loi de la gazoline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile, article 94

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exercice du droit de retrait

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 184 modifiant l'article 754 du Code municipal relativement à l'exercice du droit de retrait.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes, imposition de certaines taxes

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Sommes versées à Édouard Montpetit

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelles sommes M. Édouard Montpetit, secrétaire général de l'Université de Montréal a-t-il reçues:

a. du département du secrétaire de la province;

b. de tous les autres départements de la province en les mentionnant séparément, et ce, depuis 1920 inclusivement, soit comme cachets ou indemnités, dépenses de voyage, frais de représentation ou de missions spéciales à l'étranger, soit comme indemnités en qualité de commissaire ou membre de commissions instituées par le gouvernement provincial?

2. De quelles commissions provinciales fait-il partie actuellement?

3. Quels sont actuellement ses honoraires et quelles indemnités ou quels frais de représentation retire-t-il actuellement?

4. M. Édouard Montpetit a-t-il déjà été boursier du gouvernement de la province?

5. Si oui, en quelle année ou quelles années?

6. Si oui, quelles sommes a-t-il reçues à titre de boursier, sous quelle forme, en vertu de quelle autorisation?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1a. *Secrétariat provincial:* Dans le cours de l'exercice financier 1923-1924, le gouvernement de la province a offert, par l'entremise du secrétaire provincial, à M. Montpetit d'aller prendre officiellement son siège à l'Académie royale de Belgique, le gouvernement considérant que la nomination de M. Montpetit à ce poste d'académicien était un honneur qui rejaillissait sur la province. La somme de \$1,000 lui fut offerte et payée. M. Montpetit fit au cours de ce voyage plusieurs conférences en Belgique sur la province de Québec.

1928-1929: \$150, frais de remboursement pour dépenses, conférence sur la Confédération à Toronto.

1929-1930: \$150, frais de remboursement pour dépenses de voyage, Montréal, Québec, Toronto, *re:* organisation du concours interprovincial d'éloquence.

Instruction publique: M. Montpetit reçoit le remboursement de ses frais de voyage pour assister aux réunions du Conseil de l'instruction publique

depuis qu'il en fait partie, c'est-à-dire depuis 1928 (voir état financier du surintendant de l'instruction publique pour les années 1928-1929 et 1929-1930).

1b. *Terres et Forêts*: 1929-1930: \$962.50. *Heure provinciale*, 72 émissions. Rémunération pour entrevues, correspondance, frais de poste et frais divers.

2. Commission des assurances sociales.

3. Les membres de la Commission des assurances sociales sont payés comme suit: Monseigneur Courchesne, \$2,500; Révérend Cannon G. F. Scott, \$2,500; MM. Georges A. Savoy, \$2,500; J. T. Foster, \$2,500; Gérard Tremblay, \$2,500; Dr Lessard, \$2,500; Édouard Montpetit, président, \$4,000.

4. Oui.

5. En 1907, 1908 et 1909.

6. Marié et père de famille, M. Montpetit touchait \$100 par mois. Il a été envoyé par Sir Lomer Gouin.

Sommes versées pour la radiodiffusion

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quelles personnes ou corporations ont reçu de l'argent du gouvernement pendant l'année 1929-1930, relativement à la radiodiffusion: *a.* pour services rendus comme conférenciers, artistes, etc.; *b.* pour la durée de la radiodiffusion; *c.* pour toute autre cause, et combien a été payé à chacune d'elles, et quelle était la nature du concert ou des services pour lesquels l'argent a été payé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Voir *Comptes publics* 1929-1930, item Radiodiffusion, page 319 et Appendice no 27 du rapport du ministre des Terres et Forêts, 1929-1930, "Radiodiffusion."

Aide aux colons

M. Guertin (Hull): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il avancé pour aider aux colons à se bâtir maisons ou granges durant l'année 1930?

2. Quels sont les nom et adresse de chacun des colons qui ont reçu de telles avances?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Abitibi, \$19,578.07; Bonaventure, \$1,360; Chicoutimi, \$5,294.85; Lac-Saint-Jean, \$6,706.15; Lotbinière, \$1,100; Matapédia, \$9,390.00; Témiscouata, \$360. - Total \$43,789.07. Ces montants n'ont pas été

avancés aux colons uniquement pour se construire, mais aussi pour se procurer soit des animaux, soit des instruments aratoires.

2. *Abitibi*: Alph. Normandin, 14-15-1 Béarn; Émile Lacourse, 56-10 Courville; Zéphirin Caron 21-6 Launay; Mothée Lord, 18-10 Dalquier; Adolphe Grenier, 57-6 Trécesson; Honoré Larose, 54-2 Royal-Roussillon; Eugène Bilodeau, 23-5 Senneterre; Ovila Allard, 1-7 Languedoc; Jos. Thibault, 2-7 La Reine; Hervé Marcotte, 40-2 Barraute; John Mongrain, 45-3 Desmeloizes; Adéard Desfossés, 50-51-6 Poularies; Jos. Allard, 56-3 Figuery; Alph. Lacoursière, 31-3 Figuery; Camille Rive, 27-28-10 LaSarre; Adrien Bertrand, 10-6 Landrienne; Paul-Émile Genesee, 3-3 Languedoc; Alfred Normandin, 30-8 Poularies; Louis Girard, 54-10 Courville; Émile Julien, 16-5 Senneterre; Dollard Simard, 50-6 Figuery; Delphis Roulier, 19-22-10 Villemontel; Wilfrid Perron, 5-9 LaSarre; Alph. Blanchette, 12-4 Languedoc; Ferd. Audet, 4-6 Duvernay; Alfred Gariépy, 8-6 Landrienne; Roméo Major, 50-2 Dalquier; Antonin Marcotte, 33-4 Dalquier; J.-P. Pelletier, 9-5 Trécesson; Donat Therrien, 56-8 Royal Roussillon; Arthur Létourneau, 3-5 Landrienne; Anatole Robitaille, 20-10 Courville; David Larose, 38-3 Barraute; Joseph Larose, 34-35-4 Barraute; Georges Groleau, 9-7 Courville; Ernest Laplante, 34-35-8 Lamorandière; Wilfrid Vallée, 64-4 Figuery; Émile Trépanier, 28-5 Dalquier; Pierre Leblanc, 32-4 La Reine; J.-Bte Lemay, 31-8 Privat; Pierre Morin, 13-2 Trécesson; Philias Nadon, 18-4 Figuery; Elzéar Perrault, 18-5 Desmeloizes; Ovila Perrault, 19-5 Desmeloizes; Hormisdas Hamel, 36-9 Poularies; Aristide Croteau, 21-3 Lamotte; Georges Jacob, 25-1 Desmeloizes; Irénée Bégin, 28-3 La Reine; Arthur Dorval, 26-27-5 Palmarolle; Florian Cloutier, 14-7 Poularies; Gédéon Dubois, 42-8 Dalquier; Arthur Gagnon, 11-12-5 Landrienne; Gustave Gauthier, 32-3, La Reine; Anthime Caron, 53½-54-8 Privat; Wilfrid Caron, 61-3 Privat; Odilon Bédard, 23-4 Palmarolle; Wilfrid Laliberté, 20-5 Senneterre; Jos. Lacoursière, 29-3 Figuery; Désiré Audet, 14-15-10 Royal Roussillon.

Bonaventure: Daniel Henri, Saint-Elzéar; Godfroi Babin, Saint-Elzéar; Albert Poirier, Saint-Elzéar; Mme Vve J. Bouchard, Saint-Joseph-Matapédia.

Chicoutimi: Émile Tremblay, 39-3 Bégin; Alfred Simard, 26-27-28-2 Labrecque; Joseph Perron, 48-4 Bégin; Horace Langlois, 9-4 Labrecque; Chs Tremblay, 4-5-3 Bagot; Alfred Simard, 26-27-28-2 Labrecque; Geo. Villeneuve, 22-23-10 Taché; Augustin Bradet, 44-5 Bourget; Jos. Pellerin, 16-7 Labrecque; Ludger Girard, 46-4 Bourget; Edgar

Thivierge 45-46-3 Bourget; Adélarde Gagné, 48-3 Bourget; Johnny Larouche, 7-4 Bégin.

Lac-Saint-Jean: Édouard Néron, 18-7 Taillon; Michel Ouellet, 25-2 La Trappe; Frs. Bilodeau, 48-6 Boulanger; Willie Doré, 27-28-1 La Trappe; Joseph Saint-Gelais, 4-5 Proulx; William Saint-Gelais, 3-5 Proulx, Élie Simard, 15-6 & 7 Taillon; Jos McNicoll, 30-13 Girard; Wilbrod Marchand, 39-8 Pelletier; Arthur Baron, 41-8 Pelletier; Eugène Pearson, 22-4 Dolbeau; Rosario Boivin, 3-5 Garnier; Philippe Girard, 36-8 Pelletier; Eugène Gauthier, 2-5 Garnier; Jos. Tremblay (Philias), 30-4-6 Proulx; Alfred Tremblay, 8-6 Proulx.

Lotbinière: Thomas Lafond, Villeroy; Anselme Soucy, Villeroy.

Matapédia: Arthur Sylvain, Saint-Vianney; Arthur Vallières, 28-5 Awantjish; Octave Thériault 12-4 Nemtayé; Mme André Lavoie, 6-3 Nemtayé; Geo. Sirois, 17-5 Nemtayé; Cyprien Gauthier, 44-3 Langis; Irénée Simoneau, 35-6 Langis; Phil. Bélanger, 12-6 Val-Brillant; Ernest Malenfant, 6-4 Nemtayé; Ernest Goulet, 19-6 Nemtayé; Alex. Sylvain, 24-5 Nemtayé; Philias Sylvain, 21-5 Nemtayé; Alfred Slight, 22-5 Nemtayé; F.-A. Langlois, 8-3 Nemtayé; Frank-A. Langlois, 7-3 Nemtayé; Armand Mercier, 9-4 Nemtayé; Armand Poulin, 4-3 Nemtayé; Noël Labrie, 13-4 Nemtayé; Donat Nobert, 23-7 Saint-Vianney; Edgar Tardif, 19-3 Albertville; Alph. Charest, 29-5 Awantjish; Jean Sylvain, 20-5 Nemtayé; Mme J. Lévesque, 9-5 Nemtayé; André Lavoie, 14-4 Nemtayé; Léon Roy, 67-68-6 Massé.

Témiscouata: Jos. Perrault, 40-3 Packington.

Lacs loués à la Abitibi Fish & Game Club

M. Guertin (Hull): 1. Quels sont les lacs loués à la Abitibi Fish & Game Club dans les cantons de Northfield, Hincks et autres du comté de Hull?

2. Quel est le loyer annuel payé au gouvernement pour chacun d'eux?

3. Quels sont les privilèges du locataire?

4. Quand ces baux expireront-ils?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention de les renouveler tels quels?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Lac Victoria, Des Rats ou Désormeaux, lac à la Barbué et autres petits lacs compris sur un territoire borné vers l'est par l'arrière-ligne du rang 6 du canton Hincks; au nord par les lots, no 28 des rangs 3, 4 et 5

du canton Northfield; à l'ouest par la ligne de division des rangs 2 et 3 dudit canton Northfield et la ligne de division des rangs 3 et 4 du canton Hincks, au sud par les lots 19 des rangs 4, 5 et 6 du rang 6 dudit canton Hincks.

2. \$50.

3. Voir l'article 11 du chapitre 83 des S.R.Q., 1925.

4. Le 31 décembre 1931.

5. Aucune décision ne sera prise avant de savoir si le Club désire le renouvellement du bail.

Loi du Barreau

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bédard (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bombes lacrymogènes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 40 concernant les bombes lacrymogènes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 29

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant l'article 29 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Isle Maligne

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des assurances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Terrains municipaux du Cap-de-la-Madeleine

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Propriétés de The Shawinigan Water and Power Co. et de The Laurentide Co. Ltd.

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant l'évaluation des propriétés de The Shawinigan Water and Power Company et de Laurentide Company, Limited, pour fins scolaires, à Grand'Mère.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Trois-Rivières

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

En comité²:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 10 de la loi 5 George V, chapitre 90, est remplacé par le suivant:

"10. L'article 56 de la loi des cités et villes, tel que remplacé par la loi 19 George V, chapitre 34, section 1, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"56. Si la charge de maire devient vacante, le greffier de la municipalité doit, dans les huit jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des échevins pour remplir les fonctions de maire, pendant le reste du terme d'office, et le conseil, à cette assemblée, doit faire cette élection. L'acceptation de la charge de maire rend vacant le siège de l'échevin qui accepte cette charge et, dans ce cas, il doit être procédé à une nouvelle élection pour remplir cette vacance."

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à l'amendement. Le comité des bills privés, dit-il, a ajouté à ce bill un amendement qui décrète que le maire de Trois-Rivières devra à l'avenir être élu par les échevins. Puisque les échevins sont élus par les contribuables, à plus forte raison le premier magistrat devrait-il être élu de la même façon puisqu'il a plus de responsabilités. J'ai protesté au comité et je tiens à protester de nouveau.

Il (M. Duplessis) proteste contre ce bill qui change le mode d'élection du maire de Trois-Rivières. Dorénavant, le maire sera élu par les échevins. Cette mesure, dit-il, est contre l'intérêt des électeurs et des contribuables en cas de vacance imprévue durant le terme régulier. La loi actuelle prévoit l'élection du maire et des échevins par les contribuables. Je m'oppose à ce que le maire soit élu par le conseil, et les échevins, par les contribuables.

Ce bill n'a pas l'approbation générale. Les échevins aux termes de la charte ont des pouvoirs moins étendus que le maire, et puisqu'ils doivent être choisis par le peuple, je ne vois pas pourquoi le maire serait dispensé de cette formalité. Étant donné que j'ai été en mesure de constater que la majorité des électeurs de la ville de Trois-Rivières est opposée à la mesure, je n'ai pas le choix et je dois protester contre son adoption. La grande majorité des citoyens s'oppose à ce changement, surtout en raison du fait que si un échevin décède en cours de mandat, son successeur doit être élu par la population.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 19, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Canadian Copper Refiners Ltd.

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 ratifiant le titre de Canadian Copper Refiners Limited à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe de la Canadian Transcontinental Airways Ltd.

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Power (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut Fraser

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la charte de l'Institut Fraser soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi.

NOTES

1. Seulement une quinzaine de députés étaient présents, selon *The Montreal Daily Star* du 7 février 1931, à la page 18.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

Séance du mardi 10 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
d'Asbestos**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que les articles 506 à 508, 510, 511, 512, 513 et 514 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation du village d'Asbestos demandant certains pouvoirs d'expropriation; que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la corporation du village d'Asbestos demandant certains pouvoirs d'expropriation est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Charte
d'Asbestos**

M. Crépeau (Sherbrooke)¹ demande la permission de présenter le bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Mount Sinai
Sanatorium**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Mount Sinai Sanatorium demandant l'adoption d'une loi validant les titres à sa propriété et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition du Mount Sinai Sanatorium demandant l'adoption d'une loi validant les titres à sa propriété est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Loi de
pharmacie**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que le bill 171 amendant la loi de pharmacie de Québec, qui a été lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général mercredi le 28 janvier dernier, soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

(Applaudissements)

**Vente de
certains médicaments**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 180 modifiant la loi de pharmacie de Québec relativement à la vente de certains médicaments.

M. Casgrain (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que l'ordre du jour soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

**Code
municipal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 57 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des cités et villes**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter bill 58 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la radio

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
demande la permission de présenter le bill 63
concernant la loi de la radio.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Fraudes relatives aux valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
demande la permission de présenter bill 49 modifiant
la loi de la prévention des fraudes relatives aux
valeurs mobilières, 1930.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Travaux de voirie depuis 1910

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Pour combien
de milles de chemins et quelles sommes ont été
payées par le gouvernement pour travaux de voirie,
depuis 1910 inclusivement à date, dans chacun des
comtés de la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le
département de la Voirie a payé aux divers comtés de
la province depuis 1910, pour travaux de
construction, les montants suivants:

Abitibi: 486.41 milles, \$42,801.21; Argenteuil:
197.98 milles, \$536,989.67; Arthabaska: 265.53
milles, \$694,031.34; Bagot: 175.13 milles,
\$398,516.60; Beauce: 254.72 milles, \$649,505.71;
Beauharnois: 132.46 milles, \$817,341.20; Bellechasse:
251.94 milles, \$505,842.17; Berthier: 142.31 milles,
\$482,243.88; Bonaventure: 239.87 milles,
\$202,783.51; Brome: 145.70 milles, \$515,065.46;
Chambly: 132.80 milles, \$994,829.59; Charlevoix:
149.44 milles, \$250,392.30; Châteauguay: 272.84
milles, \$1,201,332.49; Champlain: 214.64 milles,
\$620,885.22; Chicoutimi: 392.93 milles,
\$1,771,001.33; Compton: 262.85 milles, \$881,062.22;
Deux-Montagnes: 196.65 milles, \$1,159,931.53;
Dorchester: 199.59 milles, \$473,269.05; Drummond:
180.07 milles, \$507,139.99; Frontenac: 204.42 milles,
\$897,822.23; Gaspé: 320.03 milles, \$302,524.45;
Hull: 223.64 milles, \$382,614.87; Huntingdon:
350.58 milles, \$1,169,984.78; Iberville: 169.31 milles,
\$469,914.96; Îles-de-la-Madeleine: 49.95 milles,

\$99,107.51; Jacques-Cartier: 145.1 milles, \$646,037.15;
Joliette: 170.81 milles, \$564,911.26; Kamouraska:
340.24 milles, \$472,859.21; Labelle: 157.09 milles,
\$93,584.49; Lac-Saint-Jean: 479.22 milles,
\$1,742,556.34; Laprairie: 134.05 milles, \$613,569.96;
L'Assomption: 164.03 milles, \$442,240.39; Laval:
169.67 milles, \$1,298,078.93; Lévis: 174.87 milles,
\$734,608.13; L'Islet: 264.84 milles, \$424,274.69;
Lotbinière: 272.70 milles, \$974,524.99; Maskinongé:
80.18 milles, \$199,314.97; Matane: 153.68 milles,
\$121,134.08; Matapédia: 117.35 milles,
\$275,464.46; Mégantic: 161.51 milles, \$630,565.29;
Missisquoi: 275.25 milles, \$727,579.71; Montcalm:
199.39 milles, \$432,589.97; Montmagny: 209.29
milles, \$373,738.17; Montmorency: 126.6 milles,
\$546,128.51; Napierville: 131.00 milles,
\$618,649.06; Nicolet: 175.95 milles, \$844,398.28;
Papineau: 250.85 milles, \$770,111.37; Pontiac:
172.89 milles, \$215,965.94; Portneuf: 262.68 milles,
\$873,053.17; Québec: 167.34 milles, \$1,222,306.34;
Richelieu: 42.94 milles, \$217,172.62; Richmond:
195.64 milles, \$734,474.02; Rimouski: 212.63
milles, \$223,291.09; Rouville: 227.47 milles,
\$1,050,479.80; Saguenay: 43.55 milles, \$53,700.41;
Shefford: 175.84 milles, \$534,284.79; Sherbrooke:
69.69 milles, \$252,160.98; Soulanges: 92.27 milles,
\$361,837.82; Stanstead: 169.49 milles, \$529,745.96;
Saint-Hyacinthe: 151.54 milles, \$461,569.20; Saint-
Jean: 171.32 milles, \$606,959.75; Saint-Maurice:
85.58 milles, \$390,952.21; Témiscamingue: 174.88
milles, \$122,409.48; Témiscouata: 616.74 milles,
\$428,950.36; Terrebonne: 243.89 milles, \$1,266,035.39;
Vaudreuil: 150.12 milles, \$919,303.80; Wolfe:
202.71 milles, \$712,161.12; Verchères: \$188.47
milles, \$951,200.90; Yamaska: 91.77 milles,
\$270,962.29.

Route de la mine Waite-Montgomery

M. Guertin (Hull): 1. Quelle est la longueur
de la route de la mine Waite-Montgomery au point
de raccordement avec le chemin allant de Macamic à
Rouyn?

2. Combien a coûté cette route?

3. Les travaux ont-ils été accordés par
soumissions ou autrement?

4. Quels ont été les soumissionnaires et pour
quels montants dans chaque cas:

- a. pour le défrichement et la mise en forme;
- b. pour le gravelage?

5. À qui fut accordé le contrat dans chaque
cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 3,5 milles.

2. Les travaux sont en cours d'exécution.

3. Des soumissions ont été demandées et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

4.	a.	b.	Total
F.-X. Dorval	\$8,276.80	\$9,623.50	\$17,900.30
Ed. Lemire.....	8,600.00	9,304.05	17,904.05
A. J. Kennedy &			
A. G. Morrison ...	14,156.40	11,380.30	25,536.85
Jos. Lafrenière	11,800.00	11,302.30	23,102.30

5. Un seul contrat a été accordé à M. F.-X. Dorval pour la somme de \$17,900.30.

Construction du chemin Témiscamingue via Fabre

M. Guertin (Hull): 1. Quand les travaux de construction du chemin Témiscamingue via Fabre ont-ils été commencés?

2. Combien de milles de chemins de fer ont été faits à date?

3. Quel a été le mode de contribution du gouvernement?

4. Quelle a été la part: *a.* du gouvernement; *b.* de la municipalité?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le département de la Voirie a commencé ses travaux de construction le 18 mai 1929.

2. 17 milles.

3. et 4. Les travaux ont été faits et payés par le gouvernement.

Bureaux de placement du gouvernement

M. Guertin (Hull): 1. Combien le gouvernement a-t-il à date de bureaux de placement?

2. Quelles sont l'adresse et la date de l'ouverture de chacun d'eux?

3. Combien de positions ont été accordées à date par chacun d'eux?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. 7.

2. Montréal: 97, Notre-Dame-Est, le 3 avril 1911; Québec: 229, rue Saint-Paul, le 18 avril 1911; Sherbrooke: 31A, rue King, le 21 août 1912; Trois-Rivières: 25, rue Des Forges, le 7 avril 1919; Hull:

195, rue Principale, le 11 avril 1929; Rouyn: 79, rue Principale, le 1^{er} août 1929; Amos: 1^{re} Avenue, le 18 octobre 1929.

3. Voir rapports annuels du département.

L'Autorité Company et la loi des compagnies

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. À quelle date "L'Autorité Company" a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. et 2. Impossible de répondre, cette compagnie n'existe pas.

Longueur des chemins améliorés des cités et villes

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quelle est la longueur des chemins améliorés des cités et villes de la province, outre les 13,652 milles mentionnés à la page 14 du Rapport du ministre de la Voirie, 1930?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1,405.72 milles.

Réclamation pour gravier dans Papineau

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il reçu d'une dame Campbell une réclamation pour gravier pris sur une propriété dans le comté de Papineau?

2. Dans l'affirmative, à quelle date le gouvernement a-t-il reçu cette réclamation?

3. Qu'a décidé le gouvernement à ce sujet?

4. Combien avait-on pris de verges de gravier?

5. Combien le gouvernement a-t-il payé à la réclamante?

6. Quand ce paiement a-t-il été fait?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. En janvier 1930.

3. Le gouvernement a décidé de payer.

4. Environ 200 verges cubes.

5. et 6. Madame Campbell n'a pas retourné la réquisition officielle que le département lui a adressée

le 8 juin 1930 pour signature; elle n'a pas non plus répondu à la lettre que notre ingénieur, M. Bourgault, lui écrivait à ce sujet le 17 juillet 1930. Le département attend cette réquisition pour la payer.

Mandats émis et non payés au 31 décembre 1930

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quelle somme représentent les mandats émis et non payés, au 31 décembre 1930, pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1930?

3. Quels sont les emprunts temporaires qui ont été contractés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. \$726,786.69.
2. \$10,028,393.27 soutirés.
3. \$3,000,000.00 empruntés le 30 juin 1930 et remboursés le 3 juillet 1930.

Loi de la radio

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 concernant la radio.

Adopté.

Édifice gouvernemental à Québec

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec.

Adopté.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 5 février courant, sur la motion proposée mercredi le 21 janvier dernier:

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Applaudissements) M. l'Orateur, je crois devoir faire des excuses à la Chambre si je prends encore quelques minutes de son temps et prolonge un débat qui me paraît assez épuisé. Mais je suis obligé de prendre la parole de nouveau. Si j'agis de cette façon, si j'use de mon droit de réplique, c'est pour deux motifs qui me portent à discuter ce qui a déjà été dit. Je veux d'abord mettre au point certains chiffres donnés par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) et, en second lieu, je veux revendiquer l'honneur de ma province qui a été abominablement attaqué au cours du débat par la gauche, notamment de la part des députés de Hull (M. Guertin) et de Montréal-Dorion (M. Blain). Il n'y a pas un citoyen de la province de Québec qui a entendu le député de Montréal-Dorion et le député de Hull sans sentir le rouge lui monter au front.

L'opposition obéit à un sentiment que je ne comprends pas en agissant comme elle le fait. Est-il vraiment nécessaire, pour aider un parti, pour servir son parti, pour essayer de prendre notre place, de noircir et de tenter de salir tout ce que nous avons de mieux ici, dans notre province, d'essayer de tout rapetisser, de rapetisser notre chère province, de la salir, de la mépriser, comme l'ont fait l'ineffable député de Hull et le lugubre député de Montréal-Dorion? Ils semblent se plaire à rapetisser notre province et à la placer à la queue de la Confédération simplement pour des fins politiques. Ceux qui n'aiment pas la province de Québec ont dû être enchantés de les entendre parler.

Occupons-nous d'abord du député de Montréal-Saint-Georges. Au sujet du député de Montréal-Saint-Georges, je dois dire, pour être charitable, qu'il n'a pas lu les *Comptes publics*, qu'il ne les a pas approfondis; autrement, il n'aurait jamais affirmé ce qu'il a affirmé. Le député de Montréal-Saint-Georges, dans sa critique du budget, s'est déclaré être "a plain businessman", mais je considère plutôt cette critique comme venant d'un partisan aveugle. Je ne puis m'empêcher de croire qu'il n'a pas suffisamment étudié les *Comptes publics*, et je suis trop charitable pour penser qu'il a voulu délibérément fausser les faits.

Relativement à nos surplus, j'ai dit dans mon discours sur le budget que nous avions augmenté notre dette nette dans les 10 dernières années d'environ \$4,744,000, comme le font voir les *Comptes publics*. Durant cette période, nous avons dépensé approximativement \$38,000,000 au compte

du capital pour des travaux permanents qui sont autant d'actifs pour la province. Si nous n'avions pas eu les surplus que nous réclamons, où aurions-nous pris tous ces millions que nous avons dépensés à ce compte du capital? Puis-je ajouter que, durant ces 10 dernières années, nous avons mis en pratique un tout premier principe de bonne administration et bon sens économique, applicable à toute entreprise gouvernementale, c'est-à-dire que nous avons fait fructifier cette partie du capital qui n'est pas nécessaire aux opérations courantes, en faisant des placements à des œuvres permanentes? C'est là un principe qui devrait se recommander d'une manière toute spéciale aux connaissances économiques d'un homme d'affaires tel que le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) se décrit lui-même.

Du total que nous avons dépensé au compte du capital durant les 10 dernières années au montant de \$38,000,000, \$33,000,000 ont été placés dans nos entreprises publiques, et la balance seulement, soit approximativement \$5,000,000, a été ajoutée à notre dette consolidée. Nous sommes d'opinion qu'il est essentiel à la prospérité de la province que les surplus accumulés soient toujours employés pour des fins productives.

La critique de l'honorable député de Montréal-Saint-Georges de nos "cash accounts" est réellement extraordinaire. Il fait une addition des balances à la fin de chaque année, et il arrive ainsi à une moyenne qui est tout à fait erronée. Beaucoup parmi nous seraient heureux d'employer cette méthode avec leurs banquiers. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges réfère à notre emprunt temporaire de \$3,000,000 qui apparaît à la page 8 des *Comptes publics*, mais il oublie bien involontairement, j'aime à le croire et pour un motif qu'il devrait nous expliquer, de tourner la page du grand livre où il constatera que \$2,000,000 pris à même nos revenus ont été remboursés sur cet emprunt temporaire. Il omet également de dire que \$4,600,000 ont servi à payer des dépenses imputables au capital, et \$4,100,000 ont été employés au rachat de la dette. J'ai entendu beaucoup d'hommes d'affaires me dire que les méthodes de comptabilité du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), s'il les comprend lui-même, seraient de nature à blesser son orgueil de financier.

Quant au fonds de l'assistance publique, probablement que l'honorable député de Montréal-Saint-Georges ne connaît pas tous les faits. Il devrait savoir que ce fonds s'accumule durant l'année et est dépensé au fur et à mesure qu'on en a besoin; et ce qui apparaît dans nos *Comptes publics* est de la nature d'un "trust fund" qui n'a pas été dépensé au

temps de la préparation des *Comptes publics*. Par exemple, on charge à ce fonds l'intérêt et le fonds d'amortissement de sommes considérables, étant le capital des emprunts faits par les hôpitaux et payables par la province. Ceci explique pourquoi ces fonds sont accumulés à certaines époques. Voir cédule no 44 des *Comptes publics*.

De manière à pouvoir décrire exactement nos transactions au comptant pour l'année écoulée, j'ai fait préparer un état très concis des opérations de l'année qui sont comme suit:

Dépenses durant 1930 imputables	
au capital	\$4,427,617.39
Fonds de l'assistance publique.....	1,000,000.00
Rachat de la dette.....	1,743,906.25
Soutiré (overdraft) au commencement de l'année	<u>726,509.30</u>
Total.....	\$7,898,031.94

Ce montant a été rencontré comme suit:

Surplus du revenu de l'année sur les dépenses.....	4,210,230.52
Laissant une balance de	<u>3,687,801.42</u>

Cette balance a été rencontrée comme suit:

Prêt temporaire de la banque	1,000,000.00
Autres sommes non classifiées comme courantes	2,182,891.24
Soutiré (overdraft) à la fin de l'année	<u>504,910.18</u>
Total.....	\$3,687,801.42

On ne saurait trop insister, et ce principe est applicable aux individus comme aux gouvernements, que la meilleure méthode de financer est de payer au fur et à mesure qu'on avance; les opérations courantes étaient financées par le revenu courant. L'homme d'affaires ordinaire est le premier à reconnaître que la seule manière de progresser est d'obtenir un surplus annuel, et que ce surplus doit être appliqué au développement de la province ou à la production de ses richesses qui est, après tout, l'objet qu'un jeune pays qui grandit doit avoir en vue. Quelquefois, le développement d'un pays est trop rapide pour que ses surplus puissent y faire face, et c'est pourquoi il devient nécessaire de faire des emprunts.

En blâmant le gouvernement de la province de Québec pour le marasme économique et industriel qui a atteint tout le monde, le député de Huntingdon (M. Fisher) prend une position unique, et il est probablement le seul à partager son opinion. Tous les financiers du dominion, qu'ils soient dans la politique ou non, ont exposé les causes de la présente dépression économique au Canada, mais pas un seul n'a pensé à jeter le blâme sur la province de Québec. La prétention du député de Huntingdon est un pur enfantillage.

L'honorable député de Huntingdon prétend encore que le revenu entier de la province de Québec provient de taxes et il compare les finances de notre province avec celles d'Ontario. Si le représentant de Huntingdon veut bien lire mon discours sur le budget, peut-être ce discours sera-t-il de nature à éclaircir quelque peu son esprit. S'il veut, de plus, raisonner de la même manière pour les revenus d'Ontario, il sera obligé d'en venir à la conclusion que cette province taxe infiniment plus que nous. L'opposition s'est donné beaucoup de peine à comparer la législation et les *Comptes publics* de la province d'Ontario avec les nôtres, avec naturellement une conclusion toute favorable à la province sœur.

Est-ce leur intention de vouloir que notre province devienne une dépendance d'Ontario afin d'être mieux gouvernée? Croient-ils que les lois d'Ontario seraient une panacée pour tous les maux dont ils prétendent que notre province est affligée? Je n'ai aucune hésitation à dire que notre législation sociale peut se comparer avec celle de toute autre province.

Nous ne sommes jamais restés en arrière lorsque les besoins de notre province se faisaient sentir. Je crois que nous devons employer nos richesses pour le bénéfice de notre province, et il serait fatal de les dépenser follement lorsque nous avons devant nous un avenir qui est encore incertain.

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le premier ministre s'est prévalu de l'article 253 des règlements de la Chambre, pour parler cet après-midi. Il n'avait pas le droit de procéder comme il l'a fait. Il avait simplement le droit, d'après l'article 235, de parler comme ministre de la couronne pour corriger une erreur, qui a pu être énoncée dans le débat, mais il n'a pas le droit de faire des commentaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Par votre réponse, vous dites vous-même que j'ai le droit de parler. La propre déclaration de l'honorable

député indique que j'ai le droit de répondre à ce qui a été dit dans le débat.

M. l'Orateur: Le député de Maisonneuve ne cite pas l'article approprié. L'article 233 s'applique dans les circonstances et le premier ministre a le droit de dire ce qu'il dit. L'article 235 ne s'applique pas du tout. L'honorable premier ministre est parfaitement dans l'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nos honorables amis nient nos surplus. L'opposition a prétendu que notre surplus n'existait pas. Il est beau de dire que nos surplus sont des surplus fantômes. Je préfère à cette opinion intéressée celle des journaux financiers du pays - et j'aime mieux leur appréciation désintéressée que celle de la gauche - qui parlent avec éloge de la province de Québec. Tous s'accordent à dire que le surplus de la province de Québec est le résultat d'une bonne administration.

Prenons, par exemple, le *Toronto Star* qui est de l'Ontario, la province que nos adversaires citent souvent. Que dit le *Star*? Je ne citerai que la queue de son article à l'honorable député de Hull (M. Guertin). Il dit que pendant que la province d'Ontario accumule des déficits depuis 1922, la province de Québec enregistre des surplus, grâce à une administration prévoyante. Il dit que la province de Québec donne l'exemple à toutes les provinces de la Confédération au sujet de ses surplus.

On a dit que notre dette était de \$76,000,000. C'est une erreur, car notre dette fondée n'est que de \$54,000,000. On a aussi dit, il est vrai, que la dette de l'Ontario est six fois plus considérable que celle de la province de Québec, parce que la dette de la Commission hydroélectrique de la province voisine envers le gouvernement est de \$117,000,000. L'opposition nous dit que si la dette de l'Ontario est plus élevée, c'est à cause de l'Hydro. Je prends le discours du trésorier de la province d'Ontario. Dans son discours annuel sur le budget pour l'année 1929, M. Monteith, trésorier de l'Ontario, déclare que la dette fondée nette de l'Ontario, déduction faite de la dette de la Commission hydroélectrique, reste à \$197,000,000² et que la dette de la Commission hydroélectrique est de \$117,000,000.

Par conséquent, l'Ontario est quatre fois plus endettée que Québec. La dette du Québec est estimée à \$44,000,000. Je ne blâme et je ne critique pas l'Ontario. J'ai beaucoup de respect pour la province d'Ontario, et je ne veux faire aucune réflexion désobligeante. C'est une grande province riche et prospère qui peut emprunter comme elle le désire, mais il est bon de rectifier certains faits.

Il ne faut pas toujours laisser dire que tout va mal ici, que notre dette est trop élevée. Puisque l'on nous force à faire des comparaisons, il est bon de constater que la dette ontarienne est quatre fois la nôtre. Que disait encore le *Colonist* de Victoria, en Colombie-Britannique? Il publiait un article déclarant qu'au moment où toutes les provinces ont des déficits, Québec a su économiser et a un beau surplus qui sera employé à l'éducation et à d'autres fins.

(Applaudissements)

Il disait de nous: Québec, ce coin français du Canada si souvent dénigré par les gens des autres provinces, et cela sans motif, si ce n'est parce que les manières de sa population ne sont pas les leurs et que ses croyances diffèrent sur bien des points. Québec, disons-nous, est aujourd'hui la province la plus prospère du Canada. Elle est au pinacle et le Canada tout entier, l'univers même, la contemple avec une profonde admiration.

Le gouvernement de Québec, après avoir fait face aux dépenses de l'an dernier, peut encore déclarer un surplus. Les compliments nous viennent de l'étranger. Que valent les critiques de nos amis en cette Chambre?

S'il est une autre administration au monde qui puisse annoncer avec orgueil un aussi brillant résultat, les dépêches de la presse ne nous l'ont pas appris, et il est certain que si semblable phénomène s'était produit ailleurs, il aurait été annoncé au son des fanfares.

Le Québec n'a pas jugé que la guerre lui procurait une excuse suffisante pour multiplier ses dépenses. Fidèle à ses principes de stabilité, son gouvernement a poursuivi sa marche ordinaire et il possède aujourd'hui un surplus qu'il se propose de consacrer à l'éducation et à d'autres fins également recommandables.

(Applaudissements)

Il est bien pénible de constater que les critiques viennent de chez nous et de cette Chambre même. De l'extérieur, on semble avoir plus de perspective. À Toronto, on publie un journal intitulé *Facts of Canada*. C'est une revue exacte de tout ce qui intéresse le pays et on ne peut mettre ses déclarations en doute. Or, dans un récent numéro, à la page 63 de *Facts of Canada* pour 1930, on dit que les revenus ordinaires de Québec ont été de \$39,000,000, que ses dépenses ordinaires ont été de \$35,000,000 et que notre province a un revenu net de \$4,011,796, le plus gros surplus de toutes les provinces de la Confédération. Que valent les critiques de l'opposition? Ceux qui disent cela sont

des gens désintéressés et leurs déclarations valent mieux que les critiques partisans de l'opposition.

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a dit que notre dette avait augmenté. Il dit que la dette était de \$38,000,000, en 1920, et qu'elle est maintenant de \$54,000,000. Cela est vrai. Mais il aurait dû prendre les chiffres, chaque année, les uns après les autres. Après 1920, nous avons emprunté pour construire notre voirie. De \$38,000,000, la dette fut portée à \$62,000,000, en 1925. Mais, de \$62,000,000, elle est revenue à \$54,000,000, en 1930. Nous l'avons donc réduite de \$8,000,000 en quelques années. Il (M. Duplessis) a oublié de dire que nous l'avions diminuée de \$8,000,000 dans les dernières années.

Le député de Hull (M. Guertin) et l'opposition prétendent aujourd'hui que nous sommes à la queue des provinces du dominion. Le champ de vision de certains intellectuels de l'opposition semble être bien petit et se limiter à l'appendice caudal. Nous sommes des scieurs de bois et des porteurs d'eau, s'est écrié un de nos adversaires. Est-il juste de tenir un pareil langage? Nous sommes à la queue de la Confédération? Mais faisons une inspection et voyons si nous avons progressé. Examinons donc la situation, voyons donc si réellement nous sommes si arriérés. Voyons les progrès accomplis depuis 10 ans par la province de Québec.

Il suffit de regarder les progrès que nous avons accomplis pour se rendre compte que c'est une injustice de représenter notre province sous un si mauvais jour. Prenons par exemple les municipalités. Depuis 10 ans, leurs biens imposables se sont augmentés d'un billion et demi à deux billions. C'est donc une augmentation de valeur de \$500,000,000. Les recettes des municipalités se sont augmentées de \$30,000,000 à \$58,000,000. Les écoles ont reçu des contribuables \$12,000,000, en 1920. Elles reçoivent maintenant \$27,000,000.

Prenons maintenant l'industrie du papier. En 1920, nous fabriquions 428,000 tonnes et, en 1929, nous en avons fabriqué 1,730,000 tonnes. La valeur du papier fabriqué était, en 1920, de \$34,000,000; en 1930, elle était de \$117,000,000.

Nos usines électriques avaient une valeur de \$150,000,000, en 1920, qui est portée à \$371,000,000, en 1929. L'incorporation des compagnies veut dire quelque chose dans une province. Les compagnies à fonds social étaient au nombre de 595, comme chiffre de compagnies incorporées; en 1929, ce nombre est porté à 1,016. La capitalisation de ces compagnies, en 1920, était de \$90,000,000. En 1929, elle est de \$180,000,000, exactement le double.

La construction de la province, qui est le barème de notre prospérité, un excellent baromètre de notre développement, a augmenté en valeur de \$40,000,000 à \$68,000,000, de 1920 à 1929.

Prenons nos écoles. En 1929, nous avons 500 écoles de plus qu'en 1920, qui reçoivent 90,000³ enfants de plus, instruits par 4,700 professeurs de plus. Les contributions scolaires, en dehors des contributions du gouvernement, ont augmenté durant la même période de \$19,000,000 à \$41,000,000⁴. La fréquentation scolaire, qui était de 75 % en 1920, est de 81 % en 1929, soit le plus haut pourcentage au Canada. La fréquentation scolaire est devenue la plus élevée de toutes les provinces.

Le *Journal* de Québec accusait le gouvernement de se montrer favorable à la doctrine de Malthus. Je ne dis pas cela pour le député de Trois-Rivières (M. Duplessis); il ne sait pas ce que c'est⁵.

(Rires)

Que l'on compare nos statistiques de naissances et l'on ne pourra pas dire que la province de Québec a peur de l'avenir! Voyons si nos gens ont peur de l'avenir. L'opposition aime beaucoup comparer Québec à l'Ontario. Le taux de natalité dans la province est de 30 par mille, contre 20 par mille en Ontario. Par exemple, Jonquière, qui détient la palme, a 50 par mille. La Tuque a 45 par mille; à Thetford, 46, et Westmount... 2 par mille. L'Ontario a 20 % de plus de population que Québec et, pourtant, nous avons 10,000 enfants âgés de moins de trois ans de plus que l'Ontario. On dira que nous avons plus de mortalité. C'est vrai. Notre pourcentage de mortalité est de 13 par mille, et celui de la province voisine, de 11 par mille. On voit que la différence n'est que de 0.2 %. La comparaison, tenant compte des naissances, est donc plus favorable à notre province.

Comparons maintenant au point de vue de la pulpe et du papier. L'Ontario a une capitalisation de \$166,000,000 dans ses fabriques de papier. Québec en a \$236,000,000. La production du papier, l'an dernier, a été de \$193,000,000 au Canada, dont \$107,000,000 dans Québec, et \$66,000,000 seulement dans Ontario. C'est donc dire que notre province produit plus de papier que toutes les autres provinces de la Confédération. Nous fabriquons donc autant, presque, que le Canada dans son ensemble. Et la région de mon honorable ami de Trois-Rivières est l'une des mieux favorisées à ce point de vue. Nous fabriquons dans la région de Trois-Rivières un quart de la production de papier de tout le continent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et la crise?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Elle n'est que temporaire et vous le savez.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien y a-t-il de moulins de fermés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oh! C'est temporaire cela, et ça reviendra.

Québec produit actuellement 2,295,000 chevaux-vapeur d'énergie électrique, tandis que l'Ontario ne produit que 1,950,000 chevaux-vapeur, et le Canada tout entier, 5,727,000 chevaux-vapeur. Le pourcentage en chevaux-vapeur *per capita* dans la province de Québec est 964 contre 797 en Ontario.

M. l'Orateur, devant des progrès comme ceux que je viens de signaler, nos amis de l'opposition disent que nous sommes à la queue de la Confédération! Nous sommes à la queue de la Confédération, des scieurs de bois et des porteurs d'eau, comme disent les députés de Hull (M. Guertin) et de Montréal-Dorion (M. Blain). L'autre jour, le député de Hull a pris un plaisir que je ne comprends pas à affirmer que nous tenons la queue de la Confédération. Il y a des gens dans les autres provinces qui, sans doute, ont été contents de l'entendre, des gens qui ne nous aiment pas et qui peut-être sont jaloux de nous, qui voudraient peut-être nous voir disparaître de la carte du Canada. Quand nous entendons des affirmations semblables, la colère nous gagne et le rouge nous monte au front. Ce sont des déclarations comme celle-là qui nous portent à vouloir défendre notre province.

Plaignons le député de Hull et ses collègues. Il y a un proverbe anglais qui dit que "c'est un triste oiseau que celui qui souille son nid". C'est un député représentant une ville voisine de la capitale du Canada, un député qui siège pour un comté à peine séparé par une rivière de la capitale du Canada. C'est le député de Hull qui a dit en cette Chambre que la province de Québec est à la queue de la Confédération, alors qu'il sait quelles répercussions auront ses paroles.

Les gens diront, du moins, quelques-uns d'entre eux, que le député de Hull connaît sa propre province. Le député de Hull vient de l'une des grandes villes de la province, et c'est lui qui affirme que notre province est à la queue de la Confédération. J'ai honte pour lui! Monsieur, j'ai honte pour vous. En entendant nos collègues de la gauche, j'avais tout simplement honte.

(Applaudissements à droite)

Nous sommes à la queue de la Confédération? Nous avons un actif qui fait mentir ces paroles, qui nous permet de marcher la tête haute et d'être fiers de notre province. Nous sommes à la queue de la

Confédération? Nous avons dans la province la plus grande ville du pays, la métropole du Canada, la ville la plus riche, un des plus grands ports du continent et du monde, le centre de notre industrie, le centre de distribution et de transport du Canada, le siège de deux universités. L'honorable député de Montréal-Dorion osera-t-il dire à cette population qu'elle est composée de scieurs de bois et de porteurs d'eau? Dit-on cela de nos ouvriers respectueux de l'ordre, calmes et paisibles?

Nos ouvriers, qui sont les meilleurs au monde, l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) osera-t-il leur dire qu'ils sont des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Et nos cultivateurs? Qui ont gardé à la campagne nos plus belles traditions. Dit-on cela de nos cultivateurs... les plus laborieux, les plus paisibles que nous puissions rencontrer. Nous avons des cultivateurs aussi et il n'y a pas actuellement population plus heureuse et plus contente. Allez dans nos campagnes; parlez aux cultivateurs et à leur famille. Ils travaillent fort, oui, mais, dans la campagne, nous avons gardé ces choses qui nous sont chères, qui sont pour nous un idéal. Que le député de Montréal-Dorion aille les trouver, qu'il aille leur dire que nous sommes des scieurs de bois et des porteurs d'eau...

Que le député de Montréal-Dorion aille donc répéter cette affirmation dans la ville de Montréal. Je demande au député de Montréal-Dorion, qui représente un comté de Montréal et une ville qui compte les deux tiers de la population de la province, s'il aurait le courage de dire devant ses électeurs que nous sommes des scieurs de bois et des porteurs d'eau et que nous tenons la queue de la Confédération.

Vous n'oserez pas! Je ne crois pas que ce soit un compliment à faire à ses électeurs et aux citoyens de Montréal que de leur dire qu'ils sont des scieurs de bois et des porteurs d'eau. Nous avons une population ouvrière comme il n'y en a pas de meilleure dans le monde. C'est une population respectueuse des droits, de la loi, de l'ordre, de l'autorité constituée; c'est une population calme et paisible. Le député de Montréal-Dorion ira-t-il la trouver et lui dire qu'elle est composée de scieurs de bois et de porteurs d'eau? Qu'il le fasse!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre devrait avouer que les cultivateurs du Lac-Saint-Jean ont dû en porter beaucoup, de l'eau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): ...il n'osera pas le faire. Dit-on cela de nos professionnels, de nos commis, enfin de tous nos gens instruits?

Et, si cette remarque du député de Montréal-Dorion ne s'adresse ni à l'ouvrier, ni au cultivateur, que reste-t-il? Puisque nos ouvriers et nos cultivateurs sont de vaillants travailleurs, qui reste-t-il dans cette province à qui l'on puisse décerner des épithètes? Il reste l'opposition. Voilà où sont les porteurs d'eau et les scieurs de bois.

(Rires et applaudissements)

Le cultivateur est heureux. M. l'Orateur, nous avons vu récemment dans ce palais législatif nos cultivateurs assistant à la fête du Mérite agricole. Mon collègue, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), a épinglé sur leur poitrine de belles récompenses. Le succès remporté par ces cultivateurs est une preuve de la valeur de l'instruction donnée par le gouvernement. Qu'on nous montre une classe plus heureuse, plus satisfaite que celle des travailleurs de la terre! Non seulement les vieux cultivateurs, mais les jeunes profitent des moyens mis à leur disposition par le gouvernement. Au nombre de ceux qui ont été décorés du Mérite agricole se trouvaient plusieurs jeunes.

Un de ceux-là disait: "Mon père et ma mère m'ont donné le goût de la terre et je le garderai pour mes enfants." Croyez-vous que nous puissions dire de ces hommes qu'ils sont des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Si nos cultivateurs étaient des porteurs d'eau et des scieurs de bois, aurions-nous tout ce que nous avons? Jamais on ne pourra trouver ailleurs un pareil corps d'élite de cultivateurs aussi heureux, aussi contents et satisfaits. L'immigration des nôtres aux États-Unis est arrêtée; nos gens reviennent en grand nombre, de nouvelles paroisses de colonisation sont fondées. Nous sommes des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Porteurs d'eau, scieurs de bois! Sommes-nous vraiment si arriérés? Regardez autour de vous. Nous progressons et le peuple de la province sait ce que nous avons donné pour l'éducation.

Le député de Montréal-Dorion n'a pas raison de parler de peuple de porteurs d'eau et de scieurs de bois, lorsque nous avons dans notre province quatre universités provinciales et 23 collèges classiques qui ne le cèdent en rien aux autres institutions des Vieux-Pays, qui donnent une instruction qui peut se comparer avantageusement avec celle donnée dans les Vieux-Pays, d'où sortent des gens capables de figurer avec ceux des autres provinces. Ressort-il de tout cela que nous sommes des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Non, nos Canadiens qui sortent de nos collèges classiques, de nos universités, de nos académies font leur chemin dans tous les domaines, aussi bien que les autres nationaux.

Est-il possible de dire que nos quatre grandes universités ont formé des avocats et des médecins qui sont au-dessous des professionnels des autres pays? Au Barreau, en médecine, nous avons des avocats et des médecins qui figurent avantageusement avec ceux des autres provinces. Quels sont les produits de nos universités et de nos collèges? Sont-ce des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Nos artistes, nos boursiers, qui remportent des succès dans les autres pays, sont-ils des porteurs d'eau et des scieurs de bois?

Est-ce que nos gradués de ces maisons d'enseignement ne nous font pas honneur, autant que ceux qui sortent des collèges des autres provinces? De plus en plus, les Canadiens français de Québec pratiquent le bilinguisme, et cela compte! Connaissiez-vous un pays où le bilinguisme soit aussi à l'honneur que dans Québec? Et le bilinguisme, cela signifie un degré de culture déjà remarquable. Qui sort de nos collèges et de nos universités? Notre clergé dont nous sommes si fiers? A-t-il formé des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Notre clergé, qui donne le meilleur de lui-même, tout son cœur, ses énergies, son intelligence pour éduquer le peuple et le guider dans le droit chemin, n'est-il pas lui aussi l'égal du clergé des autres provinces? Est-il inférieur à celui des autres provinces?

Et nos artistes! Mais voyez donc les concours internationaux où nos élèves de collèges arrivent au premier rang. Nos boursiers, qui nous font honneur à l'étranger et qui décrochent des prix d'Europe. Sommes-nous des porteurs d'eau et des scieurs de bois? Sommes-nous à la queue de la Confédération? Au concours international d'éloquence, c'est la province de Québec qui a décroché la palme. Ce sont nos jeunes gens qui ont battu les jeunes gens de toutes les autres nations du monde.

Le député de Hull (M. Guertin) sait-il cela? Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) sait-il cela? L'opposition sait-elle ces choses? Dans la négative, messieurs les députés de la gauche auraient dû s'en instruire; et dans l'affirmative, s'ils le savaient, ils ne devaient pas parler comme ils l'ont fait. S'ils l'ignoraient, ils ont perdu une belle occasion de se taire.

(Rires et applaudissements)

L'opposition a reproché au gouvernement de manquer d'initiative. Avons-nous manqué d'initiative? N'est-ce pas une belle initiative de la part du gouvernement que la construction du barrage Gouin? Ce barrage est le plus considérable du monde. Le réservoir du Saint-Maurice est devenu le plus grand du monde. Il est tellement considérable qu'il a fallu

trois ans à la nature pour le remplir! Des villes prospères sont nées de cette initiative. Et le canal de Beauharnois? Je ne sais pas si l'on s'est rendu compte de ce que nous faisons et de ce que nous réalisons.

Le comte de Lesseps est passé à l'histoire pour avoir creusé le canal de Suez. Sait-on que nous avons enlevé plus de terre pour le creusement du canal de la Beauharnois que de Lesseps en avait enlevé pour le creusement de l'isthme de Suez, et les Américains, pour le canal de Panama? Sait-on que le creusement du canal de Beauharnois est une entreprise comparable à celle de Panama qui a rendu de Lesseps célèbre?

Le creusement du canal de Beauharnois dépasse, pour l'importance des travaux, le creusement du canal de Panama, ce qui n'est pas si mal pour des porteurs d'eau et des scieurs de bois. Voilà ce que nous faisons dans la province de Québec. Nous en avons construit bien d'autres.

Ceux qui nous dénigrent savent-ils que nous possédons dans Québec la plus grosse banque du pays du monde entier, la Banque de Montréal? Se rendent-ils compte que nous produisons un quart du papier fabriqué dans le monde entier?

Sait-on que la province de Québec a été la première de toutes les provinces de la Confédération à se procurer du radium pour ses malades dès que les vertus curatives de ce produit eurent été connues? Dès que le radium a été découvert, le gouvernement de Québec n'a pas hésité à en acquérir pour le plus grand bénéfice de la population.

Québec ne le cède à aucune autre province au point de vue de ses lois morales et sociales. Dans les questions d'ordre moral, social ou civil, la législation de Québec est marquée au coin d'une grande modération. Je reconnais volontiers, très volontiers, que dans sa législation civile, Québec montre plus de bon sens que certaines autres provinces du pays. Les lois morales et sociales du Québec dénotent moins d'intolérance que celles des autres provinces. À mon avis, les placements d'argent et la propriété sont mieux protégés dans Québec qu'en toute autre province du Canada. Le peuple de Québec a résisté à la vague qui pousse notre époque à chercher dans toute espèce d'élixirs et de panacées la guérison de maux imaginaires.

C'est la seule province traditionaliste que je connaisse dans la puissance du Canada. "Si j'avais demain à placer de l'argent dans une grande entreprise, ou à diriger pour d'autres le placement de capitaux, je choiserais la province de Québec à toute autre." Ce n'est pas moi qui dis cela, c'est l'honorable sénateur Loughheed, ancien ministre dans le

gouvernement Meighen. M. Loughheed disait: "Si j'avais des capitaux à placer, je les placerais dans la province de Québec qui a des lois saines et une population honorable."

Nous sommes à la queue de la Confédération? Ceux qui de loin sont témoins de la façon d'agir du gouvernement de Québec ont plus de perspective; leur vision n'est pas affectée par le bruit des foules et de la politique. Ils trouvent la vérité. Ce sont deux enfants de Québec qui contredisent l'honorable M. Loughheed. Si le député de Hull veut bien arrêter sa cogitation, je vais lui lire seulement la queue d'un autre article.

(Rires)

Il (l'honorable M. Taschereau) lit un article de journal d'une autre province où il est dit que la province de Québec est à l'avant-garde de toutes les autres au point de vue sanitaire. Il rappelle qu'en matière d'hygiène, la province a fait de grands progrès.

Province arriérée! déclarent nos amis de l'opposition en parlant de Québec. Excusez-moi de donner à cela une réponse peut-être un peu personnelle. Nos honorables amis de l'opposition ont été des admirateurs fervents de M. Meighen. Le très honorable M. Arthur Meighen, que nos amis de l'opposition doivent respecter, avait un fils qui a beaucoup de talent auquel il désirait préparer un bel avenir. Où l'a-t-il envoyé? À Québec.

Je suis heureux de ce choix. Le jeune M. Meighen a reçu une partie de son instruction ici. Il est venu, il est avocat et il s'est établi ici. Il a aussi appris notre langue et la parle aussi bien sinon mieux que nous. M. Meighen jeune est un avocat brillant de Québec. Ceci est tout à l'honneur du père et du fils. Je félicite MM. Meighen, le père et le fils, et je crois qu'ils donnent à nos propres compatriotes la preuve que nous avons raison d'être fiers de notre province. Peut-être, si M. Meighen avait entendu parler le député de Hull, aurait-il agi autrement? J'en doute.

Y a-t-il une population au monde qui soit plus attachée à ses institutions que la nôtre? Y a-t-il une population qui aime mieux sa terre natale? Y a-t-il un endroit de la Confédération où l'on aime mieux sa province et sa race? Une province où l'on soit plus attaché à la tradition? Trouvez un endroit au monde où la population soit plus attachée au sol, la race plus fière et plus grande, où l'on manifeste un plus grand attachement aux traditions et à l'idéal!

Chaque fois que l'on a voulu attenter aux droits de la province, chaque fois que le gouvernement d'Ottawa - que ce soit l'administration actuelle ou celle qui l'a précédée - a voulu empiéter

sur nos droits, chaque fois qu'il a fallu défendre les droits des provinces, ce sont les porteurs d'eau et les scieurs de bois qui se sont levés, qui ont dit non et qui ont défendu l'autonomie de notre province! Lorsque les droits des provinces ont été en péril, c'est Québec qui les a défendus. Ce sont les porteurs d'eau et les scieurs de bois qui ont été les champions de nos droits.

(Applaudissements)

On nous compare avec l'Ontario? Les comparaisons ne sont pas toujours faciles. Je m'incline devant l'Ontario. C'est une grande province, peuleuse et riche, mieux favorisée que nous au point de vue de son climat, mais jamais Québec ne la jalouera. Nous ne voulons pas dénigrer la province voisine, la noircir ou la combattre; nous voulons nous entendre. Il y a une chose que j'ai mise à mon programme, relativement à l'Ontario, c'est d'éviter de faire cause à part de la province d'Ontario, mais de chercher l'entente. J'aime ma province, j'aime la province voisine. Je ne critique inutilement ni l'une ni l'autre. Je ne veux pas attaquer l'Ontario. Au contraire, je respecte cette province et je n'entends pas la laisser dénigrer.

Je crois que le règlement du problème scolaire de nos compatriotes dans l'Ontario, problème ardu, on le sait, a été obtenu autant par les bonnes relations entre l'Ontario et Québec que par les revendications de certains de nos compatriotes. L'histoire s'écrit un jour et on dira, j'en suis confiant, et prouvera, je l'espère, que les bonnes relations entre M. Ferguson⁶ et moi-même ont fait plus en l'Ontario, pour rendre leurs écoles aux nôtres, que les cris de discorde soulevés et tous les articles de journaux et toutes les insultes qui ont été lancées à la face de la province voisine.

Oh! On m'a quelquefois reproché mes bonnes relations avec M. Ferguson, même dans les cercles libéraux. On m'a fait le reproche d'avoir fait cause commune avec M. Ferguson, de m'être entendu avec M. Ferguson. Je me suis entendu avec lui sur des problèmes communs. Je me suis entendu avec lui pour la solution des problèmes qui intéressaient également les deux provinces, alors que leurs intérêts étaient communs. Et, lorsque les deux provinces travaillent la main dans la main, pour des fins communes, il n'y a pas lieu de s'inquiéter de ce qui peut arriver, soit de l'est, soit de l'ouest. Cette entente entre l'Ontario et Québec sur des questions d'intérêts communs sauvegarde les vieilles provinces contre l'ouest et l'est.

Ontario a plus de richesses que nous dans certains domaines, et par ailleurs, nous sommes plus

riches qu'elle particulièrement en fait d'électricité. On a dit que nous avions tort de laisser vendre de l'électricité de Québec à Ontario. Ce n'est pas mon avis. J'ai cru que nous ne devons pas prendre une semblable attitude. Certaines gens affirment que lorsque l'Ontario veut nous acheter de l'électricité, nous devrions dire non. Nous ne croyons pas que la chose soit sage. Le gouvernement actuel a dit: oui. Nous croyons qu'un Ontario plus grand et prospère fera un Québec plus grand et prospère et que, si ces deux provinces sont riches et prospères, le Canada le sera également. Un grand Ontario veut dire un grand Québec et les deux provinces, si elles sont plus grandes, signifient un grand Canada. Faisons-nous erreur? Avons-nous tort de penser ainsi? Je ne le crois pas.

On a dit que Québec n'a pas voulu accepter la pension de vieillesse pour sa population, que ses vieillards la réclament. On a dit que j'avais eu tort de ne pas faire comme dans Ontario, où on a accepté les pensions de vieillesse d'Ottawa en faisant payer une partie par les municipalités. Nous avons nommé une commission de sociologues pour étudier tous ces problèmes sociaux, qui fera rapport sur la question. Je ne sais pas ce que le rapport contiendra, mais je sais que, sans consultation populaire, on a imposé 25 % du coût d'opération de la loi aux municipalités.

Les municipalités de Québec seraient-elles prêtes à payer cela? J'en doute. Et puis, il serait intéressant de soumettre la question aux contribuables, par référendum, pour savoir si les municipalités sont prêtes à payer 25 % du coût de ces pensions. Je serais très heureux de consulter la population à ce sujet et peut-être ferons-nous cela. Je suis d'opinion que les municipalités de Québec nous diraient "non". Notre attitude est-elle sage?

Je commence à avoir une grande confiance en M. Bennett. Je n'ai pas voulu cela, M. l'Orateur; j'ai une confiance absolue dans la parole de l'honorable M. Bennett. Il nous a promis de payer en entier ces pensions. J'ai une foi inébranlable en M. Bennett. (Avec un sourire) Avons-nous eu tort d'attendre?

M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable premier ministre s'améliore.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai bien peur de ne pas m'améliorer longtemps sur ce sujet. M. Bennett a promis de régler cette question comme bien d'autres et de payer le coût entier des pensions de vieillesse. Si tel est le cas, nous avons agi sagement en attendant, car la province aura ainsi par son abstention épargné \$2,000,000, qu'elle a

employés pour l'éducation et autres fins publiques. À tout événement, la province a nommé une commission pour enquêter sur cette question. S'il tient sa promesse, il faudra bien que l'on nous rende ce témoignage que notre attitude a été sage, et les \$2,000,000 que nous devons payer en vertu de la loi, nous les donnerons à nos vieux, à nos cultivateurs ou à nos institutions. Cet argent des pensions de vieillesse, si l'honorable M. Bennett les paie en entier, nous pourrions l'employer pour nos écoles, pour nos colons, etc. On avouera alors que notre gouvernement a été sage d'attendre.

Il y a une autre chose que l'opposition qualifie de scandaleuse et s'en offusque. Nos amis critiquent le fait que des ministres sont directeurs de compagnies. Voyons ce que l'on en dit dans Ontario.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un point nouveau; vous outrepassiez votre droit de réplique. Je soulève un point d'ordre. Il n'a pas été question de cela dans le débat. Le trésorier a le droit de faire certaines mises au point, mais non pas de faire allusion à des critiques antérieures au débat sur le budget. Aucun député de la gauche n'a parlé des ministres qui font partie des compagnies. Les règlements de la Chambre ne lui permettent que de parler des questions traitées au cours du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais oui, on en a parlé. On a dit que notre administration était scandaleuse. Vous avez dit que le gouvernement était scandaleux, et cela couvrirait tout. On a crié au scandale et j'ai le droit de répondre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre croit donc que les ministres directeurs de compagnies, c'est une chose scandaleuse? Est-ce que ça veut dire que c'est scandaleux pour un ministre d'être directeur de compagnie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous allez voir ce que vos amis d'Ontario en pensent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'insiste pour avoir une décision sur mon point d'ordre. Je demande la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur prend connaissance de l'article de la loi invoqué et conclut que l'honorable premier ministre n'est pas dans l'ordre.

Il a, dit-il, peut-être été question de cela dans le débat, mais je n'ai pas été présent tout le temps. Le point d'ordre du représentant de Trois-Rivières

(M. Duplessis) doit être maintenu. Le premier ministre ne doit pas parler des directorats en ce moment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Très bien! Le sujet est sans grande conséquence, de toute façon. Gardons cela pour une autre fois. Nos amis de la gauche ne perdent rien pour attendre.

Prenons la question du capital étranger. L'opposition en a beaucoup parlé, de cela. On nous a reproché de laisser entrer le capital étranger dans la province. Il serait sans doute préférable d'avoir du capital canadien pour développer le Canada. Mais il est impossible de trouver dans un jeune pays l'argent nécessaire à cette fin, et il vaut infiniment mieux inviter le capital étranger à faire ce développement au bénéfice immédiat et ultime de notre population que de laisser nos ressources inactives. Celui qui a dit cela, c'est Sir Vincent Meredith, président de la Banque de Montréal.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a affirmé que 80 % (sic) du capital investi dans nos développements d'énergie électrique est du capital anglais, et 90 % (sic), du capital américain. Ces chiffres ne sont pas exacts. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de se scandaliser. Le représentant de Montréal-Dorion a remonté jusqu'à la Confédération pour parler des bienfaits des conservateurs. Il a cependant oublié une grande entreprise commencée, poursuivie et terminée sous les bleus: la Compagnie du Pacifique Canadien. Le représentant de Montréal-Dorion, quand il déplorait l'intrusion du capital étranger, aurait dû parler de la construction du Pacifique Canadien sous le régime conservateur.

Dans son voyage rétrospectif, il aurait dû s'arrêter à cette compagnie dont les travaux furent commencés en 1881. Nous voyons qu'à cette époque, quels étaient les directeurs? Il y avait des Canadiens, des Américains et les Anglais. Le C.P.R. a été incorporé en 1881. Nous voyons qu'à cette époque, des huit directeurs, deux seulement étaient canadiens, soit Lord Mountstephen et D.-J. McIntyre; six étaient étrangers, cinq étant américains et un anglais. Y a-t-il quelqu'un aujourd'hui qui puisse critiquer le C.P.R. comme institution canadienne et l'esprit de ses fondateurs?

M. Blain (Montréal-Dorion): Combien ont-ils reçu de subsides en terres? Combien de terres leur avait-on donnée?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Qu'est-ce que cela a à faire avec la question de savoir de quelle nationalité étaient les fondateurs du C.P.R.?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, qu'est-ce que cela a à faire? C'était peut-être pour y mettre vos scieurs de bois?

(Applaudissements et rires)

Commençons par le commencement, nous finirons par la queue.

(Rires)

Le C.P.R. a été aidé par les conservateurs. Le capital qui en a assuré la construction n'était pas exclusivement canadien. Qui oserait prétendre que le Pacifique Canadien n'est pas une institution dont le pays est fier? Y a-t-il un Canadien qui regrette aujourd'hui que le Pacifique Canadien ait été fait avec une partie de capital étranger? Nous n'avons pas de reproches à nous faire sur l'administration du capital étranger chez nous.

L'International, cet hiver, a employé 12,000 hommes dans les bois. On a critiqué l'International Paper. Elle a fait plus que M. Bennett pour résoudre la crise du chômage! La Compagnie Price Brothers a le même nombre d'ouvriers dans les chantiers qu'elle avait l'an dernier à la même époque. Et l'opposition qui voudrait que le capital étranger restât chez lui! Nous avons pour nous le précédent du Pacifique Canadien.

Avec Sir Vincent Meredith, je dis: "Venez dans Québec et mettez-y du capital, donnez du travail à nos ouvriers, créez des centres où les cultivateurs pourront écouler leurs produits." Si l'opposition était à notre place, elle ferait la même chose.

M. l'Orateur, j'aurais voulu répondre à l'honorable chef de l'opposition, mais il n'a pas parlé et il n'est même pas ici. Ce dernier est absent⁷. Vous admettez que c'eût été difficile.

(Rires)

Une voix à droite: Il n'y a plus de chef.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Montréal-Dorion devrait attirer l'attention de son chef sur le chapitre du Code civil relatif aux absences. Il constaterait qu'il ne faut pas que ces absences soient trop prolongées...

M. Blain (Montréal-Dorion): Trente ans!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous attendrons sept ans et nous réglerons son cas ensuite.

Le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) a fait un grand discours l'autre jour, mais quelqu'un lui a joué un mauvais tour. Il devrait puiser à une autre

source que celui qui se fatigue les méninges pour trouver des choses dans les *Comptes publics*. Il connaissait la réponse avant de poser la question!

L'honorable député de Verdun (M. Lafleur) nous a parlé de l'année réparatrice. Voyez-vous, M. l'Orateur, ce que nous aurions comme année si des tories étaient à notre place? Quelle année réparatrice aurions-nous avec les conservateurs? La stagnation? Des déficits? Des ennuis? Ce serait l'année des déficits, des ennuis de toutes sortes. Non, non! L'année 1931 sera la continuation de toutes les autres sous le régime libéral. L'année qui s'annonce ne sera pas une année réparatrice comme l'entendent les députés de l'opposition, mais cette année, comme toutes les autres qui suivront, verront au pouvoir le Parti libéral dont le peuple est content, auquel il conservera sa confiance. Ce régime a reçu maintes fois l'approbation du peuple, et j'ai confiance que cette approbation sera renouvelée plusieurs années encore. L'année que nous aurons, ce sera l'année de renouvellement de la confiance du peuple au Parti libéral, qui est bien mérité de la province! Cela, je le sais, nous le savons et nos amis de la gauche le savent aussi bien que moi.

(Applaudissements)

La motion, étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Loi de la radiodiffusion

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 9 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province, rapportée du

comité plénier et lue deux fois jeudi le 22 janvier dernier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le but de ce projet est d'augmenter l'octroi pour la radiodiffusion. Comme il est logique d'éloigner toute politique de cette heure de radiodiffusion de la province, je crois que le gouvernement devrait nommer une commission indépendante pour diriger la radiodiffusion.

Je veux, dit-il, souligner les risques que l'on court en laissant une question comme la diffusion de *L'Heure provinciale* entre les mains du gouvernement. Lorsque des crédits de \$15,000 ont été votés pour l'émission et accordés au ministre, les députés à gauche de la Chambre ont dit la même chose que ce que j'affirme aujourd'hui. Alors que le gouvernement veut obtenir une augmentation des crédits, les portant à \$30,000, je crois qu'il est de mon devoir de présenter l'amendement suivant.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), l'amendement suivant:

"Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à subventionner la radiodiffusion de programmes éducationnels, est d'avis que le choix de ces programmes devra être confié à une commission compétente et absolument indépendante, qui prenne les mesures requises pour en faire profiter toutes les parties de la province, et que les émissions radiophoniques dites de *L'Heure provinciale* ne devront jamais être employées pour des fins politiques quelles qu'elles soient."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il n'est pas fait de politique à *L'Heure provinciale*. Cette émission a comme but d'informer les gens et elle sert de véhicule publicitaire pour la province en général. À moins qu'on ne considère qu'il s'agit de politique lorsque, à l'occasion, des allocutions au sujet des différentes phases des progrès réalisés et des avantages dont profite la province sont prononcées par des ministres de la couronne. L'administration de *L'Heure provinciale* n'a donné lieu à aucun reproche dans le passé. La radiodiffusion a été administrée jusqu'ici d'une manière satisfaisante.

Non seulement nous n'avons jamais eu de reproches, mais nous avons eu le soin d'éloigner de cette émission radiophonique les personnes qui

auraient porté à discussion, qui pouvaient soulever des critiques. Pas un seul ministre n'a été appelé à parler au microphone, pas même un député. D'autre part, aucune matière se rapportant à la politique n'a été traitée. Je ne vois vraiment pas pourquoi nous changerions les dispositions de la loi. Nous allons continuer, et je ne vois pas pourquoi nous nommerions une commission qui ne pourrait faire mieux que ce qui a été fait. Il n'y a pas de raison de modifier la situation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un député y a déjà parlé, le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout).

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'était comme agronome.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tiens, le double mandat! *L'Heure provinciale*, ayant un but éducationnel, devrait être administrée par une commission spéciale. L'honorable ministre admet que *L'Heure provinciale* poursuit un but éducationnel. Je refuse à croire le gouvernement compétent pour entrer dans le domaine de l'éducation comme professeur. On devrait soustraire ces programmes à toute influence politique. La proposition de mon collègue de Deux-Montagnes (M. Sauvé) mérite assurément l'approbation de cette Chambre.

Une commission indépendante serait plus apte à composer les programmes de cette heure radiophonique. Je crois que l'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes est juste. L'année dernière, l'opposition a présenté deux amendements et le gouvernement s'est opposé aux deux.

Je profite de la première occasion qui me soit offerte pour offrir mes félicitations et mes hommages au nouveau député de Deux-Montagnes et pour lui souhaiter la plus cordiale bienvenue, comme je l'ai fait à l'adresse pour l'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau). Son début en Chambre confirme l'adage qui dit que *bon sang ne peut mentir*. Il a prononcé un discours solide et d'une notable élégance littéraire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que c'est contenu dans la motion?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais apparemment ça l'est dans l'émotion du premier ministre. Comme j'ai saisi la première occasion qui m'a été offerte pour féliciter le député de Bellechasse, j'ai cru devoir faire la même chose pour

offrir les hommages de l'opposition au jeune et brillant député de Deux-Montagnes. Je ne me suis pas plus préoccupé des usages parlementaires que quand j'ai profité de la première occasion pour saluer les débuts et apprécier le succès du député de Bellechasse, fils du premier ministre. Le député de Deux-Montagnes aura tout de même une meilleure carrière, car ses principes sont plus sains.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce que vous dites n'est pas dans la motion, mais si vous voulez faire un pas de plus, je vous approuve.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Deux-Montagnes nous a prouvé que *bon sang ne saurait mentir*.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant)

La radiodiffusion provoque des effusions.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, Smart, Tremblay, 9.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Dugas, Francoeur, Frigon, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Messier, Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Reed, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 48.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la voirie, expropriations

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 39 modifiant la loi de la voirie relativement aux expropriations.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le président, j'ai eu l'occasion d'expliquer que les dispositions dans ce projet existent déjà dans la loi, mais elles sont semées un peu partout. Nous voulons les réunir ensemble.

MM. Duplessis (Trois-Rivières) et Blain (Montréal-Dorion) critiquent ce projet.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) croit que les députés de Trois-Rivières et de Montréal-Dorion en exagèrent la portée.

Nous voulons, dit-il, que lorsque nous avons besoin d'un terrain, la loi des chemins de fer s'applique. S'il n'y a pas d'entente avec le propriétaire, nous voulons nous adresser à la Commission des services publics. Nous avons ce pouvoir. Mon honorable ami est plus fort avocat que je ne le crois, s'il n'admet pas que nous ne demandons aucun pouvoir additionnel. Il s'agit tout simplement de refondre la loi et de grouper sous le titre d'entretien ce qui a trait à l'entretien. Le seul changement a trait aux expropriations. Le ministre de la Voirie ne demande aucun pouvoir additionnel et il ne fait que redresser une complication inutile de la loi.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 113*b*, introduit par l'article 2 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"113*b*. Lorsqu'une construction ou une partie d'une construction occupe en tout ou en partie le

terrain qui fait l'objet de l'expropriation, la Commission des services publics de Québec, si elle est d'avis que la chose peut se faire d'une manière avantageuse pour l'exproprié et qu'elle aura pour effet de réduire le coût de l'expropriation, au lieu de baser l'indemnité sur la valeur de la construction, prend pour base les dépenses à encourir par l'exproprié pour déplacer la construction et l'installer à l'endroit que la commission désigne et dans le délai qu'elle fixe, sans préjudice de l'indemnité pour le terrain et les autres dommages causés."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose en amendement que cet article soit remplacé par l'article suivant:

"113*b*. Lorsqu'en faisant l'enquête et l'audition pour fixer l'indemnité payable pour un terrain et les dommages causés la Commission des services publics constate qu'une construction qui occupe en tout ou en partie ce terrain peut être déplacée d'une manière avantageuse pour l'exproprié et que cela aura pour effet de réduire le coût de l'expropriation, elle ajourne l'enquête et l'audition et fait un rapport à l'effet que la construction peut être déplacée, indiquant par ce rapport l'endroit où la construction peut être installée et fixant le délai pendant lequel l'exproprié peut faire le déplacement."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose en sous-amendement que les mots "fait un rapport" soient remplacés par les mots "rend une ordonnance".

Le sous-amendement est adopté.

L'amendement sous-amendé est adopté.

Cet article se lit désormais comme suit:

"113*b*. Lorsqu'en faisant l'enquête et l'audition pour fixer l'indemnité payable pour un terrain et les dommages causés la Commission des services publics constate qu'une construction qui occupe en tout ou en partie ce terrain peut être déplacée d'une manière avantageuse pour l'exproprié et que cela aura pour effet de réduire le coût de l'expropriation, elle ajourne l'enquête et l'audition et rend une ordonnance à l'effet que la construction peut être déplacée, indiquant par ce rapport l'endroit où la construction peut être installée et fixant le délai pendant lequel l'exproprié peut faire le déplacement."

Le comité étudie l'article 113*c*, introduit par l'article 2 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"113*c*. À défaut par l'exproprié de déplacer la construction dans le délai fixé par la commission, le

juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où la cause est pendante peut, par le mandat de possession ou par un mandat supplémentaire lorsque le mandat de possession a déjà été émis, autoriser le ministre de la Voirie à déplacer la construction et à l'installer à l'endroit désigné par la commission.

"Les dépenses encourues par le ministre de la Voirie pour déplacer et installer la construction sont à la charge de l'exproprié."

Cet article est amendé en enlevant les mots suivants: "Les dépenses encourues par le ministre de la Voirie pour déplacer et installer la construction sont à la charge de l'exproprié."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie l'article 113*d*, introduit par l'article 2 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"113*d*. Après que les travaux d'installation de la construction sont terminés, à la demande de l'une des parties, sur l'ordre du juge, la Commission des services publics de Québec fixe le montant des dépenses encourues par le ministre de la Voirie imputables au déplacement et à l'installation de la construction et révisé la sentence déjà rendue pour en retrancher le montant de ces dépenses et y ajouter, s'il y a lieu, une compensation pour les dommages imprévus causés au cours de ces travaux."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose en amendement que cet article soit remplacé par l'article suivant:

"113*d*. Après que la construction a été déplacée, la Commission des services publics, à la demande de l'une des parties, continue l'enquête et l'audition et fixe l'indemnité payable à l'exproprié en prenant pour base la valeur du terrain, le montant des dépenses nécessaires encourues par l'exproprié pour faire le déplacement de la construction et tous autres dommages causés."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose en sous-amendement d'ajouter, après "dommages", les mots "et inconvénients".

Le sous-amendement est adopté.

L'amendement sous-amendé est adopté.

Cet article se lit désormais comme suit:

"113*d*. Après que la construction a été déplacée, la Commission des services publics, à la demande de l'une des parties, continue l'enquête et

l'audition et fixe l'indemnité payable à l'exproprié en prenant pour base la valeur du terrain, le montant des dépenses nécessaires encourues par l'exproprié pour faire le déplacement de la construction et tous autres dommages et inconvénients causés."

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Les articles 22, 99 et 104 de ladite loi tels que respectivement remplacés par les sections 2, 7 et 8 de la loi 18 George V, chapitre 35, sont abrogés."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne s'agit que d'un article de concordance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancienne loi ne donne pas au ministre le droit que lui confère la nouvelle loi. L'article 22 que l'on supprime ne donnait au ministre que le droit d'exproprier pour l'entretien d'un chemin, ou la construction, mais seulement si la municipalité a d'abord consenti aux travaux et si toutes les formalités ont été remplies. Or, le nouvel article donne le droit au ministre d'exproprier pour élargir la voie, l'entretenir, faire de nouveaux tracés, lesquels peuvent être chargés à la municipalité sans que celle-ci n'ait à donner son consentement.

C'est, dit-il, la dernière bribe de l'autonomie municipale que le gouvernement enlève. Si vous avez déjà les pouvoirs que vous exigez en vertu de la présente loi, il est inutile de demander à la Chambre d'adopter cet amendement, qui aura des conséquences négatives pour les municipalités.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Que mon honorable ami lise l'article que nous supprimons et celui que nous proposons.

M. Guertin (Hull): Comment procède-t-on pour élargir ou faire dévier un chemin?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous achetons la propriété dont nous avons besoin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La municipalité paie sa part?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, en aucun cas. Mon honorable ami parle peut-être de ce qui pouvait se faire il y a 20 ans. Au point de vue de l'administration, nous considérons les

changements de courbes ou les élargissements comme entretien. Nous nous entendons toujours avec la municipalité, mais c'est le département de la Voirie qui paie l'expropriation.

M. Guertin (Hull): Est-ce que le gouvernement s'est toujours entendu avec les municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui.

M. Crépeau (Sherbrooke): Pourquoi le gouvernement empiète-t-il sur l'autorité municipale?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) Mais nous n'empiétons pas sur l'autorité municipale. C'est l'honorable député de Trois-Rivières qui veut faire croire cela.

L'article 3 est adopté.

L'article 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande que l'on procède au vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise⁹.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Dugas, Francoeur, Frigon, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Messier, Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Reed, Samson, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 44.

Contre: MM. Blain, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Sauvé, Smart, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Pont sur la rivière Mitis

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement de la province a-t-il fait reconstruire un pont sur la rivière Mitis, comté de Matane?

2. Dans l'affirmative: *a.* par qui a-t-il été construit;

b. quel a été le coût de ce pont?

3. Un autre pont a-t-il été construit sur la même rivière à environ un mille plus haut?

4. Dans l'affirmative: *a.* par qui a-t-il été construit;

b. quel a été le coût des travaux;

c. quel a été le coût des expropriations?

5. Quelle est l'importance respective de ces deux ponts sur la rivière Mitis?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Non.

2.

3. Non.

4.

5.

Municipalités et loi du chômage

M. Thurber (Chambly): 1. Combien de municipalités ont bénéficié des avantages de la loi du chômage?

2. Quel a été le montant que la province a contribué?

3. Combien de demandes ont été refusées par le comité du chômage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. 1,012, au 6 février 1931.

2. Le crédit de la province, à date, est engagé pour un montant de \$3,184,442.50.

3. 278.

Code de procédure civile, article 94

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Exercice du droit
de retrait**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant l'article 754 du Code municipal relativement à l'exercice du droit de retrait soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

**Loi des cités et villes,
imposition de certaines taxes**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:**Municipalité de Hull-Ouest
et comité du chômage**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance et documents entre la municipalité de Hull-Ouest et le comité du chômage.

Adopté.

Aviation

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance avec le gouvernement de cette province, un de ses membres ou employés ainsi que tout document et de tout jugement des tribunaux, relativement à l'aviation en cette province.

Adopté.

Albert Nault

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc. entre M. Albert Nault, colon de Ville-Marie, et le gouvernement ou aucun de ses membres, spécialement l'honorable premier ministre.

Adopté.

Remboursement de droits:**Hôpital
Sainte-Justine**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill 101 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine leur soient remis, vu que le bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvre de bienfaisance publique, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Charte
de Québec**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill, et en fait rapport sans amendement.

M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Congrégation des
Ursulines**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Alors que M. Crépeau est le parrain de ce projet de loi, les *Procès-verbaux* de la Chambre mentionnent M. Guertin.

2. Contrairement aux autres journaux, *L'Événement* du 11 février 1931, à la page 9, indique \$196,000,000.

3. Chiffre tiré du *Devoir* du 11 février 1931, à la page 2, alors que *L'Événement* du même jour, à la page 9, mentionne 29,500 élèves de plus.

4. *La Presse* du 11 février 1931, à la page 8, indique \$31,000,000.

5. Le premier ministre fait naturellement allusion au célibat de M. Duplessis.

6. L'honorable George Howard Ferguson est premier ministre de l'Ontario.

7. *Le Devoir* du 11 février 1931, à la page 2, explique ainsi cette absence: "On sait qu'il y a deux semaines, M. Houde a été absent pour régler une question de rédaction de journal, et que la semaine dernière, il était malade de la grippe."

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

9. Selon *L'Événement* du 11 février 1931, à la page 9, la Chambre est alors présidée par M. Cohen.

Séance du mercredi 11 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Association agricole
des Cantons de l'est**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que les articles 510, 511, 513 et 514 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Eastern Township Agricultural Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Eastern Township Agricultural Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Crépeau (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 142 modifiant la charte de l'Institut Fraser.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 115 concernant la succession Olivier Faucher.

Dépôt de documents:

**Rapport de la
Commission des eaux courantes, 1930**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le dix-neuvième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1930. (Document de session no 40)

Demandes de documents:

**Frais d'annonces, de publicité,
d'impression et de reliure**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure: *a.* pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; *b.* du 31 décembre 1930 exclusivement à date; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

Adopté.

Dépôt de documents:

**Frais d'annonces, de publicité,
d'impression et de reliure**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état indiquant: 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure: *a.* pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; *b.* du 31 décembre 1930 exclusivement à date; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers. (Document de session no 41)

Questions et réponses:**Sommes versées aux institutions de charité,
en 1890, 1900, 1910, 1920 et 1930**

M. Bastien (Berthier): Quelles sommes le gouvernement de cette province a-t-il dépensées pour les institutions de charité, pour les années suivantes: 1890, 1900, 1910, 1920, 1930?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1890.....	\$ 52,825.00
1900.....	44,570.75
1910.....	55,828.75
1920.....	77,245.00
1930.....	2,738,608.70

**Mesures préventives
contre la diphtérie**

M. Plante (Montréal-Mercier): Le gouvernement de cette province a-t-il pris des mesures préventives contre la diphtérie dans la province; si oui, quelles sont-elles?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui; immunisation générale de la population d'enfants dans toutes les unités sanitaires.

**Somme versée aux institutions de charité
depuis la loi de l'assistance publique**

M. Plante (Montréal-Mercier): Quelle somme globale le gouvernement de cette province a-t-il versée aux institutions de charité depuis l'établissement de la loi de l'assistance publique?

L'honorable M. David (Terrebonne): \$15,100,416.07.

**Lits pour
les tuberculeux**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Combien y avait-il de lits à la disposition des tuberculeux dans la province en 1920?

2. Combien y avait-il de lits à la disposition des tuberculeux dans la province en 1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. En 1920, 200.

2. En 1930, 1,750.

**Dépenses
pour la santé publique**

M. Dugas (Joliette): Combien le gouvernement de cette province dépensait-il pour la santé publique: *a.* en 1920; *b.* en 1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* En 1920, \$119,694.40.

b. En 1930, \$544,488.80.

Unités sanitaires

M. Plante (Montréal-Mercier): 1. Combien y avait-il d'unités sanitaires dans la province en 1920?

2. Combien y en avait-il en 1930?

3. Combien de comtés ruraux sont maintenant couverts par les unités sanitaires?

4. Quel pourcentage de la population rurale représentent ces comtés?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. En 1920, aucune.

2. En 1930, 23.

3. 29.

4. 47 % de la population rurale et semi-urbaine.

Dispensaires antituberculeux

M. Authier (Abitibi): 1. Combien y avait-il de dispensaires antituberculeux dans la province de Québec: *a.* en 1920; *b.* en 1930?

2. Combien le gouvernement de cette province accordait-il à ces dispensaires: *a.* en 1920; *b.* en 1930?

3. Quel est le nombre de personnes qui ont consulté ces dispensaires, en 1930?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* En 1920, 2; *b.* en 1930, 20.

2. *a.* En 1920, rien; *b.* en 1930, \$82,594.86.

3. 30,279 personnes.

Charte de Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, j'ai assisté ce matin à la séance du comité où devait être étudié le bill de Montréal...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. J'ai déjà voulu poser une question à l'honorable premier ministre avant de

passer à l'ordre du jour et l'Orateur a décidé que je n'en avais pas le droit. Le préopinant n'a pas le droit de faire un discours, mais seulement de se lever sur une question de privilège.

M. l'Orateur: Il faut au moins laisser au député le temps de s'exprimer. Je crois que nous devrions entendre d'abord la question de l'honorable député de Montréal-Mercier.

M. Plante (Montréal-Mercier): Le bill de Montréal a été appelé au comité ce matin. J'ai présenté une motion pour faire entendre le bill de Montréal le 18 février. Je demanderais aux députés de l'opposition de bien vouloir nous dire quand l'honorable chef de l'opposition (M. Houde), qui est le parrain du bill, sera présent, afin que le bill puisse être étudié. Je demande à l'opposition si elle a des nouvelles du chef de l'opposition et s'il viendra bientôt pour l'étude du bill de Montréal.

M. l'Orateur: Je ne crois pas que l'opposition soit obligée de répondre à cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous voulez que je réponde, cela pourrait être long! Je répondrai si la Chambre me donne le temps...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, puisque vous dites que ce n'est pas dans l'ordre...

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question étant inexistante, d'après l'Orateur, il n'est pas nécessaire d'y répondre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, nous sommes sans nouvelles.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Pas de nouvelles, bonnes nouvelles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): No news, good news.

M. Tremblay (Maisonnette): (Souriant) Perdu en mer.

Charte de Lachine

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Motions de M. Blain (Montréal-Dorion)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle plusieurs motions au nom du représentant de Montréal-Dorion (M. Blain).

M. Blain (Montréal-Dorion) n'est pas prêt à procéder.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir pourquoi la Commission métropolitaine a été créée.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pour rendre service.

M. Plante (Montréal-Mercier): Elle a été créée pour aider des municipalités de l'île de Montréal qui étaient en difficulté. La Commission a été nommée pour assurer une bonne administration à plusieurs municipalités déficitaires et la Commission a atteint son but.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette Commission a été créée afin de faire supporter par la ville de Montréal certaines municipalités qui coulaient sous le fardeau des emprunts et des taxes. La Commission sert en réalité à faire payer par la ville de Montréal les dettes des villes avoisinantes, dettes contractées à la faveur de permissions d'emprunt exagérées consenties par la Législature pour favoriser des amis politiques intéressés. Je

pourrais citer le cas de Maisonneuve, par exemple, qui a dû acheter un parc et grever ainsi son budget.

Il est bon de rappeler que la ville de Montréal a été appelée à payer les dettes de Maisonneuve et de son fameux parc dénoncé par un ancien maire de Montréal dans un langage que l'on n'a pas oublié. C'a toujours été d'ailleurs la politique du gouvernement, notamment dans le cas de Maisonneuve. Cette municipalité croulait sous le fardeau d'une dette trop lourde parce que le gouvernement a obligé, forcé la municipalité à acheter le parc de Maisonneuve pour favoriser des amis. Si la dette de Montréal est si élevée, le gouvernement de Québec en est responsable. On se souvient comment furent réglées les affaires de Montréal-Nord.

On dira ensuite, comme l'autre jour, que Montréal a une dette de \$206,000,000; mais je prétends que cette dette est due à la politique du gouvernement qui a favorisé l'émission de débentures qui ne valaient rien par les municipalités en question. Cette dette provient d'une législation désastreuse passée contrairement aux vœux de la population. On ne dit pas, par exemple, que cette dette est formée en bonne partie des dettes des municipalités avoisinantes, dettes que le gouvernement a autorisées au moyen de l'émission d'obligations sur des terrains sans valeur et qui ont amené ces municipalités sur le bord de la banqueroute. Lorsque ces municipalités ont été mises sur le bord de la banqueroute par suite de la complicité du gouvernement, la Législature a amené Montréal, complètement irresponsable de ces dettes, à s'annexer ces municipalités, contre la volonté des contribuables montréalais.

Et le gouvernement en sait quelque chose. Point n'est besoin de lui rappeler les virulentes dénonciations d'un ancien maire, aujourd'hui assis au Conseil législatif, qui qualifiait le gouvernement en des termes que les règlements défendent de rapporter. Plus que n'importe quel critique conservateur, il s'était élevé contre la façon dont le gouvernement provincial avait traité Montréal. Ce sont des choses qu'il fait bon se rappeler.

On prétend que des orateurs oppositionnistes parcourent la province en disant que la ville de Montréal est la vache à lait de la province, quand la gauche s'est toujours fait un devoir d'aider la classe agricole. Quelles intentions peuvent animer les députés du gouvernement, dans une telle attaque où l'on veut soulever la campagne contre la ville? C'est une chose absolument antisociale, antipatriotique.

Et il faut que le gouvernement soit joliment inconscient pour soulever de pareils préjugés. Car,

ceux qui les premiers ont protesté que la ville de Montréal était la vache à lait de la province, ce furent des chefs libéraux, de premier plan. Voyons un peu quels sont ceux qui ont prétendu que Montréal était la vache à lait des campagnes. Que disaient les auteurs du gouvernement actuel, en 1895, lorsque l'honorable M. Taillon était premier ministre et trésorier intérimaire? Je relève dans un éditorial d'un journal montréalais daté de 1895.

M. Calixte Lebœuf, chef libéral, sous le régime libéral, écrivait à l'adresse des conservateurs du temps, dans *La Patrie*, organe libéral, sous la direction de M. Beaugrand, un libéral, un article intitulé: "Montréal, vache à lait du Trésor provincial." L'article débutait par les mots suivants: "L'honorable M. Taillon vient de trouver un nouveau moyen de tirer la vache à lait montréalaise." Ce n'étaient pas des conservateurs qui lançaient ce cri. C'étaient des libéraux, et leurs successeurs n'ont pas le droit de venir accuser les conservateurs de traiter Montréal de vache à lait. Est-ce que maintenant il appartient aux successeurs de ces mêmes libéraux de nous imputer des paroles qui n'ont jamais été prononcées par la gauche?

M. Plante (Montréal-Mercier): Les remarques de mon honorable ami n'ont rien à faire avec le bill qui est devant nous. Je crois qu'il prend occasion de cette mesure pour se faire du capital politique. Je dis que cette Commission n'a pas été créée pour les fins qu'on vient de lui attribuer. Elle a été établie pour prévenir d'autres malheurs à des municipalités qui avaient dû emprunter des sommes considérables. La Commission métropolitaine a été créée en 1921 pour empêcher certaines municipalités d'augmenter leurs dettes qui, en définitive, finiraient par peser sur les contribuables de la cité de Montréal. Le but de la commission est d'empêcher d'autres municipalités de se grever de taxes et de dettes qui, à la longue, tomberaient sur les épaules des résidents de "Greater Montreal." Je ne sais pas si Maisonneuve a eu une administration qui l'a mal servie, mais je sais que la Commission a été créée pour prévenir ce que j'ai dit.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable député de Montréal-Mercier connaît mal son histoire politique. Le député de Montréal-Mercier devrait mieux connaître l'administration de Montréal. J'affirme que le gouvernement est responsable de l'institution de la Commission métropolitaine; il l'est totalement, et il est responsable également de la dette énorme des municipalités qui entourent Montréal. C'est lui qui a forcé Maisonneuve à acheter un parc

pour favoriser certaines gens qui ne sont pas des étrangers. C'est le gouvernement de Québec qui est responsable des dettes des municipalités autour de Montréal et de l'achat du parc de Maisonneuve.

Je n'irai pas plus loin. Je ne veux pas en dire plus long. Si le gouvernement veut des renseignements, qu'il aille dans la Chambre rouge. Il y a des conseillers législatifs qui en savent long là-dessus. Je me demande de quel droit le gouvernement de cette province impose une commission avec un président dont la population de Montréal ne peut se débarrasser sans son consentement. Je dis que l'on devra faire attention à ce sujet. Nous voulons faire de la critique saine et honnête. Mais, des insinuations comme en fait le gouvernement, faites attention! Je l'ai dit, je me servirai des armes de mes adversaires. Les élections approchent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous allons nous séparer alors...

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre a fait un discours de maître...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous allez être obligé de changer de côté.

M. Tremblay (Maisonneuve): Non, nous ne nous séparerons pas. Nous allons tout simplement changer de côté.

(Rires et applaudissements à gauche)

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'est pas de Montréal, mais il a eu dans sa ville l'expérience de la dictature imposée par le bon gouvernement de Québec. La Commission métropolitaine fait payer aux citoyens de Montréal les erreurs du gouvernement de Québec.

(M. Vautrin, Montréal-Saint-Jacques, se fait remplacer au fauteuil par M. Cantin, Saint-Sauveur)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):
M. le président...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je soulève un point d'ordre. Le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), qui a été nommé président des comités pléniers de la Chambre, doit prendre son siège actuellement occupé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin). Il n'a pas le droit de parler sur la question. En vertu de l'article 21 du Règlement de la Chambre, lorsque l'Orateur suppléant est présent, il doit présider le

comité et non se faire remplacer, sauf pour la nécessité de s'absenter. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques étant président des comités, il doit rester au fauteuil et il ne peut prendre part au débat en ce moment. L'article 27 le lui interdit formellement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'article 31 du Règlement dit que lorsque le président du comité veut s'absenter, il peut se faire remplacer par un autre député.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, s'il a affaire à sortir.

(Rires)

Oui, s'il est appelé hors de la Chambre, mais pas pour prendre part au débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'Orateur et l'Orateur suppléant ont parfaitement le droit de quitter le fauteuil et de prendre part à un débat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, et l'article 27 est clair.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est l'article 31 qui s'applique.

M. le président (M. Cantin): Je crois que l'article 31 permet au président du comité de se faire remplacer au fauteuil et que le point d'ordre est mal soulevé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, j'en appelle de votre décision à la Chambre. Je vous demande de faire rapport de l'incident à l'Orateur de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Il n'y aura pas de "Topaze" ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais il y aura du tapage à la Chambre, par exemple.

L'honorable M. David (Terrebonne):
L'honorable député de Trois-Rivières a-t-il rédigé sa motion pour en appeler de la décision du président?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais la rédiger².

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Rapports de comités:

M. le président du comité (M. Cantin): Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), se basant sur l'article 27 du Règlement, prétend que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) comme président des comités de la Chambre ne peut prendre part à ce débat. J'ai renvoyé le point d'ordre en m'appuyant sur l'article 31 qui dit que le président des comités peut, sans consulter le comité qu'il préside, se faire suppléer. Le député de Trois-Rivières en appelle de ma décision.

M. l'Orateur demande si la décision du président du comité doit être maintenue.

Des voix ministérielles: Oui.

Des voix de l'opposition: Non.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

(Le représentant de Maskinongé, M. Thisdel, se lève de son siège, ce qu'il n'a pas le droit de faire pendant le scrutin).

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!
(Rire général)

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Dugas, Francoeur, Gauthier, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perrault, Piché, Plante, Poulin, Reed, Rochette, Saurette, Savoie, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Turcotte, Vautrin, 42.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. La décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 82 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal..

Adopté.

En comité³:

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je veux bien croire que le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), en soulevant son point d'ordre, n'avait nullement l'intention d'empêcher un député de Montréal de parler! M. le président, l'honorable député de Trois-Rivières veut soulever un débat sur la création de la Commission métropolitaine. J'aurais pu soulever moi-même un point d'ordre contre le député de Trois-Rivières qui a occasionné ce débat. On doit discuter sur le préambule et non sur la création de la Commission métropolitaine.

Mais, puisqu'on est entré sur ce terrain, je prétends que j'ai droit de participer au débat. La députation vient de m'y autoriser. C'est mon devoir de prendre part à ce débat. Si l'Orateur suppléant de cette Chambre ne peut plus exprimer son opinion comme représentant du peuple, je laisserai ma place pour prendre les intérêts de mes électeurs de Montréal. J'aimerais mieux abandonner ce poste.

Je ne prends pas souvent part aux discussions, mais chaque fois que les intérêts de Montréal seront en jeu, je me lèverai pour user de mon privilège de député de cette Chambre. Le député de Trois-Rivières vient de faire consacrer une fois pour toutes le principe que le président des comités a le droit de siéger en se faisant remplacer au fauteuil présidentiel.

Il est étrange de voir l'attitude de l'opposition. Comment se fait-il que le député de Trois-Rivières et le député de Maisonneuve (M. Tremblay) critiquent encore le gouvernement pour la création de la Commission métropolitaine? Ils veulent rendre l'administration libérale responsable de tout ce qui se fait dans la métropole. On rend le gouvernement responsable de la création de la Commission métropolitaine qui remonte à 10 ans. Le représentant de Trois-Rivières devrait savoir que la Commission métropolitaine n'a pas été créée par le ministère, mais par la Législature en 1921. Le bill qui fut alors soumis à cet effet fut adopté d'emblée; il n'y eut pas une seule voix dissidente du côté de l'opposition. Si nous consultons les procès-verbaux de la Chambre, nous constatons que la gauche, comme la droite, a approuvé cette création.

Quatre ou cinq municipalités étaient sur le point de faillir et c'est pour leur venir en aide que l'on eut recours à cet organisme. La Commission métropolitaine a été créée il y a neuf ans par cette Législature et le projet a été adopté unanimement en cette Chambre. Conservateurs comme libéraux l'ont approuvé. Pourquoi venir aujourd'hui tenter de soulever les citoyens contre une commission qui est l'œuvre des deux partis? En 1921, c'était au lendemain de la guerre. Il y avait une dépression générale.

Quatre municipalités environnant Montréal étaient menacées de la banqueroute. Il fallait les sauver dans l'intérêt de Montréal et de toutes les municipalités de la province. Je suis un de ceux qui ne veulent pas que la Commission ait trop de pouvoirs. Si la Commission ne remplit pas son rôle, pourquoi les cités de Westmount et Outremont, qui contribuent à son existence, ne protestent-elles pas?

M. Renaud (Laval): Pour ne pas être annexées.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) laisse le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay) prendre la responsabilité de ses appels démagogiques et il se demande comment il se fait que le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) prend la défense de Montréal et qu'il ne prend pas celle de Westmount, Outremont et Verdun, qui contribuent elles aussi à la Commission métropolitaine. C'est, dit-il, tout simplement pour soulever le peuple de Montréal contre les candidats libéraux.

L'argent de la Commission métropolitaine n'est pas donné, mais prêté aux municipalités qui, un jour ou l'autre, devront le remettre à Montréal, à Westmount, à Outremont et à Verdun. Il est inconcevable d'entendre le chef de l'opposition (M. Houde) dire que Montréal a été la vache à lait de la province. L'honorable député de Trois-Rivières a prononcé des paroles qui seront répandues dans la province. Son seul but est de soulever des préjugés contre les députés de Montréal. Ce n'est pas la première fois que l'on voit de pareils appels. L'honorable chef de l'opposition avait dit dans Montréal-Sainte-Marie qu'il viendrait ici pour mettre en accusation des ministres. Quels sont ceux qu'il a accusés?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas le droit d'attaquer personnellement l'honorable chef de l'opposition, et je soulève un point d'ordre. Cela ne regarde pas le débat en cours.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) déclare qu'il répond simplement aux arguments de l'opposition.

M. le président: Je crois que le point d'ordre est bien soulevé. L'honorable député ne peut attaquer l'honorable chef de l'opposition et il doit parler de la Commission métropolitaine.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je me conforme à votre décision, M. le président, mais je n'ai fait aucune attaque personnelle contre l'honorable chef de l'opposition, d'autant plus qu'il est absent. Je tiens à dire que l'ancien chef de l'opposition a accusé les députés libéraux de Montréal de ne pas surveiller les intérêts de leur ville. Mais l'honorable M. Sauvé oubliait que la Commission métropolitaine avait été créée du consentement des deux partis.

Pourquoi l'opposition d'aujourd'hui critique-t-elle cette même Commission? Pourquoi le chef de l'opposition et ses collègues, qui protestent maintenant contre la loi, l'ont adoptée au comité des bills? Comment expliquer l'attitude de l'opposition? Quand le bill a été discuté en comité, les députés de la gauche ne se sont pas attaqués à l'institution de la Commission métropolitaine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de référer à un discours prononcé devant un autre comité. De l'aveu même du député de Montréal-Saint-Jacques, il n'a pas le droit de référer au débat soulevé au comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) considère que le point d'ordre est mal pris.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les délibérations d'un comité constituent un débat antérieur. On n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur, selon les règlements.

M. Blain (Montréal-Dorion) parle sur le point d'ordre.

M. le président maintient le point d'ordre. Il considère que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), d'après l'article 6, n'a pas le droit de faire allusion aux discours faits en comité.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. le président, la Commission métropolitaine est composée en majorité de membres du conseil de ville de Montréal qui sont les amis de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas le droit de dire que des membres du conseil de ville de Montréal, dont je ne conteste pas l'honorabilité, sont des amis de l'opposition.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Sur quel article vous appuyez-vous?

M. Duplessis (Trois-Rivières) cherche l'article.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Disons que ce sont des amis de l'honorable chef de l'opposition (M. Houde), si l'honorable député ne veut pas les reconnaître comme ses amis.

(Applaudissements à droite)

Ce sont les représentants du chef de l'opposition qui font la pluie et le beau temps, tant au conseil qu'à la Commission. Ce sont eux qui viennent devant la Législature à l'heure actuelle avec leur bill pour demander des pouvoirs additionnels. Pourquoi alors les députés oppositionnistes veulent-ils maintenant laisser entendre qu'ils sont opposés au bill de la Commission métropolitaine quand ils savent que les nouveaux pouvoirs demandés le sont par leurs amis? Je me demande comment la gauche pourrait voter contre ce bill.

Il (M. Vautrin) invite les députés de la gauche à proposer un changement à la constitution même de la Commission métropolitaine.

M. Tremblay (Maisonneuve) réplique qu'il serait disposé à proposer que cette Commission disparaisse entièrement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Ce bill n'a d'autre but que d'accorder des pouvoirs à la Commission métropolitaine et je ne crois pas qu'il y ait lieu de soulever des préjugés à ce sujet. Ce que nous pourrions dire, c'est que l'opposition n'a pas critiqué l'octroi de pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine. Bien au contraire, des membres de l'opposition n'étaient même pas ici pour discuter ce projet.

(Applaudissements)

Il n'est pas décent pour la gauche de protester contre cette commission alors que ses devanciers l'ont approuvée en 1921.

Lors des prochaines élections, lorsque l'opposition viendra faire de la démagogie avec la Commission métropolitaine, la population pourra lui dire que c'est elle qui s'est opposée à ce que la

Commission métropolitaine obtienne de plus amples pouvoirs.

M. Blain (Montréal-Dorion): La Commission a été instituée contre la volonté de la ville de Montréal et contre la volonté des municipalités intéressées. Pour le cas de Maisonneuve, on l'a endettée de \$19,000,000 et on l'a forcée à acheter le parc Maisonneuve au prix de \$8,000,000. Le député de Montréal-Mercier a parlé des malheurs apportés par les critiques. Le premier malheur, c'a été l'institution de cette Commission qui a coûté \$3,500,000 depuis 1921. Et le second, c'a été d'imposer à des municipalités la dictature d'un président inamovible, puisqu'il est nommé pour aussi longtemps qu'il se fera élire comme échevin. Ce président n'est pas un ami de la gauche, quoi qu'on en dise.

Nous avons parfaitement le droit de critiquer cette commission qui, depuis 10 ans, a coûté \$3,500,000 et dont le président est nommé à vie par une loi de la Législature. Le député de Montréal-Saint-Jacques s'offusque parce que l'opposition a prétendu que Montréal était devenue la vache à lait de la province. Les empiétements de la Législature de Québec sur l'administration de Montréal ont été dénoncés par des libéraux, entre autres, M. L.-A. Lapointe, ancien député fédéral de Saint-Jacques. Nous avons donc le droit de protester à notre tour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a dit que l'opposition n'avait pas le droit de discuter la création de la Commission métropolitaine. On m'a reproché d'avoir soulevé ce débat, alléguant que je devais m'en tenir au préambule. Or, le préambule parle de la création de la Commission. Le préambule fait allusion à toutes les lois qui l'ont créée. Je suis donc dans l'ordre. J'ai toujours été contre cette Commission et je le suis encore. Puisqu'elle existe, je ne veux pas retarder davantage l'adoption du bill, mais je tenais à protester une fois de plus. Je ne demanderai pas le vote, mais je déclare que je suis opposé à cette Commission qui constitue une violation de l'autorité municipale.

Les articles 1 à 10, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Asbestos

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des pensions

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: 1. Que tout fonctionnaire ou employé public faisant partie du personnel du service civil depuis au moins quinze ans qui acceptera un emploi ou une charge du gouvernement à laquelle la loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11) ne s'applique pas, sera réputé, pour les fins de ladite loi, faire partie du personnel du service civil pourvu qu'il continue à contribuer à la pension au moyen de la retenue annuelle de 3 % ou de 5 % suivant qu'il aura commencé à faire partie du personnel du service civil avant ou après le 21 décembre 1916.

2. Que, cependant, si la loi qui régit l'emploi ou la charge que ce fonctionnaire ou employé public accepte prévoit une pension pour le titulaire, celui-ci pourra opter pour les fins de sa pension entre les dispositions de ladite loi des pensions ou celles de l'autre.

3. Que cette option sera exercée au moyen d'un avis écrit au trésorier de la province dans le mois qui suivra cette nomination.

D'après la loi, si un employé public est nommé à un emploi qui ne comporte pas de pension et s'il a contribué son 5 % au fonds de pension pendant 15 ans, il n'a pas le droit à une pension. Il

s'agit d'assurer à un employé qui aura contribué au fonds de pension des employés du gouvernement pendant 15 ans la faculté de jouir de cette pension lors de son départ, à condition qu'il continue de contribuer au fonds pendant la durée légale de cette contribution. Nous amendons la loi afin que le fonctionnaire puisse profiter du fonds de pension auquel il a contribué, en faisant la demande au trésorier. C'est une question de simple justice. La loi ne s'applique qu'aux employés du service intérieur du gouvernement.

M. Guertin (Hull) demande des explications au ministre sur les pensions des employés du gouvernement. Il suggère d'accorder des pensions à tous les employés du service extérieur comme du service intérieur.

Il croit qu'il se trame quelque chose, et il espère que le gouvernement ne viendra pas annoncer à un moment donné que les employés du gouvernement doivent travailler 15 ans de plus avant d'avoir droit à une pension. Il insiste également pour que le droit à la pension soit accordé à tous les employés du gouvernement, quels qu'ils soient, qui ont accumulé 15 ans de service.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous allons couvrir ce cas-ci et nous nous occuperons des autres.

M. Guertin (Hull): Pourquoi ne pas rendre justice à tous les employés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous sommes à étudier un projet qui couvrirait tous les employés. Actuellement, le gouvernement procède à l'étude de toute cette question des pensions aux employés civils, mais il ne sait pas encore jusqu'à quel point le gouvernement amendera sa loi des pensions, s'il y a lieu de le faire.

M. Guertin (Hull): Nous allons espérer alors.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi des pensions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Organisation des départements

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: 1. Que le ministre du Travail, qui sera nommé en vertu de la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevra le traitement fixé par l'article 6 de la loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6).

2. Que le secrétaire et tous les autres officiers, commis et messagers, ainsi que tous les autres employés nécessaires à la bonne administration du département du Travail, qui seront nommés en vertu des dispositions de la section 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, recevront le traitement qui leur sera assigné suivant la loi du service civil, ou selon le cas, suivant la loi du service extérieur (Statuts refondus 1925, chapitres 10 et 10A).

Le ministère actuel a été fondé en 1905. Cette mesure a été annoncée dans le discours du trône et a pour but de créer un ministère du Travail indépendant du ministère des Travaux publics. Les ouvriers ont réclamé cette mesure. Avec les progrès de l'industrie, les questions ouvrières sont devenues beaucoup plus importantes et plus nombreuses. C'est pourquoi le discours du trône fait mention de cette mesure.

Les problèmes ouvriers étant devenus plus nombreux, les organisations ouvrières ont demandé la division du ministère des Travaux publics et du Travail et la création d'un ministère du Travail distinct. Je crois que le projet recevra bon accueil de

la part de tous les membres de la Chambre. Toute la Chambre votera cette mesure d'emblée.

M. Guertin (Hull): Quand le ministère sera-t-il créé?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand est-ce que la présente loi entrera en vigueur?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La loi entrera en vigueur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Guertin (Hull): Quand le gouvernement voudra! Je ne veux pas que l'on dénature mes paroles à droite. Je ne voudrais pas que nos paroles soient interprétées comme une opposition à cette mesure. Nous l'avons nous-mêmes préconisée. Seulement, je n'ose dire que le gouvernement mérite des félicitations, parce qu'il attend à la veille des élections pour faire suite aux demandes réitérées maintes fois par les ouvriers. Lorsque M. Galipeault est parti, pourquoi n'a-t-on pas confié son ministère à un représentant ouvrier, plutôt qu'à un homme qui ne connaît pas la classe ouvrière? Il l'a prouvé depuis sa nomination.

La mesure que le gouvernement présente actuellement n'est qu'une demi-mesure, puisque la loi entrera en vigueur quand il lui plaira seulement. Quelle garantie l'ouvrier a-t-il? Aucune, c'est une promesse électorale. On présente ces mesures à la veille des élections, au moment où l'on craint l'électorat. Il y a longtemps que nous demandons la création de ce ministère. Je serais tenté de féliciter le gouvernement...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Allez-vous succomber à la tentation?

M. Guertin (Hull): Le député de Hull ne succombe qu'à de bonnes tentations. Le gouvernement ne mérite pas de félicitations, parce qu'il a privé trop longtemps la classe ouvrière de ce qui lui appartient. Nous nous réjouissons cependant de voir qu'encore cette fois-ci le gouvernement a fini par se rendre aux réclamations de l'opposition. Il s'y rend à la veille des élections. Nous nous réjouissons et nous sommes fiers du rôle que nous avons rempli. Soulignons le fait que ce n'est qu'une demi-mesure, puisque le gouvernement se réserve le droit de nommer le ministre du Travail quand il le voudra. Quelle garantie avons-nous que le gouvernement tiendra sa promesse après les élections?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si vous arrivez au pouvoir, le donnerez-vous?

M. Renaud (Laval): Oui, à deux mains.

M. Guertin (Hull): Si les conservateurs étaient au pouvoir, il y aurait 25 ans que nous aurions un ministre du Travail.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous aussi, nous le donnerons. Et notre promesse vaut la vôtre.

M. Guertin (Hull): Je tiens à signaler le fait que l'on a attendu aux élections pour se rendre à notre demande.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Le gouvernement a annoncé cette mesure dans le discours du trône, et la nomination du ministre du Travail ne tardera pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis 1905, est-ce que plusieurs demandes ont été formulées relativement à la nomination d'un ministre du Travail? L'honorable ministre a-t-il reçu des demandes des unions ouvrières en faveur de ce ministère?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Pas depuis que je suis à la tête du ministère. Il y a eu des demandes avant mon arrivée au département.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question sur le traitement du nouveau ministre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Le traitement du nouveau ministre sera le même que reçoivent les autres membres du cabinet. Le gouvernement a reçu des demandes de certaines organisations ouvrières, mais jusqu'à présent, les besoins de la population ne justifiaient pas la création d'un ministère séparé. Je n'ai reçu aucune demande depuis ma nomination, mais je puis vous affirmer que la nomination du nouveau ministre du Travail ne se fera pas attendre.

Nous ne sommes pas beaucoup en retard, cependant. Dans l'Ontario, province plus industrialisée que la nôtre, où il y a plus de population qu'ici, on n'a eu un ministère du Travail qu'en 1919. À Ottawa, il y a un ministère du Travail depuis 1900.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça fait 30 ans. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps avant de nommer un ministre du Travail?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
Le développement industriel de la province de Québec a atteint un tel degré que la création de ce ministère est justifiée maintenant. Il y a assez de besogne pour un ministre. Il faut tenir compte que cette branche n'avait pas l'importance qu'elle a prise depuis quelques années. Cette mesure est mentionnée dans le discours du trône et, je le répète, cette nomination ne se fera pas attendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déplore que le ministre des Travaux publics et du Travail ait trouvé les affaires étrangères plus importantes que les affaires ouvrières de la province de Québec, surtout lorsque le premier ministre, hier, déclarait avec éloquence: "Où trouver ailleurs, une population ouvrière si importante, plus saine?"

Y a-t-il, dit-il, une population ouvrière supérieure à celle de la province de Québec? Alors, pourquoi ne pas lui avoir accordé ce ministère plus tôt? Lorsqu'on a transporté les Mines à la Voirie, on a procédé autrement. On a fait ratifier la chose après coup. Est-ce que le gouvernement a des candidats pour le poste de ministre du Travail? L'honorable premier ministre a presque fait des promesses à Lévis et à Granby. Certains journaux ont mentionné les noms de MM. Édouard Montpetit et Gérard Tremblay comme futur ministre du Travail. L'honorable premier ministre devrait nous renseigner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je ne puis pas vous dire qui ce sera sans consulter le gouverneur. Il est entendu que je dois consulter le lieutenant-gouverneur, mais ce que je puis vous dire, c'est que ce ne sera pas un bleu.
(Rires)

M. Guertin (Hull): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas donné en même temps les pensions de vieillesse?

M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable premier ministre doit se rappeler des paroles de l'honorable M. Bennett. Il a déclaré que s'il était inconstitutionnel de payer 100 % des pensions de vieillesse, rien ne l'empêcherait d'en payer 99 %.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je ne crois pas que ce soit ce que l'honorable Bennett a dit.

M. Tremblay (Maisonnette): Je vais convoquer en Chambre pour la semaine prochaine

toute la population de la province de Québec pour prouver la véracité de mes paroles au premier ministre.

(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas prolonger le débat, mais je crois que cette mesure aurait dû être présentée plus tôt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne savons pas encore quelles sont les intentions du gouvernement quant au choix du nouveau ministre du Travail. Est-ce que le gouvernement nommera un ouvrier comme ministre du Travail?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le gouvernement nommera une compétence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut s'entendre au point de vue des compétences. Le ministre actuel ne l'est pas plus que ses prédécesseurs, puisqu'il reconnaît qu'il doit abandonner le département du Travail pour le confier à quelqu'un de plus compétent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas nommer un ouvrier?

M. Guertin (Hull) insiste à plusieurs reprises pour savoir si le ministre du Travail sera, oui ou non, un ouvrier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) On vous consultera. Vous savez bien que nous ne nommerons pas un ministre du Travail sans vous consulter.

M. Guertin (Hull): Ne pourrions-nous pas être consultés tout de suite?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous consulterons l'opposition et surtout vous.

La question de l'honorable député est indiscreète. Quand le temps viendra de choisir le ministre, ce sera mon privilège à moi de désigner au gouverneur le titulaire de ce poste. Si je fais bien, la population saura me le dire et m'approuver; sinon, elle me le signifiera également. J'ai eu l'occasion de déclarer ma politique à ce sujet. Le jour où les ouvriers éliront un homme compétent comme ministre du Travail, je le nommerai ministre. Je n'hésite pas à dire que si un ouvrier compétent était élu, nous serions heureux de le nommer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi poser cette condition aux ouvriers?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dirai ceci à mon honorable ami de Trois-Rivières. Le ministre actuel du Travail n'est pas un ouvrier, mais mon honorable ami sait qu'il est plus compétent que des députés que je vois en face de moi, qui se proclament les champions des ouvriers et ne sont pas plus ouvriers que le bon député de Trois-Rivières et moi. On nous accuse d'être des avocats, on nous le reproche, ceux qui posent toujours aux amis des ouvriers, de l'autre côté, ne sont pas plus ouvriers que nous ne le sommes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles du premier ministre sont cruelles pour le pauvre député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre) qui a été nommé ministre sans portefeuille, représentant les ouvriers. L'honorable premier ministre oublie qu'il a à ses côtés le député de Mégantic. N'est-il pas compétent? Le premier ministre n'est pas tendre pour le pauvre député de Mégantic qui, pourtant, a été élu par les ouvriers, comme leur ministre. Le premier ministre devrait avoir plus de sympathie pour notre collègue. Le premier ministre attend qu'on élise quelqu'un qui soit compétent.

M. Guertin (Hull) dit que cette division a peut-être été créée lorsque le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Francoeur) a été nommé, et il cite une allocution prononcée par le secrétaire général (l'honorable M. David) à New York où celui-ci affirme qu'il n'existe aucune différence parmi les ouvriers, sauf celle qui distingue les ouvriers actifs et les ouvriers paresseux.

Si j'en juge d'après les progrès réalisés au palais de justice de Québec, je dirais que le ministre des Travaux publics représente les ouvriers paresseux, et le ministre du Travail, les ouvriers actifs.

Il demande si le ministre des Travaux publics préférerait suivre les enseignements de Lénine que propose son collègue, ou les idéaux que poursuit la province de Québec en matière de travail. Il rappelle que dans une conférence aux gérants de compagnies d'assurances, le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur) s'était inspiré de Lénine pour le sujet de sa causerie. Il demande si le secrétaire provincial affectionne particulièrement ce personnage.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Succession**James McCready**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que les articles 410, 510, 511, 513 et 514 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Frédéric Francis Langan *et al.* concernant la succession de feu James McCready; que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Frédéric Francis Langan *et al.* concernant la succession de feu James McCready est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 145 concernant la succession de feu James McCready.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 5 h 30.

partie de la discussion sur le bill 82 semble se faire sur le préambule du projet de loi. Nous n'avons cependant pas transcrit ce préambule, compte tenu de l'état du projet de loi archivé, et ce, pour éviter toute erreur.

2. Selon *L'Événement* du 12 février 1931, à la page 10, le député de Trois-Rivières rédige rapidement sa motion, alors que *Le Soleil* du 12 février 1931, à la page 17, écrit que le président du comité rédige la motion, que les députés consultent les règlements et que Bourinot entre dans la partie.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cantin (Saint-Sauveur).

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Plante (Montréal-Mercier).

5. Voir note 4.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques). La grande

Séance du jeudi 12 février 1931

Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 3 h 25.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

**Corporation de garantie de titres
et de fiducie du Canada**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), que les articles 510, 511, 513 et 514 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte pour lui permettre d'augmenter son capital-actions.
Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada est présentée à la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:
- bill 37 modifiant la loi des assurances de Québec.

Les bills suivants ont été rejetés:
- bill 81 concernant la faillite de la Caisse d'économie des Cantons-du-Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924;
- bill 173 modifiant la loi des chemins de fer de Québec.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Mount Sinai Sanatorium, demandant l'adoption d'une loi validant les titres à sa propriété.

**The Mount
Sinai Sanatorium**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Remboursement de droits:

**Succession
Olivier Faucher**

Un député pour M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill 115 concernant la succession Olivier Faucher leur soient remis, vu que le bill a été rejeté, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Enregistrement
des baux**

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 187 modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des baux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
articles 87 et 196**

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 188 modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droits sur les successions

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 189 modifiant les articles 11 et 30 de la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des chemins de fer

M. Blain (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 190 modifiant l'article 177 de la loi des chemins de fer de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 40 concernant les bombes lacrymogènes;
- bill 42 modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne;
- bill 51 modifiant l'article 29 du Code de procédure civile;
- bill 105 constituant en corporation Barclays Trust Company of Canada;
- bill 121 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;
- bill 136 modifiant la charte de la corporation du Collège commercial de Saint-Césaire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions;
- bill 102 ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle;
- bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard, et un

acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Servitudes sur des lots de Montréal et de Côte-des-Neiges

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 abolissant certaines servitudes sur le lot no 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot no 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Règlements et résolutions de Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ventes à G. Rémillard et à The Montreal Airdrome Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard, et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions de privilège:**Commission
du prêt agricole**

M. Guertin (Hull) soulève une question de privilège. Le 30 janvier, j'ai posé une question au gouvernement pour savoir quelles sommes avaient été prêtées par la Commission du prêt agricole aux cultivateurs. J'ai demandé les détails des opérations de la Commission du prêt agricole. Le gouvernement m'a répondu que la Commission relevait du pouvoir fédéral et qu'il ne possédait pas les renseignements, qu'il ignorait le montant en question. Or, l'an dernier, j'ai posé la même question et j'ai obtenu les renseignements demandés. Le gouvernement y a répondu avec chiffres et précisions. Je proteste contre cette méthode qui a pour but de voiler la vérité au public.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous avons donné les renseignements l'an dernier, c'est parce que nous les avions. Cette année, nous ne les avons pas. De plus, l'administration de cette loi relève d'Ottawa et pas de Québec, comme l'honorable député le prétend. La Commission est nommée par Ottawa et c'est Ottawa qui paie ses membres. La question relève du fédéral.

**Loi
des pensions**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une troisième fois¹.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel item allons-nous étudier? J'aimerais que le ministre des Terres et Forêts me dise quels sont les crédits à l'étude aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On va étudier les crédits des Terres et Forêts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

On va prendre les items des dépenses générales et celui de la protection des forêts. Nous allons considérer les items tels qu'ils apparaissent dans le budget, l'un après l'autre. Si les députés contestent certains crédits, on les mettra de côté pour un moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, nous n'avons pas été prévenus de l'étude des crédits des Terres et Forêts et nous avons raison de l'être. Je m'oppose à cette façon d'agir, parce qu'elle est contraire à la courtoisie parlementaire. J'ai demandé au moins quatre fois au ministre des Terres et Forêts de me fournir certains arrêtés en conseil. Il y a plus d'un mois, j'ai obtenu un ordre de la Chambre pour la production d'arrêtés en conseil, au sujet de la coupe du bois, signés depuis 1925, car l'opposition a besoin de ces renseignements pour discuter les crédits.

Je ne les ai pas encore. Nous n'avons pas d'employés à notre disposition pour nous fournir tous les renseignements que le gouvernement peut obtenir; et comme nous sommes ici pour protéger les deniers publics, nous devrions être prévenus dans de telles circonstances. J'affirme avoir besoin des renseignements demandés avant de discuter les crédits de ce ministère. Le gouvernement en plus ne pêche pas par excès de courtoisie. La courtoisie parlementaire oblige le chef du gouvernement à prévenir deux ou trois jours d'avance l'opposition de quels sont les crédits qui seront mis à l'étude et à prévenir l'opposition quand il veut étudier le budget.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le ministre exécutera l'ordre de la Chambre; mais la tâche qu'on lui a imposée est lourde, il n'a pas eu le temps de préparer les documents désirés. Il y a 400 ordres en conseil à copier. Copier lesdits arrêtés serait de nature à entraver le travail de la Chambre. S'il faut les attendre, la session pourrait se prolonger jusqu'à l'été. Nous allons voter les subsides sur les items non compris dans la motion du député de Trois-Rivières. Pourquoi faire de l'obstruction?

Quant à la question de courtoisie, j'ai averti mon honorable ami hier que nous étudierions le budget des Terres cet après-midi. Le point de la courtoisie est donc réglé. J'ajoute qu'en attendant le retour de l'honorable chef de l'opposition (M. Houde), que nous n'avons pas vu depuis près de trois semaines, je ne sais vraiment plus, en autant que l'opposition est concernée, à qui m'adresser pour prévenir d'avance

l'honorable chef de l'opposition de ce que nous ferons à la séance subséquente, pour avertir l'opposition que le gouvernement va discuter de tel ou tel crédit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre manque d'adresse.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, j'ai de l'adresse, mais je ne sais pas sur qui tirer. Le député de Montréal-Saint-Georges est le doyen de l'opposition. Dois-je discuter avec le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault)? Je n'y vois aucune objection. Dois-je m'adresser au député de Trois-Rivières ou à celui de Hull, ou encore au député de Montréal-Dorion, ou toute l'opposition, en attendant le retour de l'honorable chef de l'opposition que nous n'avons pas vu depuis près de trois semaines? Le chef de l'opposition ne semble pas trouver les débats très intéressants, car on ne le voit presque jamais à la Chambre, depuis le début de la session.

Je demanderais aux honorables députés de la gauche, s'ils communiquent avec leur chef, de lui faire part de la déclaration que je viens de faire. Qu'on me désigne le chef et je transigerai avec lui, jusqu'au retour du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde). En attendant, je le dis publiquement, nous prendrons les crédits des Terres et nous alternerons avec ceux de la Colonisation. En tout cas, je préviens la gauche que nous soumettrons d'abord les subsides des Terres et Forêts, et ceux de la Colonisation ensuite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre n'a pas l'habitude d'être aussi scrupuleux quand il s'agit de l'opposition. Je donne l'assurance, dit-il, que le premier ministre, qui est le "boss" en toutes choses, ne pourra procéder à l'étude des crédits avant que les renseignements que j'ai demandés ne soient fournis. Le premier ministre est en réalité le *factotum* du ministère parce qu'il centralise tout; la gauche, elle est libre. En tout cas, les membres de la Chambre ont des droits qui doivent être respectés. La Chambre a donné ordre au ministre des Terres et Forêts de produire les arrêtés ministériels demandés. On ne l'a pas encore fait. J'ai demandé copie des ordres en conseil et j'ai divisé mes questions en quatre parties, afin de faciliter la tâche des employés du département de l'honorable représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils).

Si le gouvernement avait témoigné de la moindre bonne volonté, il aurait pu au moins faire quelque chose. Est-ce que le gouvernement a quelque chose à cacher qu'il ne veut pas produire au moins

une partie des ordres en conseil que j'ai demandés? Si le gouvernement refuse d'agir, c'est un signe qu'il cache quelque chose et que l'opposition a par le fait une nouvelle raison d'insister, d'autant plus qu'elle a besoin de ces arrêtés ministériels pour discuter les crédits des Terres et Forêts de façon complète.

Pas de renseignements, pas de crédits. Je tiens à déclarer au premier ministre que nous sommes ici pour faire notre devoir, et que les crédits des Terres ne passeront pas tant que les arrêtés ministériels n'auront pas été produits, ainsi que la Chambre en a donné l'ordre au gouvernement, le 5 janvier dernier. Je ne suis pas prêt à discuter sans avoir les renseignements désirés, et j'avertis bien charitablement le premier ministre que nous ne voterons pas un sou. Qu'on fasse autre chose!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'opposition ne peut tout de même pas s'élever contre le fait qu'on se penche sur certains items au sujet desquels il n'existe aucune objection possible.

M. Guertin (Hull): Je ne suis pas d'accord avec les propos que tient le premier ministre. Je crois que le gouvernement devrait nous dire d'avance quels sont les items du budget qui seront étudiés.

M. Tremblay (Maisonnette): L'intention du gouvernement, je le sais, est de faire porter à l'opposition la responsabilité du retard dans les affaires de la Chambre. Le gouvernement allègue que l'opposition doit voter immédiatement le crédit et qu'autrement la Chambre n'aura plus rien à faire. Est-il plus belle preuve que, si la Législature ne procède pas, la faute en est au gouvernement? Où sont toutes ces lois sociales et ministérielles annoncées dans le discours du trône? Le gouvernement a eu un an pour se préparer à les présenter.

Qu'a-t-il fait pendant tout ce laps de temps? Le député de Trois-Rivières a demandé la production d'arrêtés ministériels, il y a plus d'un mois. Mais qu'est-ce que le ministre des Terres et Forêts a fait pendant tout ce temps-là? Et c'est le gouvernement qui ose prétendre que l'opposition retarde les travaux de la Chambre, alors que le gouvernement n'a pas une mesure prête.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas la manière de procéder que nous avons adoptée dans le passé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien, je n'hésite pas à déclarer que pas un crédit du ministère

des Terres ne sera voté tant que nous n'aurons pas les ordres en conseil dont la production a été ordonnée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons suivi la coutume de tous les Parlements, d'Ottawa et d'ailleurs. Le gouvernement prévient l'opposition que tel budget sera étudié, mais il ne spécifie pas l'item.

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre n'a pas l'air de bonne humeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ça nous arrive des fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répondrai au premier ministre qu'à Ottawa et au Parlement anglais, le gouvernement prévient l'opposition deux jours d'avance. L'opposition a des droits. Le gouvernement anglais et le gouvernement fédéral canadien n'ont jamais discuté les crédits sans avertir l'opposition au moins deux ou trois jours d'avance. Et ces gouvernements produisent les documents quand on les leur demande. Jamais ils ne manqueraient de courtoisie à ce point. Cette façon de procéder du premier ministre n'est pas de nature à hâter la discussion des crédits. Nous allons maintenir nos droits.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député de Trois-Rivières nous a demandé, le 16 janvier, des ordres en conseil touchant la coupe du bois. Nous sommes à les préparer. Mon honorable ami de Trois-Rivières nous a demandé copie des ordres en conseil passés pendant huit ans, trois ans, etc. Mais nous n'avons pas ces arrêtés en conseil en main. Ils sont entre les mains du greffier du Conseil exécutif. Il faut du temps pour copier tout cela. Les arrêtés ministériels sont fort longs et nombreux. Nous faisons copier ce que nous avons. Je ne veux pas limiter le député de Trois-Rivières, là-dessus, mais je crois que la copie des ordres en conseil demandés constitue un travail considérable, on pourrait très bien considérer les items qui ne sont pas contentieux.

De plus, pour prouver notre bonne volonté, nous sommes prêts à discuter uniquement des items que l'opposition nous indiquera. Nous devrions procéder avec les items du budget des Terres, comme les dépenses générales, la pépinière de Berthierville, qui n'ont rien à faire avec la coupe du bois. Nous pourrions procéder, puisque le crédit que je propose n'a rien à voir avec les arrêtés ministériels requis.

Puisque l'on a parlé de courtoisie, ce serait une belle occasion d'en manifester.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, nous étudierons n'importe quel budget, mais pas celui des Terres, tant que nous n'aurons pas les documents demandés. Ça ne doit pas prendre tant de temps que cela pour copier des ordres en conseil, car alors ce serait le désordre en conseil. On ne viendra jamais prétendre que ça prend plus d'un mois pour copier un certain nombre d'arrêtés ministériels. Si le gouvernement veut marcher, qu'il vote les crédits supplémentaires du budget, qui, d'après leur nature, sont urgents et doivent être votés immédiatement.

Il (M. Duplessis) refuse l'offre, disant qu'il ne peut diviser le ministère en sections. Les questions touchant la pépinière de Berthierville, par exemple, peuvent dans l'ensemble avoir beaucoup à voir avec la conservation des forêts et le reboisement. Le tout forme une chaîne, et la chaîne doit être considérée dans sa totalité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Trois-Rivières a obtenu un ordre de la Chambre, le 5 janvier, pour obliger le ministre des Terres et Forêts à produire les arrêtés ministériels. Dans un mois, il y a 30 jours et 8 heures de travail par jour. Il me semble que dans un mois, on devrait avoir eu le temps de faire ces copies. Le moins qu'on puisse dire alors, c'est que le département est fort mal organisé. Le gouvernement nous dit toujours qu'il a hâte de procéder avec la législation. Il montre une hâte fiévreuse à expédier la législation, mais il n'a seulement pas une mesure de prête à nous présenter. Il refuse de nous donner des renseignements essentiels.

C'est là un manque de logique ou de bonne volonté. Les ministres doivent obéir à la Chambre et nous avons le droit d'avoir ces documents. Mais, si l'opposition demande un renseignement, on veut lui faire porter la responsabilité du retard. Je crois que nous avons le droit d'exiger ces documents avant de procéder. Si le ministre était incapable de produire ces documents, pourquoi ne le disait-il pas lorsque la Chambre lui a donné l'ordre de les produire? C'était le temps alors.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)³: L'honorable député de Trois-Rivières nous a demandé, le 16 janvier, des ordres en conseil concernant les droits de coupe de 1920 à 1928. Il nous a fait d'autres demandes, entre autres une pour les ordres en conseil de 1928 à 1931. Les originaux

sont chez le greffier du Conseil exécutif et le département n'en a qu'une copie. Nous avons ces ordres en conseil au département, mais il nous faut en faire des copies pour la Chambre. Nous ne pouvons déposer la copie de l'ordre en conseil que nous possédons au département, sur la table. Il nous faut la copie, et cela, je l'ai dit, est un travail de longue haleine. C'est un travail assez long.

Il me semble que la position que je prends est juste. Nous pouvons discuter un item qui n'est pas concerné par les ordres en conseil. Encore une fois, que nos honorables amis prennent l'item qu'ils désireront et nous sommes prêts à procéder; il me semble que cela est user de courtoisie envers l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne ferons pas d'obstruction, mais nous entendons revendiquer nos droits, et que le premier ministre sache bien que pas un crédit des Terres ne passera s'il entend procéder de cette façon. Tout s'enchaîne dans les items du budget et l'opposition a le droit d'exiger les documents que nous avons demandés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, alors, si l'opposition veut faire de l'obstruction, nous ne passerons aucun item, si vous ne voulez pas. Mais nous pourrions commencer la discussion. Si vous voulez faire de l'obstruction, vous en ferez.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne faisons pas d'obstruction. Il n'y aura pas un crédit de la Chambre qui passera. Pourquoi faire de la discussion inutile? Prenons d'autres crédits. Prenons le budget supplémentaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous l'étudierons la semaine prochaine. Si vous voulez faire de l'obstruction, nous continuerons la discussion demain après-midi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne voulons pas faire d'obstruction. Nous sommes prêts à procéder avec l'étude d'autres crédits, mais aucun item du budget des Terres ne passera pas, tant que nous n'aurons pas les documents demandés.

M. Tremblay (Maisonneuve): La question est fort simple. Nous discutons le budget et l'opposition a absolument besoin de certains renseignements que le gouvernement refuse de fournir. Et pourtant, ces arrêtés ministériels sont importants. Le ministre des Terres et Forêts doit se rappeler qu'en 1929, il a fait

voter un arrêté ministériel de \$10,000 pour le maire de Mistassini, alors que la somme avait été payée trois ans auparavant. Si le ministre ne s'en souvient pas, qu'il réfère à son département si mal organisé qu'il ne le renseigne pas!

En réalité, c'est le ministre des Terres qui bloque le travail de la Chambre. L'opposition lui avait demandé, le 5 janvier, de produire ces arrêtés ministériels; il savait donc qu'elle en avait besoin. Pourquoi n'a-t-il pas produit ces documents? Quel intérêt avait-il à ne pas le faire? Il a le temps, le personnel. Ce n'est pas l'opposition, c'est le ministère qui retarde les travaux de la session. Demain, on essaiera de faire croire que nous avons retardé la besogne. On dira dans les journaux, demain, que l'opposition a fait de l'obstruction.

(Rires)

On sait que les démagogues sont à votre droite, maintenant, M. le président. Nous avons à la droite le grand disciple de Lénine. Le secrétaire provincial (l'honorable M. David), le disciple de Lénine, et de saint Paul, en ce que tous les deux ont dit que celui qui n'a pas travaillé ne devrait pas manger. Il l'a dit à New York, dans une conférence...

(Rires)

Il y a des disciples de Lénine. L'honorable secrétaire provincial l'a prouvé...

L'honorable M. David (Terrebonne): Heureusement que nous vivons dans un pays où le ridicule ne tue pas.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable secrétaire provincial a approuvé Lénine à New York. Et il n'a pas même le courage de professer ici, il est allé dire ça à New York.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'étais absent quand on a parlé de la chose. On a été assez charitable pour faire allusion, hier, à une conférence que j'ai faite à New York et dont je n'ai pas un seul mot à changer ou à retirer. M. le président, j'ai prononcé à New York un discours que je répéterais ici. En mon absence, on l'a mal interprété, et je dois mettre les choses au point. J'ai déclaré à New York que saint Paul avait dit, avant Lénine, que celui qui ne travaille pas n'a pas le droit de manger.

M. Tremblay (Maisonneuve): Alors, l'honorable secrétaire provincial approuve Lénine.

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, mais j'ai toujours approuvé saint Paul.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable secrétaire provincial prétend qu'on a mal interprété ses paroles en son absence. Il est absent assez souvent...

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai assisté à toutes les séances. L'honorable député de Deux-Montagnes me rendra la justice de dire qu'il m'a vu à mon siège à toutes les séances de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne faites pas allusion aux absents. Ne parlez pas des absents, c'est mieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le rapport du département des Terres nous apprend qu'il y a 427 employés. Or, tout ce que nous avons demandé, c'est 400 ordres en conseil. Avec 427 employés, ça ne devrait pas être long. Le sous-ministre des Terres a déclaré dans son rapport qu'il s'était fait un progrès sensible dans le département. Si ce département n'a pas même pu copier 400 arrêtés ministériels depuis 40 jours, le progrès n'est pas fameux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Suivant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le rapport du ministère des Terres nous parle de la tragédie du Lac-Saint-Jean⁴. On ne peut mieux illustrer la justice de notre demande que par ce qui est arrivé au Lac-Saint-Jean. Si les représentants du peuple avaient pris connaissance de l'arrêté ministériel qui autorisait l'inondation des terres du Lac-Saint-Jean, la Chambre aurait pu intervenir pour empêcher la violation des droits les plus sacrés.

Des cultivateurs étaient établis depuis des générations dans cette région. C'étaient de ces cultivateurs sur lesquels le premier ministre s'attendrissait lors de la fête du Mérite agricole. Et ces cultivateurs possédaient leurs terres en vertu de lettres patentes accordées par la couronne. On a vu alors le gouvernement adopter un arrêté ministériel pour annuler les autres arrêtés ministériels qui avaient octroyé aux cultivateurs leurs lettres patentes. Si nous avions connu alors cet arrêté ministériel, la Chambre aurait pu empêcher un désastre. Elle aurait peut-être empêché le gouvernement de consacrer ce principe que ceux qui ont de l'argent ont le droit de violer les droits et les propriétés d'autrui, que les cultivateurs établis par des lettres patentes devaient déguerpir pour faire plaisir aux grosses compagnies.

Le gouvernement s'est rendu complice après le fait de la violation des droits des cultivateurs lorsqu'il a sanctionné l'arrêté en conseil qui autorisait cette violation des droits des gens. Et cette loi a sapé à la base les grands principes de législation, et posé le principe que lorsque les intérêts de l'industrie et du commerce sont en jeu, les intérêts de l'agriculture sont sacrifiés. Et cette loi a été aussi une prime au découragement pour la colonisation. On crie partout que l'agriculture est la pierre angulaire de l'édifice social, que la colonisation prépare l'agriculture; et à la première occasion, on vient saper l'ordre social, sacrifier l'agriculture aux gros intérêts.

Aussi est-il élémentaire que l'opposition, en face de ces exemples néfastes, soit prudente, qu'elle se renseigne.

M. Guertin (Hull): Si l'honorable député de Trois-Rivières attend les documents pour étudier le budget des Terres, il est mieux de le voter en bloc, car il n'aura pas ces documents cette année.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député de Trois-Rivières ne vous écouterait pas.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement n'est qu'un comité de cette Chambre et il doit obéir aux ordres donnés par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, je soulève un point d'ordre. Nous sommes en comité des subsides. Nous devons donc étudier un item du budget des Terres, et la discussion à laquelle nous assistons est hors d'ordre, car elle aurait dû être faite sur la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Nous sommes en comité des subsides et la discussion doit porter sur chaque item, et non sur une autre question comme nous le faisons en ce moment. Si on avait des objections à aller en subsides, il fallait discuter la motion avant que la Chambre se formât en comité des subsides.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je désire parler sur le point d'ordre. Il n'y a aucun item spécifique devant la Chambre. Pas un item n'a été appelé. Le premier ministre a simplement annoncé son intention d'étudier les subsides des Terres et Forêts, et nous avons le droit de nous opposer à l'étude de ces subsides. Si le gouvernement avait dit: "Nous allons étudier tel item", d'accord, mais ce n'est pas ce qui est arrivé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a ceux des Terres. L'honorable ministre des Terres a spécifié les items des dépenses générales ou de la pépinière de Berthierville.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne discutera pas les items des Terres si on ne produit pas les arrêtés en conseil.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que le point d'ordre est bien soulevé. On ne peut s'objecter à la discussion puisque le ministre des Terres a placé devant la Chambre l'item "dépenses générales" du ministère des Terres. La discussion actuelle est irrégulière et contraire aux règlements. Actuellement, l'opposition discute sur rien du tout!

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est flatteur pour le ministre des Terres et Forêts sur qui se fait la discussion.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous discutons sur rien du tout. L'honorable député de Trois-Rivières en était rendu à parler tantôt de l'inondation du Lac-Saint-Jean. Le ministre a le privilège de désigner l'item que nous devons discuter, le président appelle alors cet item et la discussion s'engage. Je considère que l'honorable premier ministre a eu raison de dire que la discussion est irrégulière. Je crois que le point d'ordre est bien fondé. Si l'opposition avait des objections à ce que la Chambre se forme en comité des subsides, elle aurait dû le faire quand l'Orateur était au fauteuil.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai bien dit que nous étudierions le budget des Terres item après item. C'est le droit du ministre. J'avais le droit d'appeler n'importe quel item et j'ai appelé le premier. L'opposition est hors d'ordre puisqu'elle ne parle pas sur un item, alors qu'elle doit le faire d'après les règlements. Si on s'y oppose, je vais en appeler un autre. Le point d'ordre est bien fondé. Dès que le point d'ordre sera maintenu, nous procéderons.

M. Tremblay (Maisonnette): Je suis d'accord avec l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) pour dire que le point d'ordre est bien soulevé. Mais il est mal soutenu. Quand le gouvernement dit que l'opposition n'a rien devant elle pour discuter, ce n'est pas flatteur pour ses ministres et députés. D'ailleurs, nous discutons sur quelque chose puisque c'est le point d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si la discussion est irrégulière, comme l'a prétendu l'honorable ministre des Terres, c'est parce que nous sommes en face d'une situation irrégulière, le refus de produire des documents en vertu d'un ordre de la Chambre. Le ministre des Terres et Forêts n'a pas voulu répondre encore à un ordre de la Chambre sur demande de l'opposition. Je le répète, l'opposition ne fait pas de l'obstruction, mais elle a un droit qu'elle entend maintenir, celui de se renseigner avant de voter les deniers publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle à mon tour sur le point d'ordre. D'après le texte de la loi que j'ai le droit de lire au complet, si je le veux, je puis discuter avec mes collègues sur le département des Terres et Forêts, en général et en particulier. Aucun item du budget des Terres n'a été appelé. L'honorable ministre nous a dit: "Nous pouvons étudier tel item", mais nous nous sommes objectés, avant la production des documents que j'ai demandés. Je pourrais lire tous les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh, nous avons le temps.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) Vous pourriez commencer par lire l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici le livre des règlements. "Article premier. La procédure de l'Assemblée législative de Québec est réglée: 1. En partie, par des lois; 2. En partie, par le présent Règlement, qui survit à la Chambre qui l'a voté et qui reste applicable tel quel tant qu'il n'a pas été abrogé ou modifié sur une motion annoncée; 3. En partie, par des règlements de session que la Chambre peut voter sur des motions annoncées, mais dont l'effet prend fin avec la session dans laquelle ils ont été votés; 4. En partie, par des ordres spéciaux, que la Chambre peut voter sur des motions annoncées, mais dont l'effet est limité aux matières en vue desquelles ils sont votés."

(Hilarité générale dans les galeries)

Le gouvernement refuse de reconnaître les droits que nous confère l'article 4. Nous sommes prêts à étudier le budget de l'honorable ministre de la Voirie, si l'on veut, mais pour remplir notre devoir, nous avons besoin des documents que nous avons demandés avant de procéder à l'étude du budget des Terres.

Il (M. Duplessis) ouvre le volume des Statuts refondus et des députés de la droite le regardent⁵.

Maintenant, je vais vous parler des Statuts refondus. M. le président, je pourrais lire, avec fruit et profit pour les députés de la droite, les Statuts refondus, mais, afin qu'on ne puisse dire que je veux faire perdre le temps de la Chambre, je vais m'abstenir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre empêche l'opposition de défendre les droits de la Chambre et des contribuables. Je suis surpris que le gouvernement refuse à l'opposition de faire valoir ses droits. Nous ne sommes pas responsables de l'irrégularité qui se présente cet après-midi. Il me semble que le gouvernement essaie de bâillonner l'opposition. Je ne comprends pas qu'un ministre de la couronne tienne une conduite comme celle dont nous sommes les témoins.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que mon jeune ami ne soit pas son propre ennemi en cette Chambre. Qu'il ne détruise pas lui-même la bonne impression qu'il a créée ici. Il a bien débuté, qu'il continue, c'est le conseil que j'ai le plaisir de lui donner.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Toujours avec son livre de règlements à la main) Il y a encore de nombreux articles des règlements de la Chambre que nous devons connaître. Je ne veux pas lire tous les articles, car je ne veux pas prolonger inutilement le débat.

(Rires)

Il (M. Duplessis) parle des gloires et mystères du quorum. (Et comme on discute sur un article, il ajoute:) Le gouvernement, lui, en est rendu à l'article de la mort. Il en vient à parler de la masse.

L'honorable M. David (Terrebonne): Massez, massez, il en restera quelque chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les élections s'en viennent, les électeurs vont masser le gouvernement.

Il (M. Duplessis) continue la lecture des règlements de la Chambre en y ajoutant quelques commentaires pour critiquer l'administration générale de la province.

M. le président: Le député de Trois-Rivières n'a pas le droit, parlant sur le point d'ordre, de commenter tous les articles des règlements de la

Chambre. Il n'a pas le droit de s'éloigner du sujet. Il doit se limiter à la discussion sur la légalité du point d'ordre. L'honorable député de Trois-Rivières discute un point d'ordre. Il ne peut étendre ses remarques à la politique générale du gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme que l'opposition est disposée à étudier les crédits supplémentaires, mais que, personnellement, il ne peut discuter les subsides avant d'avoir obtenu les renseignements demandés et que la Chambre a ordonné au ministre de produire. Il poursuit la lecture des règlements. Je viens de lire, dit-il, un article qui prouve que le gouvernement ne peut nous demander d'étudier la loi des accidents du travail, qui n'est pas encore imprimée. Je pourrais lire les Statuts refondus, mais je ne veux pas faire perdre le temps de la Chambre. Tout ce que je veux, c'est montrer au gouvernement qu'il doit respecter nos droits.

M. le président: Les règlements et les autorités parlementaires décrètent que le président doit appeler les items d'un projet à l'étude, l'un après l'autre. Avant cela, Bourinot le dit avec précision, il n'y a pas de discussion possible. Le président du comité n'a pas appelé l'item qui doit être étudié parce qu'on ne lui en n'a pas donné la chance. Le point d'ordre soulevé par le premier ministre doit être maintenu. L'opposition n'est pas dans l'ordre et le ministre peut donner l'article.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Item 104, arpentages, \$400,000.

(M. Georges Côté, chef du Service des arpentages, vient s'asseoir à côté du ministre).

M. le président: J'appelle donc l'item suivant du budget des Terres: 101, Arpentages.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. le président demande si le crédit est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article n'est pas adopté et il n'est pas près de l'être. Si on persiste à vouloir discuter des crédits des Terres, on n'est pas près d'y arriver. Les crédits ne passeront

pas. Nous procédons, mais nous ne passerons pas un sou de ce budget tant que nous n'aurons pas les ordres en conseil que nous avons demandés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Une preuve évidente que l'opposition veut simplement, systématiquement retarder le travail de la Chambre et empêcher sans raison l'étude de mon budget, c'est que dans les ordres en conseil qu'elle désire, il n'est pas du tout question des droits de coupe. Les ordres en conseil en question ne concernent nullement les arpentages. Le député manifeste de la mauvaise volonté; il veut faire de l'obstruction, car dans les renseignements qu'il m'a demandés, rien n'intéresse l'arpentage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'en sait rien. Quand le ministre déclare que je n'ai rien demandé, relativement aux arpentages, il se trompe. J'ai posé des questions dont les réponses m'éclaireraient sur cet item. Tout ce que j'ai à dire, c'est que nous en avons besoin pour l'arpentage. Quand le ministre dit que nous voulons retarder l'adoption des crédits, ce n'est pas vrai. Nous avons offert et nous offrons de discuter de n'importe quel autre crédit, mais le premier ministre a obstinément refusé. J'affirme de nouveau que l'opposition ne votera pas un sou avant d'avoir obtenu les renseignements qu'elle avait le droit d'obtenir. D'ailleurs, la Chambre a donné unanimement un ordre au ministre de produire les renseignements en question, qu'il s'y rende!

Combien a-t-on dépensé l'an dernier pour les arpentages?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Quatre cent soixante-quinze mille dollars.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et cette année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Quatre cent mille dollars.

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi la diminution?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Parce que nous croyons que ce montant suffira. L'an dernier, la Chambre nous a voté \$400,000 pour les arpentages. Nous avons eu besoin de \$75,000 de plus et nous l'avons fait voter dans le budget supplémentaire.

M. Tremblay (Maisonnette): Il n'y a pas eu de mandats spéciaux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Non, nous n'en avons pas eu besoin.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande

des explications.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

les lui donne.

M. Guertin (Hull): Le député de Trois-

Rivières n'a jamais espéré qu'on lui réponde cette année. Le 18 mars 1930, c'est-à-dire au cours de la session de 1930, le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau) a demandé combien des 80,188 milles carrés des réserves forestières ont été affermés chaque année. Le gouvernement n'a pas répondu et, sur la fin de la session, il a converti la motion en question, et il n'a pas encore répondu. Pourquoi le gouvernement a-t-il intérêt à cacher ces renseignements? Sont-ils dangereux pour le gouvernement? Pourquoi les crédits d'arpentage, qui étaient de \$475,000 l'an dernier, ne sont que de \$400,000 cette année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le département ne prévoit pas des dépenses plus considérables.

M. Guertin (Hull): L'an dernier, l'opposition

a appris du ministre qu'un arpenteur a obtenu des contrats et a accordé des sous-contrats. Il distribuait les contrats à d'autres. C'est sans doute parce que nous avons obtenu un changement dans cette méthode que l'honorable ministre nous demande \$75,000 de moins qu'il n'en a dépensé l'an dernier.

Le bois doit se faire rare, puisqu'on en est rendu à acheter du bois russe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce que l'honorable député affirme qu'il se vend du bois russe dans la province de Québec?

M. Guertin (Hull): Pas que je sache. Je n'ai

pas dit cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ni moi non plus.

M. Tremblay (Maisonnette): Le bois russe...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous ne parlez pas des Russes.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est 6 heures mais comme j'ai besoin de renseignements, je ne puis laisser passer l'item.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous les demandez ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a séance ce soir, alors?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 10 h 30⁶

L'honorable T.-D. Bouchard est au fauteuil.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je propose: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

M. Duplessis (Trois-Rivières):⁷ Je soulève un point d'ordre. La Chambre doit faire une heure d'étude de bills privés. Il (M. Duplessis) cite le Règlement pour faire valoir que la première heure de chaque séance du soir devrait être dévolue aux bills privés.

On a réglé le cas de la plupart d'entre eux, en ce qui concerne la Chambre basse, mais il reste encore quelques mesures au *Feuilleton* dont on n'a pas encore parlé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien. Il y en a un que nous pourrions étudier, mais on m'a demandé de le remettre. Nous allons procéder avec le bill 64⁸. Les autres ne sont pas prêts.

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi ne sont-ils pas prêts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Demandez donc à l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) pourquoi ses bills ne sont pas prêts.

M. Tremblay (Maisonnette): C'est une mauvaise habitude du gouvernement.

M. Plante (Montréal-Mercier): Si l'honorable chef de l'opposition était ici, nous pourrions peut-être étudier le bill de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) en propose d'autres.

La motion est adoptée.

En comité⁹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut étudier un bill privé.

M. le président déclare qu'il préside le comité des subsides et non le comité plénier. Nous sommes, dit-il, à étudier l'item des arpentages, \$400,000.

M. Tremblay (Maisonnette) dit que nul ne lui dictera quoi que ce soit, même après un dîner.

M. le président demande au député de discuter l'item 104 ou de demander que l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre revienne en assemblée.

M. Tremblay (Maisonnette): Je propose que le comité se lève.

Cette motion est rejetée¹⁰.

(M. Georges Côté, chef du Service des arpentages, vient reprendre un siège à côté de l'honorable M. Mercier fils).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur les \$400,000, combien a été dépensé pour des avions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Rien du tout. Les arpenteurs peuvent se transporter d'un endroit à l'autre en aéroplane, mais ces voyages sont à leurs frais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je diffère d'opinion avec l'honorable ministre. Il nous a dit l'an dernier que les arpenteurs devaient utiliser des aéroplanes.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est possible, mais toutes ces dépenses sont comprises dans le montant de leurs contrats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En quoi consiste le travail des arpenteurs?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le service des arpentages est sous la surveillance du service forestier et s'occupe des divisions territoriales, des divisions des cantons, en lots, etc., à la demande des autres départements. Ce service est très important pour la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis combien de temps fait-on des travaux d'arpentage?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Depuis que la province existe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait temps que ça finisse. Combien a-t-on dépensé depuis cinq ans pour les arpentages?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député veut-il m'obliger à consulter les *Comptes publics* des dernières années?

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai fait l'addition moi-même. Je vais communiquer mon calcul à l'honorable ministre. Le total est de \$2,110,000¹¹. Est-ce exact?

Il (M. Duplessis) transmet une feuille au ministre des Terres.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je prends la parole de mon honorable ami.

M. Duplessis (Trois-Rivières): A-t-on demandé des soumissions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous ne demandons pas de soumissions pour les travaux d'arpentage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est comme pour les tunnels de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre compare-t-il Montréal au ministère des Terres et Forêts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il semble y avoir des tunnels au département des Terres.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce une comparaison avec Montréal?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Aucun gouvernement n'a jamais demandé de soumissions pour les travaux d'arpentage. Ces contrats ont toujours été donnés pour avoir satisfaction, selon la même coutume établie sous toutes les administrations provinciales.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi avoir critiqué les gouvernements bleus, alors?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne les ai pas critiqués pour cela, parce que le système était satisfaisant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Satisfaisant pour les constructeurs ou pour la province? L'honorable ministre nous dira-t-il l'utilité des arpentages au point de vue forestier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement. Si le service forestier veut établir la situation d'un bloc de concessions forestières, et il y a toujours l'importance d'avoir une carte de la province. Les arpentages sont là pour que tous puissent y avoir accès, que ce soit pour la colonisation ou les mines, ou pour dresser des cartes, et ils servent également au service d'hydroélectricité du ministère.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'arpentage a un avantage au point de vue inventaire?

M. Lamoureux (Iberville): M. le président, je me permets de dire un mot. L'honorable député de Trois-Rivières veut savoir s'il y a eu des demandes

de soumissions. Les arpenteurs sont des employés honnêtes. Ils ont dû rendre des comptes. Si la province n'a rien perdu, pourquoi parler de cela pendant des jours? Nous sommes dans la province de Québec, nous avons 3,000,000 d'âmes et cela prend trois ou quatre mois pour légiférer. Nos voisins des États-Unis, qui ont une population de 120,000,000, règlent tout cela en deux mois. Nous ne sommes pas tous des professionnels ayant du temps à perdre. L'opposition devrait dire au ministre ce qu'elle a à lui reprocher au lieu de discuter sur rien du tout.

(Applaudissements)

Pourquoi gaspiller notre temps? Si l'opposition veut dire que la province a perdu parce qu'on n'a pas demandé des soumissions pour les arpentages, qu'elle le dise donc. Mais qu'on ne discute donc pas comme on l'a fait toute la journée!

(Applaudissements)

M. Tremblay (Maisonnette): M. le président, je partage l'opinion de l'honorable député d'Iberville...

M. Guertin (Hull) fait une observation et applaudit de manière très vigoureuse.

M. le président le prie de bien vouloir ne pas interrompre.

M. Guertin (Hull) proteste.

M. le président: Je peux faire appel, dit-il.

M. Guertin (Hull): Je ne suis aucunement opposé à votre décision et je ne vois pas pourquoi on devrait me rappeler à l'ordre si sévèrement. Je respecte votre décision, mais je n'en vois pas l'utilité.

M. le président: Je demande aux députés de la Chambre de respecter le décorum, de la même façon qu'il y a un moment j'ai demandé aux gens dans les tribunes de ne pas troubler l'ordre et de ne pas manifester. Je demande à l'honorable député de Hull de respecter l'ordre.

M. Guertin (Hull): Je sais, M. le président, que votre décision doit être respectée. Elle est immuable.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est un triste spectacle que l'opposition nous donne depuis cet après-midi, un triste spectacle pour la Législature de Québec, et je regrette que l'honorable

chef de l'opposition ne soit pas ici pour voir ce qui se passe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un triste spectacle de voir le gouvernement refuser de produire des documents que la Chambre a demandés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est un triste spectacle et l'opposition en est responsable.

M. Grant (Champlain) demande au représentant de Maisonneuve (M. Tremblay) de se rappeler l'état dans lequel il était dans deux circonstances différentes, alors qu'il prononçait des discours en Chambre. Il laisse à la Chambre le soin de tirer ses propres conclusions quant à l'état dans lequel se trouvait le député de Maisonneuve lorsqu'il s'est prononcé sur le discours du trône et sur le budget, au cours de la session.

M. Tremblay (Maisonnette): Je ne comprends pas, dit-il, pourquoi l'honorable ministre des Terres ne nous donne pas les documents que nous avons demandés. Je ne veux pas blâmer les employés. Je sais que l'honorable ministre est à la hauteur de la situation. Je demanderai à l'honorable ministre la comparaison du coût des arpentages dans la province de Québec avec le prix payé dans l'Île-du-Prince-Édouard et dans toutes les provinces du dominion. Je demanderai aussi comment l'on procède pour les arpentages dans les autres provinces.

Nous sommes les élus du peuple et nous avons le droit de savoir à quoi est destiné l'argent de la population. Peut-être cela déplaît-il à certains députés, mais ceux-là ne reviendront pas après les prochaines élections. (Il (M. Tremblay) a un *lapsus linguae*, au lieu de nommer le député de Champlain, M. Grant, il prononce le nom du député de Saint-Maurice, M. Frigon).

Si les rois de France n'avaient pas procédé comme le gouvernement, la province de Québec n'aurait pas été perdue pour la France. Si on avait mieux étudié les richesses du Labrador, nous n'aurions pas perdu le Labrador. J'espère qu'avant de continuer, l'honorable ministre pourra nous dire comment les travaux sont faits dans les autres provinces et combien ils coûtent. Le ministre devrait retourner à son bureau et aller chercher les renseignements voulus.

M. Frigon (Saint-Maurice): M. le président, je félicite le gouvernement de n'avoir pas répondu aux questions ridicules de l'opposition...

M. Tremblay (Maisonneuve): Le mot ridicule est-il permis?

M. Frigon (Saint-Maurice): Je le retire. Mais, tout à l'heure, l'honorable député de Maisonneuve a fait une insinuation que je repousse.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je la retire, car c'est à l'honorable député de Champlain que je m'adressais.

M. Grant (Champlain): Je demande à l'honorable député de retirer cette déclaration.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je la retire. Le député de Champlain, dit-il, a prononcé un discours musclé dans lequel il déclarait qu'il n'avait pas l'intention de subir d'autres insultes et exigeait que le député en faute retire ses paroles. (Avec colère) Je ne tolérerai pas de remarques de cette nature et je n'accepterai pas qu'on continue à m'insulter ainsi. Qu'ils sortent dehors, je n'endurerai pas d'injures¹².

Il (M. Tremblay) accuse le député de Champlain de lâcheté et le met au défi de sortir avec lui à l'extérieur, comme un homme.

M. le président le prie de garder son calme.

M. Tremblay (Maisonneuve) maintient qu'on l'insulte et que les députés du côté droit de la Chambre peuvent faire ce qu'ils veulent, alors qu'on rappelle sans cesse les députés de l'opposition à l'ordre.

(Il continue à exprimer son indignation) jusqu'à ce qu'il soit à bout de souffle).

M. Duplessis (Trois-Rivières) prononce quelques paroles apaisantes pour calmer son ami.

M. le président donne la parole au représentant de Saint-Maurice (M. Frigon).

M. Frigon (Saint-Maurice): Je crois que nous assistons à un étrange spectacle. Ça me rappelle ce qui se passe dans une maison quand le chef de la famille est absent: les enfants s'amusent! L'opposition, profitant de l'absence de son chef, tente de diminuer la Législature de Québec, qui est la seule Législature française de ce pays. Si l'on croit avancer les affaires du Parti conservateur en faisant perdre le temps de la Chambre, en ridiculisant la Législature à la face de la province, on se trompe.

L'honorable député de Maisonneuve a insinué que j'aurais de la difficulté à me faire réélire. Que mon honorable ami vienne donc se présenter contre moi dans Saint-Maurice!

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): C'est vraiment un triste spectacle. Nous demandons des documents dont nous avons besoin pour nous renseigner et renseigner le public, et on nous les refuse. L'honorable ministre semble craindre la lumière. L'honorable député de Saint-Maurice se scandalise, mais je voudrais le voir à ma place. J'ai été élu en critiquant le gouvernement et depuis je le critique davantage. L'honorable député de Saint-Maurice a été élu contre le gouvernement.

M. Frigon (Saint-Maurice): Je n'ai pas été élu contre le gouvernement mais comme libéral-indépendant.

M. Guertin (Hull): M. le président, je suis heureux de cette déclaration de l'honorable député...

M. le président: J'ai permis à l'honorable député de Hull de répondre à l'honorable député de Saint-Maurice, mais je lui demande maintenant de bien vouloir revenir à l'item du budget en discussion.

M. Guertin (Hull): J'ai répondu à l'honorable député de Saint-Maurice parce qu'il nous avait attaqués.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député de Hull me le permet, je vais faire une proposition qui va satisfaire toute la Chambre.

M. Guertin (Hull): Très bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans l'intérêt de tout le monde, dans l'intérêt de cette Législature et de toute la province, M. le président, je propose que le comité rapporte progrès, et que nous ajournions à demain après-midi. Il en sera mieux ainsi. Je crois que notre Législature, notre province et tout le monde s'en porteront mieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je seconde le leader de la droite, mais je ne veux pas laisser passer cette déclaration de l'honorable premier ministre sans dire que nous n'avons fait que demander le respect des droits de la Chambre que le gouvernement a voulu ignorer, sans réaffirmer que nous avons exercé

notre droit de contrôle des dépenses. C'est un droit et même un devoir pour les représentants du peuple de veiller sur les crédits.

La discussion a démontré que le gouvernement ne voulait pas nous donner les renseignements que nous demandions et que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) n'était pas suffisamment préparé pour discuter ses crédits. Il eût été préférable pour lui de produire les documents que la Chambre lui a ordonné de produire. L'opposition ne fait que son devoir.

La motion est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que cette Chambre s'ajourne jusqu'à demain après-midi, à trois heures¹³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je demanderais au gouvernement quand il entend produire les ordres en conseil que la Chambre lui a demandés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On a répondu à cette question cet après-midi.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 h 25.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 13 février 1931, à la page 3, M. Perrault fait voter sa loi sans discussion.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent).

3. Selon *Le Canada* du 13 février 1931, à la page 1, le ministre Mercier se leva avec un grand nombre d'ordres en conseil dans les mains qu'il offrit.

4. Le 24 juin 1926, la compagnie Duke-Price procède à la fermeture des portes des évacuateurs de la centrale de l'Isle-Maligne au Saguenay, afin d'accroître son potentiel de production hydroélectrique. Selon la loi, la compagnie devait auparavant acheter par voie d'expropriation les terres qui seraient inondées, étape qu'elle négligea de respecter. Il en résulte l'inondation de 1,052 lots, incluant plusieurs dizaines de kilomètres carrés de terre agricole. La superficie du lac Saint-Jean augmente de 20 %. Voir Dany Côté, *Isle-Maligne: fille de l'eau et des hommes*, Publication no 15, Alma, Société d'histoire du Lac-Saint-Jean, 1997, p. 89-92.

5. Avec consternation, selon *Le Devoir* du 13 février 1931, à la page 2.

6. Cette heure tardive pour la reprise de la séance est due au banquet annuel de l'Orateur, qui a eu lieu au Café du Parlement et auquel sont invités ministres, députés, conseillers législatifs et journalistes.

7. *L'Action catholique* du 13 février 1931, à la page 10, indique que M. Duplessis n'a pas assisté au banquet et qu'il s'est préparé pour le combat.

8. Il s'agit du bill 64 modifiant la loi des sociétés agricoles et laitières, présenté par l'honorable M. Godbout.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

10. Selon *Le Soleil* du 13 février 1931, à la page 16, cette motion est battue par un vote debout.

11. *The Gazette* du 13 février 1931, à la page 3, parle de \$2,500,000.

12. Ce passage est tiré du *Soleil* du 13 février 1931, à la page 16. Il doit être pris sous toute réserve, car l'organe libéral est naturellement peu favorable au député conservateur de Maisonneuve.

13. Cette motion rapportée par les quotidiens n'apparaît pas aux *Journaux de l'Assemblée législative*.

Séance vendredi 13 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la Corporation de garantie de titre et de fiducie du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte pour lui permettre d'augmenter son capital-actions (M. Marchand).

**Code municipal,
article 408**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 222 modifiant l'article 408 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fonds des
syndicats coopératifs**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 228**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 191 modifiant l'article 228 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 802**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 192 modifiant l'article 802 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'habeas corpus

M. Fisher (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 194 modifiant la loi de l'habeas corpus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Perception des droits de coupe
de 1928 à 1931**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 janvier 1931, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1928, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province. (Document de la session no 42)

M. Duplessis (Trois-Rivières): À propos des droits de coupe?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui. Il y en a 140 à peu près qui ont été tirés des dossiers du département. Je crois que je serai en mesure de déposer la balance mardi.

**Coupe du bois
de 1928 à 1931**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 janvier 1931, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1928, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1931, exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province. (Document de la session no 43)¹

Questions et réponses:

**Commission du
salaire minimum des femmes**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Depuis la réponse du 4 février 1930, de quelles industries la Commission du salaire minimum des femmes a-t-elle

déterminé les salaires et dans quelles cités et villes pour chaque cas?

2. Quel salaire minimum a été fixé dans chaque cas pour chaque cité ou ville?

3. Qui est le président de ladite commission et qu'a-t-il retiré à date: *a.* en salaire; *b.* en dépenses de voyage ou autrement?

4. Qu'a coûté à date ladite commission?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

1. et 2. Toutes les ordonnances rendues par la Commission du salaire minimum des femmes depuis la réponse du 4 février, 1930, (*Journaux de l'Assemblée législative*, pages 91, 92 et 93, 1930) sont citées avec détails au Rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail, 1930, pp. 74, 75 et 79.

3. M. Gustave Francq; *a.* \$4,000.00; *b.* \$792.90.

4. \$13,423.60, depuis le 4 février 1930.

Remboursement de droits:

Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé

M. Dufour (Matapédia) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), que les droits ordinaires payés par les promoteurs du bill 138 constituant en corporation les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé, leur soient remis, vu que le bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Enregistrement des baux

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 abrogeant l'article 87*a* du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, articles 87 et 196

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Droits sur les successions

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant les articles 11 et 30 de la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des chemins de fer

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant l'article 177 de la loi des chemins de fer de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je suppose que l'opposition veut avoir le temps de consulter les ordres en conseil avant de procéder à l'étude du budget des Terres. Alors, on pourrait étudier l'item de la pépinière de Berthierville que ne concernent pas les ordres en conseil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article 583 du Règlement autorise la Chambre à punir ceux qui retardent à produire les documents qu'elle a ordonné de produire. L'article 583 décrète que celui qui ne se conforme pas à un ordre de la Chambre est passible de toutes les peines édictées par l'Assemblée. Cela justifie notre attitude d'hier. Le département concerné doit se mettre au travail immédiatement. Je suis informé que la copie des ordres en conseil n'a été commencée que depuis quatre ou cinq jours. Nous avons donc bien fait de nous opposer, hier, et la situation qui a été créée est une punition suffisante. Nous avons fait une lutte hier dans le seul but de faire respecter les droits de la Chambre. Je dois ajouter que la Chambre devra nous donner le temps de consulter les ordres en conseil qui viennent d'être déposés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ce travail a été commencé depuis longtemps et il est nécessairement long. Je veux dire à mon honorable ami de Trois-Rivières qu'il y a 15 jours que nous avons commencé la préparation de la production des ordres en conseil. Comme je l'ai déclaré, la balance sera probablement prête pour mardi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour montrer sa bonne volonté, l'opposition est prête à voter le crédit de la pépinière, puis des crédits statutaires pour les institutions de charité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier: entretien (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette pépinière de Berthierville est une belle initiative du gouvernement pour le reboisement. Il y a un beau champ pour utiliser la pépinière, c'est de reboiser les vieilles terres. Le gouvernement ferait un beau geste.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)²:

Je dois dire que nous avons commencé déjà. Nous avons fait du reboisement dans de vieux cantons. Il (l'honorable M. Mercier) lui dit que le reboisement est justement ce qui lui tient à cœur. La pépinière de Berthierville produit des millions de jeunes arbres qui vont reboiser les régions de la province qui manquent d'arbres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous pourrions peut-être prendre les items de la charité.

L'honorable M. David (Terrebonne):

Tous les items des nos 121 à 186 sont des octrois annuels à différentes institutions de charité qui sont accordés en outre de l'assistance publique. Nous devrions les adopter sans discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et ses collègues consentent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur, 1730 rue Fullum (antérieurement Hospice Saint-Joseph du Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-Joseph, Sœurs Grises, rue Cathédrale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat

Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois un octroi aux Petites sœurs des pauvres. Quelle est cette institution?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les Petites sœurs des pauvres ont leur maison rue des Seigneurs à Montréal. On y reçoit les vieillards.

M. Tremblay (Maisonnette): Je vois qu'on a diminué l'octroi à ces Petites sœurs des pauvres.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député a sans doute mal lu. L'octroi est au contraire augmenté de \$200.

La résolution est adoptée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose quelques questions au secrétaire provincial.

L'honorable M. David (Terrebonne) donne de mémoire toutes les informations qu'on lui demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'intéresse à ce sujet et pose des questions au ministre là-dessus.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cet organisme accomplit un travail très utile en donnant un coup de main à ceux qui sortent de prison ou du pénitencier. Ce travail est très utile et le gouvernement l'appuie en accordant une petite subvention.

M. Duplessis (Trois-Rivières) (Manifestant son approbation d'un signe de tête) En fait, le travail de cet organisme est de mieux en mieux connu, et on peut s'attendre à ce qu'il reçoive une subvention plus importante s'il en fait la demande.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 16. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Alliance française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à sa Majesté

pour Malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Œuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ouvroir des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Patronage Laval, 40 Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Quebec Seamen's Institute, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital de Beauceville, comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital N.-D. de la Protection, Sainte-Marie, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat Saint-Joseph, comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu de Valleyfield, comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la

Providence de Lanoraie, comté Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, (Longueuil), comté Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Sainte-Anne-de-la-Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, comté Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Youville de Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital, comté Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat de la Providence Sainte-Elizabeth, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, Saint-André, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-

André-Avelin, comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de Laprairie, comté Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence, L'Assomption, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence, Saint-Henri-de-Mascouche, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison de la Providence, Saint-Vincent-Paul, comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Saint-Joseph de la Délivrance (section orphelinat), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Saint-Édouard, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des sœurs de la Charité, Saint-Jean-Deschaillons, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Sainte-Ursule, comté Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, (antérieurement Children's Hospital), Saint-Louis, Black Lake, comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Sainte-Elizabeth-de-Farnham, comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Saint-Célestin, comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Saint-Casimir, comté Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital de Magog, comté Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe-des-Monts, comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Dominicains du Rosaire, comté de Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons à Trois-Rivières un hôpital qui sert également d'hospice. Est-ce qu'on ne pourrait pas l'aider davantage?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'hôpital de Trois-Rivières bénéficie de l'assistance publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le sais, mais j'ai fait cette observation parce que l'honorable ministre disait que des hospices bénéficient d'octrois en plus de ceux de l'assistance publique. Je voulais

donc attirer l'attention de l'honorable secrétaire provincial sur l'hôpital de Trois-Rivières.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député ne perd pas d'occasion d'attirer l'attention sur Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable secrétaire provincial devrait augmenter l'octroi de l'Hospice Sainte-Ursule, du comté de Maskinongé, qui ne reçoit que \$100. Je fais la demande au nom de l'honorable député de Maskinongé (M. Gagnon).

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député de Maskinongé s'intéresse à toutes les bonnes institutions de son comté. Je crois même que l'Hospice Sainte-Ursule veut s'agrandir et doit venir s'adresser à l'assistance publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais que l'octroi à l'Hospice des Dominicains de Trois-Rivières soit augmenté. On ne leur accorde que \$300.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous n'avons reçu aucune demande d'augmentation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut cependant se rappeler que cette communauté, les Dominicains, a fait vœu de pauvreté.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, le gouvernement devrait les aider davantage.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous prenons bonne note de l'observation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Toutes ces institutions ne tombent pas sous la loi de l'assistance publique à part quelques exceptions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 66. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Saint-Victor, Belœil, comté Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.
Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital, comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.
Adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait ça et là des commentaires bienveillants sur les divers organismes qui reçoivent de l'argent et il propose qu'on augmente les sommes versées.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'accueille de bon cœur tout propos en ce sens que tiendra l'honorable député de Trois-Rivières, car j'éprouve de la sympathie pour le député de Trois-Rivières, sans parler de la grande estime que j'ai pour sa personne.

Une bonne nuit porte à la charité.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une bonne nuit porte conseil et apporte les ordres en conseil.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pourrions peut-être voter l'argent pour les élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Le gouvernement va en avoir besoin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous n'en voterons pas à l'opposition, parce que vous ne sauriez pas comment vous en servir.

Et ça ne servirait à rien si l'opposition en avait.

(Rires)³

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'en avons pas besoin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 68. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Greffier de la couronne en chancellerie⁴ et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que ce traitement est insuffisant. Ne pourrait-on pas mieux rétribuer le greffier de la couronne en chancellerie, qui est le directeur des élections?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous lui avons offert une augmentation et il n'en a pas voulu.

(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Organisation
des départements**

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 14 modifiant les lois concernant l'organisation des départements.

Adopté.

En comité⁵:

Les articles 1 à 34 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 35, qui se lit comme suit:

"35. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le ministère du Travail sera créé quand le lieutenant-gouverneur en conseil décidera. L'opposition croit que ce ministère aurait dû être créé depuis longtemps. Nous nous objectons donc à cette partie du bill.

Nous allons adopter le projet, sauf pour la troisième lecture, parce que nous proposerons un amendement.

Le bill est suffisamment important pour que la troisième lecture se fasse devant une assemblée de la Chambre plus représentative.

L'article 35 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**Loi de la
division territoriale****L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale soit maintenant lu une deuxième fois.

Il donne quelques mots d'explications.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des assurances**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 37 modifiant la loi des assurances de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut Fraser

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 modifiant la charte de l'Institut Fraser.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association agricole
des Cantons de l'est**

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession
James McCready**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 concernant la succession de feu James McCready soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Mount Sinai
Sanatorium**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. *The Gazette* du 14 février 1931, à la page 1, écrit que "M. Duplessis s'approche de la table, ramasse les ordres en conseil, les caresse un instant et remarque qu'ils ont une belle reliure bleue".

2. M. G.-C. Piché, chef de Service forestier, vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Mercier.

3. Selon *L'Événement* du 14 février 1931, à la page 3, à ce moment-là, on vote \$10,000 pour la confection des listes électorales et \$2,000 pour les dépenses d'élection. Pourtant, les procès-verbaux n'en font pas mention.

4. Monsieur Louis-Philippe Geoffrion occupe cette fonction en plus de celle de greffier de l'Assemblée législative.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

Séance du mardi 17 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte d'East Angus

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), que les articles 506 à 508, 510, 511, 513 et 514 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la ville de East Angus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la corporation de la ville de East Angus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée et lue devant la Chambre.

M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Brome-Missisquoi-Perkins
Hospital**

M. Saurette (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les articles 500, 510, 511, 513 et 514 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de District of Bedford General Hospital et Perkins Hospital Corporation demandant l'adoption d'une loi les amalgamant sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital, que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 fusionnant le District of Bedford

General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de District of Bedford General Hospital et Perkins Hospital Corporation demandant l'adoption d'une loi les amalgamant sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital est présentée, lue et reçue devant la Chambre.

M. Saurette (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 89 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

**Corporation de garantie de titres
et de fiducie du Canada**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,
présentation des candidats**

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 195 modifiant la loi

des cités et villes relativement à la présentation des candidats.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 227**

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 196 modifiant l'article 227 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs spéciaux
de certaines corporations**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 87a**

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 197 abrogeant l'article 87a du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Écoles ménagères

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 226 modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Brefs de prohibition
et de *certiorari***

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 198 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,
article 1530**

M. Dugas (Joliette) demande la permission de présenter le bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Annexion de municipalités
de Beauce à Dorchester**

M. Fortin (Beauce) demande la permission de présenter le bill 186 détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Affermage
de la forêt**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 avril 1930, pour la production d'un état indiquant:

1. En outre des 80,188 milles carrés présentement affermés, y a-t-il eu d'autres limites à bois d'affermées dans le passé, et si oui, dire en quelles années elles l'ont été?

2. Quelles ont été les limites qui ont été louées pour la coupe du bois avant et depuis la Confédération donnant pour chacune la date et le mode de location à qui louée, la superficie originaire en milles carrés, la prime d'affermage par mille carré et le montant payé pour la prime d'affermage?

3. Quels sont les détenteurs actuels des limites à bois qui ont été affermées avant et depuis la Confédération et quelles en sont les superficies actuelles?

4. Quelles sont les limites à bois qui ont été annulées ou abandonnées depuis la Confédération?

Un état indiquant:

En quelles années, le 80,188 milles carrés des forêts de notre province ont-ils été affermés et combien de milles carrés ont-ils affermés, chacune desdites années. (Document de session no 44)

Questions et réponses:

Gardes-chasse et gardes-pêche

M. Crépeau (Sherbrooke): Combien le gouvernement avait-il de gardes-chasse et de gardes-pêche à son emploi en 1930?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Sans salaire: 349; avec salaire: 151.

Destruction du marsouin

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Depuis quand le département des Pêcheries a-t-il affecté quelque somme d'argent soit pour détruire le marsouin dans les eaux de cette province, soit pour étudier les meilleurs moyens à prendre pour le chasser ou l'utiliser au point de vue commercial?

2. Quelle somme a été ainsi dépensée à date?

3. Combien de marsouins ont été: *a.* tués; *b.* capturés à date?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. 1928.

2. \$56,615.80.

3. D'après les rapports que nous avons eus, un nombre considérable de marsouins ont été atteints par des balles et sont allés mourir dans le golfe ou ont été entraînés par les courants, ce qui tend à rendre toute statistique incertaine. Malheureusement, on n'a pas pu les compter exactement. D'une façon précise, le département peut cependant affirmer que 329 marsouins ont été pris ou tués.

(Rires)

Commercialisation du marsouin

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel a été, au point de vue commercial, le résultat des études faites et des sommes dépensées par le département des Pêcheries pour utiliser le marsouin au point de vue commercial?

L'honorable M. Laferté (Drummond): La question qui se posait était surtout de tenir les marsouins éloignés des endroits fréquentés par la morue. D'après le témoignage d'un grand nombre de pêcheurs, on aurait réussi en les chassant, à écourter la durée annuelle de leur séjour le long des rives de la Côte-Nord. Quant à l'utilisation commerciale des marsouins, elle semble très difficile à cause de leur grande méfiance et de l'incertitude de leur présence d'une année à l'autre dans les endroits où l'on s'organise pour les capturer.

Demandes de documents:

Droits de coupes dans le canton Clyde

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis),

qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis 1910, concernant les lots 8 et 9 du canton Clyde.

Je fais motion parce que si la pratique de ce que je vais révéler se continue, la colonisation ne ferait pas de grands progrès. Un M. Viau possédait deux lots dans le canton Clyde depuis 17 ans¹. Il en a été expulsé pour des raisons de coupe de bois. Il a été dépossédé de ses lots par le ministère de la Colonisation parce qu'il ne pouvait payer pleinement ses droits de coupe. Il a eu le malheur de passer au feu et, pour cette raison, il n'a pas rempli tous ses engagements. On me dit que l'occupant actuel des lots est un ami du député du comté. J'espère que l'honorable ministre permettra au colon Viau de retourner sur ses lots.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il est évident que mon honorable ami de Montréal-Dorion a été induit en erreur au sujet de M. Proculé Viau, qui n'est pas un colon, mais plutôt un marchand de bois. D'après le dossier, de son propre aveu, M. Viau n'a pas rempli les conditions que lui imposait la loi. En 1929, nous avons annoncé le lot en location. M. Viau a alors protesté et demandé du délai. Nous avons enduré longtemps. Nous avons envoyé un inspecteur et nous avons décidé de lui donner un an de délai, mais à la condition expresse qu'il s'amende et qu'il remplisse les conditions pendant ce temps, ce qu'il n'a pas fait.

Le dossier que nous allons produire démontre que M. Viau non seulement n'a pas rempli ses engagements, mais qu'il a eu des démêlés avec la justice pour vente de boisson sans licence. Nous avons appris, de personnes dignes de foi, que ce même M. Viau aurait vendu des liqueurs alcooliques, tenu une maison de rendez-vous, et aurait été condamné à l'amende. Les témoignages sont de deux curés et d'autres personnes (il donne les noms). Ses voisins ont prétendu qu'un incendie d'origine assez mystérieuse avait détruit ses propriétés. Ils l'ont toujours considéré comme un chevalier d'industrie. Nous avons enlevé ses lots à M. Viau pour les confier à M. Charbonneau sur la recommandation du curé de l'endroit. Le détenteur actuel des lots n'a pas été recommandé par le député du comté, mais par son curé. Il n'y a donc eu aucune ingérence politique.

Le colon dont parle l'honorable député de Dorion a violé les conditions du ministère. Le dossier démontre de plus qu'après avoir obtenu un an de délai, Viau a fait couper 120 cordes de bois. On nous

a informés encore qu'il n'a fait aucun défrichement sur ses lots. Sur les renseignements obtenus, nous avons cru devoir révoquer la concession des lots. Son commerce de boisson ne se pratiquait pas seulement chez lui, mais même à Montréal, sur l'avenue de l'Hôtel de Ville...

M. Tremblay (Maisonnette): Il a vendu de la boisson à l'hôtel de ville de Montréal?

L'honorable M. Laferté (Drummond): (Souriant) Non, sur l'avenue de l'Hôtel de Ville à Montréal. Procule Viau est allé trouver un homme bien connu, l'honorable M. Alfred Duranleau, qui n'était pas encore ministre de la Marine. Il y a même au dossier une lettre de M. Duranleau. L'honorable M. Duranleau nous a écrit pour nous demander un nouveau délai pour Viau. Évidemment, il n'était pas au courant de la moralité de son client. Il ne connaissait pas l'homme à qui il avait affaire et, à la fin de sa lettre, M. Duranleau, trompé par ce gibier, lui décernait un certificat d'honnêteté. Évidemment, Viau avait joué son rôle.

Enfin, Procule Viau est allé trouver mon honorable ami de Montréal-Dorion, qui nous a écrit à son tour. Je dois dire que l'honorable député de Montréal-Dorion n'a pas parlé dans sa lettre de l'honnêteté de ce colon. Notre département n'a pas l'intention de s'occuper de la morale, mais Viau n'ayant pas rempli ses engagements, il a perdu son lot. M. l'Orateur, je déclare que tant que je serai à la tête du ministère de la Colonisation, je ferai observer la loi. Aussi longtemps que je serai à la tête de la colonisation, je ne permettrai pas que des colons de cette trempe soient protégés.

M. Blain (Montréal-Dorion): Puisque l'honorable ministre a parlé de l'honorable M. Duranleau, je lui ferai remarquer que l'honorable M. Duranleau connaît personnellement M. Procule Viau depuis longtemps. Les renseignements obtenus des deux côtés sont contradictoires. D'autre part, ce que l'honorable ministre ne nous a pas expliqué, c'est que Viau a été pendant 17 ans sur son lot. Après ces 17 ans, on lui a donné un an de délai et, avant l'expiration de ce délai, on lui a enlevé ses lots. Il n'était donc pas si mauvais. Pourquoi a-t-on attendu pendant 18 ans, avant de le déposséder? Je crois qu'il faut toujours se méfier des rapports de colons voisins. Ma motion avait donc sa raison d'être et le département n'est pas justifiable d'avoir enlevé ses lots à ce colon.

La motion est adoptée.

Dépôt de documents:

Coupe du bois de 1920 à 1928

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose la réponse à un ordre, en date du 16 janvier 1931, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1920, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1928, exclusivement, se rapportant à la coupe en cette province. (Document de session no 45)

Subsides

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont les crédits que nous allons étudier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous pourrions peut-être continuer l'étude de l'item des arpentages.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La gauche a peu de temps pour étudier les documents déposés. Nous voulons avoir le temps d'étudier les ordres en conseil.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Très bien. Nous allons étudier le budget de la colonisation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**³ propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

MM. Guertin (Hull) et Sauvé (Deux-Montagnes) font quelques observations au sujet des agents des terres de la couronne. Ils estiment que ces derniers ne sont pas suffisamment rémunérés.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je crois que le gouvernement devrait étudier le projet suivant. Pourquoi les agents de colonisation n'iraient-ils pas dans les villes où des gens de la campagne se sont établis récemment pour induire ces derniers à retourner sur des terres? J'ai confiance dans le ministre de la Colonisation pour donner un nouvel essor à la colonisation.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je remercie l'honorable député de sa suggestion. La colonisation est une œuvre nationale et patriotique, et elle fait des progrès. Si nous ouvrons les rapports officiels, nous constatons que la population des paroisses de colonisation augmente... Déjà les missionnaires-colonisateurs ont commencé le recensement suggéré par le député de Maisonneuve.

M. Tremblay (Maisonneuve): À Saint-Méthode, comment est-ce que ça va? La compagnie Price Bros a placé les victimes de l'inondation du Lac-Saint-Jean à Saint-Méthode. Si je parle de Saint-Méthode, c'est que la compagnie est en procès avec ceux qu'elle a expropriés. La culture ne réussit plus dans cette paroisse qui a été inondée.

Il (M. Tremblay) fait une charge vigoureuse contre cette grande compagnie et le gouvernement qui lui aurait permis de spolier les droits des cultivateurs. Il proteste contre ce qu'il appelle les monopoles des compagnies dans les territoires de colonisation.

L'honorable M. Laferté (Drummond) dit qu'il n'a pas tous les documents en main pour répondre avec précision.

M. Guertin (Hull): Il est rumeur que l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) sera prochainement nommé sous-ministre de la Colonisation. L'honorable ministre peut-il en dire quelque chose?

L'honorable M. Laferté (Drummond): (Souriant) Je n'en ai pas entendu parler. C'est une rumeur. Je l'ai vue dans les journaux. Il y a tant de rumeurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'étonne que les agents des terres ne reçoivent pas tous les mêmes traitements et il cite deux cas en particulier.

L'honorable M. Laferté (Drummond) n'est pas en mesure de fournir les explications nécessaires et il promet à son collègue de revenir sur la question à la prochaine séance.

M. Blain (Montréal-Dorion): Y a-t-il eu augmentation du nombre de lots de colonisation vendus?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui. L'Abitibi compte 20,000 colons environ, soit une augmentation de 400 au cours des cinq dernières années. Nous leur donnons de multiples avantages, mais le colon reste libre. Nous ne confessions pas les colons qui sont libres de partir quand ils le veulent.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'admets tout cela, mais il y a trop de colons qui sont obligés de partir; et je crains que le sol ne soit pas suffisamment fertile. Je vois dans le rapport du ministre qu'il y a eu plusieurs révocations. Il y a eu beaucoup de révocations. Pourquoi? Le ministre peut-il nous en donner les raisons?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Parce que les colons ne remplissent pas les conditions.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pourquoi? Parce que la terre n'est pas fertile?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il y a de nombreuses raisons. Des colons vont s'établir ailleurs. Nous les aidons le plus possible. Plusieurs se lancent dans le commerce et ils ne réussissent pas. Ils sont obligés de s'en aller. D'autres sont malades; enfin, il y a une foule de raisons.

M. Blain (Montréal-Dorion): On devrait s'efforcer de garder les colons là où on les envoie. Baptiste aime à déménager, mais, quand Baptiste est bien quelque part, il y reste. Nous voudrions que la colonisation prenne un essor. Nous dépensons beaucoup d'argent pour la colonisation. Je voudrais que cet argent rapporte à la province. Il y a 100,000 acres de terre de révoquées chaque année. C'est trop. Le département devrait se rendre compte dans chaque région des causes de révocation. Je voudrais que la colonisation soit un succès et que, l'an prochain, il y ait diminution de la révocation des ventes.

L'honorable ministre devrait voir à ce que le colon se cramponne à son lot. C'est là qu'est l'avenir de la province. Il faudrait agir de façon à ce que la colonisation soit plus sérieuse. Qu'on envoie le colon à un endroit suffisamment fertile afin qu'il soit tenté d'y rester! Qu'on fasse enquête sur tous ces déposants, et qu'on modifie la politique du département en conséquence! Il faut que les colons restent sur leur lot.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, mais nous ne pouvons quand même pas les attacher sur leur lot. Nous ne pouvons quand même pas entraver la liberté individuelle des colons. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour les retenir. Nous leur donnons des primes de défrichement et de labour, nous leur donnons des graines de semences, enfin nous faisons tout pour leur rendre la vie la plus attrayante possible.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le gouvernement peut-il contrôler la coupe de bois? Le faux colon nuit au colon sérieux.

M. Guertin (Hull): Le ministre peut-il contrôler la coupe du bois sur les terres nouvelles?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce sont nos inspecteurs qui voient si les colons sont de bonne foi, s'ils remplissent les conditions de la loi. Nos inspecteurs surveillent cette coupe, et c'est là une des principales causes du départ de bien des colons. Ils ne veulent pas se conformer aux conditions.

M. Guertin (Hull): Je vois que \$165,000 ont été dépensés l'an dernier pour cet item. Or, les *Comptes publics* n'indiquent des dépenses que pour un montant de \$142,000.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'honorable député a fait l'addition des dépenses lui-même?

M. Guertin (Hull): Oui.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Mon honorable ami s'est arrêté au milieu de la page. S'il veut descendre un peu plus bas, il verra le détail des dépenses des \$23,000 qu'il n'a pas comptés dans son total.

M. Guertin (Hull): Je remercie l'honorable ministre. Qui a imprimé les *Comptes publics*?

L'honorable M. Laferté (Drummond): C'est l'imprimerie d'un journal recommandable de cette ville.

M. Guertin (Hull): Est-ce *L'Action catholique*?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Un autre journal recommandable...

M. Guertin (Hull): *Le Journal*?

Une voix à droite: Le ministre parle d'un journal recommandable.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non, un autre.

M. Guertin (Hull): Est-ce *Le Soleil*?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, je le crois, c'est *Le Soleil*. Seulement, ce n'est pas le département de la Colonisation qui fait imprimer les *Comptes publics*. C'est l'auditeur de la province qui dirige le travail.

M. Guertin (Hull): Très bien, mais nous pouvons demander à l'honorable ministre de demander à l'auditeur de faire imprimer les *Comptes publics* de manière à les rendre plus clairs. Avertissez les imprimeurs de mieux disposer des montants qui y apparaissent.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je transmettrai à l'auditeur la suggestion de mon honorable ami, et avec plaisir. Ce sera fait l'an prochain si mon collègue le désire.

M. Guertin (Hull) demande l'âge d'un des messagers du ministère.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): La loi devrait être amendée. Les cultivateurs qui ont des lots patentés devraient aussi bénéficier des primes de défrichement, tout comme ceux qui ne paient pas les soixante dollars requis pour faire patenter les lots.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce problème, réplique-t-il, est imposant. J'ai une délégation à ce sujet et le problème est présentement à l'étude.

M. Guertin (Hull): Le ministre de la Colonisation est-il favorable à cette demande?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Question difficile à résoudre en un tour de main, dit-il.

M. Guertin (Hull): Le ministre de l'Agriculture pourrait peut-être répondre. C'est lui qui a reçu la délégation la semaine dernière. Pour ma part, je serais favorable à la requête.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne sais si le député de Hull a réfléchi avant d'exprimer son opinion.

Si nous accordions des primes même à ceux qui défrichent 30 arpents, qui ont des terres patentées, comme le gouvernement n'a pas des ressources illimitées, ce sont les colons qui commencent qui souffriraient.

C'est un dilemme et le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour régler la question.

M. Guertin (Hull) dit qu'il garde son opinion et suggère qu'on étudie davantage le problème.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (colonisation, etc.) pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull) fait quelques remarques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) pour **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** 4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royautes et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Fonds des syndicats coopératifs

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal, article 228

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant l'article 228 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, article 802

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant l'article 802 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de l'*habeas corpus*

M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 modifiant la loi de l'*habeas corpus* soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Perception des droits de coupe de 1920 à 1928

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre, en date du 16 janvier 1931, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1920, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1928, exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province. (Document de session no 46)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)⁴
paraît à son siège.
(Applaudissements)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Vingt-cinq ans, selon *L'Événement* du 18 février 1931, à la page 3.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

3. M. L.-A. Richard, sous-ministre, vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Laferté.

4. Le premier ministre est de retour de son voyage à Montréal.

Séance du mercredi 18 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Ruisseau Jackwood
à Saint-Jean**

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Casgrain), que les articles 506, 510, 511, 513 et 514 du Règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Saint-Jean demandant l'adoption d'une loi concernant la canalisation, le détournement et l'assainissement du ruisseau Jackwood, que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Saint-Jean demandant l'adoption d'une loi concernant la canalisation, le détournement et l'assainissement du ruisseau Jackwood est présentée, lue et reçue devant la Chambre.

M. Bouthillier (Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 145 concernant la succession de feu James McCready.

Questions et réponses:

Vente de la gazoline

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de la gazoline et la perception de la taxe de cinq sous le gallon?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Six.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ils font bien leur devoir? Sont-ils tous qualifiés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ils font leur devoir et... ils sont toujours au poste. Nous sommes toujours au poste.
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pas toujours au bon poste, car il y a des déficits à ce sujet en certains endroits.

**Commission des liqueurs
et J. Desmarais**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Depuis la réponse du 2 avril 1930, combien la Commission des liqueurs a-t-elle payé ou avancé à date à M. Jules Desmarais pour traitement, salaire, gratification, honoraires, dépenses, frais de voyage ou autrement, outre les \$10,223.55 qu'elle lui avait alors déjà payés ou avancés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Commission n'a rien payé à M. Jules Desmarais, mais elle a payé au bureau légal de Desmarais & Deserres la somme de six mille (\$6,000) dollars.

Gardes-feux

M. Crépeau (Sherbrooke): Combien le gouvernement avait-il de gardes-feux à son emploi en 1930?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Deux mille deux cent quatre-vingt-onze (2,291). Ce chiffre ne comprend pas les 2,108 gardes-feux à l'emploi des associations de protection et les 296 à

l'emploi des concessionnaires non affiliés, dont la nomination est faite par le ministre des Terres.

Dépenses de la Commission des liqueurs

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis qu'elle existe à date?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$3,365,844.29.

2. Entrepôt de Montréal.....	\$1,269,683.40
Entrepôt de Québec.....	784,125.40
Achat d'un terrain à Québec.....	29,322.00
Achat d'un terrain à Québec.....	7,500.00
Achat d'obligations de la province de Québec.....	1,243,906.25
Frais d'enregistrement, timbres, etc., sur ces obligations.....	97.16
Entrepôt de Québec (annexe).....	<u>31,210.08</u>
	\$3,365,844.29

Restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1^{er} mai 1929 au 30 avril 1930 et combien a-t-il rapporté?

2. Même question, du 30 avril 1930 à date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$2,701.37. Rien.

2. \$2,147.99. Rien.

Barrage des Quinze

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le nombre de chevaux-vapeur développés actuellement au pouvoir des Quinze?

2. Quel est le nombre de ces chevaux-vapeur exportés en Ontario?

3. Combien l'exploitation de ce pouvoir d'eau a-t-elle rapporté au gouvernement en 1929-1930?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 40,000 h.p.

2. 9,329.71 h.p.

3. \$89,764.86.

Sommes versées à A. P. B. Williams

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quelles sommes M. A. P. B. Williams a-t-il reçues du gouvernement depuis le 1^{er} janvier 1930, en sus de son traitement de \$6,000, comme assistant-trésorier de la province?

2. Pour quel objet ces sommes lui ont-elles été payées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Sommes reçues	2. Objet
\$ 650.00	Traitement comme secrétaire du bureau de la trésorerie
\$1,083.33	Honoraires <i>re</i> requêtes spéciales, droits sur les successions
\$ 200.00	Honoraires provenant des honoraires des licences de mariages
\$1,129.10	Dépenses de voyage, au 31 janvier 1931

Obligations et débetures pour fins de fonds d'amortissement

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. De qui le gouvernement a-t-il acheté ou racheté des obligations ou débetures depuis le 1^{er} janvier 1929 pour les fins des fonds d'amortissement ou pour d'autres fins?

2. Quelles obligations a-t-il achetées ou rachetées?

3. Quel prix a-t-il payé pour chaque obligation?

4. Par l'intermédiaire de qui l'achat ou le rachat s'est-il fait dans chaque cas?

5. Quelle commission le gouvernement a-t-il payée dans chaque cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. et 3. (Voir le tableau aux pages suivantes)

<i>Quantité</i>	<i>Émission par</i>	<i>Taux</i>	<i>Échéance</i>	<i>Prix</i>
<i>A. E. Ames & Company, Montréal</i>				
100,000	Dominion du Canada	5	Oct. 15, 1943	100.00
£ 2,554:4	Province de Québec	a 3	Janv. 20, 1955	78.00
14,000	Province de Québec	4	Fév. 1, 1958	90.00
£ 1,650:	Province de Québec	a 4½	Janv. 1, 1954	94.50
£ 2,000:	Province de Québec	a 4½	Janv. 1, 1954	95.50
11,000	Cité de Sherbrooke	5	Janv. 2, 1937-47	100.00
14,000	Dominion du Canada	5½	Nov. 1, 1934	102.15
59,900	Cité de Grand'Mère	5	Juin 15, 1942 à Déc. 15, 1948	99.75
15,000	Commission scolaire de la ville de Saint-Laurent	5	Juil. 1, 1954	99.75
5,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	98.25
1,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	98.00
100,000	Dominion du Canada	5½	Nov. 1, 1934	101.50
5,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	96.75
500	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	97.00
2,000	Province de Québec	4½	Juil. 1, 1956	98.00
2,000	Hôpital protestant des aliénés, Verdun	4½	Sept., 1932	97.75
£ 1,000	Province de Québec	a 4½	Janv. 1, 1954	93.50
73,000	Province de Québec	a 5	Mars 15, 1943	108.1875
1,000	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.50
400,000	Province de Québec	a 5	Mars 15, 1943	110.00
100,000	Province de Québec	a 5	Mars 15, 1943	107.25
400,000	Province de Québec	a 5	Mars 15, 1943	107.1875
£ 5,682:12	Province de Québec	a 3	Janv. 20, 1955	73.50
17,000	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	5	Juil. 1, 1934-37	97.25
112,000	Province de Québec	a 4½	Juin 1, 1946	107.25
1,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	94.50
£ 2,970	Province de Québec	a 3	Janv. 20, 1955	73.00
<i>Crédit Anglo-Français Ltd., Québec</i>				
2,100	Province de Québec	5	Mai 1, 1936	100.00
£ 1,148:8	Province de Québec	a 3	Janv. 20, 1955	75.00
500	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.25
300	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.00
£ 2,000	Province de Québec	a 4½	Janv. 1, 1954	91.58
<i>Dominion Securities Corporation Limited, Montréal</i>				
29,000	Province de Québec	a 4½	Juin 1, 1946	106.25
£ 2,197:16	Province de Québec	a 3	Janv. 20, 1955	73.00
3,000	Province de Québec	a 5	Mars 15, 1943	109.00
1,000	Province de Québec	a 4½	Juin 1, 1946	105.25
<i>Banque de Montréal</i>				
50,000	Province de Québec	4	Fév. 1, 1958	87.00
£ 4,900	Province de Québec	a 4½	Janv. 1, 1954	95.00
2,000	Province de Québec	a 5	Mars 15, 1943	108.50

<i>Quantité</i>	<i>Émission par</i>	<i>Taux</i>	<i>Échéance</i>	<i>Prix</i>
<i>Banque de Montréal (suite)</i>				
70,000	Province de Québec	5	Mars 15, 1943	107.75
£4,300	Province de Québec	4	Mars 1, 1934	95.50
25,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	97.25
£ 9,068:8	Province de Québec a	3	Janv. 20, 1955	73.50
40,000	Dominion du Canada	4½	Sept. 1, 1940	95.00
1,300	Province de Québec	5	Mai 1, 1938	100.00
100,000	Province de Québec a	4½	Juin 1, 1946	106.50
178,000	Province de Québec a	4½	Juin 1, 1946	107.00
63,000	Province de Québec	5	Mars 15, 1943	107.00
8,000	Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Longueuil.....	5	Mai 1, 1940- 1949	98.00
45,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	97.50
8,000	Province de Québec a	5	Mars 15, 1943	107.625
5,000	Province de Québec	4	Fév. 1, 1958	86.25
£ 1,861:4	Province de Québec a	3	Janv. 20, 1955	75.00
20,000	Province de Québec a	5	Mars 15, 1943	107.50
<i>McLeod Young Weir & Co. Ltd., Montréal</i>				
750,000	Province de Québec a	5	Mars 15, 1943	107.1875
<i>Geo. Cloutier, Québec</i>				
400	Province de Québec	5	Mai 1, 1936	100.00
<i>L.-G. Beaubien & Co., Québec</i>				
£ 316:16	Province de Québec a	3	Janv. 20, 1955	72.269
<i>L'Aide au Sanatorium du Lac-Édouard</i>				
350,000	L'Aide au Sanatorium du Lac-Édouard	5	Sept. 1, 1930-49	98.00
<i>Harris, Forbes & Co. Ltd., Montréal</i>				
102,000	Province de Québec a	4½	Juin 1, 1946	108.00
<i>A. S. Lav, Québec</i>				
1,000	Province de Québec	4½	Mars 2, 1950	96.75
10,000	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.20
<i>Banque de la Nouvelle-Écosse, Québec</i>				
20,000	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.50
<i>Lagueux & Darveau, Québec</i>				
6,000	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.00

<i>Quantité</i>	<i>Émission par</i>	<i>Taux</i>	<i>Échéance</i>	<i>Prix</i>
<i>Bell Gouinlock & Co., Toronto</i>				
£ 14,600:12	Province de Québec	<i>a</i> 4½	Janv. 1, 1954	95.00
<i>Williamson, Plow, Sykes & Co., Toronto</i>				
£ 2,500	Province de Québec	<i>a</i> 4½	Janv. 1, 1954	95.50
<i>Bray, Caron & Dubé, ltée, Québec</i>				
1,000	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.125
<i>W. C. Pitfield & Co., Montréal</i>				
900	Province de Québec	5	Mai 1, 1936	100.00
2,500	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.375
<i>Hanson Bros. Inc., Montréal</i>				
25,000	Province d'Ontario	4	Mai 15, 1940	91.33
25,000	Province d'Ontario	4	Mai 15, 1945	88.85
15,000	Province d'Ontario	4	Mai 15, 1963	83.64
<i>Wood Gundy & Co. Ltd., Montréal</i>				
1,000	Province de Québec	<i>a</i> 4½	Juin 1, 1946	95.00
<i>R.-P. Landry, Québec</i>				
1,000	Province de Québec	6	Juin 1, 1930	100.00
<i>Mead & Co. Ltd., Montréal</i>				
£ 3,623:8	Province de Québec	<i>a</i> 3	Janv. 20, 1955	73.50
<i>Royal Securities Corporation Ltd., Québec</i>				
15,000	Province de Québec	<i>a</i> 5	Mars 15, 1943	112.00

Note: *a* Obligations non sujettes aux droits sur les successions.

4. et 5. Les achats ont été effectués, dans chaque cas, par le département du Trésor, directement des bureaux de courtiers et des personnes, tel qu'indiqué sur la liste. Le gouvernement ne s'est servi d'aucun intermédiaire et n'a payé aucune commission.

Permis de taverne

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien de permis de taverne la Commission des liqueurs

a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1930?

2. Combien dans la cité de Québec?

3. Combien dans le reste de la province?

4. Combien de transports de licence de taverne ont-ils été accordés dans la même année: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?

5. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 314.

2. 61.

3. 248.

4. *a.* 42; *b.* 3; *c.* 29.

5. 51.

**Visites de
commissions scolaires**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de visites de commissions scolaires, autres que celles de Montréal et Québec, ont été faites à chaque année, depuis 1920, sur la demande de l'honorable secrétaire de la province?

2. Combien de ces visites, à chaque année depuis 1920, portaient: *a.* sur l'administration des deniers de la commission? *b.* sur les livres, registres et archives?

3. Faut-il interpréter la réponse de l'honorable ministre des Affaires municipales, au sujet des 661 visites d'inspecteurs-vérificateurs faites dans les commissions scolaires, telle que consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* pour le 15 janvier 1931 (pages 56 et 57), comme voulant dire qu'aucune de ces visites, spécialement quant aux livres, registres et archives, ne pouvait être faite par les inspecteurs d'écoles de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 1920, aucune;

1921, aucune;

1922, aucune;

1923, aucune;

1924, aucune;

1925, 19;

1926, 115;

1927, 59;

1928, 162;

1929, 148;

1930, 158.

Pour un total de 661.

2. *a.* et *b.* Toutes.

3. Non.

**Parc de la
Montagne Tremblante**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invite le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain) à présenter sa motion pour demander au gouvernement de faire un parc national au mont Tremblant.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que cette Chambre invite le gouvernement de cette province à faire les démarches nécessaires pour transformer le parc de la Montagne Tremblante en parc national.

Je ne dirai qu'un mot à l'appui de cette motion. La région de Québec possède déjà un parc, le parc des Laurentides. Il y a dans le nord de Montréal, au nord de Labelle, un pays riche en forêts giboyeuses et en rivières poissonneuses. La région de Montréal possède aussi un parc, celui du Mont-Tremblant, établi par les conservateurs en 1889. Mais ce parc est resté dans le même état depuis et on n'a rien fait pour l'aménager. Or, les grands parcs sont d'une réelle utilité et toutes les provinces ont fait des dépenses considérables pour les aménager. Je considère que le gouvernement devrait y créer un parc national, comme dans les Laurentides. Il y a déjà des clubs installés là et ils seraient heureux d'aider à la réalisation de ce projet. Le parc du Mont-Tremblant est affermé à quelques clubs, tels que l'International Club et autres.

Je n'ai rien à dire sur la façon dont ces clubs observent la loi sur la chasse et la pêche. Ils font beaucoup pour protéger le poisson et le gibier, mais je voudrais que ce magnifique parc de 2,000 milles carrés et qui compte 1,500 lacs soit rendu accessible au public, tout en maintenant l'observance des lois pour la protection du gibier et du poisson. Par l'ouverture de nouveaux chemins, il serait très facile d'accès. Ce parc a trois entrées principales: Saint-Faustin, Saint-Donat et Saint-Michel-des-Saints. On pourrait ménager aussi une entrée plus directe par la Macaza. Les colons pourraient y chasser le gibier et prendre du poisson.

On pourrait obtenir des citoyens qu'ils respectent scrupuleusement les lois de chasse et de pêche. En Nouvelle-Écosse, on a ouvert un grand parc au public, avec avis que si le public ne respectait pas les lois de chasse et de pêche, les restrictions antérieures seraient appliquées de nouveau. Le plus grand succès a couronné l'initiative.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas l'habitude d'appuyer les idées politiques de l'honorable député de Montréal-Dorion, mais j'approuve entièrement la motion qu'il vient de présenter. Je ne veux pas accuser l'opposition de voler le programme du gouvernement, mais, il y a deux ans, le ministre nous a promis un parc national dans cette région dont la majestueuse partie est dans mon comté. Et la

nécessité de ce parc s'impose, car la population de Montréal n'a aucun endroit pour la chasse et la pêche et peu d'endroits pour prendre l'air. Cette région du Mont-Tremblant est un endroit idéal, tant pour la beauté des sites que pour la chasse et la pêche. Le parc est rempli de gibier et de lacs et rivières poissonneuses. Les lacs innombrables ont souvent de merveilleuses plages sablonneuses.

L'entrée naturelle du parc est située à Saint-Donat et aussi à Saint-Michel-des-Saints. Les compagnies y ont construit des routes carrossables pour fins d'exploitation forestière. Il suffirait de 20 milles de nouvelle route pour raccorder les tronçons de route déjà faite, ce qui entraînerait une dépense de \$50,000. En plus, si les deux grandes routes régionales Montréal-Saint-Donat et Berthier-Saint-Michel-des-Saints étaient raccordées, on aurait une route magnifique qui comprendrait la traversée de la Montagne Tremblante que les touristes fréquenteraient.

Ce serait là une promenade magnifique en automobile. Or, on sait que le tourisme en 1929 a rapporté \$22,000,000 de plus qu'en 1928, à la province de Québec, et ce serait un excellent moyen de les attirer. Depuis cinq ans nous recevons 5,000,000 de touristes au Canada. Ils laissent \$300,000,000 au pays, dont \$60,000,000 dans la province de Québec. D'autres part, ces Américains ont acheté des marchandises canadiennes pour à peu près \$5,000,000 suivant l'évaluation faite aux douanes. J'ai parcouru cette belle région au cours de l'été en compagnie de M. Alexander Fraser, ingénieur en chef de la voirie, qui a été émerveillé des beautés de cette région. Ce fut une révélation pour les excursionnistes. Ce parc se trouve situé dans les comtés de Joliette, Berthier et Labelle.

Le tourisme est une nouvelle industrie. Le tourisme ne diminue pas au Canada. Il augmente tous les ans grâce à nos routes. Le tourisme étant devenu une de nos plus belles sources de revenus, il importe d'offrir aux voyageurs de nouveaux paysages afin de les attirer davantage. Si nous voulons conserver à Québec les revenus du tourisme, il faut continuer d'y attirer les visiteurs. Ce n'est possible que grâce au caractère français de notre province, qui donne à l'étranger l'impression de visiter la Nouvelle-France. Nous devons contenter nos visiteurs. Québec a droit à une très large part du tourisme, à cause de son caractère français. Québec a 12,000 milles de chemins améliorés sur les 156,000 milles de chemins du Canada tout entier. Il faut continuer à faire des bonnes routes pour attirer les touristes chez nous, et l'ouverture de ce parc contribuerait à faire aimer Québec des visiteurs étrangers.

Aménageons ce parc le plus tôt possible. Des particuliers ont déjà pris certaines initiatives dans cette région; sans publicité, ils ont établi de véritables hôtels dans la région et dont la prospérité grandit sans cesse. Souvent les touristes y viennent. Le gouvernement ne regretterait certainement pas d'avoir dépensé quelques millions de dollars dans le but de transformer en parc national la Montagne Tremblante. Il y a un millier de lacs dans la région qui ne sont pas sous bail et qui renferment quantité de poissons. Ces lacs deviendraient un paradis véritable pour les chasseurs (sic). Je prie donc l'honorable ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de créer le plus tôt possible ce nouveau parc national.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je remercie l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) d'avoir inscrit cette motion au *Feuilleton*, et l'honorable député de Berthier de l'avoir si bien secondé. Le 6 décembre 1929, j'assistais à un banquet donné à Montréal par l'Association pour la protection du gibier et du poisson.

Je déclarai alors que le gouvernement désirait créer un parc national dans le nord de la cité de Montréal. Je suis heureux d'informer la Chambre que, l'été dernier, l'Association que je viens de nommer a fait à notre demande une enquête dans cette région et que nous voulons créer ce parc national pour établir des limites, recueillir des renseignements.

Ce qui complique un peu la situation, c'est qu'il existe des baux qui ne sont pas expirés. Il faut établir aussi des points de repère aux meilleurs endroits. Tout cela demande un travail assez long. Il faut tenir compte non seulement des intérêts du chasseur, mais aussi du curieux qui aime aller dans les bois en curieux pour y admirer avant tout la nature. Ce vaste parc bien aménagé, et qui sera non seulement un foyer de chasse et de pêche, mais aussi un endroit de repos où les gens des villes pourront aller refaire, au milieu des grands bois, leurs forces et leur santé et continuer de donner à la province le meilleur de leurs énergies.

Mais nous ne les renouvellerons pas et nous avons confiance que le projet pourra être mené à bonne fin. Comme disent les Américains: "National parks are the playgrounds of the nation" (les parcs nationaux sont les terrains de jeux de la nation). C'est notre intention de donner à la région de Montréal ce que nous avons donné à la région de Québec, où nous avons un parc national avec 20 ou 22 camps qui sont de véritables hôtelleries en pleine forêt, où les

Québécois pourront aller prendre quelques jours de repos. Le gouvernement comprend l'importance de ce projet et il le réalisera dès qu'il le pourra.

M. Blain (Montréal-Dorion) exprime sa satisfaction d'avoir l'appui de la droite sur cette motion et il espère que le gouvernement n'hésitera pas à dépenser les sommes nécessaires à la réalisation de ce projet.

Je suis heureux, ajoute-t-il, de remercier à mon tour l'honorable ministre de la Colonisation et l'honorable député de Berthier. J'espère que la région de Montréal aura avant longtemps son parc national.

La motion est adoptée.
(Applaudissements)

Code de procédure civile, article 87a

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 abrogeant l'article 87a du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Il propose la lecture de deux bills pour modifier le Code de procédure civile.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel est le but du premier?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour rétablir le bref de *mandamus* dans la loi de la voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'autre est pour rétablir le bref de *certiorari*, je suppose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Brefs de prohibition et de certiorari

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari* soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code civil, article 1530

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Annexion de municipalités de Beauce à Dorchester

Un député pour M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député de Beauce étant malade, je dois dire qu'il s'agit de détacher les paroisses de Sainte-Aurèle et Saint-Zacharie du comté de Beauce et de les annexer au comté de Dorchester pour fins électorales.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai toujours entendu dire l'honorable député de Beauce qu'il était en faveur de la Beauce intangible.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le comté de Beauce est tellement généreux qu'il ne craint pas de se séparer d'un morceau de son actif en faveur des comtés avoisinants.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Écoles ménagères

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 226 modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales.

Adopté.

Organisation des départements

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14

modifiant les lois concernant l'organisation des départements soit maintenant lu une troisième fois.

M. Guertin (Hull): Je m'objecte à l'article 4 de ce bill. Je considère que les pouvoirs du ministère du Travail ne sont pas assez étendus et qu'ils sont de plus mal définis. Il a le pouvoir d'enquêter pour recueillir des statistiques, mais rien ne l'autorise à le faire si les intéressés ne le désirent pas.

Il (M. Guertin) veut présenter un amendement pour accroître les pouvoirs du ministre et, en particulier, imposer des pénalités à ceux qui refusent de donner les renseignements demandés par le ministre dans les attributions de ses fonctions. Il cite le cas de l'*Annuaire statistique* où l'on dit que sur les 489 formules envoyées à divers groupements ouvriers et autres en 1930, 184 ont été remplies. Et le statisticien de conclure qu'il sera forcé d'interrompre la statistique ouvrière dans l'*Annuaire* parce que trop d'intéressés s'abstiennent de répondre. Il ne s'agit pas d'infiltrer dans les associations ouvrières l'influence patronale, mais de donner pleine efficacité à la statistique ouvrière au profit de toute la classe ouvrière.

Je propose donc, dit-il, l'amendement suivant, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que tous les mots après "que" soient remplacés par les suivants:

"Ce bill soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instruction de l'amender:

"1. De façon à autoriser le ministre à imposer une pénalité pour refus de fournir les statistiques demandées, suivant la clause 1 de l'article 4 du chapitre 95a;

2. En ajoutant, après la clause 2 dudit article 4, le suivant:

"3. Il est chargé de s'enquérir des différents taux de rémunération payés aux ouvriers dans les différents métiers et industries de la province;

"De s'enquérir et faire rapport sur la possibilité d'établir de nouvelles industries dans la province chaque fois que la matière première peut être fournie dans cette province ou qu'il y a émigration des artisans experts ou chaque fois que des circonstances ou des raisons spéciales pourraient faciliter l'établissement de telles industries;

"De s'enquérir et faire rapport sur la législation sociale et ouvrière dans les autres provinces et les autres pays et faire les recommandations et suggestions qu'il croira bon;

"Faire rapport de tous changements suggérés aux lois sociales existantes ou faire l'adoption de

nouvelles lois chaque fois qu'une requête à cet effet est présentée par une organisation ouvrière ou corps public ou aucune autre personne;

"S'enquérir et faire rapport sur les conditions sanitaires et autres questions affectant la santé, le confort et le bien-être des travailleurs."

Je vois aussi que les pouvoirs du ministre ne sont pas suffisamment étendus. Il a le pouvoir de mettre en vigueur les lois sociales ou ouvrières de la province, mais le ministre devrait aussi avoir l'obligation légale de s'occuper des affaires de son ministère, d'enquêter.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne saisis pas très bien la portée de cet amendement. L'article premier n'a pas sa raison d'être parce que dans le passé, les réponses n'ont pas été exigées des unions. L'article proposé par le représentant de Hull (M. Guertin) est de nature à nuire aux bonnes relations entre le ministre et les organisations ouvrières. Pareille position serait de nature à créer de l'antagonisme. Ce n'est pas faire confiance aux organisations ouvrières que de les menacer de pénalités. La clause a d'autant moins sa raison d'être que les organisations ouvrières ont toujours montré de la bonne volonté à fournir les renseignements qu'on leur demande.

Si, dans le passé, ces organisations avaient fait preuve de mauvaise volonté, on comprendrait une telle clause, mais, dans les conditions actuelles, ce ne serait pas faire confiance à ces organisations que de les menacer. Le député de Hull voudrait que le ministre soit obligé d'enquêter sur toutes et chacune des entreprises de construction qui se font. Il a le pouvoir de faire enquête quand il le voudra, principalement sur les plaintes qui se présentent. La clause 3 de la loi donne d'ailleurs au ministre les pouvoirs généraux nécessaires pour faire enquête.

Quant aux autres articles, ils sont inutiles parce que couverts par les classes déjà consignées dans le bill. Quant aux requêtes sur les salaires, nous avons déjà cela dans la loi. Quant à la deuxième clause qui déclare que le ministre est chargé de s'enquérir des différents taux de rémunération payés aux ouvriers, la loi actuelle lui donne ce droit, il n'y a donc pas lieu de surajouter. L'amendement oblige le ministre à s'enquérir sur la possibilité d'établir de nouvelles industries et d'améliorer les lois ouvrières. Est-il nécessaire de mettre cela dans la loi? Il ne faut pas oublier que chaque année, les organisations ouvrières viennent soumettre leurs demandes au gouvernement au ministère du Travail.

Elles font la même chose à Ottawa. Elles savent y inclure toutes leurs requêtes. Et ces demandes sont écoutées. Quant à la clause 3, nous avons notre échelle des salaires raisonnables. Je crois que cet amendement est inopportun. Il n'y a donc pas lieu de remettre une telle clause dans le bill. Le ministre du Travail a le droit de faire toutes les enquêtes qu'il jugera à propos de faire. La même remarque s'applique quant à l'amendement qui permettrait au ministre de s'enquérir et de faire rapport sur la législation sociale et ouvrière.

Les industries nouvelles, le gouvernement les recherche et les attire constamment. La législation ouvrière forme l'un des premiers soucis du gouvernement. Tout ce qui est demandé dans l'amendement, le gouvernement a le pouvoir voulu pour l'assurer comme on le sait fort bien. Je ne vois pas l'utilité de cet amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les Statuts refondus, chapitre 6, donnent au ministre des Travaux publics tous les pouvoirs nécessaires, et ces pouvoirs se trouvent transportés au ministre du Travail dans le domaine qui lui est propre. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut transmettre à un ministre tous les pouvoirs d'un autre ministre. Les pouvoirs du ministre ne sont pas limitatifs. Pour ce qui est des statistiques, nous avons déjà des pouvoirs très larges et nous pouvons même infliger une amende à quiconque donne de fausses statistiques. La loi donne au chef de la statistique le droit de poursuivre ceux qui refusent les renseignements demandés, avec amende de \$50.

La loi 18 des Statuts refondus donne au gouvernement le droit de recueillir toutes les statistiques nécessaires. L'article 35 de la même loi couvre le cas de la pénalité pour toute personne qui refuse de donner des renseignements ou donne des renseignements faux. Les cas signalés par le député de Hull sont donc prévus et l'amendement est inutile. Ainsi donc, ce que demande le député de Hull est déjà dans la loi générale. Le compilateur des statistiques a déjà le droit d'exiger les renseignements dont parle le député de Hull. L'amendement est donc inutile car tout ce qu'il demande est dans nos lois.

M. Guertin (Hull): Le chef des statistiques dit qu'il ne donnera pas les statistiques des établissements industriels. Il ne veut plus s'occuper de ces renseignements à cause du peu de succès qu'il a obtenu. Le chef de la statistique prendra-t-il les mesures nécessaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef des statistiques, c'est votre humble serviteur. Le nécessaire sera fait, comme il l'a toujours été. Je puis vous assurer qu'il les publiera, ces statistiques. (À M. Guertin) Retirez-vous votre amendement?

M. Guertin (Hull): La première partie, mais pas la seconde.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande quand même à ce que les amendements restent. Puisque l'amendement concorde avec les lois, dit-il, pourquoi ne pas l'adopter?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous aurions l'air de ne pas connaître nos lois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si les pouvoirs de contrainte existent déjà, il n'y a aucune raison de s'opposer à la demande du représentant de Hull (M. Guertin). Le gouvernement ne devrait pas s'opposer à une réaffirmation plus catégorique de ce qui existe déjà.

Au point de vue législation sociale, nous sommes en retard. La motion du député de Hull aura eu un excellent effet, en ce sens qu'elle démontre que, depuis 33 ans, le gouvernement ne s'est pas occupé sérieusement de la statistique ouvrière, au point que le statisticien projette de l'abandonner.

Mais, depuis 30 ans, le gouvernement est incapable d'étudier sérieusement les problèmes sociaux. Le gouvernement s'en rend compte. Il est obligé de nommer des commissions à propos de tout, d'avoir recours à des anciens élèves de l'économiste LeRoy-Beaulieu (M. Édouard Montpetit) pour tenter de rendre justice à cette classe importante... L'opposition a donc raison de demander que les pouvoirs du ministre soient mieux définis, que son amendement soit adopté, puisqu'il concorde avec la loi. Je ne vois pas pourquoi la droite s'objecterait à cet amendement qui donne plus de force à ce qui existe déjà dans le bill, mais plus timidement.

Quand même l'amendement du représentant de Hull aurait eu ce seul résultat: la promesse du premier ministre que dorénavant les statistiques du travail incomplètes et insuffisantes seront sérieuses, il aura rendu un grand service à la classe ouvrière et à la population, puisque le premier ministre qui est le chef de la statistique dit que dorénavant les statistiques seront complètes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Alors, c'est vous qui nous volez notre programme.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Levant les bras) Mon Dieu. Pour une fois!
(Hilarité générale)

Une ou des voix de l'opposition insistent pour que l'amendement soit mis aux voix.

Des députés ministériels s'informent auprès de l'opposition de l'absence du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis).

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Fisher, Gault, Guertin, Houde, Lafleur, Smart, Tremblay, 9.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bernard, Bouthillier, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Farand, Francoeur, Frigon, Gagnon, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 48.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Des voix: Duplessis, Duplessis.

(M. Duplessis revient à son siège)

Et la motion principale est mise aux voix.

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, je veux proposer un nouvel amendement. Le gouvernement est bien disposé parce qu'il est à la veille de l'élection. Mais il vaut mieux prendre toutes les précautions, car le gouvernement promet et il donne le contraire de ce qu'il a promis. Le gouvernement est composé essentiellement de membres de professions libérales. Il a proclamé que les ouvriers avaient le droit d'être représentés, mais il n'a pas été jusqu'à dire: "Nous allons demander aux membres des organisations ouvrières de faire partie de l'administration de la province." C'était trop. On y allait par doses mesurées. Nous allons, songeait le gouvernement, leur donner le droit d'être représentés. Et nous allons pour commencer leur donner un ministre sans portefeuille.

Le gouvernement a toujours manifesté beaucoup d'affection pour l'ouvrier, mais il ne lui a

toujours donné qu'un ministre sans portefeuille. Ou le député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre) était qualifié pour représenter la classe ouvrière ou non. C'était une consolation, jusqu'à ces jours derniers alors que le premier ministre a déclaré que le ministre du Travail sans portefeuille n'était pas un ouvrier du tout. Où sont la valeur des paroles et la beauté des actions du premier ministre? Le représentant de Mégantic était qualifié ou non. S'il l'était, quand le premier ministre lui a demandé de représenter les ouvriers, on ne voit pas en quoi il a démerité, puisqu'il est encore ministre. S'il n'était pas qualifié, le premier ministre a induit la classe ouvrière en erreur.

Le gouvernement a induit en erreur les ouvriers, le mot n'est pas trop pesant? Je ne veux pas dire que l'honorable premier ministre a voulu induire en erreur la classe ouvrière à East Angus, en 1929, lorsqu'il a dit: "Messieurs, demandez-nous ce que vous voulez, nous vous le donnerons." Résultat: la majorité libérale a été réduite à 82. Le premier ministre ne veut pas l'admettre, car il a la mémoire courte, mais les ouvriers, eux, s'en souviennent. Le premier ministre devrait se servir de son crayon, s'il doute de sa mémoire. Et il est clair que la population d'East Angus connaissait mieux le premier ministre que les députés de cette Chambre, car elle a battu son candidat. Une majorité libérale de 200 voix a été changée en une minorité de 80.

Le premier ministre parle de M. Bennett, mais ce dernier a tenu sa promesse de convoquer une session spéciale, tandis que le premier ministre de Québec n'a pas encore tenu sa promesse, lui, et les ouvriers d'East Angus attendent encore.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce que l'honorable député dit que j'ai promis un ministère du Travail à East Angus? Quand ai-je promis un ministère du Travail?

M. Tremblay (Maisonnette): Je vais répondre.

Le premier ministre est diplomate, mais il se souviendra, si sa mémoire est bonne, qu'il a dit qu'il donnerait aux ouvriers ce qu'ils voulaient. Vous avez dit: "Demandez ce que vous voudrez et je vous le donnerai."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, et ce n'est plus la même chose. À East Angus, je discutais la loi des accidents du travail qui n'avait rien à faire avec la création d'un ministère.

Il (l'honorable M. Taschereau) refuse de laisser tomber. Il dit que la Chambre discute de la

division du ministère des Travaux publics et du Travail, et qu'il n'a jamais dit à East Angus que la division aurait lieu. Ce à quoi M. Tremblay fait référence, c'est la déclaration qu'il (l'honorable M. Taschereau) a faite à East Angus, où il disait que si les ouvriers voulaient un système d'assurance collective, ils pouvaient l'avoir, mais, jusqu'à ce jour, certains veulent conserver la loi actuelle, et d'autres, l'assurance collective. Depuis, ajoute-t-il, les ouvriers ont clairement signifié qu'ils voulaient l'assurance collective, et un projet de loi sur le sujet est à l'étude devant la Chambre, mais ce bill-là, la loi des accidents du travail, n'est pas l'objet du présent débat. Le député de Maisonneuve devrait s'en tenir au bill à l'étude devant la Chambre.

J'ai déclaré, dit-il, aux ouvriers: "Dites-nous ce que vous voulez", au sujet de la loi des accidents du travail, "et nous vous le donnerons". Le député de Maisonneuve n'a pas le droit de faire de prétentions comme celles-là. L'honorable député est obligé de prendre ma parole et il doit s'en tenir pour la discussion à la loi du ministère du Travail. Je n'ai pas promis de ministère du Travail à East Angus et c'est ce que nous discutons en ce moment.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je permets toujours des interruptions. Je dis le bill...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous devez prendre ma parole. Je n'ai jamais dit...

M. Tremblay (Maisonneuve): Je discute le bill des accidents et je n'ai jamais voulu prétendre que le premier ministre a promis un ministre du Travail à East Angus. C'est le premier ministre qui le dit. La province sait bien que ça prend trop de temps pour tenir une promesse. Les ouvriers ont demandé un ministre du Travail depuis plusieurs années lorsqu'ils sont venus en délégation, et le ministre le savait fort bien. Le premier ministre s'en va à Lévis et dit aux électeurs que s'ils veulent élire un bon ouvrier, le gouvernement va le nommer ministre. Il va ensuite courir dans d'autres comtés et promet la même chose. Il dit ça partout. Il y a longtemps que nous demandons un ministre du Travail et le ministre n'a pas le droit d'aller en promettre un dans les 84 comtés de la province.

(Rires)

Je parle du bien-être de la classe ouvrière et c'est pourquoi je veux un ministre du Travail qui soit un vrai ouvrier. Je ne veux pas, par exemple, qu'on donne cela à la veille des élections. Il n'a pas le droit de bourrer le peuple de cette façon. On n'a pas le

droit à la veille d'une élection d'employer un ministère pour servir d'appât électoral.

Je comprends que ça va prendre un homme qualifié pour être ministre du Travail. On va lui dire: "Travaille, nous autres on s'assoit et on regarde." La valeur d'un ministre du Travail dans cette province, nous en avons eu la preuve dans la crise. Si nous avions eu un ministre du Travail qualifié, bien que la crise soit mondiale, jamais la crise n'aurait existé dans notre bonne vieille province de Québec. La Chambre se rappelle que je l'ai mise en garde. J'avais lancé le cri d'alarme, il y a deux ans, contre la concurrence du bois de pulpe de Russie et de Scandinavie. J'ai dit qu'un désastre était à nos portes. J'avais averti le gouvernement que s'il laissait se poursuivre cette politique de concurrence insensée, le jour viendrait où notre industrie serait en péril.

Résultat: il y a une motion de l'honorable secrétaire provincial devant cette Chambre. Nous n'achetons pas de bois russe, disent les ministres. Oui, mais nous ne vendons plus notre bois. La vérité est que là où nous vendions notre bois, ce sont les Russes qui vendent le leur. Les colons de l'Abitibi ne peuvent faire concurrence aux Russes pour la vente de leur bois et c'est la cause du chômage. L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail a dit que nous n'avions pas besoin d'un ministre du Travail parce qu'il y en a un à Ottawa.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je dois déclarer à l'honorable député que je n'ai jamais fait pareille déclaration.

M. Tremblay (Maisonneuve): Très bien. Nécessairement, on est obligé de beaucoup ravalier. Il semble que certaines personnes doivent ravalier leurs paroles. Je prends la parole de l'honorable ministre. J'accepte la parole du ministre, mais non les allusions du ministre des Terres qui ferait mieux de ravalier ses arrêtés ministériels.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je soulève un point d'ordre. Je déclare que je n'ai jamais prononcé de telles paroles. Le député est obligé d'accepter ma déclaration.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'accepte la déclaration. Nous sommes obligés d'accepter la parole d'un député. J'accepte sa parole, quant à sa valeur, je ne dis pas le mot...

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je demande au député de retirer...

M. Tremblay (Maisonneuve): Très bien, je retire, n'en parlons plus.

Le sous-ministre du Travail a déclaré à Ottawa qu'il n'y avait pas de chômage à Québec, mais il a accepté de l'argent. Le premier ministre a déjà déclaré qu'il n'y avait pas de chômage. Mais ça ne l'a pas empêché de courir à Ottawa pour prendre la part qui revenait à la province, prouvant ainsi qu'il y avait du chômage.

Le premier ministre, dans un certain dialogue, a déclaré que la province avait bien fait de ne pas accepter la loi des pensions de vieillesse. L'honorable premier ministre a dit un jour que nous avions sauvé \$2,000,000 en attendant qu'Ottawa paie les pensions aux vieillards.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Nous serons tous des vieillards quand l'honorable député de Maisonneuve aura fini son discours. Le voilà rendu aux pensions de vieillesse quand il est question ici de la nomination d'un ministre du Travail.

M. Guertin (Hull): Le député de Maisonneuve n'enfreint pas le Règlement. Le premier ministre semble ignorer le fait que le député de Maisonneuve n'a pas encore présenté son amendement. L'honorable député de Maisonneuve a un amendement.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le voici, mon amendement. Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que tous les mots après "Que" dans la motion soient remplacés par les suivants: "Que ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant l'article 35 par le suivant:

"La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

M. l'Orateur, je veux parler sur le point d'ordre. La pension des vieillards...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill renferme une clause en ce sens.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) lui rappelle que ladite clause ne se trouve pas dans le projet soumis à la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je retire mon point d'ordre et j'en soulève un autre. La Constitution dit que le lieutenant-gouverneur a seul le pouvoir de choisir les membres du cabinet et

quand il le veut. La Chambre n'a donc pas le droit de dire au représentant de la couronne: "Vous choisirez un ministre du Travail tel jour."

L'amendement est donc hors d'ordre. On ne peut présenter un pareil amendement sans le consentement du lieutenant-gouverneur, parce qu'il concerne une prérogative de la couronne.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je soulève un autre point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais j'ai déjà retiré mon objection sur le premier point d'ordre.

MM. Duplessis (Trois-Rivières) et Blain (Montréal-Dorion) prétendent que le droit de décider de l'entrée en vigueur de la loi est du ressort législatif et non du domaine exécutif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre est habile mais je considère que l'amendement est parfaitement régulier. Il ne faut pas confondre les pouvoirs. L'exécution de la loi n'a rien à voir avec sa sanction. L'amendement est dans l'ordre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La loi a pour but de séparer le ministère du Travail du ministère des Travaux publics. Le bill crée le ministère, et pas le ministre, et c'est la couronne qui doit nommer le ministre qui en sera responsable. Le but du bill est la nomination d'un ministre du Travail. On crée un ministère du Travail avec un titulaire. On lui assigne des choses à remplir, et pour cela, il faut qu'il ait été nommé. Or, sa nomination est entre les mains du lieutenant-gouverneur et la Chambre n'a pas le privilège de sommer le gouverneur de nommer un ministre à telle date plutôt qu'à telle autre. Nous ne pouvons décréter dans cette loi que le lieutenant-gouverneur devra choisir le ministre du Travail à un jour fixe. Le point d'ordre est bien soulevé, dans mon opinion, car en disant que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, on oblige le lieutenant-gouverneur à nommer le ministre ce jour-là. La Chambre n'a absolument aucune autorité là-dessus.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je crois que l'on joue sur les mots. L'amendement ne touche pas aux prérogatives de la couronne. Le bill crée le ministère, pas le ministre. Il ne s'agit pas de nommer un ministre du Travail, mais de voter un ministère. Il n'y a pas de règlement, direct ou implicite, selon lequel la sanction du bill entraîne l'obligation de

nommer le ministre. La Chambre a le droit de dire qu'une loi ou l'autre entrera en vigueur le jour de sa sanction.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La loi sépare le ministère du Travail. Par conséquent, si la loi entre en vigueur le jour de sa sanction, nous aurons un ministère du Travail sans ministre pour l'administrer. La clause 35, qui laisse la nomination du ministre entre les mains du gouverneur, couvre justement le point soulevé par le député de Montréal-Dorion. Dès le moment où le bill sera sanctionné, il (l'honorable M. Francoeur) se retrouvera ministre des Travaux publics uniquement, et le ministère du Travail nouvellement créé sera dans les faits un ministère sans ministre.

Qui, à ce moment-là, administrera les questions relatives au travail jusqu'à ce que le ministre du Travail soit nommé? Pas lui, car il n'aura plus compétence à l'égard des questions liées au travail. Le nouveau ministère sera sans dirigeant s'il est créé au moment de la sanction, et ce, jusqu'à ce que la couronne décide de nommer un nouveau ministre. Personne n'aura compétence à l'égard des questions de travail. D'ailleurs, il y a le précédent du ministère des Affaires municipales dont la dernière clause disait que la loi entrerait en vigueur le jour où le déciderait le lieutenant-gouverneur en conseil.

Une voix de l'opposition: On peut avoir un ministre du Travail par intérim.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, seulement après la nomination du ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment le gouvernement a-t-il procédé pour la nomination du ministre des Mines?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ... se lève pour répondre à la question.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a posé la question à M. Francoeur.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dit qu'il n'a aucune réponse à donner.

M. Tremblay (Maisonnette): Il y a M. Montpetit.

M. Crépeau (Sherbrooke): Il y aura le député de Mégantic.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Ces remarques sont amusantes, mais nous discutons sérieusement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si le lieutenant-gouverneur a seul le droit de choisir le ministre, pourquoi dire que la loi rentrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil? La très grande majorité des lois décrètent la mise en vigueur lors de la sanction. Or, si la chose était illégale, pourquoi l'a-t-on laissée inscrire dans les Statuts dans la majorité des lois?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est le lieutenant-gouverneur.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je considère que l'opposition ne violente nullement le lieutenant-gouverneur en lui disant que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. J'aurai l'occasion de parler probablement sur le projet de loi, et je dirai alors la vraie raison du gouvernement pour retarder le choix du ministre du Travail.

M. l'Orateur: L'amendement est irrégulier parce qu'il viole à la fois les articles 435 et 670 du Règlement. Le point d'ordre est maintenu. L'amendement affecterait les deniers de la province et ne peut être présenté sans l'autorisation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur. L'amendement ne peut être dans l'ordre que s'il a au préalable l'assentiment du gouverneur en conseil parce qu'il y est question des deniers, puisque la création du ministère entraîne des charges publiques qui ne sauraient être contractées sans l'assentiment du représentant de la couronne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Baillargeon, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Caron, Casgrain, Charbonneau, Dansereau, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Francoeur, Frigon, Gagnon, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier,

Moreau (Lac-Saint-Jean), Papineau, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 43.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Fisher, Gault, Guertin, Houde, Lafleur, Smart, Tremblay, 10.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. l'Orateur: La motion du député de Maisonneuve est hors d'ordre. La question est maintenant sur la motion principale.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, le gouvernement s'est enfin rendu à une demande de l'opposition, à une suggestion formulée depuis longtemps. Jusqu'ici, le gouvernement s'est contenté de nommer des commissions pour qu'elles fassent des propositions. Le gouvernement attend ensuite des années pour les réaliser à moitié. Cette année, à la veille des élections, il présente enfin ses mesures. Le ministère croit devoir consentir à cette motion conservatrice de jadis. On veut cependant attendre une occasion plus favorable pour l'appliquer.

On a dit que je n'aimais pas les avocats parce que je critiquais un ministère composé exclusivement d'avocats. C'est une erreur, car j'ai seulement dit que si à la tête des ministères il y avait des compétences, les choses iraient beaucoup mieux. Le premier ministre a reconnu le bien-fondé de mes paroles. L'honorable premier ministre a dit lui-même depuis longtemps qu'il cherchait une compétence pour le ministère du Travail. Il aurait pu facilement la trouver, cette compétence. L'honorable premier ministre a donc négligé la classe ouvrière.

Il a donc manqué envers les ouvriers lorsqu'il a présenté le député de Mégantic (M. Lapierre) comme représentant ouvrier, pour dire ensuite qu'il attendait une compétence avant de nommer un ministre du Travail. Le gouvernement, dit-on dans les cercles politiques, attend une heure favorable pour nommer le ministre du Travail. C'est sans doute un des résultats de l'élection de Huntingdon. C'est Huntingdon qui a décidé le gouvernement à agir, mais il met dans sa loi qu'il nommera le ministre du Travail quand il le voudra. Une chose se dégage. Les victoires morales que l'opposition a remportées, comme disait l'honorable premier ministre avec sa morgue habituelle...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien, bien...

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Oui, je comprends.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le naturel revient au galop.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Moqueur) Mais il est bridé pourtant. L'honorable premier ministre a objection au mot "morgue".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Retirez ce mot. Je crois que l'honorable chef de l'opposition devrait ménager ses expressions.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je retire le mot "morgue", bien entendu. Le premier ministre n'a jamais montré de morgue pour l'opposition. Je disais donc que le premier ministre, sans morgue, blaguait nos victoires morales. Mais nos victoires ont produit des résultats bienfaisants. Le travail de l'opposition dans Huntingdon, Compton, Richelieu et Montcalm ainsi que l'appel adressé à la population se sont révélés très efficaces. Ces victoires morales ont conduit à des mesures législatives dont se moquait le gouvernement depuis les 10 dernières années et ont profité à la population, mais ce n'est que lorsque le gouvernement a été pris de peur, et non par amour des ouvriers, qu'il a adopté le programme de l'opposition. Les victoires morales que nous avons remportées ont forcé le gouvernement à adopter le programme de l'opposition.

Ce n'est pas par amour du peuple que le gouvernement s'occupe de l'ouvrier, mais par crainte de l'électorat. Le premier ministre a mis tout le programme de l'opposition dans son discours du trône. Il convient de remarquer toutefois qu'à East Angus, la population n'a pas même voulu croire aux promesses du premier ministre, car elle sentait que l'opposition était plus sérieuse. Les victoires morales de l'opposition ont valu à la population des lois remédiatrices, des lois amendées et nous avons le droit d'en réclamer le crédit. Car les sentiments qui animent le gouvernement ne sont pas des sentiments d'amour pour le peuple, mais des sentiments de crainte et de terreur. Le ministère s'est un peu amélioré. Il cherche maintenant des compétences. Le premier ministre a trouvé des compétences. Il a trouvé le ministre de l'Agriculture, qui, auparavant, était un avocat.

On cherche un ministre du Travail. On ne choisira pas un avocat qui traîne les tribunaux, mais probablement un savant économiste que l'on a entraîné par les cheveux dans la vie publique au lieu d'y appeler un ouvrier compétent. C'est là une

concession mitigée aux réclamations de la classe ouvrière. Ce n'est pas un bien beau compliment pour le député de Mégantic (M. Lapierre) que de dire qu'on cherche une compétence. Ministre du Travail avec portefeuille, ça prend quelqu'un qui a pu se faire craindre, et non pas par un petit article de journal. Sans en vouloir aux avocats, le gouvernement se rend compte qu'il doit choisir des compétences.

(Applaudissements à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): En refusant de nommer un ministre du Travail, le gouvernement a été injuste pour la classe ouvrière. L'attitude du gouvernement à l'égard du travail sous ce rapport constitue une insulte et l'opposition proteste. Je suis membre du Barreau. J'apprécie les services que rendent les avocats. Nous avions un gouvernement composé exclusivement d'avocats. Il (M. Duplessis) reconnaît les services que rendent les avocats à la société, mais le principe existe également selon lequel trop d'une bonne chose n'est bon à rien. Le gouvernement de ces dernières années a été composé exclusivement d'avocats, ce qui est injuste pour les différentes classes de la société, et non seulement cela est-il injuste, mais cela empêche le cabinet de profiter de points de vue différents que sauraient apporter aux discussions des représentants d'autres classes. Trop longtemps, le ministère n'a été composé que de membres du Barreau. C'était une erreur.

Un bon gouvernement doit être formé de représentants de toutes les classes et de toutes les activités. Le gouvernement proclame son amour à la classe ouvrière. Le moyen de le prouver, cet amour, c'est de lui rendre justice, de respecter ses droits. Nous avons un gouvernement vieux de 30 ans. Je ne rappellerai pas la parole de Sir Wilfrid Laurier qui disait qu'après 15 ans un gouvernement n'est plus bon. Un bon gouvernement, c'est un gouvernement dans lequel toutes les classes de la société sont représentées. L'opposition a proposé un amendement qui a été mis de côté et avait pour but d'empêcher que cette loi fût une mesure dilatoire. L'opposition est favorable à la loi, mais estime que le gouvernement a attendu trop longtemps.

Ottawa a un ministre du Travail depuis 1910, l'Ontario depuis 1919, et maintenant, après 12 ans de demandes, le gouvernement du Québec présente un bill, mais laisse le soin au lieutenant-gouverneur de décider du moment où l'intention du bill sera réalisée. L'opposition appuie la création du ministère du Travail. L'opposition proteste contre l'attitude insultante du gouvernement à l'endroit des ouvriers, mais, étant donné que son attitude peut être mal

interprétée et maltraitée, et même déformée, elle ne provoquera pas de vote. Mais elle proteste contre les retards que l'on apporte à l'application de la loi nouvelle. La province de Québec est en retard au sujet de la loi créant un ministère du Travail. Malgré ce retard, le gouvernement refuse encore de fixer une date pour l'entrée en vigueur de la loi.

(Applaudissements à gauche)

La motion est adoptée sur division. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi relative à la radiodiffusion en cette province;

- bill 37 modifiant la loi des assurances de Québec;

- bill 39 modifiant la loi de la voirie relativement aux expropriations;

- bill 60 modifiant la loi des pensions;

- bill 80 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;

- bill 119 ratifiant le titre de Canadian Copper Refiners Limited à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est;

- bill 128 permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal.

Donation Cherrier-Sénécal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45**Congrégation des
Ursulines**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Papineau (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 89 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Papineau (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
d'East Angus**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la charte de la ville de East Angus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Brome-Missisquoi-Perkins
Hospital**

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Corporation
de garantie de titres
et de fiducie du Canada**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve;

- bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies, et autorisant la ville à faire certains travaux;

- bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années;

- bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.

**Succession
J.-O. Villeneuve**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Contrat entre la ville de Kénogami,
The Price Brothers & Co. Ltd. et
The Kenogami Land Co. Ltd.**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company Ltd. et The Kenogami Land Company Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies, et autorisant la ville à faire certains travaux. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Taxe de la Canadian
Transcontinental Airways Ltd.**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la Canadian Transcontinental Airways Limited, pendant un certain nombre d'années. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Actes de vente, de transport
et d'établissement de servitude
de Montréal-Est**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Demandes de documents:

**Incendie à Saint-Guillaume d'Upton,
comté de Yamaska**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance depuis le premier janvier 1929 entre le gouvernement et toutes personnes concernant une enquête par la Commission des incendies sur un incendie dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comté de Yamaska.

M. Lambert attend le rapport du procureur général pour finir le règlement de ses affaires.

La motion est adoptée.

**Maire de
Sainte-Thérèse-de-Blainville**

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toutes personnes depuis le premier janvier 1927 concernant le maire de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Je suis un contribuable de Sainte-Thérèse et je tiens à protester contre le fait que le maire de cette ville, M. Coulombe, a souscrit \$200 de l'argent des contribuables - de mon argent par conséquent - pour défrayer les dépenses d'une assemblée politique (assemblée David-Montpetit).

Le maire de Sainte-Thérèse, M. Coulombe, est gérant du magasin de la Commission des liqueurs à Sainte-Thérèse. Il démissionne à chaque élection pour pouvoir travailler pour ses amis politiques. Sa démission naturellement n'est pas acceptée, mais ça lui permet pendant trois mois de faire la cabale électorale. Une fois l'élection finie, il retire sa démission et reprend la gérance de son magasin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous ne devriez pas dire cela. Vous apprenez ce moyen à d'autres.

M. Blain (Montréal-Dorion): On dit même qu'un dimanche, il est allé chercher de la boisson au magasin pour obtenir des adhésions à sa cause. À la veille d'une élection, il a pénétré dans le magasin de

la Commission et en est sorti chargé, chargé, sans doute, pour protéger la morale, ou pour fins sacramentelles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est du travail le dimanche.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce système existe depuis longtemps et les contribuables sont fatigués. M. Coulombe exerce ses talents oratoires dans le comté. Non seulement il démissionne sans démissionner. En plus, il fait du drainage sur la rivière aux Chiens et exécute des contrats de voirie tout en gardant son magasin. M. Coulombe construit même des chemins. Il a un quadruple mandat et n'en néglige rien. Il aide aux conversions politiques en masse. Il n'a pas un double mandat. Il a plusieurs mandats.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce mal?

M. Blain (Montréal-Dorion): La Commission des liqueurs n'a pas été instituée pour permettre à ses gérants de s'enrichir. Je dénonce ces faits qui sont connus depuis longtemps parce que M. Coulombe a dépassé les bornes cette année.

Tout ce qu'il fait est vu de tout le monde car le magasin des liqueurs est situé à une fourche dans la ville de Sainte-Thérèse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Terrebonne étant absent, je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), l'ajournement du débat. Mon collègue (l'honorable M. David) répondra à l'honorable député.

Je crois que le sourire qui errait sur les lèvres de mon honorable ami de Montréal-Dorion indique que ce qui s'est passé à Sainte-Thérèse n'est pas aussi grave qu'il nous l'a dépeint.

Adopté. Le débat est ajourné.

Code municipal, article 408

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 modifiant l'article 408 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Droits civils de la femme¹

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre rencontrera l'approbation des hommes mariés, de ceux qui ne le sont pas et de toutes les femmes. Ce projet donne suite aux trois rapports de la commission spéciale qui a étudié les revendications des femmes. Les femmes ont protesté depuis quelques années que les divers codes de loi ne leur donnent pas autant de droits qu'aux hommes. Nous avons nommé, il y a deux ans, une commission dont faisaient partie M. le Juge Dorion, M. le magistrat en chef Roy, MM. les notaires Victor Morin et Jos Sirois, qui a fait rapport. Deux ont été déposés devant la Chambre l'an dernier. Le troisième, qui contenait les amendements, vient d'être soumis et ce sont les commissaires qui ont proposé les amendements contenus dans le bill.

Les femmes n'obtiennent pas tout ce qu'elles ont demandé, mais une bonne partie. Le régime de la communauté de biens est peut-être une plus grande protection pour la femme qu'elle ne le croit. Je remercie ces messieurs du travail qu'ils ont fait. Les auteurs de notre Code civil ne se sont peut-être pas trompés, eux qui ont élaboré le code Napoléon. Mais les choses ont changé. Certains changements ont été recommandés et ils sont intégrés au bill.

Je présente ce bill sans m'engager d'avance à voter pour tout ce qu'il contient. Il ne faut pas oublier que certaines dispositions de notre Code sont une précaution pour la femme. Peut-être certains députés de la Chambre, qui sont avocats ou notaires ou qui connaissent bien le droit, pourront-ils discuter des problèmes en jeu. Peut-être ces députés de la Chambre ne sont-ils pas prêts à accepter les recommandations de la Commission, car la question est très controversée. Je crois que tous les députés devraient étudier ce projet avec soin, sans parti pris, pour qu'on puisse en arriver à une décision impartiale et judicieuse sur chacun des points, afin que justice soit faite là où il y a maintenant injustice.

Ce n'est pas un projet fait au nom du Parti libéral. C'est une question libre. La question est libre d'interprétation et je demande à tous mes collègues de l'examiner librement, de ne pas étudier la question dans un esprit partisan, et de garder dans nos lois les

lois françaises, fruits de l'expérience des siècles. Je ne suis pas prêt à dire que les législateurs d'aujourd'hui valent mieux que ceux d'autrefois. Que chacun vote à sa guise, suivant ses opinions et ses convictions. Le bill est volumineux et il doit être étudié dans tous ses détails. Nous pourrions référer le bill au comité où ces dames seront entendues. Tous nos collègues seront heureux de les entendre et de les voir.

(Rires)

L'une des clauses principales du bill consiste en l'ajout d'alinéas selon lesquels "les enfants peuvent réclamer des aliments du légataire universel ou à titre universel de leur père ou de leur mère, lorsque le testateur n'a pas, par testament ou par donation, pourvu à leurs besoins présents et futurs. Cette réclamation doit être faite dans l'année du décès du testateur; mais le légataire peut s'y soustraire en renonçant à son legs pour l'avenir et en remettant les biens qu'il a recueillis, dans l'état où ils se trouvent, le prix de ceux qui ont été aliénés ou les biens provenant de l'emploi de ces prix."

Une autre clause d'importance, c'est que la femme peut réclamer des aliments du légataire universel ou à titre universel de son mari. Une autre clause veut que la femme séparée de son mari jouisse des mêmes droits que si elle était veuve en ce qui concerne l'administration de ses biens.

Il (l'honorable M. Taschereau) fait également référence à la clause qui prévoit que lorsque les époux ont stipulé, par leur contrat de mariage, qu'ils seront séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, la libre jouissance de ses revenus et le droit d'aliéner, sans autorisation, ses biens meubles.

Le bill pourvoit à ce que le produit du travail de la femme, même commune en biens, lui appartient en propre. C'est là une des clauses du bill qui prêteront le plus à controverse. La séparation de biens, au lieu d'être demandée par une action en cour, pourra être obtenue sur simple requête. Cette clause doit être examinée avec beaucoup de soin, étant donné la question de liquidation lors de la dissolution de la communauté, où la situation peut se révéler grave. Toutefois, les commissaires en ont fait la suggestion et ont rédigé l'amendement en question. Cet amendement constitue un article entièrement nouveau du Code civil et concerne ce que les nouveaux articles désignent comme étant réservé à la femme. Il se lit ainsi: "Sous tous les régimes, c'est-à-dire quant au statut marital, et à peine de nullité de toute convention au contraire, les produits du travail de la femme, les économies en provenant et les meubles ou immeubles qu'elle aura

acquis en en faisant emploi ainsi que l'indemnité reçue par elle sur action d'injure en vertu de l'article 1298a, sont réservés à l'entière administration de la femme. La femme peut, sans autorisation, réclamer, même en justice, les biens ainsi réservés et les aliéner, à titre onéreux. Ces biens ne comprennent pas les gains résultant du travail commun des époux."

Il existe cependant une clause conservatoire afin d'empêcher une femme de mal administrer ses gains. Elle se lit comme suit: "En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont ainsi conférés dans l'intérêt du ménage, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie, sur requête dûment signifiée, par un juge de la Cour supérieure du district où est le domicile des époux. En cas d'urgence, le juge peut enjoindre provisoirement de surseoir à tout acte que la femme se propose de passer avec un tiers. Les jugements rendus en vertu des dispositions ci-dessus sont exécutoires nonobstant appel. Ils pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, de la même façon, si la situation respective des époux le justifie. Au cas d'aliénation simulée ou frauduleuse, le mari peut, dès avant la dissolution de la communauté, en poursuivre l'annulation par action ordinaire."

Il est plutôt difficile, avec un préavis si court, de déterminer exactement l'intention derrière la mesure de protection dans cette dernière clause, mais selon une opinion juridique obtenue à la hâte, cela signifie qu'il ne sera pas permis à une femme qui travaille et fait vivre son mari de dissiper ses gains de telle façon qu'elle sera incapable de faire vivre son mari de la manière à laquelle il a été habitué.

Les créanciers de la femme peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur ces biens réservés, et les créanciers du mari ou de la communauté peuvent également le faire pour des dettes contractées avant que cette mesure soit mise en vigueur.

Il (l'honorable M. Taschereau) souligne aussi le fait que l'une des clauses prévoit qu'une demande en séparation de biens peut être formée sans autorisation maritale ou judiciaire et par simple requête au juge.

Il effectue un bref survol d'autres clauses du projet de loi.

Je répète que les commissaires ont fait un excellent travail. J'invite les législateurs à donner au projet leur meilleure attention. La communauté de biens, à mon sens, est encore une des plus grandes protections que la femme n'ait jamais eue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais entendre l'honorable premier ministre parler plus souvent comme il a parlé ce soir. Il a déclaré que c'était une question libre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est libre. Vous êtes content?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis tellement content que je félicite l'honorable premier ministre d'avoir dit que les auteurs de notre Code civil étaient des sages. J'admets que la question est complexe et sérieuse dans ses conséquences. Je ne suis pas prêt à admettre que tous les amendements apportés par les commissaires doivent être acceptés, mais je crois qu'il y a lieu à des améliorations.

Il ne fait aucun doute, quant à moi, que les femmes au Québec profitent d'avantages que ne connaissent pas les femmes des autres provinces, et je ne suis pas prêt à dire que tous les amendements que propose la Commission sont dans l'intérêt véritable des femmes, ni qu'on devrait les adopter. Je suis d'avis qu'on doit modifier le Code, mais que les traditions préservées dans le Code civil devraient être respectées. Mais enfin, dit-il, il faut écouter les besoins du temps et je serai heureux d'étudier la mesure avec tous mes collègues.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je suis heureux de féliciter l'honorable premier ministre d'avoir dit que tous les députés étaient libres sur cette question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Les nôtres le sont toujours.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ils ne l'ont pas prouvé souvent. Je crois que nous ne devons pas changer à la légère notre Code civil, qui est le produit de l'expérience de plusieurs siècles. Du côté de la gauche, personne ne voudra embarrasser le gouvernement pour se mettre en belle posture vis-à-vis des femmes en cette province.

(Rires)

Je dis cela parce que je ne suis pas exposé. Les hommes corpulents ont peu de chances...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant de bon cœur) Et ceux qui ne le sont pas?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) remercie à son tour le premier ministre d'avoir laissé la Chambre libre de juger cette question du statut de la

femme dans Québec. Je suis d'accord avec le premier ministre. Je peux comprendre que de nouvelles situations apparaissent en conséquence de jugements des tribunaux, qui rendent difficile l'application des dispositions du Code civil. Cependant, nous sommes d'avis, et il en est de même en ce qui concerne l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qu'il est très difficile et très dangereux d'introduire des changements. Il est nécessaire de protéger le Code, qui existe depuis des siècles. Nous devrions redouter les changements. C'est probablement le seul terrain d'entente entre le gouvernement et l'opposition. L'opposition n'a aucune envie d'embarrasser le gouvernement en ce qui touche cette question. Il faudra étudier cette question avec beaucoup de précautions. Encore une fois, nous serons heureux de discuter cette mesure dans le meilleur intérêt de tous.

M. Blain (Montréal-Dorion): Avec l'honorable premier ministre et l'honorable chef de l'opposition, je pense que nous devons y aller avec prudence en changeant notre beau Code civil qui est le fils du Code Napoléon. Je suis heureux de voir avec quel bon esprit cette mesure est accueillie.

Comme j'ai lu, dit-il, les suggestions des commissaires, je prétends que la Chambre devra changer le Code le moins possible, tout en accordant aux femmes quelques-unes de leurs réclamations.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): Combien a-t-on amené d'immigrants avec cet argent?

L'honorable M. Laferté (Drummond)³: Il existe une société d'immigration et de placement. Cette société fournit aussi des statistiques sur cet organisme. Au cours de l'année dernière, nous avons amené 221⁴ immigrants qui sont venus des Vieux-Pays, et 491 citoyens ont été placés sur des fermes ainsi que 26 familles⁵, par l'entremise de la société d'immigration des Cantons-de-l'Est. Deux mille personnes ont été ramenées dans la province de Québec en 10 ans.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement est-il satisfait de ce que rapporte cet argent? Le gouvernement est-il satisfait de sa politique d'immigration? On prétend que la population a diminué ou qu'elle est stationnaire. Il semble qu'au lieu d'augmenter, la population de nos régions de colonisation diminue. J'ai hâte de connaître le résultat du recensement fédéral.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La gauche semble oublier que 45 nouvelles paroisses de colonisation ont été formées en ces 10 dernières années. Si l'honorable député réfère au rapport de M. Hormisdas Magnan, il verra que, dans les dernières années, 45 nouvelles paroisses ont été ouvertes dans les régions de colonisation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il me semble que le département de la Colonisation devrait avoir des statistiques précises de ceux qui partent, puisque l'on a des statistiques de ceux qui reviennent dans la province. Si on avait des renseignements, on pourrait peut-être empêcher des départs. Les paroisses qui ont été fondées ont-elles subsisté? Je crois que la politique de colonisation devrait être suivie plus attentivement afin de savoir si, oui ou non, nous progressons.

L'honorable ministre a parlé un jour des activités de son département. Je lui ai répondu dans un discours que tant que nous n'aurions pas de statistiques des départs, nous ne saurions pas ce qui se passe. Il y a une loi de passée aux États-Unis à l'effet que les ouvriers américains aient la préférence dans les usines. L'honorable ministre a-t-il l'intention d'obtenir cette protection pour nos ouvriers? Il vaut mieux garder les citoyens que nous avons.

M. Authier (Abitibi): Pour répondre à l'honorable chef de l'opposition, je dirai que les inspecteurs du ministère de la Colonisation ont commencé l'an dernier, dans l'Abitibi, à recueillir des statistiques sur le mouvement de la population et sur

les récoltes. Je sais que, dans l'Abitibi, des inspecteurs font un recensement dont les résultats comblent les vœux du député de Hull. Le ministère de la Colonisation a commencé, il y a trois ans, un recensement non seulement des colons, mais aussi des récoltes.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y en a qui partent dans l'Abitibi?

M. Authier (Abitibi): Certainement. Ce sont surtout des ouvriers qui travaillaient dans les scieries. D'un autre côté, lors de sa dernière visite pastorale, Mgr Rhéaume a établi six nouvelles missions dans l'Abitibi.

M. Crépeau (Sherbrooke): Est-ce que des gens quittent l'Abitibi?

M. Authier (Abitibi): Certainement, mais ils quittent les villages pour s'en aller à la terre.

M. Guertin (Hull): Je suis heureux d'avoir entendu la voix sympathique de l'honorable député de l'Abitibi. J'espère que nous l'entendrons encore avant qu'il occupe le nouveau poste dont les journaux ont parlé.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'enquête dont l'honorable député de l'Abitibi a parlé se fait dans toutes les régions de colonisation. Nous avons d'excellents missionnaires. *Le Devoir* nous en a fait compliment lors de la nomination de l'abbé Moreau. Ce journal a même reconnu que nous faisons des efforts louables.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Que dit *Le Soleil*?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Vous ne le priseriez pas autant que ce que dit *Le Devoir*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable ministre s'appuie-t-il sur *Le Soleil*?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je crois que *Le Soleil* dirait la même chose, mais j'ai cité *Le Devoir*.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) suggère que le ministère tente un effort plus intensif pour le rapatriement des nôtres, en assurant les services d'un plus grand nombre de missionnaires-colonisateurs.

Il faut encourager la colonisation. Mais il est un fait brutal dont il faut tenir compte. Celui qui s'en va coloniser en pleine forêt est pauvre. On ne peut donc espérer qu'il arrive au succès rapidement. En plus, dans de semblables conditions, beaucoup se trouvent soit découragés soit empêchés. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas installer des colons sur les terres en payant la moitié de l'intérêt, comme on a fait pour la construction des routes?

Le gouvernement pourrait aider efficacement à la cause de la colonisation s'il prêtait aux colons sur la même base qu'il a prêté aux municipalités en vertu de la loi des bonnes routes, soit 2 % d'intérêt sur le capital et 1½ % sur le fonds d'amortissement, soit en tout 3½ %. Dans ces conditions les colons trouveraient intérêt à défricher, à organiser leur domaine; ils pourraient vivre.

L'inquiétude commence à régner par suite des progrès du communisme, et avec raison. De nombreux éléments étrangers introduits dans l'organisme social y ont jeté l'inquiétude. Il y a des étrangers dans nos villes, Lithuaniens, Tchécoslovaques, etc., qui, n'ayant pas assez de prêtres pour les guider, sont livrés aux éléments radicaux. Si le gouvernement se mettait en communication avec certains prêtres lithuaniens, il y aurait peut-être moyen de fonder des colonies et cela aiderait au règlement du problème de chômage. C'est une suggestion que je fais.

Il (M. Houde) suggère au gouvernement d'étudier la possibilité de prêter de l'argent à des familles de races étrangères établies chez nous, afin de les diriger sur les terres. On pourrait diriger nombre de ces éléments inquiets vers la colonisation et l'agriculture, en faire des terriens et des propriétaires, leur enlever ainsi leur principal argument, en faire des tenants de la propriété et de l'ordre. D'autant plus que beaucoup des immigrants sont admirablement préparés pour l'œuvre de colonisation, par des habitudes de vie rude et de parcimonieuse économie.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je remercie l'honorable chef de l'opposition de sa suggestion que j'accepte en bonne part. Il (l'honorable M. Laferté) déclare qu'il étudiera la proposition immédiatement. Québec serait prêt à fournir un montant plus élevé si Ottawa faisait la même chose. L'an dernier, j'ai discuté de rapatriement avec mon honorable ami. Après la session, j'ai assuré au département les services d'un nouveau missionnaire, un vieux prêtre, au bureau de Nashua. Cette année, le ministère a rapatrié - au lieu

de 131 familles rapatriées en six mois - 158 familles⁶ au mois d'avril, qui représentent 725 personnes, et ont apporté dans notre province \$298,000 qu'elles avaient gagné de l'autre côté des lignes. Le gouvernement a fait un effort important pour ramener les nôtres à Québec.

M. Authier (Abitibi): Pour faire suite à la suggestion de l'honorable chef de l'opposition, le gouvernement fédéral ne devrait-il pas se charger de ses immigrants? Ces personnes ne font jamais de vrais colons dans Québec. Ottawa devrait s'en occuper davantage ou voir à les rapatrier chez eux.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je demande à l'honorable ministre de la Colonisation de mettre en pratique la suggestion de l'opposition d'avoir des renseignements sur les causes des départs des nôtres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre a-t-il reçu la suggestion d'établir un parc national dans la région de Hull?

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans la ville de Hull.

M. Guertin (Hull): La ville de Hull est un parc naturel.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous n'avons pas reçu de suggestion à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'association avait demandé une augmentation de \$10,000 qui ne lui avait pas été accordée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide à l'industrie des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Crépeau (Sherbrooke): Est-ce qu'il n'y a pas eu de plaintes contre les vendeurs de renards?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons été informés que des gens parcouraient les campagnes en vendant des renards et en disant que le gouvernement les encourageait. C'était de l'exploitation.

J'ai fait publier un avis sous ma signature dans le *Journal d'agriculture*, j'ai donné une entrevue aux journaux quotidiens et mon sous-ministre a fait une causerie, qui a été irradiée, pour mettre le public en garde contre ces vendeurs qui se disent encouragés par le gouvernement et qui vendent des parts dans des prétendues compagnies de renards en captivité.

Il faut que la population soit prudente et ne se laisse pas prendre aux belles paroles de certains exploiters. La population doit y regarder à deux fois avant d'acheter de telles actions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme procureur général, j'ai reçu un grand nombre de plaintes. Il n'y a aucun doute que notre population des campagnes a été odieusement exploitée par des exploiters qui voulaient lui vendre des renards. Des paroisses entières ont eu leurs parcs drainés par ces exploiters.

Il y a d'ingénieux individus qui parcourent la campagne, racontant des histoires fabuleuses de fortunes que l'on peut amasser grâce à l'achat et à l'élevage - une tâche des plus faciles - de renards. On raconte aux cultivateurs qu'ils peuvent acheter un couple de ces splendides animaux à fourrure pour peut-être \$800, un prix d'ami, et qu'il ne faudra que quelques mois avant que ces animaux se multiplient, et les heureux propriétaires auront trouvé leur eldorado.

Le seul ennui, c'est que les renards en question ne sont pas des aristocrates, ils ne se multiplient pas non plus et, en conséquence, des cultivateurs ont perdu même leur ferme, qu'ils avaient hypothéquée dans l'espoir de devenir riches rapidement.

Nos amis les journalistes rendraient service à la population en mettant nos braves gens de la campagne en garde contre ces vendeurs de renards et de lui dire que l'exploitation du renard n'est plus ce

qu'elle était autrefois. On a pris des billets, des hypothèques, pour vendre des renards. Autrefois, on vendait des parts de mines. Maintenant, on vend des renards. Je tiens à dire que nous serons sans pitié pour ceux que nous prendrons à vendre des animaux à fourrure qui n'ont pas la valeur que certains exploiters prétendent.

Lorsque des filous de ce genre seront découverts, le gouvernement réglera leur cas sommairement et sévèrement. Il (l'honorable M. Taschereau) dit aux cultivateurs de s'en tenir à la terre pour le moment et de laisser faire les vendeurs de renards. Nous serons sans pitié pour ceux qui obtiennent ainsi de l'argent sous de faux prétextes.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a aussi des vendeurs de castors.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oui, mais la population est prévenue contre les castors. Les gens se défient des "castors" dans la province de Québec.

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): La population mettra les castors à leur place, aux prochaines élections. Les castors seront chassés du pouvoir.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Charte de Sherbrooke

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *The Gazette* du 19 février 1931, à la page 11, Mme Pierre Casgrain (Thérèse Casgrain) et d'autres ardents défenseurs de la cause de l'amélioration de la condition féminine dans la province sont dans la tribune de l'Orateur.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

3. Le sous-ministre Louis-Arthur Richard vient prendre place à côté de l'honorable M. Laferté, selon *L'Événement* du 19 février 1931, à la page 10.

4. *Le Soleil* du 19 février 1931, à la page 11, indique 121 immigrants.

5. Alors que *L'Événement* du 19 février 1931, à la page 10, indique 491 familles, *Le Soleil* du 19 février 1931, à la page 11, mentionne que "491 citoyens ont été placés sur des fermes ainsi que 26 familles".

6. *Le Soleil* du 19 février 1931, à la page 11, mentionne 131 familles.

Séance du jeudi 19 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 190 modifiant l'article 177 de la loi des chemins de fer de Québec.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 188 modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure civile.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 143 concernant la corporation du village d'Asbestos.

**Code civil,
articles 2174a et 2175**

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 11 modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Salaires des institutrices
des écoles élémentaires, 1885-1900**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelle était la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année scolaire de 1885-1886; *b.* pour l'année scolaire de 1886-1887; *c.* pour l'année scolaire de 1887-1888; *d.* pour l'année scolaire de 1888-1889; *e.* pour l'année scolaire de 1889-1890; *f.* pour l'année scolaire de 1890-1891; *g.* pour l'année scolaire de 1891-1892; *h.* pour l'année scolaire de 1892-1893; *i.* pour l'année scolaire de 1893-1894; *j.* pour l'année scolaire de 1896-1897; *k.* pour l'année scolaire de 1897-1898; *l.* pour l'année scolaire de 1898-1899; *m.* pour l'année scolaire de 1899-1900?

L'honorable M. David (Terrebonne):
a. 1885-1886, pas de statistique; *b.* 1886-1887, pas de statistique; *c.* 1887-1888, pas de statistique; *d.* 1888-1889, \$121; *e.* 1889-1890, \$123; *f.* 1890-1891, pas de statistique; *g.* 1891-1892, \$129; *h.* 1892-1893, \$128; *i.* 1893-1894, \$132; *j.* 1896-1897, \$124; *k.* 1897-1898, \$126; *l.* 1898-1899, \$131; *m.* 1899-1900, \$127.

À partir de 1891-1892, cette moyenne de traitement concerne les institutrices brevetées seulement.

Coût des unités sanitaires

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien a coûté en 1929-1930 chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la réponse du 4 mars 1930, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

L'honorable M. David (Terrebonne):

1.	<i>a.</i>	<i>b.</i>
Beauce.....	\$8,793.71	\$3,437.80
Chicoutimi.....	9,352.28	2,527.01
Frontenac.....	1,247.19	.....
Joliette.....	8,126.91	900.00

Lac-Saint-Jean.....	\$7,687.84	\$5,292.73
L'Assomption-Montcalm...	5,242.60	2,689.97
Lotbinière.....	6,315.18	.....
Lévis.....	5,711.10	.....
L'Islet-Kamouraska.....	5,441.90	.....
Matane.....	8,030.22	.....
Matapédia.....	5,114.76	.....
Mégantic.....	8,780.10	.....
Nicolet.....	8,032.37	2,000.00
Rimouski.....	1,243.79	.....
Saint-Jean-Napierville.....	6,396.41	3,796.23
Saint-Hyacinthe-Rouville..	8,452.12	2,310.88
Témiscouata.....	6,970.43	3,025.00
Terrebonne.....	8,353.08	2,641.34
Témiscamingue.....	7,279.37	2,697.16

En ce qui concerne les unités sanitaires de Frontenac, Lotbinière, Lévis, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapédia, Mégantic et Rimouski, les montants dus par les comtés n'avaient pas encore été perçus par le Service provincial d'hygiène au 30 juin 1930, alors que l'année financière de ces unités ne concorde pas avec celle du gouvernement. Certains autres comtés comme Joliette, Nicolet, Témiscamingue, Chicoutimi, n'avaient pas complété leur paiement.

2. et 3. Lévis, 10 mars 1930; Matapédia, 10 mars 1930; Frontenac, 1^{er} mai 1930; Rimouski, 1^{er} mai 1930; Châteauguay-Laprairie-Napierville, 1^{er} septembre 1930; Argenteuil, 1^{er} septembre 1930; Bonaventure, 1^{er} novembre 1930; Labelle, 1^{er} novembre 1930.

4. (Voir la liste ci-dessous)

Lévis:

1 officier médical à.....	\$3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 secrétaire à.....	420
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500

Matapédia:

1 officier médical à.....	3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	420

Frontenac:

1 officier médical à.....	3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	420

Rimouski:

1 officier médical à.....	3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	420

Châteauguay-Laprairie-Napierville:

1 officier médical à.....	\$3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	480

Argenteuil:

1 officier médical à.....	3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	420

Bonaventure:

1 officier médical à.....	3,000
3 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	600

Labelle:

1 officier médical à.....	3,000
2 infirmières à.....	1,200
1 inspecteur sanitaire à.....	1,500
1 secrétaire à.....	420

**Dépenses scolaires
des institutions indépendantes**

M. Crépeau (Sherbrooke): Quelles sommes d'argent les contribuables et les institutions scolaires indépendantes ont-elles payées, année par année, pour toutes fins scolaires depuis 1920; *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province et quel est, année par année depuis 1920, le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et les institutions indépendantes comparativement aux sommes payées par le gouvernement: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il est impossible de répondre à cette question, certaines institutions indépendantes d'enseignement de Montréal et de Québec ne faisant pas rapport de leurs dépenses annuelles.

**Compagnie Provincial
Transport Co.**

M. Duplessis (Trois-Rivières) pour M. Blain (Montréal-Dorion): 1. La compagnie Provincial Transport Co. a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 103 de la loi des compagnies depuis la réponse de l'honorable secrétaire de la province en date du 27 janvier 1931 (page 96 des *Journaux de l'Assemblée législative*)?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date; *b.* quels étaient les noms des directeurs; *c.* leurs adresses?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

2. *a.* Le 12 février 1931; *b.* Messieurs J.-H. Fortier, J.-E. Savard, H. R. Mallison, Beaudry Leman, Col. J. E. Hutchison, W. S. Hart, P. S. Gregory, Erroll McDougall, K. C.; *c.* a-s P.-T. Légaré & Compagnie, Québec; Insurance Exchange Building, Montréal; Montreal Tramways, Montréal; Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal; Montreal Tramways, Montréal; Room 611 Power Building, Montréal, Room 611, Power Building, Montréal; 120, St. James Street, Montréal.

3. ...

Fonds de l'instruction publique

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Sur la somme de \$4,480,490 mentionnée aux *Journaux de l'Assemblée législative* (page 103) en réponse à une question du 28 janvier 1931, comme dépensée par le gouvernement pour les fonds de l'instruction publique: *a.* quelle somme et quel pourcentage de cette somme relevaient de la juridiction exclusive du Conseil de l'instruction publique; *b.* quelle somme et quel pourcentage de cette somme relevaient de la juridiction de l'un ou de l'autre des ministres du cabinet exécutif?

2. Quels sont les ministres chargés de l'administration des sommes mentionnées au paragraphe *b.* de la réponse à la question ci-dessus?

3. Pour quelle somme, chacun, et pour quel pourcentage, chacun?

4. Pour quelles fins, chacun?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* \$2,606,289.94, soit environ 58 %; *b.* \$1,874,200.06, soit environ 42 %.

2. Le secrétaire de la province; le secrétaire de la province et le Conseil des ministres.

3. Le secrétaire de la province pour \$591,690.75, soit environ 13 %; le secrétaire de la province et le Conseil des ministres pour \$1,282,509.31, soit environ 29 %.

4. Le secrétaire de la province: Encouragement à la littérature, aux beaux-arts, achat de livres de récompense, reliure, etc.: \$64,000; Écoles du soir dans la province: \$38,530.58; Archives: \$17,612.94; Statistiques: \$8,000; Concours scientifiques et littéraires: \$20.23; Assistance aux corporations

rurales suivant les dispositions de la loi 17 George V, chapitre 39: \$294,527; Construction de nouvelles académies pour garçons: \$149,000; Pour un total de \$591,690.75.

Le secrétaire de la province et le cabinet des ministres: Fonds des écoles élémentaires en vertu de la loi S.R., 1925, chapitre 133: \$503,066.48; Institut pédagogique de Montréal en vertu de la loi S.R., 1925, chapitre 137: \$25,000; Bourses post-scolaires en vertu de la loi S.R., 1925, chapitre 140, article 2: \$55,800; Académie de Musique de Québec en vertu de la loi S.R., 1925, chapitre 139, article 2: \$5,000; Monument national de Montréal, sujet aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896: \$4,000; Octroi à l'Université de Montréal, en vertu de la loi 19 George V, chapitre 3: \$300,000; Octroi à l'Université McGill, en vertu de la loi 19 George V, chapitre 4: \$25,000; Octroi à l'Université Bishop, Lennoxville, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 10 et Ordre en conseil no 993, 1930: \$250,000; Écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, en vertu de la loi 12 George V, chapitre 55, article 12: \$92,142.83; Écoles des arts et métiers, en vertu de la loi 19 George V, chapitre 47: \$22,500.00; Pour un total de \$1,282,509.31.

Inspecteurs d'écoles

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il révoqué la commission de quelque inspecteur d'écoles, d'après les formalités des articles 31 et 32 de la loi de l'instruction publique, depuis 1920 inclusivement?

2. Si oui, de combien d'inspecteurs d'écoles?

3. Si oui, pour quelle cause dans chaque cas?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non.

Compagnie Adélaré Deslauriers ltée

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. À quelle date la compagnie Adélaré Deslauriers limitée a-t-elle déposé le dernier sommaire conforme à la loi des compagnies?

2. Quels étaient: *a.* les noms; *b.* les adresses des directeurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 27 août 1930.

2. *a.* Adélaré Deslauriers, J.-Achille Plamondon, Arthur Corriveau; *b.* 171, boulevard Langelier; 224 rue Richardson; 192, avenue Brown, Québec.

**Nombre d'élèves
dans les écoles élémentaires**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quel était, en 1896, le nombre d'élèves inscrits: *a.* dans les écoles élémentaires de la cité de Montréal; *b.* dans les écoles élémentaires de la cité de Québec?

2. Quel était, en 1929, le nombre d'élèves inscrits: *a.* dans les écoles élémentaires de la cité de Montréal; *b.* dans les écoles élémentaires de la cité de Québec?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a.* 32,602 élèves; *b.* 11,013 élèves.

2. *a.* 147,866 élèves;

b. 24,344 élèves.

**Trefflé Doyon,
employé du ministère de la Voirie**

M. Guertin (Hull): 1. Y a-t-il un nommé Trefflé Doyon, de Deschaillons, à l'emploi du ministère de la Voirie, dans le comté de Lotbinière?

2. Si oui, est-il sujet britannique ou sujet américain?

3. Par qui ce monsieur a-t-il été recommandé?

4. Est-ce que ce monsieur Trefflé Doyon, s'il n'est pas sujet britannique, sera maintenu dans sa position le printemps prochain ou si cette position sera donnée à un Canadien, sujet britannique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. M. Trefflé Doyon a été à l'emploi du ministère de la Voirie temporairement, comme chauffeur de camion, durant les étés de 1927, 1928, 1929 et 1930.

2. Le ministère de la Voirie l'ignore.

3. Par l'honorable J.-N. Francoeur.

4. Le ministère de la Voirie prendra des informations et décidera ensuite de ce qu'il y a lieu de faire.

Dépôt de documents:

**Municipalité de Hull-Ouest
et comité du chômage**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 février 1931, pour la production de copie de toute correspondance et documents entre la municipalité de Hull-Ouest et le Comité du chômage. (Document de session no 47)

**Loi des cités et villes,
présentation des candidats**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 modifiant la loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, l'appel nominal se fait le 20 janvier pour les élections aux charges municipales. Il y a 11 jours entre l'appel nominal et la date des élections municipales. Il s'agit de raccourcir le délai. Je propose que le délai soit réduit à six jours. Si le présent bill est adopté, la mise en nomination aurait lieu le 25 janvier. Les contribuables seront alors appelés à voter le 1^{er} février.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté sur division.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Code municipal,
article 227**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 modifiant l'article 227 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

(En l'absence du représentant de Montréal-Laurier, il explique le bill.) Il s'agit de permettre aux hôteliers de se porter candidats aux charges de conseillers municipaux. Actuellement, ils n'ont pas ce privilège.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

**Maire de
Sainte-Thérèse-de-Blainville**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Montréal-Dorion (M. Blain)¹ dont elle a été saisie mercredi le 18 février courant: Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toutes personnes depuis le

1^{er} janvier 1927 concernant le maire de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

L'honorable M. David (Terrebonne): Suite à la question soulevée par le député de Montréal-Dorion (M. Blain), un débat s'est engagé hier au sujet du maire de Sainte-Thérèse-de-Blainville. On l'accuse d'être en même temps premier magistrat de la ville, gérant de la Commission des liqueurs et entrepreneur de chemins. M. Coulombe, maire de Sainte-Thérèse, est en effet gérant de la Commission des liqueurs, comme on l'a dit. À ces fonctions, il joint celle d'entrepreneur de voirie. On ne lui a fait aucun reproche d'être gérant de la Commission, ou d'être entrepreneur de voirie, car on n'a rien à alléguer contre lui. Mais on lui reproche d'être partisan du gouvernement et gérant de la Commission des liqueurs en même temps.

Il y a quelques années, M. Coulombe avait décidé de s'occuper de la lutte électorale. Je dois dire, à l'honneur de M. Coulombe, qu'il a au préalable donné sa démission comme gérant du magasin de la régie, démission qui a été acceptée. Conséquemment, il a résigné ses fonctions avant les élections. Subséquemment, sur la demande de la Commission des liqueurs, il a repris ses fonctions de gérant.

Trois semaines après le scrutin, on l'a prié de réintégrer son poste, peu après la période électorale. C'est un citoyen honnête. Il n'y a jamais eu de plainte contre M. Coulombe. Il accomplit son devoir à la perfection. Et on n'a rien à lui reprocher dans l'accomplissement de ses fonctions. Il possède l'estime de ses concitoyens. Son grand crime, c'est d'être partisan du Parti libéral. Je regrette la discussion oisive d'hier qui a été faite plutôt avec le désir de porter un coup au député de Terrebonne qu'au gérant de la Commission. L'opposition visait non pas tant à attaquer M. Coulombe qu'à atteindre le député du comté! Je crois que cette attaque était surtout contre le député de Terrebonne en mettant en cause le maire de Sainte-Thérèse. On a aussi parlé, en ces derniers temps, de certaines souscriptions faites à l'occasion d'une démonstration en l'honneur du secrétaire provincial à Sainte-Thérèse. L'honorable député de Montréal-Dorion a fait allusion à une souscription des deux municipalités et de la commission scolaire de Sainte-Thérèse pour une réception à l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), M. Montpetit et M. Tremblay que j'ai tenue à Sainte-Thérèse. Je ne vous cache pas que cette souscription n'a pas eu l'heur de plaire aux députés de l'opposition. Cette manifestation a fait mal au cœur à nos amis de la gauche.

Je comprends que cette manifestation ait déplu à l'opposition car elle marquait l'entrée dans la

politique d'un homme qui n'y a été attiré par aucune influence. Nous avons fourni l'occasion à l'un des hommes les plus qualifiés (M. Montpetit), les plus estimés et les plus honorés dans cette province, et à un secrétaire et à un chef qualifié des unions ouvrières (M. Gérard Tremblay) de venir rendre témoignage en faveur du gouvernement actuel, non pas d'une façon partisane, mais d'une manière froidement désintéressée, en se basant sur la raison et la logique et non sur le chauvinisme et l'esprit partisan.

Dans un mouvement que je ne saurais trop louer, trois corps publics, le conseil municipal de la ville, le conseil de la paroisse et la commission scolaire ont souscrit pour recevoir MM. Édouard Montpetit, Gérard Tremblay et l'honorable ministre des Terres et Forêts. Les conseillers avaient à cœur de les recevoir comme il convenait. Dans un geste que j'admire, deux conseils municipaux et une commission scolaire ont offert, sans aucune pression de personne, unanimement de souscrire pour recevoir dignement - je m'efface - MM. Montpetit, Gérard Tremblay, et l'honorable ministre des Terres et Forêts, plutôt que le député qu'ils accompagnaient.

Les gens de Sainte-Thérèse ont voulu aussi témoigner au député leur estime pour les services qu'il avait rendus. Sainte-Thérèse a bien voulu ne pas oublier les services rendus. Elle a voulu dans un geste de générosité dont je lui sais gré que \$200 soient votés pour cette manifestation. La souscription avait été votée unanimement sans qu'aucune pression n'eût été faite sur les conseillers, malgré peut-être le secrétaire-trésorier de la ville².

M. le notaire Blanchard est un conservateur qui aime à faire plus de politique que ses fonctions l'y obligent, dont le bureau est plutôt un centre d'activité de l'organisation conservatrice. Cette somme fut remise au secrétaire, le notaire Blanchard. Il s'est ému à ce sujet. Il a cherché à faire du scandale avec cette question. Il a commencé à faire du tapage parce que ces corps avaient voté \$200. Quand j'ai su à mon arrivée à Montréal qu'on avait voté cette somme et qu'on discutait ce geste des conseillers, j'ai vu à ce que la somme entière soit remise à qui de droit, ce qui a été fait. Je ne savais pas auparavant que cette somme eut été votée.

J'ai donné immédiatement des ordres pour rembourser ce \$200, bien que je sois positif que la commission avait le droit de voter un tel montant pour la manifestation dont il s'agit. Dès que j'en ai été informé, j'ai remboursé moi-même la somme à la ville de Sainte-Thérèse. Je tiens à déclarer que le député de Terrebonne a payé du premier au dernier sou les frais de l'assemblée de Sainte-Thérèse. Je reconnais à une corporation municipale ou scolaire le

droit de voter des sommes pour un but semblable, de souscrire à une manifestation. Mais, afin qu'il ne soit pas dit que je profite de ma position pour me faire rendre honneur, dès que j'ai appris qu'il y avait des critiques, et pour les éviter, j'ai préféré faire remettre l'argent. Je n'ai pas voulu permettre à Sainte-Thérèse de payer un seul sou pour cette réception à un de mes collègues et à des personnages éminents.

J'ose espérer qu'à l'avenir pour porter des coups à un adversaire politique, qui n'hésite pas à en porter lui-même, l'opposition emploiera d'autres moyens et qu'elle n'abaissera pas la politique, à de semblables petites mesquineries

M. Tremblay (Maisonneuve): Le secrétaire provincial ferait mieux de venir à Maisonneuve. On ne lui chargera pas un cent.

L'honorable M. David (Terrebonne): Mais ça coûte cher parfois d'avoir certains députés. Certains députés nous coûtent cher à Montréal.

La motion est adoptée.

Inspection des syndicats coopératifs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

En outre de ces caisses, il existe des syndicats coopératifs qui reçoivent des dépôts de leurs membres et qui font des placements. Le gouvernement demande simplement d'adopter le principe du bill dont le but est de permettre l'inspection des syndicats coopératifs. Comme nous avons reçu de nombreuses plaintes, nous demandons avec la présente mesure que ces syndicats soient inspectés comme les caisses populaires. Depuis quelque temps, nous avons reçu des plaintes des déposants et nous demandons le pouvoir de les inspecter. Le bill sera discuté plus en détail au comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Prévention des incendies

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 12 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas deux cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour accorder une prime aux municipalités de ville, de village ou rurales, qui se protègent d'une manière efficace contre les incendies, à la satisfaction du commissaire des incendies de la province, au lieu de la somme de cent cinquante mille dollars déjà autorisée par l'article 11 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180), tel qu'amendé par l'article 5 de la loi 18 George V, chapitre 65 et par l'article 1 de la loi 20 George V, chapitre 79.

La loi permet au gouvernement de donner des primes aux municipalités qui ont moins de 5,000 âmes et se pourvoient d'appareils pour la protection contre les incendies. Nous demandons que l'octroi pour ces primes soit élevé de \$150,000 à \$200,000, et que les primes puissent être accordées aux municipalités qui ont plus de 5,000 âmes.

M. Duplessis (Trois-Rivières)³: Quelles sont les conditions imposées à ces municipalités? Le gouvernement donne-t-il les allocations pour fins politiques ou suivant les besoins?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Elles n'ont qu'à se protéger contre les incendies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur quoi la distribution de cette somme est-elle basée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Sur les risques d'incendie; une municipalité où les maisons sont très rapprochées mérite nécessairement plus qu'une autre dont les propriétés sont éloignées. Nous accordons la prime sur un rapport de notre commissaire des incendies approuvant les appareils de protection.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que le gouvernement a payé beaucoup de primes, l'an dernier?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Neuf cent quatre-vingt-seize municipalités rurales et 88 municipalités de ville ont profité de la loi depuis qu'elle existe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette résolution a du bon; mais, d'un autre côté, le lieutenant-gouverneur en conseil a trop de privilèges, d'après ce bill. Le ministère a trop de latitude dans l'emploi de ces fonds.

Le gouvernement n'est pas considéré comme un distributeur impartial des deniers publics, et il devrait un peu plus tenir compte de la municipalité qui fait la demande, sans considération politique. Il y a là une occasion pour le gouvernement de faire de la politique. Le gouvernement a trop souvent l'occasion de pécher. (Souriant) L'occasion fait souvent le larron.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Il y a deux larrons: un à gauche et l'autre à droite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Dans le cas qui nous occupe, tous les larrons sont à droite. Je crois que dans la distribution de ces primes, on fait souvent de la politique. Pourquoi maintenant, ne pas accorder des primes aux cités qui se portent souvent au secours des petites municipalités en cas de feu?

Pourquoi ne les aide-t-on pas? Celles-ci protègent les municipalités rurales en cas de conflagrations, comme la chose s'est souvent produite. Les villes forment les avant-gardes et il serait juste qu'elles bénéficient des octrois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous y avons pensé et nous étudierons attentivement la suggestion de mon honorable ami. Nous les aidons toutes. En modifiant la loi de cette façon, des villes comme Chicoutimi, Jonquière, La Tuque, Saint-Jérôme, Drummondville, etc. pourront obtenir quelque chose. Il n'y a aucune considération politique dans l'octroi de ces primes.

Le rapport du commissaire des incendies est suffisant pour que nous accordions la prime. Les octrois sont donnés sur recommandations du commissaire des incendies, après requête de la municipalité. Nous procédons avec les montants que nous avons à notre disposition. Quant à accorder des primes à des cités comme Montréal, Québec, Trois-Rivières, cela prendrait un montant considérable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les cités sont bien organisées au point de vue de la protection et elles se portent souvent au secours de petites municipalités.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il serait bien difficile de donner à des grandes villes une partie de cet octroi de \$200,000. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges me demandait combien de primes ont été payées l'an dernier. Nous en avons payé 35.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La brigade du feu de Montréal a déjà secouru Trois-Rivières lors de la dernière conflagration qui nous a visités. L'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) était alors membre du conseil de ville de Montréal et c'est lui qui nous assura du secours en cette occasion. Je prends note de la déclaration de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) qu'il n'y aura aucune considération politique dans l'octroi de ces primes, et je l'en félicite.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Lors de la préparation du bill, nous avons pensé à offrir des primes aux cités. Nous avons décidé de ne pas aider les cités pour le moment. Mais je suis heureux de connaître l'opinion de mon honorable ami de Trois-Rivières et nous étudierons de nouveau sa suggestion.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 12 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les corporations

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but d'exempter de la taxe imposée aux chemins de fer qui font du transport public, les chemins de fer utilisés exclusivement pour les besoins de l'exploitation forestière et le transport de leurs employés. Actuellement, ces compagnies sont astreintes aux mêmes taxes que les chemins de fer qui transportent des passagers payants.

Certaines compagnies forestières ont leurs propres chemins de fer, qu'elles utilisent pour le transport de leurs employés et des matériaux jusqu'au lieu d'exploitation, et au départ de ce lieu, et on a signalé au gouvernement qu'il était injuste qu'elles paient des taxes au même titre que les entreprises de transport en commun, et le bill, en conséquence, prévoit qu'on leur accorde une dérogation.

Nous voulons donner au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de réduire la taxe des corporations, de façon temporaire ou permanente. Par exemple, quand il s'agit d'une compagnie de chemin de fer qui n'utilise sa voie ferrée que pour des raisons forestières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La demande du gouvernement me paraît hors d'ordre. Je sou mets que ce bill affecte le revenu de la province et qu'il devrait être précédé d'une résolution approuvée par le lieutenant-gouverneur. Le projet accorde le droit au gouvernement d'exempter de taxe, en partie ou totalement, des corporations de cette province. Cela affecte évidemment le revenu. L'opposition a toujours maintenu que la province manquait de chemins de fer, et que la construction de chemins de fer devait être encouragée, mais pour ce qui est de la question qui nous occupe, le gouvernement agit de manière irrégulière.

(Quelques ministres consultent les règlements de la Chambre.)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je vais examiner le point soulevé par l'honorable député de Trois-Rivières et nous allons ajourner

l'étude du bill en attendant. Je propose que le débat soit ajourné.

Adopté.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, il se fait un grand nombre d'élections au mois de mai. Or, l'élection du préfet du comté a lieu au mois de mars. Nous voulons fixer cette élection au mois de juin. Il y a deux autres petits changements au Code municipal. Tous sont suggérés par l'Union des municipalités. Le vote doit aussi se faire au scrutin secret dans les municipalités. Selon la loi en existence, les municipalités sont obligées de faire imprimer des bulletins de vote. Dans certains endroits, c'est inutile. Certaines n'ont pas les moyens de faire imprimer les formules nécessaires.

Il s'agit donc de donner au ministre des Affaires municipales le pouvoir de décréter quelle formule pourra être adoptée dans ce cas-là. Le bill autorise certaines municipalités, qui se trouvent dans l'impossibilité d'obtenir les bulletins de vote réguliers, de préparer à sa façon les bulletins de vote. Un autre amendement porte de \$2 à \$5 par jour le salaire des employés préposés à la confection de la liste électorale municipale. Une autre clause se rapporte à l'affichage des règlements lorsqu'un référendum doit être voté.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre un meilleur contrôle de la perception de la taxe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté sur division.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36) est modifié en remplaçant le paragraphe 5 par le suivant:

"5. Le mot "personne" comprend une raison sociale, une société, un club ou une corporation;"

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)⁵: Le mot "personne" signifiera également dans le bill: raisons sociales et clubs au lieu de signifier seulement sociétés et individus. Il y a des clubs et des raisons sociales qui vendent de la gazoline. Le premier amendement a pour but d'étendre l'application de la loi à ces organisations, car la loi ne s'applique qu'aux personnes et aux corporations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mot "personne" est défini dans le Code civil.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faut avoir une définition dans la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) L'honorable ministre a une raison sociale d'ajouter la définition.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) Parfaitement et très bien!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a des personnes qui se sont sauvées avec l'argent du gouvernement? Y en a-t-il qui ont fait de faux rapports?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, et on les a poursuivis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Y a-t-il eu des enquêtes?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, par le bureau du revenu.

M. Tremblay (Maisonnette): Mais, dites donc, comme l'honorable député a l'air gêné!

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond qu'il n'est pas le trésorier provincial, qui est chargé de la loi, et qu'il n'est donc pas au courant de tous les détails.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Où en est-on rendu avec les procédures?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a eu trois poursuites. Je ne suis pas très au courant parce que ce n'est pas moi qui administre cette loi. Je sais que des procédures sont prises contre trois personnes. Les autres causes sont pendantes depuis six mois.

M. Tremblay (Maisonnette): S'il y a eu poursuites, c'est parce que des agents se sauvaient?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais c'est l'honorable ministre qui présente le bill. Probablement parce qu'il est le plus habile. Quels sont les montants qui ont été dérobés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Neuf mille dollars ou \$10,000 dans un cas; et \$10,000 et \$25,000, dans deux autres cas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Des procédures ont été intentées à la Pennsylvania Oil, propriété d'un M. Brossard, à la Sherbrooke Oil et à l'Excelsior Oil, pour des sommes de \$8,000⁶, \$10,000 et \$25,000. Les officiers responsables ont été poursuivis au criminel.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si dans un autre cas, on n'a pas pris \$50,000? Y a-t-il une autre poursuite de \$50,000?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est l'affaire de l'Excelsior...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une compagnie Excelsior...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Excelsior, pensait sans doute celui qui a pris \$25,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça n'est pas beaucoup Excelsior, cette aventure. Des procédures ont-elles été prises contre ces personnes en réclamation de l'argent?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, pour un montant de \$40,000 environ.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Y a-t-il longtemps de cela?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, il y a six mois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour des offenses commises il y a trois ans? Est-ce que le gouvernement a envie d'obtenir jugement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a jugement dans une des affaires. Excelsior est en liquidation. Des poursuites ont été prises contre la Sherbrooke Oil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a eu des procédures civiles?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Civiles et criminelles. Les vols duraient dans certains cas depuis deux ou trois ans. Les procédures ont été intentées il y a six mois.

M. Tremblay (Maisonnette): Combien y a-t-il d'inspecteurs pour la collection de cette taxe de la gazoline?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous en avons six.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a quelque 3,600 personnes qui ont un permis de vente de gazoline dans la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Nous avons six inspecteurs, mais nous n'avons pas de trésorier provincial, étant donné que Huntingdon a privé la province des services de M. Scott et c'est pour cela qu'il y a eu des vols. Pourquoi est-ce le ministre de la Voirie qui présente cette loi? N'avons-nous pas de trésorier provincial, ou celui-ci est-il trop occupé?

Je comprends que le premier ministre est dans une mauvaise position; il est premier président du Conseil, ministre des Affaires municipales, trésorier provincial et procureur général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je vous demande pardon. Nous avons un trésorier (le premier ministre), et un bon.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne présente-t-il pas son bill? Le gouvernement a choisi l'honorable ministre de la Voirie pour piloter ce bill, probablement parce qu'il est le plus habile.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a des chefs de l'opposition malgré eux.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et des trésoriers malgré eux aussi.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous faites le chef de l'opposition sans l'être.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme vous êtes trésorier sans l'être! Le premier ministre est surmené. Il a vraiment besoin de repos, et peut-être la population lui accordera-t-elle ce repos bientôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne suis pas plus occupé que le représentant de Trois-Rivières, étant donné que ce dernier doit agir comme chef de l'opposition la plupart du temps. Il (l'honorable M. Taschereau) reconnaît qu'il n'a pas tous les détails en main. Il sait cependant que les procédures sont une combinaison de poursuites au criminel et au civil.

J'ai confiance en mon honorable ami de Trois-Rivières comme avocat, et il va comprendre cette affaire-ci. L'honorable député est un excellent avocat. Voici les faits. Les compagnies étaient chargées de la collection de la taxe de la gazoline, qui est difficile à percevoir. Alors que nous avons constaté les vols, nous avons pris des procédures. Un des accusés qui font l'objet d'un mandat d'arrestation s'est sauvé au Mexique ou aux États-Unis avec un \$25,000.

Que nous ayons été volés, cela arrive dans toutes les professions, et le gouvernement n'est pas plus à l'abri des vols que les autres organisations d'affaires. Mais on ne peut en tenir le gouvernement plus responsable que les banques et autres grandes institutions qui ont des mésaventures semblables. Nous voulons nous prémunir contre d'autres dangers semblables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme d'ailleurs la police provinciale.

M. Tremblay (Maisonnette): Il sera parti avec Escobar.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'est sauvé avant d'être pris.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ça arrive souvent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À la police provinciale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Ça arrive même à Trois-Rivières. Il s'est sauvé avec de la bonne gazoline. Il y a des fraudes partout, même dans les banques, et on ne les découvre pas sur le fait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre est trésorier. C'est un honneur qu'il doit aux électeurs de Huntingdon. Il devrait les remercier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est un honneur pour moi, mais un malheur pour eux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment le monsieur qui a filé au Mexique a-t-il pu voler la province pendant trois ans?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La chose arrive dans les plus grandes institutions et on ne peut l'empêcher. Dans toutes les organisations, tous les gouvernements, toutes les banques, etc., il y a toujours des gens qui dérobent de l'argent malgré les inspections les plus rigoureuses et les plus fréquentes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Hochant la tête avec tristesse) C'est dommage, vraiment dommage.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Revenant au débat, je dois dire que les procédures ont été prises par le percepteur du revenu dès que les vols ont été constatés.

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi le gouvernement ne collecte-t-il pas cette taxe à la source?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Parce que nous ne pouvons pas collecter la taxe ailleurs qu'à celui qui vend au consommateur. La province n'ayant le droit de percevoir que les taxes directes, c'est-à-dire directement du consommateur,

est obligée de percevoir la taxe de la gazoline du dernier usager. Elle nomme donc les vendeurs comme agents du gouvernement. Agir autrement serait inconstitutionnel.

M. Guertin (Hull): On m'a dit que les grandes compagnies de gazoline payaient la taxe directement au gouvernement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Oui, quand elles vendent en détail.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 3 de ladite loi est modifié:

a. En remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Le ministre peut refuser l'émission de cette licence, révoquer la licence émise, la suspendre ou en restreindre les effets;"

b. En y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. Pour les fins de la présente loi, si la licence est requise par une ou des personnes faisant affaire sous une raison sociale, le nom et l'adresse de cette ou de ces personnes; si elle est requise par une société, les nom et adresse de chacun des associés; si elle est requise par un club ou une corporation, le nom et l'adresse de son président s'il réside dans la province, sinon, le nom de son gérant ou représentant et l'adresse de son bureau d'affaires, dans la province, doivent être donnés."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le second article permet au ministre de refuser une licence pour la vente de la gazoline. C'est juste, surtout quand on voit qu'il y a des marchands qui peuvent tromper la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre aurait dû garder l'ancien article qui donnait au ministre le droit de révoquer la licence, mais seulement après condamnation devant les tribunaux. C'est vrai, mais il y a aussi le droit du contribuable. Nous exposons l'honorable ministre à commettre des actes arbitraires. (Souriant) Je comprends que l'honorable ministre ne sera pas là longtemps, car nous aurons des élections.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
(Souriant) C'est pour cela que nous prenons nos

précautions. Avec la loi actuelle, le bureau du revenu ne peut refuser une licence alors même qu'un individu serait arrêté et sous le coup de graves accusations. Pareille chose existe dans d'autres lois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans doute, le ministre doit exercer un certain contrôle, mais il y a aussi le droit du contribuable. Le ministre de lui-même se fait juge *ex parte*, du droit d'accorder des licences de vente. Il y a là un grave danger. L'honorable ministre n'a pas le droit de s'arroger les pouvoirs d'un juge. Le gouvernement veut empiéter sur le pouvoir judiciaire. Et l'argument que le ministre actuel ne commettra pas d'abus n'est pas une raison de passer une loi pour l'autoriser à en commettre. Comment le ministre, pris entre les exigences de la partisanerie politique, en face d'adversaires, saura-t-il maintenir la justice? Pourquoi, en plus, saper l'autorité? Le ministre a des pouvoirs législatifs et exécutifs, mais il n'a pas les pouvoirs judiciaires, et il ne devrait pas s'en emparer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de l'administration d'une loi. Le ministère ne doit pas changer l'article en litige pour sa propre protection. Il veut avoir le droit de refuser l'octroi de licence pour vendre de la gazoline. Tous les marchands de gazoline deviennent en quelque sorte des fonctionnaires du Trésor. Il nous semble alors que nous avons le droit de choisir ceux qui deviennent les employés et les fonctionnaires du gouvernement.

Nous voulons tout simplement nous protéger. N'est-il pas juste que le ministre exerce un contrôle sur eux pour protéger l'argent du public? Il me semble que c'est bien raisonnable d'y aller avec prudence. Ces marchands collectent des sommes considérables. Nous voulons même exiger d'eux une garantie.

M. Guertin (Hull): Combien vont-ils recevoir pour collecter la taxe?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Deux pour cent.

M. Guertin (Hull): Je ne comprends pas que l'on puisse considérer les vendeurs de gazoline comme des employés du gouvernement. C'est intervenir dans la liberté du commerce. Le gouvernement est en train d'organiser des catégories commerciales sous son contrôle absolu. En réalité, c'est du chantage politique exercé sur les vendeurs, et

c'est un pouvoir abusif que s'arroge le gouvernement. Si le gouvernement veut s'emparer du commerce de la gazoline après s'être emparé du commerce des liqueurs, et c'est son but, qu'il le dise franchement.

Qu'il le fasse ouvertement comme pour les liqueurs. Parce qu'il s'est produit certains abus, le gouvernement veut supprimer toute liberté de commerce. En accordant au ministre ce privilège de pouvoir refuser des licences pour la vente de la gazoline, on expose les gens à faire du chantage. Je crains que le ministre ne veuille faire du patronage politique.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Quand un citoyen devient marchand de gazoline, il s'engage à percevoir la taxe. Comment la percevoir autrement?

M. Guertin (Hull): Nous admettons cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Alors, le marchand de gazoline perçoit la taxe. Il devient donc en quelque sorte fonctionnaire du Trésor. Si nous ne changeons pas la loi, voici maintenant ce qui peut arriver. Nous avons constaté des fraudes dans la perception de la taxe. Or, si un des fraudeurs se présente chez le percepteur du revenu, il peut obtenir une licence en payant \$1. Cette licence n'est pas une licence annuelle, mais pour toujours. Nous ne voulons pas limiter la vente de la gazoline. Au contraire. Mais c'est une question d'administration. Nous voulons permettre au ministre de refuser une licence. Le ministre de la Voirie a le droit de refuser une licence de véhicule-moteur. Il n'y a jamais eu d'abus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre est très habile. Je suis toujours heureux de l'entendre. Il nous a dit que le vendeur de gazoline était en quelque sorte un fonctionnaire du gouvernement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Disons un agent du gouvernement pour être exact.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, tous les citoyens de cette province vont devenir des employés du gouvernement. Il n'y a plus de liberté individuelle. En sommes-nous rendus dans cette province à faire disparaître les libertés des individus pour le simple motif de percevoir une taxe, à abolir la liberté du commerce? Le grand mal du régime actuel, c'est la centralisation à outrance, la mainmise

de l'État sur toutes les activités du commerce, mainmise qui, chaque année, se fait plus pesante et qui est en voie de vouloir faire une population de fonctionnaires. Si, sous prétexte que le ministre doit nommer ceux qui vendront la gazoline, pourquoi alors ne pas s'arroger l'exclusivité pour nommer les garçons de table qui reçoivent la taxe sur les repas?

Mon collègue de la voirie vient de déclarer que le vendeur devenant un agent perceuteur de la taxe sur la gazoline, est un agent du gouvernement. Voilà où nous en sommes rendus avec le fonctionnarisme en cette province. Pourquoi ne pas nommer les caissières de tous les théâtres qui perçoivent le sou du pauvre? Les commis dans les hôtels sont des agents du gouvernement parce qu'ils sont chargés de la taxe sur les repas. Bientôt, nous ne pourrions plus respirer sans payer une taxe ou demander une licence. Est-ce qu'il n'est plus possible de respirer dans cette province sans demander la permission au gouvernement? Le gouvernement cherche à tout asservir dans la province. C'en est trop.

Allons-nous faire comme en France, instaurer le fléau du fonctionnarisme, qui sape l'initiative individuelle et porte atteinte à l'essence même de la liberté personnelle? Les commerçants seront-ils tous transformés en fonctionnaires et en agents du gouvernement? C'est ce qui arrivera si ce bill est adopté. Le gouvernement veut tout accaparer par la pratique d'un fonctionnarisme intensif; son idéal est de créer une immense armée de fonctionnaires. Si, sous le prétexte que le gouvernement s'est fait voler d'une certaine partie d'une taxe, le gouvernement doit s'emparer du commerce, aucune ligne de l'industrie, du commerce, de l'éducation, n'est alors à l'abri.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) nie l'accusation avec indignation. Pas du tout. Nous cherchons seulement à assurer à la province la perception de ses taxes. On sait que, de par la Constitution, les provinces n'ont pas droit à la taxation directe. Elles doivent donc recourir aux taxes indirectes. C'est pourquoi les vendeurs de gazoline sont chargés de percevoir la taxe sur la gazoline, qui est incluse dans le prix de vente, et de la remettre au Trésor après y avoir prélevé une commission raisonnable. Le gouvernement tente simplement, par des moyens appropriés, de percevoir des taxes indirectes, qui ne peuvent être perçues autrement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami exagère. J'ai dit que le vendeur de gazoline devenait en quelque sorte un fonctionnaire

du département du Trésor. Disons qu'il devient un agent, mais c'est uniquement pour percevoir la taxe de la gazoline. Il n'est nullement privé de sa liberté pour cela.

M. Guertin (Hull) reproche au gouvernement d'étatiser et de contrôler les divers domaines d'activité commerciale.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 4 de ladite loi, tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 23, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. L'agent du bureau doit fournir au ministre une garantie en la manière et pour le montant établis par ce dernier."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela existe en principe, déjà.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est juste et le gouvernement aurait dû le faire avant. Cette clause de garantie est suffisante pour garantir le gouvernement contre les pertes et vols éventuels. Ce n'est pas la peine alors de s'emparer du contrôle absolu des licences.

M. Guertin (Hull): Oui, mais on va faire payer les polices de garantie par les vendeurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les vendeurs paient actuellement des polices de garantie. Avec leur 2 % de commission, il y en a qui gagnent \$5,000 par mois.

M. Guertin (Hull): Pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas lui-même la garantie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami s'objecte-t-il à ce que nous protégeons les intérêts de la province? Je ne comprends pas pourquoi mon honorable ami s'objecte à ce que nous prenions toutes les précautions nécessaires pour l'argent qui est dû à la province.

M. Tremblay (Maisonnette): (Souriant)
L'honorable ministre ne peut pas s'attendre à recevoir des compliments de deux membres de l'opposition le même jour.

(Rires)

M. Guertin (Hull): Je ne m'objecte pas à toutes ces précautions, mais pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas la garantie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Plusieurs vendeurs de gazoline paient des polices de garantie et ils ne s'y objectent pas.

M. Fisher (Huntingdon): L'honorable ministre ne devrait pas exiger de garantie des petites stations de gazoline. Il (M. Fisher) dit qu'il s'oppose au bill, qu'il déclare être une mesure extraordinaire du fait que l'une de ses clauses force les vendeurs de gazoline à fournir une garantie en argent, ce qui, dit-il, obligera les petites stations dans les districts ruraux à fermer leurs portes. Cela placera un fardeau intolérable sur les petits vendeurs. Or, il est bien connu que la présence de ces petits vendeurs est nécessaire pour le bien-être des voyageurs. Si le gouvernement leur enlève une partie de leurs profits bien mérités, ils seront forcés de fermer leurs portes et la population sera à la merci des grandes compagnies. Tout bien pesé, cette mesure est tout à fait extraordinaire, et les députés à la gauche de la Chambre ont le devoir de protester contre les pouvoirs arbitraires que le ministre veut se donner.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour les petites stations, la garantie sera peu élevée.

M. Guertin (Hull): Je suggère que le bill soit amendé de façon à ce que le gouvernement paie les polices de garantie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je vais faire examiner cette suggestion et voir ce qu'il en coûterait. À la troisième lecture du bill, je dirai à mon honorable ami ce que nous pouvons accepter de sa suggestion. Je suggère, dit-il, l'ajournement du débat sur cet article afin de l'étudier davantage.

M. Tremblay (Maisonnette): L'homme qui a volé \$25,000 au gouvernement avant de se sauver au Mexique, pendant combien de temps a-t-il négligé de faire rapport?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le vendeur est obligé de faire un rapport mensuel. Le fraudeur faisait ses rapports mensuels, mais les rapports étaient faux. Comme l'a dit l'honorable premier ministre, il se commet des vols dans les banques et, malgré les inspections, on prend du temps à les découvrir.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 5 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 2, les suivants:

"3. Afin de vérifier les quantités de gazoline acquises par un vendeur de gazoline, toute personne qui vend de la gazoline à ce vendeur doit, en la forme et la manière établies par le ministre, rendre compte des livraisons de gazoline qu'elle lui fait.

"4. Pour les fins du présent article, le mot "gazoline" comprend tant celle destinée au fonctionnement des véhicules automobiles que celle destinée à d'autres fins."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le but de cet article?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est afin de connaître et la quantité de gazoline importée chez nous et la quantité dont tel vendeur devra rendre compte. Dans le passé, nous avons été fraudés. Il est difficile de contrôler si tel vendeur agit honnêtement avec nous. Certains vendeurs font de grosses affaires, puisqu'ils livrent pour \$200,000 à \$300,000 de gazoline par mois. Avec ce système, les grosses compagnies qui apportent de l'essence chez nous devront nous dévoiler la quantité remise à tel vendeur. Ainsi, il y aura double contrôle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous n'avez pas l'intention de forcer les compagnies qui vendent de la gazoline à d'autres provinces de vous dire quelle quantité elles ont vendue? Alors, vous devriez ajouter dans la province de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est inutile de l'ajouter. Il est entendu que nous légiférons pour notre province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors pourquoi ajoutez-vous le mot dans un autre article, un peu plus loin?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est vrai que nous l'avons mis, mais ce n'eût pas été nécessaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous savez bien que la chose est nécessaire et vous devriez l'ajouter.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45

Succession James McCready

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ruisseau Jackwood à Saint-Jean

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demandes de documents:

Ordres en conseil, département des Terres et Forêts, 1931

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1^{er} janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 17 février 1931, se rapportant au département des Terres et Forêts.

Adopté.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

En comité⁷:

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *d* de l'article 7, qui se lit comme suit:

"*d*. Réglementer l'établissement de pompes à gazoline et de réservoirs à gazoline, et en prohiber l'établissement dans un endroit, où, dans l'opinion du ministre, ils nuisent à l'aspect et au confort de propriétés privées ou nuisent à la circulation dans les chemins publics."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Un autre but des amendements que nous proposons donne le droit au lieutenant-gouverneur en conseil de faire déplacer une pompe à gazoline. Il y en a qui sont nuisibles sur les routes. Il y en a même dans les courbes. Il faut penser aussi à la santé des citoyens. La circulation sur les routes est d'intérêt public et personne n'a le droit de l'entraver.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement est trop exigeant parce qu'il fixera lui-même les endroits où les pompes à gazoline seront installées. La section *d* donne trop de pouvoir au ministre. Mais que fait-on de l'autorité municipale et du droit de propriété privée? Avec cette mesure, le ministre viole les droits des municipalités, en allant aussi loin.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La clause est d'intérêt public, et elle prévientra de nombreux abus, comme il s'en est glissé dans le passé. Les pompes étaient trop près de la chaussée, et elles nuisaient à la circulation sur nos grandes routes. Certaines personnes, lorsqu'elles apprenaient que le gouvernement avait l'intention de construire une route, plaçaient leur poste sur le chemin et exigeaient ensuite de fortes sommes de la province pour s'établir en retrait du chemin.

Celui qui place une pompe à gazoline le long du chemin abuse de son droit de propriété. Est-ce injuste de lui dire: "Mon ami, reculez-vous donc un

peu?" De plus, de nombreux accidents ont été causés à cause de ces postes placés trop près des routes et qui mettent la sécurité publique en danger. Il est contraire à l'intérêt public de laisser sur nos routes des dangers d'accident. Pourquoi obliger la province à exproprier à grands frais des pompes à gazoline qui sont placées sur les chemins? Nous veillons à la sécurité des routes et à la protection des deniers publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre a raison au point de vue de l'élargissement des chemins, mais le droit de propriété est sacré. Charbonnier est maître chez soi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les municipalités passent des règlements de construction. Elles défendent par exemple les escaliers extérieurs. Il n'est pas question alors de violation de droit de propriété.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les municipalités indemnisent les propriétaires pour les exproprier.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"10. Aux fins de vérifier les quantités de gazoline acquises, vendues, et en main, le ministre peut imposer l'usage de compteurs automatiques ou autres appareils ou réceptacles approuvés par le bureau et en contrôler l'opération. Il peut aussi, pour les mêmes fins, imposer l'usage de tels autres moyens ou de telles autres méthodes qu'il jugera à propos."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est encore une mesure de protection. Les stations d'essence seront munies de compteurs automatiques tant pour la réception que pour la distribution de l'essence, afin que le gouvernement puisse avoir un contrôle absolu sur les réceptions et les ventes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il n'a rien contre les compteurs, mais la clause prévoit que ceux-ci doivent être approuvés par le bureau du revenu, et cela veut dire que le gouvernement favorisera certaines compagnies, et les vendeurs n'auront pas la liberté de choisir leurs compteurs. À la veille des élections, dit-il, cela est dangereux. Le gouvernement par cet article se réserve le droit de donner la préférence à telle ou telle marque. C'est

une nouvelle intrusion. Ça sent le patronage avant les élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Mais c'est vous, à vous entendre, qui allez appliquer tout cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) ne croit pas que le danger soit bien grand. Il dit que les principales parties intéressées ont demandé au gouvernement d'adopter cette clause. Elles veulent connaître la quantité exacte qu'elles vendront et être elles-mêmes protégées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On impose de lourdes obligations aux vendeurs de gazoline. Je l'ai dit, faut-il pour imposer des taxes établir un fonctionnarisme aussi intensif? Le vendeur de gazoline ne pourra plus se remuer. Voici qu'on veut exiger maintenant telles sortes de compteurs. Ces obligations imposées sont trop onéreuses.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Puisqu'il faut des compteurs, il est juste qu'ils soient bons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous ferez des réformes après les élections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement est au pouvoir depuis 33 ans; il ne peut donc s'attendre que nous réparions tout le mal qu'il a fait en l'espace de deux mois.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. La présente loi entrera en vigueur le premier jour d'avril 1931."

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Le 1^{er} avril. C'est un poisson d'avril? (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous aurons un amendement à présenter lors de la troisième lecture de ce bill.

L'article 9 est adopté.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Expliquez-vous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami n'est pas fatigué?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le gouvernement qui est fatigué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est fatigant mais non fatigué. Il s'agit de certains amendements recommandés par l'Union des municipalités. Nous allons les référer au comité des bills publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi va un peu loin, elle peut causer certains dangers. L'article 2 du bill va trop loin, d'après moi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous aimons mieux aller loin que de rester en arrière comme certains de nos amis de l'opposition. Nous aimons le progrès; nous préférons aller un peu plus loin que de rester en arrière comme nous amis de la gauche.

M. Duplessis (Trois-Rivières)⁸: Après les élections, le gouvernement ira loin; qu'il se rassure!

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

Adopté.

En comité⁹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre a-t-il l'intention de continuer d'accorder des contrats d'arpentage sans demander des soumissions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)¹⁰: Cette politique a toujours été suivie non seulement ici, mais dans les autres provinces. On agit ainsi parce qu'il n'est pas facile pour les arpenteurs de faire des devis pour soumettre ensuite. Il y a eu des circonstances où ces contrats ont été donnés sans soumissions parce qu'il était matériellement impossible d'établir un cahier des charges sur lequel on aurait pu asseoir des soumissions. On ne demande pas de soumissions parce que l'on veut avoir les meilleurs travaux et les meilleures conditions possible. Ce système serait dispendieux. Il ne faut pas oublier non plus que l'arpenteur est un professionnel et je me demande si la province pourrait exiger une soumission d'un professionnel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment se fait-il qu'en 1923-1924, les *Comptes publics* renfermaient un tableau comparatif des dépenses annuelles par arpentages?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ignore pourquoi le ministère a supprimé ce rapport. Je suis disposé à le remplacer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ignore les motifs de cette soustraction; je puis lui dire que ce tableau n'était pas favorable au régime et c'est pour cela qu'on l'a supprimé. En consultant les rapports, je vois que l'arpentage a coûté cette année \$41.48 par mille relevé. Or, en 1895-1896, sous le régime conservateur, le mille relevé coûtait \$9. Je sais que les conditions sont changées et je ne ferai pas de comparaisons comme nos amis de la droite.

Mais le chiffre de \$41 est certainement trop élevé. Si on demandait des soumissions, il en coûterait bien moins cher. Je voudrais savoir également s'il est vrai qu'un arpenteur a reçu dans les 10 dernières années \$1,000,000? Le ministre sait-il que, depuis 10 ans, un seul arpenteur a reçu près de \$1,000,000?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai pas les chiffres pour les 10 dernières années. Je sais que, depuis 10 ans, un seul arpenteur a eu pour

\$419,000 de contrats. Pour les cinq dernières années, l'arpenteur qui a reçu le plus a touché un total de \$419,632, de 1926 à 1930.

Quant à l'autre remarque, au sujet de l'arpentage au mille, je dois dire qu'en 1894, ce travail ne se faisait pas comme aujourd'hui, alors qu'il est exécuté avec beaucoup plus de minutie et de précision. D'autre part, les hommes qui accompagnaient les arpenteurs recevaient \$1.50, alors qu'on leur donne aujourd'hui \$3. Quant au coût des travaux d'arpentage, l'honorable député a cité les deux époques de 1895-1896 et d'aujourd'hui.

Les travaux de \$9 du mille relevé étaient faits par M. O'Sullivan dans des conditions que nous ne permettrions pas à nos arpenteurs aujourd'hui. Que l'on ne pense pas que je veuille critiquer les travaux de M. O'Sullivan. L'arpentage se fait de nos jours de façon plus méticuleuse. Aujourd'hui, il coûte \$41. En 1895, les hommes et les provisions coûtaient bien meilleur marché. Un journalier se payait \$1 par jour.

M. Guertin (Hull): Combien sont-ils payés aujourd'hui?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): On ne peut obtenir, de nos jours, ce qu'on appelle un "homme de bois" à moins de \$90 par mois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Un homme de bois ne peut pas être un homme de fer.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Souriant) Mon honorable ami peut me regarder. Je suis un homme de bois. Il ne faut pas oublier que l'arpenteur est un professionnel. Pouvons-nous lui demander une soumission pour l'exercice de sa profession? Nous employons environ 25 arpenteurs, dont plusieurs ont une grande expérience en forêt, à tour de rôle, confiant les travaux les plus difficiles aux plus expérimentés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien y en a-t-il dans la province?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cent quarante à 150. Tous ne veulent pas travailler en forêt. Ceux qui ont les contrats les plus considérables sont des gens d'expérience. Ils ont parcouru la province jusque dans ses confins. Ils connaissent bien le travail qu'il y a à accomplir. Les plus jeunes les remplaceront. J'admets que le tarif d'aujourd'hui est plus élevé que celui d'autrefois.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je voudrais avoir certains renseignements au sujet des arpentages. Est-ce que l'honorable ministre a déjà employé M. Thomas Maher comme arpenteur et combien lui a-t-il payé depuis cinq ans?

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président...

Voix à droite: Attendez la réponse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je suis heureux que l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine désire se renseigner. Je félicite un député de la droite de se renseigner. Si de ce côté de la Chambre on se renseignait plus souvent, on ne supporterait pas toujours aussi aveuglément le gouvernement. Je ferai cependant remarquer au jeune député que M. Thomas Maher n'est pas un arpenteur, mais un ingénieur forestier.

Voix à droite: C'est la même chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on commence à droite à poser des questions comme celle-là, les crédits des terres vont prendre du temps à passer! Si l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine veut insister, les crédits du ministère des Terres et Forêts pourraient bien ne pas passer. Si on entre sur un terrain étranger à l'arpentage, je suivrai et ce sera long.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je m'accorde avec l'honorable député de Trois-Rivières pour dire que M. Thomas Maher n'est pas un arpenteur, mais un ingénieur forestier. Quand nous passerons aux crédits du service forestier des crédits des terres et forêts, l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine pourra demander ces renseignements.

Les conditions ont tellement évolué depuis 1895 qu'il est impossible et injuste de faire des comparaisons entre 1895 et 1930, et le prix de \$41 payé en 1930 n'est pas plus cher, toutes proportions gardées, que \$9 en 1895.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'ai posé cette question, c'est justement pour prouver que les comparaisons faites par les ministres du gouvernement entre l'année 1930 et l'année 1897 ne tiennent pas debout, ainsi que le ministre vient de l'admettre.

Il (M. Duplessis) lit un extrait du rapport de M. Piché, où il est question des graves dégâts que commettent les arpenteuses, sorte de bibites nuisibles. Il n'y a pas que les arpenteurs qui coûtent cher.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Depuis trois ans, le gouvernement exige des compagnies qu'elles fassent faire l'arpentage de leurs lots afin que la province en connaisse très bien les limites. Les arpentages sont aussi nécessaires aux inventaires de nos forêts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est l'utilité des arpenteurs au point de vue travail forestier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Dans plusieurs cas notamment quand il faut faire un inventaire forestier, pour établir les limites d'une concession forestière.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le ministre de me fournir aujourd'hui des renseignements plus précis que l'autre jour. Il y a donc relation entre les deux services et l'opposition a bien fait d'exiger les ordres en conseil, car le premier parle justement d'arpentage. Je dois dire que l'honorable ministre des Terres et Forêts est un charmant collègue. Je reconnais de suite que le ministre est un parfait honnête homme. Malheureusement, il porte la responsabilité de l'administration de son département même si d'autres ministres y mettent les mains pour violer les lois.

Plusieurs ordres en conseil autorisent des compagnies à violer les droits de coupe. J'ai constaté dans les ordres en conseil qu'il a produits que la loi a été violée dans le cas de la Compagnie Port-Alfred, par exemple. Je lui demanderais quel montant sera employé pour les inventaires, sur cette somme de \$400,000 pour arpentages?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je n'admets pas du tout que la loi a été violée. La loi n'a pas été violée, car le lieutenant-gouverneur en conseil a le droit de suspendre ou de modifier l'application d'une loi s'il estime que les motifs allégués sont suffisants. Dans le cas de Port-Alfred, nous avons pu permettre une exploitation forestière plus intensive, mais jamais en violation de la loi. Nous pourrions discuter cela plus longuement sur l'item du service forestier.

Quant à ce qui se passe au ministère des Terres et Forêts, j'en prends l'entière responsabilité. Je suis disposé à porter toute la responsabilité de mon département. Je le crois bien administré. J'ai pleine confiance dans mes officiers. Il ne se fait rien d'irrégulier, et s'il s'en faisait, je ne le permettrais pas. Il n'y a jamais rien eu d'irrégulier dans le département et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour le mieux, peut-être, mais pas dans le meilleur des mondes.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, le meilleur des mondes. Ce monde est bon et j'aime y vivre. Quant aux inventaires, on n'emploiera rien de cette somme de \$400,000 pour cela. Le gouvernement ne paye pas pour les arpentages que font les compagnies pour l'inventaire de leurs limites. Les inventaires sont payés par les compagnies et, si ces dernières ne payaient pas, elles pourraient perdre leurs concessions. L'arpentage est indispensable pour l'exploitation forestière et pour délimiter les limites.

M. Duplessis (Trois-Rivières) conclut qu'il avait bien raison alors d'exiger les arrêtés ministériels avant de laisser passer le crédit de l'arpentage.

Je n'ai qu'un mot à ajouter, dit-il, l'honorable ministre est tellement aimable ce soir, comme toujours d'ailleurs, que je lui dis que ce sont là les seules remarques que je tenais à faire au sujet des crédits d'arpentage. Je ne veux pas prolonger inutilement le débat. L'honorable ministre nous dit que les choses sont changées. Cela est vrai, mais le changement ne justifie pas certaines imprévoyances.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose quelques questions dans lesquelles il est question des arpentages sous les pharaons d'Égypte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le département s'améliore et j'en suis heureux. Je vois en effet que l'on a acheté une machine au bleu. On veut passer le département au bleu.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Notre machine fait d'excellent travail.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Motions des députés:**Vœux de prompt rétablissement
au député de Beauce, M. Fortin**

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai appris avec regret l'indisposition de l'honorable député de Beauce¹¹. J'espère qu'il n'est pas

sérieusement malade. L'honorable député de Beauce, qui est un aimable collègue, m'a témoigné de la sympathie lorsque j'ai été malade l'an dernier, et je tiens à lui exprimer mes souhaits de complet rétablissement. Je fais des vœux pour qu'il nous revienne bientôt et en excellente santé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je remercie l'honorable député de Trois-Rivières et je suis certain qu'il sera heureux d'apprendre que l'honorable député de Beauce n'est pas sérieusement malade. Il sera sur pied après un repos de quelque temps. Notre estimé collègue sera bientôt ici pour remercier mon honorable ami (M. Duplessis) que nous sommes enchantés de voir en si belle santé, cette année.

(Applaudissements)

La séance est levée à 10 h 25.

NOTES

1. Selon *Le Canada* du 20 février 1931, à la page 2, M. Blain n'est pas à son siège durant cette intervention de l'honorable M. David.

2. Selon *La Presse* du 20 février 1931, à la page 19, il serait secrétaire de la commission scolaire.

3. Selon *Le Soleil* du 20 février 1931, à la page 23, M. Duplessis agit comme chef de l'opposition, M. Houde n'étant pas à son siège.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cantin (Saint-Sauveur).

5. M. J.-A. Bégin, contrôleur du revenu, vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Perrault.

6. \$9,000, selon *Le Devoir* du 20 février 1931, à la page 2.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

8. *L'Événement* du 20 février 1931, à la page 14, précise que M. Duplessis est "toujours en belle humeur".

9. M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) est au fauteuil et, selon *Le Soleil* du 20 février 1931, à la page 23, seuls MM. Duplessis, Guertin et Gault de l'opposition sont alors en Chambre.

10. M. Georges Côté, du service des arpentages, vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Mercier.

11. Selon *Le Devoir* du 20 février 1931, à la page 2, M. Édouard Fortin vient d'être transporté à l'hôpital.

Séance du vendredi 20 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 181 modifiant l'article 361 du Code de procédure civile;
- bill 182 modifiant l'article 931 du Code de procédure civile;
- bill 195 modifiant la loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 194 modifiant la loi de l'*habeas corpus*;
- bill 196 modifiant l'article 227 du Code municipal;
- bill 197 abrogeant l'article 87a du Code de procédure civile.

**Loi des cités et villes,
article 2**

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 200 modifiant l'article 2 de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Fonds des
écoles élémentaires**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le fonds des écoles élémentaires produit-il un revenu annuel net de \$180,000?

2. Si oui, depuis quand?

3. Si non, le gouvernement accorde-t-il régulièrement au fonds des écoles élémentaires une

somme de \$325,000, à même le fonds consolidé du revenu de la province?

4. Dans un cas comme dans l'autre, quelle répartition, en valeur et en pourcentage, le gouvernement a-t-il ordonné, pour chaque année depuis 1920, d'employer à même ce fonds des écoles élémentaires pour améliorer les conditions des institutrices?

5. Même question, pour les sommes ou le pourcentage ordonnés dans le but d'aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières: *a.* dans toute la province; *b.* dans la cité de Montréal; *c.* dans la cité de Québec?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1.

Non.

2. Répondu par 1.

3. Le gouvernement vote \$325,000 chaque année pour le fonds des écoles élémentaires. Pour l'année 1929-1930, le gouvernement a voté la somme de \$295,000 pour les mêmes fins dans le budget supplémentaire.

4. Les \$325,000 sont destinés à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des écoles. Les institutrices bénéficient de cet octroi par la jouissance d'un local plus confortable. Le gouvernement vote chaque année une somme de \$56,000 pour primes de longs services: 10, 15 et 20 ans d'enseignement. Un autre montant de \$20,000 par année est voté pour primes de succès dans l'enseignement aux instituteurs et institutrices. Le gouvernement accorde de plus une somme de \$225,000 par année pour inciter les commissions scolaires à payer de meilleurs salaires aux institutrices, ainsi qu'un montant de \$20,000 par année pour encourager les commissions scolaires à retenir les services de maîtres et à leur payer des salaires appropriés.

5. Le gouvernement ne fait pas de distinction entre les classes ouvrières et les autres classes de la société et il n'a pas de statistiques particulières ni aux unes ni aux autres de ces classes.

**Employés du bureau d'enregistrement
de Québec**

M. Blain (Montréal-Dorion): MM. Henri Boisvert, J.-A. Rémillard, Alphonse Huot, Henri Tardif et Joseph-P. Roy, qui, à la page 351 des *Comptes publics* pour l'exercice finissant le 30 juin 1930, sont désignés comme assistants-régistrateurs du bureau

d'enregistrement de Québec et M. Nap. Bissonnette, commis-caissier, sont-ils les six députés régistrateurs ainsi désignés dans la réponse du 20 janvier 1931, inscrite à la page 75 des *Journaux de l'Assemblée législative*, page 69, 20 janvier 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui.

Édifice gouvernemental à Québec

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à construire, dans la cité de Québec, un édifice destiné aux divers services de l'administration du gouvernement de la province, sur le site qu'il choisira, et que cet édifice sera construit suivant les plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour la construction de cet édifice, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation nécessitée aux fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230) *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi des chemins de fer, un certificat du trésorier de la province portant que

celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

3. Que le coût de la construction de cet édifice, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, ne devra pas excéder la somme de huit cent cinquante mille dollars.

4. Que, pour assurer l'acquisition des terrains nécessaires et la construction de cet édifice et pour pourvoir à son aménagement et à son ameublement, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les sommes requises pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de huit cent cinquante mille dollars, le coût de ces acquisitions et construction; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra pour les mêmes fins autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout la somme de huit cent cinquante mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indiquera.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Expliquez-vous.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Depuis quelques années, vu le développement de la province, nous sommes obligés de louer des locaux de fortune pour divers services en dehors des édifices du gouvernement. Nous payons plus de \$19,000 par année en loyers pour loger des employés des ministères de la Voirie, de l'Agriculture, et du secrétariat provincial. L'Agriculture, l'Hygiène, les Travaux publics, la Voirie réclament de nouveaux bureaux avec insistance. On les loge un peu partout dans Québec. Cette année, il faudra louer plus grand encore et cela coûtera nécessairement plus cher.

Nous avons pensé qu'il était prudent de prendre des options le plus près possible des édifices du gouvernement. Nous avons donc songé à bâtir un édifice à l'angle des rues Saint-Augustin, Saint-Amable et Conroy. Nous avons des options sur les propriétés et nous exproprierons, s'il le faut, une troisième propriété qui est la résidence du concierge du "high school", située à côté. Nous avons

l'intention de bâtir un immeuble de 10 ou 11 étages dans lequel nous aménagerions tous les bureaux qui n'ont pas de place dans l'édifice central. L'idée est de centraliser des services éparpillés un peu partout dans la ville et de donner à plusieurs services l'espace dont ils ont raisonnablement besoin.

Nous avons fait faire des plans par des architectes. Le sous-sol et le rez-de-chaussée du nouvel immeuble seraient occupés par les quartiers de la police provinciale et des cellules pour ses prisonniers. La police provinciale est à l'étroit dans le corps central de la Législature. Au premier étage, nous aurons une salle de conventions qui a souvent manqué aux besoins. Les autres étages seraient occupés par les ministères de la Voirie, des Mines et de l'Agriculture. Les ministres titulaires de ces départements se transporteraient dans le nouvel immeuble avec tout leur personnel. Chacun des étages serait occupé par un ministère du gouvernement. Les loyers de plus de \$19,000 que nous payons représentent l'intérêt sur un capital de \$300,000. Il nous faut louer actuellement d'autres bureaux car nos employés sont à l'étroit. Nous espérons que la Chambre ratifiera notre projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle est la superficie des terrains?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Huit mille six cent soixante et un pieds.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au nom de qui les options ont-elles été prises?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Au nom du gouvernement, par un notaire que nous avons chargé de prendre ces options. Nous avons des options sur la propriété Baril pour \$21,000, sur la propriété Bolger pour \$13,000, et nous croyons pouvoir exproprier la propriété de la Commission scolaire protestante pour \$35,000 ou \$40,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà une amélioration qui s'impose depuis longtemps. J'aimerais pourtant savoir la valeur des évaluations municipales de ces propriétés.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne pourrais le dire avec précision, mais je crois que ces évaluations sont aux environs du prix des options. La vente des matériaux de construction remboursera au gouvernement une partie de cette somme. Le gouvernement demande le pouvoir

d'exproprier au cas où il n'y aurait pas moyen de s'entendre de gré à gré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les services gouvernementaux se multiplient et l'administration nécessite plus de bureaux. L'augmentation du nombre de locaux est nécessaire et la centralisation des ministères du gouvernement sera une excellente chose. Le gouvernement a manqué de prévoyance, car ce projet aurait dû être conçu il y a de nombreuses années. Le gouvernement aurait dû construire cet édifice avant le Musée.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous pourrions peut-être en venir à une entente afin d'acheter pour la Commission scolaire protestante une propriété située de l'autre côté du "high school", si la Commission nous cède celle dont nous avons besoin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a fait les plans?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les architectes Beaulé et Auger.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel sera le coût de l'entreprise?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nos architectes estiment que nous pouvons bâtir un édifice de 10 ou 11 étages pour \$850,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières) est d'avis que la province de Québec se laisse distancer par les autres provinces, en ce qui concerne la mise à la disposition du personnel administratif du gouvernement d'édifices appropriés, et que, si possible, Québec devrait suivre l'exemple d'Ottawa où les édifices du Parlement sont entourés de beaux parterres, une Mecque pour les visiteurs de partout au Canada et des États-Unis. Je voudrais que le gouvernement bâtit un immeuble digne de la ville de Québec qui attire tant d'étrangers. Ne croyez-vous pas que les édifices parlementaires devraient être un attrait pour les touristes, au lieu de construire comme on l'a déjà fait des édifices qui n'ont aucune valeur architecturale? Il me semble que l'on multiplie les édifices sans forme architecturale.

Ne croyez-vous pas que l'endroit est mal choisi? Ce n'est pas travailler à l'embellissement de la ville de Québec. Pourquoi ne pas bâtir avec des parterres? Si on pouvait obtenir un terrain plus

spacieux, le gouvernement pourrait faire des parterres attrayants. Il (M. Duplessis) exprime un doute quant à la possibilité pour le gouvernement de construire, pour \$850,000, un édifice de 10 ou 11 étages qui serait en conformité avec les édifices parlementaires existants.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je suis bien de l'avis de mon collègue, mais nous n'avons pas d'autres terrains propices dans le voisinage. Le gouvernement n'était pas en mesure d'obtenir un meilleur site que le site choisi, sans placer le nouvel édifice à l'écart des édifices existants, ce qui ne favoriserait d'aucune façon une meilleure administration. La ville de Québec n'offre pas l'espace nécessaire.

Le gouvernement serait certes consentant de construire avec ampleur... s'il pouvait trouver les terrains voulus. Je m'accorde avec l'honorable député de Trois-Rivières pour dire que les additions au palais législatif ne sont pas tous des chefs-d'œuvre. Ils sont plus beaux à l'intérieur qu'à l'extérieur. Mais il faut prendre notre ville telle qu'elle est. Pour construire avec des parterres comme le suggère mon honorable ami, il faudrait aller plus à l'ouest et s'éloigner de la bâtisse principale.

Nous construisons un édifice commercial, comme le gouvernement d'Ottawa en a bâti. Prenons par exemple le ministère du Travail, où je suis allé assez souvent. Il est situé à Ottawa dans un immeuble commercial très ordinaire.

Nous avons examiné la possibilité de construire de l'autre côté de la Grande Allée, mais ce serait trop dispendieux, à cause du parc des Champs-de-Bataille qui appartient à la Commission des champs de batailles nationaux. Il n'a pas été possible de réaliser ce projet qui aurait du reste déparé le parc des Champs-de-Bataille.

Les plans faits sont très jolis et si le gouvernement parvient à s'entendre avec la Commission scolaire protestante, il aura du terrain pour pouvoir faire quelque chose de très bien du nouvel immeuble. L'endroit choisi est le meilleur possible dans les circonstances. Le gouvernement aurait peut-être pu construire juste en face, mais la pente du terrain est trop irrégulière et le site actuel du parlement aurait été gâté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y aura des demandes de soumissions?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous n'avons pas demandé de soumissions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les soumissions sont plus élevées que l'évaluation des architectes...

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les architectes se seront grossièrement trompés et nous ne pourrions pas accorder le contrat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des précédents et je suis heureux de constater que l'honorable ministre soit disposé à être prévoyant. Dans d'autres provinces, les édifices gouvernementaux font honneur au gouvernement en raison de leur agréable architecture, et l'on a pris soin de les entourer de parterres étendus et de grandes pelouses.

Je crois qu'il est grand temps que le gouvernement du Québec vienne en aide à la capitale de la province, comme cela se fait à Ottawa.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Le gouvernement local a essayé d'embellir l'apparence de la ville par ses aménagements paysagers autour des édifices.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel sera le matériel employé?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les premiers étages de l'édifice seront en pierre, mais le reste sera en briques. La structure sera en acier. Il ne s'agit pas d'un édifice de luxe.

M. Guertin (Hull): Est-ce que les plans sont complets?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Nous avons des plans préliminaires.

M. Guertin (Hull): Les plans ne sont pas définitifs?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, mais ils sont assez précis et je crois que le coût de l'édifice ne dépassera pas ce que nous demandons. En somme, ce n'est pas compliqué. Il s'agit tout simplement d'un bureau commercial.

M. Guertin (Hull): Je crains que le gouvernement ne s'embarque dans un projet coûteux. Ayant présent à l'esprit ce qui est précédemment arrivé à Montréal et également à la ville de Québec, je suis d'avis, dit-il, que le gouvernement aurait dû se présenter devant la Chambre avec des détails et des

coûts précis concernant l'édifice proposé. Nous ne sommes pas contre le projet, mais il me semble que l'on aurait eu le temps de préparer des plans. On a parlé d'Ottawa.

Le gouvernement fédéral a bâti un édifice en briques et les citoyens ont demandé pourquoi les autorités municipales d'Ottawa n'avaient pas empêché la construction.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'édifice sera assez éloigné du palais législatif pour ne pas déparer ce dernier. C'est l'opinion des architectes.

M. Guertin (Hull): Quand la construction sera-t-elle terminée?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les architectes prétendent que la construction pourrait être complétée dans un délai de 13 mois. Nous avons l'intention de le compléter dans l'espace de 13 mois.

M. Guertin (Hull): Quand les divers départements mentionnés tout à l'heure seront-ils déménagés? Est-ce l'intention du gouvernement de donner plus d'espace aux députés de la droite et de la gauche avec le décongestionnement du corps central?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La chose est possible. Il est vrai que la députation n'a pas d'espace. Lorsque la bâtisse principale sera décongestionnée, nous espérons pouvoir donner quelques chambres aux députés qui sont obligés de recevoir les visiteurs dans les corridors. En tout cas, elle sera étudiée sérieusement. Nous ferons tout ce qui sera possible. C'est notre intention d'accommoder tout le monde.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement achète les édifices voisins qui paient des taxes à la ville, il serait équitable, il me semble, de dédommager la cité. En multipliant les constructions, le gouvernement fait perdre des taxes à la cité de Québec. Il me semble que le gouvernement devrait voter un crédit à la Vieille Capitale pour son embellissement. C'est ce qu'on fait à Ottawa. On suppléerait ainsi à la diminution des taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Guertin (Hull) estiment que le projet n'est pas très artistique

et déparera les édifices actuels déjà fort enlaidis par les annexes. On devrait choisir un site approprié.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La ville ne se prête pas toujours aux projets idéaux. Le gouvernement contribue déjà à l'embellissement de la ville par l'entretien de ses terrains, qui sont améliorés chaque année, et en entretenant à grands frais notre beau parterre. Y a-t-il lieu de contribuer davantage? Québec a la Commission du parc des Champs-de-Bataille qui aide aussi à l'embellissement de la ville. Les édifices parlementaires sont un centre d'attraction pour Québec qui attire ici de nombreux touristes. Ces touristes dépensent beaucoup d'argent chez nous. Le gouvernement coopère à l'embellissement de la ville et le ministre ne croit pas qu'il y ait lieu d'accorder des octrois en nature à la Vieille Capitale.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si le gouvernement sera capable d'acquérir les propriétés dont il a besoin sans recourir à l'expropriation.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Deux des propriétés peuvent être acquises au prix d'option fixé, mais, dans le cas de l'autre propriété, celle qui comprend l'école de la Commission scolaire protestante, il faudra procéder par expropriation. La Commission demande plus ou moins \$200,000. Je dois dire que nous n'avons pas encore eu d'entente avec la Commission scolaire protestante, qui ne veut pas nous vendre la bâtisse voisine de son école. On nous dit: "Prenez tout ou rien". L'école est une jolie bâtisse, mais elle nous coûterait peut-être de \$150,000 à \$200,000 et nous serions obligés de la démolir. J'ajoute que certaines options expirent le 1^{er} mars.

M. Guertin (Hull): Alors, adopté.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec, soit maintenant lu une première fois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderai à l'honorable ministre de voir à ce que les salaires raisonnables s'appliquent dans cette construction.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): La clause des salaires raisonnables sera, comme dans tous les contrats du gouvernement, incluse dans le contrat. L'entrepreneur dont la soumission sera retenue aura, inclus dans son contrat, une clause prévoyant des salaires raisonnables.

M. Guertin (Hull) veut faire retarder la troisième lecture du bill et s'oppose à ce qu'il appelle la précipitation inconvenante manifestée à l'égard d'une mesure d'une telle importance.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le gouvernement, dit-il, doit profiter le plus tôt possible des options qu'il a sur les terrains où s'élèvera le nouvel édifice.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la division territoriale

L'honorable M. Moreau (Lac Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Association agricole des Cantons de l'est

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Crépeau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, articles 2174a et 2175

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons prendre les items qui soulèvent le moins de débats.

M. Guertin (Hull): Le budget supplémentaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ai proposé tout à l'heure au leader-suppléant de l'opposition (M. Duplessis). Peut-être le député de Hull y consentirait-il si j'étais suppliant?

M. Guertin (Hull): Oh! Non!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institutions protestantes, S.R., 1925, chapitre 133, article 464 et chapitre 134, article 5, tel que modifié par les lois 17 George V, chapitre 40, section 1 et 19 George V, chapitre 31, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous donnons également un octroi annuel de \$50,000 pour la fondation d'un Institut biologique à l'Université Laval.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "high schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): Je félicite l'honorable secrétaire provincial de la manière dont les comptes sont tenus dans son ministère. Mais je trouve étrange que certains crédits ne varient jamais depuis des années.

Ne pourrait-on pas faire un ménage? Les crédits qui n'ont pas varié depuis quelques années devraient être soit augmentés ou informés ou révoqués.

L'honorable M. David (Terrebonne): La plupart de ces octrois ont été secondés en vertu d'une entente passée avec les institutions, promettant le crédit à perpétuité. L'octroi de \$2,470 aux "high schools" est une entente à la suite de la création de l'École des hautes études commerciales. C'est un contrat.

Si j'avais une entente avec l'honorable député de Hull pour donner un octroi à une institution quelconque, je la respecterais.

M. Guertin (Hull): Si c'est une entente à perpétuité, pourquoi ne pas la couvrir par un Statut?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député est-il satisfait de mes remarques?

M. Guertin (Hull): Oui.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et cours professionnels, S.R., 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Guertin (Hull): C'est toujours le même montant?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, il y a eu augmentation de \$15,000 sur cet octroi.

M. Guertin (Hull): Très bien.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Alors, du moment que nous dépensons de l'argent, ça va bien.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 40⁴.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 21 février 1931, à la page 37, la Chambre a siégé devant plus de banquettes vides que de députés. Il y avait à peine quorum et, du côté de l'opposition, MM. Duplessis, Guertin et Fisher étaient présents.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cantin (Saint-Sauveur).

4. *Le Devoir* du 21 février 1931, à la page 3, indique que les députés ont discoursu juste ce qu'il fallait pour attendre le train de Montréal à 5 heures et le train de l'Intercolonial, qui part de Lévis à 5 h 50.

Séance du mardi 24 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Montreal & North-Western
Railway**

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que les articles 506, 510, 511, 513, 514 et 516 du Règlement de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jacques Hébert, Errol Languedoc et William Bayliss, demandant la constitution en corporation de The Montreal & North-Western Railway, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 constituant en corporation The Montreal & North-Western Railway.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Jacques Hébert, Errol Languedoc et William Bayliss, demandant la constitution en corporation de The Montreal & North-Western Railway est présentée, lue et reçue devant la Chambre.

M. Authier (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 151 constituant en corporation The Montreal & North-Western Railway.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 186 détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 187 modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des baux;
- bill 189 modifiant les articles 11 et 30 de la loi des droits sur les successions.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

**Éducation
de certains enfants
dans Montréal et Outremont**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 32 concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'hygiène publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 72 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lutte contre
la tuberculose**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 73 modifiant la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
unités sanitaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 74 modifiant la loi des unités sanitaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Éducation des enfants non catholiques
et non protestants à Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 223 modifiant la loi 13 George V, chapitre 44.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Construction de ponts

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

Des voix de l'opposition: Expliquez. On veut des explications.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande des explications sur le projet de construction de grands ponts.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): (Sans se lever) Je ne suis pas obligé de donner d'explications pour la première lecture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh oui, vous êtes obligé. Je demande pardon à l'honorable ministre, mais il ne doit pas avoir oublié les règlements après avoir été si longtemps Orateur de cette Chambre.

Il cite, à l'encontre de cette affirmation, un article du Règlement de la Chambre.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): L'article 450 dit que les explications ne sont pas nécessaires à la première lecture. Je dirai cependant, pour l'information de mon honorable ami, que ce projet a pour but d'assurer la construction de ponts à Caughnawaga, entre Caughnawaga et Lachine, à Sorel, sur la Richelieu, deux sur la Yamaska, à l'île d'Orléans, entre l'île d'Orléans et la rive nord, et à Sainte-Anne de Chicoutimi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article 445 du Règlement dit que nul bill privé ne peut être présenté en blanc ou dans une forme incomplète. On ne peut présenter un bill en première lecture s'il n'est d'abord imprimé.

La Chambre ne peut rien décider sans avoir au préalable le texte des résolutions. La Chambre a droit à des explications sur une mesure lorsqu'elle n'a pas d'écrit qui pourrait la renseigner. Les ministres connaissent peut-être l'objet du bill, mais

les députés de l'opposition n'ont pas la même chance.

Il (M. Duplessis) demande la décision de l'Orateur sur le point soulevé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable ministre a donné une explication.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit que les renseignements ne sont pas suffisants et insiste pour obtenir une décision de l'Orateur.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je les ai données.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste que le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) a déjà parlé trois fois sur la question. Il s'oppose avec grande énergie à la théorie du représentant de Trois-Rivières, car autrement le gouvernement serait obligé de faire connaître sa législation aux députés bien avant de la faire adopter. Cela pourrait avoir des conséquences déplorables pour la tactique.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réplique que l'Orateur lui a posé une question et qu'il répond à l'Orateur et non au premier ministre. Il dit qu'il a toujours le droit de demander la décision de l'Orateur.

M. Renaud (Laval): J'espère que l'on bâtera de bons ponts, car l'eau est propre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que ces ponts seront des ponts de péage?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je le crois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. C'est ce que je voulais savoir.

M. Renaud (Laval): Des ponts pour gagner les élections?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Nous les gagnerons quand même.

M. Renaud (Laval): Vous êtes mieux de vous dépêcher, parce que les élections s'en viennent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 47 modifiant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 227 modifiant l'article 4 de la loi de la chasse.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): De quoi s'agit-il?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le projet a pour but de prohiber le port de certains engins de chasse.

Voix à gauche: Adopté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 228 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Sommes non distribuées par le surintendant de l'Instruction publique

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Quels étaient à la fin de chaque exercice financier, depuis 1920-1921, le résidu annuel et le résidu cumulé des sommes non distribuées par le surintendant de l'Instruction publique à même le fonds des écoles publiques voté chaque année par la Législature?

2. À quelles fins ces sommes doivent-elles et peuvent-elles servir?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir la liste ci-dessous)

1920-1921:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	\$1,371.00
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	218.76

1921-1922:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	1,881.92
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	300.27

1922-1923:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	3,702.08
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	590.66

1923-1924:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	7,269.81
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	778.25

1924-1925:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	5,921.92
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	655.90

1925-1926:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	4,573.01
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	669.71

1926-1927:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.....	2,711.57
Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.....	289.46

1927-1928:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique..... \$8,095.59
 Déposé au crédit du comité protestant du Conseil de l'instruction publique..... 840.58

1928-1929:

1929-1930:

Déposé au crédit du comité catholique du Conseil de l'instruction publique..... 747.94

2. Voir à la fin de chaque "États financiers" du surintendant, pour lesdites années.

Animaux tuberculeux

M. Gagnon (Kamouraska): Combien d'animaux ont été déclarés tuberculeux par les inspecteurs vétérinaires provinciaux depuis le 1^{er} juillet 1927 à venir au 1^{er} janvier 1931?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Quatre mille neuf cent trente-neuf tuberculeux.

Beurreries dans Deux-Montagnes, Laval, L'Assomption, Argenteuil, Chambly et Verchères

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien y avait-il de beurreries, dans le comté de Deux-Montagnes: *a.* en 1920; *b.* en 1925; *c.* en 1926; *d.* en 1927; *e.* en 1928; *f.* en 1929; *g.* en 1930?

2. Même question pour le comté de Laval.
3. Même question pour le comté de L'Assomption.
4. Même question pour le comté d'Argenteuil.
5. Même question pour le comté de Chambly.
6. Même question pour le comté de Verchères.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d</i>	<i>e</i>	<i>f</i>	<i>g</i>
	1920	1925	1926	1927	1928	1929	1930
1. Deux-Montagnes	13	10	10	11	11	11	11
2. Laval.....	1	0	1	1	0	0	0
3. L'Assomption	19	18	16	12	13	13	12
4. Argenteuil.....	0	2	2	2	2	2	2
5. Chambly	0	1	1	1	1	1	1
6. Verchères.....	8	7	7	7	7	7	7

Revenus de la Commission des liqueurs

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* du 1^{er} mai 1929 au 1^{er} mai 1930; *b.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} janvier 1931?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1^{er} mai 1929 au 1^{er} mai 1930; *b.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} janvier 1931?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.: *a.* du 1^{er} mai 1929 au 1^{er} mai 1930; *b.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} janvier 1931?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1^{er} mai 1929 au 1^{er} mai 1930; *b.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} janvier 1931?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1^{er} mai 1929 au 1^{er} mai 1930; *b.* du 1^{er} mai 1930 au 1^{er} janvier 1931?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. *a.* \$27,539,966.43;

b. \$16,886,207.72.

2. *a.* \$57,533.35; *b.* \$50,075.00.

3. *a.* \$936,822.77; *b.* \$988,816.31.

4. *a.* \$76,908.80; *b.* \$41,538.20.

5. *a.* \$17,859.99; *b.* \$13,174.45.

**Licences d'hôtels, de restaurants
et de colporteurs, 1930**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'a rapporté chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, restaurants, colporteurs, etc.", du 1^{er} juillet 1930 au 31 décembre 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Permis, droits, etc., Commission des	
liqueurs	\$833,333.34
Hôtels	12,175.72
Restaurants	11,914.48
Maisons de logement	4,209.80
Billards-Quilles	29,784.43
Colporteurs et véhicules.....	16,074.04
Poudre	114.80
Buanderies.....	6,832.68
Encanteurs (licences et droits)	5,524.07
Courtiers.....	8,460.00
Distributeurs automatiques	916.00
Bureaux de placement.....	1,031.00
Bureaux de prêts .....	.....
Prêteurs sur gages .....	.....
Échange de films.....	155.00
Amende et frais	902.45
	<u>\$931,527.81</u>

**Licences d'hôtels, de restaurants
et de colporteurs, 1929-1930**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Qu'a rapporté, en 1929-1930, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale: "Licences: hôtels, restaurants, colporteurs, etc.", tel qu'il appert à la page 12 des *Comptes publics* 1929-1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Permis, droits, etc., Commission des	
liqueurs	\$1,849,781.15
Hôtels	62,047.36
Restaurants	47,019.89
Maisons de logement	9,936.75
Billards-Quilles	69,754.58
Colporteurs et véhicules.....	49,080.06
Poudre	954.20
Buanderies.....	27,087.50
Encanteurs (licences et droits)	16,655.97
Courtiers.....	100,978.52

Distributeurs automatiques.....	\$	5,977.32
Bureaux de placement		1,640.00
Bureaux de prêts		100.00
Prêteurs sur gages		4,020.00
Échange de films		2,685.00
Amende et frais.....		<u>893.10</u>
		\$2,248,611.40

**Fermes vendues
par le ministère de l'Agriculture**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Combien de fermes dans la province ont été mises en vente par l'entremise du ministère de l'Agriculture en 1929 et en 1930?

2. Combien de fermes ont été vendues?

3. Combien: *a.* dans les vieilles paroisses; *b.* dans les régions de colonisation?

4. Combien de propriétaires de fermes le ministère de l'Agriculture a-t-il mis en communication avec des acheteurs possibles, en 1929 et en 1930?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 7,833 propriétaires de ferme, en 1929, et 60, en 1930, ont informé le ministère de l'Agriculture que leurs propriétés étaient à vendre.

2. et 3. Le gouvernement n'en a pas été informé.

4. Cent soixante-dix-huit, en 1929, et 36, en 1930, par communications écrites, à part des renseignements verbaux donnés par les agronomes et les autres officiers du département.

**Montants payés à la
Cie aérienne franco-canadienne**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} janvier 1926 au 18 février 1931: *a.* Combien la province a-t-elle payé à la Cie aérienne franco-canadienne ou la Compagnie aérienne française, à même les crédits du département des Terres et Forêts; *b.* Quel est le montant total de tous les contrats ou transactions intervenus entre la province et lesdites compagnies?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
a. \$1,121,352; *b.* \$1,348,490.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle certains numéros du *Feuilleton*, puis les retire.

M. Renaud (Laval): Ça va mal dans la cabane!

Construction de ponts

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): M. l'Orateur, je propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 232 relatif à la construction de certains ponts dans la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'objecte. Le projet de résolution dont il est question dans la motion ne peut être renvoyé au comité plénier parce qu'il n'est pas imprimé et n'a pas été distribué dans les deux langues. La Chambre ne peut les adresser au comité. Le ministre n'a pas le droit de demander de fixer une date pour l'étude ou l'adoption des résolutions d'un bill, quand ces résolutions ne sont pas encore imprimées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne s'agit pas de cela. C'est la pratique courante. L'honorable ministre des Travaux publics propose tout simplement que ces résolutions soient inscrites sur l'ordre du jour. Il s'agit de fixer la première lecture du présent bill à la prochaine séance. Elles ne peuvent être envoyées au comité si elles ne sont pas sur le *Feuilleton*. Il (l'honorable M. Taschereau) cite l'article 440 du Règlement qui se lit comme suit:

"440. Les projets de résolutions qui doivent être examinés en comité plénier sont imprimés et distribués en français et en anglais avant d'être renvoyés au comité."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les résolutions ne sont pas imprimées et, en vertu de l'article 440, on n'a pas le droit de fixer la première lecture. Il faut que ces résolutions soient soumises à un comité plénier. L'article 440 du Règlement énonce que toutes les résolutions devant être examinées par le comité plénier de la Chambre doivent être imprimées et distribuées en français et en anglais avant d'être renvoyées à ce comité. Étant donné que la Chambre n'a pas reçu les résolutions en bonne et due forme, elle ne peut pas les prendre en considération.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les résolutions ne peuvent être envoyées au comité plénier avant d'avoir figuré à l'ordre du jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande une décision, M. l'Orateur.

M. l'Orateur¹: La question est fort complexe et importante. Je vais réserver ma décision, car elle peut changer toute la pratique établie par la Chambre. Il prend la question en délibération.

Route Montréal-Mont-Laurier

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que, vu le besoin dans lequel se trouvent les colons des régions de colonisation du nord de Montréal, vu l'importance qu'il y a d'établir une grande voie de communication directe entre Montréal et la région de l'Abitibi et de rendre ainsi plus facile l'exploitation de la forêt qui recule vers le nord, vu aussi le manque, dans la région ouest de la province, d'un parc où le public puisse aller pêcher et chasser, cette Chambre invite le gouvernement à prolonger immédiatement la route Montréal-Mont-Laurier jusqu'à la principale route est-ouest de l'Abitibi et à créer sur le parcours de cette nouvelle route un parc réservé comme endroit de pêche et de chasse pour les citoyens de la province.

M. l'Orateur, je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre l'importance des voies de communication. Tout le monde convient aujourd'hui qu'il est absolument nécessaire d'améliorer les moyens de communication dans la province. Sinon, cela ne sert à rien d'avoir une province deux fois plus grande que la France. Là où il pourrait y avoir des divergences d'opinions, c'est quant aux moyens à utiliser pour relier tous les tronçons de la route afin de tirer le meilleur profit des riches ressources naturelles de la province. Personnellement, je ne prétends pas avoir les connaissances techniques qu'il faut et je laisse ces questions aux experts, mais je considère qu'il est urgent de construire une route carrossable de Mont-Laurier à Senneterre, dans l'Abitibi, afin de relier la métropole à l'Abitibi, Hull et Amos. Ces améliorations seraient en somme faciles, car il suffirait de 80 milles de chemin pour relier ces routes et pour opérer toute une révolution dans le nord et l'ouest de la province.

Il (M. Poulin) dit l'importance qu'il y a de relier Montréal à l'Abitibi, qui est devenue une région pleine d'avenir et qui est riche en ressources naturelles. La région offre des ressources naturelles importantes. Il félicite l'administration de ce qu'elle a fait pour améliorer les conditions du transport dans la

province. Il y a au nord de Montréal de grandes régions et les habitants ne peuvent communiquer entre eux. Il y a dans ces régions de nombreuses paroisses florissantes, d'autres en formation, et de la place pour 25 autres. C'est une très belle région agricole. Il loue l'œuvre des ardents patriotes qui ont favorisé le développement des régions du nord et il réclame cette route, afin de compléter la tâche entreprise.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, je ne veux pas faire d'obstruction, mais je vous ferai observer que l'honorable député de Montréal-Laurier lit son discours.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut lire son discours, mais il peut se servir de notes.

M. Poulin (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je n'ai jamais interrompu l'honorable député de Maisonneuve lorsqu'il attaquait l'administration de Montréal.

(Rires)

La route traversera la belle région ouverte par l'honorable Honoré Mercier et le curé Labelle, deux grandes âmes qui savent se comprendre en se rencontrant. On pourrait y attirer les touristes en grand nombre en dotant le nord de Montréal d'un parc national. Cette partie de la province n'est pas seulement un pays fertile, mais un paradis pour les pêcheurs et les chasseurs.

Il (M. Poulin) énumère les richesses naturelles de cette région. Nous avons déjà trop retardé le développement rapide de l'Abitibi. L'importance toujours croissante de ses mines, de son bois de construction et de son bois de pulpe nous crée un devoir d'intervenir pour canaliser le commerce du côté de Montréal. À l'heure actuelle, il n'y a que deux débouchés: une route du côté de Toronto, qui absorbe 85 % du commerce local, et l'autre vers Québec, qui absorbe 15 %. La nouvelle route réduirait la distance entre Senneterre et Montréal-Laurier de 80 %; de 55 % entre Montréal et Amos, et de 60 % entre Hull et l'Abitibi. La population du nord de Montréal la réclame instamment. Deux cent seize corps publics ont déjà adopté des résolutions en faveur de la construction de ce chemin.

Il avait été question de la voie ferrée reliant Montréal au Transcontinental, mais cela ne se fait pas encore. Si on ne peut établir là-bas une voie ferrée, l'on devrait au moins établir une route carrossable pour canaliser le commerce de Montréal et l'empêcher de prendre le chemin de la province voisine, en n'oubliant pas qu'avant longtemps

l'autobus aura remplacé les tramways électriques et les convois à vapeur. En face des besoins de la région de l'Abitibi et de Montréal, j'espère que l'on ne retardera pas la réalisation de ce projet pour le plus grand bien de la province.

Est-il nécessaire d'ajouter que cette nouvelle route aiderait beaucoup à promouvoir le développement du tourisme qui, dans ces dernières années, a constitué le plus clair de nos revenus? Est-il nécessaire également d'ajouter que cette route est considérée comme nécessaire pour le plus grand bien de nos ouvriers de Montréal, de nos industriels et de nos commerçants, pour le plus grand bien des touristes et de nos colons, en un mot pour le plus grand bien de cette province?

M. Dansereau (Argenteuil): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Lamoureux), l'ajournement du débat. Adopté.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides." Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous allons considérer l'item 109 de l'aide à la colonisation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que l'honorable ministre aurait objection à prendre plutôt l'item 114 pour Pêche, chasse et pisciculture, \$300,000?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Entendu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel est le progrès réalisé au cours de la dernière année dans ce domaine et qu'est-ce que l'on entend faire à l'avenir? L'honorable ministre nous dira-t-il quel est son programme?

L'honorable M. Laferté (Drummond)³: Faire observer davantage les lois de chasse en améliorant ce qu'on a fait pour la pêche et la pisciculture. Le gouvernement a amélioré ses systèmes de gardes-chasse et il entend continuer ses améliorations.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est un programme laconique.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui, mais il est très vaste cependant et bon. Nous avons augmenté le nombre et les activités de nos gardes-chasse et nous avons augmenté leur salaire.

M. Blain (Montréal-Dorion): Une augmentation de salaire ne signifie pas un progrès.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Quand on est mieux payé, on travaille mieux.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'an dernier, vous avez demandé \$300,000 et je vois que les dépenses s'élèvent à plus de \$500,000. Pourquoi cet écart?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les dépenses totales ont été de \$500,000, mais ce montant n'a pas été dépensé seulement pour l'item en question.

M. Blain (Montréal-Dorion): Dans le rapport officiel du département, on parle de réorganisation et d'amélioration. En quoi a consisté le progrès enregistré l'année dernière?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les délits et infractions aux lois de chasse et de pêche sont moins nombreux, mais il s'en commet encore trop.

M. Blain (Montréal-Dorion): Y a-t-il eu multiplication des espèces?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Grâce aux bonnes mesures prises par mon département et grâce aux lois protectrices, il est incontestable que le caribou et la perdrix qui se faisaient rares nous reviennent en plus grand nombre dans les forêts de Québec.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable ministre pourrait-il me donner des renseignements sur les gardes-chasse à Montréal? Je vois leurs noms dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce sont des employés de notre département attachés aux bureaux à Montréal et dont les fonctions s'exercent en dehors de la ville.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quelle est la nécessité des gardes-chasse dans Montréal?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce sont des officiers du département qui habitent Montréal.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le ministère de la Colonisation a une comptabilité incompréhensible. Je m'objecte à une présentation semblable des *Comptes publics*. L'ancien trésorier (l'honorable McMaster) nous avait promis des comptes compréhensibles. Les *Comptes publics* de la province ne sont pas faits suivant les règles de la comptabilité. Il serait pourtant bien plus simple de présenter des *Comptes publics* plus clairs. On se demande combien de temps durera ce système où le ministre se perd lui-même. Nous avons des *Comptes publics* que les ministres ne comprennent pas eux-mêmes. Les ministres doivent référer aux sous-ministres, qui en réfèrent aux secrétaires, qui en réfèrent aux archives. Je ne veux pas faire de critiques...

(Rires)

Je sais que l'honorable ministre de la Colonisation est bien disposé. Je suis pour l'amélioration des ministres, même s'il faut les changer. J'espère que l'honorable ministre de la Colonisation nous présentera l'an prochain un budget compréhensible. Je dis l'an prochain. Si nous avons des élections, il y aura peut-être des changements. S'il n'y en a pas, j'espère que l'honorable ministre nous dira les détails des dépenses de voyage de ses gardes-chasse, par exemple.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le député de Maisonneuve a tort de prétendre que le ministère n'est pas renseigné. L'opinion du député de Maisonneuve ne concorde pas avec l'opinion de l'ancien chef de l'opposition. L'honorable député de Maisonneuve nous demande quelque chose d'extraordinaire. Nous ne pouvons pas donner de mémoire les détails des dépenses de voyage de nos gardes-chasse, qui se comptent par centaines.

S'il fallait produire en Chambre le détail des dépenses de chaque garde-chasse, il faudrait y transporter tous les livres de comptabilité. Y aurait-il possibilité, par exemple, pour le ministre de donner les noms et les salaires de tous les fonctionnaires,

gardes-chasse et autres de son département, de mémoire? Ce serait être vraiment trop exigeant. Ce n'est pas raisonnable. Je suis prêt à les fournir à l'opposition, mais il faudra les faire venir du département.

L'ancien chef de l'opposition nous reprochait autrefois de ne pas avoir nos sous-ministres à nos côtés. Nous avons demandé à nos sous-ministres de venir à la Chambre et nous sommes prêts à donner tous les renseignements que l'on nous demandera. Quant à la tenue des *Comptes publics*, elle ne relève pas de moi, mais nous sommes toujours heureux de recevoir des suggestions.

Si l'opposition a des cas particuliers à donner, le ministre promet de répondre à toutes les questions. Si l'opposition exigeait des *Comptes publics* donnant tous ces items, presque dans les moindres détails, ce ne serait pas un volume qu'il faudrait publier, mais une véritable bibliothèque des *Comptes publics*.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je suis content d'avoir entendu les remarques de l'honorable député de Maisonneuve et de l'honorable ministre. Je voudrais savoir maintenant quelles sont les mesures prises pour l'amélioration de la protection de la chasse et du gibier depuis deux ans.

L'honorable M. Laferté (Drummond): C'est surtout une campagne d'éducation qui a été poursuivie. Entre autres choses, nous avons nommé un biologiste distingué dans la personne de M. W. B. Taylor, professeur à l'Université McGill, que le gouvernement de Washington voulait avoir à son service. Ottawa avait aussi les yeux sur lui. Nous l'avons engagé. Il est devenu le biologiste en chef de la province. En été, M. Taylor fait des expériences sur nos lacs et rivières et, en hiver, il travaille au laboratoire de l'Université McGill.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il est professeur à McGill?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oui. Une enquête sérieuse a été faite par M. Taylor, un expert, qui a fait pour nous des travaux de biologie au sujet du poisson et, grâce à cette enquête, le gouvernement a pu prendre certains moyens de préservation du gibier. Une campagne d'éducation, grâce à la coopération des corps publics, a été poursuivie partout et donne de beaux résultats.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'il y a eu des restrictions d'apportées contre ceux qui font

la pêche à la dynamite et qui prennent le poisson dans des rets, en barrant des rivières?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous recevons des plaintes de temps à autre.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je signale ces massacres et je considère que les gens ne devraient pas pouvoir barrer les rivières au risque de faire mourir le poisson.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons saisi des filets, dans les circonstances auxquelles mon honorable ami fait allusion. Le gouvernement ne tolère pas la pêche à la dynamite ou autres moyens de destruction en masse du poisson. Il a pris des poursuites contre les personnes qui ont employé de telles mesures pour faire la pêche.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le département s'est-il organisé pour protéger les animaux à fourrure? Ces animaux ont-ils rapporté plus l'an dernier qu'ils ne rapportaient auparavant?

Il (M. Blain) demande au ministre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la destruction inutile du poisson par l'emploi de rets, de dynamitage, de barrage, etc.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'honorable député verra le détail dans le rapport du département, à la page 474.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai des statistiques intéressantes qui indiquent que, dans la Louisiane, État plus petit que notre province, on a vendu pour \$8,500,000 de fourrures, dont \$6,000,000 de rats musqués alors qu'ici cette valeur ne dépasse pas \$1,250,000. Dans Québec, les animaux en fourrure non en captivité ont rapporté \$2,300,000. On est mieux organisé là-bas.

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'honorable député ne peut comparer la Louisiane avec la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre nous expliquera-t-il pourquoi il y a des gardes-chasse qui demeurent à Montréal, quand il y a des gardes-chasse dans toutes les régions?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Parce qu'ils servent de renfort à nos gardes-chasse, qui sont souvent trop connus des braconniers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir quelles mesures le gouvernement a prises pour assurer la reproduction du poisson dans la province. Est-ce que le gouvernement obtient des revenus des bassins de pisciculture?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Pas beaucoup. Nous vendons des alevins à un prix minime, pour dire que nous ne les donnons pas, mais nous les distribuons la plupart du temps gratuitement. Le gouvernement protège la truite et plusieurs autres sortes de poissons qui menaçaient de disparaître.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on en vend beaucoup?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous en avons fourni \$12,000,000 l'an dernier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le nombre de truites distribuées dans les eaux privées et publiques? Il (M. Sauvé) s'informe de la façon dont le ministère distribue les alevins, dans les rivières et les lacs.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le département en a donné ou vendu pour plus de \$8,000,000 pour fins de repeuplement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait une intéressante suggestion pour la protection du poisson.

M. Guertin (Hull): Combien a rapporté au gouvernement la location des lacs et rivières aux clubs et associations?

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'honorable député verra dans le rapport du département que les revenus ont été de \$226,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement a-t-il les statistiques des revenus produits par les lacs et rivières indépendamment des maritimes?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ces revenus sont d'environ \$80,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mais quels sont les revenus de l'industrie de la pêche, en dehors de la pêche maritime?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons les statistiques globales.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir ces statistiques?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous essaierons de les avoir.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le gouvernement a des statistiques de tous les revenus de la chasse et de la pêche, de tous nos animaux à fourrure?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous ne les avons pas toutes; mais on les trouvera dans les statistiques fédérales.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement s'est emparé des pêcheries maritimes...

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il ne s'en est pas emparé.

M. Blain (Montréal-Dorion): ...et en ne tenant pas compte des revenus, il a manqué à son devoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois que la vente des alevins n'a rapporté que \$2,000 environ.

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai dit que nous distribuons les alevins gratuitement la plupart du temps. Huit millions de fretins et d'alevins ont été distribués dans les rivières de la province au cours de l'année. Nous ne vendons que les alevins de truites à \$1.25 du mille.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je suis informé qu'il y a eu saisie de fourrures par un garde-chasse. Est-ce que le ministre sait ce qu'il est advenu de ces fourrures qui avaient du prix? Où vont les fourrures saisies par les gardes-chasse?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous n'avons pas eu de plaintes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel contrôle l'honorable ministre a-t-il sur ses gardes-chasse qui font des saisies? Le gouvernement a-t-il un moyen de contrôler les saisies de peaux par ses gardes-chasse? Quel est le système de contrôle des peaux saisies?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les procédures sont prises par le département. Si nous

avons gain de cause, nous obtenons les fourrures saisies et elles sont vendues aux enchères.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quel a été le revenu de la dernière vente à l'encan?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Mille deux cent vingt-cinq dollars⁴ au cours de l'année dernière.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Mes informations sont que le gouvernement perd chaque année des fourrures saisies par les gardes-chasse, faute d'un système. Des peaux saisies par des gardes-chasse ont été revendues par eux au lieu d'être remises au gouvernement. Les gardes-chasse me paraissent commettre des abus. Les gardes-chasse augmentent ainsi leurs revenus. Les pauvres trappeurs du fond des bois sont alors dépouillés et ne peuvent être protégés par le ministre. Je suis convaincu que si l'honorable ministre constate des abus, il les réprimera et va agir immédiatement. L'honorable ministre est le seul à qui nous puissions demander cela.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je n'ai pas eu de plaintes. Si l'honorable chef de l'opposition me citait un cas, je serais heureux de faire enquête. En cas d'abus, je serai le premier à sévir.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je le sais. Je ne crois pas que le ministre soit en mesure d'affirmer à cette Chambre que cela n'arrive pas. Comment le ministre peut-il le savoir? Mais il doit y avoir des abus et le gouvernement n'a pas le moyen de faire rendre aux gardes-chasse les fourrures qu'ils saisissent.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je ne suis pas prêt à admettre que de telles choses arrivent. Le gouvernement peut se faire voler comme n'importe qui, mais je n'ai pas reçu de plaintes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je suis certain que si le gouvernement avait des inspecteurs spéciaux, il y aurait plus de \$1,225 de revenus de la vente à l'enchère des fourrures saisies. Dans une province comme la nôtre, où il y a tant d'animaux à fourrure, il doit y avoir plus d'abus que pour rapporter \$1,225.

Comment le gouvernement s'y prend-il pour s'assurer que les comptes lui sont rendus fidèlement? Il est improbable que dans une province comme

Québec, où le gibier à fourrure abonde, les violations de la loi aient été si peu nombreuses.

Les gardes-chasse abusent de leurs fonctions auprès des pauvres trappeurs et je demanderais à l'honorable ministre de voir à faire une enquête, car le gouvernement doit perdre beaucoup d'argent de ce côté.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Si la vente des fourrures saisies n'a rapporté l'an dernier que \$1,225, c'est que la fourrure s'est vendue bon marché et, surtout, que notre population est plus honnête qu'on ne veut le croire. Le gouvernement a des inspecteurs qui contrôlent les ventes dans les centres comme Montréal, Québec, etc.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande s'il y a des inspecteurs pour contrôler si les saisies sont dûment effectuées et remises au gouvernement. Si le gouvernement ne prend pas de moyens pour empêcher de se faire voler, il se fera voler. Il y a des endroits dans la province où les trappeurs récoltent des fourrures illégalement. Lorsque ces trappeurs se font prendre, il craint que les gardes-chasse n'augmentent leurs revenus en vendant les fourrures pour leur propre compte plutôt que pour celui du gouvernement.

L'honorable M. Laferté (Drummond) répond que le contrôle est difficile et qu'il n'a que les rapports des gardes-chasse eux-mêmes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) suggère au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) de nommer des inspecteurs spéciaux pour un certain temps, afin de vérifier ce qui se passe, et cela ajoutera quelque \$20,000 à \$25,000 par année aux revenus de la province. Comment peut-on s'attendre à ce que le public croie que, dans une province où les animaux à fourrure abondent, les règlements soient suffisamment observés dans les régions éloignées?

Je suis certain qu'il y a des gens qui vendent des fourrures pour leur propre compte, et je demande au ministre de faire une enquête afin de s'assurer que personne n'abuse de ses fonctions et, aussi, afin de voir à ce que la province obtienne des revenus supplémentaires de ce secteur.

M. Tremblay (Maisonnette) demande si les fourrures saisies ont fait l'objet de grandes enchères publiques. Est-ce que, ajoute-t-il, les fourrures saisies sont vendues à l'encan qui se tient à Montréal?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il s'agit plutôt d'enchères plus modestes. Non, elles sont vendues à l'enchère à Québec.

M. Renaud (Laval): Il n'y a pas d'encan à Montréal.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Dépôt de documents:

Rapport de l'archiviste

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1929-1930. (Document de session no 48)

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 50

Donation Cherrier-Sénécal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 concernant la donation Cherrier-Sénécal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code de procédure civile, article 361

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant l'article 361 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes, présentation des candidats

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 195 modifiant la loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes, article 2

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant l'article 2 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Fraudes relatives aux valeurs mobilières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi de la prévention des fraudes relatives

aux valeurs mobilières, 1930, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi de la division territoriale

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale.

Adopté.

En comité⁵:

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): La mesure a pour but de corriger des erreurs d'impression dans la nomenclature de certains cantons de Roberval et du Lac-Saint-Jean. Ainsi, le canton Garnier avait été mentionné comme faisant partie de Lac-Saint-Jean tandis qu'il est compris dans Roberval; le canton Sainte-Jeanne-d'Arc fait partie de Lac-Saint-Jean et on l'avait placé dans Roberval.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces trois erreurs d'impression sont de nature à créer une mauvaise impression.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Lors de la refonte de la carte électorale on a inscrit le canton Garnier dans les comtés de Lac-Saint-Jean et de Roberval. Il appartient au comté de Lac-Saint-Jean.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a changé le bill. Il s'agit du canton Tanguay maintenant.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): C'est le même canton.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a le point de vue enregistrement à considérer et le point de vue électoral. Je comprends que depuis la division du comté au provincial, il y a eu une élection dans le comté de Lac-Saint-Jean et un conservateur a été élu.

Il (M. Duplessis) demande au représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) si la défaite du candidat libéral dans le comté de Lac-Saint-Jean n'a pas fait aussi "mauvaise impression".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est là qu'est l'erreur.
(Rires)⁶

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande et dépôt de documents:

Entretien et construction de routes

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 11 février 1930 (Documents de session no 45), combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la Voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: *a.* le nom de l'entrepreneur; *b.* la date du contrat; *c.* le prix du contrat; *d.* le nom de la route; *e.* la nature des matériaux employés.

Adopté.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production d'un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 11 février 1930, (Documents de session no 45), combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la Voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: *a.* le nom de l'entrepreneur; *b.* la date du contrat; *c.* le prix du contrat; *d.* le nom de la route; *e.* la nature des matériaux employés. (Document de session no 49)

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité⁷:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons attendre, si vous le voulez bien, le futur ministre de la Colonisation.

M. Crépeau (Sherbrooke): Attendons le prochain ministre de la Colonisation. (Rires)

Voix à droite: Ah! Le voilà!

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Non, ce n'est pas mon département.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous allons prendre l'item 109 pour l'aide à la colonisation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, 13 George V, chapitre 36, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

L'honorable M. Laferté (Drummond)⁸: C'est une augmentation de \$100,000 sur l'année dernière. Cette augmentation est nécessitée par l'augmentation des salaires des gardes-pêche et aussi l'aide aux pêcheurs.

M. Blain (Montréal-Dorion): Est-ce que le département a un programme à ce sujet?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons préparé un programme et nous en avons commencé la réalisation. Le département a aidé les pêcheurs dans l'achat de barques de pêche et d'agrès. Nous avons encouragé les jeunes à suivre l'exemple de leur père. Un journal de Lunenburg, Nouvelle-Écosse, publiait un article, le 21 janvier 1931, faisant l'éloge de la province de Québec pour la façon dont elle a aidé les pêcheurs et conseillant au gouvernement fédéral et aux provinces de suivre notre exemple.

On vante le système québécois comme le meilleur au Canada. L'auteur y cite comme modèle la province de Québec pour le progrès accompli dans le

domaine des pêcheries. Il termine en disant qu'Ottawa se trouverait très bien d'adopter nos méthodes pour l'entretien et le développement de nos pêcheries maritimes. Le gouvernement fédéral a eu vent de l'article. Le gouvernement fédéral a fait écho à ces louanges.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les pêcheries ontariennes ont rapporté \$4,000,000, et celles du Québec, environ \$2,000,000. Il ne semble pas que notre système soit tellement supérieur.

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. Fond, sous-ministre des Pêcheries à Ottawa, nous a écrit pour que nous le tenions au courant de nos activités. Le sous-ministre des Pêcheries a envoyé une lettre élogieuse au ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries pour lui demander ce que Québec a fait pour ses pêcheries. On lui a répondu que Québec a nommé des classificateurs, augmenté le nombre de ses jeunes pêcheurs de 50 % et des autres de 25 %, grâce à ses octrois. On sait ce que le gouvernement fait. Nous avons donné des octrois aux pêcheurs pour leurs bateaux. Nous leur avons créé des coopératives avec des classificateurs. Nous avons réglé 1,500 réclamations de pêcheurs. Nous avons reçu un témoignage plus flatteur encore. Je regrette que l'honorable chef de l'opposition ne soit pas à son siège.

M. Renaud (Laval): Il va venir?

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai assisté à un banquet à Montréal. J'étais le voisin de l'honorable chef de l'opposition et il a eu la loyauté de reconnaître que les pêcheries sous l'administration du ministre actuel avaient fait des progrès. Au mois de septembre dernier, au cours d'un congrès des pêcheries au Windsor, le chef de l'opposition disait que c'est sous l'administration du représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté) que les pêcheries provinciales ont le plus progressé. Le gouvernement fait son possible pour améliorer le nombre des pêcheurs dans Québec.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) entre à ce moment.

M. Phaneuf (Bagot)⁹: Miaou...
(Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y a donc un chat noir à la Chambre maintenant.
(Rires)

Une voix ministérielle: Non, c'est un chat rouge.

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel est le nombre des pêcheurs?

(Comme certains députés comprennent "pêcheurs", on rit.)

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il y a pêcheurs et pêcheurs.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il y en a 73 à droite, en tout cas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Tout le monde est pêcheur.

L'honorable M. Laferté (Drummond): C'est difficile à préciser. Nous savons qu'il a augmenté. Le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain) trouvera ces renseignements dans l'*Annuaire statistique* de la province. Il m'est difficile de donner des chiffres, dit-il, mais le nombre de pêcheurs a augmenté de 35 %.

M. Blain (Montréal-Dorion): Alors, vous avez des chiffres? Le ministre doit se fonder sur quelque chose, sur des données, pour faire une telle assertion. Ce serait intéressant. La Nouvelle-Écosse nous complimente. Mes statistiques indiquent que le nombre des pêcheurs diminue dans la province de Québec. La Nouvelle-Écosse est la mieux organisée au point de vue des pêcheries. Si nous recevons tant de compliments, comment se fait-il que nous avons reçu \$2,900,000 de nos pêcheries quand l'Ontario a reçu \$4,000,000? Et l'Ontario est une province intérieure qui n'a pas de rivières.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il y a une grosse différence entre la situation de l'Ontario et la nôtre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'Ontario a des lacs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la Confédération qui a réglé cela.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il ne s'agit pas de la Confédération. Je soumets que nous nous laissons devancer par l'Ontario qui n'a pas de Côte-

Nord et de Côte-Sud, qui n'a pas nos avantages et retire cependant plus d'argent de ses pêcheries.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je veux citer à la Chambre un cas qui m'a particulièrement frappé. On a tout essayé pour chasser les marsouins. On est allé jusqu'à payer \$2 de prime par tête, mais on a pas pu s'en débarrasser. Au cours d'un voyage sur la Côte-Nord, des pêcheurs qui travaillaient pour le gouvernement sont venus me dire: "Vous nous donnez \$2 par jour et nous sommes une trentaine à l'ouvrage. Donnez-nous \$1 seulement et employez plus d'hommes".

M. Renaud (Laval): Ça ne coûte pas cher pour vivre par là.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ça ne coûte pas cher, mais j'ai trouvé que c'était beau. Nous avons employé 250 hommes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Quelles sont les conditions hygiéniques des pêcheurs? Le service médical a-t-il été dûment organisé sur la Côte-Nord? Le climat est rude et la population est pauvre et l'on se demande si le gouvernement a pourvu aux besoins de la population, au point de vue médecine et hygiène. On me dit que la population de la Côte-Nord n'a pas de secours suffisants. Le gouvernement ne semble pas encourager les médecins à aller s'établir parmi nos pêcheurs.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons fourni un dispensaire avec un médecin et des infirmières et il y a deux hôpitaux. Les services de gardes-malades et de médecins ont été retenus. Le gouvernement a placé des infirmières à différents endroits de la Côte-Nord.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ces hôpitaux sont-ils situés de façon à ce que les pêcheurs puissent y recevoir des soins?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Oh! Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a un à l'ancienne Pointe aux Esquimaux et les grandes compagnies ont leurs propres hôpitaux.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Reprenant ses statistiques) En 1929, nous avons retiré \$2,900,000 de nos pêcheries, soit \$150,000 de plus

seulement qu'il y a 50 ans. Il n'y a pas de quoi se vanter surtout quand on sait qu'en Colombie anglaise, les pêcheries ont rapporté l'an dernier \$23,000,000. Les pêcheries sont mieux organisées en Colombie-Britannique. L'école de biologie a-t-elle été organisée?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le biologiste du gouvernement est à l'œuvre. Il a une grosse tâche à remplir.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a des Canadiens français qui pourraient aider.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le docteur Préfontaine?

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne les nommerai pas, mais ils sont diplômés d'Europe. Il (M. Blain) est prêt à donner des noms au premier ministre privé, car il ne veut pas qu'on l'accuse de faire des réclames indues. Combien y a-t-il de coopératives de pêcheurs?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Dix.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut connaître la valeur des agrès de pêche et il fait remarquer que d'après ses informations, cette valeur aurait diminué.

L'honorable M. Laferté (Drummond) dit que les statistiques ne sont pas tout à fait complètes et il espère que l'année prochaine, il y aura amélioration de ce côté. Il y a actuellement 10 coopératives de pêcheurs.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que les pêcheurs sont comme autrefois entre les mains de grosses compagnies, qui ne leur donnaient jamais d'espèces sonnantes, qui abusaient de leur situation? Dans le temps, le pêcheur était la chose des grosses compagnies qui faisaient le troc des marchandises et tenaient le pêcheur dans un état de sujétion. On sait que plusieurs pêcheurs n'étaient pas même propriétaires de leurs barques.

Ces pêcheurs vivaient dans des conditions pénibles et une sorte d'esclavage, car ils obtenaient à peine de quoi manger, et c'était toujours à recommencer chaque année. Est-ce que les mêmes conditions existent depuis qu'une compagnie a failli et a été remplacée par une autre? Les pêcheurs étaient tenus comme en esclavage. La situation était la même que pour nos pauvres pêcheurs que celle de

la Sibérie, que nous racontait dernièrement une revue américaine.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La situation dépeinte par l'honorable chef de l'opposition n'existe plus. Les choses ont changé. Depuis plusieurs années, les pêcheurs ne sont plus en état de sujétion, grâce aux coopératives, aux octrois donnés par le gouvernement et au service des classificateurs. Grâce aux classificateurs du gouvernement, les pêcheurs ne vendent plus leur poisson par les intermédiaires, mais vendent directement leurs marchandises dans les conditions les plus profitables.

M. Blain (Montréal-Dorion): Comment vont les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine?

L'honorable M. Laferté (Drummond): À ce point de vue, les Îles-de-la-Madeleine sont sous l'égide du fédéral. Les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine font surtout leurs affaires avec Halifax, à cause des facilités de communication.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande si nos pêcheries sont appelées à prospérer et à se développer.

Est-ce que l'on peut espérer que les pêcheurs intéresseront leurs fils à leur métier? Ces gens ont-ils une occupation suffisamment lucrative actuellement? Est-ce que les pêcheurs vont profiter des octrois du gouvernement? Il me semble que nos pêcheurs ne désirent pas que leurs enfants prennent la même profession qu'eux. On se plaint de la désertion des campagnes. Est-ce qu'il n'y aura pas désertion là aussi? Comme me le suggère l'honorable député de Laval (M. Renaud), est-ce que les pêcheurs ont suffisamment pour se créer un avenir? À la campagne, il y a de multiples causes pour la désertion. Il y a l'attrait des grandes villes. Avant de laisser adopter un crédit aussi important, je voudrais savoir cela de l'honorable ministre, en qui j'ai confiance, dont je reconnais la sincérité.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Nous avons fait des progrès marquants depuis quelques années dans le domaine des pêcheries. Les crédits budgétaires pour octrois dans l'achat de barques et d'agrès ont même été insuffisants pour rencontrer toutes les demandes. Cette politique fut tellement populaire que les pêcheurs ont demandé de la continuer. Nous avons commencé il y a deux ans à donner à chaque pêcheur \$300 pour son bateau, \$300 pour la construction de barques, d'achat d'engins de

pêche, etc. Le gouvernement a consenti et a accordé des sommes d'argent pour 100 réclamations de construction de barques, d'achats d'agrès de pêche, etc., tant sur la Côte-Nord que sur la Côte-Sud. Cela fait une somme de plus de \$24,500.

De plus, le gouvernement a accordé un octroi de \$15 par tête de pêcheurs pauvres et un octroi de \$7,000 aux comtés de Gaspé, Bonaventure et à la Côte-Nord, pour aider aux pêcheurs. Nous voulions qu'ils gardent leurs descendants dans la profession. Nous avons étendu les octrois aux engins et aux agrès.

Nous avons payé pour barques \$9,296, soit 696 réclamations, rien que pour la Côte-Nord. Nous avons payé aussi pour les agrès. Nous avons accordé des octrois spéciaux pour les barques de pêche endommagées dans la Gaspésie, lors d'une tempête.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Avant ou après les dernières élections fédérales?

L'honorable M. Laferté (Drummond): En tout temps de l'année. La répartition des octrois s'est faite régulièrement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On nous a dit que le gouvernement avait été très large dans l'élection de Charlevoix-Saguenay?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le gouvernement est toujours large. Quant au nombre des pêcheurs, je dirai à l'honorable chef de l'opposition que leur nombre a augmenté d'environ 33 %.

M. Renaud (Laval) demande comment la chose est possible quand on sait que les bénéfices retirés de la pêche dans la province n'ont pas augmenté depuis 20 ans.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je ne veux pas prolonger le débat, mais je prétends que nous n'avons pas fait de progrès, que nous avons été stationnaires. J'espère qu'avec les octrois, le ministre qui sera là l'an prochain fera mieux.

L'honorable M. Laferté (Drummond): (Souriant) Ce sera mon œuvre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous moissonnez dans l'allégresse et nous serons dans les pleurs.
(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): J'espère que l'honorable ministre nous donnera le parc national que nous avons demandé pour le nord de Montréal. L'Ontario a beaucoup plus de parcs que nous. L'État de Wyoming de même. Si le gouvernement ne s'améliore pas, le peuple se chargera de l'améliorer.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Même si nous avons un changement de régime, nous serions enchantés d'avoir des renseignements du sous-ministre actuel (M. L.-A. Richard), et je le félicite de son dévouement et l'encourage à continuer pour le jour où il remplira ses fonctions sous une administration conservatrice.

Si nous cessons le débat, ce n'est pas pour nous priver de sa présence. Je remercie mes collègues de l'opposition, et plus spécialement l'honorable député de Montréal-Dorion, qui ont posé des questions pertinentes à l'honorable ministre pour renseigner la Chambre et j'espère que les journaux les reproduiront.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Allons-nous prendre le dernier item?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non. Des journalistes m'ont demandé de ne pas prolonger la séance, pour qu'ils assistent à la réunion de la conférence de la Sauvegarde de l'enfance.

Tous les membres de la Législature auraient pu y puiser des renseignements. Je pensais que l'honorable premier ministre avait reçu la même demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous êtes bien aimable de me faire cette invitation. Vous ne m'invitez pas souvent.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. *Le Devoir* du 25 février 1931, à la page 2, précise que, pendant la discussion, M. L.-P. Geoffrion et l'Orateur se sont consultés. Selon le *Star* du 25 février 1931, à la page 1, M. Taschereau participe également à ces consultations.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

3. Le sous-ministre L.-A. Richard prend place au côté de l'honorable M. Laferté.

4. Alors que *La Presse* et *Le Devoir* du 25 février 1931, respectivement aux pages 22 et 2, parlent de \$1,225, *L'Événement* du même jour, à la page 14, indique \$1,025.

5. Voir note 2.

6. Selon *Le Soleil* du 25 février 1931, à la page 12, M. Taschereau provoque par cette remarque l'amusement de la Chambre et des tribunes qui regorgent de monde.

7. Voir note 2.

8. Le sous-ministre L.-A. Richard reprend son poste au côté de l'honorable M. Laferté. M. F.-M. Gibaut, surintendant des pêcheries maritimes, se tient tout près.

9. Nous ne sommes pas certains du moment au cours duquel est survenu cet échange.

Séance du mercredi 25 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport que M. Saint-Pierre, l'avocat de la cité de Montréal, produit devant le comité la déclaration annexée au présent rapport, et le parrain du bill, M. Houde, déclare que la cité de Montréal abandonne et discontinue ledit bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 12 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Il propose que cette Chambre adopte la recommandation concernant la prolongation des délais relatifs à la réception des rapports du comité chargé de l'étude des bills privés, et concernant le paiement des droits additionnels, le tout tel qu'indiqué audit rapport.

M. Plante (Montréal-Mercier): Je propose de retarder le rapport du comité des bills privés pour que le bill de la cité de Montréal ne soit pas retiré avant que nous puissions entendre tous ceux qui pourraient avoir objection à ce que ce bill fût retiré et qui pourraient demander à être entendus. Le bill de Montréal, dont on annonce le retrait dans le rapport, est important pour la population de la métropole et de nombreuses personnes s'opposent à son retrait.

M. Blain (Montréal-Dorion) soulève un point d'ordre et affirme que le député n'a pas le droit de présenter une motion non imprimée.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'y oppose également parce que cette motion n'est pas

imprimée. Il ne peut y avoir de motion sans avis, précise-t-il.

M. l'Orateur: Il faut un avis de motion.

M. Plante (Montréal-Mercier) se lève sans attendre et demande la permission de changer sa motion pour un avis de motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (S'étant emparé du texte de la motion) Je crois reconnaître l'écriture sur cette motion¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est la plus grande découverte que vous ayez faite.

M. l'Orateur lui rappelle que la motion est retirée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voulais attirer l'attention de la Chambre sur le fait que je connais bien l'écriture².

Le rapport est adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle différentes motions qui sont ajournées.

Demandes de documents:

Acquisition de ponts

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle la motion du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'acquisition des ponts Bélair et David, dans les comtés de Terrebonne et Laval, ainsi que du pont Bellefeuille, dans les comtés de Deux-Montagnes et Laval, et tout autre dans l'île Jésus et l'île de Montréal.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement, dit-il, songe à bâtir de grands ponts dans la province. Il y a dans les Statuts refondus de Québec une loi datée de 1912 pour autoriser l'abolition des ponts de péage dans la province de Québec. Et, dans le préambule de cette loi, on peut lire: Qu'attendu qu'il y a dans la province des ponts de péage et que ces péages sont une entrave à l'industrie, l'agriculture et la circulation, il est résolu d'abolir ces ponts à péage. En raison du développement de l'agriculture, les cultivateurs doivent avoir libre accès aux marchés situés dans leurs districts et à l'extérieur de ceux-ci.

L'auteur de la loi de 1912 était le premier ministre actuel, alors ministre des Travaux publics. Depuis, les causes mentionnées dans le préambule de la loi, loin de disparaître, se sont aggravées, car l'agriculture, en dépit du gouvernement, s'est développée, probablement par la force de la nature, comme disait le ministre de la Colonisation. Il est de plus en plus nécessaire pour les cultivateurs de franchir ces ponts, et on devrait les favoriser davantage. Quand nous voyons ce qui se passe de nos jours, nous sommes en mesure de nous demander si cette loi a été présentée par un ministre du gouvernement actuel. Depuis l'adoption de ce bill, le nombre des ponts de péage a augmenté, et d'autres seront établis sous peu, dans cette province. Si je ne me trompe, le premier ministre actuel a favorisé cette mesure, alors qu'il était ministre des Travaux publics. Ces taux de péage devraient être abolis.

Les besoins de la circulation sont plus considérables. La circulation a augmenté dans les régions où sont placés ces ponts. D'après un règlement municipal, les ponts font partie des chemins. Or, le gouvernement a pris à sa charge l'entretien des ponts et, suivant le Code municipal, les fossés, ponts et rigoles font partie des chemins. Il devrait donc aussi se charger normalement de l'entretien des ponts que j'ai cités dans cette motion. Le gouvernement a pris en charge l'entretien des routes dans la plupart des municipalités, et il (M. Sauvé) ne voit pas pourquoi il ne pourrait pas faire la même chose pour les ponts qui sont des extensions nécessaires aux routes. Le pont de l'île Jésus et celui de l'île de Montréal sont situés à proximité de districts agricoles en pleine expansion, comportant des artères routières qui mènent non seulement à Montréal, mais également à Ottawa, et qui sont grandement utilisées par les touristes.

Voici maintenant qu'à l'heure actuelle le gouvernement se déclare en faveur des péages, puisqu'il a décidé de les augmenter sous peu. Les ponts font partie de notre voirie, qui est entretenue

par le gouvernement. Il y a entre Montréal, l'île Jésus et le comté de Deux-Montagnes, à Sainte-Rose, deux ponts qui sont la propriété d'une succession et qui sont des ponts de péage. Ces deux ponts sont situés sur de grandes artères. Le pont de Bellefeuille est situé sur la route Montréal-Ottawa, sur le parcours du tourisme et au milieu de l'une des plus belles régions agricoles de la province.

Le gouvernement nous a dit, il y a 18 ans, que les ponts de péage étaient des reliques des temps anciens et qu'il fallait les abolir; et cependant, ils sont toujours là, pour des raisons politiques. Sir Lomer Gouin le disait, il y a 18 ans, que les ponts de péage étaient une institution du Moyen Âge et il en fit décréter l'abolition par une loi. Je crois que le gouvernement devrait immédiatement prendre des mesures en vue de leur abolition et les prendre à sa charge.

Malgré cela, on trouve encore, dans notre province, un grand nombre de ces ponts de péage et, dans bien des cas, ils deviennent des moyens de chantage. Et la même situation qui existait il y a 18 ans existe encore aujourd'hui, avec les mêmes inconvénients. Ils peuvent devenir, entre les mains de certaines entreprises privées, des moyens de chantage et d'intimidation. Les ponts dont j'ai parlé peuvent devenir une cause de discrimination. Le gouvernement devrait donc prendre des mesures pour faire disparaître ces ponts de péage.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je produirai avec plaisir la correspondance demandée par mon honorable ami de Deux-Montagnes. Le député de Deux-Montagnes a parlé d'un Statut de 1912. Bien des années se sont écoulées depuis, et les conditions qui prévalaient dans le temps et justifiaient alors pleinement cette politique ne sont plus les mêmes. Cette année-là, le gouvernement a inauguré une nouvelle politique de voirie. Un réseau de bons chemins a été établi partout dans la province. Aujourd'hui, nous avons 13,000 milles de chemins améliorés qui nous attirent, chaque année, près d'un million de touristes.

Le député de Deux-Montagnes a parlé de la situation des ponts de péage. Les conditions sont bien changées depuis 1912 avec l'augmentation du trafic et le tourisme. Nous n'avions pas le tourisme, qui a pris un développement extraordinaire avec l'avènement de l'auto. Pour faciliter l'accès de la province au tourisme et l'y encourager, il a fallu construire de grands ponts qui ont coûté cher et il faut des revenus pour les payer. Il y a actuellement

dans la province un certain nombre de ponts de péage: pont Victoria, pont Lacolle, pont Taschereau, pont Galipeault, pont de Québec (revenu de la voie carrossable), pont de Batiscan, pont de la Commission du port de Montréal, etc. Il n'y a que quatre ponts qui sont la propriété du gouvernement provincial. Il faudra en construire d'autres d'un coût également très élevé.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est opposé aux ponts de péage, mais il doit tenir compte que quatre seulement appartiennent au gouvernement et que les autres sont la propriété de municipalités ou de particuliers. Je tiens à faire remarquer que tant ici qu'aux États-Unis, le système des ponts à péage a été remis en vigueur. Aux États-Unis, il y a 296 ponts de péage, dont 62 qui sont la propriété des différents États. Les autres appartiennent à des compagnies. On estime partout que ce système est préférable. Et la tendance actuelle aux États-Unis est vers la construction de grands ponts de péage, sous le contrôle gouvernemental. Il y a eu évolution sous ce rapport, et si nous nous en tenons à la politique de 1912, nous ne pourrions faire face aux besoins de notre temps.

En étudiant la question attentivement, l'honorable député de Deux-Montagnes se rendra compte que la politique actuelle n'est pas mauvaise mais qu'elle est nécessaire. Elle est adaptée aux conditions modernes du transport. Si nous nous en tenions à la politique de 1912, il faudrait faire payer par tous les contribuables la construction et l'entretien de ces ponts, tandis qu'à l'heure actuelle, ce sont ceux qui les utilisent qui paient. La politique que nous avons suivie sur cette question tient compte des conditions nouvelles, et elle n'est pas mauvaise comme on pourrait le prétendre. En certains endroits, on utilise encore des bacs, et la population de ces régions serait heureuse d'avoir des ponts.

(Applaudissements à droite)

M. Renaud (Laval): Il est de mon devoir de dire quelques mots sur cette question. Le gouvernement a changé sa politique des ponts et il y a eu du favoritisme. Le gouvernement fait de la politique avec la question des ponts. Ainsi, il a acheté par exemple le pont de Cartierville et celui d'Ahuntsic pour pouvoir faire élire son candidat. De même, le pont David, bâti à même les fonds du gouvernement, a été construit pour augmenter la popularité du secrétaire provincial (l'honorable M. David).

Le gouvernement n'a pas d'autre politique qu'une politique d'opportunisme. Chaque fois qu'il est mal pris, il préconise l'abolition des ponts à

péage, puis les maintient quand ça fait son affaire. S'il faut des ponts payants, mettons-en partout, mais ne faisons d'exception pour aucun centre, pour ne pas favoriser les uns et ostraciser les autres. Je crois que le gouvernement devrait accorder un pont au boulevard Pie-IX afin de donner un débouché au nord de Montréal et qui serait fort utile pour les cultivateurs des campagnes environnantes. Dans mon comté, on traverse les ponts Laurier, Viau et Cartierville sans payer, tandis que pour aller à Vaudreuil, il faut payer sur les ponts. Je voudrais que les députés qui ont de l'influence auprès du gouvernement obtiennent ce qu'un député de l'opposition a dans son comté. Si le peuple était consulté, il donnerait un vote de non-confiance au gouvernement.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je veux dire quelque chose car je connais la région dont on a parlé. Le gouvernement, pour faire élire son candidat dans Laval, a aboli des ponts de péage, les ponts Viau et Lachapelle entre autres, mais à la charge de la cité de Montréal pour ce qui est de leur entretien. La cité de Montréal a dû les reconstruire au prix de \$2,000,000 et plus, à la suite d'une loi présentée par le député de Montréal-Laurier (M. Poulin), qui décrétrait que Montréal pourrait payer le coût de construction de ces ponts. On a cessé d'exiger un droit sur certains ponts, mais aux dépens de la ville de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement a payé pour le rachat des ponts Viau et Lachapelle.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, mais la cité de Montréal en a pris l'entretien à sa charge et elle doit les reconstruire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous disiez que le gouvernement n'avait rien payé. Vous savez, je suppose, que le gouvernement a dû dépenser \$80,000³ pour acheter les droits de péage?

M. Renaud (Laval): Vous avez payé pour qu'ils ne tombent pas à l'eau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons payé \$80,000 pour acheter les droits de péage.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui, mais l'entretien de ces ponts retombe sur Montréal, alors

qu'ailleurs le gouvernement s'en charge lui-même. Les ponts Bélaïr et Bellefeuille ont grandement besoin d'améliorations. Ils doivent être élargis pour répondre aux besoins de la circulation qui augmente de jour en jour sur les routes qui y conduisent. Les touristes doivent y passer pour se rendre dans le nord des Laurentides, d'où urgence de faire en sorte qu'ils puissent répondre à tous les besoins du trafic.

Le gouvernement revient aux antiquités, avec ses ponts. L'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) revient à la politique antique et solennelle des ponts de péage. Le peuple ne l'approuvera pas. S'il refuse de s'améliorer, il sera retourné lui-même aux antiquités avec ses ponts de péage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de 1912 abolissant les ponts de péage disait que ces ponts étaient un véritable fardeau, nuisibles au commerce et à l'agriculture. C'était un énoncé de principe, et le gouvernement ne l'a certes pas mis dans les Statuts pour exprimer le contraire de ses idées. Le ministre des Travaux publics prétend être en faveur de cette politique des ponts à cause des touristes. C'est une raison contre la politique actuelle du gouvernement. Le ministre des Travaux publics explique que le gouvernement a changé de politique à cause du tourisme. C'est une mauvaise raison. Les revenus de la province, à ce qu'on prétend, ont augmenté de 400 % depuis 1912.

Pourquoi, puisque le gouvernement en a le moyen, ne pas enlever ces péages qui, d'après le premier ministre, sont une entrave à l'industrie et à l'agriculture? Pourquoi changer de politique et revenir aux ponts de péage? Comment se fait-il que le gouvernement brûle aujourd'hui ce qu'il a adoré? Le gouvernement a imposé nombre de taxes venant de la voirie, taxe sur la gasoline, taxe sur les autos, au point que notre province est la plus taxée au point de vue voirie. Et le gouvernement, non seulement maintient les péages, mais il en retire des revenus tels qu'ils constituent une véritable taxe sur le public. Il multiplie les ponts à péage dans la province. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de gouvernement plus taxé que le gouvernement de la province de Québec. Depuis que cette mesure a été insérée dans nos Statuts, les ponts à péage ont augmenté dans la province.

On a parlé de ce système qui serait en faveur aux États-Unis. C'est là un malheur du gouvernement de trop s'inspirer ailleurs, à tel point qu'il en vient à renier ses déclarations du passé. Le gouvernement est plutôt disposé à suivre les mauvais exemples des États-Unis. Les ponts de péage sont une taxe qui

pèse sur le peuple. Cette taxe a rapporté \$300,000, l'an dernier. Voilà une taxe indirecte imposée par le gouvernement, qui accusait naguère ses adversaires d'être des taxéux.

M. Renaud (Laval): Paie, Baptiste!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a dans le comté de Deux-Montagnes un pont qui appartient à M. de Bellefeuille, candidat libéral dans une récente élection. Sur ce pont se pratiquent des choses répréhensibles. On me dit que pendant cette dernière campagne électorale, on a pratiqué de la discrimination sur ce pont envers les contribuables. Avant et pendant la campagne électorale qui a marqué l'élection partielle dans Deux-Montagnes, on a chargé des taux prohibitifs à certains cultivateurs pendant que d'autres passaient presque pour rien.

Un gouvernement qui laisse pressurer, qui laisse intimider les gens, est indigne de la confiance publique. Si la province avait été mieux administrée, le gouvernement aurait assez d'argent pour construire tous les ponts nécessaires. Les ponts doivent être libres comme les routes. Le gouvernement rétrograde et il mérite d'être condamné.

(Applaudissements à gauche)

M. Thurber (Chambly): Tout député qui représente un comté où il y a un pont de péage est intéressé à ce débat, sauf mon honorable ami de Laval. Il (M. Thurber) se demande si ça serait une bonne politique d'abolir les ponts de péage. Car il faut d'abord que la dette de la province soit payée. Or, qui est responsable de la dette de la province?...

M. Tremblay (Maisonneuve): Le gouvernement!

M. Thurber (Chambly): C'est la terre qui répond pour notre dette. Ce sont les propriétaires du fonds du sol. Par conséquent, si nous payions les \$200,000,000 qu'ont coûté les ponts de la province, ce sont les cultivateurs qui seront appelés à payer. Je suis pour que les ponts soient payés par ceux qui s'en servent. Il n'est pas juste, par exemple, que des cultivateurs du Lac-Saint-Jean paient pour un pont construit à Montréal, comme la chose arriverait si le coût de ces ponts était réparti sur toute la province. Il est bon que ce soient ceux qui s'en servent qui payent les ponts.

M. Renaud (Laval): Êtes-vous satisfait que les cultivateurs de votre comté paient pour traverser les ponts?

M. Thurber (Chambly): Ah non! Je suis favorable à l'abolition des taux de péage.

M. Renaud (Laval): Mais vous ne voulez pas abolir les ponts de péage!

M. Thurber (Chambly): Personnellement, je suis pour l'abolition des ponts de péage. Si l'honorable chef de l'opposition veut proposer un projet de loi dans ce sens-là, je voterai pour.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Nous n'avons pas le droit.

M. Thurber (Chambly): L'honorable député de Laval ne nous a pas dit s'il était favorable à l'abolition des ponts de péage, lui. Le représentant de Hull (M. Guertin) se dit en faveur de l'abolition des taux de péage. Toutefois, il faut que la population comprenne qu'elle ne peut avoir de ponts sans payer pour. Il faut des revenus au gouvernement pour construire et entretenir nos grands ponts de communication. Je suis pour l'abolition, moi, si l'on peut trouver les sources de revenus nécessaires pour abolir les ponts de péage. Il faut trouver une source de revenus pour payer l'entretien des ponts.

M. Lamoureux (Iberville): Pour moi, la question se résume à ceci: la province est-elle en mesure de construire tous les grands ponts dont nous avons besoin sans les faire payer par des taux de péage? Je ne suis pas prêt à le croire. Or, la province n'a pas les moyens voulus, et plutôt que de se priver des ponts, il vaut mieux les construire et charger des taux de péage. Nous avons de beaux revenus, mais nous en avons besoin pour autre chose que des ponts. Je suis chargé de défendre le gouvernement, mais l'opposition, avec l'esprit qu'elle inculque aux électeurs que le gouvernement doit tout payer, va rendre la tâche très difficile au gouvernement.

L'opposition critique et veut essayer de faire croire aux cultivateurs qu'ils peuvent compter sur le gouvernement pour rencontrer lui-même tous les besoins ordinaires et extraordinaires de la classe agricole. C'est une mauvaise éducation que celle-là. Avec une pareille éducation, il va être bien difficile de faire face aux demandes des électeurs.

M. Renaud (Laval): Ils changeront de gouvernement.

M. Lamoureux (Iberville): S'ils changent de gouvernement, ce sera pire.

M. Lemieux (Gaspé): Très bien.

M. Lamoureux (Iberville): Je tenais à dire cela à l'opposition. Avec sa manière de critiquer, l'opposition instruit le peuple d'une façon dangereuse.

M. Tremblay (Maisonnette): Mes collègues de la gauche sont allés un peu loin en disant que le gouvernement n'a pas rempli ses promesses. N'exigez donc pas tant d'un gouvernement qui n'a pas même de principes; nous en avons la preuve, dans le discours du trône.

Je m'accorde avec l'honorable député d'Iberville pour dire que le gouvernement ne peut pas tout faire. L'opposition n'a pas le droit d'exiger du gouvernement qu'il remplisse ses promesses, car ce gouvernement n'a pas de principes. Le Parti libéral de 1896 avait promis l'abolition du Conseil législatif...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous nous éloignons des ponts. Il fut un grand pont pour se rendre à l'abolition du Conseil législatif.

M. Tremblay (Maisonnette) prend la parole⁴.

Des voix: Plus fort! Plus fort!

M. Tremblay (Maisonnette): Je comprends que c'est un pont qu'il ne faut pas toucher. L'honorable ministre des Travaux publics, qui prétend que les ponts de péage doivent être maintenus et affirme que les touristes paient une grande partie des péages, devrait au moins fournir des renseignements, des chiffres à l'appui. Il aurait dû donner la part que les étrangers paient sur nos ponts, comparée à celle qui est payée par les gens de chez nous. On nous dit que les touristes nous apportent des millions. Mais nous devrions avoir des statistiques à ce sujet.

Alors, nous pourrions peut-être diminuer les taux que paient les cultivateurs. Le gouvernement n'a pas le droit de nous donner de réponse vague. Quand on est administrateur, il faut prévoir et savoir répondre de façon à renseigner la population tout entière.

Aux prochaines élections, j'entends les ministres dire: "Mesdames et Messieurs, écoutez ces démagogues qui veulent prendre notre place." Nous ne voulons pas prendre la place du gouvernement.

(Ovation à droite)

Une ou des voix de la droite: Hourrah!

M. Tremblay (Maisonneuve): Mais nous voulons l'améliorer. Si nous ne sommes pas capables, nous le changerons.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

M. l'Orateur, nos amis de la gauche veulent se faire du capital politique avec les ponts de péage. Le gouvernement se place au point de vue de l'intérêt provincial et non de l'intérêt partisan et c'est lui qui est responsable de la bonne administration. En passant une loi en 1912, le gouvernement n'a favorisé aucun ami. Le Statut de 1912 au sujet des ponts de péage fut adopté comme politique générale du gouvernement. Il est facile de dire: "Ne faites rien payer pour que tout le monde passe sur les ponts." Mais ceux qui sont chargés de l'administration doivent se placer au-dessus des mesquineries de la politique. Depuis, nos revenus ont augmenté, il est vrai, mais nos dépenses aussi. Nous avons marché à grands pas depuis cette époque.

(Applaudissements)

L'honorable député de Trois-Rivières nous dit: "En 1912, les revenus n'étaient pas de \$10,000,000. Ils sont aujourd'hui de \$40,000,000." Mais, depuis 1912, nous avons marché de l'avant! Avec les changements qui se sont produits, est-il juste de demander aux pêcheurs de la Gaspésie ou de la Côte-Nord, ou aux cultivateurs des campagnes éloignées de payer pour les ponts qui sont établis à Montréal ou ailleurs dans la province?

(Applaudissements)

Avons-nous tant de ponts de péage que l'on veut le faire croire? Nous en avons une dizaine dans toute la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon, 15.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y en a 11, exactement. Prenons les ponts de l'île Perrot. Pouvions-nous demander aux pêcheurs de la Gaspésie et aux cultivateurs des Cantons de l'Est de payer pour ces ponts? Il faut construire des ponts en hommes d'affaires. Le gouvernement a pris les meilleures méthodes possible et ce sont ceux qui passent sur les ponts qui paient les droits de passage. Le gouvernement a suivi la politique la plus progressive, celle qu'ont inaugurée les États-Unis.

Mon honorable ami de Trois-Rivières dit que nous ne devons pas suivre l'exemple des États-Unis. Mais, en affaires, les États-Unis ne sont pas désuets, pour employer l'expression de l'honorable député de Trois-Rivières. Il n'y a que neuf États des États-Unis

qui n'ont pas de ponts de péage. Aux États-Unis, il y a 52⁵ nouveaux ponts de péage en construction. Si nous n'avions pas pris ce moyen de construire nos grands ponts, il eût fallu diminuer les octrois de la colonisation, de l'agriculture, priver le peuple de secours nécessaires. Les octrois que le gouvernement donne aux hôpitaux et autres fins de charité seraient considérablement amoindris.

N'est-ce pas une saine politique d'affaires que de dire: "Ces ponts seront payés par ceux auxquels ils servent." C'est à cause de la bonne administration de la politique des ponts, comme celle de tous les autres départements, si le crédit de la province est aussi bon. Il ne serait pas raisonnable de demander à toute la province le paiement des ponts que le gouvernement entend construire sur les grandes rivières provinciales. Il ne serait pas juste que toute la population de la province payât où les trois quarts de nos concitoyens ne passeront peut-être jamais.

Si la province avait dû payer entièrement ses ponts, il lui aurait fallu imposer de nouvelles taxes, et, une fois encore, l'opposition aurait crié que le gouvernement taxe trop. Il n'est que juste que ceux qui ont besoin des ponts paient pour leur entretien et leur construction. De cette façon, ceux qui ne profitent pas de ces ponts n'ont pas à payer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ontario.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La situation là-bas n'est pas la même qu'au Québec, étant donné qu'ici on doit construire des ponts plus grands, pour pouvoir enjamber de plus grands cours d'eau. Il nous faut à présent nous interroger sur la construction de ponts sur la rive sud, sur la Richelieu, la Yamaska et la Saint-François. Ces ponts se révèlent nécessaires pour que l'on puisse achever le réseau des grandes routes, et ce n'est qu'une question de saine administration et de saine politique financière de voir à ce que les coûts d'entretien, les intérêts et le fonds d'amortissement soient assumés par les gens qui utilisent les ponts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La province n'a pas déboursé un sou pour ces ponts, mais elle a tiré toute la somme des revenus engendrés par les ponts.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est exactement ce que je dis. C'est de cette façon que nous avons été capables de construire ces ponts. Dernièrement, on a construit un pont entre Montréal et Longueuil. Le gouvernement de la province, qui

payait une partie du pont, s'est entendu avec la cité de Montréal et la Commission du port pour qu'il y ait des péages afin de payer l'entretien, l'intérêt et les fonds d'amortissement. La ville de Montréal a jugé qu'il était bon d'établir des péages.

Eût-il été juste de faire payer ce pont à toute la province? Les ponts de péage sont une nécessité. Il ne serait pas plus juste de demander à toute la province de les payer. Nous devons administrer cette province comme elle doit être administrée, et nous ne devons pas imposer de fardeaux supplémentaires à la population au moyen de nouvelles taxes. C'est ce qui arrivera si nous n'imposons pas de péage. Abolir les ponts de péage signifierait l'imposition de nouvelles taxes.

On aurait vu les députés de l'opposition se rendre dans les comtés au sud de Québec et déclarer qu'on impose aux gens de ces régions des taxes pour payer les coûts des ponts de Batiscan et de Vaudreuil. Nous sommes obligés de construire de plus en plus de routes et il n'est que légitime que nous demandions aux utilisateurs des ponts d'en assumer les coûts.

(Longs applaudissements à droite)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Applaudissements à gauche) Je n'ajouterais qu'un mot aux remarques qui ont été faites. Je viens d'entendre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) prétendre que le gouvernement n'a jamais voulu faire de politique avec la construction des ponts de péage. Tout son discours démontre le contraire. Toutes ces paroles contredisent cette affirmation. L'illogisme du gouvernement est flagrant. Lors d'une certaine élection complémentaire, celle de Laval en 1912, on chantait qu'il fallait abolir ces ponts, parce que l'industrie, l'agriculture et le commerce y trouveraient un plus grand développement. Il a gagné une élection partielle dans Laval, en affirmant que les péages doivent être abolis. Et, dans cette élection, la question des péages était l'argument capital! Tout en affirmant que la question devrait être tenue à l'écart de la politique, le gouvernement fait de la politique avec les ponts de péage lors de toutes les élections. On l'a très bien vu lors de toutes les élections.

Le gouvernement n'aime pas que l'opposition retourne si loin dans le temps, mais combien de fois les ministres font-ils des comparaisons avec le gouvernement conservateur d'avant 1897, particulièrement en ce qui concerne les dépenses liées aux routes? Le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour pouvoir offrir des ponts sans péage

à la population. Les ponts de Charlemagne ont été libérés par la compagnie de chemin de fer.

Le gouvernement a déboursé \$80,000 pour le péage de deux ponts branlants, qu'il a d'ailleurs passés à Montréal, tel un cadeau de Grec, Montréal a été obligé de dépenser plus de \$3,000,000 pour reconstruire ces ponts. Aujourd'hui, on emploie le même argument, à l'inverse. Où est donc la logique de la droite? Est-ce que le gouvernement prétendrait qu'il est utile au commerce et à l'agriculture d'avoir des ponts de péage? L'honorable ministre de la Voirie dit que les conditions ont changé. Mais l'honorable ministre de la Voirie ne nous disait-il pas, il n'y a pas longtemps: "Électeurs, allons-nous retourner à la politique conservatrice de 1897 qui donnait \$500 pour la voirie?"

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas même cela.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je tiens à démontrer l'illogisme du gouvernement. L'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) arrive à la rescousse en disant: "Faites attention, les gens de l'opposition, vous prêchez des idées qui peuvent faire du tort chez le peuple et un mal incalculable à la population." Il est illogique lui aussi! En condamnant l'opposition, il condamne le gouvernement, copieur du programme conservateur, qui a annoncé dans le discours du trône les mesures préconisées par l'opposition. Comment se fait-il alors que ce même député va voter à cette session-ci les mesures mêmes que l'opposition prêche depuis des années, mesures qu'il reproche à l'opposition de revendiquer?

Illogisme du gouvernement! L'illogisme du ministère s'avère encore plus grand quand on voit le gouvernement, qui, en 1912, préconisait l'abolition des péages sur les ponts, présenter comme candidat le représentant d'une famille qui vit depuis 100 ans avec les péages perçus sur le pont de Bellefeuille. On présente dans Deux-Montagnes, comme candidat libéral, le propriétaire d'un pont de péage. Il n'est rien qui soit de nature à repousser les touristes comme ces tributs qu'il faut sans cesse payer aux ponts du gouvernement malgré les suaves appellations qui parfois les embellissent.

À Montréal, quels sont les ponts où la population peut passer sans payer? Les ponts Viau et Lachapelle pour lesquels le gouvernement dit qu'il a dépensé \$80,000 pour les droits de péage; mais il oublie que Montréal a dû dépenser \$3,000,000 pour lesdits ponts, et que c'était un cadeau ruineux, un cadeau qui nous coûte cher, dont il était fier de se

débarrasser. Montréal est obligé de rebâtir ces ponts à cause de la négligence du gouvernement. Il y a encore les ponts de Charlemagne. Le gouvernement n'a rien à y voir.

L'honorable premier ministre sait la campagne qu'il s'est fait dans la Nouvelle-Angleterre contre nos ponts de péage. Le système de péage sur les ponts est si fructueux que, dans la Nouvelle-Angleterre, les journaux ont mené une campagne très vive pour détourner le tourisme de la province de Québec, précisément à cause des ponts de péage. Même en acceptant les chiffres de l'honorable ministre des Travaux publics, les États-Unis n'ont que huit ponts par État.

On a pris toutes sortes de mesures pour attirer le tourisme - inspection des hôtels, distribution de littérature - mais le gouvernement bloque le tourisme par des péages qui deviennent un véritable agacement au touriste. Le gouvernement a beau essayer d'amener des touristes, la campagne de la Nouvelle-Angleterre, disant qu'il y a trop de péage dans la province de Québec, ne fait qu'éloigner les étrangers. Je félicite l'honorable député de Deux-Montagnes d'avoir soulevé ce débat et je répète que le gouvernement a été illogique.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je n'ai aucune objection à dire franchement quelle est l'attitude et la politique du gouvernement sur cette question des ponts de péage, et de la définir clairement, quelles qu'en soient les conséquences. Nous avons entendu, cet après-midi, une vieille chanson que mon jeune ami de Deux-Montagnes ne connaissait pas, une vieille chanson de l'opposition depuis des années. Le député de Deux-Montagnes, le benjamin de la Chambre, ne l'a pas encore entendue, mais ce n'est pas la première fois qu'on en parle dans cette Chambre.

Depuis des années, l'opposition nous dit: "Attendez à l'année prochaine, et vous verrez ce que nous ferons." On a dit tout à l'heure que bientôt le gouvernement sera changé. Quand l'appel au peuple aura-t-il lieu? Je l'ignore, mais je puis dire à l'opposition: Il y a un pont sur lequel vous ne passerez jamais, un pont sur lequel nos amis de la gauche ne passeront pas, c'est celui qui sépare les deux côtés, la gauche et la droite, en cette Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un pont de péage?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est un pont sur lequel vous ne passerez pas, en tout

cas. En 1923, nos amis de l'opposition étaient 23⁶. En 1927, ils étaient 11 ou 12, juste le nombre de ponts de péage dans la province. Après les prochaines élections, ils seront peut-être moins que cela. Et, quand sonnera l'heure de l'élection, vous reviendrez moins nombreux encore.

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est aussi une vieille chanson.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, c'est une chanson d'actualité. Nos amis de l'opposition chantent toujours victoire jusqu'au soir de l'élection, et alors, c'est nous qui triomphons. Le lendemain, c'est le gouvernement qui continue de chanter pendant la durée de la session.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Sauf dans Huntingdon et Deux-Montagnes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelle est notre politique? En 1912, le gouvernement a décidé d'abolir les ponts et les barrières de péage. Avons-nous suivi cette politique? J'affirme que oui. J'ai ici le rapport du ministre des Travaux publics pour les années 1924-1925, qui contient une liste de trois pages de ponts et de barrières de péage abolis. Il (l'honorable M. Taschereau) lit une longue liste de ponts et barrières abolis.

Le gouvernement a donc tenu sa promesse. Il a aboli la quasi-totalité des ponts de péage dans la province de Québec. Mais, depuis ce temps-là, les temps ont changé, comme l'a si bien dit mon collègue de la voirie. La situation s'est profondément modifiée depuis 1912. Nous avons marché de l'avant! L'automobile est venue et, avec elle, les énormes rouleaux pour travailler à la voirie; il fallait remplacer ces ponts de bois par des ponts en acier, des ponts en ciment et en béton qui coûtent très cher. Nous avons le transport par camion, le tourisme, etc.

Tous les ponts de bois sont disparus. Il a fallu bâtir des ponts solides. À moins d'adopter la politique que nous avons choisie, nous n'aurions pu construire nos ponts. Au cours de la présente session, nous présenterons notre bill des grands ponts. Nous allons venir devant la Chambre et demander à emprunter pour les construire la somme de \$6,000,000 ou \$7,000,000⁷, peut-être plus, pour bâtir les grands ponts dont la province a besoin. Le gouvernement a l'intention de doter la province de tous les grands ponts qui restent encore à construire.

On construira les ponts de Caughnawaga, Sorel, Saint-François, Île d'Orléans et autres. Mais

nous ne pouvons pas les bâtir sans charger de péage. Si le gouvernement ne fait pas de ponts de péage, il ne pourra suffire à la besogne. Nous en avons aboli des dizaines de ponts, et avons ainsi accompli nos promesses. Nous en avons laissé subsister parce que c'est nécessaire. Et d'ailleurs, au cours des mois d'été, les étrangers composent 80 % de la population qui passe sur ces ponts.

Nos cultivateurs passent pour rien sur les ponts. Les cultivateurs traversent les ponts de Vaudreuil et de Batiscan pour pas un sou. Nous exemptons volontiers le cultivateur de payer pour passer sur ces ponts à certaines périodes de l'année et ceux que nous voulons faire payer sont les étrangers qui affluent dans la province.

Le gouvernement ne pourrait construire ce réseau de grands ponts si la population n'est pas prête à payer sa minime contribution. Qu'on le sache bien, si notre population n'est pas prête à payer sa part, qu'on nous le dise et les ponts ne se feront pas. Si la province est contre cette politique, elle le dira. Je n'ai aucune hésitation à croire que la province approuvera cette politique. Je sais bien que notre population est prête à nous faire confiance et à faire sa part. On a parlé du tourisme. Sur nos grands ponts, la statistique établit que 60 % des autos qui y passent sont des autos américaines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre nous dira-t-il où il prend ses statistiques?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nos gardiens de ponts prennent les numéros des autos.

Nous avons construit nos ponts pour le bénéfice de notre population et aussi pour celui des étrangers qui nous visitent. Les touristes ne viendraient pas dans Québec s'ils ne trouvaient pas de ponts pour traverser les rivières et s'ils devaient attendre en file de 200 à 300 voitures l'arrivée du bac qui doit les traverser. Si nous voulons écarter les touristes de notre province, nous n'avons qu'à suivre la politique prêchée par nos amis de l'opposition. Les Américains chargent \$1 et \$1.50 pour passer sur leurs ponts. Pourquoi ne leur chargerions-nous pas 25 sous pour passer sur les nôtres? Les Américains nous chargent trois fois plus cher pour traverser leurs ponts. D'ailleurs, les touristes américains ne se plaignent pas.

Le jour où nous pourrions payer l'intérêt sur le capital emprunté, le fonds d'amortissement et l'entretien, nous réduirons nos taux de péage. Nous

l'avons déjà fait l'an dernier, alors que nous avons diminué de 75 % les droits de passage sur la voie carrossable du pont de Québec. Le gouvernement ne fait pas et n'entend pas faire un seul sou avec les péages qu'il retire. On dit que les cultivateurs paient sur les ponts. Les cultivateurs ne paient pas, les piétons ne paient pas, mais ce sont les touristes qui paient, et il faut qu'ils nous aident si nous voulons arriver. Nous avons une grande politique de pont et je sais que la population nous approuvera de la mettre à exécution.

L'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) va prendre à sa charge cette année la construction et l'entretien des ponts-routes, des petits ponts, ce qui va soulager les cultivateurs d'une dépense de \$800,000 par année. Le ministre des Travaux publics proposera une mesure au cours de la session pour obtenir une somme de \$800,000 pour construire et entretenir tous les ponts sur les routes de la province. Nous avons déjà pris l'entretien des routes à la charge du gouvernement, ce qui a enlevé tout le fardeau aux cultivateurs.

Tous les grands ponts provinciaux sont maintenant entretenus aux frais du gouvernement, et je demande aujourd'hui à la population si elle est prête à payer quelques sous quand le gouvernement fait tout le reste pour lui donner toutes les facilités possibles de transport. Nous allons soumettre notre politique à la province et j'ai confiance qu'elle nous donnera son appui. Je suis certain que la population de Québec nous accordera la même confiance qu'elle nous a toujours accordée dans le passé.

(Ovation à droite)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Une question seulement. Est-il vrai que des journaux étrangers se plaignent des ponts de péage de notre province? Il (M. Houde) demande si des Américains ne se sont pas plaints des taux de péage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, ces plaintes ne venaient pas des touristes américains, mais elles sont venues d'Ontario. Je n'ai aucune hésitation à dire que ces articles viennent de l'Ontario qui veut attirer les touristes. On sait que c'est là un moyen, un petit moyen, si vous voulez, de détourner les touristes. C'est exactement comme cette rumeur qu'on lance à Montréal parfois. On dit: "N'allez pas à Québec, il n'y a pas de chemin, il n'y a pas de route entre Montréal et Québec."

M. Sauv   (Deux-Montagnes): Usant de mon droit de réplique, je tiens à dire que, si l'on veut

comparer les administrations de Québec et des États-Unis, on ne peut dire qu'elles sont d'accord sur la loi des liqueurs, par exemple.

(Rires)

Quant aux ponts de péage, j'aime mieux les voir sous la direction du gouvernement que sous la direction d'un particulier, comme dans le cas de Deux-Montagnes. L'honorable ministre des Travaux publics (M. Francoeur) a parlé des Américains et leur a donné un coup d'encensoir. Nous connaissons l'admiration de la droite pour les États-Unis. Le ministre des Travaux publics a déclaré que ce qui est bon aux États-Unis est bon pour la province de Québec, et le ministre de la Voirie y trouve un bel exemple pour la province de Québec. Je ne suis pas surpris de la mansuétude et de l'admiration du gouvernement pour les Américains, car la province a payé trop cher pour l'apprendre dans divers domaines. Il n'est pas nécessaire de copier tout ce qui se fait chez les voisins. Et le gouvernement lui-même qui trouve tout admirable chez les Américains n'a pas songé à les imiter quant au contrôle des liqueurs.

Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Entre le contrôle des ponts par les intérêts privés et le gouvernement, je préfère le dernier. Nous avons, à Saint-Eustache, le pont de Bellefeuille où le tarif est non seulement irrégulier, mais où l'on ne peut s'y comprendre. On charge suivant les personnes, 15, 25, 50 cents et \$1, suivant que les personnes qui passent sont dans les bonnes grâces du propriétaire.

Dans un certain cas, des cultivateurs allaient porter le lait du troupeau de bestiaux à une beurrerie et devaient passer par le pont. Le propriétaire de la beurrerie avait fait une entente avec le propriétaire du pont, et c'était le propriétaire de la beurrerie qui acquittait les frais de péage. Mais, si le cultivateur en retournant avait l'idée d'emporter un sac de grain, il devait payer deux fois.

Il y a quelques printemps, l'eau est montée et la rivière a débordé. Or, un cultivateur en passant sur le pont a vu sa voiture emportée et brisée, son cheval blessé, et lui-même a été blessé. Il a réclamé alors contre M. de Bellefeuille. À la suite de la réclamation, la première fois que le cultivateur s'est présenté au pont, on lui a chargé \$1 de passage. Et le cultivateur a été forcé par la suite de porter le lait à la beurrerie.

On a dit que les conditions avaient bien changé. Elles n'ont pas si changé que cela. Une industrie a voulu s'établir à Saint-Eustache, mais on a changé d'idée parce que nous avons un pont de péage. Quand on sait que le propriétaire de ce pont a été choisi comme candidat par le gouvernement, on comprend l'obstination de ce dernier à ne pas acheter

le pont. Je comprends maintenant pourquoi le gouvernement laisse subsister cette entreprise privée.

La politique des ponts du gouvernement a été trop souvent à base de favoritisme. Ainsi, à Sainte-Rose, on a fait bâtir un pont qui était un monument à la gloire du secrétaire provincial (l'honorable M. David). Mais ce pont gratuit était en dehors de la grande route du nord, à tel point que les touristes préfèrent payer et passer par le pont de péage de Bellefeuille.

Le représentant de Chambly (M. Thurber) a proclamé dans son discours que nous allions enfin y voir clair. Il veut des ponts de péage, mais il est opposé aux taux de péage. Pour ma part, je n'ai pas l'esprit assez lucide pour saisir cette subtile distinction.

Comme le proclamait le premier ministre en 1912, les ponts de péage sont une entrave à l'industrie et à l'agriculture. La preuve est que la municipalité de Saint-Eustache a tenté à plusieurs reprises d'amener à Saint-Eustache des industries. Or, la première et capitale objection que les industriels ont toujours apportée, c'était le péage sur le pont.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a dit que nous voulions faire du capital politique. Parlons-en, du capital politique. Le gouvernement a proclamé en 1912 son programme pour l'abolition des ponts de péage, à la veille de l'élection partielle de Laval, où c'était la question capitale. Et il a ainsi réussi à la gagner en achetant les péages des ponts Viau et Lachapelle. Ce n'était pas sans doute du capital politique! Qu'il demande donc à l'honorable secrétaire provincial quel capital politique on a fait avec un pont, dans la dernière élection partielle de Deux-Montagnes. Le candidat et ses amis parcouraient les paroisses et disaient aux cultivateurs: "Votez pour le candidat libéral et vous passerez gratuitement sur le pont."

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'honorable député prétend-il que j'ai fait pareille déclaration? Je n'ai jamais prononcé de telles paroles.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Vous avez laissé faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas attribué cette parole à l'honorable secrétaire provincial, mais elle a été dite par ses amis durant toute la campagne.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne l'ai jamais entendue non plus. Je n'ai jamais eu connaissance qu'on l'ait dite devant moi, ou d'avoir entendu dire de telles paroles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous devez avoir l'habitude de passer pour rien sur les ponts. Vous y avez pris goût.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vais répondre d'abord à la remarque du premier ministre. La chose n'est pas étonnante que nous y ayons pris goût. Je dirai à l'honorable premier ministre que, pendant mon élection, mes orateurs qui se présentaient sur le pont n'avaient qu'à dire seulement: M. de Bellefeuille et ils passaient pour rien.

(Rires de toute la Chambre. Le premier ministre rit de bon cœur lui-même.)

M. Renaud (Laval): Il est jeune, mais il est bon, hein!

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quant à l'honorable secrétaire provincial, je suis heureux de déclarer que ça améliore l'idée que je m'étais faite de lui, lors de son passage dans le comté.

Le premier ministre parle de chanson. Mais je tiens à lui dire en terminant que chez nous la vérité est une et ne change pas suivant les besoins de l'élection en vue. Et j'ai entendu une autre chanson, celle des cultivateurs obligés de payer des péages sur les ponts.

On dit que l'auto s'est multipliée et que c'est une raison d'imposer des taux de péage. Pourtant, les automobilistes, qui doivent connaître quelque chose au tourisme, réclament à cor et à cri l'abolition des péages sur les ponts, comme nuisibles. Ils doivent s'y connaître autant que le gouvernement.

Je répète, M. l'Orateur, que je préférerais que le pont de péage de mon comté fût sous l'administration du gouvernement, mais je crois qu'au lieu de demi-mesures, il vaudrait mieux que le gouvernement respectât la loi de 1912 et que tous les ponts de péage fussent abolis.

(Applaudissements prolongés à gauche)

La motion est adoptée.

Travaux de colonisation à Saint-Vianney, comté de Matapédia

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la liste de paie, pour l'année 1929, pour les travaux de colonisation faits dans le canton de Langis, paroisse de Saint-Vianney, comté de Matapédia, sous la surveillance de Omer Paulin, Jos. Verreault et Octave Leclerc.

Adopté.

Brome-Missisquoi-Perkins Hospital

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 fusionnant le District of Bedford General Hospital et la Perkins Hospital Corporation sous le nom de Brome-Missisquoi-Perkins Hospital.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Saurette (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous allons considérer l'item 103, service d'hydroplans, \$365,000.

M. Renaud (Laval): Nous n'avons plus que 20 minutes.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ça va vite, en aéroplane. Les hydroplanes sont employés pour faire un relevé cartographique de la province.

Déjà, on a ainsi cartographié le bas du golfe Saint-Laurent jusqu'au pont de Québec, le district de Chibougamau, le Lac-Saint-Jean, le parc national des Laurentides et des cartes préparatoires à la conversion de la Montagne Tremblante en parc national.

Des relevés ont aussi été faits dans le haut du Saint-Maurice. Les principaux contrats sont accordés, pour une période de deux ans, à la Compagnie aérienne franco-canadienne et une compagnie de Québec, formée de Canadiens, la Quebec Aerial Company.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois qu'une nouvelle compagnie d'aviation a obtenu des contrats. Qui est le directeur d'une compagnie aérienne qui a eu des contrats pour \$250,000?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, nous avons fait faire du service d'hydroplane par la Quebec Aerial Service, dont M. Henri Bélanger est le président.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette compagnie a obtenu un contrat de \$222,091. Son président avait déjà des contrats comme arpenteur. Cet aviateur, qui est aussi arpenteur, exerce une grande influence au département des Terres et Forêts, puisqu'il obtient des contrats pour un demi-million, annuellement. Le gouvernement semble vouloir abandonner la Compagnie aérienne franco-canadienne, composée d'étrangers.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. Nous avons donné des contrats à la Compagnie aérienne et à la Canadian Airways. M. Bélanger faisait partie de cette dernière compagnie avec M. Quingley, décédé depuis quelque temps.

Il y a eu un "merger" de formé et la Canadian Airways a été versée dans ce "merger". La Quebec Aerial Service a été formée alors par des Canadiens français et nous avons été enchantés de faire des affaires avec elle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Canadian Airways a-t-elle obtenu de gros contrats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

En 1928, elle a eu un contrat de 650 milles carrés à \$54.40 du mille carré.

Il (l'honorable M. Mercier fils) donne les divers montants payés, de 1926 à 1929, à la compagnie du regretté capitaine Quingley, qui forment un total de \$126,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a des contrats, cette année?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous avons donné des contrats l'an dernier pour deux ans, parce qu'il faut des préparatifs assez considérables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre a aussi passé des contrats avec la Compagnie aérienne franco-canadienne?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui. Il (l'honorable M. Mercier fils) donne les détails des contrats et explique les engagements des compagnies envers le gouvernement.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures⁹.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 26 février 1931, à la page 2, il s'agit de l'écriture du premier ministre.

2. Toujours selon *Le Devoir* du 26 février 1931, à la page 2, M. Tremblay quitte son siège pour aller à la table du greffier et examiner le document.

3. \$90,000, selon *L'Événement* du 26 février 1931, à la page 3.

4. *Le Soleil* du 26 février 1931, à la page 22, ajoute cette remarque très partisane: "Comme le député de Maisonneuve crie à tue-tête, les députés en cœur, lui lancent "Plus fort! Plus fort!""

5. Chiffre de *L'Événement* du 26 février 1931, à la page 3; *Le Soleil* du 26 février 1931, à la page 22, donne 51.

6. Les journaux ne s'entendent pas sur ce résultat électoral. Est-ce dû à une erreur de M. Taschereau? Nous avons pris les chiffres de *L'Événement* du 26 février 1931, à la page 3. *Le Devoir* du 26 février 1931, à la page 2, donne 27 députés oppositionnistes alors que le chiffre exact est de 21 députés de l'opposition (tiré de Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec, 1867-1985*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1986, "Bibliographie et documentation, no 10").

7. *L'Événement* du 26 février 1931, à la page 3, parle de \$7,000,000 ou \$8,000,000.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Plante (Montréal-Mercier). M. Savary, chef du service d'hydroplanes, vient prendre place à côté du ministre des Terres et Forêts.

9. Il n'y eut pas de séance en soirée, parce que le comité des bills publics étudia le projet de loi sur les droits civils de la femme.

Séance du jeudi 26 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 131 constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada;

- bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile;

- bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil;

- bill 200 modifiant l'article 2 de la loi des cités et villes.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 140 constituant la Corporation de crédit et d'entreposage (Credit & Warehousing Corporation).

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 191 modifiant l'article 228 du Code municipal;

- bill 192 modifiant l'article 802 du Code de procédure civile.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport que le préambule du bill 117 constituant en corporation The St. John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 54 modifiant la loi électorale de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons pas coutume de donner des explications à ce moment de la procédure. Mais je puis dire à l'honorable député qu'il s'agit de créer un bureau pour la révision des listes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Drainage des terres

M. Dugas (Joliette) demande la permission de présenter le bill 201 modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Revenus du gouvernement dans Témiscamingue de 1926 à 1929

M. Guertin (Hull): 1. Combien le gouvernement a-t-il retiré de revenus dans le comté de Témiscamingue pour: a. la coupe de bois; b. les

mines; *c.* les pouvoirs d'eau; *d.* les licences d'automobiles; *e.* la taxe de gazoline en 1929-1930?

2. Même question pour 1928-1929.

3. Même question pour 1927-1928.

4. Même question pour 1926-1927.

5. Même question pour 1925-1926.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Voir la liste ci-dessous)

	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>d.</i>	<i>e.</i>
1. 1929-1930	\$317,081.23	\$335,820.24	\$106,815.86	\$17,610.20	\$7,026.85
2. 1928-1929	339,062.48	146,358.42	107,909.50	15,348.35	3,226.39
3. 1927-1928	250,000.28	69,371.99	107,727.60	8,444.85	(1)
4. 1926-1927	266,323.06	88,103.48	128,358.28	6,995.05	(1)
5. 1925-1926	354,105.86	52,146.68	101,446.35	5,482.30	(1)

(1) Pour ces années, la taxe de gazoline a été payée à des agents résidant en dehors du comté de Témiscamingue.

Saisies dans Hull en vertu de la loi de la chasse

M. Guertin (Hull): 1. Combien de saisies ont été opérées dans le district de Hull du 1^{er} janvier 1930 au 31 décembre 1930, en vertu de la loi de la Chasse?

2. Quels sont dans chaque cas: *a.* les objets saisis; *b.* le nom de la personne en possession des

objets; *c.* le nom de l'agent du gouvernement qui a opéré la saisie; *d.* l'amende imposée; *e.* la disposition faite des objets saisis?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. et

2. 13. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Agent du gouvernement</i>		<i>Noms des personnes poursuivies</i>	<i>Objets saisis</i>	<i>Amendes imposées</i>	<i>Disposition des objets saisis</i>
J.-U. Delisle	vs	Clinton Richard	Vente d'original et de chevreuil	\$25	Remis aux pauvres
Frank Lafrenière	vs	Sam Beaudoin	Vente de chevreuil dans ses chantiers	\$100	Remis aux pauvres
Frank Lafrenière	vs	Madore Lemieux	Vente d'original et de chevreuil	Prison	Remis aux pauvres
Frank Lafrenière	vs	Adél. Duquet	Une arme à feu dans ses chantiers	\$100	Arme à feu remise à son propriétaire
Frank Lafrenière	vs	Edmond Tessier	Une carabine dans son camp de chantier	Prison	Entre les mains du garde-chasse
J.-E. Gendron	vs	MM. Bond, Lavoie et Lefebvre	Chasse avec lumières à projection, saisie de trois carabines et de deux lumières à projection	\$100 chacun	Armes à feu remises à leurs propriétaires et lumières à projection confisquées
William P. Martin	vs	A.-L. Raymond	Possession illégale d'un quartier de venaison	\$25 et frais	Distribué aux institutions de charité
William P. Martin	vs	Henri	Perdrix gardées illégalement pour fins de vente	\$23 et frais	"
William P. Martin	vs	Joseph Labelle	Perdrix gardées illégalement pour fins de vente	\$6 et frais	"
William P. Martin	vs	A.-D. Labelle	Perdrix gardées illégalement pour fins de vente	\$33 et frais	"
William P. Martin	vs	Standish Hotel s/d S. J. Davidson	Saisie de truites et achigans	\$25 et frais	"
William P. Martin	vs	Country Club a/s M. Maloney, Gér.	Saisie de 353 perdrix gardées illégalement pour fins de vente	\$353	"
William P. Martin	vs	H. Monette & Co.	Saisie de filet	\$5	Filet entre les mains du garde-chasse Martin

Montant dépensé ou payé relativement au Labrador

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jusqu'au 1^{er} janvier 1931, quel est le montant dépensé ou payé par la province à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement à la question du Labrador au sujet de laquelle le comité judiciaire du Conseil privé a rendu jugement en 1927?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous les montants payés jusqu'au 30 juin 1930 apparaissent aux *Comptes publics*; depuis cette date jusqu'au 1^{er} janvier 1931, rien n'a été payé.

T. N. & O. Railway Company

M. Duplessis (Trois-Rivières): Jusqu'au 1^{er} janvier 1931, quel est le montant dépensé ou payé par la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement aux contestations qui se sont élevées au sujet de l'entrée dans cette province du T. N. & O. Railway Company et au sujet de la cause qui a été jugée par le comité judiciaire du Conseil privé, en 1926, et dans laquelle cause le procureur général de la province de Québec était l'appelant, et The Nipissing Central Railway Company et le procureur général du Canada étaient les intimés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous les montants payés jusqu'au 30 juin 1930 apparaissent aux *Comptes publics*; depuis cette date jusqu'au 1^{er} janvier 1931, rien n'a été payé.

Péage sur le pont de Québec

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. De nouvelles représentations ont-elles été faites au gouvernement concernant les taux de péage sur le pont de Québec depuis la réponse donnée aux questions de l'honorable M. Francoeur, à la séance du 4 février 1930, (*Journaux de l'Assemblée législative*, pages 84 et 85)?

2. Dans l'affirmative, par qui et quand?
3. Quelle attitude entendent prendre à ce sujet: *a.* le gouvernement de cette province; *b.* l'honorable M. Francoeur?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
1. Oui, avant le 15 juillet 1930.

2. Dominion Commercial Traveller's Association, le 7 mai 1930; Levis Tramways Company, le 12 mai 1930; 15 propriétaires d'autobus, le 15 mai 1930; M. J.-E. Grégoire, avocat, le 8 juillet 1930.

3. *a.* et *b.* Le 15 juillet 1930, le tarif des péages sur ce pont a été modifié.

Demande et dépôt de documents:

Subventions aux municipalités du Témiscamingue

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état démontrant: 1. Quelle a été la somme accordée à chacune des municipalités du comté de Témiscamingue en 1929-1930, pour: *a.* l'agriculture; *b.* la colonisation; *c.* la voirie; *d.* les écoles; *e.* toute autre fin?

2. Même question pour 1928-1929.

3. Même question pour 1927-1928.

4. Même question pour 1926-1927.

5. Même question pour 1925-1926.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production d'un état démontrant: 1. Quelle a été la somme accordée à chacune des municipalités du comté de Témiscamingue en 1929-1930, pour: *a.* l'agriculture; *b.* la colonisation; *c.* la voirie; *d.* les écoles; *e.* toute autre fin?

2. Même question pour 1928-1929.

3. Même question pour 1927-1928.

4. Même question pour 1926-1927.

5. Même question pour 1925-1926.

(Document de la session no 50)

Dépôt de documents:

Ordres en conseil, département des Terres et Forêts, 1931

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 19 février 1931, demandant la production d'une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province

depuis le 1^{er} janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 17 février 1931, se rapportant au département des Terres et Forêts. (Document de la session no 51)

Zoël Langlois

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 janvier 1931, demandant la production d'une copie de toute correspondance, document et particulièrement de la liste de paie fournie par ou couvrant le travail du cantonnier Zoël Langlois de Fabre, comté de Témiscamingue, pour les mois d'août et novembre 1930. (Document de la session no 52)

**Importation des produits russes
et propagande bolchévique**

L'honorable M. David (Terrebonne)¹ propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur):

Que cette Chambre, dans le but de protéger le développement rationnel de nos ressources naturelles et par là nos ouvriers et nos cultivateurs, exprime le vœu que le gouvernement fédéral prohibe l'importation en Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays;

Que cette Chambre exprime également l'opinion que la propagande bolchévique en Canada est de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses qui caractérise notre population.

M. l'Orateur, je n'ignore pas la complexité du sujet à traiter; je n'ignore pas non plus le respect que se doivent les pays entre eux, pas plus que j'ignore le droit pour tous les pays de se choisir un mode de gouvernement. Toutefois, il est certains côtés de ce problème qui intéressent le commerce des autres nations et peuvent avoir leur répercussion sur l'ordre social.

Mais aucun peuple ne peut non plus chercher à faire de sa force apparente une force de démoralisation pour les autres peuples. Un gouvernement ne doit pas être une source de démoralisation pour les autres pays.

Pour traiter à fond une question aussi complexe et aussi ambiguë que celle-là, il faut se baser nécessairement sur les documents, les témoignages, les enquêtes, tout ce qui peut, en un mot, jeter un peu de lumière sur la situation. Pour étudier un tel problème il faut se baser sur une

documentation qui offre des lacunes et est quelques fois préjugée peut-être. Trop de principes sont en jeu, pour oser traiter de cette question sans fondement précis et sans raison véritable. Je demande plus que la bienveillance de la Chambre.

Je traiterai la question aux points de vue économique, social et religieux, en accordant au dernier point toute l'attention nécessaire, sans usurper des droits que d'autres compétences ont déjà exercés. Un laïc ne doit pas usurper des droits que d'autres autorités ont déjà exercés avec tant de compétence.

Il serait peut-être injuste pour la Russie et le peuple russe que de parler d'eux sans jeter un coup d'œil sur leur immense territoire et leur immense population.

Population de 150,000,000, dont on disait avant la guerre que les trois quarts ne savaient pas écrire, vivant sans liberté, qui vivait dans une ignorance complète, qui était ignorée et tenue dans un état lamentable, dans des conditions économiques et hygiéniques déplorables, craignant constamment les représailles pour inobservance des lois.

Comme pays, la Russie, qui n'a jamais connu même les éléments essentiels de la liberté individuelle, s'est toujours débattue dans un mysticisme religieux qui lui faisait donner sa confiance à des hommes qui, souvent, abusaient d'elle, et qu'alors on traitait avec la dernière violence, quand la mesure était comble. Elle a accepté comme prophètes des individus pétris de crimes et vivant de doctrines de rêves.

Ce fut un peu cela qui amena la révolution. Si la révolution avait pour but malgré ses faiblesses de rétablir les droits de l'homme, de rendre aux Russes leur liberté à laquelle ils ont droit, si le changement voulu par Lénine n'avait pas à ce point soulevé et bouleversé les consciences de plus de 150,000,000 d'individus, on pourrait être un peu moins sévère pour cette nouvelle religion; cela aurait été un mal passager pour le bien de l'avenir. Mais le Russe soviétique agit un peu comme les auteurs de la Révolution française, en 1789.

La Russie a été préparée à la révolution par une campagne qui a duré 15 ans. En Russie comme en France, lorsqu'a soufflé le vent du murmure, le vent du mécontentement, lorsque le peuple a été soulevé, les mauvais éléments sont remontés du fond jusqu'à la surface et deviennent dangereux pour la société en général. Un jour, ce peuple russe s'est porté à ces excès que plus tard on regrette.

Si la révolution russe n'avait eu pour but que d'établir les droits de l'homme, nous pourrions

l'envisager d'une autre façon. Lénine en a été l'auteur et le père Gillet a dit de lui qu'il fallait reconnaître qu'il a soulevé un peuple de 150,000,000 d'âmes, qu'il a publié plus de 2,000 livres et pamphlets. La France a eu sa révolution. Les révolutions, disait un jour en cette Chambre le Dr Grégoire, sont comme des torrents.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre peut-il comparer la Révolution française avec la révolution russe? Je lui ferai remarquer que la Révolution française a été faite pour la diffusion de la liberté, tandis que celle de la Russie a pour but la concentration des libertés. La première était pour le partage des biens, la seconde est pour la centralisation des biens par l'État.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'erreur d'une interruption est de ne pas attendre la conclusion.

La révolution est un torrent impétueux qui emporte tout sur son passage pour se tranquilliser ensuite. En sera-t-il ainsi en Russie? Il y a lieu d'en douter puisque l'on veut la révolution mondiale, l'établissement de la faillite de l'initiative individuelle. À regarder la façon d'agir de la Russie, on constate que ce pays a en vue la révolution mondiale.

En Russie, on cherche non seulement à révolutionner les habitants de ce pays, mais on veut atteindre les habitants de tous les pays. On veut abolir l'initiative individuelle. On cherche la mise de côté du capital dans tout le monde; on veut que l'État se substitue à toute initiative individuelle.

Après le torrent qui a passé sur la Russie, verrons-nous une eau calme? M. Gérard Tremblay a dit l'autre jour que la révolution russe était le nivellement par le bas, qui ne peut donner aucune force intellectuelle. M. Beaudry-Leman déclarait que la Russie, dans son rêve, est en train de bâtir sa force de demain sur le capitalisme d'État, celui-ci se substituant à toute initiative individuelle. Ce serait le nivellement par le bas qui ne donnerait jamais à une nation ni la grandeur matérielle ni la grandeur intellectuelle.

Un grand nombre de volumes, d'articles de revues ont été écrits sur la Russie. Un de ceux-là, le *Moniteur*, déclare que l'on doit laisser à l'histoire le soin de juger de la Russie à laquelle on a appliqué toutes les épithètes et les intentions sataniques. Il faut nécessairement y recourir, car dans un petit pays comme le nôtre, il est impossible de reconnaître toute l'étendue du mal.

Quand il s'agit d'un petit pays comme le Québec, placé dans un grand dominion, peut-on regarder l'œuvre de propagande de la Russie rouge sans que viennent sur nos lèvres des expressions violentes? Dans un pays en formation, peut-on regarder l'avenir, être témoin de la propagande rouge de Russie, sans employer des expressions violentes? Je m'en abstiendrai, cependant.

Mais, que l'on me permette de lancer un cri d'avertissement à toutes les bonnes volontés, les mettre en garde et leur indiquer les sources du danger, à la population de notre pays: nous n'avons pas le droit de ne pas voir le danger que nous avons le droit d'envisager, qui menace actuellement le monde.

Il faut que nous travaillions. Il faut que toutes les classes se donnent la main pour conserver ces belles traditions que nous avons en Canada. Il faut que toutes les classes dirigeantes se donnent la main pour enrayer ce flot dévastateur. Est-il nécessaire de répéter les mots d'ordre de la Russie soviétique: "À bas les chefs, à bas l'autorité, à bas les églises, la liberté individuelle, le respect des parents, à bas les intellectuels et les savants, à bas le droit de propriété individuelle, à bas le lien du mariage, à bas le respect des enfants, les droits populaires! Vive le culte du rien!" Voilà la doctrine soviétique.

Ce désordre d'idées est bien facile à comprendre quand on songe à cette immense population d'illettrés où tombe cette semence. Quand on songe que ces principes de désordre tombent dans des cerveaux de milliers d'individus qui n'ont pas d'autre ration intellectuelle, on peut avoir une idée de l'étendue du mal.

Quand on songe aussi que, dans tous les pays, ces idées ont des agents; que, dans notre pays même, ce qui est le plus alarmant, c'est de constater qu'au cours des quatre dernières années, dans la province de Québec, des Canadiens français sont allés même jusqu'en Russie, payés avec l'argent soviétique, pour se renseigner sur le système soviétique et qu'ils reviennent dans nos rangs semer ces idées révolutionnaires. Nous aurons une plus grande conception du mal que peut causer cette doctrine néfaste...

Mais il est préférable de ne pas mentionner jusqu'à quel point, à leur retour, leurs enseignements ont été suivis. Qu'existe-t-il en Russie? La domination sur le prolétariat; l'ouvrier travaille pour un salaire dérisoire. Son travail est rendu nécessaire par des mesures arbitraires et absolument tyranniques. Son travail est un véritable martyre. On voulait donner la liberté au prolétariat. Aujourd'hui le

prolétariat est sous le joug du Soviet. La Russie prétendait assurer la liberté au prolétariat russe; au contraire, elle a établi la domination sur le prolétariat.

Sous la gouverne actuelle en Russie, la liberté sous toutes ses formes a été sacrifiée pour assurer le succès des théories communistes. On voulait assurer pour toujours la liberté au prolétariat, mais au lieu de cela, le régime l'a soumis au servage le plus abject.

Le travail de l'ouvrier russe est un travail forcé. Il est rationné et le travail forcé domine. Les prisonniers politiques ont été les premiers conscrits russes. S'il faut en croire un journal, dans un hiver, dans le cours de 1928, au-delà de 30,000 hommes sont morts dans des chantiers, en une seule saison au nord de l'Arkhangel, à cause des terribles conditions hygiéniques existant là-bas. C'est dire dans quelles conditions ils doivent travailler.

M. Tremblay (Maisonnette): S'il y a trop de Russes, c'est tant mieux, ce n'est pas un mal. (Murmures à droite)

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'appartient pas à l'État de détruire ses propres sujets, même s'ils lui nuisent.

Lénine a dit: "Il est impératif de transformer les guerres extérieures des peuples en une guerre intérieure de classes." En commentant cette parole, Kerensky disait: "Voilà le rêve d'un fou." Ce délire d'un fou est devenu réalité pour la Russie. Le mot a fait le tour du monde.

Kerensky disait que ce qui avait été à l'origine, l'idée d'un fou, est devenu le credo politique, social et religieux du peuple le plus considérable de la terre. C'est l'application de cette doctrine qui a été cause de la mort de 20,000² Chinois, en ces dernières années dans le nord de la Chine, des causes du mouvement lancé par la Russie.

À cette immense Russie, est-il possible d'imposer un gouvernement dont elle ne veut pas? Le peuple russe peut-il secouer le joug d'un gouvernement dont il ne voudrait pas? Il faut songer avant de répondre. Le peuple russe est un peuple cerné, espionné, désarmé, continuellement traqué, survillé dépouillé de sa propriété. Il n'a aucun moyen de défense; il ne peut se révolter, il n'en peut saisir, en aucun moment, l'occasion. Un mot contre le gouvernement veut dire la prison ou le travail forcé.

Le Russe vit dans une éternelle crainte de ce qu'il lui arrivera le lendemain, de la prison, des

camps de concentration, de la Guépéou ou de la Tcheka, ou de la mort. Le travail, même aux champs, se fait en collectivité sous l'œil des agents de Tcheka. Son travail n'est nullement individuel, il n'en retire aucun bénéfice, et tous ses efforts sont pour le soutien unique de l'État. Le travail dans son champ ne rapporte qu'à l'État.

Il (l'honorable M. David) cite des extraits d'auteurs qui sont aller enquêter en Russie et qui ont rapporté des récits vraiment déplorables de la situation faite à ce peuple par le régime actuel.

Le jour de la victoire de la révolution, d'après Kerensky, a vu naître la guerre intestine qui dure encore pour imposer le joug au peuple. C'est le règne de la guerre civile et du terrorisme. Un autre personnage dit quelque part qu'il n'y peut y avoir d'ordre dans un pays où il n'y a plus de lois, plus d'initiative personnelle, plus rien.

Et Kerensky ajoute: "La lutte acharnée pour contrôler le peuple russe continue encore. La Russie est en guerre civile et connaît un terrorisme dont on ne peut prévoir la fin." C'est donc le mauvais élément qui a pris le dessus en Russie, en 1917, et qui est responsable de l'état actuel. Le gouvernement ne représente pas les opinions du peuple russe. Les principes du gouvernement actuel en Russie ne représentent pas ce qui était à la base de la révolution avant Kerensky.

Quelle est la politique économique de la Russie? Les principes économiques de la Russie ont été définis par Staline lui-même quand il disait: "Nous allons à toute vapeur vers le socialisme par l'industrialisation à outrance, laissant loin derrière nous les restes séculaires de la politique de l'ancienne Russie." Staline disait: "Nous allons vers le socialisme par l'industrialisation et nous deviendrons la nation de l'automobile et du tracteur. Les honorables capitalistes verront quels pays retardent."

On veut la destruction de toute tradition; on veut que ce pays soit celui de la métallurgie, des tracteurs et des automobiles. C'est alors que le plan quinquennal fut élaboré. C'est sur la base de ce principe que s'est formé le fameux plan quinquennal, c'est-à-dire l'œuvre qui doit être exécutée en cinq ans, de 1928 à 1933, pour que la politique soviétique devienne nationale et s'imprime dans tout le pays.

Quelques-uns des items rêvés sont: l'augmentation de la population, 11.8 %; augmentation du nombre des salariés de 18.2 %; le rendement de l'ensemble de l'industrie de 181 %; le rendement de l'industrie lourde de 255 %³; augmentation de l'industrie légère de 144 %⁴; augmentation de la production agricole de 340 %; de

rendement agricole de 151 %; du revenu national de 101.5 %. Pour arriver à cette fin, dit le ministre, on veut développer de façon intense les ressources naturelles, le commerce des fourrures, les pêcheries, et obtenir une plus grande production du sol.

Le plan quinquennal demande, en somme, le développement intensif des ressources nationales, la reconstruction des industries et l'amélioration de tous les systèmes. Pour arriver à ces fins, la Russie a en capital placé 27½ milliards de roubles, en 1928, et elle en aura 64 milliards, en 1933.

M. Tremblay (Maisonnette): Où l'honorable ministre prend-il ses renseignements?

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans *Grencho*, que je conseille à l'honorable député de Maisonnette de lire.

Cette somme sera répartie pour développer les industries, électrifier les campagnes et réorganiser les systèmes de transport. La Russie veut se procurer ces capitaux au moyen de taxes nombreuses, cela regarde les Russes. Ce système a encore pour but de favoriser l'inflation monétaire, la vente à l'étranger de tous les produits disponibles tels que matières premières, les produits agricoles et industriels, et le placement de capitaux à l'extérieur; cela regarde le monde.

Pour travailler à la réalisation de ce programme élaboré en 1928, la Russie avait 149,600,000 habitants, dont 75,000,000 de travailleurs, et 6,000,000 d'agriculteurs. Au sujet de l'inflation monétaire, le *New York Times* dit que la réserve d'or russe a diminué de moitié, tandis qu'il faudra doubler les émissions de papier-monnaie. En dehors de la Russie, un dollar vaut 12 ou 13 roubles, tandis qu'en Russie, il n'y a pas moyen de se faire de jugement sur sa valeur puisque la loi de l'offre et de la demande ne s'applique pas, à cause de l'étatisme de tout. Le *New York Times* dit qu'en 1928, pour un dollar américain, on achetait 1.93 rouble, tandis qu'à l'heure actuelle pour le même dollar, on peut obtenir de 10 à 12 roubles.

D'après le même article, le salaire d'un ouvrier russe est de \$27 par mois. La vente des vêtements et des chaussures est contrôlée par l'État qui les distribue à la ration. La majorité de la population russe étant agricole, il va sans dire que c'est elle qui paie le plus grand nombre de taxes. Certaines taxes sur le bétail s'élèvent jusqu'à 65 roubles (environ \$14) par tête.

Quant au dumping, cette production à outrance livre à l'exportation des sommes fabuleuses

de produits agricoles. Le colonel MacKay disait ces jours derniers - il y a trois semaines - que la réserve de blé de Russie pour l'exportation, une infime partie, était deux fois et demie plus élevée que la récolte de blé au Canada en 1929. Voilà ce que les Russes font en rationnant les salaires et les vivres chez eux et en appliquant la conscription du travail. Et la Russie est en mesure d'écouler son blé à des prix plus bas qu'en aucun autre pays.

C'est dire avec quelle facilité les Soviets peuvent offrir du blé au monde entier, et à un prix minime, et c'est pour cela que la Russie considère le "dumping" comme troisième moyen pour la réalisation du plan, et cela, grâce au rationnement de l'ouvrier russe. Un journal a dit, en parlant du dumping: "Pour le peuple, c'est la misère; pour le gouvernement, c'est la richesse." Une revue française dit qu'on ne peut pas même appliquer le nom de "dumping" ou vente de produits à des prix plus bas que le prix de revient, aux produits écoulés par la Russie. Ces produits proviennent ni plus ni moins que du brigandage, car ils proviennent du travail d'ouvriers martyrisés et violentés.

Il est impossible, en effet, de conclure autrement, quand on sait qu'en vertu du plan, l'amiante russe provenant des monts Oural, arrivée à New York, coûte 50 % moins cher que l'amiante de la province de Québec, provenant des Cantons-de-l'Est, dont le coût de transport est cependant beaucoup moins élevé. Le seul moyen que les Russes ont de vendre ce produit meilleur marché, c'est de diminuer les salaires. Les moyens d'extraction dont nos producteurs d'amiante disposent sont meilleurs que ceux de la Russie, et seulement une diminution du coût de la main-d'œuvre peut permettre un prix aussi bas.

La Russie vend tout ce qu'elle a sous la main de ressources naturelles pour réaliser son plan. L'effet de cela, c'est toujours l'État qui encaisse les capitaux, et la famille n'a rien. La famille russe vit dans une misère atroce quand le père n'est pas obligé de l'abandonner sur les ordres de la Tcheka pour aller travailler à des lieues de chez lui. La famille est malheureuse, l'ouvrier est malheureux, toute la population souffre.

Un sénateur américain, au sujet du bois russe disait que, dans son opinion, les exportations de bois russe sont, dans presque tous les cas, le produit du travail forcé. Moscou voit dans ce "dumping" un moyen de "bolchéviser" le monde en produisant le chômage et en désorganisant le commerce, afin de faire naître la révolution. Le fermier canadien, pas plus que le fermier américain, n'a aucune chance de

concurrencer le prix russe. L'Angleterre a été l'un des premiers pays à rétablir des relations commerciales avec la Russie. On s'en est ému en France aussi. On veut toucher le Canada par l'exportation du blé, du bois, de l'amiante, des fourrures, et bientôt on s'attaquera à son commerce de pêcheries.

Jamais aucun pays ne pourra concurrencer les prix offerts par la Russie, principalement pour le bois de pulpe, parce que les moyens de production sont complètement différents, pour ne pas dire opposés. Le seul remède à appliquer est de prohiber complètement l'entrée de ces produits dans notre pays. Au Canada, nous sommes affectés dans notre bois, notre amiante, notre blé, nos fourrures, et nous le serons bientôt dans nos pêcheries, car la Russie attache beaucoup d'importance à cette industrie. Les factories de saumon de la Colombie anglaise surveillent avec attention les effets qu'auront les conserveries nipponno-russes, pour la plupart sous licence russe, sur l'industrie du saumon de la Colombie-Britannique. La *Gazette* de Montréal s'en inquiète. Souffrons-nous et souffrirons-nous du dumping?

En 1928, nous avons acheté de Russie pour \$186,903 de marchandises. Nous leur avons vendu pour \$2,266,765 sur un total de \$1,349,867,000 d'exportations et, en 1929, nous avons acheté pour \$910,000 (le chiffre d'achat a quintuplé) de la Russie et nous leur avons vendu pour \$3,404,000 - nos ventes étaient sensiblement les mêmes - sur un total de vente mondiale de \$1,182,000,000. Il n'y a aucune proportion raisonnable entre ces chiffres. Il est donc clair que le rapport entre l'importation et l'exportation est effarant.

Nous aidons à la Russie à faire l'outillage qui viendra concurrencer nos produits. Nous vendons à la Russie du fer et ses dérivés qu'elle viendra ensuite "dumper" chez nous pour désorganiser notre commerce au sujet des fourrures. On a demandé au gouvernement d'Ottawa de protéger notre commerce contre les menées soviétiques. Le ministre du Commerce s'est enquis de la quantité de charbon russe qui a pénétré au Canada. Nous en avons transporté des milliers de tonnes. Nous avons acheté des Russes, en marchandise, pour \$9 alors que nous leur vendions simplement pour \$1. C'est autant d'argent que les bolchévistes capitalisent.

Le bois de scrap russe est aussi entré ici en énorme quantité. Le bois de pulpe est tombé de \$30 la corde, à Arkhangel il y a 2 ans, à \$9 et \$18.50 la tonne rendue à Waterburn, New York. Le bois russe passe par Sorel. L'État russe fait des profits considérables avec son bois à cause du travail des

femmes et des enfants. Notre bois de pulpe est donc en danger si les exportations de bois russe par Sorel continuent vers les fabriques de pulpe des États-Unis. Ces chiffres indiquent suffisamment que nous aidons la Russie à s'organiser, à s'outiller, pour ensuite venir jeter le désordre dans nos rangs sociaux et économiques, créer le déséquilibre dans notre situation commerciale et concurrencer nos produits. Les fourrures russes, le charbon russe, le bois de sciage, le bois de papier nous arrivent et, par la baisse des prix, nuisent à notre production.

Un économiste suédois disait récemment que, si le plan russe de cinq ans réussit ou même s'il ne réussit pas, c'est le chambardement des lois économiques et une guerre en perspective. Que l'économie réussisse ou non, c'est une guerre économique avec le monde. Si le plan réussit, les ouvriers de n'importe quel pays pourront se demander pourquoi on ne l'accepte pas, là où ils sont. S'il ne réussit pas, le peuple russe devra se lancer contre le monde avant d'être écrasé par lui.

S'il faut s'alarmer au point de vue économique, il faut aussi craindre le désordre des idées russes et ses suites possibles chez nous. Puis-je affirmer que le mal que les Soviets font chez nous est plus grand qu'on ne le croit? Sans affecter une crainte exagérée, le mal est plus grand chez nous que nous ne le croyons et que nous ne le constatons. Les idées communistes font leur chemin chez nous avec une rapidité foudroyante. Le communisme est puissamment et savamment organisé. L'action bolchévique dans nos milieux, actuellement, est plus profonde qu'on ne le croit.

Cela est un peu dû à la crise que nous traversons, et c'est toujours quand les temps s'y prêtent que les idées révolutionnaires font le plus de chemin. Le désordre et le déséquilibre économique causent des murmures et des mécontentements. De nos jours, principalement, alors que la crise du chômage est aiguë, les idées nouvelles de révolte font des progrès encore plus considérables. Et cela se comprend. La crise mondiale n'a pas épargné le Canada. Quand le peuple souffre ou n'est pas satisfait, son esprit est plus accessible aux idées malsaines. En temps normal, lorsqu'un homme a un emploi, même si la situation n'est pas idéale, il est heureux, après une longue journée de travail, de rentrer chez lui et de retrouver sa famille; mais, lorsque les temps sont difficiles, un homme tend l'oreille aux idées nouvelles, même les idées de révolte. Quand un homme est mécontent, quand une classe n'est pas satisfaite, quand un homme a faim, il est plus près des idées avancées, même des idées de révolte.

Aussi, est-il très important pour les gouvernants de ne pas exploiter le mécontentement de la population. Il importe donc à ceux qui dirigent de ne pas chercher à soulever les passions populaires dans un simple but politique ou autre, de montrer au peuple la confiance dans l'avenir et lui demander d'endurer son mal. De plus, la crise n'a pas seulement affecté l'ouvrier et le cultivateur, mais elle s'est aussi introduite chez les classes dirigeantes, chez la classe aisée. Il faut que tous s'efforcent de conserver au peuple son calme et son respect de l'autorité. Depuis quelques années, les conditions actuelles ont aussi assailli les classes professionnelles autrefois appelées classes aisées. Non pas qu'il faille mentir et prêcher une fausse prospérité.

Mais, au lieu de crier au défaitisme, à la banqueroute, à la faillite, convions l'ouvrier, l'agriculteur, le professionnel même, sur les sommets de l'optimisme afin de leur conserver un peu de cette confiance qui adoucit bien des maux. Il vaut mieux apprendre au peuple à se soumettre aux lois et à lui montrer que les temps plus prospères reviendront. Il faut que toutes les classes s'efforcent de demander au peuple de garder son calme, sa mansuétude et sa confiance en l'avenir. Ne devons-nous pas prévenir le danger? Comment? En demandant à toutes les classes de garder leurs belles traditions.

Le livre *Moscou sans voies*, écrit par un ancien consul belge en Russie pendant neuf ans, a dit: "Le peuple russe subit un long martyre aux mains du monstre soviétique. Le monde n'a pas le droit de rester indifférent devant cette menace à l'État, à la société et à la civilisation, à l'univers."

Il (l'honorable M. David) rappelle en s'excusant un souvenir personnel alors qu'il était de passage à Paris, l'été dernier. Je rencontrais à Paris un ancien conseiller du Tsar qui me disait, avec une pointe de tristesse bien compréhensible, qu'il était allé visiter son ancienne résidence à Moscou. Il me disait: "J'avais une propriété à Moscou et elle est occupée aujourd'hui par 17 familles. Mon frère, qui habite là, n'a qu'une chambre. Les 17 familles vivent en commun avec une cuisine commune dans un état lamentable." Ceux qui ont souffert du tsarisme sont-ils mieux sous la domination rouge?"

Il (l'honorable M. David) rappelle aussi qu'un autre Russe lui avait assuré qu'un coup de cravache reçu en pleine figure par un représentant de l'autorité soviétique, alors qu'il était jeune, avait suffi à l'imprégner de l'esprit de nihilisme dont il avait, par la suite, fait sa religion.

Quels sont donc les principes que fait jouer le gouvernement moscovite et sur quoi les étaie-t-on?

Avant tout, l'affirmation des élections par force, violence, contrainte. Au point de vue social, le droit de propriété n'existe plus, c'est l'État qui possède et contrôle tout. Les familles sont parquées par groupes, dans une même maison qui en logerait au plus une, où tout est en commun, jusqu'à la chambre de bain. Le peuple russe est-il plus heureux sous la botte bolchéviste que sous la cravache des tsars? Le mariage est aboli; la famille est dissoute; l'autorité paternelle et maternelle est disparue.

Il (l'honorable M. David) définit (sic) les trucs employés par la Guépéou ou la Tcheka pour faire croire aux échanges (sic) que la Russie travaille. On a été jusqu'à faire des feux de paille dans les usines, pour faire croire aux visiteurs qu'elles fonctionnaient à plein rendement.

La religion a été complètement prohibée par tout le pays. Ce dernier point est capital pour le soviétisme. La Russie est un foyer d'athéisme. Sur la tombe de Lénine, au Kremlin, on peut lire: "La religion, c'est l'opium des peuples." En Russie, on prêche l'athéisme. Les écoles sont des moules où l'on façonne le cerveau de l'enfant. On enseigne aux enfants dès leur bas âge qu'il n'y a pas de Dieu, qu'une seule chose existe, que le seul Dieu est l'argent et qu'il faut tout faire pour s'en emparer, qu'il faut travailler pour lui.

Les écoles, qui autrefois auraient dû être plus nombreuses, sont devenues la propriété de l'État et l'on y enseigne la doctrine bolchéviste. Ces écoles sont devenues des moules où l'on pétrit d'athéisme les jeunes intelligences des enfants russes. En Russie, c'est "ou tu crois en la doctrine ou tu meurs", et les milliers d'exécutions qui ont suivi la révolution en témoignent.

Au point de vue social, les prisons regorgent de prisonniers et, en libre Russie, tout le monde craint de se voir jeté à la geôle ou dans les camps de concentration. Les écoles diminuent en nombre et les prisons ne suffisent plus à loger les victimes de ce régime atroce. La destruction de la religion est à la base de la révolution russe; et si nos ouvriers savaient que les Russes n'ont plus le droit de pratiquer aucune religion, il est certain qu'ils réprouveraient cette doctrine.

Et qu'a-t-on fait au point de vue civil? L'exécution en masse. En libre Russie, 1923, la révolution avait fait exécuter 28 évêques, 1,215 prêtres, 651 professeurs, 6,778 pasteurs, 8,800 médecins, 54,850 officiers, 260,000 soldats, 10,500 officiers de police, 48,000 peudonnes (sic), 12,950 fonctionnaires, 355,250 intellectuels, 192,000 ouvriers, 895,000 paysans⁵. Voilà où l'on en est au point de vue social avec le régime de la Russie rouge.

Au point de vue religieux, il (l'honorable M. David) n'entend pas traiter longuement ce troisième aspect de la question russe. Il en appelle au témoignage de Sa Grandeur Mgr Gauthier, qui déclarait récemment à Montréal que le communisme est le grand danger de l'heure. Mgr l'administrateur de Montréal ajoutait que, si l'ouvrier connaissait l'état d'esclavage de l'ouvrier russe, il se détournerait avec horreur de ses principes révolutionnaires.

Le gouvernement soviétique veut détruire le règne du Christ et détruire le prestige du clergé même en notre pays. Il est donc important que nos gouvernants opposent une barrière à cette propagande néfaste. Il (l'honorable M. David) montre ce que les Soviets ont fait pour abolir Dieu et ses prêtres et enlever tout ce qu'il peut y avoir dans le cœur de l'homme de consolant.

Cet ouvrier, dit-il, avait une canne à la main. S'adressant à des Russes, il dit: "Camarades, cette canne représente la révolution russe. Le pommé, c'est le capitalisme; le fer, c'est le prolétariat. Entre les deux, ce sont les ouvriers et les paysans. Tournez la canne de bout, la révolution russe est faite et vous n'avez pas changé de place."

Les associations religieuses n'ont aucun droit. Il est interdit de donner du secours à leurs membres. L'enseignement religieux est banni des écoles. On a organisé toute une machine pour déchristianiser la Russie et, j'ajoute, le monde.

Le plan quinquennal peut réussir ou ne pas réussir. Quel que soit le sort qui lui est réservé, ce plan de cinq ans est de nature à provoquer la révolution universelle. Ce n'est pas en vain que l'on abolit la hiérarchie religieuse, que l'on vole les édifices religieux, que l'on empêche l'organisation des associations religieuses, que l'on interdit l'existence des caisses de prévoyance ou d'assistance médicale. Le colonel MacKay, au nom de la Russie, a offert une entente au Canada. Les Soviets de Russie veulent acheter pour une valeur de \$10,000,000 de machines aratoires de nous. Il (l'honorable M. David) cite un article de la *Documentation catholique*, et un autre de *L'Action catholique* du jour.

Il souligne particulièrement le passage suivant: "Si jamais l'offre des Soviets était acceptée, ce que demandent les industriels et financiers de notre pays deviendrait impossible d'exécution. Au lieu de l'embargo sur le charbon russe, ce serait une importation plus considérable de ce produit. Et, d'autre part, fournir les machines aratoires aux Soviets, ne serait-ce pas les aider à s'emparer des

marchés ouverts au blé canadien? L'offre des Soviets présentée par M. MacKay est accompagnée d'une menace de déclarer la guerre économique au Canada. Cette façon de vouloir traiter est absolument immorale. Elle ne nous surprend cependant pas, lorsqu'on sait la formule de Lénine: "Est moral seulement ce qui est utile au bolchévisme." Et d'ailleurs, cette guerre économique n'est-elle pas engagée? Qu'est-ce que ce dumping de blé russe en Angleterre au moment même où les producteurs canadiens y expédiaient le leur? Qu'est-ce que ce dumping de bois russe aux États-Unis par lequel on blesse l'industrie canadienne du bois?"

Je m'accorde avec *L'Action catholique* pour dire que cette offre ne peut être considérée par notre pays. C'est ma conclusion. N'avons-nous pas le droit, devant les ravages causés par une telle politique, de lancer le cri d'alarme, afin de nous protéger le plus possible économiquement, socialement et au point de vue religieux contre la menace bolchévique, contre le flot qui commence à devenir dangereux pour notre pays? Ne devons-nous pas demander au pouvoir central de déclarer un embargo contre le dumping russe? Dans un pays comme le nôtre, à base de christianisme, nous ne pouvons permettre une propagande qui ne peut conduire qu'au désordre du monde. Il est du devoir des pays qui sont victimes du dumping russe et de la progression du bolchévisme de présenter un front uni contre ceux-ci et de refuser de négocier ou de collaborer avec Moscou jusqu'à ce que soit établi en Russie un gouvernement avec lequel les pays civilisés pourront échanger et collaborer, sans mettre en péril leur propre civilisation.

Dans son livre intitulé *Le déséquilibre du monde*, le Dr Gustave LeBon écrit: "Si le nombre des révoltes n'est pas encore très grand, celui des indisciplinés devient immense. Dans la famille aussi bien qu'à l'école, à l'atelier et à l'usine, l'autorité du père, du maître et du patron s'affaïsse chaque jour davantage. L'insoumission grandit. Partout se constate l'impuissance des chefs à se faire obéir. L'indiscipline s'accompagne, aujourd'hui, de certains symptômes de désagrégation morale dont voici les principaux: antipathie pour toute espèce de contrainte, décroissance continue du prestige des lois et de celui des gouvernements, haine générale des supériorités, aussi bien celles de la fortune que celles de l'intelligence; absence de solidarité entre les diverses couches sociales et lutte des classes; dédain profond des anciens idéaux de liberté et de fraternité; progrès des doctrines extrémistes prêchant la destruction de l'ordre social établi, quel que soit, d'ailleurs, cet ordre, substitution de pouvoirs

collectifs autocratiques à toutes les anciennes formes de gouvernement. De tels symptômes, notamment l'horreur des contraintes et l'indiscipline résultant du mépris des lois, ont pour conséquence fatale le développement de l'esprit révolutionnaire avec ses inséparables compagnons: la violence et la haine."

Il (l'honorable M. David) se dit rassuré d'être l'interprète de toute la population de la province de Québec, qui sera heureuse de donner l'exemple à toutes les autres provinces du dominion, qui, s'il veut continuer à être prospère, doit répudier une doctrine qui ne peut avec ses principes de violence et de haine, qu'être néfaste à notre saine population. Il (l'honorable M. David) termine ses remarques en proposant l'adoption de sa motion et en déclarant que nous avons le droit de craindre pour nos traditions et nos coutumes devant la menace du soviétisme chez nous.

(Applaudissements prolongés)

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Route Montréal-Mont-Laurier

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 24 février courant, sur la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin) dont elle a été saisie le même jour:

Que, vu le besoin dans lequel se trouvent les colons des régions de colonisation du nord de Montréal, vu l'importance qu'il y a d'établir une grande voie de communication directe entre Montréal et la région de l'Abitibi et de rendre ainsi plus facile l'exploitation de la forêt qui recule vers le nord, vu aussi le manque, dans la région ouest de la province, d'un parc où le public puisse aller pêcher et chasser, cette Chambre invite le gouvernement à prolonger immédiatement la route Montréal-Mont-Laurier jusqu'à la principale route est-ouest de l'Abitibi et à créer sur le parcours de cette nouvelle route un parc réservé comme endroit de pêche et de chasse pour les citoyens de la province.

M. Dansereau (Argenteuil): La motion que l'honorable député de Montréal-Laurier a présentée intéresse le comté d'Argenteuil que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre. On parle de faire un grand parc national dans les Laurentides pour inviter les touristes à venir dans Québec. Le comté que je

représente est un comté de tourisme par ses beautés naturelles, ses belles montagnes et ses nombreux lacs poissonneux. Nous avons fait depuis quelques années beaucoup de chemins qui traversent le comté et nous avons aussi de bons hôtels qui invitent les voyageurs.

Depuis 25 ans, il est question du pont interprovincial entre Hawkesbury et Grenville, et je puis dire que, grâce à la politique prévoyante du gouvernement qui a décidé de contribuer au tiers du coût de ce pont pourvu qu'Ottawa et Ontario fournissent les deux autres tiers, aujourd'hui, les trois gouvernements sont d'accord. La construction est en marche et, à l'automne, le tout sera terminé. Du côté d'Ontario, il y a actuellement un chemin en construction de Lancaster en ligne droite en venant à Hawkesbury, distance d'environ 25 milles, qui sera le chemin des touristes.

Du côté de Québec, l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) a donné le contrat de refaire le chemin à partir du pont en passant dans le village de Grenville, jusqu'à la route nationale, chemin qui sera permanent et large - je sais que le chef de l'opposition aime les chemins larges.

Après tous ces travaux faits, la barrière sera ouverte aux touristes, en traversant sur ce pont qui sera sans péage pour venir nous apporter de l'argent dans Québec, pour se rendre de Lucerne-en-Québec, dans le comté de Papineau, pour traverser les comtés d'Argenteuil, passant dans Lachute, Terrebonne et Labelle, passant par Sainte-Agathe et se rendre au parc national en question.

La semaine dernière, il y avait une motion de l'honorable député de Montréal-Dorion, secondée par l'honorable député de Berthier (M. Bastien), pour que ce parc soit dans les environs du lac Tremblant. Je connais très bien cette place et je puis dire que le site est beau; mais, d'après mon opinion, je crois que ce parc devrait être plus loin, afin de permettre aux touristes de faire plus de chemin à travers les montagnes pour jouir du parcours.

Je favorise le projet de cette route avec plaisir et je considère qu'elle devrait rendre de grands services à la région. Quant au parc national, je serais heureux de laisser le choix du site de ce parc à l'honorable ministre de la Colonisation (M. Laferté). Je suis certain qu'il donnera une grande satisfaction aux gens des environs et de plus, sera une source de revenus pour la province.

M. Tremblay (Maisonnette): Je propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi de la gazoline

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 17 modifiant la loi de la gazoline.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que l'ordre du jour soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit⁷:

"2. L'article 3 de ladite loi est modifié:

a. En remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Le ministre peut refuser l'émission de cette licence, révoquer la licence émise, la suspendre ou en restreindre les effets.";

b. En y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. Pour les fins de la présente loi, si la licence est requise par une ou des personnes faisant affaire sous une raison sociale, le nom et l'adresse de cette ou de ces personnes; si elle est requise par une société, les noms et adresse de chacun des associés; si elle est requise par un club ou une corporation, le nom et l'adresse de son président s'il réside dans la province, sinon le nom de son gérant ou représentant et l'adresse de son bureau d'affaires, dans la province, doivent être donnés."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose un amendement.

L'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. L'article 3 de ladite loi est modifié:

a. En remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Le ministre peut refuser l'émission de cette licence à toute personne qui a été condamnée pour infraction à la présente loi. Il peut révoquer la licence émise si le licencié refuse ou néglige de se conformer à l'une des dispositions de la présente loi ou à l'un de ses règlements faits sous son autorité par le lieutenant-gouverneur en conseil."

b. En y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. Pour les fins de la présente loi, si la licence est requise par une ou des personnes faisant affaire sous une raison sociale, le nom et l'adresse de cette ou de ces personnes; si elle est requise par une société, les noms et adresses de chacun des associés; si elle est requise par un club ou une corporation, le nom et l'adresse de son président s'il réside dans la province, sinon le nom de son gérant ou représentant et l'adresse de son bureau d'affaires, dans la province, doivent être donnés."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 4 de ladite loi tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 23, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. L'agent du bureau doit fournir au ministre une garantie en la manière et pour le montant établis par ce dernier."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Nous avons discuté, il y a quelques jours, la question des polices de garantie que doivent prendre les vendeurs de gazoline. Je dois dire que le gouvernement va prendre une assurance de groupe pour tous les vendeurs d'essence. Nous pourrions les assurer pour une prime de 25 cents par \$100.

M. Guertin (Hull): Pourquoi pas le mettre dans la loi, alors? J'ai peur que le gouvernement ne tienne pas ses promesses.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai pas dit que le département du Trésor paierait la prime. Nous allons prendre une police de groupe pour que le taux d'assurance soit moins élevé. Le gouvernement paiera la prime et se fera rembourser.

M. Guertin (Hull): C'est-à-dire que l'on force les vendeurs de gazoline à s'assurer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons convenu l'autre jour que c'est une chose nécessaire.

L'étude de l'article 3 est suspendue.

L'article 4 est adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai un amendement à proposer pour enlever un article du projet, car le Code criminel couvre l'infraction qui y est mentionnée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que j'ai dit l'autre jour. C'est une amélioration, mais l'article est vicié par la seconde partie qui laisse le gouvernement juger s'il y a contravention ou non aux règlements, alors que, d'après le bill lui-même, le gouvernement peut ajouter quand il veut aux règlements les contraventions à la loi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si vous voulez en avoir le mérite, je n'ai aucune objection. (Souriant) Il est entendu que toutes les bonnes mesures viennent de l'opposition.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le gouvernement est docile à la veille des élections.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas une question de docilité mais, puisque le Code criminel couvre l'infraction, il n'est pas nécessaire d'avoir deux lois.

Le comité étudie la sous-section 7a de l'article 5, qui se lit comme suit:

"7a. Toute personne qui, étant agent du bureau pour les fins de la présente loi, refuse ou néglige de percevoir les droits imposés par la loi, ou d'en tenir compte ou d'en rendre compte, ou de les remettre au bureau, ou autrement contrevient aux dispositions de l'article 4 de la présente loi, commet une infraction à la présente loi, et est passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas mille dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois."

Cet article est amendé par la suppression des mots "ou d'en rendre compte ou de les remettre au bureau, ou autrement contrevient aux dispositions de l'article 4 de la présente loi".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"10. Aux fins de vérifier les quantités de gazoline acquises, vendues, et en main, le ministre peut imposer l'usage de compteurs automatiques ou autres appareils ou réceptacles approuvés par le bureau et en contrôler l'opération. Il peut aussi, pour les mêmes fins, imposer l'usage de tels autres moyens ou de telles autres méthodes qu'il jugera à propos."

Cet article est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après ce bill, le ministre peut faire disparaître les pompes à gazoline qui gênent la circulation même dans les villes. C'est un empiétement sur l'autorité municipale.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais non. Ce projet n'affecte que les pompes à gazoline situées sur les routes et non dans les rues.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai été surpris de voir qu'on a installé une station de gazoline en face de Spencer Wood. Pourquoi a-t-on permis l'installation d'un poste de distribution de gazoline en face de Spencer Wood?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous n'avons rien eu à faire avec cela. C'est la municipalité qui l'a autorisée. Le gouvernement n'a aucun contrôle puisque ce poste est situé dans la municipalité rurale de Sillery.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 45

Loi de la gazoline

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité reprend l'étude de l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 4 de ladite loi, tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 23, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. L'agent du bureau doit fournir au ministre une garantie en la manière et pour le montant établi par ce dernier."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) annonce au député de Hull (M. Guertin) que, pour se rendre à ses observations de la semaine dernière, il supprime l'article 3, qui oblige chaque agent du bureau à fournir au ministre une garantie en la manière et pour le montant établis par ce dernier.

L'amendement est adopté.

L'article 3 est retiré.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je veux faire quelques observations. Le présent bill prouve que souvent le mal conduit au bien.

Le gouvernement n'est pas sans savoir qu'il a subi des pertes sérieuses en rapport avec la taxe de la gazoline. Il y a eu des fraudes. La justice du gouvernement n'est pas égale pour tous. L'on dit que le gouvernement n'a pas pris les précautions voulues pour prévenir ces pertes. On dit aussi qu'il a subi des pertes considérables par suite d'influences importantes auprès du gouvernement, et on dit aussi qu'un parent d'un ministre a fait perdre un gros montant au gouvernement. Quelqu'un, qui était allé à un ancien membre du gouvernement, dit-on, a été mêlé aux fraudes commises et il s'est enfui. Je ne blâme pas le gouvernement pour pareille aventure, car ces choses peuvent arriver, et le fait qu'un parent d'un membre du gouvernement viole une loi ne doit pas être imputé au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous devriez le nommer.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi faire ces subtilités? Je fais assez d'efforts pour éviter

de le nommer que l'honorable premier ministre ne devrait pas être si exigeant. On a fait grand bruit autour d'une personne qui porte mon nom, qui n'est pas parent avec moi, et qui doit subir deux années de baigne pour avoir enlevé certains papiers dans une élection. Et pourtant, il n'y a pas de comparaison entre le traitement que l'on fait subir à un exalté en tourmente politique et le parent d'un ministre qui fait perdre \$200,000 à la province et à cause duquel on rend la loi actuelle plus sévère. Il reste que le gouvernement emploie deux poids, deux mesures. Il est trop sévère pour les adversaires et trop tendre pour ses amis.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement n'a protégé personne. Il est difficile de contrôler les vols qui se commettent et, parfois, il faut des mois pour constater le vol et trouver son auteur. Les voleurs ont été poursuivis et c'est justement pour prévenir les vols que la nouvelle loi a été faite.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): On a retracé les vols, mais pas les voleurs. J'admets que la chose peut arriver à toute administration. Mais il reste que le gouvernement emploie deux poids et deux mesures. Il est trop sévère pour les adversaires et trop tendre pour ses amis. Le gouvernement a raison de chercher à prévenir les abus, mais je trouve que le gouvernement est trop dur pour les adversaires qui commettent des erreurs de jugement, quand ses amis font des fautes plus graves sans être punis.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Une voix de l'opposition: L'opposition est prête à laisser passer la troisième lecture.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la remise de la troisième lecture à la prochaine séance, afin d'y apporter des amendements si nécessaire.

**Loi des accidents
du travail**

L'honorable M. Francoeur (Lothbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

On a procédé par étapes, et on conçoit que dans une législation comme celle-là, il faut faire plusieurs expériences avant d'arriver à la perfection humaine. Il ne faut pas improviser, mais procéder par expériences successives. C'est en 1909 que la première loi des accidents du travail fut adoptée par cette Législature. Le droit commun fut mis de côté pour être remplacé par le risque professionnel. Jusqu'en 1929, l'application en a été laissée aux tribunaux. En 1928, une autre loi fut adoptée avec des modifications considérables. Aux tribunaux on substitua une commission qui devait rendre des jugements plus explétifs et moins coûteux. Chaque année, les ouvriers ont demandé des changements. La loi que nous présentons modifie beaucoup celle de 1928.

On a dit qu'elle était calquée sur la loi d'Ontario et qu'elle contient l'assurance collective, sauf quant à certaines exceptions, pour faire accorder notre loi avec le Code civil. On a répété cela depuis le discours du trône et certains journaux ont même prétendu publier le projet de loi, ce qui simplifie ma tâche considérablement. Les journaux ont donné des extraits de notre projet. Ma tâche sera donc facile pour l'expliquer. Cependant, j'ai préparé quelques notes pour exposer à la Chambre les grandes lignes du projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre ne peut proposer la deuxième lecture de son bill avant que la Chambre n'ait considéré les résolutions qui s'y rattachent. Le gouvernement va trop vite en besogne. Le bill a été distribué au début de la soirée et personne n'a encore eu le loisir de le lire.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Très bien, mais il faudra que je donne les mêmes explications sur la résolution.

M. Guertin (Hull): La session est commencée depuis trois mois et le bill ne fait qu'apparaître. Or, on veut le faire voter à la minute exacte où on le distribue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien. Nous allons prendre l'item 42 du *Feuilleton*. Cet item comprend les résolutions qui accompagnent le bill. C'est bonnet blanc, blanc bonnet.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Cela a été inventé par les avocats.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que la Chambre se forme en comité plénier

pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 des accidents du travail, 1931.

Je disais, M. l'Orateur...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un nouveau point d'ordre. Nous ne pouvons entendre les explications sur la proposition d'aller en comité plénier pour étudier les résolutions.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** approuvent le député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) affirme que l'on est dans l'ordre et que l'honorable ministre a droit de dire à la Chambre pourquoi il veut aller en comité plénier.

M. l'Orateur suppléant rejette le point d'ordre. Le ministre des Travaux publics a le droit de donner des explications sur le principe du bill.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) reprend la parole.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre veut discuter les détails du bill et je soulève un point d'ordre. Les deux principes du bill étant: 1. l'assurance patronale obligatoire, et 2. de calquer le bill sur la loi ontarienne, le ministre n'a pas le droit d'entrer dans le détail du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare que le ministre va simplement expliquer le bill et que, pour la seconde lecture, on ajournera le débat, si l'opposition le veut, à la semaine prochaine. Il affirme que n'importe quel député de la Chambre pourra demander l'ajournement du débat lorsque le ministre aura donné des explications sur son bill.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement pourra considérer le bill de Montréal en attendant.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je ne veux qu'énoncer les principes et les grandes lignes du bill.

Loi des accidents du travail, 1931
Application de la loi⁹

a) À toutes les industries mentionnées dans les cédules 1 et 2 et à toutes celles qui pourront plus

tard y être ajoutées par règlement (70-71 et 109). L'industrie agricole et les services domestiques en sont spécialement exclus (110).

b) Aux gouvernements fédéral et provincial et aux corporations municipales, mais seulement pour les travaux ou les opérations qui constituent l'exercice d'une industrie mentionnée dans la cédule 1 ou 2, et aux seuls ouvriers qui sont occupés à ces travaux ou à ces opérations (2-2).

c) La loi s'applique aussi à des accidents subis en dehors de la province (6).

I) si l'employeur a une place d'affaires dans la province et si l'ouvrier y réside et y est généralement employé (6-1);

II) si l'employeur a une place d'affaires dans la province et si l'ouvrier y est généralement employé bien qu'il n'y réside pas, pourvu que l'ouvrier n'ait quitté la province que temporairement (6-2).

Bénéficiaires

a) Tout ouvrier (2-15), autre que l'ouvrier indépendant (2-16), engagé par un contrat de louage d'ouvrage ou d'apprentissage écrit ou verbal, exprès ou implicite, dans une industrie à laquelle la présente loi s'applique, et qui subit un accident par le fait ou à l'occasion de son travail dans cette industrie (2-10), ou qui souffre d'une maladie industrielle au sens de cette loi (section XI) (106);

b) Les dépendants d'un ouvrier qui décède à la suite d'un accident. Ce sont, au sens de la loi, les membres de sa famille qui vivaient entièrement ou partiellement du salaire de l'ouvrier au moment de son décès (2-5); ces membres de la famille peuvent être le mari, l'épouse, le père, la mère, les grands-parents, le beau-père, la belle-mère, le frère, la sœur, le demi-frère, la demi-sœur, les enfants, le gendre, la bru, le beau-fils, la belle-fille, et toute autre personne, même étrangère, qui est à l'égard de l'ouvrier *in loco parentis* (2-15).

Compensations (section III)

a) À l'ouvrier:

I) Pour incapacité totale et permanente, une rente viagère et hebdomadaire égale à 66% % de son gain hebdomadaire moyen durant les douze mois de son emploi dans l'industrie où il a été blessé, ou de ses gains moyens durant toute autre période moindre s'il n'a pas été douze mois à cet emploi (37). Cette rente peut, à la discrétion de la Commission, être convertie en un montant payé à l'ouvrier (27-1).

II) Pour incapacité partielle et permanente, une rente viagère et hebdomadaire égale à 66% % de

la différence entre ses gains moyens hebdomadaires au moment de l'accident et ceux qu'il peut gagner ou qu'il gagne après l'accident dans un emploi approprié à son état (38-1).

Si l'incapacité est de moins de 10 %, la rente est convertie en une somme globale qui est payée à l'ouvrier (38-2). L'incapacité s'évalue d'après la nature de la lésion tout en tenant compte de l'aptitude de l'ouvrier à continuer le travail auquel il était employé lors de l'accident (38-3).

III) Pour incapacité totale et temporaire, la même rente que pour incapacité totale et permanente, tant que dure cette incapacité (30).

IV) Pour incapacité partielle et temporaire, la même rente que pour l'incapacité partielle et permanente, tant que dure cette incapacité (40).

Les rentes en cas d'incapacité totale et permanente ou totale et temporaire ne doivent pas être inférieures à \$12.50 par semaine.

Dans les autres cas d'incapacité, si le salaire est inférieur à ce montant, l'indemnité est calculée sur cette base en tenant compte de la diminution de la capacité de travail (41).

b) Aux dépendants:

a) Les frais funéraires jusqu'à \$125.00 (34-1-a).

b) À la veuve ou au veuf invalide, une rente mensuelle de \$40.00 et une rente additionnelle et mensuelle de \$10.00 pour chaque enfant âgé de moins de 16 ans (34-1-c).

c) Au décès de la veuve ou du veuf invalide, la rente de chaque enfant est augmentée à \$15.00 (34-1-c).

d) S'il s'agit d'enfants seuls, une rente mensuelle de \$15.00 pour chaque enfant âgé de moins de 16 ans (34-1-d).

e) S'il s'agit d'autres dépendants que ceux ci-dessus mentionnés, une somme raisonnable et proportionnée à la perte pécuniaire subie par chacun de ces dépendants par le décès de l'ouvrier (34-1-c).

Les rentes prévues pour ces derniers dépendants sont payées aussi longtemps que dans l'opinion de la Commission il y a raison de croire que l'ouvrier, s'il eut vécu, eût continué à subvenir à ces dépendants. La Commission peut convertir la rente de ces dépendants en une somme globale ou en tout autre mode de paiement (34-1-4).

I) Le total des rentes mensuelles accordées à des dépendants d'un ouvrier ne doit pas excéder 66% % de la moyenne des gains mensuels de cet ouvrier (34-9).

II) La rente est payée aux enfants jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans, ou à leur décès s'il

survient avant cet âge (36). Cependant, la rente pour un enfant invalide n'est pas soumise à cette restriction et elle continue à courir tant que la Commission croit que l'ouvrier, s'il eut vécu, aurait continué à subvenir à cet enfant (34-6).

III) La rente cesse de courir pour une veuve qui se marie, mais il lui est payé une somme égale à deux années de rente dans les trente jours de son mariage (36-1).

IV) Si l'ouvrier ne laisse pas de veuve et qu'une sœur, une tante ou une autre personne prend soin des orphelins à la satisfaction de la Commission et entretient la maison où vivent les enfants, cette personne a droit aux rentes comme s'il s'agissait d'une veuve (34-2).

V) En plus, la Commission paye à la veuve ou à cette personne une somme de \$100,00 (34-3).

Paielements des compensations

a) Personnellement par les employeurs qui exploitent les industries de la cédule 2 (4).

b) Collectivement par les employeurs qui exploitent les industries de la cédule 1 (5) (73-1).

Système a) La Commission pour la protection de l'ouvrier peut obliger ces employeurs à faire des dépôts de deniers pour garantir les compensations ou à fournir une police de garantie (30).

De plus, la Commission peut obliger ces employeurs à tenir leurs employés assurés contre les accidents (28).

Système b) La cédule 1 est divisée en classes ou groupes d'industries. L'accident qui survient dans une industrie d'une classe affecte la classe entière en ce sens que les employeurs qui exploitent les industries sont cotisés pour payer la compensation due, mais le paiement de la compensation est à la charge du fonds d'accident (Section VIII) (77-3) (Section X) (89).

Répartition de la compensation

Elle est basée sur les salaires payés durant l'année par chaque employeur de la classe responsable. Ces salaires ne sont pris en considération que de \$2,000 par année (Section X).

Fonds d'accidents

C'est la caisse qui fournit le paiement des compensations. Il est constitué des contributions imposées aux employeurs qui exploitent les industries de la cédule 1 (section VIII) (73) (Section X)

(89). Si, à un moment, il n'est pas en état de rencontrer un ou des paiements à titre de compensations, il est loisible au lieutenant-gouverneur d'autoriser une avance du fonds consolidé du revenu. Cette avance est remboursée par une répartition imposée aux employeurs responsables. (74)

Administration

La loi est administrée par une commission composée de trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil (Section VI) (52). Cette commission se prononce:

a) Sur le droit de l'ouvrier ou des dépendants à une compensation;

b) Sur la qualité d'icelle lorsqu'elle n'est pas spécifiquement déterminée par la loi;

c) Sur toutes autres questions administratives en rapport avec la loi.

i) Les décisions de la commission sont finales et sans appel.

ii) L'exécution des décisions qui entraînent paiement d'une somme se fait par le dépôt de cette ordonnance au greffe de la Cour supérieure du district de Québec; la Cour peut, sur requête sommaire de la commission ou de toute partie intéressée, homologuer la décision, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement.

Dépenses d'administration

Toutes les dépenses de la commission, y compris les salaires des membres et des employés, sont à la charge du fonds d'accident.

Ces dépenses sont payées par les employeurs mentionnés sur les cédules 1 et 2 (Section X) (89-1-9) (Section XIII) (108); le gouvernement peut y contribuer pour une somme annuelle n'excédant pas \$100,000 (72).

Généralités

La loi pourvoit encore:

a) À la réhabilitation des ouvriers. La commission est autorisée à faire les dépenses nécessaires pour venir au secours de l'ouvrier dans ce but (51).

b) À l'assistance médicale qui consiste dans les soins médicaux et autres à être fournis à un accidenté, dans les remèdes et les appareils de prothèse et d'orthopédie et à leur renouvellement durant une année.

c) À l'organisation des employeurs qui exploitent les industries comprises dans la cédule 1 en une association de protection contre les accidents (Section XIII) (106).

Entrée en vigueur

La loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais elle ne s'appliquera, quant au paiement des compensations, qu'aux accidents qui surviendront le ou après le premier septembre 1931.

La loi de 1928 et la loi concernant la commission actuelle des accidents du travail continuent de s'appliquer aux accidents antérieurs au premier septembre 1931.

Les membres de la Commission des accidents du travail, nommés en vertu de la loi de 1928, sont continués en fonctions par la présente loi et sont chargés d'administrer la loi des accidents du travail de 1928 et la présente loi.

Cette loi, nous le croyons, rencontrera les désirs du capital et du travail. En 1928, le gouvernement a dit: "Faisons l'essai de la loi telle que nous la proposons. Si elle ne donne pas satisfaction, nous reviendrons dans deux ou trois ans et nous proposerons alors l'assurance collective." J'ai confiance que la Chambre accueillera bien notre projet, et cela, dans l'intérêt du capital et du travail. J'espère que la Chambre agréera cette loi.

(Applaudissements prolongés)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je vous propose maintenant la deuxième lecture de ce projet de loi des accidents du travail, en vertu des articles 447 et 448...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. La Chambre a devant elle une motion pour se former en comité. Elle ne peut ignorer cette motion. On n'a pas le droit de revenir à la motion de lire le bill une deuxième fois, qui a été retirée. Avant d'adopter le bill en seconde lecture, il vaudrait mieux adopter les résolutions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je veux proposer maintenant de voter la deuxième lecture de la loi, au lieu de se former en comité pour étudier les résolutions. Je suis parfaitement dans l'ordre.

Je propose en amendement à la motion principale, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que tous

les mots après "que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants: La Chambre ne se forme pas en comité plénier, mais que le bill 46 des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Guertin (Hull) veut prendre la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

le prie poliment de s'asseoir.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a donc deux motions devant la Chambre. Nous ne pouvons les considérer toutes les deux en vertu des règlements.

M. Guertin (Hull): L'article 160 du Règlement couvre le point. On ne peut amender la motion principale dans un sens négatif.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

La motion de l'honorable premier ministre écarte la première motion.

M. l'Orateur suppléant: La motion de l'honorable premier ministre de quitter le fauteuil peut s'amender et le premier ministre est dans l'ordre, et je suis obligé de rejeter le point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre veut faire sa motion, nous allons la discuter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je propose donc, secondé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre ne se forme pas en comité plénier mais procède à la deuxième lecture de ce bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève deux points d'ordre.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout projet qui affecte le budget de la province doit être précédé d'une résolution. La création d'une assurance d'État affecte évidemment le budget de la province. Je prétends que la Chambre n'a pas le droit de lire le bill en deuxième lecture avant que la résolution qui la précède ne passe par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas l'assurance d'État, c'est l'assurance collective.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a sur le *Feuilleton* de la Chambre une résolution qui atteste de la nécessité de faire précéder ce bill par une résolution¹⁰.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Une résolution doit précéder un bill qui impose une charge au peuple. Quel est l'objet de ce projet de loi? De créer l'assurance collective pour la compensation des accidents du travail. Or, ici, il s'agit d'une assurance à même des cotisations imposées sur l'industrie, et les dépenses que la province aura à payer ne seront que des dépenses secondaires. Les sommes que le gouvernement pourrait être appelé à payer sont secondaires, puisque l'objet principal du bill est de changer le mode de compensation des accidents du travail. Il n'y a donc pas lieu même de présenter des résolutions et je soumets que l'on aurait pu procéder directement à l'étude du bill.

M. Blain (Montréal-Dorion): La deuxième résolution permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser à payer annuellement \$100,000 à la Commission des accidents du travail. Donc, le budget de la province est très affecté et la motion de l'honorable premier ministre est hors d'ordre.

Il (M. Blain) relève le point soulevé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) à savoir que la motion du premier ministre étant sous forme négative ne peut être acceptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, vous avez décidé que la motion pouvait être amendée. Les résolutions sont purement accessoires et nous ne devrions pas retarder l'étude du projet de loi lui-même, qui est très important pour la province.

Il (l'honorable M. Taschereau) est certain que la dépense d'argent dont fait mention le bill est absolument accessoire au bill et il vaut mieux discuter le bill qui est très important pour Québec que de discuter des résolutions qui n'offrent qu'un intérêt très secondaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'amendement de l'honorable premier ministre est négatif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais non, vous n'avez pas entendu ma motion.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de parler quand l'honorable député de Deux-Montagnes a la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous non plus!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne comprends pas comment l'amendement peut ne pas être négatif. Il suffit de le lire.

M. l'Orateur suppléant: (Rendant sa décision) Je déclare que l'amendement de l'honorable premier ministre est dans l'ordre. Car le projet a pour but de donner à la province une loi ouvrière. La somme que la province pourrait être appelée à payer constitue une question secondaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais parler sur l'amendement de l'honorable premier ministre. Pour le bien comprendre, il faut lire la loi des accidents du travail. Que dit la loi?

Il commence à lire le texte de la loi qui comporte 54 pages.

Voix à droite: Dispense.
(Rires)

M. l'Orateur suppléant demande au représentant de Trois-Rivières de s'en tenir aux raisons qui lui permettent de demander le retrait de l'amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour étudier une loi qui peut affecter le crédit de la province pour des millions, nous devrions procéder méthodiquement. Je soulève donc un nouveau point d'ordre. Le crédit de la province pouvant être affecté pour des millions, je considère que la deuxième lecture est inopportune et je demande une décision de l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant: J'ai décidé ce point d'ordre tout à l'heure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai soumis de nouvelles raisons pour que l'amendement de l'honorable premier ministre soit déclaré hors d'ordre. Il y a 22 ans que le gouvernement travaille à faire une loi pour rencontrer les désirs de la classe ouvrière. On nous a distribué ce projet aujourd'hui et on nous demande d'en voter la deuxième lecture. Il me semble que cet important projet devrait être soumis au comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, c'est ce que je veux. Si la Chambre veut considérer la deuxième lecture, le bill sera soumis au comité des bills publics. Nous allons référer le bill au

comité des bills publics et inviter tous les intéressés à venir faire valoir leurs représentations.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de référer le bill au comité des bills publics avant la deuxième lecture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que l'on adopte le principe du bill! Nous allons le dire dans les journaux et nous fixerons le jour pour discuter au comité des bills publics dès que nos amis l'adopteront.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, j'accepte la suggestion de l'honorable premier ministre.

L'amendement est adopté.

M. l'Orateur suppléant: Deuxième lecture du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur division.

M. Tremblay (Maisonnette): Pas sur le principe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, oui, sur division.

La motion principale, ainsi amendée, est adoptée sur division. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant, à M. Duplessis) Il n'y a pas d'autre point d'ordre?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. Selon *La Patrie* du 27 février 1931, à la page 4, le discours de l'honorable M. David a duré près de deux heures.

2. *La Presse* du 27 février 1931, à la page 35, donne 20,000,000.

3. *La Presse* du 27 février 1931, à la page 35, indique 155 %.

4. Chiffre du *Devoir* et du *Soleil* du 27 février 1931, respectivement aux pages 2 et 16, alors que *La Presse* du même jour, à la page 35, indique 185 %.

5. Chiffre tiré du *Soleil* du 27 février 1931, à la page 16, alors que *Le Devoir* du 27 février 1931, à la page 2, mentionne 815,000 paysans.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent).

7. L'ordre de la discussion des articles du projet de loi est tiré du *Devoir* du 27 février 1931, à la page 2.

8. Voir note 6.

9. Selon *L'Événement* du 27 février 1931, à la page 8, le texte qui suit - un résumé du projet de loi qui compte une cinquantaine de pages - a été communiqué à la Chambre par le ministre. C'est le résumé officiel de la loi, fourni aux journalistes par le ministre. Les chiffres cités entre parenthèses réfèrent aux articles de la loi.

10. Voici le texte des résolutions dont il est question:

1. Que le gouvernement de la province et une commission permanente de ce gouvernement engagé dans une industrie prévue par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront considérés comme employeurs au même titre que les particuliers et soumis aux dispositions de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, quand ils exploiteront une industrie énumérée dans les cédules 1 ou 2 de ladite loi.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer annuellement à la Commission des accidents du travail de Québec, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars à titre de contribution à ses dépenses.

3. Que, si le 1^{er} septembre, ou ultérieurement, la commission n'a pas les fonds nécessaires pour payer les compensations ou les dépenses prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, chaque fois que la commission lui en fera la demande, autoriser le trésorier de la province à lui avancer à même le

fonds consolidé du revenu les sommes requises, et que les sommes ainsi avancées seront remboursées au trésorier de la province par la commission et seront versées au fonds consolidé du revenu.

4. Que, jusqu'au premier septembre 1931, les traitements des commissaires, continués en vertu de l'article 116 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et de leurs remplaçants, ainsi que les dépenses de logement et d'ameublement de la commission seront à la charge du gouvernement de la province et seront payés à même le fonds consolidé du revenu, et qu'à compter de cette dernière date, ces traitements et ces dépenses seront payés à même le fonds d'accidents, tel que prévu par ladite loi.

Séance du vendredi 27 février 1931

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 58 modifiant la loi des cités et villes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 222 modifiant l'article 408 du Code municipal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 57 modifiant le Code municipal.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 184 modifiant l'article 754 du Code municipal relativement à l'exercice du droit de retrait.

Questions et réponses:**Inondation des terres
du Lac-Saint-Jean**

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport de la Commission du Lac-Saint-Jean, chargée de l'arbitrage des dommages causés par la compagnie qui a inondé les terres riveraines du lac?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date? *b.* quand a-t-il été ou sera-t-il imprimé?

3. Dans la négative, comment le gouvernement a-t-il contrôlé l'efficacité de la loi qui créait cette commission d'arbitrage?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. *a.* 3 décembre 1928;

b. N'a pas été imprimé.

3. ...

**Dettes consolidées
de la province**

M. Blain (Montréal-Dorion) pour **M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Quelle était la dette consolidée brute de la province de Québec, le 31 décembre 1930?

2. Quelle était la dette consolidée nette, à la même date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. La dette consolidée brute de la province, au 31 décembre, était de \$76,735,291.58.

2. La dette consolidée nette à la même date, était de \$54,147,526.84. (Le premier ministre a fait un lapsus, et au lieu de dire \$54,000,000, il a dit \$54,000).

Ai-je dit \$54,000?

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant). Eh bien, ce sera \$54,000 avant longtemps.

**Passif et actif
de la province**

M. Blain (Montréal-Dorion) pour **M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province, le 31 décembre 1930?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Voir le tableau à la page suivante)

Passif

Dette consolidée	\$ 76,735,291.58	
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement	\$ 8,570,154.36	
Paiements différés, <i>re</i> : débentures émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3, payables par versements annuels de \$124,172.40	<u>14,017,610.38</u>	<u>22,587,764.74</u>
		\$ 54,147,526.84
Puissance du Canada - Balance du compte au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. Ry.		25,000.00
Prêts de la puissance du Canada <i>re</i> : logements ouvriers		5,418,512.72
Dépôts en fideicommiss		4,234,483.20
Mandats non payés		726,786.69
Fonds de l'assistance publique		1,265,416.77
Avances de la banque		<u>10,343,687.80</u>
		\$ 77,635,023.65

Actif

Puissance du Canada: Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,187,781.37
Argent en banques	320,294.53
Diverses avances par la province	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice	2,670,239.96
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François	794,092.18
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	285,713.69
Endiguement des eaux du Lac Kénogami	4,648,680.17
Endiguement des eaux de la rivière Métis	274,634.26
Endiguement des eaux de la rivière du Nord	34,113.67
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts: Agrandissement: avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal: avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4	4,989,074.08
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3	1,100,497.87
Nouvelle prison du district de Montréal: avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	4,035,647.07
Palais de justice et prison du district de Montcalm: avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8	86,555.24
Palais de justice et prison du district de Roberval: avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6	39,979.30
Palais de justice et prison, district d'Abitibi, Amos: avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13	98,480.16
Palais de justice et prison du district d'Abitibi, Rouyn: avances autorisées par la loi 7 George V, chapitre 8	2,748.45
Palais de justice et prison, à Saint-Jérôme: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21	166,973.17
Palais de justice et prison, Campbell's Bay: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16	165,147.24
Palais de justice et prison à Ville-Marie: avances autorisées par la loi 7 George V, chapitre 7	5,993.85

Actif (suite)

Construction d'un musée d'histoire naturelle, à Québec: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3	\$ 1,424,468.58	
Musée d'histoire naturelle, Québec, ameublement: avances autorisées par la loi 29 George V, chapitre 64	2,609.75	
Prison du district de Montréal: construction de l'aile B.....	49,593.00	
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal	45,000.00	
Construction et ameublement de l'École des gardes forestiers: avances autorisées par S. R. 1925, chapitre 48	8,780.32	
Installation et ameublement de l'École de papeterie: avances autorisées par S. R., 1925, chapitre 48	21,539.00	
Achat d'une propriété, 89a du cadastre quartier est, Montréal, pour servir de morgue, autorisé par arrêté ministériel No. 711 du 30 avril 1925.....	55,000.00	
Propriété: 73 Grande Allée, Québec, pour servir de logement à la Commission des accidents du travail, autorisé par arrêté ministériel No 868 du 16 mai 1928	56,972.24	
Construction des ponts à l'Île Perrot: avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9	731,793.77	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan: avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5	446,868.88	
Loi des accidents du travail, 18 George V, chapitre 79, article 10.....	67,404.36	
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 18 George V, chapitre 3	2,551,878.40	
Palais de justice de Québec, ameublement: avances autorisées par la loi 20 George V, chapitre 6	109,845.08	
Chemin carrossable sur le pont de Québec: avances autorisées par la loi 19 George V, chapitre 6	400,000.00	
Prison des femmes, Québec: avances autorisées par la loi 19 George V, chapitre 10	37,262.60	
Endiguement des eaux de la rivière Gatineau.....	47,040.27	
Commission du prêt agricole canadien, capital-actions: souscription autorisée par la loi 18 George V, chapitre 30	44,096.00	
Prêt aux municipalités <i>re</i> habitation salubres	<u>6,918,512.72</u>	
		\$34,212,681.77
Excédent du passif sur l'actif au 31 décembre 1930, représenté par d'autres dépenses au compte du capital, moins, surplus en revenu consolidé depuis la Confédération.....		<u>\$43,422,341.88</u>

**Code de procédure civile,
article 94**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code civil,
article 1530**

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 modifiant l'article 1530 du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des cités et villes, article 2

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 modifiant l'article 2 de la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Drainage des terres

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications!

M. Dugas (Joliette): C'est un petit amendement qui vise les cours d'eau qui touchent à deux provinces. Il y a une difficulté au sujet d'un cours d'eau entre Ontario et Québec. La Législature de l'Ontario va adopter un semblable projet de loi. À l'heure actuelle, on cherche une entente entre Ontario et Québec pour un cours d'eau traversant la frontière des deux provinces. Pareil cas peut se produire sur la frontière entre le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Droits civils de la femme

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme.

M. Blain (Montréal-Dorion) propose que la question soit reportée, étant donné que le député de Québec Est (M. Drouin), un ardent défenseur de la cause féministe, est absent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne croit pas que cela soit nécessaire. S'il y a des changements, ce sera au Conseil législatif de s'en charger.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre semble savoir ce que le Conseil fera de ce bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais jamais ce que le Conseil législatif va faire. Je ne vois pas ce que le Conseil veut faire, mais je sais ordinairement à l'avance ce que vous ferez. En général, je sais ce que le député de Trois-Rivières va dire.

Adopté. La Chambre se forme en comité plénier.

En comité¹:

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai des doutes sur le succès de la mesure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Pour un bon chrétien comme vous, c'est surprenant.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Ma foi n'est pas grande en l'efficacité de la mesure.

Les articles 1 à 32 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement².

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité³:

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose:

1. Que, nonobstant toute disposition à ce contraire, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter la période de temps pendant laquelle il est permis de tuer l'ours dans tels districts électoraux qu'il peut de temps en temps déterminer.

2. Que le ministre pourra payer, à même les revenus provenant de la mise à exécution de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86), une prime à toute personne, habitant la province, qui lui prouvera, de la manière ci-après déterminée, avoir tué un ou plusieurs ours dans la limite des endroits fixés par le ministre et dont les noms sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

3. Que le montant de cette prime sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que, pour obtenir la prime, cette personne devra nettoyer et envoyer à ses frais au département, la peau complète de l'ours, y compris celle du crâne, avec une déclaration, suivant la formule prescrite par le ministre, attestée sous serment devant un juge de paix, déterminant le lieu et la date où il aura tué cet ours ou ces ours.

5. Que cette peau, après avoir été marquée de la manière indiquée par le ministre, sera retournée à l'expéditeur aux frais du département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

Le premier amendement vise les primes payées à ceux qui tuent des ours. Pareille prime était déjà accordée en 1928, mais, pour mettre fin aux ravages causés aux troupeaux par ces animaux, le gouvernement a dû payer de fortes sommes à des chasseurs qui allaient jusqu'à 50 ou 60 milles dans les bois, loin des fermes, pour tuer des ours. Les primes accordées aux rabatteurs d'ours sont trop dispendieuses.

Mon prédécesseur avait offert une prime de \$15 par ours. Il y a eu des fraudes. Certaines personnes sans principes essaient d'encaisser de l'argent sans que cela ne soit justifié. Les gens allaient à 50 milles dans les bois et abattaient des ours, avec le résultat que les ours ne mangeaient plus les moutons, mais dévoraient notre budget. Quand les ours sont vivants, ils mangent les troupeaux, mais morts, ils mangent le Trésor. La nouvelle loi établit que l'ours devra être tué dans un rayon de cinq milles du village, et la peau et le crâne devront être envoyés au département pour fins de contrôle. Les mêmes conditions s'appliquent à la prime sur l'abattage des lousps.

M. Tremblay (Maisonnette): (Moqueur) On a eu plus de succès qu'avec les marsouins; pourquoi ne pas adopter le même procédé?

M. Blain (Montréal-Dorion): Le prédécesseur de l'honorable ministre a vu venir l'ours.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il est donc proposé, entre autres mesures de protection, que la peau de tout ours pour lequel on réclame une prime soit envoyée au département. Nous amendons la loi de façon à obliger celui qui réclame la prime à envoyer le crâne et la peau de l'ours au département de la Chasse.

M. Blain (Montréal-Dorion)⁴: Que fera-t-on de la peau?

L'honorable M. Laferté (Drummond): On la rendra au propriétaire après l'avoir frappée de façon à ce qu'on ne l'utilise plus pour nous réclamer une autre prime.

Nous disons de plus dans la loi que l'ours devra avoir été tué dans un rayon de cinq milles de la localité où réside celui qui a abattu l'animal.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement ne veut pas que l'on vende la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

M. Guertin (Hull): Si on veut faire disparaître l'espèce, pourquoi mettre une entrave à la destruction des ours? Les ours...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les quoi? Il fait une remarque sur la prononciation du mot "ours".

M. Guertin (Hull): Je demande au premier ministre de bien vouloir apprendre à cette honorable Chambre s'il convient de dire "our" ou "ours" et de nous communiquer le fruit de ses connaissances.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rit de bon cœur.

M. Tremblay (Maisonnette): Ça dépend de la longueur de la queue.

M. Guertin (Hull): J'ignore si l'on dit "ours" ou "ourses", si on doit dire "our" ou "ours", au singulier ou au pluriel, mais où l'espèce est nuisible

ou elle ne l'est pas. Si ces animaux sont nuisibles, laissons-les les abattre, partout où ils se trouvent.

L'honorable M. Laferté (Drummond):

Pourquoi grever notre budget pour abattre les ours de la forêt qui ne causent pas les dommages dont on se plaint?

Sous prétexte de protection, les gens allaient à la chasse et ils se faisaient payer une prime pour chaque ours qu'ils abattaient. À cause des abus, les primes payées en 1928 furent de \$28,000; l'an dernier, les sommes sont tombées à \$9,000.

M. Guertin (Hull) demande au ministre pourquoi, par son bill, il limite les périodes de chasse et aussi pourquoi on a établi une limite de chasse de cinq milles autour des régions habitées.

Si l'ours est un animal nuisible, qu'on continue la chasse, car l'ours n'est pas un animal stationnaire, et volontiers il voyage sur des terres de la couronne, sur les lots des colons, sans s'occuper de la limite de cinq milles établie par le ministre de la Colonisation.

M. Blain (Montréal-Dorion) dit, en riant, qu'il croit que la nouvelle aile du parlement sera destinée à y remiser les peaux d'ours. Nous savons ce que l'on fera des peaux. Qu'est-ce qu'on fera des crânes d'ours⁵?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il y a assez de bourreurs de crâne dans cette Chambre pour en prendre soin.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ignore moi-même si l'on doit dire "ours" ou "ourses". Je propose que l'on soumette le cas de la prononciation du mot "our" ou "ours" à l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David). Il pourra nous faire part de ses lumières sur la difficulté et faire un joli débat académique.

M. Tremblay (Maisonnette): On pourra aller débattre ça au pays de la gomme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tout de même, si on ne tue que les ours qui causent des dommages, ce sera toujours à recommencer. Car ceux qui vivent dans la forêt s'approcheront nécessairement des colons.

L'intention de l'honorable ministre (M. Laferté), en restreignant la limite à cinq milles, est

d'économiser. On parera ainsi à un danger temporaire. Si l'on veut faire disparaître le danger complètement, pourquoi mettre une limite? L'on ne devrait pas apporter des restrictions à la chasse à l'ours, puisqu'il est si nuisible. Pourquoi ne pas primer tous les ours abattus, quel que soit l'endroit où les chasseurs les atteignent?

L'honorable M. Laferté (Drummond): La dépense serait trop forte.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre pourquoi il a cru nécessaire de faire précéder son bill de résolutions quand, hier, le premier ministre disait qu'il n'était pas nécessaire de faire la même chose pour la loi des accidents du travail, qui peut entraîner une dépense de \$100,000 pour la province. Combien vont coûter les primes, d'après les calculs de l'honorable ministre?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Quand il n'y avait aucune restriction, nous avons payé jusqu'à \$22,000. L'an dernier, les primes ont coûté \$8,000 ou \$9,000. Je ne sais ce que cela coûtera au gouvernement l'an prochain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Il ne faut pas que les ours le sachent?
(Rires)

L'honorable M. Laferté (Drummond): Non, nous n'avons pas de statistiques à ce sujet.

M. Tremblay (Maisonnette): Quels sont les dommages causés par les "ours" ou les "ourses"? L'honorable ministre devrait nous dire combien de moutons ont été mangés par les ours.
(Rires)

L'honorable M. Laferté (Drummond): La chose est difficile à dire.

M. Tremblay (Maisonnette): Le gouvernement a actuellement un souci, celui de ne pas laisser manger le Trésor provincial par les ours, mais, si nous voulons voter intelligemment cette mesure, encore faudrait-il savoir quels dommages ces animaux sauvages ont causés.

Combien de moutons ont été dévorés? Sont-ce des petits ou des gros?

L'honorable M. Laferté (Drummond) avoue n'avoir aucune statistique sur cette question.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je suggère alors qu'on suspende l'étude du bill et que le ministre d'ici là se renseigne.

M. Blain (Montréal-Dorion): (Souriant) Ces peaux d'ours pourraient servir à faire des vestes en temps d'élections.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) On vous les enverra alors.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Pince-sans-rire) C'est une mauvaise loi.

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de crédit et d'entrepasage

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 constituant la Corporation de crédit et d'entrepasage (Credit & Warehousing Corporation).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Une ou des voix⁷ proteste(nt) contre le fait que le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) demande de voter ce subside à la veille d'ajourner, pour permettre aux députés de prendre leur train pour chez eux.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'offre aux députés de les conduire dans leur demeure en avion, s'ils craignent de manquer le train.

M. Guertin (Hull) attire l'attention du ministre sur une affaire de lots dans son comté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous n'avons pas encore étudié l'item de l'inspection

des terres. Lorsque nous serons rendus à cet item, je renseignerai mon honorable ami.

M. Duplessis (Trois-Rivières)⁸: L'honorable ministre des Terres et Forêts sait-il qu'il y a eu un "merger" des compagnies de papier dans la région du Saint-Maurice? Des détenteurs d'actions privilégiées de la Belgo Canadian Paper Company ont reçu du "merger" la promesse de toucher un intérêt de 7 %. Je suis informé que ces actionnaires privilégiés ont reçu avis que leur dividende ne leur serait pas payé. Je voudrais savoir ce que le gouvernement va faire devant une pareille situation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dit qu'il ne s'attendait pas à une pareille question sur l'item de l'aviation. Le gouvernement de Québec peut difficilement contrôler les "mergers", pas plus dans les compagnies de papier que dans d'autres industries. Nous ne perdons pas l'occasion de mettre le public en garde contre les mauvais placements. Quant à la responsabilité du gouvernement dans le cas cité par l'honorable député de Trois-Rivières, il n'en a aucune. Je me demande si ce serait une bonne chose pour un gouvernement de pouvoir empêcher les "mergers" des compagnies en certaines circonstances.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement d'avoir laissé les compagnies surcapitaliser et surproduire au point que, maintenant, l'épargne des employés mise dans les compagnies de pulpe est en grand danger. Nous aurons, dit-il, l'occasion de discuter cette question plus tard. La situation actuelle provient du fait que le gouvernement n'a pas prévu la surcapitalisation et la surproduction. À tout péché miséricorde, cependant, et le gouvernement devrait essayer de protéger les actionnaires privilégiés.

Revenant au service d'hydroplanes, je me réserve le droit d'en parler plus tard, mais je ne poserai pas d'autres questions que celle-ci: l'honorable ministre va-t-il demander des soumissions pour ses contrats? Le ministre a-t-il l'intention de continuer à accorder ses contrats sans demander des soumissions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond qu'il croit devoir continuer la politique suivie jusqu'à aujourd'hui. Si nous demandions, dit-il, des soumissions, nous nous exposerions à en recevoir de compagnies de l'Ontario ou des États-Unis avec lesquelles il n'est pas désirable de traiter dans ce

domaine. On aurait forcément fourni des renseignements sur les richesses naturelles de la province aux Américains et aux compagnies aériennes de l'Ontario, qui auraient pu présenter une soumission, et qui l'auraient probablement fait. Je préfère faire affaire avec des compagnies de notre province. En principe, je suis pour les demandes de soumissions mais, pour le service de topographie, nous nous exposerions à des ennuis et à des déboires, si nous demandions des soumissions.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois.

Déclarations des compagnies et des sociétés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 237 modifiant la loi des déclarations des compagnies et des sociétés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

2. Selon *L'Action catholique* et le *Star*, dans leur édition du 28 février 1931, respectivement aux pages 16 et 19, en moins de 10 minutes, ce projet de

loi est adopté dans toute sa longueur sans autres amendements que ceux apportés au comité permanent des bills publics. Le président du comité, M. Vautrin, "le champion des aspirations féministes au Québec", ne fait que mentionner le numéro des 32 articles du projet de loi, et avec une belle unanimité, la gauche et la droite les adoptent en disant: "Carried".

3. Voir note 1.

4. Contrairement aux autres journaux, *L'Action catholique* et *La Presse*, dans leur édition du 28 février 1931, respectivement aux pages 16 et 35, indiquent que c'est M. Duplessis qui a posé cette question en ces termes: "Qu'est-ce qu'on fera de la peau?"

5. Les mêmes journaux attribuent cette répartie à M. Tremblay, contrairement aux autres.

6. Voir note 1. M. Savary, chef du service d'hydroplanes, prend place à côté de l'honorable M. Mercier fils.

7. C'est *Le Canada* du 28 février 1931, à la page 1, qui fait état de ces protestations de la façon suivante: "L'opposition paraissait vouloir protester..." Nous ne sommes pas absolument certains qu'elle l'ait fait.

8. Selon *L'Événement* du 28 février 1931, à la page 4, le comité revient au service des hydroplanes, mais M. Duplessis fait glisser la discussion sur un autre sujet.

